



**Tagblatt des Grossen Rates
des Kantons Bern**

**Journal du Grand Conseil
du canton de Berne**

**Session vom
19. bis 28. November 2018**

**Session du
19 au 29 novembre 2018**

Jahrgang 2018 / Heft 4

Année 2018 / Cahier 4

**www.be.ch/tagblatt
www.be.ch/journaldugrandconseil**

Généralités

Allocutions du président.....	1249, 1649
Motion d'ordre	1249, 1250
.....	1251, 1407

Actes législatifs

2016.STA.10699 Loi sur les droits politiques (LDP) (Modification)	
2 ^e lecture	1253
Vote final	1256
2018.RRGR.470 Loi cantonale sur la protection des eaux (LCPE) (Modification)	
1 ^{re} lecture.....	1268
Vote final	1270
2018.RRGR.30 Loi sur le personnel (LPers) (Modification)	
1 ^{re} lecture.....	1569, 1587
2018.RRGR.333 Loi sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP) (Modification)	
1 ^{re} lecture.....	1364, 1379
2017.POM.516 Loi sur le repos pendant les jours fériés officiels (Modification)	
1 ^{re} lecture.....	1341, 1345
Vote final	1347

Arrêtés du Grand Conseil

2014.GEF.3 Arrêté du Grand Conseil concernant le projet populaire « Pour une aide sociale efficace ! ».....	1407,
.....	1419, 1433

Rapports

2018.RRGR.217 Rapport de gestion et comptes annuels de l'exercice 2017	1463
2018.RRGR.618 Rapport de la Commission de justice sur le rapport de gestion 2017 des autorités judiciaires et du Ministère public.....	1479
2018.RRGR.501 Rapport d'information 2016 de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin aux membres de la Commission interparlementaire de la conventions scolaire romande : comptes 2016, budget 2018	1384
2018.RRGR.502 HES-SO, rapport annuel 2016 ; comptes annuels 2016 ; budget 2018 et rapport annuel 2017 de la Commission interparlementaire de contrôle HES-SO	1386
2018.RRGR.503 HE-Arc ; rapport d'activité 2017 ; comptes 2017 ; budget 2019 et rapport d'activités 2017 de la Commission interparlementaire de contrôle HE-Arc.....	1387
2018.RRGR.489 Rapport sur l'aménagement du territoire 2018.....	1617

Budget 2019 et plan intégré mission-financement 2020-2022 (canton et Justice)

2018.RRGR.55 Budget 2019 du canton de Berne (canton et Justice)	1480, 1497, 1527
2018.RRGR.55 Plan intégré mission-financement 2020 à 2022 du canton de Berne (canton et Justice)	1480, 1497, 1527

Elections

2018.RRGR.632 Election du président ou de la présidente de la Cour suprême, pour la période de fonction du 01.01.2019 au 31.12.2021	1315
Résultat	1337
2018.RRGR.612 Election d'un ou d'une juge du Tribunal administratif, cour des assurances	

sociales (80%), pour la période de fonction jusqu'au 31.12.2022.....	1315
Résultat	1337
Assermentation.....	1338
2018.RRGR.613 Election d'un juge suppléant ou d'une juge suppléante germanophone de la Cour suprême, pour la période de fonction jusqu'au 31.12.2022	1315
Résultat	1337
2018.RRGR.614 Election de deux juges spécialisé-e-s francophones ou germanophones du Tribunal de protection de l'enfant et de l'adulte, pour la période de fonction du 01.01.2019 au 31.12.2024	1315
Résultat	1337
2018.RRGR.615 Election d'un juge spécialisé ou d'une juge spécialisée du Tribunal des mineurs, pour la période de fonction jusqu'au 31.12.2022	1315
Résultat	1337
2018.RRGR. Election de deux juges non professionnel-le-s pour les tribunaux régionaux, pour la période de fonction jusqu'au 31.12.2022/31.12.2022	1315
Résultat	1338

Autres affaires

2018.RRGR.482 Versement provisoire de 55 millions de francs au Fonds d'investissement prévu au moyen au débit des comptes de 2018.....	1559, 1565

Concessions

2018.RRGR.495 Commune de Lauterbrunnen, dorit de force hydraulique n° 19069, Sousbach, Consortium Centrale hydroélectrique de Sousbach – Centrale hydroélectrique sur le Sousbach. Concession de force hydraulique	1271
2018.STA.847 Convention d'amortissement entre les Forces motrices de l'Oberhasli SA et le canton de Berne concernant le remplacement du barrage de Spitallamm, Guttannen ; convention au sens de l'article 67 alinéa 4 de la loi fédérale du 22 décembre 1916 sur l'utilisation des forces hydrauliques ; autorisation de signer la convention	1274
2016.RRGR.361 Convention d'amortissement entre les Forces motrices de l'Oberhasli SA et le canton de Berne concernant la construction de la centrale hydroélectrique de Handeckfluh, Guttannen ; convention au sens de l'article 67, alinéa 4 de la loi fédérale du 22 décembre 1916 sur l'utilisation des forces hydrauliques ; autorisation de signer la convention	1275

Motions financières

2018.RRGR.230 083-2018 Brönnimann (Mittelhäusern, pvl) Promouvoir l'Université de Berne et les Haute écoles spécialisées bernoises dans le domaine des sciences de l'ingénieur Retirée	1558

Motions

2018.RRGR.162 035-2018 Egger (Frutigen, pvl). Plafonner les rentes de retraite des membres du gouvernement	1258
2018.RRGR.179 045-2018 Egger (Hünibach, PS). Plus de programmes bilinges à la télévision publique ; motion ayant valeur de directive	1264
2018.RRGR.548 184-2018 PS-JS-PSA (Zryd, Macolin). « Axe ouest : mieux comme ça » : vérification des faits insuffisante	1292
2018.RRGR.275 085-2018 Zimmermann (Frutigen). Crédit d'étude pour la route de contournement de Frutigen en direction d'Adelboden.....	1301
2018.RRGR.343 097-2018 Wenger (Spiez, PEV). Pédaler en sécurité entre Interlaken et Leissigen	1307

Inhaltsverzeichnis Novembersession 2018

2018.RRGR.354 101-2018 Wüthrich (Huttwil, PS). Une loi sur la participation à BLS est nécessaire	1311
2018.RRGR.372 115-2018 Schneider (Biel/Bienne, UDC). Biel/Bienne : revaloriser la rue Madretsch et la rue de Mâche <i>Retirée</i>	1321
2018.RRGR.596 124-2018 Leuenberger (Trubschachen, PBD). Indemnités versées à Car Postal Suisse SA : restitution du trop-perçu	1321
2018.RRGR.388 126-2018 Vanoni (Zollikofen, Les Verts). Halte à la politique tarifaire de la BKW SA, contraire aux objectifs de la politique énergétique ! (Motion ayant valeur de directive)	1322
2018.RRGR.396 133-2018 Alberucci (Ostermundigen, pvl). Pas de zones de protection contre la volonté des associations locales d'apiculture (Motion ayant valeur de directive) <i>Retirée</i>	1326
2018.RRGR.123 027-2018 Sauvain (Moutier, PSA). Délocaliser son entreprise, une option avantageuse ?	1327
2018.RRGR.194 060-2018 Imboden (Berne, Les Verts). Plus de transparence et de durabilité dans la promotion économique et les remises d'impôt pour les entreprises du canton	1328
2018.RRGR.204 070-2018 Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD). Rendez-vous Bundesplatz », c'est aussi le rendez-vous du canton de Berne <i>Retirée</i>	1338
2018.RRGR.223 079-2018 Leiser (Worb, PEV). Création d'une plateforme cantonale d'achats pour les pompiers (Motion ayant valeur de directive)	1338
2018.RRGR.540 176-2018 Kipfer (Münsingen, PEV). Simplification des finances et de la comptabilité dans le canton de Berne : réorganisation des unités comptables.....	1475
2018.RRGR.541 177-2018 Kipfer (Münsingen, PEV). Simplification des finances et de la comptabilité dans le canton de Berne : bilan du projet MCH2 et définition des normes de demain.....	1475
2018.RRGR.547 183-2018 Josi (Wimmis, UDC). Ne pas dénaturer les décisions du Grand Conseil (Motion ayant valeur de directive) <i>Retirée</i>	1559
2018.RRGR.192 058-2018 Sommer (Wynigen, PLR). Rendre à nouveau possible la réalisation de projets PPP	1589
2018.RRGR.533 170-2018 Trüssel (Trimstein, pvl). Maintenir l'exonération fiscale accordée aux expert-e-s de la formation professionnelle (Motion ayant valeur de directive, sauf ch. 2).....	1594
2018.RRGR.373 116-2018 Schneider (Biel/Bienne, UDC). Consentir une réduction aux contribuables prompts à s'acquitter de leurs impôts	1598
2018.RRGR.195 061-2018 Imboden (Berne, Les Verts). Créer des structures d'accueil extra-familial qui répondent aux besoins	1409
2018.RRGR.371 114-2018 Brönnimann (Mittelhäusern, pvl). Effet de levier des aides financières de la Confédération à l'accueil extrafamilial : le canton de Berne doit en profiter pour consolider son avantage de site	1439
2018.RRGR.538 174-2018 Gerber (Schüpfen, PBD). Ne surtout pas compromettre les soins de base.....	1449
2018.RRGR.393 131-2018 Marti (Berne, PS). Médecins-chefs grassement payés : ça suffit !	1454
2018.RRGR.513 155-2018 Löffel-Wenger (Münchenbuchsee, PEV). Etendre la protection de la jeunesse aux cigarettes électroniques et compagnie	1601
2018.RRGR.537 173-2018 Riesen (Sonceboz-Sombeval, PSA). Dépistage du cancer du côlon : intégration du Jura bernois dans le programme de dépistage organisé du cancer du côlon lancé par l'Association pour le dépistage du cancer BEJUNE (ADC BEJUNE), sur mandat des cantons du Jura et de Neuchâtel <i>Retirée</i>	1606
2018.RRGR.545 181-2018 PS-JS-PSA (Stucki, Berne). Prière de ne pas vendre l'Hôpital du Jura bernois.....	1607
2018.RRGR.514 156-2018 PS-JS-PSA (Näf, Muri). Pénurie de personnel enseignant des	

faits s.v.p.	1389
2018.RRGR.164 037-2018 Fuchs (Berne, UDC). Pour des petits secouristes en herbe dans les écoles bernoises (Motion ayant valeur de directive, sauf ch. 2)	1397
2018.RRGR.207 072-2018 Kullmann (Hilterfingen, UDF). Proxénétisme à la loverboy et traite d'êtres humains : prévention dans les écoles (Motion ayant valeur de directive <i>Repoussée</i>	1251
2018.RRGR.228 082-2018 Gerber (Hinterkappelen, Les Verts). Ouvrir les salles de sport aux associations toute l'année (Motion ayant valeur de directive)	1400, 1403
2018.RRGR.516 158-2018 Les Verts (Sancar, Berne). Accueil des requérants et requérantes d'asile des Etats Dublin <i>Retirée</i>	1350
2018.RRGR.536 172-2018 Riem (Iffwil, PBD). Nouveau centre de police : aller jusqu'au bout de la centralisation (Motion ayant valeur de directive)	1351
2018.RRGR.392 130-2018 Hess (Berne, UDC). Brigades canines dans la police	1356
2018.RRGR.397 134-2018 Kullmann (Hilterfingen, UDF). Faire basculer le parc automobile cantonal vers une motorisation alternative	1360
2018.RRGR.187 053-2018 Leuenberger (Bannwil, UDC). Diversité communale – un atout oublié	1642
2018.RRGR.213 074-2018 Graf (Interlaken, PS). Installation de parkings à des endroits stratégiques pour favoriser le covoiturage <i>Reportée</i>	1649
2018.RRGR.135 029-2018 Gabi Schönenberger (Schwarzenburg, PS). Programme de protection de l'enfance contre les violences intrafamiliales <i>Reportée</i>	1649
2018.RRGR.184 050-2018 Grogg-Meyer (Bützberg, PEV). Attendre les résultats du projet Oatec avant de passer à la suite	1649

Postulats

2018.RRGR.167 040-2018 Tobler (Moutier, UDC). Mettre fin aux changements de canton à la raclette <i>Retiré</i>	1268
2018.RRGR.198 064-2018 Blum (Melchnau, PS). Transfert de l'éducation précoce spécialisée et du développement de la petite enfance à la Direction de l'instruction publique	1454
2018.RRGR.191 057-2018 PS-JS-PSA (Wildhaber, Rubigen). Pour une meilleure rémunération des maîtres et des maîtresses de classe de la scolarité obligatoire <i>Retiré</i>	1406

Demandes de crédit

Chancellerie d'Etat

2017.STA.1474 Chancellerie d'Etat : autorisation de dépenses pour les applications spécialisées. Crédit-cadre 2019–2020	1257

Travaux publics, transports et énergie

2018.RRGR.497 TTE : autorisation de dépenses pour l'exploitation et la maintenance des services de base TIC. Crédit-cadre 2019	1276
2018.RRGR.492 Berne, Unitobler, Lerchenweg 36, remplacement des fenêtres et adaptations de l'isolation thermique. Crédit d'engagement pour la réalisation	1276
2018.RRGR.507 Berne. Sitem-Insel SA, location pour la Faculté de médecine de l'Université de Berne. Crédit d'engagement pour les frais de location et l'amortissement des aménagements locatifs	1277
2018.RRGR.494 Arrêté collectif du Grand Conseil du 22 mars 2017 portant sur les autorisations de dépenses à renouveler en 2017 et en 2018 pour la prolongation de locations cantonales ; actualisation du point 3.3 concernant les locations du Waisenhausplatz 32 et 32a, Hodlerstrasse 6, à Berne dès 2019	1285
2018.RRGR.506 Université de Berne ; construction d'un centre de recherche et de formation pour la médecine. Crédit d'engagement pour l'organisation d'un concours d'architecture	1286

Inhaltsverzeichnis Novembersession 2018

2018.RRGR.493 Le Landeron, St-Jean 40, établissement pénitentiaire de Saint-Jean, Elargissement du périmètre de sécurité et de sa clôture au profit de la zone des loisirs. Crédit d'engagement pour la réalisation	1290

Finances

2018.RRGR.484 Office d'informatique et d'organisation : autorisation de dépenses pour les services de base TIC 2019. Crédit-cadre 2019	1589

Instruction publique

2018.RRGR.485 Services TIC de base pur l'administration de l'INS. Autorisation de dépenses. Crédit-cadre 2019.....	1389

Police et affaires militaires

2017.POM.616 POM: Autorisation de dépenses concernant les prestations informatiques de base de la POM (POCA exceptée). Crédit-cadre 2019	1349
2018.POM.368 Fonds de loterie : subventions périodiques pour la maintenance des monuments historiques et subventions uniques pour leur remise en état, 2019-2022	1349

Justice, affaires communales et affaires ecclésiastiques

2018.RRGR.487 Autorisation de dépenses dans le domaine des technologies de l'information et de la communication des autorités judiciaires et du Ministère public (JUS). Transmission de l'affaire au Grand Conseil.....	1614

Affaires de la session de novembre 2018 traitées en procédure écrite

Les affaires traitées en procédure écrite (interpellations et questions) se trouvent dans les annexes.

Annexes de la session de novembre 2018

Les documents se rapportant aux affaires sont publiés sur Internet :

www.gr.be.ch/gr/fr > Sessions & procès-verbaux > Sessions 2018 > Session de novembre 2018



Montag (Nachmittag) 19. November 2018, 13.35–16.30 Uhr

Erste Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)

Präsenz: Anwesend sind 158 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Dütschler Peter, Schindler Meret.

Präsident. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, ich begrüsse Sie zur Novembersession. Im September sagte ich, wir hätten einen schönen Sommer gehabt. Ich glaube, auf diesen ist nahtlos ein schöner, goldener Herbst gefolgt. Wenn man sich die Natur angeschaut und dabei gesehen hat, welche Farbenpracht der Wald und die Bäume geboten haben, so hat dies das Gemüt des einen oder anderen besänftigt und das Herz höher schlagen lassen.

Wir stehen vor einer sehr intensiven Novembersession. Ich glaube, es ist überflüssig zu sagen, dass das Parlament diszipliniert sein muss, wenn wir die anstehenden Traktanden bis Donnerstag der zweiten Sessionswoche behandelt haben wollen. Sie haben die Geschäfte gesehen. Anfang nächster Woche werden wir die fix traktandierten Finanzgeschäfte beraten. Bevor wir den Voranschlag (VA) 2019 und den Aufgaben-/Finanzplan (AFP) 2020–2022 beraten können, werden wir den Geschäftsbericht 2017 verabschieden müssen. Auch sonst stehen Entscheidungen an, welche diesen Kanton nachhaltig beeinflussen werden, und ich hoffe, unsere Entscheidungen seien wohlüberlegt.

Die Sicherheitsmassnahmen sind für diese Session etwas strenger als sonst. Sie können die Türe zwischen Wandelhalle und Treppenhaus, welche zu den Toiletten führt, nicht benutzen. Diese ist abgeschlossen. Folglich werden Sie die Toilettenanlagen in der Rathaushalle benützen müssen. Somit kommen sie auch nicht auf diesem Weg zur Tribüne. Falls jemand von Ihren Wählerinnen und Wählern oder Angehörigen auf der Tribüne anwesend ist, müssen Sie entweder den Weg über die Wandelhalle oder über den Zugang hinten wählen. Wie Sie gesehen haben, sind die Eingänge getrennt. Die Besucher werden nur durch den Hintereingang ins Rathaus gelangen und ohne Ihre Begleitung nicht durch die Rathaushalle gelangen. Soweit dazu.

Mit diesen Worten erkläre ich die Novembersession für eröffnet. Wir steigen direkt in die Geschäfte ein. Es liegen vier Ordnungsanträge vor. Wir kommen zuerst zu jenem zu Traktandum 4; ich gebe dem Antragsteller, Grossrat Egger, das Wort. Bitte melden Sie sich für die Rednerliste an.

Ordnungsanträge

Antrag SP-JUSO- PSA (Egger, Hünibach)

Traktandum 4 / Geschäft 2018.RRGR.179: Antrag auf freie Debatte.

Ulrich Egger, Hünibach (SP). Ich habe diesen Antrag eingereicht, weil der Expertenbericht unter der Ägide von Hans Stöckli erschienen ist und die Zweisprachigkeit deshalb etwas ausführlich diskutiert werden sollte. Ich hoffe, Sie geben diesem Antrag statt.

Präsident. Gibt es Wortmeldungen hierzu? – Wir befinden darüber. Wer dem Ordnungsantrag auf freie Debatte zu Traktandum 4 stattgeben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

(Aus den Reihen des Rats wird mitgeteilt, die Abstimmung werde auf den Anzeigetafeln nicht richtig angezeigt.)

Abstimmung (Geschäft 2018.RRGR.179; Antrag SP-JUSO-PSA [Egger, Hünibach])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 72

Nein 64

Enthalten 2

Präsident. Sie haben dem Ordnungsantrag zugestimmt mit 72 Ja- zu 64 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen. Ich lasse mich nun aufklären, worum es geht. Das Problem habe darin bestanden, dass Sie nicht gesehen haben, worüber Sie abstimmen, weil die Abstimmungsanlage nicht funktioniert. Sie können mir jeweils ruhig mitteilen, wenn die Abstimmungsanlage nicht funktioniert. Dann sorgen wir nämlich dafür, dass sie wieder funktioniert. (*Heiterkeit*) Schliesslich muss man sich immer wieder an die Geräte gewöhnen. Ich habe den falschen Abstimmungsmodus gewählt. Wir wiederholen die Abstimmung. Wer dem Ordnungsantrag zu Traktandum 4 auf freie Debatte stattgeben will, stimmt Ja, wer dies nicht will, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2018.RRGR.179; Antrag SP-JUSO-PSA [Egger, Hünibach])

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja 66

Nein 84

Enthalten 2

Präsident. Sie wollen keine freie Debatte und haben diesem Ordnungsantrag mit 84 Nein- gegen 66 Ja-Stimmen bei 2 Enthaltungen nicht zugestimmt. Wir kommen zum Ordnungsantrag von Grossrat Bichsel betreffend die Traktanden 32, 33, 34 und 35. Ich gebe Grossrat Bichsel das Wort.

Antrag Bichsel, Zollikofen (SVP)

Traktandum 32 / Geschäft 2018.RRGR.55: Traktanden Gemeinsame Beratung der Geschäfte-Nrn.: 32 Voranschlag 2019 bzw. 33 Aufgaben-/Finanzplan 2020–2022 mit Nr. 34 Finanzmotion Brönnimann (Mittelhäusern, glp): Förderung der Uni Bern und der Berner Fachhoch-Hochschule im Bereich Ingenieurwissen anstelle von ETH-Luftschlössern und Nr. 35 Richtlinienmotion Josi (Wimmis, SVP): Grossratsentscheide sind korrekt umzusetzen

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP). Dieser Ordnungsantrag betrifft den VA und den AFP. Zusätzlich lag die Finanzmotion Brönnimann mit dem Traktandum 34 vor, welche zwischenzeitlich zurückgezogen worden ist. Ich blicke zum Motionär. Dieser nickt; es ist also richtig. Es geht also nur noch darum, das Traktandum 35, die Richtlinienmotion Josi, zusammen mit dem VA und dem AFP zu beraten. Dies, weil wir sowohl beim VA und beim AFP dieselbe Problematik ansprechen werden. Es sind Planungserklärungen der FiKo enthalten. Wir fänden eine gemeinsame Beratung deshalb zielführend.

Präsident. Gibt es Wortmeldungen? – Wenn nicht, stimmen wir auch hier direkt ab. Wer dem Ordnungsantrag Bichsel zustimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2018.RRGR.55; Antrag Bichsel, Zollikofen [SVP])

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja 146

Nein 3

Enthalten 1

Präsident. Sie haben diesem Ordnungsantrag zugestimmt mit 146 Ja- bei 3 Nein-Stimmen und 1 Enthaltung. Wir kommen zum nächsten Ordnungsantrag betreffend Traktandum 58 und dessen Verschiebung in die Märzsession. Ich gebe Grossrat Kullmann das Wort.

Antrag Kullmann, Hilterfingen (EDU)

Traktandum 58 / Geschäft 2018.RRGR.207: Verschiebung von Traktandum 58 in die Märzsession 2019.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). In meiner Motion (*M 072-2018*) geht es um Prävention im Bereich Loverboy-Problematik und Menschenhandel beziehungsweise um vermehrte Aufklärung an Schulen. Wie der Regierungsrat in seiner Antwort ausführt, befasst sich die NGO-Stelle Act212 intensiv damit. Diese stellt derzeit eine Expertengruppe zur Loverboy-Problematik zusammen, um Vorschläge zuhanden der Politik auszuarbeiten, um aufzuzeigen, was unternommen wird und was noch unternommen werden könnte. Es wäre sachdienlich, wenn wir die Vorschläge der Expertengruppe vorliegen hätten, wenn wir über die Motion, insbesondere auch hinsichtlich der Abschreibung, befinden. Ich bin zuversichtlich, dass die Vorschläge der Expertengruppe in der Märzsession vorliegen werden und wäre deshalb dankbar, wenn die Behandlung der Motion auf die Märzsession verschoben werden könnte.

Präsident. Gibt es Wortmeldungen dazu? – Wenn nicht, befinden wir auch über diesen Ordnungsantrag. Wer dem Ordnungsantrag auf Verschiebung des Traktandums 58 in die Märzsession zustimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2018.RRGR.207; Antrag Kullmann, Hilterfingen [EDU])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	132
Nein	14
Enthalten	3

Präsident. Sie haben diesem Ordnungsantrag zugestimmt mit 132 Ja- gegen 14 Nein-Stimmen bei 3 Enthaltungen.

Wir kommen zum nächsten Ordnungsantrag, jenem betreffend das Traktandum 65. Es ist ein Antrag auf freie Debatte. Ich gebe dem Urheber, Grossrat Gnägi, das Wort.

Antrag Gnägi, Walperswil (BDP)

Traktandum 65 / Geschäft 2018.RRGR.536: Antrag auf freie Debatte.

Jan Gnägi, Walperswil (BDP). Es handelt sich hier um eine Motion, um eine Forderung, welche auch im Zusammenhang mit einer bereits von diesem Grossen Rat überwiesenen Motion steht, nämlich der Motion Leuenberger. Jetzt geht es um die konkrete Umsetzung. Sofern wir seriös darüber diskutieren wollen, sind wir der Meinung, dass eine reduzierte Debatte nicht ausreicht. Deshalb beantragen wir Ihnen, uns eine freie Debatte zu gewähren.

Präsident. Gibt es Wortmeldungen hierzu? – Wenn nicht, befinden wir. Wer dem Ordnungsantrag auf freie Debatte betreffend Traktandum 65 zustimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2018.RRGR.536; Antrag Gnägi, Walperswil [BDP])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	100
Nein	49
Enthalten	1

Präsident. Sie haben diesem Ordnungsantrag zugestimmt mit 100 Ja- gegen 49 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung.

Geschäft 2016.STA.10699

Gesetz über die politischen Rechte (PRG) (Änderung)

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 1. Dazu begrüsse ich den Staatsschreiber. Eingangs habe ich eine Geburtstagsmeldung zu machen. Heute feiert Grossrat Näf seinen Geburtstag. Ich wünsche ihm alles Gute und weiterhin eine gute Gesundheit. (*Applaus*)

Wir kommen zur zweiten Lesung des Gesetzes über die Politischen Rechte (PRG). Die SAK hat dieses vorberaten. Sie haben eine neue Gesetzesfahne erhalten. Auf dieser sind die von der Redaktionskommission direkt in die Gesetzesfahne, «Spalte erste Lesung», eingetragenen Änderungen visuell für Sie hervorgehoben. Die SAK hat sie erst heute Morgen in dieser Form zur Kenntnis genommen. Das Präsidium hat veranlasst, dass Ihnen diese Gesetzesfahne ausgeteilt wird, damit Sie sehen, worum es sich handelt. Zuerst gebe ich nun dem Sprecher der SAK, Grossrat Aebi, das Wort. Bitte melden Sie sich noch rasch für die Rednerliste an.

2. Lesung

Grundsatzdebatte

Markus Aebi, Hellsau (SVP), Kommissionssprecher der SAK. Wir haben in der ersten Lesung viele Artikel des PRG behandeln können. Andere wiederum haben Sie in die Kommission zurückgewiesen oder wir haben diese selber zurückgenommen. Dies betrifft vor allem den Artikel 45 zu den ausseramtlichen Wahlzetteln, die Artikel 54, 162 und 165 betreffend Abstimmungserläuterungen, den Artikel 66 betreffend Bestätigung von Wahlvorschlägen sowie die Artikel 151 und 152, in welchen es um Fristverlängerungen geht.

Bevor wir in die eigentlichen Verhandlungen eintreten, möchte ich ein paar Bemerkungen anbringen zu den Ihnen ausgeteilten Unterlagen, welche mit dem Vermerk «A» versehen sind. Wie Sie wissen, werden bei Gesetzesberatungen zwischen der ersten und der zweiten Lesung die Vorlagen immer von der sogenannten Redaktionskommission überarbeitet und daraufhin geprüft, ob Kommas, Punkte und so weiter stimmen. Dies ist ein Auftrag gemäss Artikel 99 des Gesetzes über den Grossen Rat (Grossratsgesetz, GRG). Der Auftrag wird in der Regel von der Staatskanzlei ausgeführt. An der Ihnen abgegebenen Fassung sehen Sie, dass Änderungen vorgenommen wurden, welche direkt in die Spalte «Ergebnis der ersten Lesung» eingeflossen sind. Dadurch ist der Willen ein Stück weit verfälscht worden. An der Sitzung der SAK von heute Morgen haben wir uns diese Differenzen angeschaut und sie dahingehend bereinigt, was wir übernehmen werden. Künftig darf es natürlich nicht mehr vorkommen, dass zwischen der ersten und der zweiten Lesung an den Gesetzestexten Änderungen vollzogen werden, welche der Grosse Rat nicht so beschlossen hat. In diesem Sinn kann ich Ihnen sagen, dass wir uns die Texte angeschaut und sie aufgenommen haben. Wir werden sie seitens der Kommission auch so unterstützen. Um es transparent zu machen: Sie haben die entsprechende Gesetzesfahne auf dem Tisch vor sich liegen. Gleichzeitig hat die SAK beschlossen, die Prozesse gegenüber der Staatskanzlei zu überprüfen, und gefordert, dass dergleichen nicht mehr vorkommen darf. Dies als formaler Hinweis zur Geschichte um die Gesetzesfahnen.

Ich komme nun zum eigentlichen Text beziehungsweise zur Gesetzgebung. Zuerst zu Artikel 45 betreffend die ausseramtlichen Wahlzettel. Dazu lag bereits in der ersten Lesung ein Antrag von Grossrätin Amstutz vor, wonach Mehrheitswahlen künftig wieder mit ausserordentlichen Wahlzetteln vorgenommen werden können und der Grosse Rat die Einzelheiten in einem Dekret regeln soll. Die Mehrheit der SAK hat diesem Antrag nicht zugestimmt. Dies hauptsächlich, weil keine eigentliche Vernehmlassung stattgefunden hat und die Gemeinden und Parteien sich dazu sollen äussern können. Zu diesem Artikel wurde vonseiten der SAK ein Minderheitsantrag gestellt. Wir haben heute Morgen

auch darüber nochmals diskutiert. Weil die Änderung von Artikel 45 Änderungen von sechs oder sieben weiteren Artikeln nach sich zieht und wir uns jetzt bereits in der zweiten Lesung befinden, hat die SAK einstimmig beschlossen, den Minderheitsantrag zurückzuziehen. Damit ist der Antrag zu Artikel 45 eigentlich vom Tisch, es sei denn, ein Grossrat oder eine Grossrätin würde diesen erneut stellen.

Zum Bereich Abstimmungserläuterungen: In der ersten Lesung haben wir beschlossen, dass der Regierungsrat beim Festlegen der Wahl- und Abstimmungstage sowie auf die Möglichkeiten der Kommission Rücksicht nehmen soll. Dazu gibt es keine Differenzen mehr. Weiter hatten wir in der ersten Lesung den Antrag gestellt, die Hinweise auf die Abstimmungserläuterungen seien zukünftig auch im Amtsblatt zu publizieren. Dies ist eigentlich so enthalten. Ebenfalls hatten wir beantragt, dass die Fristauslösung künftig mit dem Amtsblatt verknüpft werden soll. Eine Amtsblattpublikation zu den Abstimmungserläuterungen hält die SAK nach wie vor für einen Mehrwert. Dies wird denn auch so in Artikel 54 umgesetzt.

Wir gehen weiter zum Beschwerdeweg und zur Fristauslösung. Darüber hat die SAK an ihrer letzten Sitzung nochmals intensiv diskutiert. Man ist sich einig, dass man hier mit den bestehenden Grundlagen weiterarbeiten möchte.

Ich komme zu Artikel 66. In diesem geht es um die Bestätigung der Wahlvorschläge, welcher auf einer Eingabe der Grünen basiert. Auch darüber hat die SAK diskutiert. Man hat jetzt den relativ offen formulierten Artikel, wie Sie ihn in der Vorlage sehen, akzeptiert, und wir empfehlen Ihnen diesen so zu zur Annahme.

Schliesslich zu den Fristverlängerungen. Es ging darum, dass einige Parteien das Gefühl hatten, grossrätliche Kommissionen könnten Anträge formulieren. Dem ist in keinsten Weise so. Man hat die Artikel 151 und 152 ein wenig umformuliert. Sowohl der Regierungsrat als auch die Kommission kommen zum Schluss, Ihnen diese so zur Annahme zu empfehlen. Demzufolge könnte keine Kommission in irgendeiner Weise einen Antrag oder einen Gegenvorschlag formulieren. Dies wird immer in der Kompetenz des Grossen Rates bleiben.

Eigentlich sind die Änderungen beziehungsweise das Gesetz, wie es vorliegt, insgesamt nicht mehr bestritten. Dementsprechend freue ich mich auf eine Debatte zu einzelnen Artikeln, sofern es denn eine gibt. Möglicherweise werde ich nochmals Stellung nehmen.

Präsident. Gibt es Wortmeldungen? – Wenn nicht, beginnen wir mit der Detailberatung. Oder wünscht der Staatschreiber vorgängig noch das Wort? – Dies ist auch nicht der Fall.

Detailberatung

I.

Ingress

Angenommen

Art. 5 Abs. 1

Angenommen

Art. 6 Abs. 2

Angenommen

Art. 13, Art. 17 Abs. 1, Art. 23 Abs. 3

Angenommen

Art. 37a (neu)

Angenommen

Art. 41 Abs. 1

Angenommen

Art. 42 Abs. 1 und 3 (neu)

Angenommen

Art. 47 Abs. 2, Art. 48 Abs. 3
Angenommen

Art. 49 Abs. 2 (Aufgehoben)
Angenommen

Art. 54 Abs. 4 (neu)
Angenommen

Art. 66 Abs. 5 (neu)
Angenommen

Art. 69 (Aufhebung)
Angenommen

Art. 73 Abs. 1
Angenommen

Art. 79 Abs. 2 (betrifft nur den französischen Text)
Angenommen

Art. 79 Abs. 3
Angenommen

Art. 101 Abs. 2, Art. 109 Abs. 1, 2 (neu) und 3 (neu)
Angenommen

Grossrat Löffel teilt dem Präsidenten mit, dass er zu Artikel 66 das Wort wünsche.

Präsident. Ist Artikel 66 bestritten? Ich erteile für die grüne Fraktion Grossrat Grupp das Wort.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Der Artikel 66 ist zwar nicht direkt bestritten, aber wir haben gezögert, ob wir diesen aufrechterhalten wollen oder nicht. Deshalb möchte ich zu Artikel 66, zu welchem wir seitens der Grünen in der ersten Lesung einen Antrag gestellt haben, einen kurzen Nachtrag anbringen. Wir hatten etwas zur Wählbarkeit hinzugeschrieben. Dies figuriert nicht mehr im Text. Damit sind wir grundsätzlich einverstanden. Wir möchten aber einen Appell damit verbinden. Wenn man die Wählbarkeit nicht mehr auf Gesetzesebene geregelt hat, sollte die Sache von der Staatskanzlei oder den beratenden Organen nicht komplizierter gemacht werden als nötig. Es sollte nicht wie in den vergangenen Wahlen sein, wo die Wahlverantwortlichen einen dermassen hohen Aufwand hatten, um die Wählbarkeitsbestätigungen abzuholen. Dies sollte insbesondere auf Verordnungsstufe schlank gestaltet werden. Dies unser Wunsch und unser Appell.

Präsident. Ich habe keinen Antrag gehört, aber vielleicht wird er gleich noch gestellt. Grossrat Löffel, Sie haben das Wort.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Danke, dass wir sprechen dürfen! Mir geht es um dasselbe wie dem Vorredner. Ich würde aber noch einen Schritt weitergehen. Ich wäre froh, wenn der Staatsschreiber etwas dazu sagen könnte, ob man sich bereits Gedanken zur Umsetzung dieses Artikels gemacht hat. Ich habe als langjähriger Wahlverantwortlicher ein wenig Angst, dass damit nochmals ein Zusatzaufwand für die Parteien verbunden ist. Ich bin aber der Meinung, dass eine Umsetzung in sehr pragmatischer Art und Weise erfolgen könnte. Deshalb wäre ich froh, wenn der Staatsschreiber zuhänden des Protokolls etwas zu dieser Frage sagen könnte. Vielleicht könnte er auch etwas zu dem sagen, was der Vorredner angesprochen hat. Ich bin der Meinung, man könne die Bestätigung relativ formlos von den vorgeschlagenen Personen einholen und damit vielleicht gleichzeitig die Bestätigung dafür, dass sie überhaupt wahlberechtigt sind. Allenfalls könnte die Übung mit den Stimmrechtsbescheinigungen auch so gelöst werden. Ich wäre froh, zwei, drei Sätze dazu hören.

Präsident. Ich gebe dem Staatsschreiber das Wort.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Von den Grossräten Grupp und Grossrat Löffel sind zwei Themen angesprochen worden. Das eine betrifft den Artikel 66, so wie er vorliegt. Demnach müssen die zur Wahl vorgeschlagenen Personen erklären, dass sie die Wahl annehmen. Diese Vorschrift ist bewusst offen gehalten. Dies ist mit der Kommission so geregelt worden. Wie Sie sehen, steht nicht, die Personen müssten die Wahlannahme schriftlich oder sogar handschriftlich erklären, sondern, dass sie die Wahlannahme bestätigen müssen, wie auch immer. Zu diesem Gesetz werden nachher Ausführungsbestimmungen durch den Regierungsrat erlassen, einerseits in Form einer Verordnung, andererseits mittels eines Beschlusses, welcher alle vier Jahre vor den Gesamterneuerungswahlen zuhanden der Parteien, der Gemeinden und der Regierungstatthalter, also zuhanden aller Akteure, die Regeln konkretisiert. Die Frage, welche ich eben angesprochen habe, werden wir ebenfalls in diesem Beschluss konkretisieren. Wir werden dies zusammen mit den Parteien und den Verantwortlichen tun. Wir haben der Kommission gegenüber gesagt, dass wir uns in der Frage, ob eine E-Mail ausreicht, ob es ein Formular sein muss oder ob ein einfacher Zettel genügt und so weiter zuerst mit den Akteuren der Parteien, welche im Vollzug helfen und die Arbeit machen, zusammen an einen Tisch setzen werden, um gemeinsam eine Lösung zu erarbeiten, bevor die Regierung einen Beschluss erlässt. Insofern kann ich Ruedi Löffel versichern, dass wir zusammenarbeiten und eine pragmatische Lösung suchen werden.

Der zweite Aspekt, welcher hier gar nicht geregelt ist – es ist aber wichtig, dass er angesprochen wird –, ist die Erklärung, dass man selber wählbar ist. Dies wurde vor den letzten Gesamterneuerungswahlen auch mit dem Regierungsratsbeschluss geregelt. Dies, weil man Rückmeldungen hatte, wonach eine Optimierung möglich sei. Auch in dieser Frage werden wir im Vorfeld des Beschlusses, das heisst im Jahr 2021, gemeinsam mit den Parteien prüfen, welches die optimale Lösung ist. Wer weiss, vielleicht werden wir bis zum Jahr 2021 angesichts der voranschreitenden Digitalisierung ganz andere Möglichkeiten haben. Vielleicht werden wir über die Software GERES Zugriff auf andere Wahlregister haben, sodass die Prozesse erleichtert werden. Wir werden uns damit befassen, sobald es ansteht. Aber auch hier können Sie versichert sein, dass die Staatskanzlei für eine pragmatische und gute Lösung sorgen wird.

Präsident. Artikel 66 ist nicht bestritten, oder doch? Es gab nur Fragen zu beantworten. Artikel 66 ist genehmigt. Ich fahre der guten Ordnung halber an dieser Stelle weiter.

Art. 69 (Aufhebung)
Angenommen

Art. 73 Abs. 1
Angenommen.

Art. 79 Abs. 2 (betrifft nur den französischen Text)
Angenommen

Art. 79 Abs. 3
Angenommen

Art. 101 Abs. 2
Angenommen

Art. 109 Abs. 1, 2 (neu) und 3 (neu)
Angenommen

Art. 110 Abs. 2
Angenommen

Art. 111 Abs. 1, Abs. 1a (neu) und Abs. 2 (aufgehoben)
Angenommen

Art. 121 Abs. 1, Abs. 1a (neu) und Abs. 2
Angenommen

Art. 149, Randtitel, Art. 149 Abs. 2
Angenommen

Art. 150 Abs. 1
Angenommen

Art. 151, Randtitel
Angenommen

Art. 151 Abs. 1
Angenommen

Art. 152 Abs. 1
Angenommen

Art. 162 Abs. 2
Angenommen

Art. 165 Abs. 4 (neu)
Angenommen

Titel nach Art. 172 (neu)
T1 Übergangsbestimmung der Änderung vom xxx
T1-1 (neu)
Angenommen

II. (Keine Änderung anderer Erlasse.)
Angenommen

III. (Keine Aufhebungen)
Angenommen

IV.
Angenommen

Titel und Ingress
Angenommen

Präsident. Gibt es ein Rückkommen? – Dies scheint nicht der Fall zu sein. – Gibt es Wortmeldungen vor der Schlussabstimmung? Wünschen der Kommissionssprecher oder der Staatsschreiber das Wort? – Es gibt keine Wortmeldungen.
Somit kommen wir zur Schlussabstimmung nach der zweiten Lesung. Wer dem GRP zustimmen will, stimmt Ja, wer dieses ablehnt, stimmt Nein.

Schlussabstimmung (2. Lesung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 147

Nein 0

Enthalten 0

Präsident. Sie haben dieses Gesetz einstimmig, mit 147 Ja- bei 0 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen, verabschiedet.

Geschäft 2017.STA.1474

Staatskanzlei. Ausgabenbewilligung für die Fach- und Konzernapplikationen. Rahmenkredit 2019–2020

Präsident. Wir fahren weiter mit dem Traktandum 2: «Staatskanzlei. Ausgabenbewilligung für die Fach- und Konzernapplikationen. Rahmenkredit 2019–2020», ein Kreditgeschäft, welches dem fakultativen Finanzreferendum unterliegt und von der FiKo vorberaten wurde. Ich gebe dem Sprecher der FiKo, Grossrat Wyrsch, das Wort.

Daniel Wyrsch, Jegenstorf (SP), Kommissionssprecher der FiKo. Als Leiter des vorberatenden Ausschusses der FiKo erlaube ich mir, gleich zu allen ICT-Krediten zu sprechen und diese in einen grösseren Kontext einzubetten.

Mit dem IT-Kostenmanagementbericht wissen wir relativ genau, wie sich die Kosten in der kantonalen Informatik entwickeln. Es waren im Jahr 2017 rund 220 Mio. Franken, ohne EDUBERN, das heisst die Sekundarstufe II, ERZ, und ohne die Kantonspolizei Bern (Kapo Bern), welche erst in einer späteren Phase mitberücksichtigt werden. Mit dem Projekt IT@BE zentralisiert man die Informatik im Kanton Bern zunehmend. Demzufolge wird die Grundversorgung von den Direktionen zum Kantonalen Amt für Informatik und Organisation (KAIO) verschoben. Dadurch wird eine systematischere Bewirtschaftung der Applikationen möglich sein. So konnten mit dem Projekt IT@BE schon jetzt per Ende September 2018 rund 10,5 Mio. Franken eingespart werden, wobei das Projekt noch nicht abgeschlossen ist. Weil die Ansprüche an die Informatik gleichzeitig steigen, gibt es immer wieder neue Kosten, sodass das Vergleichen gesamthaft wiederum schwierig wird. Dabei stellen wir auch fest, dass der Datenschutz ein Kostentreiber ist, also keine Vereinfachung, ebenso der Kampf gegen die Cyberkriminalität. Bei den vorliegenden Krediten wird allein unterschieden nach kantonomer Grundversorgung und Konzernapplikationen – dies ist der sogenannte KAIO-Kredit. Weiter wird unterschieden zwischen der Grundversorgung in den Direktionen und den Fachapplikationen in den Direktionen. Seit diesem Jahr kommen die Anträge denn auch viel einheitlicher daher, so wie wir dies seitens des Ausschusses gewünscht hatten. Die Grundversorgungen der Direktionen werden grundsätzlich jährlich budgetiert. Deshalb haben wir auch Jahreskredite. Die Fachapplikationen der Direktionen werden mit Rahmenkrediten auf maximal vier Jahren budgetiert. So können die Direktionen selber beschliessen, ob sie die einzelnen Projekte bewilligen können. Es gilt aber immer, dass wer eine Applikation betreibt, diese auch budgetiert. Durch die zunehmende Zentralisierung beim KAIO werden an dieser Stelle mehr Kosten auflaufen und bei den einzelnen Direktionen Entlastung bringen. Deshalb gibt es beim KAIO denn auch eine Kostensteigerung gegenüber dem Vorjahr. Das Ziel ist es, gesamthaft kostengünstiger zu werden. Dafür hat man jeweils den Gesamtbericht.

Parallel zu den jetzigen Krediten gibt es diverse andere Informatikprojekte: IT@BE, Projekt Enterprise Resource Planning (ERP), Informatikstrategie, ICT-Kostenmanagement. Einige haben heute Mittag bereits erwähnt, was das KAIO alles macht. Diese verschiedenen Informatikprojekte werden von der FiKo möglichst eng betreut. Dies wird aber separat von den heutigen Anträgen diskutiert werden. Zu den einzelnen Krediten und Projekten finden auch regelmässige Reportings und Sitzungen statt. Ich verzichte an dieser Stelle auf Details. Wichtig ist, dass wir auch diese Projekte eng begleiten und dabei die Einhaltung der einzelnen Kredite begutachten, ebenso wie den zeitlichen Faktor der Umsetzungsarbeiten.

Ich komme zu den beantragten Krediten der jetzigen Session: Der FiKo-Ausschuss hat die ICT-Kredite genau analysiert. Wir haben eigene Quervergleiche und auch Vergleiche mit den Vorjahren angestellt und die Kosten plausibilisiert. Wo allfällige Abweichungen vorhanden waren, fragten wir uns weshalb. Wir stellten natürlich die entsprechenden Fragen und erhielten darauf die entsprechenden Antworten. An unsere Ausschusssitzung vom 11. Oktober 2018 hatten wir Fachleute eingeladen und diese angehört.

Der vorberatende Ausschuss wie auch das Plenum der FiKo haben alle Kredite einstimmig gutgeheissen. Dies gilt nicht nur für diesen Kredit unter dem Traktandum 2, sondern für alle ICT-Kredite dieser Session, so auch für den Kredit des KAIO als grössten Kredit und im Sinn eines positiven Mitberichts auch für den ICT-Kredit der Justizbehörden. Als Ausschussleiter möchte ich meinen Ausschussmitgliedern an dieser Stelle herzlich danken, ebenso den Fachleuten der Verwaltung, welche eine gute Vorarbeit geleistet haben. Ich hoffe, dass auch Sie diesen Kreditanträgen zustimmen können. Ich werde bei den nächsten Krediten auf entsprechende Wortmeldungen verzichten.

Für uns alle ist klar, dass die Herausforderungen der kantonalen Informatik weitergehen. Wir bleiben dran und werden Inputs geben.

Noch eine Ergänzung: Meine Fraktion wird allen Krediten einstimmig zustimmen.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Für fast alle Direktionen stehen Kredite für ICT-Geschäfte an. Bereits im letzten Jahr erhielten wir Pakete von ICT-Krediten beantragt, welche wir auch genehmigten. Die gesamte Kreditsumme für das Jahr 2019 und die Folgejahre beträgt fast 50 Mio. Franken als einmalige Ausgaben und beinahe 90 Mio. Franken an jährlich wiederkehrenden Ausgaben. Vielen von Ihnen geht es wahrscheinlich gleich wie mir. Ich habe den Überblick über das gesamte Projekt IT@BE, ICT und EDV verloren. Zwar erhielten wir Informationen über Mittag. Doch hoffe ich, seien dadurch nicht alle Klarheiten beseitigt worden. Trotzdem übernehmen wir mit der Genehmigung dieser Kredite eine Verantwortung – eine Verantwortung, welche wir meiner Meinung nach nicht wahrnehmen können. Vor allem ist es schwierig zu sagen, ob diese Kredite gerechtfertigt sind. Wir müssen uns auf die Angaben und Informationen in den verschiedenen Vorträgen stützen. Ich hoffe, diese Gelder werden korrekt und gezielt eingesetzt. Wir müssen Vertrauen in die Fachleute haben, die sich mit den Projekten befassen. Wir von der BDP haben Vertrauen in die Fachleute. Zuhanden der Materialien sind für die BDP in diesem Zusammenhang zwei Punkte wichtig. Erstens: Die ganzen Investitionen müssen zukunftsgerichtet und wirkungsorientiert eingesetzt werden. Das heisst auf Deutsch: so viel nötig, aber so wenig wie möglich. Diesbezüglich haben wir Vertrauen in das KAIO und erwarten, dass die Ressourcen gezielt eingesetzt werden.

Zweitens: Mit der Zentralisierung der Grundapplikationen steigt das Risiko von Pannen und Totalausfällen. Dies haben wir bereits von anderen Bereichen mitbekommen. Wie ich mir habe sagen lassen, ist es gestern zu einem solchen Ausfall gekommen. Entsprechend muss der Sicherheit, der Netzstabilität und dem Datenschutz grösste Aufmerksamkeit geschenkt werden. Wir haben Vertrauen in dieses System sowie in die Anwender und die Anwendungen. Die BDP-Fraktion stimmt allen vorgelegten Krediten zu und spricht damit den verantwortlichen Stellen und Personen ihr Vertrauen in aus.

Präsident. Es gibt keine weiteren Fraktionssprecher. Auch der Staatsschreiber verzichtet auf ein Votum. Somit kommen wir zur Abstimmung. Wir warten aber noch fünf Sekunden, damit jene, welche sich in der Wandelhalle befinden, in den Saal kommen können.

Wer diesem Kredit zustimmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	130
Nein	0
Enthalten	3

Präsident. Sie haben diesem Kredit zugestimmt mit 130 Ja- bei 0- Nein-Stimmen und 3 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.162

Motion 035-2018 Egger (Frutigen, glp)

Beschränkung der Ruhestandsrenten des Regierungsrats

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 3, der Motion von Grossrat Egger, Frutigen: «Beschränkung der Ruhestandsrenten des Regierungsrats». Wir führen eine freie Debatte. Der Regierungsrat will diese Motion als Postulat annehmen. Ich erteile dem Motionär, Grossrat Egger, das Wort.

Martin Egger, Frutigen (glp). Den Mitgliedern des Regierungsrats soll ein guter Lohn zugesprochen werden, der ihrer Verantwortung und ihrer Leistung entspricht. Dies ist mit einem Lohn von gut 276 000 Franken sicher der Fall. Ein Einkommen nach dem Ausscheiden aus dem Regierungsrat ist hingegen nur noch für eine überschaubare Zeit begründbar. Dies schafft einen finanziellen Spielraum für eine berufliche Neuorientierung nach der Zeit als Regierungsrat. Aus diesem Grund sind die heutigen Ruhestandsrenten für die ehemaligen Regierungsratsmitglieder umzugestalten. Sie stellen ein leistungsloses, jahrzehntelanges Einkommen dar. Für mich ist es anerkannt, dass Leute, die längere Zeit als Regierungsrat geamtet haben, eine finanzielle Absicherung über eine gewisse Zeit erhalten sollen. Diese Absicherung muss aber ähnlich aussehen wie jene von anderen Arbeitnehmern in einer vergleichbaren Situation. Die Ruhestandsrenten haben damit den Charakter eines bedeutenden finanziellen Privilegs, welches nur noch darauf zurückzuführen ist, dass jemand der Regierung einmal angehört hat. Dies entspricht nicht mehr dem heutigen Verständnis dieses Amtes. Wer aus dem Regierungsrat ausscheidet, betritt dann den Arbeitsmarkt von heute und sollte selber für sein Einkommen besorgt sein. Aus diesem Grund ist schon der Ausdruck «Ruhestandsrente» fragwürdig. Auch andere Arbeitstätige im Alter eines abtretenden Regierungsrats müssen, teils unfreiwillig, einen neuen Job suchen.

Der Kanton Bern muss finanzielle Prioritäten setzen und hat deshalb mehrere Sparprogramme beschlossen. Vor diesem Hintergrund ist es doch sehr befremdend, dass er sich gleichzeitig fürstliche Unterstützungen für ehemalige Regierungsratsmitglieder leisten kann. Für mich ist es nicht nachvollziehbar, dass jemand, der 50- oder 55-jährig als Regierungsrat zurücktritt, bereits Anspruch auf eine Altersrente von circa 160 000 Franken hat und erst noch bis 65. Auch die Kinderrenten sollten aufgehoben werden. Diese sind absolut nicht mehr zeitgemäss. Gesellschaftspolitisch ist es fragwürdig, dass ehemalige Regierungsratsmitglieder lohnabhängige Kindergelder erhalten. Ich bin sicher, dass jeder Regierungsrat nach einer dreijähriger Schonfrist, während der er die Rente noch erhalten soll – ich der Meinung bin, dies sei gerechtfertigt –, sich danach im Arbeitsmarkt wieder etablieren können sollte. Mit all ihren Netzwerken, die sie sich in den letzten Jahren als Regierungsratsmitglieder haben aufbauen können, sehe ich kein Problem. Die letzten Rücktritte aus dem Regierungsrat sind denn auch die besten Beispiele dafür, wie man sich wieder im Arbeitsmarkt etablieren kann.

Ich werde in den ersten zwei Punkten sicher an meiner Motion festhalten, weil ein Postulat hier keinen Sinn macht. Oder würden Sie als Grossräte an Ihren Altersrenten schrauben, wenn Sie dies selber tun könnten? – Zu den anderen Punkten höre ich mir die Fraktionssprecher an und werde danach entscheiden, wie ich über diese abgestimmt haben möchte. Danke für die Unterstützung meiner Motion!

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die grüne Fraktion spricht Grossrätin Ammann.

Christa Ammann, Bern (AL). Wir teilen die Ansicht des Motionärs im Grundsatz, wonach das System der Ruhestandsrenten für Regierungsrätinnen und Regierungsräte überprüft und angepasst werden muss. Das heutige System ist zu grosszügig ausgebaut, und eine zeitgemässe Anpassung muss geprüft werden. Damit bin ich schon beim Punkt angelangt. Wir sind der Meinung, es müsse geprüft werden, wobei nur eine Minderheit unserer Fraktion den Punkten als Motion zustimmen wird. Hinter dem Postulat, welches eine Überprüfung der Punkte fordert, aber steht die ganze Fraktion, nur allgemeiner. Die in der Motion enthaltenen Forderungen sind zu konkret. Dementsprechend kann die Mehrheit diese so nicht überweisen. Zuerst müssen wir wissen, welches die möglichen Konsequenzen wären. Der Grundsatz, wonach Regierungsrätinnen und Regierungsräte für eine bestimmte Zeit eine finanzielle Absicherung erhalten sollen, ist für uns auch unbestritten. Dass es sich bei dieser Leistung um eine Überbrückungsleistung und nicht um eine Rente bis zum 65. Lebensjahr handeln sollte, ist für uns auch klar.

Bei uns gab vor allem der Punkt 2 zu reden. Die generelle Reduktion auf drei Jahre, unabhängig von Alter und Dienstalter erscheint uns nicht als gerechtfertigt. Es ist eine Tatsache, dass Personen über 50 Jahre oft Mühe haben, eine neue Arbeitsstelle zu finden. Die pauschale Aussage des Motionärs, drei Jahre seien genügend, um sich beruflich neu zu orientieren, lässt die Berücksichtigung der Realität des Arbeitsmarkts vergessen und ist inhaltlich somit schlicht falsch. Gleichzeitig muss das Abgeltungssystem auch berücksichtigen, dass Regierungsrätinnen und Regierungsräte heutzutage kaum mehr bis zur Pensionierung im Amt bleiben oder oft schon im Moment der Wahl jünger sind als noch vor einigen Jahren. Deshalb erscheint es uns auch nicht angemessen, dass ehemalige Regierungsrätinnen oder ehemalige Regierungsräte, welche zurücktreten und denen noch mehr als 10 oder 15 Jahre

bis zur Pensionierung bleiben, eine Rente bis zu diesem Zeitpunkt erhalten. Ebenfalls erscheint es uns für nicht angemessen, dass die Regierungsmitglieder über zig Jahre Unterstützung von der öffentlichen Hand erhalten, während andernorts gespart wird und andere Löhne unter Kritik stehen. Aus diesen Gründen bitten wir Sie, diese Motion in ein Postulat zu wandeln. So stünde die ganze grüne Fraktion dahinter, damit man seriös prüfen und ein angemessenes, nicht überbissenes System für Überbrückungsrenten für ehemalige Regierungsmitglieder finden kann.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Auch die EDU-Fraktion teilt die Ansicht des Motionärs, wonach die heutige Regelung der Ruhestandsrenten teilweise stossend und nicht mehr zeitgemäss ist. Wir unterstützen deshalb vollumfänglich die Absicht, das Gesetz über die finanziellen Leistungen an die Mitglieder des Regierungsrates zu überarbeiten. Wie der Vorrednerin geht es auch uns so, dass wir eine Motion nicht unterstützen können, sondern wie vom Regierungsrat vorgeschlagen die Form des Postulats. Der vorliegende Vorstoss enthält viele fixe Vorgaben in Zahlen in Prozenten und dahingehend, was geändert werden soll und wie die künftige Regelung aussehen soll. Ich erinnere daran, dass auch die Ziffern 1 und 2 von maximal 65 Prozent sprechen. In Ziffer 2 ist die Rede von maximal drei Jahren. Dies ist relativ fix vorgegeben. Für uns ist es nicht seriös, ohne eine vertiefte Klärung dieser Vorschläge und der Konsequenzen den Regelungen bereits hier zuzustimmen. Im Gegensatz zum Regierungsrat würden wir es beispielsweise ebenfalls begrüssen, wenn ein Vergleich mit anderen Kantonen gemacht würde. Deshalb bitten wir den Motionär, den Vorstoss zu wandeln, damit die Überarbeitung des Gesetzes ergebnisoffen in Angriff genommen werden kann.

Pierre-Yves Grivel, Biel/Bienne (FDP). Le motionnaire propose d'élaborer un projet de révision totale ou partielle de la Loi sur les prestations financières accordées aux membres du gouvernement. Les rentes de retraite et indemnités en capital prévues visent à compenser une perte subite de revenu afin d'éviter qu'ils ne doivent se préoccuper de leur avenir professionnel alors qu'ils sont en exercice, en fonction ou qu'ils doivent soudainement quitter leur fonction suite à une maladie, un accident ou une non-réélection.

Il est normal de prévoir une garantie financière équitable pour l'avenir des membres du Conseil-exécutif. Mais une réglementation à cet effet est unanimement reconnue. Bien évidemment il faudra tenir compte tant de la durée du mandat que de l'âge, les conditions financières pouvant varier. Le Conseil-exécutif accepte qu'on étudie, qu'on examine le bien-fondé de la législation bernoise. Par contre il estime que c'est trop tôt de répondre aux sept points. Une analyse est donc nécessaire. Pour cette raison le groupe PLR soutient le postulat et rejette la motion. Merci de votre attention.

Marc Jost, Thun (EVP). Auch die EVP-Fraktion sieht bei diesem Thema Handlungsbedarf. Allerdings ist es auch von unserer Seite keine grundsätzliche Infragestellung von Ruhegehältern. Wir sehen aber, wie der Motionär, die Notwendigkeit einer Korrektur. Wir sind einverstanden damit, dass man grundsätzlich die Dauer, die Kürzung, das Alter und auch die Kinderrenten genauer anschaut. Wie man es vielleicht herausspürt, ist auch in unserer Fraktion der Wille für ein Postulat vorhanden und angemessen. Wir könnten uns zum heutigen Zeitpunkt zum Beispiel nicht einfach auf die Dauer von drei Jahren festlegen. Für uns braucht es hier ein genaueres Hinsehen und Abwägen. Einerseits sehen wir schon, dass abtretende Regierungsmitglieder sehr gute Voraussetzungen für andere Ämter mitbringen, auch wenn dies eben im Altersbereich zwischen 50 und 60 Jahren ist. Andererseits möchten wir uns heute nicht schon auf eine bestimmte Jahreszahl festlegen.

Auch beim Thema Kürzung sehen wir Handlungsbedarf, insbesondere dort, wo plötzlich doppelte Entschädigungen anfallen. In den Medien sind Beispiele genannt worden. Solche doppelte Entschädigungen im Bereich von mehreren hunderttausend Franken sind aus unserer Sicht nicht nötig und auch nicht gerecht. Deshalb sind wir zu haben, wenn es darum geht, dort Kürzungen vorzunehmen.

Auch bezüglich des Alters hat der Motionär aus unserer Sicht recht darin, dass sich die Situation verändert hat. Grundsätzlich ist die Begrenzung auf 60 nicht nötig und störend. Man kann grundsätzlich darüber nachdenken, ob es beim Alter eine Begrenzung braucht. Auch über ein Pensionsalter hinaus, wenn eine Rente sowieso fliesst, sind weitere Mandate sehr gebräuchlich und möglich. Wir sind immer länger fit; das ist allgemein bekannt und nachvollziehbar. Die Situation der Kinderrenten hat sicher damit zu tun, dass die Kinderzulagen vormals nicht obligatorisch waren. Deshalb ist aus unserer Sicht auch dort Handlungsbedarf angezeigt. Wie gesagt stimmen wir der Motion nur in der Stossrichtung zu. Deshalb möchten wir den Motionär bitten, diese in ein Postulat zu wandeln, damit alle Punkte diskutiert und in ein Projekt einfließen können.

Jan Gnägi, Walperswil (BDP). Es ist immer etwas schwierig, hier drinnen über Entschädigungen zu sprechen. Natürlich ist es auch etwas schwierig, wenn Politiker über Entschädigungen oder Leistungen von anderen Politikern sprechen. Ruhestandsgehälter von ehemaligen Regierungsmitgliedern gehören auch in diese Kategorie. Es gibt ganz unterschiedliche Blickwinkel, aus welchen man dies betrachten kann. Das Ziel muss es sein, dass wir eine ausgewogene Lösung finden. Ausgewogen, sodass es attraktiv bleibt, ein Regierungsamt auszuüben, auch dann, wenn man vergleichbare Posten in der Privatwirtschaft übernehmen könnte. Ausgewogen aber auch dahingehend, dass man nicht austretenden Regierungsmitgliedern ein nicht mehr vertretbares Ausmass an Renten gewährt. Dies insbesondere dann nicht, wenn sie nach ihrer Regierungszeit lukrative Posten übernehmen können. Wenn wir ehrlich sind, brauchen wir, so glaube ich, keine Angst zu haben, dass es für einen Regierungsrat nach dem Ausscheiden aus dem Amt plötzlich sehr eng wird. Deshalb gehen wir mit dem Motionär einig, dass hier etwas unternommen werden muss.

Die BDP-Fraktion unterstützt deshalb die Forderung, ist aber mit dem Vorgehensvorschlag des Regierungsrats einverstanden, wonach vorerst ein Bericht erstellt und aufgrund der daraus hervorgehenden Fakten entschieden werden soll, was wir genau tun wollen. Die BDP-Fraktion hilft deshalb bei einem Postulat mit.

Michael Köpfli, Bern (glp). Wir haben ein wenig den Eindruck, dass der Name «Ruhestandsrente» oft missverstanden worden ist und dies der Grund ist, weshalb diese so lange nicht infrage gestellt worden ist. Ich glaube, wir alle hätten wohl spontan das Gefühl, dass es darum geht, was jemand nach seiner Pensionierung, also nach 65, erhält. In Tat und Wahrheit ist es aber so – dies ist bereits gesagt worden –, dass es um das Geld geht, welches jemand bis zum Zeitpunkt seiner Pensionierung erhält, nachdem er vor dem 65. Lebensjahr aus dem Regierungsrat ausgeschieden ist. Wir sind klar der Meinung, es brauche eine Absicherung für zurücktretende oder allenfalls abgewählte Regierungsräte, aber diese müssen nicht für ihr Leben lang abgesichert werden. Sie erhalten vorher einen sehr hohen Lohn und können sich ein grosses Netzwerk aufbauen. Deshalb brauchen sie keine zusätzliche Sicherheit, indem ihnen bis an ihr Lebensende ein sehr hohes Einkommen garantiert wird. Wir sind der Meinung, drei Jahre an Absicherung reichten aus. Drei Jahre, das ist immer noch länger als zum Beispiel die Arbeitslosenversicherung unsere Angestellten absichert. Die Regierungsräte sind mit drei Jahren deutlich besser abgesichert. Sie sind auch finanziell besser abgesichert, denn die Ruhestandsrente ist sehr grosszügig berechnet.

Wir haben jetzt vielfach gehört, wie es sich verhält. Ich möchte an einem konkreten Beispiel darlegen, was dies heisst. Wir haben ausgerechnet, was es heisst, wenn jemand beispielsweise mit 38 Jahren in den Regierungsrat gewählt wird, dieses Amt während drei Legislaturperioden ausübt und danach zurücktritt. Diese Person hat dann Anrecht auf rund 150 000 Franken Ruhestandsrente ab dem Alter von 51 und dies während 15 Jahren. Dies sind Gesamtkosten von rund 2,5 Mio. Franken, welche an diese Person ausgerichtet werden, obwohl sie mit 50 Jahren freiwillig zurücktritt und sich auf dem Arbeitsmarkt problemlos noch während 15 Jahren ein Arbeitseinkommen erwirtschaften könnte. Ich finde es schwierig, weil wir bei anderen Themen wie der Sozialhilfe, welche bald wieder ansteht, davon sprechen, dass die Arbeitsanreize richtig gesetzt werden müssen. Wo sind denn die Arbeitsanreize, wenn man einem Alt-Regierungsrat ein Einkommen von 150 000 Franken bis zur Pensionierung garantiert? – Da gibt es überhaupt keine Arbeitsanreize mehr. Wir sind deshalb klar der Meinung, dass ein Riegel vorgeschoben werden muss. Auch sind wir klar der Meinung, dass zwar die Detailfragen – ich spreche vom Punkt 3 und folgende – tatsächlich genauer als Postulat geprüft werden müssen.

Die ersten zwei Punkte, insbesondere Punkt 2, in welchem es um die Beschränkung der Ruhestandsrente auf drei Jahre geht, ist nicht besonders kompliziert. Es ist nicht einleuchtend, und es gibt keinen Grund, weshalb ein Alt-Regierungsrat länger als drei Jahre seines Lebens, wo er vor der Pensionierung ganz normal erwerbstätig sein kann, eine Ruhestandsrente brauchen sollte. Deshalb bitten wir sehr darum, die ersten zwei Punkte beziehungsweise insbesondere Punkt 2 als Motion zu überweisen. Es ist bereits gesagt worden: Wenn wir dem Regierungsrat den Prüfungsauftrag erteilen, seine eigene Rente zu kürzen, dann kann ich Ihnen jetzt schon garantieren, was in diesem Postulatsbericht stehen wird. Besten Dank für die Unterstützung als Motion.

Präsident. Ich weiss, dass wir am Anfang dieser Session stehen und Sie viele Abklärungen treffen müssen. Dennoch bitte ich Sie, Ihre intensiven Gespräche in der Wandelhalle weiterzuführen, damit hier drinnen wenigstens der Redner sein eigenes Wort versteht. Hier hinten verstehen wir nämlich nichts mehr. Ich gebe Grossrat Graf für die SP-JUSO-PSA-Fraktion das Wort.

Urs Graf, Interlaken (SP). Vielen Dank, Herr Grossratspräsident, für dieses Intro! Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist im Grundsatz mit der Antwort des Regierungsrats einverstanden und unterstützt die Umwandlung dieser Motion in ein Postulat. Würde man die Motion telquel überweisen, hätte dies zur Folge, dass viel zu starre, wenig oder überhaupt nicht evaluierte Vorgaben in die Revision des Gesetzes über die finanziellen Leistungen an die Mitglieder des Regierungsrates einfließen müssten. Dies wäre eine verpasste Chance – nämlich die Chance, dieses Gesetz nach breiten Abklärungen und Diskussionen allenfalls abzuändern. Unsere Fraktion ist durchaus bereit, die gültigen Regelungen auf ihre Zweckmässigkeit und auch auf den interkantonalen Vergleich hin zu überdenken. Wichtig für unsere Fraktion ist es aber, dass sich auch künftig Personen für das Amt als Regierungsrat zur Verfügung stellen, welche in jungen Jahren gute, sichere und gut bezahlte Stellen dafür aufgeben. Es braucht eine sinnvolle Regelung für den Fall des Rücktritts oder der Abwahl. Es ist von zentraler Bedeutung, dass unsere Mitglieder während ihrer Regierungszeit nicht bereits ihr Auffangnetz spinnen und persönliche Interessen in den Vordergrund stellen müssen. Die Unabhängigkeit ist ein äusserst hohes Gut.

Die Motion Egger ist für unsere Fraktion in allen Punkten zu eng gefasst. Deshalb unterstützen wir den Antrag des Regierungsrats auf Wandlung und freuen uns auf eine sachliche Diskussion, für welche die Würde dieses Amtes, die Unabhängigkeit, die Verantwortung und die enorme Arbeit, welche geleistet worden ist, Richtschnur sind. Wir möchten nicht, dass diese Diskussion schon jetzt unnötig eingeeengt wird. Deshalb lehnen wir die ersten zwei Punkte ab, auch wenn diese nicht kompliziert sind, wie es der Vorredner gesagt hat. Uns dünken sie nicht sachgerecht.

Verena Aebischer, Riffenmatt (SVP). Ich werde mein Votum relativ kurz fassen, da die wichtigsten Punkte bereits gesagt worden sind. Sinn und Zweck einer Ruhestandsrente stehen, so glaube ich, für uns alle nicht zur Diskussion, auch nicht für die SVP-Fraktion. Ich denke, gerade in Zeiten, in welchen wir sparen wollen und müssen, ist es richtig, auch hier hinzusehen, dahingehend was Sinn macht und wie es in Zukunft richtig geregelt werden soll. Die SVP-Fraktion hat sich entschieden, auch einer Motion grossmehrheitlich zuzustimmen, bei einigen Nein-Stimmen. Dementsprechend fände auch ein Postulat Zustimmung.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern, zuerst zu Grossrat Knutti, SVP.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Ich kann es mir gleichwohl nicht verkneifen, kurz zu dieser Motion zwei, drei Dinge zu sagen. Natürlich kann ich nicht verstehen, dass diese Motion hier keine Mehrheit finden soll, sondern dass man um das Thema herumreden und am Schluss ein Postulat überweisen will, dabei aber das Gefühl hat, es passiere dann etwas. Ich weiss nicht, ob man entweder vor den eigenen Regierungsräten Angst hat oder ob man sich in absehbarer Zeit selber in einem solchen Amt sieht, weswegen man das Gefühl hat, hier keine Motion überweisen zu können. Trotzdem habe ich etwas schmunzeln müssen, als ich die Antwort des Regierungsrats las. In dieser steht, dass das plötzliche Wegfallen des Erwerbseinkommens zu einem Problem führen könnte, es sei denn, es würde verhindert, dass sich ein Regierungsrat während der laufenden Amtszeit mit der beruflichen Zukunft auseinandersetzen müsse. Es bestünden finanzielle Einkünfte, welche er dann nicht mehr hätte.

Ich wäre doch froh, wenn der Staatsschreiber sagen könnte, welches der Jahreslohn eines Regierungsrats ist. Während dem Wochenende konnte man in den Medien lesen, dass im Kanton Bern mit 241 000 Franken Spesen entschädigt werden. Daran, wie diese pro Mitglied abgegolten werden, sehen wir auch, was es bedeutet. Ich habe dies in letzter Zeit auch in meinem Kollegenkreis besprochen, das heisst, ob dies angesichts dessen, dass ein Regierungsrat eine solche Ruhestandsrente erhält, korrekt ist. Deshalb bin ich klar der Meinung, dass drei Jahre reichen. Wenn ein Regierungsrat in drei Jahren keine Nachfolgelösung findet, dann stimmt doch etwas nicht! Deshalb bitte ich Sie wirklich, dem im Sinne des Kantons Bern, wo wir Kosten tiefhalten und einsparen müssen, entgegenzuwirken und diese Motion zu unterstützen.

Präsident. Als nächste Einzelsprecherin: Grossrätin Imboden. Sie wünscht das Wort nicht. *(Heiterkeit)* Wünscht der Motion das Wort vor dem Staatsschreiber? – Dann gebe ich dem Staatsschreiber das Wort.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Ich danke zuerst den Fraktionssprechern der FDP, EDU, EVP, BDP und SP, dass Sie sich dem Antrag des Regierungsrats anschliessen können, diesen Vorstoss

als Postulat zu überweisen. Es ist so, wie es mehrere Sprecherinnen und Sprecher von Ihnen gesagt haben: Diese Motion ist relativ präzise formuliert mit sieben klaren Punkten, was eigentlich fast einem Gesetzesentwurf gleichkommt. Sie als Parlament haben Anspruch darauf, eine Auslegeordnung zu erhalten, sodass Sie Kantonsvergleiche, verschiedene Modelle sowie deren Vor- und Nachteile sehen. Dies wäre eine seriöse Gesetzgebungsarbeit. Wäre die Motion etwas offener formuliert worden, hätte die Regierung diese vielleicht auch annehmen können. In dieser Form beantragt Sie aber die Annahme als Postulat.

An die Adresse von Grossrat Köpfli, der sagt, es sei ganz klar, zu welchem Schluss die Regierung komme, wenn sie über die eigenen Löhne und die Ruhestandsrenten schreiben müsse: Ich glaube, die Regierung ist etwas klüger, umso mehr als sie genau weiss, dass das letzte Wort in dieser Frage der Gesetzgeber hat, weil dies in einem Gesetz geregelt ist. Sie, das Parlament, sind die Behörde, welche diese Frage regeln wird. Dem wird die Regierung Rechnung tragen und bestimmt eine Auslegeordnung vorlegen sowie vernünftige Varianten vorschlagen, von welchen die Regierung das Gefühl hat, sie fänden in diesem Parlament eine Mehrheit. Ich glaube, soweit können Sie auf die Regierung Vertrauen. Zur Frage von Grossrat Knutti. Es dürfte hier bekannt sein – und man hat es auch lesen können –, dass es 115 Prozent des höchsten Lohns sind, welcher ein Regierungsrat verdient. Das sind in etwa 270 000 Franken im Jahr. Dies ist so im Gesetz geregelt – im Gesetz, welches von Ihnen, dem Parlament, seinerzeit so verabschiedet wurde. Wie erwähnt, beantragt die Regierung die Überweisung als Postulat. Ich danke Ihnen, wenn Sie dem Regierungsratsantrag so folgen.

Präsident. Ich gebe dem Motionär, Grossrat Egger, nochmals das Wort.

Martin Egger, Frutigen (glp). Danke für diese angeregte Diskussion. Einzig bin ich leicht enttäuscht, dass es allseits gleich geklungen hat, ausser vonseiten der Mitte. Prüfen: Ja, aber etwas unternehmen, etwas entscheiden: Nein. Ich bin auch der Meinung, dass ein paar Punkte enthalten sind, welche schon zu stark geregelt sind und sicher überprüft werden müssen. Aber was man ganz sicher nicht regeln muss, sind die drei Jahre und die 65 Prozent. Jeder, der hier drin ist, kann sagen, «Ja-wohl, das will ich, diese drei Jahre reichen!». Jeden anderen, der einen Job hat und ihn mit 50 oder 55 Jahren verliert, fragt kein Mensch, ob er den Lohn noch drei Jahre lang erhalten soll oder nicht. Wenn wir im Grossen Rat nicht im Stande sind, Charakter zu zeigen und zu sagen, dass diese drei Jahre ausreichen und wir alles andere diskutieren können... Es ist hier alles möglich; für das Erklären der Details hat der Regierungsrat mehr Ahnung als wir. Aber das hier kann ich nicht verstehen. Ich verlange eine punktweise Abstimmung. Die Punkte 1 und 2 halte ich als Motion aufrecht. Dies möchte ich so durchziehen. Ich hoffe wirklich, dass wir hier im Rat eine Mehrheit hinkriegen. Denn jeder Bürger im Kanton Bern wird froh sein, wenn wir dies so durchbringen können. Die Punkte 3 bis 7 akzeptiere ich absolut als Postulat. Ich wäre froh, wenn Sie diese so annehmen könnten.

Präsident. Die Motion ist in den Punkten 3 bis 7 in ein Postulat gewandelt worden. Es wird punktweise Abstimmung verlangt. Ist es seitens des Rats bestritten, wenn ich die Punkte 3 bis 7 als Postulat in einer Abstimmung abwickle? Kann dies zusammengefasst werden, statt siebenmal abzustimmen? – Wir stimmen einzeln über die Punkte 1 und 2 als Motion ab, aber gemeinsam über die Punkte 3 bis 7 als Postulat. Ist dies seitens des Rats bestritten? – Wenn nicht, stimmen wir so ab. Wir kommen zu Punkt 1 auf Beschränkung der Ruhestandsrenten des Regierungsrats. Wer Punkt 1 als Motion annehmen will, stimmt Ja, wird dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	76
Nein	65
Enthalten	11

Präsident. Sie haben Punkt 1 als Motion angenommen mit 76 Ja- zu 65 Nein-Stimmen bei 11 Enthaltungen.

Wer Punkt 2 als Motion überweisen will, stimmt Ja, dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 75

Nein 68

Enthalten 10

Präsident. Sie haben Punkt 2 als Motion überwiesen mit 75 Ja- gegen 86 Nein-Stimmen bei 10 Enthaltungen.

Wir stimmen gemeinsam über die Punkte 3 bis 7 als Postulat ab. Wer diese als Postulat überweisen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3–7 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 149

Nein 2

Enthalten 2

Präsident. Sie haben die Punkte 3 bis 7 mit 149 Ja- gegen 2-Stimmen bei 2 Enthaltungen als Postulat überwiesen.

Geschäft 2018.RRGR.179

Motion 045-2018 Egger (Hünibach, SP)

Mehr sprachübergreifende Sendungen im öffentlich-rechtlichen Rundfunk Richtlinienmotion

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 4: «Mehr sprachübergreifende Sendungen im öffentlich-rechtlichen Rundfunk». Es handelt sich um eine Richtlinienmotion. Wir führen eine reduzierte Debatte. Die Regierung will diese Motion annehmen und gleichzeitig abschreiben. Ich erteile dem Motionär, Grossrat Egger, das Wort.

Ulrich Egger, Hünibach (SP). Gleich zu Beginn danke ich der Regierung bestens für die Annahme meiner Motion und die ermutigende Antwort darauf sowie für den Einsatz der Regierung zur Förderung der Zweisprachigkeit im Kanton Bern. Wenn ich die Abschreibung trotzdem bestreite und sogar leider erfolglos eine freie Debatte gefordert habe, so gibt es doch ein paar verschiedene Gründe dafür. Ich habe meinen Vorstoss am 19. März im Zusammenhang mit der «No Billag»-Abstimmung eingereicht. Diese ging glücklicherweise zugunsten unseres hochwertigen öffentlichen Radio und Fernsehens aus. Eine klare Mehrheit des Schweizer Volks war damals der Meinung, für den Zusammenhalt unseres Landes brauche es nicht nur ein öffentliches Minimalradio und -fernsehen mit Nachrichten, sondern eine öffentliche Medienlandschaft mit vollem Programm. Wenn wir schon ein solches gebührenfinanziertes öffentliches Radio und Fernsehen haben, dann sollen – und diesbezüglich ist der Regierungsrat einer Meinung mit mir – die Medien auch möglichst viel zur Verständigung zwischen den verschiedenen Sprachregionen beitragen.

Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort richtig, «dass die von ihm eingesetzten kantonalen Vertretungen in den Gremien der SRG [...] die Interessen des zweisprachigen Kantons einbringen und Bestrebungen des Unternehmens zur Förderung von sprachübergreifenden Sendungen unterstützen.»

Weiter schreibt er: «Der Regierungsrat wird in seiner für den Herbst 2018 geplanten Stellungnahme zur Vernehmlassung des neuen Mediengesetzes auf die wichtige Rolle der SRG [...] hinweisen.» Ich bin froh darüber und glaube der Regierung, dass sie sich dafür einsetzt. Damit ist aber noch nicht alles erledigt. Ich stelle mir vor, dass es völlig normal sein wird, Nachrichten und Eigenproduktionen aus anderen Sprachregionen sowohl am Fernsehen als auch online mit Untertiteln oder sogar synchronisiert ansehen zu können. Dann verweise ich noch ... *(Der Präsident bittet den Redner, infolge der auf 2 Minuten begrenzten Redezeit in der reduzierten Debatte zum Schluss zu kommen.)* Ich war mir gerade nicht im Klaren darüber. Ich möchte nur noch auf den Expertenbericht von Hans Stöckli hinweisen. Dieser wird vielleicht noch von einem meiner Nachredner aufgenommen.

Präsident. Ich habe gesehen, dass Grossrätin Dumermuth hingefallen ist. Ich glaube, es geht ihr gut. Es war ein Misstritt. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die FDP-Fraktion hat Grossrat Niederhauser das Wort.

Jean-Luc Niederhauser, Court (FDP). Cette motion demande davantage de programmes et de productions bilingues sur les chaînes de radio et de télévision publiques. Selon Monsieur Egger le sous-titrage de contenus attractifs de l'autre région linguistique devrait devenir la norme. Notre canton bénéficie d'une couverture médiatique de qualité équivalente dans les deux langues. Le sous-titrage n'apporterait donc pas une grande valeur ajoutée. De plus, dans la région biennoise, à la croisée des deux cultures, la chaîne de télévision «TeleBilingue», la radio «Canal 3» et le Journal «Biel Bienne», distribué gratuitement, remplissent parfaitement les conditions demandées par cette motion. C'est pourquoi le groupe PLR suivra les recommandations du gouvernement qui demande d'adopter la motion ayant valeur de directive et de la classer.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Im Zusammenhang mit der «No Billag»-Initiative hat sich die BDP ebenfalls für den Standort Bern starkgemacht und sich für die Medienvielfalt engagiert. In diese Vielfalt innerhalb des Kantons Bern gehört für uns ebenfalls die Zweisprachigkeit. Dazu gehört eine sprachübergreifende Berichterstattung in den Medien. Wie der Regierungsrat in seiner Antwort schreibt, verfügt der Kanton Bern heute über eine breite Medienlandschaft. Ob es sich zumeist um private Radiostationen oder auch um Printmedien handelt – Möglichkeiten, sich in der französischen Sprache zu informieren, sind durchaus vorhanden. Wir sehen es auch als zusätzliche, schwierige Aufgabe an, wenn sich der Regierungsrat mittels dieser Motion in die Programmgestaltung der SRG aktiv einmischen soll. Die Standortfrage war für uns ein strategischer Entscheid, aber hier geht es mehr um eine Einmischung in die operative Ausgestaltung des Programms.

Die Vernehmlassung des Mediengesetzes bildet hier eine Möglichkeit, und der Regierungsrat hat die Chance genutzt und als Vertreter des zweisprachigen Kantons Bern seine Erwartungen an die SRG klar deponiert. Die BDP unterstützt den Antrag des Regierungsrats auf Annahme und gleichzeitige Abschreibung deshalb einstimmig. Die Motion mit dem letzte Woche veröffentlichten Bericht der Expertenkommission für Zweisprachigkeit in Verbindung zu bringen, ist für uns der falsche Moment. Dazu braucht es eine vertiefte Analyse, auch speziell bezüglich der personellen und finanziellen Folgekosten.

Marc Jost, Thun (EVP). Die EVP-Fraktion unterstützt dieses wichtige Anliegen der Förderung der sprachübergreifenden Sendungen der öffentlich-rechtlichen Medien. Gleichzeitig unterstützen wir auch den Regierungsantrag, welcher vorschlägt, wie dies umgesetzt und zugleich abgeschrieben werden soll.

Dennoch möchte ich rasch auf die besondere Situation unseres Kantons Bern hinweisen. Durch meine berufliche Tätigkeit im Rahmen der Arbeit für einen nationalen Verband stelle ich immer wieder fest, dass je weiter in den Osten unserer Deutschschweizer Kantone man geht, desto schneller vergessen geht, dass wir ein mehrsprachiges Land sind, und die sprachlichen Minderheiten ebenso sehr in alle Prozesse eingebunden werden sollen. Dies geht sehr schnell vergessen. Als Vertreter aus dem Kanton Bern muss ich gerade in Sitzungen und Meetings immer wieder darauf hinweisen. Es ist ein Mehraufwand in einem mehrsprachigen Land. Unser Kanton Bern ist nicht nur einfach zweisprachig, sondern gleichzeitig Standort der Bundeshauptstadt. Zudem ist er der einzige Kanton, welcher eine deutschsprachige Mehrheit und eine französischsprachige Minderheit hat. Im Vergleich zum gesamten Land ist dies bei keinem anderen Kanton in einer ähnlichen Art und Weise der Fall. In diesem Sinn ist unsere Stimme besonders wichtig. Wir können das Anliegen teilen, wonach sich unser Regierungsrat für sprachübergreifende Sendungen einsetzen soll. Wie gesagt sind wir aber einverstanden, dass er

dies über die Vernehmlassung zum Mediengesetz tut und die Förderung dort verlangt. Deshalb ist eine Mehrheit unsererseits für die Abschreibung.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (SVP). Le motionnaire exige que le Conseil-exécutif intervienne encore davantage qu'aujourd'hui au niveau de l'offre de programmes bilingues par les chaînes de radio et de télévision publiques. L'UDC soutient le bilinguisme en général et les programmes bilingues en particulier. Elle se réjouit de l'offre de programmes bilingues, notamment dans les médias privés de la région de Bienne et du Jura bernois avec par exemple «TeleBilingue», «Canal 3» et le Journal «Biel Bienne», sans oublier les collaborations entretenues entre la rédaction du «Journal du Jura» et celle du «Bieler Tagblatt».

Le groupe UDC salue les efforts de promotion du bilinguisme déployés par le Conseil-exécutif dans le cadre de la marge de manœuvre qui est la sienne. Nous sommes également favorables, tout comme le Conseil-exécutif, au relèvement des exigences légales fédérales en cours, en particulier en ce qui concerne le multilinguisme et le bilinguisme. Cependant, le groupe UDC considère qu'un interventionnisme accru en la matière conduirait à davantage d'étatisme ainsi qu'à une promotion du bilinguisme partiellement artificielle. Pour ces raisons, le groupe UDC soutient la motion, mais uniquement associée à son classement consécutif. Dans le cas contraire, l'UDC s'opposera à la motion.

Martin Boss, Saxeten (Grüne). Was verbindet Völker mit ihren Kulturen? Es ist unter anderem die Sprache, die Kommunikation. Viele Beispiele aus aller Welt sind uns bekannt, wo die Unterdrückung von Sprachen oder Sprachregionen zu grossen Konflikten führen oder geführt haben. Im Zusammenhang mit der Veröffentlichung des Expertenberichts zur Zweisprachigkeit von letzter Woche kommt diese Motion richtig. Der Regierungsrat soll als Vertreter eines zweisprachigen Kantons bei der SRG Einfluss nehmen auf unsere Vier- und Vielsprachigkeit. Die Forderung ist umso wichtiger, als es gerade im Hinblick auf die Konzentration der Medienlandschaft Vielfalt statt Einheitsmedien geben soll. Wie der TV-Sender Arte – diesen kennen Sie vielleicht – ein kulturelles Programm, welches Menschen in Europa verbindet, aus Rundfunkgeldern aus Deutschland und Frankreich gespeist wird, werden 85 Prozent dieser Inhalte in Europa produziert. 70 Prozent der Europäer können Arte in ihrer Muttersprache sehen.

Es ist eine Chance für den Kanton Bern und die Schweiz, wenn wir die sprachliche, kulturelle Vielfalt, den Zusammenhalt proaktiv angehen und fördern, denn er verbindet uns, er verbindet uns als Menschen. Die grüne Fraktion unterstützt die Motion, die Abschreibung wird mit Ausnahme eines Mitglieds bestritten.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Bauer das Wort.

Tanja Bauer, Wabern (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion möchte diese Motion nicht abschreiben. Der Regierungsrat hat – wie bereits erwähnt – letzte Woche den Expertenbericht zur Zweisprachigkeit entgegengenommen, den er selber in Auftrag gegeben hat. Auch dieser Bericht kommt zum Schluss, dass die Berner Regierung beim Bund intervenieren soll, damit die SRG ihrem Auftrag besser nachkommt und der kantonbernischen Zweisprachigkeit noch besser Rechnung trägt. Es handelt sich dabei um die Empfehlung 21 des Berichts. Diese ist beinahe identisch mit der vorliegenden Motion. Es wäre schade, diese Empfehlung würde schon im Vorfeld abgeschrieben und somit entkräftet. Dies insbesondere weil wir – wie auch der Expertenbericht – finden, es sei noch Potenzial im Bereich der sprachübergreifenden Sendungen vorhanden, für mehr Miteinander, statt Nebeneinander. Il serait fort dommage de ne pas utiliser le potentiel du bilinguisme de notre canton. Comme le dit le rapport de la Commission d'experts sur le bilinguisme, il s'agit d'un changement de paradigme: vivre ensemble au lieu de vivre côte-à-côte. Des émissions bilingues seront un signal clair dans ce sens. Même si la Commission d'experts fait d'autres recommandations majeures, elle juge qu'il est important de faire une intervention auprès de la Confédération pour que la SSR remplisse mieux son mandat et tienne mieux compte du bilinguisme bernois. Nous vous prions de ne pas classer cette motion afin que le Conseil-exécutif puisse considérer toutes les recommandations du rapport de la Commission d'experts dans ses réflexions autour du sort du bilinguisme dans notre canton.

Präsident. Ich gebe das Wort dem Staatsschreiber.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Dem Regierungsrat ist die Zweisprachigkeit ein grosses Anliegen – diese zu pflegen und weiterzuentwickeln. Deshalb hat der Regierungsrat denn auch die Experten-

kommission eingesetzt und Ständerat Hans Stöckli ersucht, diese zu leiten. Dies, weil man wusste, dass wenn er das Projekt führt, etwas herauskommen wird, was uns in diesem Kanton weiterbringen kann.

Weshalb beantragt der Regierungsrat trotzdem, diese Motion bereits jetzt abzuschreiben? – Die Motion verlangt, dass man nicht beim Bund, bei der Eidgenossenschaft, vorstellig wird, so wie es Grossrätin Bauer gesagt hat, sondern bei der SRG, welche das Programm gestaltet. Für den Regierungsrat ist dies ein Dauerauftrag, soweit er diesen wahrnehmen kann, nämlich dadurch, dass Leute aus der Verwaltung in den Gremien der SRG Einsitz nehmen. Ein Beispiel ist der frankophone Vizestaatschreiber, der in einem Gremium Einsitz hat, aber auch der Kommunikationsbeauftragte. Im Rahmen dieser Möglichkeiten ist es ein Dauerauftrag, in diese Richtung Einfluss zu nehmen, sodass im Schweizer Fernsehen mehr sprachübergreifende Sendungen produziert werden. Weitere Einflussmöglichkeiten auf die Programmgestaltung hat der Regierungsrat letztlich nicht.

Wenn Sie den Vorstoss als Motion überweisen, weiss ich nicht, was der Regierungsrat tun könnte. Allenfalls könnte er der SRG nochmals einen Brief schreiben. Natürlich setzt sich der Regierungsrat überall ein; er hat denn auch in der Vernehmlassung zum Entwurf des neuen Bundesgesetzes über die elektronischen Medien (BGeM) speziell auf diesen Punkt hingewiesen. Im Rahmen seiner Möglichkeiten wird sich der Regierungsrat weiterhin dafür einsetzen. Als zukünftigen Auftrag mehr zu überweisen, ist aus Sicht des Regierungsrats nicht zielführend. Deshalb beantragt er die Abschreibung dieser Motion, weil er den Auftrag eigentlich andauernd erfüllt.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer der Motion «Mehr sprachübergreifende Sendungen im öffentlich-rechtlichen Rundfunk» zustimmt, stimmt Ja, wer diese Motion ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	117
Nein	31
Enthalten	0

Präsident. Sie haben diese Motion angenommen mit 117 Ja- gegen 31 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Wir kommen zur Abschreibung. Wer diese Motion abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	79
Nein	52
Enthalten	0

Präsident. Sie haben diese Motion abgeschrieben mit 79 Ja- gegen 52 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.167

Postulat 040-2018 Tobler (Moutier, SVP)

Qualifiziertes Mehr statt hauchdünne Entscheide bei Kantonswechsellvorlagen

Präsident. Wir fahren weiter mit dem Traktandum 5, der Motion Tobler. Entschuldigen Sie, es ist keine Motion, sondern ein Postulat. Dieses Postulat ist zurückgezogen worden. Grossrat Tobler gibt eine Erklärung ab. Bitte melden Sie sich für die Rednerliste an, dann können Sie ans Mikrofon treten. Grossrat Tobler, Sie haben das Wort.

Marc Tobler, Moutier (SVP). Le postulat que j'ai déposé en mars dernier me paraît d'une grande importance. Expérience faite à Moutier: soumettre un changement de canton d'une commune au vote quand on sait que la majorité sera mince est une erreur. Cela ne fait qu'attiser les divisions et ne permet pas d'apaiser les choses. Ce que nous vivons à Moutier me conforte chaque jour dans cette conviction. Les partisans du Jura ayant eu une mini-majorité en 2017, ce sont les partisans du maintien de Moutier dans le Jura bernois qui ont déposé des recours, finalement acceptés par la préfète il y a quelques jours. Si la majorité avait été inverse, il ne fait aucun doute que nous aurions des recours séparatistes et que nous ne serions pas plus avancés que ça. La demande du postulat me paraît donc on ne peut plus justifiée aujourd'hui. Toutefois, il n'est parfois pas bon d'avoir raison trop tôt. Le contexte de tension qui règne depuis début novembre à Moutier appelle des actions d'apaisement. En retirant mon postulat aujourd'hui, je veux donner un tel signe. Il n'est pas idéal d'étudier un changement de ces règles aujourd'hui, alors que le sort de Moutier est suspendu à une procédure judiciaire. Cela donnerait l'impression qu'on interfère politiquement dans une situation qui semble chaque jour plus compliquée. En ce sens, je peux me rallier au moins en partie à la réponse du Conseil-exécutif. Je tiens toutefois à dire clairement que ce thème n'est pas abandonné pour autant. Une fois la situation clarifiée, il est clair que la mise en place d'une majorité qualifiée pour lancer des changements de canton des communes bernoises devrait être envisagée sérieusement. Cela pour empêcher la déstabilisation permanente dans les communes qui verraient leurs sensibilités évoluer légèrement au gré de tel ou tel événement politique. Un changement de canton a tellement de conséquences qu'il faut vraiment qu'il soit voulu par une forte majorité et non pas juste par 51 ou 52 pour cent des votants.

Präsident. Wir sind am Ende der Geschäfte der STA angelangt. Ich danke dem Staatsschreiber für seine Anwesenheit und wünsche ihm einen schönen Tag.

Geschäft 2018.RRGR.470

Kantonaies Gewässerschutzgesetz (KGSchG) (Änderung)

Präsident. Wir kommen zu den Geschäften der BVE. Hierzu werden wir den Regierungspräsidenten begrünnen. (*Kurzer Unterbruch*) Ich begrüsse Regierungsrat Neuhaus bei uns. Wir kommen zum Traktandum 6: «Kantonaies Gewässerschutzgesetz (KGSchG) [...]». Dieses Gesetz wurde von der BaK vorberaten. Wir führen die erste Lesung durch und beginnen gleich mit der Eintretensdebatte. Dazu erteile ich dem Sprecher der BaK, Grossrat Flück, das Wort. Herr Grossratsvizepräsident, können Sie bitte Grossrat Flück in die Rednerliste einloggen? – Der Sprecher der BaK, Grossrat Flück, hat das Wort.

1. Lesung

Eintretensdebatte

Peter Flück, Interlaken (FDP), Kommissionssprecher der BaK. Dieses Geschäft ist ein Luxusproblem. Dies ist der Grund für diese Gesetzesänderung. Denn man höre und staune: Der Kanton Bern

hat zu viel Geld. Es geht in dieser Gesetzesänderung um den Abwasserfonds, welcher über zu grosse finanzielle Mittel verfügt. Im Abwasserfonds befinden sich gegenwärtig rund 54 Mio. Franken. Jährlich wird aber nicht so viel gebraucht. Ich werde noch auf die Detailzahlen zu sprechen kommen. Deshalb schlägt uns der Regierungsrat vor, den Abwasserfonds zu reduzieren. Das Ziel des Regierungsrats ist es, den Fonds langfristig auf einem tieferen Niveau zu halten und dies gestützt auf den jährlichen Bedarf, damit man die Aufwände, wie sie nach heutigen Erkenntnissen anfallen, in etwa decken kann. Im Gesetz soll festgelegt werden, welcher Höchstansatz verlangt werden darf. Der Regierungsrat soll auf Verordnungsstufe die Kompetenz erhalten, die Ansätze nach unten zu korrigieren. Der Fonds dient einer Spezialfinanzierung im Bereich Abwasser beziehungsweise Abwasserreinigungsanlagen. Der Fonds ist im Grundsatz breit anerkannt, weil er einen Mechanismus beinhaltet, welcher die Steuerung ermöglicht, und zwar eine Steuerung, damit wir möglichst saubere Gewässer haben. Dies ist breit akzeptiert, und daran soll nicht gerüttelt werden.

Jetzt komme ich zu den Zahlen. Die jährlichen Einnahmen aus diesem Fonds betragen rund 12,5 Mio. Franken, die Ausgaben zurzeit rund 8 Mio. Franken. Durch die alljährliche Kumulation dieser Differenz enthält der Fonds im Moment eben zu viel Geld. Um das Vermögen zu reduzieren, schlägt die Regierung vor, die Obergrenze dieser Abgaben im Gesetz zu verankern und sie zugleich zu reduzieren. In der Verordnung soll der Regierungsrat dann die Kompetenz erhalten, die Tarife nach unten anzupassen. Er darf sie selbstverständlich nie überschreiten, weil sie so im Gesetz verankert sind. Dadurch besteht die Möglichkeit, den Fonds bis zum Jahr 2030 auf rund 10 Mio. Franken abzubauen. Bis dahin werden die Ansätze also relativ tief gehalten. Diese Gesetzesänderung hat grundsätzlich keinerlei finanzielle Auswirkungen auf den Kantonshaushalt, weil es sich eben um eine Spezialfinanzierung handelt. Auch hat sie keinen Einfluss auf die Gemeinden. Diese sind nicht davon betroffen und werden nicht stärker belastet.

In der Kommission haben wir uns auch über Fragen und Befürchtungen aus der Vernehmlassung unterhalten. Es ist die Befürchtung aufgetaucht, der Fonds enthielte zu wenig Geld, um allen Aufgaben gerecht zu werden, wenn man die Abgaben reduziert. Die Regierung hebt schon im Vortrag klar hervor, dass dies nicht der Fall sein wird. Der zuständige Regierungsrat, Regierungspräsident Neuhaus, hat uns in der Kommission nochmals bestätigt, dass dem nicht so ist und durch diese Reduktion die Aufgaben wie bis anhin ausreichend sollen erfüllt werden können.

Wir haben uns auch über die Spurenstoffe unterhalten, ein Problem, das die Kläranlagen zunehmend lösen müssen. Diese Spurenstoffe stammen aus dem kommunalen Bereich, aber auch aus der Landwirtschaft. Diesbezüglich ist das Bundesgesetz über den Schutz der Gewässer (Gewässerschutzgesetz, GschG) auf nationaler Ebene angepasst worden. In Zukunft wird es eine Pflicht sein, dass die Kläranlagen eine zusätzliche Stufe einbauen müssen. Der Kanton Bern hat mit der ARA Thunersee vor ein paar Monaten eine erste solche Anlage in Betrieb genommen und die Filterstufen eingeführt. Weil es eben ein eidgenössisches Gesetz ist, stellt der Bund auch entsprechende Mittel zur Verfügung, übrigens auch aus einer jährlich geäußerten Spezialfinanzierung. Der Kanton Bern hat nur noch einen kleinen Anteil zu bezahlen. Es ist davon auszugehen, dass in Zukunft weitere Kläranlagen solche zusätzlichen Stufen einbauen müssen. Allerdings ist auch hier bestätigt worden, dass sich nach wie vor genügend Mittel im Fonds befinden, um auch den kleineren Anteil des Kantons Bern bezahlen zu können. Die Kommission beantragt Ihnen einstimmig Eintreten auf diese Gesetzesänderung.

Präsident. Gibt es Fraktionserklärungen zum Eintreten? – Das Eintreten ist nicht bestritten. Wünscht der Regierungspräsident das Wort? Regierungsrat Neuhaus, Sie haben das Wort.

Christoph Neuhaus, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektor. Es ist, so glaube ich, selten, dass ein Regierungsrat – das gilt auch für die Regierungsrätinnen – sagt, man habe zu viel Geld in der Kasse. Es ist so, wie es der Kommissionssprecher gesagt hat. Wir haben mehr Einnahmen als Ausgaben, und deshalb, weil es ein Fonds ist, wollen wir dies ändern. Das auf die Seite gelegte Geld soll eben auch dafür genutzt werden. Der Fonds, welcher im Jahr 1996 als Spezialfinanzierung vom Kanton geschaffen wurde, ist ein wichtiges Instrument für den Gewässerschutz im Kanton; er ist bewährt und breit akzeptiert. Dies hat auch die Vernehmlassung zu dieser Revision gezeigt. Mit diesem Geld werden vor allem der Bau und die Erweiterung von Abwasserreinigungsanlagen unterstützt. Beiträge gibt es auch für neue Verbundleitungen, die Zusammenschlüsse von Abwasserreinigungsanlagen oder für den Generellen Entwässerungsplan (GEP). Die Einnahmen aus dem Fonds kommen aus den Abwasserabgaben.

Wir schlagen zwei Massnahmen vor: Die Abgabesätze seien generell um 20 Prozent zu senken. Dies, weil wir davon ausgehen, dass wir längerfristig – der Kommissionspräsident hat es erwähnt –

weniger Gesuche um Beiträge aus dem Abwasserfonds haben werden. So braucht es auch weniger Einnahmen. Die Ausgaben können also gesenkt werden. Die zweite Massnahme ist, dass das Gesetz nur noch das Maximum der Abgabe bestimmen soll. Die genaue Höhe kann der Regierungsrat, sofern Sie diesem Gesetz folgen, in der Verordnung regeln. Heute sind die Abwasserabgabesätze im Gesetz festgelegt. Wir schlagen vor, diese in die Verordnung zu übernehmen und dass Sie als Grosse Rat quasi eine Deckelung vornehmen. So wird man viel schneller auf veränderte Verhältnisse reagieren können. Ich will das Fondsvermögen möglichst zügig reduzieren. Deshalb wollen wir diese Änderung auch rückwirkend auf Anfang Januar 2019 in Kraft setzen. Wir stellen den Antrag, keine zweite Lesung durchzuführen, sondern nur eine Lesung. Ich freue mich auf die Diskussion mit Ihnen über Geld, welches wir für einmal zu viel haben, und danke Ihnen für das Eintreten.

Präsident. Das Eintreten ist nicht bestritten. Es besteht ein Antrag auf die Durchführung von nur einer Lesung. Ist die Durchführung von nur einer Lesung bestritten? – Dies ist unbestritten. Somit haben wir beschlossen, nur eine Lesung durchzuführen.

Detailberatung

I.

Art. 15b Abs. 1 und Abs. 2 (neu)

Angenommen

II. (Keine Änderung anderer Erlasse.)

Angenommen

III. (Keine Aufhebungen)

Angenommen

IV.

Angenommen

Titel und Ingress

Angenommen

Präsident. Gibt es ein Rückkommen oder Wortmeldungen vor der Schlussabstimmung? Wünschen der Kommissionssprecher oder der Regierungsrat nochmals das Wort? – Dann kommen wir zur Schlussabstimmung über das KGSchG. Wer diesem Gesetz in der abgeänderten Form zustimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Schlussabstimmung (1. und einzige Lesung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	143

Nein	1

Enthalten	3

Präsident. Sie haben diesem Gesetz zugestimmt mit 143 Ja-Stimmen, 1 Nein-Stimme und 3 Enthaltungen.

Gemeinde Lauterbrunnen, Wasserkraftrecht Nr. 19069, Sousbach; Konsortium WKW Sousbach – Wasserkraftwerk Sousbach. Wasserkraftkonzession

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 7: «Gemeinde Lauterbrunnen, Wasserkraftrecht [...]». Es handelt sich um eine Konzession, welche dem fakultativen Konzessionsreferendum unterliegt. Das Geschäft wurde von der BaK vorberaten. Ich erteile dem Sprecher der Kommission, Grossrat Guggisberg, das Wort.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (SVP), Kommissionssprecher der BaK. Wasserkraftkonzession Sousbach – ich versuche Ihnen dieses Projekt in aller Kürze und Kompaktheit zu erläutern. In einem Satz, worum geht es? Es geht um das Potenzial für Stromproduktion aus Wasserkraft für rund 6000 Haushalte. Allgemein kann man sagen, dass es um ein sehr sorgfältig ausgearbeitetes Projekt geht. Indizien hierfür sind die Anzahl und die Art der Einsprachen. Es gibt nämlich keine Gemeinden als Einsprechende in diesem Verfahren.

Was lange währt, wird endlich gut. Ich hoffe, diese könne man am Schluss sagen. Dieses Projekt hat nämlich eine relativ lange Vorgeschichte. Einige hier drinnen werden miterlebt haben, dass wir in der Märzsession 2012 den Grundsatzentscheid darüber gefällt haben, wer die Konzession überhaupt soll erhalten dürfen. Zum Grundsatzentscheid: In einer doch ziemlich umstrittenen und emotionalen Debatte entschied der Grosse Rat, dass der BKW AG den Vorzug gegeben werden solle gegenüber einer Arbeitsgemeinschaft (ARGE), bestehend aus der Axpo AG und der Energie Wasser Lauterbrunnen (EWL). Allerdings bestand damals die Auflage, wonach die BKW AG eine Partnerschaft mit der EWL einzugehen hat, wozu es auch kam. Diese Partnerschaft funktioniert sehr gut. Die Beschwerde der ARGE wurde dann abgewiesen und das Konsortium, wie ich es vorhin erwähnt habe, wurde im Jahr 2014 gegründet.

Jetzt zum konkreten Projekt. Wir haben hier eine maximal nutzbare Wassermenge von 1400 Litern pro Sekunde, eine Bruttofallhöhe von 922 Metern, und es geht um eine jährliche Stromproduktion von 28,2 GWh. Diese Anlage ist von nationalem Interesse. Dies, weil sie 10 Prozent des vom Kanton angestrebten Ausbauziels von mindestens 300 GWh pro Jahr tragen könnte. Es trifft aber zu: Das Fell des Bären kann nicht gewaschen werden, ohne es nass zu machen. Es gab auch Einsprachen mit den Kritikpunkten Gewässerschutz, Fischerei, Landschafts- und Naturschutz. Der Hauptkritikpunkt betrifft die Festlegung der Restwassermenge, was bei solchen Wasserkraftprojekten nichts Aussergewöhnliches ist. Speziell ist, dass wir im Einflussbereich des Kraftwerks geschützte Moosarten haben. Die Umweltschutzorganisationen befürchten eine Beeinträchtigung und fordern deshalb eine Erhöhung der Restwassermenge. Die von der Gesuchstellerin beigezogenen Fachexperten sowie die Abteilung Naturförderung beurteilen die Wahrscheinlichkeit einer Beeinträchtigung der Moosarten jedoch als extrem gering. Die Interessenabwägung ergab, dass die Interessen an einer Erhöhung der Restwassermenge kaum ins Gewicht fallen und die Restwassermenge von 50 Litern pro Sekunde den gesetzlichen Anforderungen genügt. Die Forderung auf Erhöhung der Restwassermenge lautet zwar in der Verfügung auf Abweisen. Allerdings werden Auflagen gemäss Umweltverträglichkeitsprüfung angeordnet. Die Gesuchstellerin hat die geschützten Moosarten im Rahmen eines Monitorings zu überwachen und ist im Fall einer Beeinträchtigung verpflichtet, geeignete Schutzmassnahmen anzuordnen. Ausserdem sind auch Ersatzmassnahmen für die Fischerinnen und Fischer vorgesehen für eine Aufwertung an der Weissen Lütschine. Fünf Einsprachen gingen ein – von der Stiftung Landschaftsschutz Schweiz, Pro Natura Schweiz und Kanton Bern, vom WWF Schweiz und Kanton Bern, von Aqua viva, vom Fischereiverein Bönigen sowie von der Fischereipachtvereinigung Interlaken.

Erlauben Sie mir abschliessend noch folgende Bemerkung: Im Kanton Bern haben wir nur noch sehr wenige vergleichbare geeignete Standorte wie jener am Sousbach. Vergleichbare Projekte könnten noch am Reichenbach und an der Kander realisiert werden, aber ansonsten ist das Potenzial langsam ausgeschöpft. Wer A sagt, muss auch B sagen. Mit dem Mehrheitsbeschluss für einen schrittweisen Übergang von AKW-Strom zu erneuerbaren Energien ist A gesagt worden. Mit der Unterstützung solcher Projekte, wie wir im Rahmen der Konzessionserteilung abstimmen werden, sollten wir auch B sagen. Die BaK sieht dies gleich und empfiehlt Ihnen mit 16 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung, den regierungsrätlichen Antrag anzunehmen und dem Konzessionsbeschluss zuzustimmen.

Präsident. Es wünschen keine Fraktionssprecher das Wort. Wünschen Einzelsprecher das Wort? Grossrat Klauser, Sie sprechen für die grüne Fraktion. Sie haben das Wort.

Daniel Klauser, Bern (Grüne). Ich bin überrascht, dass sonst niemand zu diesem Geschäft sprechen will. Deshalb bin ich nicht gleich bereit gewesen. Der Referent Lars Guggisberg hat dieses gut vorgestellt. Ich kann einen Vergleich zur Einschätzung abgeben, über welche Produktion wir sprechen. Diesen habe ich bereits in der Fraktion gebracht. Es sind rund 6000 Haushalte. In Fotovoltaikanlagen umgerechnet sind es 28 Megawatt Peak. Das sind etwa 200 000 Quadratmeter oder 20 Hektare. Wir haben also durchaus eine substanzielle Produktion bei diesem Wasserkraftwerk. Verglichen mit der Windenergie entspricht das in etwa dem, was der halbe Windpark Mont Crosin erzielt.

Die grüne Einschätzung zu diesem Projekt: Energieproduktion, insbesondere auch erneuerbare Energieproduktion, ist immer ein Interessenkonflikt, weil sie einen Eingriff in die Umwelt bedeutet. Wir wollen den Atomausstieg und die Energiewende. Dies bedeutet, dass wir bereit sein müssen, gewisse Kompromisse im Umweltbereich einzugehen. Was nun akzeptable Kompromisse und Eingriffe sind, darüber kann man sich natürlich streiten. Dabei besteht auch die Schwierigkeit, dass wir immer über einzelne Projekte diskutieren, hier über die vorliegende Konzession, und dass es wünschenswert wäre, eine Gesamtschau zu haben. So könnte man sagen, beim Projekt hier seien wir bereit, die Kompromisse einzugehen und diese akzeptieren, wenn dafür auf andere, problematischere Projekte verzichtet wird. Dies können wir hier nun nicht tun. Wir können nur Ja oder Nein sagen.

Im vorliegenden Fall ist der Eingriff in das Landschaftsbild für die Mehrheit der grünen Fraktion vertretbar. Am grössten sind wohl die Auswirkungen auf die Fischerei. Deshalb erstaunt es auch nicht, dass die Pächter des Bachs mit diesem Projekt nicht ganz glücklich sind. Insgesamt ist die Mehrheit der grünen Fraktion der Meinung, das Projekt solle realisiert werden, weil es einerseits energiemässig eine substanzielle Produktion bringt und andererseits bezüglich der Umweltauswirkungen im Vergleich mit anderen Projekten vertretbar ist. Es wird aber einige Enthaltungen geben in unserer Fraktion.

Präsident. Als Einzelsprecher hat Grossrat Boss, Grüne, das Wort.

Martin Boss, Saxeten (Grüne). Lars Guggisberg hat es vorhin schon gesagt. Die Leistung des Wasserkraftwerks Sousbach ist von nationalem Interesse und leistet einen Beitrag zur Umsetzung der Energiestrategie 2050. Mit einer Jahresproduktion von 28,2 GWh würde es 10 Prozent zur kantonalen Wasserstrategie des Kantons Bern beitragen. Doch wirft die Erteilung dieser Konzession bei mir ein paar Fragen auf. Es handelt sich beim Sousbach um ein einzelnes Konzessionsgesuch, das dem Grossen Rat vorgelegt wird. Als Mitglied des Grossen Rates kann ich aber nicht abschätzen, wie dieses Konzessionsgesuch sprichwörtlich in der gesamten Berglandschaft steht, vor allem im Wissen darum, dass noch viele andere Konzessionsgesuche hängig sind. Wir wissen auch, dass das Konzessionsgesuch «Trift» eingereicht ist. Das «Trift»-Projekt könnte rund die Hälfte des jährlichen Bedarfs des Kantons Bern – 145 GWh – zur Wasserstrategie abdecken.

Deshalb habe ich folgende Fragen an den Regierungsrat: Wie viele und welche Konzessionen beziehungsweise Projekte im Bereich Wasserkraft sind hängig? Welche Überlegungen macht sich der Regierungsrat im Rahmen einer Gesamtschau dieser eingereichten Gesuche in Bezug auf die Eigenschaften Wirtschaftlichkeit, Grösse und Umweltverträglichkeit? Auch würde mich interessieren, wie die Restwassermengen diesen Sommer ausgesehen haben. Dies vor allem deshalb, weil man im Gesuch liest, dass wenn die Mindestwassermenge heraufgesetzt worden wäre von 50 auf 100 oder sogar 150 Liter pro Sekunde, die Wirtschaftlichkeit des Sousbachs oder des Wasserlaufwerks infrage gestellt wäre. Hinzu kommt noch ein anderer Aspekt. Die Zeichen des Klimawandels sollten ebenfalls in die Beurteilung zu einem Konzessionsgesuch einfließen. Selbst wenn der Alpenraum noch ein Wasserschloss ist – früher oder später werden die Problematiken der Klimaerwärmung einen direkten Einfluss auf die Wassermengen haben. Ich habe mir zuerst überlegt, vor allem zu den ersten zwei Fragestellungen, einen Antrag auf Rückweisung an die Kommission zu stellen. Aus verschiedenen Gründen habe ich aber darauf verzichtet. Ich bin jedoch froh, wenn mir der Regierungsrat auf die zwei ersten Fragen eine Antwort geben kann.

Präsident. Ich gebe dem Regierungspräsidenten das Wort.

Christoph Neuhaus, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektor. Es geht um eine Wasserkraftkonzession: 15. Dezember 2010 mit entsprechender Strategie. Im Jahr 2010 wurden auch die Arbeiten am Sousbach aufgenommen. Durchschnittlich werden 28,2 GWh Strom produziert. Deshalb sagen wir auch, die Anlage sei von nationalem Interesse. Wir haben 300 GWh per annum, also pro Jahr. Rund 10 Prozent trägt diese Konzession respektive das zukünftige Kraftwerk zum Strombedarf bei, welchen man bei der Wassernutzung ausbauen will. Es ist immer ein Abwägen zwischen Schutz und

Nutzen, das alte Problem in Anführungszeichen. Vor diesem Hintergrund sind wir froh, dass eine entsprechende Nachhaltigkeitsbeurteilung vorgenommen wurde. Es ist nicht so, dass das Projekt keine Auswirkungen auf die Umwelt hätte. Denn alles, was wir tun, hat entsprechende Auswirkungen. Das Verhältnis ist aber so, dass man Ja dazu sagen kann. Hier können Sie als Grosse Rat ein Zeichen für die Energie aus Wasser setzen.

Erwähnt worden ist, dass das Projekt «Trift» der nächste grosse Brocken ist. Wohin die Reise führen wird, ist in diesem Sinn offen, aber auch dort ist man auf dem Weg. Bezüglich der entsprechenden Konzessionen kann ich Herrn Grossrat Boss sagen, dass der Umstand, dass der Ständerat die kostendeckende Einspeisevergütung (KEV) erhöht hat. Weil es in der Folge eine gewisse Grösse braucht, sind dadurch viele Hoffnungen auf Wasserkonzessionen geknickt worden. Die BKW AG und die Umweltverbände klären derzeit zusammen, wo es sinnvoll oder nicht sinnvoll ist. Jene, welche länger dabei sind, erinnern sich, dass man im Kanton Bern nicht jeden Bach nutzen will, sondern effektiv schaut, wo dies sinnvoll ist, auch hinsichtlich des entsprechenden Return on Investment, für das Unternehmen einerseits, in Bezug auf die Energie andererseits. Ich kann es vereinfacht ausdrücken: Klotzen statt kleckern. Deshalb habe ich mich in der Kommission für den Sousbach ins Zeug gelegt. Wenn man von den Abklärungen für «Trift» spricht, wird es genauso sein. Dies ist das eine. Wir haben aber auch rund ein Dutzend Heimfälle, nämlich ganz kleine oder Kleinstwerke, welche zum Kanton Bern zurückkommen. Wir werden seitens des Amts für Wasser und Abfall (AWA) abklären, wie man diese zurückbauen kann, sodass man ausräumt, also nicht kleckert, und gewisse Gewässerabschnitte der Natur zurückgeben kann.

Bezüglich der Restwassermengen hat man alles saniert, was man konnte. Jetzt hat es Auswirkungen auf die Konzessionen, sprich wenn man mehr Restwasser durchlässt, hat dies natürlich Konsequenzen für die Konzession. Der Kanton Bern wird folglich in die Pflicht genommen. Es ist klar, der warme oder heisse Sommer, welcher bis fast heute andauert, hat auch entsprechende Konsequenzen für die Restwassermengen. Gesamthaft gesehen bin ich Ihnen dankbar, wenn Sie zum Projekt Sousbach Ja sagen. Wir sind seit dem Jahr 2010 dran. Ich sage dasselbe wie in der Kommission: Wir haben quasi einen Penalty. Ich hoffe, dass Sie als Penaltyschützinnen und -schützen nicht Schiss haben, sondern dass Sie – in Anführungszeichen – auf den Ball eindreschen wie beim gestrigen Spiel Rodriguez.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer der Konzession zustimmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	132
Nein	0
Enthalten	8

Präsident. Sie haben dieser Konzession zugestimmt mit 132 Ja- bei 0 Nein-Stimmen bei 8 Enthaltungen.

Amortisationsvereinbarung zwischen der Kraftwerke Oberhasli AG und dem Kanton Bern für den Ersatzneubau Staumauer Spitallamm, Guttannen; Vereinbarung nach Artikel 67 Absatz 4 des Bundesgesetzes vom 22. Dezember 1916 über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte; Ermächtigung zur Unterzeichnung der Vereinbarung

Der Vizepräsident, Hannes Zaugg-Graf, übernimmt den Vorsitz.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 8: «Amortisationsvereinbarung zwischen der Kraftwerke Oberhasli AG und dem Kanton Bern [...]». Kommissionssprecherin ist Marianne Dumermuth. Ach so, es hat eine Änderung gegeben. Entschuldigung. Sobald ihn jemand in die Rednerlisten eingeloggt hat, erteile ich dem Kommissionssprecher das Wort.

Ueli Frutiger, Oberhofen (BDP), Kommissionssprecher der BaK. Worum geht es? Es geht um eine Amortisationsvereinbarung zwischen der Kraftwerke Oberhasli AG (KWO) und dem Kanton Bern für den Ersatz der Spitallamm Staumauer. Das Bundesamt für Energie (BFE) fordert schon seit langer Zeit von der KWO, dass sie diese Staumauer saniert oder, falls sie es nicht tut, den Staupegel absenkt. Die Sanierung war einst Bestandteil der Grimselstausee-Erhöhung. Wie Sie wissen, ist dieses Ausbauprojekt auf unbestimmte Zeit verschoben worden. Deshalb hat sich die KWO entschlossen, die Sanierung, respektive eben den Neubau der Staumauer, unabhängig vom Ausbauprojekt in Angriff zu nehmen. Eine Absenkung des Staupegels kommt aus betriebswirtschaftlichen und energiepolitischen Überlegungen nicht infrage. Die KWO kann diese grosse Investition aber nur stemmen, wenn mit uns, dem Kanton, eine solche Amortisationsvereinbarung abgeschlossen werden kann. Die Gesamtkonzession für die Nutzung des Wassers in Oberhasli ist der KWO am 12. Januar 1962 für 80 Jahre erteilt worden. Die Kosten oder die Investition für den Neubau der Staumauer werden heute auf 117,8 Mio. Franken geschätzt. Gemäss Terminprogramm sollte diese Staumauer bis etwa zum Jahr 2025 gebaut worden sein, sodass sie ab dem Jahr 2026 in Betrieb genommen werden kann. Somit bleiben für die Amortisation dieser Grossinvestition lediglich etwa 16 Jahre. Ein solcher Abschreibungsbedarf kann natürlich nicht auf die Stromkosten umgelagert werden. Diese wären so hoch, dass es nicht mehr wirtschaftlich wäre. Deshalb muss eine Amortisationsvereinbarung abgeschlossen werden. Diese besteht aus zwei Teilen. Der erste Teil betrifft den Rückkauf vor Konzessionsende. Man kann wahrscheinlich behaupten, dies sei überblickbar, sodass in den nächsten 16 Jahren nichts passiert.

Es gibt aber noch einen zweiten Teil, in welchem geregelt wird, was nach Ablauf der Konzession geschieht, welche eben in 16 Jahren abläuft. Sollte die Konzession für die Wassernutzung nicht mit der KWO weitergeführt werden, müssten die ihr damit entstandenen Kosten abgegolten werden. Das finanzielle Risiko für den Kanton Bern ist eigentlich gering. Wie gesagt können wir es bis ins Jahr 2042 fast überblicken. Ich nehme nicht an, dass der Kanton Bern ab dem Jahr 2042 die Wasserkraft alleine betreiben will. Entweder wird die Konzession mit der KWO erneuert. Dann passiert gar nichts. Wird die Konzession mit Dritten weitergeführt, wird der Kanton die Kosten dann übernehmen müssen. Die Vereinbarung gilt für fünf Jahre ab Baubewilligung. Diese beziehungsweise der Gesamtbaubewilligungsentscheid liegt vor. Wie Sie sehen, kann die KWO erst dann mit dem Bau beginnen, wenn sie das Geld hat. Deshalb müssen wir die Amortisationsvereinbarung heute genehmigen.

Noch etwas zur Vorinvestition für eine dereinstige Grimselstausee-Erhöhung. Diese beläuft sich in etwa auf 7–10 Mio. Franken. Vielleicht hat sich jemand gefragt, weshalb man auf diesen Wert kommt, das Werk innerhalb von 72 Jahren abzuschreiben. Es gibt eine gescheite Tabelle, welche aufzeigt, dass gewisse Anlageteile wie die Staumauer während 80 Jahren genutzt werden können, während es für kleinere Teile nur 20 bis 25 Jahre sind. Dies ergibt eine durchschnittliche Amortisationsdauer von 72 Jahren. Die BaK beantragt Ihnen, die Amortisationsvereinbarung zu genehmigen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Das Rednerpult steht den Fraktionssprechenden frei. Ich sehe niemanden, der sich in die Rednerliste einträgt. Wünscht der Regierungspräsident das Wort? – Dies ist nicht der Fall.

Somit kommen wir direkt zur Abstimmung. Wer den vorliegenden Antrag annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 133

Nein 0

Enthalten 0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben den Antrag einstimmig angenommen mit 133 Ja-Stimmen.

Geschäft 2016.RRGR.361

Amortisationsvereinbarung zwischen der Kraftwerke Oberhasli AG und dem Kanton Bern für den Neubau Kraftwerk Handeckfluh, Guttannen; Vereinbarung nach Artikel 67 Absatz 4 des Bundesgesetzes vom 22. Dezember 1916 über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte; Ermächtigung zur Unterzeichnung der Vereinbarung

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 9, auch dies ist eine Amortisationsvereinbarung. Ich erteile dazu nochmals Ueli Frutiger das Wort, sobald ich ihn in die Rednerliste eingetragen habe. Sie haben das Wort.

Ueli Frutiger, Oberhofen (BDP), Kommissionssprecher der BaK. Es geht um das Gleiche, aber nicht mehr um eine Staumauer, sondern um ein Kraftwerk, welches gebaut werden sollte. Ich verzichte darauf, die ganze Auslegung von vorhin wiederzugeben. Die Fristen sind alle genau gleich. Die Konzession, welche eine Rolle spielt, ist auch dieselbe. Einzig anders ist, dass es um das Kraftwerk Handeckfluh geht, ein neues Kraftwerk, wofür es keine neuen Stauseen oder anderen Anlagen braucht. Dieses nutzt das Treibwasser zwischen dem Mattenalp- und dem Räterichsbodensee respektive dem Wasserschloss Handeckfluh. Das Kraftwerk wird quasi dazwischen gebaut. Es produziert pro Jahr 21,5 GWh Strom. Die Kosten belaufen sich dort auf 22 Mio. Franken, was nicht so viel ist wie vorhin. Die Amortisationsdauer ist auf durchschnittlich 57 Jahre errechnet worden. Dies, weil elektrotechnische Teile enthalten sind, sodass die Nutzungsdauer herabgesetzt wird. Dieses Kraftwerk sollte in etwa im Jahr 2022 in Betrieb genommen werden. Somit bleiben noch 20 Jahre übrig, um die Amortisation zu vollziehen. Deshalb auch hier die Amortisationsvereinbarung mit dem Kanton, damit der Strompreis tragbar bleibt und ein sinnvolles Projekt realisiert werden kann.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Auch hier besteht die Möglichkeit, dass sich Fraktionssprechende äussern können. Diese scheint auch hier nicht genutzt zu werden. Herr Neuhaus möchte auch nichts dazu sagen.

Somit kommen wir zur Abstimmung. Wer diesen Antrag annehmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 129

Nein 0

Enthalten 0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Dieser Antrag ist einstimmig mit 129 Ja-Stimmen angenommen worden.

Geschäft 2018.RRGR.497

BVE: Ausgabenbewilligung für Betrieb und Wartung der ICT-Grundversorgung. Rahmenkredit 2019

Der Präsident, Jürg Iseli, übernimmt wieder den Vorsitz.

Präsident. Beim Traktandum 10 handelt es sich um das ICT-Geschäft dieser Direktion. Grossrat Wyrsch hat bereits zu allen ICT-Geschäften gesprochen. Wenn das Wort – auch nicht vom Regierungsrat – gewünscht wird, kommen wir direkt zur Abstimmung.

Wer diesem ICT-Kredit zustimmen kann, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 126

Nein 0

Enthalten 2

Präsident. Sie haben diesem Kredit zugestimmt mit 126 Ja- bei 0 Nein-Stimmen und 2 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.492**Bern, Unitobler, Lerchenweg 36, Ersatz Fenster und wärmetechnische Anpassungen. Verpflichtungskredit für die Ausführung**

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 11: «Bern, Unitobler, Lerchenweg 36, Ersatz Fenster und wärmetechnische Anpassungen. [...]». Es handelt sich um einen Verpflichtungskredit. Dieses Kreditgeschäft unterliegt dem fakultativen Finanzreferendum und ist von der BaK vorberaten worden. Ich erteile dem BaK-Sprecher, Grossrat Bärtschi, das Wort, sobald er in die Rednerliste eingeloggt ist. Danke! Grossrat Bärtschi, Sie haben das Wort.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (SVP), Kommissionssprecher der BaK. Der Lerchenweg 36 gehört zum ehemaligen Fabrikareal von Chocolat Tobler, ist seit den 1980er-Jahren Teil der Unitobler und wird von der Universität Bern genutzt. Der längs gestreckte viergeschossige Bau ist durch seine horizontalen Fenster und Brüstungsbänder geprägt. Beim Umbau des Gebäudes Ende der 1980er-Jahre wurde der Innenausbau erneuert, aber die Gebäudehülle wurde damals nicht verändert. Inzwischen sind insbesondere die Fenster am Ende ihres Lebenszyklus angelangt. Teilweise lassen sich diese nicht mehr öffnen und sind nicht mehr dicht. Einige Fenster sind mittlerweile sogar zugeschraubt, damit sie von niemandem geöffnet werden können. Dies, weil die Gefahr besteht, dass sie, wenn sie jemand öffnet, nach innen oder nach aussen herunterfallen. Auch die Wärmeisolation und der Sonnenschutz, sprich die Storen, entsprechen nicht mehr den heutigen Anforderungen.

Das Bauprojekt sieht energetische Verbesserungen an der Fassade und an der Brüstung vor sowie den Ersatz der Fenster. Das Gebäude ist im Bauinventar der Stadt Bern als schützenswert eingestuft. Die Denkmalpflege der Stadt Bern ist auch begrüsst worden. Die zu treffenden Massnahmen richten sich nach dem Minergie-Eco-Standard. Folgende Massnahmen sind geplant: der Ersatz der Fenster im ersten und im zweiten Obergeschoss. Dieser soll so ausgeführt werden, dass sich die Aussenseite dann auch von innen reinigen lassen. Auch der Unterhalt der Storen sollte von innen gemacht werden können. Dafür braucht es Anpassungen an der Decke und am Boden.

Die Wärmedämmung wird gemäss den heutigen Anforderungen angepasst. Der Sonnenschutz wird demontiert, erneuert und teilweise motorisiert. Anhand der Sondgearbeiten hat man bemerkt, dass

die Laubengänge draussen, entlang der Ost- und der Westfassade, Mängel aufweisen, welche nicht unbehoben bleiben können, bis die Instandstellung vonstattengeht. Diese sind bisher zum Reinigen der Fenster von aussen gebraucht worden und für den Unterhalt der Storen. Aus diesem Gründen werden diese Unterhaltsarbeiten bereits vorgängig gemacht. Dies hat aber keine finanziellen Auswirkungen im Zusammenhang mit diesem Projekt.

Die Gesamtkosten dieses Projekts betragen 3 770 000 Franken, bestehend aus der Sanierung der Gebäudehülle für 950 000 Franken, den Fenster für 1 084 000 Franken, des Sonnenschutzes für 400 000 Franken, des Innenausbaus für 1 170 000 Franken sowie für die Schadstoffsanierung im Betrag von 166 000 Franken. Dabei sind 13 Prozent Reserve eingeplant, wie dies für solche Projekte üblich ist. Von diesen Kosten sind 2,7 Mio. Franken werterhaltend, 1,04 Mio. Franken sind wertvermehrend. Die Projektierung sollte im Januar 2019 vonstattengehen. Die Ausführungsvorbereitungen sind für April bis Juni 2019 geplant und die Realisierung für die Semesterferien der Jahre 2019 und 2020. An dieser Stelle möchte ich allen beteiligten Personen herzlich danken. Die BVE hat uns als Kommission betreut. Ich glaube, wir haben ein gutes Projekt ausarbeiten können. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, im Namen der BaK beantrage ich Ihnen, diesen Kredit einstimmig anzunehmen.

Präsident. Gibt es Wortmeldungen? Wünscht der Regierungsrat das Wort? – Dann kommen wir direkt zur Abstimmung.

Wer dieses Kreditgeschäft annehmen will, stimmt Ja, wer dieses ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 138

Nein 0

Enthalten 0

Präsident. Sie haben diesem Kredit zugestimmt mit 138 Ja- bei 0 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen zugestimmt.

Vielleicht ein Hinweis für die Ratsmitglieder. Wenn wir Kreditgeschäfte beraten, spricht zumeist nur der Kommissionssprecher. Wenn Sie sich in der Wandelhalle oder sonst wo befinden, kann ich nicht immer 10 oder 15 Sekunden warten, bis Sie wieder zurück im Saal sind. Sie wissen, dass die Kreditgeschäfte relativ zügig behandelt werden. Ich bitte Sie doch, an Ihren Plätzen zu bleiben.

Geschäft 2018.RRGR.507

Bern, sitem-insel, Zumiete für die medizinische Fakultät der Universität Bern. Verpflichtungskredit für Zumiete und Amortisation der Nutzerausbauten

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 12: «Bern, sitem-insel, Zumiete für die medizinische Fakultät der Universität Bern. [...]». Auch dies ist ein Kreditgeschäft, welches von der BaK vorberaten wurde. Ich erteile Grossrat Marti das Wort.

Willy Marti, Kallnach (SVP), Kommissionssprecher der BaK. «Bern, sitem-insel, Zumiete für die medizinische Fakultät der Universität Bern. Verpflichtungskredit für Zumiete und Amortisation der Nutzerausbauten» – bekanntlich sind Zumieten grundsätzlich BaK-Geschäfte. Hier geht es aber um Medizin, wodurch auch die GEF betroffen ist. Es geht um den Wirtschaftsstandort, weshalb es vor allem die VOL betrifft. Es geht um die Universität, wodurch die ERZ betroffen ist. Zudem kostet es viel Geld, sodass sich auch die FIN dafür interessiert.

Jetzt stelle ich dieses Geschäft als BaK-Vertreter vor. Dieses Geschäft sieht eigentlich ziemlich harmlos aus. Die Liegenschaft liegt links von der Einfahrt Murtenstrasse in die Freiburgstrasse, an der

Hauptzugangsstrasse zum Inselspital. Nun geht es um die Zumiete für drei medizinische Fakultäten in einem Neubau der sitem-insel AG. Es betrifft die Zahnmedizinischen Kliniken. Mit einem Anteil an gemeinschaftlicher Fläche von etwa 20 Prozent ergibt dies total 1080 m². Es geht weiter um das Institut für chirurgische Technologien und Biomechanik mit total 1205 m² und um das Institut für Infektionskrankheiten (IFIK) mit total 498 m². Total sind dies 2783 m², flächenmässig ein Anteil von circa 14 Prozent eines Gebäudes von etwa 20 000 m², was circa einem Siebtel entspricht. Die Mietzinskosten betragen 490 Franken pro m², was total 1,366 Mio. Franken ausmacht. Dazu wird eine Amortisation gerechnet von total 556 000 Franken pro Jahr. Dies sind nach acht Jahren 54 Prozent der Ausbaukosten, was zusammen mit den Mietzinsen die mit dem Kreditantrag geforderte Summe von 1,922 Mio. Franken ergibt; dies jährlich für eine Mietdauer von vorerst acht Jahren. Hinzu kommt ein einmaliger Betrag von 200 000 Franken für die Baubegleitungskosten, beigezogene Fachspezialisten und die Qualitätssicherungen der sicher sehr komplexen Installationen sowie für die Bauabnahmen. Die hohen Mietkosten werden mit dem Standort begründet. Dies kann ich begreifen. Sie entsprechen den Mietzinsen, wie sie auch seitens der Wirtschaft akzeptiert werden, und es gibt keinen privilegierten Mietzins aufgrund der bereits getätigten Zahlungen. Auch der Verwaltungsratspräsident der Ypsomed AG hat entschieden, 50 Mio. Franken aus seinem Privatvermögen in den Aufbau dieses Forschungszentrums zu investieren. Die Firma CSL Behring hat einen Vertrag zwecks Eröffnung eines Forschungs- und Entwicklungszentrums im neuen Gebäude unterzeichnet. Dies soll die Bedeutung des Projekts zeigen. Vertraglich gebunden sind Firmen wie Siemens Deutschland, Waters USA, die Storz AG aus Tuttlingen, die Straumann AG Basel und Villeret. Mit weiteren Unternehmungen werden offenbar Verhandlungen geführt. Soweit zum Geschäft.

Das Sitem-insel-Projekt wurde in der Septembersession sehr prominent an einer Mittagsveranstaltung vorgestellt. Die ganz Fleissigen unter uns waren natürlich alle zugegen. Dabei waren auch vier Regierungsräte, der Direktionspräsident des Inselspitals so wie Leute der sitem-insel AG. Obschon es eigentlich um ein Zumietgeschäft geht, informiere ich kurz über sitem-insel. Es soll ein Technologie-Kompetenzzentrum für translationale Medizin und Unternehmertum entstehen. Was heisst «translationale Medizin» für den Laien? Das Konzept entstand offenbar in den 1990er-Jahren, unter dem Motto «bench to bedside» – zu Deutsch: vom Labortisch zum Patientenbett. Also soll die Zusammenarbeit zwischen der Universität, dem Inselspital und der Wirtschaft gestärkt werden. Die sitem-insel soll eine Forschungseinrichtung von nationaler Bedeutung mit höchster Priorität sein. Wenn wir den Medizinalstandort, wie immer wieder gefordert, stärken wollen, wird es sitem-insel wahrscheinlich brauchen. Dieses Geschäft ist aber schon komplex. Folgende Informationen sind meiner Meinung nach doch erwähnenswert: Die Besitzverhältnisse der sitem-insel AG, also derjenigen Unternehmungen, welche das Gebäude zur Verfügung stellen, in welches wir als Mieter einziehen möchten, sind wie folgt: Das Inselspital hat 20,7 Prozent, die Universität Bern 8,3 Prozent, die Berner Fachhochschule (BFH) 0,1 Prozent, die Vereinigung Chefärzte des Inselspitals (VCCI) 41,3 Prozent, die Wirtschaft 29,6 Prozent. Also sind über 70 Prozent in privater Hand. Öffentliche Gelder, speziell aus der Berner Staatskasse, sind folgende bezahlt worden: für das Konzept und die Aufbauarbeiten zuerst 1,3 Mio. Franken. Danach wurden gemäss dem Grossratsbeschluss vom März 2016 für die Anschubfinanzierung der Jahre 2017–2020 20,8 Mio. Franken bezahlt. Dies sind A-fonds-perdu-Beiträge, wie sie in etwa im gleichem Mass vom Bund bezahlt wurden. Mit den bereits gesprochenen Zahlungen und den hier anstehenden Mietverträgen sind wir noch nicht ganz durch. Dies muss an dieser Stelle erwähnt werden.

Im Vortrag zu diesem Geschäft wird erwähnt, dass auch noch im Jahr 2020 voraussichtlich weitere Unterstützungsbeiträge erforderlich sein werden. Aktuell belaufen sich diese, wie ich gehört habe, auf etwa 5,6 Mio. Franken. Die 25,8 Mio. Franken, welche man zuerst gesprochen hat, sollen aber nicht ganz ausgeschöpft werden. Die durch den vorgesehenen Umzug frei werdenden Flächen verursachen Kosten für Umnutzung und Rückbau von circa 4 Mio. Franken sowie Wertminderungen und Abschreibungen von circa 2,233 Mio. Franken. Beim Rückbau der bisher benutzten Laborflächen in Büroflächen werden Wertminderungen von circa 1,5 Mio. Franken erwartet. Diese sollen zusammen mit anderen Ausgaben im Zusammenhang mit der Umnutzung später separat vorgelegt werden. Dieses Leuchtturmprojekt ist also nicht ganz billig zu haben.

Jetzt kommen wir noch zu den Terminen. Die Räumlichkeiten sollen im Juni und November 2019 durch die Fakultäten bezogen werden können. Dies zur Dringlichkeit. Alternativen zu und Folgen eines Verzichts: Alternativen gibt es eigentlich keine. Die Industrieinvestitionen würden offenbar gefährdet. Den Unternehmungen ist offenbar die Anwesenheit von Institutionen und Einrichtungen der Universität in Aussicht gestellt worden. Die Präsenz der Universität soll von Beginn an erwartet werden. Der Bund hat in seiner Leistungsvereinbarung 2017–2020 mit der sitem-insel vorgegeben, dass

die nutzerspezifischen Ausbauten bis Ende des ersten Quartals 2019 erstellt werden müssen. Das Gesuch um weitere Bundesbeiträge für die Jahre 2021–2024 – dies sind Angaben, die uns gegenüber gemacht worden sind – soll bei termingerechter Inbetriebnahme bessere Chancen haben. Dies ist auch begreiflich. Auch dass dem Wirtschafts- und Medizinalstandort ein grosser Reputationsschaden entstünde, kann ich glauben. Der Universität stehen für die vorliegenden Nutzungen mittelfristig keine alternativen Standorte zur Verfügung; sie ist auf diese Standorte angewiesen.

Ich komme noch zu den Stellungnahmen der verschiedenen Direktionen. Die VOL stimmt natürlich zu. Auch war sie sogar mit dem Regierungsrat in der BaK vertreten. Sie sieht die Wichtigkeit und den Nutzen dessen, was als Resultat herauskommen soll, wohl am besten. Die GEF begrüsst die Stärkung des Medizinalstandorts und den Aufbau von translationaler Medizin und Unternehmertum. Sie unterstützt die gemeinsame Nutzung von teuren Infrastrukturen, was wohl durchaus Sinn macht. Sie erwähnt aber insbesondere auch die «Präsenz gewisser Fakultäten», welche offenbar für den Aufbau und den Betrieb der Sitem-insel zwingend sei, damit auch andere Mieter kommen. Deshalb sei fraglich, weshalb von einer Zwischenlösung gesprochen werde. Sie meint wahrscheinlich – und dies wird mit der Antwort der BVE ein Stück weit bestätigt –, dass nach einem Neubau des geplanten Forschungs- und Ausbildungszentrum, worüber wir noch sprechen werden, die Fakultäten wieder Platz machen müssen. Die POM stimmt zu. Sie sieht ein Signal an Bund und Unternehmer darin. Die FIN stimmt ebenfalls zu. Sie weist darauf hin, dass dem Grossen Rat eine Gesamtstrategie aufgezeigt werden muss, und dies ist auch unsere Meinung. Die ERZ stimmt zu.

Zweifellos muss man nach einem A zu einem starken Medizinalstandort, wie er von uns immer wieder verlangt wird, auch B sagen zu gewissen finanziellen Belastungen. Die gewünschte weitergehende Planung und Transparenz werden im Vortrag noch etwas schwach aufgezeigt. Diesbezüglich erwarten wir noch etwas an Informationen. Wenn wir davon ausgehen, dass wir mit dieser Zumiete vor allem ein innovatives Projekt in Schwung bringen, ist dies eine Anschubfinanzierung für eine grösstenteils in privater Hand gehaltene Aktiengesellschaft, was zweifellos etwas speziell ist. Wahrscheinlich ist dies Wirtschaftsförderung, wie sie im Wettbewerb mit dem Ausland immer wieder gemacht werden muss. Ich denke an die CSL Behring in Lengnau. Dieser Standort wurde wahrscheinlich nicht gratis gewählt und dabei Lengnau Singapur vorgezogen. Solche Fragen kann man sich durchaus stellen. Trotzdem gehe ich in Anbetracht der Wichtigkeit dieses Geschäfts schon davon aus, dass wir, selbst wenn wir die ersten 25 Mio. Franken vielleicht etwas euphorisch bezahlt haben, das Projekt nicht wegen mangelnder Transparenz scheitern lassen. Ich denke, wir als BaK, die wir mit 14 Ja- ohne Gegenstimmen diesem Geschäft zugestimmt haben und Ihnen dieses so empfehlen, haben uns dies gut überlegt und sind von der Notwendigkeit überzeugt.

Präsident. Wir haben Fraktionssprecher. Für die grüne Fraktion Grossrat Klauser.

Daniel Klauser, Bern (Grüne). Der Kommissionssprecher hat dieses Geschäft sehr gut vorgestellt und aufgezeigt, dass es sich um eine komplexe Angelegenheit handelt und es nicht ganz einfach ist, zu durchschauen, wo und wie welche finanziellen Verpflichtungen und Verhängungen vorhanden sind. Die Stärkung des Medizinalstandorts ist wichtig für den Kanton Bern, und diese Strategie wird von der grünen Fraktion weiterhin getragen. Unser Alt-Regierungsrat Bernhard Pulver war eine wichtige Triebfeder dahinter und wird es auch als designierter Präsident des Inselspitals bleiben. Trotzdem – und dies hat auch mit der vom Kommissionssprecher angetönten mangelnden Transparenz zu tun – werfen der Vortrag und der Kredit Fragen auf wie beispielsweise, weshalb die Miete so hoch ist, auch bezüglich der Folgekosten für Rückbauten in den bestehenden Räumlichkeiten, Mieterausbauten in den neuen Räumlichkeiten. Ich glaube, es ist bei aller Begeisterung für die Stärkung des Medizinalstandorts angezeigt, dass wir als Grossrätinnen und Grossräte kritisch hinsehen und Antworten auf die Frage verlangen, weshalb es sich so verhält, wie es hier dargestellt worden ist. Weshalb sind es genau diese drei Institute, welche in die Sitem-insel einziehen sollen? Ist es eine Salamtaktik, indem es jetzt drei sind und danach vielleicht weitere folgen, sodass schlussendlich die halbe Sitem-insel durch Institute der Universität besetzt sein wird?

Dies sind Fragen, welche man berechtigterweise stellen kann und soll. Wir haben diese Fragen auch in der Kommission gestellt. Der Kommissionsreferent hat dies vorgestellt. Ich kann für mich persönlich sprechen. Ich hatte viele Fragezeichen zu dieser Kommissionsdebatte. Die Ausführungen in der Kommission, gerade vonseiten der VOL, überzeugten und beruhigten mich insoweit, dass ich der Meinung bin, wir könnten diesem Kredit so zustimmen. Es bleibt aber dabei: Das ganze Konstrukt ist komplex, und es ist aus Sicht von uns Grossrätinnen und Grossräten sehr schwierig zu beurteilen, ob die Sitem-insel auf Kurs ist, ob es gut kommt und das Geld gut investiert ist. Dies ist etwas system-

immanent, wenn man Innovationsförderung betreibt. Wenn man schon weiss, dass es funktioniert und gut kommt, ist es nicht mehr innovativ. Dann wissen bereits auch alle anderen, dass man es so machen muss. Dies ist denn auch ein wenig die Schwierigkeit, in welcher wir uns bewegen. Letzten Endes müssen wir ein Stück weit Vertrauen in die zuständigen Regierungsräte haben und in die Gesamregierung, welche hier eine Führungsfunktion wahrnimmt, dabei vorausgeht, indem sie sagt, sie wolle es versuchen, obwohl es keine Erfolgsgarantie gibt. Dessen müssen wir uns bewusst sein. Wenn man aber Erfolg haben will, ist es manchmal auch notwendig, Risiken in Kauf zu nehmen und etwas zu versuchen, auch im Sinne eines gewissen Unternehmertums.

In diesem Sinn werden wir dem Kredit, so wie er vorliegt, zustimmen. Dies heisst aber nicht, dass wir zu allem, was bezüglich des Medizinalstandorts und unter diesem Label vorgebracht wird, Ja und Amen sagen werden. Bei diesen Geschäften werden wir auch in Zukunft weiterhin genau hinsehen und Fragen stellen, um herauszuspüren, ob wir auf dem richtigen Weg sind oder ob uns unter diesem Titel irgendwelche Dinge untergejubelt werden, welche nichts damit zu tun haben. Zum Fazit: Wir sind zum Schluss gekommen, dies sei hier nicht der Fall, weswegen wir dem Kredit zustimmen können.

Sandra Hess, Nidau (FDP). Wir sind uns alle einig: Die sitem-insel ist ein Leuchtturmprojekt von nationaler Bedeutung. Das Zusammenbringen von Forschung, Entwicklung und Anwendung an einem Ort ist ein zentrales Element für einen innovativen und wirtschaftsstarken Kanton Bern. Als Kompetenzzentrum für translationale Medizin reiht sich die sitem-insel sehr gut in das strategische Ziel ein, den Medizinalstandort des Kantons Bern zu stärken. Ich denke, wir können stolz darauf sein, dass wir dies bisher so im Kanton haben bewerkstelligen können. Alle Seiten müssen grösstes Interesse daran haben, dass die verschiedenen Akteure mit ihrer Arbeit an der sitem-insel bald beginnen können. Es ist wichtig, dass der Kanton Bern im Rahmen seiner Möglichkeiten seinen Beitrag leistet, und er tut dies bereits, wie wir vorhin von Willy Marti gehört haben. Auch ist er bereit, sich dies etwas kosten zu lassen. Wenn die Universität jetzt mehr Platz braucht und dieser in der sitem-insel vorhanden ist, dann löst der Kanton nicht nur ein Platzproblem, sondern leistet einen weiteren Beitrag zu einem erfolgreichen Start der sitem-insel, sodass sich eben translationale Medizin und Unternehmertum gegenseitig weiterbringen können. Dies kommt nicht zuletzt auch den kleinen und mittleren Unternehmen im Kanton Bern zugute. Wir konnten in der Vorlage darüber lesen. 94 Prozent der Unternehmen in der Medtech-Branche sind kleine und mittlere Betriebe.

Trotz aller Begeisterung für dieses Projekt erlauben wir uns gleichwohl ein paar kritische Bemerkungen. Die FDP ist der Meinung, wir sollten aufpassen, dass die sitem-insel nicht zu einer Art Freibrief für alles wird, was unter dem Label translationale Medizin als sinnvoll und nötig erscheint. So kam in der Fraktion die Frage auf, wie man die jahrelange, strikte Haltung, wonach Gelder für Ausbildung, Forschung und Dienstleistung nicht vermischt werden dürfen, einhalten kann, wenn man jetzt in die sitem-insel einzieht und dort Einheiten hinbringt, welche auch Dienstleistungen erbringen. Es sind Dienstleistungen, welche nicht zuletzt von den Krankenkassen und den Patienten finanziert werden. Ich möchte als Beispiel das IFIK nennen, das Institut für Infektionskrankheiten. Dort wird auch sehr viel Diagnostik gemacht, und in diesem Rahmen werden denn auch viele Dienstleistungen erbracht.

Translationale Medizin ist zwar per se interdisziplinär, in der Frage der Finanzierung muss es aber weiterhin eine strikte Trennung geben. Auch stellt sich ein wenig die Frage nach einer generellen Abgrenzung. Ich glaube, viele Disziplinen des Universitätsspitals haben das Potenzial für translationale Medizin. Dabei ist auch klar, dass wir sitem nicht über das ganze Areal stützen können. Wir fragen uns auch, wie der translationale Ansatz weitergeführt wird, wenn in acht Jahren die einzelnen Institute wieder umziehen. Dies einfach ein paar konstruktiv-kritische Anmerkungen zu diesem Geschäft.

Das Fazit ist natürlich, dass die FDP in der Zumiete einen grossen Mehrwert für alle Beteiligten sieht. Dies ist ein weiterer Schritt auf dem Erfolgsweg der sitem-insel, aber auch ein wichtiger Schritt für die kleinen und mittleren Unternehmen aus der Medtech-Branche im Kanton Bern. Wir empfehlen Ihnen, diesem Verpflichtungskredit zuzustimmen.

Bernhard Riem, Iffwil (BDP). Die Meinung der BDP zur Miete von Räumlichkeiten für die medizinische Fakultät am Kompetenzzentrum für translationale Medizin und zu den jährlichen Miet- und Amortisationskosten von knapp 2 Mio. Franken: Uns ist das Kompetenzzentrum auf dem Inselareal ein sehr bedeutendes Anliegen. Deshalb unterstützen wir den temporären Einzug der medizinischen Fakultät. Dieser Einzug löst nicht nur die Raumprobleme der Universität, sondern hilft dem Zentrum zu einem schnelleren Start und einer besseren Auslastung während der ersten Betriebsjahre. Wir unterstützen diesen Kredit einstimmig.

Nun haben wir noch eine Frage an den Herrn Baudirektor. Was passiert, wenn das Zentrum nach acht Jahren nicht ausgelastet ist, wenn sich allenfalls private Investoren zurückziehen und diese nicht entsprechend ersetzt werden können? Welche diesbezüglichen Überlegungen hat sich der Regierungsrat gemacht? – Dies würde uns noch interessieren.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (SVP). Eigentlich habe ich gehofft, es werde nicht diskutiert, so hätte ich auch nicht nach vorne kommen müssen. Da die Diskussion jetzt mehrheitlich gewünscht wird, nehmen wir den Ball auch auf. In meinem Votum möchte ich mich vor allem meiner Kollegin Sandra Hess anschliessen. Wir sehen es grösstenteils auch so.

Insbesondere möchte ich aber den Finger auf die Finanzen legen. Wir haben in Zukunft mehrere finanziell grössere anstehende Projekte. Diese werden sehr viel Geld kosten. Ich bitte Sie, Sonderwünsche hier drin etwas zurückzustellen. Ich bitte aber auch die Verwaltung, darauf zu achten, dass man ganz teure Sachen ausser Acht zu lassen versucht. Jedes Mal, wenn es heisst, es sei ein Leuchtturmprojekt, juckt mich das. Denn jedes Leuchtturmprojekt kostet zuerst eine riesige Stange Geld. In diesem Zusammenhang: Seitens meiner Fraktion stimmen wir diesem Kredit mehrheitlich zu, wobei es auch einige Stimmen geben wird, welche den Kredit ablehnen. Zwar stehen wir grossmehrheitlich zum Medizinalstandort, zur Strategie des Regierungsrats, wonach er den Standort Bern fördern will, werden aber im Zusammenhang mit den Finanzen ein paar ablehnende Stimmen haben.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Stampfli das Wort.

David Stampfli, Bern (SP). Es ist bereits ziemlich vieles gesagt worden, und ich glaube, ich muss es nicht wiederholen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat dieses Geschäft eingehend diskutiert. Selbstverständlich sind auch wir der Meinung, dass es um viel Geld geht. Wir sind aber der Überzeugung, dieses werde sinnvoll und gut investiert. In diesem Zusammenhang: Nächsten Sonntag werden wir über ein wichtiges Projekt abstimmen: die Revision des Steuergesetzes (StG) des Kantons Bern. Aus offensichtlichen Gründen sind wir diesbezüglich ganz unterschiedlicher Meinung. Hier geht es um etwas anderes, zu dem wir gleicher Meinung sein können. Häufig streiten wir uns ja – beispielsweise im Zusammenhang mit dem StG – darüber, was sinnvoll und gut für den Kanton Bern ist, wo wir Geld einsetzen oder sparen müssen, sodass es dem Kanton Bern etwas bringt. Hier habe ich den Eindruck, auch wenn ich die Voten höre, dass wir uns einig sind. In diesem Punkt kann der Kanton Bern schweizweit eine Vorreiterrolle einnehmen. Dort können wir investieren, und es lohnt sich, Geld dafür einzusetzen. Auch wenn es viel kostet, hat es viele zustimmende Voten gegeben. Wir können dies nur begrüssen, und ich hoffe, Sie können sich dem anschliessen.

Präsident. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen. Wünscht der eine oder andere Regierungsrat das Wort? – Herr Regierungsrat Neuhaus wünscht das Wort.

Christoph Neuhaus, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektor. Wie Sie sehen, Herr Grossratspräsident, geschätzte Frauen und Männer, ist es nicht ganz einfach, wenn es zwei von unserer Sorte hat! Es braucht aber zwei, weil es ein spannendes Geschäft ist. Es ist ein unübliches Mietgeschäft, nicht so wie man es jeden Tag erlebt. Es geht um die sitem-insel. Sie haben es gehört. Wir haben drei Unternehmungen: Waters, CSL Behring – die dritte vergesse ich jeweils, weil ich alt werde und primär vonseiten der BVE mit dem Amt für Gebäude und Grünstücke (AGG) für die Gebäude zuständig war. Das heisst, wir haben die Mietzinskonditionen des ganzen Projekts überprüft. Es ist aber eine Verbundaufgabe zwischen der VOL einerseits, der GEF andererseits und der ERZ. Wir arbeiten eng, und wie ich glaube, auch gut zusammen. Deshalb habe ich hier auch den Volkswirtschaftsdirektor an meiner Seite, damit er mir helfen kann. Ich nehme schwer an, ich sei ihm vorhin oder er mir im Weg gestanden. Aber jetzt hilft er mir hier, weil die VOL auch das Ganze bespielen hilft. Wir haben vorhin darüber diskutiert. Nach acht Jahren kann er auch aufzeigen, wie es weitergehen soll, wenn man nicht dorthin gelangt, wo man will. Es ist wirklich ein wichtiges Geschäft für den Medizinalstandort Bern, für die Strategie und ein entsprechendes Vorwärtkommen. Ich gebe nun vornehm an meinen Vizepräsidenten weiter. Es ist schön, einen Vizepräsidenten zu haben.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Zuerst danke ich für die Diskussion. Es sind ganz wesentliche Einschätzungen abgegeben und auch Fragen gestellt worden, mit welchen der Finger auf Punkte gelegt wird, die man im Auge behalten muss. Es ist auch eine Einschätzung gemacht worden, wonach man bereits ganz am Anfang, im Jahr 2016, als sich das Parlament mit dem Kredit-

geschäft für eine erste Anschubfinanzierung befasste, festgehalten hat, die sitem-insel sei ein Leuchtturmprojekt der kantonalen Innovationspolitik. Man löste denn auch speziell für dieses Projekt das kantonale Innovationsförderungsgesetz (IFG) aus und hatte damals seitens dieses Parlaments die Vermutung, die sitem-insel könnte ein Glücksfall sein für den Kanton. Bereits damals, im Vortrag zum neuen IFG sowie im Vortrag zum erwähnten Kreditgeschäft für die Anschubfinanzierung 2017–2020, hatte man die standortpolitischen Voraussetzungen, das Potenzial und somit auch die innovationspolitische Bedeutung dieses Projekts ausgeführt.

Heute, nach zweieinhalb Jahren, darf ich feststellen, dass die damalige Beurteilung heute nach wie vor gilt und die Erwartungen deutlich übertroffen worden sind. Die sitem-insel hat heute eine grosse öffentliche Anerkennung. Was in den letzten zwei Jahren geschaffen, geleistet und erreicht worden ist, ist eindrücklich. Das Tempo, welches der Kanton Bern angeschlagen hat, auch wenn er in der Aussenwahrnehmung manchmal völlig zu Unrecht als träge wahrgenommen wird, ist sensationell. Ab dem Zeitpunkt, als das Parlament damals die Anschubfinanzierung von 25 Mio. Franken als Signal in Richtung Bund gesprochen hatte, bis zum Baubeginn verstrich genau ein halbes Jahr. Das Baubewilligungsverfahren wurde im Jahr 2016 eingeleitet, ohne dass man wusste, ob die Bundesfinanzierung zustande kommt oder nicht. Zu dieser kam es im November, bevor man im Januar 2017 mit den Baggern auffuhr und die Baugrube aushob. Dies war das Jahr 2016. Es sind Entschlossenheit, die Bereitschaft zum Risiko und der Mut dieses Parlaments, welche mit dieser Jahreszahl verbunden sind. Heute stellen Sie zu Recht die Frage, ob sich dieses Risiko, dieser Mut für den Kanton Bern gelohnt hat.

Wenn ich vorhin gesagt habe, die Beurteilung von damals treffe auch noch heute zu und das Risiko habe sich gelohnt, dann bringe ich das eine oder andere Beispiel und gebe damit die eine oder andere Antwort auf gestellte Fragen. Ich erinnere beispielsweise an den auch wiederum im Jahr 2016 getroffenen Entscheid der Ypsomed beziehungsweise von deren Verwaltungsratspräsident, 15 Mio. Franken in ein Diabetesforschungszentrum im Gebäude der sitem-insel zu investieren. Ich erinnere an den Entscheid der CSL Behring, immerhin der grösste Industriebetrieb im Grossraum Bern, ein Forschungs- und Entwicklungszentrum für innovative therapeutische Biologika im neuen Gebäude einzurichten. Dies sind rund fünfzig höchst qualifizierte Arbeitsplätze. Das letzte Beispiel ist der Verweis auf das Translational Imaging Center. Es handelt sich, um es mit bernischer Bescheidenheit auszudrücken, um eine weltweit einzigartige Zusammenarbeitsplattform, welche als Forschungskonsortium von rund zwanzig Kliniken mit Siemens Healthcare zusammenarbeiten, das Imaging Center betreiben und ein Herzstück, mindestens in technologischer Hinsicht, bilden mit sieben Tesla-MRI-Geräten. In Europa gibt es nur ganz wenige Standorte, welche technisch gleich gut eingerichtet sind. Es ist, auch angesichts dessen, worüber wir heute im Zusammenhang mit dem Mietgeschäft sprechen, ein einzigartiges Geschäft, welches nicht dem herkömmlichen Rahmen von sonst hier im Parlament besprochenen Kreditgeschäften entspricht. Deshalb tauchen Fragen auf. Dies ist mir sowie dem Regierungsrat völlig klar. Deshalb wird auch die Forderung nach Transparenz gestellt sowie beispielsweise die Forderung oder die Frage, weshalb dieses Geschäft zum heutigen Zeitpunkt in der Novembersession beraten wird – dies hat die Regierung der BaK auch offengelegt –, im Wissen darum, dass das Parlament bereits im März wieder mit einem nächsten sitem-Geschäft befasst werden wird. Dies sind Fragen, welche nach Antworten verlangen.

Ich bringe als Teil einer Antwort – damit knüpfe ich an die drei Beispiele, welche ich gebracht habe, an – die Erfolgsgeschichte der letzten zwei Jahre und gebe meine Einschätzung ab, welche sich mit derjenigen all derer deckt, welche in irgendeiner Form mit diesem Projekt zu tun haben. Es ist nicht nur in finanztechnischer Hinsicht ein einzigartiges Geschäft, sondern auch in Bezug auf die fachliche Beurteilung. Heute haben wir – dies dürfen wir festhalten – einen zeitlichen Vorsprung. Natürlich ist Bern nicht der einzige Standort, welcher sich mit translationaler Forschung auseinandergesetzt hat oder auseinandersetzt. Aber wir sind der Standort, von welchem man sagen kann, man sei europaweit am weitesten. Wir haben einen Vorsprung, auch gegenüber Zürich, wo man auch laut darüber nachdenkt, wie man das Thema besetzen kann. Diesen zeitlichen Vorsprung, liebe Grossrätinnen und Grossräte, will die Regierung in Wert setzen. Deshalb kommt sie mit diesem Mietgeschäft mit genau denjenigen drei Einheiten der Universität Bern, welche hervorragend mit den privaten Partnern zusammenpassen, mit den Partnern aus der Wirtschaft, die ihr Bekenntnis, ihr Commitment und damit auch ihre Investitionen längst offengelegt haben. Mit der Offenlegung hatten sie denn auch gegenüber der Regierung und der sitem-insel AG klar gemacht, dass Erwartungen damit verbunden sind. Translationales Forschen oder das Translationszentrum heisst, dass man die Forschung mit den Unternehmungen zusammenbringt und mit der Klinik, dem Inselspital, sodass man innerhalb dieses Dreiecks Forschungserkenntnisse in Produkte umsetzen kann und die Produkte schlussendlich in

die klinische Anwendung. Ich habe nur die grössten privaten Partner genannt, aber wir haben eine ganze Liste von Unternehmungen, auch international aufgestellte wie Ypsomed und CSL Behring, welche die Erwartung haben, dass genau die besagten drei Einheiten auf die Plattform und das Sitem-insel-Gebäude kommen. Dies, weil sich der Mehrwert genau daraus ergibt, dass diese drei Einheiten mit entsprechenden Partnern aus der Wirtschaft zusammenarbeiten können.

Wenn die Frage gestellt und damit auch der Erwartung nach Transparenz Ausdruck verliehen worden ist, dann gebe ich gerne folgende Informationen zum Thema Mietflächen und Vermietungen bekannt. Per Stand heute haben wir 85–90 Prozent der zur Verfügung stehenden Fläche vermietet. Deshalb habe ich von übertraffenen Erwartungen und einer Erfolgsgeschichte gesprochen. Wir sind dort, wo man im Jahr 2016 die Hoffnung hatte, einmal hinzukommen. 85–90 Prozent der Flächen sind vermietet. Die Verhandlungen laufen, es ist ein stetiger Prozess.

Den zweiten Punkt unter dem Stichwort Transparenz habe ich bereits angekündigt. Es wird ein zweites Kreditgeschäft geben, nämlich dann, wenn es um die zweite Phase der Anschubfinanzierung gehen wird. Dies wurde im Vortrag zum Kreditgeschäft aus dem Jahr 2016 bereits angekündigt. Auch der Zahlenrahmen wurde definiert. Zudem wurde im Vortrag klar ausgewiesen, dass das IFG eine Bremse beinhaltet, indem es eine Anschubfinanzierung für vier Jahre vorsieht und unter bestimmten Voraussetzungen eine Verlängerung von maximal weiteren vier Jahren. Danach ist aber fertig, das heisst nach acht Jahren besteht keine gesetzliche Grundlage mehr, damit sich der Kanton Bern an einer weiteren Anschubfinanzierung beteiligen könnte. Im März wird es zur zweiten Beitragsperiode dieses Kreditgeschäfts für die Jahre 2021–2024 kommen. Ich kann hier festhalten, dass die Regierung diese Zahlen im Finanzplan eingestellt hat. Wenn wir die Gesamtrechnung machen, wobei zweimal 25 Mio. Franken für die erste Phase vorgesehen waren und 4,9 Mio. Franken für die zweite Phase, kann man festhalten, dass wir in der ersten Beitragsphase weniger Geld gebraucht haben, nämlich rund 1,5 Mio. Franken weniger. In der zweiten Phase brauchen wir rund 1 Mio. Franken mehr, das heisst statt 4,9 Mio. Franken, wie es im Vortrag aus dem Jahr 2016 stand, sind jetzt 5,6 Mio. Franken eingestellt. Insgesamt, über die ganze Periode von acht Jahren gesehen, brauchen wir rund 0,5 Mio. Franken weniger. Dies ist doch eindrücklich, wenn man sieht, von welchen Voraussetzungen und Planungsunsicherheiten man im Jahr 2016 ausgegangen ist. So kann nun vier Jahre später gesagt werden, dass die Zahlen aufgehen, auch mit Blick auf die nächsten vier Jahre.

Ist dies eine Salamtaktik? – Nein. Jedenfalls ist es eine Taktik, welche das Parlament zusammen mit der Regierung im Jahr 2016 so festgelegt hat. Ich habe von Mut, von unternehmerischem Risiko gesprochen. Es ist ein Projekt, welches als Public-private Partnership (PPP) angelegt ist. Es ist ein Projekt, für welches man keinen Mehrjahresplan hat machen und klar hat ausweisen können, dass diese Einheit zu diesem Preis für diese Zeitdauer zu haben ist. Dies, weil es, wie ich gesagt habe, eine Plattform ist, über welche drei Parteien zusammenarbeiten: die Forschung – die Universität; die Privaten – die Wirtschaft und die Klinik. Dies auch, weil es eine Plattform ist, die an Projekten, an aktuellen Fragestellungen und somit auch befristet arbeitet. Es kann durchaus sein, dass ein Thema, an welchem heute gearbeitet wird, in acht Jahren nicht mehr aktuell sein wird, oder in neun oder in zehn Jahren, wobei es weitere aktuelle Themen geben wird, sodass neue Projekte aufgestellt werden und im Translationszentrum an diesen gearbeitet wird. Dies ist die sitem-insel, dies ist das Translationszentrum. Es gibt keine Planbarkeit über zehn bis zwanzig Jahre, sondern es ist eine Plattform, über welche man an aktuellen Fragestellungen arbeitet, Produkte entwickelt zum Nutzen des kranken Menschen. Es dürfte uns hier allen bekannt sein, dass die Fragestellungen für die Menschheit zum Themenbereich Medizin in den nächsten Jahren noch nicht ausgehen werden.

Nun zur Frage des Zeitplans, immer noch mit dem Stichwort Salamtaktik: Weshalb dieses Geschäft in der Novembersession und das nächste Geschäft in der Märzsession? In beiden Fällen hat dies mit Zeitplänen zu tun. Wenn ich vom schnellen Tempo gesprochen haben, bedeutet das unter anderem auch, dass die Eröffnung des Translationszentrums für das nächste Frühjahr vorgesehen ist. Nun können Sie zurückrechnen: Baubeginn Januar 2017, Eröffnung im Frühjahr 2019. Diejenigen Unternehmungen, welche ihr Bekenntnis, ihr Commitment abgegeben haben, erwarten – ich habe es bereits erwähnt –, dass die Partner seitens der Universität bei Inbetriebnahme des Zentrums bereit sind. Wenn man zurückrechnet, bedeutet das, dass diese jetzt noch legitimiert werden müssen, um ihre Ansprüche für den Endnutzerausbau anzumelden. Man muss jetzt wissen, wie sich die drei Einheiten einrichten können, damit die Einrichtung im Frühjahr des nächsten Jahres steht. Dies ist der Zeitplan für dieses Mietflächengeschäft. Der Zeitplan für das zweite Kreditgeschäft, welches in der Märzsession vorliegen wird, ist abhängig von dem auf Bundesebene vorgegebenen Zeitplan. Mit anderen Worten: Der Bund braucht einen Entscheid seitens des Kantons, dahingehend, dass der Kanton bei einer zweiten Periode mit einer Anschubfinanzierung dabei ist. Dies, um vom Bund das Gegenrecht

einzufordern, nämlich die gleiche Beteiligung in gleicher Höhe. Mit anderen Worten: Wenn sich der Kanton nicht an einer zweiten Phase beteiligt, wird es auch der Bund nicht tun. Also, die Zeitpläne sind in beiden Fällen die Erklärung für den Zeitplan bezüglich der Traktandenliste des Grossen Rates. Gerne bin ich bereit, zusammen mit dem Regierungspräsidenten und Baudirektor weitere Fragen aufzunehmen. Ich bitte Sie im Namen der Regierung um eine deutliche Unterstützung dieses Kreditgeschäfts. Dies wäre ein klares Zeichen eines Parlaments dafür, dass es die Regierung in ihren Bestrebungen stützt, den Medizinalstandort Bern weiterzuentwickeln. Die Sitem-insel respektive das Translationszentrum ist anders als die Befürchtung einer Vorrednerin. Es ist nicht einfach eine Wundertüte, in welche man unter diesem Titel das eine oder andere noch zusätzlich einpackt, das zusätzlich kostet. Ich hoffe, dies habe ich mit meinen Ausführungen aufzeigen können. Ich danke Ihnen für die gute Aufnahme sowie die gute Diskussion und bitte Sie, dieses Geschäft so zu unterstützen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer diesem Kredit zustimmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 127

Nein 0

Enthalten 13

Präsident. Sie haben diesem Kredit zugestimmt mit 127 Ja- bei 0 Nein-Stimmen und 13 Enthaltungen. Ich wünsche Ihnen einen schönen Abend. Die Sitzung ist geschlossen.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 16.30 Uhr.

Die Redaktorin:

Eva Schmid (d/f)



Dienstag (Vormittag) 20. November 2018, 09.05–11.45 Uhr

Zweite Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)

Präsenz: Anwesend sind 158 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Dütschler Peter, Gnägi Jan.

Geschäft 2018.RRGR.494

Sammelbeschluss des Grossen Rates vom 22. März 2017 zu den in den Jahren 2017 und 2018 zu erneuernden Ausgabenbewilligungen für die Weiterführung bestehender kantonaler Zumieten; Aktualisierung von Ziffer 3.3 betr. Zumiete Waisenhausplatz 32 und 32a, Hodlerstrasse 6, Bern ab 2019

Präsident. Guten Morgen miteinander. Ich begrüsse den Regierungspräsidenten. Wir sind gestern Abend bei der BVE, beim Traktandum 13, verblieben. Es geht um den Sammelbeschluss betreffend kantonale Zumieten. Dieses Kreditgeschäft wurde von der BaK vorberaten und untersteht dem fakultativen Finanzreferendum. Das Wort hat Grossrat Baumann als Sprecher der BaK.

Kilian Baumann, Suberg (Grüne), Kommissionssprecher der BaK. Wir haben in der Märzsession 2017 im Rahmen eines Sammelbeschlusses der Fortsetzung zahlreicher kantonaler Zumieten zugestimmt. In diesem Sammelbeschluss enthalten ist auch die Verlängerung des Mietverhältnisses für die Liegenschaft am Waisenhausplatz 32 sowie an der Hodlerstrasse 6 in Bern. An dieser Adresse ist die Kantonspolizei Bern stationiert. Aufgrund eines Abänderungsantrags der BaK hat man damals das Mietverhältnis nicht auf zehn Jahre verlängert, sondern nur auf fünf Jahre befristet, das heisst, bis Ende 2022. Dies geschah aus der Überlegung heraus, dass der Grosse Rat rechtzeitig eine Debatte darüber führen möchte, ob und zu welchen Teilen die zusammenhängende Liegenschaft auch nach dem Bezug des neuen Polizeizentrums in Niederwangen beibehalten werden soll. In der Folge hat man mit der Stadt Verhandlungen zu einem neu fünfjährigen Mietvertrag aufgenommen. Dabei kam es jedoch zu unvorhersehbaren Verzögerungen, sodass der neu ausgehandelte Mietvertrag erst ab Anfang 2019 in Kraft treten kann. Der neue Mietvertrag sieht jedoch um rund 230 000 Franken reduzierte Nettomietkosten vor. Der zu bewilligende Kredit beläuft sich jetzt auf 2 008 968 Franken. Weil die fünfjährige Vertragsperiode jetzt nicht wie vom Grossen Rat bewilligt bis 2022 dauert, sondern bis 2023, braucht es eine Aktualisierung dieser Ausgabenbewilligung. Wir haben seitens der BaK einige kritische Fragen gestellt und wollten insbesondere wissen, weshalb diese Mietverhandlungen länger gedauert haben oder welches die Folgen eines Verzichts auf die Aktualisierung wären. Aufgrund der plausiblen Antworten auf diese Fragen stimmte die BaK dieser Ausgabenbewilligung einstimmig zu. Wir empfehlen Ihnen, dies ebenfalls zu tun.

Präsident. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen. Wünscht der Regierungsrat das Wort? – Dies ist nicht der Fall. Somit kommen wir zur Abstimmung. Wer diesem Kreditgeschäft zustimmen will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 136

Nein 0

Enthalten 0

Präsident. Sie haben diesem Kreditgeschäft mit 136 Ja- zu 0 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen zugestimmt.

Geschäft 2018.RRGR.506

Universität Bern; Neubau Forschungs- und Ausbildungszentrum Medizin; Verpflichtungskredit für die Durchführung eines Architekturwettbewerbs

Präsident. Wir kommen nun zum Traktandum 14 mit dem Thema «Universität Bern: Neubau Forschungs- und Ausbildungszentrum Medizin [...]». Auch hier haben wir ein Kreditgeschäft, welches von der BaK vorberaten wurde. Ich gebe dem Sprecher der BaK das Wort, sobald er angemeldet ist. Grossrat Aeschlimann hat das Wort.

Antrag BaK (Aeschlimann, Burgdorf)

Der Verpflichtungskredit ist mit folgender Auflage zu ergänzen:

Der Regierungsrat legt dem Grossen Rat bis Ende 2019 die strategischen und planerischen Grundlagen in Form eines Berichts für den Raumbedarf der Universität und des Inselspitals Bern vor; mit einer Priorisierung.

Martin Aeschlimann, Burgdorf (EVP), Kommissionssprecher der BaK. Bei diesem Geschäft geht es um den Ausbau der Medizinischen Fakultät der Universität Bern, und damit ähnlich wie beim gestrigen Geschäft betreffend das Swiss Institute for Translational and Entrepreneurial Medicine (siteminsel AG) um eine Stärkung des Medizinalstandorts Bern. Dies ist ein strategisches Ziel der Regierung. Der Ausbau soll in einem ersten Schritt mit einem Neubau für Laborinfrastruktur, Praktika und Seminarräume im Baubereich 07 des «Masterplans Inselareal» erfolgen. Die «Überbauungsordnung Insel Areal III» verlangt einen Projektwettbewerb. Zur Durchführung dieses Wettbewerbs braucht es aber einen Kredit im Umfang von 1,2 Mio. Franken.

Erlauben Sie mir zuerst ein paar Worte zu den Hintergründen auf der Nutzerseite: Im Herbstsemester dieses Jahres starten 320 Medizinstudierende. Dies sind 100 mehr als im vergangenen Jahr und gut doppelt so viele wie vor zehn Jahren. Ein Medizinstudium dauert rund sechs Jahre. Bis 2024 wird sich somit die Gesamtzahl der Medizinstudierenden in Bern auf 2000 erhöhen. Dies wird schweizweit die höchste Zahl sein. Der strategische Ausbau des Medizinalstandorts Bern führt zu einem steigenden Bedarf an Infrastrukturen und zur Herausforderung, die notwendigen Flächen für den Betrieb der Universität auch rechtzeitig bereitzustellen. Ich erinnere an das Ratsgeschäft, welches wir hier drin auch behandelt haben für eine befristete – ich betone: befristete – Zumiete des Renferhauses. Die Entwicklung befindet sich somit im Spannungsfeld zwischen der Autonomie der Universität in betrieblichen Belangen und der Abhängigkeit vom Kanton und von der Staatsrechnung im Infrastrukturbereich. Die wachsende Nachfrage nach Infrastruktur und die Aussage im Vortrag, bei diesem Projekt handle es sich nur um eine erste Etappe des Infrastrukturausbaus der Universität, haben in der BaK und offenbar auch in der FiKo zur Frage geführt, welcher Investitionsbedarf dann noch auf den Kanton zukomme. Die FiKo hat dazu einen Mitbericht verfasst und fordert die BaK explizit dazu auf, eine strategische und planerische Gesamtsicht in Form eines Berichts zu fordern. Die FiKo macht jedoch keine grundsätzlichen Einwände gegen das vorliegende Kreditgeschäft geltend.

Zur Vorbereitung dieses Geschäfts haben wir eine Zusammenstellung des Raumbedarfs der medizinischen Fakultät der Universität Bern erhalten. Zwischen dem Bestand und dem Sollbedarf wird in dieser Tabelle eine Fläche von rund 13 300 Quadratmetern Hauptnutzfläche ausgewiesen. Mit dem vorliegenden Projekt, welches ein Potenzial von 19 600 Quadratmetern Hauptnutzfläche ausweist, würde dieses Delta zwischen Bestand und Sollbedarf abgedeckt. Gemäss den Auskunftspersonen der BVE zu diesem Projekt hat die medizinische Fakultät jedoch derzeit sehr viele Flächen in über hundertjährigen Gebäuden, die nicht mehr den Anforderungen an die heutige Forschung genügen. Die Verantwortlichen gehen davon aus – und es ist wichtig, dass man dies auch sieht –, dass in Zukunft noch circa 40 000 Quadratmeter Hauptnutzfläche durch neue Gebäude abgedeckt werden müssen. In diesem Zusammenhang ist der Abänderungsantrag der BaK respektive auch die Forderung der

FiKo zu verstehen, aber auch mit Blick auf den Masterplan Inselareal, den Sie vielleicht gesehen haben. Dort sind noch ganz viele Baufelder leer. Es geht darum, einen strategischen Überblick über die grossen Infrastrukturprojekte der ganzen Universität und des Inselspitals zu erhalten, diese finanziell und terminlich einzuordnen und auch gegebenenfalls priorisieren zu können.

Dieser Neubau soll gemäss Grobkostenschätzung 340 Mio. Franken kosten. Die BVE verweist dabei auf eine branchenübliche Genauigkeit von 25–30 Prozent. Die Grobkostenschätzung basiert auf Erfahrungswerten, auf den sogenannten Standardinvestitionskosten der BVE. Es handelt sich hier jedoch um ein hochinstalliertes Forschungsgebäude mit nur wenigen Ausbildungsräumen. Deshalb können die Kosten pro Quadratmeter Hauptnutzungsfläche nicht linear auf den noch anstehenden Neubaubedarf hochgerechnet werden. Der zuständige Projektleiter der BVE hat zudem in den Diskussionen in der BaK bestätigt, dass in der Auswertung der Wettbewerbseingaben die bauökonomischen Parameter der Projekte, insbesondere auch die Lebenszykluskosten, beurteilt werden sollen. Der beantragte Kredit für diesen Architekturwettbewerb liegt im Rahmen vergleichbarer Wettbewerbe, die wir in diesem Rat schon behandelt haben. In letzter Zeit waren dies etwa der Campus Bern, der Campus Biel oder das Polizeizentrum. Die BaK hat dem Verpflichtungskredit mit 13 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung zugestimmt. Die BaK hat jedoch auch den Abänderungsantrag mit 14 zu 0 Stimmen verabschiedet.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die BDP-Fraktion spricht Grossrat Stähli.

Ulrich Stähli, Gasel (BDP). Der Verpflichtungskredit von 1,2 Mio. Franken für einen Architekturwettbewerb ist innerhalb der BDP-Fraktion unbestritten. Gleichwohl gab dieser Ausgabenposten in der Fraktion zu reden. Mit diesem Verpflichtungskredit geben wir den Startschuss für die Finanzierung eines Bauvolumens von 340 Mio. Franken für einen Neubau mit Laborinfrastruktur und Forschungseinrichtungen. Dass wir damit den Medizinalstandort Bern stärken, ist unbestritten und gewollt. Wir erwarten jedoch auch, dass diese 340 Mio. Franken ausreichen und wir als Grosser Rat nicht von diesem Grossprojekt in Sippenhaft genommen werden. Dass wir bei den folgenden Krediten, was die Bestellungen für den ganzen Medizinalstandort betrifft, als Parlamentarier überfordert sind, hinterlässt zuweilen ein ungutes Gefühl. Wir haben gestern von Willy Marti zu einem vorangehenden Geschäft diesbezüglich bereits etwas gehört, und wir wissen, dass hier etliches auf uns zukommt. Es geht uns hier fast ein wenig so wie bei den Krediten, die den IT-Bereich betreffen. Auch dort müssen wir den Forderungen und Aussagen der Fachleute vertrauen. Dieses Votum ist als Nebenbemerkung zu diesem Verpflichtungskredit gedacht und auch als Manifestation eines unguten Gefühls, weil in diesem ganzen Bereich etwas geschehen könnte, das wir nicht vorausgesehen haben.

Sandra Hess, Nidau (FDP). Gestern Nachmittag haben wir schon viel über die Bedeutung von Forschung und Ausbildung am Medizinalstandort Bern gehört. Wir haben auch über den Platzmangel in der medizinischen Fakultät gesprochen beziehungsweise über die nicht mehr zeitgemässen Ausbildungsräume. Man kann sicher sagen, dass die Universität Bern aus allen Nähten platzt, und dort, wo die Nähte noch halten, besteht dringender Sanierungsbedarf. Zusätzlich wurden in den letzten Jahren 100 neue Studienplätze in der Humanmedizin geschaffen. Dies verschärft das Problem natürlich zusätzlich. Der Handlungsdruck ist hoch. Mit dem geplanten Neubau auf dem Baufeld des Inselareals können einige dieser Probleme gelöst werden. Es ist aus Sicht der FDP nötig und sinnvoll, diesen Neubau zu erstellen. Die FDP wird deshalb diesem Kredit von 1,2 Mio. Franken für die Durchführung des Architekturwettbewerbs zustimmen.

Aber auch zu diesem Geschäft erlauben wir uns ein kritisches Wort: Die Stärkung des Medizinalstandorts Bern ist ein strategisches Ziel des Kantons Bern. Die medizinische Fakultät der Universität Bern wird die grösste der Schweiz sein. Bei aller Unterstützung für dieses Vorhaben darf man nicht vergessen, dass ein solcher Entscheid weitreichende Konsequenzen hat. Wenn man strategische Ziele von so grosser Tragweite definiert, müssen diese in ihrer Gesamtheit betrachtet und erst beschlossen werden, nachdem sie zu Ende gedacht worden sind. Es sollte von Anfang an klar oder zumindest absehbar sein, welche Auswirkungen ein solcher Entscheid auf die Infrastruktur und auf die Finanzen hat. Dieselbe Überlegung betreffend eine Gesamtbetrachtung gilt für die gesamte Universität und auch für das Inselspital Bern. Wir wissen es alle: In diesen Bereichen fallen in den nächsten Jahren hohe Investitionen an. Deshalb braucht es unbedingt eine Gesamtübersicht über die künftigen Investitionen. Wir werden dem Abänderungsantrag der BaK zustimmen. Auch die FDP ist der Meinung, dass mit diesem Bericht bis Ende 2019 die strategischen und planerischen Grundlagen für den Raumbedarf der Universität und des Inselspitals Bern mit Priorisierung dargelegt werden

müssen. Dem beantragten Kredit von 1,2 Mio. Franken für den Architekturwettbewerb werden wir zustimmen.

Daniel Klauser, Bern (Grüne). Es gibt böse Zungen, die behaupten, ich hätte etwas zu viel gesprochen, aber ich denke, dies ist nicht der Grund, weshalb ich heiser bin. Auch die Grünen werden diesem Kredit zustimmen. Ich gehe jetzt nicht weiter auf das Geschäft als solches ein. Dies haben meine beiden Vorredner, insbesondere der Kommissionssprecher, schon sehr gut gemacht. Ich möchte mich nun noch zum Abänderungsantrag der BaK äussern. Auch wir sind einverstanden und sind der Meinung, dass man eine Gesamtschau braucht, um zu sehen, was alles nach diesem Kredit noch folgt, sodass man eine Priorisierung vornehmen kann. Der erwähnte Antrag bezieht sich auf den Raumbedarf der Universität und des Inselspitals. Wir sind jedoch der Meinung, dass man eigentlich noch weitergehen und die gesamten Investitionsvorhaben, die in den nächsten anstehen, überblicken sollte. Für uns ist es in Ordnung, dass sich der Abänderungsantrag auf diesen Teil beschränkt, da es bei diesem Geschäft um einen Kredit im Zusammenhang mit der Universität Bern geht. Aber wir machen dem Regierungsrat beliebt, das Ganze umfassender anzuschauen und die Gesamtschau nicht nur auf diesen Teil zu beschränken.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Der Kommissionssprecher hat dieses Geschäft erläutert und auch den Zusatzauftrag mit den Auflagen. Für uns von der EVP bestehen zwei Verbindungen zu anderen Geschäften, die wir in dieser Session behandeln oder bereits behandelt haben. Das erste ist jenes betreffend die sitem-insel AG. Wir wollen neue Infrastrukturen schaffen, auch für Fakultäten, die bei der sitem-insel AG vorübergehend eingemietet werden. Dies hat schon ein paar Fragen aufgeworfen, die wir im Rahmen des betreffenden Geschäfts diskutiert haben.

Ich spreche jetzt auch als Leiter des FiKo-Ausschusses: Es ist wichtig zu wissen, dass wir dieses Geschäft nochmals im nächsten März behandeln werden, wo es darum gehen wird, wie wir weitere Betriebsbeiträge sprechen. Es lohnt sich, genau hinzuschauen, wie viel wir wo investieren, um diesen sogenannten Leuchtturm aufrechtzuerhalten. Es geht darum, dass die Verknüpfungen klar zwischen den beiden Geschäften dargelegt werden und wir in diesem Sinn weiterfahren können. Die zweite Verbindung wurde bereits angesprochen und erscheint mir ebenfalls sehr wichtig: Wir werden noch ein Geschäft betreffend den zukünftigen Fonds für Investitionen auf dem Tisch haben. In diesem Zusammenhang ist es sehr wichtig, dass man genau anschaut, was alles im Bereich der Medizin und der Insel angedacht ist. Wir haben es gehört: Wir sprechen hier über ein Einzelprojekt von 340 Mio. Franken. Es sind weitere Geschäfte unterwegs. Genau deshalb braucht es diese Gesamtsicht und diese Auflage, die hier vorliegt. Aber wie schon ein Vorredner gesagt hat, braucht es auch in der Gesamtinvestitionsplanung eine saubere Priorisierung und eine Deklaration, was wirklich nötig ist und was wir uns leisten können. Deshalb unterstützt die EVP die Auflage, die hier zusätzlich steht. Sie unterstützt auch den Kredit, den wir für die Planung sprechen, mit dem Hinweis, es sei eine saubere Planung vorzunehmen. Dabei gilt die Prämisse, dass wir in finanzieller Hinsicht sehr eng drin sind. In diesem Sinn unterstützen wir dieses Geschäft.

Präsident. Ich nehme an, Grossrätin Hässig spricht für die SP-JUSO-PSA-Fraktion? – Dies ist der Fall. Sie hat das Wort.

Kornelia Hässig Vinzens, Zollikofen (SP). Es wurde mehrfach ausgeführt: Der Medizinalstandort ist wichtig. Es ist auch unbestritten, dass die Schweiz mehr Medizinerinnen und Mediziner ausbilden muss. Eine Medizinausbildung kostet sehr viel Geld, und es ist nichts als recht, dass wir nicht alle Mediziner aus den umliegenden Ländern abziehen, welche diese mit teurem Geld ausbilden. Ich denke, darin sind wir uns alle einig. Es ist auch selbstverständlich, dass Forschungsinfrastrukturen erneuert werden müssen. Weil die Bedürfnisse ständig zunehmen und der Medizinalstandort wächst, wachsen natürlich auch die Begehrlichkeiten. Deshalb unterstützt unsere Fraktion den Abänderungsantrag sowie den Kredit. Wir werden im Grossen Rat mit den ungunstigen Gefühlen leben müssen. Die Komplexität solcher grosser Geschäfte werden wir nie durchschauen können. Daran hatten wir auch in der BaK zu kauen. Vielleicht hat jemand eine gute Idee. Sonst müssen wir einfach mit diesen ungunstigen Gefühlen leben, und es nützt auch nichts, wenn wir darüber sprechen.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (SVP). Da nun jede Fraktion hier vorne gesprochen hat, hatte ich den Eindruck, ich müsse wohl auch noch ans Rednerpult treten. Unter uns gibt es einige, die diesem Kredit wahrscheinlich nicht zustimmen werden. Dies aufgrund folgender Überlegung: Sie haben es gehört,

die 1,2 Mio. Franken sind noch nicht sehr viel Geld. Für mich wäre dies zwar schon recht viel, aber für einen Architekturwettbewerb ist es gut. Aber die 340 Mio. Franken, welche diese Planung auslösen wird, sind eine gewaltige Summe. Ich habe es gestern schon bei einem vorgängigen Geschäft gesagt: Wir müssen in Zukunft schon noch ein bisschen besser schauen, was und wie wir bauen und was wir uns alles leisten können und wollen. Ich bitte insbesondere die Verwaltung, genau hinzuschauen, welchen Standard wir haben, wieviel Kunst am Bau drin liegt und was wir uns in den nächsten Jahren wirklich noch leisten können. Es kommen zahlreiche Bauvorhaben hinzu, die ich eigentlich auch gerne durchführen würde. Doch wir müssen überall genau hinschauen, vielleicht auch bei anderen Direktionen, um zu überlegen, was wir uns leisten können, und das Unnötige streichen. Es wird zu diesem Geschäft ein paar Gegenstimmen geben.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Grossrat Aeschlimann hat das Wort.

Martin Aeschlimann, Burgdorf (EVP), Kommissionssprecher der BaK. Ich erlaube mir, als Kommissionssprecher kurz auf eine Aussage zurückzukommen, damit keine Missverständnisse entstehen. Es geht um die Kostengenauigkeit. Aus den Voten habe ich sinngemäss herausgehört, dass das Geld dann aber auch ausreichen müsse. Zum Verständnis: Es handelt sich, wie ich erwähnt habe, um eine Grobkostenschätzung mit einer Kostengenauigkeit von plus/minus 25–30 Prozent. So hat es die BVE gesagt; ich hoffe, dass ich es richtig verstanden habe. Es ist ein Thema, welches bei den Investitionskrediten in letzter Zeit immer wieder für Diskussionen gesorgt hat, nicht nur in der BaK, sondern auch hier im Rat. Diese 340 Mio. Franken, die jetzt im Raum stehen, darf man nicht als absolute Grösse verstehen. Man müsste diese Zahl mit 0,7 und mit 1,3 multiplizieren. Das können Sie selber rasch nachrechnen. Man kommt auf einen Betrag zwischen rund 238 Mio. und 442 Mio. Franken. Wenn man von einer Grobkostenschätzung spricht, müsste man diesen «range» miterwähnen oder zumindest mitdenken. Sie kennen es aus eigener Erfahrung: Wenn Sie zum Beispiel Ihr Dach ausbauen möchten, können Sie nicht mit einem Fachmann von der Strasse aus das Haus anschauen und ihm dann sagen: «Sagen Sie mir, was dies ungefähr kostet.» Er wird Ihnen vielleicht schon eine ungefähre Zahl nennen, aber es wäre Ihnen klar, dass diese Zahl wahrscheinlich nicht so genau ist. Die BVE hat wahrscheinlich auch keine Wunderheiler, die Fernbehandlungsmethoden anwenden. Sie können sich diesen Zahlen annähern, müssen jedoch ein Projekt, also ein Wettbewerbsergebnis haben, um eine genaue Kostenaussage machen zu können. Erst dann können die Kostenplaner und Kostenrechner richtig mit ihrer Arbeit beginnen.

Präsident. Wir haben die Debatte jetzt inklusive Antrag der BaK geführt. Ist das richtig, Herr Aeschlimann? (*Grossrat Aeschlimann signalisiert Zustimmung.*) Wünscht der Regierungsrat das Wort? – Dies ist der Fall.

Christoph Neuhaus, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektor. Wer sich in den letzten Wochen oder Monaten auf dem Inselareal aufgehalten hat, hat es selber gesehen: Im Moment ist dort in baulicher Hinsicht einiges los. Dies wird so weitergehen, denn das Inselareal ist der entscheidende Hotspot, um den Medizinalstandort Bern zu stärken. Wir haben schon gestern hier drin darüber diskutiert. Wir bauen dort an der medizinischen Zukunft. Auch der Kanton Bern hat Baufelder auf dem Inselareal: Im Baubereich 07 an der Friedbühlstrasse will man ein neues Forschungs- und Ausbildungszentrum schaffen. Damit können wir nicht länger warten, denn wir haben seit diesem Jahr die Anzahl Studienplätze von 220 auf 320 pro Studienjahr erhöht. Es braucht neue Räumlichkeiten. Im Augenblick behilft man sich noch mit den bestehenden Räumlichkeiten, doch dies ist kein dauerhafter Zustand.

Zu Recht hat man schon in der Vorberatung die Frage nach der Raumstrategie für die medizinische Fakultät aufgeworfen. Es ist interessant: Man diskutiert über Quadratmeter, aber bei der Universität und der Fachhochschule zeigen die Zahlen nach oben. Überall spricht man von Digitalisierung, Reorganisation, Teilzeitarbeit und Homeoffice, was weniger Raum benötigt. In diesen Bereichen ist dies noch nicht ganz angekommen. Natürlich muss auch das erste Ausbauprojekt Teil einer Gesamtplanung sein. Das Ausbauprojekt ist auch Teil einer Gesamtplanung. Die Universität hat den zukünftigen Raumbedarf der medizinischen Fakultät detailliert analysiert und gemeinsam mit der ERZ sowie mit meiner Direktion eine Gesamtplanung erstellt. Unser erstes Ausbauprojekt basiert auf dieser Planung. Wir bauen somit nicht auf Vorrat, sondern wir bauen etwas, das man braucht. Ich muss es so sagen: Dieser Neubau reicht nicht einmal aus, doch es ist ein erster Schritt, um aus diesem Baufeld 07 das bauliche Maximum herauszuholen.

Zum Antrag der BaK: Diese hat ja einen Ergänzungsantrag gestellt: Der Regierungsrat soll dem

Grossen Rat bis Ende des kommenden Jahres die strategischen und planerischen Grundlagen in Form eines Berichts für den Raumbedarf der Universität und des Inselspitals Bern mit einer Priorisierung vorlegen. Sie haben es bereits am Anfang gehört: Ich habe grosses Verständnis für diesen Antrag. Ich unterstütze diesen Antrag, und es ist nicht nur die Universität, die hier entsprechend arbeiten muss. Dies habe ich bereits in der Kommission gesagt. Wir sind seitens der BVE sowieso dabei, eine Immobilienstrategie zu erarbeiten. Es wird dann auch Substrategien geben. An die Adresse von Grossrat Bärtschi: Wir bauen so oder so nur noch nach Standard. Es gibt keine Eigenentwicklungen mehr; diese sind Geschichte. Das Architekturbüro Herzog und de Meuron darf gerne Vogelnester und Ähnliches entwerfen, aber nicht für den Kanton Bern. Zurück zum Bericht: Dieser Bericht ist eine gemeinsame Arbeit der ERZ, der Universität und der BVE. Die Federführung liegt bei der ERZ. Ich sichere Ihnen zu, dass Ihre weiteren Kreditbeschlüsse zu diesem Projekt nur gestützt auf diesen Bericht gefällt werden. Das heisst, dass Sie diesen sehen werden. Den Architekturwettbewerb jedoch möchten wir unabhängig davon sofort lancieren. Wir wollen und müssen dieses Baufeld möglichst rasch optimal bebauen und danach nutzen können. Deshalb bitte ich Sie, diesem Kreditantrag zuzustimmen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Zuerst stimmen wir über den Abänderungsantrag der BaK ab. Wer dem Antrag der BaK zustimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Antrag BaK [Aeschlimann, Burgdorf] – Auflage)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	150
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben dem Abänderungsantrag mit 150 Ja- zu 0 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen zugestimmt.

Wir kommen zum Kreditgeschäft. Wer diesem Kredit zustimmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Verpflichtungskredit mit Auflage BaK)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme mit Auflage BaK

Ja	143
Nein	0
Enthalten	7

Präsident. Sie haben dem Kredit mit 143 Ja- zu 0 Nein-Stimmen und 7 Enthaltungen zugestimmt.

Geschäft 2018.RRGR.493

Le Landeron, St. Johannsen 40, Justizvollzugsanstalt St. Johannsen, Erweiterung Sicherheitszaun/Sicherheitsperimeter für die Freizeitzone. Verpflichtungskredit für die Ausführung

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 15 betreffend die Justizvollzugsanstalt St. Johannsen. Es geht um einen Kredit für eine Erweiterung. Dieses Geschäft wurde von der BaK vorberaten. Wir führen eine reduzierte Debatte. Als Sprecher der BaK hat Grossrat Sutter das Wort.

Walter Sutter, Langnau i. E. (SVP), Kommissionssprecher der BaK. Gerne stelle ich Ihnen das Geschäft betreffend die Erweiterung der Zaunanlage der Justizvollzugsanstalt (JVA) St. Johannsen näher vor. In dieser JVA werden rund 80 psychisch belastete oder suchtkranke Straftäter im Massnahmenvollzug auf die Wiedereingliederung in die Gesellschaft vorbereitet. Dazu gehört im heutigen Vollzug neben verschiedenen Therapiebemühungen auch die Möglichkeit eines selbstbestimmten, selbstgestalteten Freizeitverhaltens. Dies ist in der Verordnung über den Justizvollzug (Justizvollzugsverordnung, JVV) so vorgesehen. Damit man diese Möglichkeit in der JVA St. Johannsen bieten kann, muss ein dafür vorgesehenes Stück Land mit einer Zaunanlage gesichert werden. Innerhalb des neu umzäunten Perimeters zwischen der Anstalt und dem Zihlkanal befindet sich ein Schwimmbad, welches aktuell zu einer Turnhalle umgebaut wird. Diese Sporthalle wird in Zukunft ein wichtiges Element für die selbstbestimmte Freizeitgestaltung der Insassen sein. Dieser Umbau ist jedoch nicht Teil des beantragten Kredits.

Was soll gebaut werden? Konkret sollen 300 Meter Sicherheitszaun neu gebaut werden. Diese Erweiterung wird an den bereits bestehenden Zaun angedockt. Dieser Zaun wird mit einer Streifenfundation gegen das Untergraben ausgestattet. Auch technische Einrichtungen, wie etwa Bewegungsmelder, Lichtschranken und Kameraüberwachung, sind Teil dieser massiven Umzäunung. Dieser geplante Zaun ist nicht Teil der Justizvollzugsstrategie. Weil jedoch der Weiterbestand der JVA St. Johannsen unbestritten ist, macht dieses Bauvorhaben zum jetzigen Zeitpunkt durchaus Sinn. Bei einer gemäss Strategie vorgesehenen Sanierung der JVA wird der Sicherheitszaun auch nicht mehr tangiert. Als ich mich mit dem Thema Zaunanlage St. Johannsen auseinandersetzte, tauchte ich in ganz andere Dimensionen ein, was Umzäunungen und vor allem auch Kosten betrifft. Ich bin aus beruflichen Gründen mit dem Einzäunen von Kühen und Schafen konfrontiert. Nun habe ich festgestellt, dass die Einzäunung von Menschen eine wesentlich massivere Bauweise erfordert und ein Tausendfaches kostet. Die meisten Zaunarten verfolgen jedoch dasselbe Ziel: den Schutz vor dem Ausbrechen.

Wir kommen zu den Kosten: Die massgebende Kreditsumme beträgt 1 350 000 Franken. Davon gehen 80 000 Franken Projektierungskosten, die bereits bewilligt sind, weg. Der zu bewilligende Kredit beträgt somit 1 270 000 Franken. Diese Kreditsumme ist im Aufgaben- und Finanzplan (AFP) der BVE eingestellt. Der Bund wird sich voraussichtlich mit 35 Prozent an den beitragsberechtigten Kosten beteiligen, oder anders ausgedrückt, mit rund 25 Prozent an den Gesamtkosten. Fest zugesichert ist dies erst nach der Kreditgenehmigung durch den Grossen Rat.

Zur Meinung der BaK: Die Notwendigkeit ist absolut unbestritten. Die hohen Kosten haben jedoch in der Kommission auch Anlass zu Fragen und Diskussionen gegeben, insbesondere bezüglich Architektur- und Ingenieurleistungen. Ein Meter Zaun komplett kostet nämlich rund 4100 Franken. Gemäss Aussage des Amts für Grundstücke und Gebäude (AGG) beträgt der Preis je Laufmeter erfahrungsgemäss zwischen 4000 und 4500 Franken. So gesehen kann man sagen, dass dieser Sicherheitszaun eher preiswert ist. Die BaK hat diesem Kreditbegehren einstimmig zugestimmt. Die FIN und die POM unterstützen dieses Vorhaben ebenfalls. Ich bin dem Rat dankbar, wenn er dies ebenfalls tut.

Präsident. Ich erteile dem Fraktionssprecher der SVP, Grossrat Rügsegger, das Wort.

Hans Jörg Rügsegger, Riggisberg (SVP). Weshalb trete ich ans Rednerpult? Die 1,27 Mio. Franken sind das eine. Die Meinung der SVP-Fraktion lautet, dass man damit mehr als diese 100 Meter Zaun bauen können sollte. Wie der Kommissionssprecher angetönt hat, sind die Kosten für die Architektur- und Ingenieurleistungen für uns zu hoch. Insbesondere wurde moniert, dass uns die Einzäunung der Freizeitzone nicht bereits im Rahmen der Justizvollzugsstrategie unterbreitet wurde. Dies ist für unsere Leute ein negativer Punkt. Entsprechend wird die Justizvollzugsstrategie, auch wenn es jetzt kurz vor Weihnachten ist, vermehrt als Wunschkatalog der Verwaltung angesehen und nicht mehr so ernst genommen. Dafür ist es eine erfreuliche Sache, dass dieser Kreditbetrag bereits in der Investitionsplanung vorhanden war. Je nach Sichtweise ist der Bedarf nachgewiesen oder nicht. Dazu hat es Diskussionen gegeben. Der Kredit wird von uns nicht generell bestritten. Um noch eine ironische Bemerkung anzufügen: Ich bin froh, dass nicht noch ein Architekturwettbewerb für diese Umzäunung durchgeführt wurde. Damit wird es von unserer Seite sowohl Ja- als auch Nein-Stimmen und Enthaltungen geben.

Präsident. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen. Wünscht der Regierungsrat das Wort? – Er verzichtet darauf. Somit kommen wir zur Abstimmung. Wer diesem Kredit zustimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 103

Nein 24

Enthalten 12

Präsident. Sie haben diesem Kredit mit 103 Ja- zu 24 Nein-Stimmen bei 12 Enthaltungen zugestimmt.

Geschäft 2018.RRGR.548

Motion 184-2018 SP-JUSO-PSA (Zryd, Magglingen) **Mangelhafter Faktencheck zum «Westast so besser»**

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 16: «Mangelhafter Faktencheck zum «Westast so besser»». Es handelt sich um eine Motion. Ich erteile Grossrätin Zryd als Sprecherin das Wort, sobald sie angemeldet ist.

Andrea Zryd, Magglingen (SP). Dies ist ein schwieriges Thema, wie wir alle auch den Medien entnehmen konnten. Der Vorstoss entstand nach der letzten Session. Als der Faktencheck der Motion Moser und Kollegen (*M 252-2017*) eingereicht wurde, haben wir darauf reagiert. Mir ist klar, dass es gewisse Punkte gibt, die jetzt vielleicht ein wenig quer in der Landschaft stehen, weil inzwischen wieder gewisse Dinge geschehen sind. Nichtsdestotrotz ist es ein sehr wichtiges Thema, und ich bin froh, dass frische Vorstösse eingereicht wurden, die allenfalls einen Marschhalt möchten, damit man diese Sache nochmals gründlich klären kann.

Was den ersten Punkt betrifft, sind wir mit der Regierung einverstanden, dass man diesen annehmen und abschreiben kann. Ich möchte es jedoch nicht unterlassen, auf Folgendes hinzuweisen: Wenn man von einem guten, partizipativen Prozess spricht, gibt es dazu zweierlei Meinungen. Das konnte man auch von verschiedenen Seiten hören. Im Vorfeld, mit der Behördendelegation von Hans Stöckli, war es eher etwas einseitig. Dies sage ich als SP-Frau. Zu dem, was jetzt geschehen ist: Herr Regierungsrat, man kann sagen, es sei schwierig, jemanden einzubeziehen, der Einsprache erhebt, aber man kann auch das Gespräch suchen. Dies wäre politisch um einiges sensibler gewesen und hätte nicht so hohe Wellen geworfen.

Zu Punkt 2 möchten wir Folgendes festhalten: Die Daten des Ostasts sind sehr wichtig. Sie liegen inzwischen vor. Doch wir möchten sie hier gerne klar schriftlich festgehalten haben, damit man die neue Ausgangslage besser abschätzen kann. Dies ist für uns ein klarer Fall. Dies ist nicht erfüllt. Die Regierung möchte dies überprüfen. Man muss es jedoch nicht überprüfen, sondern man muss es noch auf den Punkt bringen.

Beim dritten Punkt geht es darum, ob man gegen die Bestimmungen betreffend das Beschaffungswesen verstossen hat oder ob man bei der Gleichbehandlung der Ingenieurbüros nicht sehr sensibel vorgegangen ist. Ich denke, der Herr Regierungsrat hat in seiner Antwort gesagt, gegen die Bestimmungen betreffend das Beschaffungswesen sei nicht verstossen worden. Dies nehmen wir so zur Kenntnis und sind sehr froh darüber. Auf den zweiten Punkt geht er jedoch überhaupt nicht ein. Es ist halt wirklich so, dass der Faktencheck sehr rasch und oberflächlich abgehandelt wurde. Wenn man so viel Geld «verlochen» will, muss man meiner Meinung nach wirklich wissen, was Sache ist. Für mich heisst ein neutraler Faktencheck nicht, dass man ehemals involvierte Ingenieurbüros einbezieht. Natürlich ist es eine technische Frage, aber diese können auch andere beantworten. Ich erwarte, dass man etwas mehr Feingefühl mitbringt und sich mehr Zeit nimmt. Natürlich kostet dies etwas, aber wenn man so viel Geld ausgeben will, kann man sich diese Zeit auch noch nehmen. Ich denke, aufgrund des Drucks der Bevölkerung, egal von welcher Seite er kommt, ist man dies den Leuten schuldig. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich hoffe, dass Sie in dem Sinn vorgehen werden, wie ich es vorgeschlagen habe. Meine Mitmotionäre werden sicher noch ein paar Kriterien einbringen.

Präsident. Ich erteile Grossrat Stocker als Mitmotionär das Wort.

Julien Stocker, Biel/Bienne (glp). Beim Lesen der Antwort auf die Motion merkt man rasch, dass der Regierungsrat die Situation in Biel massiv verkannt hat. Anstatt die Bedenken der beschwerdeführenden Verbände ernst zu nehmen, dachte man, die Kritik am Westast diskreditieren zu können, indem man den Bericht, der die verschiedenen Varianten vergleichen sollte, einfach von den Planern des Ausführungsprojekts selbst erstellen lasse. Damit sind die Probleme des Westasts jedoch nicht aus der Welt geschafft. Nein, sie bestehen weiter, und der Widerstand dagegen wächst. Durch dieses Vorgehen hat die Regierung jedoch das Vertrauen der Bevölkerung verloren. Die Menschen werden nicht mehr vom offiziellen Ausführungsprojekt zu überzeugen sein. Laut einer repräsentativen Umfrage stehen nur noch 21 Prozent der Bevölkerung der Region Biel hinter dem Ausführungsprojekt. Deshalb habe ich bereits eine dringliche Motion eingereicht, die den Regierungsrat beauftragt, das Ausführungsprojekt A5 Westast zurückzuziehen und zusammen mit dem Bund und der Stadt Biel ein neues Projekt auszuarbeiten, welches in der Bieler Bevölkerung für weniger Unmut sorgt.

Präsident. Ich gebe zuerst dem Mitmotionär und Fraktionssprecher der Grünen, Grossrat Grupp, das Wort.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Ich kann mich im Wesentlichen der Stossrichtung meiner Vorrednerinnen und Vorredner anschliessen. Auch aus meiner Sicht als Mitmotionär darf es nicht sein, dass wir diese Motion entweder gar nicht annehmen oder schon jetzt abschreiben. Wir sind noch nicht so weit. Daher soll man die Punkte 2 und 3 sicher aufrechterhalten und diese auch nicht abschreiben.

Bei Punkt 1 können wir darüber diskutieren, ob wir diesen abschreiben wollen. Dazu einige Erklärungen: Wir können am Anfang der Antwort etwas lesen, das fast wie ein Loblied auf einen einzigartigen partizipativen Prozess aussieht, welcher stattgefunden habe. Dass dieser etwas besonders war, will ich nicht bestreiten. Wenn man aber glauben machen will, es sei ein besonders demokratischer, basisnaher Prozess gewesen, in den weite Teile der Bevölkerung einbezogen waren, dann muss man dies ein wenig korrigieren. Als die Gruppe Stöckli einmal auf dem Dampfer war und diesen Vorschlag so ausarbeitete, kannte man noch nicht die ganze Wahrheit. Diese erfuhr man erst infolge des Brands im Mont-Blanc-Tunnel. Die Anschlüsse, die man in der Gruppe Stöckli zuvor beschlossen hatte, waren so nicht mehr realisierbar. Man muss die Anschlüsse, die Ein- und Ausfahrten, halb oder ganz oberirdisch führen. Dies führt dazu, dass jetzt mit dem Ausführungsprojekt viel grössere Löcher, man kann auch sagen Wunden, mitten im Stadtkörper Biels entstehen werden. Dies ist aufgrund technischer Vorgaben der Fall, da das Bundesamt für Strassen (ASTRA) immer wieder Verschärfungen eingeführt hat. Deshalb hat es auch viele kritische Stimmen gegeben, als dieses Ausführungsprojekt auflag, beziehungsweise schon während der vorangehenden Mitwirkung. Erst dort konnte man tatsächlich sehen, dass diese Eingriffe viel stärker sind. Dies wurde von weiten Kreisen wahrgenommen. Diese Stimmen flossen nun nicht in diesen Bericht ein, obwohl man von ihnen gewusst hat, auch aufgrund der vielen kritischen Eingaben, die auch juristisch relevant sind. Man ging bei der Erstellung dieses Berichts nicht auf diese Milieus zu. Ich denke, dass man hier eine Chance verpasst hat. Inzwischen wurde diese Umfrage publiziert, wie Sie gehört haben. Diese führt dazu, dass erstens der Punkt 1 überholt ist, und zweitens ist es so, dass wir in einem Dilemma stecken. Man kann diese Umfrage verschieden interpretieren. Einerseits haben wir die Aussage, dass drei Viertel der Bevölkerung, beziehungsweise derjenigen, die an der Umfrage teilgenommen haben, sagen, dass es irgendeine Verbindung in den Westen brauche. Aber die Hälfte sagt, sie sei gegen das Ausführungsprojekt. Was tun wir damit? Ich sage, dass die einzige Möglichkeit darin besteht, einen Marschhalt einzulegen und sich nochmals Zeit zu nehmen, um das Ganze genau anzuschauen, auch wenn uns die Sprecher des Bundesamts etwas anderes glauben machen wollen und schon fast unverhohlene Drohungen aussprechen.

Zu Punkt 2: Die Zahlen des Ostasts wurden erst gerade jetzt publiziert. Sie zeigen, dass man bei den Modellen teilweise massiv danebenlag. Niemand sprach von einer grossen Stauwirkung rund um Lyss, beziehungsweise, wenn solche Stimmen auftauchten, wurden sie unter den Tisch gewischt. Wenn man die Zahlen, die sich heute präsentieren, anschaut, muss man sagen, dass man auch dort nicht einfach zum courant normal übergehen kann. Man muss anschauen, warum es zu diesen teilweise massiven Abweichungen kam. Dies muss in die weitere Planung einfliessen. Dies ist mit dem aktuellen Ausführungsprojekt so nicht möglich.

Schliesslich noch zu Punkt 3. Da kann ich mich kurz fassen. Ich habe es vorhin schon gesagt: Man

hat es verpasst, die kritischen Kräfte, die breite Mitwirkung und Bewegung, die in der Bevölkerung entstanden sind, rechtzeitig wahrzunehmen. Dadurch hat man quasi diejenigen, die das Problem mitverursacht haben, dazu eingeladen, das Ganze bitte nochmals zu überprüfen. Albert Einstein hat einmal gesagt, man könne ein Problem nicht mit denselben Ansätzen lösen, mit denen man in das Problem hineingeraten sei. Deshalb das Plädoyer an dieser Stelle: Suchen wir nach neuen Wegen, und suchen wir diese mit neuen Leuten, nicht nochmals mit denselben Planern, die weder Raumplaner noch Umweltspezialisten sind und die diesen Bericht nochmal geschrieben haben. Man muss den Kreis vielmehr erweitern: Es waren bisher ausschliesslich Verkehrsplaner beteiligt. Deshalb ist der Punkt 3 noch nicht erfüllt, und man sollte ihn aufrechterhalten. Ich danke Ihnen, wenn Sie dem folgen können und bei diesem Geschäft nicht einfach zum Alltag übergehen.

Martin Aeschlimann, Burgdorf (EVP). Bei den verschiedenen Fragen der Motionärin geht es um das grosse Strassenprojekt in Biel, welches durch den wachsenden Widerstand immer häufiger auf die politische Agenda gespült wird. Ich bitte die Motionärin um Verständnis, wenn ich mich nicht im Detail mit ihren Fragen auseinandersetze, sondern den Bogen etwas weiterspanne. Die EVP-Fraktion wird diese Motion im Grundsatz unterstützen. Die in der Junisession behandelte Motion, die einen Faktencheck verlangte (*M 252-2017*), gab der Regierung zwei Möglichkeiten: Entweder bestellt sie einen Alibi-Check, der den aufkeimenden Widerstand vom Tisch wischen und dem Projekt den Rücken stärken soll, oder sie wird dem Auftrag gerecht und sucht eine fachliche Abklärung und Auseinandersetzung mit neutralen Experten, um die Schwachstellen des Projekts sowie alternative Lösungen zu untersuchen. Die Regierung hat sich für die erste Möglichkeit entschieden. In einem Schnellverfahren wurde mit den bereits ins Projekt involvierten Ingenieuren lediglich eine oberflächliche Beurteilung vorgenommen. Die 70 Seiten des technischen Berichts erwecken jedenfalls diesen Eindruck. Man hat den Eindruck, dass die grafische Bearbeitung die mangelnde fachliche Substanz kaschieren sollte. Die Regierung will am vorhandenen Projekt festhalten. Der Baudirektor bewertet den Ton, nicht die Musik, und will gemäss eigener Aussage in einen substanziellen Dialog mit der Bevölkerung treten. Dabei handelt es sich nur um eine Art Gesprächstherapie. An den baulichen Massnahmen soll sich eigentlich nichts ändern.

Die Reaktion der Regierung ist irgendwie auch verständlich: Nach jahrzehntelangem Planen und Würgen ist das Projekt in Griffnähe, und die Projektierungskosten von 65 Mio. Franken sind ein starkes, widerstrebendes Argument. Doch sollten diese Kosten in Relation zu den veranschlagten 2,2 Mrd. Franken, und vielmehr noch in Relation zu den massiven, nicht wiedergutzumachenden Eingriffen in den Stadtkörper und in die Stadtstruktur gesehen werden. Die Verkehrslinien einer Stadt bestimmen und prägen das Siedlungsgebiet. Anders ausgedrückt: Man kann die Verkehrs- und die Siedlungsentwicklung nicht getrennt betrachten. Führen Sie sich in einer ruhigen Minute die Visualisierung der BVE und nicht diejenige der Gegner zu Gemüte. Sie dokumentiert die städtebaulichen Entgleisungen eindrücklich. Die Bilder verdeutlichen das eigentliche Problem dieses Projekts auf dem Stadtgebiet von Biel: Es trägt die Handschrift einer Art von ingenieurtechnischem Brutalismus. Doch jetzt wächst der Widerstand in der Bevölkerung.

Offenbar wächst auch eine neue Generation heran, die den Betonlösungen vergangener Zeiten skeptischer gegenübersteht und die den städtischen Raum für urbane Bedürfnisse nutzen möchte. Eine Generation, der Skateboards, Kinderwagen und Flanierzonen wichtiger sind als der Highspeed-Anschluss an ein Nationalstrassennetz. Gerade auch angesichts dieser wachsenden Unsicherheit, wie unsere Mobilität in zehn oder zwanzig Jahren aussehen soll oder wird, sollte dieses Projekt nicht in der heutigen Form realisiert werden. Das Komitee «Westast – so nicht!» verlangt eine Alternative und bringt es mit einem Slogan auf den Punkt: «Was nicht gebaut ist, kann man ändern!». Der Grosse Rat und die Regierung sollten unbedingt den Mut zu einem Marschhalt aufbringen. Wir haben es vorhin schon gehört. Sie sollen den Bedenken auf den Grund gehen. Der Puls der Bevölkerung verweist auf einen wunden Punkt in dieser Planung. Das Projekt braucht keine Vorstösse mit Fragen, sondern es benötigt dringend eine Denkpause. Diese soll erlauben, den Fragen nach der Verträglichkeit, den Nebenwirkungen und den Alternativen gerecht zu werden. In einem gestern eingereichten Vorstoss (*M 250-2018*) wird eine genau solche Denkpause verlangt. Wir hoffen natürlich auf Unterstützung.

Sandra Schneider, Biel/Bienne (SVP). Der Autobahn-Westast ist aktuell eines der heissesten Themen in Biel, aber auch im Seeland. Die Gegner des Westasts sind laut und aktiv, aber bei aller Kritik: Langsam läuft es aus dem Ruder. Es gibt vermehrte Demonstrationen mit Velos, blockierte Strassen und jetzt noch die Verschreitung des Prüfungsberichts des Regierungsrates. Die Regierung hat das Alternativprojekt sauber und ausführlich geprüft und mit dem Ursprungsprojekt verglichen. Sie ist

dabei zum Schluss gekommen, dass das Alternativprojekt nicht so viel taugt wie versprochen wurde. Die SVP-Fraktion steht hinter dem Westast, denn die Stadt Biel braucht die verkehrsmässige Entlastung dringend. Der Ostast wurde bereits letztes Jahr eröffnet und führte zu einer markanten Entlastung. Es ist nur logisch, dass jetzt auch der Westen mit der Autobahnumfahrung vom Durchgangsverkehr entlastet werden soll. Wir folgen deshalb der Empfehlung des Regierungsrates, das heisst, wir nehmen die Ziffern 1 und 3 an und schreiben sie ab, und die Ziffer 2 unterstützen wir als Postulat.

Peter Moser, Biel/Bienne (FDP). Im Juni haben wir lange über meine Motion betreffend den Faktencheck Westast diskutiert. In der Septembersession konnten Sie draussen das Büchlein mit dem technischen Vergleich behändigen und diesen auch studieren. Ich hoffe, dass Sie ihn auch studiert haben, denn ich stelle anhand der Aussagen gewisser Redner fest, dass nicht alle diesen Bericht gelesen haben. Mit dem vorliegenden Vorstoss, der ein Sammelsurium aus verschiedenen Fragen ist und somit eher eine Interpellation als eine Motion ist, möchten die Motionäre die aktuellsten Verkehrszahlen des neusten Betriebsjahrs des Ostasts ergänzend in einen Bericht einbauen. Ich halte mich hier an den Motionstext, das heisst, an die drei Punkte, und spreche nicht über den Faktencheck, denn dieser ist nicht direkt das Thema hier. Vielmehr behandeln wir nur die drei aufgeworfenen Fragen. Grundsätzlich geht unsere Fraktion mit der Regierung einig. Sie folgt ihren Anträgen. Wenn jetzt die Motionäre bei den Punkten 2 und 3 an einer Motion festhalten, gehe ich, ohne dass wir darüber diskutiert haben, davon aus, dass wir wohl diese beiden Punkte ablehnen werden. Wir sind wie die Regierung für die Wandlung in ein Postulat und für dessen Abschreibung. Zu Punkt 1 muss ich nichts mehr sagen, dies ist eine Interpellation. Diese Fragen wurden beantwortet.

Bei Punkt 2 gibt es einen grossen Teil unserer Fraktion, der sagt: «Hören Sie jetzt auf zu reden, fangen Sie an zu bauen! Es liegt alles auf dem Tisch. Wir können vorwärtsgehen.» Ein anderer Teil sagt: «Wenn die Regierung schon sagt, sie wolle diesen Bericht noch machen, dann machen wir ihn eben. Herr Neuhaus kann dann sagen, was er mit diesem Papier tun will.» Seit letztem Freitag haben wir den Bericht über das erste Jahr der Ostumfahrung erhalten. Die Resultate sind so, wie man sie eigentlich erwartet hat. In gewissen Gebieten wie Mett, Madretsch oder Bözingen hat der Verkehr abgenommen, aber wir haben in Port mit der Wehrbrücke und in Ipsach eine Zunahme des Verkehrs, die nach Massnahmen verlangt. Aber wie gesagt, handelt es sich um einen Zwischenbericht. Es ist auch beim Öffentlichen Verkehr so: Ein Versuchsbetrieb dauert drei Jahre. Der Mensch ist ein Gewohnheitstier, und der Mensch braucht eine gewisse Zeit, bis er merkt, dass dieser Ostast offen ist. Mir geht es auch so. Wenn ich nach Bözingen fahren muss, fahre ich nicht direkt nach Osten, sondern ich muss zuerst in Richtung Süden fahren, damit ich dann nach Osten fahren kann. Dies braucht im Kopf noch eine Änderung. Die Navigationsgeräte sind offenbar auch noch nicht alle auf dem neusten Stand, sonst würden die Lastwagen nicht immer noch den falschen Weg nehmen. An der Signalisation liegt es ja nicht mehr. Diese ist ein Jahr später auch in Betrieb.

Der Punkt 3 wäre eigentlich ein Postulat. Die Überprüfung hat aus unserer Sicht stattgefunden. Die Regierung hat eine Antwort gegeben. Deshalb sind wir für die Annahme und gleichzeitige Abschreibung. Wenn man noch mehr will, stimmen wir gegen die Motion und drücken auf den Nein-Knopf. Der Faktencheck mit der Variante der Westast-Gegner – ich kann es nicht anders ausdrücken – hat stattgefunden. Es war nicht der Sprecher des ASTRA, sondern dessen Direktor, der klar gesagt hat, der Vorschlag «Westast – so besser» komme nicht in den Bundesrat. Das Kosten-Nutzen-Verhältnis stimme nicht, und die Entlastung vom Verkehr stimme auch nicht. Reden wir nicht über etwas, das im Bundesrat keine Chance hat! Fazit: Die Fraktion wäre wie die Regierung bei Punkt 2 und 3 für eine Annahme als Postulat. Wenn die Motion aufrechterhalten wird, gehe ich davon aus, dass wir sie ablehnen werden.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Wir sprechen hier über die Form. Aber bevor ich zur Form Stellung nehme, möchte ich über den Inhalt sprechen. Worum geht es bei diesem Westast? Es geht um eine Autobahn, die nicht etwa tangential Biel berührt, sondern quer durchs Zentrum führt, unterirdisch, mit einem Autobahnanschluss im Zentrum der Stadt Biel. Dazu kommen noch ein paar weitere Autobahnanschlüsse. Wegen dieses sich im Zentrum Biels befindenden Anschlusses müssten etwa 100 Gebäude abgerissen werden. Bei diesem Projekt werden die Kosten auf über 2 Mrd. Franken veranschlagt. Es ist zudem allen bekannt, dass die Bodenverhältnisse in Biel auch wegen des Sees sehr heikel sind. Wahrscheinlich wäre niemand erstaunt, wenn die 2 Mrd. Franken nicht ausreichen. Wenn man sich dies vor Augen führt, ist es nicht verwunderlich, dass die Bevölkerung gegenüber diesem Projekt zunehmend skeptisch bis ablehnend eingestellt ist, weil sich die Bevölkerung zunehmend informiert. Sie sieht, was für einen Einschnitt, was für eine Wunde dieser Westast Biel in der

aktuellen Projektierung für die Stadt Biel darstellt. Es ist eine Bevölkerung, die am Ende sagen muss, dass das, was wir hier haben, ein Projekt aus dem letzten Jahrhundert ist, aber ein Projekt, welches in diesem Jahrhundert gebaut und im nächsten Jahrhundert noch bestehen wird.

Wir müssen nun vorwärtsschauen und nicht solche alten Zöpfe wieder auf den Tisch bringen. In diesem Kontext, liebe Kolleginnen und Kollegen, ist es wichtig, dass man nochmals prüft, dass man seriös prüft und verschiedene Varianten anschaut. Vor allem soll diese Prüfung nicht von denselben Ingenieurbüros gemacht werden, die letztlich dieses Projekt vertreten. Es bestehen Zweifel daran, dass diese Prüfung wirklich so stattgefunden hat. Nun komme ich zur Form: In diesem Sinne sind wir auch klar für die Motion, und wir unterstützen die Motionärin und die Motionäre bei Punkt 2 und Punkt 3.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrat Mentha.

Luc Mentha, Liebefeld (SP). Seit fünfzig Jahren plant man an dieser Autobahnumfahrung von Biel. Das Auflageprojekt sieht auch dementsprechend aus: Es ist ein Projekt aus der Vergangenheit. Es ist ein Projekt, welches mit Rezepten aus dem letzten Jahrhundert arbeitet. Der Regierungsrat beruft sich ständig auf die Arbeitsgruppe Stöckli. Der Abschluss ihrer Arbeit liegt inzwischen sechs Jahre zurück. Das Resultat dieser Arbeit wird heute vom Volk klar abgelehnt, weil man erst heute, wo das Auflageprojekt vorliegt, die Dimension dieses Projekts richtig erkannt hat. Man hat damals unter der Arbeitsgruppe Stöckli noch nicht gewusst, welche strengen Auflagen das ASTRA macht. Jetzt sieht man es anhand des Auflageprojekts und der vorliegenden Visualisierungen. Der Widerstand der Bevölkerung der Stadt und auch der Region – dies ist sehr interessant – wächst von Tag zu Tag. Die beiden bisher durchgeführten Demonstrationen weisen steigende Teilnehmerzahlen auf. Es wurde schon gesagt, aber ich wiederhole es hier: Die Firma Demoscope hat eine Umfrage durchgeführt. Darin sieht man, dass von der Bevölkerung aus der Region und der Stadt lediglich 21 Prozent hinter diesem Ausführungsprojekt stehen. 49 Prozent – also fast die Hälfte – ziehen das Alternativprojekt vor, und 16 Prozent möchten ganz darauf verzichten.

Das Auflageprojekt verwandelt das Zentrum von Biel während fünfzehn bis zwanzig Jahren in einen Bauplatz. Es beschädigt das Stadtbild schwerwiegend und belastet die Innenstadt mit vermehrtem motorisiertem Individualverkehr. Dies sind die wichtigsten negativen Konsequenzen. Ich erwähne gleichwohl noch die Kosten. Die Kosten sind exorbitant. Die 2,2 Mrd. Franken werden nie und nimmer ausreichen. Da werden wir uns noch wundern. Es geht um 700 000 Franken pro Meter für diese Untertunnelung, um 43 Mio. Franken Unterhaltskosten pro Jahr und umgerechnet 115 000 Franken Unterhaltskosten pro Tag! Ein solches Projekt kann man nicht gegen den Willen der Bevölkerung durchdrücken, meine Damen und Herren! Vielleicht kann man dies in anderen Ländern tun, aber nicht in der Schweiz.

Wir unterstützen diese Motion. Der sogenannte Faktencheck ist nicht neutral und nicht unabhängig erstellt worden, obwohl man einen neutralen und unabhängigen Faktencheck verlangt hat. Dies tat auch der Motionär. Man hat hier alten Wein in neue Schläuche gegossen. Ich habe nicht nur den Bericht sorgfältig gelesen, Peter Moser, sondern auch die zugrunde liegenden Untersuchungen, die durchgeführt wurden. Man sieht dort eindeutig, dass man vorbefasste Ingenieurbüros beigezogen hat. Die BVE hat diese Ingenieurbüros mit ihrem Vorgehen praktisch zu Richtern in eigener Sache gemacht, während man die Verbände gar nicht begrüsst hat, weil diese es sich erlaubt haben, Einsprache zu erheben und sich zu wehren. Meine Damen und Herren, so geht es nicht! Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt die Ziffer 1. Wir können mit der Abschreibung derselben leben. Wir unterstützen die Ziffer 2 auch als Motion, und die Ziffer 3 nehmen wir an und bestreiten die Abschreibung. Die Antwort des Regierungsrates ist nichtssagend. Es ist im Wesentlichen eine Behauptung. Eine nachvollziehbare Begründung für diese Behauptung fehlt.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Über den vorliegenden Faktencheck kann man lange diskutieren. Ist er objektiv und neutral verfasst? Ist ein solcher Bericht glaubwürdig, wenn die Verfasser des Ausführungsprojekts mitgearbeitet haben? Jeder einzelne Punkt dieses Vergleichs kann hinterfragt werden. Zum Projekt selbst könnte ich meine Ausführungen zur Motion Moser (M 252-2017), die ich im Juni hier vorne vorgebracht habe, wiederholen: Wie würden die Berner reagieren, wenn man ihnen ein Loch vom Bubenberglplatz bis zum Loebege, 50 Meter breit und 30 Meter tief, aufs Auge drückte? – Ich kenne keine andere Stadtautobahn, bei welcher auf einer Strecke von 5,6 Kilometern Länge vier Ein- und Ausfahrten vorgesehen sind. Besteht die Aufgabe einer Stadtautobahn primär darin, Quartiere zu entlasten? Wenn im Ausführungsprojekt von einer vierspurigen Westumfahrung gesprochen wird, ist dies nicht ganz präzise. Das Ausführungsprojekt sieht zwei Fahrspuren und je eine Ein- und

Ausfahrtspur vor. Weil die Ein- und Ausfahrten so nahe beieinanderliegen, ist es erforderlich, dass eine durchgehende Ein- und Ausfahrtspur vorhanden ist. Macht es Sinn, ein Zwei-Milliarden-Projekt gegen den Willen des Grossteils der Bevölkerung durchzudrücken? Wenn die Westumfahrung einmal gebaut sein wird, wird immer noch eine Lücke zwischen Tüscherz und La Neuveville zur Verbindung mit der A5 bestehen, die dann auch noch geschlossen werden muss, was auch eine Menge Geld kosten wird. Vielleicht wäre ein Marschhalt in dieser Angelegenheit angebracht.

In den letzten Tagen habe ich eine dringliche Interpellation (I 222-2018) eingereicht. Damit möchte ich erreichen, dass die Verkehrssituation ein wenig grosszügiger betrachtet wird. Mit einer Variante der Seeland-Tangente kann die Autobahnlücke zwischen dem Mittelland und der Westschweiz ebenso gut und vermutlich mit wesentlich weniger Geld geschlossen werden. Ich finde es ein wenig voreilig, wenn der Baudirektor an einer Veranstaltung sagt, er wolle diese Variante mit dem Hinweis auf die «Kulturland-Initiative» erschlagen. Erstens hat der Grosse Rat den Gegenvorschlag der Regierung gutgeheissen, und zweitens gibt es heute auch Varianten, die umweltverträglicher und kulturlandschonender gebaut werden können. Gerne möchte ich diese Möglichkeiten mit den Fachleuten der BVE besprechen. Die Mehrheit der BDP-Fraktion stimmt dem Punkt 1 zu, inklusive der Abschreibung, gemäss Antrag Regierung. Den Punkt 2 nehmen wir als Motion an, und bei Punkt 3 sind wir für die Annahme ohne Abschreibung.

Präsident. Es kann ja sein, dass man sich nach einem Tag nicht mehr an die Worte des Grossratspräsidenten erinnert. Aber momentan werden hier drin wieder in normaler Lautstärke interne Absprachen getroffen. Es ist einfach so: Hinter dem Sprecher hört man nichts mehr, da hört man nur noch, wie Sie reden. Ich bitte Sie, Ihre Gespräche in die Wandelhalle zu verlegen. Dort können Sie laut genug miteinander sprechen, und hier drin hört es niemand. So können wir die Debatte hier drin mit einem anständigen Lärmpegel weiterführen.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Als Nicht-Bieler und Nicht-Seeländer verfolgen wir diese Diskussionen um die Westumfahrung aus einer gewissen Distanz. Wir massen uns nicht an, hier die richtige Lösung zu kennen. Die Situation macht uns trotzdem Sorgen. Liebe Vertreter der Region Biel-Seeland, seit fünfzig Jahren wird geplant. Es wurden 65 Mio. Franken ausgegeben, und Ihre Region ist in dieser Frage zerstritten wie noch nie. Sie kann sich nicht auf ein Projekt, auf eine Variante einigen. Wenn das Ganze so weitergeht, sehen wir die Gefahr, dass Sie das Risiko eingehen, am Schluss überhaupt nichts zu erhalten. Es gibt ähnliche Beispiele, die zwar vielleicht eine andere Thematik betreffen und wo man genau wegen einer solchen Uneinigkeit am Ende vor einem Scherbenhaufen oder vor dem Nichts stand. Ob dies für Ihre Region insgesamt förderlich ist, wagen wir zu bezweifeln. Die EDU-Fraktion steht weiteren Berichten kritisch gegenüber und wird gemäss Antrag Regierungsrat abstimmen.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Zuerst hat Grossrat Guggisberg das Wort.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (SVP). Seit fünfzig Jahren findet ein Dialog über die Autobahnumfahrung von Biel statt. Dieser Dialog findet weiterhin statt. Aktuell sind Verhandlungen aufgrund von Einsprachen am Laufen. Dort findet dieser Dialog, der geführt werden muss, statt. Ich bitte Sie, einige Punkte zur Kenntnis zu nehmen. Erstens: Das offizielle Ausführungsprojekt ist ein ASTRA-Projekt. Die Alternatividee – man kann nicht einmal von einem Alternativprojekt sprechen, weil es längst nicht auf dem Planungsstand ist, um es als Projekt bezeichnen zu können – gelangt laut ASTRA niemals in den Bundesrat, weil sie das Kosten-Nutzen-Verhältnis nicht erzielt, welches sie erzielen müsste. Zweitens: Der Gemeinderat der Stadt Biel ist grundsätzlich für das Projekt, welches jetzt beim ASTRA liegt. Der Gemeinderat ist für das Projekt. Es wird jedoch eine städtebauliche Begleitplanung durchgeführt. Dies ist richtig so. Auch im Rahmen dieser Begleitplanung wird ein Dialog geführt. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen: Hier geht es auch um die Solidarität. Es geht um die Solidarität mit all den Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern kleiner und mittlerer Unternehmen, die tagtäglich stundenlang im Stau stehen und wollen, dass dieses Problem endlich angegangen wird. Es geht um die Solidarität mit den umliegenden Gemeinden von Biel. Es geht nicht nur um die Stadt Biel, sondern um die Region Biel-Seeland, es geht um den ganzen Kanton Bern. Es gibt mehrere Gemeinden rund um Biel, die für das offizielle Projekt sind, zum Beispiel Port und Ipsach, aber auch Nidau und Lyss. Sie können die entsprechende Gemeindepräsidentin, respektive Stadtpräsidentin, sowie den Gemeindepräsidenten von Lyss fragen. Es geht jedoch auch um die Solidarität gegenüber den kommenden Generationen. Wenn frühere Generationen Projekte jahrzehntelang hin- und hergeschoben hätten, dann

wären wir heute kaum eines der wettbewerbsstärksten Länder der Welt und auch nicht so innovativ. Noch ein Wort zu den Anschlüssen: Diese werden immer kritisiert. Das Problem ist, dass es diese Anschlüsse braucht. Wir haben 80 Prozent Binnenverkehr. 80 Prozent! Nur 20 Prozent sind Durchgangsverkehr. Zum Schluss noch ein Wort zum Dialog: Wahrscheinlich will man nun nochmals während sechs Jahren einen Dialog führen und im Nachhinein sagen, es sei inzwischen alles veraltet, so wie es Luc Mentha gesagt hat. Wir möchten endlich vorwärtskommen.

Julien Stocker, Biel/Bienne (glp). Ich muss dem Herrn Grossrat aus Kirchlindach schon widersprechen. Dass der Bieler Gemeinderat hinter diesem Projekt steht, wäre mir neu. So weit hinausgelehnt hat sich dieser noch nicht. Ich frage mich schon, wie man sich als Vertreter der Bevölkerung bezeichnen kann, wenn man ein Projekt durchdrücken will, hinter welchem die lokale Bevölkerung nicht steht. Dies schockiert mich schon ein wenig.

Präsident. Es gibt keine weiteren Einzelsprecher, aber Grossrat Guggisberg fühlt sich angesprochen.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (SVP). Ich muss nach diesem Votum schon noch etwas loswerden. Man spricht von einer repräsentativen Umfrage. Vielleicht sollte man sich diesen Fragebogen etwas genauer anschauen. Dann kann sich jeder hier drin selbst ein Bild davon machen, ob dies repräsentativ war, oder ob vielleicht die eine oder andere Suggestivfrage dabei war.

Präsident. Ich gebe dem Regierungspräsidenten das Wort.

Christoph Neuhaus, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektor. Wir haben viel Neues und viel Gutes gehört. Das Gute war nicht immer neu, und das Neue nicht immer gut. (*Heiterkeit*) Aber die Westumfahrung von Biel gibt viel zu reden. Es ist gut, dass man entsprechend darüber diskutiert. Sie gingen ja im vergangenen Juni ziemlich hart mit uns ins Gericht. Dies haben wir zum Anlass genommen, um damit anzufangen, Gespräche zu führen. Was die dahinterliegende Geschichte betrifft: Diese kann ich nicht beurteilen, aber wir sind auf die verschiedenen Anspruchsgruppen zugegangen. Die Diskussionen gehen weiter. Ich bin zuversichtlich, dass wir letztlich eine gute Lösung finden werden.

Der vorliegenden Motion stimmt der Regierungsrat zu. Die Fragen der Ziffern 1 und 3 werden mit der Motionsantwort bereits beantwortet. Ich bitte Sie, die Abschreibung der beiden Ziffern gutzuheissen. Die Frage 2 nach den Auswirkungen des Ostasts nehme ich gerne mit. Ich möchte sie beantworten, sobald wir gefestigte Daten haben. Man hat eine erste Auswertung gemacht, aber das Datenmaterial, das wir heute haben, ist zu wenig aussagekräftig. Dies werden Sie sicher verstehen. Die flankierenden Massnahmen sind teilweise noch nicht fertig. Ich möchte Sie um etwas Geduld bitten. Deshalb lautet der Antrag auf Annahme der Ziffer 2 als Postulat. Der eine oder andere weiss noch gar nicht, dass es einen Ostast gibt, auch wenn dieser schon einiges an Wirkung erzielt hat.

Wie geht es in Biel weiter? Wir haben nach dem Juni einen Faktencheck vorgenommen. Weshalb einen Faktencheck? Eine Handvoll Leute haben mit einem Ingenieur ein Projekt entwickelt. Ich würde es eine süffige Alternatividee nennen. Es ist kein Projekt, auch wenn es immer als Projekt bezeichnet wird. Wenn Sie es mit dem Ausführungsprojekt vergleichen, in welches man 65 Mio. Franken gesteckt hat, sehen Sie, dass dieses einen anderen Planungsstand hat. Da muss man ehrlich sein. Das Projekt, welches hier vorliegt, stammt nicht aus dem letzten Jahrhundert. Die Grundlagen sind aus dem letzten Jahrhundert, sie sind von 1967. Entsprechend ist der Netzbeschluss. Aber die Grundlage stammt, wie zwischen den Zeilen gesagt wurde, aus dem Jahr 2011. Es ist nicht einfach aus dem letzten Jahrhundert. Man kann das Ganze immer diskreditieren, aber man muss ehrlich sein. Um eine seriöse Prüfung vorzunehmen, braucht es Grundlagen, über die wir diskutieren können. Es wurde richtig gesagt: Die Alternatividee, diesen Schlauch unter der Stadt Biel, würde 20 Prozent des Durchgangsverkehrs rausnehmen. Ich muss Ihnen sagen, dass es für ein solches Ergebnis keinen derart teuren Schlauch braucht. Das Projekt ist zwar teuer, es kostet 2,2 Mrd. Franken, aber der Schlauch kostet 1,6 Mrd. Franken plus/minus 10–20 Prozent. Dann kommt man langsam in den interessanten Bereich hinein. Es gibt niemanden hier drin, der sich an die Umfahrung Moutier erinnert. Die «Tunnelbohrmaschine Moutier» war mehrmals ein Thema hier drin, weil sie steckengeblieben ist.

Zurück zur unabhängigen Umfrage, welche das «Bieler Tagblatt» durchführen liess: Diese Umfrage hat klar gezeigt, dass die Mehrheit der Menschen in und um Biel eine Westumfahrung will. Herr Grossrat Stocker hat es richtig gesagt: Der Gemeinderat von Biel hat sich nicht geäussert. Er hat sich nicht geäussert. Ich staune immer wieder, wenn man mit Mehrheiten argumentiert. Wenn es um Mehrheiten geht, müssten Sie an der einen Demonstration eine Person wegrechnen. Ich war in Biel,

um mich umzuschauen. Ich war schlecht rasiert, wofür ich mich entschuldige, und trug eine Sonnenbrille und einen Hut. Man hat mich nicht erkannt. Aber ich habe nicht nur mit Bielerinnen und Bielern gesprochen, und von Bern her kommend bin ich auch nicht nur mit Bielerinnen und Bielern geredet. Aber es ist eine Tatsache, dass eine Minderheit das Ausführungsprojekt befürwortet, welches sich jetzt im Planungs- und Genehmigungsverfahren des Bundes befindet. Kritisiert werden vor allem die beiden Anschlüsse Bienne Centre und Seevorstadt. Dort werden wir unter anderem ansetzen müssen. Die Krux des Ganzen hat Grossrat Grupp ganz gut erklärt. Ich sage es nochmals: Es ist keine Erfindung des Herrn Neuhaus, sondern Biel wollte es so haben. Dieses Projekt hat man in diesem Jahrhundert geplant, deshalb sind die Anschlüsse so gross geworden. Die Erfahrungen vom Mont Blanc wurden erwähnt. Wir werden mit dem ASTRA klären müssen, ob man diese Anschlüsse verkleinern kann, oder was man sonst machen kann, aber es gibt gewisse Vorschriften. Andere Teile des Ausführungsprojekts, wie zum Beispiel der Port-Tunnel oder der Vingelz-Tunnel, sind nach unserer Wahrnehmung kaum bestritten. Auch den Guido-Müller- und den Veresiusplatz muss man genauer anschauen. Ich bin selber im Seeland aufgewachsen und kenne zwar nicht mehr alles so gut, aber ich weiss, dass man dort den Veloverkehr genauer anschauen muss.

Wissen Sie, woran ich unglaublich Freude hatte? – An der Idylle, die man von Biel zeichnet: ein Bijou, welches man kaputtmachen will. Als Privatperson würde ich sagen: «zur Sau machen». Man will 75 Gebäude abreißen. Aber dies wollte man so haben. Nidau und Biel haben eine Stadtentwicklung geplant und wollten gewisse Dinge tun. Nun macht man dies dem Kanton zum Vorwurf. Ich muss Ihnen auch sagen, dass Biel wirtschaftlich vorwärtsgehen muss. Schauen Sie die Buchhaltung an: Die Stadt Biel gibt fast so viel für die Fürsorge aus, wie sie an Steuern von den natürlichen Personen einnimmt. Wie soll der Kanton Bern wirtschaftlich vorwärtskommen, wenn man sagt, dort sei alles super, und vor diesem Hintergrund wolle man gar nichts tun? Ich habe es schon mehrmals gesagt und wiederhole mich nochmals: Wir bauen keine Westumfahrung gegen den Willen der Bevölkerung. Die Zeiten der grenzenlosen Strasseneuphorie sind auch bei den Strassenfachleuten längst vorbei. Die Städte haben sich nicht neuen Strassen unterzuordnen, sondern neue Strassen müssen den Städten dienen. Ich sage Ihnen aber auch ganz klar, dass ein Marschhalt nichts nützt. Wir haben Rückstellungen von 300 Mio. Franken in den Büchern des Kantons Bern. Der Bund hat ebenfalls Geld zurückgestellt. Der Bund kann dieses Geld auch für etwas anderes gebrauchen. Deshalb ist es relativ schwierig, mit den Leuten von «Westast so nicht!» zu diskutieren, denn dort finden Sie alles: Sie finden Leute, die absolut nichts wollen, Leute, die die Autobahn bekämpfen wollen, und Leute, die eine Diskussion führen wollen. Ich bin davon überzeugt, dass wir dranbleiben und eine Lösung finden müssen, die man in Biel sowie rund um Biel akzeptiert. Ich habe bereits angetönt, dass wir uns vorstellen können, auf den Grundlagen, die wir jetzt haben, Fragen vertieft zu analysieren und zu diskutieren. Ich komme zum Schluss: Ich bitte Sie, dem punktuellen Antrag des Regierungsrates zu folgen und die Ziffern 1 und 3 anzunehmen und bitte abzuschreiben. Bei Ziffer 2 liefern wir die Zahlen nach. Ich bitte Sie, diese Ziffer als Postulat zu überweisen.

Präsident. Ich erteile das Wort nochmals der Urheberin der Motion. Die Mitmotionäre haben kein zweites Votum zugute.

Andrea Zryd, Magglingen (SP). Vielen Dank für diese angeregte Diskussion. Ich bin bereit, den Punkt 2 in ein Postulat zu wandeln, auch aufgrund des Votums von Herrn Regierungsrat Neuhaus. Ich konnte auch noch mit der Verwaltung sprechen. Ich gehe davon aus, dass wir diese Zahlen zu sehen bekommen, inklusive der flankierenden Massnahmen, die jetzt nach und nach folgen und wirken werden. Es ist eben ein Prozess, und in diesem Sinne gleichwohl eine Art Marschhalt. Man muss den Ostast mit den flankierenden Massnahmen miteinbeziehen. Nur so kann man abschätzen, was noch Sinn macht und was nicht. Herr Neuhaus hat zwar gesagt, er wolle keinen Marschhalt, aber aus seinem Votum höre ich auch Folgendes heraus: Wenn man einen Prozess durchführen will, heisst dies auch, dass man nicht etwas mit der Brechstange durchsetzen will, sondern man will mit Vernunft vorgehen und die Sache im politischen Sinn mit der Bevölkerung gemeinsam angehen. Es ist eben nicht eine ausschliesslich neutrale, sondern auch eine emotionale Sache.

Lars Guggisberg hat das Stichwort «Vertreter der Bevölkerung» genannt. Die Stadt Biel gehört hier ebenfalls dazu, und gerade auch die jüngere Generation. Es ist nicht so cool, wenn ein Seeufer und eine Innenstadt dermassen mit einem Graben verschandelt werden. Auch daran muss man denken. Ich habe ein gewisses Verständnis für die Nachbargemeinden, die mit Verkehr belastet sind. Hier muss man eine Lösung finden. Ich hoffe im Sinne aller, dass man jetzt etwas herunterfahren und eine vernünftige, sachliche Lösung finden kann, mit welcher man allen dient.

Präsident. Wir kommen zur punktweisen Abstimmung über diese Motion. Die Punkte 1 und 3 werden als Motion aufrechterhalten. Der Punkt 2 wurde in ein Postulat gewandelt. Wir stimmen über den Punkt 1 ab.

Abstimmung (Ziff. 1 als Motion)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	124
Nein	29
Enthalten	1

Präsident. Sie haben den Punkt 1 mit 124 Ja- zu 29 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung angenommen. Wir kommen zur Abschreibung des Punkts 1. Wer den Punkt 1 abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	134
Nein	14
Enthalten	6

Präsident. Sie haben den Punkt 1 mit 134 Ja- zu 14 Nein-Stimmen bei 6 Enthaltungen abgeschrieben. Wir kommen zu Punkt 2 als Postulat. Wer den Punkt 2 als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	151
Nein	3
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Punkt 2 mit 151 Ja- zu 3 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen als Postulat angenommen.

Wir kommen zu Punkt 3. Wer Punkt 3 als Motion annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	134
Nein	20
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Punkt 3 mit 134 Ja- zu 20 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen als Motion angenommen.

Wir kommen zur Abschreibung. Wer den Punkt 3 abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 87

Nein 66

Enthalten 1

Präsident. Sie haben den Punkt 3 mit 87 Ja- zu 66 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung abgeschrieben. Ich darf noch eine Gruppe auf der Tribüne begrüssen. Es ist die SVP-Sektion aus Krauchthal. Sie wurde von Alfred Bärtschi eingeladen und wird von Patrick Trees noch eine Führung durch das Rathaus erhalten. Ich hoffe, Sie können heute Morgen erfahren, wie das Parlament tagt. Ich wünsche Ihnen viel Vergnügen. Herzlich willkommen! (*Applaus*) Eine Mitteilung: Die SiK wird um 10.30 Uhr in der Wandelhalle erwartet.

Geschäft 2018.RRGR.275

Motion 085-2018 Zimmermann (Frutigen)

Planungskredit für die Umfahrungsstrasse Frutigen Richtung Adelboden

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 17 mit dem Titel «Planungskredit für die Umfahrungsstrasse Frutigen Richtung Adelboden». Es handelt sich um eine Motion. Wir führen eine freie Debatte. Ich erteile dem Motionär, Grossrat Zimmermann, das Wort.

Kurt Zimmermann, Frutigen (SVP). Der Planungskredit für die Umfahrungsstrasse Frutigen in Richtung Adelboden beinhaltet zwei Punkte: Als Erstes soll für die Umfahrungsstrasse Frutigen in Richtung Adelboden ein Planungskredit in den Finanzplan 2019 aufgenommen werden. Der Punkt 2 verlangt, das Bauprojekt ins Strassenbauprogramm 2021–2024 aufzunehmen und raschestmöglich zu realisieren. Den Punkt 2 ziehe ich zurück, weil ich eingesehen habe, dass der Zeitplan allzu sportlich und so leider nicht realisierbar ist. Der Sinn und Zweck dieses Planungskredits besteht darin, dass die Umfahrung Frutigen in Richtung Adelboden in den nächsten zehn bis zwanzig Jahren notwendig sein wird. Die Höhe des Planungskredits ist nicht festgelegt und wird nicht erwähnt. Gemäss Aussagen der Fachleute und der Verwaltung geht man von circa 500 000–600 000 Franken aus. Der Regierungsrat beurteilt unser langjähriges Anliegen anders. Er zeigt kein Interesse am Planungskredit und lehnt diese Motion ab. Aus unserer Sicht ist das Vorgehen des Kantons nicht ganz untypisch, es wird mit unkorrekten Begründungen dafür argumentiert, dass die Umfahrung für die Dorfbevölkerung und für die Autofahrer keinen Vorteil bringe. Dazu möchte ich drei Beispiele bringen: Erstens, der Regierungsrat argumentiert, in Richtung Adelboden verkehrten durchschnittlich 4000 Autos pro Tag. Die Verkehrszählung fand ausgerechnet Anfang Juni statt, mit gezählten 5100 Fahrzeugen in Richtung Adelboden. Die Wintersaison war vorbei, und die Sommersaison hatte noch nicht wirklich begonnen. Man kann sagen, dass diese Verkehrszählung in der Zwischensaison stattgefunden hat. An den schönen Tagen und Wochenenden umfasst allein der touristische Verkehr über 8000 zusätzliche Fahrzeuge. Damit kämen wir auf rund 13 000.

Zweitens: Ebenfalls nicht überzeugend ist der Vorschlag des Regierungsrates, die Dorfstrasse mit baulichen Massnahmen umzugestalten, um mit grosszügigen 8 Mio. Franken den Verkehr in Zukunft flüssiger zu machen. Die Dorfstrasse kann aus Platzgründen nicht verbreitert werden. Auf der Kreuzgasse können Autos nicht mit Lastwagen und Cars kreuzen. Zudem ist vorgesehen, die Fussgängerstreifen zu entfernen, was die Sicherheit von Müttern mit Kinderwagen und älteren Personen gefährden würde. Von einer besseren Verkehrsflüssigkeit und einer Verkehrsentlastung kann aus meiner Sicht keine Rede sein.

Drittens: Der Regierungsrat argumentiert, es gehe wertvolles Kulturland verloren. Mit der favorisierten Umfahrungsvariante «Altenweg» wurde der Kulturlandverlust bereits auf ein Minimum reduziert. An der Fachhochschule Burgdorf wurde Ende der Neunzigerjahre eine Diplomarbeit über drei mögliche Standorte für eine Umfahrungsstrasse verfasst, wobei das Projekt «Altenweg» die kürzeste Variante ist und mit Abstand den geringsten Kulturlandverlust verursacht. Die Freihaltezone hätte nach wie vor Gültigkeit. An schönen Tagen und Wochenenden ist unser Dorf mit dem touristischen Autoverkehr überlastet, und die Wohnqualität an der Dorfstrasse verschlechtert sich weiter. Eine Umfahrungsstrasse in den nächsten zehn bis zwanzig Jahren wäre keine Luxuslösung. Der Tagestourismus sowie Ferien in den Bergen werden immer beliebter, und der Autoverkehr nimmt nach wie vor zu. Dies sind weitere Gründe, weswegen ich Ihnen vorschlagen möchte, dem Planungskredit zuzustimmen.

Präsident. Ich gebe dem Mitmotionär das Wort.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Ich möchte mich ebenfalls mit zwei oder drei Punkten zur Dorfumfahrung Frutigen an Sie wenden. Der Regierungsrat erklärt in seiner Antwort, er habe im Jahr 1999 eine Studie verfasst, und diese Strasse würde rund 70 Mio. Franken kosten. Seit dann habe sich nichts verändert. Meiner Auffassung nach hat sich in Frutigen jedoch etwas verändert. Wir haben in der Motionsantwort gesehen, dass täglich 9300 Fahrzeuge ins Zentrum von Frutigen fahren. Wie die weiteren Zählungen gemacht wurden, hat der Motionär sehr klar und deutlich erläutert. Er hat gesagt, dass gerade am Wochenende und im Winter ein sehr grosses Verkehrsaufkommen herrscht und wir locker über 10 000 Fahrzeuge pro Tag verzeichnen können. Gestern wurde eine Studie veröffentlicht, die besagt, dass der Verkehr in den nächsten Jahren um 15 Prozent zunehmen solle. Dies spricht meiner Auffassung nach ebenfalls dafür, dass wir in Frutigen etwas tun müssen. Die Sanierung Frutigen ist notwendig. Die Dorfdurchfahrt wird kommen, es gibt jedoch Probleme für die Lastwagen. Ich denke, dass ich dies sehr gut beurteilen kann. Ich fahre fast jeden Tag mit dem Lastwagen in Richtung Adelboden. Es gibt Knotenpunkte, und es gibt eine Kurve, wo wir nicht kreuzen können. Ich denke, es ist nicht mehr zeitgemäss, Kantonsstrassen zu haben, auf denen man nicht kreuzen kann. Nun wurde in der Motionsantwort auch das Projekt Wilderswil erwähnt. Beim Projekt Wilderswil spricht man von 7000 Durchfahrten pro Tag. Wir haben den Bypass Thun mit über 10 000 Fahrten pro Tag. Es sind gute Projekte, die wir realisieren müssen. Ich bin auch der Meinung, dass wir ein Nachfolgeprojekt haben müssen. Wenn ich das gesamte Oberland anschau, wäre es wohl zeitgemäss, wenn man Frutigen die Chance gäbe, diese Umfahrung zu realisieren. Deshalb bitte ich Sie, dem Punkt 1 als Motion zuzustimmen.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrätin Dumermuth.

Marianne Dumermuth, Thun (SP). Auch wenn es nur noch um den Punkt 1 dieser Motion geht, sagt die SP-JUSO-PSA-Fraktion klar Nein – auch wenn wir wissen, dass es nur um den Planungskredit geht. Ich möchte dies ein wenig begründen: Wir sind nicht grundsätzlich und prinzipiell gegen Umfahrungsstrassen. Einige von uns haben zum Beispiel dem Kredit für die Umfahrung Wilderswil zugestimmt. Aber was muss eintreffen, damit man dem zustimmen kann? Umfahrungen müssen einen deutlichen Mehrwert bringen. Sie müssen ein günstiges Kosten-Nutzen-Verhältnis aufweisen, und sie müssen verhältnismässig sein. Es muss auch noch aufgezeigt werden, dass es keine anderen Massnahmen gibt, die greifen. All das stimmt im Fall Frutigen nicht. Machen wir doch einen Faktencheck, denn wir haben noch ein wenig nachrecherchiert. Der Regierungsrat sagt, dass von den 9000 Fahrzeugen, die von der Umfahrungsstrasse aus in das Dorf Frutigen hineinfahren, netto nur noch 4000 Fahrzeuge von Frutigen nach Adelboden fahren. Es sind eben nicht 9000 Fahrten, um die man Frutigen entlasten könnte, sondern eigentlich nur noch die Hälfte.

Was ist nun aus einer Gesamtsicht betrachtet das Beste für Frutigen? Wir haben den Eindruck, es seien dies die Massnahmen, die geplant sind. Es handelt sich um die Sanierung, von welcher schon die Rede war, und zu welcher der Kanton 8 Mio. Franken beisteuert. Auch hier ein Faktencheck: Der Strassenplan, der übrigens schon aufgelegt hat, zeigt, dass die Lastwagen und die Autos überall kreuzen können. Es gibt Verbesserungen für den Langsamverkehr, und es wird eine Mittelzone geben. Diese Mittelzone wird so sein wie jene in Thun, die schon seit mehreren Jahren besteht. Dies bringt allen Verkehrsteilnehmenden sehr viel. Wir haben damit sehr gute Erfahrungen gemacht.

Noch etwas zu den Spitzenfrequenzen: Diese sind wirklich nicht umstritten. Aber alleine für diese können wir kein so teures Bauwerk erstellen. Wir haben letztes Jahr die Aktualisierung des Strassen-

netzplans vorgenommen. Damals hat niemand einen Antrag auf eine Umfahrung von Frutigen gestellt. Ich kann mich sogar an Voten in diesem Rat erinnern, auch von bürgerlicher Seite, die besagten, dass nicht alles gebaut sein solle, was wünschenswert sei. Der Kanton hat in den nächsten Jahren ein immenses Investitionsvolumen zu bewältigen. Für Projekte, die unverhältnismässig und nicht notwendig sind, haben wir keinen Platz. Deshalb lehnen wir diese Motion wie gesagt ab.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Auch wir lehnen diese Motion ab, so viel vorweg. Wir können der Argumentation des Regierungsrates folgen. Dieser sagt, die Wirksamkeit sei nicht gegeben. Von den 9400 Autos in Frutigen kommen nur 4000 oben wieder aus dem Dorf heraus. Unter diesen 4000 wiederum hat es solche, die in Frutigen starten. In diesem Sinne würde diese Umfahrungsstrasse nur einen Drittel dieser 9000 Autos bedienen können.

Zur Argumentation bezüglich des Kosten-Nutzen-Verhältnisses: Dieses ist bei anderen Projekten günstiger. Auch wäre gemäss der Studie durchaus ein Kulturlandverlust vorhanden. Nun kommen die Motionäre mit neuen Erkenntnissen und neuen Zahlen. Aus meiner Sicht zeigt dies ganz klar die Problematik auf. Es ist mit ein Grund, weshalb man diese Motion ablehnen muss. Es kann nicht sein, dass wir hier im Grossen Rat Einzelprojekte einbringen und in letzter Minute neue Zahlen präsentieren, die dem Regierungsrat widersprechen, und so versuchen, gewisse Partikularinteressen durchzusetzen. Auch deshalb sind wir diesem Projekt und auch dem Vorgehen gegenüber sehr skeptisch eingestellt. Der richtige Weg führt über die Regionalkonferenzen, über die Verwaltung und letztlich über den Investitionsrahmenkredit in diesen Saal. In diesem Sinn lehnen wir den Vorstoss einstimmig ab.

Ueli Frutiger, Oberhofen (BDP). Auch die BDP-Fraktion kann diesen Vorstoss in dieser Form mehrheitlich nicht annehmen. Für uns ist es nicht realistisch, heute, im November 2018, einen Planungskredit für das Jahr 2019 zu fordern. Alles müsste aus dem Stand hochgefahren werden. Ein solcher Planungskredit braucht einen Vorlauf. Dies ist aus finanziellen und planerischen Gründen sowie aufgrund von Ressourcenproblemen nicht anders möglich. Wir sind auch der Meinung, dass man vielleicht den Verkehrsberuhigungsmassnahmen, die jetzt geplant sind und 8 Mio. Franken kosten sollen, zuerst eine Chance geben und schauen soll, was dort herauskommt. Viele haben es schon gesagt: Sollte es eines Tages nötig sein, muss ein solches Vorhaben den ordentlichen Weg gehen, welcher vorhin beschrieben wurde. Eine Mehrheit der BDP-Fraktion lehnt diesen Vorstoss ab.

Martin Boss, Saxeten (Grüne). Die Motionäre verlangen einen Planungskredit für die Umfahrungsstrasse Frutigen in Richtung Adelboden. Dieser soll in den Finanzplan 2019 aufgenommen werden. Das Anliegen der Motionäre ist verständlich. Der Durchgangsverkehr in Frutigen in Richtung Adelboden mit dem sehr hohen Verkehrsaufkommen, vor allem während der Saison und an den Wochenenden, senkt die Lebens- und Wohnqualität durch verstopfte Strassen sowie durch Lärm- und Abgasemissionen. Die Folgen des überall zunehmenden motorisierten Individualverkehrs sind überall spürbar und unangenehm für die Betroffenen, besonders dort, wo Staus vorprogrammiert sind. Was wir brauchen, sind Ideen, Lösungen und Massnahmen, wie wir die Attraktivität des öffentlichen Verkehrs und anderer Transportmöglichkeiten steigern können. Eine davon könnte eine Entlastung durch eine weitreichende bauliche Sanierung und Umgestaltung dieser Hauptstrasse sein. Dieses Projekt wurde im Frühling 2018 erarbeitet. Dadurch und durch die Tempo-30-Zone würde das Erscheinungsbild des Strassenraums zeitgemäss und dem Dorf angepasst sein.

Der Kanton will Kosten im Umfang von 8 Mio. Franken übernehmen. Dies steht in der regierungsrätlichen Antwort. Durch dieses Projekt könnte zwar der Dorfkern von Frutigen nicht vom Durchgangsverkehr befreit werden, es stellt jedoch sicher, dass die Wohn- und Lebensqualität sowie die Sicherheit verbessert werden. Die Argumente des Regierungsrates überzeugen die grüne Fraktion. Die Grobkosten der Umfahrung im Umfang von 70 Mio. Franken stehen in einem schwierigen Umfeld, was die künftig sehr hohen Investitionskosten im Kanton Bern betrifft. Ein günstiges Kosten-Nutzen-Verhältnis, das heisst, die Verhältnismässigkeit und Wirkung im Vergleich zu anderen Umfahrungsprojekten wie etwa zur Umfahrung Wilderswil oder zum Bypass Thun-Nord mit Charakter eines Entwicklungsschwerpunkts (ESP) ist nicht gegeben. Nicht zuletzt käme es zu einem Kulturlandverlust. Die grüne Fraktion ist einstimmig dagegen, für diese Umfahrung einen Planungskredit in den Finanzplan aufzunehmen.

Peter Sommer, Wynigen (FDP). Die FDP ist nicht dafür bekannt, dass sie nötige und dringende Projekte im Infrastrukturbereich ablehnt oder sich dagegen auflehnt, doch dieses Projekt lehnen wir ab. Wir sehen, dass die Verkehrssituation prekär ist. Aber was die Prioritäten betrifft, sehen wir die

Schwerpunkte an einem anderen Ort. Wir stützen die Haltung der Regierung und lehnen diese Motion ab. Für uns stehen die hohen Kosten in keinem Verhältnis zum zu erzielenden Nutzen. Die betroffene Tourismusregion ist nicht vergleichbar, beispielsweise mit der Tourismusregion Grindelwald, wo man mit der Umfahrung Wilderswil eine deutlich grössere Wirkung erzielt hat. Dies steht auch in der Antwort der Regierung. Die Kosten bewegen sich in einem ähnlichen Verhältnis. Darüber brauchen wir uns wohl nicht zu streiten. Zudem ist ein Teil dieses Verkehrs, wie man ebenfalls in der Antwort der Regierung nachlesen kann, Quell- und Zielverkehr, das heisst, er ist hausgemacht. Hier bräuchte eine Umfahrung nichts. In den Jahren 2022 und folgende werden grosse Investitionen auf uns zukommen, gerade auch im Infrastrukturbereich und im Strassenbau. Deshalb werden wir auch nicht darum herkommen, zu priorisieren und diejenigen Projekte, die dringender sind, vorzuziehen. Diese Umfahrung gehört unserer Ansicht nach nicht dazu.

Wie schon von Kollege Alberucci gesagt wurde, hat man auch nicht den richtigen Weg gewählt. Es gibt die regionalen Verkehrskonferenzen. Dort müssen solche Dinge einfließen. Wir haben den Strassenplan und so weiter. Sollten die Motionäre den Punkt 1 noch wandeln, verlangen wir eine Abschreibung, weil in der Antwort der Regierung eigentlich schon alles gesagt ist. Wir sind der Überzeugung, dass es nichts Weiteres mehr zu prüfen gibt.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Ich spreche hier nicht nur als Fraktionssprecher, sondern auch als Adelbodner und Mitinhaber eines Sportgeschäfts, aber auch als Mitglied des Verwaltungsrats der Bergbahnen Adelboden. Es wird Sie deshalb nicht erstaunen, dass ich das Anliegen für eine Umfahrungsstrasse Frutigen grundsätzlich unterstütze. Meine Fraktion sieht es genauso. Ich bin schon etwas erschrocken über die auf einmal grundsätzlich negative Haltung des Regierungsrates gegenüber dieser Umfahrung, wurde diese doch dem Frutigland zumindest in Aussicht gestellt.

Frutigen hat, wie wir gehört haben, bereits in der Ortsplanung mögliche Korridore bezeichnet. Stets hiess es, diese Umfahrung werde kommen, aber noch nicht jetzt und heute, weil andere Projekte Vorrang hätten. Folgendes stört uns, auch mich persönlich, und es wurde auch schon vom Motionär erwähnt: Die Verkehrszählung, die als Grundlage für das Ganze dienen sollte, wurde im Juni gemacht. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich möchte Ihnen und dem Regierungsrat Folgendes in Erinnerung rufen: Adelboden ist sehr winterlastig. Zwei Beispiele: Der Umsatzanteil in meinem Sportgeschäft beträgt im Winter 85 Prozent, und im Sommer 15 Prozent. Ähnlich sieht es bei den Ersteintritten aus, das heisst, bei der Anzahl Gäste der Bergbahnen Adelboden. Hier sind es im Winter 80 Prozent. Diese Zahl bezieht sich auf den Winter 2017/18. Im Sommer waren es im Jahr 2017 20 Prozent. Dies zeigt auf, dass eine Verkehrszählung im Juni, wo die Sommersaison noch nicht einmal angefangen hat, niemals aussagekräftig sein kann. Für die Beurteilung eines solchen Projekts dürften diese Zahlen nicht beigezogen werden. Zudem möchte ich darauf hinweisen, dass Adelboden mit dem öffentlichen Verkehr ausschliesslich per Bus und nicht per Bahn erschlossen ist. Auch der ganze öffentliche Busverkehr quält sich durch das Dorf Frutigen. Auch die Sanierung, die jetzt angegangen wird, wird am schlimmsten Ort, nämlich dort, wo es rechtwinklig um die Ecke geht, keine Verbesserung bringen. Nach unserer Auffassung hat jedoch der vorliegende Vorstoss auch einen Makel. Er ist etwas unglücklich formuliert, indem auch in Punkt 1 explizit die Aufnahme in den Finanzplan 2019 gefordert wird. Dies ist nicht realistisch und auch gar nicht mehr möglich. Wir würden deshalb empfehlen, den Vorstoss in ein Postulat umzuwandeln. Diesem könnten wir zustimmen.

Barbara Josi, Wimmis (SVP). Über den Sinn und Zweck dieses Planungskredits wurde inzwischen ausführlich gesprochen. Darauf muss ich nicht mehr eingehen. Das Ziel jedoch, dass in zehn bis zwanzig Jahren der Verkehr für die wichtige Tourismusdestination Adelboden nicht mehr durch das Dorf Frutigen gehen muss, sollte bestehen bleiben. Dass der Regierungsrat diese Motion ablehnt, haben wir auch gehört. Aber im Jahr 2008 wurde die Motion Röstli (*M 081-2008*), die die Erarbeitung eines Vorprojekts zur Umfahrungsstrasse Frutigen fordert, als Postulat überwiesen. Die SVP ist der Meinung, dass der ordentliche Weg mit dieser Motion schon im Jahr 2008 eingeschlagen wurde. Die Antwort des Regierungsrates lautete, dass mit der Überweisung dieses Postulats, eine mögliche Linieneinführung zu sichern, dieser entsprochen wurde.

Das Vorprojekt wurde jedoch nicht angepackt, und passiert ist gar nichts mehr. Mittlerweile ist dies zehn Jahre her. Die SVP ist der Meinung, dass eine Umfahrung in Frutigen in den nächsten zehn bis zwanzig Jahren notwendig ist. Wie schon mehrheitlich erwähnt, beläuft sich der touristische Zusatzverkehr an schönen Tagen und an Wochenenden auf über 8000 Fahrzeuge. Dies kann man den Protokollen der Verkehrszählungen entnehmen. Wer die Dorfdurchfahrt von Frutigen kennt, weiss, dass der Vorschlag des Regierungsrates, die Dorfstrasse mit baulichen Sanierungen und Umgestaltungen

in Zukunft verkehrsflüssiger zu gestalten, sehr schwierig zu verwirklichen sein wird. Die Dorfstrasse kann nicht verbreitert und die Kurve mitten im Dorf kann nicht begradigt werden. Der Massnahme einer Mittelzone, um den Langsamverkehr zu schützen, wird aus meiner Sicht nicht entsprochen. Die SVP-Fraktion stimmt dem Punkt 1 einstimmig zu.

Martin Aeschlimann, Burgdorf (EVP). Dieser Vorstoss weist, ähnlich wie das Kreditgeschäft zur Umfahrung Wilderswil aus der Märzsession, auf unser Freizeitverhalten und unsere wachsenden Bedürfnisse hin. Der Verkehr wächst, doch die Strassenräume bleiben gleich gross. Deshalb fragen sich die Motionäre, ob die Verhältnisse heute noch zeitgemäss seien. Wenn wir jedoch auf wachsende Bedürfnisse zeitgemäss reagieren und entsprechend planen und bauen wollen, werden noch viele ähnliche Projekte auf uns zukommen. Vielleicht wäre das Überdenken unserer Bedürfnisse zeitgemässer oder sogar das Gebot der Stunde.

Die Begehrlichkeiten dieser Motion tangieren auch die politischen Überzeugungen in unserer Fraktion, wonach wir dem motorisierten Individualverkehr eigentlich nicht mehr Raum zugestehen möchten. Die EVP-Fraktion hat bisher mehrheitlich Projekte abgelehnt, die vor allem die Kapazität vergrössern sollten oder nur Umfahrungen von Siedlungsräumen vorgesehen haben. Die EVP-Fraktion wird deshalb diesen Vorstoss ablehnen. In unserer fraktionsinternen Diskussion wurden auch Zweifel daran geäussert, ob in zehn bis zwanzig Jahren eine hoffentlich veränderte Mobilität solche Umfahrungsstrassen überhaupt noch notwendig machen wird.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern, zuerst zu Grossrat Wandfluh.

Ernst Wandfluh, Kandergrund (SVP). Wir haben von der Neugestaltung der Kantonsstrasse gesprochen, die durch das Dorf Frutigen führt. Im obersten Bereich soll diese durch einen Mittelstreifen verbessert werden. Für mich ist dies eine Verschlechterung. Damit man diesen Mittelstreifen schaffen kann, muss ein Trottoir rückgebaut werden. Dieses Trottoir ist weder im Besitz des Kantons noch im Besitz der Gemeinde. Es ist im Besitz von Privateigentümern. Diese muss man enteignen. Wie man mit diesen Leuten umgeht, ist meiner Meinung nach nicht ganz sauber. Zusätzlich werden noch Parkplätze gestrichen. Es gibt etliche Gewerbebetriebe, namentlich ein Restaurant, eine Bäckerei und eine Metzgerei, die keinen Warenumsatz mehr werden durchführen können. Wenn sie den Warenumsatz auf der Strasse durchführen möchten, die es dann geben wird, wird dies behindert.

Ein Gedanke noch zum Mittelstreifen: Ich bin früher auch Lastwagen gefahren. Dies ist sehr unübersichtlich. Bei der Idee, dass da eine Frau mit einem Kinderwagen auf diesem Mittelstreifen unterwegs sein könnte, würden mir die Haare zu Berge stehen, wenn ich noch welche hätte; das kann ich Ihnen sagen. Die Umgestaltung von Frutigen ist aus meiner Sicht zu sistieren, und die freiwerdenden Mittel sind in eine Umfahrung von Frutigen zu investieren. Ich wäre froh, wenn Sie den Punkt 1 dieses Postulats unterstützen könnten.

Madeleine Amstutz, Schwanden Sigriswil (SVP). Ich fasse mich kurz. Es wurde schon viel gesagt. Wir haben auch gehört, dass das Ganze umstritten ist. Aber trotzdem möchte ich ein aus meiner Sicht wichtiges Votum abgeben, auch im Namen des Tourismus. Wir wissen alle, dass die Wirtschaft und der Tourismus zusammenhängen. Insbesondere das Oberland ist touristisch für den ganzen Kanton wichtig. Deshalb würde ich beliebt machen, einem Postulat zuzustimmen. Wir wissen, dass mit einem Postulat noch nicht viel geschieht, aber wir verlieren dabei auch nichts. Aus diesem Grund mache ich beliebt, einem Postulat zuzustimmen.

Ursula Zybach, Spiez (SP). Ich kann diesem Vorstoss zustimmen, wenn er als Postulat eingereicht wird. Wenn es wirklich so ist, dass die Messungen im Juni gemacht wurden, muss ich sagen, dass dies, so wie ich Frutigen kenne, nicht der Durchschnitt ist. Es müssten dringend noch andere Monate angeschaut werden. Aber ich bin vor allem wegen einer Sache hier nach vorne gekommen: Wir Oberländerinnen sind nicht so ungeschickt, dass wir in jedes Auto hineinlaufen, selbst wenn wir mit einem Kinderwagen unterwegs sind! In Spiez und in Thun kennen wir solche Zonen ebenfalls. Diese verfügen über eine Markierung auf der Strasse, die anzeigt, dass man die Strasse überqueren kann. Dies ist eine sehr gute Erfindung. Vielleicht könnte man die Farben noch ein wenig harmonisieren, damit man weiss, dass man immer bei einer gelben oder blauen Markierung über die Strasse gehen kann. Aber wegen der Frauen eine Umfahrungsstrasse zu bauen, das wäre ein falsches Argument. *(Heiterkeit)*

Präsident. Ich erteile dem Regierungspräsidenten das Wort.

Christoph Neuhaus, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektor. Diese Umfahrungsstrasse Frutigen in Richtung Adelboden ist schon seit vielen Jahren ein Thema, und ich begrüsse es, wenn die Motionäre den Regierungsrat daran erinnern, was er vor einem Jahrzehnt in Aussicht gestellt hat. Aber, das muss ich hier betonen, in zehn Jahren geschieht einiges. Dies ist in Frutigen genau gleich. Der Regierungsrat beziehungsweise die zuständige Verwaltung hat in diesen Jahren gearbeitet, und die Situation sieht ein wenig anders aus als noch vor zehn Jahren. Erstens: Aus heutiger Sicht wäre eine weitere Umfahrungsstrasse für Frutigen wohl nicht verhältnismässig. Ich bin froh, dass die Aussage betreffend das Versprechen, eine Umfahrung in Aussicht zu stellen, korrigiert wurde. Es ist so, dass man in der Ortsplanungsrevision Freihaltekorridore definiert hat. Ich danke der Grossrätin Barbara Josi für diese Präzisierung. Man hat es nicht in Aussicht gestellt, sondern gesagt, man solle es nicht verplanen. Das durchschnittliche Verkehrsaufkommen in Frutigen ist im Vergleich zu anderen Ortschaften, die auch keine Umfahrungsstrasse haben, viel zu klein. Da muss man ehrlich sein. Nehmen Sie Orte wie Spiez oder Steffisburg. Daraufhin könnten Sie einwenden: «Herr Neuhaus, das sind keine kleinen Ortschaften mehr! Bringen Sie etwas Besseres.» Dann bringe ich Ihnen eben Därstetten. Därstetten hat täglich einen Durchschnittswert von 9000 Fahrzeugen. Diesen Spitzenwert erreicht Frutigen nur an einem Wochenende in der Hochsaison. Sonst liegt der Durchschnitt bei 4000 Fahrzeugen, also bei weniger als der Hälfte. Ich muss die Verkehrszahlen korrigieren. Schauen Sie einmal genau hin. Unmittelbar oberhalb von Frutigen befindet sich eine Dauerverkehrszählanlage des ASTRA. Der Rekord vom 21. Februar 2016 beläuft sich auf 9232 Fahrzeuge! Es ist also nicht ein Plus von 8000 Fahrzeugen, sondern «nur» ein Plus von 5000 Fahrzeugen an sechs bis zehn Wochenenden. Sonst nicht. Wie soll ich den Därstettern erklären, weshalb sie keine Umfahrung erhalten? Wenn Sie jetzt sagen, dass man auch bei solchen Verkehrsaufkommen Umfahrungen bauen sollte, dann müsste man dies bei einem bis drei Dutzend anderen Ortschaften im Kanton Bern auch tun, denn wir können nicht einzelne Ortschaften bevorzugen.

Zweitens: Was soll ein Kantonsprojekt mit Kosten von 50, 70 oder deutlich mehr Mio. Franken in der heutigen Zeit? Wir haben viele kostenintensive Grossprojekte. Diese können wir uns nur dank einer strengen Priorisierung leisten. Uns fehlen 22–27 mal 100 Mio. Franken. Da tut eine Umfahrung von Frutigen nicht gut. Vor diesem Hintergrund ist sie auch nicht im Strassennetzplan enthalten.

Drittens: Zum Kulturland. Dies war ein Thema an der letzten Session, deshalb sind wir dabei, es wieder zu vergessen. Auch hier müssen wir viel strenger sein als früher. Der jahrzehntelange Kulturlandverlust hat uns längst eingeholt. Wir wissen, dass es hier fünf vor zwölf ist. Einen Kulturlandverlust, den wir vermeiden können, müssen wir vermeiden.

Viertens sind die Frutiger Verkehrsprobleme im Alltag zu lösen. Deshalb ist eine bauliche Sanierung und Umgestaltung der Hauptstrasse geplant. Das Projekt hat man, denke ich, bereits erarbeitet und aufgelegt. Es wird über 8 Mio. Franken kosten und das Erscheinungsbild der künftigen Dorfstrasse entsprechend – und ich hoffe, zur Freude der Frutigerinnen und Frutiger – verbessern.

Ich komme zum Schluss. Der Regierungsrat lehnt diese Motion ab. Statt einer weiteren Umfahrungsstrasse, die unverhältnismässig und heute nicht mehr zeitgemäss wäre, erhält die Bevölkerung von Frutigen eine tipptopp sanierte, moderne Hauptstrasse ohne Kulturlandverlust. Diese ist für jeden Tag und nicht nur für die Wochenenden da. Ich bitte Sie im Allgemeinen, diese Motion abzulehnen. Im Besonderen wende ich mich noch an meine SVP-Fraktion. Es geht um den Planungskredit 2019, geschätzte Frauen und Männer! Wenn Sie dies wollen, können Sie diesen ins Budget 2019 aufnehmen, welches nächstens ansteht. Aber wenn der Planungskredit 2019 nicht gebraucht wird, was tun wir dann in den Jahren 2020 und 2022? Und was täten wir, wenn wir jetzt für 2020–2022 planen würden, aber Geld hätte es erst wieder im Jahr 2035? Vor ein paar wenigen Minuten haben Sie erzählt, die Planungsgrundlagen würden rasch veralten. Deshalb seien Sie bitte konsequent und lehnen Sie diese Motion ab.

Präsident. Ich gebe nochmals dem Motionär das Wort.

Kurt Zimmermann, Frutigen (SVP). Ich danke Ihnen vielmals dafür, dass Sie sich mit diesem Thema befasst haben. Die angeregte Diskussion hat mir gezeigt, dass eine Motion keine Chance hat. Ich wandle den Vorstoss in ein Postulat um. Begründungen dafür muss ich nicht abgeben, denn solche haben wir zur Genüge gehört. Aber ich möchte Sie bitten, gleichwohl ab und zu in Frutigen und Adelboden Ski zu fahren. Dann sehen Sie, wie es wirklich ist.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer dieser Motion, deren Punkt 1 in ein Postulat gewandelt wurde, zustimmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 72

Nein 79

Enthalten 1

Präsident. Sie haben den Punkt 1 mit 79 Nein- zu 72 Ja-Stimmen bei 1 Enthaltung abgelehnt.

Geschäft 2018.RRGR.343

Motion 097-2018 Wenger (Spiez, EVP)
Sicherer Veloweg zwischen Interlaken und Leissigen

Der Vizepräsident, Hannes Zaugg-Graf, übernimmt den Vorsitz.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 18, einer Motion mit dem Titel «Sicherer Veloweg zwischen Interlaken und Leissigen». Ich erteile dem Motionär, Markus Wenger, das Wort.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Wir möchten zwischen Interlaken und Leissigen an zwei Stellen den heutigen Radstreifen in einen sicheren Veloweg umwandeln. Weshalb kommen wir auf diese Idee? Dieser Abschnitt ist eine nationale Veloroute, das heisst, eigentlich sind es drei nationale Velorouten, nämlich die Aare-Route mit der Nummer 8, die Seen-Route mit der Nummer 9 und die Alpine-Bike-Route Nummer 1. Zudem ist dieser Abschnitt auch ein Schul- und Arbeitsweg. Sie konnten in der Antwort der Regierung lesen, dass auch sie diesem Thema eine grosse Priorität beimisst. Sie hat auch festgestellt, dass sich an einem Tag bis zu 1000 Velofahrer auf dieser Strecke am Rand einer Nationalstrasse bewegen.

Es ist ein wichtiger Abschnitt für das Berner Oberland. Diese Strecke bildet eine Art rote Linie auf der Aare-Route, welche sehr schön ist. Die Aare-Route ist zwischen Meiringen und Interlaken dem linken Brienzerseeufer entlang eine ideale Radroute, auch für Familien. Sie ist sicher und schön. Von Interlaken bis Leissigen sind es nur 3 Kilometer, die für Familien und Gruppen praktisch nicht passierbar sind. Heute kann man auf die Bahn ausweichen, indem man die Velos bis nach Leissigen in den Zug verlädt. Dies wird in Zukunft nicht mehr möglich sein. Ab Leissigen bis zur Kantonsgrenze ist die Aare-Route wieder ein sehr schöner Veloweg. Sie führt das Glütschbachtäli hinunter der Aare entlang und dann durch das Aaretal. Auch zwischen Mühleberg und Aarberg ist es ein sehr schöner Weg. Es wäre einfach schade, wenn wir in Zukunft unseren Gästen im Berner Oberland sagen müssten, es sei nicht vernünftig, schon in Meiringen loszulegen, denn man könne diese Route höchstens ab Spiez vernünftig befahren. Madeleine Amstutz hat vorhin für den Tourismus gesprochen. Ich denke, sie wird auch hier für den Tourismus eintreten und mithelfen, etwas für den Sommertourismus zu tun, welcher das Wintergeschäft ergänzt und Ausfälle kompensiert.

Die Regierung möchte dieses Geschäft als Postulat entgegennehmen. Das freut mich natürlich. Weshalb bin ich trotzdem der Meinung, eine Motion sei sinnvoller? Dafür gibt es zwei Gründe: Erstens gibt es bereits recht viele Studien. Seitens des Uferschutzes wurden von privaten Initiativen Studien erstellt. Auch der Kanton hat schon Abklärungen in der Schublade liegen. Deshalb müssen wir nicht lange prüfen, sondern können auf dem normalen Weg, natürlich mit verschiedenen Varianten und Projektideen, an die Sache herangehen. Der zweite Punkt ist mir noch wichtiger: Die Realisierung dieses Projekts ist nicht eine reine Kantonsaufgabe. Es wird auch das Bundesamt für Strassen (ASTRA) gefordert sein, und die Gemeinden werden eingebunden. Es stärkt der Regierung den Rücken, wenn wir jetzt eine Motion überweisen und die Regierung einen klaren Auftrag für den nächsten

Schritt für diese 3 Kilometer Radweg erhält, die für das Berner Oberland eine grosse Bedeutung haben. Ich bitte Sie, dieser Motion zuzustimmen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Die Rednerliste ist offen für die Fraktionsprechenden. Für die BDP-Fraktion hat Grossrätin Luginbühl das Wort.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Auch das Grundanliegen dieses Vorstosses ist ziemlich genau zwanzig Jahre alt. *(Der Vizepräsident unterbricht die Rednerin wegen eines Fehlers und erteilt ihr das Wort erneut für drei Minuten.)* Ich lasse die Begrüssung weg und starte direkt mit meinem Votum. Auch dieses Grundanliegen ist genau zwanzig Jahre alt. Im Jahr 1998 wurde das Teilstück der Velorouten mit den Nummern 8 und 9 auf der Strecke Faulensee-Güetital bei der Gipsfabrik Leissigen in «unbernischer Eile», wie man in den Medien lesen konnte, geplant, projektiert und ausgeführt. Das Teilstück entlang dem Thunerseeufer bei der bekannten Milchbar wurde dann als «voraussichtlich dreissigjähriges Provisorium» gebaut. Es wurde bei der Eröffnung gesagt, dass die noch verbleibenden Radweglücken entlang der Rugenfluh im Zusammenhang mit dem Vollausbau des Autobahnanschlusses Interlaken West geschlossen respektive ergänzt werden sollen. Als Zeithorizont für die Realisierung sahen die Planer damals das Jahr 2001 vor.

Im Jahr 2007 wurde innerhalb des Vollausbaus der A8 Spiez-Brünig-Luzern der Radweg in der breit abgestützten Begleitgruppe wieder zum Thema. Die Begleitgruppe wurde in Kraft gesetzt, weil im Jahr 2008 das ASTRA die Nationalstrasse A8 übernahm. Die Begleitgruppe schlug damals vor, zwischen Spiez und Interlaken den Ausbau zu einer Nationalstrasse zweiter Klasse mit durchgehender Lokalstrasse in zwei Schritten zu realisieren. Über die durchgehende Lokalstrasse hätte dieser Veloweg dort, wo es möglich gewesen wäre, hindurchgeführt werden sollen. Das ganze Geschäft wurde vom Bund aus Kostengründen immer wieder nach hinten verschoben. Geblieben ist jedoch die aktuelle Situation: ein gefährlicher Veloweg am linken und rechten Rand einer Strasse mit Mischverkehr. Die Höchstgeschwindigkeit auf dieser Strecke beträgt 80 Stundenkilometer. Die Abtrennung vom Verkehr erfolgt nur mittels gelbem Signalisationsstreifen. Die Route wird gemäss Veloland Schweiz eigentlich als «besonders geeignet für Familien mit Kindern» eingestuft. Die Route ist jedoch mit dem heutigen Verlauf schlicht zu gefährlich für Familien, auch für geübte und sowieso für ungeübte Radfahrer, die teilweise aus dem asiatischen Raum von den Tourismusdestinationen mit dem Velo auf diese Strecke geführt werden. Die Motionäre weisen in der Motion genau auf die gefährliche Situation hin. Ein weiterer Meilenstein wurde am 23. September 2018 gesetzt. An diesem Wochenende hat das Schweizer Volk mit über 70 Prozent dem direkten Gegenentwurf zur Veloinitiative zugestimmt. Für diese Strecke liegen seit der Inbetriebnahme im Jahr 1998 genügend Unterlagen vor, um die gefährliche Situation zwischen Interlaken und Leissigen zu entschärfen. Die BDP ist der Meinung, dass vonseiten des Kantons keine weiteren Machbarkeitsstudien in Auftrag gegeben werden sollten. Der Strassenverlauf, der See und die Rugenfluh geben die Führung eines Velowegs vor. Viel Spielraum gibt es gar nicht. Das Geld für die Machbarkeitsstudie investieren wir besser direkt in die Projekte und gewährleisten dadurch die Sicherheit aller Benutzer auf diesem Strassenabschnitt der A8, wie es die Motionäre fordern. Die BDP unterstützt aus diesem Grund die Motion.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Ich kann mich kurz fassen. Es ist so: Die Strecke zwischen Interlaken und Leissigen ist alles andere als attraktiv. Sie wäre und ist touristisch wertvoll und müsste auch für den Veloverkehr aufgewertet werden. Es ist auch so, dass gerade die Strecke Leissigen-Interlaken mit dem Aufkommen der Elektrovelos zunehmend attraktiv geworden ist. Die Leute nehmen anstatt der öffentlichen Verkehrsmittel oder des Autos das Velo und fahren damit zum Beispiel von Leissigen nach Interlaken. In diesem Sinne sind wir diesem Projekt sehr wohlgesinnt und würden das Postulat einstimmig annehmen. Was die Motion betrifft, sind wir uns nicht hundertprozentig einig. Wir haben auch hier gewisse Zweifel, ob wir mit einer Motion nicht ein Projekt vorziehen und anderen Projekten, die vielleicht mindestens so stark gerechtfertigt sind, den Platz wegnehmen, da die finanziellen Mittel knapp sind. In diesem Sinne hätten die Vorstösser nicht die volle Unterstützung unserer Fraktion, wenn sie an der Motion festhielten.

Peter Flück, Interlaken (FDP). Ich gebe als Erstes meine Interessenbindung bekannt. Auch wenn ich den Motionär auf dem Rennvelo nicht einholen kann, fahre ich diese Strecke recht oft mit dem Rennvelo und stelle fest, dass diese tatsächlich recht gefährlich ist. Anita Luginbühl hat sehr gut aufgezeigt, dass die Autos mit 80 Stundenkilometern an einem vorbeifahren. Dies ist keine angenehme Situation. Es ist aus meiner Sicht und auch aus Sicht der Fraktion zwingend notwendig, dass man

diese Situation verbessert, damit die attraktive Velostrecke durchgehend befahren werden kann, sei dies von Familien oder von Einzelsportlern, wie es der Motionär aufgezeigt hat. Auch die FDP-Fraktion ist der Meinung, dass genügend Grundlagen vorhanden sind. Studien wurden erstellt, und Abklärungen wurden vorgenommen. Es geht jetzt darum, die Lücke zu schliessen und diesen Veloweg so sicher zu machen, dass er auch ein Veloweg ist. Ich bitte Sie, diese Motion zu unterstützen. Die FDP-Fraktion wird dies ebenfalls tun.

Ernst Wandfluh, Kandergrund (SVP). Wir von der SVP sind uns der Wichtigkeit eines Velowegs für den Tourismus bewusst. Für uns ist eine Motion jedoch verfrüht. Es gibt noch vieles abzuklären. Die Kosten sind nicht verteilt. An einer Stelle betrifft es eine Nationalstrasse, da wäre der Bund zuständig, und an einer anderen Stelle sind die Gemeinden zuständig oder der Kanton. Eine Motion findet in unserer Fraktion keine Mehrheit und wird nicht unterstützt. Ein Postulat hingegen würde grossmehrheitlich unterstützt. Ein paar Mitglieder würden auch einem Postulat nicht zustimmen. Wir empfehlen deshalb, in ein Postulat zu wandeln.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Für die Fraktion der SP-JUSO-PSA spricht Grossrat Stampfli.

David Stampfli, Bern (SP). Ich danke den Antragstellern für die sehr wichtige Motion. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt diese Motion. Wir würden den Vorstoss selbstverständlich auch als Postulat unterstützen, aber wir freuen uns darüber, dass die Motionäre an der Motion festhalten wollen. Die Kollegin Luginbühl hat schon sehr detailliert erklärt, worum es bei diesem Vorstoss geht. Ich denke, darauf muss ich nicht näher eingehen. Sie kennt die Örtlichkeiten besser als ich.

Ich möchte einfach noch Folgendes dazu sagen: Wir hatten einmal in Bern Besuch vom dänischen Velopionier Klaus Bondam. Dieser hat gesagt, wenn man sich frage, ob eine Strasse sicher sei, dann solle man sich überlegen, ob man sein zwölfjähriges Kind dort durchfahren liesse. Ich möchte keine Umfrage starten, aber ich kann mir vorstellen, dass einige unter Ihnen, die Kinder haben, ihr zwölfjähriges Kind nicht von Leissigen nach Interlaken fahren liessen. Die Strecke ist nicht sicher, sie ist gefährlich, sie ist heikel. Wenn wir einen zusätzlichen Veloweg bauen, kommt dies nicht nur den Velofahrenden zugute, die auf diesen ausweichen können, sondern auch allen anderen Verkehrsteilnehmenden. Jeder Autofahrer ist froh, wenn er nicht einem Velofahrer ausweichen muss. Zudem würden wahrscheinlich viel mehr Velofahrerinnen und Velofahrer diese Route nutzen. Heute tun es wohl viele nicht, weil es ihnen zu gefährlich ist. Wenn sie in Zukunft einen sichereren Weg haben werden, werden sie diesen nutzen. Deshalb bitte ich Sie im Interesse der Sicherheit und insbesondere der Kinder, diesen Vorstoss zu unterstützen.

Daniel Klauser, Bern (Grüne). Auch aus Sicht der grünen Fraktion ist es dringend und wichtig, diese Lücke zu schliessen und den Veloweg dort zu bauen. Wir werden den Vorstoss einstimmig als Motion unterstützen. Wir danken dem Motionär, und wenn ich richtig gehört habe, den meisten Vorrednern, dass sie dieses Vorhaben unterstützen.

Martin Aeschlimann, Burgdorf (EVP). Ich wurde beim vorangehenden Geschäft gefragt, wie denn all diese Touristinnen und Touristen nach Adelboden gelangen würden. Ich habe geantwortet: «Mit dem Velo natürlich!» Damit ist der Bogen zu diesem Vorstoss gespannt, denke ich. Nein, im Ernst: Das Velo hat immer noch ein grosses Ausbaupotenzial und könnte natürlich einen grösseren Anteil des Freizeit- und Berufsverkehrs übernehmen. Wir kommen bei unserem Freizeitverhalten nicht darum herum – und hier stelle ich wieder eine Verbindung zum vorangehenden Geschäft her –, an den schönen Sonntagen zu überlegen, ob wir unsere Ausflüge nicht auch mit einer Alternative zum Auto unternehmen könnten, also mit den öffentlichen Verkehrsmitteln oder mit dem Velo. Mich überzeugt diesbezüglich die Entwicklung vor allem betreffend die E-Bikes, die sich gerade auch für den Berufsverkehr hervorragend eignen. Dies konnte man in letzter Zeit sehen. Vielleicht eignen sie sich nicht für das ganze Jahr, aber immerhin könnten sie einen Teil des Berufsverkehrs übernehmen, auch wenn ich mich am Berg immer noch daran gewöhnen muss, dass ich manchmal geräuschlos überholt werde. Die Vorrednerinnen und Vorredner haben die Dringlichkeit des Vorhabens und vor allem auch die baulichen Defizite des genannten Abschnitts begründet. Hierzu muss ich mich nicht mehr weiter äussern. Die EVP-Fraktion unterstützt diesen Vorstoss. Als Mitmotionär hoffe ich natürlich auch auf Unterstützung.

Ernst Tanner, Ranflüh (EDU). Sichere Velowege. Seitens der EDU ist uns klar, dass es Velowege braucht. In unserem Kanton gibt es jedoch noch gefährlichere Strecken als die zwei signalisierten Velorouten auf der Fahrbahn. Der Regierungsrat ist bereit, eine Machbarkeitsstudie erstellen zu lassen, damit eine gute Lösung gefunden wird. Als EDU-Fraktion stimmen wir einem Postulat zu. Eine Motion hingegen lehnen wir ab.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zu den Einzelsprecherinnen und Einzelsprechern.

Urs Graf, Interlaken (SP). Als Mitmotionär möchte ich mich nur noch ganz kurz äussern und die Bedeutung des Velotourismus hervorheben. Dieser wird immer wichtiger und ist auch sehr wertschöpfungsstark. Aber dieser Velotourismus wird in der Tat immer internationaler, und auch, wie gesagt wurde, asiatischer. Wie sich die Chinesen auf dieser objektiv gesehen gefährlichen Strecke zwischen Interlaken und Leissigen verhalten, ist abenteuerlich. Wir sind froh, dass die Araber höchstwahrscheinlich nicht Velo fahren werden. Dieser Abschnitt ist auch noch ein Schulweg, das muss man klar sehen. Er ist ein Schulweg für die Schülerinnen und Schüler, die von Leissigen und Därligen aus die Sekundarschule in Interlaken besuchen. Es gibt einige, die diese Strecke auch mit Elektrovelos zurücklegen. Zudem ist die Umrundung des Thunersees bei den Radrennfahrern sehr populär. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss als Motion zu überweisen, denn es braucht den Lead des Kantons. Die kleinen Gemeinden am Ufer des Thunersees sind nicht in der Lage, ein solches objektiv gesehen schwieriges Projekt selber zu stemmen. Der Kanton muss diese Verantwortung übernehmen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Ich sehe keine weiteren Rednerinnen und Redner. Somit hat der Regierungsrat das Wort.

Christoph Neuhaus, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektor. Ich könnte mich kurz fassen und sagen: Problem erkannt. Lösungen und Zuständigkeiten noch nicht klar. Deshalb Postulat. Aber verstehen Sie mich richtig: Wir nehmen das Problem, welches der Motionär richtigerweise anspricht, sehr ernst. Es braucht unbedingt eine Lösung für einen durchgehend attraktiven Veloweg zwischen Interlaken und Leissigen. Ich bin dort auch schon hindurchgefahren. Es ist weder attraktiv noch hat man dabei ein besonders gutes Gefühl. Im Moment können wir uns jedoch noch nicht für eine Lösung entscheiden, denn es braucht eine Machbarkeitsstudie. Gestützt darauf kann man abklären, wer für die Projektierung und für die Realisierung zuständig ist, und vor allem auch, wer diese am Schluss bezahlen muss. Es ist uns bewusst: Gute Veloverbindungen sind attraktiv und wichtig für uns, vor allem in den Agglomerationen und in den touristischen Regionen. Deshalb wollen wir dieses Veloprojekt dezidiert angehen. Ich bin zuversichtlich, dass wir schon bald mehr wissen werden.

Weshalb ein Postulat? Dieses wäre korrekt, weil wir noch kein Vorgehen haben und noch abklären müssen, was am zweckmässigsten und am wirtschaftlichsten ist. Deshalb bitte ich Sie, ein Postulat anzunehmen. Geschätzter Grossrat Wenger, ich bin froh um Rückenstärkung. Hier bräuchte es diese jedoch nicht. Hier könnte man darauf verzichten und wandeln. Deshalb der Antrag des Regierungsrates auf ein Postulat. Auch mit einer Annahme als Motion geht die Welt nicht unter, aber um völlig korrekt zu sein, reicht ein Postulat, und dies erwarten Sie ja auch von uns als Regierungsrat.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Ich erteile nochmals dem Motionär, Markus Wenger, das Wort.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Ich bin sehr froh, dass man der Meinung ist, dass die Welt mit der Annahme einer Motion nicht untergeht, denn ich bin davon überzeugt, dass die Annahme als Motion hier richtig ist und dass man die Regierung damit beim Verhandeln mit den betreffenden Partnern stärkt. Ich möchte Anita Luginbühl speziell danken, dass sie den Aufwand auf sich genommen hat, die History hervorzuholen und zu schauen, was in den letzten zwanzig Jahren auf diesem Abschnitt bereits geschehen ist. Ich bin auch allen SVP-Mitgliedern dankbar, denen das Oberland Ost und der Tourismus am Herzen liegt, und die trotz der Fraktionsaussage eine Motion bejahen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zur Abstimmung über das Traktandum 18. Wer diese Motion annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	110
Nein	34
Enthalten	8

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben diese Motion mit 110 Ja- zu 34 Nein-Stimmen bei 8 Enthaltungen angenommen.

Geschäft 2018.RRGR.354

Motion 101-2018 Wüthrich (Huttwil, SP) **Es braucht ein BLS-Beteiligungsgesetz**

Der Präsident, Jürg Iseli, übernimmt wieder den Vorsitz.

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 19, einer Motion mit dem Titel «Es braucht ein BLS-Beteiligungsgesetz». Dies ist eine Motion, die vom damaligen Grossrat und jetzigen Nationalrat Adrian Wüthrich eingereicht wurde. Sie wird von Grossrat Graf übernommen, der hiermit das Wort erhält.

Urs Graf, Interlaken (SP). Als Zweitunterzeichner der Motion Wüthrich nehme ich gerne die Gelegenheit wahr, die Motion zu begründen. Weshalb soll ein BLS-Beteiligungsgesetz ausgearbeitet werden? Es gibt eine einfache, legalistische Begründung, und es gibt weitere sachliche Gründe. Zuerst zur einfachen Begründung, welche die Kolleginnen und Kollegen von der SVP gerade in dieser Woche, in dieser Zeit, ohne Weiteres nachvollziehen können. Die legalistische Begründung lautet folgendermassen: In der Verfassung des Kantons Bern (KV) steht im Artikel 95 Absatz 2 Buchstabe c, dass der Kanton «Art und Umfang von bedeutenden kantonalen Beteiligungen» in einem Gesetz regeln muss. Dieser Absatz der KV ist nicht schwierig auszulegen. Es genügt der Wortlaut. Da die KV vom Volk, dem Souverän, angenommen wurde, ist die Sachlage eigentlich klar. Mit gut 55 Prozent besitzt der Kanton eine bedeutende Beteiligung, und es braucht deshalb ein Gesetz. In Artikel 95 Absatz 3 derselben KV – unserer KV – steht, dass der Grosse Rat via dieses Gesetz an der Strategie dieser Beteiligungen angemessen mitwirken soll. Dies ist die legalistische Begründung.

Es gibt jedoch eine Anzahl weiterer sachlicher Gründe, weshalb es ein solches Gesetz braucht. Die BLS steht heute in einem Wettbewerb und ist die eigentliche Konkurrenz der SBB. Man kann sich fragen, ob es richtig ist, dass sich die BLS aktiv im schweizerischen Eisenbahnfernverkehr engagiert. Dieser Wettbewerb bedingt zwingenderweise hohe Investitionen für Rollmaterial, Management, IT et cetera. Ist der Kanton Bern auch bereit, bei wirtschaftlichem Misserfolg die Verantwortung zu tragen? Die Antworten sind offen, man muss sie diskutieren. Zweite Frage: Auch wenn die Aktien nicht öffentlich gehandelt werden, ist es doch denkbar, dass irgendein Konkurrent oder ein Investor aus dem In- oder Ausland einmal dem Kanton Bern ein Übernahmeangebot machen könnte. Wie soll dann der Kanton Bern reagieren? Soll er die Mehrheitsbeteiligung aufgeben, oder soll er sie behalten? Darüber muss doch das Parlament diskutieren!

Nächste Frage: Wie will der Kanton Bern den Service Public in der Fläche des Kantons nachhaltig garantieren? Darf sich die Bern-Lötschberg-Simplon-Bahn (BLS AG) einfach aus der Region zurückziehen? Oder will der Grosse Rat Vorgaben machen, etwa zur Sicherstellung des Netzes der BLS AG? Dies würde man in einem Gesetz diskutieren. Eine weitere Frage lautet: Soll sich die BLS AG über den Service Public hinaus engagieren und damit eventuelle Abschreiber riskieren oder, hoffentlich, Gewinn erzielen? Dies ist eine Frage, die wir diskutieren müssen. Ist die Mitsprache des Kantons ausreichend, wo doch die Regierung jetzt einen unabhängigen Kantonsvertreter, der nicht der Regierung angehört, abgesandt hat? Ist das Reporting in der jetzigen Form richtig, oder soll das Reporting auch an den Grossen Rat gehen? Sie sehen, Werte Kolleginnen und Kollegen, es stellen

sich viele, teilweise schwerwiegende Fragen. Der Kanton als Mehrheitsbeteiligter der BLS AG hat natürlich neben der wirtschaftlichen Verantwortung auch die soziale und ökologische Verantwortung für diese Unternehmung. Dieser Artikel steht nun nicht zufällig in der KV. Diese Punkte müssen zwingend in einem Gesetz geregelt werden. Wir als Grosser Rat müssen über die Leitplanken diskutieren. Der Grosse Rat soll danach auch bei den Auswirkungen mitreden. Mit diesen Worten wird diese Motion begründet. Ich bitte Sie nun, die KV so umzusetzen, wie sie vom Souverän erlassen wurde.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die BDP-Fraktion hat Grossrätin Kohli das Wort.

Vania Kohli, Bern (BDP). Eine der wichtigen Fragen, die die Menschheit seit jeher beschäftigt, lautet: Kann man Äpfel mit Birnen vergleichen? (*Heiterkeit*) Im Volksmund heisst es, man könne dies nicht tun. Wir von der BDP-Fraktion sind jedoch der Meinung, dass man dies durchaus tun kann, weil nämlich beides Früchte sind. Genauso sehen wir es bei der Bernischen Kraftwerke AG (BKW AG) und bei der BLS AG. Beide sind Aktiengesellschaften. Aber die eine ist börsennotiert, die andere nicht; bei der einen sind rund 40 Prozent der Aktien frei handelbar, bei der anderen nicht; die eine schüttet eine ansehnliche Dividende aus, die andere überhaupt keine. Die BDP unterstützt somit die Meinung des Regierungsrates und lehnt deshalb die Forderung nach einem Beteiligungsgesetz für die BLS AG ab. Wir gehen jedoch noch einen Schritt weiter. Die BDP ist auch der Ansicht, dass es nicht viel abzuklären gibt, nicht heute und auch nicht in mittelbarer Zukunft. Sollte dieser Vorstoss in ein Postulat gewandelt werden, würde sie auch diesem grösstmehrheitlich nicht zustimmen.

Daniel Klauser, Bern (Grüne). Ich bin versucht, meiner Vorrednerin Folgendes zu sagen: Es ist gleichwohl eine Frucht, und betreffend die Früchte steht in der Verfassung, dass man etwas tun müsse. Bei uns in der Fraktion hat dieser Vorstoss für längere Diskussionen gesorgt. Ich kann es vorwegnehmen: Wir werden ihm zustimmen, aber nicht mit allergrösster Begeisterung. Der Motionär hat es gesagt: Der Verfassungsauftrag ist aus unserer Sicht eigentlich klar. Deshalb müsste man ein solches Gesetz verfassen. Nun besteht jedoch durchaus die Gefahr, dass wir einen gesetzgeberischen Leerlauf machen würden und dann ein Gesetz hätten, welches toter Buchstabe wäre und nicht viel brächte. Jetzt kann man sich fragen, was man lieber will: einen toten Buchstaben in der Verfassung oder einen toten Buchstaben im Gesetz. Wir sind nach längerer Diskussion in der Fraktion zu folgendem Schluss gekommen: Was beim Verfassen eines solchen Gesetzes den grössten Gewinn bringt, ist der ganze Prozess und die Diskussionen, die man dabei führt, wenn man sich überlegt, was der Kanton mit der BLS AG will, und wofür diese da sein soll. In diesem Sinne unterstützen wir diesen Vorstoss. Wir sind der Meinung, es sei durchaus angebracht, dass man sich in diesem Grossen Rat dieser Grundsatzdiskussion stellt und überlegt, was man mit der BLS will, gerade wenn man schaut, was in den letzten Monaten mit dieser Unternehmung alles passiert ist.

Michael Köpfli, Wohlen b. Bern (glp). Ich kann mich recht kurz fassen, denn ich hätte dasselbe gesagt wie Vania Kohli, aber ohne den schönen Vergleich und etwas trockener. Deshalb schliesse ich mich dem Gesagten an. Auch wir sind der Meinung, dass es kein solches Beteiligungsgesetz braucht. Damit ich noch etwas Neues hinzufügen kann, sage ich, dass wir nicht einfach nur das Postulat ablehnen. Falls das Postulat überwiesen würde, könnte man es auch gleich abschreiben, denn eigentlich wurde die Prüfung schon gemacht. Der Regierungsrat führt aus, was er sich für Gedanken gemacht hat, und kommt zum Schluss, dass es dieses Gesetz im Moment nicht braucht. Das heisst, das Postulat wäre auch schon erledigt.

Beat Bösiger, Niederbipp (SVP). Der Regierungsrat soll beauftragt werden, dem Grossen Rat in der laufenden Legislatur ein BLS-Beteiligungsgesetz zu unterbreiten. Die BLS AG kann man so nicht mit der BKW AG vergleichen. Die BKW AG ist börsennotiert und schüttet eine attraktive Dividende aus. Dies ist bei der BLS AG nicht der Fall. Es werden keine Dividenden ausgeschüttet. Die BLS-Aktie ist am Markt nicht attraktiv. Die Frage der Fernverkehrskonzession ist offen, und somit ist es aktuell nicht im Interesse des Kantons Bern, zu dieser Thematik eine politische Diskussion zu führen. Auch zur Aufsichtspflicht ist der Erlass eines Beteiligungsgesetzes nicht zweckmässig. Eine Übernahme durch einen Fremden ist auch nicht absehbar. Ich bin der Meinung, dass bei der BLS AG der Markt über die Beteiligung entscheiden und nicht wieder ein zusätzliches Gesetz ausgearbeitet werden soll. Die Fraktion der SVP wird diese Motion ablehnen. Sollte sie in ein Postulat gewandelt werden, gibt es eine teilweise Zustimmung.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrat Müller.

Reto Müller, Langenthal (SP). Es braucht ein BLS-Beteiligungsgesetz. Dies wurde auch schon gesagt. Die KV gibt dies vor. Bei der BKW AG haben wir schon in diesem Jahr ein Beteiligungsgesetz beschlossen. Dort haben wir nach einer regen Debatte gesagt, 51 bis höchstens 60 Prozent der Aktien sollten im Besitz des Kantons Bern bleiben. Diese Debatte konnte hier in diesem Rat stattfinden. Sie ist aus meiner Sicht und aus Sicht der SP-JUSO-PSA-Fraktion auch absolut angebracht, damit man diese Debatte auch über jene Unternehmen führt, die wir in diesem Kanton wirtschaftlich dominieren, indem wir die Mehrheitsaktionärinnen sind. Bei der BLS AG sind es 55,75 Prozent. Diese Debatte solle nicht – oder noch nicht – geführt werden, sagt der Regierungsrat. Es gebe keinen Handel, und es sei kein Käufer da. Dies ist aus Sicht des Regierungsrates sicher auch nachvollziehbar. Als Grossrätinnen und Grossräte müssen wir uns jedoch überlegen, wie wir mit den Mitwirkungsrechten, die wir hier drin haben, umgehen wollen. Sie können heute Ja oder Nein dazu sagen, ob Sie zu dieser Sache überhaupt etwas zu sagen haben wollen, oder ob Sie wie die glp und die BDP sagen, der Regierungsrat solle den vollen Handlungsspielraum haben. Der SVP-Sprecher hat vorhin gesagt, es gebe keinen Käufer. Die BLS Cargo AG ist jedoch im Besitz der Société nationale des chemins de fer français (SNCF), also einer französischen Unternehmung. 45 Prozent dieser Aktien sind dort bereits verkauft. Die Frage stellt sich wirklich, ob der Grosse Rat dazu in Zukunft nichts sagen soll, wie es der Regierungsrat sagt. Der Regierungsrat ist hier auch nicht ganz stringent, indem er sagt, vielleicht könne man es irgendwann einmal prüfen. Insofern stimmt es, dass ein Postulat nicht sehr sinnvoll ist, welches uns der Regierungsrat hier vorschlägt. Viel sinnvoller wäre es, das Verhalten im Sinne eines Beteiligungsgesetzes via Eigentümerstrategie vonseiten des Parlaments ein wenig mitsteuern zu können. Zwei Vorstösse weiter hinten sehen Sie ja, dass der Regierungsrat die Eignerstrategien eher als Richtschnur für die Verwaltungsratsdelegierten des Kantons ansieht. Wir sind in der Stadt viel strenger, wenn es um die Eignerstrategien geht oder um die Umsetzung dieser Strategien in wirtschaftlich dominierten Unternehmen der Stadt. Deshalb empfiehlt Ihnen die SP-JUSO-PSA-Fraktion, mindestens Ja zu einem Postulat zu sagen und den grünen Knopf in der Farbe des Logos der BLS AG zu drücken.

Martin Aeschlimann, Burgdorf (EVP). Nach diesem flammenden Votum wird es fast schwierig, noch etwas zu dieser Diskussion beizutragen. Die EVP-Fraktion hat sich jedoch bei diesem Vorstoss etwas schwergetan. Wir waren bis zum Schluss der Diskussion unsicher. Einerseits überzeugten uns die Begründungen des Motionärs, insbesondere der Verweis auf die KV und die Bedeutung der BLS AG als zweitgrösstes Bahnunternehmen, welche er hervorgehoben hat. Andererseits haben uns auch die Argumente der Regierung, insbesondere die sorgfältigen Ausführungen über die Unterschiede zwischen der BKW AG als börsenkotiertes Unternehmen und der BLS AG, überzeugt. Ich stehe dazu: Bei dieser Materie handelt es sich nicht gerade um meine persönliche Kernkompetenz. Ich fasse mich bei diesem Votum relativ kurz und knapp. Wir haben jedoch auch niemanden in der Fraktion gefunden, der sich hätte ins Zeug legen wollen. Als EVP-Fraktion werden wir diesen Vorstoss als Postulat unterstützen, auch wenn wir uns bewusst sind, dass dadurch in der Regierung wohl sehr wenig ausgelöst würde. Als Motion werden wir ihn mehrheitlich ablehnen.

Präsident. Der Regierungspräsident hat das Wort.

Christoph Neuhaus, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektor. Es ist Vorratszeit. Aus Äpfeln und Birnen können Sie Most herstellen. Sie können sie auch «einbeizen», einfrieren oder noch vieles mehr. Aber auch wenn es Vorratszeit ist, bitte ich Sie, keine neuen Gesetze auf Vorrat zu beantragen. Ich kann es zwar gut verstehen, dass man gleich ein solches Gesetz machen will. Schliesslich haben wir schon für die BKW AG ein Gesetz gemacht, doch man kann dies nicht vergleichen. Vor allem ist es in Anbetracht des laufenden Prozesses zu den Fernverkehrskonzessionen nicht im Interesse des Kantons Bern, die Beteiligungshöhe bei der BLS AG zum jetzigen Zeitpunkt politisch zu diskutieren. Die BLS AG ist nicht börsenkotiert. Wir wollen weder kaufen noch verkaufen. Es gibt somit keine zwingende Handlungsnotwendigkeit und kein Handlungsinteresse. Deshalb wollen wir im Augenblick keine Gesetzesvorlage haben. Aber wir wollen diese Thematik im Auge behalten. Wenn es nötig wäre, würden wir das Ganze neu prüfen. Deshalb bitte ich Sie, dieses Postulat zu überweisen.

Präsident. Der Motionär, Grossrat Graf, hat nochmals das Wort.

Urs Graf, Interlaken (SP). Ich bin bereit, in ein Postulat zu wandeln. Ich möchte jedoch noch ganz kurz etwas an die Adresse der SVP sagen: Sie sagen, der Markt solle entscheiden. Wollen wir denn

tatsächlich, dass der Markt entscheidet, ob der Kanton Bern die Mehrheitsbeteiligung an der BLS AG behält? Es wird immer argumentiert, die BLS AG sei nicht börsenkotiert. Wenn etwas nicht börsenkotiert ist, heisst dies noch lange nicht, dass es nicht handelbar ist. Es kann eine Offerte von irgendeinem Inverstor eintreffen, und dann kann die BLS AG teilverkauft oder verkauft werden, ohne dass der Grosse Rat etwas dazu zu sagen hat. Dies ist das Szenario. Aber ich bin bereit, in ein Postulat zu wandeln.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Die Motion wurde in ein Postulat gewandelt. Wer diesem Postulat zustimmt, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 89

Nein 54

Enthalten 0

Präsident. Sie haben dem Postulat mit 89 Ja- gegen 54 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen zugestimmt. Die glp hat beantragt, dass das Postulat bei einer Annahme abgeschrieben werden solle. Somit stimmen wir noch über die Abschreibung ab. Wer das Postulat abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 85

Nein 60

Enthalten 1

Präsident. Sie haben das Postulat mit 85 Ja- zu 60 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung abgeschrieben. Ich habe noch folgende Information: Wir haben einen kleinen Vorsprung in Bezug auf den Zeitplan. Dies bedeutet, dass unter Umständen morgen Abend bereits die POM an der Reihe ist. Die Geschäfte der GEF können morgen Abend nicht diskutiert werden, weil Regierungsrat Schnegg nicht anwesend ist. Deshalb wurden diese Geschäfte auf den Donnerstag verschoben. Wenn wir mit den Geschäften der BVE, der VOL und der ERZ fertig wären und die POM Zeit hätte, würden die Geschäfte der POM morgen Abend weitergeführt. Soviel zur Information, damit sich diejenigen, die diese Geschäfte vertreten, vorbereiten können. Ich wünsche Ihnen einen guten Appetit. Wir sehen uns morgen. Die Sitzung ist geschlossen.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 11.45 Uhr.

Die Redaktorin:

Sara Ferraro (d/f)



Mittwoch (Vormittag) 21. November 2018, 09.00–11.45 Uhr

Dritte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)

Präsenz: Anwesend sind 155 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Baumann Kilian, Dütschler Peter, Graf Urs, Moser Peter, Rüegsegger Hans Jörg.

Geschäft 2018.RRGR.632

Wahl der Präsidentin/des Präsidenten des Obergerichts, für die Amtsdauer vom 01.01.2019 bis 31.12.2021

Geschäft 2018.RRGR.612

Wahl eines Mitglieds des Verwaltungsgerichts, sozialversicherungsrechtliche Abteilung, mit Beschäftigungsgrad 80 %, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Geschäft 2018.RRGR.613

Wahl eines Ersatzmitglieds deutscher Muttersprache für das Obergericht, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Geschäft 2018.RRGR.614

Wahl von zwei Fachrichterinnen oder Fachrichtern französischer oder deutscher Muttersprache für das Kindes- und Erwachsenenschutzgericht, für die Amtsdauer vom 01.01.2019 bis 31.12.2024

Geschäft 2018.RRGR.615

Wahl einer Fachrichterin oder eines Fachrichters für das Jugendgericht, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Geschäft 2018.RRGR.616

Wahl von zwei Laienrichterinnen oder Laienrichtern für die Regionalgerichte, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Gemeinsame Debatte der Wahlgeschäfte 2018.RRGR.632, 2018.RRGR.612, 2018.RRGR.613, 2018.RRGR.614, 2018.RRGR.615 und 2018.RRGR.616.

Wahlresultate und Vereidigung siehe Geschäft 2018.RRGR.194, Vormittagssitzung vom 21.11.2018.

Präsident. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, guten Morgen. Wir haben Mittwochmorgen, und das ist die Zeit für die Wahlen. Wir haben auch in dieser Session Richterwahlen. Der Ausschuss IV hat sie vorberaten, und wenn es noch etwas ruhiger ist, gebe ich der Sprecherin oder dem Sprecher

der JuKo das Wort. Wer spricht? – Grossrat Freudiger, Sie haben das Wort. Ich bitte Sie, Kolleginnen und Kollegen, mit dem Lärmpegel etwas herunterzufahren. Ich habe es Ihnen gestern und vorgestern schon gesagt. Danke. Grossrat Freudiger hat das Wort.

Patrick Freudiger, Langenthal (SVP), Kommissionssprecher der JuKo. Als Vorsitzender des Ausschusses IV der JuKo habe ich das Vergnügen, Ihnen die heutigen Wahlen und die Wahlvorschläge zu präsentieren. Wir haben verschiedenste Wahlen vorzunehmen, namentlich auch viele Fach- und Laienrichterwahlen. Dies ist ein wenig aussergewöhnlich. Es ergibt sich aber aus den Gesamterneuerungswahlen, die wir vor Kurzem hatten, und/oder aufgrund einzelner Rücktritten. Aber gehen wir der Reihen nach vor.

Bei der ersten Wahl geht es um das Präsidium des Obergerichts. Oberrichter Stephan Stucki wird bekanntlich per 31.12.2018 als Präsident des Obergerichts zurücktreten. Für die Amtsdauer vom 1.1.2019 bis 31.12.2021 ist deshalb ein neuer Präsident oder eine neue Präsidentin für das Obergericht zu wählen. Sie finden keine Wahlunterlagen beziehungsweise kein Personaldossier in Ihren Akten. Das ist kein Versehen, sondern so gewollt. Diejenige Person, die das Präsidium des Obergerichts übernimmt und dann in dieser Funktion auch der Justizleitung angehört, ist bereits gewählter Oberrichter beziehungsweise gewählte Oberrichterin. Es geht also hier nicht mehr darum, eine neue Oberrichterwahl vorzunehmen. Vielmehr geht es darum, innerhalb der bestehenden Oberrichter eine Person zum Präsidenten respektive zur Präsidentin zu wählen. Deshalb ist es sicher auch angezeigt, dass ich hier – quasi mangels Personaldossier in diesen Akten – noch ein oder zwei Worte zum Vorschlag verliere. Vom Obergericht wird *eine* Person vorgeschlagen; es gibt also keine Auswahlendung. Das Obergericht macht einen Vorschlag, und das ist Frau Annemarie Hubschmid Volz von der SVP. Annemarie Hubschmid ist – das darf man hier wohl wirklich sagen – ein Urgestein der bernischen Justiz. Sie war von 1995 bis 1996 Gerichtsschreiberin, ausserordentliche Untersuchungsrichterin, Grundbuchverwalterin und Handelsregisterführerin. Das hat man damals alles in Personalunion machen können. Sie war von 1997 bis 2010 Gerichtspräsidentin im Gerichtskreis V, Burgdorf-Fraubrunnen. Sie hat also dreizehn Jahre lang erstinstanzliche Gerichtserfahrung sammeln können. Zusätzlich war sie noch ausserordentliche Gerichtspräsidentin der damaligen Gerichtskreise IV und VI, namentlich zur Beurteilung von Strafsachen gegen die sexuelle Integrität, wo das Opfer eine Frau ist. Von 2004 bis 2010 war sie auch Ersatzrichterin am Obergericht und wurde später vollamtliche Oberrichterin, 2010 bis jetzt. Ihre Tätigkeit ist strafrechtsfokussiert. Sie ist also auch in der Strafkammer des Obergerichts; sie war bereits als Gerichtspräsidentin primär im Strafbereich tätig. Sie war nicht nur innerhalb der Justiz als Richterin/Oberrichterin tätig, sondern auch ausserhalb der Justiz aktiv. Von 2015 bis 2018 war sie Präsidentin der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft (SKG). Sie übt Unterrichtstätigkeiten an der Staatsanwaltschaftsakademie an der Universität Luzern aus und ist auch sonst in verschiedensten Gremien aktiv, die Weiterbildung anbieten, sei es für Anwälte, für Staatsanwälte oder für Richter. Sie ist verheiratet und hat zwei Töchter. Die Familie ist heute übrigens anwesend. Ihre knappe Freizeit verbringt sie gerne mit der Familie, innerhalb der Familie. Im Übrigen: Sonst macht sie gerne Sport und ist kulturinteressiert, Stichwort: Konzert Theater Bern. Der Ausschuss IV kann Ihnen mit bestem Gewissen und vorbehaltlos Annemarie Hubschmid Volz als neue Obergerichtspräsidentin empfehlen und bittet Sie deshalb, ihren Namen – aufschreiben müssen Sie ihn ja nicht mehr, es gibt eine vordruckten Wahlzettel – mit dem vorgedruckten Wahlzettel so ins Kuvert zu legen.

Bei der zweiten Wahl geht es um ein Mitglied des Verwaltungsgerichts, sozialversicherungsrechtliche Abteilung. Die JuKo hat hier verschiedenste Anhörungen durchgeführt, und es gab auch verschiedenste Rückzüge. Im Moment liegen noch zwei Kandidaten im Rennen. Herr Cyrill M. Ranft, parteilos, wurde als geeignet betrachtet. Weiter im Rennen ist noch Herr Philippe Jakob, ebenfalls parteilos. Er hat vom Ausschuss IV die Qualifikation «sehr geeignet» erhalten. Aufgrund seiner Biografie ist er in hervorragender Weise geeignet, um zum vollamtlichen Verwaltungsrichter gemacht zu werden. Er ist bereits heute Gerichtsschreiber am Verwaltungsgericht, sozialversicherungsrechtliche Abteilung; er ist dort geschäftsleitender Gerichtsschreiber. Er kennt den «Laden» sozusagen aus dem Effeff und hat beste Referenzen. Er war auch noch kurz in der Privatwirtschaft tätig, aber auch dort in einem Bereich, der ihm hilft, das Sozialversicherungsrecht gut und richtig anzuwenden. Der Ausschuss IV empfiehlt Ihnen also, Philippe Jakob mit der besten Qualifikation «sehr geeignet» auf den leeren Wahlzettel zu schreiben. Der Beschäftigungsgrad für diese Stelle ist 80 Prozent. Es geht darum, den zurücktretenden Daniel Grütter für die Amtsdauer bis Ende 2022 zu ersetzen.

Bei der dritten Wahl geht es um ein Ersatzmitglied deutscher Muttersprache für das Obergericht. Zu ersetzen ist Frau Sara Schödler für die Amtsdauer bis 31.12.2022. Dort ist gestern gerade noch ein

Rückzug eingegangen. Wir haben zwar einen leeren Wahlzettel, aber zur Wahl steht noch *eine* Person, nämlich Frau Franziska Friederich Hörr von der SP. Der Ausschuss IV hat sie als sehr geeignet erachtet. Sie verfügt über eine langjährige Erfahrung als erstinstanzliche Gerichtspräsidentin. Sie ist sowohl im Zivilrecht als auch im Strafrecht tätig und ist für das Amt eines Ersatzmitglieds am Obergericht bestens geeignet und bestens qualifiziert.

Die vierte Wahl betrifft zwei Fachrichterinnen oder Fachrichter französischer oder deutscher Muttersprache für das Kindes- und Erwachsenenschutzgericht. Hier gilt es in besonderer Weise hervorzuheben, dass dringend Leute mit medizinisch-psychiatrischer Erfahrung gesucht sind. Von diesen gab es bisher zu wenige, vor allem aufgrund von Rücktritten. Es geht auch hier darum, zwei Stellen zu besetzen, einerseits aufgrund eines Rücktritts, da sich jemand für die neue Amtsdauer nicht mehr zur Verfügung gestellt hat. Entschuldigung: Bei den Gesamterneuerungswahlen haben sich zwei Personen nicht mehr zur Verfügung gestellt, und jetzt gilt es, für diese beiden Posten Neuwahlen für die Amtsdauer vom 1.1.2019 bis 31.12.2024 durchzuführen. Man hat Leute mit medizinisch-psychiatrischer Erfahrung gesucht, und der Ausschuss IV kann Ihnen Herrn Frank Caduff von der FDP und Herrn Hans Peter Graf von der SP mit der Qualifikation «sehr geeignet» bestens empfehlen. Es gibt hier einen vorgedruckten Wahlzettel. Beide verfügen über die dringend benötigte medizinisch-psychiatrische Erfahrung. Wenn man zu wenige Leute aus dem Bereich Medizin/Psychiatrie hat, würde das bedeuten, dass man jedes Mal bei Entscheiden in diesem Bereich externe Gutachten einholen müsste, die zu erheblichen Mehrkosten führen würden. Wir vom Ausschuss IV empfehlen Ihnen nachdrücklich, diese beiden Leute zu wählen.

Die fünfte Wahl betrifft eine Fachrichterin oder einen Fachrichter für das Jugendgericht. Frau Marianne Aeberhard, parteilos, hat per 18.6.2018 demissioniert, und es gilt, einen Ersatz für die Amtsdauer bis 31.12.2022 zu wählen. Hier gibt es einen leeren Wahlzettel. Zur Verfügung stehen vier Personen: Herr Oliver Bösch ist parteilos, Herr Daniel Kauer von der SP, Frau Magdalena Walser, parteilos, und Frau Cornelia Weller, ebenfalls parteilos. Der Ausschuss IV erachtet sämtliche vier Personen als geeignet, empfiehlt Ihnen aber Herrn Oliver Bösch, parteilos, oder Herrn Daniel Kauer, SP, zur Wahl. Beide sind mit der besten Qualifikation sehr geeignet. Beide verfügen am ehestens über die berufliche Erfahrung, die sie in hervorragender Weise als geeignet erscheinen lässt, am Jugendgericht die nicht ganz einfachen Fälle von Jugendlichen zu beurteilen. Also: Oliver Bösch und Daniel Kauer haben die Qualifikation «sehr geeignet», Magdalena Walser «geeignet» bis «sehr geeignet» und Cornelia Weller «geeignet».

Zur letzten Wahl, die Wahl von zwei Laienrichterinnen oder Laienrichtern für die Regionalgerichte. Zur Wahl stehen drei Personen. Frau Vanda Descombes-Della Schiava, Frau Martina Marti-Moser, beide von der SP, und Frau Marion Nyffenegger von der FDP. Es gibt einen leeren Wahlzettel. Der Ausschuss IV hat auch hier alle Personen angehört, erachtet jede als «sehr geeignet» und kann in diesem Sinne für die zwei zu besetzenden Stellen alle drei empfehlen. Ich bedanke mich für Ihre Aufmerksamkeit.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern: Grossrätin Kocher für die SP-JUSO-PSA-Fraktion.

Manuela Kocher Hirt, Worben (SP). Gerne gebe ich das Wahlverhalten der SP-JUSO-PSA-Fraktion bekannt. Für das Amt des Präsidiums des Obergerichts unterstützt die Fraktion den Vorschlag der Justizleitung, und es freut uns sehr, dass mit Frau Annemarie Hubschmid Volz eine Frau zur Wahl vorgeschlagen wird.

Für die Wahl des Richteramts am Verwaltungsgericht wird ein sehr spezifisches Wissen gefordert. Der Kandidat Philippe Jakob hat sowohl im Ausschuss als auch in unserer Fraktion überzeugt. Er bringt das nötige Fachwissen mit, um dieser verantwortungsvollen Stelle gerecht zu werden. Er ist seit vier Jahren als Gerichtsschreiber am Verwaltungsgericht des Kantons Bern in der sozialversicherungsrechtlichen Abteilung zu 80 Prozent tätig, und wir unterstützen seine Kandidatur.

Als Ersatzmitglied deutscher Muttersprache für das Obergericht geht es auch um einen Sitzanspruch der SP und um einen Ersatz von Frau Schödler. Mit unserer Kandidatin, Frau Franziska Friederich Hörr, steht eine Richterin mit einem breiten Erfahrungsrucksack zur Wahl. Sie ist seit vierzehn Jahren als Gerichtspräsidentin am Regionalgericht Oberland, im Zivil- und Strafbereich, tätig, und wir empfehlen sie natürlich mit Freude.

Bei den beiden Stellen Fachrichterinnen oder Fachrichter französischer oder deutscher Muttersprache für das Kindes- und Erwachsenenschutzgericht stehen mit den beiden Kandidaten, Dr. Hans Peter Graf und Dr. Franz Caduff, zwei ausgewiesene Fachpersonen aus dem Gebiet der Erwachsenenpsychiatrie

und -psychotherapie zur Verfügung. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion empfiehlt die beiden Fachpersonen zur Wahl.

Für das Amt als Fachrichterin und Fachrichter für das Jugendgericht stehen verschiedene Personen zur Auswahl. Die SP hat einen klaren Sitzanspruch: Wir sind mit vier Sitzen im Rückstand. Deshalb empfehlen wir nicht nur aus fachlicher, sondern auch aus politischer Sicht unseren Kandidaten Herrn Daniel Kauer. Als Sozialpädagoge und ehemaliger Heimleiter des Jugendheims Lory bringt Herr Kauer ein grosses Fachwissen in der Jugendarbeit mit, und mit seiner zeitlichen Verfügbarkeit als Frühpensionär ist er bestens geeignet, in dieser wichtigen und herausfordernden Arbeit als Jugendrichter tätig zu sein. Seine Sichtweise auf die Situation von Jugendlichen und die Herausforderungen, die an einen Jugendrichter gestellt werden, vereint er in ausgesprochenem Einklang, und die Fraktion empfiehlt, ihn zu wählen.

Mit der Besetzung der beiden Stellen als Laienrichterinnen für die Regionalgerichte hoffen wir natürlich, unseren Proporzanspruch von sieben Sitzen in der Bilanz zu verbessern und empfehlen unsere beiden Kandidatinnen. Frau Martina Marti ist Lehrerin an der Berufs-, Fach- und Fortbildungsschule Bern (BFF) und eine sehr vielseitig interessierte Person. Um die Bedingungen einer Laienrichterin zu erfüllen, wird Frau Marti ihr aktuelles, noch zu hohes Arbeitspensum reduzieren und somit den Kriterien der Vereinbarkeit mit dem Amt entsprechen. Sie hat auch nicht die Absicht, das Jus-Studium weiterzuverfolgen. Sie hat nur das Einführungsstudium besucht. Somit steht ihrer Wahl nichts im Weg, und wir können sie vorbehaltlos empfehlen.

Für den zweiten Sitz empfehlen wir Frau Vanda Descombes. Sie bringt einen sehr grossen Erfahrungsrucksack aus der Arbeitswelt mit. Als Verantwortliche für die Aus- und Weiterbildung der Kader- und HR-Fachpersonen beim Bund und ehemalige Gymnasiallehrerin an der Wirtschaftsmittelschule verfügt sie über viel Menschenkenntnis und ist im Umgang mit Jugendlichen und Erwachsenen versiert. Ihre Mehrsprachigkeit und Erlebnisse als Einwanderungskind erachten wir als grosse Bereicherung für das Amt als Laienrichterin. Ihre zeitliche Verfügbarkeit rundet ihr Profil bestens ab, und die SP-JUSO-PSA-Fraktion empfiehlt sie sehr zur Wahl.

Christoph Patrick Zimmerli, Bern (FDP). Nachdem gestern noch mehrere Kandidierende ihren Rückzug erklärt haben, versprechen die heutigen Richterwahlen keine grosse Spannung. Die FDP-Fraktion unterstützt bei der ersten Wahl zur Präsidentin des Obergerichts Frau Annemarie Hub-Schmid Volz. Sie ist eine langjährige, bestens ausgewiesene und in Juristenkreisen hoch geschätzte Kollegin, und es ist schön, dass mit ihr auch wieder eine Frau in der Justizleitung des Kantons Bern Einsitz nimmt.

Wir unterstützen bei der zweiten Wahl zum Mitglied des Verwaltungsgerichts, sozialversicherungsrechtliche Abteilung, Herrn Philippe Jakob, nachdem gestern unsere eigene Kandidatin ihren Rückzug erklärt hat. Wir hätten in dieser Abteilung zwar gerne eine zweite Frau als Richterin – bisher gibt es in dieser Abteilung nur eine Frau als Richterin –, aber angesichts der Kandidatur von Herrn Jakob machte es keinen Sinn, an der eigenen Kandidatur festzuhalten. Herr Jakob verfügt denn auch über hervorragende Kenntnisse und langjährigste Erfahrungen auf diesem sehr komplexen und eigenständigen Rechtsgebiet der Sozialversicherungen, und man hat bei den Vorstellungen gespürt, dass er mit Leib und Seele bei der Sache ist. Er wird denn auch aus Richterkreisen wärmstens zur Wahl empfohlen. Dieser Empfehlung schliessen wir uns an.

Wir unterstützen bei der dritten Wahl, Ersatzmitglied deutscher Muttersprache für das Obergericht, Frau Franziska Friederich Hörr, weil ihre Fachkompetenz und ihre Durchsetzungsfähigkeit ausser Frage stehen.

Bei der vierten Wahl, Fachrichter für das Kindes- und Erwachsenenschutzgericht, empfehlen wir unseren Kandidaten, Herrn Franz Caduff, zur Wahl. Er ist ein sehr erfahrener Psychiater, und das ist genau das Profil, das wir suchen. Zudem ist er eine Persönlichkeit mit einer erstaunlichen Gelassenheit, die einem Gericht auch gut tun kann. Ausserdem unterstützen wir bei dieser Wahl Herrn Hans Peter Graf.

Bei der fünften Wahl schliesslich, Fachrichter für das Jugendgericht, unterstützen wir Herrn Daniel Kauer, der über langjährige spezifische Berufserfahrung verfügt und seit seiner Pensionierung Zeit hat, um dieses Amt auch auszufüllen. Allerdings haben wir uns in diesem Zusammenhang – und jetzt nicht spezifisch auf die Persönlichkeit von Herrn Kauer gemünzt – schon gefragt, weshalb wir vermehrt Bewerbungen von Persönlichkeiten in sehr fortgeschrittenem Alter haben, konkret: Frühpensionierte und Pensionierte. Man muss sich einmal grundsätzlich überlegen, ob man Laienrichterämter und Fachrichterämter so attraktiv machen kann, dass auch wieder berufstätige Leute ein solches Amt annehmen können. Es hat auch damit zu tun, dass ein Richter oder eine Richterin ja sein oder ihr

Amt über mehrere Jahre ausüben können sollte, und das ist bei jemandem im Pensionierungsalter natürlich ein wenig schwierig.

Bei der sechsten Wahl haben wir zwei Laienrichterinnen für die Regionalgerichte zu wählen. Da empfehlen wir Frau Marion Nyffenegger von unserer Partei. Sie ist eine voll im Berufsleben stehende Frau, Mutter von zwei Kindern, vielfältig sozial sowie kulturell engagiert und bringt wichtige Erfahrungen für dieses Amt mit. Schliesslich unterstützen wir auch die jüngere der beiden SP-Kandidatinnen, Frau Martina Marti-Moser.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Zur ersten Wahl, Präsidentin des Obergerichts: Wir sind stolz, dass Frau Annemarie Hubschmid Volz hier zur Verfügung steht. Sie ist ein langjähriges, ausgewiesenes Mitglied dieses Spruchkörpers, und ich glaube, es ist das erste Mal, dass das Obergericht von einer Frau geleitet wird, jedenfalls in den letzten vierzehn Jahren, wo ich es kenne.

Zur zweiten Wahl: Es ist mir wichtig, dass es auch hier wieder funktioniert hat, dass die Qualität vor der Parteizugehörigkeit kommt. Ich habe von allen meinen Kolleginnen und Kollegen gehört, dass sie Philippe Jakob unterstützen. Er ist parteilos, aber bestens ausgewiesen. Er ist als sehr effizienter Gerichtsschreiber bekannt, der eigentlich schon heute viel Arbeit in sehr kurzer Zeit zu hoher Qualität macht.

Bei der dritten Wahl unterstützen wir – das ist klar – Frau Franziska Friederich Hörr. Da hatte die SP leider die Qual der Wahl zwischen zwei sehr guten Kandidatinnen. Wir sind froh, dass sie uns dort auch die Auswahl leichter gemacht und eine der Kandidatinnen zurückgezogen haben.

Zur vierten Wahl, Fachrichter für das Kindes- und Erwachsenenschutzgericht: Da ist es klar, dass die beiden Spezialisten Psychiater sind. Es ist für diesen Spruchkörper, der primär medizinisch gewährleisten muss, ob fürsorgerische Unterbringungen (FU) noch adäquat sind oder nicht, unabdingbar, dass es Ärzte respektive Psychiater sind. Deshalb sind wir froh, zwei alte erfahrene Hasen zu haben, die sich hier gemeldet haben, und wir unterstützen sowohl Herrn Caduff als auch Herrn Graf.

Zur fünften Wahl: Herr Kauer ist ein ausgewiesenes, klar fachlich erfahrenes Mitglied, und wir unterstützen ihn daher auch einstimmig.

Mein Vorredner hat es schon gesagt: Bei der sechsten Wahl haben wir Frau Marion Nyffenegger aus der FDP; selbstverständlich wählen wir sie. Wir möchten hier aber auch ein Signal aussenden. Kolleginnen und Kollegen, wenn Sie alle Fachrichter zusammenzählen und ihren Jahrgang betrachten, dann muss man es einmal sagen: Wir haben einen überalterten Spruchkörper. Ich nenne es so. Über 50 Prozent sind 65 Jahre alt oder älter – bis 79 Jahre. Kolleginnen und Kollegen, bei den normalen Richtern haben wir eine Altersvorgabe von – glaube ich – 65 Jahren, bei den Laienrichtern nicht. Aber es kann nicht sein, dass das Laienrichtertum nicht mehr Spiegelbild der Gesellschaft ist. Das ist ja Sinn und Zweck. Deshalb sind wir Parteien alle gehalten, bei neuen Wahlen auch jüngere Leute zu nehmen. Deshalb ist für uns klar, dass wir bei der SP-Variante Frau Martina Marti-Moser voll unterstützen, und zwar aus dem Grund, dass sie bedeutend jünger ist. Damit hätten wir für alle Wahlen von unserer Partei her nominiert, und ich danke Ihnen fürs Zuhören.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Wie bei den bisherigen Richterwahlen hat unsere Fraktion auch dieses Mal aus Effizienzgründen auf eigene Vorstellungsgespräche verzichtet und stützt sich auf die Erkenntnisse im Ausschuss IV der JuKo, in welchem wir auch vertreten sind. Wir möchten uns an dieser Stelle bei allen Kandidatinnen und Kandidaten für die Bewerbungen bedanken. Diese haben uns ermöglicht, eine echte Auswahl zu treffen, und wir sind in der glücklichen Lage, dass wir ausschliesslich Kandidatinnen und Kandidaten mit der Bewertung «sehr geeignet» unterstützen können.

Als erstes Kriterium gilt für unsere Fraktion die Qualifikation, als zweites der Anspruch nach Parteienproporz. Deshalb werden wir folgende Personen einstimmig unterstützen: Bei der ersten Wahl, Präsidentin des Obergerichts, unterstützen wir Frau Annemarie Hubschmid Volz. Sie ist die einzige Kandidatin. Bei der zweiten Wahl, ein Mitglied des Verwaltungsgerichts, unterstützen wir Herrn Philippe Jakob als einzigen Kandidaten mit der Qualifikation «sehr geeignet». Bei der dritten Wahl, Ersatzmitglied für das Obergericht, unterstützen wir Frau Franziska Friederich Hörr als einzige verbliebene Kandidatin, bei der vierten Wahl als Fachrichter des Kindes- und Erwachsenenschutzgerichts die Herren Franz Caduff und Hans Peter Graf als einzige verbliebene Kandidaten. Bei der fünften Wahl als Fachrichter für das Jugendgericht unterstützen wir Herrn Daniel Kauer als Kandidaten mit «sehr geeignet» und dem berechtigten Anspruch der SP gemäss Parteienproporz. Bei der sechsten Wahl als Laienrichterinnen unterstützen wir Frau Martina Marti-Moser und Frau Marion Nyffenegger als Kandidatinnen mit «sehr geeignet» und dem berechtigten Anspruch sowohl seitens der SP als auch seitens der FDP.

Zum Schluss möchte ich mich ganz herzlich beim Ausschussleiter Patrick Freudiger bedanken. Er hat die viertägigen Bewerbungsgespräche sehr gut geleitet.

Jan Gnägi, Walperswil (BDP). Die BDP-Fraktion bedankt sich bei allen Kandidatinnen und Kandidaten dafür, dass sie sich für diese Ämter zur Verfügung stellen. Bei der ersten Wahl unterstützen wir Frau Hubschmid. Sie ist in unseren Augen eine sehr erfahrene und sehr kompetente Person. Wir wünschen ihr für dieses Amt alles Gute. Bei der zweiten Wahl unterstützen wir Herrn Jakob, bei der dritten Wahl Frau Friederich, bei der vierten Wahl die beiden Herren Caduff und Graf, bei der fünften Wahl Herrn Kauer und bei der sechsten Wahl Frau Nyffenegger und Frau Descombes.

Christine Schnegg, Lyss (EVP). Wir haben verschiedene Wahlen, und zu denjenigen, die nicht bestritten sind und für welche wir jeweils nur eine oder zwei Personen zur Verfügung haben, äussere ich mich nicht. Diese unterstützen wir selbstverständlich alle. Sie sind sehr geeignet und sehr qualifiziert und haben alle unsere Stimmen.

Einzig die zweite Wahl bleibt offen. Dort haben wir noch eine Auswahl, und auch die EVP-Fraktion hat sich für Philippe Jakob entschieden. Er hat wirklich die beste Qualifikation vom Ausschuss erhalten, hat unseres Erachtens die beste, längste und qualifizierteste Berufserfahrung und ist für genau dieses Amt geeignet.

Bei der fünften Wahl, Fachrichter für das Jugendgericht, erhält von uns auch Herr Daniel Kauer alle Stimmen der Fraktion. Das geschieht vor allem auch aufgrund des Ausschusses, der ihn als sehr geeignet bewertet hat, zudem wegen seiner langen Berufs- und Lebenserfahrung und wegen seiner zeitlichen Verfügbarkeit.

Bei der sechsten Wahl, Laienrichter für die Regionalgerichte, haben wir auch drei ausgezeichnete Kandidaturen und aus verschiedensten Gründen erhalten alle drei Stimmen von der EVP.

Antonio Bauen, Münsingen (Grüne). Ich kann mich den Worten von Christine Schnegg anschliessen. Zu den Wahlen, die klar sind, sage ich auch nichts mehr und spreche höchstens all jenen den Dank aus, die sich beworben haben und ihre Fähigkeiten dem Kanton zur Verfügung stellen wollen.

Bei der zweiten Wahl unterstützen wir selbstverständlich auch Herrn Philippe Jakob. Er hat – wie bereits gesagt worden ist – klar «oben hinausgeschwungen». Bei der fünften Wahl unterstützen wir ebenfalls Herrn Daniel Kauer. Auch er scheint uns, nebst seiner zeitlichen Verfügbarkeit, für dieses Amt sehr geeignet. Bei der sechsten Wahl haben wir ja auch ein Luxusproblem: Wir haben drei gute Kandidatinnen. Bei uns war das Rennen intern noch etwas offen. Wir haben verschiedene Schwerpunkte gesetzt. Einzelne werden Frau Descombes-Della Schiava wählen, andere Frau Marti-Moser, und sicher wird auch Frau Nyffenegger in der Wahl sein.

Patrick Freudiger, Langenthal (SVP). Bei den Wahlempfehlungen der SVP-Fraktion zur ersten Wahl freut uns natürlich, dass wir Ihnen auch von unserer Fraktion aus Frau Annemarie Hubschmid wärmstens empfehlen dürfen. Aus den Voten der bisherigen Fraktionssprecher wird zusätzlich deutlich, dass sie aufgrund ihrer herausragenden beruflichen Qualifikationen allseits geschätzt und hoch geachtet ist. Wir empfehlen Ihnen, sie zu wählen.

Bei der zweiten Wahl wählen wir aufgrund der Qualifikation des Ausschusses IV Herrn Philippe Jakob. Zwar gab es gewisse Diskussionen darüber, wie angebracht es ist, dass man hier immer mehr Parteilose wählt, obwohl eigentlich die Meinung ist, dass Parteien das Spiegelbild der Gesellschaft sein und Eingang in die Richterämter finden sollen. Aber aufgrund der klaren Qualifikation und namentlich auch aufgrund der Tatsache, dass eben nur noch zwei Parteilose zur Wahl stehen, werden wir einstimmig Herrn Philippe Jakob wählen. Er hat aufgrund seiner beruflichen Qualifikationen beste Voraussetzungen für dieses Amt.

Bei der dritten Wahl werden wir einstimmig Frau Franziska Friederich Hörr wählen. Bei der vierten Wahl werden wir ebenfalls einstimmig die Herren Caduff und Graf wählen. Bei der fünften Wahl haben wir darauf geachtet, dass wir bei den Jugendrichtern Leute haben, die vor allem mit – ich sage es nun offen – schwierigen Jugendlichen sehr viel Erfahrung haben und vielleicht nicht nur mit schwierigen, sondern mit sehr schwierigen Jugendlichen. Daher haben wir uns der Empfehlung des Ausschusses IV angeschlossen und haben Herrn Bösch und Herrn Kauer im Fokus. Von uns werden beide Stimmen erhalten. Bei der sechsten Wahl, zwei Laienrichtern, werden wir Frau Marion Nyffenegger und Frau Martina Marti wählen. Zur Begründung verweise ich auf die Ausführungen, die von den Vorrednern gemacht wurden.

Präsident. Somit kommen wir zur Wahl, und ich bitte die Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler, die Wahlkuverts auszuteilen.

(Die Wahlkuverts werden ausgeteilt. Die Sitzung wird unterbrochen, bis die Wahlkuverts wieder eingesammelt sind und ausgezählt werden können.)

Geschäft 2018.RRGR.372

Motion 115-2018 Schneider (Biel/Bienne, SVP)

Madretschstrasse und Mettstrasse in Biel/Bienne zu Kantonsstrassen erklären

Präsident. Wir können mit den Sessionstraktanden weiterfahren. Vorweg noch eine Information: Am 7. Dezember findet hier im Rathaus, im Zimmer C401, eine ganztägige Einführung von der Justiz statt; Sie haben bereits eine Einladung erhalten. Es seien wenige Anmeldungen eingegangen, und die Richter kommen, um sich vorzustellen. Sie würden Sachverhalte und alles, was dazugehört, vorstellen. Wer noch Zeit findet und Lust hat, soll sich doch bitte noch beim Guichet oder bei der Präsidentin der JuKo, Monika Gyax, anmelden.

Gestern sind wir beim Traktandum 20 verblieben, einer Motion von Grossrätin Schneider, Biel. Sie ist zurückgezogen mit Erklärung.

Sandra Schneider, Biel/Bienne (SVP). Gestern haben wir über den Westast gesprochen, jetzt geht es indirekt um den Ostast. Vor ziemlich genau einem Jahr wurde der Autobahn-Ostast eröffnet, und in den umliegenden Quartieren hat man recht schnell eine markante Verbesserung und Entlastung vom Verkehr gespürt. Leider hat es nicht lange gedauert, nur etwa einen Monat, und man hat bereits verkehrlich flankierende Massnahmen (vfM) umgesetzt. Das bedeutet, dass bei der wichtigen Mett- und Madretschstrasse eine Ampel vor einer Unterführung installiert worden und dass die Unterführung nur noch im wechselseitigen Einbahnverkehr passierbar ist. Jetzt ist es so, dass der Verkehr wieder unter starkem Stau leidet, der nun aber künstlich generiert ist, und dass die Stadt Biel auf stur geschaltet hat. *(Die Rednerin wird aufgrund eines technischen Problems kurz vom Präsidenten unterbrochen.)* Die getroffenen flankierenden Massnahmen sind fernab jeglicher Vernunft. Diese Massnahmen haben einzig zum Ziel, die Autofahrer in Biel zu schikanieren. Es ist enttäuschend, dass der Kanton Bern hier nicht helfen will, weil nicht nur der Verkehr im Quartier mit diesen vfM belastend ist. Es ist auch besorgniserregend. Der Wert der Liegenschaften direkt an der Strasse hat um 50 000 Franken abgenommen. Das ist inakzeptabel.

Ich ziehe den Vorstoss zwar zurück, weil mein Anliegen nicht verstanden wurde. Ich suche aber eine andere Lösung und komme wieder, denn das letzte Wort zur «roten Ampel» in Biel ist noch nicht gesprochen.

Geschäft 2018.RRGR.596

Motion 124-2018 Leuenberger (Trubschachen, BDP)

Rückforderung zu viel bezahlter Abgeltungen für Postauto-Dienstleistungen

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 21, «Rückforderung zu viel bezahlter Abgeltungen für Postauto-Dienstleistungen», eine Motion. Die Regierung will sie abschreiben. Ich gebe dem Motionär das Wort. Grossrat Leuenberger, Ihre Motion wäre an der Reihe. Würden Sie sich noch anmelden? *(Grossrat Leuenberger teilt dem Präsidenten mit, dass er die Abschreibung nicht bestreite und sich nicht dazu äussern wolle.)* Grossrat Leuenberger bestreitet die Abschreibung nicht. Ist diese Motion sonst bestritten? – Das ist nicht der Fall.

Dann kommen wir direkt zur Abstimmung, sofern nicht der Regierungspräsident das Wort wünscht. – Das ist nicht der Fall. Somit kommen wir zur Abstimmung: Annahme der Motion und gleichzeitige Abschreibung. Wer dem zustimmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Annahme und gleichzeitige Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 140

Nein 1

Enthalten 0

Präsident. Sie haben diese Motion angenommen und gleichzeitig abgeschrieben, mit 140 Ja-Stimmen gegen 1 Nein-Stimme bei 0 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.388

Motion 126-2018 Vanoni (Zollikofen, Grüne)

Glaubwürdige Mehrheitsbeteiligung des Kantons Bern an der BKW AG: Schluss mit einer Tarifpolitik, die im Widerspruch zu den energiepolitischen Zielen steht!

Richtlinienmotion

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 22, die Motion: «Glaubwürdige Mehrheitsbeteiligung des Kantons Bern an der BKW AG [...]». Ich gebe dem Motionär, Grossrat Vanoni, das Wort.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Ich gebe zu, die Motion zur Tarifpolitik der BKW Energie AG (BKW) tönt etwas kompliziert, fast so kompliziert, wie die Tarifbestimmungen, welche die BKW ihren Kunden jeweils mitteilt. Die Urheber dieser Motion sind deshalb bereit, diese Sache zumindest hier im Grossen Rat ein wenig einfacher zu machen und ziehen die Punkte 2–4 zurück. Dies erspart mir auch, auf einen Mangel in der Stellungnahme des Regierungsrates zu diesen Punkten einzugehen. Damit bleibt der Kern der Motion übrig. Der Regierungsrat wird beauftragt, alle Möglichkeiten auszuschöpfen, damit die BKW in Zukunft effektiv einen Beitrag zur Erreichung der energiepolitischen Ziele des Kantons leistet, wie das Artikel 6 des Gesetzes über die Beteiligung des Kantons an der BKW AG (BKW-Gesetz, BKWVG) verlangt. In einem wichtigen Bereich, beim Abnahmepreis für Solarstrom, hat der Grosse Rat bereits mehrfach ein klares Zeichen gegenüber der BKW gesetzt.

Für mich war es nach dieser mehrfachen Willensbekundung des Grossen Rates sehr enttäuschend, als ich diesen Frühling von einem konkreten, wirklich stossenden Beispiel in einem anderen Bereich der Tarife erfuhr. Man glaubt es kaum: Hauseigentümer, die eine eigene Solaranlage installiert und in der Folge mehr als 1000 Kilowattstunden weniger Strom von der BKW bezogen haben, erhielten danach eine Rechnung, die 1000 Franken höher war als im Vorjahr. Der Grund ist nicht allein der schlechte Abnahmepreis für Solarstrom, sondern die extrem hohen Preise, welche die BKW den Eigenstromproduzenten verrechnet.

Dass der Regierungsrat zu dieser diskriminierenden Tarifpolitik gegenüber Eigenstromproduzenten nicht klarer Stellung genommen hat, ist für mich auch eine Enttäuschung. Aber immerhin hat die BKW mittlerweile aufgrund von bundesrechtlichen Vorgaben mitteilen müssen, dass sie ihre Tarifpolitik ab nächstem Jahr in diesem Punkt ändern wird und keine unterschiedlichen Tarife für Eigenstromproduzenten und Kunden ohne eigene Produktion mehr vorsieht.

Im Klartext heisst dies: Das konkrete Ziel der Motion würde ab nächstem Jahr erfüllt, aber das grundsätzliche Ziel bleibt. Die Tarifpolitik der BKW ist endlich generell mit den energiepolitischen Zielen des Kantons in Einklang zu bringen. Mit Punkt 1 dieser Motion halten wir diese Forderung aufrecht. Ich bin froh, dass der Regierungsrat bereit ist, diesen Punkt anzunehmen, und ich bitte Sie, dasselbe zu tun.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Ich schaue gerade noch, ob es Mitmotionäre gibt. – Das ist nicht der Fall. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht nun Grossrätin Hässig.

Kornelia Hässig Vinzens, Zollikofen (SP). Auch «bad news are good news», und das ist wohl das Motto der BKW. Sie scheut sich nicht, negative Presse zu machen. Sie muss sich offensichtlich auch

nicht scheuen. Sie maximiert ihre Gewinne auf dem Buckel fortschrittlicher Solaranlagebesitzer oder auch auf dem Buckel von uns allen, indem sie unnötig hohe Netzgebühren verrechnet. Das haben wir gerade letztthin wieder in den Medien lesen können.

Wir schreiben hier im Grossen Rat Vorstoss um Vorstoss, und es geschieht eigentlich nicht wahnsinnig viel. Das ist auch dank einer Mehrheitsaktionärin der Fall, die an der Generalversammlung nur scheinbar die Interessen der Bevölkerung vertritt und nie richtig Klartext spricht. Oder haben Sie schon einmal in den Medien gelesen, dass die Vertreterin oder der Vertreter des Kantons die BKW an der Generalversammlung öffentlich gerügt hat? Das können sie aber, das entnimmt man auch dieser Antwort hier, die ich sehr gut finde. So könnte die Vertreterin oder der Vertreter nämlich eine flammende Rede halten und sagen, dass der Grosse Rat oder auch die Bevölkerung es total daneben finden, dass man so unsensibel und nicht fortschrittlich Politik betreibt.

Aber sind wir ehrlich: Das Management der BKW tickt einfach gleich wie ein grosser Teil unserer einflussreichen Wirtschaftsunternehmen tickt. Der Kunde ist eine Milchkuh; der Aktionär ist König; die Löhne der Chefetage sind wichtiger als die Zufriedenheit der Mitarbeitenden und so weiter. Trotz diesen Auswüchsen gibt es immer noch Leute, die solchen Unternehmen wie der BKW Steuergeschenke machen wollen, oder es gibt immer noch Leute, die schreien: Lassen Sie doch die Märkte spielen! Ja, die BKW spielt das Marktspiel super. Es kann nur eines die BKW in die Schranken weisen, und das sind nämlich klare gesetzliche Einschränkungen. Dies gilt auch für andere Wirtschaftsunternehmen, die kein Mass mehr kennen.

In der Antwort lesen wir auch, dass die Regierung ganz viele Dinge, welche die BKW falsch macht, eben nicht beeinflussen kann ... *(Das Lämpchen am Mikrofon des Rednerpults leuchtet.)* Also, so lange habe ich noch nicht gesprochen! *(Der Präsident weist die Rednerin auf die auf zwei Minuten beschränkte Redezeit im Rahmen der reduzierten Debatte hin.)* Ja, aber eine Minute kann ich schon oder? *(Der Präsident bejaht dies.)* *(Heiterkeit)* ... weil es im Bundesgesetz ist. Aber auch hier könnte die Regierung eigentlich Einfluss nehmen, indem sie sich nämlich beim Bund einsetzt, damit man die Löcher, welche die BKW so super auszunützen weiss, auch wieder stopft. Aber da müssen wir uns auch alle an der eigenen Nase nehmen. Wenn wir Gesetzgebungsprozesse machen, versuchen wir immer wieder Löcher zu kreieren, und das sollten wir eben eigentlich nicht tun. Also ... *(Der Präsident schaltet der Rednerin infolge überschrittener Redezeit das Mikrofon aus.)*

Präsident. Wir fahren weiter mit der EVP-Fraktion: Grossrat Aeschlimann. Die Redezeit beträgt nach wie vor zwei Minuten.

Martin Aeschlimann, Burgdorf (EVP). Nun hat sich «Siri» noch eingeschaltet *(in Bezug auf das aufgestartete iPad des Redners)* und will hier auch mitreden. Wenn ich die Antworten der Regierung lese, verstärkt sich der Eindruck, dass der Einfluss des Kantons aufgrund aktienrechtlicher Grenzen bei börsenkotierten Unternehmungen vor allem symbolischer Natur ist. Machen wir uns deshalb doch nichts vor, besonders nach dem x-ten Vorstoss mit gleicher Stossrichtung: Weder ein neues BKWG noch eine Eigentümerstrategie können die Aktionärsrechte erweitern und die strategische Einflussnahme des Kantons vergrössern. Nennen wir die ganze Sache doch lieber beim Namen. Die BKW ist für den Kanton viel mehr ein Goldesel als eine Bio-Kuh, die einen Beitrag zur Energiepolitik leisten soll. Wir können diese Diskussion in diesem Saal ruhig abkürzen. Die Regierung verfolgt mit der BKW eine andere Agenda. Die Chefetage der BKW soll das Unternehmen betriebswirtschaftlich optimal führen, es mit neuen Firmenkäufen von Dienstleistern in einem volatilen Energiemarkt breit abstützen und sich für die nachatomare Zeit rüsten. Aus ökonomischer Sicht hat die in einem schwierigen Marktumfeld tätige BKW nach wie vor einen hervorragenden Leistungsausweis. Aus ökonomischer Sicht liegen denn auch keine Geschenke für eine solare Förderung drin, umgekehrt sind aber Beteiligungen an Steinkohlekraftwerke durchaus möglich.

Wir können die Ziffer 1 der Motion überweisen und damit wiederum ein politisches Zeichen in Richtung Viktoriaplatz setzen. Die Frage ist nur, wie diese Rauchzeichen aus dem Rathaus dort gelesen werden. Wird geschmunzelt und damit gerechnet, dass sich der Rauch wie immer bald wieder verzieht?

Ich komme deshalb zu einem provokativen Fazit: Für die kantonale Energiepolitik und die Erreichung der energiepolitischen Ziele ist heute die BKW, einmal abgesehen von ihrem Beitrag an die Stromproduktion mit Wasserkraft, kein entscheidender Partner. Für die Erreichung der energiepolitischen Ziele braucht es vielmehr den politischen Willen eines Regierungsrates, einer Regierung, die ihre Position als Hauptaktionärin maximal ausspielt. Welche aktienrechtlich konformen Mittel sie dazu einsetzen könnte, kann ich ihnen nicht sagen. Die Erwartungen aus dem Rat haben sich aber in letzter

Zeit geschärft: Die Regierung muss mehr erreichen und dafür sorgen, dass die BKW die Energiepolitik des Kantons zumindest nicht unterläuft und sie soweit wie möglich unterstützt.

Samuel Leuenberger, Bannwil (SVP). Die Fraktion der SVP stimmt dieser Motion mit Abschreibung mehrheitlich zu. Die hohe Preispolitik der BKW, insbesondere betreffend die Netztarife, hat ja in der Presse vor einigen Wochen Geschichte gemacht, und wir haben auf der dort abgebildeten Karte auch sehen können, dass insbesondere das Gebiet der BKW zu den Hochpreisinseln gehört, was die Tarife der Elektrizität in der Schweiz anbelangt.

Die SVP-Fraktion erwartet vom Mehrheitsaktionär, dass er bei der BKW auf die Tarifpolitik Einfluss nimmt und insbesondere für Strombezüger und Stromproduzenten, aber auch für die vielen KMU-Betriebe für günstige Rahmenbedingungen sorgt.

Daniel Trüssel, Trimstein (glp). Ich glaube, wir haben es in der letzten Legislatur verpasst, wirklich Massnahmen zu treffen, damit wir die BKW politisch so führen können, wie wir es wollen. Meines Erachtens müssen wir nun auch einmal aufhören, Zeichen zu setzen. In den Schnee urinieren setzt auch ein Zeichen, und die Wirkung ist etwa die gleiche, die wir hier nun noch erzielen können. Ich bin froh, sind die Punkte 2–4 zurückgezogen. Ich hoffe einfach, die Erkenntnis sei auch in diesem Saal gewachsen, dass es ein ordnungspolitisches Versehen war, dass wir die BKW so laufen lassen, wie sie ist. Wir müssen endlich die Netze von den Dienstleistungen trennen. Erst dann können wir energiepolitisch Einfluss nehmen, ohne dass wir die BKW in ihrem betriebswirtschaftlichen Umfeld mit politischen Vorstössen behindern. Wir werden den Punkt 1 selbstverständlich trotzdem überweisen und malen auch noch einen Flecken in den Schnee.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (BDP). Die BDP-Fraktion hat sich im Rahmen der Beratung des BKWG bereits dezidiert zur Frage geäussert, wie dieses Parlament auf die Geschäftstätigkeit der BKW Einfluss nehmen soll. Wir haben dort klar gesagt, dass wir trennen müssen zwischen den politischen Vorgaben und einem privatrechtlich organisierten Unternehmen, das nichts anderes tut als das, was es tun muss, nämlich sich organisieren, um auf dem Markt bestehen zu können. Wir haben auch dezidiert gesagt, dass wir das BKWG nicht wollen und auch keinen direkten Einfluss auf die Geschäftstätigkeit der BKW nehmen wollen.

Sie sehen nun, was geschieht. Dieses Gesetz haben Sie mehrheitlich überwiesen. Kaum hat die Legislatur begonnen, kommen die ersten Vorstösse, mit denen man direkt auf die Geschäftspraxen der BKW Einfluss nehmen will, auch von solchen Parteien, die im Rahmen der Beratung des BKWG klar geäussert haben, dass sie auf die Geschäftstätigkeit der BKW nicht Einfluss nehmen wollen. Ich erinnere an das Votum von Sprecher Raphael Lanz bei der Beratung des BKWG.

Ich glaube, wenn wir ein privates Unternehmen wie die BKW haben und dann regelmässig mit politischen Vorstössen in ihr Geschäftsfeld hineinzureden versuchen, dann wird dieses Unternehmen irgendwann nicht mehr so funktionieren, wie es heute funktioniert. Deshalb sind wir nicht glücklich, dass dieser Vorstoss vorgelegt wurde. Wir werden den Punkt 1 annehmen, obschon wir den Zweckartikel und das BKWG nie gewollt haben. Aber das Parlament hat demokratisch entschieden und diesen Zweckartikel so verabschiedet. Deshalb werden wir den Punkt 1 annehmen. Ich bin sehr froh, sind die anderen Punkte zurückgezogen worden.

Präsident. Wünscht der Regierungsrat das Wort? – Das ist der Fall.

Christoph Neuhaus, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektor. Grossrat Samuel Leuenberger hat es auf den Punkt gebracht. Sie haben bei den Beratungen des BKWG den Rahmen gesteckt, und dieser ist entsprechend einzuhalten. Und Sie sehen ja, die Regierung will das Ganze auch entsprechend annehmen. Ich war etwas überrascht wegen der Kämpfe. Aber «to put the sign», damit ich es noch einmal englisch sage, «ein Zeichen setzen»: Ich hoffe, dass es schnell Schnee gibt, dann kann man auch abliegen und einen Engel zeichnen. Das ist auch ein Zeichen; das nützt hier nichts. Die BKW ist entsprechend als Unternehmung geführt, und hierzu noch einmal der Hinweis auf das Votum von Grossrat Samuel Leuenberger. Sie können es dann nachlesen. Ich habe gefunden, man müsse es ein zweites Mal sagen. Im Leben muss man nämlich etwas 17-mal gehört, gelesen oder geschrieben haben, damit man es nachher noch weiss. Ich bin froh, wenn man das wieder in den Hinterkopf nimmt, wenn man versucht, einen neuen Vorstoss in dieser Art und Weise zu schreiben. Die Antwort können wir auch in Zukunft nicht anders geben, denn Sie haben diesen Rahmen gesteckt.

Präsident. Der Motionär erhält nur noch das Wort, wenn er in ein Postulat wandelt. In einer reduzierten Debatte gibt es keine zweite Wortmeldung. – (*Grossrat Vanoni geht zum Rednerpult.*) Der Motionär wandelt wahrscheinlich in ein Postulat.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Herr Präsident, in einem Nebensatz ist eine Bemerkung bezüglich des Abschreibens gefallen. Bisher ist «nicht abschreiben» beantragt. Oder ist «abschreiben» beantragt? Und wenn «abschreiben» beantragt ist, darf ich dann vielleicht noch dazu etwas sagen?

Präsident. Nein, in einer reduzierten Debatte eben nicht, nur wenn Sie in ein Postulat wandeln. Das sind einfach die Grundlagen, die wir uns hier im Rat geschaffen haben.

Nun warten wir gerade noch auf die Stimmenzähler. – Sie haben gehört, wir stimmen nachher über den ersten Punkt dieser Motion ab. Die anderen drei Punkte sind zurückgezogen, und dann ist bei Annahme noch Abschreibung beantragt.

Die Stimmenzähler sind anwesend. Wer bei dieser Motion, «Glaubwürdigkeit Mehrheitsbeteiligung des Kantons Bern an der BKW AG: Schluss mit einer Tarifpolitik, die im Widerspruch zu den energiepolitischen Zielen steht!» den Punkt 1 annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	148
Nein	1
Enthalten	0

Präsident. Sie haben diese Motion im Punkt 1 angenommen, mit 148 Ja-Stimmen gegen 1 Nein-Stimme bei 0 Enthaltungen.

Nun stimmen wir über die beantragte Abschreibung ab. Wer der Abschreibung zustimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	67
Nein	78
Enthalten	5

Präsident. Sie haben dieser Abschreibung nicht stattgegeben, mit 78 Nein- gegen 67 Ja-Stimmen bei 5 Enthaltungen.

Ich danke dem Regierungspräsidenten für die Anwesenheit und wünsche ihm eine gute Adventszeit und einen guten Jahreswechsel. Wir warten nun auf den Volkswirtschaftsdirektor.

Die Sitzung wird kurz unterbrochen.

Motion 133-2018 Alberucci (Ostermundigen, glp)
Keine Schutzzonen gegen den Willen der lokalen Bienenzucht- und Imkervereine
Richtlinienmotion

Präsident. Ich begrüsse den Volkswirtschaftsdirektor bei uns. Wir kommen zu den Geschäften der VOL. Wir sind nun beim Traktandum 23, einer Motion: «Keine Schutzzonen gegen den Willen der lokalen Bienenzucht- und Imkervereine», eine Richtlinienmotion. Sie ist zurückgezogen mit Erklärung. Ich gebe dem Motionär, Grossrat Alberucci, das Wort.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). In der Junisession haben wir das Kantonale Landwirtschaftsgesetz (KLwG) verabschiedet und dort im Artikel 10 einen neuen Absatz eingeführt, der sagt, dass zum Schutz der Bienenzucht Schutzzonen eingerichtet werden können. Jetzt ist es so, dass dadurch potenzielle Interessenkonflikte entstehen und der Regierungsrat bei der Verordnung zu diesen Schutzzonen eine Interessenabwägung machen muss.

Der Grund ist folgender: Wenn ich als Imker oder Imkerin eine reine Königinnenzucht machen will, dann muss ich sicherstellen, dass meine Königin, wenn sie nachher auf den Königinnenflug geht, nicht von einer fremdrassigen Drohne begattet wird, und diese Drohnen haben eine Reichweite von 20 Kilometern. Sprich: Wenn ich hier einen Imkerstand machen will, der reine Rassenzucht macht, muss ich verhindern, dass in einem Radius von bis zu 20 Kilometern andere Imker ein anderes Genutgut verwenden und diesen quasi das Gewerbe verhindern. Und wohlgemerkt: Die anderen Imker, das sind unter anderem Naturimker und Bioimker. Also, wir haben hier klar gesagt, dass die reine Rassenzucht gewissermassen einen Vorzug gegenüber der Bienenimkerei auf natürliche Art und Weise hat.

Demgegenüber muss man festhalten, dass es im KLwG durchaus auch Gesetzesartikel gibt, welche die Naturimkerei schützen, beispielsweise Artikel 1 KLwG, der besagt, dass das Gesetz die Förderung von naturnahen Bewirtschaftungsweisen bezwecken soll, oder Artikel 10, der sagt, dass die genetische Vielfalt von Nutztierarten gefördert werden soll. Dazu haben wir einen weiteren Schutz dieser Naturimker. Das ist die Wirtschaftsfreiheit. Es kann nicht sein, dass ein Zuchtimker entscheidet und der Regierungsrat das nachher in Form einer Verordnung befolgt und sagt: Hier will ich nur reine Rassenzucht. Denn das verhindert nachher im Umkreis von bis zu 20 Kilometern die anderen Imker, so zu wirtschaften, wie sie es bisher, teilweise über Jahrzehnte, gemacht haben.

Das ist die Ausgangslage. Sie sehen, es braucht eine Interessenabwägung, und die Interessenabwägung wird der Regierungsrat im Rahmen der Verordnung zu solchen Schutzzonen machen. In seiner Antwort hat der Regierungsrat klar gemacht – und das freut mich sehr –, dass er diese Interessenabwägung seriös und mit Augenmass machen will. Er hat gesagt, dass er in erster Linie anstrebt, breit akzeptierte Belegstationen als Schutzzonen zu deklarieren, und er hat klar aufgezeigt, dass er ein Mitwirkungsverfahren bei den Verordnungen machen wird, wo er die betroffenen Imkerinnen und Imker begrüssen wird, die lokalen Bienenvereine und sogar auch die Wanderimker. Ich danke dem Regierungsrat, dass er diesen Weg aufzeigt, und ich bin insofern auch frohen Mutes und positiv gestimmt, dass diese Interessenabwägung nicht nur zugunsten der Zuchtimkerei stattfinden wird, sondern auch zugunsten der Naturimkerei. Ich bin insbesondere guter Dinge, weil ich weiss, dass unter Naturimkern das Thema stark präsent ist und dort eine gewisse Sensibilisierung stattgefunden hat. In diesem Sinne ziehen wir die Motion zurück – mit einem guten Gefühl.

Präsident. Darf ich kurz um Ihre Aufmerksamkeit bitten! Ich bitte die Fraktionspräsidien kurz in die Wandelhalle. Ich habe mit Ihnen etwas zu besprechen betreffend Zeitbudget und übergebe jetzt das Mikrofon, die Leitung an den Vizepräsidenten. Die Fraktionspräsidien in die Wandelhalle!

Der Vizepräsident, Hannes Zaugg-Graf, übernimmt den Vorsitz.

Geschäft 2018.RRGR.123

Motion 027-2018 Sauvain (Moutier, PSA)

Bringt eine Produktionsauslagerung wirklich nur Vorteile?

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 24, eine Motion von Grossrätin Sauvain, übernommen von Peter Gasser.

Peter Gasser, Bévillard (PSA). Je vous recommande d'accepter cette motion, mais aussi – surprise – de la classer. Oui, en effet, à la lecture de la réponse du Conseil-exécutif, je ne vous cache pas mon étonnement en lisant la proposition de rejet. Ce fameux calculateur développé ici, en Suisse, à l'Université de Lausanne par Madame la professeure Suzanne de Tréville et au Swiss Finance Institute par Monsieur le professeur Normann Schuerhoff, permet de se faire une idée réaliste selon le type d'entreprise sur les éventuels bénéfices à retirer d'une délocalisation. Ses qualités, mais aussi ses limites sont bien connues. Premier avantage de cet outil: il est disponible gratuitement. Donc, le premier point de la motion est ainsi déjà réalisé. Plus loin dans la réponse, j'apprends avec plaisir que la promotion économique du canton de Berne s'en sert au cas par cas dans ses échanges avec des entrepreneuses et entrepreneurs. Chers collègues, c'est magnifique! Le second point de la motion est aussi réalisé! Merci.

Enfin, il semblerait que le canton fasse en sorte, à travers de multiples canaux, que les acteurs économiques se connaissent et échangent. Encore une fois je suis aux anges, puisque cette affirmation correspond au troisième point de la motion. Dès lors, je ne comprends franchement pas la proposition de rejet du gouvernement. La seule chose à faire par rapport à la situation actuelle est de mettre un lien sur le site Internet de la Direction de l'économie, qu'il donne le lien pour le téléchargement dudit programme, et c'est tout. Je vous enjoins donc à suivre l'argumentation du Conseil-exécutif, que je partage, et d'en tirer la conclusion qui s'impose, soit d'accepter cette proposition. Pour aider ceux qui auraient des doutes à suivre mon raisonnement, je vous propose même le classement de cette requête, puisque je ne peux rien faire d'autre que d'exprimer ma satisfaction. Permettez-moi encore une petite précision. Selon mes informations, la moitié du cahier des charges de Madame la professeure Suzanne de Tréville est également consacrée aux études pour le service public et le tissu économique régional. Il est donc possible de la contacter directement pour faire tester l'outil dans une entreprise avec l'aide de doctorants. C'est quand-même intéressant. Donc, en conclusion, et contrairement au Conseil-exécutif, je vous recommande d'accepter cette motion, mais également de la classer. Je vous remercie pour votre attention, et surtout pour votre soutien.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben es gehört: Bevor wir zu den Sprechern kommen, wird vorgeschlagen, diese Motion anstatt einer Ablehnung anzunehmen und sie gerade gleichzeitig abzuschreiben, weil eigentlich schon alles erfüllt ist. Dann könnten wir uns auch Zeit sparen. Christoph Ammann wäre bereit, dies auch so zu handhaben, sodass wir direkt zur Abstimmung kommen könnten, um diese Motion mit einer Abstimmung anzunehmen und sie gleichzeitig abzuschreiben. Wäre das ein mögliches Vorgehen, oder gibt es Opposition dagegen? Möchten Sie unbedingt dazu sprechen? – *(Drei Redner und eine Rednerin sind auf der Rednerliste aufgeführt, wobei deren Namen nach und nach von der Rednerliste verschwinden.)*

Es sieht so aus: Die Leute sind gerade sofort von der Rednerliste verschwunden, und ich habe niemanden mehr auf dieser stehen. Dann gehe ich davon aus, dass das so gut ist. Vielen Dank, Peter Gasser, dass wir gerade direkt zur Abstimmung kommen können. Jetzt läuten wir noch schnell. Wir müssen noch die Stimmenzähler kommen lassen, dann würden wir direkt über die Motion abstimmen: Annahme und gleichzeitige Abschreibung. Aber Sie müssen uns gerade noch kurz Zeit geben. Sie brauchen sich nicht zu beeilen, aber kommen Sie einmal, die Stimmenzähler sind auch noch nicht hier. Aber Sie brauchen nicht zu rennen.

Die Sitzung wird kurz unterbrochen, bis die Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler anwesend sind.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Die Stimmenzähler sind unterwegs, die Fraktionspräsidien ebenfalls. – Nun sind alle hier. Wir sind beim Traktandum 24, und diese Motion ist nun nicht zur Ablehnung empfohlen, sondern zur Annahme bei gleichzeitiger Abschreibung. Es gibt nur eine Abstimmung. Wer diese Motion annimmt und gleichzeitig abschreibt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Annahme und gleichzeitige Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 120

Nein 12

Enthalten 3

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben diese Motion angenommen und gleichzeitig abgeschrieben mit 120 Ja- gegen 12 Nein-Stimmen bei 3 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.194

Motion 060-2018 Imboden (Bern, Grüne)

Mehr Transparenz und Nachhaltigkeit bei Wirtschaftsförderung und Steuererlassen für Unternehmen im Kanton Bern

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Damit kommen wir zum Traktandum 25, eine Motion von Grossrätin Imboden. Frau Imboden, Sie haben das Wort.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Ich denke, ich bin froh, dass man hier über dieses Traktandum doch inhaltlich diskutieren kann. Bei dieser Motion geht es um mehr Transparenz und Nachhaltigkeit bei der Wirtschaftsförderung und bei den Steuererlassen für Unternehmen im Kanton Bern. Es sind zwei unterschiedliche Themen, die beide einen sehr engen Zusammenhang haben. In der ablehnenden Antwort verweist die Regierung darauf, dass man im Bericht der Wirtschaftsförderung genügend Informationen über die Transparenz habe.

Ich habe denn auch sehr interessiert sowohl die jährlichen Berichte der Wirtschaftsförderung als auch die Bilanz über die letzten zwanzig Jahre, die im Jahr 2017 erschienen ist, lesen können. Dort drin sieht man, dass in diesen zwanzig Jahren 1100 Projekte über die Wirtschaftsförderung unterstützt wurden. Die Prioritäten liegen hier sehr klar bei der Präzisionsindustrie; das sind 400 von diesen 1000. Der zweite Bereich ist derjenige der ICT, und die dritte Kategorie ist «Andere». Da weiss man nicht so genau, was es ist. Der vierte Punkt ist Medizinaltechnik, und am zweitwenigsten ist im Bereich Umwelt und Energie vorhanden.

In dieser Motion geht es, wie gesagt, um Transparenz und Nachhaltigkeit. Zum Stichwort Umwelt und Nachhaltigkeit: Die Motion stellt in zwei Punkten den Zusammenhang her, dass wir bei der Wirtschaftsförderung auch die Nachhaltigkeit und die Ökologie mitberücksichtigen und mehr Transparenz schaffen. Hier muss ich doch an die Adresse des Volkswirtschaftsdirektors deponieren, dass ich mehr als nur enttäuscht bin, dass in der Antwort der Regierung kein einziges Wort zu diesem Bereich Nachhaltigkeit referiert wird und weshalb man das ablehnt. Sehr geehrter Herr Regierungsrat, der Klimapakt von Paris gilt auch für die Wirtschaftsförderung des Kantons Bern, und ich bitte Sie, wirklich darauf hinzuwirken, dass man dem auch Nachhaltigkeit verschafft.

Die Regierung lehnt die Motion ab, und sie sagt, man habe genügend Transparenz. Im Bericht des Jahres 2017 steht zum Beispiel, wie viele Arbeitsplätze geschaffen werden, wie viele Investitionen von diesen geförderten Unternehmungen getätigt werden. Bei den Arbeitsplätzen steht, dass man 7961 Arbeitsplätze zu schaffen geplant habe. Bei den geschaffenen Arbeitsplätzen sieht es dann aber ein wenig anders aus. Da ist die Zahl 4755. Das heisst, etwa 3000 Arbeitsplätze, die man hat schaffen wollen, wurden nicht geschaffen, und das zeigt doch genau die Schwierigkeit. Wir wissen nicht, weshalb diese Arbeitsplätze nicht geschaffen wurden. Werden Sie noch geschaffen? Gibt es Gründe dafür? Müssen dann die Betriebe, die Förderung erhalten haben und Arbeitsplätze nicht haben schaffen können, nachher Rückzahlungen machen? Darüber wird kein einziges Wort verloren.

Ebenso bei den Steuererlassen: Der Regierungsrat kann neu gegründeten und angesiedelten Unternehmungen gemäss dem Artikel des geltenden Steuergesetzes (StG) Steuererlasse für maximal zehn

Jahre gewähren. Wer genau davon profitiert, liebe Kolleginnen und Kollegen, das weiss man nicht. Man weiss zum Beispiel, dass die Meyer Burger Technology AG während zehn Jahren nur 50 Prozent der Gemeinde-, Kantons- und Kirchensteuern auf Gewinn und Kapital zahlen musste. Das weiss man aber nur, weil Meyer Burger das selber kommuniziert hat. Bei CSL Behring weiss man es auch nicht so genau. Da unterhält man man sich irgendwie herummurmeln darüber, dass sie angeblich – angeblich! – zehn Jahre lang für ihren neuen Produktionsort gar keine Steuern bezahlt haben. Das heisst: Das sind Gerüchte, unklare Informationen, wenig Transparenz.

Und vielleicht noch ein letztes Beispiel: Ich weiss nicht, ob Sie die Walgreen Boots Alliance kennen? Das ist eine amerikanische Apothekenkette, börsenkotiert, 130 Mrd. US-Dollar schwer, eine der grössten globalen Unternehmungen im diesem Bereich. Im Jahr 2012 hat die VOL in einer Medienmitteilung – das kann man nachlesen – kommuniziert, dass diese nach Bern komme. Das freut uns! Sie sind heute im Postpark, also bei der Welle beim Bahnhof, beheimatet. Man liest aber seither nicht mehr viel darüber, was jetzt passiert ist, aber im Geschäftsbericht dieser Unternehmung ist von «tax holidays» zu lesen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, «tax holidays» ist das gleiche wie Steuererleichterungen. Diese Unternehmung hat mit Sitz im Kanton Bern für das Jahr 2016 116 Mio. Franken «tax holidays» gehabt, für das Jahr 2017 «tax holidays» von 142 Mio. Franken. Das sind entgangene Steuereinnahmen. Ich sehe, dass die Lampe leuchtet.

Ich glaube, das zeigt sehr deutlich: Wir haben ein Interesse daran – als Grosser Rat, als Aufsichtsorgan –, mehr Transparenz zu haben. Darum bitte ich Sie, diese Motion so zu überweisen, damit wir die Gelegenheit erhalten, künftig mehr Informationen über ein doch relativ heikles Gebiet zu haben. Es geht nämlich hier um Steuergelder für die Wirtschaft, für die geförderte Wirtschaft. Herzlichen Dank für die Unterstützung!

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechenden. Als Erstes für die Fraktion der EDU, Grossrat Jakob Schwarz.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Wenn niemand beginnen will, mache ich mit der kleinsten Fraktion halt doch den Anfang. Die EDU-Fraktion hat gewisse Sympathien für das grundsätzliche Anliegen dieses Vorstosses. Auch für uns sind Transparenz und Nachhaltigkeit in diesem Bereich wichtig. Trotzdem geht uns der Vorstoss eindeutig zu weit, indem gleich gerade alles öffentlich gemacht werden soll. Sofern nötig, könnten wir uns durchaus weitergehende Offenlegungspflichten gegenüber dem Grossen Rat oder weitergehende Kompetenzen der GPK vorstellen.

Gemäss Nachfrage beim GPK-Präsidenten erhält die GPK aber – Stand heute – eine Übersicht über alle Geschäfte der Wirtschaftsförderung, erfolgreiche wie nicht erfolgreiche und nach Regionen aufgeteilt. Sie hat zudem die Möglichkeit, jedes dieser Geschäfte einer vertieften Überprüfung zu unterziehen. Das erachten wir als genügend, und darum lehnen wir diesen Vorstoss in der vorliegenden Form ab.

Antonio Bauen, Münsingen (Grüne). Es wird Sie kaum überraschen, dass die grüne Fraktion diesem Vorstoss zustimmt. Einleitend möchte ich klar sagen, dass die Grünen das Engagement des Kantons Bern zur Standortförderung sehr unterstützen und begrüssen. Die Förderung basiert, wie bekannt, auf folgenden vier Pfeilern: Wirtschaftsförderungsgesetz (WFG), Innovationsförderungsgesetz (IFG), das Kantonale Gesetz über Investitionshilfe für Berggebiete (KIHG), das Basis für die neue Regionalpolitik ist, und das Tourismusentwicklungsgesetz (TEG). Dazu kommen aber noch der grosse unbekannte Brocken des StG und die damit verbundenen Steuererleichterungen.

Der Kanton leistet so sicher einen wichtigen Beitrag für Innovation, anwendungsorientierte Forschung und Entwicklung, Neugründung und Ansiedlung von Unternehmen und somit zur Förderung der wirtschaftlichen Entwicklung des Kantons Bern. Er betreibt die Fördermassnahmen mithilfe von Beratung und Vermittlung, mit Finanzbeiträgen, mit Beiträgen an Innovationsprojekte, mit der Förderung von Start-ups, mit Exportförderung und durch Unterstützung von KTI-Projekten, aber eben auch durch Steuererleichterungen oder Steuererlasse, nicht zuletzt auch mit dem Erlassen oder Reduzieren von Handänderungssteuern. Wie wir schon gehört haben, hat der Regierungsrat hier Möglichkeiten, solche Steuererlasse oder Steuererleichterungen bis maximal zehn Jahre zu gewähren.

Gemäss dem Geschäftsbericht, der auch schon erwähnt worden ist, wurden in den letzten Jahren pro Jahr rund 50 Projekte mit Beiträgen von insgesamt 2–4 Mio. Franken aufgrund des WFG, 5–10 Mio. Franken aufgrund des TEG ausgeschüttet sowie Darlehen von 2–15 Mio. Franken gegeben. Dabei erstaunen uns folgende zwei Sachen. Erstens: Die gewährten Steuererleichterungen sind nicht ausgewiesen. Hier tappt man im Dunkeln. Wir wissen nicht genau, wo wir dort stehen, in welchem Verhältnis,

in welcher Relation zu den Erfolgen oder auch zu den Gesamtsteuern das eigentlich steht. Zweitens: Obschon sich die Wirtschaftsstrategie des Kantons Bern klar Cleantech und Nachhaltigkeit als Ziel gesetzt hat, wurden gemäss Geschäftsbericht von den rund 50 Projekten pro Jahr nur 1–7 Projekte in den letzten Jahren im Bereich Energie und Umwelt gefördert.

Uns ist aber der sorgfältige Umgang, der ziel- und wirkungsorientierte Einsatz von Steuergeldern und die Gewährung von Steuererleichterungen, aber auch die Kohärenz mit den Zielsetzungen der Wirtschaftsstrategie sehr wichtig. Damit wir als Grosser Rat sicher sein können, dass das auch wirklich stattfindet, braucht es mehr Transparenz und ein zuverlässiges Controlling in Form eines Reportings, das diesen Namen auch verdient. Der Geschäftsbericht ist da viel zu allgemein und bringt besonders auch im Bereich der Steuererleichterungen gar keine Aussagen. Wir fordern deshalb, auch im Sinne der Motion, mehr Transparenz: Für was und für wen wurden diese Beiträge ausgeschüttet? An wen und in welchem Umfang wurden welche und während welcher Dauer Steuererleichterungen gewährt? Und wie tragen die Beiträge der Steuererleichterung zur Zielerreichung der Wirtschaftsstrategie und den darin enthaltenen Zielsetzungen der nachhaltigen Entwicklung bei und haben vielleicht auch schon Wirkung gezeigt?

Wir denken, es ist nichts als wichtig, dass man hier mehr Transparenz schafft. Wir sehen ein, dass man nicht jedes Detail von jeder Unternehmung offenlegen kann, darf und soll – nicht zuletzt auch im Interesse des Kantons. Aber hier muss mehr Transparenz kommen. Wir danken für die Unterstützung dieser Motion.

Michael Köpfli, Wohlen b. Bern (glp). Für uns ist dieser Vorstoss nicht ganz aus dem Tierbuch. Wir können den Wunsch nach mehr Transparenz durchaus nachvollziehen. Es ist tatsächlich so, dass auch wir ein wenig infrage stellen, ob man mit diesen Steuererlassen wirklich nachhaltig mehr Steuersubstrat und mehr Wachstum im Kanton Bern generiert. Wir sind eigentlich eher der Meinung, dass wir vor allem im Steuerwettbewerb, wo für alle Unternehmen die gleichen Grundlagen gelten, kompetitiver werden sollten.

Dennoch ist es für uns so, dass die Punkte 2–4 definitiv zu weit gehen, und zwar ist es auch ausgeführt: Das geht mit dem geltenden StG rechtlich gar nicht, und es ist auch so, dass es für uns dort zu sehr ein wenig so ist, als möchte man die Unternehmen einfach veröffentlichen oder an einen Pranger stellen. Und wenn schon, ist für uns eigentlich nicht das der Handlungsbedarf, sondern der Handlungsbedarf, wie es umzusetzen ist, ist beim Regierungsrat. Jakob Schwarz hat es angesprochen: Das ist etwas, auf das vielleicht die FiKo oder die GPK noch stärker den Finger haben könnten – dann müsste man es nicht ganz veröffentlichen –, dass man dort mehr Transparenz schafft.

In diesem Sinne sind wir bereit, den Punkt 1 als Postulat anzunehmen, damit der Regierungsrat schauen kann, wie man dort weiter vorgehen könnte. Damit muss man nicht gerade eine öffentliche Liste machen, die für jedermann oder jede Frau einsehbar ist, aber die Möglichkeit für mehr Transparenz soll geschaffen werden, damit wir als Parlamentarier nachher besser beurteilen können, ob dort die Gelder oder die Steuerausfälle tatsächlich sinnvoll investiert werden. Also zusammengefasst: Punkt 1 als Postulat, die restlichen Punkte lehnen wir ab.

Tom Gerber, Reconvilier (EVP). Comme vous tous, je pense, notre groupe considère la promotion économique comme importante pour la création d'emplois dans notre canton. Il est vrai, cependant, qu'un certain manque de transparence, que la confidentialité de certaines informations est considérée comme quelque peu gênante, et dans ce sens, nous avons une certaine compréhension pour cette motion. Pour nous, mais aussi particulièrement pour la population, il est encore plus difficilement compréhensible que certaines entreprises obtiennent des remises d'impôt et que certaines d'entre elles s'en vont dès que le délai de remise est passé. On en a eu un exemple dans notre région. Cependant, le groupe évangélique comprend majoritairement les arguments du gouvernement parce qu'on a l'impression que ce texte va trop loin. On comprend donc que par rapport à la confidentialité de certaines données, et dans ce sens-là, on refuse pour ces raisons les deux premiers points de cette motion.

Par contre, il nous semble que les points 3 et 4 ne sont pas dénués de fondement, et même, ils font réellement sens. Nous peinons à comprendre pourquoi le gouvernement semble vouloir se soutirer à une analyse de l'efficacité des mesures à long terme, et botter en touche toute question environnementale en lien avec la promotion économique. Nous soutenons donc le vote point par point. Nous vous proposons de rejeter les deux premiers points, et d'accepter les points 3 et 4.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Ich kann es gleich vorwegnehmen. Die BDP lehnt diese Motion einstimmig ab, aber zur Motion selber doch noch einige Aussagen: Die Wirtschafts-

förderung ist innerhalb des Grossen Rats immer wieder ein Thema. Der Antwort des Regierungsrates können wir entnehmen, dass daraus innerhalb der Volkswirtschaft die Berichterstattung bezüglich Transparenz ausgebaut wurde. Das nehmen wir positiv zur Kenntnis. Ich möchte erwähnen, dass innerhalb der Diskussion über die Angebots- und Strukturüberprüfung (ASP) von bürgerlicher Seite her dann auch ein Antrag gestellt wurde, wonach die Kosten des Messebonus zu senken seien, und zwar mit der Begründung, dass man der Meinung war, dass Unternehmen, die sich im Ausland an Messen beteiligen, sicher in der Lage sein sollten, diese Kosten selber zu tragen. Dort haben wir ja Anpassungen verlangt.

Jetzt zuerst zur Wirtschaftsförderung und dann zu den Steuern, zum zweiten Punkt: Die Wirtschaftsförderung fliesst nach Grundlagen verschiedener Gesetze in die Unternehmen. Die transparenten Fakten und Zahlen dazu werden bekanntlich jährlich im Geschäftsbericht abgebildet. Bevor überhaupt Geld fliesst, müssen also klare Anforderungen erfüllt sein. Die Wirtschaftsförderung funktioniert weder nach einem Giesskannenprinzip noch nach dem Slogan: «Wer hat noch nicht, wer will noch mehr?». Die Wirtschaftsförderung ist – wie wir es übrigens auch von anderen Geschäften kennen – als Teil einer Anschubfinanzierung zu werten. Wenn dann die Anschubzeit vorbei ist, spielt der Markt, ein Markt der jetzt im erwähnten Beispiel – ich nehme es extra hervor – von Meyer Burger in Thun ein globaler Weltmarkt ist. Und genau dieser Markt ist dann knallhart und von sehr vielen Faktoren abhängig.

Dazu eine Wirtschaftsanalyse zu machen, wie es die Motionärin zum Beispiel im Punkt 3 verlangt, wäre sicher eine sehr interessante Arbeit für die ausführende Stelle. Die Arbeit würde sicher viel kosten, aber die Frage, «Was machen wir nachher damit?», ist erlaubt, glaube ich. Und ich bleibe gerade bei Meyer Burger. Dass ein Unternehmen in dieser Grösse nach rund zehn Jahren die errechneten Zahlen und Ziele nicht erfüllen kann, ist einerseits für das Unternehmen selber, andererseits auch für die Stadt, die Region und ganz sicher für den Kanton Bern tragisch, aber vor allem auch für das Personal, das dann eben seine Stellen verliert. Diese Situation kann aber nicht in direkten Zusammenhang mit der Wirtschaftsförderung gebracht werden. Mit dieser oder ohne diese Förderung müssen die Unternehmen ein Risiko tragen, am Markt bestehen können und eben in diesem Fall, einem globalen Markt, der knallhart ist.

Zum zweiten Punkt der Motion, dem Steuererlass: Beim Steuererlass ist die Lage für uns ebenfalls ganz klar. Wir kennen das Steuergeheimnis, und die kantonalen und Bundesgesetzgebungen sind einzuhalten. Was also vom Gesetz her gegen aussen kommuniziert werden kann, wird kommuniziert, und alles andere unterliegt dem Steuergeheimnis.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Bevor wir zur nächsten Sprecherin kommen, ein Hinweis – und jetzt bringe ich eventuell gewisse Leute gerade etwas in die Sätze – über das weitere Vorgehen, wie wir es ordnen müssen und zu organisieren versuchen. Nach der VOL werden wir die Geschäfte der POM drannehmen. Nach der POM folgen die Geschäfte der ERZ, und die GEF kommt erst morgen dran. Nachher wäre dann fertig. Wir machen einfach so weit, aber die POM käme nun vorher; sie können am Abend nicht, sie kommt gerade nach der VOL. Also diejenigen, die jetzt noch über den Mittag POM-Speeches schreiben wollten: Bitte jetzt gleich dahintergehen, damit Sie dann nachher etwas sagen können. Vielen Dank.

Als nächste Fraktionssprecherin für die SP-JUSO-PSA, Tamara Funicello.

Tamara Funicello, Bern (JUSO). Wir diskutieren in diesem Rat über sehr unterschiedliche Sachen, zum Teil durchaus kuriose Sachen, zum Beispiel über Luchse, Bären und Wölfe – mir als Städterin ist es immer noch ein Rätsel, weshalb das so spannend ist, aber offensichtlich ist das wichtig – oder über Hundekurse. Ich hätte vor einem halben Jahr auch nicht gedacht, dass ich mich tatsächlich einmal vertieft mit einem Abwassergesetz oder mit Fenstern in der Uni Tobler auseinandersetzen würde. Aber das tun wir hier, und das ist auch gut so.

Es ist auch wichtig und richtig, dass wir dafür alle Informationen haben, die wir brauchen, um Entscheidungen zu treffen. Das ist unser Job. Wenn ich keine Informationen erhalte oder sie mir nicht holen könnte, über den Luchsbestand oder über den Nutzen von Hundekursen, dann wären meine Entscheidungen nichts anderes als einfach ein Bauchgefühl. Und genau darum erhalten wir ja auch kiloweise Papier nach Hause geschickt.

Aber bei einem Geschäft, einem wichtigen Geschäft, haben wir fast keine Informationen – ein Geschäft, das massgeblich darüber entscheidet, wie viel Busse oder Postautos in diesem Kanton fahren, wie gross die Klassen sind, ob wir uns mehr oder weniger Spitex leisten können. Wenn es um Steuererleichterungen für Unternehmen geht, um Grossunternehmen, nicht um KMU, wie Grossrätin

Imboden auch dargelegt hat, dann sind wir als Grosser Rat nicht gerade blind, aber haben doch eine starke Sehschwäche.

Der Regierungsrat kann in Eigenregie entscheiden, ob er Steuererleichterungen gewährt oder nicht, und wir haben keine Ahnung, in welchem Umfang das geschieht, bei wem genau und was es uns bringt. Das Einzige was wir wissen, ist, dass es geschieht. Das ist etwa so, als würde man uns einen Wikipedia-Artikel zu Luchsen in die Unterlagen legen, aber ohne zu sagen, ob und wie viele es im Kanton Bern gibt. So kann man doch einfach nicht sauber diskutieren!

Jetzt führt der Regierungsrat das Argument ins Feld, dass das im Interesse des Kantons Bern ist, wenn man diesen Unternehmen Steuererlass gewährt und niemandem sagt, wie viel das genau ist.

Wie wollen wir hier drin beurteilen, ob uns das etwas gebracht hat oder nicht? Wir wissen es ja einfach nicht und die Bevölkerung übrigens auch nicht. Und zudem: Die Beispiele, die publik werden – man kann eines davon zum Beispiel in den Unterlagen nachlesen –, sprechen nicht gerade dafür, dass das sehr viel Sinn gemacht hat: Grossunternehmen, die über Jahre keine oder kaum Steuern bezahlt haben, und dann wieder nach China abdüsen – «match wow», sagt meine Generation dazu –, und wir verschliessen einfach unsere Augen davor.

Wir brauchen andere, visionäre Wirtschaftsförderungsmittel in diesem Kanton und weltweit, nicht Steuererleichterung, nicht Steuerwettbewerb. Diese schaden nämlich der Bevölkerung in diesem Kanton, in diesem Land und auf der ganzen Welt. Der Steuerwettbewerb ist schlecht für die Menschen. Unter dem Strich und langfristig gesehen profitieren nämlich nur die Grossunternehmen davon. Diese spielen uns gegeneinander aus. «Teile und herrsche», heisst die hübsche Devise. Google geht zuerst zu Trump, nachher nach China und dann nach Zürich anklopfen, wartet darauf, dass sich diese selber zerfleischen und nimmt nachher das beste Angebot. So läuft es nämlich, Frau Luginbühl.

Und diese Spirale dreht sich, und die Steuern sinken und sinken und sinken. Und wir unterhalten uns nachher hier darüber, wo genau die Bevölkerung bluten soll. Das ist nicht die Politik der SP. Wir stehen «für alle statt für wenige» ein – konsequent, feministisch, für 99 Prozent und nicht für das reichste Prozent. Deshalb unterstützen wir diesen Vorstoss und würden Sie einladen, das Gleiche zu tun.

Patrick Freudiger, Langenthal (SVP). Ich möchte meiner Vorrednerin herzlich für ihr Votum danken, weil es nun relativ klar wird, worum es bei diesem Vorstoss geht. Man will eigentlich nicht mehr Information, sondern man will einfach ein Instrument aus der Steuergesetzgebung canceln, und ich glaube, so müssen wir diesen Vorstoss auch behandeln. Es geht darum, die Steuererleichterung zu verhindern, und dafür haben wir wenig Verständnis.

Der Kanton Bern liegt im Standortwettbewerb sehr weit hinten. Steuerwettbewerb ist eine Realität, egal ob man das nun akzeptieren will oder nicht. Und die Steuererleichterungen sind ein Mittel dazu, dass der Kanton Bern doch noch auf eine Art und Weise steuerrechtlich konkurrenzfähig bleibt. Das Instrument ist gesetzlich verankert, es ist im Bundesgesetz über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (StHG) vorgesehen. Es ist im Artikel 18 unseres StG konkretisiert. Also: Man macht hier nichts Zwielfichtiges, man macht schon gar nichts Verbotenes.

Und Steuererleichterungen haben sehr viel mit dem Steuergeheimnis zu tun: Auch das ist gesetzlich verankert. Es hat mit Vertraulichkeit zu tun. Wenn die Unternehmen, die Steuererleichterung bekommen, an den Pranger gestellt werden, dann stellt man dieses Instrument eben an sich in Frage. Und wer darum hier will, dass diese Unternehmen die Hosen runterlassen müssen, will eben, dass das Instrument an sich in Frage gestellt wird. Und da fragen wir uns seitens der SVP-Fraktion halt schon ein wenig, was die Konsequenz dieses Vorstosses anbelangt. Es sind die gleichen Kreise, die im Moment «kantonsauf, kantonsab» davor warnen, man solle dem Bundesgesetz zur Überwachung von Versicherten, die Leistungen von den Sozialversicherungen beziehen, nicht zustimmen – Stichwort Datenschutz. Hier aber will man, dass die Unternehmen an den Pranger gestellt werden.

Man sagt, man brauche die Informationen zum Steuererlass für Unternehmen zwingend, um beurteilen zu können. Liebe Tamara Funicello, sind Sie dann der Meinung, dass zum Beispiel all die Privaten, die armengenössig sind und darum einen Steuererlass erhalten, uns hier im Grossen Rat auch alle mit Vornamen und Namen mitgeteilt werden, damit wir alle Informationen haben, ob der Kanton Bern Steuererlassgesuche von Privaten vielleicht zu grosszügig beurteilt? Ich glaube, das möchten Sie wahrscheinlich nicht. Ich persönlich will es auch nicht, weil ich die Privatsphäre respektiere. Aber es zeigt ein wenig die ungleichen Ellen, mit denen man misst. Bei privaten Armengenössigen hält man den Datenschutz hoch, bei Unternehmen, die für unseren Wirtschaftsstandort essentiell sind, will man, dass sie die Hosen runterlassen müssen. Da gibt es plötzlich keinen Datenschutz mehr.

Also, die SVP hilft nicht, hier mit völlig ungleichen Ellen zu messen, umso mehr als es hier wirklich

um das Eingemachte geht, nämlich um unseren Wirtschaftsstandort. Wir lehnen diesen Vorstoss einstimmig ab. Vielleicht noch zum Schluss: Wir verstehen auch nicht ganz, weshalb man in dieser Thematik mit den Klimazielen einfach unbedingt noch eine Facette mehr bemühen will. Die Klimaziele von Paris – einfach noch zu sagen – sind nicht die einzigen umweltrechtlich relevanten Themen. Ein Kernkraftwerk zum Beispiel wäre wahrscheinlich auch ziemlich im Interesse der Klimaziele von Paris, weil es im CO₂-Bereich recht effizient ist. Wenn man also die Nachhaltigkeit bemühen möchte, dann müsste man das auch hier ein wenig breiter machen.

Aber kurz zusammengefasst: Dieser Vorstoss hier will die Steuererleichterungen für Unternehmen verunmöglichen. Dabei helfen wir nicht mit. Wir lehnen dies einstimmig ab, auch als Postulat.

Adrian Haas, Bern (FDP). Dieser Vorstoss ist eigentlich ziemlich alter Kaffee, er enthält nicht viel Neues. Wir haben hier drin schon verschiedentlich über die Transparenzfragen diskutiert, aber man kann ja auch immer wieder diskutieren.

Ich glaube, die heutige Lösung, wonach der Ausschuss der GPK volle Transparenz erhält, sei grundsätzlich genügend und tauglich, und damit wird ja auch die Aufsicht über die Regierung und Verwaltung sichergestellt. Zudem haben wir ja dann auch noch die Finanzkontrolle (FK).

Auch andere Kantone haben solche Wirtschaftsförderinstrumente und gewähren im Detail nicht mehr Transparenz. Man ist halt in Konkurrenz. Die Einzelunternehmensförderung – inhaltlich – ist sicher so lange nötig, als auch andere Kantone das tun. Am Besten ist es natürlich, wenn man das Steuerklima für Unternehmen generell so gestaltet, dass es attraktiv ist. Aber daran sind wir, und wir werden am 25. November Klarheit haben.

Es geht übrigens nicht nur um Steuererleichterungen; das müsste ich noch Frau Funicello sagen, die jetzt quasi ihr Süppchen vollends auf der Steuererleichterung gekocht hat. Es geht auch um Projektbeiträge zum Beispiel in Ergänzung zu den KTI-Förderungen. Das ist durchaus auch sinnvoll. Letztlich ist es natürlich nicht ganz einfach, eine Wirkungsanalyse zu machen, darüber sind wir uns im Klaren. Es führt ja zu Kostensenkungsmassnahmen, es werden Investitionen gefördert, und da gibt es natürlich auch gewisse Mitnahmeeffekte. Aber immerhin bemüht sich die Standortförderung, in ihrem Geschäftsbericht auch über die Wirkung ihrer Massnahmen zu berichten. In diesem Sinne bitten wir Sie, diesen unnötigen Vorstoss abzulehnen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Als Einzelsprecher: Grossrat Peter Siegenthaler, SP.

Peter Siegenthaler, Thun (SP). Ich komme hier nach vorne, weil kurz vor dem Ende der Antwort auch noch die GPK erwähnt ist und dass wir die Geschäfte der Standortförderung im Rahmen von jährlichen Gesprächen im FIN-VOL-ERZ-Ausschuss unserer GPK eng begleiten. Ich möchte dazu einfach ein paar Sachen sagen.

Wir haben uns in einem längeren Prozess so annähern können, dass die GPK mit denjenigen Informationen, die sie jetzt erhält, zufrieden sein kann und auch zufrieden ist. Wir werden transparent darüber informiert, welche Geschäfte erfolgreich waren. Aber man wird auch darüber informiert, welche Geschäfte gescheitert sind. Das gibt es auch. Und für die bestimmte Geheimhaltung gegenüber einer weiteren Öffentlichkeit haben wir ein bestimmtes Verständnis. Man könnte vielleicht sagen: Wenn alle Kantone mit ihren Mitteln zur Wirtschaftsförderung, direkt oder indirekt, ganz transparent wären, dann könnte der Kanton Bern hier auch mitmachen. Aber wenn der Kanton Bern der einzige ist, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, haben wir ein bestimmtes Verständnis dafür, dass man nicht so weit gehen kann.

Wir sind zum Teil Gemeindevertreter. Erinnern wir uns, wie wir selber in unseren Regionen, in unseren Gemeinden Unternehmungen anzusiedeln versuchen, und ich glaube auch nicht, dass wir untereinander viel mehr Transparenz herstellen, als die Kantone untereinander haben. Also: Wir sind hier in einem sehr sensiblen Bereich, der Erfolge, aber auch Misserfolge birgt. Und diese Misserfolge und diese Erfolge werden uns gegenüber transparent dargelegt. Das war nicht immer so. Dafür hat es einen Prozess gebraucht. Aber mit den jetzigen Verantwortlichen in der VOL, und schon mit dem Vorgänger, haben wir diesen Prozess so komplettieren und vervollständigen können, dass wir heute zufrieden sein dürfen.

Letztendlich führen ja wir die Aufsicht über die Verwaltung auch in Ihrem Auftrag aus. Wir sind ein von Ihnen gewähltes Organ. Deshalb dürfen Sie uns vertrauen – auch wenn es den einen vielleicht mehr und den anderen weniger schwer fällt –, dass wir hier versuchen, unserer Arbeit bestmöglichst nachzukommen. Und ich möchte auch der VOL für diesen Prozess danken, den wir hier miteinander

haben machen dürfen. Das war noch mein Beitrag zur Vervollständigung der Antwort, die hier von der Regierung gegeben wurde. Ich danke Ihnen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Ich sehe keine Sprechenden mehr. Dann gebe ich das Wort Regierungsrat Ammann.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Die Regierung und das Parlament haben sich in den letzten Jahren verschiedentlich mit der Frage der Transparenz befasst. Das ist wichtig, das ist richtig. Im Bereich der Wirtschaftsförderung hat aber Transparenz Grenzen. Weshalb? Wenn wir in der besten aller Welten lebten, gäbe es keinen Steuerwettbewerb, und dann bräuchten wir hier im Parlament keine solchen Vorstösse zu diskutieren. Wir leben aber in der zweitbesten, und in dieser gibt es einen Steuerwettbewerb. Wirtschaftsstandorte stehen ständig, tagtäglich untereinander in einem intensiven Wettbewerb – auf regionaler, nationaler, aber auch auf internationaler Ebene; und es ist eine alte Weisheit, dass sich Unternehmungen dort ansiedeln, oder Ausbauprojekte an solchen Standorten machen, wo sie für sich günstige Rahmenbedingungen erhalten. Zu diesen Rahmenbedingungen – ob wir es wollen oder nicht – gehören halt auch Verfahren für Finanzhilfe, dazu gehört auch das Thema Steuererleichterung, aber auch der Umgang mit Vertraulichkeit von Daten gehört dazu. Und, liebe Grossrätinnen und Grossräte, Vertraulichkeit ist im Einzelfall eine zentrale Anforderung einer Unternehmung an eine staatliche Wirtschaftsförderung.

Die Regierung zeigt in ihrer Antwort auf, dass der Kanton Bern im Standortwettbewerb geschwächt würde, wenn andere Standorte und Kantone Informationen über die bernische Förderung hätten, ohne dass genau diese Standorte oder eben Kantone selber die gleichen Informationen veröffentlichen, weil klar ist: Die Bekanntgabe der Förderung lässt unter Umständen Rückschlüsse auf die Geschäftstätigkeit von geförderten Unternehmungen zu, sie lässt Rückschlüsse auf die Art und Weise zu, wie die Kantone Instrumente einsetzen, welche sie einsetzen. Unternehmungen haben ganz klar auch ein rechtlich geschütztes Interesse, dass Förderung, Förderungsverhandlungen, Förderungsergebnisse vertraulich behandelt werden.

Ich bin sehr froh um die Aussagen des Präsidenten der GPK. Wir haben in den letzten Jahren die Berichterstattung zur Standortförderung deutlich und immer wieder ausgebaut. Wir berichten sehr viel transparenter als andere Kantone, und wir sind zudem der einzige Kanton, der alle vier Jahre Nutzen-Wirkungs-Analysen über die Förderung, über die Art der Förderung, über das Ergebnis der Förderung macht, und das ist eine externe Kosten-Nutzen-Wirkungsanalyse. Die Regierung ist deshalb der Auffassung, dass die Forderung der Motionärin nach einer Langzeitanalyse erfüllt ist.

Der Präsident der GPK hat es erwähnt: Die GPK begleitet die Arbeit der Standortförderung eng, erhält vertrauliche, sensible Informationen. An die Adresse von denjenigen Grossratsmitgliedern, die den Eindruck haben, das Parlament sei im Blindflug unterwegs, was die Informationslage angeht: Ich habe den Eindruck, dass die GPK parteipolitisch zusammengesetzt ist. Ich glaube, dieser Eindruck täuscht Sie nicht, mich auch nicht, und damit hat jede Fraktion Zugang zu diesen Ausführungen, welche die VOL der GPK gegenüber macht. Jede Fraktion hat über ihre Mitglieder in der GPK die Möglichkeit, Fragen zu stellen, die Möglichkeit, zu den Informationen zu kommen, zu sensiblen, zu vertraulichen Informationen. Auch die FK führt regelmässig eine Dienststellenrevision durch.

Ich erlaube mir noch eine Bemerkung zur Akzeptanz. Wenn die Motionärin sagt, dass die Bevölkerung und die Wirtschaft mehr Transparenz brauchen, damit die Akzeptanz der Förderinstrumente steigt, dann teile ich diese Auffassung nicht. Ich stelle selber immer wieder fest und erhalte das auch von meinen Leuten von der Wirtschaftsförderung zurückgemeldet, dass die Akzeptanz der Wirtschaftsförderung und der Förderinstrumente des Kantons Bern hoch ist – politisch, das scheint mir jetzt auch das Ergebnis dieser Debatte heute hier zu diesem Vorstoss, aber vor allem auch in der operativen Umsetzung. Die Unternehmungen vertrauen darauf, dass die Berner Wirtschaftsförderung ein verlässlicher Partner ist, ein Partner, der weiss, wie man mit sensiblen Informationen umgeht.

Gestützt auf die Aussagen des Präsidenten der GPK, gestützt auf Erfahrungen, die ich selber gemacht habe, komme ich zum Schluss, dass das Anliegen der Motion schon heute erfüllt ist, und die Regierung kommt zum Schluss, dass weitergehende Forderungen nicht im Interesse des Kantons wären. Sie würden vor allem an anderen Standorten anderen Kantonen nützen, mit denen der Kanton Bern in einem Standortwettbewerb steht. Die Regierung lehnt die Motion deshalb in allen Punkten ab.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Ich erteile der Motionärin, Natalie Imboden, noch einmal das Wort.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Ich bin jetzt sehr erstaunt über die letzte Aussage des Volkswirtschaftsdirektors. Er hat jetzt ganz am Schluss gesagt, jede Fraktion habe Zugang zu vertraulichen Informationen, die in der GPK vorhanden sind. Ich habe das sehr gerne gehört. Das heisst, ich werde heute die GPK-Mitglieder unserer Fraktion fragen, welche vertraulichen Informationen sie erhalten haben.

Herr Volkswirtschaftsdirektor, ich glaube, ich bin nicht sicher, ob ich jetzt alles richtig verstanden habe. Denn das heisst eigentlich, diese Daten sind damit «grossratsöffentlich», und das heisst: Dann sehe ich den Unterschied wirklich nicht, weshalb man es dann nicht dem Grossen Rat sagen kann, wenn wir als Fraktionsmitglieder über die GPK-Mitglieder Zugang zu vertraulichen Informationen haben. Mit dieser Aussage könnte ich eigentlich sagen: Ja, die Motion hat sich tatsächlich erledigt. Aber vielleicht ist das jetzt nicht ganz so gemeint, wie Sie es gesagt haben. Ich wäre froh, wenn man das noch klären könnte.

Ich denke, die Debatte – und ich bin froh um diese Debatte – hat gezeigt, dass es doch in verschiedenen Fraktionen ein gewisses Verständnis – «Sympathien» wurde gesagt – für dieses Anliegen nach mehr Transparenz gibt. Ich möchte vielleicht einfach noch zwei Sachen dazu sagen. Das eine ist: Ich habe keinen Antrag gestellt, die Wirtschaftsförderung zu streichen. Ich habe auch nicht den Antrag gestellt, im StG die Steuererleichterungen zu streichen – das an die Adresse der SVP. Das ist in diesem Sinne kein Antrag, der vorliegt. Es geht wirklich um Transparenz und um die Nachhaltigkeit von diesem Wirken.

Ich muss doch noch einmal ganz kurz zu Walgreen Boots Alliance zu sprechen kommen. In der Medienmitteilung von 2012 stand: Sie kommen nach Bern – das hat die VOL geschrieben –, weil wir attraktive Schulen haben, attraktives Wohnen, gute Verkehrsmittel und für das Kader, für die Familien attraktiv sind. Liebe Kolleginnen und Kollegen, Walgreen Boots Alliance: Bezahlen sie einen Rappen an unsere Kindertagesstätten (Kitas)? Bezahlen sie einen Rappen an unsere Ausgaben im öffentlichen Verkehr? Diese Frage bleibt einfach offen, und ich denke, diese Frage muss man sich tatsächlich stellen.

Zur Transparenz: Der Bund macht das zum Beispiel. Der Bund weist auf Bundesebene entgangene Steuereinnahmen aus. Also wird in einem jährlichen Bericht ausgewiesen, wie viele Steuereinnahmen man nicht macht, weil man eben «tax holidays» macht. Weswegen kann das der Kanton Bern nicht tun? Also man könnte wenigstens die Gesamtsumme der durch Steuererlasse nicht eingegangenen Steuern durchaus kommunizieren. Da haben wir heute wirklich null Informationen, und ich denke, da könnten wir wirklich einen Schritt weiter gehen.

Ich wandle die Punkte 1 und 2 aufgrund der Diskussion in ein Postulat. Ich denke, das wäre die Gelegenheit dafür, dass man wirklich sagen kann, man wolle genauer hinschauen. Über die Modalitäten könnte man sich dann später in einer Gesetzesrevision, oder nachdem das geprüft worden ist, äussern. Das würde die Gelegenheit geben. An den Punkten 3 und 4 halte ich fest. Ich glaube, Klimapolitik und auch die Nachhaltigkeit sind so ernsthaft, dass man da wirklich genauer hinschauen muss. Ich bitte Sie, die Motion – zwei Punkte in Postulat-, zwei Punkte in Motionsform – im Interesse der Transparenz zu unterstützen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Und nun gehe ich davon aus, dass der Herr Volkswirtschaftsdirektor noch einmal das Wort möchte.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Ja. Ich will Grossrätin Imboden, die ich als erfahrene, profilierte Grossrätin kenne und schätze, die Antwort nicht in aller Ausführlichkeit geben, die sie selbst nämlich schon richtig gehört hat. Dass die GPK-Mitglieder einem Kommissionsgeheimnis unterstehen, ist selbstverständlich. Dass aber die grossen Fraktionen Einsitz haben, Mitglieder in der GPK haben – diese Mitglieder hören die Informationen, sehen diese Informationen und sie können mindestens soweit in den eigenen Fraktionen Vertrauen schaffen, dass sie aufzeigen können: Es wurde informiert, es wurden glaubwürdige Darstellungen gemacht. Die Instrumente sind schlüssig. Es ist nicht so, dass Unternehmungen einfach eine Steuerkarawane sind, die alle zwei Jahre von einem Standort zum anderen wandern, ohne dass das Konsequenzen hätte. Alle solchen Aussagen kann man, ohne dass man das Kommissionsgeheimnis bricht, in die Fraktionen hineintragen, im Sinne einer Vertrauensbildung, wobei ich den Eindruck habe, dies funktioniert. Das Vertrauen ist in diesem Parlament grossmehrheitlich auch vorhanden.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Damit kommen wir zur Abstimmung. Wir würden punktweise abstimmen. Ich würde über den Punkt 1 als Postulat abstimmen lassen, über den

Punkt 2 als Postulat.. Und sind Sie einverstanden, wenn wir die Punkte 3 und 4 zusammen als Motion nehmen? Oder soll man darüber auch einzeln abstimmen? – Kann man sie zusammennehmen? – Das ist der Fall. Dann kommen wir zum Punkt 1. Wer den Punkt 1 dieser Motion, gewandelt in ein Postulat, annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	58
Nein	84
Enthalten	5

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben diesen Punkt 1 als Postulat abgelehnt mit 84 Nein- gegen 58 Ja-Stimmen bei 5 Enthaltungen.

Wir kommen zum Punkt 2. Wer den Punkt 2 als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	45
Nein	95
Enthalten	4

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben auch den Punkt 2 abgelehnt mit 95 Nein- gegen 45 Ja-Stimmen bei 4 Enthaltungen.

Dann kommen wir zu den Punkten 3 und 4 als Motion. Wer die Punkte 3 und 4 annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3 und 4)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	59
Nein	86
Enthalten	3

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben die beiden Punkte abgelehnt mit 86 Nein- gegen 59 Ja-Stimmen bei 3 Enthaltungen. Und damit übergebe ich das Wort wieder dem Präsidenten.

Der Präsident, Jürg Iseli, übernimmt wieder den Vorsitz.

Wahlresultate

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.632 – Wahl der Präsidentin / des Präsidenten des Obergerichts, für die Amtsdauer vom 01.01.2019 bis 31.12.2021

Bei 155 ausgeteilten und 153 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 1 und ungültig 0, in Betracht fallend 152, wird bei einem absoluten Mehr von 77 gewählt:

Annemarie Hubschmid Volz mit 152 Stimmen.

(Applaus)

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.612 – Wahl eines Mitglieds des Verwaltungsgerichts, sozialversicherungsrechtliche Abteilung, mit Beschäftigungsgrad 80 %, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Bei 155 ausgeteilten und 155 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 4 und ungültig 0, in Betracht fallend 151, wird bei einem absoluten Mehr von 76 gewählt:

Philippe Jakob mit 148 Stimmen.

Niklaus Matt erhielt 3 Stimmen.

(Applaus)

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.613 – Wahl eines Ersatzmitglieds deutscher Muttersprache für das Obergericht, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Bei 155 ausgeteilten und 155 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 4 und ungültig 1, in Betracht fallend 150, wird bei einem absoluten Mehr von 76 gewählt:

Franziska Friederich Hörr mit 150 Stimmen.

(Applaus)

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.614 – Wahl von zwei Fachrichterinnen oder Fachrichtern französischer oder deutscher Muttersprache für das Kindes- und Erwachsenenschutzgericht, für die Amtsdauer vom 01.01.2019 bis 31.12.2024

Bei 155 ausgeteilten und 155 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 1 und ungültig 0, in Betracht fallend 154, wird bei einem absoluten Mehr von 78 gewählt:

Franz Caduff mit 152 Stimmen und

Hans Peter Graf mit 152 Stimmen.

(Applaus)

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.615 – Wahl einer Fachrichterin oder eines Fachrichters für das Jugendgericht, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Bei 155 ausgeteilten und 155 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 9 und ungültig 0, in Betracht fallend 146, wird bei einem absoluten Mehr von 74 gewählt:

Daniel Kauer mit 123 Stimmen.

Oliver Bösch erhielt 23 Stimmen.

(Applaus)

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.616 – Wahl von zwei Laienrichterinnen oder Laienrichtern für die Regionalgerichte, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Bei 155 ausgeteilten und 155 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 1 und ungültig 0, in Betracht fallend 154, wird bei einem absoluten Mehr von 78 gewählt:

Martina Marti-Moser mit 118 Stimmen und

Marion Nyffenegger mit 106 Stimmen.

Vanda Descombes-Della Schiava erhielt 64 Stimmen.

(Applaus)

Vereidigung

Präsident. Das waren die Resultate der Wahlen. Wir kommen gleich zur Vereidigung des neu gewählten Verwaltungsrichters. Ich bitte die Ratsmitglieder und die Zuschauer auf der Tribüne, aufzustehen. Herr Philippe Jakob ist bereits hier vorne. Herr Jakob legt das Gelübde ab. *(Der Generalsekretär liest die Gelübdeformel in deutscher Sprache vor.)*

Herr Philippe Jakob legt das Gelübde ab.

(Applaus)

Präsident. Ich wünsche Herrn Jakob für seine neue Tätigkeit alles Gute, eine gute Hand und eine gute Zeit. *(Heiterkeit und Applaus)* Damit ist die Vereidigung abgeschlossen.

Geschäft 2018.RRGR.204

Motion 070-2018 Luginbühl-Bachmann (Krattigen, BDP) **«Rendez-vous Bundesplatz» ist auch «Rendez-vous Kanton Bern»**

Präsident. Das Traktandum 26, die Motion von Grossrätin Luginbühl, ist zurückgezogen, ohne Erklärung.

Geschäft 2018.RRGR.223

Motion 079-2018 Leiser (Worb, EVP) **Kantonale Beschaffungsplattform für Feuerwehren** **Richtlinienmotion**

Präsident. Somit kommen wir zum Traktandum 27, «Kantonale Beschaffungsplattform für Feuerwehren». Das ist eine Richtlinienmotion. Wir führen eine reduzierte Debatte. Ich gebe das Wort dem Sprecher für die Motion, Grossrat Aeschlimann.

Martin Aeschlimann, Burgdorf (EVP). Der Vorstoss verlangt, in Zusammenarbeit mit der Gebäudeversicherung Bern (GVB) eine kantonale Plattform für die Materialbeschaffung für die Feuerwehren aufzubauen. Es handelt sich um eine Richtlinienmotion, wir haben es gehört. Die Regierung hat also

einen grossen Umsetzungsspielraum. Darum können wir diesen Vorstoss problemlos auch als Motion überweisen. Ich habe diesen Vorstoss von Thomas Leiser aus unserer Fraktion «geerbt». Die Motion gründet auf seinen Erfahrungen, die er als Gemeinderat von Worb gemacht hat. Ich lege gleich vorweg offen, dass ich selbst noch nie in einer Feuerwehr gedient habe. Als Gemeinderat von Burgdorf habe ich aber auch die Erfahrung gemacht, dass eine Kommune mit der Ausschreibung und der Evaluation solcher Anschaffungen schnell einmal überfordert ist. Ich habe eine solche Übung mit den Verantwortlichen der zuständigen Direktion durchgespielt, inklusive Beschwerde der unterlegenen Mitbewerberin.

Wenn die Ausschreibungen fachlich und beschaffungsrechtlich einwandfrei durchgeführt werden sollen, wird es für die Gemeinde schnell einmal teuer. Zudem hat sie gegenüber dem meist kleinen Kreis von Anbietern wenig Gewicht; sie profitiert also nicht von Konditionen, die dann für grössere Beschaffungen gewährt werden, und es besteht die Gefahr, dass individuelle Wünsche und Features der Verantwortlichen der Feuerwehren die Produkte dann noch verteuern können, auch wenn das Feuer in den meisten Gemeinden des Kantons sehr ähnlich brennt.

Der Vorstoss stellt also die Frage in den Raum, wie sinnvoll es eigentlich ist, dass jede Gemeinde sich das Know-how für solche Beschaffungen selber aufbaut oder teuer bei Spezialisten einkaufen muss. Diese Frage stellt sich übrigens nicht nur bei der Beschaffung von Feuerwehr-Equipment. Der Vorstoss hat das Potenzial, Synergien zu nutzen und damit auch öffentliche Gelder haushälterischer einsetzen zu können. Ich gehe davon aus, dass die in der Antwort erwähnte beschaffungsrechtliche Frage, wonach der Kanton dann für die Gemeinden einkaufen würde – ob das möglich und zulässig ist –, im Rahmen der Umsetzung sicher gelöst werden könnte.

Ich bin gespannt auf Ihre Einschätzungen und die Diskussion.

Präsident. Es gibt keine Fraktionssprecherinnen und Fraktionssprecher. – Doch. Ich gebe das Wort Grossrat Zimmermann für die SVP-Fraktion.

Kurt Zimmermann, Frutigen (SVP). Die SVP-Fraktion anerkennt das gute Verhältnis zwischen der GVB, den Gemeinden und der Feuerwehr. Wir schätzen auch die geltende Praxis im Kanton Bern, wonach die Gemeinden Trägerinnen der Feuerwehr mit zweckgebundenen Betriebsbeiträgen sind. Die Gemeinden haben bei einer GVB-Umfrage klar zum Ausdruck gebracht, dass die Entscheidungskompetenz für derartige Beschaffungen auch in Zukunft bei ihnen bleiben sollte.

Wir lehnen die Schaffung einer zentralen Beschaffungsstelle ab. Die Argumente der Gemeinden überzeugen uns. Wir halten die Gemeindeautonomie hoch. Darum lehnen wir die Motion ab, und ein Postulat lehnen wir grossmehrheitlich auch ab.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion: Grossrätin Rüfenacht.

Andrea Rüfenacht, Burgdorf (SP). Die SP-Fraktion ist gleicher Meinung wie der Motionär. Wir denken, dass es nur Vorteile bringt, wenn man das Beschaffungswesen für komplexe technische und teure Einheiten zentral bearbeitet. Die Kompetenz in der Sache muss nicht jedes Mal neu aufgebaut werden. Der Anspruch an die Qualität bleibt immer gleich, und die Verhandlungsposition ist auch stärker, wenn man Beschaffungen zentralisiert. Qualität und die technischen Fachkenntnisse sind sicher am wichtigsten. Wir sehen aber eben schon auch noch die Möglichkeit für effizientere und günstigere Einkäufe. Die SP-Fraktion unterstützt diesen Vorstoss genauso auch als Motion. Auch dort hat ja der Regierungsrat noch sehr viel Handlungsspielraum.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). Wie in der Antwort des Regierungsrates zu lesen ist, können die Berner Feuerwehren auch das Angebot der Gebäudeversicherung Zürich (GVZ) in Anspruch nehmen und Feuerwehrmaterial zu günstigen Konditionen einkaufen. Aber was mich ein wenig aufhorchen liess, war folgender Satz in der Begründung: «Durch die Umsetzung dieses Vorstosses kann ein vernünftiger Umgang mit den Steuergeldern und den Beiträgen der GVB erreicht werden.» Ich habe mich nachher gefragt, ob das nicht die Bedingung ist, wenn man Steuergelder und Versicherungsgelder ausgibt.

Da heute die Strasseninfrastruktur eine ganz andere ist als zum Beispiel vor dreissig Jahren, muss auch die Feuerwehrinfrastruktur der einzelnen Gemeinden überdacht werden. Es macht keinen Sinn mehr, wenn jedes Dorf eine eigene Feuerwehr hat; und mit einer Feuerwehrfusion kann massiv mehr Geld gespart werden als mit einer solchen Plattform. Zudem gibt es seit Neuestem eine Internetplattform, über welche nicht mehr gebrauchtes Feuerwehrmaterial angeboten wird und auch zu sehr

günstigen Konditionen bezogen werden kann. Darum lehnt die grüne Fraktion die Motion ab, unterstützt aber ein Postulat. Danke für die Aufmerksamkeit.

Peter Gerber, Schüpfen (BDP). Der Regierungsrat anerkennt, die Gemeinden bei der Materialbeschaffung von der Feuerwehr zu unterstützen. Die abschliessende Entscheidungskompetenz sollte aber weiterhin bei den Gemeinden bleiben. So bleibt auch die Identifikation zur eigenen Feuerwehr bestehen. Im Nachgang zur Überprüfung des Beschaffungswesens wurden ja bereits Punkte definiert, wie Gemeinden zusätzlichen Support in Anspruch nehmen können. Eine zentrale kantonale Beschaffungsplattform ist auch sehr aufwendig. Die Erfahrungen aus Zürich zeigen: vier bis fünf Vollzeitstellen. Die BDP lehnt diese Motion daher einstimmig ab, und mehrheitlich wird auch ein Postulat abgelehnt.

Daniel Arn, Muri b. Bern (FDP). Die Feuerwehr ist ja für jede Gemeinde eine heilige Kuh und Hineinreden ist meistens überhaupt nicht erwünscht. Ich staune auch in meiner Gemeinde, was eigentlich das ganze Equipment immer wieder kostet, und vor allem bei den grossen Geräten wird einem fast schwindlig. Mir ist aber auch bewusst, dass es der Stolz jeder Wehr ist, wenn man so grosse Geräte anschaffen kann, und dass eine solche Autodrehleiter heute plus/minus 1 Mio. Franken kostet. Das stimmt einen schon etwas eigenartig. Doch ist die Frage auch berechtigt: Gibt es nicht eine Möglichkeit, wenn man diese Geräte zusammen beschafft, dass sie günstiger werden? – Wir sehen aber auch die vom Regierungsrat aufgeführten Aspekte, wonach berücksichtigt und abgeklärt werden müsste, ob es denn bei einem Beschaffungssystem rechtlich überhaupt zulässig wäre, wenn die Gemeinde bestellen und die Kantonsseite beschaffen würde.

Wir unterstützen es aber abschliessend – wie der Regierungsrat –, die Motion als Postulat anzunehmen und zu prüfen, ob es nicht eine Möglichkeit gibt, die Gemeinden bei der Materialbeschaffung für die Feuerwehr verstärkt zu unterstützen beziehungsweise auch zu entlasten. Für uns macht aber die ganze Übung nur dann Sinn, wenn die Kosten im Totalen gesenkt werden können. Eine Motion lehnen wir ab.

Präsident. Könnte irgendjemand von der EVP Herrn Aeschlimann noch einloggen? Ich sehe ihn nicht auf der Rednerliste. – Für die EVP-Fraktion Grossrat Aeschlimann.

Martin Aeschlimann, Burgdorf (EVP). Ich bin nicht ganz überrascht über die Diskussion. Wir wandeln – wenn ich hier richtig zusammengezählt habe –, sicher in ein Postulat. Lassen wir jeder Feuerwehr ihr Gärtchen! Wir hoffen aber, dass die Regierung trotzdem etwas mit diesem Vorstoss macht.

Präsident. Wünscht der Regierungsrat das Wort? – Das ist der Fall. Herr Volkswirtschaftsdirektor, Sie haben das Wort.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Grundsätzlich – das wurde mehrfach gesagt – sind im Kanton Bern die Gemeinden für die Beschaffung, für die Finanzierung der Infrastruktur, der Gerätschaften der Feuerwehren zuständig, und die GVB richtet ihnen dazu zweckgebundene Betriebsbeiträge aus. Das ist ein System, das sich in den letzten Jahren bewährt hat, das etabliert ist, das die Gemeinden – auch das wurde gesagt – im letzten Jahr bestätigt und in diesem Zusammenhang auch klar zum Ausdruck gebracht haben, dass die Entscheidungskompetenz bei solchen Beschaffungen auch künftig auf Gemeindeebene liegen soll. Sie haben damals die Schaffung einer zentralen Beratungsstelle abgelehnt.

Jetzt gibt es andere Kantone, die stärkere Steuerungsmöglichkeiten haben, die Plattformen aufgebaut haben, welche die GVB zum Teil auch unterstützt. Die GVB unterstützt die Feuerwehr im Bereich des Beschaffungswesens schon heute, indem seit Februar dieses Jahrs in der Materialzentrale der GVZ Feuerwehrmaterial zu günstigen Konditionen eingekauft werden kann. Weiter bietet die GVB Beratungen bei der Beschaffung von Fahrzeugen, von Gerätschaften an, und für die Gemeinden steht auch ein elektronisches Handbuch zur Verfügung. Die GVB fördert auch regionale Beschaffungen von teuren Spezialgeräten. Das ist das, was man heute hat, was man heute macht. Und vor einem solchen Hintergrund ist die Einführung einer zentralen kantonalen Beschaffungsplattform aus Sicht der Regierung eher kritisch zu beurteilen.

Erlauben Sie mir eine Nebenbemerkung: Wir leben in einer Welt von Beschaffungsplattformen, die so schöne Namen haben wie «Amazon» und «Alibaba», und in einer solchen Welt gibt es immer noch jeden Kanton, der selber Lösungen sucht, der selber das Rad neu erfindet. Ich erlaube mir diesen

Satz hier: Ich tue mich zunehmend schwer damit, dass jeder Kanton das Rad immer wieder neu erfindet, anstatt dass stärker nationale oder überkantonale Lösungen gesucht werden. Das könnte auch in diesem Fall eine Überlegung wert sein. Jedenfalls ist die Regierung trotz gewisser Vorbehalte bereit, dieses Thema genauer anzuschauen, eine Kosten-Nutzen-Verhältnis-Untersuchung darüber zu machen, was eine kantonale Plattform bringt und ob es eben allenfalls überkantonale solche Plattformen gibt. Deshalb kommt die Regierung zum Schluss, diesen Vorstoss in Form eines Postulats anzunehmen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer diesen Vorstoss als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme als Postulat

Ja	79
Nein	53
Enthalten	0

Präsident. Sie haben diesem Vorstoss als Postulat zugestimmt mit 79 Ja- gegen 53 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Ich danke dem Volkswirtschaftsdirektor für seine Anwesenheit. Ich wünsche ihm ebenfalls eine gute Adventszeit und alles Gute für das neue Jahr.

Wie der Vizepräsident mitgeteilt hat, fahren wir jetzt weiter mit der POM. Im Anschluss an die POM-Geschäfte folgen jene der ERZ, und mit diesen ziehen wir durch. Wenn wir vor 19 Uhr fertig werden, ist fertig, und sonst dauert die Sitzung bis 19 Uhr.

Geschäft 2017.POM.516

Gesetz über die Ruhe an öffentlichen Feiertagen (Änderung)

1. Lesung

Grundsatzdebatte

Antrag Streit-Stettler, Bern (EVP)
Nichteintreten

Antrag Streit-Stettler, Bern (EVP)
Eventualantrag
Ablehnung Antrag Regierungsrat

Präsident. Ich begrüsse den Polizeidirektor und danke ihm für die Flexibilität, die er hier zeigt. Wir kommen zum Traktandum 61, zum «Gesetz über die Ruhe an öffentlichen Feiertagen». Dieses Gesetz wurde von der SiK vorberaten. Ich gebe das Wort zuerst dem Sprecher der SiK und danach der Antragstellerin zur Begründung des Nichteintretensantrags. Grossrat Moser, Sie haben das Wort.

Werner Moser, Landiswil (SVP), Kommissionspräsident der SiK. Zur Revision des Gesetzes über die Ruhe an öffentlichen Feiertagen: Diese Gesetzesrevision sieht auf den ersten Blick nach einer eher geringfügigen Änderung aus. Dies täuscht aber, wenn man genauer hinschaut. Es geht immerhin um Störungen und Lärmbelästigungen an hohen Feiertagen.

Jetzt aber zu den vorgesehenen Änderungen: Das Erste ist die Änderung des Titels dieses Gesetzes. Er wird durch die drei grossen Buchstaben «FRG» ergänzt. Das ist die Abkürzung, die in Zukunft gebräuchlich sein soll. Das Zweite sind kleine Anpassungen der Artikel 3 und 4. Diese betreffen jedoch nur den französischen Text. Es sind also kleine Änderungen.

Jetzt muss aber ganz klar der Artikel 7 im Vordergrund stehen. Dieser erfährt eine Abänderung, die sich aus der Annahme der Motion 186-2016 von Ratskollegen Köpfli ergibt. Sie verlangt, dass für die hohen Feiertage Ausnahmen erwirkt werden und dann auch Anlässe durchgeführt werden dürfen. Das wurde in der Kommission wie auch in der Bevölkerung sicher diskutiert, weil es nicht ganz unwesentlich ist. Es geht bei hohen Feiertagen vorab um Sonntage, die religiöser Art sind, wie Weihnachten und Ostern, einfach die hohen Feiertage religiöser Art. Deshalb hat dies zu doch recht grossen Diskussionen geführt.

Was möchte man jetzt erreichen? Man möchte den Gemeinden einfach mehr Kompetenzen geben, sodass sie eben auch für diese Tagen Ausnahmen bewilligen können, Ausnahmen, die sicher auch in Zukunft streng gehandhabt werden sollen. Das hat man auch in der Kommission klar gemerkt. Es darf einfach nicht sein, dass es nachher zur Tradition wird, solche Feiertage zu verwenden. Ich erinnere hier zwischendurch daran, dass die YB-Meisterfeier an Pfingsten veranstaltet wurde, und das hat eben schon zu etwas grösseren Diskussionen geführt. Aber dergleichen wird in Zukunft offiziell möglich sein, wenn es die Gemeinde bewilligt.

Ich möchte aber in diesem Zusammenhang gerade Absatz 2 erwähnen: Es besteht kein Rechtsanspruch. Wenn dies also jemand will, dann kann er es nicht durchsetzen, wenn die Gemeinde Nein sagt. Dies wertet die Hoheit der Gemeinden auf, sodass die Gemeinde in Zukunft entscheiden kann. Wenn jemand dann mit der Gemeinde nicht einverstanden ist, kann er wohl an eine höhere Instanz gelangen, aber es besteht kein Rechtsanspruch. Es müsste schon irgendein Fehler geschehen sein, damit das nicht abgelehnt werden kann.

Ich ersuche Sie im Namen der Kommission, die den Artikel 7 mit der klaren Mehrheit von 14 Ja, 1 Nein und 1 Enthaltung durchgewinkt hat, dass man den Gemeinden die Möglichkeit wirklich gibt, in Zukunft auch die hohen Feiertage für die Bewilligung von Ausnahmen verwenden zu können. Dies soll aber eine Ausnahme bleiben.

Die SiK beantragt Ihnen bei der Schlussabstimmung mit 15 Ja zu 1 Nein, die Änderungen dieses Gesetzes anzunehmen. Ich möchte an dieser Stelle der Verwaltung für ihre Arbeit bestens danken. Sie hat mitgeholfen, dass wir dies möglichst gut hinüberbringen können, um die gutgeheissene Motion (M 186-2016) in das Gesetz einzubringen. Weiter beantragen Ihnen die Regierung und die Kommission, diese Änderung in einer Lesung vorzunehmen. Ich danke Ihnen für Ihre Diskussionen und bitte Sie, wie die Kommission, diesen Änderungen zuzustimmen.

Präsident. Ich gebe das Wort dem Antragsteller, der die Antragstellerin des Nichteintretensantrags vertritt. Grossrat Wenger, Sie haben das Wort.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Die EVP-Fraktion beantragt Ihnen, auf diese Gesetzesänderung nicht einzutreten. Wir erachten diesen ersten Schritt für die Delegation an die Gemeinden als Salamitaktik, als ersten Schritt, die sechs Feiertage, von denen wir sprechen, hier entsprechend zu normalen Sonntagen zu degradieren. Im Bundesgesetz über die Raumplanung (Raumplanungsgesetz, RPG), in allen Papieren, die wir haben, ist immer wieder die Rede von Erholungsräumen, Erholungsräumen im Sinne von geografischen Räumen.

Für uns von der EVP geht es hier bei diesen sechs Tagen aber auch um Erholungsräume im zeitlichen Sinne. Wir erachten es als zweckmässig, dass man während dieser sechs Tage – das sind ja nicht viele auf die 365 Tage – mal wieder herunterfahren kann, und zwar herunterfahren nicht nur für mich persönlich, sondern indem die Gesellschaft dann grundsätzlich einen Gang herunterschaltet. Es ist nämlich so, dass nicht nur mein Interesse im Vordergrund steht, wenn ich irgendwie an eine Grossveranstaltung gehen möchte oder mich an einer Grossveranstaltung erfreue. Vielmehr betrifft es immer auch Dritte, so beispielsweise die Polizei, die Blaulichtorganisationen, die an diesen Tagen entsprechend mehr gefordert werden.

Für uns von der EVP-Fraktion ist es nicht zu viel verlangt, wenn wir diese sechs Tage noch differenzieren und sagen: Nein, dann wollen wir keine Grossveranstaltungen. Kleinere Sachen sind ja schon bisher möglich und sie auch immer möglich gewesen. Deshalb bitten wir Sie, auf diese Gesetzesänderung nicht einzutreten.

Präsident. Wünscht der Kommissionspräsident noch einmal das Wort? – Das ist der Fall. Grossrat Moser, Sie haben noch einmal das Wort.

Werner Moser, Landiswil (SVP), Kommissionspräsident der SiK. Ich kann Ihnen hier sagen, wie es in der SiK vonstattengegangen ist. Wir haben das Eintreten stillschweigend einstimmig gutgeheissen.

Präsident. Dann kommen wir zu den Fraktionssprecherinnen und Fraktionssprechern; für die SP-JUSO-PSA-Fraktion: Grossrätin Veglio.

Mirjam Veglio, Zollikofen (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt die vorliegende Gesetzesänderung. Grundsätzlich wollen wir am geltenden Ruhegebot zwar nichts ändern, wir sehen aber auch, dass in der heutigen Zeit punktuell wirklich Interesse besteht, vom Ruheverbot abzusehen. Und das können die Gemeinden, die nahe bei der Bevölkerung sind, sicher am besten beurteilen. Wir sehen unsere Zustimmung aber nicht dafür vor, weitere Liberalisierungen zu begründen. Weitere Bestrebungen im Sinne einer Salomitaktik würden wir klar ablehnen. Wir halten die geltenden Bestimmungen über die Sonntagsarbeit zum Beispiel für richtig und wollen in diesem Bereich nichts weiter ändern.

Andrea Gschwend-Pieren, Kaltacker (SVP). Die Fraktion der SVP lehnt die beiden Anträge Streit-Stettler, EVP, einstimmig ab, also den Antrag auf Nichteintreten sowie den Eventualantrag auf Ablehnung. Die Gesetzesänderung unterstützen wir hingegen einstimmig. Seit der Einführung dieses Gesetzes vor mehr als zwanzig Jahren hat ein gesellschaftlicher Wandel stattgefunden. Dieser Wandel betrifft auch das Freizeitverhalten. Ein generelles Verbot von Veranstaltungen an hohen Feiertagen ist absolut nicht mehr zeitgemäss. Die Gemeinden sollen die Autonomie haben, selber über Veranstaltungen an hohen Feiertagen entscheiden zu können. Gleichzeitig wird ja auch sichergestellt, dass mit dem Ruhegebot nicht leichtfertig umgegangen wird. Ich bitte Sie, der Gesetzesänderung zuzustimmen und die vorliegenden Anträge abzulehnen.

Michael Köppli, Wohlen b. Bern (glp). Vorweg möchte ich einen Dank an den Regierungsrat, an Regierungsrat Müller, aber auch an Regierungsrat Käser, aussprechen. Ich habe diese Motion vor etwas mehr als zwei Jahren eingereicht, und nun haben wir schon eine Gesetzesrevision auf dem Tisch. Das zeigt, wie schnell eine Motion umgesetzt werden kann, wenn es der Regierungsrat denn auch will. Das freut mich extrem, und vielleicht ist es auch ein Signal hinsichtlich anderer Motionen, nicht nur von mir, sondern von allen Leuten in diesem Rat, wie schnell man eigentlich ein Thema umsetzen könnte. Nun aber zum Inhalt: Wir sind mit der Umsetzung einverstanden. Sie ist eins zu eins so, wie sie in der Motion formuliert ist. Man stärkt die Gemeindeautonomie. Die Gemeinden können an hohen Feiertagen entscheiden, ob sie einen Anlass erlauben wollen oder nicht. Das ist föderalistisch, und das wird auch nicht dazu führen, dass nun jeder Anlass genehmigt wird. Ein Beispiel haben wir schon im Rat diskutiert: das Leichtathletikmeeting in Langenthal an Auffahrt. Das findet seit langer Zeit statt und ist vielleicht streng genommen nicht einmal rechtskonform. Dies hat nie jemanden interessiert, nie jemanden gestört. Solche Anlässe werden in Zukunft zulässig. Ich bin offen: Ich selber würde mit dieser Liberalisierung gerne noch deutlich weitergehen, habe aber damals in meinem Votum zu dieser Motion gesagt, dass ich dies nicht tun werde, sondern dass es tatsächlich nur um diesen Punkt geht. Deshalb verzichte ich nun auch auf weitergehende Anträge, damit dieses Gesetz so durchkommen kann. Das andere wird dann vielleicht zu einem späteren Zeitpunkt wieder aufs Tapet kommen.

Nun komme ich noch zu einer lustigen Anekdote; Sitznachbar Trüssel lacht schon stark. Es ist so, dass die YB-Meisterfeier am Pfingstsonntag nicht zuletzt wegen meines Vorstosses ermöglicht wurde. Dies wurde auch immer wieder aufgenommen. Sogar das «Regionaljournal» hat noch gefragt, ob ich jetzt mit dem YB-Schal nach vorne komme. Ich weiss nicht, ob sie vielleicht meinen Dialekt im Hinterkopf hatten. Es ist natürlich tatsächlich so, dass meine Liebe zum Fussball immer noch dort ist, wo ich ursprünglich herkomme, und nun ist es natürlich ein wenig der Witz des ganzen Vorstosses, dass ich als Basler eine YB-Meisterfeier am Pfingstsonntag ermöglicht habe und vielleicht auch noch an weiteren Pfingstsonntagen in der Zukunft, wenn man die aktuelle Meisterschaft betrachtet.

Noch etwas an die Adresse der EVP: Vielleicht ist dies nun auch schon die Strafe Gottes, der sofort strafft, wenn man einen Vorstoss einreicht, der gegen seinen Willen verstösst. Nein, Spass beiseite, selbstverständlich unterstützen wir das Gesetz, und ich gönne den YB-Fans auch eine weitere Meisterfeier am Pfingstsonntag.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). Unser Leben hat sich verändert. Wir kaufen ein, wann wir wollen, und sogar am Sonntag ist es möglich, den Grundbedarf zu decken. Viele Leute wissen gar

nicht mehr, weshalb wir an einem höheren Feiertag frei haben oder woher dieser Feiertag überhaupt kommt, und seine Bedeutung kennen sie schon gar nicht mehr.

Dennoch nehmen wir zur Kenntnis, dass sich die Welt verändert hat und die angenommene Motion die Folge dieser Änderung ist. Aber für uns ist Artikel 7 Absatz 2 auch sehr wichtig: «Es besteht kein Rechtsanspruch auf die Erteilung einer Ausnahmegewilligung.» Dies ist für uns auch ein sehr wichtiger Teil. Zudem darf die Änderung kein Präjudiz für eine weitergehende Liberalisierung sein, wie bereits in der Vernehmlassung erwähnt. Wir hoffen, dass die Gemeinden dies mit Augenmass anwenden werden und stimmen der Gesetzesänderung seitens der grünen Fraktion zu.

Hans Schär, Schönried (FDP). Das Gesetz über die Ruhe an öffentlichen Feiertagen sollte geändert werden, im Speziellen dessen Artikel 7. Die Gemeinden erhalten mehr Spielraum, um Ausnahmen für Veranstaltungen zu bewilligen. Neu können die Gemeinden Ausnahmegewilligungen auch für hohe Feiertage wie Pfingsten, Betttag und so weiter erteilen. Ich traue den Gemeinden und den Entscheidungsträgern zu, dass sie wirklich nur etwas bewilligen, das wichtig und nötig ist.

Die Zeiten haben sich geändert, und es ist auch zeitgemäss, dass man an hohen Feiertagen Ausnahmen machen darf. Auf YB komme ich nicht zu sprechen, aber stellen Sie sich vor, wir hätten eine Langlaufweltmeisterin zu feiern und die Gemeinde dürfte nicht einmal eine Bewilligung geben.

In Artikel 7 wird der Satzteil «nicht aber an hohen Festtagen» gestrichen. Die FDP stimmt dieser Gesetzesänderung zu.

Präsident. Wir kommen noch vor dem Mittag zur letzten Fraktion: Grossrätin Baumann, EDU.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (EDU). Gottes Handeln ist kreativ, Michael Köpfl, und zum Glück nicht so negativ, wie Sie das vorhin erwähnt haben! Zum Glück erlebe ich ihn täglich sehr positiv. Die EDU-Fraktion steht dieser Gesetzesänderung kritisch gegenüber, was ja zu erwarten war. Auch wenn wir uns dieses steten Gesellschaftswandels bewusst sind – arbeitsfreie Tage werden intensiv durch Sportanlässe, Freizeitaktivitäten oder Unterhaltung jeglicher Art geprägt, und nicht jede Veranstaltung ist grundsätzlich abzulehnen. Aber auch wenn kein Rechtsanspruch auf eine Bewilligung besteht und die Gemeinden selber entscheiden können, sollen Inhalt und Thematik dieser bewilligten Tätigkeiten genau betrachtet und beurteilt werden können. Gottesdienste dürfen nicht gestört und die ursprünglichen Hintergründe der Festtage sollen nicht untergraben werden. Wir sind für die christliche Prägung unserer Gesellschaft dankbar und möchten diese auch weiterhin so behalten. Die EDU-Fraktion unterstützt das Nichteintreten, und bei den Gesetzespunkten werden wir dann sehen. Danke, dass ich das noch vor dem Mittag sagen durfte.

Präsident. Nun wünsche ich Ihnen einen guten Appetit. Wir führen die Verhandlungen um 13.30 Uhr weiter.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 11.45 Uhr

Die Redaktorinnen:

Sonja Riser (d)

Sara Ferraro (f)



Mittwoch (Nachmittag) 21. November 2018, 13.30–16.30 Uhr

Vierte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)

Präsenz: Anwesend sind 155 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Dütschler Peter, Müller Reto, Müller Moritz, Schindler Meret, Siegenthaler Peter.

Geschäft 2017.POM.516

Gesetz über die Ruhe an öffentlichen Feiertagen (Änderung)

1. Lesung

Grundsatzdebatte

Antrag Streit-Stettler, Bern (EVP)

Nichteintreten

Fortsetzung

Präsident. Ich hoffe, Sie haben gut gespeist und seien bereit für die Nachmittagssitzung. Wir befinden uns in der Grundsatzdebatte zum Gesetz über die Ruhe an öffentlichen Feiertagen und kommen zum Fraktionssprecher der BDP.

Francesco Marco Rappa, Burgdorf (BDP). Die Fraktion der BDP stimmt der Gesetzesänderung mehrheitlich zu. Bei der Neuregelung dieses Gesetzes geht es um eine absolut sinnvolle Kompetenzerweiterung für die Gemeinden. Die Gemeinden, die die gemeindespezifischen Anliegen besser kennen, sollen die Möglichkeit erhalten, Ausnahmegewilligungen zu erteilen. Dabei handelt es sich nicht um ein Muss, sondern es soll freiwillig sein. Die Grundsätze bei den Bewilligungen bleiben gleich. Hier geht es um mehr Autonomie, um eine begrenzte und massvolle Liberalisierung. Es geht um zusätzliche Gestaltungsräume beim Umgang mit Veranstaltungen auf dem Gemeindegebiet. Das ist doch definitiv positiv zu werten. Die BDP stürzt somit den Antrag des Regierungsrats.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Das Wort hat Grossrätin Stucki.

Béatrice Stucki, Bern (SP). Im Gegensatz zu meiner Fraktion lehne ich diese Gesetzesänderung ab. Dies, obwohl ich Fan der BSC Young Boys (YB) bin. Ich lehne sie auch nicht aus religiösen Gründen ab, sondern es geht mir um den Schutz der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer; dieser soll nicht weiter ausgehöhlt werden. Diese Regelungen wurden bereits seit 2010 gelockert – die Arbeits- und Freizeit von Menschen, die in öffentlichen Bereichen wie dem Verkauf arbeiten, werden immer mehr durchlöchert und ausgehöhlt. Deshalb ist für viele Beschäftigte die Arbeit an Sonn- und Feiertagen mit zusätzlichen Belastungen verbunden. Die ausserordentlichen Arbeitszeiten erschweren die Pflege von familiären und anderen sozialen Beziehungen und beeinträchtigen, wie nachgewiesen wurde, das Wohlbefinden der Betroffenen. Die Unia führte eine grosse Umfrage durch und erhielt von ihren Mitgliedern und den Angestellten des Detailhandels als Rückmeldung eine klare Ablehnung. Deshalb werde ich diesen Antrag ablehnen.

Philippe Müller, Polizei- und Militärdirektor. Die vorliegende Gesetzesrevision sieht auf den ersten Blick geringfügig aus. Das täuscht aber, weil es hier um ein für die Gesellschaft wichtiges Thema geht. Das haben denn auch die Eintretensvoten, insbesondere diejenigen der Fraktionssprecher, deutlich gezeigt. Ein recht aktuelles Beispiel war ja die Meisterfeier von YB. Es ging dabei um die Frage, ob sie an einem Pfingstsonntag stattfinden darf oder nicht, also an einem hohen Festtag. Diese Frage wurde dann mit einer etwas kreativen Auslegung bejaht, indem man sagte, es handle sich um einen traditionsreichen Anlass. Man kann sich allerdings darüber streiten, ob dies in der Vergangenheit tatsächlich so war. Für die Zukunft, lieber Grossrat Köpfli, habe ich allerdings keine Zweifel, dass dem so sein wird. Mit der vorliegenden Gesetzesrevision wird die Handhabung solcher Fälle, also solcher Anlässe an hohen Festtagen, zweifelsohne einfacher. Der Regierungsrat erachtet das Ruhegebot an öffentlichen Feiertagen nach wie vor als wichtigen gesellschaftlichen Grundsatz. Allerdings wird dieser Grundsatz, wie Sie wissen, bereits heute an verschiedenen Stellen aufgeweicht, was aber auch richtig ist. Denn es soll für ein Restaurant möglich sein, an öffentlichen Feiertagen geöffnet zu haben, und es soll auch möglich sein, einmal eine bedeutende Veranstaltung durchführen zu können. Der Regierungsrat legt Ihnen, wie Sie bereits gehört haben, eine Regelung vor. Diese geht auf die Motion von Grossrat Köpfli, «Mehr Augenmass und Gemeindeautonomie statt eines generellen Verbots von Veranstaltungen an Festtagen» (M 186-2016), zurück, und genau dieses Augenmass hat der Regierungsrat bei der Ausarbeitung dieser Gesetzesvorlage walten lassen.

In der Vernehmlassung haben die Gemeinden dieser Vorlage einhellig zugestimmt. Es gab sogar aus kirchlichen Kreisen Zustimmung. Ablehnend zeigten sich in erster Linie gewerkschaftliche Kreise, was wir eben von Frau Grossrätin Stucki bestätigt erhalten haben. Es ist davon auszugehen, dass die Gemeinden eher zurückhaltend von den neuen Ausnahmemöglichkeiten für die Bewilligung von Veranstaltungen an hohen Feiertagen Gebrauch machen werden. Ohnehin erlaubt das Gesetz auch in der neuen Fassung nicht alles und jedes, sondern es schränkt nach wie vor ein. Die Voraussetzungen gemäss Artikel 7, welcher besagt, dass keine Gottesdienste gestört werden dürfen, dass nicht beteiligten Personen Raum für die Erholung gelassen werden muss und dass sich gleichartige Bewilligungen am selben Ort zur selben Zeit nicht häufen dürfen – diese Voraussetzungen und Grundsätze bleiben natürlich nach wie vor bestehen. Auf Wunsch der Gemeinden wird die POM zusätzlich einen Praxisleitfaden erarbeiten. So wird einerseits die Gemeindeautonomie gewahrt, andererseits wird gleichzeitig eine einheitliche Praxis gefördert. Es war von Salomitaktik die Rede. Die Regierung hat nichts im Hinterkopf geplant, es gibt keine «Hidden Agenda». Sollte der Rat allerdings entsprechende Vorstösse einreichen, wären sie dann auf dem Tisch, aber selbst dann würden sie natürlich vom Grossen Rat behandelt. Danke für die Unterstützung dieses Gesetzes.

Präsident. Wir stimmen über den Antrag auf Nichteintreten ab. Wer diesem statt gibt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Antrag Streit-Stettler, Bern [EVP]; Nichteintreten)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	16
Nein	125
Enthalten	4

Präsident. Sie haben Eintreten beschlossen mit 125 Nein- gegen 16 Ja-Stimmen bei 4 Enthaltungen. Somit treten wir auf die Vorlage ein.

Bevor wir diese zu beraten beginnen, möchte ich auf der Tribüne eine Klasse des Gymnasiums Interlaken, Abteilung Gstaad, unter der Leitung der Lehrerin Branka Fluri, begrüßen. Sie sind hier, um sich unseren Ratsbetrieb anzusehen. Ich hoffe, Sie bekommen einen guten Eindruck von unserem Parlament und können diesen dann in der Schule verarbeiten. Herzlich willkommen! (*Applaus*)

Wir kommen zur Detailberatung, das heisst es besteht noch ein Antrag auf eine Lesung. Ist dieser Antrag bestritten? – Ihrem Stillschweigen entnehme ich, dass dieser unbestritten ist. Somit findet nur eine Lesung statt. Vor der Schlussabstimmung kann noch eine zweite Lesung beantragt werden.

Detailberatung

Präsident. Wir kommen zur Detailberatung. Es besteht noch ein Eventualantrag. Wir haben ihn mit den Antragstellern erläutert. Es geht dabei um Artikel 7. Somit werden wir diesen Antrag unter dem Artikel 7 besprechen und beraten jetzt bis zu Artikel 7.

I.
Titel
Angenommen

Art. 3
Angenommen

Art. 4
Angenommen

Art. 7

Antrag Streit-Stettler, Bern (EVP)
Geltendes Recht.

Präsident. Zu Artikel 7 liegt ein Antrag vor. Ich erteile dem Antragsteller, Grossrat Wenger, das Wort.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Mit Ihrem Eintreten auf die Vorlage haben Sie bekundet, dass Sie beim Sonntags- und beim Feiertagsgebot eine Öffnung erwirken möchten. Artikel 7 ist eigentlich das Herzstück dieser Gesetzesänderung, und ich erlaube mir, noch einmal darauf zurückzukommen. Es ist auch der EVP nicht entgangen, dass sich in der Gesellschaft Verschiedenes gewandelt hat. Aber es ist in einer Zeit mit vielen Wandlungen oft nicht schlecht, wenn gewisse Werte und Grundpfeiler Beständigkeit haben. Deshalb bitte ich Sie, bei Artikel 7 nicht der Anpassung von Kommission und Regierung zuzustimmen. Das bestehende Gesetz sollte nicht verändert werden, und es sollte keine Delegation vom Kanton an die Gemeinden erfolgen. Wir haben vorhin gehört, auch gerade von Kollege Köpfli, man solle es jetzt mal so bewenden lassen. Das finden wir nicht gut. Es ist wichtig, der Bevölkerung an den sechs Tagen pro Jahr, die es betrifft, ihre Privatsphäre zu lassen. Man sollte möglichst wenige Leute aus dem öffentlichen Dienst bemühen, die Familie zu verlassen. Gerade für künftige Ideen in diese Richtung bitte ich Sie, auf diese Tatsachen Rücksicht zu nehmen. Mit dieser Betriebsamkeit gewinnen wir nichts, gar nichts. Ich bitte Sie, dies so zu berücksichtigen.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern, es sei denn, der Kommissionspräsident wünsche vorher das Wort. Grossrat Moser, bitte.

Werner Moser, Landiswil (SVP), Kommissionspräsident der SiK. Dieser Antrag lag bereits der Kommission vor und wurde dort mit 14 Stimmen zu 1 Gegenstimme bei 1 Enthaltung abgelehnt.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern – für die glp: Grossrat Köpfli.

Michael Köpfli, Wohlen b. Bern (glp). Da ich direkt angesprochen werde, möchte ich doch noch etwas dazu sagen, was diese Reform tatsächlich bewirkt. Es wird niemandes Privatsphäre verletzt, man nimmt auch niemandem irgendetwas weg. Wer wie bis anhin einen religiösen Feiertag in der Kirche oder zu Hause bei seiner Familie verbringen möchte, kann das nach wie vor tun. Es ist aber auf der anderen Seite möglich, einen Anlass mit einem anderen Hintergrund zu organisieren, zum Beispiel einen sportlichen Anlass.

Noch zur Familie: Gerade an den Feiertagen haben alle frei, sodass es sehr gut möglich ist, gemeinsam einen Anlass zu besuchen oder etwas zu unternehmen. Deshalb ist das der ideale Zeitpunkt für Eltern, ihre Kinder an einen Musik- oder Sportanlass zu begleiten. Denn so ist es viel einfacher als an anderen Tagen, wenn sie arbeiten müssen. Diese Liberalisierung nimmt niemandem etwas weg, sie stärkt aber die Eigenverantwortung oder die Freiheit von jedem einzelnen und auch jene der Gemeinden. Deshalb gibt es kein Argument, diese Liberalisierung abzulehnen.

Das Salomitaktik-Argument kommt immer wieder auf den Tisch, also die Furcht vor weitergehenden Liberalisierungen. Aber wir können immer wieder hier im Saal über solche Anliegen abstimmen, und man kann jedesmal das Referendum ergreifen. Also auch hier bleibt alles beim aktuellen Stand, und jede weitere Liberalisierung muss neu verhandelt werden. Vielen Dank für Ihre Unterstützung.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung über Artikel 7. Wer den Antrag Streit/EVP – geltendes Recht – annehmen will, stimmt Ja, wer den Antrag Kommission/Regierung annimmt, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 7; Antrag Streit-Stettler, Bern [EVP] gegen Antrag SiK/Regierungsrat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Antrag SiK/Regierungsrat

Ja 22

Nein 124

Enthalten 3

Präsident. Sie haben den Antrag Kommission/Regierung gutgeheissen mit 124 Nein- zu 22 Ja-Stimmen bei 3 Enthaltungen.

II. (Keine Änderung anderer Erlasse)

III. (Keine Aufhebungen)

IV.

Angenommen.

Titel und Ingress

Angenommen

Präsident. Gibt es ein Rückkommen? – Das ist nicht der Fall. Gibt es vor der Schlussabstimmung Wortmeldungen? Der Kommissionspräsident wünscht das Wort.

Werner Moser, Landiswil (SVP), Kommissionspräsident der SiK. Ich möchte an dieser Stelle der Verwaltung und dem Regierungsrat bestens danken für die Vorbereitung und die Unterstützung, auch meinen Kolleginnen und Kollegen der Kommission und auch dem Kommissionssekretariat. Vielen Dank für Ihre Unterstützung und für das Vertrauen, das Sie der Kommission entgegengebracht haben.

Präsident. Wünscht der Regierungsrat das Wort? – Er verzichtet. Somit kommen wir zu Schlussabstimmung über das Gesetz, welches wir in nur einer Lesung behandeln.

Schlussabstimmung (1. und einzige Lesung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 128

Nein 18

Enthalten 6

Präsident. Sie haben das Gesetz mit 128 Ja- bei 18 Nein-Stimmen und 6 Enthaltungen angenommen.

Geschäft 2017.POM.616

POM: Ausgabenbewilligung für die ICT-Grundversorgung (exkl. KAPO). Rahmenkredit 2019

Präsident. Grossrat Wyrsch hat sich beim ersten dieser Geschäfte zu Wort gemeldet, aber er verzichtet jetzt auf weitere Wortmeldungen. Wird das Wort sonst gewünscht? – Das ist nicht der Fall. Wünscht der Regierungsrat das Wort? – Er verlangt das Wort ebenfalls nicht. Somit kommen wir direkt zur Abstimmung.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	147
Nein	2
Enthalten	2

Präsident. Sie haben den Kredit mit 147 Ja- bei 2 Nein-Stimmen und 2 Enthaltungen angenommen.

Geschäft 2018.POM.368

Wiederkehrende Beiträge für die Instandhaltung und einmalige Beiträge für die Instandsetzung aus dem Lotteriefonds an die Baudenkmäler für die Jahre 2019 bis 2022

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 63: «Wiederkehrende Beiträge für die Instandhaltung und einmalige Beiträge für die Instandsetzung aus dem Lotteriefonds an die Baudenkmäler für die Jahre 2019 bis 2022». Dieses Kreditgeschäft wurde von der SiK vorberaten, und es untersteht dem fakultativen Referendum. Ich gebe der Sprecherin der SiK, Grossrätin Veglio, das Wort.

Mirjam Veglio, Zollikofen (SP), Kommissionssprecherin der SiK. Das Lotteriegesetz (LotG) schliesst eigentlich wiederkehrende Beiträge aus. Grundsätzlich werden weder Betriebs- noch Unterhaltsbeiträge aus dem Lotteriefonds finanziert. Für Baudenkmäler wie zum Beispiel Schlösser sieht das LotG jedoch eine Ausnahme vor. Wie kam es dazu? Im Jahr 2014 trat der Kanton Bern der Genossenschaft Swisslos bei. Die Berner Lotteriegesellschaft Seeschutz, Verkehrswerbung und Arbeitsbeschaffung (SEVA) wurde aufgelöst. Ehemalige SEVA-Mitglieder der Kategorie «Historische Bauten» hätten in der Folge ohne wiederkehrende Beiträge nicht überlebt, beziehungsweise höchstens als Ruine oder als Zeuge längst vergangener Zeiten, was man aber seinerzeit nicht wollte. Deshalb wurde der Artikel 48a in das LotG aufgenommen. Bei der Einführung der wiederkehrenden Beiträge war es dem Gesetzgeber wichtig, dass der Kreis der Begünstigten klein gehalten wird. Damit wollte man sicherstellen, dass die Summe für die einzelnen Institutionen so hoch ist, dass der Erhalt der Baudenkmäler von nationaler Bedeutung gewährleistet ist. Die Gesamtsumme für diese Beträge ist auf 15 Prozent des Reingewinns des Lotteriefonds begrenzt.

Beim vorliegenden Kredit geht es jetzt um einen jährlich wiederkehrenden Beitrag zur Instandhaltung sowie um einen Rahmenkredit für vier Jahre zur Instandsetzung, wie zum Beispiel für Sanierungen oder Verbesserungen der Statik dieser Baudenkmäler. Der Kreis der Begünstigten hat sich innerhalb der vergangenen vier Jahre von seinerzeit 7 auf 18 erweitert, und die Summe für die Instandhaltung hat sich von 2 auf 4,5 Mio. Franken ein wenig mehr als verdoppelt. Der Rahmenkredit für die denkmalpflegerischen Instandsetzungsmassnahmen beläuft sich auf 16 Mio. Franken, dies für einen Zeitraum von vier Jahren. Diese Massnahmen erfolgen alle in Rücksprache mit der kantonalen Denkmalpflege. Ein Unterhaltskonzept soll helfen, die alten historischen Gebäude aufrechtzuerhalten

und zu pflegen. Deshalb bietet der Kanton einmalig an, für jedes Baudenkmal 50 000 Franken für die Ausarbeitung eines solchen Unterhaltskonzepts zur Verfügung zu stellen. Vor dem Hintergrund des neuen Bundesgesetzes über Geldspiele (Geldspielgesetz, BSG), das 2021 in Kraft tritt, soll das bestehende Gesetz jetzt nicht geändert werden, auch wenn heute bereits ein gewisser Handlungsbedarf erkannt wird. Die Kommission hat die Informationen der POM zur Kenntnis genommen. Die Fragen wurden von Herrn Regierungsrat Müller und von Frau Steinegger sehr kompetent und zur Zufriedenheit der Mitglieder beantwortet.

Ich möchte noch die Kritikpunkte erwähnen, die in der Kommission aufgezeigt worden sind: einerseits der Umfang der Gelder für die Denkmalpflege, die der Kanton Bern aus dem Lotteriefonds finanziert, andererseits die beschränkte öffentliche Zugänglichkeit einzelner Objekte und die bereits erwähnte angewachsene Grösse des begünstigten Kreises; dies als Diskrepanz zum ursprünglichen Willen. Die Kommission beantragt dem Rat mit 12 zu 0 Stimmen bei 3 Enthaltungen, dem vorliegenden Geschäft zuzustimmen.

Präsident. Es gibt keine Wortmeldungen. – Wünscht der Regierungsrat das Wort? – Das ist nicht der Fall. Somit kommen wir direkt zur Abstimmung über diesen Kredit. Wer diesem Kredit zustimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	144
Nein	0
Enthalten	5

Präsident. Sie haben diesem Kredit zugestimmt mit 144 Ja-, 0 Nein-Stimmen und 5 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.516

Motion 158-2018 Grüne (Sancar, Bern)

Aufnahme von Asylsuchenden aus den Dublin-Staaten

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 64, der Motion «Aufnahme von Asylsuchenden aus den Dublin-Staaten». Diese Motion wurde zurückgezogen, der Motionär gibt eine Erklärung ab. Grossrat Sancar, Sie haben das Wort.

Hasim Sancar, Bern (Grüne). Ich danke dem Regierungsrat für seine zum Teil ausführlichen Informationen betreffend die Aufnahme von Asylsuchenden. Zu Ziffer 2 hat er aber leider keine Stellung bezogen. Die Zahl der Asylsuchenden in der Schweiz geht zurück, das ist aber nicht überall der Fall. Wenn man bedenkt, dass Flüchtlingslager in Griechenland und Nordafrika aus allen Nähten platzen und Tausende von Verzweifelte auf der Flucht im Mittelmeer ums Leben kommen, stellt man sich die Frage, wie man ihnen helfen kann. Die Schweiz führt seit einiger Zeit Projekte im Bereich Resettlement und Relocation durch. Dabei kommen besonders schutzbedürftige Menschen zum Zuge, die in den Flüchtlingslagern abgeklärt und dann direkt von der Schweiz aufgenommen werden. Das ist gut so und verdient Anerkennung. Die Schweiz könnte aber mehr tun. Denn obwohl die effektive Zahl der Asylsuchenden zurückgeht, wäre es angebracht, anstatt die bestehenden Zentren zu schliessen, diese für Menschen auf der Flucht zu öffnen und sie aus den überfüllten Zentren an den europäischen Aussengrenzen aufzunehmen. Wir gehen sogar so weit, dass wir Asylsuchende aus Dublin-Staaten zurückschicken, obwohl wir wissen, dass die Umstände in gewissen Ländern katastrophal sind. Weder medizinische Hilfe noch Hygiene noch eine einigermaßen akzeptable Unterbringung ist dort gewährleistet. Sie sind mit der grossen Anzahl von Flüchtlingen überfordert. In den Wintermonaten

ist die Situation dieser Menschen auf der Flucht besonders prekär. Ich habe gehofft, dass der Regierungsrat hier Verständnis hat und sich im Sinne der Menschenrechte für die Aufnahme von Asylsuchenden aus Dublin-Staaten stärker engagieren würde. Ich sehe aber, dass er gar nicht willig ist, mit den Bundesbehörden Kontakt aufzunehmen. Deshalb ziehe ich meine Wünsche zurück, vielleicht vorläufig, wer weiss.

Geschäft 2018.RRGR.536

Motion 172-2018 Riem (Iffwil, BDP)
Räumliche Konzentration mit mehr Konsequenz
Richtlinienmotion

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 65: «Räumliche Konzentration mit mehr Konsequenz». Es handelt sich bei dieser Motion zwar um eine Richtlinienmotion, aber wir haben am Montag freie Debatte beschlossen. Ich gebe dem Motionär, Grossrat Riem, das Wort.

Bernhard Riem, Iffwil (BDP). Zuerst möchte ich mich für die Annahme des Ordnungsantrags, der freie Debatte verlangte, bedanken. Ich möchte nicht eine ausufernde Diskussion antreten, aber zwei Minuten sind für ein komplexes Thema doch ein bisschen wenig. Es wurde gesagt, das Geschäft sei operativ, doch aufgrund der Vorgeschichte bin ich mittlerweile anderer Meinung, auch wenn es vor allem die BVE betrifft. Zur Vorgeschichte: 2015 überwies der Grosse Rat einstimmig eine Motion von Kollege Leuenberger, die verlangte, dass die kantonale Verwaltung aus der Altstadt ausziehen soll (*M 266-2014*), ausgenommen Ämter mit Publikumsverkehr. 2016 reichten mehrere Mitglieder der BaK von mehreren Parteien eine Motion ein, die die Errichtung eines Verwaltungszentrums ausserhalb der Altstadtbauten forderte (*M 136-2016*). Das Postulat wurde fast einstimmig überwiesen, passiert ist aber noch nichts. Die Denkmalpflege ist ausgezogen, sinnigerweise die einzige Stelle, die in diesen alten Mauern eine gewisse Berechtigung hätte. Hinzu kommen das Handelsregisteramt und ein kleiner Teil der Justiz. Zu meiner Überraschung wollte der Regierungsrat diese Motion in diesem Jahr abschreiben, was der Grosse Rat im letzten Moment verhindert hat. An dieser Episode kann man sehen, dass der entschlossene Willen fehlt, die herrschaftlichen Gebäude zu verlassen, um effiziente Verwaltungsgebäude zu beziehen. Das betrifft nicht nur die POM, um die es heute geht, sondern auch die VOL, die JGK, die FIN und die GEF.

Weshalb habe ich vier Forderungen formuliert? In Niederwangen soll ein neues Polizeizentrum gebaut werden. Die Ergebnisse des Wettbewerbes werden wir in Kürze sehen. Mehrere Standorte können dort in einem funktionalen und effizienten Gebäude zusammengelegt werden. Zudem soll das Strassenverkehrsamt neu gebaut werden, und dann gibt es noch einen Katalog von Ideen für Haftanstalten. Die Gesamtinvestitionen sind überhaupt nicht zu beziffern, aber eines weiss ich: 1000 Mio. Franken werden nie ausreichen, nicht einmal für die Investitionen für die POM. Verstehen Sie mich bitte richtig: Für mich ist die Stossrichtung der Investitionen richtig und nötig. Aber jetzt komme ich zum Kern meines Vorstosses: Es ist nur richtig unter der Voraussetzung, dass sämtliche bisherigen möglichen Standorte konsequent aufgegeben werden. Sonst sind diese enormen Summen für die Investitionen nicht zu rechtfertigen. Die Miet-, Betriebs- und Abschreibungskosten werden die Staatsrechnung zu stark belasten. Jetzt müssen wir auf die Kosten schauen und nicht immer mit diesen unseligen Sparrunden hinterher korrigieren. Ich halte an allen vier Ziffern fest, allerdings bei allen vier Ziffern als Postulat. Das gibt dem Regierungsrat alle Möglichkeiten, die besten Varianten erneut zu evaluieren und nicht nur die vermeintlichen Sachzwänge besser zu begründen. Der Regierungsrat will die Kramgasse nicht aufgeben, weil für ihn die Nähe zum Rathaus wichtig ist. Das mag sein, aber diese Nähe kommt uns teuer zu stehen. Die BVE funktioniert ja auch von der Reiterstrasse aus. Wenn ich die Begründung, die der Regierungsrat in seiner Antwort gegeben hat, weiter denke, wird auch die FIN bleiben, die VOL sowie auch die GEF und die JGK. Und dann kann man die Motion Leuenberger tatsächlich abschreiben. Als logische Konsequenz müssen in Kürze weitere Hunderte von Millionen an Sanierungskosten für all diese Herrschaftshäuser bereitgestellt werden. Sie haben es nämlich sehr nötig. Wegen solcher Paläste sind schon früher die Adligen verlumpt, und unser Kanton hat definitiv andere Aufgaben.

Eine gut ausgerüstete Polizeiwache in der Innenstadt muss bleiben, das ist unbestritten. Aber weswegen will die POM das Gebäude mit den Räumlichkeiten und der Garage an der Hodlerstrasse und nicht den Waisenhausplatz 32 zurückgeben? Dieser Standort wäre doch für eine Wache bitter nötig. Sicher braucht es nicht beides, also den Waisenhausplatz und die Kramgasse. Ich bitte Sie, sämtlichen Ziffern dieses Postulat zuzustimmen, wir brauchen höhere Kosteneinsparungen und bei der räumlichen Konzentration mehr Konsequenz. Alles andere können wir uns nicht leisten.

Präsident. Ich gebe dem Mitmotionär, Grossrat Frutiger, das Wort.

Ueli Frutiger, Oberhofen (BDP). Ich möchte noch einen weiteren Punkt aufgreifen. Wir haben unter dem Traktandum 13 für die Liegenschaften Waisenhausplatz 32 und 32a sowie die Hodlerstrasse 6 einen jährlichen Mietzins von mehr als 2 Mio. Franken bewilligt, und zwar für die nächsten fünf Jahre. Vielleicht geht es dann auch noch ein bisschen länger. Nach Abzug der Nebenkosten verbleibt immerhin immer noch ein Mietzins in der Höhe von 1,6 Mio. Franken für diese drei Liegenschaften. Der Anteil des Mietzinses für die Hodlerstrasse 6 schätze ich auf höchstens 600 000 Franken. Somit bleiben also noch 1 Mio. Franken, die man in eine neue oder eine andere moderne und zeitgemässe Polizeiwache pro Jahr investieren könnte. Und vielleicht wäre man ja dann auch Besitzer dieser Liegenschaft, sodass man dann nicht zuletzt gar nichts hat. Aufgrund der heutigen Zinse wäre das ohne grosse Probleme machbar. Wir investieren rund 300 Mio. Franken in ein neues Polizeizentrum. Damit verbunden sind auch Desinvestitionen, die an anderen Standorten gemacht werden. Das ist richtig so. Aber weshalb will man dann die Hodlerstrasse 6 zurückgeben und den Prunkbau Waisenhausplatz 32 und 32a behalten? Den haben wir gemietet, und wir bezahlen wie gesagt 1 Mio. Franken pro Jahr. Ich bin fast sicher, dass man in diesem Perimeter, in seiner Nachbarschaft oder in einem angrenzenden Perimeter eine gute Ersatzlösung finden könnte. Deshalb beantrage ich Ihnen ebenfalls, dieses Postulat anzunehmen.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionserklärungen. Das Wort hat für die SVP-Fraktion Grossrat Müller.

Mathias Müller, Orvin (SVP). Die SVP-Fraktion anerkennt die gut gemeinte Absicht des Vorstosses der Grossräte Riem und Frutiger, doch schiessen die geforderten Massnahmen nicht nur am Ziel vorbei, sondern sie würden auch Kollateralschäden verursachen. Deshalb lehnen wir alle vier Ziffern sowohl als Motion als auch als Postulat ab.

Zu Ziffer 1: Die Idee eines Umzugs des Generalsekretariats von der Kramgasse in das neue Polizeizentrum nach Niederwangen kommt jetzt einfach definitiv zu spät. Der Architekturwettbewerb ist seit Ende Oktober abgeschlossen und wird jetzt ausgewertet. Ein neuer Antrag kann somit gar nicht mehr einfließen. Würde man jetzt trotzdem den Motionären folgen, hätte dies zeitliche Verzögerungen und auch Mehrkosten zur Folge. Zudem ist es nicht nachvollziehbar, die geplanten strategischen räumlichen Reserven bereits jetzt aufgeben zu wollen.

Unter Ziffer 2 wird gefordert, die Liegenschaft an der Kamgasse sei ganz aufzugeben. Im Juni 2017 haben wir hier beschlossen, 2,6 Mio. Franken in diese Liegenschaft zu investieren, und jetzt soll sie aufgegeben werden? Das ist doch eher fragwürdig. Auch greift der Vorstoss dem Resultat der Gesamtbetrachtung sämtlicher kantonaler Gebäude, die im Sinn der Motion Leuenberger (M 266-2014) durchgeführt wird, vor. Die SVP-Fraktion teilt die Ansicht des Regierungsrates: Die räumliche Nähe des Generalsekretariats zum Regierungsrat, zum Parlament und zur Staatskanzlei ist sehr wichtig, und die Wichtigkeit dieser Nähe darf man definitiv nicht unterschätzen.

Unter den Ziffern 3 und 4 wird die Nutzung des Gebäudes der Polizeiwache am Waisenhausplatz infrage gestellt. Es ist für die SVP-Fraktion klar, dass die Polizei zwingend eine Wache an einem zentralen Standort in der Stadt Bern haben muss. Die Forderung nach einem kleineren Objekt kommt für uns etwas oberflächlich daher. Wichtig ist, dass ein Standort vor allem den betrieblichen und örtlichen Anforderungen entspricht, und daraus ergibt sich dann die Grösse und nicht umgekehrt.

Abschliessend gilt es festzuhalten, dass der Vorstoss in die operative und taktische Ebene der Polizei eingreift, und es ist definitiv nicht der Auftrag des Grossen Rates, sich in die operative und taktische Polizeiarbeit einzumischen. Wir lehnen sämtliche Ziffern sowohl als Motion als auch als Postulat ab. Fertig.

Andreas Hegg, Lyss (FDP). Der Standort der Polizei in der Stadt Bern, in der Hauptstadt der Schweiz, ist für uns von zentraler Bedeutung. Sicher muss man von Zeit zu Zeit überprüfen, ob die

verschiedenen Standorte noch richtig und nötig sind. Aber dann müsste man das bei sämtlichen Direktionen tun, und nicht nur bei der POM, man müsste es auf dem ganzen Kantonsgebiet machen. Das Generalsekretariat an der Kramgasse und der Standort am Waisenhausplatz sind die richtigen Standorte. Aus der zentralen Lage ergeben sich kurze Wege, und die Effizienz ist gewährleistet. Auch ist das strategisch richtig und wichtig. Ob dann schlussendlich eine Auslagerung billiger käme und zweckmässiger wäre, bezweifeln wir. Für die FDP ist die Sicherheit wirklich von grösster Bedeutung, und die Polizei muss zwingend strategisch in der Stadt vor Ort präsent sein. Stellen Sie sich vor, die Polizei müsste bei einem Einsatz in der Stadt zuerst mit Material und Personal herkommen. Beim nächsten Geschäft sprechen wir dann noch von den Hunden; sie müsste also noch mit Hunden hierher kommen, und sie wäre hier nicht vor Ort. Sie wissen ja, es gibt verschiedene schwierige Einsätze. So könnte die Sicherheit unserer Bürgerinnen und Bürger nicht mehr gewährleistet sein. Deshalb lehnt die Fraktion der FDP die Ziffer 1 ab und unterstützt die Ziffern 2 bis 4 als Postulat, weil das ja ohnehin bereits überprüft wird.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Burkhard das Wort.

Marianne Burkhard, Roggwil BE (SP). Im Rahmen des Projekts des neuen Polizeizentrums wurden vorgängig alle Standorte der Polizei Bern analysiert und wo betrieblich möglich und polizeitaktisch sinnvoll in das neue Polizeizentrum integriert. Ausgeschlossen hat man dabei das Generalsekretariat der POM. Die heutige Planung ist weit fortgeschritten. Das Wettbewerbsprojekt wurde bereits studiert, und eine neue Überarbeitung würde eine sehr massive Verzögerung des gesamten Projekts verursachen. Aus diesem Grund lehnt die SP-JUSO-PSA-Fraktion die Ziffer 1 klar ab. Die räumliche Nähe des Regierungsrates zum Rathaus und zu Staatskanzlei macht Sinn und kann einer effizienteren Arbeitsweise sehr dienen. Dass es auch künftig eine Polizeiwache an einem zentralen Standort in der Innenstadt braucht, ist für die SP-JUSO-PSA-Fraktion selbstverständlich. Nur so kann die Polizei ihre Interventionszeit von 7 Minuten einhalten und ihren Sicherheitsauftrag wahrnehmen. Wo sich der neue Standort dann genau befinden wird, wird geprüft. Deshalb schliesst sich die SP-JUSO-PSA-Fraktion der Meinung des Regierungsrates an und nimmt die Ziffern 2 bis 4 als Postulat an.

Christoph Grimm, Burgdorf (glp). Räumliche Konzentration macht dort Sinn, wo etwas damit verbessert werden und Gesamtkosten eingespart werden können. Das ist uns allen klar. Das ist das Ziel dieses Projektes, und deshalb haben wir den Planungskredit überwiesen. Wir haben ihn aber damals ohne Raumprogramm des Generalsekretariats überwiesen. Die glp möchte dabei bleiben und lehnt deshalb die Ziffer 1 ab. Wir gehen davon aus, dass es klare zeitliche Verzögerungen geben würde, so wie es in der Antwort des Regierungsrates zu lesen ist, und kostengünstiger würde es wahrscheinlich nicht.

Bei den Ziffern 2 bis 4 sollte man aber tatsächlich nochmals genau hinschauen, vor allem bei der Ziffer 2, der Nähe zum Ratsbetrieb. Auch die Ziffer 3, die Interventionszeit, sollte man noch einmal kritisch prüfen. Deshalb schliessen auch wir uns der Regierung an und lehnen die Ziffer 1 ab und nehmen die Ziffern 2 bis 4 als Postulat an.

Jan Gnägi, Walperswil (BDP). In der Junisession 2015 nahm der Grosse Rat diskussionslos und mit einer sehr deutlichen Mehrheit die Motion Leuenberger (M 266-2014) an, und auch der Regierungsrat hatte diese Motion zur Annahme beantragt. Der Kanton Bern soll seine Verwaltungsgebäude aus der Altstadt abziehen. Aber wie der Motionär in seiner Begründung ausführt, geht die Umsetzung dieser Forderung nur sehr schleppend voran. Wir haben den Eindruck, dass die Motivation, die schönen Altstadtbüros zu verlassen, nicht sehr gross ist. Dabei ist klar: Diese Gebäude eignen sich nicht für eine moderne Verwaltung und nicht für eine Verwaltung, die den Anforderungen der heutigen Zeit genügen sollte. Das Unterbringen der Verwaltung in diesen Gebäuden trägt auch nicht zur Belebung der Altstadt bei, und auch hinsichtlich des Pendelstroms in die Stadt ist das sicher keine ideale Lösung. Es ist also grundsätzlich klar: Die Verwaltung muss dezentral organisiert werden, und sie soll möglichst die Altstadt verlassen.

Bernhard Riem wird konkret und prüft jetzt speziell die POM, weil sich dort mit dem neuen Polizeizentrum eine Gelegenheit bieten würde. Es ist klar, die BDP unterstützt diese Forderung. Für uns ist es nicht verständlich, weshalb ausgerechnet ein Generalsekretariat nicht in ein solches neues Polizeizentrum hineinpassen soll. Dass der Regierungsrat in seiner Antwort auf die wichtige räumliche Nähe der Regierungsratsbüros zum Grossen Rat hinweist, nehmen wir zur Kenntnis. Die Nähe nützt allerdings nichts, wenn der Regierungsrat während den Sessionen anderweitig plant und wir hier das

Sessionsprogramm umstellen müssen. Wichtiger als die räumliche Distanz wäre hier wohl eine Agendaführung, bei der die Sitzungsdaten der gesetzgebenden Behörde konsequent zur Kenntnis genommen werden. Die BDP will die Umsetzung der Motion Leuenberger (M 266-2014). Wir wollen, dass es hier und jetzt vorwärts geht, wir unterstützen diesen Vorstoss und hoffen, dass Sie dies auch tun.

Kilian Baumann, Suberg (Grüne). Die Mehrheit der Fraktion der Grünen kommt zum fast gleichen Schluss wie der Regierungsrat. Die Ziffer 1 hätten wir als Motion abgelehnt, ein Postulat werden aber einige von uns zustimmen. Die Ziffer 2 werden wir als Postulat unterstützen. Im Juni 2015 unterstützten wir bereits die Motion Leuenberger (M 266-2014) mehrheitlich, und wir werden auch die Ziffern 3 und 4 als Postulat unterstützen. Die Polizei wird auch nach Fertigstellung des Polizeizentrums in Niederwangen eine Räumlichkeit in der Innenstadt benötigen. Welche Gebäude benötigt werden und in welchem Umfang, wird sich zeigen. Grundsätzlich unterstützen wir aber die Forderung, wonach die Polizei in der Innenstadt weniger Raum beanspruchen soll.

Ein bisschen erstaunt stellen wir fest, dass vonseiten der POM auf einmal die Bereitschaft, Teile der Liegenschaft in der Innenstadt abzutreten, merklich abgenommen hat. Deshalb werden einzelne von uns auch die Ziffern 3 und 4 als Motion unterstützen.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (EDU). Ich denke, wir stolpern schlussendlich bei diesem Thema über ein Problem, das wir alle nur allzu gut kennen: Wann können wir wie und wo und inwieweit in eine Planung oder Gestaltung eines Geschäfts Einfluss nehmen? Bei aller Sympathie für dieses Anliegen, gute Lösungen zu finden, ist der Zeitpunkt für die Ziffer 1 nun einfach zu spät. Die EDU-Fraktion lehnt diese Ziffer ab. Die Standorte, aber auch Fragen der Wirtschaftlichkeit und der Handlungsfähigkeit im Herzen der Stadt Bern sind uns ebenfalls wichtig, und dieses Thema muss bewusst und geplant angegangen werden. Die Ziffern 2, 3 und 4 werden wir teilweise als Postulat unterstützen.

Barbara Streit-Stettler, Bern (EVP). Ich stelle bei diesem Vorstoss im Rat eine erstaunliche Einigkeit fest. Fast alle befinden sich auf derselben Linie. Vor allem erstaunt mich, dass die SVP diesmal auch in ein ähnliches Horn bläst. Die EVP wird bei diesem Vorstoss ebenfalls dem Regierungsrat folgen.

Philippe Müller, Polizei- und Militärdirektor. Zu Ziffer 1: Die Wettbewerbsprojekte für das Polizeizentrum wurden Ende Oktober 2018 juriert, und das Siegerprojekt wurde im November bestimmt. Wollte man jetzt hier eine Änderung vornehmen, könnte das zu einem Problem führen, weil diese nicht mehr in den Wettbewerb integriert werden kann, so wie es auch von Grossrätin Burkhard gesagt worden ist. Erst eine weitere Machbarkeitsstudie würde zeigen, ob der zusätzliche Flächenbedarf auf dem Baufeld realisiert werden könnte. Das Siegerprojekt müsste teuer überarbeitet werden, und man müsste mit einer zeitlichen Verzögerung von bis zu einem Jahr rechnen. Deshalb lehnt der Regierungsrat die Ziffer 1 ab.

Zu Ziffer 2: Der Regierungsrat ist der Ansicht, dass die räumliche Nähe zum Rathaus und zur Staatskanzlei für eine unmittelbare und effiziente Zusammenarbeit mit dem Grossen Rat und den Kommissionen wichtig und nicht zu unterschätzen ist. Die räumliche Nähe vereinfacht den Austausch der Regierungsrätinnen und Regierungsräte untereinander und ermöglicht eine effiziente Sitzungsplanung der einzelnen Regierungsmitglieder. Zudem wird dadurch ein flexibles Einspringen ermöglicht, wenn die Sitzungsplanung im Grossen Rat naturgemäss etwas schwieriger ist. Man hat sich heute bei mir ein paarmal für die Flexibilität bedankt. Ich wäre wahrscheinlich nicht da, wenn mein Büro in Niederwangen wäre und ich immer in die Stadt fahren müsste. Heute hätte ich übrigens fast fünfmal nach Bern fahren müssen.

Das kantonseigene Objekt an der Kramgasse 20 wird wie alle anderen Objekte aufgrund der Motion Leuenberger (M 266-2014) überprüft, und es wird eine Gesamtbetrachtung geben. Dieses Gebäude wird selbstverständlich einbezogen. Es braucht jetzt aber nicht eine punktuelle Durchsetzungsmotion für ein Einzelobjekt der POM. Deshalb lehnt der Regierungsrat die Ziffer 2 als Motion ab und nimmt sie als Postulat an.

Zu den Ziffern 3 und 4: Ein Standort in der Innenstadt ist für die Sammlung und Mobilisierung unserer Einsatzkräfte zwingend notwendig. Sonst kann beispielsweise die im Ressourcenvertrag vereinbarte Interventionszeit von 7 Minuten innerhalb der Kernzone von Bern nicht eingehalten werden. Es ist aber auch für andere Einsätze zwingend nötig, dass die Polizei einen Standort in der Stadt hat, und zwar einen Standort, den sie für die Mobilisierung und all die Ausrüstungsgegenstände, die je nach Einsatz notwendig sind, brauchen kann. Ein allfälliger Einsatzstandort für die betrieblich miteinander

verbundenen Objekte Waisenhausplatz 32 und 32a sowie Hodlerstrasse 6 und 6a hat den betrieblichen und örtlichen Anforderungen zwingend Rechnung zu tragen. Es ist ein bisschen leichtfertig zu sagen, es sei dann schon möglich einen anderen Standort zu finden. Der Regierungsrat beantragt also, die Ziffer 1 abzulehnen und die Ziffern 2 bis 4 als Postulat zu überweisen.

Bernhard Riem, Iffwil (BDP). Ich bedanke mich für die Diskussion. Mathias Müller und auch die EVP nehmen mit ihrer Argumentation wissentlich in Kauf, dass wesentlich höhere Kosten entstehen werden, und zwar nicht nur bei den Investitionen, sondern auch in Bezug auf die Jahreskosten.

Zur Kramgasse 11: Bereits letztes Jahr wurde für die Schulungsräume eine enorme Summe bewilligt, schon damals war von einem Sachzwang die Rede, und jetzt entsteht aus dem ersten Sachzwang ein zweiter. Wir bestreiten die Wache in der Innenstadt in keiner Art und Weise. Aber ich verstehe nicht, weswegen zuerst mal die Hodlerstrasse zurückgegeben werden soll. Denn dieser Standort ist wesentlich, dort befinden sich die Garage und andere Räumlichkeiten. Ich verstehe es nicht, wenn man nur diesen Standort nicht mehr nutzte und der Stadt zurückgäbe.

Mit den heute dargelegten Argumenten wird kein Auszug aus der Altstadt erfolgen. Genau die gleichen Argumente können für jede Direktion verwendet werden. Die bereits mehrfach erwähnte Motion (M 266-2014) wird ad absurdum geführt. Damals waren alle dafür, sie wurde einstimmig überwiesen. Aber sobald es konkret wird, gelten dann halt andere Regeln. Ich bitte Sie, diese Ziffern als Postulat zu überweisen. Ich gehe davon aus, dass einzeln darüber abgestimmt wird. Ein Postulat beinhaltet ja auch das Vertrauen, dass der Regierungsrat über die Bücher geht und die räumliche Konzentration wirklich mit mehr Konsequenz prüft.

Präsident. Es sind alle vier Ziffern in ein Postulat gewandelt worden. Wir stimmen einzelnen über die Ziffern ab. Wer die Ziffer 1 annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	35
Nein	109
Enthalten	0

Präsident. Sie haben die Ziffer 1 als Postulat abgelehnt mit 35 Ja- bei 109 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen.

Wer die Ziffer 2 als Postulat annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	98
Nein	44
Enthalten	3

Präsident. Sie haben die Ziffer 2 als Postulat angenommen mit 98 Ja- bei 44 Nein-Stimmen und 3 Enthaltungen.

Wer die Ziffer 3 annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 100

Nein 44

Enthalten 2

Präsident. Sie haben die Ziffer 3 als Postulat angenommen mit 100 Ja- bei 44 Nein-Stimmen und 2 Enthaltungen.

Wer die Ziffer 4 annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 4 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 108

Nein 35

Enthalten 1

Präsident. Sie haben die Ziffer 4 als Postulat angenommen mit 108 Ja- bei 35 Nein-Stimmen und 1 Enthaltung.

Geschäft 2018.RRGR.392

Motion 130-2018 Hess (Bern, SVP)
Hundeführereinheiten im Polizeikorps

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 66, der Motion «Hundeführereinheiten im Polizeikorps». Ich erteile dem Motionär, Grossrat Hess, das Wort.

Erich Hess, Bern (SVP). Besten Dank, Herr Regierungsrat, für die Beantwortung dieser Motion. Was will ich mit dieser Motion erreichen? Ich will mit dieser Motion erreichen, dass bei Leuten, die ein bisschen weniger Respekt vor Polizisten haben, gezielt Polizeihunde eingesetzt werden können, denn vor den Hunden haben sie meistens etwas mehr Respekt. Gerade in gewissen Kulturkreisen ist der Respekt vor Polizeihunden stark, der Respekt vor Polizisten jedoch leider kaum vorhanden. Deshalb wäre bei gewissen Einsätzen der Einsatz von Polizeihunden sicher das Beste. Der Regierungsrat hat aufgeführt, in welchen Bereichen wie viele Hunde eingesetzt werden. Das ist gut und recht, die Motion fordert jedoch nicht eine Aufstockung in diesen Bereichen. Vielmehr fordert sie eine Aufstockung in denjenigen Bereichen, wo es noch zu wenige Hunde gibt. Ein Beispiel sind die Kundgebungen: Bei Kundgebungen ist es bisweilen für die Polizei sehr schwierig einzugreifen, ohne sich allzu sehr zu gefährden. Mit Hunden wäre ein Eingriff relativ einfach möglich. Auch beim Ordnungsdienst, zum Beispiel am Samstag in der Nacht, zum Beispiel in der Aarberggasse, wäre es viel einfacher, gewisse Leute festzuhalten, wenn Hunde zur Verfügung stünden. Deshalb bitte ich Sie, diese Motion anzunehmen. Die Kostenfolgen wären sehr gering, wie das der Regierungsrat in seiner Antwort denn auch ausgeführt hat. Ein solcher Hund kostet rund 2000 Franken monatlich und 300 Franken für den Polizisten, damit er den Hund füttern und ihn unterhalten kann. Ich glaube, dass ein Polizeihund die Polizei in diesen Bereichen hervorragend unterstützen könnte. Zudem wäre er um vieles günstiger als

ein Polizist, und dieser müsste erst noch sein Leben nicht gefährden. Ich hoffe auf wohlwollende Unterstützung.

Präsident. Gibt es Wortmeldungen zu diesem Vorstoss? – Dies scheint nicht der Fall zu sein. Doch, es gibt Wortmeldungen. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Baumgartner das Wort.

Lydia Baumgartner, Jegenstorf (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist mit dem Antragsteller insofern einig, als gut ausgebildete Polizeihunde ein wichtiger Bestandteil eines Polizeikorps sind. Es fragt sich einfach, wie diese dann in der Praxis eingesetzt werden. Eigentlich ist das Beste an diesem Vorstoss die Forderung nach mehr Polizei und nach einer guten Ausbildung für Hund und Hundehalter. Aber wir haben ja bereits eine gute Ausbildung, das wird mehrfach von Fachkreisen bestätigt. Wenn wir aber den Hundbestand, wie gefordert wird, massiv aufstocken wollen, haben wir definitiv zu wenige Polizistinnen und Polizisten, denen man eine Leine in die Hand drücken kann und an der dann noch ein Hund angebunden ist. Grosse unberechenbare Massen und Zusammenrottungen sind definitiv nicht der geeignete Ort, um solche Tiere einzusetzen. Fachexperten raten von solchen Aktionen dringend ab. Hunde bei einem Demonstrationseinsatz in der vordersten Reihe zu positionieren, ist problematisch und gefährlich, weil diese Tiere bei Angriffen mit Wurfgegenständen einer grossen Verletzungsgefahr ausgesetzt sind. Hier steht der Mensch in der Verantwortung, das Tier zu schützen. Ich kann es abkürzen, denn es ist klar: Die SP-JUSO-PSA-Fraktion stimmt diesem Anliegen nicht zu, weder als Motion noch als Postulat, und einer Abschreibung stimmt sie ebenfalls nicht zu.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). Wenn ich die Begründung zur Motion lese, habe ich das Gefühl, wir würden in einem Kanton leben, in dem sich eine Frau oder ein Mann gar nicht mehr auf die Strasse wagen darf, ohne von einer Bande überfallen zu werden. Es ist von organisierter Gewalt die Rede und von wiederkehrenden Aufmärschen politischer Extremisten. Aber die Statistik zeigt ein ganz anderes Bild. Wir leben in einem Kanton, in dem auf einen Polizist 517 Einwohner fallen. Im schweizerischen Durchschnitt sind es 453 und in Zürich sind es 373 Einwohner. Und Zürich ist nicht die Bundeshauptstadt. Die Hunde leisten im Polizeikorps einen sehr wertvollen Dienst; sie werden als Drogenhunde, Sprengstoffhunde, Leichenspürhunde, Schutzhunde und als Personensuchhunde eingesetzt. Dabei sollte man es bewenden lassen. Es wäre wohl kaum im Sinn des Motionärs, wenn zwei Polizisten mit einem Hund unterwegs wären, um einen Randständigen zu kontrollieren, der mit einem Hund neben sich auf einem Teppichlein sitzt. Es könnte sein, dass sich beide Hunde plötzlich so gut verstehen, dass die Polizisten dann auf einmal nicht mehr so recht wissen, was genau sie kontrollieren sollen. Auch diese Situation könnte es geben. Deshalb lehnt die grüne Fraktion sowohl eine Motion als auch ein Postulat ab.

Barbara Streit-Stettler, Bern (EVP). Die EVP folgt bei diesem Vorstoss dem Regierungsrat. Wie wir in seiner Antwort lesen konnten, geht es bei den Hundeführereinheiten um ein hoch spezialisiertes und auch um ein teures Instrument der Polizeiarbeit, das nur in sehr speziellen Situationen angewendet wird. Als nicht entsprechend ausgebildete Grossrätinnen und Grossräte können wir sicher nicht beurteilen, wann ein solcher Einsatz mit Polizeihunden taktisch sinnvoll ist. Es handelt sich dabei um eine operative Angelegenheit der Polizei. Wir vertrauen der Polizei, dass sie ihre Instrumente effizient und zielführend einsetzt, unsere Steuergelder also nicht zum Fenster rauswirft. Ich möchte noch etwas zum Geist dieses Vorstosses sagen: Ganz sicher dürfen Hunde nicht dafür eingesetzt werden, um irgendwelche Personen, die im öffentlichen Raum stören, einzuschüchtern, in irgendwelcher Form die Schlagkraft der Polizei zu demonstrieren oder der Bevölkerung Respekt oder sogar Angst einzujagen. Zum Glück befinden wir uns im Kanton Bern nicht in einem Fernsehkrimi, sondern eben im Kanton Bern, wo die Polizei sorgfältig auf die Menschen zugeht und möglichst deeskalierend arbeitet. Die SiK konnte kürzlich an einer Polizeiausbildung in Ittigen teilnehmen, und wir konnten uns davon überzeugen. Wir werden diesen Vorstoss als Postulat annehmen und abschreiben, hoffen aber, dass Erich Hess und seine Kollegen solche Vorstösse, die tief ins Operative hineingehen, nicht mehr einreichen werden.

Andreas Hegg, Lyss (FDP). Es ist für uns alle klar, dass diese Hunde eine absolut wertvolle Arbeit leisten. Aber der Regierungsrat hat die Einsatzkonzeption dieser Diensthunde überprüft, und aus der Sicht des Regierungsrates besteht kein Bedarf nach einem Ausbau des Diensthundewesens. Aus der Sicht der FDP sollten wir uns nicht allzu stark in das operative Tagesgeschäft der Polizei einmischen. Die Polizei leistet beste Arbeit, und sie weiss, welche Mittel in welchem Umfang nötig und

zweckmässig sind. Würde sie mehr Hunde benötigen, würde sie diese anschaffen; davon sind wir überzeugt. Die FDP nimmt die Ausführungen des Regierungsrates zur Kenntnis und unterstützt ein Postulat mit gleichzeitiger Abschreibung.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (EDU). Hundeführereinheiten sind zweifelsohne beeindruckend, und sie erzielen eine grosse Wirkung. Die EDU-Fraktion anerkennt die bisherige Praxis und Einstellung der Kantonspolizei. Trotzdem sehen wir in der Antwort des Regierungsrates, dass der Bedarf, die Einsatzbereiche und die Ausbildung immer wieder überdacht und geprüft werden, sodass wenn nötig eben auch rasch gehandelt werden kann. Deshalb unterstützen wir die Motion als Postulat und möchten, dass sie nicht abgeschrieben wird.

Werner Moser, Landiswil (SVP). Es ist unbestritten: Hunde könnten eine gute Wirkung haben, und es gibt verschiedene Bereiche, wo sie eingesetzt werden. Das bestätigt auch die Regierung. Mein Schwager hat einen Hund, der beim Zoll arbeitet, deshalb habe ich ein bisschen Erfahrung. Diese Arbeit ist mit enormem Aufwand verbunden. Als Polizist ist es nicht so einfach, einen Hund zu übernehmen. Es muss zuerst sehr viel überprüft werden, und zuerst muss eine Person überhaupt bereit sein, den Mehraufwand auf sich zu nehmen. Der Kollege aus der grünen Fraktion hat vorhin von zwei Hunden gesprochen, die aufeinander losgehen. Bei einem richtig dressierten Hund der Polizei oder Grenzwacht passiert das sicher nicht. Er wird seine Pflicht sicher so erfüllen, wie er es gelernt hat. Der ehemalige Grossrat Wüthrich hat einen Vorstoss eingereicht, der eine Prüfung des Personalbestands bei der Polizei verlangt (*M 138-2016*). In diesem Zusammenhang hat die Regierung bereits Andeutungen gemacht, und ich denke, es wäre der richtige Weg, ein Postulat zu überweisen. So könnte man in Zusammenhang mit der Prüfung analysieren, ob nicht vermehrt auch mit Polizeihunden gearbeitet werden kann, um den sicher eher knappen Bestand an Polizisten zu korrigieren. Die SVP-Fraktion würde möglicherweise einer Motion zustimmen, aber wir gehen davon aus, dass wohl eher ein Postulat gewählt wird, und dieses werden wir sicher einstimmig unterstützen.

Francesco Marco Rappa, Burgdorf (BDP). Die BDP-Fraktion folgt dem Regierungsrat und wird das Geschäft als Postulat einstimmig überweisen und abschreiben. Wie der Regierungsrat in seiner Antwort formuliert hat, wurde die Einsatzkonzeption der Diensthunde bereits überprüft, und es besteht kein Bedarf nach einem Ausbau. Wenn der Chef des Einsatzes den Eindruck hat, es brauche mehr Hunde, würde er sie sicher anschaffen. Wichtig ist aber definitiv die geplante Überprüfung des Personalbestands, und da meine ich eben nicht die Hunde. Die Kantonspolizei ist definitiv unterdotiert.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp). Ja, es geht halt wieder mal um Hunde, und dann kommt der Wadenbeisser der glp zum Zug. (*Heiterkeit*) Erich Hess, Sie haben vorhin gesagt, es handle sich um eine kostengünstige Lösung, aber Sie machen einen ganz grossen Überlegungsfehler. Zwar bekommen Sie für 2000 Franken einen Hund, aber das ist dasselbe, wie wenn Sie sagen würden, Polizeiautos seien nicht teuer. Ein Auto bekommt man für 20 000 Franken, und dann kostet es nur noch ein bisschen Benzin. Vielleicht haben Sie es überlesen: Für die Hunde werden 14 000 Ausbildungsstunden benötigt. Sie müssen jedes Jahr weitergebildet werden, sie müssen jedes Jahr eine Prüfung ablegen. Besteht ein Hund diese Prüfung auch nur in einem Punkt nicht, gehört er nicht mehr dazu und zwar für immer und ewig. Dann kann man wieder von vorne anfangen. Es gibt sehr viele Hunde, die nach drei oder vier Jahren bereits in Pension gehen müssen, und dann muss man jemanden suchen, der sie übernimmt. Und nochmals zu diese 2000 Franken: Das ist, als würde man vorschlagen, einfach zwanzig zusätzliche Polizeiautos zu kaufen. Doch diese fahren nicht von selber. Es ist nicht möglich, die Hunde an eine Veranstaltung zu bringen, wo sie dann stehen und Eindruck machen. Vielmehr braucht es jemanden, der in Uniform daneben steht, der eben auch Eindruck macht, und genau das ist sehr kostspielig. Dieser Überlegungsfehler ist sehr gross und vor allem sehr teuer. Deshalb lehnt die glp diesen Vorstoss auch als Postulat ab.

Präsident. Ich erteile dem Polizei- und Militärdirektor das Wort.

Philippe Müller, Polizei- und Militärdirektor. Die Antwort auf den Vorstoss gibt Ihnen einen guten Überblick über den Status quo des Hundeführerwesens bei der Kantonspolizei. Der Betrieb des Diensthundewesens ist aufwendig. Deshalb sollen Diensthunde nur dort eingesetzt werden, wo es sinnvoll und verhältnismässig ist. Was bedeutet aufwendig? – Die Organisation der Hundeführung im Nebenamt ist sinnvoll und wird geschätzt. Doch bedingt sie eine anspruchsvolle Einsatzorganisation.

Der Einsatz als Hundeführer oder als Hundeführerin führt zu Abwesenheiten der entsprechenden Mitarbeitenden an ihrem Stammarbeitsplatz. Diese Abwesenheiten müssen natürlich dann von ihren Kolleginnen und Kollegen ausgeglichen werden. Dieses Element fehlt noch in der Rechnung von Grossrat Hess. Die Arbeit der Hundeführer ist also für den Arbeitgeber Kantonspolizei mit einem gewissen finanziellen Aufwand verbunden.

Aufgrund dieses Vorstosses hat der Regierungsrat die heute geltende Einsatzkonzeption der Diensthunde prüfen lassen, und er erachtet sie als zweckmässig und ausreichend. Er sieht im Moment keinen unmittelbaren Bedarf für einen Ausbau des Diensthundewesens. Im Übrigen geschieht die Überprüfung selbstverständlich laufend nach Bedarf und auch unabhängig davon, ob das Postulat jetzt abgeschrieben wird oder nicht. Deshalb empfiehlt Ihnen der Regierungsrat diesen Vorstoss zur Annahme als Postulat und zur gleichzeitigen Abschreibung.

Erich Hess, Bern (SVP). Es wurde kritisiert, diese Motion greife zu stark in das operative Geschäft ein. Also, wenn ich all jene Motionen durchgehe, welche wir in dieser und in der vorangegangenen Session beraten haben, greifen diese um einiges tiefer in das operative Geschäft ein als die vorliegende. Deshalb lasse ich diesen Kritikpunkt nicht ganz gelten. Item, ich habe festgestellt, dass eine Motion wahrscheinlich hier in diesem Rat zu diesem Zeitpunkt aufgrund seiner eben operativen Tiefe nicht durchkommen wird. Deshalb werde ich ihn in ein Postulat wandeln. Ich bitte Sie aber, den Bericht nicht abzuschreiben. Ich verlange, dass der Regierungsrat das mit dem Bericht noch einmal prüft, sprich, er kann das gleich im Zusammenhang mit dem Vorstoss des ehemaligen Kollegen Wüthrich machen (*M 138-2016*). In diesem Zusammenhang kann er dann auch noch gerade auf meinen Vorstoss eine tiefgreifendere Antwort geben. Denn er ist auf die in der Motion verlangten Punkte nicht eingegangen, sondern nur auf die Hunde im Allgemeinen.

Noch kurz zu Grossrat Zaugg: Ich glaube nicht, dass man ein Lebewesen wie einen Hund direkt mit einem Polizeiauto vergleichen kann. Deshalb glaube ich nicht, dass er sein Argument wirklich ernst gemeint hat. Ich bitte Sie, den Vorstoss als Postulat anzunehmen und um Nichtabschreibung des Prüfungsberichts.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer dieses Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dieses ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	82
Nein	63
Enthalten	1

Präsident. Sie haben den Vorstoss als Postulat angenommen mit 82 Ja-, bei 63 Nein-Stimmen und 1 Enthaltung.

Wir kommen zur Abschreibung. Wer dieses Postulat abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	98
Nein	48
Enthalten	1

Präsident. Sie haben das Postulat abgeschrieben mit 98 Ja-, bei 48 Nein-Stimmen und 1 Enthaltung.

Geschäft 2018.RRGR.397

Motion 134-2018 Kullmann (Hilterfingen, EDU)
Umstellung der kantonalen Fahrzeugflotte auf Alternativantriebe

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 67, der Motion «Umstellung der kantonalen Fahrzeugflotte auf Alternativantriebe». Ich gebe dem Motionär, Grossrat Kullmann, das Wort.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Ich spreche hier als Motionär und Fraktionssprecher. Ich freue mich, ein Anliegen vertreten zu können, das in ähnlicher Art bereits im Jahr 2006 zum ersten Mal aus den Reihen der SVP aufgegriffen wurde. Alt-Grossratspräsident Geri Fischer hatte damals eine Motion eingereicht, in der er für e-Autos eine Befreiung von der Motorfahrzeugsteuer forderte (M 130-2006). Die Recherche zum Thema Alternativantriebe war sehr spannend. So wusste ich zum Beispiel nicht, dass die ersten Elektrofahrzeuge bereits vor 170 Jahren entwickelt worden waren und die Technologie schon um 1900 grosses Potenzial aufzeigte und rege genutzt wurde. Während der darauffolgenden hundert Jahre befand sich die technologische Entwicklung der Elektroautos jedoch in einer Art Dornröschenschlaf. Erst in den letzten paar Jahren haben Visionäre und Pioniere die Forschung im Bereich der Elektromobilität neu angestossen und vorangetrieben. In der Forschung wird nicht bestritten, dass sich die Faktoren Kosten, Effizienz und Leistungskapazität von Akkus in den nächsten Jahren noch deutlich verbessern werden.

Auch wenn ich hier einen kurzen Überblick zur Geschichte der Elektroautos gegeben habe, möchte ich betonen, dass es in dieser Motion nicht ausschliesslich um Elektroautos geht. Die Motion fordert vom Regierungsrat die Beschleunigung der Umstellung der kantonalen Fahrzeugflotte auf Alternativantriebe. Dies schliesst aus unserer Sicht Antriebe mit Erdgas beziehungsweise Biogas mit ein, lässt aber auch einen grossen Spielraum für weitere, moderne Technologien wie Wasserstoff offen. All diese Antriebsformen, mit Ausnahme von Erdgas, können in einem regionalen Wertschöpfungsprozess in der Schweiz hergestellt werden, was unsere Energieabhängigkeit vom Ausland reduzieren kann.

Ich bin erfreut, dass der Regierungsrat seit 2015 ein Mobilitätskonzept hat, das eine verbindliche Fahrzeugstrategie enthält. Es ist vorbildlich, wenn der Kanton bei der Fahrzeugbeschaffung nebst ökonomischen Kriterien auch ökologische Kriterien gewichtet. Aus diesem Grund habe ich die etwas vorsichtig und restriktiv formulierte Bedingung unter Ziffer 1 zurückgezogen.

Leider fehlen in der Antwort des Regierungsrates konkrete Zahlen und Fakten, anhand derer wir den Stand der Umsetzung der Motionsforderung beurteilen können. Auch liess sich der erwähnte Bericht «Fahrzeugantriebe Heute und Morgen – Analyse und Trends», den die Kantonspolizei erstellt hat, leider online nicht finden. Das Konkreteste, das zu erfahren ist, ist die Tatsache, dass knapp die Hälfte der zwanzig Modelle im Fahrzeugkatalog der Regierung mit Alternativantrieben ausgestattet ist. Daher sind wir als Motionäre mit der Regierungsantwort nicht ganz zufrieden.

Wir haben von der Mehrheit der Fraktionen Signale erhalten, dass die Ablehnung der Abschreibung unterstützt wird, und beantragen deshalb, die Motion nicht abzuschreiben. Das ermöglicht es unserem Kanton, bei den rasanten technologischen Entwicklungen auf diesem Gebiet nahe am Ball zu bleiben. Vergessen wir nicht, dass besonders im Bereich der e-Mobilität zahlreiche Start-up-Unternehmen innovative Lösungen auf den Markt bringen. Ein Beispiel ist das erste, bereits 2019 seriengefertigte Elektroauto mit integrierten Solarzellen, das zum Preis von etwa 20 000 Euro auf den Markt kommt. Auch dieses wurde von einem kleinen Start-up entwickelt, das dieses Projekt mit einer Crowdfunding-Kampagne lanciert hat. Daher lohnt es sich für unseren Kanton, diese innovativen Entwicklungen genau zu verfolgen und die erfreulichen Entwicklungen in diesem Bereich tatkräftig zu unterstützen. Die EDU-Fraktion würde es begrüssen, wenn sich der durchschnittliche Anteil der kantonalen Fahrzeuge mit Alternativantrieb in den nächsten Jahren dem Durchschnitt unserer Fraktion – nämlich 40 Prozent – annähern würde.

Präsident. Die Ziffer 1 der Motion ist also zurückgezogen worden. Ist das richtig? Ja, das stimmt. Also sprechen wir nur noch über die Ziffer 2. Ich gebe den Fraktionen das Wort, zuerst Grossrat Leuenberger für die BDP.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (BDP). Die BDP steht diesem Vorstoss sehr positiv gegenüber. Auch wenn der Motionär in seinem Vorstoss sagt, dass sämtliche Alternativantriebe gemeint sind, gehen wir gemäss der Begründung davon aus, dass es hauptsächlich um Elektrofahrzeuge

geht. Die Vorteile der Elektrofahrzeuge hat der Motionär in seiner Begründung bereits aufgelistet. Einen der Vorteile muss man mittlerweile bereits relativieren, er wurde bereits überholt, nämlich die Lautlosigkeit bis 40 km/h. Seit Jahrzehnten rufen wir in der Politik nach leiseren Fahrzeugen, seit Jahrzehnten beklagen wir uns über den lauten motorisierten Verkehr, und jetzt, in dem Moment, in dem endlich leise Fahrzeuge bis 40 km/h existieren, befahlen wir, dass ein Geräuschgenerator eingebaut werden muss, damit sie einen gewissen Lärm verursachen und man sie hört. Das wird kommen, das ist schizophren, und das stört mich und auch die BDP.

Nichtsdestotrotz sehen wir die Vorteile der Alternativantriebe, insbesondere der Elektrofahrzeuge. Ich selber fahre seit viereinhalb Jahren ein Elektrofahrzeug und habe in dieser Zeit mit sehr vielen Leuten über die Vor- und Nachteile diskutiert. Ich habe vor allem festgestellt, dass sehr viele Leute bei Elektrofahrzeugen zwei Nachteile und bei Autos mit Verbrennungsmotor gewisse Vorteile sehen. Nachteile erstens bei der Reichweite und zweitens bei der Geschwindigkeit, wie sie sich wieder aufladen lassen. Viele sagen mir, dass hinsichtlich der Reichweite alles super sei, dass sie aber trotzdem ohne aufzutanken mit ihrer Familie nach Spanien fahren wollen. Deshalb kaufen sie ein Auto mit Verbrennungsmotor. Dieses Argument können wir beim vorliegenden Vorstoss nicht gelten lassen. Bekanntlich sind die Staatsangestellten des Kantons Bern nicht berechtigt, mit dem Dienstfahrzeug nach Spanien in die Ferien zu fahren, vielmehr dürfen sie nur im Kanton Bern herumfahren. Somit fällt dieses Argument weg.

Das zweite Argument, das gegen Elektrofahrzeuge spricht, ist die Geschwindigkeit, mit der sie aufgeladen werden können. Das ist in der Tat ein Problem. Allerdings ist diese Geschwindigkeit in den vergangenen Jahren massiv gesunken. Wenn wir im Kanton Bern für den Staat Elektrofahrzeuge anschaffen, können wir sie in der Nacht einstecken, sodass sie am Morgen wieder vollgeladen sind. Das funktioniert hervorragend, und man spart dann sogar noch die Zeit, die man mit den gängigen Autos braucht, um sie aufzutanken. Dieses Argument ist hier also vom Tisch. Der Kanton Basel-Stadt hat uns vorgemacht, wie man es machen kann. Der Kanton Basel-Stadt hat sieben Elektrofahrzeuge bestellt, um die Polizei auszurüsten. Im Moment wird die erste Tranche geliefert. Auch dieser Kanton hat Evaluationen vorgenommen und festgestellt, dass es sich dabei um eine sehr gute Sache handelt. Wir bitten Sie, diesen Vorstoss anzunehmen. Allerdings wehren wir uns gegen die Abschreibung. Dieser Prozess muss dauernd aufrechterhalten werden, und er ist noch längst nicht abgeschlossen.

Peter Salzmann, Mülchi (SVP). Bei der vorliegenden Motion folgt die SVP-Fraktion mehrheitlich der Antwort des Regierungsrates. Die alternativen Antriebe sollten gefördert werden, weil es nötig und sinnvoll ist. Vor allem in den Städten sollte man, was die Lärmbelastung und die Abgase anbelangt, die Praxistauglichkeit und die Kosten nicht aus den Augen verlieren. Der Regierungsrat geht ja schon in die gleiche Richtung wie der Vorstoss. 2015 gab er ein Mobilitätskonzept frei und verpflichtete die Verwaltung, auf Alternativantriebe umzusteigen. Die Motionäre erwähnen in der Motion China und Norwegen als Vorbilder. In Norwegen weisen heute 42 Prozent der verkauften Neuwagen alternative Antriebe auf. Auch bei allen guten Gedanken für die Umwelt ist aber doch zu bedenken, dass wir die Umweltprobleme nur verlagern. Zum Beispiel die Gewinnung von Lithium in Chile, die einen sehr hohen Energiebedarf hat und dort die Umwelt zerstört. Auch die Entsorgung der Batterien ist nicht gelöst. Deshalb wird es in unserer Fraktion Gegenstimmen geben. Aber die SVP-Fraktion ist mehrheitlich für Annahme bei gleichzeitiger Abschreibung.

Moussia von Wattenwyl, Tramelan (Grüne). Les Verts soutiennent la motion et combattent le classement. La réponse du gouvernement nous a globalement fait très plaisir. Toutefois, comme il a déjà été dit, les progrès dans ce domaine et les développements sont tellement rapides. On a parlé de l'autonomie. Vous savez peut-être qu'actuellement, il y a une voiture qui est en voyage pour Mars. Donc, on fait des progrès tous les jours. C'est pour cela qu'on demande vraiment que la situation soit réévaluée chaque fois sur le terrain au niveau de l'offre, même si l'on connaît, comme cela a déjà été évoqué, les problèmes liés à l'utilisation des batteries et à la manière dont on recharge celles-ci. On l'a vu l'année passée avec le budget, le crédit, en novembre 2017, qui a été voté par exemple pour le camion à eau qui a été équipé d'un moteur diesel. Quelques mois plus tard, on a inauguré, dans les carrières de la «Ciments Vigier SA» à Péry, un dumper électrique qui est actuellement le plus gros du monde. Donc, à notre avis, il faut vraiment rester à l'écoute et ne pas classer cette motion. Encore une fois, nous saluons l'état d'esprit du canton dans ce domaine et demandons une attitude proactive et innovante. Il serait également intéressant, comme l'a dit Samuel Leuenberger, d'avoir quelques chiffres, des pourcentages, sur les véhicules qui roulent actuellement et de savoir où

ceux-ci sont utilisés. Pour ceci, Les Verts vous demandent de soutenir cette motion et de rejeter son classement.

Barbara Streit-Stettler, Bern (EVP). Die Antwort des Regierungsrates auf diesen Vorstoss hat uns in zweifacher Hinsicht sehr gefreut, einerseits, weil er das Flottenkonzept angepackt hat. Ich habe bei der Stadt Bern einige Erfahrungen gemacht und gemerkt, dass eine Flotte sehr teuer ist, vor allem wenn sie nicht gemanaged wird, das heisst, wenn verschiedene Bereiche Fahrzeuge anschaffen und diese Anschaffungen nicht miteinander koordiniert werden. Offensichtlich will der Regierungsrat das jetzt in den Griff bekommen. Selbstverständlich ist die EVP sehr froh darüber, dass der Regierungsrat nicht nur die Kosten in den Griff bekommen will, sondern sich gleichzeitig auch in ökologischer Hinsicht Gedanken macht und mit der Einsetzung von alternativen Antrieben eine Doppelstrategie verfolgt. Im Moment ist sie jedoch noch nicht umgesetzt, sie befindet sich erst in der Konzeptphase. Deshalb werden wir nicht mithelfen, den Vorstoss abzuschreiben. Wir werden ihm also zustimmen, ihn jedoch nicht abschreiben.

Hans Schär, Schönried (FDP). Es macht absolut Sinn, die Umstellung der kantonalen Fahrzeugflotte auf alternativ betriebene Fahrzeuge zu forcieren. Im Mobilitätskonzept bei der Fahrzeugstrategie des Regierungsrates sind bei der Beschaffung verschiedene Punkte des Motionärs bereits enthalten. Bei der etappenweisen Erneuerung der Fahrzeugflotte werden Autos mit alternativen Antrieben geprüft und bereits eingesetzt. Wir stimmen der Motion zu und schreiben sie ab, wie es die Regierung so vorschlägt.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Es freut die Grünliberalen ausserordentlich, wenn solche Vorstösse von der EDU eingereicht werden, und selbstverständlich unterstützen wir sie. Auch wir werden die Abschreibung bestreiten. Es ist klar, das ist ein physikalisches Gesetz: Elektromobilität ist besser als Verbrennungsmotoren. Wenn man mit einem Verbrennungsmotor herumfährt, gehen 70 Prozent als Wärme verloren, und nur 30 Prozent verwandeln sich in Bewegungsenergie. Bei der Elektromobilität ist das halt physikalisch nicht zwingend gegeben. Hinzu kommen noch die Rekuperation beim Bremsen und die Praktikabilität der Elektromobilität. Es gibt Batterien, die keinen grossen Anteil an grauer Energie erzeugen und problemlos für 200 bis 300 Kilometer ausreichen. Das ist genau dieser «range», den es für Kantonsautos braucht. Es braucht nicht 500 Kilometer, man fährt höchstens während eines Tages, erledigt die Arbeiten, typischerweise regional begrenzt, und schliesst am Mittag oder am Abend dann das Auto an das Stromnetz an. Wir unterstützen in diesem Sinn die Motion. Explizit begrüssen wir, dass sie von der EDU eingereicht worden ist. Und wir bestreiten die Abschreibung.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Riesen das Wort.

Maurane Riesen, Sonceboz-Sombeval (PSA). Au nom du groupe PS-JS-PSA, je vous invite à soutenir cette motion et à refuser son classement. Pour les actions qui concernent le développement durable, le canton ne peut pas promouvoir des actions au sein de la population et ne pas les appliquer lui-même. Au contraire, il doit montrer que les stratégies alternatives sont une nécessité et une chance pour notre société et montrer l'exemple en ce sens. Ceci s'applique aussi au parc automobile du canton. Le canton a déjà fait pas mal d'efforts dans cette direction, ce qui est louable. Cependant, dans la réponse du Conseil-exécutif, il n'est pas clairement mentionné le nombre de véhicules à motorisation alternative achetés depuis 2016, ni les objectifs futurs. Le Conseil-exécutif mentionne également que dans sa prochaine procédure d'adjudication 2021, le critère de la motorisation revêtira une importance accrue. A notre avis, c'est justement ce que demande la motion. Nous pouvons donc accepter la motion et refuser son classement, étant donné que les mesures sont encore à prendre. Je vous invite au nom du groupe PS-JS-PSA à accepter la motion et à refuser son classement.

Präsident. Für die grüne Fraktion hat Grossrat Gerber das Wort. Nein, er spricht als Einzelsprecher.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). Ich äussere mich jetzt nicht zur Geschichte der Elektromobilität, sie wurde in der Begründung bereits ausführlich dargelegt. Ich bin Besitzer von zwei Elektrofahrzeugen, das eine weist 160 000 Kilometer auf, das andere 130 000 Kilometer. Die Fahrzeuge werden geschäftlich gebraucht, und zwar schon seit Jahren. Auf mich musste schon oft ein Kunde warten, aber nie, weil mich ein Fahrzeug im Stich gelassen hat. In Zusammenhang mit der Elektro-

mobilität wird oft über die fehlende Reichweite diskutiert, sie wird oft als Nachteil ins Feld geführt. Aber genau das ist kein Grund, auf ein solches Fahrzeug zu verzichten, denn die meisten der Autofahrten betreffen eine Strecke zwischen 5 und 50 Kilometern. Die Energie reicht also locker aus, um vom einen Punkt zum anderen zu gelangen. Heute ist fast jede Reichweite möglich. Aber es ist nicht sinnvoll, sich eine allzu grosse Reichweite zu leisten, weil dabei wieder viel Gewicht zugeladen wird, das wiederum bewegt werden muss, was wieder zu einem Ressourcenverschleiss führt.

Etwas überrascht war ich aber schon über die Antwort des Regierungsrates, wenn er sagt, er sehe sich im Hinblick auf alternative Antriebe in einer Vorreiterrolle. Mein Fahrzeug wurde 1998 zum ersten Mal eingelöst und wurde sogar in der Schweiz gebaut. In Norwegen sind, wie wir gehört haben, 42 Prozent der Neuwagen elektrisch oder Hybride. In China gibt es Städte, wo bereits 50 Prozent aller Fahrzeuge elektrisch unterwegs sind. Somit ist es falsch, von einer Vorreiterrolle des Kantons Bern zu sprechen. Vielmehr ist zu hoffen, dass ein weltweiter Trend nicht verschlafen wird. Deshalb: Annahme der Motion und auf keinen Fall Abschreibung.

Philippe Müller, Polizei- und Militärdirektor. Nicht nur die ökologischen Herausforderungen, sondern auch die rasante technologische Entwicklung und die zunehmende Wettbewerbsfähigkeit zeigen in Richtung Alternativantriebe. Der Kanton nimmt hier aber seine Vorbildrolle – vielleicht nicht seine Vorreiterrolle, aber seine Vorbildrolle – wahr. Das Mobilitätskonzept für die Verwaltung ist seit drei Jahren wirksam, und es wird auch gelebt. Das Ziel ist es, die Fahrzeugflotte optimal auszurichten, die Kosten optimal zu planen und die Emissionen möglichst tief zu halten. Bereits im ersten Fahrzeugkatalog sind ein Drittel der Fahrzeuge mit Elektro- oder Plug-in-Hybrid-Antrieben ausgerüstet. Hinzu kommen noch zwei Gasfahrzeuge. Die eingangs erwähnte rasante Entwicklung bezüglich Preis und Angebot wird in der nächsten Ausschreibungsrunde im Jahr 2021 zu einer Erhöhung des Anteils der alternativen Antriebe führen. Wir befinden uns also auf Kurs, und die im Titel der Motion verlangte Umstellung ist längst in Gang. Wir befinden uns also nicht, wie gesagt wurde, erst in einer Konzeptphase. Wie der Motionär mit Ziffer 2 selber suggeriert, ist eine Umstellung zum aktuellen Zeitpunkt jedoch nicht für alle Fahrzeuge sinnvoll. Entscheidend ist der Einsatzzweck. So sind Alternativantriebe für Fahrzeuge, die zum Beispiel für die Spezialeinheiten Milan oder Enzian im Einsatz stehen und auch ausserkantonale grössere Distanzen absolvieren, nicht geeignet. Die Reichweite ist heute noch zu klein. Unsere Spezialistinnen und Spezialisten bei der Kantonspolizei und bei der zentralen Beschaffungsstelle sind jedoch überzeugt, dass die Alternativantriebe immer besser werden und diese Probleme bald gelöst werden können. Vor diesem Hintergrund beantragt der Regierungsrat die Annahme und gleichzeitige Abschreibung dieses Vorstosses.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Vielen Dank für die angeregte Diskussion. Ich möchte noch kurz auf zwei Kritikpunkte eingehen, die erwähnt worden sind. Einen Kritikpunkt lasse ich stehen, denn es ist tatsächlich so: Gerade die Förderung des Lithiums ist nicht überall unproblematisch. An dieser Stelle möchte ich meinen Wunsch an den Regierungsrat richten, wahrscheinlich auch im Sinn einer Mehrheit hier im Saal, Anbieter auf die Wichtigkeit hinzuweisen, dass Elektroautos, soweit es vom Arbeitsrecht her möglich ist, unter umweltverträglichen Bedingungen hergestellt werden. Der zweite Punkt betrifft die Entsorgung. Hier geht ein Mythos um. Diese Akkus sind sehr gut. Ich selber fahre ein Elektroauto, dessen Akku sechs Jahre alt ist. Ich fahre immer noch mit demselben Akku, und sollte er einmal fürs Autofahren nicht mehr reichen, kann man ihn immer noch in ein Haus mit Solarzellen einbauen, um die Elektrizität zwischenspeichern und ihn dann noch weitere zehn Jahre brauchen. Entsorgen und wiederverwerten oder recyceln lässt er sich dann auf jeden Fall.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer dieser Motion zustimmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	113
Nein	24
Enthalten	4

Präsident. Sie haben diese Motion angenommen mit 113 Ja-, gegen 24 Nein-Stimmen und 4 Enthaltungen.

Wer diese Motion abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja 58

Nein 83

Enthalten 1

Präsident. Sie haben die Abschreibung abgelehnt mit 58 Ja- gegen 83 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung.

Geschäft 2018.RRGR.333

Gesetz über die Berufsbildung, die Weiterbildung und die Berufsberatung (BerG) (Änderung)

1. Lesung

Eintretens- und Grundsatzdebatte

Präsident. Im Vorfeld dieser Gesetzesberatung und der Session wurden einige Petitionen eingereicht. Sie liegen in der Wandelhalle auf. Auch wurden Sie seitens der Gemeinden ziemlich massiv mit Briefpost eingedeckt. Wir führen eine Eintretensdebatte. Ich gebe dem Kommissionssprecher das Wort. Dieses Gesetz wurde von der FiKo vorberaten.

Raphael Lanz, Thun (SVP), Kommissionssprecher der FiKo-Mehrheit. Der vorgeschlagene Entwurf dieses Gesetzes über die Berufsbildung, Weiterbildung und Berufsberatung (BerG) hat zwei Änderungen zum Ziel. Zum einen soll eine gesetzliche Grundlage für eine wiederkehrende Kostenbeteiligung an der Durchführung der SwissSkills in Bern geschaffen werden. Zum anderen soll die Finanzierung der berufsvorbereitenden Schuljahre neu geregelt und die Gemeinden neu an den Kosten beteiligt werden. In der Kommission war das Eintreten nicht bestritten, wir traten stillschweigend und ohne Gegenstimme auf das Gesetz ein. Wir haben aber vorher abgemacht, dass ich jetzt trotzdem im Rahmen dieser Eintretensdebatte die Mehrheitshaltung der Kommission zum Ausdruck bringe. Die Minderheitssprecherin wird dies dann für die Minderheit tun. So können wir eine effiziente Debatte führen.

Zuerst etwas zur Unterstützung der SwissSkills: Die gesetzliche Grundlage für die Unterstützung der SwissSkills war in der FiKo völlig unbestritten. Aufgrund der bisherigen Meinungsäusserungen hier im Grossen Rat gehe ich davon aus, dass dieser Teil der Vorlage nicht umstritten ist. Die FiKo hat diese Änderungen jedenfalls einstimmig befürwortet, und ich äussere mich nicht mehr dazu.

Etwas anders sah es bei den Brückenangeboten aus. Dabei geht es ja darum, künftig auch die Gemeinden bei der Mitfinanzierung der berufsvorbereitenden Schuljahre (BVS) in die Pflicht zu nehmen. Die Kostenverlagerung auf die Gemeinden lehnte die FiKo mit 8 zu 8 Stimmen und Stichentscheid des Präsidenten ab. Dabei ist zu beachten, dass der Sinn dieser Brückenangebote auch von der Mehrheit nicht infrage gestellt wird. Auch die Mehrheit der FiKo ist der Auffassung, dass es sich hier um sinnvolle Angebote handelt. Aber ich darf Ihnen jetzt die Argumentation darlegen, weshalb eine Mehrheit der FiKo den vorliegenden Vorschlag ablehnt. Der Vorschlag des Regierungsrats war Teil des

letzten Entlastungspakets (EP). Er ist also finanzpolitisch motiviert, indem der Kanton Massnahmen zur finanziellen Entlastung suchte. Diese hat er gefunden, und zwar indem er einen Teil der Kosten auf die Gemeinden abwälzte. Zentral für die finanzpolitische Einordnung dieses Vorschlags ist, dass der Kanton die Zuständigkeit für die zehnten Schuljahre im Rahmen der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden im Jahr 2000 übernommen hatte. Mit Inkrafttreten des Gesetzes über den Finanz- und Lastenausgleich (FILAG) im Jahr 2002 hat er für die Finanzierung dieser Aufgabe auch Steuersubstrat der Gemeinden bekommen. Das bedeutet, die Gemeinden haben diese Aufgabenverschiebung damals abgegolten, und wie bei allen anderen Aufgabenteilungen hat der Kanton damit auch die Chancen, aber auch die Risiken der Kostenentwicklung übernommen. Wir sprechen hier – darauf möchte ich noch einmal hinweisen – von einem finanzpolitischen Aspekt. Der Ursprung dieser Massnahme war rein finanzpolitischer Natur. Es war keine bildungspolitische und integrationspolitische Fragestellung, sondern der Grund war das EP. Die bildungspolitischen Argumente, die im Vortrag ausgeführt werden, treffen aus unserer Sicht zwar zu, erscheinen der Mehrheit der FiKo jedoch etwas nachgeschoben, denn der Anlass war ja, dass der Kanton sparen wollte. Und gerade beim Sparen ergibt sich das Problem, dass gerade mit dieser Massnahme genau nichts eingespart wird. Es werden eigentlich nur Kosten verschoben. Ich habe es schon gesagt: Das Steuersubstrat wurde bereits einmal verschoben. Wenn sich die Gemeinden also noch einmal daran beteiligen müssten, würden sie noch einmal bezahlen müssen, also insgesamt zweimal. Für die Mehrheit der FiKo ist das abzulehnen. Ich möchte noch an Folgendes erinnern: Es gibt andere Aufgaben, wo die Kostendynamik dort bleibt, wo die Aufgabe liegt. Zudem hat man die Chancen und Risiken mit dieser Aufgabenteilung mitgenommen.

Jetzt kann man natürlich einwenden, seit der Inkraftsetzung des FILAG habe sich vieles geändert und heute könne man das anders beurteilen. Das Problem an dieser Argumentation ist, dass sich die Welt auch in anderen Bereichen weiter gedreht hat. Würden wir dieses Argument ernst nehmen, wären wir verpflichtet, eine Gesamtbetrachtung vorzunehmen. Wir müssten also prüfen, wer wo profitiert hat und wer nicht, und dann müssten wir wieder eine Gesamtsanierung vornehmen. Aber eine Mehrheit der FiKo lehnt es ab, zulasten der Gemeinden hier einen Themenkreis herauszubrechen. Eine Mehrheit der FiKo ist der Auffassung, dass sich die Aufgabenteilung zwischen den Gemeinden und dem Kanton bewährt hat. Wenn wir jetzt einseitig zulasten der Gemeinden einen Bereich herausbrechen, erscheint uns das für das Verhältnis zwischen Kanton und Gemeinden eher problematisch. Unser System hat sich bewährt, ist anerkannt, und auch die Gemeinden waren immer loyal. Das war nicht immer ganz so. Wer die Politik von sehr viel früher her noch kennt, weiss von diesen Meinungsverschiedenheiten. Dank dem FILAG hat sich das geändert, und das ist eine wichtige Errungenschaft, die wir nicht aufs Spiel setzen sollten.

Einige mögen die Schreiben, die wir erhalten haben, als aufdringlich empfunden haben, aber sie zeigen die Sorgen der Gemeinden, und sie zeigen, dass mit dieser Vorlage das Verhältnis zwischen Kanton und Gemeinden durchaus negativ beeinflusst werden könnte. Wir glauben, dass sich dies wegen dieser 10 Mio. Franken nicht lohnt.

Wir wissen auch, dass sich die Gemeinden und auch der Verband der Bernischen Gemeinden (VBG) immer loyal hinter die Spielregeln des FILAG gestellt haben. Wenn wir jetzt hier in einem Teilbereich die Aufgabenteilung anders gestalten und Lasten vom Kanton zu den Gemeinden verschieben, besteht die Gefahr, dass wir bei vielen anderen Aufgabenstellungen auch nicht mehr darauf zählen können, dass die Gemeinden sich loyal zu dieser Aufgabenverteilung stellen. Ein Beispiel ist die Frage – und darauf werden wir noch kommen –, wie wir die zusätzlichen Erträge, so sie dann wirklich kommen, aus der direkten Bundessteuer in Zusammenhang mit der Steuervorlage 2017 (SV17) verteilen werden. Es bestehen ja gewisse Vorstellungen, und diese waren seitens der Mehrheit der Gemeinde nicht bestritten. Sendet man jetzt das Signal aus, der Kanton sei bereit, die Aufgaben anders zu verteilen, könnte es sein, dass von den Gemeinden auch solche Fragestellungen zur Diskussion gestellt würden. Dann müssten wir in jedem Einzelfall prüfen, wie die Aufgabenverteilung genau aussehen soll. Es scheint uns nicht sinnvoll, hier eine Basis für solche künftige Diskussionen zu legen.

Eine Mehrheit der FiKo lehnt also diese Vorlage einerseits aus finanzpolitischen, aber auch wegen staatspolitischer Argumente ab. Wir glauben, dass dem kurzfristigen Nutzen dieser 10 Mio. Franken für den Kantonshaushalt langfristig ein grösserer Schaden gegenüberstehen kann. Für eine Mehrheit lohnt sich dieses Risiko nicht. Deshalb lehnen wir diese Änderungen, welche die Brückenangebote betreffen, ab.

Es wurde dann auch die Frage gestellt, ob nicht eine Kompensation vorgenommen werden müsse. Die FiKo hat jedoch keinen Antrag gestellt, diese 10 Mio. Franken in der ERZ auf andere Weise zu kompensieren. Einfach, damit dies hier gesagt ist.

In der Schlussabstimmung wurde das ganze Gesetz mit 12 Ja-, 0 Nein-Stimmen und 4 Enthaltungen angenommen. Angesichts der Mehrheitsverhältnisse, so wie sie sich vorher gezeigt haben, ist dieses Abstimmungsergebnis etwas schwierig einzuordnen. Nach den Beratungen in der FiKo erhielten wir die Anträge Grüne/Vanoni. Wir konnten in der FiKo nicht Stellung dazu nehmen. Aufgrund eines Hinweises der Verwaltung darf ich jedoch darauf hinweisen, dass der neu vorgeschlagene Artikel 24g eine Streichung der Bemessungsperiode pro Schuljahr enthält. Sollte er angenommen werden, müsste beachtet werden, dass die entsprechenden Übergangsbestimmungen obsolet wären. Man müsste also dafür sorgen, dass es zusammenpasst, indem man die Übergangsbestimmung streicht. Dies ist einfach ein gesetzestechnischer Hinweis.

Béatrice Stucki, Bern (SP), Kommissionssprecherin der FiKo-Minderheit. Ich verzichte darauf, mich noch einmal zu den Änderungen im BerG zu äussern, da Raphael Lanz sich bereits ausführlich dazu geäußert hat. Ich spreche zudem ausschliesslich zu den Brückenangeboten, weil die gesetzliche Grundlage für die SwissSkills von der Gesamtheit der FiKo sehr begrüßt wird und somit unbestritten ist. Die Gesetzesänderung ritzt das FILAG, was unschön ist, und die Minderheit der FiKo bedauert diese Tatsache ausdrücklich. Wir akzeptieren ebenfalls die Tatsache, dass mit dieser Änderung die Gemeinden mehr belastet würden, ich komme darauf zurück. Auch viele andere Sparmassnahmen des Abbaupakets belasten die Gemeinden zusätzlich. Weshalb befürwortet denn die Minderheit die FiKo die hier vorgeschlagenen Änderungen? – Im Wesentlichen gibt es zwei Gründe: Der eine ist ein bildungspolitischer Grund. Die Bildungsangebote helfen Schülerinnen und Schülern, die aus welchen Gründen auch immer am Ende der Schulzeit nicht bereit sind für eine Berufsausbildung. Dabei kann es sich um Schülerinnen oder Schüler handeln, die «den Knopf spät öffnen», oder die noch nicht lange in der Schweiz leben und unsere Sprachen Deutsch und Französisch noch nicht gut sprechen und schreiben. Der Kanton Bern weist bei den Lehrabschlüssen eine sehr hohe Erfolgsquote auf. Die Brückenangebote sind ein wichtiger Teil dieses Erfolgs. Finden Schülerinnen und Schüler nach diesem Jahr eine Lehrstelle und schaffen sie dort den Anschluss oder den Abschluss, entlasten sie letztlich die Gemeinden finanziell, weil sie nicht auf Sozialhilfe angewiesen sind.

Der zweite Grund betrifft das Verfahren. Wir haben diese Massnahme vor ziemlich genau einem Jahr hier im Saal im Rahmen des Abbaupakets 2018 beschlossen, und zwar notabene gegen den Antrag der FiKo. Diese hatte bereits damals einen Antrag auf Ablehnung dieser Sparmassnahme beschlossen. Es ist also nichts anderes als konsequent, wenn wir dieser Massnahme zustimmen. Wichtig ist für die Minderheit auch die Tatsache, dass mit dieser Sparmassnahme nicht direkt Einzelpersonen betroffen sind, wie das bei anderen Abbaumassnahmen wie bei der Spitex und bei der Fürsorge der Fall war. Wir sind überzeugt, dass die ERZ die hier eingesparten 10 Mio. Franken an einem anderen Ort einsparen muss, wenn wir hier nicht zustimmen. Alt-Regierungsrat Pulver hat vor einem Jahr hier sehr deutlich gemacht, dass nur noch Sparmassnahmen möglich wären, die für die Lehrpersonen Konsequenzen hätten, wie zum Beispiel mehr Lektionen oder einen Abbau beim Lohn, oder ganz direkte Konsequenzen auf die Qualität des Unterrichts, also einen Abbau beim Unterricht. Es wird also beim Kanton tatsächlich gespart und die Gemeinden werden mehr belastet, das ist tatsächlich so. Das ist aber bei vielen anderen Sparmassnahmen dieses Abbaupakets das Gleiche, und es ist auch das Gleiche bei der Änderung des Steuergesetzes (StG). Hier verlieren die Gemeinden noch mehr. Die Minderheit der FiKo ist deshalb klar der Meinung, dass diesem Abweichen stattgegeben werden sollte. Allerdings muss es wirklich eine einmalige Ausnahme sein, es darf keine weiteren Ausnahmen geben. Dies muss der Regierungsrat aus der Sicht der Minderheit ganz klar zur Kenntnis nehmen. Im Namen der FiKo-Minderheit bitte ich Sie deshalb, dieser wichtigen Gesetzesänderung zuzustimmen.

Präsident. Gibt es Fraktionserklärungen zur Grundsatzdebatte? Ich gebe Grossrat Augstburger für die SVP-Fraktion das Wort.

Ueli Augstburger, Gerzensee (SVP). Wie bereits vom Sprecher der FiKo ausgeführt worden ist, beinhaltet die vorliegende Gesetzesänderung zwei Dinge: Die Änderung, die sicherstellen soll, dass die erfolgreichen SwissSkills auch künftig weitergeführt werden können. Die Anpassung der Gesetzesgrundlage, damit die notwendige Finanzierung vonseiten des Kantons wiederkehrend geleistet werden kann, wird von der SVP nicht infrage gestellt. Den Teil der Änderung des BerG, der die Finanzierung der BVS betrifft, lehnt die SVP jedoch klar ab. Die Aufteilung der Kosten, wonach künftig 30 Prozent aus den Lehrergehältern der BVS, also diese 10 Mio. Franken, durch die Gemeinden zu tragen sind, entspricht nicht den Abmachungen, die im Rahmen des FILAG getroffen worden sind. Es

handelt sich dabei nicht um eine richtige Sparmassnahme, wie das die Sprecherin der Minderheit vorhin gesagt hat, sondern um eine reine Kostenverschiebung auf eine andere Ebene. Im Rahmen der Debatte zum EP wurde vonseiten der SVP im November 2017 bereits auf diese Tatsache hingewiesen. Daran ändert auch nichts, dass im November 2017 eine Mehrheit des damaligen Parlaments einer Entlastung des Kantons auf dem Buckel der Gemeinden zugestimmt hat. Wir sind aber gerade wegen der Anpassung der Finanzierung der SwissSkills für das Eintreten und hoffen, dass die Diskussion eine faire Lösung für die Gemeinden bringen wird.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Eigentlich haben wir diese Debatte bereits vor einem knappen Jahr, am 4. Dezember 2017, im Rahmen der Monsterdebatte zum EP geführt. Ich habe mir die Gelegenheit nicht entgehen lassen und habe noch einmal nachgelesen, was dort bereits gesagt worden ist und wer wie abgestimmt hat. Schon damals wollte eine Mehrheit der FiKo nichts von der Beteiligung der Gemeinden an der Finanzierung der Brückenangebote wissen. Und schon damals wurde geltend gemacht, es werde damit ein Element aus den FILAG-Beschlüssen aus dem Jahr 2002 verletzt. Die Einwände, die wir jetzt wieder hören, sind also nicht neu. Sie lagen bereits damals auf dem Tisch, als wir über diese Entlastungsmassnahme abstimmten. Und stellen Sie sich vor, der Rat gab damals mit einer überaus klaren Mehrheit grünes Licht für diese Gesetzesrevision, und zwar mit 98 gegen 30 Stimmen bei 16 Enthaltungen. Weshalb fiel dieses Abstimmungsergebnis so klar aus? – Nämlich aus einer bildungspolitischen Sorge. Bildungspolitische Argumente sind nicht nachgeschoben, wie es der Kommissionssprecher gesagt hat. Vielmehr waren sie die Hauptsorge der Mehrheit. Sie entschied damals, diese Massnahme weiter zu verfolgen, weil man sich davor fürchtete, diese 10 Mio. Franken müssten in einem anderen Bereich der Bildung eingespart werden und würden dort grossen Schaden anrichten. Die Grünen finden, wer einmal A gesagt hat, müsse jetzt auch B sagen – B wie Berufsbildungsgesetzesrevision.

In den vielen Briefen der Gemeinden wurden wir immer wieder ermahnt, dass die FILAG-Beschlüsse von 2002 nicht verletzt werden dürfen. Als diese Beschlüsse gefasst wurden, waren wohl die allermeisten von uns noch nicht im Grossen Rat. Es war eine frühere Grossratsgeneration am Werk. Sicher sollte man frühere Beschlüsse nicht leichtfertig umstossen. Aber nach so vielen Jahren sollte es möglich und erlaubt sein, bestimmte Elemente früherer Beschlüsse wieder neu zu beurteilen und allenfalls auch anders zu entscheiden. Vor allem dann, wenn sich die Umstände geändert haben, was hier der Fall ist, was ja nicht bestritten wird. Die Brückenangebote sind heute nicht gleich wie im Jahr 2002. Die Aufgabe hat sich verändert, was dem Fraktionssprecher der SVP bereits in der Debatte vor einem Jahr einleuchtete. Früher wurde das zehnte Schuljahr oft von Jugendlichen besucht, die nach neun Schuljahren noch nicht recht wussten, was sie genau machen sollen. Heute geht es jedoch primär um eine Integrationsaufgabe. Jugendliche müssen in diesem Zusatzjahr erst einmal befähigt werden, eine Berufslehre absolvieren und den Einstieg in den Beruf zu schaffen. Es geht also primär um Integration. Damit kann man argumentieren, dass es sich dabei auch um eine Aufgabe der Gemeinde handelt. Und mit dieser Logik könnte man sogar eine Kostenverteilung von je 50 Prozent für die Gemeinden und den Kanton ins Auge fassen. Aber so weit geht der Antrag der Regierung nicht, sondern es geht um eine Beteiligung an den Kosten mit 30 Prozent bei den Löhnen der Lehrpersonen. Diese werden übrigens nicht etwa nach den Ansätzen der Sekundarstufe II bezahlt, sondern gleich wie die Lehrpersonen auf der Sekundarstufe I. Das zeigt, dass diese Brückenangebote nicht eindeutig auf der Sekundarstufe II angesiedelt sind, sondern es handelt sich dabei um einen Übergangsbereich. Vor allem muss man berücksichtigen, dass die Gemeinden jetzt bei der neu vorgeschlagenen Regelung weniger stark belastet werden als im Volksschulbereich, weil der Kanton die Betriebs- und Infrastrukturkosten weiterhin selber finanzieren will. Es geht also um eine gut vertretbare und auch sachlich gerechtfertigte Massnahme, welche die Gemeinden nicht über Gebühr belastet.

Die Stadt Bern zum Beispiel, die den grössten Kostenanteil tragen müssen, hat sich im Vernehmlassungsverfahren für diese Kostenbeteiligung ausgesprochen. Auch die Berner Wirtschaftsverbände, die Berner KMU, der Handels- und Industrieverein (HIV), die Arbeitgeber und Bildung Bern sowie übrigens auch die BiK sind dafür. Diese breite Unterstützung sollten wir vor lauter Opposition durch die Gemeinden nicht vergessen. Es geht darum, ein wichtiges Bildungs- und Integrationsangebot für Jugendliche zu sichern, damit sie den Einstieg in die Berufswelt trotz ihrem Handicap schaffen. Längerfristig ist es für uns und die Gemeinden billiger, als wenn die betroffenen Jugendlichen keine angemessene Berufsbildung erreichen. Wie gesagt, geht es aber auch um eine wichtige Entlastung des Kantons. Wenn wir diese 10 Mio. Franken jetzt nicht erreichen, wo können wir sie denn sonst einsparen? – Der Kommissionssprecher hat gesagt, es gebe keinen Antrag auf Kompensation

dieser 10 Mio. Franken, wenn man sie hier nicht hereinholen könne. Heisst das, die Mehrheit der FiKo ist der Meinung, dass die vor einem Jahr überwiesene Planungserklärung, wonach diese 10 Mio. Franken an einem anderen Ort kompensiert werden sollen, nicht mehr gilt? (*Der Präsident bittet den Redner, zum Schluss zu kommen.*) Wir Grüne appellieren an alle, die mit der FiKo gegen diese Kostenbeteiligung stimmen wollen, die Forderung nach einer Einsparung dieser 10 Mio. Franken dann in einem anderen Bereich fallen zu lassen.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Dieses Geschäft ist ziemlich beeinflusst von einem Meinungswechsel. Die EVP hat sich seit Beginn kongruent verhalten. Schon ganz zu Beginn der Beratung des EP 2018 befürwortete ich bei der Vorbereitung in der FiKo dieses Geschäft. Dieses Geschäft ist für die Gemeinden zumutbar. Sicher handelt es sich dabei um eine Verschiebung, aber es gab innerhalb des EP 2018 noch viele andere Verschiebungen – Verschiebungen zu Institutionen, Verschiebungen zu Organisationen, die sich nicht wehren konnten. Hier gibt es einen grossen Unterschied: Die Gemeinden wurden innerhalb des EP 2018 schlussendlich entlastet. Das war bei den anderen Organisationen nicht der Fall. Bei der Vorbereitung des aktuellen Geschäfts in den vergangenen Wochen konnten wir uns sachlich intensiv damit befassen, anders als beim EP, wo es ziemlich schnell ging. Es gibt durchaus auch sachliche Gründe, den Vollzug hinsichtlich der Zuteilung zu ändern. Die Gründe sind bereits erläutert worden, also zum Beispiel, dass sich die BVS entwickelt haben. Diese sind von der Vorbereitung weggekommen und haben sich zur Vollendung der Volksschule hingewendet, und zu einem grossen Teil haben sie sicher auch einen integrativen Charakter angenommen. Und, wie mein Vorredner richtig ausgeführt hat: Möchte man die Soziallasten hier richtig verteilen, käme das die Gemeinden deutlich teurer zu stehen, weil man dann nicht nur die Löhne, sondern auch die Infrastruktur mitberücksichtigen müsste. Für uns gibt es noch einen zweiten Grund: Die Umverteilung hat keine schädlichen Folgen für den betroffenen Personenkreis. Es ist vielleicht sogar förderlich, wenn es einen gewissen Anreiz gibt, noch schneller und noch besser den Einstieg in die direkte Ausbildung zu schaffen, auf welche Art auch immer.

Noch ein letzter Punkt: Verzicht heisst gemäss den Beschlüssen, die hier vor allem die rechtsbürgerliche Mehrheit gefasst haben, die Massnahme in einem anderen Bereich zu kompensieren. Somit ist die ERZ gefordert, in einem anderen Bereich 10 Mio. Franken einzusparen. Wir haben diesen Beschluss hier im Saal gefasst. Das wollen wir aber nicht, denn aus unserer Sicht ist diese Massnahme nicht schädlich, deshalb befürworten wir sie.

Ich möchte unserem EVP-Kollegen Wenger danken, dass wir jetzt mit diesem Gesetz die SwissSkills ermöglichen können. In diesem Sinn unterstützen wir diesen Gesetzesvorschlag.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (EDU). Der Aspekt der SwissSkills ist auch von unserer Seite unbestritten, und wir unterstützen diese Gesetzesanpassung. Mehr zu reden gab für uns die Thematik der Brückenangebote. Im Rahmen der Debatte zum EP 2018 gingen wir davon aus, dass diese Massnahme zumutbar ist. Inzwischen wissen wir mehr, und wir haben uns auch genauer damit befasst. Die Gemeinden haben vehement darauf hingewiesen, dass bei der Kantonalisierung dieser Aufgabe im Jahr 2002 den Gemeinden bereits Steuersubstrat entzogen worden ist und dass sie jetzt ein zweites Mal belastet würden, ohne eine Steuerungsmöglichkeit zu haben. Wir verstehen, dass das nicht gut ankommt. Es lohnt sich nicht, aufgrund dieser Kostenbeteiligung das Verhältnis zu den Gemeinden nachhaltig zu stören. Die ausgehandelte Aufgabenteilung soll nicht infrage gestellt, sondern weitergeführt werden. Die EDU-Fraktion wird den Mehrheitsantrag der FiKo einstimmig unterstützen und damit die Kostenbeteiligung der Gemeinden ablehnen.

Andreas Hegg, Lyss (FDP). Raphael Lanz hat eigentlich schon alles gesagt, ich hätte gestern meinen Speech nicht mehr schreiben müssen. Aber ich muss ja trotzdem etwas sagen. Es ist Fakt: Sie haben im vergangenen Jahr ein Sparpaket beschlossen. Ich selber war nicht dabei. Sparen heisst für mich, etwas zu reduzieren oder auf ein Angebot zu verzichten. Wenn man aber einfach eine Leistung vom Kanton zu den Gemeinden verschiebt, hat das für uns nichts mit sparen zu tun. Wir unterstützen die SwissSkills, und die Brückenangebote sind sehr wertvoll und wichtig. Aber wir finden es nicht richtig, sie jetzt vom Kanton zu den Gemeinden zu verschieben. Das können wir nicht akzeptieren.

Sie haben es gehört: Im Rahmen des FILAG stellte man neue Spielregeln auf, und jetzt werden sie auf einmal während des Spiels geändert. Mich stört vor allem Folgendes: Es wurde behauptet, die Gemeinden könnten direkt auf die Anzahl der Schüler Einfluss nehmen, die ein solches Brückenangebot nutzen. Ich frage Sie: Wann haben Sie in den letzten zehn Jahren einmal eine neunte Realklasse besucht? Ich meine es nicht despektierlich, ich meine aber nicht eine Realklasse zuhinterst im

Emmental oder zuoberst im Oberland, sondern einfach in der Agglomeration, in einem städtischen Umfeld. Wissen Sie, wer in einer solchen neunten Realklasse sitzt? Diejenigen, die es nicht in eine höhere Schule geschafft haben, auch nicht mit juristischem Geplänkel oder Einsprachen der Eltern. Das sind Klassen mit einem absoluten Potenzial, das sind gute Klassen, aber es handelt sich dabei um einen unglaublichen Gemischtwarenladen. In solchen Klassen gibt es ganz viel fremdsprachige Schülerinnen und Schüler, es sind zig Nationen vertreten. Es gibt Kinder mit viel Potenzial, es gibt aber auch Kinder, die keine Unterstützung der Eltern erhalten, es gibt Kinder, die von den Eltern viel Unterstützung bekommen, es gibt schwierige Kinder in einem schwierigen Umfeld. Auch gibt es Kinder, die absolut auf sich selbst gestellt sind. Die Lehrpersonen, die dort arbeiten, geben ganz sicher Vollgas, sie machen das Möglichste, um alle diese Kinder zu platzieren, damit sie möglichst eine Lehrstelle finden. Aber sie können das nicht beeinflussen. Deshalb ist es für mich eine Illusion, zu behaupten, die Gemeinden hätten einen Einfluss darauf, wie viele Schülerinnen und Schüler ein solches Brückenangebot nutzen.

Die Fraktion der FDP lehnt die Verschiebung der finanziellen Leistungen für das zehnte Schuljahr auf die Gemeinden mehrheitlich ab, und ich bitte Sie, diese Haltung zu unterstützen.

Ulrich Stähli, Gasel (BDP). Aufgrund des Umstands, dass die Meinungen in der BDP zu dieser Kostenbeteiligung der Gemeinden geteilt sind und leider nur noch eine knappe Mehrheit diese Gesetzesänderung unterstützt, verzichte ich diesmal auf ein flammendes Votum. Als Mitglied der BiK und auch im Sinne der Parteimeinung möchte ich aber betonen, dass die zehnten Schuljahre und die Integrationsklassen unabhängig von der Finanzierungsform von uns als äusserst wichtig und nötig erachtet werden. Die jungen Leute, die diese Klassen besuchen, machen in der Regel später eine Berufslehre und bleiben unseren KMU als Fachkräfte erhalten. Stossend ist sicher, dass gerade wegen dieses aussergewöhnlichen Gemeinde-Lobbyings der Entscheid des Grossen Rates vom vergangenen Herbst jetzt infrage gestellt wird. Wie gesagt, eine knappe Mehrheit hofft, dass Sie dieses BerG im Sinne der Regierung verabschieden können. Die SwissSkills sind unbestritten, die kurzfristig eingereichten Anträge Vanoni lehnen wir ab.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp). Die glp-Fraktion unterstützt den Bereich der SwissSkills, und sie unterstützt auch den anderen Berufsbildungsbereich. Im Vergleich zur Debatte, die wir bereits geführt haben, sind für die glp-Fraktion keine wesentlich neuen Sachverhalte aufgetaucht. Sicher kann man hier im Saal auch immer taktisch abstimmen, wie es offenbar einige von uns gemacht haben. Und deshalb ist plötzlich ein Entscheid, den wir mit mehr als 90 Stimmen gefällt haben, wieder höchst umstritten. Aber für uns gibt es keine wesentlich neuen Fakten, ausser, dass wir die konkrete Vorlage jetzt genau kennen. Für die glp ist diese Vorlage sauber ausgearbeitet, es wird unterschieden zwischen – ich nenne das jetzt mal regulären Schülern des zehnten Schuljahrs im Bereich BPA –, die sich beeinflussen lassen und den Schülerinnen und Schülern mit Migrationshintergrund. Diese kann man nicht beeinflussen, und deshalb werden sie korrekterweise solidarisch finanziert. Die ERZ hat hier sehr sauber gearbeitet. Das war damals ein etwas spezieller Moment, als Bernhard Pulver seine flammende Rede hielt. Es gibt ja Leute, die behaupten, wir hätten uns nur seinen Worten überlegen lassen. Ich hoffe, das ist nicht der Fall. Ich denke, es braucht noch etwas mehr als seine flammende Rede. Es braucht auch noch gute Argumente, und diese hatte er damals vorgetragen und sie gelten heute noch.

Raphael Lanz hat vorhin gesagt, es sei kein Antrag eingereicht worden, der verlange, dass die 10 Mio. Franken in einem anderen Bereich der Bildung kompensiert werden müssen. Per Stand heute stimmt das, aber wir glauben nicht an den Storch, höchstens an den Samichlaus, der kommt ja schon bald. Auch das nächste Budget kommt, bereits nächste Woche und spätestens im Jahr 2019. Machen Sie sich keine Illusionen. Es lag damals ein Gesamtpaket vor; auch die Bildung musste sparen, 10 Mio. Franken befanden sich in diesem Teil. Wenn wir diese jetzt nachträglich herausbrechen, werden wir sie kompensieren müssen. Es würde mich erstaunen, wenn das nicht in der Bildung der Fall wäre. Vorhin wurde staatspolitisch argumentiert, man dürfe Abmachungen mit den Gemeinden nicht brechen. Ich könnte genauso staatspolitisch argumentieren, man dürfe nicht sagen, es werde nichts herausgebrochen, wobei dann etwas taktisch durchgewinkt wird, das dann ein paar Wochen später herausgebrochen werden soll. Das ist für mich unlauter. Ich sage das explizit auch als Gemeindevertreter, der von dieser Verlagerung negativ betroffen ist.

Sicher habe ich auch Verständnis für die Gemeinden. Der Kanton und die Regierung haben uns ein paar Mal gestriegelt. Ich erinnere an das vorletzte Sparpaket, als wir die Beiträge des Kantons für die Schulsozialarbeit von 20 Prozent auf 10 Prozent senkten. Man sprach von einer vorübergehenden

Massnahme, also einer Massnahme, die so lange dauert, bis wir wieder schwarze Zahlen schreiben. Wir schrieben immer schwarze Zahlen, aber die FIN hat das einfach vergessen, oder es wurde unter dem Deckel gehalten. Wenn ich in die Zukunft schaue, gehe ich davon aus, dass wir Gemeinden wieder mit dem Kanton streiten werden, wenn es darum geht, wie allenfalls die Gelder des Bundes verteilt werden sollen, falls im kommenden Jahr eventuell die Steuervorlage angenommen wird. Dort wird man auch wieder kämpfen. Ich kämpfe gerne mit dem Kanton, aber hier im vorliegenden Fall geht es um mehr als nur um eine Verschiebung. Es geht darum, wie genau man diese Zahlen beeinflussen kann. In der Detaildebatte werde ich Ihnen anhand von Zahlen aufzeigen, dass sich das sehr wohl beeinflussen lässt. Deshalb ist es mehr als nur eine Kostenverschiebung, es ist eine Systemänderung, die das System schlussendlich verbessert, und deshalb hat sich Bernhard Pulver damals bei seinem Auftritt so echauffiert.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Näf das Wort.

Roland Näf, Bern (SP). Ich kann nicht so klar in einer Richtung argumentieren, wie es Thomas Brönnimann vorhin gemacht hat. Es geht mir eher so wie Ueli Stähli: In unserer Fraktion wird es beim Abstimmen sämtliche Farben geben. Liebe Kolleginnen und Kollegen, und ich glaube, das betrifft nicht nur die SP-Fraktion: Im Grunde sind wir hier «im Seich gelandet» – ich entschuldige mich bei der Protokollführung und bei der Übersetzung für dieses Wort. Wir spielen hier im Grunde genommen ein «Schwarzer Peter»-Spiel. Wegen der Finanzpolitik wurde der ERZ der Auftrag gegeben, 10 Mio. Franken einzusparen, und die ERZ gibt den «Schwarzen Peter» an die Gemeinden weiter. Und was macht jetzt die Mehrheit der FiKo? Sie gibt ihn zurück, und warum? – Das haben mehrere Grossrätinnen und Grossräte hier am Rednerpult gesagt: Weil die Planungserklärung, der wir damals zugestimmt hatten, immer noch im Vordergrund steht – die Planungserklärung, die eine Kompensation fordert. Davon müssen wir ausgehen, bis wir vom Regierungsrat und auch von den Sprecherinnen und Sprechern der Fraktionen nicht etwas anderes hören. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat ebenfalls Verständnis für die Gemeinden, denn es ist wirklich ein Aufbrechen des FILAG, und das stösst uns wirklich auf. Wir sind also «im Seich», in einem Dilemma: Auf der einen Seite Verteidigung der Bildung, auf der andern Seite Verteidigung des FILAG. Für uns ist natürlich sehr spannend, was die ERZ sagen wird, also ob sie Kompensationsmassnahmen prüft, wenn diese 10 Mio. Franken nicht eingespart werden. Diese Frage ist sehr wichtig, wahrscheinlich nicht nur für die SP-JUSO-PSA-Fraktion.

Es ist wirklich so: Wer jetzt für den Verzicht auf die Sparmassnahme stimmt, riskiert gegen die Bildung zu stimmen, vielleicht auch gegen Brückenangebote, was wahrscheinlich niemand will. Wer jetzt für diese Massnahme stimmt, stimmt gegen die Gemeinden. Das ist für alle hier im Saal unangenehm. Es gibt nur eine Lösung, und diese sollten wir gemeinsam anstreben. Im Sinne von Raphael Lanz, der sagt, es gehe nur um 10 Mio. Franken, sollten wir sagen: Wir verzichten auf diese Sparmassnahme und geben sie auch nicht an die ERZ zurück im Sinne einer Kompensation. Das wäre ein weiser Entscheid. Also, wie eingangs erwähnt, wird es bei uns es wohl ziemlich farbig aussehen. Allerdings kommt es jetzt auch noch etwas darauf an, wie weiter argumentiert wird, vor allem vonseiten der Erziehungsdirektorin.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Grossrat Bichsel, SVP, hat das Wort.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP). Mein Votum als Einzelsprecher halte ich in meiner Eigenschaft als Präsident des Verbandes Bernischer Gemeinden (VBG). Vorweg bitte ich all jene Grossrätinnen und Grossräte um Entschuldigung, welche sich ab der vielen Post der Gemeinden, die durch uns initiiert worden ist, genervt oder vielleicht sogar geärgert haben. Wir haben unsere Schlüsse daraus gezogen und würden bei einem nächsten Mal eine koordiniertere Vorgehensweise wählen. Allerdings zeigt es doch auch, dass sich sehr viele Gemeindeexekutiven damit befassen haben und sie die Angelegenheit als wichtig genug eingestuft haben, um aus Betroffenheit und Sorge an Sie zu gelangen. Die Debatte und die Abstimmung werden seitens der Gemeinden mit grossem Interesse verfolgt.

Zwei Vorbemerkungen: Erstens: Es geht bei unserer Kritik einzig um die Brückenangebote; die Swiss-Skills sind unsererseits unbestritten. Zweitens: Bei den Brückenangeboten geht es um deren Finanzierung und nicht um das Angebot als solches. Der VBG ist nicht gegen Brückenangebote, im Gegenteil, der VBG steht zu den BVS und sieht deren Nutzen insbesondere auch als Integrationsbeitrag. Der Kanton will von den Gemeinden nun 10 Mio. Franken pro Jahr zur Finanzierung seiner eigenen

Aufgaben. Das ist für mich völlig unverständlich. Nach erfolgter Aufgabenteilung liegt die Dynamik im entsprechenden Bereich immer beim Träger der jeweiligen Aufgabe. Es geht nicht an, nach Jahr und Tag den Gemeinden entsprechende Veränderungen finanziell überbinden zu wollen. Der Betrag an sich ist das eine, viel schlimmer ist aber die grobe Verletzung von bisher allseits respektierten Regeln. Die Behandlung dieses Gesetzes wird so gewissermassen zum Prüfstein der Partnerschaft zwischen Kanton und Gemeinden. Hier wird sich zeigen, ob Sie sich hinter die über lange Jahre hinweg entwickelten Aufgabenteilungs- und Finanzierungsgrundsätze stellen werden oder ob Sie die rein finanzpolitisch motivierten Absichten der Regierung auf den Schild heben, womit notabene beim Steuerzahler kein einziger Rappen eingespart wird.

Sie sehen also, unsere Argumentation ist eine ganz grundsätzliche. Diese Vorlage ist wirklich geeignet, um die bewährten und gelebten Aufgabenteilungs- und Finanzierungsgrundsätze in diesem Kanton infrage zu stellen und damit in alte Zeiten – vor der Einführung des FILAG – zurückzufallen, zurückzufallen in düstere Zeiten, wo sich zahlreiche Auseinandersetzungen zwischen Kanton und Gemeinden abspielten, ohne jeden erkennbaren politischen und volkswirtschaftlichen Nutzen. Im Namen der allermeisten bernischen Gemeinden und Städte bitte ich Sie eindringlich, auf diese Massnahme zu verzichten, und den Antrag der FiKo-Mehrheit zu unterstützen.

Pierre-Yves Grivel, Biel/Bienne (FDP). Permettez-moi un éclairage issu de mon expérience professionnelle. L'importance d'une classe 12H, ou 10^{ième} chez les Alémaniques, n'est plus à démontrer et depuis 2002, on sait que son coût est l'affaire du canton comme les autres écoles supérieures du secondaire II. La loi sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP) est de la compétence du canton et la charge financière lui revient. Pourquoi donc ces classes? Eh bien, parce que ces élèves ont des lacunes scolaires dans la formation à la fin de l'école obligatoire. Ils ont donc besoin de plus de temps, de plus de soutien pour se positionner dans la vie professionnelle. Ils sont issus de l'immigration. Leurs familles rencontrent des difficultés, ils ont un déficit de formation et d'intégration, ils ont un statut particulier comme par exemple les requérants d'asile, les réfugiés, qui ne maîtrisent pas encore notre langue. Les années scolaires de préparation professionnelle (APP), les préapprentissage et les stages de longue durée sont des formations qui préviennent le chômage ou l'aide sociale, et cela nous coûtera moins cher, je vous le promets. Alors, je lis, ou j'entends que cette mesure appelle les communes à la solidarité et au principe de la causalité, en incitant les communes à promouvoir l'accès direct à une formation professionnelle pour tous les jeunes à la fin de l'école obligatoire. Mais ce n'est pas possible, c'est faux, c'est un non-sens! Je viens de dire pourquoi. L'école publique n'y arrive pas. Les profs de 11G s'essouffent. L'orientation professionnelle et le case management sont très sollicités! Il faut ces classes 12H. Chers collègues, oui, nous sommes dans un dilemme: comme beaucoup d'entre vous, j'ai voté aussi en 2017 les mesures d'allègement. Mais là, je ne veux pas que l'on démantèle ce qui fonctionne. Je ne suis pas prêt à changer les règles du jeu, et finalement, je défends tout le travail qui se fait dans le secondaire II avec ces classes APP qui ont justement besoin d'un soutien complémentaire.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Eigentlich wollte ich in dieser Debatte nichts sagen, aber das Votum der FDP, also nicht dasjenige von Kollege Grivel, sondern das vorangegangene, hat mich doch noch ans Pult geholt. Am 4. Dezember 2017 sagten 98 Personen Nein zum gleichlautenden Antrag der Mehrheit der FiKo, und sie sprachen sich gegen die Verschiebung aus. Damals hatte niemand – ich betone: niemand – von der FDP die Position vertreten, die die FDP heute vertritt. Es gab 2 Enthaltungen, 2 Abwesende, aber 13 FDP-Parlamentarier waren damals trotz der gleichen Diskussion, wie wir sie damals führten, der Meinung, es müsse eine Lösung gefunden werden. Wir diskutierten schon damals, ob diese Verschiebung richtig sei oder nicht. Bei der SVP gab es 11 Nein-Stimmen, und auch bei der BDP gab es Nein-Stimmen. Was will ich damit sagen? Die Verschiebung zu den Gemeinden ist unschön, das ist unbestritten, aber sie ist das kleinere Übel, wenn wir die Wahl haben zwischen einer Verschiebung und dem Abbau im Berufsbildungsbereich. Wir sind halt einfach im Moment dazu gezwungen, das kleinere Übel zu wählen. Die Ursache davon ist nämlich – und das ist wichtig –, dass man hier sparen will. Diejenigen Gemeinden, die jetzt mit einem massiven – ich wiederhole: mit einem massiven – Gemeinde-Lobbying uns umzustimmen versuchen, merken jetzt, dass Abbau schmerzt. Ja, Abbau von Leistungen schmerzt, es schmerzt die Gemeinden, die Schülerinnen und Schüler, das Gemeindewesen. Und ich hoffe, dass all diejenigen, die gegen diesen Abbau sind, am nächsten Sonntag Nein stimmen, denn sonst werden die Gemeinden nochmals 50 Mio. Franken in der Gemeindekasse verlieren. Das wird auch noch einmal wehtun, liebe Kolleginnen und Kollegen, die hier die Gemeindeinteressen vertreten.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP). Vor ziemlich genau einem Jahr stimmten wir in diesem Saal der Massnahme 48.4.5, «Finanzierung Brückenangebote», im Rahmen des EP 2018 zu. Trotz Widerstand seitens der Gemeinden stimmte der Grosse Rat dieser Massnahme mit einem grossen Mehr, mit 98 zu 30 Stimmen, zu. Die ERZ erarbeitete dann gemäss Auftrag die entsprechende Gesetzesvorlage. Heute stellt sich für mich die entscheidende Frage, ob es triftige Gründe oder neue Erkenntnisse gibt, die nahelegen, auf diesen sehr klaren Entscheid vom Dezember 2017 zurückzukommen. Meine Haltung dazu ist klar: Es gibt keine Gründe dafür. Denn schon vor einem Jahr lehnten die Gemeinden diese Massnahme dezidiert ab, mit denselben Argumenten wie heute. Die Situation hat sich also in den vergangenen zwölf Monaten nicht verändert.

Wie steht es um den Gesundheitszustand der Kantonsfinanzen? Ich verweise auf den Aufgaben- und Finanzplan (AFP), den wir in der kommenden Woche behandeln werden. Im Jahr 2020, dem geplanten Inkrafttreten des revidierten BerG, wird der Finanzierungssaldo gerade mal 1 Mio. Franken im Positiven liegen. Lehnen wir jetzt die Neuregelung der Finanzierung der Berufsbildung, beziehungsweise der Brückenangebote ab, verschlechtert sich der AFP 2020 um 10 Mio. Franken, und wir befinden uns in den roten Zahlen. Mit anderen Worten: Aus meiner Sicht muss diese Entlastungsmassnahme umgesetzt werden. Lehnen wir diese Massnahme ab, wird die ERZ rasch eine Ersatzmassnahme erarbeiten müssen. Das wurde bereits erwähnt. Es gibt eine klare Planungserklärung, die im vergangenen Herbst überwiesen wurde. Diese verlangt Ersatzmassnahmen, wenn Massnahmen abgelehnt werden.

Ich bin der Letzte, der die Idee vertritt, die Kantonsfinanzen sollten zulasten der Gemeinden saniert werden. Aufgrund des Controllings der FIN über den Vollzug des EP 2018 dürfen wir aber feststellen, dass die Gemeinden im Rahmen des gesamten EP 2018 jährlich wiederkehrend mit rund 10 Mio. Franken entlastet werden. Dies trotz der Vorlage zu den Brückenangeboten. Bleiben wir also konsequent. Im Dezember 2017 sagten wir A, sagen wir also heute B und stimmen wir der beantragten Gesetzesänderung zu.

Madeleine Amstutz, Schwanden Sigriswil (SVP). Die SwissSkills sind auch von meiner Seite her nicht bestritten, und ich unterstütze sie. Zu den Brückenangeboten: Ich lege es offen, ich bin im Vorstand des VBG und als Gemeindepräsidentin von Sigriswil natürlich ebenfalls betroffen. Aber als gewählte Grossrätin war ich sehr froh, dass die Gemeinden so aktiv Briefe und Mails schickten. Das zeigt nämlich die Bedeutung und die Wichtigkeit dieses Geschäfts auf, denn die Gemeinden schreiben uns nicht aus Freude. Wenn der Kanton Kosten auf die Gemeinden verlagert, ist das definitiv keine Sparmassnahme, denn es wird nirgends weniger Geld ausgegeben. Auch wenn sich unsere Vorgängerinnen und Vorgänger so für das aktuelle Modell entschieden hatten, müssten wir bei der Auflösung dieses Entscheides nicht nur den Gemeinden die Kosten zurückgeben, sondern auch das Steuersubstrat. Ich will es so laufen lassen wie bisher. Wir haben es gehört: Es läuft gut, auch mit dem FILAG. Deshalb ist es wichtig, dass wir es so weiter laufen lassen. Es geht hier nicht um ein Für oder Wider Brückenangebote, sondern darum, wer sie bezahlt. Und das soll weiterhin der Kanton tun. Deshalb bitte ich Sie, der Mehrheit der FiKo zuzustimmen.

Martin Boss, Saxeten (Grüne). Eigentlich liegen bereits sämtliche Argumente auf dem Tisch. Als Gemeindevertreter kann ich den Unmut des VBG und der Gemeinden verstehen, denn ich wäre als Gemeindepräsident selbst betroffen. Welcher Gemeindevertreter möchte seiner Gemeinde noch mehr finanzielle Lasten zumuten? Nachdem wir A gesagt haben, sind wir heute in der Pflicht, den Mut zu haben, B zu sagen. B zu sagen bedeutet, den Entscheid des Grossen Rates vom Dezember 2017 zu vollziehen. B zu sagen heisst auch, an den guten Brückenangeboten festzuhalten. B zu sagen heisst, ein Ja zu geben zu der wichtigen Integration von Jugendlichen. Die Kostenbeteiligung der Gemeinden von 30 Prozent für diese Brückenangebote stellt eine wichtige Prävention im Findungs- und Integrationsprozess der Jugendlichen dar. Die Gemeinden werden zwar neu belastet, aber sie können über die Sozialhilfekosten einen höheren Kostenteiler erwarten, nämlich 50 Prozent. Als Integrationsmassnahme sollten wir heute dem Gesetz in der vorliegenden Form zustimmen. Die Brückenangebote machen Sinn und leisten einen wichtigen Beitrag für die Jugend und deren Berufsbildungsangebote. Das wird sich lohnen, auch für Ihre Gemeinde.

Christoph Grimm, Burgdorf (glp). Es haben sich schon andere als Einzelsprecher geäussert, deshalb mache ich das jetzt auch. So muss ich dann später nicht mehr ans Pult kommen, um mich zu den einzelnen Artikeln äussern. Ich spreche mich klar für die Bildung aus, aber auch für die Gemeinde. Ich lege es hier offen, ich habe vor einem Jahr den Sparmassnahmen zugestimmt, doch musste

ich das dann überdenken. Als Vertreter der Stadt Burgdorf, und zwar als Gemeinderat für den Bereich Bildung, muss ich das hier klar ablehnen. Im Vortrag ist zu lesen, dass jeder zweite Schüler, der in die Berufsbildung einsteigt, zuerst die Runde über das zehnte Schuljahr macht. Und das stört mich persönlich. Ich unterrichte an einer Berufsfachschule, und es gibt ganz klar Probleme. Es kommt immer wieder vor, dass Schüler die Sprache zu wenig beherrschen. Die BVS sind also äusserst wichtig. Ich möchte mich auf keinen Fall davon distanzieren. Aber wir müssen an einem ganz anderen Ort ansetzen: Einige stellen nämlich fest, dass sie nicht ihren Traumberuf gefunden haben, und dann drehen sie noch eine Runde über das zehnte Schuljahr. Das ist heute leider immer noch so. Dort müssen wir ansetzen, und die Gemeinden können ein bisschen steuern. Ich möchte also die Gemeinden bitten, die jungen Leute restriktiv in das zehnte Schuljahr einzuteilen. Das ist das eine. Das andere ist aber, dass sie sich bei einer Triagestelle melden können, die das nochmals prüft und dann den Zugang zum zehnten Schuljahr ermöglicht. Die Behauptung, dass die Gemeinden steuern könnten, stimmt so also nicht. Ja, ich bin bereit, im Berufsbildungsbereich im achten Schuljahr zu steuern, dort müssen wir ganz sicher strikter sein. Aber für mich ist es heute ein No-Go, diese 30 Prozent einfach auf die Gemeinden zu überwälzen. Die gfp überlegt sich, einen Vorstoss einzureichen, der es ermöglicht, die Eintrittskriterien zu verschärfen. Theoretisch gäbe es die Möglichkeit des Numerus clausus, aber man musste ihn noch nie anwenden. Eine Möglichkeit wäre es, diese Eintrittskriterien anzupassen, indem die Traumberufe halt einfach nicht einbezogen würden. Ich bitte Sie, hier im Sinne der Gemeinden Nein zu stimmen. Vielen Dank.

Präsident. Um der Versuchung zu widerstehen, habe ich die Sprecherliste geschlossen. Frau Grossrätin Speiser kommt als Letzte an die Reihe.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (SVP). Der frühere Erziehungsdirektor hatte es sich zum Ziel gemacht, die BVS-Klassen so tief wie möglich zu halten, und es wurden bereits entsprechende Massnahmen ergriffen. Zurzeit ist man daran, die Zugänglichkeit zu diesen Klassen zu erschweren. Aber es wurden zusätzlich 50 Integrationsklassen geschaffen. Darin befinden sich Jugendliche, die nicht nur während eines Jahres die Berufsvorbereitungs- und Integrationsklassen besuchen, sondern während zwei bis drei Jahren. Dieser Punkt stört mich, zumal in der Argumentation die Gemeinden aufgefordert werden, dafür zu sorgen, dass die Anzahl der Jugendlichen, die die BVS besuchen, verringert wird. Wir wissen heute noch nicht, wie sich die Integrationsklassen entwickeln, das ist eine Blackbox. Hier haben die Gemeinden keine Chance, irgendwie Einfluss zu nehmen. Das ist der Grund, weshalb wir diese Gesetzesänderung jetzt ablehnen müssen.

Präsident. Ich gebe der Erziehungsdirektorin das Wort.

Christine Häslar, Erziehungsdirektorin. Ich bin mir absolut bewusst, dass diese Vorlage für Sie nicht einfach ist. Für mich übrigens auch nicht. Aber Sie haben diese Vorlage ziemlich genau vor einem Jahr im Rahmen des EP im Grundsatz breit politisch diskutiert und die Vor- und Nachteile abgewogen. Ein sehr grosses Thema war damals auch die Frage der Kostenverteilung der Brückenangebote zwischen Kanton und Gemeinden. Ich habe die Debatte von damals ebenfalls nachgelesen. Zu dieser Sparmassnahme in der Höhe von 10 Mio. Franken gab es zwei Planungserklärungen: Eine Planungserklärung wollte auf diese Massnahme ganz verzichten, die andere wollte einen Ausgleich über Artikel 29b FILAG, falls die Sparmassnahme eine Mehrheit findet. Und das wiederum hätte den Spareffekt für den Kanton eliminiert. Die Grossrätinnen und Grossräte, die damals hier sassen, haben dieser Massnahme mit 98 zu 30 Stimmen zugestimmt, und zwar nach eingehender und sehr engagierter Diskussion, und die beiden Planungserklärungen abgelehnt. Jetzt haben wir die Aufgabe übernommen, die Sie uns gestellt haben. Wir haben die vorliegende Gesetzesänderung erarbeitet und dabei so weit als immer möglich die Wünsche der Gemeinden und der Politik berücksichtigt, so wie man das eben in einem Vernehmlassungsverfahren macht. Der Regierungsrat schlägt Ihnen nun eine Finanzierung vor, die auch in der Vernehmlassung eine klare Mehrheit gefunden hat. Für die Jugendlichen mit Flüchtlingsstatus, also mit Ausweis N oder F, die diese Integrationsangebote primär besuchen, wird für den Gehaltskostenanteil der Lehrkräfte eine solidarische Finanzierung gemessen an der Wohnbevölkerung gewählt. Damit sollen Gemeinden mit einem höheren Anteil von Flüchtlingen nicht benachteiligt werden. Für die übrigen Lernenden, die mehrheitlich ein allgemeinbildendes, berufsvorbereitendes Schuljahr, also ein BVS, besuchen, soll die Wohnsitzgemeinde einen Pro-Kopf-Beitrag bezahlen, und zwar deshalb, weil dort die Gemeinden doch immerhin einen gewissen Einfluss auf die Zuweisung zu den BVS haben.

Was spricht jetzt für diese Gesetzesanpassung, auch aus meiner Sicht? Der Kanton finanziert heute mit den Integrationsklassen eine Aufgabe zu 100 Prozent, die eigentlich in den Lastenausgleich, in den Lastenverteiler «Soziales» zwischen dem Kanton und den Gemeinden, gehört und halbiert werden sollte. Vonseiten der Berufsbildung ist man eigentlich nicht verpflichtet, diese Klassen zu führen. Aber es ist uns und insbesondere auch mir ein grosses Anliegen, diese Brückenangebote wirklich zu führen. Da diese Brückenangebote nicht nur aus Integrationsklassen bestehen, bieten wir den Gemeinden eine interessante Lösung an. Wir berechnen nur die Lohnkosten der Brückenangebote und finanzieren vonseiten des Kantons weiterhin 70 Prozent der Kosten. Die Gemeinden beteiligen sich mit 30 Prozent an den Gehaltskosten. Die Infrastrukturen und alles Weitere bleiben beim Kanton. Ich verstehe absolut, dass sich die Gemeinden darüber nicht freuen. Das ist immer so in einer solchen Situation. Gleichzeitig handelt sich dabei aber auch um eine Win-win-Situation, und ich sage Ihnen gleich weshalb: Die Gemeinden müssen nämlich nicht den üblichen 50-zu-50-Teiler in der Sozialhilfe übernehmen. Zudem entlasten wir den Kanton damit teilweise von einer Aufgabe, die im Grunde nicht die alleinige Aufgabe des Kantons ist.

Es wurde mehrmals gesagt, die FiKo habe keinen Antrag gestellt, um das irgendwo sonst zu kompensieren, es gebe keinen Antrag, um den Betrag irgendwo in der Bildung einzusparen. Zudem wurde ich aufgefordert, zu sagen, was die Erziehungsdirektorin will. Hier geht es aber nicht um die Frage, was die Erziehungsdirektorin will. Die will nämlich ganz sicher nicht bei der Bildung sparen. Es geht vielmehr um die Frage, ob ein Jahr nach diesem riesigen Sparpaket, nach diesen grossen Debatten, nachdem sämtliche Bereiche Einsparungen vornehmen mussten, dann ausgerechnet die ERZ und damit die Bildung in diesem System ungeschoren davon kommt. Ich habe Ihnen die Antwort gegeben: Das ist schlicht nicht möglich. Selbst wenn Sie nächste Woche im Finanzplan die Zahlen noch etwas genauer prüfen würden, müssen wir ganz bestimmt dasjenige System anwenden, das in solchen Situationen angewendet wird, nämlich: Es müssen sämtliche Direktionen sparen, und es wäre kaum möglich, dass die Bildung hier ungeschoren davonkäme. Diesbezüglich glaube auch ich nicht an einen Osterhasen oder einen Samichlaus.

Wenn Sie diese Gesetzesvorlage ablehnen, weil Sie sich den Gemeinden gegenüber verpflichtet fühlen, habe ich durchaus auch ein gewisses Verständnis dafür. Allerdings müssen Sie sich bewusst sein, dass diese 10 Mio. Franken dann in der Bildung fehlen, und zwar haargenau in der Bildung und nirgendwo sonst. Im schweizerischen Benchmarking der Berufsbildung ist der Kanton Bern überdurchschnittlich teuer. Das ist nicht nur falsch, denn wir alle wollen eine starke Berufsbildung. Im zweiten Teil des Gesetzes, im Zusammenhang mit den SwissSkills, wollen Sie es alle auch. Es hat seinen Preis, in der Berufsbildung dermassen erfolgreich zu sein. Deshalb sind wir im schweizerischen Vergleich halt teurer als andere. Aber diese 10 Mio. Franken werden uns in diesem Bereich fehlen, und zwar schmerzlich, und es wird halt doch schlussendlich bei der Bildung gespart, selbst wenn man das Gegenteil behauptet. Ich stehe für die Bildung ein, und Sie müssen sich bewusst sein: Wenn Sie sich so entscheiden, wie Sie angekündigt haben, und wenn es nicht möglich ist, die Massnahme, die Sie selber vor einem Jahr geschneidert und gezimmert haben, gutzuheissen, werden wir diese 10 Mio. Franken in der Bildung einsparen müssen. Ich danke Ihnen für Ihre Aufmerksamkeit und freue mich auf die Debatte nach dem Eintreten.

Zu den SwissSkills sage ich nicht viel, denn wir alle sind wohl gleichermassen begeistert von diesem Anlass und sind interessiert daran, dass er in den Kanton Bern kommt. Deshalb unterstützen wir alle ihn. Ich bin froh, dass Sie mithelfen, diesen Anlass zu unterstützen.

Präsident. Das Eintreten ist nicht bestritten, somit treten wir auf diese Vorlage ein. Es liegen zwei Anträge vor, der eine von der FiKo-Mehrheit auf eine Lesung und der andere von der FiKo-Minderheit auf zwei Lesungen. Gibt es Wortmeldungen seitens der Mehrheits- oder Minderheitssprecher? – Das ist nicht der Fall. Gibt es Wortmeldungen aus dem Rat? – Das ist auch nicht der Fall. Somit kommen wir direkt zur Abstimmung. Wer dem Antrag der FiKo-Mehrheit auf eine Lesung zustimmt, stimmt Ja, wer dem Antrag der FiKo-Minderheit auf zwei Lesungen zustimmt, stimmt Nein.

Antrag FiKo-Mehrheit/Regierungsrat

Dem Grossen Rat wird beantragt, nur eine Lesung durchzuführen.

Antrag FiKo-Minderheit

Antrag ablehnen.

Abstimmung (Antrag FiKo-Mehrheit/Regierungsrat gegen FiKo-Minderheit)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Antrag FiKo-Mehrheit/Regierungsrat

Ja 101

Nein 50

Enthalten 0

Präsident. Sie haben dem Antrag der FiKo-Mehrheit auf eine Lesung zugestimmt mit 101 Ja- gegen 50 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen. Somit wurde vor der Detailberatung beschlossen, dass nur eine Lesung durchgeführt wird.

Detailberatung

I.

Art. 38a

Antrag FiKo-Mehrheit

Geltendes Recht

Antrag FiKo-Minderheit

Antrag Regierungsrat I

Präsident. Wir steigen in die Detailberatung ein. Zu Artikel 38a liegen Anträge der Kommissionmehrheit und der Kommissionminderheit vor. Ich gebe dem Kommissionssprecher, Grossrat Lanz, das Wort.

Raphael Lanz, Thun (SVP), Kommissionssprecher der FiKo-Mehrheit. Nach dieser ausführlichen Debatte muss ich nicht mehr allzu viel sagen. Auch die FiKo-Mehrheit hat bereits ausgeführt, dass der Sinn dieser Brückenangebote nicht infrage gestellt ist; das ist wichtig und hierin sind wir uns einig. Nach unserer Meinung macht es aber einfach keinen Sinn, aus einer finanzpolitischen Motivation ohne Gesamtsicht über das FILAG einen Bereich herauszubrechen, um dann wieder über die Verteilung der direkten Bundessteuer diskutieren zu müssen. Das dünkt uns einfach nicht richtig. Und nochmals: Obwohl von einer Sparmassnahme die Rede ist, wird eigentlich nichts gespart. Die Kosten werden lediglich anders verteilt. Die Grossräte Vanoni und Näf haben gefragt, wo denn Einsparungen vorgenommen werden müssten, und die Erziehungsdirektorin hat in Aussicht gestellt, es müsse dann ganz sicher in der ERZ gespart werden. Als Sprecher der FiKo-Mehrheit muss ich aber schon sagen: Wenn die FiKo in diesem Zusammenhang einen Antrag hätte stellen wollen, hätte sie das getan. Es gibt keinen Antrag der FiKo, wonach dieser Betrag bei der ERZ einzusparen ist. Mehr kann ich als Mehrheitssprecher nicht sagen.

Noch eine Bemerkung aus formellen Gründen: Der Mehrheitsantrag will das geltende Recht, der Minderheitsantrag betrifft den Antrag des Regierungsrats. Sollten wir im Grossen Rat eine Mehrheit für den Mehrheitsantrag finden, wären eigentlich alle Anträge «geltendes Recht» obsolet, denn es wäre nicht sinnvoll, die anderen Gesetze zu ändern, ohne dass der Artikel 38a geändert wird. Dies, damit das Vorgehen allen klar ist. Es dürfte also so sein, dass die folgende Abstimmung entscheidend für die Richtung ist. Wird dieser Antrag angenommen, müssen dann natürlich auch die anderen Änderungen vorgenommen werden, denn sonst wäre die ganze Gesetzgebung nicht mehr kongruent.

Präsident. Ich gebe der Sprecherin der Kommissionminderheit, Grossrätin Stucki, das Wort.

Béatrice Stucki, Bern (SP), Kommissionssprecherin der FiKo-Minderheit. Weil die Mehrheit noch einmal so ausgiebig ihre Gründe dargelegt hat, tue ich das hier gerne auch noch einmal für die Minderheit. Wir haben von vielen Sprecherinnen und Sprechern gehört, was es dann bedeutet. Das eine heisst A sagen und dann nicht B machen, sondern C oder D oder irgendetwas ganz Merkwürdiges.

Also, Anträge, die wir selber beschossen haben, gilt es nicht umzusetzen. Bei anderen Themen wird immer gesagt, wir hätten es so beschlossen und müssten es jetzt durchziehen. Hier macht man das jetzt für einmal nicht so.

Ich merke auch, dass die Lobby der Gemeinderätinnen und Gemeinderäte hier extrem stark ist und eigentlich nicht zur Kenntnis nimmt, was Regierungsrätin Häsler vorhin nochmals ausgeführt hat. Es liegt eine Planungserklärung vor, die eine Kompensation verlangt. Zudem haben wir immer wieder gehört, dass im Bildungsbereich die Zitrone mehr als ausgepresst ist; die Schale ist auch schon angegriffen. Die Folge davon werden grössere Klassen sein. Ich wünsche Ihnen viel Vergnügen damit, vor allem den Lehrpersonen! Es kann sein, dass auf dem Land kleine Standorte geschlossen werden müssen. Wollen Sie noch tiefere Löhne bei den Lehrpersonen? – Etwas anderes ist nicht möglich. Die Lohnkosten sind die grössten Posten in allen Budgets. Vor einem Jahr haben wir den Betrag von 10 Mio. Franken hier beschlossen. Der Voranschlag (VA) 2019 und die Planung der Folgejahre sind um diese 10 Mio. Franken tiefer, und damit ist dieses Geld eingespart. Ich weiss nicht, was Sie unter einsparen verstehen. Für den Kanton handelt es sich dabei um eine Sparmassnahme. Die Ausgaben werden um 10 Mio. Franken gekürzt. In diesem Sinn bitte ich Sie, sich das wirklich noch einmal gut zu überlegen, auch bildungspolitische Überlegungen anzustellen. Auch Ihre Gemeinden werden unter diesen Sparmassnahmen leiden, Ihre Schülerinnen werden weniger gute Bildungsangebote erhalten. Überlegen Sie sich das bitte ganz genau.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die glp-Fraktion hat Grossrat Brönnimann das Wort.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp). Raphael Lanz hat es gesagt: Je nachdem, wie die Abstimmung ausgehen wird, werden die anderen Anträge obsolet. Deshalb trete ich jetzt bereits bei der Detailberatung ans Mikrofon. Ich glaube, wir sind uns einig: Es geht hier nicht nur um ein finanzpolitisches, sondern auch um ein sehr bildungspolitisches Geschäft. Hätten wir im Moment einen Lehrlingsmangel, würden wohl alle den grünen Knopf drücken. Denn es ist so: Es können im Moment sehr viele Lehrstellen nicht besetzt werden. Die Lehrlinge können selber wählen. Also ist doch die Frage erlaubt, weswegen denn so viele noch ein zehntes Schuljahr absolvieren. Unser Berufsbildungssystem ist durchlässig, man kann beim Attest beginnen, durchlässig weitermachen bis zum Fähigkeitszeugnis, dann weiter zur Berufsmaturität und sogar mit Passerelle bis zur Matur. Es wird also niemand mehr benachteiligt, der aus einer peripheren Region kommt und die Sekundarschule nicht besucht hat, dann aber trotzdem höhere Abschlüsse machen möchte.

Wieviel kostet eigentlich eine solche Klasse? Eine Klasse kostet 400 000 Franken. Wir haben bei der Volksschule den Finanzierungsschlüssel geändert. Wir nahmen die Gemeinden in die Verantwortung. Was war die Folge davon? Die Gemeinden haben diese Verantwortung wahrgenommen, die Anzahl der Klassen ging massiv zurück, und wir konnten massive Einsparungen vornehmen. Das führte dazu, dass bei den Gemeinden nicht eitel Freude herrschte und auch nicht bei den betroffenen Schulen, aber es war vertretbar. Denn will man, wenn man sparen will, das Fell des Bären waschen, wird dieser halt einfach nass.

Eigentlich sollte es heute das Ziel sein, dass sich in den BVS nur Schüler mit Migrationshintergrund befinden. Madeleine Amstutz hat hier ihre Meinung aus Sicht der Gemeinde dargelegt. Ich habe rasch nachgeschaut. Madeleine Amstutz, Sie arbeiten sehr gut in Sigriswil, denn Sie haben lediglich einen einzigen Schüler im zehnten Schuljahr, und das doch immerhin auf 4700 Einwohner. Sie würden also nicht zur Kasse gebeten. Ich weiss nicht, wie Sie das machen, damit Sie so gut dastehen, aber Sie machen es super gut. Anne Speiser aus Zweisimmen hat vorhin am Mikrofon gesprochen. Sie haben etwa 3000 Einwohner, und gemäss meinen Informationen befinden sich zwei Schüler im zehnten Schuljahr. Auch Sie machen es sehr gut. Andreas Hegg hat gesagt, er sei bei der letzten Beratung nicht anwesend gewesen, aber ich hoffe, er habe den Vortrag gelesen, insbesondere die Beilage 2. Ja, ich kann schon ein bisschen verstehen, weshalb er nicht will, dass man das den Gemeinden anlastet. Lyss hat 14 452 Einwohner, 42 Schüler insgesamt, davon 22 ohne Migrationshintergrund; das ist eine ganze Klasse, also 400 000 Franken. Ich hoffe, dass ich Christoph Grimm noch überzeugen kann. Auch Burgdorf muss seine Hausaufgaben noch machen. 16 300 Einwohner, 22 Schüler ohne Migrationshintergrund. Das ist eine Klasse. Am meisten Hausaufgaben zu machen hat Langnau: 9111 Einwohner, 32 ohne Migrationshintergrund. Insgesamt haben Sie aber 69. Als ehemaliger Bildungsvorsteher der Gemeinde Köniz darf ich sagen, dass die Gemeinde Köniz ihre Hausaufgaben einigermaßen gemacht hat. Immerhin haben wir 40 000 Einwohner, wir haben 52 Schüler ohne Migrationshintergrund. Wie machen wir das? – Wir führen im achten und neunten Schuljahr

eine gute Berufswahl durch und bemühen uns, diese noch zu verbessern. Es gibt den Verein Lehrstellennetz, und wir versuchen die Schüler zu beraten, damit sie nicht die Schlaufe machen, die pro Schüler etwa 16 000 Franken pro Jahr kostet, sondern dass sie in den Arbeitsmarkt eintreten und sich dort weiterentwickeln. Das sind Zahlen, das sind Fakten. Wer sagt, man könne diese nicht beeinflussen, soll mir erklären, weshalb die Schüler in Langnau, in Sigriswil, in Lyss anders ticken. Wir sprechen nur von denjenigen ohne Migrationshintergrund. Die Beilage 2 beweist, dass eine Beeinflussung möglich ist. Ich wünsche Ihnen einen guten Appetit. (*Heiterkeit*)

Präsident. Das wünsche ich Ihnen auch. Wir fahren um 17.00 Uhr weiter.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 16.30 Uhr.

Die Redaktorinnen:

Dorothea Richner (d)

Sara Ferraro (f)



Mittwoch (Abend) 21. November 2018, 17.00–19.00 Uhr

Fünfte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)

Präsenz: Anwesend sind 152 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Aeschlimann Martin, Burkhard Marianne, Dütschler Peter, Junker Burkhard Margrit, Krähenbühl Samuel, Müller Moritz, Teuscher-Abts Marianne, Trüssel Daniel.

Geschäft 2018.RRGR.333

Gesetz über die Berufsbildung, die Weiterbildung und die Berufsberatung (BerG) (Änderung)

1. Lesung

Detailberatung

Fortsetzung

Präsident. Wir möchten die Debatte fortsetzen. Wir sind bei Artikel 38a des Gesetzes über die Berufsbildung, die Weiterbildung und die Berufsberatung (BerG) stehen geblieben. Die Fraktionen haben das Wort. Ich erteile für die SVP-Fraktion Grossrat Augstburger das Wort. Ich bitte Sie um etwas mehr Ruhe. Danke.

Ueli Augstburger, Gerzensee (SVP). Die Haltung der SVP in diesem Punkt habe ich bereits bei der Eintretensdebatte klar gemacht. Ich möchte ergänzen, dass auch die SVP die Brückenangebote als gut und wichtig erachtet. Auch die bildungspolitischen Argumente, die hier vorgebracht wurden, können wir nachvollziehen. Aber, noch einmal: Wir betrachten diesen Vorgang aus finanzpolitischer und staatspolitischer Sicht. Grundsätzlich wäre eine stärkere Einbindung der Gemeinden in den Kostenprozess für die berufsvorbereitenden Schuljahre hinsichtlich der Gesamtkostenentwicklung eventuell sogar positiv. Christoph Grimm hat bereits Ansätze dazu aufgezeigt. Auch Thomas Brönnimann hat dargelegt, dass es in den Gemeinden sehr unterschiedlich ist, wie viele Schülerinnen und Schüler diese Klassen der berufsvorbereitenden Schuljahre (BVS) besuchen. Hier geht es aber darum, ob einmal getroffene Abmachungen einseitig gebrochen werden. Im Gesetz vom 27. November 2000 über den Finanz- und Lastenausgleich (FILAG) gibt es zahlreiche Bereiche, die sich in den letzten Jahren verändert haben. Da kann man jetzt nicht einfach nach Gutdünken vonseiten des Kantons in einem Bereich Anpassungen vornehmen. Es geht hier auch um die künftige Zusammenarbeit zwischen den Gemeinden und dem Kanton. Es geht auch um die Frage, ob die Gemeinden dem Kanton als Partner in Zukunft noch vertrauen können. Die Grundsätze des FILAG sind hoch zu halten. Die Kostenverschiebungen, die in Artikel 38a vorgesehen sind, sind abzulehnen.

Präsident. Gibt es weitere Fraktionserklärungen? – Keine. Dann erteile ich den Einzelsprechern das Wort. Als Erster hat Grossrat Bichsel von der SVP das Wort.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP). Ich erlaube mir als Erstes eine kurze Replik auf das Votum von Erziehungsdirektorin Häsler. Sie sagte, der Vorschlag sei hier im Ratssaal gezimmert worden. Ich

möchte daran erinnern, dass der geistige Verfasser oder die Verfasserinnen an der Sulgeneckstrasse oder sonst irgendwo in der ERZ sitzen. Nicht wir im Grossen Rat waren geistiger Vater dieser Sparmassnahme. Ein zweiter Punkt: Es wäre falsch, davon auszugehen, dass jeder, der kein 10. Schuljahr besuchen kann, direkt sozialhilfeabhängig wird. Es ist ein Trugschluss, wenn man sagt, wir hätten ja dann die Kosten in der Sozialhilfe und dort würden die Gemeinden mit 50 Prozent partizipieren. Man geht von falschen Voraussetzungen aus. Ein dritter Punkt: Es war immer wieder von diesen Kompensationsmassnahmen die Rede, von verworfenen Massnahmen des Entlastungspakets 2018 (EP 2018). Mit der überwiesenen Planungserklärung 3.c zum EP 2018 wurde deutlich zum Ausdruck gebracht, dass eine Kompensation von nicht umgesetzten Massnahmen weder im betroffenen Amt noch in der entsprechenden Direktion erfolgen muss. Vielmehr hat der Regierungsrat eine allfällige Kompensation im gesamtsstaatlichen Bereich vorzunehmen. Bei einer Ablehnung muss somit nicht zwingend eine Kompensation bei der ERZ oder sogar beim Mittelschul- und Berufsbildungsamt (MBA) erfolgen. Ich frage nun trotzdem: Wir haben jetzt immer von den Kompensationen auf Kantons-ebene gesprochen. Ich blicke dabei zu Kollege Brönnimann. Er hat mich vorhin auch angeschaut. Ich frage ihn: Wo würde man denn in der Gemeinde Köniz 400 000 Franken kompensieren? Das erhöht den Druck im Bildungsbudget genauso, wie es ihn auf Kantonsseite erhöhen würde, nämlich für Sachaufwendungen, für Informatikausrüstungen, Beiträge an Schulreisen, Exkursionen. All jene, die denken, es habe in den Budgets der Gemeinden unglaublich Luft, muss ich enttäuschen. 400 000 Franken wären für Köniz ein rechter Brocken.

Zum Generellen: Die Gemeinden haben in Bezug auf die gültigen Aufgaben- und Finanzierungsgrundsätze bisher immer Lei gehalten. In den vergangenen Jahren sind die Kosten in den Lastenverteilern Sozialhilfe, Ergänzungsleistungen, öffentlicher Verkehr zum Teil massiv gestiegen. Die Gemeinden haben diese Mehraufwendungen stets stillschweigend mitgetragen. Sie haben sich den dahinterstehenden politischen Entscheiden unterworfen. Deshalb greift die Argumentation zu kurz, die Gemeinden würden im Rahmen des EP 2018 profitieren. Das trifft einzig bezogen auf die EP-2018-Massnahmen zu. Aber, wie ich gerade ausgeführt habe, haben die Gemeinden in vielen Bereichen mitfinanzieren müssen. Das hat den Druck auf die Gemeindefinanzen erhöht und den Handlungsspielraum eingeschränkt. Ich bitte Sie deshalb noch einmal eindringlich, auf diese Massnahme zu verzichten und den Antrag der FiKo-Mehrheit zu unterstützen und den Artikel 38a ersatzlos zu verwerfen.

Christoph Grimm, Burgdorf (glp). Ich möchte kurz auf das Votum zurückkommen, wonach man die Hausaufgaben machen solle. Wer den Lehrplan 21 kennt, weiss, dass Hausaufgaben gar nicht mehr vorgesehen sind. (*Heiterkeit*) Spass beiseite. Die Gemeinden im Emmental haben ihre Hausaufgaben sehr wohl gemacht. Denn im Emmental werden im nächsten Jahr drei Klassen eingespart. Drei Klassen, das heisst, gegen sechzig Lernende oder Schüler des 10. Schuljahres. Das entspricht ungefähr einer Einsparung von 1,2 Mio. Franken. Wir machen im Emmental also sehr wohl unsere Hausaufgaben. Es ist uns bewusst, dass wir eine relativ hohe Quote hatten. Aber wir tun etwas.

Hans Schär, Schönried, (FDP). Nur eine kurze Ergänzung zum FILAG. Unsere Gemeinde zahlt ein wenig ein in den Finanz- und Lastenausgleich. Wenn man jetzt daran etwas ändert, könnte es sehr wohl sein, dass unser Gemeinderat auch auf den Geschmack käme und versuchen könnte, am Finanz- und Lastenausgleich herumzuschrauben. Das käme den Kanton dann einiges teurer zu stehen.

Präsident. Wünscht die Regierungsrätin das Wort? – Ich bitte Sie doch, sich einzuloggen, wenn Sie ein Votum abgeben möchten. Denn wenn ich der Regierungsrätin das Wort erteilt habe, gebe ich es nicht mehr zurück an die Einzelsprecher. Dies ist das letzte Mal. Grossrat Schilt von der SVP, Sie haben das Wort.

Walter Schilt, Utzigen (SVP). Das Brückenangebot ist sehr gut. Ich glaube, darum geht es nicht. Es ist wirklich ein finanzpolitisches Anliegen, das wir haben. Und das ist genau der Grund, oder mindestens mit ein Grund, weshalb ich sagte, ich wolle mich in dieses Parlament wählen lassen. Denn als langjähriger Gemeindepräsident hat man jeweils hingehört, wenn die Grossräte kamen und sagten: «Oh, wir haben wieder gespart. Wir haben gespart, wir haben gekämpft.» Und was ist passiert? Wir haben es nachher draussen in der Gemeinde zu spüren bekommen. Das hat nichts mit Sparen zu tun! Es ist dem Portemonnaie egal, ob man die Steuern für die Gemeinden oder für den Kanton oder für den Bund zahlt. Das hat nichts mit Sparen zu tun, gar nichts. Ich möchte festhalten: Wenn man

vor einem Jahr sagte, man habe den Auftrag zum Sparen erteilt, dann verstehe ich etwas anderes darunter. Wir draussen in den Gemeinden müssen uns mit unseren Budgets wirklich drehen und wenden. Wir wissen, dass es an manchem Ort wirklich eng ist, um keine Steuererhöhungen zu machen. Und dann kommen wieder kleine Tranchen des Kantons, bei denen man zwar fein raus ist und ein gutes Angebot hat – unbestritten –, aber die Gemeinde übernimmt es einfach. Das ärgert mich. Ich hoffe, dass man das ablehnt, beziehungsweise dass man den Vorschlag der FiKo annimmt.

Präsident. Nun erteile ich der Erziehungsdirektorin das Wort.

Christine Häsler, Erziehungsdirektorin. Ich danke Ihnen für die engagierte Diskussion. In einem Punkt muss ich Daniel Bichsel recht geben. Er hat recht, wenn er sagt, es stimme nicht, dass man die Vorlage hier gezimmert habe. Klar, gezimmert wird hier nicht. Hier wird abgestimmt, hier wird politisch diskutiert, hier wird vielleicht auch manchmal noch etwas abgeändert. Das vielleicht schon. Aber gezimmert haben Sie es nicht, aber Sie haben es verabschiedet. Der Grosse Rat des Kantons Bern hat es letzten Winter mit 98 zu 30 Stimmen verabschiedet, mit einem dermassen klaren Resultat, sodass ganz klar ist, dass man jetzt wirklich kommen muss. Und genau so hat man das damals auch diskutiert. Es ist nicht so, dass man damals über etwas anderes abgestimmt hätte als heute. Man hat damals genau das gemeint. Die Abstimmung ergab ein ganz klares Resultat.

Etwas ist sehr wichtig; ich habe es vorhin nur am Rande erwähnt. Vielleicht habe ich zu wenig klar darauf hingewiesen. Die Angebote der Berufsvorbereitenden Schuljahre Praxis und Integration (BPI) müssten nicht vom Kanton angeboten werden. Sie werden heute vollumfänglich vom Kanton übernommen. Heute heisst es 100 zu 0 Prozent. Der Kanton übernimmt 100 Prozent. Bei der Gesetzesvorlage geht es bei den Gehältern der Lehrkräfte um 70 zu 30. Der Kanton würde weiterhin 70 Prozent übernehmen, die Gemeinden 30 Prozent. Wenn wir das nicht machen – ich sage das noch einmal –, dann haben die Jugendlichen extrem geringe Chancen, eine Berufslehre zu absolvieren, wenn wir diese Brückenangebote so nicht mehr hätten. Und dann wäre es eben 50 zu 50, weil die Gemeinden die Hälfte der Sozialhilfekosten selber tragen.

Die SwissSkills haben uns wohl alle begeistert. Sie haben bewiesen, was die Jugendlichen draufhaben. Sie haben auch bewiesen, welchen Wert unsere Berufsbildung hat und was sie uns auch wert sein soll. Ich habe das Gefühl, wir sollten wirklich Sorge tragen zu dieser Berufsbildung. Nicht nur, indem wir die SwissSkills in Bern haben wollen, womit es dann getan wäre. Wir müssen zur Berufsbildung wirklich Sorge tragen, zu diesen Angeboten. Wir müssen dort gute und verlässliche Arbeit leisten können. Nicht dass wir heute sagen müssen, wir wissen nicht, was wir in Zukunft noch machen können, weil wir vielleicht sparen müssen. Wir wollen weiterhin mit diesen Brückenangeboten und mit allen anderen Massnahmen in der Berufsbildung dafür sorgen, dass wir starke KMU und ein starkes Gewerbe im Kanton Bern haben. Wir wollen mit starken Angeboten dafür sorgen, dass Jugendliche fit sind für eine Berufslehre und dass KMU und Gewerbebetriebe Jugendliche finden, die begeistert und motiviert sind und die richtigen Kenntnisse mitnehmen und eine Lehre absolvieren können. Das wollen wir auch weiterhin gewährleisten. Ich habe das Gefühl, das vorliegende Gesetz, bei dem wir versucht haben umzusetzen, was letzten Winter hier beschlossen wurde, sei eine gute Grundlage. Ich danke Ihnen für die intensive Diskussion und ich danke Ihnen für die Zustimmung zu dieser Vorlage.

Präsident. Damit kommen wir zur Abstimmung. Es liegt uns ein Antrag der Kommissionsmehrheit vor – geltendes Recht –, und wir haben einen Antrag der Kommissionsminderheit und des Regierungsrats, den Sie in der Fahne ausgedeutet vorfinden. Wer dem Antrag der Kommissionsmehrheit zustimmt, stimmt Ja, wer dem Antrag der Kommissionsminderheit zustimmt, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 38a; Antrag FiKo-Mehrheit gegen Antrag FiKo-Minderheit/Regierungsrat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Antrag FiKo-Mehrheit

Ja	74
Nein	73
Enthalten	4

Präsident. Sie haben dem Antrag der Kommissionsmehrheit zugestimmt mit 74 Ja- zu 73 Nein-Stimmen bei 4 Enthaltungen. Somit gilt geltendes Recht und somit sind sämtliche Gesetzesänderungen, die von diesem Artikel abhängig waren, obsolet, sodass wir nicht mehr über diese debattieren. Auch der Antrag Vanoni, Grüne, ist obsolet. Darüber wird nicht mehr abgestimmt, weil es beim geltenden Recht bleibt.

Art. 44 Abs. 1
Angenommen

II.

Präsident. Ich glaube, am Kapitel II. hat sich nichts geändert. Sollte ich etwas Falsches sagen, würde mich der Kommissionssprecher korrigieren. Artikel 24 fortfolgende entsprechen dem geltenden Recht. Auch die Erlassänderungen sind obsolet.

Die beantragten Änderungen von Erlassen sind aufgrund der Ablehnung von Artikel 38a (neu) [Antrag FiKo-Minderheit/Regierungsrat] obsolet:

1. Erlass 430.250 Gesetz über die Anstellung der Lehrkräfte vom 20.01.1993 (LAG) (Stand 01.08.2017)

Art. 24, Randtitel, Art. 24 Abs. 1, Art. 24a1 (neu), Art. 24b Abs. 1–3

2. Erlass 631.1 Gesetz über den Finanz- und Lastenausgleich vom 27.11.2000 (FILAG) (Stand 01.08.2017)

Art. 24f, Randtitel, Art. 24f Abs. 1, Art. 24g (neu)

Titel nach Art. T3-1 (neu)

Art. T4-1 (neu)

Anhänge, Anhang 1

3. Erlass 836.11 Arbeitsmarktgesetz vom 23.06.2003 (AMG) (Stand 01.01.2017):

Art. 22 Abs. 2

III. (Keine Aufhebungen)

IV.

Antrag Regierungsrat/FiKo-Mehrheit

Dem Grossen Rat wird beantragt, nur eine Lesung durchzuführen.

Antrag FiKo-Minderheit

Antrag [Regierungsrat/FiKo-Mehrheit] ablehnen.

Präsident. Es liegen uns zwei Anträge vor, der eine von Regierungsrat und Kommissionsmehrheit, der andere von der Kommissionsminderheit. Es geht um das Inkrafttreten des Gesetzes. Gibt es Wortmeldungen dazu? Ich erteile für die FiKo-Mehrheit Grossrat Lanz das Wort.

Raphael Lanz, Thun (SVP), Kommissionssprecher der FiKo. Die Schlussabstimmung der Kommission ergab 12 Ja zu 0 Nein bei 4 Enthaltungen für dieses Gesetz.

Präsident. Es liegt uns ein Antrag auf eine zweite Lesung vor.

Antrag Imboden, Bern (Grüne)

Durchführung einer zweiten Lesung gemäss Artikel 98 Absatz 2 Geschäftsordnung des Grossen Rates (GO).

Präsident. Wünscht Grossrätin Imboden das Wort? – Es ist rechtens, dass man bis zur Schlussabstimmung eine zweite Lesung beantragen kann.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Ich weiss, die FDP tut gerade ihren Unwillen darüber kund, dass das möglich ist. Aber es ist ein demokratisches Recht. Wir haben am Anfang beschlossen, nur eine Lesung durchzuführen. Ich glaube, eine zweite Lesung wäre angesichts des knappen Entscheids wichtig. Ich stelle den Antrag auf eine zweite Lesung. Es wurde hier viel diskutiert. Ich denke, es ist sinnvoll, das Ganze noch einmal anzuschauen und zu überlegen, ob das wirklich richtig war. Wenn sich nichts ändert, bleiben auch die Mehrheiten unverändert. Trotzdem stelle ich Antrag auf eine zweite Lesung. Ich glaube, das ist in Anbetracht der Bedeutung des Geschäfts und auch des knappen Abstimmungsergebnisses richtig. Ich bitte all jene hier im Ratssaal, die sich in ihren Voten gerne auf die Demokratie beziehen, einer zweiten Lesung zuzustimmen. Es wäre ein schlechtes Zeichen, die zweite Lesung abzulehnen.

Präsident. Ich erteile FiKo-Sprecher Grossrat Lanz das Wort.

Raphael Lanz, Thun (SVP), Kommissionssprecher der FiKo. Ein Nachtrag: Die Kommission hat mit 8 Ja zu 5 Nein bei 2 Enthaltungen eine einzige Lesung befürwortet. Im Weiteren möchte ich darauf hinweisen, dass wir nun zum zweiten Mal eingehend über diese Frage diskutieren.

Präsident. Wünscht die Regierungsrätin das Wort? – Sie verzichtet. Damit kommen wir zur Abstimmung über die Durchführung einer zweiten Lesung. Es gab keine Änderungen des Gesetzes. Wer diesem Antrag zustimmt, stimmt Ja, wer ihn ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Antrag Imboden, Bern [Grüne]; Durchführung einer 2. Lesung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	75
Nein	70
Enthalten	5

Präsident. Sie haben der Durchführung einer zweiten Lesung zugestimmt mit 75 Ja- zu 70 Nein-Stimmen bei 5 Enthaltungen.

Titel und Ingress
Angenommen

Präsident. Gibt es vor der Gesamtabstimmung Wortmeldungen? Ich erteile Grossrat Vanoni für die grüne Fraktion das Wort.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Wir haben, zumindest in erster Lesung, im Finanz- und Aufgabenplan (AFP) ein Loch von 10 Mio. Franken ins Budget der Berufsbildung gerissen. Und gleichzeitig werden wir nun – das wage ich zu prophezeien – mit Euphorie einer gesetzlichen Grundlage zustimmen für Mehrausgaben. 2 Mio. Franken werden in Aussicht gestellt, wenn die SwissSkills nach Bern kommen. Seien Sie unbesorgt: Ich fände es auch gut, wenn die SwissSkills nach Bern kämen. Ich fand es sehr beeindruckend, wie diese stattfanden und ich fände es auch gut, wenn sie weiterhin stattfänden und wenn die 2 Mio. Franken – wenn die SwissSkills denn zustande kommen – vom Kanton bereitgestellt würden. Aber ich empfinde es als Missverhältnis, dass man ein Loch von 10 Mio. Franken reisst und danach ohne weitere gründliche Diskussion gesetzliche Grundlagen für Mehrausgaben beschliesst.

Wenn ich schon etwas zu den SwissSkills sage: Sie waren auch für Schulklassen sehr beeindruckend, die aus der ganzen Schweiz angereist waren. Es war super organisiert, sodass alle mit ÖV anreisen konnten und nur 20 Franken, nicht mehr, für die Reise zahlen mussten. Diese Leistungsschau der Berufslehren, der jungen Berufsleute hat sie sehr beeindruckt. Was aber zu denken gab, war die Abfallschlacht, dieses Littering auf dem Messeareal. Und falls man die 2 Mio. Franken je einmal beschliessen sollte, würde ich erwarten, dass wir für saubere SwissSkills sorgen, weniger Abfälle produzieren und die jugendlichen Schulklassen, die teilweise aus entfernten Gegenden stammen und

sich diese Sauerei nicht gewohnt sind, für die Abfallproblematik sensibilisieren. Das war ein kleiner Exkurs aufgrund des Missverhältnisses, ein Loch von 10 Mio. Franken Loch in den AFP zu reissen und Mehrausgaben in Aussicht zu stellen. Deshalb werde ich und wahrscheinlich auch ein Teil der grünen Fraktion dieser Vorlage nicht zustimmen.

Präsident. Gibt es weitere Wortmeldungen? Möchten sich Kommissionssprecher äussern? Wünscht die Erziehungsdirektorin das Wort?

Christine Häsler, Erziehungsdirektorin. Wenn wir jetzt vor der Schlussabstimmung stehen, falls ich das richtig verstanden habe ... *(Der Präsident unterbricht die Rednerin.)*

Präsident. Es folgt die Gesamtabstimmung nach der ersten Lesung.

Christine Häsler, Erziehungsdirektorin. Entschuldigen Sie. Es ist immer derselbe Fehler: Wir stehen vor der Gesamtabstimmung.

Ich habe es bereits gesagt. Ich halte selbstverständlich kein flammendes Votum für die SwissSkills und sage überall, ich sei begeistert davon, und schlussendlich bin ich enttäuscht wegen eines Abstimmungsergebnisses von 74 zu 73 Stimmen. Das ist nun einmal so. Sie haben entschieden, und wir nehmen das so zur Kenntnis. Und es geht nicht immer nur um die SwissSkills. Selbstverständlich bin ich froh, wenn Sie diese Vorlage so überweisen und wir in Zukunft dafür sorgen können, dass die SwissSkills oft oder regelmässig in Bern stattfinden. Darüber würde ich mich freuen.

Präsident. Wir kommen zur Gesamtabstimmung nach der ersten Lesung. Wer dem Gesetz nach der ersten Lesung so zustimmt, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Gesamtabstimmung 1. Lesung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	107
Nein	13
Enthalten	26

Präsident. Sie haben diesem Gesetz in erster Lesung zugestimmt mit 107 Ja- zu 13 Nein-Stimmen bei 26 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.501

Rechenschaftsbericht 2016 der interkantonalen Erziehungsdirektorenkonferenz der Westschweiz und des Tessins an die Mitglieder der interparlamentarischen Kommission der Westschweizer Schulvereinbarung; Rechnung 2016; Budget 2018

Präsident. Wir fahren weiter und kommen zum Traktandum 52, dem «Rechenschaftsbericht [...] der interkantonalen Erziehungsdirektorenkonferenz der Westschweiz und des Tessins an die Mitglieder der interparlamentarischen Kommission der Westschweizer Schulvereinbarung; Rechnung [...]; Budget [...]». Dieser Bericht wurde von der BiK vorberaten. Wir führen eine reduzierte Debatte. Ich erteile dem Sprecher der BiK, Grossrat Gasser, das Wort.

Peter Gasser, Bévillard (PSA), Kommissionssprecher der BiK. La Commission de la formation vous recommande à l'unanimité d'accepter la prise de connaissance du rapport d'information 2016 de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin aux membres

de la Commission interparlementaire de la Convention scolaire romande, de même que les comptes 2016 ainsi que le budget 2018. C'est un long titre, hein? En date du 1^{er} août 2015...

Präsident. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen. Es gibt Ereignisse in einem Ratssaal, die emotional aufwühlen. Aber bitte geben Sie dem Sprecher die Möglichkeit, sich wenigstens an jene richten zu können, die ihm zuhören wollen.

Peter Gasser, Bévilard (PSA), Kommissionssprecher der BiK. Merci, Monsieur le Président. Or, donc, disais-je, en date du 1^{er} août 2015, le délai imparti au canton pour la mise en œuvre de cette Convention scolaire romande a expiré. La Suisse romande a très bien travaillé, puisque l'essentiel est sous toit. En 2016, toutes les lois scolaires, nouvelles ou révisées, sont entrées en vigueur. Il aura donc fallu douze ans pour élaborer le Plan d'études romand (PER) et près de quatorze ans pour produire les moyens d'enseignement romands. En 2016, date du rapport, il fallait encore achever les maths et l'allemand, puis il fallait lancer le français et réaliser un guide didactique pour les arts.

Etant donné que les rapports qui vous sont soumis ont toujours deux ans de décalage, je peux vous assurer que le travail a bien continué. En 2015, la commission avait encore accepté un postulat sur la formation pratique dans la formation des enseignants du secondaire I et II. Cette thématique a donc été prioritaire. Un rapport à l'intention des député-e-s fut réalisé et, sans entrer dans les détails, je peux vous affirmer que la Haute Ecole Pédagogique des cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel (HEP-BEJUNE), mais aussi la Pädagogische Hochschule Bern (PHBern) faisaient partie des institutions qui ont un pourcentage de formation pratique des plus élevés. A propos des comptes 2016, cette fois-ci ceux-ci sont subdivisés en quatre catégories: les comptes du secrétariat général et l'institut de recherche et de documentation pédagogique (IRDP), qui se soldent avec 350 000 francs de positif, du fait de diverses mesures d'économies qui ont été anticipées. Cet excédent a renforcé le capital de dotation et l'unité des moyens d'enseignement par compte de la scolarité obligatoire a, quant à elle, aussi dégagé un excédent de 25 000 francs. A ce sujet, je vous précise que les cantons avancent toujours l'argent pour réaliser les moyens, sommes qui leur sont ensuite remboursées au moment des ventes. Le même système est appliqué pour l'unité des moyens d'enseignement de la formation professionnelle. Ici aussi, pour l'instant, un excédent de revenus de 300 000 francs a été versé dans la réserve. Petite différence toutefois avec les moyens pour l'école obligatoire: la gestion commerciale des ouvrages a été transférée à un mandataire externe qui assurait d'ores et déjà la mise en page et les impressions. Enfin, pour le budget 2018, signalons qu'il est stable pour le secrétariat général et l'IRDP, sans indexation aucune par rapport à 2017. Les moyens d'enseignement pour la scolarité obligatoire sont aussi équilibrés, ce qui signifie que les cantons devront encore investir plus de deux millions de francs, somme répartie entre les cantons selon la clé intercantonale pour la contribution ordinaire ce qui signifie que Berne paie très peu. Le budget des moyens d'enseignement pour la formation professionnelle reste lui aussi équilibré. Ainsi donc, au nom de la Commission de la formation, je vous invite à prendre connaissance de ce rapport et je vous remercie pour votre attention.

Präsident. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen. Wünscht die Regierungsrätin das Wort? – Nein. Dann befinden wir direkt über die Kenntnisnahme dieses Berichts. Wer den Bericht zur Kenntnis nimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Kenntnisnahme

Ja	129
Nein	0
Enthalten	1

Präsident. Sie haben den Bericht zur Kenntnis genommen mit 129 Ja- zu 0 Nein-Stimmen bei einer Enthaltung.

HES-SO, Jahresbericht 2016; Jahresrechnung 2016; Budget 2018 und Jahresbericht 2017 der Interparlamentarischen Aufsichtskommission über die HES-SO

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 53. Auch hier geht es wieder um einen Jahresbericht, denjenigen der Haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) in Solothurn: «Jahresbericht [...] [und] Jahresrechnung 2016; Budget 2018 und Jahresbericht 2017 der Interparlamentarischen Aufsichtskommission [...]». Das Geschäft wurde von der BiK vorberaten. Ich erteile der Sprecherin der BiK, Grossrätin von Wattenwyl, das Wort.

Moussia von Wattenwyl, Tramelan (Grüne). Suite du quart d'heure de digestion en français. La Commission de la formation vous recommande à l'unanimité d'accepter la prise de connaissance du rapport annuel 2016, des comptes annuels 2016, du budget 2018 ainsi que du rapport annuel 2017 de la Commission interparlementaire de contrôle de la Haute Ecole Spécialisée Suisse occidentale (HES-SO). Dans la première partie du rapport annuel 2016, le rectorat présente sous huit mots-clés, qui sont: professionnalisante, enracinée, innovante, ouverte, interdisciplinaire, audacieuse, engagée et rayonnante, les développements les plus importants. La HES-SO a de nouveau enregistré une croissance modérée de ses effectifs étudiants dans tous ses établissements membres et sur tous ses sites. Les recettes pour la recherche appliquée et le développement ont considérablement augmentées. Enfin, l'exercice 2016 présente une charge globale pour les cantons partenaires supérieure à 39 366 francs au budget 2016, avec 175 étudiantes et étudiants équivalents plein temps (EPT) de plus que prévu. Depuis sa création en 1998, le nombre d'étudiantes et étudiants est passé de 4200 à 21 000 en 2016, ce qui est un record. Les statistiques montrent que le marché du travail honore l'orientation pratique que privilégie la HES-SO. En effet, 93,7 pourcent des diplômés en bachelor de la HES-SO ont un emploi un an après la fin de leurs études et 28,1 pourcent assument une fonction de direction cinq ans après l'obtention de leur titre. Une majorité d'étudiantes et d'étudiants de la HES-SO est passée par un apprentissage complété d'une maturité professionnelle ou par une maturité spécialisée qui comporte des stages obligatoires. Les cursus de la HES-SO sont conçus de façon à être axés sur la pratique. La HES-SO se considère comme une Haute école qui contribue activement à l'ascension sociale en promouvant la mobilité sociale ou encore l'augmentation du nombre de femmes aux postes de direction.

Pour rappel pour tous les nouveaux, la HES-SO est présente dans tous les cantons de Suisse romande, y compris dans les cantons bilingues, ce qui fait sept cantons au total. En travaillant en partenariat avec le monde professionnel, elle participe au développement économique, culturel et social de ces régions. Avec l'inauguration du «Campus Strate-J» à proximité directe de la gare de Delémont en septembre 2016, la Haute Ecole Neuchâtel, Berne, Jura (HE-Arc), rattachée à la HES-SO, a pu déplacer ses activités du canton du Jura sur un nouveau site attrayant. En 2016 la qualité de son engagement régional lui a valu la quatorzième place sur plus de 1000 hautes écoles et universités du monde entier au «U-Multirank». Elle est la première HES de Suisse à proposer des cours en ligne, accessibles à toutes et à tous. Lors du premier semestre 2016, des chercheuses et chercheurs de six sites de la HES-SO étaient ainsi les protagonistes de l'émission CQFD de la Radio suisse romande La Première. L'une des expériences enregistrées à Saint-Imier, sur le site du Jura bernois de la HES-SO, se concentrait par exemple sur la recherche et développement dans le domaine de la microtechnique et de l'horlogerie. En septembre 2016, après plus d'une année de travaux, le rectorat a proposé au Comité gouvernemental un nouveau modèle financier, basé sur le principe d'enveloppe, qui vous a déjà été présenté ici. Le 17 novembre 2016, le Comité gouvernemental a adopté pour la première fois une convention d'objectif quadriennale, dans laquelle les cantons partenaires définissent les objectifs que la HES-SO doit poursuivre durant la période 2017–2020. En 2017 la commission a siégé à trois reprises. Tant le bouclement que le budget ont été approuvés par le Comité gouvernemental, dans sa séance de juin 2017. De plus, ce dernier a accepté la constitution d'un fonds de compensation pour le soutien à l'enseignement. Le budget 2018 a été construit sur la base du nouveau modèle de financement par enveloppe, qui permet de maîtriser les contributions cantonales. Le mandat de la rectrice a été renouvelé pour une nouvelle période de quatre ans. La Commission s'était d'ailleurs associée aux remerciements du Comité gouvernemental à l'attention de Madame Luciana Vaccaro, pour son travail de grande qualité. Le Comité gouvernemental a autorisé l'ouverture de deux nouveaux masters en 2017, celui en ostéopathie et celui en sciences de la santé. Au nom de la

Commission de la formation, je vous remercie pour votre acceptation et pour votre attention – ou pas. (Heiterkeit)

Präsident. Wünscht Frau Imboden wirklich das Wort oder ist es wieder ... (Kurze Unterbrechung.) – Nun gut. Gibt es Wortmeldungen? – Keine. Wir kommen zur Abstimmung über die Kenntnisnahme dieses Berichts. Wer den Bericht zur Kenntnis nimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Kenntnisnahme

Ja	134
Nein	1
Enthalten	2

Präsident. Sie haben den Bericht zur Kenntnis genommen mit 134 Ja- zu 1 Nein-Stimme bei 2 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.503

HE-Arc; Jahresbericht 2017; Jahresrechnung 2017; Budget 2019 und Jahresbericht 2017 der Interparlamentarischen Aufsichtskommission über die HE-Arc

Präsident. Wir kommen zum dritten Bericht der Interparlamentarischen Aufsichtskommission, der ebenfalls von der BiK vorberaten wurde. Ich erteile hierzu Grossrat Gasser das Wort.

Peter Gasser, Bévillard (PSA), Kommissionssprecher der BiK. Voilà, dernier élément de la trilogie. En principe, c'est là que le suspense est à son paroxysme, et donc, la Commission de la formation vous recommande à l'unanimité d'accepter cette prise de connaissance du rapport d'activités 2017, des comptes 2017, ainsi que du budget 2019. Pour mémoire: la Haute Ecole Neuchâtel, Berne, Jura (HE-Arc) fait partie de l'Haute Ecole Spécialisée Suisse occidentale (HES-SO). C'est une des écoles de la HES-SO. C'est en quelque sorte la Haute Ecole spécialisée de l'espace BEJUNE. Nous sommes donc trois cantons à cofinancer cette Haute école, qui est également la plus petite de tout l'espace romand. Cette école s'est spécialisée dans quatre domaines, soit la conservation et restauration, qui a connu des développements remarquables, la gestion, domaine le plus important en termes d'effectifs étudiants avec la limite des mille étudiants franchie pour la première fois, le domaine ingénierie, qui lui s'adapte continuellement aux besoins majoritairement présents dans l'Arc jurassien, et enfin le domaine santé, qui lui confirme également son attractivité.

Je vous fais grâce de l'énumération des activités de chaque domaine durant cette année le rapport en votre possession les détaille de manière exhaustive. Je me plais toutefois à relever qu'une enquête de satisfaction, conduite auprès des étudiantes et étudiants ainsi que du personnel, montre une amélioration du degré de satisfaction pour la plupart des points par rapport à 2014. J'accorde également du crédit en ce qui concerne le système de management de la qualité de la HE-Arc. En effet, 3000 personnes ont été interrogées au sujet de leur perception de la qualité de l'enseignement et de la formation dans son ensemble. Les résultats sont réjouissants, puisqu'ils mettent en exergue un haut niveau de satisfaction.

A propos des comptes 2017 cette fois-ci, les contributions cantonales sont en baisse par rapport à 2016, afin de répondre aux demandes d'économie initiées essentiellement par le canton de Neuchâtel. Enfin, une provision de 3,9 millions de francs a dû être faite pour la recapitalisation de la caisse de pension Prévoyance NE. Ce montant sera en fait amorti en dix ans, et précision d'importance pour le canton de Berne: nous ne participons pas à cette charge. Enfin, à propos du budget

2019, la contribution bernoise reste identique à celle de l'année précédente à raison de 1,9 millions de francs, et ce, malgré la légère augmentation des étudiants. La Commission interparlementaire dédiée à la HE-Arc a été convaincue de la qualité des dossiers et des prestations que la direction de la Haute Ecole lui a présentés. Elle a aussi constaté une gouvernance cohérente et en défense des intérêts de la région BEJUNE de la part du comité stratégique. La même commission restera évidemment attentive à la position de la HE-Arc dans la HES-SO ainsi qu'à la recapitalisation des caisses de pension. Au nom de la Commission de la formation, je vous invite une fois de plus à prendre connaissance de ce rapport et je vous remercie pour votre attention.

Präsident. Ich erteile Grossrat Löffel von der EVP als Einzelsprecher das Wort. Oder als Fraktionsprecher? – Er hat sich als Einzelsprecher gemeldet.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Das spielt eigentlich keine Rolle. Ich bin ein wenig am Verzweifeln. Ich bin von noch von der Generation, die nicht alles elektronisch hat und sich manchmal an diesen schweren PDF die noch verbliebenen Zähne ausbeisst. Wir haben jetzt drei Berichte behandelt. Ich habe sie nicht gezählt, aber ich vermute, es sind etwa 300 Seiten. Jedes Jahr – und ich bin jetzt das 17. Jahr hier – rege ich mich über diese Berichte auf. Wir geben sie zum Teil selber in Auftrag, das weiss ich. Ich stimme kaum je zu, wenn in einem Vorstoss ein Bericht verlangt wird. Ich stimme höchstens einem kurzen Bericht zu. Ich finde nicht normal, was hier geschieht. Das ist einfach Ressourcenverschleuderung der grössten Sorte. Ich sage das nun hier am Rednerpult, weil ich gar nicht mehr weiss, an wen ich mich wenden soll. So steht es wenigstens einmal im Grossratsprotokoll. Eine Kurzzusammenfassung, die in diesem Bericht auch enthalten ist, vielleicht im Umfang von drei, vier Seiten – meinetwegen kann sie auch einmal neun Seiten lang sein, wenn es sich um sehr wichtige Dinge handelt –, das finde ich absolut in Ordnung. Wenn eine Kurzversion, eine Zusammenfassung kommt, besteht wahrscheinlich sogar die Chance, dass zwei, drei von uns einmal reinschauen und drei Sätze lesen. Ich stelle die Frage jetzt nicht, aber ich könnte wetten, dass niemand das angeschaut hat. Vielleicht ist das in einer vorberatenden Kommission anders. Oder bei Sabine Geissbühler. Das wissen wir ja, sie liest alles. *(Heiterkeit)* Ich bitte die zuständigen Stellen des Generalsekretariats (GS), und das betrifft nicht nur die ERZ, das betrifft alle GS, das Büro, das Ratssekretariat oder wen auch immer: Bitte hören Sie doch damit auf. Sparen beginnt irgendwo beim Denken – und dann kommt die praktische Umsetzung. Das ist eine bodenlose Ressourcenverschleuderung. Das sind Tausende von Seiten, die für nichts und wieder nichts kopiert werden. Man sollte uns eine Zusammenfassung zustellen. Wir wissen ungefähr, an wen wir uns wenden müssen, wenn wir den ganzen Bericht lesen wollen. Sonst können wir uns auch danach erkundigen. Ich möchte das hier zu Protokoll geben. Ich bitte die Verantwortlichen, die irgendwo Einfluss nehmen können: Hören Sie auf, uns solches Zeug zu schicken. Helfen Sie im Kleinen zu sparen und verantwortungsvoll mit Ressourcen umzugehen.

Präsident. Das Büro arbeitet daran, Ruedi Löffel. Wer weitere Auskunft wünscht, soll sich bitte bei den Fraktionspräsidien melden. Diese sind nämlich im Bilde darüber, was wir eingebracht haben. Wir wissen, dass man in diese Richtung arbeiten will. Gibt es weitere Wortmeldungen? – Keine. Wünscht die Regierungsrätin kurz das Wort? – Ja. Ich erteile Ihnen das Wort.

Christine Häslar, Erziehungsdirektorin. Ich verstehe teilweise, was Ruedi Löffler hier vorgebracht hat. Ich möchte aber daran erinnern, dass es sich um Geschäftsberichte handelt. Diese werden nicht einfach zur Freude oder zu Marketingzwecken gemacht. Das sind Geschäftsberichte, und die Schulen sind verpflichtet, diese vorzulegen. Ich glaube, es ist auch gut, wenn wir als politische Behörden gut hinschauen, wo das Geld hinfließt, wofür es verwendet wird, ob es gut eingesetzt wird. Das ist notwendig.

Ein Wort noch zur BiK: Die BiK hat sich intensiv mit diesen Berichten auseinandergesetzt. Ich glaube, da gibt es durchaus Leute, die sie sehr genau angeschaut haben. Wir durften auch viele Fragen dazu beantworten und das intensiv diskutieren. Das wurde gewürdigt. Aber das Zeichen ist angekommen. Wir werden sicher auch auf unseren Kanälen mitteilen, dass gewünscht wird, für diesen Prozess hier vielleicht ein kürzeres Resümee, eine Zusammenfassung geliefert zu erhalten. Wir versuchen, dazu beizutragen, dass dies in Zukunft so gehandhabt wird.

Präsident. Wir kommen zur Kenntnisnahme dieses Berichts. Wer den Bericht zur Kenntnis nehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Kenntnisnahme

Ja	140
Nein	1
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Bericht zur Kenntnis genommen mit 140 Ja- zu 1 Nein-Stimme bei 0 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.485

ICT-Grundversorgung der Verwaltung ERZ. Ausgabenbewilligung. Rahmenkredit 2019

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 55: «ICT-Grundversorgung [...]». Das Kreditgeschäft wurde von der FiKo vorberaten. Grossrat Wyrsch hat sich dazu geäussert. Gibt es Wortmeldungen? Wünscht die Regierungsrätin das Wort? – Nein. Dann kommen wir zur Abstimmung. Wer dem Kredit zustimmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	134
Nein	1
Enthalten	0

Präsident. Sie haben diesem Kredit zugestimmt mit 134 Ja- zu 1 Nein bei 0 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.514

Motion 156-2018 SP-JUSO-PSA (Näf, Muri) Lehrkräftemangel – Facts auf den Tisch!

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 56: «Lehrkräftemangel – Facts auf den Tisch!». Es handelt sich um eine Motion der SP-JUSO-PSA-Fraktion. Es wird eine freie Diskussion geführt. Ich erteile dem Sprecher der Fraktion, Grossrat Näf das Wort, sobald er eingeloggt ist. Könne irgendjemand das für ihn erledigen, bitte? Danke. Grossrat Näf, Sie haben das Wort.

Roland Näf, Bern (SP). Wir haben heute Nachmittag schon ein wenig über Bildung gesprochen, über Angebote, die uns wichtig sind. Ich komme jetzt zu diesem Punkt der Bildung, zu diesem Faktor, von dem der damalige Erziehungsdirektor vor zwei Jahren sagte, es sei das grösste bildungspolitische Risiko im Kanton Bern. Ich gehe davon aus, dass es heute nicht mehr ein Risiko ist, das irgendwo in der Zukunft festgemacht werden kann, sondern dass es heute eine Tatsache ist. Ich habe in der Debatte am Nachmittag gespürt, dass Sie in Ihren Gemeinden sehr gut vernetzt sind. Das wurde bei den

vorherigen Geschäften deutlich. Ich bitte Sie: Fragen Sie in Ihren Gemeinden nach. Gehen Sie zu den Schulleiterinnen und Schulleitern und fragen Sie diese, wie es aussieht mit den Stellenbesetzungen. Gerade der ländliche Raum hat unglaubliche Schwierigkeiten. Ich habe es selber erlebt: Früher war es normal, dass wir sehr, sehr viele Bewerbungen erhielten. Gümligen ist zentrumsnah. Heute können wir Stellvertretungen monatelang gar nicht besetzen. Das will etwas heissen.

Die Frage, die heute in der Debatte wohl diskutiert und von den meisten Fraktionen angesprochen werden wird, ist, weshalb es denn dazu einen Bericht brauche. Wir wissen ja alle, dass wir im Kanton Bern – übrigens teilweise auch in anderen Kantonen, wenn auch vielleicht weniger ausgeprägt – ein Problem mit dem Mangel an Lehrpersonen haben. Vor allem betrifft dies die Volksschulstufe, insbesondere die Primarlehrerinnen und Primarlehrer. Der Auslöser für das Verfassen dieser Motion war, dass kurz nach Beginn des Schuljahres im August eine Medienmitteilung der ERZ publiziert wurde. Im Nachhinein empfinde ich sie wie ein Jubilieren darüber, dass man alle Stellen hatte besetzen können. Das hat mich verärgert. Liebe Kolleginnen und Kollegen, der Mangel von Lehrpersonen ist kein Mengenproblem! Es ist nicht die Frage, ob wirklich jemand morgens um 8 Uhr vor der Klasse steht, wenn der Unterricht beginnt. Entscheidend ist, welche Person dort steht und welche Qualität sie mitbringt. Das ist der entscheidende Faktor. Wir haben hier drin schon oft darüber diskutiert und wissen alle, dass der entscheidende Faktor der Bildungsqualität die Qualität der Lehrperson ist. Spätestens seit der «Hattie-Studie» weiss man das. Sie können irgendein System wählen, wenn jedoch die Lehrperson nicht gut ist, klappt es nicht. Dann ist die Qualität des Unterrichts nicht gut.

Die Probleme, die sich uns bei dieser Frage stellen sind folgende: Es ist heikel für die Erziehungsdirektorin, es ist für alle heikel, die Qualität anzusprechen. Man will die Lehrpersonen, die derzeit im Schuldienst sind, nämlich nicht verletzen. Deshalb ist es fast ein Tabu. Aber wir wissen alle, insbesondere jene, die ein Unternehmen haben: Wenn Sie eine Stelle ausschreiben – es spielt keine Rolle in welchem Gewerbe – und eine einzige Bewerbung haben, die Stelle aber unbedingt besetzen müssen, dann müssen Sie diese Person einfach einstellen. Sie brauchen Sie gar nicht einzuladen. Sie müssen kein Assessment durchführen. Sie können Ihr gleich die Anstellungsverfügung zustellen. Sie müssen Sie einfach nehmen. Und so, liebe Kolleginnen und Kollegen, ergeht es im Moment vielen Schulen im Kanton Bern. Jetzt ist aufgetaucht, dass Umfragen und Erhebungen gemacht werden müssen, wenn man die Fragen beantworten soll, die ich gestellt habe.

Sie sehen, dass ich die Punkte 4–6 zurückgezogen habe. Die vier Punkte, die verbleiben, betreffen Dinge, welche die ERZ erhebt. Wenn sie die Ergebnisse nicht ausgewertet hat, dann hat sie einfach Fragen gestellt, deren Antworten sie gar nicht wissen wollte. Ich gehe davon aus, dass man diese Erhebungen gemacht hat, weil man Fragen hatte. Ein Beispiel: Immer, wenn wir in Schulen Stellen besetzen, erhalten wir ein E-Mail mit einer Onlineumfrage. So werden wir beispielsweise gefragt, wie viele Bewerbungen eingegangen sind. Diese Daten sind vorhanden. Wir melden die Pensen. Wir müssen angeben, wenn wir eine Person haben, welche die Ausbildung nicht gemacht hat. Diese Daten sind vorhanden. Sie sehen es bei den anderen Punkten. Es gibt nichts, das man nicht ausweisen könnte.

Das Wichtigste aber, liebe Kolleginnen und Kollegen, ist, weshalb es diesen Bericht braucht. Es ist der letzte Punkt, Punkt 7. Wir haben jetzt neun Jahre lang – das können Sie nachlesen – eine Expertinnen- und Expertengruppe gehabt, die sich Gedanken dazu machte, was man gegen Lehrerinnen- und Lehrermangel tun könnte. Und ich habe noch nichts gesehen, keine einzige Notiz. Ich denke, nach neun Jahren sollte es möglich sein, ein paar Stichworte zu formulieren und einen Bericht zu verfassen. Auch wenn es ein ganz kurzer ist; dies würde uns reichen. Aber wir brauchen hier Entscheidungsgrundlagen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, helfen Sie mit, damit wir wirklich Grundlagen haben und etwas unternehmen können. Denn in zwei Jahren – das können Sie im «Bildungsbericht Schweiz» nachlesen – wird sich die Situation noch wesentlich verschlimmern, besonders im ländlichen Raum.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Ich erteile für die grüne Fraktion Grossrätin Graf das Wort.

Madeleine Graf-Rudolf, Belp (Grüne). «Lehrermangel – Facts auf den Tisch!». Wir sind von diesem Thema alle direkt betroffen. Wir sind Mütter, Väter, Grossmütter, Onkel, Tanten. Zudem stimmt das Timing heute ganz gut, weil gerade heute in der «Berner Zeitung (BZ)» ein Artikel zum Thema publiziert wurde. Ich bin ganz der Meinung von Roland Näf. Die Fragen, die gestellt wurden, sind mir nicht egal. Wir Grüne wollen Antworten. Wir wollen wissen, welchen Plan die Regierung hat. Wir wollen wissen, wie der Unterricht unserer Schulkinder in Zukunft gewährleistet sein wird. Es kann nicht sein, dass Studentinnen und Studenten, dass Pensionierte, dass Personen ohne die notwendige Ausbildung

unterrichten müssen oder dürfen. Das darf zu keiner Dauerlösung werden. Wir lassen unsere Häuser auch nicht von Lehrlingen bauen. Wir lassen uns auch nicht von Medizinstudenten operieren. Wir wissen doch alle: Die Bildung, eine gute Bildung für unsere Kinder, ist unsere Zukunft. Wir müssen in diese Bildung investieren. Studentinnen haben das Recht auf ihre Ausbildung. Schülerinnen, Kolleginnen, Schulleitungen und Eltern haben ein Anrecht auf gut ausgebildete Lehrpersonen. Wir brauchen jetzt von der ERZ einen klaren Plan, der aufzeigt, wie sie diese Problematik zu lösen gedenkt. In der jetzigen Situation wird mir als Schulleiterin angst und bang.

Annegret Hebeisen-Christen, Münchenbuchsee (SVP). Die SP fordert in ihrer Motion einen Bericht, eine Antwort auf eine Vielzahl von Fragen zum Thema Lehrkräftemangel. Lehrkräftemangel ist ein Thema, das diesen Sommer in aller Leute Munde beziehungsweise fast täglich in den Medien präsent war. Das Thema hat medial im Moment ein wenig an Bedeutung verloren. Die Situation hat sich, auch dank der Sofortmassnahmen seitens der ERZ, im Sommer entschärft. Das momentane Problem – eben zu wenige Lehrkräfte – ist aber noch nicht gelöst. Darin sind wir uns sicher alle einig. Wie aber kann das Problem in nützlicher Frist entschärft, ja, gelöst werden? Die SVP-Fraktion ist der Meinung: nicht mit einem Bericht. Der Regierungsrat geht in seiner Antwort nicht direkt auf jede einzelne von der Motion gestellte Frage ein. Die Antwort ist aus unserer Sicht aber ausführlich und schlüssig. Der Regierungsrat zeigt auf, dass das Problem des Lehrkräftemangel ein sich wiederholendes und auch kein neues ist. Deshalb gibt es denn auch seit fast zehn Jahren die Expertengruppe, die sich dem Thema «Bedarf an Lehrpersonen» dauerhaft annimmt. Der Grund, weshalb es dieses Jahr zu einem Mangel an Lehrkräften kam, können wir der Antwort des Regierungsrates entnehmen. Es sind dies die Einführung des Lehrplans 21, der mehr Lektionen ausgelöst hat, die zunehmenden Pensionierungen, die steigenden Schülerinnen- und Schülerzahlen sowie die gute Wirtschaftslage. Dieser Faktor ist sicher nicht zu unterschätzen. Zielführender als ein Bericht ist unseres Erachtens zum Beispiel das überarbeitete Merkblatt der ERZ oder auch die Möglichkeit der Übernahme unbesetzter Stellen durch Studierende der Pädagogischen Hochschule Bern (PH Bern). Das sind Massnahmen, die sofort greifen, um den akutesten Mangel zeitnah zu beheben. Damit ist aber das Problem noch nicht dauerhaft gelöst. Vielleicht sollten wir es so machen wie die Kantone Genf und Zürich und Mindestpensen einführen. Im Kanton Zürich ist seit dem Schuljahr 2015/16 eine Mindestanstellung von 35 Prozent gesetzlich vorgeschrieben, was etwa zehn Wochenlektionen entspricht. Zürich führt diese Regelung nicht primär wegen des Lehrkräftemangels ein, sondern um die Anzahl Bezugspersonen für Schülerinnen und Schüler zu senken.

Zurück zum Mindestpensum: Gemäss Aussagen des Bildungsforschers Stefan Wolter im Bericht der «BZ» von Ende 2018 ist zu lesen, ich zitiere: «Die effizienteste und einfachste Methode, den Lehrermangel zu bekämpfen, wäre die Einführung von Mindestpensen.» Gemäss Bildungsbericht 2018 hat der Kanton Bern eine der schweizweit höchsten Quoten an Teilpensen. 35 Prozent aller Lehrkräfte haben ein Pensum von weniger als 50 Prozent. Im Artikel steht weiter, Lehrpersonen könnten quasi à la carte ihren Anstellungsgrad frei wählen. Das ändere auch nichts am Problem. Aktuell mache es sich der Kanton Bern selber schwer mit den vielen Teilzeitpensen. Der organisatorische Aufwand für die Schulleitungen sei zudem enorm hoch. Das Einführen von Mindestpensen ist meiner Meinung nach eine Massnahme à discuter – sicher nicht hier und jetzt, aber baldmöglichst in den zuständigen Gremien. Die SVP-Fraktion lehnt die Motion in allen Punkten ab und unterstützt auch kein Postulat.

Daniel Arn, Muri b. Bern (FDP). Wir lehnen diese Motion ab, auch als Postulat. Wir lehnen sie ab, nicht weil wir ein Problem nicht sehen, sondern eben gerade deshalb: weil wir wollen, dass das Problem angegangen wird. Denn diese Motion verlangte ursprünglich einen Bericht zu sieben, jetzt noch zu vier Punkten. Aber sie verlangt einen Bericht. Wir wollen nicht einfach wieder einen Bericht, zu dessen Erstellung gefühlt Jahre vergehen, sondern wir wollen Lösungen. Wenn jetzt ein Bericht in Auftrag gegeben wird, warten wir wieder alle und machen nichts. Nach dem Motto: Wir müssen doch zuerst einmal abwarten, was in dem Bericht drinsteht. In der BiK steht dieser Punkt zuoberst auf der Traktandenliste im Austausch mit der neuen Regierungsrätin. Das Thema wird im Februar 2019 intensiv angepackt. Uns allen ist klar, dass mit den gesamten Anstellungsbedingungen für Lehrer vorwärts gemacht werden muss. Dabei geht es nicht nur um den Lohn. Die Attraktivität des Lehrerberufs soll erhöht werden. Das Problem ist bekannt, und die BiK ist in der Pflicht. Also: Kein weiterer Bericht, Ablehnung der Motion.

Christoph Grimm, Burgdorf (glp). Der Motionär und die SP-Fraktion haben recht. Wir haben einen Lehrermangel. Ja, dem ist so. Ein Bericht, der uns dann unterbreitet wird, wenn sich die Situation

bereits wieder geändert hat, bringt aber niemandem etwas. Zu Punkt 1 haben wir in der Antwort schon bereits relativ viel gehört. Uns reicht es, zu wissen: Ja, wir haben einen Lehrermangel. Und ja, die ERZ ist dabei, etwas zu tun. Punkt 2 schießt massiv über das Ziel hinaus. Kann es denn sein, dass wir bei jedem, bis in die hinterste Gemeinde, wissen, welche Qualifikationen er mitbringt? Damit haben wir noch niemanden neu eingestellt. Damit haben wir in keiner Schulstube jemanden mehr. Zu Punkt 3: Müssen wir hier im Rat wirklich wissen, wer sich wo beworben hat? Das ist doch rein operativ. Gut ist, dass die Punkte 4–6 zurückgezogen wurden. Das müsste für die ganze Verwaltung weitergezogen werden.

Punkt 7 wäre zwar interessant. Aber in der Antwort lesen wir, dass eine Expertengruppe seit zehn Jahren daran ist, genau dieses Problem zu lösen, genau diese Punkte zu klären. Die glp erachtet es als absolut unnötig, in zwei Jahren einen Bericht zu erhalten. Dass ein Lehrermangel besteht, ist uns völlig klar. Wir möchten die ERZ auffordern, zum Beispiel eine Imagekampagne für Lehrer zu machen. Es ist wesentlich, dass der Lehrerberuf wieder attraktiv wird, weil es toll ist, mit jungen Leuten zu arbeiten. Das wäre doch einmal was. Wer an der Veranstaltung der NMS Bern von heute Mittag teilgenommen hat, dem ist das Studienmodell 30+ vorgestellt worden. Ich sage nicht, dass Lehrer keine Bodenhaftung haben. Aber es ist doch wichtig, dass Leute, die quer einsteigen, die mit beiden Füßen auf dem Boden stehen, die die Berufssituation kennen, die auch schon das Leben kennen, dass diese pädagogisch geschult werden. Das ist doch eine Variante.

Fazit: Die glp möchte keinen Bericht, sie lehnt auch ein Postulat ab. Eine persönliche Bemerkung zum Schluss: Die Gemeinde Burgdorf hat kein Klassenzimmer ohne kompetente Leute. Wir haben für jedes Klassenzimmer kompetente Leute gefunden, welche die Kinder gut unterrichten.

Christine Grogg-Meyer, Thunstetten (EVP). Für die Fraktion der EVP ist es unbestritten, dass wir im Kanton Bern aufgrund des Mangels an Lehrkräften ein ernsthaftes Problem haben. Das haben wir jetzt schon von allen gehört. Es ist so. Ich habe es als Schulkommissionspräsidentin unserer Gemeinde hautnah miterlebt. Es ist eine schwierige Situation, wenn sich auf eine offene Stelle als Klassenlehrperson einer Mischklasse der Mittelstufe lediglich zwei Personen bewerben. Die eine zieht sich zurück, weil sie sich für eine andere Stelle entschieden hat. Die andere passt eigentlich nicht wirklich auf das gesuchte Profil. Es ist alarmierend, wenn die Stellen überhaupt nicht besetzt werden können und man Notlösungen treffen muss, um den Schulbetrieb aufrechterhalten zu können. Notlösungen sind Notlösungen und nicht auf Dauer ausgelegt.

Die Situation, in der wir uns momentan befinden, verunsichert die Schulen. Sie bringt Unruhe und Instabilität in den Schulalltag, der eigentlich genug andere Herausforderungen mit sich bringt. Die EVP ist froh und schätzt es, dass die ERZ die Problematik erkannt und Sofortmassnahmen getroffen hat, die auch bereits Wirkung gezeigt haben. Wir wissen, dass sie sich unglaublich einsetzen für die Schulen landauf, landab. So beispielsweise mit Besuchen vor Ort, um sie bestmöglich zu unterstützen. So kommt sie auch zu Erkenntnissen bezüglich der möglichen Ursachen sowie der nötigen und möglichen Massnahmen. Das ist es ja, was hier im Vordergrund steht und was auch Ziel dieses Vorstosses sein sollte, nämlich dass wir Massnahmen auf dem Tisch haben und wissen, wie vorzugehen ist.

Die Motionäre stossen bei der EVP offene Türen ein, wenn es um die gründliche Abklärung der Faktenlage geht. Was hat denn wirklich zur jetzigen Situation geführt? Warum haben wir einen Mangel an qualifizierten Lehrkräften? Die EVP ist der Meinung, dass die Motionäre die richtigen Fragen stellen, um den Ursachen auf die Spur zu kommen. Wir gehen davon aus, dass es zur Beantwortung derjenigen Fragen, die jetzt überhaupt noch zur Diskussion stehen, eben bereits Daten gibt. Diese müssen bloss noch zusammengetragen werden. Es braucht keinen Bericht, dessen Erstellung zwei Jahre dauert. Die Fragen sind die richtigen. Die ERZ kann diese ernst nehmen und ihnen nachgehen. Vielleicht müssen wir uns hier noch belehren lassen. Vielleicht ist es einfach so, dass dergleichen zwei Jahre braucht. Wir haben einen bereits vorliegenden Bericht über die Anstellungsbedingungen von Lehrpersonen. Dieser enthält bereits klare Hinweise darauf, wo man ansetzen kann. Der Regierungsrat sagt auch, dass er diesen nachgehen will. Die EVP-Fraktion will das eine tun und das andere nicht lassen. Das heisst einerseits, sie will diesen Vorstoss mit den verbleibenden Fragen als Motion oder dann eben als Postulat überweisen, andererseits rechtliche Grundlagen schaffen für die Erkenntnisse aus dem Bericht, der bereits vorliegt, oder für das, von dem der Regierungsrat sagt, dort lägen die Ursachen.

Ein Letztes: Wenn wir dann noch mehr Antworten auf die gestellten Fragen haben, dann gilt es, die Ergebnisse offen und ungeschönt zur Kenntnis zu nehmen. Dann gilt es, die wirklich nötigen, wirklich geeigneten, wirklich hilfreichen Massnahmen zu ergreifen, die eine nachhaltig positive Wirkung auf

die Attraktivität dieses Berufs haben, auch wenn das etwas kostet. Dazu kann ich bloss sagen: Es lohnt sich!

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (EDU). Der Lehrkräftemangel in Randgebieten, aber auch auf gewissen Stufen der Volksschule beschäftigt uns natürlich auch. Wir wissen doch alle, was die richtige Lehrerin oder der richtige Lehrer im Leben eines Schülers ausmacht. Der Motionär fordert auch nach Streichung einiger Punkte eine umfangreiche Berichterstattung über viele offene Fragen. Einen solchen Bericht erachten wir nicht als zielführend. Wir unterstützen die Antwort des Regierungsrates, in der er darauf hinweist, dass eine langfristige Prognose kaum möglich ist, dass Unsicherheiten betreffend Pensionierungen, Pensengrössen oder Wirtschaftslage immer eine Herausforderung sein werden. Lösungen sind gefragt. Sie müssen schnell gefunden werden. Die EDU-Fraktion möchte einem kurzfristigen und zielführenden Handlungsspielraum nicht im Wege stehen. Wie wir bereits hier im Ratssaal gesehen haben, werden rasch Lösungen auf den Tisch gebracht, über die man diskutieren kann. Das wollen wir der ERZ auch zumuten. Sie hat die Situation nämlich erkannt. Sie weiss, wie sie mit diesen Themen in den nächsten Monaten und Jahren umgehen muss. Die EDU-Fraktion lehnt aus diesem Grund die Motion ab, auch wenn sie in ein Postulat gewandelt wird.

Vania Kohli, Bern (BDP). Wollen wir, liebe Kolleginnen und Kollegen, die Verwaltung, also die ERZ, mit der Beantwortung dieser vielen Fragen wirklich zwei Jahre beschäftigen und 2020 die Antworten erhalten, die eigentlich das Jahr 2018 betreffen? Denken Sie, diese Antworten bringen uns dann weiter? Nein. Die BDP-Fraktion will in zwei Jahren nicht wie Faust sagen müssen: «Da steh ich nun, ich armer Tor! Und bin so klug als wie zuvor.» Nein. Wir sind überzeugt, dass die bereits 2009 eingesetzte Expertengruppe sich seriös mit diesen Fragen beschäftigt, sie analysiert und entsprechende Massnahmen auch entwirft, vorschlägt und einleitet. Zudem haben wir vor einem Jahr hier im Ratssaal den Bericht «Anstellungsbedingungen [der Lehrkräfte] im interkantonalen Vergleich» beraten. Dieser bildet eine gute Grundlage. Die BDP ist durchaus der Meinung, dass doppelt genäht besser hält. Aber in diesem Fall sind wir auch der Meinung, dass das Geld, das wir für diesen Bericht ausgeben würden, in der Verwaltung anders, besser verwendet werden kann. Deshalb lehnen wir nicht nur die Motion einstimmig ab, sondern wir würden auch ein Postulat einstimmig ablehnen.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Bütikofer das Wort.

Stefan Bütikofer, Lyss (SP). Die Fraktion SP-JUSO-PSA stimmt der vorliegenden Motion zu. Wir denken, es ist wichtig, dass wir endlich Klarheit darüber erlangen, wie das Problem des Lehrermangels überhaupt aussieht. Wir wissen aus den Medien, dass es schwierig ist, Stellen zu besetzen, dass zum Teil Lehrkräfte unterrichten, die nicht die nötige Qualifikation haben. Wir haben es gerade heute wieder in der «BZ» lesen können. Aber um wie viele Stellen es geht, wissen wir nicht. Im Gegensatz zum Regierungsrat gehen wir auch nicht davon aus, dass es zwei Jahre dauert, bis der Bericht fertig ist, und dass deshalb wichtige Aufgaben liegen bleiben.

Die Zahlen, die wir gerne hätten, sind vorhanden oder können ganz einfach bei den Schulinspektoren und Schulinspektorinnen erhoben werden. Und ganz wichtig: Es fehlt eine Auslegeordnung darüber, welche Lösungen möglich sind. Punkt 7 ist deshalb besonders wichtig und muss unbedingt überwiesen werden. Wie gesagt: Es geht nicht um Massnahmen oder darum, die Lösung zu verzögern, sondern es geht darum, zu wissen, wie gross das Problem ist. Wir bitten Sie deshalb, hier nicht wegzuschauen, sondern im Gegenteil genau hinzuschauen, damit wir die nötigen Grundlagen erhalten, um aktiv werden zu können. Sollte es so sein, dass die Verwaltung mit der Beantwortung der Fragen überfordert ist, insbesondere jetzt, nachdem die Punkte 4–6 gestrichen worden sind, müsste man dringend auf die Planungserklärung Brönnimann zurückkommen und den Stellenabbau rückgängig machen. Wir brauchen eine Verwaltung, die uns diese Antworten liefern kann. Der Regierungsrat braucht diese auch. Anders können wir nicht arbeiten.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprecherinnen. Ich erteile Grossrätin Fisli das Wort.

Karin Fisli, Meikirch (SP). Vorab gebe ich meine Interessensbindungen bekannt. Ich bin Mitglied der Leitungskonferenz des Berufsverbands Bildung Bern und bin seit dreizehn Jahren Primarlehrerin. Die Bildung liegt mir am Herzen. Als Primarlehrerin ist das mein Thema. Was im Moment im Kanton Bern passiert, ist eine Katastrophe. Gerade heute war in der «BZ» zu lesen, dass mehrere Hundert Primarlehrpersonen ohne Diplom unterrichten, fachfremd sind oder auf der falschen Stufe unterrichten.

Gehen Sie zu einem Arzt, der kein Diplom hat, und lassen sich am Herzen operieren? – Ich denke nicht. Aber in der Schule kann man so etwas machen. Ist es wirklich so. Stimmt das, was in der «BZ» steht? Das möchte ich wissen. Und genau deshalb sollte man diese Motion unterstützen. Ich sehe aber, dass diese Motion ziemlich sicher bachab geht. Deshalb nehme ich alle meine Vorrednerinnen und Vorredner beim Wort, dass sie sich in Zukunft wirklich und ernsthaft für uns Primarlehrerinnen und Primarlehrer einsetzen.

Sarah Gabi-Schönenberger, Schwarzenburg (SP). Ich möchte zwei Dinge zum Lehrermangel loswerden. Annegret Hebeisen hat sich vorhin zu den Mindestpensen geäußert. Ich möchte zu bedenken geben, dass die Einführung von Mindestpensen mit Vorsicht zu geniessen ist. Das kann sehr schnell das Gegenteil bewirken. Dann nämlich, wenn die vorwiegend weiblichen Teilzeitangestellten in der Folge ganz wegbleiben. Zweitens: Es wäre gut, die ERZ und die PH würden das Potenzial der bereits ausgebildeten Lehrkräfte, die beispielsweise aufgrund von Mutterschaft oder Elternauszeit nicht mehr in der Schulstube tätig sind, nicht unterschätzen. Gerade diese Gruppe potenzieller Wiedereinsteiger wird im Kanton Bern noch zu wenig umfassend verfolgt, auch von der PH. Ich habe das selber nachverfolgt und Diskussionen geführt. Hier wären gezielte Massnahmen möglich und sinnvoll.

Präsident. Als letzter Einzelsprecherin erteile ich Sabina Geissbühler von der SVP das Wort.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (SVP). Ich bin hier im Rat wohl diejenige Lehrkraft mit der längsten Erfahrung im Unterrichten. Deshalb habe ich auch all diese Reformen erlebt, die es bis vor zwei Jahre gab. Deshalb möchte ich hier meine Meinung zum Lehrermangel kundtun. Ich bin der Meinung, dass der Lehrermangel die Folge der Beschlüsse ist, die hier im Ratssaal getroffen wurden. Ich begründe meine Aussage: Für mich war der Lehrerberuf, insbesondere auf der Unter- und Mittelstufe, ein Traumberuf. Ich habe die Kinder in ganz verschiedenen Situationen kennen und verstehen lernen können, zum Beispiel beim Erarbeiten von Musicals, in Bewegungswochen, Gesundheitswochen, in persönlichen Gesprächen, und insbesondere bei der Anteilnahme an ihren Sorgen, Problemen und natürlich auch den Hobbies.

Durch die Schulreformen sind die Lehrpersonen zu Lehrbegleitern oder Coaches degradiert und durch Kunstschaffende, Sozialarbeitende, Förderlehrpersonen ersetzt worden. Das löst aber viel Absprachen, Sitzungen, Konferenzen und vor allem sehr viele administrative Arbeiten aus. Damit ist der Lehrerberuf, der sehr attraktiv war, nicht mehr attraktiv. Ich kenne verschiedene Lehrpersonen, die gekündigt haben, weil sie sagten, sie wollten unterrichten und keinen Papierkram zu erledigen und Sitzungen abzuhalten haben. Ein grosser Fehler war sicher auch – ich habe das damals bekämpft –, dass die zukünftigen Lehrpersonen der Vorschule und Unterstufe über die Matura verfügen müssen. So verlieren wir ganz viele begabte Lehrkräfte. Es geht mir heute eigentlich nicht um Schuldzuweisungen, schon gar nicht gegenüber der ERZ. Es geht mir darum, dass wir uns bei Geschäften vermehrt mit den Folgen dessen auseinandersetzen, was wir hier drin beschliessen. Wir haben nämlich hier drin bei diesen Reformen sehr vieles beschlossen, das von sehr grosser Tragweite ist. Ein Resultat davon ist jetzt eben der Lehrermangel.

Präsident. Ich erteile der Erziehungsdirektorin das Wort zu.

Christine Häsler, Erziehungsdirektorin. Der Regierungsrat stimmt dem Motionär zu, wenn er fordert, dass der Stellenbesetzung viel Aufmerksamkeit geschenkt werden muss. Die ERZ stimmt ihm sowieso zu. Denn wir wissen, wie viel Aufmerksamkeit dem Thema zu schenken ist, und das tun wir auch. Im aktuellen Schuljahr war die Stellenbesetzung tatsächlich deutlich schwieriger als im Vorjahr. Gründe sind die Einführung des Lehrplans 21, die zunehmenden Pensionierungen – dort hat es grosse Jahrgänge – sowie die steigenden Schülerinnen- und Schülerzahlen. Auch da hat es grosse Jahrgänge. Dank dem Engagement der Schulleitungen, der Lehrkräfte, der Behörden, der PH und der NMS haben alle Stellen besetzt werden können. Durch die Information der Schulleitungen über verschiedene Sofortmassnahmen haben in zwanzig Schulen Studierende der PH Bern und der NMS unbesetzte Stellen übernommen. Das ist nicht selbstverständlich. Wir sind allen Beteiligten, die dazu beitrugen, dass dies möglich wurde, sehr dankbar für die gute und sehr engagierte Zusammenarbeit. Wir haben gerade letzte Woche die jungen Lehrkräfte, die jetzt im Einsatz sind, zu einem kleinen Dankes Anlass eingeladen. Die Mehrheit hat die Einladung angenommen. Wir haben mit diesen jungen Lehrkräften gute Gespräche führen können. Sie haben erklärt, wie es ist, bereits in ihrem Beruf eingesetzt zu werden, wie gut sich das in die Schule einfüge, die sie selber besuchten, wie gut die

Zusammenarbeit mit anderen Lehrkräften sei, aber auch mit den Behörden.

Aber es ist völlig klar: Diese Situation muss man sehr ernst nehmen. Und sie wird voraussichtlich auch in den nächsten Jahren angespannt bleiben. Es ist allerdings schwierig, genaue Zahlen vorauszusagen. Zu viele Faktoren beeinflussen die Situation. Da ist einmal die persönliche Entscheidung für eine vorzeitige Pensionierung, oder die Pensengrösse der einzelnen Lehrkräfte. Aber es ist nicht zuletzt auch die Wirtschaftslage. Es ist wichtig, dass man zeitnah und richtig reagieren kann. Die Lehrkräfte, die Schulen und die Gemeinden müssen einbezogen werden, weil die Stellenbesetzung nämlich dort erfolgt. Bei einer Annahme der Motion besteht tatsächlich das Risiko, dass wir lange auf einen solchen Bericht warten müssten. Und dies nicht, weil die ERZ dermassen lange braucht, um diese Informationen zusammenzutragen und zu erarbeiten. Wir kennen auch den politischen Prozess. Er trägt auch dazu bei, dass ein Bericht nicht einfach innert nützlicher Frist da ist. Das birgt das Risiko, dass notwendige Massnahmen – und es sind notwendige Massnahmen, denen wir uns jetzt widmen möchten – auf den Zeitpunkt nach der Beratung des geforderten Berichts verschoben würde, vor allem dann, wenn es vielleicht auch etwas kostet. Es wird deshalb, wie in den Vorjahren auch, die Aufgabe der ERZ sein, aber auch der vielen guten Partnerinnen und Partner, die wir in der Bildungslandschaft haben, diese Situation und die laufenden Massnahmen immer wieder zu analysieren und umzusetzen. Man muss sie möglichst schnell umsetzen und nicht erst prüfen, zusammentragen und nachher schauen, was man machen könnte. Viele Massnahmen werden bereits umgesetzt. So werden seit letztem Sommer Einstiegerinnen und Einstieger in den Beruf unterstützt. Ab nächstem Sommer profitieren davon zusätzlich auch Wiedereinsteigende, Studentinnen und Studenten. Zudem haben viele Lehrpersonen ihren Beschäftigungsgrad erhöht und damit dazu beigetragen, dass man die Situation entschärfen konnte. Ab Sommer 2019 lanciert die PH ein Pilotprojekt, bei dem Studierende am Institut Vorschulstufe und Primarschulstufe das Studium in vier anstatt in drei Jahren absolvieren und in den letzten beiden Jahren studienbegleitend bereits unterrichten können. Das scheint uns eine sehr wertvolle Lösung, gerade auch nach den Gesprächen mit den jungen Lehrkräften, die im Einsatz waren.

Ich möchte mich noch kurz zum «BZ»-Artikel äussern, der mehrfach erwähnt worden ist. Nein, es ist nicht so, dass Hunderte schlechte, nicht ausgebildete Lehrerinnen und Lehrer im Einsatz sind. Nein, das ist definitiv nicht so, im Gegenteil. Es ist im Kanton Bern so – das möchte ich auch zur Qualität sagen –, dass Tausende sehr gute, sehr kompetente und sehr engagierte Lehrkräfte am Arbeiten sind. Aber es ist so, dass rund 14 Prozent der Vollzeiteinheiten, also nicht von den Personen, einen Abzug bei ihrem Gehalt von 10 Prozent haben, weil sie nicht das geforderte Patent für die Stufe haben, die sie unterrichten. Das muss aber nicht in jedem Fall heissen, dass jemand auf einer höheren Stufe arbeitet und das Patent für eine tiefere Stufe hat. Das kann auch gerade der umgekehrte Fall sein. Nur 3 Prozent der Vollzeiteinheiten – auch hier wieder sind damit nicht Personen gemeint – haben einen Abzug von 20 Prozent auf ihrem Gehalt, weil sie keine pädagogische Ausbildung haben. Und diese unterrichten in ganz vielen Fällen zum Beispiel Musik, weil sie Musikerinnen und Musiker sind, eben nicht Lehrkräfte. Oder sie unterrichten Sport, weil sie eine Ausbildung in diesem Bereich haben, und nicht Lehrkräfte sind. Das gehört auch noch in die Gesamtbetrachtung des heutigen «BZ»-Artikels.

Es ist mir sehr wichtig, all jenen zu danken, die dazu beigetragen haben, dass wir die schwierige Situation im letzten Sommer einigermaßen lösen konnten. Und ich gebe zu: einigermaßen. Natürlich ist es schwierig, auch für die ERZ und für die Verantwortlichen ist es überall schwierig, wenn man es nicht so lösen kann, dass man dauerhaft unter den allerbesten der besten Bewerbungen auswählen kann. Aber ich möchte allen danken, die dazu beigetragen haben, dass in allen Schulklassen im Kanton Bern unterrichtet werden konnte. Nicht zuletzt, das dürfen wir hier drinnen auch nicht vergessen, ist für die Lehrkräfte die Attraktivität der Anstellungsbedingungen etwas besonders Wichtiges. Hier liegt mit dem Bericht «Anstellungsbedingungen der Lehrkräfte im interkantonalen Vergleich», welcher vom Grossen Rat in der Märzsession 2017 sehr intensiv beraten wurde, eine gute Grundlage vor. Wir wissen, dass wir einen grossen Unterschied bei den Lehrergehältern im Kanton und in anderen Kantonen haben. Da besteht Handlungsbedarf. Darum müssen wir uns zu gegebener Zeit möglichst rasch kümmern. Der Regierungsrat ist bereit, die Motion als Postulat anzunehmen. Denn wir sind mit dem Motionär absolut einig, dass man genau hinschauen muss, dass man sehr aufmerksam sein muss und sich auch um jene Fragen kümmern muss, die er gestellt hat. Wir wollen aber Massnahmen ergreifen, handeln können und nicht Zeit und Ressourcen in einen Bericht investieren und dann abwarten, was aufgrund des Berichts geschieht.

Präsident. Ich erteile dem Motionär, Grossrat Näf, das Wort.

Roland Näf, Bern (SP). Ich steige jetzt gleich mit der Tabu-Frage ein. Ich musste schmunzeln bei den Ausführungen von Christoph Grimm, wonach es in Burgdorf ausschliesslich gute Lehrerinnen und Lehrer gebe. Es ist einfach so: Wenn Sie in irgendeiner öffentlichen Funktion sind, die mit Bildung zu tun hat, können Sie nicht öffentlich sagen, es stimme mit der Qualität nicht. Aber in meinem Alter – ich bin nicht mehr so weit entfernt von der Pensionierung – geniesse ich eine gewisse Narrenfreiheit. Und ich sage Ihnen: Es stimmt nicht mit der Qualität. Es gibt wahnsinnig viele gute Lehrerinnen und Lehrer, aber es gibt zunehmend schlechte Lehrerinnen und Lehrer. Das muss ich Ihnen einfach sagen. Auch in Burgdorf, obwohl Christoph Grimm das nicht wissen will. Soviel zur Frage der Qualität. Sie haben sehr viele Vorschläge vorgebracht. Vielen Dank. Eine Imagekampagne machen, mehr Studierende einsetzen, eine Auslegeordnungen machen und Lösungen mit Mindestpensen sind genannt worden. Es gibt sehr viele kreative Lösungen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich muss sagen: Zu solch schwierige Fragen – die Erziehungsdirektorin hat gesagt, es seien viele Faktoren beteiligt – möchte ich doch auch Expertinnen und Experten hören. Das muss ich einfach sagen. Es ist schon ein wenig kompliziert. Das finde ich selber, der ich doch auch ziemlich erfahren bin im Bildungsbereich. Auch ich wäre überfordert, wenn ich das einfach liefern sollte. Und das wünsche ich mir von einem Bericht: Dass wir konkrete Rezepte auf dem Tisch haben. Liebe Kolleginnen und Kollegen, zwei Jahre zu brauchen, für das, was ich hier fordere, das geht wirklich nicht! Diese braucht es ganz bestimmt nicht. Das glaube ich einfach nicht.

Ich komme zum Schluss: Ich hoffe einfach, Sie verfolgen nicht irgendeinen versteckten Plan. Diejenigen, die jetzt gar keinen Bericht wollen, die Antworten gar nicht kennen wollen, sollten bereits ein wenig vorausdenken. Wir wissen alle: Jede Massnahme, die wir hier gegen den Lehrerinnen- und Lehrermangel ergreifen werden, wird kosten. Ist es denn nicht so, dass Sie einfach Angst davor haben, liebe Kolleginnen und Kollegen? Ich weiss, dass diese Forderung nach einem Bericht jetzt abgelehnt werden wird. Diese Motion wird zweifelsohne abgelehnt. Daran zweifle ich nicht. Aber, zu jenen, welche jetzt eine schnelle Lösung wollen: Halten Sie dann Lei, wenn die ersten Massnahmen hier auf den Tisch kommen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung über die Motion. Sie wird in allen noch verbliebenen drei Punkten als Motion aufrechterhalten. Die Punkte 4–7 wurden zurückgezogen. Ich korrigiere: Zurückgezogen sind die Punkte 4–6. Gut. Wir stimmen ab über die Punkte 1–3. Wer diese Punkte als Motion annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1–3 und 7)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	50
Nein	89
Enthalten	2

Präsident. Sie haben die Punkte 1–3 und 7, damit ich es ganz klar gesagt habe, als Motion abgelehnt mit 89 Nein- zu 50 Ja-Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Wir haben Gäste auf der Tribüne. Es sind Gäste der Grossrätin Josi. Es ist eine Gruppe politisch interessierter Frauen aus der Region Spiez, die unseren Ratsbetrieb besuchen. Und, wer weiss: In der nächsten Legislatur sitzt vielleicht die eine oder andere hier unten. Herzlich willkommen! (*Applaus*)

Motion 037-2018 Fuchs (Bern, SVP)**Im Notfall rasch und richtig handeln – Berner Schüler als Laienhelfer!****Richtlinienmotion mit Ausnahme von Ziffer 2**

Präsident. Wir fahren weiter mit dem Traktandum 57: «Im Notfall rasch und richtig handeln – Berner Schüler als Laienhelfer!». Es handelt sich um eine Richtlinienmotion; diese wurde von Grossrat Fuchs eingereicht und wird heute von Grossrätin Hebeisen vertreten. Grossrätin Hebeisen, Sie haben das Wort.

Annegret Hebeisen-Christen, Münchenbuchsee (SVP). Ich darf hier sozusagen ein Erbstück vortragen. Thomas Fuchs hat in Punkt 1 gefordert, dass die Erste-Hilfe-Ausbildung an Schulen Pflichtfach werden soll. In der Antwort des Regierungsrates ist zu vernehmen, dass er diesen Punkt ablehnt, weil die verbindliche Aufnahme der Erste-Hilfe-Ausbildung den Rahmen des Lehrplans sprengen würde. Die Wichtigkeit des Themas sei dem Regierungsrat aber durchaus bewusst. Die Einführung der Erste-Hilfe-Ausbildung als Pflichtfach, das muss auch ich sagen, damit wäre das Fuder beim Lehrplan 21 wohl definitiv überladen. Aber die Wichtigkeit des Themas Erste Hilfe könnte von den Lehrkräften zum Beispiel im dritten Zyklus des Fachs »Natur, Mensch, Gesellschaft (NMG)« behandelt werden, etwa in geeigneter Form im Fach »Ethik, Religion, Gemeinschaft«. Damit würden die Schülerinnen und Schüler mit den Grundsätzen der Ersten Hilfe vertraut gemacht und sensibilisiert.

Die Schweizerische Rettungsflugwacht (Rega) und die Samaritervereine haben ein Projekt, bei dem es darum geht, dass Schülerinnen und Schüler das Leisten Erster Hilfe erlernen. Dies ermöglicht ihnen dann auch, bei Unfällen auf dem Pausenplatz, bei Sportveranstaltungen, auf der Schulreise, aber auch in der Freizeit im Ernstfall erste Massnahmen zu treffen sowie rasch und kompetent Hilfe zu leisten. Damit solche Angebote an der Volksschule im Kanton Bern aufrechterhalten bleiben oder ermöglicht werden können und die Schulleitungen Lehrkräfte und Schüler weiter für dieses wichtige Thema sensibilisieren, wandle ich den Vorstoss in ein Postulat. Damit soll erreicht werden, dass Erste Hilfe an den Schulen ein Dauerthema oder mindestens ein Thema bleibt. Weiter wäre es wichtig, dass das Amt für Kindergarten und Volksschule regelmässig in dessen Newsletter die Schulleitungen und Lehrkräfte auf das Thema Erste Hilfe aufmerksam macht. Bei Punkt 2 bin ich mit der Antwort des Regierungsrates einverstanden und somit auch mit Annahme und gleichzeitiger Abschreibung dieses Punkts der Motion.

Präsident. Punkt 1 ist in ein Postulat gewandelt worden. Bei Punkt 2 ist der Antrag auf Annahme und Abschreibung von der Motionärin unbestritten. Somit diskutieren wir noch über diese beiden Punkte. Ich erteile den Fraktionen das Wort. Für die BDP-Fraktion hat Grossrätin Gygax das Wort.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (BDP). Thomas Fuchs beziehungsweise jetzt Annegret Hebeisen, greift mit der Motion ein Thema auf, das sicher eine Diskussion wert ist. Es wäre wirklich wünschenswert, dass alle Menschen, ob gross oder klein, eine Erste-Hilfe-Ausbildung genossen haben. Wenn diese im Lehrplan der Volksschule Platz fände, wäre es zumindest ein Anfang. Es wäre aber immer noch keine Garantie dafür, dass in einem Notfall richtig und schnell genug gehandelt würde. Es gibt auch noch viele andere Themen und Bereiche, bei denen es wünschenswert wäre, wenn sie im Lehrplan von Schülern genügend Platz fänden, weil sie für das Leben eine wichtige Grundlage bieten. Die Regierung sagt es in ihrer Antwort aber richtig, und die BDP schliesst sich deshalb dieser Antwort auch einstimmig an: Die Schule als solche kann nicht alle Anliegen und Ansprüche der Gesellschaft aufnehmen und abdecken. Der Schulpflichtstoff ist in jeder Alterskategorie breit und dicht. Die zeitlichen Ressourcen sind beschränkt. Kompetenz in Erster Hilfe kann aber problemlos über einen Verein vermittelt werden. Ein Samariterverein beispielsweise ist sicher in der Lage, altersgerechte Kurse zu gestalten. Interessierte Kinder und Jugendliche sind in der Lage, die Teilnahme selber zu organisieren. Die BDP hat mit Erstaunen zur Kenntnis genommen, dass der Nothelferkurs von verschiedenen Strassenverkehrsämtern als unwichtig erachtet wird und deshalb abgeschafft werden soll. Die BDP ist froh, dass der Regierungsrat diese Haltung nicht teilt und sich dem Bund gegenüber entsprechend geäussert hat. Aus Sicht der BDP soll der Nothelferkurs weiterhin eine Bedingung zum Erlangen eines Lernfahrausweises sein. Wir danken deshalb der Regierung für

die entsprechende Vernehmlassungsantwort. Die BDP wird die Motion beziehungsweise auch das gewandelte Postulat wie die Regierung beantworten: Wir lehnen es ab. Ich danke Ihnen, wenn Sie dies auch tun.

Madeleine Graf-Rudolf, Belp (Grüne). Einführung von Erster Hilfe als Ausbildung, als Pflichtstoff an der Volksschule: Ich finde es sehr wichtig, dass wir Nothilfe-Kurse an der Volksschule anbieten. Ich bin derselben Meinung, die der Regierungsrat kommuniziert, nämlich, dass man nicht alle Anliegen in den Lehrplan 21 aufnehmen kann. Konkret betrifft das jetzt den Fall des Nothelferkurses. Ich unterstütze aber, dass die wichtige Ausbildung im freiwilligen Angebot der Schule oder in den Projektwochen aufgenommen und angeboten werden soll. Wir folgen darin dem Postulat. Hingegen begrüssen wir den zweiten Teil, nämlich die Beibehaltung der Pflicht zur Absolvierung des Nothelferkurses zum Erlangen des Fahrausweises. Wir sind froh, dass der Regierungsrat die Absolvierungspflicht auch unterstützt.

Christoph Grimm, Burgdorf (glp). Die glp-Fraktion schliesst sich der Regierung an. Der Lehrplan 21 lässt den Spielraum offen. Und der zweite Punkt ist ja auch auf eidgenössischer Ebene geregelt. Wir folgen also der Empfehlung der Regierung.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Egger das Wort.

Ulrich Egger, Hünibach (SP). Auch meine Fraktion unterstützt den Regierungsrat in beiden Punkten. Ich möchte Ihnen ein Beispiel geben, wie wir es an unserer Schule machen. Wir bieten in den 9. Klassen gemeinsam mit dem Elternrat den Erste-Hilfe-Kurs an. Es gibt auch die Möglichkeit, dass erwachsene Personen die Ausbildung zur Auffrischung besuchen. Durchgeführt wird er gemeinsam mit dem Samariterverein. Er wird sehr gut besucht. Es ist auch das richtige Alter, wenn man den Kurs in der 9. Klasse absolviert. Bitte unterstützen Sie den Vorschlag der Regierung.

Andreas Schüpbach, Huttwil (SVP). Der Motionär hat bei seinem Vorstoss zweifelsfrei ein ganz wichtiges Thema angestossen. Erste Hilfe zu leisten, ist nicht ganz so einfach, wie es auf den ersten Blick den Anschein macht. Das wissen Sie alle. Deshalb schadet eine diesbezügliche Ausbildung nie. Ahnungslos und ganz unvorbereitet kann man von einer Sekunde auf die andere mit einem solchen Ereignis konfrontiert sein und sollte dann möglichst schnell Erste Hilfe leisten können. Dann ist es gut, wenn man gewisse Vorkenntnisse hat und mit der nötigen Ruhe helfen kann, bis Fachkräfte vor Ort sind. Wenn in der Schule eine erste, vielleicht auch relativ geringe Sensibilisierung zum Thema mit auf den Weg gegeben wird, ist das sicher nicht schädlich. Deshalb ist unsere Fraktion der Meinung, ein diesbezügliches Postulat würde nicht schaden. Wir empfehlen Ihnen deshalb dessen Annahme. Für den Punkt 2 empfehlen wir ebenfalls Annahme, aber mit Abschreibung.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (EDU). Ich bin wieder einmal da, liebe Kolleginnen und Kollegen. Wer sich schon einmal in einer Notsituation befand, in der Erste Hilfe geleistet wurde, weiss, wie wichtig es ist, dass man kompetent und sicher reagieren kann. Es ist sicher nicht schlecht, wenn man schon relativ früh ein Basiswissen aufbauen kann. Bei allem Goodwill und aller Sympathie gegenüber Thomas Fuchs, verstehen wir aber auch die Vorbehalte des Regierungsrates, der Schwierigkeiten sieht, dies in den Lehrplan aufzunehmen und zu einem Obligatorium zu machen. Wie wir gerade gehört haben, können es besonders interessierte Klassen heute schon tun, in der 9. Klasse oder anlässlich einer Projektwoche. Mit dem Wandeln in ein Postulat unterstützen wir den Punkt 1, weil uns wichtig ist, dass er geprüft wird. Bei Punkt 2 empfehlen wir Annahme und Abschreibung, wie es auch der Regierungsrat vorschlägt.

Virginie Heyer, Perrefitte (FDP). Je ne vais pas répéter les bons arguments de mes collègues. Je veux simplement vous dire que le PLR rejette également le postulat pour le point 1, et adoptera et classera le point 2.

Christine Grogg-Meyer, Thunstetten (EVP). Ich mache es auch relativ kurz. Wir teilen die Meinung des Regierungsrates zu diesem Vorstoss und lehnen den ersten Punkt ab; den zweiten Punkt nehmen wir an und schreiben ihn ab.

Kurz zum ersten Punkt: Die Erste-Hilfe-Ausbildung zum Pflichtstoff in der Schule zu machen, lehnen wir ab. Der neue Lehrplan wurde sehr sorgfältig und überlegt erarbeitet und sollte nicht schon jetzt

wieder geändert werden. Der Ausgewogenheit der Kompetenzen, also den Fähigkeiten und Fertigkeiten, die sich ein Kind auf den verschiedenen Schulstufen aneignen muss, ist dort Rechnung getragen worden. Deshalb erachten wir eine Erste-Hilfe-Ausbildung als Pflichtstoff für nicht nötig. Wie wir bereits gehört haben, kann der Stoff aber ganz gut in den Unterricht eingebaut werden. Überlassen wir es doch einfach den Schulen und den Lehrpersonen, ob und wie sie das Thema einbauen wollen. Wir haben schliesslich auch schon andere Ideen hier auf dem Tisch gehabt, etwa Tastaturschreiben oder Selbstverteidigungskurse. Wir wollen es so belassen, wie es ist. Es ist gut so.

Präsident. Ich erteile der Erziehungsdirektorin das Wort.

Christine Häsler, Erziehungsdirektorin. Das ist durchaus ein wichtiges Thema, das der Motionär hier aufgegriffen hat. Im Falle eines Herz-Kreislauf-Stillstands muss es tatsächlich schnell gehen, und da sind alle hilfreich, die mithelfen können, Leben zu retten. Das haben auch die Berner Schulen erkannt. Im aktuellen Schuljahr haben bereits zweiundzwanzig Schulen Nothilfekurse durchgeführt. Diese organisieren sie entweder zusammen mit Samariternvereinen, dem Roten Kreuz oder mit der Schweizerischen Lebensrettungsgesellschaft. Das Amt für Kindergarten, Volksschulen und Beratung hat diese Schulen mit 53 000 Franken unterstützt. Aber auch 273 Einzellehrpersonen haben sich auf diesem Gebiet weitergebildet. Diesbezüglich wurden Kursgelder in Höhe von 33 000 Franken zurück-erstattet.

Eine Motion enthält immer einen konkreten Motionstext. Zur Forderung, die der Motionär damals eingereicht hat, eine Erste-Hilfe-Ausbildung als Pflichtstoff einzuführen, müssen wir wirklich sagen: Das geht nicht. Wir müssten diese nämlich als Pflichtfach in den Lehrplan 21 aufnehmen. Der Lehrplan 21 wurde erst vor wenigen Monaten eingeführt, wie Sie alle wissen. Wir wollen ihn und damit die Lehrkräfte nicht schon wieder mit neuen Themen überhäufen. Aber ich kann mir gut vorstellen, dass die ERZ die Schulen weiterhin, zum Beispiel via Newsletter, für diese Thematik sensibilisiert. Ich kann mir weiter vorstellen, dass wir die Schulen ermuntern, auch zukünftig im Rahmen ihrer Weiterbildung die bestehenden Angebote zu nutzen. Schliesslich kann ich mir auch vorstellen, dass das Amt für Kindergarten, Volksschule und Beratung helfen kann, Kursgelder mitzutragen, solange sie sich in diesem Rahmen bewegen. Das können wir gerne tun. Aber ein obligatorischer Pflichtstoff sollte es nicht sein, auch nicht mittels eines Postulats. Wenn das Postulat verlangt, dass man mit dieser Sensibilisierung, mit der Unterstützung der bestehenden Angebote, die ich aufgezählt habe, das richtige Signal sendet, dann könnte ich auch mit einem Postulat leben. Aber die Regierung hat klar gesagt, der Punkt 1 sei abzulehnen, weil er den Lehrplan überlastet. Ich könnte dann mit dem Postulat leben, wenn Sie alle genau hingehört haben und wissen, dass es keinen Pflichtlehrstoff gibt. Das ist nicht möglich. Damit würden wir wirklich alle überfordern. Aber eine Sensibilisierung und ein weiterer Einsatz der bestehenden Angebote, das kann ich mir vorstellen.

Präsident. Wir stimmen punktweise ab. Wer diese Motion in Punkt 1 als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	45
Nein	83
Enthalten	2

Präsident. Sie haben den Punkt 1 als Postulat abgelehnt mit 83 Nein- zu 45 Ja-Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Wir kommen zur Abstimmung über den Punkt 2, Annahme als Motion und gleichzeitige Abschreibung. Wer dem zustimmt, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2 bei gleichzeitiger Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 127

Nein 2

Enthalten 1

Präsident. Sie haben den Punkt 2 angenommen und gleichzeitig abgeschrieben mit 127 Ja- zu 2 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung.

Geschäft 2018.RRGR.207

Motion 072-2018 Kullmann (Hilterfingen, EDU)

Prävention im Bereich Loverboy-Problematik und Menschenhandel an Schulen
Richtlinienmotion

Präsident. Das Traktandum 58 ist per Ordnungsantrag auf die Märzsession verschoben worden.

Debatte über den Ordnungsantrag siehe Nachmittagssitzung vom 19. November 2018.

Geschäft 2018.RRGR.228

Motion 082-2018 Gerber (Hinterkappelen, Grüne)

Offene Turnhallen für Vereine
Richtlinienmotion

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 59, einer Motion: «Offene Turnhallen für Vereine». Es handelt sich um eine Richtlinienmotion. Ich erteile dem Motionär, Grossrat Gerber, das Wort.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). YB ist seit Wochen auf Platz 1 in der Super League, Thun auf Platz 3. Biel, Bern und Langnau stehen in der oberen Hälfte der Tabelle der höchsten Eishockey-Liga. Wacker Thun spielt in der Champions League, der BSV Bern in der Euro-League im Handball. Es gibt in der Schweiz keinen anderen Kanton, der in den drei wichtigsten Mannschaftssportarten so erfolgreich ist wie der Kanton Bern. Wir alle sind ein wenig stolz darauf. Mannschaftssport ist eine Lebensschule. Jeder lernt dort gewinnen, verlieren, Verantwortung zu übernehmen und Rücksicht zu nehmen. Sport spart längerfristig auch Gesundheitskosten. In der Sportstrategie wird auf fehlende Infrastruktur, sprich auf zu wenig Hallen, hingewiesen. Wir leisten uns, dass die teuerste Infrastruktur, die wir haben, dreizehn Wochen pro Jahr geschlossen ist. Das verstehe ich nicht. Es ist klar, dass die Hallen für eine Grundreinigung auch einmal geschlossen sein müssen. Aber ich denke, dafür reichen vierzehn Tage aus. Auch über Weihnachten und Neujahr sollen sie geschlossen bleiben. Damit bleiben noch neun bis zehn Wochen. Ich kann mir nicht vorstellen, dass eine Turnhalle, wenn sie während der Ferienzeit abends zwischen 17 Uhr und 22 Uhr von Vereinen genutzt wird, anschliessend während acht Stunden gereinigt werden muss. Das kann ich mir schlicht nicht vorstellen. In der Motion heisst: Die nötigen Massnahmen sind zu treffen. Das heisst ganz klar nicht, dass man Personal anstellen oder ein Putzinstitut engagiert werden muss. Da können auch andere Regelungen gefunden werden. Was uns diese Hallen kosten, wenn sie einfach leer stehen, weiss ich nicht. *(Der Präsident bittet den Redner, zum Schluss zu kommen.)* Ja, ich komme gleich zum Schluss.

Betriebskosten können wohl nicht viele gespart werden. Ich halte am Punkt 1 der Motion fest. Ich halte auch am Punkt 2 fest und bestreite die Abschreibung.

Präsident. Meldet sich Grossrätin Zryd als Fraktionssprecherin? – *(Grossrätin Zryd teilt dem Präsidenten mit, das Wort als Mitmotionärin ergreifen zu wollen.)* Das geht nicht. Zu Richtlinienmotionen können sich nur Motionäre äussern. Wir kommen zu den Fraktionssprecherinnen und -sprechern. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion erteile ich Grossrätin Zryd das Wort.

Andrea Zryd, Magglingen (SP). Ich wiederhole nicht, was mein Vorredner bereits gesagt hat. Ich kann Ihnen aber es ein gutes Beispiel aus Thun aufzeigen. Vielleicht gehen die Grossräte aus Thun auch noch darauf ein. Es ist durchaus möglich, dass man Turnhallen so führen kann, dass sie geöffnet sind, und zwar nach Bedarf. Das kostet nicht mehr. Wenn es in Thun möglich ist, ist es auch andernorts möglich. Was mich beschäftigt hat, ist ein E-Mail, ebenfalls aus Thun, in der es um eine kantonale Halle ging. Anscheinend sei der Anreiz, die Hallen zu öffnen, so klein, weil die Schule den Putzdienst selber bezahlen müsse. Das läuft über das schuleigene Budget. Aber die allfälligen Einnahmen durch Vereine, welche die Hallen mieten, gehen in die kantonalen Kassen. Ich denke, da liegt ein Systemfehler vor. Es geht darum, solche Dinge zu beheben. Das ist für mich vorrangig. Ich möchte zudem auf die ländlichen Gemeinden zu sprechen kommen. Ich denke, dass es ausgerechnet die kleinen Vereine sind, die vor verschlossenen Hallentüren stehen. Deshalb wäre es etwas, das ländlichen Gemeinden helfe.

Christine Grogg-Meyer, Thunstetten (EVP). Die Fraktion der EVP kann diesem Vorstoss zum besseren und erweiterten Zugang zu Sporthallen im ersten Punkt grosse Sympathie entgegenbringen. Wir glauben auch, dass diese doch nicht billige Infrastruktur möglichst gut genutzt werden soll. Es ist für uns schwierig nachzuvollziehen, dass die Hallen während dreizehn Wochen geschlossen sind und die Hauswarte so viel Zeit brauchen, um die notwendigen Revisionen und Reinigungen durchzuführen. Der Bedarfsnachweis sei nicht gross genug. Er ist vielleicht deshalb nicht gross genug, weil die Vereine sich gar nicht melden. Denn sie gehen davon aus, dass die Hallen nicht zur Verfügung stehen. Es ist uns klar, dass weitergehende Öffnungen der Hallen Kosten auslösen. Wir schlagen deshalb vor, dass der Kanton die Hallen unter den Bedingungen zur Verfügung stellt, dass der Nutzer sich an den Kosten beteiligt.

Zum zweiten Punkt: Die EVP teilt hier die Meinung des Regierungsrates, wonach die Gemeinden selber über die Nutzung ihrer Sportanlagen sollen entscheiden können. Es ist nicht Sache des Kantons, sich hier mit Vorschriften in die Hoheit der Gemeinden einzumischen. Die EVP wird deshalb den Punkt 2 mit grosser Mehrheit annehmen und abschreiben. Wir sind der Meinung, dass die Gemeinden im Allgemeinen sehr pragmatisch und flexibel in der Handhabung der Öffnung von Sporthallen während der Ferien sind. Genau diesen Pragmatismus und diese Flexibilität wünschen wir von der EVP uns auch vom Kanton, was die kantonalen Hallen anbelangt. Deshalb nehmen wir den ersten Punkt als Motion an.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (EDU). Ich steige gleich sportlich ein. Ich denke, uns allen würde die Benutzung einer Turnhalle nach einem solchen Tag guttun. Dass die kantonalen Sportanlagen während dreizehn Wochen nicht oder zu wenig zugänglich sind, ist schlicht schade. Hier leben uns einige Gemeinden eine grosse Flexibilität vor. Geputzt werden muss jede Halle. Aber das ist ja schliesslich auch einmal erledigt. Es ist auf Gemeindeebene, aber auch auf kantonaler Ebene alles eine Frage der Einstellung. Mit entsprechenden Vorschriften, Richtlinien, Abklärungen bezüglich Verantwortung und Sicherheit sowie Kostenteiler wäre das Öffnen der Turnhallen sicher möglich. Für uns gibt es hier auch keinen Unterschied zwischen Gemeinden und Kanton. Die EDU-Fraktion unterstützt beide Punkte der Motion und möchte den Punkt 2 auch nicht abschreiben.

Präsident. Wir werden die Beratung dieser Motion heute nicht abschliessen können. Wir werden sie morgen früh weiter beraten. Falls Grossrätin Graf für die grüne Fraktion noch sprechen möchte, kann sie das. Grossrätin Graf, ich erteile Ihnen das Wort.

Madeleine Graf-Rudolf, Belp (Grüne). Wir sehen es genauso wie die Vorrednerin. Wir denken auch, der Kanton und die Gemeinden sollten dieses Projekt unterstützen. Die Gemeinden sollen Richtlinien erstellen, damit die Sportanlagen auch während der Schulferien für die Vereine zugänglich werden. Wir alle wissen, wie wichtig Bewegung ist. In der Gesundheitsprävention ist eine der Prioritäten der

Sport. Wir können diesem Begehren mit einfachen Mitteln entgegenkommen: offene Turnhallen, auch während der Ferien, idealerweise sicher im Frühling und im Herbst. Es macht Sinn, dass die teuren Infrastrukturen, die bereits bestehen, nicht über so lange Zeit leer stehen. Deshalb unterstützen wir Grüne dieses Anliegen voll und ganz.

Präsident. Ich wünsche Ihnen einen schönen Abend. Wir setzen die Beratungen morgen um 9 Uhr fort. Die Sitzung ist geschlossen.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 19.00 Uhr.

Die Redaktorinnen:

Corinne Zalka Schweizer (d)

Sara Ferraro (f)



Donnerstag (Vormittag) 22. November 2018, 09.05–11.50 Uhr

Sechste Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)

Präsenz: Anwesend sind 154 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Baumann Kilian, Dütschler Peter, Krähenbühl Samuel, Linder Anna-Magdalena, Rüegsegger Hans Jörg, Tanner Ernst.

Geschäft 2018.RRGR.228

Motion 082-2018 Gerber (Hinterkappelen, Grüne)

Offene Turnhallen für Vereine

Richtlinienmotion

Fortsetzung

Präsident. Kolleginnen und Kollegen, guten Morgen miteinander. Wir befinden uns noch in den Verhandlungen zum Traktandum 59 der ERZ. Die Urheber haben sich bereits geäussert, ebenso einige Fraktionen. Wir kommen nun noch zu weiteren Fraktionssprechern. Es handelt sich weiterhin um eine reduzierte Debatte. Das heisst, auch der Lärm hier im Saal sollte sich reduzieren, damit wir weiterfahren können. Danke, dass Sie die Lautstärke Ihrer Gespräche ein bisschen verringern. Ich gebe das Wort Grossrat Schüpbach für die SVP-Fraktion.

Andreas Schüpbach, Huttwil (SVP). Bei diesem Geschäft geht es um Gebäude, die dem Kanton gehören: um offene Turnhallen. Sie wissen alle, dass diese Hallen nicht ganz umsonst, sondern ziemlich teuer sind. Darum haben wir dies in unserer Fraktion auch eingehend diskutiert und sind zum Schluss gekommen, dass man sie möglichst optimal nutzen können sollte. Es ist uns auch bewusst, dass man diese Hallen einmal gründlich putzen und revidieren muss; darum kommen wir nicht herum. Aber wenn wir sie optimal nutzen wollen, sind wir der Auffassung, dass man dies mit dem Personal vor Ort verhandeln können sollte. Einer Motion würden wir in diesem Fall nicht zustimmen, da wir der Meinung sind, dass es speditiver geht, wenn man das vor Ort machen kann. Wir würden grossmehrheitlich nur einem Postulat zustimmen. Das gilt für den Punkt 1.

Beim Punkt 2 geht es darum, für die Gemeinden Richtlinien für ihre Hallen zu erstellen. Das halten wir nicht für nötig. Wir wirten selber bei einem Anlass in Huttwil, und wir verhandeln dies immer direkt mit dem Personal vor Ort. Wir haben es sogar schon fertiggebracht, dass wir gemeinsam mit dem Militär einen Anlass durchführen konnten. Darum lehnen wir den Punkt 2 ab.

Corinne Schmidhauser, Interlaken (FDP). Geschlossene, leer stehende Turnhallen sind etwas Tristes und volkswirtschaftlich ein absoluter Unsinn. Die Turnhallen sind nicht Selbstzweck, sondern sollen ihren Bestimmungszweck erfüllen, sei das mit vielen Schülerinnen und Schülern, eben mit Vereinen oder mit dem Ferienpass. Ein Leerstand – wenn wir das richtig verstehen – von fast einem Viertel bei 39 Schul- und 13 Ferienwochen ist ein absoluter Unsinn; erst recht, wenn man weiss, wie viele Vereine, Ferienpässe und Dritte händierend nach Hallen suchen. Darum unterstützt die FDP diese Motion, auch in Punkt 1. Eine wirtschaftliche und bedarfsgerechte Nutzung macht Sinn.

Ein Fragezeichen besteht für uns noch in Bezug auf die Kosten: Die genannten Zusatzkosten sind wohl Bruttokosten. Der Aufwand scheint uns sehr grosszügig bemessen. Es stehen ihm ja auch Einnahmen der Mieter gegenüber. Da wären wir froh um eine Erklärung.

Zum Punkt 2: wie die Regierung.

Beatrice Eichenberger, Biglen (BDP). In der BDP-Fraktion haben wir sowohl die Argumentationen seitens der Motionäre als auch seitens des Regierungsrates besprochen. Zum Punkt 1: Trotz Sympathien für diesen Vorschlag kamen auch wir bei der Abwägung des Kosten-Nutzen-Verhältnisses überein, dass es nicht generelle Vorschriften für offene Turnhallen über alles braucht. Wir lehnen den Punkt 1 ab.

Beim Punkt 2 sind wir der Auffassung, dass die Gemeinden diesbezüglich keine zusätzlichen Richtlinien brauchen, da sie durchaus selber in der Lage sind, für ihre individuellen Situationen angepasste Nutzungslösungen für die Vereine anzubieten und auszuhandeln. Wir werden auch hier dem Antrag der Regierung folgen: Annahme und gleichzeitige Abschreibung.

Christoph Grimm, Burgdorf (glp). Die glp würde sehr gerne... *(Unruhe)* Hören Sie mir doch zu! *(Grossrat Grimm hält kurz inne und fährt dann trotz weiter bestehender Unruhe fort.)* Die glp würde diesen Vorstoss sehr gerne als Motion annehmen, aber wir sind einfach nicht so sicher, ob die vollen Kosten von den Vereinen übernommen werden können. Dazu muss man sicher auch noch sehen, dass auch seitens der Vereine viele Leute in den Ferien sind. Das heisst: Bevor wir zu einer Motion einfach Ja sagen und einen Auftrag erteilen, müsste da sicher eine Bedarfsanalyse gemacht werden. Die glp ist der Meinung, man sollte hierzu ein Postulat machen. Man sollte es wirklich gut anschauen. Und: Selbstverständlich wäre es wichtig, dass die Vereine in diesen 13 Wochen einen gewissen Deckungsbeitrag zu diesen Kosten leisten würden. Aber, was ich ganz sicher bestreiten möchte: Die Hauswarte sind heute eben *Hauswarte*, und nicht *Abwarte*. Sie warten also nicht einfach 13 Wochen ab, bis die Ferien vorbei sind, sondern sie warten diese Häuser. Das ist wichtig.

Die glp sagt zum zweiten Punkt Ja, aber auch abschreiben. Dazu muss ich schon sagen: Die Gemeinden haben wahrscheinlich selber ein echtes Interesse daran, ihre Turnhallen auch zu bewirtschaften. Bitte nehmen Sie den Punkt 2 an, aber schreiben Sie ihn ab. Es braucht nicht zusätzliche Richtlinien, wie sich jetzt die Gemeinden bei der Bewirtschaftung ihrer Turnhallen gnädigerweise zu verhalten haben. Punkt 1: Postulat, Punkt 2: Annahme und Abschreibung.

Präsident. Ich gebe das Wort der Erziehungsdirektorin.

Christine Häsler, Erziehungsdirektorin. Es ist halt etwas schwierig, ein Jahr nach dem Sparpaket und in Zeiten des Sparens wieder mit etwas zu kommen, das Mehrkosten generieren würde. Aber natürlich habe ich nach der Überweisung der kantonalen Sportstrategie durch den Grossen Rat, aber auch grundsätzlich, auch persönlich, Verständnis für diese Motion. Gestern haben wir gehört, wie viele erfolgreiche Sportclubs und Sportler es im Kanton Bern gibt. Ja, es ist uns durchaus bewusst, wie viel in diesem Bereich geleistet wird, wie viel auch die Vereine leisten und wie gut es ist, wenn sie dafür Infrastruktur zur Verfügung haben.

Der Regierungsrat hat aber in seiner Motionsantwort auch klar darauf hingewiesen, dass es für den Betrieb der kantonalen Sportanlagen während der Ferien halt einfach zusätzliches Personal braucht. Die Sporthallen sind während der Schulzeit jeweils sehr stark ausgelastet, tagsüber durch die Schulen, am Abend durch die Vereine. Das hat entsprechende Konsequenzen. Einerseits müssen die Hallen einmal im Jahr sorgfältig gereinigt werden. Sie müssen auch gewartet werden; manchmal geht etwas kaputt. Das geschieht jetzt halt einfach vorzugsweise in den Sommerferien. Andererseits sind eben die Hauswartinnen und Hauswarte sehr stark ausgelastet. Irgendwann müssen sie Ferien nehmen können, und wenn nun die Hallen auch in den Ferien offen bleiben sollen, braucht es einfach mehr Personal.

Die Kostenschätzung bei den kantonalen Hallen kommt da auf rund 800 Stellenprozent und damit auf rund 600 000 Franken. Ich habe diese Kostenschätzung nicht selber gemacht, aber ich gehe davon aus, dass dabei auch die Einnahmen mitberücksichtigt wurden. Darum muss die Regierung diese Motion in der aktuellen Finanzlage ablehnen, so leid mir das persönlich tut und so gerne ich für die Vereine eintreten möchte, damit sie die Hallen nutzen könnten.

Ich danke Ihnen für die Kenntnisnahme. Da ich später wahrscheinlich nicht mehr sprechen werde, wünsche ich Ihnen einen schönen Tag.

Präsident. Die Motionärin wünscht noch einmal das Wort, weil sie wahrscheinlich oder nicht wahrscheinlich wandelt.

Andrea Zryd, Magglingen (SP). Ja, wir wandeln den Punkt 2 in ein Postulat, weil wir das Gefühl haben, so eher eine Chance haben, damit durchzukommen. Ich habe aber jetzt sehr grosses Vertrauen

in die Regierungsrätin und vor allem auch in die Verwaltung, dass sie dies gut abklären. Denn die Vereine in den Gemeinden sagen natürlich nicht das Gleiche wie diejenigen, welche die Hallen bewirtschaften; das müssen Sie einfach wissen. Wir haben zig Schreiben und Briefe erhalten, und dadurch, dass sich jetzt der Ablauf der Session geändert hat, sind diese Schreiben noch nicht an Sie gelangt. Diese wären eigentlich erst nächste Woche an die Reihe gekommen. Dann wären noch einige auf verschiedenster Seite aktiv geworden, das kann ich Ihnen garantieren. Jetzt hoffe ich wirklich, dass Sie das Postulat unterstützen und dass die Regierung dies gut klärt.

Präsident. Die Regierung hat den Punkt 2 angenommen und zur Abschreibung empfohlen. Ich nehme an, dass dies auch beim Postulat so ist. Ist diese Annahme richtig, Frau Regierungsrätin? – Das ist der Fall. Dann stimmen wir über diesen Vorstoss punktweise ab. Wer den Punkt 1 der Motion «Offene Turnhallen für Vereine» annehmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	117
Nein	28
Enthalten	2

Präsident. Sie haben den Punkt 1 dieser Motion angenommen mit 117 Ja- gegen 28 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Wir kommen zum Punkt 2. Wer den Punkt 2 als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	130
Nein	15
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Punkt 2 als Postulat angenommen mit 130 Ja- gegen 15 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Jetzt stimmen wir noch über die Abschreibung ab. Wer den Punkt 2 abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	86
Nein	55
Enthalten	4

Präsident. Sie haben den Punkt 2 als Postulat abgeschrieben mit 86 Ja- gegen 55 Nein-Stimmen bei 4 Enthaltungen.

Postulat 057-2018 SP-JUSO-PSA (Wildhaber, Rubigen)**Klassenlehrpersonen der Volksschule und des Kindergartens sollen besser abgegolten werden**

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 60: «Klassenlehrpersonen der Volksschule und des Kindergartens sollen besser abgegolten werden». Dieses Postulat wird mit Erklärung zurückgezogen. Ich gebe Grossrat Wildhaber das Wort.

Daniel Wildhaber, Rubigen (SP). Ich danke der Regierung für ihre Antwort zu meinem Postulat zur Besserstellung der Klassenlehrpersonen. Ich zitiere aus der Antwort des Regierungsrates: «Vor dem Hintergrund dieser erfolgten Priorisierung künftiger personalpolitischer Massnahmen und aufgrund der finanziellen Situation des Kantons stellt eine flächendeckende zweite Klassenlehrerlektion zurzeit keine Option dar.» Mit diesen Worten lehnt die Regierung mein Postulat zur Besserstellung der Klassenlehrpersonen ab.

Ich habe mein Postulat zurückgezogen, weil ich Realist bin und weiss, dass ich in diesem Parlament damit keinen Erfolg hätte – nicht etwa, weil meine Begründung für eine bessere Entlohnung der Klassenlehrpersonen falsch ist; ganz im Gegenteil. Ich baue im Gegenzug vertrauensvoll auf die von der Erziehungsdirektorin angekündigten personalpolitischen Massnahmen und auf ihre Aussage in der Presse sowie auch gestern hier im Saal, wonach die Lohnnachteile im Kanton Bern eine Tatsache seien. Dass sich Lehrpersonen keine Sinnfrage in Bezug auf ihren schönen Beruf stellen müssen, ist schön, aber es macht den Beruf nicht so attraktiv, dass die Lohnfrage gar nicht gestellt werden sollte – im Gegenteil: Die Lohnfrage muss im Kanton Bern gestellt und angegangen werden. Ich nehme die Regierung beim Wort und das ganze Parlament in die Pflicht, indem ich Frau Häsler zitiere: Die Lohnrückstände sind ein politisches Problem, das ich sicher mit aller Umsicht anpacken werde. Ich stehe mit 100-prozentiger Überzeugung dazu, dass es gelöst werden kann, und nicht erst in ferner Zukunft. Ein Problem ist eine ungelöste Frage oder Aufgabe. Die Gehaltsfrage müssen wir, liebe Kolleginnen und Kollegen, gemeinsam lösen, und zwar nicht nur mit schönen Worten der Wertschätzung, sondern mit Geld. Denn die Sinnfrage ist längst positiv beantwortet; die Lohnfrage, besonders bei den Lehrpersonen der Primarstufe, muss beantwortet werden, und zwar rasch. Wenn dies nicht gelingt, werden wir im Kanton Bern vor dem Hintergrund der Pensionierungswelle und der viel attraktiveren Gehaltsbedingungen in den Kantonen Freiburg und Solothurn in einen massiven Lehrpersonenmangel geraten, und damit werden wir in den Hammer laufen. Ich ziehe mein Postulat zurück und baue auf die Regierung und auf Sie, liebe Kolleginnen und Kollegen.

Präsident. Damit sind wir am Schluss der Geschäfte der ERZ angelangt. Ich bedanke mich bei der Erziehungsdirektorin.

Grossrat Grimm macht geltend, beim Geschäft 2018.RRGR.228, Motion «Offene Turnhallen für Vereine» (M 082-2018), sei der Abstimmungsgegenstand unklar gewesen, und bittet den Präsidenten, die Abstimmung zu wiederholen.

Präsident. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, seit wir heute Morgen angefangen haben, ist relativ viel Unruhe in diesem Saal. Das kann ich begreifen. Ich habe vorhin eine Abstimmung über einen Punkt einer Motion durchgeführt und hatte dabei das Gefühl, ganz klar gesagt zu haben, dass wir über eine Motion abstimmen. Das Ergebnis war klar.

Jetzt kommt Grossrat Grimm zu mir und sagt, es sei unklar gewesen, worüber abgestimmt wurde, und er habe nicht verstanden, was ich gesagt hatte. Ich bin nicht zuständig für Ihre Gespräche. Ich kann Ihnen höchstens sagen, dass Sie diese reduzieren sollen. Wenn irgendjemand in diesem Saal das Gefühl hat, dass die Gespräche, die Sie führen, wichtiger sind als die Abstimmungen, die gerade stattfinden, dann ist der Präsident nicht bereit, auf irgendeinen Entscheid zurückzukommen, auch wenn dieser nicht im Sinn und Geist der Ratsmitglieder ist. Sie haben alle selber Ihre Knöpfe gedrückt und nicht ich. Somit akzeptieren wir das Geschäft so, wie darüber abgestimmt wurde, und kommen nicht darauf zurück. Das ist ein präsidialer Entscheid. *(Heiterkeit)*

Ich danke der Erziehungsdirektorin für ihre Anwesenheit und wünsche ihr eine gute Zeit.

Geschäft 2014.GEF.3

Grossratsbeschluss betreffend den Volksvorschlag «Für eine wirksame Sozialhilfe!»

Präsident. Wir kommen jetzt zu den Geschäften der GEF. Ich bin mir völlig bewusst, dass das jetzt folgende Geschäft relativ wichtig ist, und ich bin bereit, fünf Minuten zu unterbrechen, damit Sie sich austauschen können und damit wir nachher beginnen und die Sache diskutieren können, ohne dass ich immer wieder um Ruhe bitten muss. Wünschen Sie, die Sitzung für fünf Minuten zu unterbrechen, damit Sie sich noch austauschen können? Denn Sie haben ja jetzt Papiere (*Ordnungsantrag/Rückkommensantrag des Büros des Grossen Rates [Zaugg-Graf, Uetendorf] vom 22. November 2018 [2014.PARL.1224-278] und Notiz der Staatskanzlei vom 19. November 2018, «Artikel 136 PRG: Zulässigkeit der Rückweisung von Volksvorschlägen»*) erhalten, die scheinbar noch nicht alle gelesen haben. Daher wissen noch nicht alle, worum es hier geht. Wir unterbrechen die Sitzung und fahren in fünf Minuten weiter.

Die Beratung des Geschäfts 2014.GEF.3 wird an dieser Stelle von 9.21 Uhr bis 9.30 Uhr ausgesetzt.

Grundsatzdebatte

Präsident. Wir kommen zu den Geschäften der GEF. Ich begrüsse Regierungsrat Pierre Alain Schnegg. Wir haben als Erstes einen Ordnungsantrag des Büros, der sich auf den Rückweisungsantrag zum Traktandum 42 «Grossratsbeschluss betreffend den Volksvorschlag «Für eine wirksame Sozialhilfe!»» bezieht. Zur Begründung des Ordnungsantrags gebe ich das Wort dem Vizepräsidenten, Grossrat Zaugg.

Ordnungsantrag/Rückkommensantrag Büro des Grossen Rates (Zaugg-Graf, Uetendorf)

Der Rückweisungsantrag Grüne, SP-JUSO-PSA, EVP, wonach das Geschäft an die Kommission zurückzuweisen ist, ist gestützt auf Art. 136 Abs. 1 PRG unzulässig.

Rückweisungsantrag Grüne (de Meuron, Thun), SP-JUSO-PSA (Striffeler-Mürset, Münsingen), EVP (Beutler-Hohenberger, Gwatt)

Das Geschäft ist an die Kommission zurückzuweisen mit dem Auftrag, die verwendeten Zahlen über die Kostenfolgen des Volksvorschlages zu plausibilisieren. Aufgrund von einer Auslegeordnung von Fachleuten aus den Städten Thun, Biel und Bern werden die Zahlen im Vortrag in Frage gestellt. Im Hinblick auf die Volksabstimmung braucht es Klarheit und die Sicherheit, dass die publizierten Zahlen und die dahinterstehenden Annahmen transparent und faktenorientiert dargestellt werden.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Mir wurde soeben auch noch ein Papier in die Hand gedrückt, und es ist auch für mich, der die Papiere schon etwas länger hat als die meisten von Ihnen, gerade relativ schwierig. Ich entschuldige mich, wenn ich heute rhetorisch etwas anstehe.

Der Ordnungsantrag, der Ihnen gestellt wird, wurde heute Morgen vom Büro beraten. Wir haben uns mit dem Rückweisungsantrag befasst, den die Grünen, SP-JUSO-PSA und die EVP gestellt haben. Es ging um die Frage: Ist dieser überhaupt zulässig? Wir haben von der Staatskanzlei in aller Schnelle ein Papier ausarbeiten lassen, das Sie jetzt haben. Dort haben Sie am Schluss ein Fazit und oben auf Seite 3, glaube ich, ein Zwischenfazit. Die Staatskanzlei kommt zum Schluss, dass man diesen Rückweisungsantrag eigentlich nicht zulassen sollte, da im Gesetz steht, man müsse einen Volksvorschlag an der nächstmöglichen Session behandeln. Das heisst, die Gültigkeitserklärung dieses Volksvorschlags ... Dies, weil wir als Gesetzgeber damit wollten, dass man solche Volksvorschläge nachher nicht plötzlich verzögert und vertrödelt, sodass es lange dauert. Nun hatte man einen solchen Rückweisungsantrag noch gar nie. Hinzu kommt, dass es ein Rückweisungsantrag jener Kreise ist, die den Volksvorschlag selber eingereicht haben. Also haben diese eigentlich auch kein Interesse.

Daher sagt die Staatskanzlei auch, es sei nicht ganz klar. Aber sie geht davon aus, dass man das Geschäft jetzt behandeln muss. Also ist dieser Rückweisungsantrag nicht zulässig. Darum gibt es jetzt eine Kaskade. Eigentlich wäre diese vorgesehen, aber nun habe ich schon wieder etwas anderes

gehört. Es gäbe jetzt eigentlich eine Kaskade: Zuerst käme der Ordnungsantrag, mit dem Ihnen das Büro beantragt, diesen Rückweisungsantrag nicht für gültig zu erklären, ihn nicht zu behandeln, und dann käme man nachher zur Gesetzesberatung, falls Sie beim Ordnungsantrag dem Vorschlag des Büros folgen. Falls Sie den Ordnungsantrag ablehnen, käme es nachher zum Rückweisungsantrag. Dort könnten wir wieder entscheiden, ob wir zustimmen wollen oder nicht. Wenn Sie ihm zustimmen, wäre das ganze Geschäft zurückgewiesen. Wenn Sie ihn ablehnen, käme anschliessend noch das ganze Geschäft zur Beratung. Es ist also eine relativ komplizierte Sache, und wir sind hier einmal mehr quasi richterliche Behörde, wie schon beim Bericht der Finanzkontrolle zur Sonderprüfung über das Kies- und Deponiewesen. Deshalb müsste man nach der Abstimmung zur Zulässigkeitsfrage auch noch über einen allfälligen Entzug der aufschiebenden Wirkung entscheiden, falls gegen den Entscheid des Grossen Rates über die Zulässigkeit des Rückweisungsantrags Beschwerde geführt würde.

Also, Sie sehen: Wir befinden uns hier stark im Bereich des Konjunktivs und des «Nicht-genau-Wissens». Ich glaube, gleich anschliessend meldet sich Andrea de Meuron an, die vielleicht eine Möglichkeit hat, wie wir dem ganzen Dilemma wieder entkommen können.

Präsident. Ist es in Ordnung, wenn ich zuerst Grossrätin de Meuron und anschliessend dem Kommissionspräsidenten das Wort gebe? – Das ist der Fall. Grossrätin de Meuron, Sie haben das Wort.

Andrea de Meuron, Thun (Grüne). Man hat es soeben gehört: Man muss schon fast ein wenig Juristin oder Jurist sein, um darüber zu entscheiden, was uns vorliegt. Wir sind aber grundsätzlich Politikerinnen und Politiker. Die Unterlagen der Staatskanzlei, die Sie nun auch verteilt erhalten haben, haben Sie hoffentlich in der kurzen Zeit lesen und sich ein Bild machen können. Sie sagen eben ganz klar: Es ist nicht ausgeschlossen, einen Rückweisungsantrag zu stellen. Es ist nicht ausgeschlossen. Also, wir haben eine gewisse Rechtsunsicherheit.

Es ist auch wichtig, sich noch einmal vor Augen zu führen, weshalb die Rückweisung überhaupt zustande gekommen ist. Es geht uns ja überhaupt nicht darum, das Geschäft zu verzögern oder die Gültigkeit dieses Volksvorschlags allenfalls anzuzweifeln. Für uns ist ganz wichtig, dass wir richtige Zahlen haben. Denn die vorliegenden Zahlen sind aus unserer Sicht sachlich nicht nachvollziehbar, und es könnte der Vorwurf aufkommen, dass sie tendenziös sind. Im schlimmsten Fall riskieren wir eben eine Stimmrechtsbeschwerde. Der Grosse Rat, wir hier drin, wie später auch das Stimmvolk, haben ein Anrecht auf ausgewogene und faktenbasierte Zahlen als Entscheidungsgrundlage im Abstimmungsbüchlein. Das hat der Rückweisungsantrag zum Ziel, und darum würden wir Ihnen denn auch beliebt machen, den Ordnungsantrag abzulehnen.

Jetzt könnte es aber helfen, wenn wir präzisieren und die Rückweisung nicht auf die Ziffer 1 beziehen – denn wir wollen ja nicht die Gültigkeit bezweifeln –, sondern auf die Ziffer 4. Das heisst, wir würden die Rückweisung zurückziehen, diese aber trotzdem neu einreichen und uns dabei auf Ziffer 4 beziehen. Dort geht es ja um die Empfehlung des Volksvorschlags, und vielleicht würde dies das Ganze ein bisschen vereinfachen, denn grundsätzlich sollte hier eine politische Diskussion stattfinden und nicht eine juristische. Wir sind kein Gericht, sondern ein Parlament. Danke also für eine Ablehnung des Ordnungsantrags.

Präsident. Ich gebe das Wort dem Kommissionspräsidenten, Grossrat Kohler.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (FDP), Kommissionspräsident der GSoK. Nur ganz kurz zur Klärung dieser – ich sage einmal – rechtlichen Frage. Zum Ordnungsantrag hat sich die GSoK nicht beraten. Das war aufgrund der Zeitspanne gar nicht möglich – nur, damit das klar ist. Selbstverständlich hat man inhaltlich über die Rückweisung in die GSoK diskutiert, aber die inhaltliche Diskussion kommt nachher noch. Dies einfach zur Klärung.

Präsident. Ganz ruhig. (*Heiterkeit*) Die Situation hat sich wesentlich verändert, indem das Votum von Grossrätin de Meuron lautete, dass sie den Antrag auf Punkt 1 für die Rückweisung zurückzieht und er nur noch für Punkt 4 gilt. Jetzt geht es darum, ob er schriftlich bereits eingereicht ist – das klären wir jetzt gerade. Damit würde das ganze Prozedere des Abstimmens über diesen Ordnungsantrag obsolet. Mit dem Rückzug des Antrags auf Rückweisung von Ziffer 1 entfällt der Ordnungsantrag des Büros. Ist dies bestritten? – (*Unruhe*) Gut, dann fahren wir weiter. Ich gebe das Wort Grossrätin Mühlheim für die glp-Fraktion.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Ganz ruhig. Wir sind ein Parlament, und wir machen hier politische Meinungsbildung. Unabhängig davon, ob dieser Vorschlag, der von den Linken kommt, formaljuristisch richtig ist, haben wir heute und in den letzten Tagen auch in den Medien eine politische Diskussion über die Frage der Zahlen. Die glp hat überhaupt keine Mühe, sich dieser Diskussion zu stellen. Das ist das Relevante.

Kolleginnen und Kollegen, wenn wir hier heute nur formaljuristisch argumentieren und den Antrag des Büros, wonach man über diese Rückweisung gar nicht diskutieren darf, ablehnen, dann machen wir einen politischen Kapitalfehler, weil wir verunmöglichen, hier und jetzt dazu Stellung zu nehmen. Ich habe keine Angst vor der Diskussion, und ich weiss auch, wie wir in der Fraktion nachher dazu stehen. Aber: Wir müssen sie hier im Parlament führen. Es geht nicht an, dass diese Seite nachher wieder mit formaljuristischen Gründen Sand ins Getriebe streuen kann.

Kolleginnen und Kollegen, ich bitte Sie wirklich, den vom Büro gestellten Antrag politisch zu würdigen und ihn infolgedessen abzulehnen. Führen wir diese Diskussion heute und jetzt, auch zu den Zahlen, auch wenn es nicht die wichtigsten Gründe sind. Aber dieser Antrag gehört hier in die Debatte hinein wie anderes auch.

Präsident. Ich mache Ihnen einen Vorschlag, denn im Moment ist niemand ganz sicher, wie das weitere Vorgehen in diesem Geschäft ist. Wir setzen das Geschäft ab, die Vizepräsidenten klären dies in der Wandelhalle mit den Fraktionspräsidenten, und wir fahren mit den Geschäften der GEF fort – sprich, wir kommen zum Traktandum 43. Sobald die Klärung vorliegt, fahren wir mit dem Traktandum 42 weiter und können dies in geordneten Bahnen tun. Ist dieses Vorgehen bestritten? – Es ist nicht bestritten. Wir setzen also das Traktandum 42 ab und fahren mit dem Traktandum 43 fort.

Die Beratung des Geschäfts 2014.GEF.3 wird an dieser Stelle von 9.41 Uhr bis 10.31 Uhr unterbrochen. Währenddessen wird das Geschäft 2018.RRGR.195 vorgezogen.

Geschäft 2018.RRGR.195

Motion 061-2018 Imboden (Bern, Grüne)

Familienergänzende Kinderbetreuung im Kanton Bern bedarfsgerecht ausbauen!

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 43, einer Motion von Grossrätin Imboden: «Familienergänzende Kinderbetreuung im Kanton Bern bedarfsgerecht ausbauen!». Ich gebe das Wort der Motionärin, Grossrätin Imboden.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Die Reihen sind etwas gelichtet, aber ich denke, die Diskussion kann trotzdem stattfinden.

Die Motion will den bisherigen Ausbau der familienergänzenden Kinderbetreuung bedarfsgerecht – ich betone: bedarfsgerecht – vorantreiben. Wie in der Antwort auf die Motion zu lesen ist, gibt es im Kanton Bern heute 7500 Plätze in Kindertagesstätten (Kitas), wovon die Hälfte subventioniert ist. Insgesamt haben 9700 Kinder ein Anrecht auf einen subventionierten Platz in einer Kita oder bei Tageseltern. Dafür investiert der Kanton Bern rund 70 Mio. Franken im Jahr. Liebe Kolleginnen und Kollegen, in den letzten Jahren wurde in diesem Bereich in den Gemeinden und insgesamt im Kanton Bern ausgebaut. Das ist sehr erfreulich. Wir anerkennen das auch, aber es ist leider ungenügend. So schreibt der Regierungsrat in seiner Antwort denn auch – ich zitiere –, dass es «aktuell noch nicht genügend subventionierte Betreuungsplätze» gibt. Wir haben also einen Mangel an Plätzen für die familienergänzende Kinderbetreuung im Vorschulbereich.

Es gibt meiner Meinung nach drei Probleme; das ist auch der Hintergrund dieser Motion. Die Nachfrage ist grösser als das Angebot; es gibt wie gesagt zu wenige Plätze. Der Kanton müsste mehr Finanzmittel in die Hände nehmen. Die Plafonierung bei 70 Mio. Franken, welche die Regierung erwähnt, ist nicht sinnvoll. Dieser Deckel bei den Finanzen muss weg. Drittens sind heute die Angebote für viele Eltern mit mittleren Einkommen zu teuer. Im Durchschnitt zahlen die Eltern zwei Drittel der

Betreuungskosten; das ist viel höher als zum Beispiel in der Suisse romande und auch viel höher als Referenzwerte im Ausland.

Die Motion fordert mit dem Punkt 1, dass in *allen* Gemeinden ein bedarfsgerechtes Angebot für Eltern möglich sein soll. Diese Forderung ist nicht aus dem Tierbuch, sondern sie schliesst an das Erfolgsmodell bei den Tagesschulen, also bei der Betreuung der Kinder in der Schule, an. Sie kennen es: Vor zehn Jahren haben wir hier den historischen Meilenstein beschlossen, dass die Gemeinden dann ein Angebot zur Verfügung stellen müssen, wenn eine Nachfrage der Eltern besteht. Genau dieses bewährte Modell wollen wir auf den vorschulischen Bereich übertragen. Aber leider ist genau dies vom Regierungsrat nicht vorgesehen. Wie wir wissen, will die GEF bereits im nächsten Jahr einen Systemwechsel und Betreuungsgutscheine einführen. Klammer auf: Das Gesetz dazu haben wir noch nicht beraten. Ich nehme an, die Parteien sind im Moment auch mit der Vernehmlassung beschäftigt. Es ist doch eher ein spezieller Fall, dass man zuerst etwas einführt und nachher die Gesetzesgrundlage schafft, aber Klammer zu.

Der Punkt 1 verlangt, dass Eltern unabhängig von ihrer Gemeinde Zugang zu dieser Kinderbetreuung haben sollen. Die Kontingentierung, die der Regierungsrat vorschlägt – dass die Gemeinden sagen können, sie machen nicht mit, weil es ihnen nicht passt oder weil sie kein Geld haben, aus welchen Gründen auch immer –, lehnen wir ab. Es käme uns ja auch nicht in den Sinn, bei der Spitex zu sagen, dass die Gemeinden freie Wahl haben, ob es die Spitex in dieser Gemeinde gibt. Darum ist es auch nicht sinnvoll, dass es dies bei der Kinderbetreuung gibt. Der zentrale Punkt: Das Erfolgsmodell der Tagesschulen soll wie gesagt auch im vorschulischen Bereich übernommen werden. Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort: «Jede Gemeinde soll selber entscheiden können, ob sie dieses Angebot ihren Familien bieten will, auch im Sinne der Standortpolitik.» Liebe Kolleginnen und Kollegen, bei Kindern macht man nicht Standortpolitik. Kinderbetreuung gehört zu einem modernen Kanton Bern; dies wollen wir so verankern. Es besteht sonst nämlich die Gefahr, dass die Gemeinden mit klammen Finanzen sich nicht am Gutscheinsystem beteiligen und die Eltern leer ausgehen. Auch die Rechtsgleichheit ist in Gefahr, da es nicht einsichtig ist, warum es in einer Gemeinde ein vom Kanton mitsubventioniertes Angebot gibt und in der anderen nicht. Das wird gerade eher kleinere, ländliche und mittelgrosse Gemeinden treffen; die Städte verfügen ja bereits heute über ein Angebot. Darum sage ich zu den Vertreterinnen und Vertretern der ländlichen Regionen: Machen Sie doch hier mit.

Der Punkt 2 verlangt ein bedarfsgerechtes Angebot. Hier ist die Abschreibung aber nicht möglich. Der Regierungsrat ist bereit, dies entgegenzunehmen. Wie gesagt: Die Nachfrage ist grösser als das Angebot; von daher ist dieser Punkt nicht erfüllt.

Beim Punkt 3 geht es um die Finanzierung. Die Belastung der Eltern soll nicht weiter steigen. Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort, mit den Gutscheinen sei es gut möglich, dass die Belastung steigt, also genau das Gegenteil von dem, was die Motion will. Es leuchtet; ich komme zum Schluss.

Zum Punkt 4: Es ist sicher richtig, dass die Ausbildung hier ein Thema ist. Ich freue mich darauf, dass auch wirtschaftsfreundliche Kreise diese Motion unterstützen, denn Kinderbetreuung ist familienfreundlich, wirtschaftsfreundlich und hilft auch der Vereinbarkeit von Beruf und Familie. Vielen Dank für Ihre Unterstützung.

Präsident. Ich gebe Grossrat Vanoni das Wort: als Mitmotionär oder als Fraktionssprecher? – Er äussert sich als Fraktionssprecher. Ich gebe Grossrat Vanoni für die grüne Fraktion das Wort.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Ich hätte vorhin gerne ein paar Worte zu dem schönen Papier der Staatskanzlei (*Notiz der Staatskanzlei, «Artikel 136 PRG: Zulässigkeit der Rückweisung von Volksvorschlägen», vom 19. November 2018*) gesagt. Denn eigentlich bin ich schuld daran, dass es dieses Papier überhaupt gibt. Aber vielleicht habe ich später noch die Gelegenheit, etwas Ergänzendes dazu zu sagen. Ich komme zum Thema zurück. Der Regierungsrat räumt in seiner Antwort zur Ziffer 1 ein, dass es heute tatsächlich noch nicht genügend subventionierte Betreuungsplätze im Vorschulbereich gibt. Er sagt dann aber, mit dem Wechsel zu den Betreuungsgutscheinen gebe es Anreize, das Angebot auszubauen. Aber: Er sagt auch, dass es für die Gemeinden die Möglichkeit der Kontingentierung gibt und dass er keine Verpflichtung plane, das Betreuungsgutscheinsystem einzuführen, und ebenso keine Verpflichtung, allen Familien mit Bedarf Betreuungsgutscheine auszustellen. Und dann kommt das berühmte Zitat: «Jede Gemeinde soll selber entscheiden können, ob sie dieses Angebot ihren Familien bieten will, auch im Sinne der Standortpolitik.»

Für uns zeigt dieser Satz, dass der Regierungsrat die Bedeutung eines wirklich bedarfsgerechten Angebots an familienergänzender Kinderbetreuung noch nicht ganz erkannt hat. Das fakultative Angebot, demgemäss die Gemeinden nach Belieben gemäss ihren gesellschaftspolitischen Vorlieben

oder ihren finanz- oder steuerpolitischen Prioritäten entscheiden können oder nicht, reicht einfach nicht. Das Stichwort Standortpolitik hat mich an ein Gespräch erinnert, das ich vor ein paar Jahren mit dem Finanzverwalter einer finanziell recht gut gestellten Gemeinde führen konnte, übrigens im Beisein eines Grossrats. In diesem Gespräch ging es um die Attraktivität der Gemeinde für Familien. Der Finanzverwalter sagte damals – und das hat mich ziemlich schockiert –, eigentlich sei die Gemeinde an jungen Familien gar nicht interessiert. Sie zahlten wenig Steuern und verursachten der Gemeinde zum Beispiel bei den Schulen hohe Kosten. Attraktiv müsse die Gemeinde für junge Doppelverdiener-Paare ohne Kinder sein. Dieses Beispiel zeigt, dass wir gegen solche Tendenzen Gegensteuer zugunsten einer kinder- und familienfreundlichen Politik geben müssen, die auch im Einklang mit der Gleichstellung von Mann und Frau sowie Vätern und Müttern in der Arbeitswelt steht. Dafür braucht es ein bedarfsgerechtes Angebot an familienergänzender Kinderbetreuung. Das ist auch ein Anliegen, das von der Wirtschaft und ihren Verbänden immer wieder betont wird, um die Vereinbarkeit von Familie und Beruf zu verbessern.

Ich könnte jetzt noch eine Klammerbemerkung zur gestrigen Diskussion über den Mangel an Lehrpersonen anbringen. Vielleicht hängen die tiefen Beschäftigungsgrade von Lehrerinnen und Lehrern, die von bürgerlicher Seite kritisiert wurden, auch mit mangelnden Betreuungsangeboten für ihre Kinder im Vorschulalter zusammen – Klammer geschlossen.

Die grüne Fraktion wird grossmehrheitlich für die Annahme der Ziffer 1 stimmen und bittet Sie, dies auch zu tun. Es braucht eine gesetzliche Grundlage, um sicherstellen zu können, dass die Kinderbetreuungsangebote wirklich auch bedarfsgerecht vorhanden sind.

Bei der Ziffer 2 anerkennen wir, dass mit dem Systemwechsel zu den Betreuungsgutscheinen ein Ausbau gefördert werden kann, sofern sich die Gemeinden auch entsprechend verhalten, also Betreuungsgutscheine ausgeben und auf eine Kontingentierung verzichten. Im Sinne eines Vertrauensvorschusses sind wir bereit, uns der Stellungnahme des Regierungsrates anzuschliessen. Wir hoffen, dass sich die Gemeinden mit demselben Eifer und Feuer für den Ausbau der Kinderbetreuung ins Zeug legen, wie sie dies gestern bei einem anderen Geschäft zum Ausdruck gebracht haben.

Wir schliessen uns auch bei den Ziffern 4 und 5 dem Regierungsrat an, aber ganz und gar nicht einverstanden sind wir mit seinem Antrag zur Ziffer 3: Für die grüne Fraktion ist es von zentraler Bedeutung, dass die finanzielle Belastung der Eltern sinkt oder wenigstens nicht steigt. Der Regierungsrat schreibt in seiner Stellungnahme, dass mit einem Anstieg der Preise zu rechnen ist – mit einem moderaten Anstieg zwar, aber doch mit einem Anstieg. Da er seinen Erwartungen, wonach der Anstieg nur moderat sein wird, nicht traut, verspricht er, die Sache genau zu verfolgen und allenfalls Anpassungen vorzuschlagen. Darum bitten wir um Annahme der Ziffer 3. Vielen Dank.

Michael Köpfli, Wohlen b. Bern (glp). In einem Punkt sind wir mit den Motionärinnen und Motionären sehr einig: Die bessere Vereinbarkeit von Familie und Beruf ist zentral. Sie ist wichtig für unsere Wirtschaft, und sie ist extrem entscheidend, um etwas gegen den Fachkräftemangel zu tun. Nicht zuletzt ist sie wahrscheinlich die wichtigste Massnahme, um die Gleichstellung von Mann und Frau zu ermöglichen – viel wichtiger als sonstige Regulierungen. Wichtig ist, dass beide Elternteile weiter im Erwerbsleben verbleiben können, auch wenn sie Kinder haben.

Zum konkreten Vorstoss eine einleitende Bemerkung: Natalie Imboden hat Kritik zum Ablauf des Vernehmlassungsverfahrens geäussert, weil zuerst die Verordnung komme und dann das Gesetz. In diesem Punkt möchte ich den Regierungsrat in Schutz nehmen. Wenigstens geschieht endlich etwas. Regierungsrat Perrenoud hat eine Motion (*M 221-2010*) des heutigen Regierungsrates und Alt-Grossrates Philippe Müller über Jahre in einer Schublade verstaut. Die Motion verlangt, dass der Kanton Bern die Kinderbetreuung über ein Gutscheinsystem im ganzen Kanton einführen soll. Er macht das über eine Revision der Verordnung über die Angebote zur sozialen Integration (ASIV). Das ist logisch, denn schon heute ist die ganze Kinderbetreuung in dieser Verordnung geregelt. Darum ist für mich auch klar, dass man diese Verordnung revidiert.

Es wurde eine Vernehmlassung eröffnet. Ich komme noch dazu: Ich habe durchaus merkbliche Differenzen zur GEF. Aber wir konnten uns zu dieser Verordnung vernehmen lassen, und darüber hinaus habe ich mich bei der GEF gemeldet und wurde zu einem Gespräch empfangen. Dabei konnten wir ausführlich über diese Themen diskutieren. Ich würde sogar sagen, in diesem Fall war das für mich ein überdurchschnittlich guter Einbezug auch kritischer Kräfte in den Prozess.

Jetzt zum konkreten Vorstoss: Die Punkte 1 und 3 sind für mich direkte Angriffe auf das Gutscheinsystem; diese lehnen wir klar ab. In der Stadt Bern war die Motionärin Natalie Imboden eine der vehementesten Gegnerinnen des Systemwechsels auf ein Gutscheinsystem. Heute haben wir in der Stadt Bern keinen Mangel an Kitaplätzen mehr. Wir haben ein marktwirtschaftliches System; wir haben

mehr Kitaplätze und mehr Eltern, die von diesem System profitieren. Die mehrheitlich linke Stadtbevölkerung stimmte diesem Systemwechsel zweimal gegen den Willen von Rot-Grün zu. Die Stadtbevölkerung stimmte auch in einem zweiten Referendum, einem Volksvorschlag von Rot-Grün, einer Liberalisierung der Tarife explizit zu. Das war eine separate Volksabstimmung im rot-grünen Bern; sie stimmte dem zu. Dies jetzt im Kanton mittels des Punkts 3 ändern zu wollen und das Gefühl zu haben, kantonal sei man dann in dieser Frage weniger liberal oder wirtschaftsfreundlich, halte ich für zweifelhaft. Darum ein klares Nein zu den Punkten 1 und 3.

Jetzt aber zur Kritik an der Vernehmlassungsvorlage des Regierungsrates: Dieser Vorstoss enthält diesbezüglich einen wichtigen Punkt, nämlich den Punkt 4. Der Regierungsrat möchte die Ausbildungsbeiträge ersatzlos abschaffen. Das lehnen wir klar ab. Wir finden, damit würde am falschen Ort gespart. Wir finden, man sollte diese Ausbildungsbeiträge auf das Gutscheinsystem umlagern. Dies würde Punkt 4 ermöglichen. Hier würden wir sogar eine Motion unterstützen, wenn die Grünen an diesem Punkt festhalten, denn das ist tatsächlich ein wichtiger Punkt.

Es gibt auch sonst in der Vorlage des Regierungsrates noch Optimierungspotenzial. Wir sehen nicht ein, weshalb man die Höhe der Unterstützung für die Kleinkinder im Vergleich zum erfolgreichen System in der Stadt Bern reduzieren will. Wir sehen aber auch nicht ein, weshalb die Koppelung an die Erwerbstätigkeit, die in der Stadt Bern dazu geführt hat, dass wir heute keine Warteliste mehr haben, wieder aufgeweicht oder teilweise fast abgeschafft werden soll. Für uns ist ganz klar: Es braucht die Unterstützung des Staates für die Kinderbetreuung, aber dann, wenn es dazu dient, die Vereinbarkeit von Familie und Beruf zu gewährleisten. Das bedingt eine Koppelung an die Erwerbstätigkeit. Es geht nicht darum, einfach Gutscheine à gogo zu verteilen, damit jeder seine Kinder auch noch betreuen lassen kann, wenn er gerade will. Wir wollen ganz klar gezielt in die Vereinbarkeit von Familie und Beruf investieren. Wenn wir diesen Systemwechsel im Kanton rasch umsetzen, bin ich überzeugt, dass wir im ganzen Kanton bald keine Wartelisten mehr haben – wie dies in der Stadt Bern der Fall ist. Dabei ist es sehr wichtig, dass man die Gemeinden, gerade die kleineren Gemeinden, gut unterstützt. Dies ist eine wichtige Anforderung an die GEF und ich hoffe sehr, dass sie ihr nachkommen wird. Bitte torpedieren Sie dieses Erfolgsmodell jetzt nicht. Die Punkte 1 und 3 würden ganz klar in diese Richtung gehen. Mit dem Punkt 4 können wir ein klares Zeichen setzen, dass die Ausbildung weiterhin unterstützt werden soll, damit wir eine qualitativ hochstehende Kinderbetreuung haben.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Gabi Schönenberger das Wort.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenburg (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird diesen Vorstoss als Motion selbstverständlich unterstützen. Zu Ziffer 1: Liebe Regierung, nicht nur die Gemeinden müssen Standortpolitik betreiben, auch der Kanton muss dies tun. Gute und tragbare Strukturen bei der Kinderbetreuung sind eindeutig ein wichtiger Standortfaktor. Zu den vorhandenen guten Strukturen muss auch der Kanton seinen Beitrag leisten und seine Verantwortung übernehmen – so wie die Gemeinden selbstverständlich auch. Was unser Kollege Bruno Vanoni vorher beschrieben hat, nämlich das Beispiel einiger Gemeinden, die eigentlich am liebsten kinderlose Doppelverdienende gewinnen und anziehen möchten, darf nicht sein. Das wäre auch sehr kurzsichtig – ausser, man wolle in mittel- und langfristiger Zukunft Geisterdörfer erschaffen.

Die Ziffer 2 ist ein ganz wichtiger Punkt. Zur Ziffer 3 – auch dies ein wichtiger Punkt der Motion, die wir heute überweisen wollen – möchte ich Folgendes sagen: Der Regierungsrat betrachtet es als wahrscheinlich und denkbar und nimmt somit in Kauf, dass Eltern finanziell stärker belastet werden können durch das neue System der Betreuungsgutscheine sowie durch den Umstand, dass der Regierungsrat den Kitas bei der Tarifgestaltung völlig freie Hand lassen will, sodass es also keine Tarifobergrenze mehr geben wird. Beides läuft der Strategie auf Bundesebene zuwider. Dies darf nicht geschehen. Der Regierungsrat muss dafür sorgen und gewährleisten können, dass Eltern bei der Kinderbetreuung finanziell eben nicht stärker, sondern weniger stark belastet werden, wie das der Bund und dieser Motionspunkt vorgeben wollen. Dass der Regierungsrat die Ziffer 3 ablehnen will, zeigt eigentlich, dass er dort die Bundesstrategie nicht konsequent mitträgt. Im Wissen um den Fachkräftemangel ist diese Haltung aber nicht nachvollziehbar.

Zur Ziffer 4: Dieser Punkt muss angenommen werden. Genau dort will der Regierungsrat ja sparen, da er im Rahmen der ASIV-Revision künftig keine Ausbildungsbeiträge für Kitabetriebe mehr leisten will. Genau dies bewirkt in der Realität, dass die Kitas in diesem Bereich nur vermehrt sparen wollen und sparen müssen – auf Kosten der Ausbildung des Nachwuchses an Kitamitarbeitenden. Dies wäre eine schlechte Entwicklung. Aus diesen Gründen wird die SP-JUSO-PSA-Fraktion diesen Vorstoss folglich als Motion voll und ganz unterstützen.

Christine Schnegg, Lyss (EVP). Obwohl die familienexterne Betreuung für die Fraktion EVP im Kanton Bern einen hohen Stellenwert hat, gehen uns die Forderungen dieser Motion auch zu weit, oder besser gesagt, sie kommen uns im Moment zum falschen Zeitpunkt. Wie bereits erwähnt werden nächstes Jahr die Betreuungsgutscheine kantonsweit eingeführt. Wir schauen der geplanten Umsetzung für die Einführung ebenfalls ein bisschen kritisch entgegen. Wir haben zum Beispiel auch die Freiwilligkeit für die Gemeinden bei der Abgabe der Gutscheine kritisiert. Ebenso stehen wir der geplanten, kostenneutralen Umsetzung für den Kanton skeptisch gegenüber. Wir verstehen auch nicht ganz, weshalb die Wahlfreiheit eingeschränkt und nicht vollumfänglich gewährleistet ist, wo und wie die Eltern die Gutscheine nachher einsetzen dürfen. Gewisse private Initiativen sollen nämlich leider vom System ausgeschlossen sein. Das kritisieren wir auch.

Die Fraktion EVP ist auch nicht restlos überzeugt, dass das Modell dann wirklich gleich ab Einführung allen Herausforderungen gewachsen ist. Wir werden die Entwicklung bei Angebot und Nachfrage, bei der Qualität sowie bei den finanziellen Auswirkungen auf die Eltern, die Gemeinden und den Kanton in den nächsten Jahren genau beobachten. Aber eben: Eine gewisse Zeit müsste man diesem System jetzt einfach geben; davon sind wir überzeugt.

Wir hoffen natürlich auch, dass die Gemeinden Gutscheine bedarfsgerecht abgeben und sie nicht kontingentieren. Wir hoffen, dass Kitas oder Tagesangebote dort entstehen, wo noch Lücken sind. Hier erwähne ich auch gerne wieder einmal, dass es auch der Wirtschaft, dem Gewerbe und der Industrie freisteht, sich an diesen Angeboten zu beteiligen. Wir finden, sie profitieren ja schliesslich auch von diesen Fachkräften. Die Betreuung muss nicht ausschliesslich Staatsaufgabe sein. Wir sind gespannt, ob der Markt das Angebot und die Nachfrage regeln wird und ob die Gemeinden die Chancen zur Standortpromotion für Familien mit Kindern und für die Ansiedlung von Arbeitsplätzen nutzen werden.

Aus all diesen genannten Gründen und nur aus diesen Gründen unterstützen wir die Forderung im Sinne der Antwort der Regierung.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (SVP). Die Kinderbetreuung ist im Parlament, in der Regierung und in der Bevölkerung ein dauerndes Thema. In den letzten Jahren wurden aber sehr grosse Anstrengungen unternommen, sei dies im Bereich der Kitas oder der Tagesschulen. In der Antwort des Regierungsrates können wir lesen, dass primär die vorschulpflichtigen Kinder im Kanton betreut werden sollten. Aktuell sind doch rund 7500 Kitaplätze bereit; davon sind 3800 subventioniert. Daneben gibt es noch 30 Tagesfamilienorganisationen, die zusätzlich mit knapp 2 Mio. Franken subventioniert werden, meistens mit Betreuungsstunden.

Nicht bekannt ist die Anzahl Betreuungsstunden, die von den Tagesfamilien angeboten werden. Da gibt es ein zusätzliches Angebot, das man heute nicht definieren kann. Mit den Betreuungsgutscheinen haben die Gemeinden eine gute Möglichkeit, mit einem Angebot für erwerbstätige Eltern zu reagieren und ein adäquates Angebot zu erbringen. Die Gemeinden müssen aber in diesem Bereich auch ihre Autonomie gesichert haben. Die Zusammenarbeit mit den umliegenden Gemeinden ermöglicht es eben gerade auch kleinen Gemeinden oder solchen, in denen es fast keinen Bedarf gibt, ein sinnvolles Angebot zu erbringen. Kleine Gemeinden sind es sich gewohnt, in verschiedenen Bereichen gut zusammenzuarbeiten. Das ist eigentlich auch eine Antwort an Natalie Imboden, welche die Gründe hinterfragt hat, weshalb manche Gemeinden auf ein Angebot verzichten. Die Gründe dafür sind ganz einfach, dass die Nachfrage nicht gross oder zum Teil nicht einmal vorhanden ist.

Die Qualität, die Qualitätskriterien und die bedarfsgerechten Angebote werden heute überprüft. Ich möchte aber hier noch etwas erwähnen, das man schlecht messen kann: nämlich die sogenannten weichen Faktoren – aber eigentlich sind es nicht weiche Faktoren, sondern wichtige Faktoren. Die Qualität der Angebote sagt eigentlich nichts aus über die Fähigkeiten der Betreuungspersonen. Konkret spreche ich an, wie hoch die Sozialkompetenz und das Einfühlungsvermögen dieser Betreuungspersonen sind – ein Aspekt, den man in der tertiären Ausbildung sicher nicht erlernt. Das sind gleichwohl noch Eigenschaften und Facts, die wir heute auf der Ebene der Qualität nicht wirklich herauskristallisieren können.

Bei den Ziffern 1 und 3 heisst es, eine gesetzliche Grundlage zu schaffen. Noch einmal: Die Gemeindeautonomie muss gewährleistet werden. Die Steuerabzüge für Fremdbetreuung sind mit 8000 Franken mehr als grosszügig. Familien, die ihre Kinder selber betreuen, können dies nicht machen.

Die SVP wird wie folgt abstimmen: Sie wird die Punkte 1 und 3 – wie die Regierung – ablehnen. Bezüglich der Ziffern 2 und 5 sind wir der Meinung, dass die Anliegen der Motionäre erfüllt sind; diese können wir also abschreiben. Die Ziffer 4 werden wir – wie der Regierungsrat – als Postulat annehmen.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (BDP). Die vorliegende Motion verlangt mehrere Massnahmen zum Thema familienergänzende Kinderbetreuung. Für uns sind gute Rahmenbedingungen und Angebote zu dieser Thematik wichtig. Die BDP nimmt zu den einzelnen Punkten wie folgt Stellung: Die erste Forderung, gesetzliche Grundlagen zu schaffen und die Gemeinden zu verpflichten, geht der BDP-Fraktion zu weit. Die Gemeinden haben alles Interesse daran, als Standortpolitik steuerzahlende Familien in die Gemeinden einzubinden. Wir teilen die Meinung des Regierungsrates und wollen den Gemeinden hier ihre Freiheiten lassen.

Zum Punkt 2, die familienergänzende Kinderbetreuung bedarfsgerecht und qualitativ gut auszubauen: Auch hier sind wir mit dem Regierungsrat einig. Warten wir auf die Einführung der Betreuungsgutscheine, und schauen wir, was sich wie regelt. Wir machen bereits sehr vieles sehr gut.

Zum Punkt 3: Auch hier haben wir die Argumente des Regierungsrates gelesen. Er zeigt uns auf, welche Entlastungen steuertechnisch geplant sind. Darum folgen wir ihm und lehnen diesen Punkt ab.

Zum Punkt 4: Eine Forderung zur Ausbildung des Kitapersonals können wir als Postulat unterstützen, sofern der Punkt gewandelt wird. Wir wollen ihn nur als Postulat unterstützen. Eine gute Ausbildung und die Rahmenbedingungen sind wichtig, geht es doch um das Potenzial der kleinen Kinder.

Der Punkt 5 ist ein Begehren, das wir bereits haben. Darum wird er von uns als Motion angenommen und gleichzeitig abgeschrieben.

Wir empfehlen deshalb, die Punkte 1 und 3 abzulehnen sowie die Punkte 2 und 5 anzunehmen und abzuschreiben. Den Punkt 4 unterstützen wir als Postulat.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Ich habe festgestellt, dass es gewisse Themen gibt, die als eine Art Evergreen-Songs ganz oben auf der Hitparade des Grossen Rates zu rangieren scheinen. Die staatlich geförderte ausserfamiliäre Kinderbetreuung gehört definitiv dazu.

Bereits in der Septembersession habe ich in meinem Fraktionsvotum erklärt, dass die EDU eine weitere Förderung der familienexternen Kinderbetreuung aus zwei Gründen ablehnt: Zum einen werden Väter und Mütter, die ihre Kinder selber betreuen, zunehmend finanziell benachteiligt. Zum anderen werden insbesondere Babys und Kleinkinder zu früh und zu lange in die Kitas abgeschoben. Trotz einer hohen angestrebten Qualität in den Kitas sollten wir uns folgende Frage stellen: Kann eine Kitamitarbeiterin oder ein Kitamitarbeiter einem jungen Menschen wirklich dieselbe Zuneigung und Aufmerksamkeit geben wie die Mutter oder der Vater? Auch wenn der Profi-Betreuerin die Arbeit mit Kindern sicherlich gut gefällt, macht sie es am Ende des Tages als Beruf, das heisst in erster Linie aus finanziellen Gründen, um den Lebensunterhalt zu finanzieren. Wir sind der Überzeugung, dass diese Tatsache für das Kind nicht unwesentlich ist. Seit vielen Jahren gibt es verschiedene wissenschaftliche Studien aus mehreren Ländern, die auch auf negative Aspekte der frühkindlichen Betreuung hinweisen, je mehr und je früher ein Kind ausserfamiliär betreut wird. Solche Risikofaktoren beinhalten unter anderem, dass ein Kind später ein impulsiveres, risikoreicheres oder auch aggressiveres Verhalten an den Tag legt. Es werden höhere Zahlen von Aufmerksamkeitsdefizit-Hyperaktivitätsstörungen (ADHS), eine höhere Krankheitsanfälligkeit oder gehäufte Infektionen nachgewiesen. In verschiedenen internationalen Studien wurde durch die Messung des Stresshormons Cortisol festgestellt, dass Kinder, die zu früh und zu lange fremdbetreut werden, einen dauerhaft höheren Stresslevel aufweisen.

Ich möchte an dieser Stelle betonen, dass die EDU-Fraktion nicht grundsätzlich gegen Krippenplätze oder gegen eine moderate Subvention davon wäre. Wir warnen jedoch vor einer staatlichen Turbo-Förderung, welche die Eigenverantwortung der Eltern zunehmend ausklammert und falsche Anreize setzt, sodass Kleinkinder – ich betone dies hier – *zu früh* und *zu lange* ausserhalb der Familie betreut werden. Dies mag zwar im kurzfristigen Interesse der Wirtschaft liegen, doch die erwähnten Risikofaktoren und der Fokus auf das Kindeswohl werden in dieser Diskussion zu wenig thematisiert oder sogar ganz ausgeblendet.

Aus diesen Gründen lehnt die EDU-Fraktion diese Motion in allen Ziffern ab, mit Ausnahme der Ziffer 4, die wir als Postulat entgegennehmen werden.

Marianne Teuscher-Abts, Roggwil BE (FDP). Wie immer mache ich es kurz; es wurde schon vieles erzählt. Die FDP-Fraktion teilt die Beurteilung der Regierung in allen fünf Punkten.

Zur Ziffer 1: Im Bereich der Tagesschulen besteht seit mittlerweile zehn Jahren eine gesetzliche Grundlage für ein bedarfsgerechtes Angebot. Damit haben im Kanton Bern grundsätzlich alle Schulkinder in Gemeinden mit genügend Bedarf Zugang zu einem Betreuungsangebot. Aktuell profitieren rund 9700 Kinder von einem subventionierten Kitaplatz oder Stunden in Tagesfamilien. Der Kanton plant die Einführung von Betreuungsgutscheinen, wobei er den Entscheid über die Einführung

bewusst den Gemeinden überlassen will.

Zu den Ziffern 2 und 5: Die FDP ist der Auffassung, dass die Entwicklung der familienergänzenden Kinderbetreuung richtig aufgegleist ist und keine zusätzlichen Forderungen aufgenommen werden sollten.

Zur Ziffer 4: Es ist richtig, dass die Arbeit in einer Kita sehr anspruchsvoll ist. Eine Verbesserung im Bereich der Weiterbildung und des Coachings könnte dazu beitragen, dass die Mitarbeiter nicht nach kurzer Zeit wieder aussteigen.

Also noch einmal: Die FDP möchte die Ziffern 1 und 3 ablehnen, die Ziffern 2 und 5 annehmen und abschreiben sowie die Ziffer 4 als Postulat annehmen.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprecherinnen und -sprechern; als Erstes zu Grossrätin Geissbühler, SVP.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (SVP). Seit ich im Grossen Rat bin, kommen immer wieder die gleichen Schlagworte, die einfach schon lange überholt sind. Ich sage Ihnen etwas zu den Erfahrungen, die wir aus den Tagesschulen haben. Verschiedene Sprecher haben gesagt, familienexterne Kinderbetreuung sei eine Attraktivitätssteigerung und ein Standortvorteil. Dazu muss man sagen: Das stimmt nun mal nicht. Schauen wir die Tagesschulen an: Der Kanton Bern zahlt 40 Prozent an die Tagesschulen, die Kantone Solothurn, Zürich, Aargau oder Basel-Land zahlen nichts an die Tagesschulen, der Kanton Freiburg 10 Prozent. Haben wir jetzt mehr Leute, die hierher kommen? Haben wir eine Steigerung der Ansiedlung der Wirtschaft im Kanton Bern aufgrund der Attraktivität der Kinderbetreuung vor der Schule, nach der Schule und über den Mittag? Das ist nicht der Fall.

Der zweite Punkt: Wenn man diese Angebote habe, sei dies ein volkswirtschaftlicher Nutzen; drei bis vier Franken kämen an Steuern zurück. Das ist schon lange nicht mehr wahr. Man hat jetzt viel grössere Steuerabzüge für Kinder, und die neusten Studien des Büros für arbeits- und sozialpolitische Studien (BASS) besagen, pro investierten Franken kämen 50 Rappen zurück. Sie sagen einfach immer noch die alten Dinge, die nicht stimmen. Und was ganz ausgelassen wird – diesbezüglich möchte ich Samuel Kullmann danken –, sind die Kosten, die für die Kinder mit Defiziten auf uns zukommen. Das ist massiv! Lesen Sie einmal die verschiedenen Studien, die es über die Auswirkungen von familienexterner Kinderbetreuung auf das Kindeswohl gibt. Das Kindeswohl steht hier in keinem Argument im Vordergrund. Ich bin erstaunt, dass auch die SP immer mit der Wirtschaft kommt. Aber die Wirtschaft hat dort eine Verantwortung, finde ich: Sie sollte nämlich mehr Prozentstellen für Männer schaffen, damit beide Eltern arbeiten und ihre Kinder in Eigenverantwortung erziehen können. Wenn sie einen Krippenplatz wollen, sollen sie ihn auch selber bezahlen.

Es gab jetzt gerade eine grosse Tagung in Finnland, Schweden und Norwegen. Dort sagt man: Wir müssen zurückbuchstabieren; wir haben dermassen viele Probleme mit unseren Kindern und Jugendlichen – weil sie eben so früh extern betreut werden und gar nicht beziehungsfähig sind. Kurz gesagt: Wir wollen nicht die ganze Kinderbetreuung an den Staat abschieben; wir wollen keine Staatskinder. Darum lehnen Sie bitte ab beziehungsweise stimmen Sie so, wie es der Regierungsrat vorschlägt.

Präsident. Ich gebe das Wort dem Gesundheitsdirektor, Regierungsrat Schnegg.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Comme chacun le sait dans cette salle, le canton de Berne va modifier fondamentalement son système d'accueil extrafamilial pour passer dans le courant de l'année prochaine à un système proposant des bons de garde que les parents pourront utiliser dans les structures, indépendamment de leur lieu de domicile. Ces modifications profondes vont influencer notablement tout cet environnement et il me semble opportun de pouvoir le mettre en place le plus rapidement possible et suivre son évolution pour pouvoir y apporter les éventuelles corrections qui pourraient s'avérer nécessaires. Nous avons la chance de mettre en place un système moderne qui s'est révélé positif, là où celui-ci a pu être testé. Voulez-vous avant même sa mise en œuvre le mettre en question et l'handicaper par une surréglementation que nous connaissons malheureusement dans d'autres secteurs avec des conséquences souvent désastreuses? Des secteurs ont voulu mettre en place une certaine concurrence en réglementant les prix. Malheureusement, ils n'ont jamais apporté le succès escompté. Pour revenir à cette motion plus spécifiquement, permettez-moi de vous donner quelques éléments qui me semblent importants. Je le ferai point par point.

Pour le point 1, il existe d'ores et déjà, et ce depuis une dizaine d'années, une base légale dans le

domaine de l'accueil parascolaire. L'introduction du système de bons de garde incitera encore plus les communes à soutenir la prise en charge préscolaire en fonction des besoins, du fait que le canton cofinancera les bons émis par les communes et ce sans contingentement de la part du canton. Il est important que chaque commune puisse décider librement si elle désire proposer cette offre aux familles résidant sur son territoire. Le respect de l'autonomie communale me semble aussi important. C'est la raison pour laquelle le gouvernement vous propose de rejeter ce point.

Pour le point 2: le canton soutient le développement d'une offre conforme aux besoins par l'introduction du système des bons de garde et par la suppression du contingentement. La qualité de l'offre est garantie par la procédure d'autorisation et de surveillance à laquelle ces institutions sont soumises. Pour ce point, le gouvernement vous propose donc de l'accepter et de la classer.

Pour le point 3: le système des bons de garde apporte une flexibilisation du système à de nombreux endroits, de manière à permettre à l'offre de se développer en fonction des réels besoins. Les garderies pourront donc déterminer leurs tarifs librement. Les coûts de la prise en charge pourraient – ce n'est pas une réalité – donc légèrement augmenter pour les parents, mais la concurrence dans le cadre de ce système permettra une évolution cohérente de l'offre. C'est ce qui a pu être observé durant les phases pilotes. Pour les classes aux revenus modestes, une activité lucrative est rentable vu le niveau de la taxation et les frais de garde à assumer. Pour les familles bénéficiant de revenus plutôt élevés, il est plus judicieux d'augmenter les déductions fiscales pour les frais de garde, d'ailleurs, la stratégie fiscale prévoit, après un relèvement à 8 000 francs au 1er janvier 2017, de porter cette déduction à 10 100 francs. C'est pourquoi le gouvernement vous propose de rejeter le point 3.

Pour le point 4: nous sommes tous conscients que le travail en garderie est exigeant. Toutefois, la promotion de la qualité des garderies ne passe pas par une tertiarisation de la formation, mais plutôt par un suivi et un perfectionnement continu du personnel. Un tel dispositif garantit aussi que les garderies sont capables de s'adapter à de nouvelles exigences. Il convient donc d'améliorer la formation continue et le coaching afin d'éviter de nombreux abandons de la profession. C'est la raison pour laquelle le Conseil-exécutif est disposé à étudier des améliorations possibles dans ce domaine et vous invite à accepter ce point sous la forme d'un postulat.

Pour ce qui est du point 5, par la mise en place des bons de garde, la loi de l'offre et de la demande doit pouvoir se mettre en place comme le projet pilote de la ville de Berne a permis de le constater. Les familles pourront donc aussi utiliser leurs bons ailleurs que dans leur commune de domicile, ce qui leur permettra également de mieux concilier leurs différents impératifs. Il faut donc attendre la phase de mise en œuvre du système des bons de garde pour savoir combien de communes y participeront, combien limiteront éventuellement le nombre de bons et combien d'enfants en bénéficieront. Le nombre de garderies et de places proposées dans le canton est d'ores et déjà connu et actualisé en permanence, le canton ayant également prévu de communiquer à ce sujet. C'est sur cette base que le gouvernement vous invite à accepter ce point et à le classer.

Präsident. Ich gebe das Wort der Motionärin, Grossrätin Imboden.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Herzlichen Dank für diese Debatte. Ich glaube, sie hat gezeigt, dass in diesem Rat weitestgehend Einigkeit besteht, dass die familienergänzende Kinderbetreuung eine gute Sache ist. Ich sage bewusst weitestgehend, aber ich glaube, dies ist ein sehr breiter Konsens.

Ich möchte einfach zwei Punkte noch einmal kurz aufnehmen. Der eine ist wirklich die Frage der Plafonierung. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, es gibt einen grossen Unterschied zur Einführung des Gutscheinmodells in der Stadt Bern. Als die Stadt Bern dies einführte, beschloss man gleichzeitig einen massiven finanziellen Ausbau, das heisst: Um den Anreiz zu haben, dass es mehr Plätze gibt, stellte man gleichzeitig mehr Mittel zur Verfügung. Das ist im Kanton anders. Einerseits schraubt man mit der Kontingentierung, sodass die Gemeinden nicht müssen. Das ist ein politischer Entscheid – aus unserer Sicht ein falscher. Gleichzeitig stellt man nicht mehr Geld zur Verfügung. Das heisst: Entweder werden die Gutscheine kleiner – das ist eine Option, die vom Regierungsrat in den Raum gestellt wird –, oder es gibt am Schluss einfach nicht mehr. Daher ist diese Plafonierung ein Problem. Der Punkt 1 will genau dem entgegenwirken und eine Grundlage schaffen, dass es eben einen bedarfsgerechten Ausbau braucht und wir nachher natürlich die entsprechenden finanziellen Mittel zur Verfügung stellen müssen.

Noch ein letzter Satz zum Punkt 3: Ich staune schon, dass man jetzt hier von bürgerlicher Seite sagt, die finanzielle Belastung der Eltern müsse nicht reduziert werden. Liebe Kolleginnen und Kollegen, es

ist einfach eine ungute Entwicklung, wenn es für die Eltern mehr kostet. Ich erinnere an ein Interview im «Bund», das Sie sicher alle gelesen haben, ein Interview mit dem obersten Arbeitgebervertreter, dem Präsidenten des Schweizerischen Arbeitgeberverbandes (SAV), Valentin Vogt. Er sagt auf die Frage hin, dass die Kinderbetreuung teuer werde oder sei: Ja, das sei ein Problem, das man dringend lösen müsse. Insofern gibt es dazu ganz klar auch eine Problemanalyse auf bürgerlicher Seite, und ich staune, dass man diese nicht annimmt. Herr Regierungsrat Schnegg hat jetzt gesagt, dass man ja die Steuern senke, respektive dass man den Abzug erhöhen könne. Das führe dazu, dass es dann auch nicht teurer werde. Wenn das so ist, kann man den Punkt 3 ja wirklich annehmen, liebe Kolleginnen und Kollegen. Dort steht, die finanzielle Belastung solle nicht höher werden. Wenn man jetzt sagt, das sei so, sehe ich nicht ein, weshalb man diesen Punkt nicht unterstützen kann. Daher bitte ich alle, die sich für einen Ausbau im Sinne einer bezahlbaren Kinderbetreuung einsetzen, den Punkt 3 anzunehmen.

Ich halte in den Punkten 1 und 3 an der Motion fest. Ich bitte Sie, den Punkt 2 wirklich nicht abzuschreiben, da eben noch nicht ausgebaut ist. Daher kann man die Abschreibung noch nicht machen. Man hat jetzt gesagt, das Gutscheinmodell komme und man mache Erfahrungen, aber da wird es wahrscheinlich auch noch Korrekturen brauchen.

Ich bin froh, dass der Regierungsrat den Punkt 4 über die Ausbildung entgegennehmen will. Ich bin bereit, diesen Punkt in ein Postulat zu wandeln, damit dieser eine Mehrheit findet. Einfach zuhänden der weiteren Arbeiten: Es geht hier um Ausbildung und nicht nur um Weiterbildung. Aber ich glaube, mit einem Prüfungsauftrag kann man beides machen.

Betreffend den Punkt 5 bin ich mit der Regierung einverstanden: Den kann man auch «classer». Vielen Dank für Ihre Unterstützung.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wir stimmen bei dieser Motion punktweise ab. Wer den Punkt 1 als Motion annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	51
Nein	98
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Punkt 1 als Motion abgelehnt mit 98 Nein- gegen 51 Ja-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Wir kommen zum Punkt 2. Wer den Punkt 2 als Motion annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	108
Nein	42
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Punkt 2 als Motion angenommen mit 108 Ja- gegen 42 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Wir kommen zur Abschreibung. Wer den Punkt 2 abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	84
Nein	66
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Punkt 2 abgeschrieben mit 84 Ja- gegen 66 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Wir kommen zum Punkt 3. Wer den Punkt 3 als Motion überweisen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	53
Nein	94
Enthalten	1

Präsident. Sie haben den Punkt 3 abgelehnt mit 94 Nein- gegen 53 Ja-Stimmen bei 1 Enthaltung.

Wir kommen zum Punkt 4, der in ein Postulat gewandelt ist. Wer in Punkt 4 einem Postulat zustimmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 4 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	126
Nein	17
Enthalten	6

Präsident. Sie haben den Punkt 4 als Postulat überwiesen mit 126 Ja- gegen 17 Nein-Stimmen bei 6 Enthaltungen.

Wir kommen zum Punkt 5, bei dem die Motionärin mit der Annahme bei gleichzeitiger Abschreibung einverstanden ist. Wir machen das in einer Abstimmung. Wer den Punkt 5 als Motion annehmen und abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 5)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme und gleichzeitige Abschreibung

Ja	144
Nein	4
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Punkt 5 angenommen und direkt abgeschrieben mit 144 Ja- gegen 4 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Geschäft 2014.GEF.3

Grossratsbeschluss betreffend den Volksvorschlag «Für eine wirksame Sozialhilfe!»*Grundsatzdebatte*

Fortsetzung

Präsident. Wir kommen zurück zum Traktandum 42, «Grossratsbeschluss betreffend den Volksvorschlag «Für eine wirksame Sozialhilfe!»». Zur Klärung der Ereignisse gebe ich dem Vizepräsidenten das Wort, sobald er sich hat einloggen können. (*Kurze Pause*) Grossrat Zaugg, Sie haben das Wort.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Das ist jetzt genauso ein Moment, weshalb ich die schweizerische Demokratie liebe. Wir hatten ein Problem, kamen zusammen, hielten alle die Köpfe ein bisschen schief, diskutierten darüber und schauten, ob es eine Lösung gibt, die man finden kann, und wir haben eine gefunden. Diese Lösung besteht darin, dass sowohl die Antragsteller des Rückweisungsantrags ihren Antrag vollständig zurückziehen als auch das Büro seinen Antrag selbstverständlich vollständig zurückzieht. Das ist ja logisch, dieser ist ja dann obsolet. Zudem reichen sämtliche Fraktionsvorsitzenden einen neuen Antrag zum Grossratsbeschluss ein, den wir am Schluss fällen werden, und zwar gäbe es dort neu eine Ziffer 6 nach den Abstimmungsempfehlungen und so weiter. Diese Ziffer 6 lautet so: «Die SAK wird beauftragt, im Hinblick auf die Erstellung der Abstimmungsbotschaft die Zahlen unter Einbezug von unabhängigen Experten zu verifizieren und plausibilisieren.» Dieser Auftrag ist eigentlich sowieso schon da, aber nicht mit unabhängigen Experten. Doch als Leiter des Ausschusses Abstimmungserläuterungen weiss ich, wie wichtig die Debatte, die wir gleich führen werden, für die Erstellung dieses Abstimmungsbüchleins ist. Zudem sind wir darauf angewiesen, dass die Zahlen schon hier richtig auf den Tisch kommen und auch richtig eingeordnet werden. Wir würden uns damit noch zusätzlich den Auftrag geben, die genannten Zahlen auf allen Seiten zu plausibilisieren, zu verifizieren und richtige Quellenangaben zu machen. Das ist immer unsere Aufgabe, aber hier wäre es ganz explizit auch ein Auftrag des Grossen Rates, da die Zahlen zum Teil auf allen Seiten noch nicht ganz klar sind. Das wäre unser Kompromissvorschlag, den, wie gesagt, alle Vorsitzenden der Fraktionen gemeinsam eingeben, und damit hätten wir das Problem gelöst. Abstimmen darüber werden wir später; es müsste jetzt auch gar keine Abstimmung geben, so könnten wir jetzt mit der ordentlichen Debatte zum Traktandum 42 beginnen.

Präsident. Ich danke dem Vizepräsidenten und den Fraktionspräsidenten für die Klärung. Ich bin froh, dass wir dieses Mittel haben, da die Debatte vor dieser Klärung recht wirr und emotional war. Somit starten wir mit der Grundsatzdebatte zu diesem Geschäft. Ich gebe das Wort dem Kommissionspräsidenten, Grossrat Kohler.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (FDP), Kommissionspräsident der GSoK. Ich vertrete als Kommissionspräsident die Mehrheitsmeinung der Kommission. Wir haben diesen Volksvorschlag im Rahmen einer ausserordentlichen Sitzung diskutiert: die Inhalte und vor allem die finanziellen Auswirkungen auch im Vergleich zum geltenden Recht und natürlich insbesondere zum Beschluss des Grossen Rates im Rahmen der Revision des Gesetzes über die öffentliche Sozialhilfe (Sozialhilfegesetz, SHG). Ich spreche dabei vom 29. März 2018 und von der hier im Grossen Rat verabschiedeten Teilrevision des SHG. Auf diese Beschlüsse gehe ich heute natürlich nicht mehr ein; sie sind Ihnen bestens bekannt.

Nun zum Volksvorschlag: Dieser fordert zusammengefasst folgende Änderung: Mit dem Volksvorschlag soll entgegen des Beschlusses des Grossen Rates sowie abweichend vom geltenden Recht die wirtschaftliche Hilfe nach den Richtlinien der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe (SKOS-Richtlinien) und insbesondere ohne tiefere Ansätze beim Grundbedarf ausgerichtet werden. Entsprechend soll ein Artikel 31 neu formuliert und die Artikel 31b–31f der Grossratsvorlage, welche die Bemessung der wirtschaftlichen Hilfe regeln, sollen gestrichen werden. Zweitens sieht ein neuer Artikel 31a vor, dass bedürftige Personen, die nach dem Erreichen des 55. Altersjahres arbeitslos werden, nach anderen Ansätzen unterstützt werden. Die Voraussetzungen hierfür sind in der Unterlage aufgeführt. Erfüllt eine Person all diese Voraussetzungen, soll ihre wirtschaftliche Hilfe nach den

Ansätzen des Bundesgesetzes über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung (ELG) ausgerichtet werden. Drittens: Der neue Artikel 72b verpflichtet den Kanton, bedarfsgerechte Angebote zur Förderung von Grundkompetenzen zur beruflichen Qualifizierung bereitzustellen.

Die Mehrheit der GSoK beantragt dem Grossen Rat, den Stimmberechtigten den Volksvorschlag zur Sozialhilfe zur Ablehnung zu empfehlen. Sie unterstützt die vom Grossen Rat verabschiedete Gesetzesänderung mit den darin vorgesehenen Kürzungen des Grundbedarfs in der wirtschaftlichen Sozialhilfe. Im März 2018 hatte der Grosse Rat, wie ich bereits erklärt habe, verschiedene Änderungen im Bereich der wirtschaftlichen Sozialhilfe beschlossen.

Die Mehrheit der Kommission hat sich gegen Mehrkosten ausgesprochen. Die vom Regierungsrat berechneten finanziellen Auswirkungen des Volksvorschlags werden noch zu reden geben. Sie waren in der GSoK bereits vor Monaten umstritten, schon bevor der Bericht dieser drei Personen (*Wolffers/Roncoroni/Michel: «Was kosten der Volksvorschlag «Für eine Wirksame Sozialhilfe» wirklich?»*) vorlag. Ich komme noch darauf zurück. Auch wenn es sich bei diesen Berechnungen lediglich um Schätzungen handelt, steht für die Mehrheit der Kommission fest, dass eine Annahme des Volksvorschlags zu massiven Mehrkosten führte. Wichtige Anliegen bei der Änderung des SHG waren für die Mehrheit des Grossen Rates die flexible Anwendung der SKOS-Richtlinien und die Kürzungen der Unterstützung von Personen, die sich zum Beispiel nicht genügend um die berufliche Integration bemühen. Die Annahme des Volksvorschlags würde dies verunmöglichen.

Das neue Unterstützungssystem für die bedürftigen Arbeitslosen, die älter sind als 55, ist für die GSoK-Mehrheit nicht ausgereift und birgt auch gewisse Gefahren. So könnten Arbeitgeber dazu neigen, solche Personen schneller zu entlassen, da für sie ein soziales Auffangnetz bestünde. Damit würde der Kanton Bern ein schweizweit einmaliges Experiment durchführen, das negative Auswirkungen haben könnte, zum Beispiel auch eine Sogwirkung für über 55-Jährige aus anderen Kantonen. Daher beantragt die Mehrheit der GSoK dem Grossen Rat mit 9 Ja- gegen 7 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen, den Stimmberechtigten den Volksvorschlag zur Ablehnung und die Vorlage des Grossen Rates zur Annahme zu empfehlen.

Jetzt habe ich noch ein paar Bemerkungen zum Bericht (*Wolffers/Roncoroni/Michel: «Was kosten der Volksvorschlag «Für eine Wirksame Sozialhilfe» wirklich?»*), den wir alle erhalten haben. Er lief zuerst über die Fraktionen. Hierzu möchte ich Ihnen eine Information geben. Es geht um die Stellungnahme von Felix Wolffers, Bern, von Bruna Roncoroni, Thun, und von Thomas Michel, Biel, Präsident der Berner Konferenz für Sozialhilfe, Kindes- und Erwachsenenschutz (BKSE). Verschiedene Zahlen in diesem Bericht wurden bestritten. Das Schreiben haben die Fraktionen erhalten, und der Regierungsrat hat dazu Stellung genommen. Jetzt eine Bemerkung hierzu: Einigen Grossrätinnen und Grossräten ist aufgefallen – mir auch –, dass die auf Seite 1 des Berichts (*Wolffers/Roncoroni/Michel: «Was kosten der Volksvorschlag «Für eine Wirksame Sozialhilfe» wirklich?»*) erwähnte Referenz, «Stellungnahme der GEF zu Rückweisungsanträgen erste Lesung vom 20. Januar 2018», ein vertrauliches Papier darstellt, das allein für die GSoK bestimmt war. Sie können sich noch erinnern: Wir hatten ja schon einmal ein Problem. Im Rahmen der SHG-Revision wurde durch den Präsidenten der GSoK, durch mich, bereits im März 2018 bei der Staatsanwaltschaft Bern-Mittelland eine Strafanzeige wegen Amtsgeheimnisverletzung gegenüber Unbekannt eingereicht, weil damals die SHG-Verordnung an die Öffentlichkeit gelangt ist. Das habe ich damals dem Grossen Rat auch gesagt. Diese Untersuchung ist am Laufen.

Die GSoK hat sich gestern getroffen, insbesondere wegen des Rückweisungsantrags, aber wir haben dann auch noch dieses Problem besprochen. Die GSoK hat gestern einstimmig beschlossen, die erneute Verfehlung, eben die Referenz 1, die zu einem vertraulichen Papier gehört, in die bereits laufende Strafanzeige aufzunehmen. Wir werden diese Ergänzung zur Strafanzeige raschestmöglich einreichen und nachliefern. Es war mir wichtig, dies hier noch zu erwähnen. Denn wir müssen gut aufpassen, sonst geht das Vertrauen zwischen Kommissionen, Behörden und Regierung verloren. Die GSoK ist einstimmig der Meinung: Das geht so nicht. Es ist jetzt das zweite Mal, dass dergleichen im Rahmen der SHG-Revision geschehen ist. Es war mir wichtig, dies hier in diesem Rahmen auch noch zu sagen.

Präsident. Gibt es Fraktionserklärungen? – Ich gebe das Wort für die EDU-Fraktion an Grossrat Schwarz. (*Es erfolgt ein Zwischenruf aus dem Saal, wonach zuerst die Sprecherin der Minderheit an der Reihe sei.*) Minderheitssprecher? Ja, aber das steht nicht auf meinem Papier hier. Entschuldigung. Bitte loggen Sie sich einfach ein, wenn Sie sprechen wollen. Dann kann ich mich hier vorne organisieren. Für die Minderheit hat Grossrätin Junker das Wort.

Margrit Junker Burkhard, Lyss (SP), Kommissionssprecherin der GSoK-Minderheit. Ich melde mich hier als Sprecherin der Kommissionsminderheit, und diese ist sich bewusst, dass dieser Volksvorschlag mehr kostet als das, was wir in der SHG-Revision beschlossen haben. Wir erachten dies allerdings als absolut vertretbar. Hingegen betrachten wir die Berechnungen des Regierungsrates unter Punkt 7 im Vortrag als nicht nachvollziehbar und realitätsfremd. Der Regierungsrat geht bei der Minimalvariante davon aus, dass alle ausgesteuerten Personen zwischen 55 und 65 Jahren sozialhilfeabhängig werden, bei der Maximalvariante gar, dass alle bei der Arbeitslosenversicherung (ALV) gemeldeten Personen in diesem Alterssegment sozialhilfeabhängig werden. Hier vermissen wir übrigens das Vertrauen in die vorgesehenen Integrationsmassnahmen der GEF. Ich gehe doch davon aus, dass Sie sich dort mehr erhoffen und nicht nur den Anteil, den Sie hier haben. Sie haben nämlich gar keinen Anteil an Integration. Zudem wissen wir, dass in den letzten Jahren knapp die Hälfte der Minimalvariante sozialhilfeabhängig wurde, und von diesen Personen wären nicht alle nach der Berechnung der Ergänzungsleistungen (EL) zu unterstützen. Deshalb sind wir der Meinung, dass die Berechnungen korrigiert werden müssen.

Ich möchte noch auf die über 55-Jährigen eingehen. Die Kommissionsmehrheit sagte, dass vielleicht sogar noch Leute aus anderen Kantonen zu uns kommen, um zu profitieren. Ich glaube ehrlich gesagt nicht wirklich, dass man deswegen umziehen wird. Auf der anderen Seite habe ich mit der Minderheit mehr Vertrauen in die Arbeitgebenden, dass sie dies nicht als Schlupfloch brauchen, um die über 55-Jährigen zu entlassen. Ich habe dort Vertrauen in die KMU und in die Wirtschaft, dass sie dies nicht tun werden. Wir beantragen Ihnen also mit dem Punkt 4, den Volksvorschlag mit der Empfehlung auf Annahme der Volksabstimmung zu unterbreiten und mit dem Punkt 5, den Antrag von SP, Grünen und EVP anzunehmen.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die EDU-Fraktion Grossrat Schwarz.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Für die EDU-Fraktion ist die Gültigkeit des eingereichten Volksvorschlags unbestritten. Zur ersten Hauptforderung des Volksvorschlags: Er fordert ja eine strikte Bemessung der wirtschaftlichen Hilfe nach den SKOS-Richtlinien. Wir haben schon bei der Beratung des SHG darauf hingewiesen, dass diese Richtlinien für unsere Fraktion nicht sakrosankt sind. Eine Kürzungsmöglichkeit bis höchstens 8 Prozent ist zumutbar. Weil die SHG-Diskussion schon länger her ist, begründe ich dies hier noch einmal.

Der SKOS-Warenkorb hinkt der Entwicklung hinterher. Er wird kaum angepasst. So wird beispielsweise die negative Teuerung gemäss Landeskostenindex der letzten Jahre nirgends berücksichtigt. Oder für die Nachrichtenübermittlung sind zum Beispiel immer noch 87,95 Franken vorgesehen, obwohl es längst Angebote für Telefonie und Internet unter 30 Franken gibt. Ein weiterer Punkt ist, dass Auslagen für Alkohol und Tabak ebenfalls einberechnet werden. Wir sind der Ansicht, dass diese Genussmittel nicht unbedingt vom Staat finanziert werden müssen. Die Kürzung beträgt in der Gesamtbetrachtung der staatlichen Leistungen, also Wohn- und Gesundheitskosten miteinbezogen, rund 4 Prozent. Ein anständiges Leben soll mit der Sozialhilfe allen garantiert sein. Wohnung, Nahrung, Bekleidung, Gesundheit und Zugang zu Bildung sollen sichergestellt sein. Aber eine gewisse Einschränkung des Lebensstandards, ein gewisser Verzicht, sollte und dürfte jedoch damit verbunden sein. Wenn heute in einem Sozialdienst diskutiert wird, ob ein Hip-Hop-Kurs durch die Sozialhilfe bezahlt werden soll, haben wir diese Grenze definitiv überschritten.

Zur zweiten zentralen Hauptforderung, dass bedürftige Personen ab dem 55. Lebensjahr, die arbeitslos werden, nach EL-Standard unterstützt werden sollen: Diese Unterstützung lehnen wir ab. Sie löst Mehrkosten von mehreren Millionen aus, wäre ein schweizweites Novum und könnte einen falschen Anreiz setzen. Etwas zum falschen Anreiz: Ich habe das bereits in der Kommissionsberatung gesagt und sage es auch hier, als Mitinhaber eines KMU-Betriebs: Bis heute haben wir ältere Mitarbeitende, die vielleicht Mühe haben mit neuen Technologien oder mit der Digitalisierung Schritt zu halten oder die ganz einfach im langen Arbeitsleben etwas müde geworden sind. Mit diesen sind wir sehr sorgfältig umgegangen und haben sie bis zur Pensionierung mitgetragen. Wenn nun mit dem deutlich besseren EL-Standard ein sozial ausgestattetes Auffangnetz angeboten wird, besteht die Gefahr, dass sich Arbeitgeber nicht mehr gleichermassen in der Verantwortung sehen und die betreffenden Mitarbeiter leichter entlassen, umso mehr, als sich diese Betriebe heute vermehrtem wirtschaftlichem Druck ausgesetzt sehen. Es ist zwar populär, sich für die älteren Personen einzusetzen; Zahlen des Staatssekretariats für Wirtschaft (SECO) belegen aber, dass ältere Arbeitnehmer prozentual nicht wesentlich stärker von Arbeitslosigkeit betroffen sind als andere Altersgruppen. Die zahlenmässige Zunahme ist darauf zurückzuführen, dass wegen der Babyboomer – wie ich auch einer bin – diese

Altersgruppe unter den Erwerbstätigen zunimmt. Also hat es in dieser Altersgruppe heute mehr Erwerbstätige als noch vor ein paar Jahren.

Zum schweizweiten Novum: Der Kanton Bern ist nach wie vor ein grosser Nehmerkanton im Nationalen Finanzausgleich (NFA). Wir fragen uns, ob es ein gutes Signal ist, wenn wir uns als erster und einziger Kanton einen solchen Standard leisten.

Zu den Mehrkosten: Über die Mehrkosten dieses Volksvorschlags ist im Vorfeld dieser Debatte ein Streit entstanden. Einzig gesicherter Fakt ist für uns, dass alle Berechnungen, von wem auch immer, jeweils auf Annahmen beruhen, sowohl in Bezug auf die Anzahl Personen als auch in Bezug auf die Eintretenswahrscheinlichkeit. Die GEF hat auch immer auf diesen Umstand hingewiesen. Dass sich Kadermitarbeiter der Städte Bern, Biel und Thun Unterlagen zunutze machen, die sie auf illegalem Weg erhalten haben – nämlich durch eine Amtsgeheimnisverletzung entweder seitens der GSoK oder der GEF –, um politisch Stimmung zu machen, und dies erst noch als Beitrag zur Versachlichung der Diskussion verkaufen, wie das in dem Papier geschrieben ist, finden wir in unserer Fraktion bedenklich. Gerade Kadermitarbeiter von Verwaltungen müssten sich bewusst sein, dass Amtsgeheimnisverletzungen für das Ansehen und das Vertrauen in Behörden bei der Bevölkerung sehr schädlich sind. Für uns ist klar, dass eine Annahme des Volksvorschlags sowohl gegenüber der Situation heute als auch gegenüber der Situation mit der beschlossenen SHG-Revision zu Mehrkosten mindestens im zweistelligen Millionenbereich führen würde. Und diese Mehrkosten (*Der Präsident bittet den Redner, zum Schluss zu kommen.*) werden nicht nur auf der Seite des Kantons anfallen, sondern auch auf der Seite der Gemeinden, die sich hier nicht mittels Vernehmlassung äussern konnten. Die EDU-Fraktion ... (*Der Präsident schaltet dem Redner infolge überschrittener Redezeit das Mikrofon aus.*)

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion: Grossrat Jordi.

Stefan Jordi, Bern (SP). Worum geht es bei diesem Geschäft, worum geht es bei der SHG-Revision, und worum geht es beim Volksvorschlag? Die Revision, welche die Mehrheit von Ihnen beschlossen hat, und die Verordnung des Regierungsrates, die bei uns in der Kommission war, gehen aus Sicht eines breit zusammengesetzten Komitees in die falsche Richtung und weisen gravierende Mängel auf. Darum gibt es diesen Volksvorschlag, hinter dem wir als SP-JUSO-PSA-Fraktion voll stehen.

Drei Hauptanliegen enthält der Volksvorschlag, nämlich den respektvollen Umgang mit älteren Bedürftigen, wirksame Massnahmen zur Integration in den Arbeitsmarkt und Sozialhilfe gemäss den schweizweit anerkannten SKOS-Ansätzen. Weshalb dies? – Die Frage lautet hier im Saal, das wurde vorhin auch erwähnt: Wie kann man die Sozialhilfe effektiver gestalten? Was braucht es dazu? Unsere Antwort ist: Damit man die Bedürftigen wieder in den Arbeitsmarkt und somit in die Gesellschaft integriert.

Welchen Weg geht das SHG, welches hier im Saal revidiert wurde? Es verlagert die Kosten auf die Gemeinden oder in andere Bereiche. Es spart auf dem Buckel der Bedürftigen, indem diese noch weniger erhalten sollen, um ihren Lebensunterhalt zu bestreiten. Anscheinend gilt hier im Saal die Mehrheitsmeinung, dass sich die Bedürftigen langfristig besser integrieren, wenn sie noch weniger Budget zur Verfügung haben. Das ist aus unserer Sicht ein völliger Irrtum. In Zukunft soll sogar der Kanton Bern eine Vorreiterrolle übernehmen, indem er in der Sozialhilfe sparen, beziehungsweise die schweizweit anerkannten Ansätze unterlaufen will, was auch eine gewisse Sogwirkung, jedoch in die andere Richtung, bewirken würde. Zudem, das ist eine weitere Folge dieser Revision, generiert sie einen hohen bürokratischen Aufwand, damit man die Sanktionsmöglichkeiten überhaupt realisieren kann. Der Volksvorschlag will vier Sachen: gezielte Weiterbildung von Stellensuchenden, echte Massnahmen statt Versprechungen, die wir immer wieder zu hören bekommen; zweitens, den respektvollen Umgang mit über 55-jährigen ausgesteuerten Arbeitslosen; drittens, Unterstützungsleistungen eben nach SKOS-Ansätzen; und viertens, den Einbezug der Wirtschaft bei Arbeitsintegrationsmassnahmen.

Wie geht jetzt der Regierungsrat mit diesem Anliegen von über 16 000 Bernerinnen und Bernern um? Wie bei der Revision findet es der Regierungsrat nicht nötig, die Diskussion mit den Fachverbänden zu führen. Man muss sich dann nicht wundern, wenn jetzt die Diskussion so stattfindet, wie sie heute Morgen gelaufen ist, indem die Kontroverse hier im Saal zwischen der Minderheit und der Mehrheit stattfindet, aber auch zwischen der Verwaltung, den Fachorganisationen und den Sozialdiensten. Die Diskussion dreht sich jetzt um die Kosten. Wie gehen wir – das ist die Frage hier drin – als Grossrätinnen und Grossräte damit um? Ich weiss nicht, wer hier drin in diesem Bereich fachliche Expertise aufweisen kann. Ich selber kann das nicht; ich bin Politologe und arbeite in der Bundesverwaltung. Wie gehe ich selber in solchen Fällen vor? Ich höre mir die Argumente an, und wenn ich nicht ganz sicher bin, höre ich mir bestimmt auch die Fachpersonen an, die tagtäglich mit solchen Personen und

Fällen zu tun haben. Anschliessend wäge ich ab, selbstverständlich noch mit meinem Wertegerüst, und nehme nachher diese Abwägung vor. Aber mir ist wichtig, dass ich die Fachpersonen und nicht nur die Verwaltung anhöre. In anderen Bereichen machen Sie das nämlich auch so: Wir haben beispielsweise einen ICT-Kredit gesprochen. Da wurde hier von der Ratsmehrheit gesagt: «Ja, wir vertrauen jetzt mal diesen Expertinnen und Experten. Diese machen das schon richtig.» Aber hier, bei den Sozialdiensten tut man es nicht; hier hört man anscheinend nicht auf Expertinnen und Experten. Das scheint mir ein bisschen kurios. Die Fachleute haben ganz klar aufgezeigt, wie die Kosten bei den älteren Arbeitslosen aussehen werden, wenn sie jetzt neu nach EL entschädigt würden. Wir denken oder wir wissen oder wir haben gesehen: Aus unserer Sicht ist die Schwarzmalerei des Regierungsrates nicht ganz opportun.

Ich komme noch zum Argument, das immer wieder genannt wird, nämlich, es gäbe dann eine Sogwirkung auf ausgesteuerte 55-Jährige in den Kanton Bern. Das ist eine ziemlich groteske Argumentation. Auch denken wir, es sei ziemlich grotesk, dass alle Ausgesteuerten nachher nach EL bemessen werden sollen. Und ganz schlimm finde ich, dass man der Wirtschaft vorwirft, dass sie nachher viel einfacher, viel «easier» über 55-Jährige entlassen würde. Das finden wir eine ziemliche Unterstellung an die Adresse der Wirtschaft. Ich komme zum Schluss: Der Volksvorschlag reformiert die Sozialhilfe, aber eben so, dass die Probleme wirklich richtig angepackt werden, und nicht nur verschoben oder verlagert werden, sodass die berufliche Wiedereingliederung wirklich stattfinden kann, dass die Altersarmut bekämpft wird und die Bedürftigen so unterstützt werden, dass sie ein würdiges Leben führen können. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion macht beliebt, den Volksvorschlag dem Volk zur Annahme zu empfehlen.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Es sind viele Emotionen vorhanden in der heutigen Diskussion. Wir versuchen vonseiten der Mitte, der glp-Fraktion, ein bisschen entkrampfter zu den Fragen Stellung zu nehmen, die der Volksvorschlag aufwirft. Es sind im Wesentlichen vier Punkte, weshalb wir diesen Volksvorschlag ablehnen.

Punkt 1, der zentrale Punkt: Mit dem neuen Sololauf, den der Kanton Bern hier machen soll, nämlich, indem er ein neues System in der Sozialhilfe aufnimmt, ein IV-EL-Ergänzungsleistungssystem, unternimmt er nicht nur einen Sololauf, sondern er macht mehr oder weniger eine Frühberentung von Arbeitslosen über 55 Jahren. Das hat Kostenfolgen in einem zweistelligen Millionenbetrag; wir diskutieren jetzt nicht darüber, wie viel. Dafür haben wir einen neuen Super-Auftrag gegeben. Das ist aber unsinnig, weil er die zentralen Punkte nicht wahrnimmt. Wenn man eine solche Veränderung machen will – und das hat auch die SKOS eingesehen –, dann muss man diese auf Bundesebene machen, sonst haben wir einen Bonsai-Vorschlag. Auf Bundesebene muss man diskutieren, ob man im gesamten System solche Neuerungen machen will. Dann hat man auch eine gute Argumentation dafür und dagegen, was aber sicher nicht der Fall ist, wenn man die Neuerungen in einem *einem* Kanton einführt. Dies würde dazu führen, dass nach zwei Jahren mehr oder weniger auch jeder Solothurner und jeder Freiburger von diesem neuen System profitieren könnte. Das sind die zentralen Punkte, die der glp-Fraktion wichtig sind.

Der Volksvorschlag schafft neue Fehlanreize. Ob man es jetzt glaubt oder nicht: Wir sind hier nicht in der Kirche, Kolleginnen und Kollegen. Wir müssen Wahrscheinlichkeiten ausrechnen, nach denen etwas geschehen kann, und wir haben Erfahrungen. Wenn man die Leute in die Frühberentung schicken kann, müssen sie keine Sozialhilfe erhalten und damit keine Stigmatisierung erfahren. Und wenn man das macht, dann wissen wir, dass man bei starken Umstrukturierungen in der Wirtschaft eben Leute früher in die Rente schickt. Das ist gang und gäbe. Das ist nicht böseartig, aber man kann ihnen ja ein bequemeres Geld-Polster bieten, als wenn man sie de facto in die Sozialhilfe treibt. Das bietet dieser Vorschlag hier als neue Möglichkeit.

Diese hat aber auch auf der Seite der Arbeitslosen Fehlanreize. Kolleginnen und Kollegen, die Lebensgestaltung hängt auch davon ab, welche Möglichkeiten bestehen und wie viel Geld einem unter Umständen der Staat in der Sozialhilfe zur Verfügung stellt. Ob man nun 970 Franken oder 1630 Franken erhält, macht einzig den Unterschied, dass man dort noch Steuern bezahlen muss. Das sind wesentliche Unterschiede, Kolleginnen und Kollegen, und diese beiden Fehlanreize trägt die glp-Fraktion nicht mit. Das sind zu hohe Risiken.

Ich komme zu Punkt 3, neue Ungerechtigkeiten: Kolleginnen und Kollegen, wie wollen Sie Ihrem Nachbarn erklären, warum er mit 54 Jahren dummerweise in die Arbeitslosigkeit gekommen ist, aber jetzt im alten System bleibt, weil er nicht 55 Jahre alt war? Wie wollen Sie eigentlich einem 55-Jährigen begreiflich machen, dass er auch nicht zum Zug kommt, weil er nur 18 anstatt 20 Jahre lang einbezahlt hat? Das sind Vorgaben, die dazu führen, dass wir in einem Sozialhilfesystem, das eigentlich

auf Gerechtigkeit ausgerichtet ist, neue Mechanismen einführen, die absurd sind, obwohl das wirklich eine massive Zunahme in der ganzen Sozialhilfeberechnung gibt, Kolleginnen und Kollegen.

Zu Punkt 4: Auch den anderen Vorschlag hat die glp-Fraktion abgelehnt, weil es ein Sparvorschlag ist. Aber dieser hat wesentliche, und das sind gute, Vorschläge zur Arbeitsintegration und Weiterbildung gemacht. Das ist Artikel 75, der klar dasselbe sagt, wie bei diesem Vorschlag. Hier zu behaupten, man habe etwas mehr zur Verfügung, ist einfach nicht redlich. Und zweitens: Im anderen Vorschlag haben wir – und das ist der einzige Anteil, den wir voll unterstützen – klar gesagt, dass die Hälfte der eingesparten Millionen für neue Bildung, neue Weiterbildung und neue Arbeitsbeschäftigungen im Kanton Bern zur Verfügung stehen soll. Hierzu sagt dieser Vorschlag nichts. Weil er schon in diesem Vorschlag hohe Kosten) im Bereich von 30, 40 bis 50 Mio. Franken ergibt, kann er das also gar nicht bieten.

Ich komme zum Schluss. Noch schnell ein Thema als Bernerin: Es hat mich auch verdammt genervt, ich sage das nun salopp so, dass nicht zuletzt meine Regierung der Stadt Bern, es zum zweiten Mal schaffte, mit politisch nicht sauberen Methoden ihre Haltung bekannt zu machen, nämlich als Gemeinderat ein Papier zu verteilen, das doch sehr fragwürdige Quellen enthält. Das ist politisch nicht fair, es ist nicht sensibel und trägt sicher nicht dazu bei, dass die Stadt Bern eine höhere Akzeptanz in der Argumentationslinie zu Geschäften hier beim Kanton erhält.

Kolleginnen und Kollegen, lehnen wir diesen Volksvorschlag ab. Es ist ein Bonsai-Vorschlag. Diese Diskussion muss man auf Bundesebene führen; das hat die SKOS längst eingesehen. Machen wir hier keinen Experimentier-Artikel, sagen wir Nein. Für die glp ist klar: Sowohl der Volksvorschlag als auch der Vorschlag vom letzten Frühling: Wir stehen für ein klares Nein. Diese Art von Variante wollen wir nicht. Wir wollen hier keinen Vorschlag, der so viele Millionen an Zusatzgeldern kostet und Fehlanreize setzt.

Andrea de Meuron, Thun (Grüne). Die Mehrheit des Grossen Rates hat der Revision des SHG und damit vor allem der Senkung des Grundbedarfs nach den SKOS-Richtlinien zugestimmt, weil man sparen will. Wir Grünen sagen, sparen ja, aber ganz klar haben wir immer gesagt: sparen am System und bitte nicht am Menschen. Mit diesen Kürzungen schaffen wir weder Arbeitsplätze, noch haben wir gewährleistet, dass diejenigen, die stellenlos sind, auf die Stellenprofile in den Stellenbörsen passen. Mit der Unterschreitung des Grundbedarfs nach den SKOS-Richtlinien ist für uns die rote Linie überschritten. Diese Errungenschaft sind wir Grünen nicht bereit, aufzugeben. Würde jeder und jede von uns Grossräten und Grossrätinnen hier in diesem Saal den Grundbedarf selber definieren, hätten wir am Schluss wahrscheinlich 160 verschiedene Ansätze, und das wäre wenig zielführend. Das hatten wir in der Vergangenheit, und Dank den SKOS-Richtlinien haben wir den Sozialtourismus ab- und Rechtssicherheit erschaffen können.

Ein Sozialhilfegesetz sollte aus unserer Sicht auch klar der Tatsache Rechnung tragen, dass A grossmehrheitlich Kinder und Jugendliche betroffen sind, B bevorzugt ältere Menschen als Erste auf die Strasse gestellt werden, C sich unser Arbeitsmarkt wandelt, Fachwissen gefragt ist und darum D Bildung der zentrale Schlüssel zu einer bezahlten Beschäftigung ist. Der Volksvorschlag trägt dem Rechnung und beinhaltet deshalb nebst dem Grundsatz der SKOS-Richtlinien vor allem auch eine Lösung für ältere stellenlose Menschen. Wer sein Leben lang gearbeitet hat und im Alter aufgrund unserer gesellschaftlichen Situation auf das Abstellgleis gestellt wird, ist heute gezwungen, sein Vermögen aufzubreuchen, was oft ein grosser Schritt in Richtung Altersarmut bedeutet. Dank dem Volksvorschlag sollen über 55-jährige Arbeitslose nicht mehr in die Sozialhilfe wechseln, sondern EL erhalten, wie sie bedürftige AHV- und IV-Rentnerinnen haben.

Klar ist: Diese Lösung hat ihren Preis. Darum ist es denn auch wenig überraschend, dass der Regierungsrat den Volksvorschlag ablehnt und als Begründung ein sehr, sehr teures Preis-Etikett daran hängt. Man macht sich so die Argumentation einfach. Auf der Basis dieser regierungsrätlichen Kostenberechnung ist hier eine fundierte, seriöse Diskussion leider nicht möglich. Sie eignet sich auch nicht als Grundlage für die Abstimmungsunterlagen, deswegen sind wir auch froh, dass man dort korrigieren will. Die Kostenberechnungen wurden wohl auch zu Recht eben von den Fachleuten in den Städten kritisiert, von den Menschen, die es in den Sozialämtern umsetzen müssen, und andere Berechnungsbeispiele wurden vorgelegt. Diese Zahlen wiederum variieren sehr stark, und man fragt sich, was jetzt stimmt.

Eines stimmt sicher: nämlich, dass die Zahlen des Regierungsrates wenig vertrauensfördernd sind. Noch im Januar ging der Regierungsrat bei der SHG-Revision in seiner Stellungnahme zu den Rückweisungsanträgen beim Grundbedarf von 19 Mio. Franken Einsparungen pro Jahr aus. Neun Monate später werden im Vortrag zum Volksvorschlag diese Einsparungen ohne weitere Begründung jetzt mit

21 Mio. Franken beziffert. Wir wissen nicht, woher diese Differenz kommt. Noch viel weniger nachvollziehbar ist die Kostenfolge bei den Massnahmen für Menschen über 55 Jahre. Hier geht der Regierungsrat bei seiner Maximalvariante davon aus, dass von der Anmeldung beim Regionalen Arbeitsvermittlungszentrum (RAV) bis zur Aussteuerung nicht eine einzige Person in den Arbeitsmarkt vermittelt werden kann und alle Personen nach der Aussteuerung von der Sozialhilfe abhängig werden. Bei diesen Berechnungen des Regierungsrates fehlt der Bezug zu den bekannten wissenschaftlichen Studien und somit auch zur Realität. Jetzt wissen wir also nicht, ob der Volksvorschlag im Vergleich zum Ist-Zustand nur 6 Mio. Franken kostet, wie das die Fachverbände und die Vertreter der Städte sagen, oder 49 bis 178 Mio. Franken, wie dies der Regierungsrat sagt. Aber wir wissen – was der Regierungsrat auch klar kommuniziert hat –, dass seine Kostenschätzungen Unbekannte und Annahmen enthalten. Und mit Unbekannten und Annahmen vor das Volk? Aus Sicht der Grünen braucht es eine faktenbasierte Entscheidungsgrundlage. Es ist äusserst bedauerlich, hat man darauf verzichtet, diese Diskussion in der Kommission führen zu wollen, und hat man nicht eine Rückweisung unterstützen wollen. Es wäre nämlich sehr wohl möglich gewesen. Es gibt fundierte Grundlagen, konkrete wissenschaftliche Erkenntnisse und verfügbare Daten.

Denn bei der ganzen Diskussion hier sollten wir eines nicht vergessen: Dieses Gesetz betrifft Menschen – Menschen, die hier in diesem Kanton leben. Was sind sie Ihnen wert? Das fragen wir uns. Dies fragen wir vor allem auch diejenigen, die sagen, es gehe jetzt nicht nur ums Geld. Es geht um Werte und Prioritäten. Wir Grünen setzen den Wert und die Priorität klar bei dem von Armut betroffenen Menschen und sagen klar Ja zur Gültigkeit und Ja zum Volksvorschlag. Dank diesem werden längerfristig weniger Menschen auf die Sozialhilfe angewiesen sein, und unsere Kantonsfinanzen werden nachhaltig entlastet. Ich komme zum Schluss: So sieht eine wahre, wirksame Sozialhilfe aus – im Gegensatz zu diesem revidierten Gesetz, das aus Sicht der Grünen eher ein Armutszeugnis für unseren Kanton darstellt.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (EVP). Die EVP-Fraktion begrüsst das Vorliegen des Volksvorschlags betreffend die Sozialhilfe. Wir sind eigentlich dafür, dass die Unterstützungsleistungen, also die Sozialhilfe, wieder schweizweit normiert nach anerkannten Richtlinien ausbezahlt wird. Das ist ein Teil des Volksvorschlags. Wir finden es aber auch richtig, dass ältere Arbeitslose – ausgesteuerte Personen, die nachher eben in der Sozialhilfe landen und das Potenzial schon hätten, aber einfach weniger Chancen auf dem Arbeitsmarkt haben –, anders behandelt werden als andere Leute in der Sozialhilfe. Und nicht zuletzt sind wir auch dafür, dass im Volksvorschlag ein Fokus auf die Befähigung der Leute gelegt wird, auf den Einbezug der Wirtschaft. Kurz: Wir sind auch im Referendumskomitee vertreten, und wir wünschen uns für die betroffenen Kinder, Erwachsenen und älteren Erwachsenen eine verträgliche Ausgestaltung der Sozialhilfe.

Wenn ich schon beim Wünschen bin: Wir wünschen uns in diesem Zusammenhang aber auch eine seriöse und faire Diskussion hier im Rat, jetzt wie auch im Vorfeld der anstehenden Abstimmung, und ich will mich da einreihen. Das schliesst unseres Erachtens mit ein, dass man dort, wo möglich, auf aktuell vorliegende Zahlen Bezug nimmt, und dort, wo wir oder die GEF uns im Rahmen von Schätzungen oder Annahmen bewegen, auch seriöse, reelle und glaubwürdige Kostenbänder angibt.

Was uns als EVP-Fraktion am Volksvorschlag gefällt, ist einerseits eben – wie ich schon gesagt habe – der Fokus auf die Wiedereingliederung, auf die Förderung der beruflichen Kompetenzen mit dem Ziel der wirtschaftlichen Selbstständigkeit und auch der Einbezug der Wirtschaft. Ohne das geht es nicht, ohne geeignete Stellen geht es nicht. Dies ist übrigens ganz im Sinne der Teilrevision des SHG und des Grundsatzes, dass eben Kosten in der Sozialhilfe am effektivsten gespart werden können, wenn möglichst wenige Personen möglichst wenig lange Sozialhilfe beziehen müssen. Andererseits muss man eben ehrlicherweise sagen, dass ein Teil der ausgesteuerten 55+-Jährigen diesen Schritt in die wirtschaftliche Selbstständigkeit nicht mehr schaffen wird. Genau hier bietet der Volksvorschlag jenen Menschen Hand, die lange gearbeitet und einbezahlt haben, am Ende ihres Erwerbslebens arbeitslos werden und dies unfreiwillig manchmal auch lange bleiben. Aus Sicht der EVP-Fraktion ist es eine würdigere Behandlung dieser Population, wenn sie eben nach den Grundsätzen der EL Sozialhilfe beziehen können, und das schützt sie auch vor potenzieller Altersarmut, einem nicht zu unterschätzenden Problem.

Handkehrum werden Kinder und Jugendliche, die erwiesenermassen etwa ein Drittel der Sozialhilfebezüger-Population ausmachen, ihrerseits geschützt, indem der Volksvorschlag eben die wirtschaftliche Hilfe wieder vereinheitlichen und nach den SKOS-Richtlinien ausrichten will. Ich erinnere noch einmal daran; es ist wichtig, dies hier vielleicht noch zu sagen: Auch die SKOS-Richtlinien haben adäquate Sanktionsmöglichkeiten für Menschen, die sich nicht an die Abmachungen halten und

sich vielleicht nicht wieder dazu bewegen lassen wollen, etwas aktiv anzugehen oder eine Sprache zu lernen et cetera. Wir gehen da von 20- bis 30-prozentigen Kürzungen als Sanktion aus.

Jetzt zum Fazit. Ich nehme es vorweg, wir kommen nachher bei den Anträgen noch einmal dazu. Die EVP stellt sich hinter den Volksvorschlag, und wir werden ihn unterstützen. Die Gültigkeit ist für uns von der EVP unbestritten, und bei der Stichfrage werden wir uns dann selbstverständlich auch für den Volksvorschlag aussprechen. Unser Leitgedanke ist hier nicht das Sparen, das will ich noch einmal ganz klar sagen. Darum ist es für uns als EVP-Fraktion auch tragbar, wenn mit dem Volksvorschlag die Kosten höher ausfallen werden als mit dem Grossratsbeschluss. Unser Leitgedanke ist vielmehr die Befähigung der Menschen, dass sie eben bis am Schluss auch mit diesen sozialen Auffangnetzen ihr Potenzial ausschöpfen können. Wenn sich ein Mensch auch in seiner wirtschaftlichen oder persönlichen Ausnahmesituation durch ein solches soziales Netz getragen weiss, können wir auch eher und schneller davon ausgehen, dass er oder sie sich auch wieder auffangen und wieder selbstständig werden kann.

Carlo Schlatter, Thun (SVP). Wir haben jetzt viel über Zahlen und Artikel sowie juristische Dinge gesprochen. Erlauben Sie mir ein paar grundsätzliche Gedanken zur Sozialhilfe. Ziel der Sozialhilfe ist es ja, die Selbstständigkeit zu fördern, um die gesellschaftliche Integration der Bedürftigen zu verbessern. Sie sieht neben der finanziellen Existenzsicherung aber auch eine berufliche und soziale Integration vor, damit jede Person ein menschenwürdiges und eigenverantwortliches Leben führen kann. Die SVP steht voll und ganz hinter diesen Zielen. Für uns ist es eine Selbstverständlichkeit, dass Bedürftige unterstützt werden, und denjenigen, die Hilfe brauchen, wird auch geholfen.

Die Meinungsverschiedenheiten bestehen offenbar nur in Bezug auf die Frage, wie man helfen soll. Die Gruppe der Bedürftigen ist aber sehr heterogen und geht von den hoffnungslos Arbeitssuchenden über die psychisch Verwundeten und die Randständigen bis hin zu jenen, die es sich selbstzufrieden im Sozialsystem eingerichtet haben. Allen gemeinsam ist aber, dass sie Abhängige sind, mit den entsprechenden negativen Folgen. Deswegen ist unserer Meinung nach das oberste Gebot der Sozialhilfe, die Selbstständigkeit zu fördern, damit die berufliche und gesellschaftliche Integration verbessert werden kann. Einen Schritt in die richtige Richtung haben wir jetzt mit der Verabschiedung der Teilrevision des SHG im März 2018 eingeleitet. Die Teilrevision erlaubt mehr Flexibilität, schafft Anreiz zur Selbstständigkeit und spart auf der einen Seite Geld, das man auf der anderen Seite wieder für eine gezielte, nachhaltige und nachvollziehbare Integration brauchen kann. Kurz gesagt: Das wäre eigentlich eine wirksame Sozialhilfe.

Mit dem Volksvorschlag machen wir aber jetzt wirklich wieder einen Schritt zurück. Ich möchte mich hier nicht auf Zahlenspiele einlassen, und Kollege Jordi hat gesagt, man solle Fachpersonen beiziehen. Ich nehme nicht an, dass die GEF Zahlen-Legastheniker für ihre Zahlen eingesetzt hat. Es kostet einfach mehr und belastet die Gemeinden zusätzlich. Am schlimmsten ist meiner Meinung nach: Der Volksvorschlag zementiert die Abhängigkeit der Bedürftigen. Wenn sich Arbeit nicht mehr lohnt und man mit der Sozialhilfe besser fahren kann, wird es sehr, sehr schwierig, Bedürftige für eine Arbeitsintegration gewinnen zu können. Meine Damen und Herren, es nützt nichts, einfach mehr Geld zu verteilen. Damit motiviert man keinen einzigen, sich aus diesem Netz zu lösen und wieder ein eigenverantwortliches und vor allem zufriedenes Leben zu führen.

Jeder Mensch hat unterschiedliche Ressourcen. Von Fall zu Fall muss man unterstützen und muss man fördern. Auf der anderen Seite muss man aber eben auch fordern. Mit den differenzierten Integrationszulagen, mit dem Einkommensfreibetrag und den gezielt eingesetzten Mitteln für die Integration schafft das teilrevidierte SHG die gewünschten Anreize und möglicherweise auch die nötige Motivation, einen Weg aus der Abhängigkeit in die Selbstständigkeit zu finden. Die SVP lehnt den Vorschlag einstimmig ab.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (BDP). Die BDP-Fraktion nimmt zum Volksvorschlag wie folgt Stellung: Der Volksvorschlag macht die Revision des SHG rückgängig oder besser gesagt, will sie rückgängig machen. Er fordert wieder Ansätze nach SKOS. Die BDP-Fraktion hat sich bei der Revision massgebend eingebracht. Unsere Haltung hat sich nicht geändert. Wir lehnen darum diese Forderung ab und stützen immer noch das revidierte Gesetz. Wir stehen immer noch zum Prinzip, Arbeit soll und muss sich lohnen.

Zu den vielen höheren und sehr hohen Zahlen und Annahmen der Kostenschätzungen äussere ich mich für die BDP-Fraktion wie folgt: Minimale und maximale Schätzungen sind eben nur Schätzungen und Annahmen und nicht erhärtet. Die BDP-Fraktion unterstützt den vom Büro formulierten neuen Punkt 6. Einer plausibilisierten Anpassung von Zahlen und Kosten im Abstimmungsbüchlein verwehren

wir uns nicht. Mit der Revision des SHG haben wir den Rahmen gesetzt. Der Volksvorschlag geht jetzt noch weiter als wieder zurück. Darum ist unsere Haltung unverändert. Der Volksvorschlag würde teurer, und wir lehnen ihn ab. Der Kanton Bern kann einen solchen Ausbau gar nicht finanzieren. Der Vorschlag einer höheren Unterstützung von älteren Arbeitslosen mag ein Ansatz sein, ist aber ungerecht und hat Schönheitsfehler. Wir wollen aber das Problem nicht kleinreden. Die vorliegende Lösung berücksichtigt aber nur unselbstständige Arbeitslose. Treffen kann es aber auch ältere Selbstständige. Sie haben das Handicap, nicht arbeitslos gemäss dieser Vorlage werden zu können. Die BDP hilft nicht, weitere Ungleichheiten zu schaffen, sind sie auch noch so gut gemeint. Aus diesen Gründen lehnt die BDP den Volksvorschlag ab. Die Vorlage sehen wir als gültig, lehnen sie aber ab. Folglich geben wir auch bei der Stichfrage den Vorzug dem revidierten SHG des Grossen Rates. Deshalb lehnen wir als BDP-Fraktion den Volksvorschlag ab, unterstützen die Gültigkeit, und bei der Stichfrage kreuzen wir natürlich das revidierte SHG als Grossratsantrag an. Dem neuen Punkt 6 stimmen wir zu.

Marianne Teuscher-Abts, Roggwil BE (FDP). Meine Vorredner Carlo Schlatter und Anita Herren haben mir aus dem Herzen gesprochen. Die FDP lehnt den Volksvorschlag deutlich ab. Sie ist überzeugt, dass der Grossratsbeschluss aus der Märzsession richtig ist. Der Grossratsbeschluss wurde ausgiebig und detailliert diskutiert. Ich möchte der GEF noch einmal für die gute Arbeit danken. Der Volksvorschlag kommt einfach viel teurer als das aktuell geltende Recht, auch für die Gemeinden. Die FDP-Fraktion sieht keinen Spielraum für eine Erhöhung der wirtschaftlichen Sozialhilfe und folgt damit der Empfehlung der Regierung.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern: Grossrat Schwarz, EDU.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). In Anbetracht dessen, dass die EDU-Fraktion mit kurzen Voten hier schon sehr viele Ratsminuten eingespart hat, erlaube ich mir, mein Votum hier noch fertig zu machen. (*Heiterkeit*) Ich bin bei den Mehrkosten verblieben. Die Mehrkosten werden nicht nur auf der Seite des Kantons anfallen, sondern auch auf der Seite der Gemeinden, die sich hierzu mittels Vernehmlassung nicht äussern konnten. Wir wissen aber, dass die Kostenentwicklung in der Sozialhilfe in den letzten Jahren vielen Gemeinden zu schaffen macht. Ich komme doch auch noch auf die Zahlen zurück, damit Kollege Zaugg – wie er das in seiner Begründung zum Antrag zu Ziffer 6 gesagt hat –, doch auch noch ein paar Zahlen für das Abstimmungsbüchlein hat. Im Grundbedarf sind, glaube ich, die Mehrkosten unbestritten. Im Grundbedarf werden sie im Vortrag ausgeführt. Da gehen wir auch davon aus, dass sie rund 23 Mio. Franken betragen. Im Bereich Integrationszulagen und Einkommensfreibetrag hat die GEF 10 Mio. Franken errechnet. Das wurde ein wenig bestritten. Hier haben wir aber eigentlich eine unterschiedliche gesetzliche Grundlage. Im geltenden SHG schreiben wir, dass wir uns an den SKOS-Richtlinien orientieren, also heisst das: nicht exakt SKOS-Richtlinien. Und im Volksvorschlag steht: «innerhalb der SKOS-Richtlinien», wonach es also innerhalb der SKOS-Richtlinien sein muss. Deshalb werden hier ganz sicher – ich sage einmal – geschätzte 5 bis 10 Mio. Franken Kosten anfallen. Bei der Berechnung der Kosten für den EL-Standard gehen wir auch davon aus, dass wahrscheinlich die Maximalvariante der GEF nie eintreten wird. Wir gehen von einer realistischen Variante aus, wahrscheinlich von der Minimalvariante, die 255 Dossiers umfasst und circa 12 Mio. Franken Mehrkosten auslösen würde. Letztendlich sind aber für unsere Fraktion bei diesem Geschäft nicht die exakten Mehrkosten entscheidend, sondern die Tatsache, dass Erwerbstätigkeit – insbesondere im unteren Lohnbereich – wirtschaftlich attraktiver sein muss als der Bezug von Sozialhilfe. Arbeit muss sich lohnen. Die EDU-Fraktion lehnt darum diesen Volksvorschlag ab. Bei der Stichfrage empfehlen wir, der Grossratsvorlage den Vorzug zu geben.

Martin Schlup, Schüpfen (SVP). Wir debattieren jetzt über Zahlen: Ist es zu hoch, ist es zu wenig? Für mich ist das Kaffeesatzlesen. Das wissen Sie alle: Die meisten dieser Zahlen kann man nicht voraussehen. Sonst kann ich Ihnen einfach ein Beispiel nennen. Mit diesem BKSE-Papier (*Wolffers/Roncoroni/Michel: «Was kosten der Volksvorschlag «Für eine Wirksame Sozialhilfe» wirklich?»*) sagt man auch, wie viele Personen hier wieder in den Arbeitsmarkt eingegliedert werden können. Aus Biel hat man Beispiele von Leuten, welche die Fachstelle Arbeitsintegration besucht haben. Es sind gerade mal 5 Prozent, die nachher eine längerfristige Anstellung erhalten haben. Das sind auch schon wieder ganz grosse Unterschiede, und da denke ich doch: Da muss man hinschauen, und da können wir noch lange hin und her sprechen, es ändert nichts daran. Aber ich erinnere wieder einmal daran, weshalb es überhaupt zu dieser Revision des SHG gekommen

ist. Es wurde hier auch schon gesagt, es sei dazu gekommen, weil Arbeit sich wieder lohnen müsse. Es ist einfach so: Eine vierköpfige Familie, die mit einem Einkommen im Tieflohnsegment ihr Leben bestreiten muss, hat Ende Monat doch einige wenige – sage ich nun einmal – 100 Franken weniger als die Familie, die Sozialhilfe bezieht. Das kann einfach nicht sein. Nun greift man die SKOS-Richtlinien an und torpediert sie wegen den 8 Prozent des Grundbedarfs. In den Medien wird das auch nie geschrieben: Es heisst immer 8 Prozent der Sozialhilfekosten. Das stimmt einfach nicht! Es sind 8 Prozent des Grundbedarfs, und das sind im Monat sage und schreibe 72 Franken, nicht mehr und nicht weniger. Sicher ist das viel für eine Person, die unten am Existenzminimum ist, aber wie gesagt: Es gibt andere Personen, die arbeiten und weniger zur Verfügung haben.

Der zweite Grund ist, Anreize für die Wiedereingliederung zu schaffen. Das heisst, man will mehr Personen wieder eingliedern, dann werden die Kosten sinken. Ich glaube, da gehen wir eigentlich mit der linken Seite einig. Das ist richtig so. Aber man will auch Massnahmen für jene haben, die nicht kooperieren, die sich zu wenig oder nicht bewerben oder keine Sprachkurse besuchen. Das ist auch ein Grund, weshalb man diese Revision angepackt hat. Das sind für mich die Hauptgründe, weshalb man das getan hat. Es ist eigentlich nicht eine Spardebatte, aber langfristig ist es doch das Ziel, dass man hier sparen muss. Schauen Sie sich einmal in Ihren Gemeinden um: Fast in jeder Gemeinde, Sie können durch Band hinweg schauen, sind im Durchschnitt ein Viertel des gesamten Gemeindebudgets Sozialhilfekosten oder Kosten für soziale Wohlfahrt, manchmal sind noch ein paar andere Dinge enthalten. Beim Kanton ist es auch etwa ein Viertel, nicht ganz, und beim Bund nehme ich an, ist es auch ungefähr ein Viertel. Also da können wir nicht immer noch steigern, und ich muss dazu noch sagen: Im Moment haben wir Hochkonjunktur. Was geschieht, wenn wir einmal wieder eine etwas schlechtere Wirtschaftslage haben? Es ist ganz klar, dann werden diese Zahlen steigen und noch viel höher sein. Der Volksvorschlag berücksichtigt eigentlich keines der Ziele, die man mit der Revision des SHG hatte. Daher muss man ihn klar ablehnen.

Christa Ammann, Bern (AL). Als Sozialarbeiterin stehe ich aus fachlichen Gründen hinter dem Volksvorschlag. Er steht zur Existenzsicherung und bildet eine solide Basis für individuelle und gesellschaftliche Lösungsvorschläge. Auf individueller Ebene sind Massnahmen bezüglich Bildung und Qualifizierung vorgesehen, auf gesellschaftlicher Ebene wird die Zusammenarbeit mit der Wirtschaft geplant sowie EL für ältere Sozialhilfebezüglerinnen und -bezügler gefordert. Die Unterstützung des Volksvorschlags ist im Interesse der gesamten Gesellschaft, und langfristig wird es den Kanton wohl eher günstiger kommen, wenn er Armut mit wirksamen Massnahmen bekämpft und nicht mit Sparmassnahmen. Noch leben wir in einer Arbeitsgesellschaft. Das heisst: Die Erwerbsarbeit ist zentral für die Identität einer Person. Das heisst, Investition in Qualifizierung und Bildung und in die Ablösung der Sozialhilfe ist wesentlich, um auch Folgekosten von langer Arbeitslosigkeit zu verhindern.

Noch eine Randbemerkung in Bezug auf das Anreizsystem: Man könnte vielleicht auch im Grossen Rat, wo wir nach drei Sitzungstagen mehr Geld erhalten als Einzelpersonen im Grundbedarf, ein Anreizsystem einführen und schauen, wer wie viele sinnvolle Vorstösse macht oder nicht und nachher je nachdem das Sitzungsgeld nivellieren. Einfach so. Vielleicht würde das auch einige dazu anregen, sinnvollere Vorstösse zu machen oder vielleicht auch zurückzutreten und nichts mehr zu machen, weil es sich finanziell nicht mehr lohnt, hier in diesen Saal zu sitzen.

Es ist für mich nicht nachvollziehbar, dass vor dem Hintergrund, dass immer mehr nach Sicherheit geschrien wird, sämtliche Fakten missachtet und ignoriert werden, die darauf hinweisen, wie wichtig soziale Sicherheit ist, und dazu gehört eben auch die Existenzsicherung von allen Bürgerinnen und Bürger. Mit den Kürzungen in der Sozialhilfe wird am falschen Ort gespart. Daraus wird ein Bumerang, der auch uns hier in unserem Elfenbeintürmchen treffen wird.

Es ist eine urpolitische Aufgabe, Armut zu bekämpfen, und nicht die Armutsbetroffenen. Dieser Grundsatz wird mit dem Volksvorschlag verfolgt. Es entbehrt jeglicher Logik, dass bei den sozialen Diensten gespart wird, dass die Menschen nur noch verwaltet und nicht mehr unterstützt werden und die Autonomie der Sozialhilfe beziehenden Menschen noch mehr durch lähmende Kürzungen eingeschränkt wird. Armut wird in der Regel an die nächste Generation weitergegeben. Wir haben die Aufgabe, diesen Teufelskreis zu durchbrechen und Kinder, Jugendliche und junge Erwachsene zu unterstützen, damit sie ihr Leben selbstständig gestalten können, und ältere Menschen angemessen zu unterstützen, um so auch Altersarmut bekämpfen zu können. Der Volksvorschlag ist eine gute Grundlage dafür, und dementsprechend bitte ich Sie, ihn zu unterstützen.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (SP). Mit dem Volksvorschlag wollen wir den Sozialhilfebeziehenden ein einigermassen menschenwürdiges Leben ermöglichen, indem wir uns einfach nur an

die anerkannten SKOS-Richtlinien halten wollen. Mit dem Vorschlag wehren wir uns gegen Abbau bei den Ärmsten. Die Mehrkosten sind nach unserer Ansicht erträglich. Die vom Regierungsrat angegebenen Mehrkosten zugunsten der älteren Arbeitslosen sind für die SP-JUSO-PSA-Fraktion absolut nicht nachvollziehbar. Der Regierungsrat geht davon aus, dass alle über 55-jährigen Personen, die sich bei der ALV anmelden, auch von der Sozialhilfe abhängig sind und dies auch bleiben. Er scheint kein Vertrauen in die Integrationsmassnahmen zu haben, wenn er davon ausgeht, dass keine dieser älteren Personen noch vermittelbar sein soll. Zudem scheint er vergessen zu haben, dass diese Personen zuerst ihr Vermögen aufbrauchen müssen – samt den Ersparnissen aus der Pensionskasse –, bis sie dann auch Sozialhilfe erhalten. Die Kosten werden vom Regierungsrat nicht jährlich berechnet, sondern werden kumuliert. Wir verlangen plausibilisierte Zahlen, eine realistische, faktenorientierte Kostenangabe mit Quellenangabe und Angaben, die nicht irreführend sind.

Es freut mich sehr, dass die SVP bei den Sozialkosten für Menschenwürde ist – einfach, bis man nachher sieht, wo man sparen könnte, wobei es ja dann nichts kosten darf. Im Interesse einer menschenwürdigen Sozialhilfe und einer vorausschauenden Unterstützung älterer Arbeitsloser, wie dies auch im nationalen Parlament angeregt wird, bitten wir Sie um Unterstützung für den Volksvorschlag.

Peter Siegenthaler, Thun (SP). Ich komme hier vorne ans Rednerpult, weil man mir etwas erklären muss. Ich weiss noch nicht, wer, aber jemand muss es mir dann erklären. Ich habe heute den «Bund» aufmerksam gelesen, worin es genau um das Thema geht, welches wir jetzt miteinander diskutieren. Dort sagt der Präsident der GSoK, es spiele eigentlich keine Rolle, ob dieser Volksvorschlag 20 oder 200 Mio. Franken mehr koste. Frau Luginbühl sagt zu diesem Bericht, es gebe viele Unbekannte und die genauen Zahlen seien ohnehin nicht zu eruieren. *(Grossrätin Luginbühl signalisiert dem Redner, dass nicht sie im fraglichen «Bund»-Artikel zitiert werde.)* Und jetzt kommt Hannes Zaugg am Anfang dieser Debatte nach vorne ans Rednerpult und sagt, das Schöne an der schweizerischen Demokratie oder an der Demokratie überhaupt sei, dass man da zusammen Lösungen finden könne und man nun eine Lösung gefunden habe, damit man auf den Weg zu genaueren Zahlen kommt.

Nun frage ich einfach Anita Luginbühl, die Fraktionspräsidentin gewesen ist, denn dieser Vorschlag kommt aus dem Kreis der Fraktionspräsidenten, wie man mir vorhin gesagt hat. Jetzt sollte man mir einfach erklären, woher dieser Gesinnungswandel kommt, dass man jetzt plötzlich der Überzeugung ist, man finde die genaueren Zahlen heraus, wenn man die ganze Geschichte jetzt noch einmal an unabhängige und andere Institutionen zurückgibt, zusätzlich zu denjenigen die dieses Papier verfasst haben oder an die GEF. Man misstraut ja beiden Zahlen und vielleicht liegt die Wahrheit, ich weiss auch nicht, wo. Ich will mich dazu nicht festlegen. Aber mich interessiert, woher der Gesinnungswandel hergekommen ist, dass man jetzt plötzlich die Hoffnung hat, man komme zu genaueren Zahlen, als ich heute Morgen in der Zeitung gelesen habe. Das ist eine Frage, und ich greife jetzt einfach die BDP stellvertretend heraus, weil Sie, Anita Luginbühl, sich explizit dazu geäussert haben. *(Unruhe und Heiterkeit)*

Präsident. Nächster Einzelsprecher ist Grossrat Graf, SP-JUSO-PSA.

Urs Graf, Interlaken (SP). Ich will hier keine Überlegungen zu Zahlen anstellen, aber ich möchte ganz kurz eine staatsrechtliche Überlegung einbringen. Wie funktioniert die Schweiz? Sie funktioniert so, dass man gewisse Aufgaben auf Bundesebene und gewisse Aufgaben auf Kantonsebene löst. Die Kantone müssen diesen Aufgaben nachkommen. Wir wissen, dass die Kantone eine sehr unterschiedliche Finanzkraft haben. Dafür haben wir den Finanzausgleich, und von diesem Finanzausgleich profitiert der Kanton Bern in einem hohen Mass. Gegenstück dieses Systems ist aber, dass man diese Aufgaben gleich oder ähnlich vollzieht. Wenn nun der Kanton Bern die SKOS-Richtlinien infrage stellt, scheint mir dies nicht gerade ein Vertragsbruch, aber es scheint mir eine heikle Situation gegenüber den anderen Kantonen. Man beginnt nämlich – früher hat man es so genannt – mit der Armenjagd. Man beginnt damit, dass die Sozialhilfebezüger ihren Wohnort dort wählen, wo die besten Sozialleistungen ausbezahlt werden. Das ist eine gefährliche Entwicklung, und dass der Kanton Bern, der vom Finanzausgleich abhängig ist, hier in die erste Position geht, finde ich nicht in Ordnung.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Peter Siegenthaler, nur kurz, vielleicht eine politische Antwort. Was hat sich mit dem Super-Vorschlag verändert? Ich habe gestern schon in der GSoK die Variante zur Güte eingebracht, wonach man sagt, dass wir bei der Minimal- und der Maximalvariante bei 55 Jahren eigentlich eine konservativere Berechnung wählen. Das heisst: Man nimmt als Möglichkeit

der minimalsten Gelder die Kosten, die man dank der Antwort auf die Interpellation von Natalie Imboden (I 062-2018) hat. Demzufolge kamen im Jahr 2016 255 Dossiers von über 55-Jährigen in die Sozialhilfe. Und als Maximalvariante nimmt man die hiesige Minimalvariante und sagt de facto: Alle Ausgesteuerten, unabhängig vom Vermögensverzehr, könnten theoretisch in die Sozialhilfe kommen. Wenn man diese Zahlen nimmt, sind wir immer noch im zweistelligen Bereich, bedeutend tiefer. Das Erste kann man ausrechnen; das ist etwa ein Drittel, 255 statt 724 Fälle. Ich sage nicht das, aber ich hätte es dann beim Antrag 6 gemacht. Denn wir haben dies gestern ein bisschen diskutiert, und ich habe diesen Antrag den Fraktionspräsidien hingelegt. Weshalb? Wir haben links und rechts eigentlich ein bisschen Akzeptanz: weshalb im Abstimmungsbüchlein nicht ganz konservativ sein? Es sind nämlich Nebenschauplätze, die wir hier diskutieren. Ich wollte dies einfach noch als Vorschlag bringen. Es geht nicht darum, ob wir gescheitert werden. Die Frage ist einfach, ob man beim heikelsten politischen Punkt, der jetzt überall in den Medien war, nicht einen gemeinsamen Konsens finden könnte. Das ist es.

Präsident. Ich gebe das Wort Regierungsrat Schnegg.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Tout d'abord, je déplore qu'une fois de plus, des documents confidentiels ont été distribués. Deuxièmement, j'aimerais mentionner ici que ma porte est toujours ouverte pour les discussions et je crois que cela est bien connu et aussi passablement utilisé. Le 29 octobre, j'ai reçu une délégation de la «Berner Konferenz für Sozialhilfe (BKSE)» dans mon bureau pour échanger sur les problèmes du social aujourd'hui. Aucun mot des personnes dans mon bureau n'a été prononcé sur le sujet qui nous préoccupe: le 12 novembre, nous recevons un mail de la même BKSE qui demande de nous transférer un document. Permettez-moi tout de même d'être un peu étonné sur les méthodes qui sont parfois utilisées dans notre canton. Au terme d'une longue et intense procédure, vous avez approuvé en seconde lecture la révision partielle de la loi sur l'aide sociale. Cette révision, nous la préparons depuis longtemps. Fruit d'une démarche mûrement réfléchie, elle a été abondamment et même âprement débattue, donnant lieu à maintes discussions politiques de fond. Mesdames et Messieurs, l'aide sociale se compose de tout un éventail de prestations. Sauriez-vous me dire spontanément lesquelles? Les voici en quelques mots. Le forfait pour l'entretien, qui varie en fonction de la taille du ménage, les frais médicaux de base, qui regroupent entre autres les primes d'assurance maladie, les franchises, les quotes-parts et les prestations non remboursées, par exemple pour les soins dentaires, les frais de logement, en d'autres termes le loyer, les charges, ainsi que l'assurance ménage et l'assurance responsabilité civile, les prestations incitatives, telles que les suppléments d'intégration et les franchises sur le revenu, les prestations circonstanciées, par exemple la prise en charge des frais de garde des enfants, des frais d'optique et cetera. Comme vous le voyez, l'aide sociale dans le canton de Berne intervient à bien des niveaux. Nous venons en aide à toutes les personnes en situation de détresse. Mais nous avons à cœur que, dans la mesure de leurs possibilités, ces personnes retrouvent rapidement le chemin de l'emploi. En effet, il ne faut pas que les bénéficiaires de prestations sociales soient mieux lotis que celles et ceux qui, par leurs propres moyens, mènent une existence autonome en parvenant tant bien que mal à s'assumer financièrement. Mesdames et Messieurs, j'aimerais revenir rapidement sur les principales raisons qui nous ont amenés à réviser la loi. Premièrement, l'exercice d'une activité lucrative doit être, économiquement parlant, plus intéressant que le recours à l'aide sociale.

Deuxièmement, il faut mieux aider et mieux motiver les bénéficiaires de l'aide sociale à réintégrer le marché du travail. Troisièmement, le domaine du social doit aussi contribuer à l'assainissement des finances cantonales, mais n'oubliez pas, Mesdames et Messieurs, que des montants importants économisés seront réinjectés dans différentes mesures d'insertion professionnelle. Le 13 août 2018, un projet populaire prévoyant des alternatives à la révision de la loi a été déposé à la chancellerie d'Etat par un comité interpartis ainsi que des milieux syndicaux, associatifs et ecclésiastiques. Fort de 16 321 signatures attestées, il a été déclaré valable par le Conseil-exécutif le 5 septembre dernier. Sa teneur est la suivante: premièrement, l'aide matérielle doit être systématiquement calculée en fonction des normes de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (SCIAS). Deuxièmement, les personnes dans le besoin ayant perdu leur emploi à 55 ans et plus doivent être soutenues selon les modes de calcul des prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse et survivants (AVS) et l'assurance-invalidité (AI).

Troisièmement, les offres mises sur pied par le canton en vue d'encourager le développement des compétences de base et la qualification professionnelle doivent être coordonnées avec celles des autorités responsables du marché du travail. Mesdames et Messieurs, permettez-moi tout d'abord de

revenir sur le premier point, à savoir le calcul de l'aide matérielle en fonction des normes SCIAS. Aujourd'hui déjà, les normes SCIAS ne sont pas appliquées de manière uniforme dans toute la Suisse. L'aide sociale est un domaine relevant des cantons et il appartient à chacun d'entre eux de décider si ces normes doivent servir ou non de référence. De nombreux cantons y dérogent d'ores et déjà, je citerai Genève, le Valais, Neuchâtel et d'autres. Du point de vue de la politique cantonale, l'application telle quelle des normes SCIAS dans toute la Suisse constitue une exigence irrecevable. Certes, le canton de Berne est membre de la SCIAS, mais cette association ne se fonde pas sur une légitimité démocratique. Les normes qu'elle édicte ne tiennent pas compte des disparités régionales en termes de niveaux de vie. Le Conseil-exécutif est convaincu que les normes SCIAS ne doivent pas être appliquées les yeux fermés, qu'elles n'ont pas à être reprises à la lettre et que c'est aux cantons de déterminer le montant du forfait pour l'entretien en fonction de la situation qui est la sienne. Passons maintenant au deuxième point qui concerne les personnes perdant leur emploi à plus de 55 ans. Mesdames et Messieurs, se retrouver au chômage à 55 ans est un coup dur, même si souvent les recherches débouchent sur un nouvel emploi. Décrocher un poste n'est pas chose facile et prend du temps. C'est vrai, cela dépend aussi de la conjoncture, et nous avons le privilège en ce moment de vivre une période faste.

Pour nous faire une idée concrète des répercussions du projet populaire, nous avons procédé à un certain nombre de calculs sur la base des 724 personnes entre 55 et 64 ans qui sont parvenues en fin de droit en 2017, l'ensemble des éléments que nous avons pris en considération étant clairement mentionné. Pour résoudre la problématique des personnes de plus de 55 ans, seule une solution nationale nous le permettra, et le cœur du problème, Mesdames et Messieurs, est bien connu. Il porte le nom de «Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)». Il est un point crucial à ne pas oublier. Avec la mise en œuvre du projet populaire, est-ce que l'économie hésiterait encore autant à licencier les 55 ans et plus, puisque de toute façon, l'Etat payerait? Le licenciement de cette tranche de la population se heurterait ainsi à beaucoup moins de freins qu'aujourd'hui. Et qu'en serait-il de leur réinsertion? Mais si le projet populaire pose tant de problèmes, c'est aussi pour une autre raison: il créerait dans notre canton une société à deux, voire à trois vitesses. Je m'explique: il y aurait premièrement les employés qui, par leur statut, sont affiliés à l'assurance-chômage et qui, en perdant leur emploi à 55 ans ou plus, seraient avantagés par le projet populaire. Deuxièmement, les indépendants, tels que les commerçants, les agriculteurs, et cetera, qui ne sont pas sous le régime de l'assurance chômage, ne bénéficieraient en aucun cas des privilèges induits par le projet populaire.

Troisièmement, les employés perdant leur emploi juste avant l'âge de 55 ans, et qui par conséquent seraient, eux aussi, lésés. Voulons-nous vraiment promulguer une loi qui induit de telles injustices, une telle discrimination? Nous avons entendu pendant ces débats que la baisse de 8 pourcents du forfait de base va augmenter le tourisme social, alors que les mêmes personnes nous garantissent que la solution pour les plus de 55 ans n'aura pas d'impact à ce sujet-là. Permettez-moi d'en douter grandement. Je reviens enfin au troisième point qui concerne l'insertion professionnelle. Trouver un emploi est le seul moyen pour les bénéficiaires de l'aide sociale, les réfugiés reconnus et les personnes admises à titre provisoire de cesser d'être tributaires des subsides de l'Etat. Dans cette optique, la SAP a constitué dès septembre 2017 un groupe de travail incluant des représentants de milieux économiques, des services sociaux et de diverses institutions. Sa mission: définir des mesures d'insertion professionnelle efficaces et répondant aux besoins du marché. Le canton est d'ores et déjà tenu de mettre sur pied, en collaboration avec les communes, des programmes visant à promouvoir l'insertion professionnelle, le placement et l'intégration sociale. Il doit non seulement veiller à coordonner les prestations qu'il propose avec celles des autorités en charge du marché du travail, mais aussi assurer une répartition équitable des offres à l'échelle régionale. Actuellement, il consacre déjà quelques 30 millions de francs par année aux programmes d'intégration. A cette somme non négligeable viendront s'ajouter quelques millions supplémentaires résultant de la réduction du forfait pour l'entretien. Du point de vue du gouvernement, le projet populaire ne fait ici qu'entériner ce qui se fait déjà et n'apporte rien de vraiment nouveau.

Mesdames et Messieurs, si le projet populaire est accepté, il faut s'attendre à ce que le changement de système génère durant les huit premières années des surplus de dépenses très importants, et pour les années qui suivront, un surplus annuel de plusieurs dizaines de millions de francs. Il convient de préciser ici que toutes ces dépenses relèveraient probablement de la compensation des charges, de l'aide sociale et, à ce titre, devraient donc être financées pour moitié par le canton et pour moitié par les communes. Ce serait donc un coup de massue non seulement pour le canton, mais aussi pour les communes. Nous savons que la loi sur l'aide sociale doit être modifiée. Il nous faut endiguer

les coûts qui ont plus que doublé depuis 2003, et dépassent dorénavant les 470 millions de francs par année. La note encore plus salée, qu'induit le projet populaire, aurait des effets négatifs sur le budget du canton et sur celui des communes. Nous devons composer avec un équilibre budgétaire déjà fragile. La situation financière du canton de Berne est incertaine. La charge fiscale pèse lourd et constitue une entrave à l'essor économique. Les comptes pourraient donc vite retomber dans le rouge. Ce que prévoit le projet populaire est tout simplement au-dessus de nos moyens. Monsieur le Président, chers membres du Grand Conseil, Mesdames et Messieurs, nous devons voir loin. Il en va de l'avenir du canton de Berne. Au fond, notre mission de femmes ou d'hommes politiques se résume à une chose: planifier et prendre aujourd'hui les décisions qui profiteront demain aux générations à venir. Pour toutes ces raisons le Conseil-exécutif vous recommande de conserver la révision partielle de la loi sur l'aide sociale et de rejeter le projet populaire. Pour ce qui est de la proposition qui a été faite de valider les chiffres au travers de la CIRE, nous ne pouvons que soutenir cette proposition, tout en demandant à ce que ce travail puisse se faire rapidement, le plus important étant que notre population de notre canton puisse enfin se prononcer sur ce sujet. D'avance merci pour votre attention.

Präsident. Damit sind wir mit der Grundsatzdebatte fertig. Ich wünsche Ihnen einen guten Appetit. Wir fahren am Nachmittag mit der Detailberatung weiter.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 11.50 Uhr.

Die Redaktorinnen:
Stefanie Lüscher (d)
Sara Ferraro (f)



Donnerstag (Nachmittag) 22. November 2018, 13.35–16.05 Uhr

Siebte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)

Präsenz: Anwesend sind 149 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Aeschlimann Martin, Baumann Kilian, Blum Christine, Dütschler Peter, Haas Adrian, Krähenbühl Samuel, Linder Anna-Magdalena, Schmidhauser Corinne, Stocker Julien, Tanner Ernst, Wyrsh Daniel.

Geschäft 2014.GEF.3

Grossratsbeschluss betreffend den Volksvorschlag «Für eine wirksame Sozialhilfe!»

Fortsetzung

Präsident. Ich hoffe, Sie seien gut gepflegt und fit für den Nachmittag. Wir sind beim «Grossratsbeschluss betreffend den Volksvorschlag «Für eine wirksame Sozialhilfe!»» stehen geblieben und kommen zur Detailberatung.

Detailberatung

Ziff. 1, Ziff. 2
Angenommen

Der Vizepräsident, Hannes Zaugg-Graf, fragt den Präsidenten, ob keine Einzelabstimmungen vorgesehen seien.

Präsident. Wenn etwas unbestritten ist, braucht es keine Abstimmung.

Ziff. 3
Angenommen

Ziff. 4

Antrag GSoK-Mehrheit/Regierungsrat

Der Volksvorschlag wird mit der Empfehlung auf Ablehnung des Volksvorschlags unterbreitet.

Antrag GSoK-Minderheit

Der Volksvorschlag wird mit der Empfehlung auf Annahme des Volksvorschlags unterbreitet.

Präsident. Wünscht der Kommissionspräsident das Wort nicht? – Wird das Wort von der Minderheit oder den sonstigen Antragsstellern gewünscht? – Wünscht der Regierungsrat das Wort? – Grossrätin Gabi wünscht das Wort als Fraktionssprecherin der SP-JUSO-PSA. Ist das richtig?

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenburg (SP). Ja, ich wünsche das Wort, vielleicht auch als Fraktionssprecherin, aber auch einfach als Grossrätin – hier drin, in diesem Grossen Rat des Kantons

Bern. Wir sind bei der Ziffer 4, bei der es darum geht, dem Volk eine Empfehlung abzugeben. Wenn wir als Grosser Rat hier in diesem Saal darüber befinden sollen und befinden wollen, ob es eine Empfehlung für den Volksvorschlag gibt oder nicht, braucht es dazu aus meiner Sicht klar eine hinreichende, sachlich richtige und nachvollziehbare Entscheidungsgrundlage, und nicht irreführende Angaben seitens der Verwaltung. Dabei spielen die Zahlen sehr wohl eine Rolle. Sie sind kausal für eine echte Möglichkeit zur Meinungsbildung und für eine demokratische Abstimmung. Dazu benötigen wir genügend zuverlässiges Zahlenmaterial. Ich erachte es als äusserst schwierig und bedenklich, trotz all der berechtigten Fragen und Ungewissheiten über die Ziffer 4 zu befinden. Das möchte ich Ihnen zu bedenken geben.

Wie Sie wissen, steht in Artikel 54 des Gesetzes über die politischen Rechte (PRG), die Abstimmungserläuterungen müssten sachlich sein. Auch in einem Merkblatt zu den Abstimmungserläuterungen des Grossen Rats fordert man von den Initiativ- und Referendumskomitees, ihre Ausführungen und Erläuterungen müssten sachlich, richtig und widerspruchsfrei sein. Deshalb sind wir meiner Meinung nach nicht reif für einen Entscheid zur Ziffer 4. Das möchte ich Ihnen zu bedenken geben.

Hasim Sancar, Bern (Grüne). Die Zahlen im Vortrag des Regierungsrats, die er als Basis für den Volksvorschlag berechnet hat, sind unseriös und unbrauchbar. Zudem bleibt im Dunkeln, woher der Regierungsrat die Zahlen genommen hat, oder nach welchen Prinzipien er sie zusammengeschustert hat. Ein wesentlicher Unterschied zwischen dem geltenden Gesetz über die öffentliche Sozialhilfe (Sozialhilfegesetz, SHG) und dem Volksvorschlag ist die Unterstützung der über 55-Jährigen nach Ansätzen der Ergänzungsleistungen (EL). Demnach erhalten die über 55-Jährigen dann Unterstützung, wenn sie während zwanzig Jahren gearbeitet und Prämien für die Sozialversicherungen bezahlt haben, wenn sie ausgesteuert sind, wenn sie seit zwei Jahren im Kanton Bern wohnen, wenn sie weiterhin bei der Arbeitsvermittlung bleiben, wenn ihr Vermögen unter der Vermögensfreigrenze des Bundesgesetzes über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung (ELG) liegt und wenn das Einkommen der Familie, beispielsweise jenes des Ehegatten, unter der ELG-Grenze liegt. Die Hürde ist also relativ hoch. Deshalb verdient der Volksschlag eine Unterstützung.

Wenn der Regierungsrat die Zahlen von 2017 verwendet, ohne sie auf die Personen zu reduzieren, die Anrecht auf EL haben, bringt er falsche Zahlen ins Spiel. Auch betreffend Sozialhilfebezügen vermittelt er einen falschen Betrag. Es ist klar: Der Volksvorschlag kostet mehr als die SHG-Revision oder sogar mehr als die aktuelle Sozialhilfe. Wir, die den Volksvorschlag unterstützen, möchten, dass die Richtlinien der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe (SKOS) zur Anwendung kommen. Wir lehnen daher eine Reduktion des Grundbedarfs kategorisch ab. Wir möchten für die Menschen über 55 Jahre, die während zwanzig Jahren gearbeitet und ihre Beiträge an die Sozialversicherungen bezahlt haben, eine würdige finanzielle Unterstützung nach EL-Richtlinien. Diese Würde ist nicht gratis. Mann oder Frau kann dafür oder dagegen sein. Damit die Stimmberechtigten sich ein objektives Bild machen können, braucht es eine nachvollziehbare Erläuterung und eine korrekte Darlegung der Mehrkosten. Der Regierungsrat operiert mit falschen Zahlen: Das darf nicht sein! Deshalb sollte er keinen Stichtentscheid empfehlen, sondern den Stichtentscheid den Stimmbürgern überlassen.

Ein Hinweis auf einen Aspekt, den weder der Regierungsrat in seinem Vortrag noch das Sozialamt und die Sozialdienstleiterinnen und -leiter erwähnen: Sozialdienste zwingen die Sozialhilfebezüglerinnen und -bezügler, zwei Jahre früher in Pension zu gehen, damit sie die Sozialhilfe nicht belasten. Dann erhalten Frühpensionierte EL. Der Regierungsrat berücksichtigt diesen Aspekt in seinem Vortrag nicht. Seine Rechnung entspricht auch dann nicht der Realität, wenn er in seiner kumulativen Rechnung davon ausgeht, dass diese Leute bis zum Pensionsalter Sozialhilfe beziehen. Auch diese Rechnung des Regierungsrats entspricht nicht der Realität.

Die Resultate der Studie des Luzerner Beratungsbüros Interface vom 8. Oktober 2018 hingegen zeigen bei den finanziellen Unterstützungsbeiträgen an über 55-Jährige ein realitätsnahes Bild der Situation. Die grüne Fraktion begrüsst die Prüfung der Zahlen durch die SAK, damit realitätsnahe und korrekte Angaben als Basis einer sachlichen Diskussion respektive der Volksabstimmung vorliegen werden. Die Grünen unterstützen den Volksvorschlag und bitten, die Minderheitsanträge zu unterstützen.

Präsident. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen. Wünscht der Regierungsrat das Wort?

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Le gouvernement a mentionné très clairement dans son «Vortrag» – et je me permets de le lire en allemand, pour que ça soit clair: «Die Schätzung der finanziellen Auswirkungen ist äusserst schwierig, da sie von vielen Unbekannten beeinflusst wird. Die Berechnungen basieren auf Schätzungen unter der Berücksichtigung von zahlreichen

Unsicherheiten.» Nous avons l'habitude de dire en français: «gouverner c'est prévoir» et prévoir ce n'est pas le beau temps, mais c'est la tempête.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer dem Antrag GSoK-Mehrheit und Regierungsrat auf Ablehnung des Volksvorschlags zustimmen will, stimmt ja, wer dem Antrag GSoK-Minderheit auf Annahme des Volksvorschlags zustimmen will, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 4; Antrag GSoK-Mehrheit/Regierungsrat [Empfehlung auf Ablehnung des Volksvorschlags] gegen Antrag GSoK-Minderheit [Empfehlung auf Annahme des Volksvorschlags])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Antrag GSoK-Mehrheit/Regierungsrat

Ja 87

Nein 59

Enthalten 1

Präsident. Sie haben den Volksvorschlag abgelehnt mit 87 Ja- gegen 59 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung.

Ziff. 5

Antrag GSoK-Mehrheit (Kohler, Spiegel b. Bern) / Regierungsrat

Werden sowohl der Volksvorschlag als auch die Vorlage des Grossen Rates vom 29. März 2018 in der Volksabstimmung angenommen, empfiehlt der Grosse Rat bei der Stichfrage der Grossratsvorlage den Vorzug zu geben.

Antrag FDP (Haas, Bern) / GSoK-Mehrheit (Kohler, Spiegel b. Bern)

Bei der Stichfrage empfiehlt der Grosse Rat der Grossratsvorlage den Vorzug zu geben.

Antrag GSoK-Minderheit (Junker Burkhard, Lyss)

Wie RR I (keine Empfehlung zur Beantwortung der Stichfrage).

Antrag SP-JUSO-PSA (Striffeler-Mürset, Münsingen) / Grüne (de Meuron, Thun) / EVP (Beutler-Hohenberger, Gwatt) und GSoK-Minderheit (Junker Burkhard, Lyss)

Werden sowohl der Volksvorschlag als auch die Vorlage des Grossen Rates vom 29. März 2018 in der Volksabstimmung angenommen, empfiehlt der Grosse Rat, bei der Stichfrage dem Volksvorschlag den Vorzug zu geben.

Präsident. Ich gebe dem Kommissionspräsidenten, Grossrat Kohler, das Wort.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (FDP), Kommissionspräsident der GSoK. Das geht relativ schnell: Wir haben es gestern in der GSoK angeschaut. Es liegen zwei Abänderungsanträge vor. Die GSoK hat mit 10 zu 3 Stimmen bei 4 Enthaltungen beschlossen, dem Antrag FDP zu folgen. Selbstverständlich haben wir auch den Antrag SP-JUSO-PSA, Grüne und EVP betrachtet. Die GSoK lehnt diesen mit 7 zu 10 Stimmen bei keiner Enthaltung ab.

Präsident. Wünscht die Minderheit das Wort nicht? – Dann gebe ich das Wort den Fraktionen: für die glp-Fraktion Grossrätin Mühlheim.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Aus der Logik des Prinzips, wonach wir den Vorschlag für eine Teilrevision des SHG im letzten Frühjahr abgelehnt haben, schliessen wir uns hier der Minderheit an. Aus dieser Logik wollen wir keine Empfehlung, weil wir beide Anträge nicht für einen tauglichen Weg halten, um die Dimensionen des SHG anzugehen.

Präsident. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen. Wünscht der Regierungsrat das Wort? – Er verzichtet. Dann kommen wir zur Abstimmung. Wer dem Antrag GSoK-Mehrheit, Regierungsrat und

FDP folgen und bei der Stichfrage dem Grossratsbeschluss vom März den Vorzug geben will, stimmt Ja, wer der Minderheit zustimmt und bei der Stichfrage den Volksvorschlag empfehlen will ... (Es werden Einwände gegen die Abstimmungsfrage geltend gemacht.) Laut dem Abänderungsantrag heisst es, «dem Volksvorschlag den Vorzug zu geben». (Abänderungsantrag SP-JUSO-PSA [Striffeler-Mürset, Münsingen] / Grüne [de Meuron, Thun], EVP [Beutler-Hohenberger, Gwatt], GSoK-Minderheit [Junker Burkhard, Lyss]) Ich weiss nicht, ob Sie denselben Abänderungsantrag vor sich haben: «Werden sowohl der Volksvorschlag als auch die Vorlage des Grossen Rates vom 29. März 2018 in der Volksabstimmung angenommen, empfiehlt der Grosse Rat bei der Stichfrage dem Volksvorschlag den Vorzug zu geben.» Haben Sie nicht dieselbe Vorlage? (Der Kommissionspräsident der GSoK, Grossrat Kohler, weist den Präsidenten darauf hin, dass es bei der Abstimmung um den Abänderungsantrag FDP und GSoK-Mehrheit/Regierungsrat geht.) «Bei der Stichfrage empfiehlt der Grosse Rat, der Grossratsvorlage den Vorzug zu geben», ist Ja; «dem Volksvorschlag den Vorzug zu geben», ist Nein. (Grossrätinnen Gabi Schönenberger und Junker Burkhard bestätigen dem Präsidenten die Richtigkeit der Abstimmungsfrage.)

Wer liegt jetzt richtig? Ich habe das Gefühl, ich läge normalerweise richtig. Aber es gibt einige hier im Saal, die meinen, ich läge nicht richtig. Sie können mich jederzeit korrigieren, aber solange ich versuche, das auf dem Papier Vorliegende zur Abstimmung zu bringen, hören Sie mir bitte zu. (Heiterkeit) Grossratsvorlage: Ja, Volksvorschlag: Nein. Es handelt sich um die Version 3 der Anträge. (Grossrätin Gabi Schönenberger wendet ein, die Fahne sei verbindlich und nicht abänderbar; der Vizepräsident, Grossrat Zaugg-Graf, weist den Präsidenten darauf hin, dass in der Fahne etwas anderes stehe.)

Liebe, gute Kollegin Gabi, ich bin daran, die beiden Anträge auszumehren. Danach werden wir auch noch die Fahne ausmehren. Lassen Sie mich doch machen! (Heiterkeit) Nom de Dieu, es ist unglaublich! – Nehmen Sie Platz, Grossrätin Gabi. (Heiterkeit) Gut.

Wir kommen zur Ausmehrung der beiden Abänderungsanträge der Version 3. Wer dem Antrag FDP und GSoK-Mehrheit/Regierungsrat folgen und dem Grossratsbeschluss den Vorzug geben will, stimmt Ja. Wer dagegen der Variante von SP-JUSO-PSA, Grünen, EVP und GSoK-Minderheit folgen und dem Volksvorschlag den Vorzug geben will, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 5; Antrag FDP [Haas, Bern] / GSoK-Mehrheit [Kohler, Spiegel b. Bern] – Vorzug Grossratsbeschluss bei Stichentscheid gegen Antrag SP-JUSO-PSA [Striffeler-Mürset, Münsingen] / Grüne [de Meuron, Thun], EVP [Beutler-Hohenberger, Gwatt], GSoK-Minderheit [Junker Burkhard, Lyss] – Vorzug Volksvorschlag bei Stichentscheid)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Antrag FDP / GSoK-Mehrheit (Vorzug Grossratsbeschluss bei Stichentscheid)

Ja	72
Nein	56
Enthalten	11

Präsident. Sie haben mit 72 Ja- gegen 56 Nein-Stimmen bei 11 Enthaltungen dem Grossratsbeschluss den Vorzug gegeben.

Wir stimmen darüber ab, ob wir diesen als Beschluss verwenden wollen, oder ob wir keine Empfehlung abgeben wollen. Wer dem Grossratsbeschluss zustimmen und diesen als Empfehlung abgeben will, stimmt Ja, wer, wie auf der Fahne vorgeschlagen, keine Empfehlung abgeben will, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 5; Antrag FDP [Haas, Bern] / GSoK-Mehrheit [Kohler, Spiegel b. Bern] – Vorzug Grossratsbeschluss bei Stichentscheid gegen Antrag GSoK-Minderheit [Junker Burkhard, Lyss] – Verzicht auf eine Empfehlung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Antrag FDP / GSoK-Mehrheit (Vorzug Grossratsbeschluss bei Stichentscheid)

Ja	77
Nein	68
Enthalten	0

Präsident. Sie haben mit 77 Ja- gegen 68 Nein-Stimmen bei keiner Enthaltung dem Grossratsbeschluss vom 29. März 2018 den Vorzug gegeben. Somit wird die Empfehlung so in der Abstimmungsbotschaft mitgeteilt.

Ziff. 6

Antrag Grüne (de Meuron, Thun) / SP-JUSO-PSA (Striffeler-Mürset, Münsingen) / FDP (Haas, Bern), SVP (Amstutz, Schwanden Sigriswil) / EVP (Beutler-Hohenberger, Gwatt) / EDU (Schwarz, Adelboden) / glp (Schöni-Affolter, Bremgarten) / BDP (Luginbühl-Bachmann, Krattigen)

Die SAK wird beauftragt im Hinblick auf die Erstellung der Abstimmungsbotschaft die Zahlen unter Einbezug von unabhängigen Experten zu verifizieren und plausibilisieren.

Präsident. Wir fahren weiter mit der Ziffer 6, die Folgendes beinhaltet: Der Konsens aus der Sitzung, die wir unterbrochen haben, war: «Die SAK wird beauftragt, im Hinblick auf die Erstellung der Abstimmungsbotschaft die Zahlen unter Einbezug von unabhängigen Experten zu verifizieren und zu plausibilisieren.» – Die Diskussion ist offen. – Muss dies noch übersetzt werden? – Ich gebe das Wort für die glp-Fraktion Grossrätin Mühlheim.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Für mich gibt es nur eine Sache: die Fragen, die ich schon als Antwort auf Peter Siegenthaler gestellt habe. Ich denke, wir sind sicher alle damit einverstanden, das zu tun, was unsere Fraktionspräsidien heute Morgen entschieden haben. Jetzt müssen wir aber noch die Stossrichtung des Auftrags vorgeben, den die SAK erteilen soll, insbesondere im heiklen und umstrittenen Punkt: Was kosten uns die über 55-Jährigen, und wie viele von ihnen fallen ungefähr unter die neue Regelung? Ich bitte Sie, dabei das einzubeziehen, was Sie seit gestern wissen: Wir geben den Experten den Auftrag, die konservative Seite zu berechnen. Wir stützen uns nämlich auf die Zahlen des Jahres 2016, wonach damals 255 über 55-jährige Dossierträger in der Sozialhilfe gelandet waren. Um eine gewisse Bandbreite zu erhalten, nehmen wir als zweite Maximalvariante die ebenfalls bekannte Zahl, wonach im Kanton Bern bereits 724 Leute nach zwei Jahren ausgesteuert wurden – das heisst, die Experten sollen berechnen, ob die Ausgesteuerten dann alle gehen oder nicht. Im Risikobereich gibt es Side Effects, die man machen kann.

Es wäre sinnvoll, von Ihnen zu wissen, ob Sie sich auf diese Diskussion einlassen können. Möglicherweise ist es noch nicht ganz das Gelbe vom Ei – aber es wäre sinnvoll, uns in diesem Rahmen, der sich klar von den Zahlen des Regierungsrats unterscheidet, etwas einmitten zu können, um auch hier zu einer Konsenshaltung zu gelangen, die auf dieser Zahlenbasis berechnet werden soll.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion gebe ich das Wort Grossrätin Striffeler.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (SP). Es ist mir zwar gerade etwas unheimlich, aber die SP-JUSO-PSA-Fraktion begrüsst es, dass wir bei diesem Thema einen überparteilichen Konsens zum weiteren Vorgehen gefunden haben. Vom Regierungsrat erwarte ich aber, dass er plausibilisierte Zahlen liefert und den Sturm nicht hervorruft, den er eben prophezeit hat.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (EVP). Ich weiss nicht, ob der Antrag Ihnen allen vorliegt, aber der Präsident hat ihn vorgelesen: Mit der Ziffer 6 erteilen wir einen Auftrag. Ich verstehe alle Bestrebungen, dafür schon Richtungen vorgeben zu wollen. Ich halte Grossrätin Mühlheims Aussagen nicht einmal für falsch, aber ich erinnere daran: Wir geben diesen Auftrag, damit jemand anderes und nicht wir als unabhängige Experten – unabhängig sind wir hier wirklich nicht – die Zahlen plausibilisiert und verifiziert. Ich bitte Sie, diesem Auftrag stattzugeben, ihn zu unterstützen und nicht schon jetzt festlegen zu wollen, was diese Experten uns sagen müssen oder nicht sagen dürfen.

Carlo Schlatter, Thun (SVP). Es ist schon so: Das mit diesen Zahlen ist ein Wirrwarr. Ich weiss auch nicht, wer Recht hat. Die Wahrheit werden wir wahrscheinlich erst in fünfzehn, zwanzig Jahren sehen, wenn wir in der Rückschau feststellen können, wie viele es wirklich gegeben hat. Ob der vom Regierungsrat prophezeite Sturm dann eingetreten ist, oder ob es, wie von der linken Seite erwartet, nur ein warmes Lüftchen gegeben hat, wissen wir nicht. Für die Abstimmungsbotschaft ist mir wichtig – und das sollte auch plausibilisierbar sein –, dass ein theoretisches Minimum und ein theoretisches Maximum gefunden werden. Es gibt eine riesige Bandbreite. Wie jeder weiss, der mit Zahlen und Statistiken zu tun hatte, lässt sich gerade in diesem Gebiet einfach nicht sagen, was das Richtige ist.

Vielleicht hatte die GEF die falschen Ansätze, vielleicht sind die tieferen Zahlen von Frau Mühlheim richtig – ich weiss es nicht. Ich möchte, dass es die SAK berechnet und uns in der Botschaft eine Zahl liefert. Diese sollte sowohl ein theoretisches Minimum als auch ein theoretisches Maximum abbilden, damit wir uns auf diese Bandbreite stützen und abschätzen können, was auf uns zukommen könnte.

Präsident. Jetzt gebe ich das Wort dem Vizepräsidenten zur Klärung: Grossrat Zaugg.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Ich gebe noch einmal einen kurzen Hinweis dazu, wie es abläuft: Den Auftrag, den Sie uns erteilen, haben wir im Grunde als Dauerauftrag. Wir müssen richtiges Material liefern. Wenn wir die Abstimmungsbotschaften verfassen, ziehen wir immer unabhängige – sofern sich solche überhaupt finden lassen –, externe Experten bei. Der Herr, der dort vorne sitzt, ist Lukas Vögeli. Als wissenschaftlicher Mitarbeiter ist er insbesondere dafür zuständig, uns bei der Entstehung der Abstimmungsbotschaften zu begleiten. Lukas Vögeli hat die ganze Debatte hier intensiv verfolgt. Er wird dafür sorgen, dass die Meinungen aus dem Grossen Rat in diesem Abstimmungsbüchlein komprimiert werden.

Ich habe mich stark dafür eingesetzt, im vorliegenden Antrag nicht nur «verifizieren» zu schreiben – vom französischen *la vérité* –, denn wir werden keine Wahrheit finden. Es ist niemals eine Wahrheit, sondern immer eine subjektive Wahrnehmung. Aber mit Erfahrungswerten können wir diese einigermaßen plausibilisieren. Dabei haben wir festgestellt: Die eine Seite macht gar sehr auf Schlechtwetter und Sturm, die andere Seite macht gar sehr auf blauen Himmel und Schönwetter. Beides stimmt so wohl nicht ganz. Mithilfe von Experten lassen sich die beiden Zahlen aber plausibilisieren, sodass beide Seiten zusammenrücken können und die Bandbreite schmaler wird. Das ist unsere Aufgabe im SAK-Ausschuss Abstimmungserläuterungen. Für die Verabschiedung der Abstimmungsbotschaft ist letztlich die SAK verantwortlich.

Ich versichere Ihnen: Wir vom Ausschuss werden die Abstimmungsbotschaft zur Änderung des SHG sehr, sehr ernst nehmen, sie sehr gut anschauen und dafür sorgen, dass die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger richtig, fair und ausgewogen informiert werden – wie wir es immer tun. Was wir nicht können: Zahlen liefern, die alle der Wahrheit entsprechen. Denn politisch gibt es Wahrheit nicht; es gibt nur Werte, bei denen man etwas näher oder etwas weiter von der Wahrheit entfernt ist.

Präsident. Wünscht der Regierungsrat das Wort? (*Regierungsrat Schnegg verneint.*) – Wir kommen zur Abstimmung. Wer dem Antrag Grüne/SP-JUSO-PSA/FDP/SVP/EVP/EDU/glp/BDP zur Ziffer 6 zustimmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 6; Antrag Grüne [de Meuron, Thun], SP-JUSO-PSA [Striffeler-Mürset, Münsingen], FDP [Haas, Bern], SVP [Amstutz, Schwanden Sigriswil], EVP [Beutler-Hohenberger, Gwatt], EDU [Schwarz, Adelboden], glp [Schöni-Affolter, Bremgarten], BDP [Luginbühl-Bachmann, Krattigen])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	145

Nein	0

Enthalten	1

Präsident. Sie haben dem Antrag zugestimmt mit 145 Ja-Stimmen gegen keine Nein-Stimme bei 1 Enthaltung. Damit sind wir am Schluss des Traktandums 42 angelangt.

Wir dürfen eine Informatikklass der Gewerblich-Industriellen Berufsschule und Weiterbildung Bern (gibb) auf der Tribüne begrüßen. Die Schülerinnen und Schüler sind mit Frau Christine Zehnder hier. Ich hoffe, Sie werden sehen und mitnehmen können, wie der Ratsbetrieb hier in Bern funktioniert. Sie haben eine relativ intensive und emotionale Debatte erleben können. Herzlich willkommen! (*Applaus*)

Geschäft 2018.RRGR.371

Motion 114-2018 Brönnimann (Mittelhäusern, glp)**Finanzielle Hebelwirkung der Finanzhilfen des Bundes für die familienergänzende Kinderbetreuung im Kanton Bern nutzen, um den Standortvorteil des Kantons Bern auszubauen**

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 44, «Finanzielle Hebelwirkung der Finanzhilfen des Bundes für die familienergänzende Kinderbetreuung in Kanton Bern nutzen, um den Standortvorteil des Kantons Bern auszubauen». Es ist eine Motion von Grossrat Brönnimann. Wir führen eine freie Debatte. Ich gebe dem Motionär das Wort, sobald er sich angemeldet hat. – Liebe Kollegen von der glp, könnte jemand Herrn Brönnimann anmelden? – Danke! Herr Brönnimann, Sie haben das Wort.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp). Die Motion stammt nicht nur von mir. Es ist eine überparteiliche Motion, wie ich gleich zu Beginn betonen möchte – das ist mir wichtig. Anlass dieser Motion war, dass der Gesundheitsdirektor kommuniziert hatte, dass er darauf verzichte, von diesen neuen Bundesgeldern zu beantragen. Wir erinnern uns, dass wir in der letzten Session einen dringlichen Vorstoss von Sarah Gabi (*M 088-2018*) diskutiert und überwiesen haben, welcher denselben Anlass hatte. Für diesen Vorstoss hier haben wir uns etwas mehr Zeit genommen. Er war für uns nicht so dringlich, als dass er gleich in der nächsten Session hätte behandelt werden müssen. Das heisst natürlich nicht, dass er weniger wichtig ist. Vielmehr sind wir, also alle Motionäre, der Meinung, für den Kanton Bern sei es ein wichtiger Standortvorteil, eine ausgebaute familienergänzende Kinderbetreuung zu haben. Damit knüpfe ich an unsere heute Morgen geführte Diskussion an – Sie erinnern sich – zum Vorstoss von Kollegin Natalie Imboden (*M 061-2018*). Sabina Geissbühler sagte beispielsweise, wir gäben viel mehr aus als andere Kantone. Das stimmt. Wie ich glaube, haben wir uns damit in der Tat in diesem Bereich für die Zielgruppe Eltern, die arbeiten wollen oder müssen und kleine Kinder haben, bei denen Vater und Mutter arbeiten, tatsächlich einen Standortvorteil erarbeitet. Ich bin überzeugt: In der heutigen Zeit, in der niemand den Fachkräftemangel bestreitet, ist dies ein wichtiger Standortvorteil, den wir pflegen sollten. Denn wir haben nicht allzu viele andere Standortvorteile. Das Problem ist – ich sage es etwas provokativ, und der Gesundheitsdirektor wird mich sicher noch ergänzen –, dass die GEF fand, der Status quo sei bezüglich der Anzahl Betreuungsplätze gut. Nun komme das Gutscheinsystem, wodurch alles noch besser würde, womit jedes Problem gelöst wäre und weshalb wir keine neuen Projekte mehr einreichen sollten.

Die Antwort der GEF hat mich zum Teil sehr stark an die Antwort auf den Vorstoss von Sarah Gabi erinnert. Es wird denn auch sehr oft darauf verwiesen, man arbeite daran. Ich lese zum Beispiel: «Die für die subventionierten Kinderbetreuungsangebote zuständigen Direktionen haben deshalb mit den Vorbereitungsarbeiten für das Gesuch an das BSV [Bundesamt für Sozialversicherungen] begonnen.» In der Folge wird dies weiter ausgeführt. Daraus leitet die Regierung offenbar ab, man könne die Punkte 1 bis 3 annehmen und gleich abschreiben, denn man sei bereits mit den Vorarbeiten zu diesem Gesuch befasst. Mir, und ich glaube auch meinen Mitmotionären, ist das etwas zu wenig.

Noch rasch zu den einzelnen Punkten: Ich werde eine punktweise Abstimmung verlangen. Nicht alle Fraktionen der Mitmotionäre sind in sämtlichen Punkten einig. Es liegt in der Natur der Sache: Wird etwas parteiübergreifend aufgegleist, ist der eine Punkt den einen etwas wichtiger und der andere Punkt den anderen etwas wichtiger. Ich halte an allen Punkten fest – punktweise Abstimmung. Ich wandle vorläufig nichts und bestreite natürlich die Abschreibung.

Zum Punkt 1: Ganz wichtig sind neue Projekte, die für die erwähnte Zielgruppe eine Innovation bringen. Das fordert auch der Bund. Der Punkt 2 ist mir und ich glaube auch Hans-Peter Kohler ganz wichtig. Wie heute Morgen erwähnt wurde, besteht eine Gesellschaftsschicht, der berühmte Mittelstand, der «working» Mittelstand, in dem es Doppelverdiener, also gute Steuerzahler, gibt. Dieser gerät durch die Progressionselemente im Steuersystem und auch wegen des Tarifsystems der Verordnung über die Angebote zur sozialen Integration (ASIV) in eine Situation, in der es sich manchmal kaum mehr lohnt, zu arbeiten, oder in der man sogar Verluste macht. Ich glaube, für erwerbstätige Eltern, insbesondere auch für Doppelverdiener, sollte man die ASIV anpassen und die negativen Schwelleneffekte reduzieren. Auch der Punkt 4 ist zentral. Man muss die Mittel natürlich bereitstellen, sonst bleibt alles toter Buchstabe. Zum Punkt 5: Über diesen könnte man diskutieren. Es gibt bereits einige Studien, die hinreichend belegen, dass dies positive volkswirtschaftliche Effekte hat.

Präsident. Ich gebe das Wort dem Mitmotionär, Grossrat Kohler.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (FDP). Ich spreche als Mitmotionär. Thomas Brönnimann hat sehr viel Wichtiges bereits erwähnt. Ich möchte noch auf Punkt 3 zu sprechen kommen, denn er ist sehr wichtig. Es geht darum, wie es umgesetzt werden könnte und insbesondere darum, welche Familien wirklich davon profitieren könnten – Stichwort: Schwellenwert. Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort, und ich lese es vor, weil es wichtig ist: «Obwohl die Einkommensobergrenze für den Erhalt von Beiträgen an den Betreuungskosten eher hoch angesetzt ist, lohnt sich für gutverdienende Familien mit mehreren Vorschulkindern teilweise finanziell und kurzfristig gesehen eine Erhöhung des Erwerbspensums nur bedingt.» Hier wird das Problem erkannt. Es ist tatsächlich ein Problem der Mittelschicht und der oberen Mittelschicht. Weiter heisst es: «Um diese gutverdienenden Familien zu unterstützen, erscheint es dem Regierungsrat wirkungsvoller, die Steuerabzüge für Fremdbetreuungskosten zu erhöhen [...]». Ich verweise hier auf die kantonale Steuerstrategie. Das ist natürlich schon ein Ansatz. Meiner Meinung nach müssten wir aber zwei Kriterien betrachten, denn Steuerabzüge allein lösen das Problem wahrscheinlich nicht. Es ist sinnvoller, die Senkung der direkten Kosten für die Eltern in Kombination mit höheren Steuerabzügen anzuschauen. Ein aktueller Vorschlag des Bundesrats die direkten Bundessteuern betreffend lautet, dass in Zukunft bis zu 25 000 Franken abgezogen werden können. Diesem hat die Wirtschaftskommission des Nationalrats kürzlich mehrheitlich zugestimmt. Der Prozess auf Bundesebene ist diesbezüglich also noch nicht abgeschlossen. Deswegen ist auch der Punkt 3 noch nicht erfüllt, und deshalb sollte man ihn unter keinen Umständen abschreiben. Das Problem ist noch nicht gelöst. Es braucht sicher eine kombinierte Lösung. Noch zur Ziffer 5, die mir ebenfalls ein Anliegen ist. Wir argumentieren oft, es bringe dem Kanton etwas und die Attraktivität erhöhe sich – das hat natürlich mit dem Wirtschaftsstandort zu tun. Es wäre halt wirklich sehr wichtig, aktuelle Zahlen des Kantons Bern zu haben, um abschätzen zu können, ob wir dort am richtigen Ort sind, ob wir davon profitieren und ob wir auch mehr Steuereinnahmen haben. Dies ist sicher ein wichtiger Punkt, welchen wir im Grossen Rat immer wieder argumentativ verwenden, und es wäre schön, dies auch einmal in Zahlen aus unserem Kanton zu sehen.

Präsident. Gibt es weitere Wortmeldungen? – Ich gebe das Wort für die SP-JUSO-PSA-Fraktion ... Ist Grossrätin Imboden Fraktionssprecherin? – Ich gebe das Wort für die SP-JUSO-PSA-Fraktion Grossrätin Dunning.

Samantha Dunning, Biel/Bienne (SP). Le groupe socialiste PS-JS-PSA soutient cette motion interpartis dans son ensemble et refuse le classement des points 1 à 3. Cette motion traite de la même problématique relevée par Sarah Gabi Schönenberger dans sa motion acceptée en septembre dernier. Nous restons convaincus qu'il est absolument nécessaire que le canton de Berne soit davantage proactif en matière d'accueil extrafamilial. Les modèles familiaux et professionnels se sont diversifiés. Il faut des solutions de garde pour tous les modèles familiaux et professionnels et surtout il faut des modèles de garde abordables pour toutes et tous et dans toutes les régions de notre canton. C'est pourquoi nous approuvons le premier point de la motion.

Concernant les deuxième et troisième points, il est clair que nous les soutenons. La situation de certains parents est très problématique lorsqu'ils augmentent leur taux d'activité et ce n'est pas le cas uniquement pour la classe moyenne supérieure, mais c'est aussi le cas pour la classe moyenne inférieure, si on veut. Certes, le revenu familial est sensiblement plus élevé quand le taux d'activité augmente, mais parallèlement, le temps de garde augmente, et souvent le tarif à l'heure de garde augmente aussi, car il y a un changement de palier, et ceci amène des dépenses plus élevées en matière de garde, sans compter les impôts qui parfois encore augmentent. Et encore sans compter que le temps passé avec les enfants est restreint. Ceci va totalement à l'opposé de la politique familiale que le canton de Berne devrait mener. Une politique familiale en phase avec notre société vieillissante et valorisant le travail devrait encourager les gens à fonder une famille et à concilier cette vie familiale avec la vie professionnelle. Au 21^e siècle, il n'est simplement pas possible que les parents soient autant pénalisés. Nous espérons vraiment que l'introduction des bons de garde simplifiera la tâche des parents et ne péjorera pas encore leur situation.

Pour le point 4, nous sommes bien évidemment d'accord avec les motionnaires. Le canton de Berne doit être proactif en matière d'accueil extrafamilial et cela à long terme.

Pour finir, nous soutenons aussi le 5^e point, car l'accueil extrafamilial ne doit pas seulement être perçu sous l'angle des coûts, mais aussi sous l'angle des apports, dont les recettes fiscales engendrées par l'activité professionnelle des parents rendue possible grâce aux différentes mesures développées dans ce domaine. Des parents avec une activité professionnelle coûtent moins, voire rapportent plus aux finances de l'Etat que des parents sans emploi. Enfin, nous rejetons le classement des trois

premiers points. Etant donné que la motion de Sarah Gabi Schönenberger a été acceptée lors de la dernière session, le canton de Berne doit soumettre des projets à la Confédération et ceux-ci devraient donc être en cours. Donc, si c'est en cours, pourquoi classer? Nous pourrions classer ces points une fois que nous aurons la certitude qu'ils ont bien été mis en place. Il est nécessaire que des structures d'accueil familial soient généralisées dans l'ensemble du canton, notamment lors des vacances scolaires, et qu'elles soient abordables pour tous et correspondent aux besoins actuels. Le groupe PS-JS-PSA vous invite donc à accepter l'ensemble des points de la motion et de rejeter le classement des points 1, 2 et 3.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Ich spreche für die grüne Fraktion und nicht als Mitmotionärin, was in dieser Frage auf dasselbe hinausläuft. Die grüne Fraktion unterstützt die vorliegende überparteiliche Motion in allen fünf Punkten mit Überzeugung. Auch wir sind der Meinung, die Punkte 1 bis 3 können nicht abgeschrieben werden, wie vom Regierungsrat vorgeschlagen. Zur Begründung dessen kann ich mich den Vorrednern Brönnimann und Kohler anschliessen. Sie und auch die Kollegin von der SP haben vieles gesagt, was ich vollumfänglich unterstützen kann. Ich möchte nur auf zwei Punkte kurz eingehen, und zwar auf die Punkte 4 und 5.

Beim Punkt 4 geht es darum, die dafür notwendigen Mittel einzuplanen. Ich denke – wie ich bereits heute Morgen gesagt habe –, dass wenn man einen Ausbau will, man über Geld wird sprechen müssen. Ein Ausbau ohne Geld ist kein Ausbau, sondern nur eine Verteilung auf mehr Leute. Diese Frage wird sich deshalb stellen. Ich glaube tatsächlich: Jetzt ist der Moment, der Regierung ein Signal zu geben. Im Moment kann sie nicht mehr in diesen Bereich investieren, weil wir ihr das Signal nicht geben, die notwendigen Mittel dafür zur Verfügung zu stellen. Würden uns diese im Budget nicht entsprechen, bliebe die Autonomie beim Grossen Rat. Ich denke aber, wir können dem Regierungsrat dieses Signal heute geben.

Zu Punkt 5 bezüglich Nutzen, Kosten und höherer Steuereinnahmen: Dazu gibt es unterschiedliche Betrachtungsweisen. Die einen sagen, man habe es schon zehnmal berechnet. Herr Kohler hat gesagt, für den Kanton Bern sei es aber noch nicht berechnet worden. Als grüne Fraktion teilen wir die Einschätzung, wonach es sinnvoll wäre, dies vor dem Hintergrund des Kantons Bern einmal genau zu betrachten. Der Kanton Bern entspricht vielleicht nicht dem Durchschnitt der Kantone, denn wir haben ein eigenes Regulativ. Die in der Antwort des Regierungsrates erwähnte Studie, wonach man es schon gemacht habe, stammt aus dem Jahr 2007. Ich habe sie gestern angeschaut und mich wieder daran erinnert. Die Studie wurde vom einstigen Verein Region Bern (VRB) in Auftrag gegeben. Einige von Ihnen erinnern sich daran – heute wäre es vermutlich die Regionalkonferenz. Die Studie konnte damals klar nachweisen, dass sich diese Kinderbetreuung lohnt. Sie lohne sich – so die damalige Einschätzung – vor allem für den Kanton, aber mässiger für die Gemeinden. Ich glaube, es wird schon noch ein genaueres Hinschauen nötig. Wir sind bereit dazu.

Für Eltern lohnt sich die Kinderbetreuung – jedenfalls in einer langfristigen Betrachtung. Sie lohnt sich natürlich auch für Gemeinden. Aber für den Kanton ist die Kinderbetreuung noch lohnender. Deshalb ist es auch richtig, dass der Kanton dafür Mittel investieren muss und soll. Ich war froh um das Votum von Kollege Kohler. Er hat gesagt, Steuerabzüge allein reichten nicht. Ja, ich denke, es braucht ein Hinschauen, und es braucht eine Subventionierung, das ist richtig. Steuerabzüge nützen im Normalfall vor allem den mittelhohen und hohen Einkommen. Daher braucht es sicher ein genaueres Hinschauen, damit die beiden Mechanismen aufeinander abgestimmt werden und so ein wirklich gutes System entwickelt werden kann. Die grüne Fraktion unterstützt alle fünf Punkte. Sie hofft auf ein klares Signal dieses Grossen Rates, dahingehend, dass es ihm mit der Unterstützung der familienergänzenden Kinderbetreuung ernst ist.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (BDP). Die BDP-Fraktion folgt auch hier der Antwort der Regierung – einen Punkt ausgenommen. Hier gibt es viele Parallelen zur vorangegangenen Motion (M 061-2018). Die Punkte 1 bis 3, die eine Projekteingabe beim Bund mit Bedingungen sowie eine Reduzierung der negativen Anreize von Schwelleneffekten fordern, unterstützen wir mit der Abschreibung. Den Punkt 4 schätzen wir gleich wie die Regierung ein. In der jetzigen Phase ist es sinnlos, Geld zu sprechen. Warten wir doch ab, wie es sich entwickelt. Knapp die Hälfte unserer Fraktion könnte den Punkt 5 als Postulat unterstützen. Wir könnten uns eine volkswirtschaftliche, beispielsweise von Studenten erstellte, Studie gut vorstellen.

Ich fasse zusammen: Die BDP-Fraktion unterstützt Annahme und Abschreibung der Ziffern 1 bis 3. Die Ziffer 4 lehnen wir ab. Die Hälfte der Fraktion würde die Ziffer 5 unterstützen.

Barbara Streit-Stettler, Bern (EVP). Zu diesem Vorstoss ist die Meinung der EVP geteilt. Jene, die alle Punkte ohne Abschreibung annehmen wollen, sind der Meinung, neue Arbeitsplätze schaffe man nicht mit Steuersenkungen, sondern beispielsweise mit guten Angeboten in der Kinderbetreuung, weshalb man die Bundesgelder dafür unbedingt abholen solle. Mit seinem Impulsprogramm zur Kinderbetreuung reagiert der Bund auf das, was man dem Schweizer System immer und immer wieder vorwirft, nämlich, dass die Kinderbetreuung vor allem für den Mittelstand sehr teuer ist. Der Kanton Bern ist dabei keine Ausnahme. Auch im Kanton Bern ist die Kinderbetreuung für jene Eltern teuer, selbst wenn sie je nach Einkommen mehr oder weniger subventioniert ist. Auch aus sozialpolitischer Sicht haben wir als Kanton Bern ein Interesse daran, dass auch Kinder von erwerbstätigen Eltern gut betreut sind, und das nicht einfach irgendwo oder immer wieder an anderen Orten.

Gerade bei fremdsprachigen Kindern spielt die Betreuung für die Integration eine grosse Rolle. Damit bin ich auch beim zweiten Punkt der Befürworterinnen und Befürworter seitens der EVP angelangt. Gerade Eltern mit Migrationshintergrund haben keine 0815-Arbeitszeiten: Mütter arbeiten in der Raumpflege, als Köchinnen beziehungsweise generell in der Gastronomie. Deshalb ist es wichtig, einzelne Kitas zu haben, die ihre Öffnungszeiten ausbauen können, respektive die dank des Bundes ausprobieren können, ob ein Bedürfnis für das neue Angebot überhaupt besteht.

Jene der EVP, die dem Regierungsrat folgen wollen, befürchten, dem Kanton entstünden mit den zusätzlichen Ausgaben, die auch mit unserem Impulsprogramm des Kantons Bern gefordert werden. Sie sind der Meinung, man müsse das Problem in der Kinderbetreuung anders lösen, beispielsweise innerhalb der Familie, mit den Grosseltern oder mit Tageseltern.

Ich fasse zusammen: Die EVP ist geteilter Meinung. Die einen folgen der Linie des Regierungsrates, die anderen nehmen alle Punkte an.

Michael Köpfli, Wohlen b. Bern (glp). Im meinem vorangegangenen Votum habe ich bereits einige Ausführungen gemacht. Deshalb fasse ich jetzt nur noch kurz zusammen. Wir sind überzeugt: Investitionen in die familienergänzende Kinderbetreuung machen sich sowohl für die Wirtschaft als auch für die Bevölkerung bezahlt. Sie sind effizient eingesetzt und auch eine wichtige Massnahme gegen den Fachkräftemangel. Des Weiteren sind wir der Überzeugung, durch das Gutscheinsystem, welches eingeführt wird, werden die Gelder effizient und zielführend eingesetzt. Deshalb sind wir dankbar dafür, dass der Regierungsrat es endlich umsetzt. Gleichzeitig sind wir der Meinung, dass es bei der Vorlage des Regierungsrates zur Umsetzung des Gutscheinsystems noch Verbesserungspotenzial gibt. Genau diese Motion kann in diesem Bereich Verbesserungen anschieben.

Zu den einzelnen Punkten: Wie wir bereits beim Vorstoss Gabi Schönenberger (*M 088-2018*) signalisiert haben, sind wir überzeugt, die Gelder des Bundes sollten abgeholt werden.

Um zum Punkt 2 zu kommen: Wir sind ganz klar der Überzeugung, die Gelder sollten für die Vereinbarkeit von Familie und Beruf – sprich: für erwerbstätige Eltern – so eingesetzt werden, sodass mit den entsprechenden Geldern tatsächlich ein volkswirtschaftlicher Nutzen erzielt wird.

Der Punkt 3 ist uns sehr wichtig. Negative Anreize im System sollten eliminiert werden. Das ist zum einen über die Höhe der Gutscheine zu steuern, wobei man schon auf gutem Wege ist. Viel wichtiger ist allerdings, eine Koppelung an die Erwerbstätigkeit einzuführen oder sie beizubehalten, wie im Fall der Stadt Bern, wo es in einem Pilotprojekt schon so gemacht wird. Dies wird in der Vorlage des Regierungsrates aufgeweicht. Ist die Abgabe der Gutscheine nicht mehr an eine Erwerbstätigkeit koppelt, entstehen negative Anreize, davon sind wir überzeugt. Wir hoffen sehr, dass dies nach der Vernehmlassung optimiert wird.

Zum Punkt 4: Auch wir sind der Überzeugung, es sollten genügend Gelder eingesetzt werden. Das heisst nicht, dass das Budget deswegen explodieren muss. Für uns ist aber wichtig – und dies schwingt im Punkt 5 ein wenig mit –, dass man nicht nur das aktuelle Budget nimmt und es einfriert. Wir haben das Gefühl, dies sei im Moment bei der GEF der Fall. Vielmehr sollte man auch die andere Seite betrachten: Werden durch die Gutscheine mehr Leute erwerbstätig, steigen die Steuereinnahmen im Kanton Bern. Wir alle wissen, dass die Steuerbelastung für natürliche Personen relativ hoch ist, die Progression ist es auch. Das heisst: Werden im Kanton Bern mehr Leute oder mehr Eltern im Kanton Bern erwerbstätig, wird es substanziell höhere Steuereinnahmen geben. Es braucht eine Gesamtbetrachtung, und diese muss am Ende aufgehen. Ein dogmatisches Festhalten am heutigen Budget ist wahrscheinlich weder im Sinn der Kantonsfinanzen noch im Sinn der Bernerinnen und Berner.

Der Punkt 5 will noch eine Analyse mehr. Grundsätzlich teilen wir das Anliegen, aber – hier geben wir dem Regierungsrat recht – es gibt dazu schon viele Studien. Wichtiger ist eigentlich die Umsetzung. Trotzdem erhält auch dieser Punkt sicher einige Unterstützung seitens der Fraktion. Andere werden

wahrscheinlich Nein dazu sagen, weil sie der Meinung sind, die Daten lägen vor, jetzt müsse man es umsetzen und das Gutscheinsystem effizient einführen.

Marianne Teuscher-Abts, Roggwil BE (FDP). Die FDP ist diesmal nicht ganz mit der Regierung einverstanden. Zu den Ziffern 1 und 2: Die FDP-Fraktion ist der Auffassung, der Prüfungsauftrag sei im Zusammenhang mit der Motion Gabi Schönenberger (*M 088-2018*) intensiv bearbeitet worden. Die GEF und die ERZ haben bereits eine aktive Kommunikation zu den neuen Fördergefässen geplant. Somit: Die Ziffern 1 und 2 annehmen und abschreiben.

Zur Ziffer 3: Die FDP ist der Meinung, im Bereich der negativen Anreize von Schwelleneffekten bestehe sehr wohl noch Handlungsbedarf. Gerade für gutverdienende Familien mit mehreren Vorschulkindern lohnt sich eine Erhöhung des Erwerbsspensums oft nicht oder nur bedingt. Der Verweis auf die kantonale Steuerstrategie geht bereits in die richtige Richtung, aber zum heutigen Zeitpunkt ist die Problematik noch nicht behoben. Die FDP-Fraktion ist daher für Annahme der Ziffer 3, stellt sich aber gegen eine Abschreibung.

Die Ziffer 4 lehnen wir wie die Regierung ab. Zur Ziffer 5: Wir empfehlen Annahme. Für die FDP-Fraktion wäre es wichtig, die Kosten-Nutzen-Rechnung zu aktualisieren, selbst wenn der Zeitpunkt dafür gemäss Antwort der Regierung ungünstig ist. Deshalb plädiert die FDP-Fraktion auf Annahme der Ziffer 5.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Auch ich kann mich kurz fassen, denn ich habe ein grundsätzlich kritisches Votum zu einem ähnlichen, bereits behandelten Vorstoss gehalten.

Ich fasse kurz zusammen: Die EDU-Fraktion würde einen Marschhalt beim weiteren Ausbau der familienexternen Kinderbetreuung grundsätzlich unterstützen. Die Gründe dafür habe ich bereits erwähnt. Man könnte einen solchen Marschhalt dazu nutzen, alle Folgen der ausserfamiliären Kinderbetreuung einmal vertieft abzuklären. Man könnte auch die Chance der Betreuungsgutscheine nutzen, um die Privativinitiative stärker zu fördern. Dazu gibt es bereits ein Postulat, das in der Septembersession überwiesen worden ist. Prüfwert wäre auch, wie die Wirtschaft stärker in die Pflicht genommen werden könnte – es ist interessant, wie gerade die Wirtschaftsseite den Staat hier plötzlich sehr gerne sieht. Überlegenswert wäre auch, wie die Eltern, die ihre Kinder selbst betreuen, gestärkt werden könnten. Aus den bereits erwähnten Gründen lehnt die EDU auch diesen Vorstoss ab.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (SVP). Ich kann mich auch kurz fassen. Wir haben schon viel zu dieser Thematik gehört. Ich verzichte darauf, das zu wiederholen, was wir bereits in der Debatte über die Motion von Natalie Imboden (*M 061-2018*) thematisiert haben. Der Bund hat zwei Fördergefässe beschlossen, damit die Finanzen und die Betreuungsangebote verbessert werden können. Bezüglich der Finanzhilfe des Bundes stellt sich noch die Frage, ob der Kanton davon profitieren könnte. Vorprüfungen des Kantons haben ergeben, dass diesbezüglich vonseiten des Bundes wenig zu erwarten ist. Eine diesbezügliche Budgeterweiterung steht also nicht in Aussicht. Inzwischen hat der Regierungsrat mit der Vorbereitung eines Gesuchs an das BSV um eine Erhöhung der Subventionen begonnen. Dazu sind Erhebungen in sämtlichen Gemeinden notwendig, die ein externer Partner durchführt. Das Gutscheinsystem wird das Gebührensystem ungefähr 2021 ablösen. Dann werden die Subventionen linear auf der Basis der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit der Eltern verbessert. Linear, damit der Schwelleneffekt und die negativen Erwerbsanreize vermieden werden können. Die Umstellung auf Betreuungsgutscheine soll und wird ein bedarfsgerechtes Angebot stärken.

Gemäss Regierungsrat – wir können es lesen – sollen Kitabesuche und Tagesfamilien für nicht erwerbstätige Eltern nur noch unter bestimmten Voraussetzungen vergünstigt werden. Wir gehen davon aus, dass es sich dabei um Krankheitsfälle oder um wichtige Gründe handelt. Andernfalls müssten wir es streichen, damit nicht erwerbstätige Eltern auch noch Tagesschul- oder Kita-Angebote nutzen. Der Kanton investiert 70 Mio. Franken in Kitas und Tagesfamilien, wie wir heute schon einmal gehört haben. Aktuell werden Plätze finanziert. Mit dem Gutscheinsystem sollen zahlenmässig mehr Eltern einen Beitrag erhalten. Wir sollten die Ausgabenentwicklung nach dem Systemwechsel abwarten können. Wenn uns dann konkrete Daten vorliegen werden, kann sich der Regierungsrat effektiv dazu äussern.

Gerne möchte ich noch etwas zum Punkt 5 sagen; dieser lautet: «In einer Kosten-Nutzen-Rechnung sind die geschätzten höheren Steuereinnahmen zu berücksichtigen.». Dabei geht es um das Thema «Return on Investment». Es wird immer nur über «Return on Investment» aus wirtschaftlicher Sicht gesprochen. Leider interessiert sich weder die Politik noch die Wirtschaft dafür, welche Folgen die externe Betreuung bei den Kindern haben könnte. Ich erinnere daran: Wir hatten in der September-

session eine Mittagsveranstaltung, wo ein Psychiater die Aussage machte, bei Kindern gebe es eine Verdoppelung der psychiatrischen Fälle. Das sind die Auswirkungen eines mangelnden Familienlebens, mangelnder Mittagstische und so weiter. Wenn wir schon den «Return on Investment» oder eben die Kosten-Nutzen-Frage klären wollen, dann möchte ich, dass man auch einen Blick auf die Tatsache wirft, dass leider auch die Gesundheitskosten steigen werden – eine unschöne Realität, aber es ist leider so. Die SVP stimmt wie der Regierungsrat ab: Bei den Ziffern 1 bis 3 Annahme und Abschreibung. Wird die Abschreibung bestritten, lehnen wir diese Ziffern ab. Die Ziffern 4 und 5 lehnen wir ab.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprecherinnen und Einzelsprechern. Als erste hat Grossrätin Gabi das Wort.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenburg (SP). Es ist verschiedentlich auf meine Motion hingewiesen worden, mit welcher der Kanton zur Abholung der Fördergelder verpflichtet worden ist. Wie Sie wissen, wurde diese Motion von Ihnen hier drin im September überwiesen. Hierfür möchte ich mich bei allen, die dabei mitgeholfen haben, noch einmal sehr bedanken. Ich bitte Sie, auch den vorliegenden, wichtigen Vorstoss mitzutragen.

Zum Punkt 4: Das ist ein wichtiger Punkt. Man muss jetzt das notwendige Geld, insbesondere auch für die Ferienbetreuung, bereitstellen. Nur so kann es auf kommunaler Ebene schneller vorwärts gehen, vor allem in jenen Gemeinden, in denen bisher noch nicht viel geschehen ist. Denn auch die Ferienbetreuung ist ein Standortfaktor. Will man endlich einen dynamischeren Kanton, was die meisten hier im Saal wollen und anstreben, und will man dem Fachkräftemangel mit konkreten Massnahmen begegnen, dann braucht es auch Daten. Man kann nicht A sagen, ohne dazu bereit zu sein, mit B auch die Verantwortung für die Umsetzung zu übernehmen. Deshalb danke ich Ihnen, wenn Sie dabei mithelfen.

Andreas Michel, Schattenhalb (SVP). Ich bin noch nicht lange in diesem Rat, aber ich habe schon bemerkt, dass die familienergänzende Kinderbetreuung hier offenbar ein Evergreen ist. Lassen Sie mich hier noch die Sicht eines Arbeitgebers einbringen, der seit über vierzig Jahren eine Kita betreibt. In der Diskussion vom Morgen haben wir gehört, der Präsident des Schweizerischen Arbeitgeberverbands (SAV), Valentin Vogt, habe bei der familienergänzenden Kinderbetreuung ebenfalls eine Lücke konstatiert. Ja, das ist richtig. Liest man den Artikel zu Ende, stellt man fest, dass er vor allem im schulischen Bereich eine Lücke konstatiert und nicht im vorschulischen Bereich. Der Berner Arbeitgeberverband hat zum vorliegenden Vorstoss geschrieben: Die Anträge des Regierungsrates werden vom Arbeitgeberverband voll inhaltlich unterstützt. Bevor erneut legislatorischer Aktionismus ausbricht und weitere Berichte zu längst geklärten Fragen einverlangt werden, gilt es, die positiven Effekte der Umstellung auf das System von Betreuungsgutscheinen abzuwarten und allenfalls zu gegebener Zeit Korrekturmassnahmen zu überprüfen. Auch die parlamentarische Gruppe Wirtschaft unterstützt die Anträge des Regierungsrates. Als Arbeitgeber bin ich der Meinung, dass die Arbeitgeber hier ihre Verantwortung zu übernehmen haben wie im Übrigen auch die Eltern. Es braucht jetzt nicht mehr staatliche Mittel. Denn mehr staatliche Mittel lösen schliesslich nur Steuern aus. Das liegt nicht im Interesse der Arbeitgeber.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (SVP). Ich möchte noch etwas zur Familieninitiative der SVP von 2013 sagen – es ist noch nicht so lange her. Wir hatten eine steuerliche Entlastung für alle Familien mit Kind, für jedes Kind, verlangt, also keine Diskriminierung von Familien, die ihre Kinder selbst betreuen. Wir wollten Wahlfreiheit und Eigenbestimmung, dass die Familien bestimmen können, wie sie die Kindererziehung machen wollen. Wir waren eben gegen eine Verstaatlichung von Familien und Kindern. Bei einer Annahme der SVP-Initiative hätten die Eltern bestimmen können, ob sie ihre Kinder in eine externe Betreuung geben wollen, oder ob sie die Unterstützung beispielsweise für eine Klavierstunde ihres Kindes verwenden wollen. Vor allem von linker Seite aber wurde argumentiert, dem Staat würden auf diese Weise 1 Mio. Franken entzogen. Dieselben Kreise kommen jetzt mit der Forderung: jedem Kind ein Krippenplatz. Schon heute bezahlt unser Kanton 70 Mio. Franken an Krippenplätze, wie wir gehört haben. Wie viel der Bund bezahlt, weiss ich nicht genau, aber ich glaube, es liegt auch schon bald bei 1 Mrd. Franken.

Man muss nun unbedingt auch den Aspekt sehen, nämlich, was Familien leisten, die ihre Kinder selbst betreuen. Sie leisten nämlich einen ganz grossen Beitrag. Jeder Erziehungswissenschaftler und jeder Entwicklungspsychologe sagt, das Wichtigste für die kleinen Kinder seien Zuwendung und

Zeit. – Zuwendung und Zeit! Heute ist es aber so, dass man keine Zeit mehr hat. Ich erlebe täglich, wie man Kinder aus dem Bett reisst, wie man sie durch die Gegend schleift und sie abliefert, wie man sie abends wieder abholt, wie man müde ist und keine Energie oder Kraft für die Erziehung mehr hat, die man eigentlich wahrnehmen müsste. Das führt zu vielen psychosomatischen Krankheiten, wie ich bereits sagte. Fragen Sie Kinderärzte, welche Auswirkungen das hat – ich weiss, Sie hören es nicht gerne. Gerade letzthin las ich, die Jugendlichen hätten in den Eltern kaum mehr Ansprechpartner für ihre Probleme. Die Beziehung zu den Eltern prägt eben von ganz früher Kindheit an. Es geht noch weiter und wird uns auch viel kosten: Sollten die Eltern einmal Probleme haben, werden die Kinder keine Empathie mehr für sie aufbringen, denn sie haben Empathie nie erlebt. Dann ist der Staat gefordert. – Der Staat ist gefordert! Es ist ganz klar: Mit Ihren Forderungen werden die Steuern steigen. Durch die hier im Raum stehenden Forderungen werden wir alle belastet.

Präsident. Ich gebe Regierungsrat Schnegg das Wort.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Au niveau fédéral, deux nouveaux dispositifs de soutien sont disponibles. Le Conseil-exécutif a étudié comment le canton de Berne pourrait en tirer parti. Pour cela je vous renvoie à la motion 088-2018. Dès lundi vous aurez l'occasion de passer en revue une épaisse documentation concernant le budget, les comptes et cetera. Dans ces documents, vous allez également retrouver un certain nombre de chiffres intéressants par rapport à la thématique qui nous occupe aujourd'hui. Permettez-moi simplement de relever deux de ces chiffres: en 2016, le canton de Berne a soutenu 3676 places de crèche. En 2017, 3823. Soit une croissance d'environ quatre pourcent, un taux de croissance relativement rare à l'exception peut-être des primes de caisse maladie. Permettez-moi donc de vous donner quelques compléments d'information par rapport à cette motion.

Tout d'abord, pour les points 1 et 2: le premier dispositif de soutien prévoit des aides financières à l'augmentation des subventions à l'accueil extrafamilial des enfants. Les premiers renseignements pris auprès de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) montrent que le canton de Berne ne recevra que des aides financières minimales voire aucune aide, la Confédération définissant le terme d'augmentation des subventions au sens étroit. Ni les investissements déjà réalisés, ni les extensions budgétaires si celles-ci ne reposent pas sur une nouvelle décision politique ne sont pris en compte. Le Conseil-exécutif désirait s'abstenir de déposer une demande au vu de la disproportion entre les charges et le produit escompté. Suite à la motion 088-2018, les directions concernées ont néanmoins commencé les travaux préparatoires en vue de déposer, comme demandé par le Grand Conseil, une demande auprès de l'OFAS. Le second dispositif de soutien prévoit des aides financières aux projets visant une meilleure adéquation de l'offre d'accueil extrafamilial aux besoins des parents. Le Conseil-exécutif salue les demandes soumises. Les exigences sont toutefois élevées. Si la demande est agréée, c'est tout au plus la moitié des coûts du projet qui est cofinancé. La SAP et l'INS communiqueront activement sur leur site Internet concernant les nouveaux instruments d'encouragement. La SAP signalera également la nouveauté à ses interlocuteurs du domaine de l'accueil extrafamilial dans la prochaine circulaire. C'est pour ces raisons que le gouvernement vous invite à accepter et classer les points 1 et 2.

Pour le point 3, réduire les effets de seuil et les incitations négatives à l'exercice d'une activité lucrative sont des préoccupations majeures à la fois du régime des émoluments actuels et du système des bons de garde dont l'introduction définitive est prévue pour 2021. Dans les deux systèmes, les subventions sont calculées d'après un modèle linéaire fondé sur la capacité économique des parents. Un modèle linéaire est le plus à même de permettre d'éviter les effets pervers, selon une étude de l'OFAS. Une offre d'accueil insuffisante n'incite pas à l'exercice d'une activité lucrative, raison pour laquelle le canton de Berne n'a cessé d'augmenter son offre au cours des dernières années. Je vous renvoie aux chiffres que j'ai signalés tout à l'heure. Le Conseil-exécutif va bien entendu suivre l'évolution des prix et du pouvoir d'achat et si nécessaire proposer des ajustements. C'est sur cette base qu'il vous invite à accepter ce point et à le classer.

Pour le point 4: sous le régime actuel, le pilotage des coûts est avant tout en fonction du nombre de places ou d'heures de garde autorisées. Avec le système des bons de garde, le canton cofinancera tous les bons délivrés par les communes. Par conséquent, davantage de parents recevront des contributions à l'avenir. Ce développement quantitatif du nombre de bénéficiaires pourrait éventuellement être réalisé sans moyens supplémentaires du moins tout au début. J'ai quelques doutes à ce sujet. L'objectif du Conseil-exécutif est de minimiser les coûts liés à la mise en œuvre du système des bons de garde. Il est donc prématuré de modifier maintenant la planification existante. Le Conseil-exécutif

désire attendre de connaître l'évolution effective des dépenses suite au passage au système des bons de garde. C'est pourquoi il vous invite à rejeter ce point.

Au point 5, le rapport coût-utilité positif de l'accueil extrafamilial n'est pas contesté sur le principe. Une analyse a également été réalisée pour le canton de Berne par le Bureau BASS en 2007. La promotion d'une meilleure conciliation entre activité professionnelle et vie privée est un objectif important de la politique familiale du canton de Berne. Le Conseil-exécutif ne juge donc pas nécessaire d'actualiser le calcul du rapport coût-utilité, compte tenu du passage prévu au nouveau système des bons de garde, les charges et le produit d'une telle étude seraient clairement disproportionnés. C'est la raison pour laquelle le Conseil-exécutif vous invite à rejeter ce point.

Präsident. Ich gebe dem Motionär nochmals das Wort: Grossrat Brönnimann.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp). Danke für die sachliche Diskussion. Ich habe natürlich meine französischen «Öhrchen» gespitzt. Wäre es tatsächlich möglich, das Angebot im Gutscheinsystem ohne zusätzliche Mittel auszuweiten, wäre es umso besser. Im Punkt 4 fordern wir Motionäre ja keine zusätzlichen Mittel. Wir fordern die notwendigen finanziellen Mittel für die Sicherstellung des Ausbaus. Wäre das unter dem Gutscheinsystem, das vielleicht effizienter ist, auch ohne zusätzliche Mittel möglich, wären wir sicher alle froh.

Allerdings hat mich der Gesundheitsdirektor verwirrt: Einerseits hat er gesagt, diese Studie belege den volkswirtschaftlichen Nutzen, andererseits verweist er auf das Budget, das wir diskutieren werden, und er verweist nur auf die Kosten, die wir im Budget einstellen. Die heutige Diskussion zeigt mir doch: Mein Kollege Hans-Peter Kohler hat recht, wenn er sagt, an diesem Punkt müssten wir festhalten und ihn nicht wandeln. Solange wir uns nicht einmal darin einig sind, benötigen wir neuere Informationen als jene aus der Studie des Büros für arbeits- und sozialpolitische Studien BASS zum Jahr 2006. Die Erhebung ist schon etwas alt. Zudem ist das Büro BASS nicht in allen Kreisen als wirklich unabhängig akzeptiert – bei mir ist es das übrigens. Soweit dazu.

Ich möchte noch etwas zu Sabina Geissbühler sagen: Sabina Geissbühler, wir verstehen uns in der Regel gut, aber Sie haben mir praktisch unterstellt, die Motion fordere für jedes Kind einen Krippenplatz. Das steht nirgendwo, nicht einmal in der Begründung! Das ist nicht das Thema, das wir hier diskutieren. Es ist eine andere gesellschaftspolitische Diskussion. Ich kann akzeptieren, wenn jemand aus gesellschaftspolitischen Gründen dagegen ist – das ist eine persönliche Haltung. Diskutieren wir aber über finanzpolitische Aspekte, benötigen wir Fakten. Andreas Michel hat den SAV zitiert. Ich habe darauf verzichtet, hier Valentin Vogt zu zitieren. Als SAV-Präsident sagte er vor Kurzem, genau dort könnten wir die in der Wirtschaft benötigten Fachkräfte noch mobilisieren. Wenn wir sie dort nicht abholen, dürfte es spannende Diskussionen im Zusammenhang mit den Bilateralen et cetera geben – was dann aber etwas komplizierter würde. Wo wir auf Kantons- und Gemeindeebene etwas tun können, ist dieser Bereich.

Der Gesundheitsdirektor hat auch gesagt, welches Wachstum es geben werde. Ja, dieses gibt es, das kann ich den Gemeinden bestätigen. Dies deshalb, weil die Gemeinden sehen, dass es sinnvoll ist, zu investieren und weil sie den «Return on Investment» sehen, Anne Speiser. Müssten wir auch die Gesundheitskosten beurteilen, müsste dazu ebenfalls eine Studie erstellt werden. Ich muss ehrlich sagen: Das ist Schwarzmalerei. Ich glaube es nicht.

Ich fasse zusammen: Wie zu Beginn angekündigt, verlange ich eine punktweise Abstimmung. Ich wandle auch den Punkt 5 nicht, denn der Regierungsrat hat ja gesagt, wenn der Punkt 5 ein Postulat wäre, würde die Regierung nichts tun, weil man schon alles wisse.

Präsident. Dann kommen wir zur Abstimmung. Wir stimmen in allen Punkten über eine Motion ab. Wer den Punkt 1 als Motion annehmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	95
Nein	46
Enthalten	1

Präsident. Sie haben den Punkt 1 angenommen mit 95 Ja- gegen 46 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung. Wir stimmen über die Abschreibung ab. Wer den Punkt 1 abschreiben will, stimmt Ja, wer ihn nicht abschreibt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 76

Nein 65

Enthalten 0

Präsident. Sie haben den Punkt 1 abgeschrieben mit 76 Ja- gegen 65 Nein-Stimmen bei keiner Enthaltung. Wir kommen zum Punkt 2. Wer den Punkt 2 als Motion annehmen will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 91

Nein 50

Enthalten 1

Präsident. Sie haben den Punkt 2 angenommen mit 91 Ja- gegen 50 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung.

Wir kommen zur Abschreibung. Wer den Punkt 2 abschreiben will, stimmt Ja, wer ihn nicht abschreiben will, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 81

Nein 61

Enthalten 0

Präsident. Sie haben den Punkt 2 abgeschrieben mit 81 Ja- zu 61 Nein-Stimmen bei keiner Enthaltung.

Wir kommen zum Punkt 3. Wer den Punkt 3 als Motion annehmen will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 94

Nein 46

Enthalten 2

Präsident. Sie haben den Punkt 3 als Motion angenommen mit 94 Ja- gegen 46 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Wir kommen auch hier zur Abschreibung. Wer den Punkt 3 abschreiben will, stimmt Ja, wer ihn nicht abschreiben will, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	62
Nein	77
Enthalten	1

Präsident. Sie haben den Punkt 3 nicht abgeschrieben mit 77 Nein- gegen 62 Ja-Stimmen bei 1 Enthaltung.

Wir kommen zum Punkt 4. Wer den Punkt 4 als Motion überweisen will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 4)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	64
Nein	75
Enthalten	2

Präsident. Sie haben den Punkt 4 abgelehnt mit 75 Nein- gegen 64 Ja-Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Wir kommen zum Punkt 5. Wer den Punkt 5 als Motion überweisen will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 5)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	83
Nein	59
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Punkt 5 überwiesen mit 83 Ja- gegen 59-Stimmen bei keiner Enthaltung.

Eine Information: Die Weibel werden Ihnen ... Die Weibel werden nichts verteilen. Aber Sie werden in Kürze die Anträge von nächster Woche gebündelt per E-Mail erhalten. Am Montagmorgen werden wir sie Ihnen aufs Pult legen, damit sie Ihnen auch in Papierform vorliegen.

Geschäft 2018.RRGR.538

Motion 174-2018 Gerber (Schüpfen, BDP)
Grundversorgung der Pflege darf nicht gefährdet werden

Präsident. Wir fahren weiter mit dem Traktandum 45, «Grundversorgung der Pflege darf nicht gefährdet werden», eine Motion. Ich gebe dem Motionär, Grossrat Gerber, das Wort.

Peter Gerber, Schüpfen (BDP). Meine Interessenbindung vorneweg: Ich bin Mitglied der Konsultativkommission des Verbands Berner Pflege- und Betreuungszentren (VBB). Zudem arbeite ich als Direktor des Wohn- und Pflegeheims Frienisberg «Üses Dorf», ein Heim mit 262 Plätzen. Ich bin also direkt betroffen.

Im Herbst 2017 entschied das Bundesverwaltungsgericht, die verwendeten Produkte aus der Mittel- und Gegenständeliste (MiGeL) müssten nicht mehr von den Versicherungen bezahlt werden. Bereits ab dem 1. Januar 2018 bezahlten die Krankenkassen keine MiGeL-Materialien mehr, die durch Fachpersonen angewendet werden. Ausserdem stellen die Kassen bereits die Rückabwicklung der vergüteten Materialien für die Jahre 2015–2017 in der Grössenordnung von 15,7 Mio. Franken in Rechnung. Die Auswirkung für das Wohn- und Pflegeheim Frienisberg, Stand heute: Ich habe Rückforderungen von 400 000 Franken im Haus, und 2018 wird mir Pflegematerial im Umfang von 200 000 Franken nicht bezahlt. Wir sprechen von Produkten, die wir jeweils für unsere Bewohner einkaufen und vorab bezahlen müssen. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, ich staune schon: Die Tarifsuisse AG, die Vertreterin von 60 Prozent der Krankenversicherer, stellt uns das in Rechnung, wofür wir alle schon Prämien bezahlt haben.

Zur Antwort des Regierungsrates: Ich anerkenne das Engagement des Gesundheitsdirektors in der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektoren (GDK). Sein Vorgehen scheint heute zielführender als die Ziffer 1 der Motion. Aus diesem Grund habe ich sie bereits zurückgezogen. Zur Ziffer 2: Mit der sofortigen Bezahlung, sprich: ab 1.1.2019, anerkennt der Regierungsrat seine Pflichten als Restfinanzierer. In dieser Annahme sehen wir uns Motionärinnen und Motionäre bestätigt. Seit gestern sind uns nun die Tarife mehrheitlich bekannt. Sie sind allerdings etwas tiefer als bisher. Deshalb warten wir die Stellungnahme des Direktors ab und entscheiden danach, ob die Abschreibung angebracht ist.

Die Herausforderung ist die Ziffer 3. Fakt ist: Die Forderungen für die Jahre 2015–2017 im Umfang von 15,7 Mio. Franken wurden in Rechnung gestellt. Weshalb diese Forderungen nicht gerecht sind, dafür gibt es viele Gründe, wie bereits gesagt. Fakt ist aber auch: 2018 ist bisher keine Vergütung erfolgt. Ein Kollege sagte mir, in Bern würde ich nicht viel bewegen können. Wenn ich aber auf die letzten vierzehn Tage zurückschaue, auf die überparteiliche Zusammenarbeit mit der Spitex Kanton Bern, mit dem VBB, mit der GEF und nicht zuletzt mit dem Gesundheitsdirektor, bin ich zuversichtlich, dass wir auch für die Jahre 2015–2018 gemeinsam eine gute Lösung erarbeiten können.

Ich danke dem Gesundheitsdirektor für seine Zusage, uns alle bei den Verhandlungen und Schlichtungen mit den Versicherungen zu unterstützen. Ich bin gespannt und freue mich auf die Schlichtungsgespräche. Aus diesem Grund ziehe ich die Ziffer 3 zurück. Jetzt ginge es noch um die Ziffer 2, mit oder ohne Abschreibung.

Präsident. Ich gebe dem Mitmotionär das Wort, Grossrat Guggisberg.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (SVP). Ich spreche als Mitmotionär und als Vorstandsmitglied des Spitex-Verbands Kanton Bern, um auch noch diese Haltung bekanntzugeben. Ich will nicht alles wiederholen, was Peter Gerber gesagt hat. Ich möchte aber darauf hinweisen, dass die Ausfälle im Zusammenhang mit der MiGeL gerade auch die gemeinwirtschaftliche Spitex erheblich betreffen, nämlich im Umfang von mindestens 3 Mio. Franken jährlich. Das Geld fehlt bei den 50 gemeinwirtschaftlichen Spitex-Organisationen im Kanton Bern. Ich glaube, wir sind uns hier einig: Die Qualität soll erhalten bleiben. Damit es so bleiben und weiterhin gutes Material eingesetzt werden kann, ist auch eine gute Wundpflege nötig. Und dafür braucht man teures Material.

Ich möchte kurz auf den noch offenen Punkt 2 zu sprechen kommen. Dem Gesundheitsdirektor wurde diesbezüglich ganz herzlich für seine Bereitschaft gedankt, die Kosten ab dem nächsten Jahr angemessen zu übernehmen. Ich möchte hier aber klarstellen: Wir sind für eine Abgeltung des effektiv benutzten Materials. So werden die Gelder nämlich wirksam, zweckmässig und auch wirtschaftlich

eingesetzt. Hingegen sind wir mit einer pauschalen Abgeltung nicht einverstanden, weil dabei das Risiko eines intransparenten Giesskannenprinzips besteht. Nicht zuletzt würden damit natürlich auch falsche Anreize gesetzt, weil Anbieter ambulanter Pflege, die wenig Material für die Pflege einsetzen, gut wegkämen. Anbieter, die gutes Material einsetzen, kämen damit schlechter weg. Bei den Heimen ist man allerdings schon einen Schritt weiter; dort hat man eine Lösung gefunden. Bei den Spitex-Organisationen ist man zwar noch nicht ganz so weit, aber es zeichnet sich auch dort eine Lösung ab. Wir möchten die Ausführungen des Regierungsrates abwarten, um entscheiden zu können, ob wir die Abschreibung bestreiten oder nicht.

Noch ein Wort zum zurückgezogenen Punkt 3: Uns ist es sehr wichtig, den Druck beim Spitex-Verband auf nationaler Ebene hochzuhalten, denn wir haben das 2018 benutzte Material mit unseren Prämien bezahlt. Deshalb müssen die Krankenkassen unserer Meinung nach einen guten Teil davon bezahlen. Wir danken dem Gesundheitsdirektor, dass er sich bei den Verhandlungen mit den Krankenkassen dafür einsetzen wird. Es kann nicht sein, dass diese Kosten weiterhin vorgeschossen werden und deswegen möglicherweise Liquiditätsprobleme auftreten. Wir möchten also eine möglichst schnelle Lösung und danken dem Gesundheitsdirektor für seinen diesbezüglichen Einsatz.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprecherinnen und -sprechern. Als erstes Grossrätin Zybach für die SP-JUSO-PSA-Fraktion.

Ursula Zybach, Spiez (SP). Bevor ich das Votum für die SP-JUSO-PSA-Fraktion halte, möchte ich meine Interessenbindung bekannt geben: Ich bin Präsidentin des Spitex-Verbands Kanton Bern. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion dankt Peter Gerber und den Mitmotionären für die Einreichung der Motion. Sie hilft, Klarheit zu schaffen. Aktuell präsentiert sich die Situation im Kanton Bern folgendermassen: Der Spitex-Verband, die Spitex-Organisationen, die Heime und die freiberuflich tätigen Experten haben eine grosse Menge an Kosten wegen nicht bezahlter Materialien und Gegenstände, die sie dieses Jahr in der Pflege gebraucht haben und selbst bezahlen mussten. Einen speziellen Fokus möchte ich auf die öffentliche Spitex, die Non-Profit-Spitex oder eben die Spitex mit Versorgungspflicht legen. Denn sie hat keine Wahl, ob sie Patienten oder Patientinnen mit grossen Wunden zum Versorgen annimmt oder nicht.

Die MiGeL ist ein fast 90 Seiten langes Dokument mit rund 700 Positionen. Das Dokument wird regelmässig von den Fachmitarbeitenden des Bundesamts für Gesundheit (BAG) durchgekämmt und angeschaut. Die Liste enthält ganz unterschiedliche Produkte: Von Pflastern über Katheter bis zu Stomaartikeln findet man dort fast alles. Von jedem Produkt gibt es unterschiedliche Packungsgrößen und unterschiedliche Qualitäten. Es ist nicht so, dass die Spitex oder die Wundexpertinnen selbst entscheiden kann, welches Material sie einsetzen. Nein, es ist der Arzt, der es auf dem Rezept festhält und bestimmt, welches Pflaster, welches Verbandsmittel oder welcher Katheter verwendet werden muss. Es ist auch nicht so, dass die Spitex das Material selber einkauft. Die Patientinnen und Patienten können es entweder selbst bei einem Arzt beziehen, in der Apotheke besorgen oder es sich von Organisationen zuschicken lassen, was bei einem relativ grossen Prozentsatz der Fall ist. Obwohl die Spitex die Materialien nicht selbst gekauft hat und deshalb nicht auf den Preis achten konnte, muss sie die Kosten dafür übernehmen.

Die SP-JUSO-PSA-Fraktion erwartet, dass der Kanton seine Rolle als Finanzierer der Restkosten für die Jahre 2018 und 2019 wahrnimmt und die Kosten, die den Spitex-Organisationen und den freiberuflich tätigen Fachpersonen zu Hause entstanden sind, lückenlos übernimmt. Diese können und sollen nicht Bank spielen oder schlimmstenfalls, wie wir zuvor gehört haben, wegen Liquiditätsengpässen fremdes Geld aufnehmen müssen. Es handelt sich nicht etwa um kleine Beträge. Im Voranschlag 2019 (VA 19) sind dafür 6,5 Mio. Franken eingestellt. Wir gehen davon aus, dass dieser Betrag wahrscheinlich gar nicht ausreichen wird.

Die MiGeL-Problematik ist schon seit Langem bekannt. Deshalb erwarten wir eigentlich von der GEF, dass sie die Fragestellung frühzeitig, proaktiv und fachlich fundiert angeht, und zwar mit den Partnerinnen und Partnern aus dem Gesundheitswesen, damit sie diesen ermöglicht, ebenfalls effizient und sinnvoll zu arbeiten. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion erwartet: Wo möglich, sollen die effektiven Kosten abgerechnet werden. Wir wollen keine Teilpauschallösungen oder Pauschallösungen.

Zu den Ziffern: Die Ziffern 1 und 3 sind zurückgezogen. Die Ziffer 2 möchten wir überweisen. Sofern das Votum von Regierungsrat Schnegg das Geforderte bestätigt, kann die Ziffer 2 abgeschrieben werden.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (FDP). Selbstverständlich erkennt auch die FDP-Fraktion das Problem. Es ist tatsächlich ein Problem, das betreffend den Abgeltungen gelöst werden muss. Die

finanziellen Konsequenzen für einzelne Betriebe sind sehr ausgeprägt. Wie wir von Peter Gerber gehört haben, mussten viele Betriebe dieses Geld vorstrecken. Störend ist insbesondere, dass die Krankenversicherer das Geld für die Jahre 2017 und 2018 bereits einkassiert haben. Verhandelt man für das Jahr 2018, wird dies natürlich nicht im selben Jahr, sondern bereits 2017 getan. Das ist einfach nicht korrekt. Die Kassen müssen hier in die Pflicht genommen werden. Deshalb hofft man auf die Gespräche, die der Regierungsrat führen will. Es wäre ein falsches Zeichen, gerade im Kanton Bern das Portemonnaie zu öffnen und gleich alle Kosten übernehmen zu wollen. Jetzt sind Verhandlungen gefragt, und die werden ja stattfinden.

Die Ziffern 1 und 3 sind zurückgezogen. Zur Ziffer 2: Aufgrund der Tatsache, dass Verhandlungen geführt werden und man den Druck auf die Kassen aufrechterhalten will, und weil kein falsches Zeichen gesetzt werden soll, unterstützt die FDP-Fraktion die Regierung: Annahme bei gleichzeitiger Abschreibung.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (EVP). Dieser Vorstoss spricht uns als EVP-Fraktion aus dem Herzen. Juristisch mag es wohl korrekt gelaufen sein, als das Bundesverwaltungsgericht die Krankenversicherer von der Pflicht entband, die Kosten für Mittel und Gegenstände zu übernehmen. Für uns hingegen war es nicht nachvollziehbar. Der Sache war es sicher auch nicht dienlich, denn jetzt stehen wir nämlich vor einem Kostenberg, der unmittelbares Handeln erfordert. Die ersten Heim- oder Spitex-Organisationen sind in finanzielle Schwierigkeiten geraten, und dies, obschon die Kosten für alle Materialien mit unseren Prämien eigentlich bereits bezahlt sind und theoretisch die Versicherer in der Pflicht stünden, wie wir vorher bereits gehört haben.

Es freut uns aber sehr, zu hören und zu lesen, wie die GEF so offen und flexibel auf die Nöte der betroffenen Organisationen und Menschen eingeht und sich dazu bereit erklärt, die Kosten zu übernehmen, respektive Verhandlungen zu führen, die in nachhaltige Resultate münden könnten. Aus Sicht der EVP ist dies genau das richtige Vorgehen, um Vertrauen zwischen den Leistungserbringern und dem Kanton zu schaffen, oder den stationär sowie ambulant gepflegten Patientinnen und Patienten im Kanton Bern die bestmögliche Pflege zukommen zu lassen.

Als EVP-Fraktion nehmen wir den Punkt 2 an. Betreffend Abschreibung wollen wir erst hören, wie es weitergehen soll. Der Punkt 3 ist ja zurückgezogen.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Ein Vorstoss zu einem Problem, das durch die Gerichte auf Bundesebene entstanden ist ... Es muss primär auf Bundesebene gelöst werden. Deshalb bin ich froh, dass die Punkte 1 und 3 de facto zurückgezogen werden und die Strategie vollumfänglich läuft. Ich kann Ihrer Argumentationslinie zum Punkt 2 nicht ganz folgen. Deswegen will die glp, was die Regierung will: Annahme bei gleichzeitiger Abschreibung. Weshalb? Ich glaube, es wird ganz schwierig, wenn wir hier im Grossen Rat eine Abschreibung davon abhängig machen, ob wir uns zwischen einer pauschalen oder einer individuellen Abrechnung einigen können.

Ich habe diese Verhandlungen mit den Krankenkassen in den letzten zwanzig Jahren geführt. Beide Modelle haben Vor- und Nachteile. Beide geben Anreize zu kostengünstigen Varianten, insbesondere für die Pflegeheime. Aber, ich glaube, das können Sie de facto nicht auf Ebene des Grossen Rates lösen. Das müssen Sie mit der GEF verhandeln. Deshalb ist es für mich de facto keine Prinzipienfrage, ob abschreiben oder nicht. Das Wichtige im Punkt 2 ist: Die Verhandlungen laufen. Damit ist ein guter Weg gefunden, um Sie nicht in einem finanziellen Loch stecken zu lassen – heute und in den nächsten Jahren.

Andrea de Meuron, Thun (Grüne). Das Urteil des Bundesverwaltungsgerichts dürften die Krankenversicherungen mit Freude zur Kenntnis genommen haben, anders als die Heime, die Spitex und die Leistungserbringer, die jetzt auf den ungedeckten Kosten für die Produkte sitzen bleiben. Wir sprechen dabei von 3–10 Mio. Franken – für diese Unternehmungen ein existenzieller Betrag. Das darf nicht so sein! Zu Recht verlangen die Motionäre, der Restfinanzierer solle in die Pflicht genommen werden. Im Fall des Kantons Bern ist es der Kanton selbst. Wir sind aber auch froh, dass es nicht die Sache des Bundes ist und dass der Motionär die Ziffer 1 zurückgezogen hat. Wir hätten diese wegen der Begründung zur Zuständigkeit nicht unterstützen können. Klar ist aber: Es braucht eine Finanzierungslösung, weshalb auch klar ist, dass wir bei der Ziffer 2, die eine Übernahme der Kosten durch den Kanton verlangt, eine Überweisung unterstützen. Wir werden auch gleich zuhören und danach beurteilen, inwieweit die Lösung, die in Sicht sein soll, für die Leistungserbringer zufriedenstellend ist. Je nachdem, was wir hören, würden wir eine Abschreibung unterstützen oder eben nicht.

Andreas Michel, Schattenhalb (SVP). Das Anliegen der Motionäre ist sehr berechtigt. Es ist aber nicht zielführend, in diesem von Kostendruck geprägten Bereich in vorseilendem Gehorsam den Ball dem Kanton zuzuspielen. Als Verantwortlicher für die Restfinanzierung der Pflege ist der Kanton am Ende sowieso in der Pflicht. Dass der Bund für die Kostenübernahme die falsche Adresse ist, weil eine nationale Mitfinanzierung systemwidrig wäre, haben auch die Motionäre eingesehen und den Punkt 1 zurückgezogen. Sie haben auch den Punkt 3 zurückgezogen, weshalb ich mich noch zum Punkt 2 äussere.

Es ist im Weiteren nicht einsichtig, weshalb der personelle und der materielle Aufwand für die eigentliche Pflege aus unterschiedlichen Quellen finanziert werden sollen – umso weniger, da man beim materiellen Aufwand im Vergleich zum personellen Aufwand von geringen Kosten ausgeht. Diese Kosten im Tarif der obligatorischen Krankenpflegeversicherung (OKP) zu integrieren, ist also der logische Weg. Es wäre falsch, jetzt den Druck auf eine Durchsetzung dieser Lösungen zu lockern. Gleichzeitig darf man die Leistungsträger der Pflege aber nicht im Regen stehen lassen. Die Meinung der SVP zum Punkt 2 ist mehrheitlich ablehnend, weil wir der auf Auffassung sind, das Problem müsse über den Tarif gelöst werden. Wer einer Annahme zustimmen könnte, täte es mehrheitlich nur dann, wenn die von der Regierung beantragte Abschreibung erfolgen würde. In diesem Sinn sind auch wir auf die Ausführungen des Gesundheitsdirektors gespannt.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (BDP). Es ist schon alles gesagt worden. Ich als Mitmotionärin und Fraktionssprecherin der BDP kann ich mich dem Votum des Hauptmotionärs anschliessen. Deshalb gehe ich nicht auf die fachlichen Argumente ein.

Folgendes möchte ich aber deponieren: Wir sprechen ja nur noch über den Punkt 2. Sein Anliegen ist für die BDP wichtig. Er zeugt auch von der Wertschätzung der Leistungen, die die Institutionen erbringen. Wir können nicht verlangen, dass sie Bank spielen oder das Material sogar noch selbst bezahlen. Deshalb braucht es jetzt eine Klärung. Wir werden zuhören und der Abschreibung je nach Antwort zustimmen oder eben nicht.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprecherinnen und -sprechern. Als erste hat Grossrätin Speiser das Wort.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (SVP). Ich bin Mitmotionärin und gebe auch meine Befangenheit bekannt: Ich bin im Beirat des Spitex-Vereins Obersimmental.

Zum Punkt 2: Er ist wichtig, um die Finanzierung des Verbrauchsmaterials sicherzustellen. Es sind verschiedene Dinge aufgelistet, das Wundmaterial. Wir sind eine kleine Spitex-Organisation und wenden jährlich rund 30 000 Franken für Wundmaterial auf. Für Inkontinenzmaterial ist es unwesentlich weniger. Sollte dies künftig mit einer Pauschale abgegolten werden – ja, dann muss ich Ihnen sagen: Wir haben nicht immer gleich viele Patienten, die an Inkontinenz leiden; dementsprechend mehr oder weniger Material benötigen wir. Unser Motto ist: ambulant vor stationär. Deshalb ist es uns ein Anliegen, die Materialien, die die Spitex-Organisationen effektiv verbraucht haben, rechtens verrechnen zu können, damit die Qualität der Pflege sichergestellt ist. Ich wäre dankbar, wenn Sie den Punkt 2, quasi den Rest dieser Motion, annehmen und nicht abschreiben würden.

Präsident. Ich gebe das Wort dem Gesundheitsdirektor.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Il y a parfois des décisions, qui sont prises dont les effets ne sont pas tout à fait mesurables au moment où la décision se prend. Et ici nous sommes face à une telle situation. Tout d'abord, j'aimerais mentionner que les 6,5 millions que nous avons mis au budget ne seront pas suffisants, et nous en étions parfaitement conscients au moment où nous les avons mis au budget. Mais, comme tout simplement les négociations et les différentes initiatives en cours, que ce soit au niveau fédéral ou par la Conférence des directeurs de la santé, ne nous permettaient pas de savoir si une solution serait trouvée pour 2019 ou pas. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi une version – peut-être trop prudente – de mettre la moitié des coûts au budget. Donc, nous ne nous attendons non pas à 6,5 millions, mais bien à environ 13 millions de coûts pour l'année 2019. Mais soyons bien clairs: pour les années 2015–2018, Mesdames et Messieurs, ce sont vos primes de caisse maladie qui les ont payées. Ces montants ont toujours été inclus dans vos primes. Si pour 2019, les assureurs maladie nous ont dit que ces coûts n'étaient plus dedans, okay, à ce moment-là, je veux bien que le canton, dans son rôle de «Restfinanzierer», prenne

ce montant à charge. Mais pour les années précédentes, il me semble important que ce montant ne soit pas payé à double, à savoir: une fois par les primes maladie et une fois par les impôts. Il me semble important que nous continuions nos efforts pour trouver des solutions avec les caisses maladie. Mais il est clair, et je le dis ici clairement également, dans ce domaine, le canton est le «Restfinanzierer». C'est la loi fédérale et nos dispositifs cantonaux qui le voient de cette manière-là. Pour ce qui est de l'année 2019, les montants que nous prendrons en charge pour les homes seront basés sur des forfaits en fonction du degré de soins nécessaires à la personne, pour les degrés de soins allant de 3 à 12. Les montants ont été fixés, discutés avec l'organisation faîtière, et mis dans l'ordonnance qui a été également validée par le Conseil-exécutif. En moyenne, ce montant va représenter environ deux francs par jour, soit un peu plus de 700 francs par année pour une personne qui vivrait toute l'année dans un home.

Pour ce qui est des services Spitex, la situation est un peu plus complexe, mais nous avons trouvé une solution qui consistera à financer les coûts effectifs sur la base de la Liste des moyens et appareils (LiMA), moins 15 pour cent, comme le font actuellement les caisses maladie. Nous travaillerons l'année prochaine à trouver une solution éventuellement plus efficace, qui nécessiterait peut-être moins de travail administratif et qui inciterait un peu plus les différentes institutions à tirer profit de certaines centrales d'achat, parce que force est de constater, par rapport à une analyse que nous avons faite au niveau de notre office, que les différences de prix entre certaines centrales d'achat et cette liste LiMA sont gigantesques. Il n'est pas rare de voir des différences de prix de plus de 50 pour cent. Il me semble important que nous puissions également faire bénéficier les finances cantonales des meilleurs prix à ce niveau-là. Mais ce travail se fera en commun avec les associations Spitex, l'objectif étant également de ne pas donner de faux incitatifs pour que certaines organisations ne prennent plus certains patients par rapport au coût du matériel qu'elles auraient à prendre en charge si nous avions utilisé un forfait. Le forfait ayant l'avantage, lui, d'être extrêmement simple à mettre en œuvre et ne nécessitant pas de grands travaux administratifs. Donc, j'estime que pour 2019, les solutions trouvées sont satisfaisantes, et nous nous permettrons de les examiner. Parce que force est de constater que les chiffres aujourd'hui disponibles sont des plus lacunaires, pas pour le canton de Berne, mais au niveau de toute la Suisse, et qu'il y a énormément de problèmes qui ne sont pas résolus du tout. J'aimerais ici en mentionner un très simple: les produits qui sont utilisés par la personne directement sont payés par la caisse maladie. Les produits qui sont utilisés par les personnes qui donnent les soins sont pris en charge par le canton. Il faudra m'expliquer comment on se partagera le coût de la boîte de dix pansements, si le pansement du soir est mis par la personne et le pansement du matin par les personnes de Spitex ou du home. Ces genres de problèmes sont gigantesques. Certains cantons, et particulièrement le canton de Genève dans le cadre de la Conférence latine des affaires sanitaires et sociales (CLASS), ont émis un rapport des plus édifiants. Malheureusement, nous sommes face à des décisions qui ont été prises à d'autres échelons.

Nous sommes condamnés aujourd'hui à réagir. Je pense que la solution pour 2019 que nous avons trouvée est une bonne solution. Elle nous permettra d'évaluer la situation tant pour les homes que pour les Spitex de manière à éventuellement apporter des correctifs permettant de simplifier le travail pour l'année 2020, si jusque-là aucune autre solution au niveau national n'a été trouvée. Pour les années 2018 jusqu'à 2015, il est clair que nous soutiendrons le «Verband» des homes dans le litige qu'ils ont avec «tarifsuisse». Nous serons bien entendu partie prenante et à vos côtés. Mais j'estime que nous devons également demander aux caisses maladie de prendre leurs responsabilités, et là, où elles ont encaissé de l'argent, de le rétrocéder ou alors de financer ce pourquoi l'argent avait été encaissé. Si cela ne se passe pas – ne nous faisons pas d'illusions – cet argent finira où? Il finira dans des réserves qui sont d'ores et déjà bien souvent trop élevées et ne bénéficieront pas aux citoyennes et aux citoyens qui paient leur caisse maladie, raison pour laquelle je vous invite à accepter le point 2 et à le classer. Je remercie également les motionnaires d'avoir retiré les points 1 et 3, et qu'ils nous laissent une certaine flexibilité pour continuer nos négociations avec les caisses maladie.

Präsident. Ich gebe noch dem Motionär das Wort: Grossrat Gerber.

Peter Gerber, Schüpfen (BDP). Ich danke allen noch einmal recht herzlich für die konstruktive Zusammenarbeit. Zusammenarbeit ist das Stichwort: Auch in den Heimen sinken die Tarife mit dem Tarif 2019 um 10, 15 Prozent. Aber wenn wir das Material gemeinsam – ich denke über diesen Rahmenvertrag – einkaufen würden, könnten wir die 10, 15 Prozent kompensieren, da bin ich mir sicher. Mit dem klaren Statement des Gesundheitsdirektors, können wir Sie in Absprache mit den Motionärinnen und Motionären um Annahme bei gleichzeitiger Abschreibung bitten.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wir stimmen über Annahme und gleichzeitige Abschreibung vom Punkt 2 dieser Motion ab. Wer dies so annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme und gleichzeitige Abschreibung

Ja	143
Nein	1
Enthalten	0

Präsident. Sie haben die Motion im Punkt 2 angenommen und abgeschrieben mit 143 Ja-Stimmen gegen 1 Nein-Stimme bei keiner Enthaltung.

Geschäft 2018.RRGR.198

Postulat 064-2018 Blum (Melchnau, SP)

Früherziehung als sonderpädagogische Massnahme und frühe Förderung sollen in die Erziehungsdirektion überführt werden

Präsident. Beim Traktandum 46, «Früherziehung als sonderpädagogische Massnahme und frühe Förderung sollen in die Erziehungsdirektion überführt werden», handelt es sich um ein Postulat. Die Regierung will dieses annehmen. Ist das Postulat bestritten? – Es ist nicht bestritten. Wir befinden uns direkt darüber. Wer das Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	136
Nein	1
Enthalten	1

Präsident. Sie haben das Postulat angenommen mit 136 Ja-Stimmen gegen 1 Nein-Stimme bei 1 Enthaltung.

Geschäft 2018.RRGR.393

Motion 131-2018 Marti (Bern, SP)

Schluss mit überhöhten Chefarztlöhnen!

Präsident. Für die nächste Motion übergebe ich jetzt meinen Platz wieder einmal dem Vizepräsidenten.

Der Vizepräsident, Hannes Zaugg-Graf, übernimmt den Vorsitz.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 47, Motion «Schluss mit überhöhten Chefarztlöhnen!». Ich gebe der Motionärin Marti gerne das Wort – sobald sie sich angemeldet hat.

Ursula Marti, Bern (SP). Die Löhne der Ärztinnen und Ärzte geben zurzeit viel zu reden. Ich möchte gleich eingangs betonen, dass es in dieser Motion nur um die Lohnexzesse geht, um Löhne im Millionenbereich, die in Listenspitälern bezahlt werden. Es ist unbestritten: Ärztinnen und Ärzte verdienen für ihre anspruchsvolle Arbeit und für ihre Verantwortung einen guten Lohn, insbesondere auch Ärztinnen und Ärzte mit Kaderverantwortung. Aber, liebe Kolleginnen und Kollegen, Löhne von 800 000, 900 000 Franken oder im Millionenbereich sind nicht vertretbar. Zum Vergleich: Eine Regierungsrätin verdient 275 000 Franken, ein Bundesrat 480 000 -Franken. Auch in der Privatwirtschaft, in den KMU, gibt es viele Führungspersonen, die sehr viel leisten, Verantwortung übernehmen, Risiken eingehen, Arbeitsplätze schaffen und erhalten, aber weit, weit von solchen Millionenlöhnen entfernt. Mich stört es nicht, wenn eine Chefärztin mehr als eine Regierungsrätin verdient. Das ist überhaupt kein Problem, aber sicher sollte es nicht das Vier-, Fünf- oder Sechsfache davon sein. Das geht nicht! Die Löhne werden weitgehend von Steuergeldern und Krankenkassenprämien finanziert. Mit diesen Geldern muss man verantwortungsvoll umgehen. Die hohen Gesundheitskosten dürfen nicht weiter angeheizt werden. Beim Lohn nicht auf Kosten der Allgemeinheit zu überborden, ist auch eine Frage des Anstands.

Die Forderungen der vorliegenden Motion liegen ganz im Trend: Die Schweizerische Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren (GDK) empfiehlt den Kantonen, den Listenspitälern Vorgaben zu den höchsten Löhnen und Boni zu machen. «Solche Vorgaben zur Besoldung können einen Beitrag zur Vermeidung von Überentschädigung und somit Überteuerung des Gesundheitswesens leisten.» Das steht in einer kürzlich herausgegebenen Empfehlung der GDK. Der Kanton St. Gallen beispielsweise hat die Löhne an seinen Spitälern bereits bei 700 000 Franken gedeckelt. Gestützt auf die Empfehlung der GDK prüfen weitere Kantone wie Zürich, Basel oder Thurgau eine Deckelung. Deshalb stünde es auch dem Kanton Bern gut an, eine Deckelung anzugehen. Genau dies will die Motion. Weil die anderen Kantone es auch tun, entstünde dem Kanton Bern kein Wettbewerbsnachteil.

Ebenso wichtig ist, dass die Vergütungssysteme in den Spitälern keine mengen- oder umsatzabhängigen Komponenten mehr enthalten. Was ist damit gemeint? – Seit einigen Jahren gibt es in den Spitälern den Trend, Ärztinnen und Ärzte direkt an den Einnahmen zu beteiligen, die sie aufgrund ihrer eigenen Diagnosen und Behandlungen erzielen können. Dieses System kann zu unnötigen Eingriffen oder Behandlungen führen und ist kostentreibend. Einige nennen es auch «Selbstbedienungsladen». Auch hier ist Bewegung im System: Das Luzerner Kantonsspital hat das honorarbasierte Lohnsystem abgeschafft. Die Kaderärztinnen und Kaderärzte erhalten keine Honorare aus der Behandlung von Privatpatienten, sie werden auch nicht umsatzbasiert bezahlt. Die Einkunft aus der Behandlung sowohl von allgemein- als auch von privatversicherten Patienten fliesst in die allgemeine Betriebsrechnung. Das Kantonsspital Baden zum Beispiel führt für Kaderärzte ab nächstem Jahr ein neues Lohnmodell ohne honorarbasierte Entschädigungen ein. Hingegen fliessen Aspekte wie Patientenzufriedenheit oder Qualität der Behandlung beim Lohn mit ein. Deshalb ist es wichtig, alles zu betrachten, damit auch der Kanton Bern sich bewegt und nicht einfach nichts tut, sondern seinen Listenspitälern auch die nötigen Vorgaben stellt. Mit dieser Motion geben wir jetzt den Auftrag, zunächst eine Gesetzesänderung in diesem Sinne vorzubereiten. Wie es danach genau aussehen soll, darüber entscheiden wir nicht heute, aber wir werden es hier im Grossen Rat tun. Die Mehrheiten sind bekannt. Es wird nicht einfach ein linkes Gesetz, das ist klar. Aber ich glaube, ob links, rechts oder Mitte: Alle sehen einen Handlungsbedarf. Es ist wichtig, heute gemeinsam den Stein anzustossen, um später in diesem Saal in einer detaillierten Beratung ein Gesetz machen zu können, das eine fortschrittliche, zeitgemässe und faire Besoldung von Kaderärztinnen und -ärzten in den Berner Listenspitälern erlaubt.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Als Mitmotionär und zugleich auch als Fraktionssprecherin für die EVP spricht Grossrätin Beutler.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (EVP). Es ist mir eine Freude, als Politikerin einmal genau das tun zu dürfen, was unser Gesundheitsdirektor in einem vorangegangenen Votum erwähnt hat. Er hat gesagt: «Gouverner, c'est prévoir.» Wir haben diesen Vorstoss als Beitrag eingereicht, um die stetig wachsenden Gesundheitskosten eindämmen zu können. Vielleicht muss man noch sagen,

dass er als Teilbeitrag unter vielen zum Lösungsansatz taugen könnte. Dazu braucht es natürlich noch viele andere Massnahmen, das ist uns auch klar. Jedenfalls haben die Medien das Thema kurz nach der Antwort des Regierungsrates auf unseren Vorstoss plötzlich aufgenommen. In der Empfehlung der GDK habe ich etwas gelesen, das ich Ihnen kurz vorlesen möchte. Im entsprechenden dem Artikel steht: «Die Kantone haben sich mit Blick auf die Spitäler dafür ausgesprochen, im Kampf gegen Exzesse auch Lohnobergrenzen zu empfehlen. Nimmt ein Kanton ein Spital auf die Spitalliste und erteilt ihm einen Leistungsauftrag, soll er ihm auch Vorgaben zu den höchsten Löhnen und Boni machen können.», «Solche Vorgaben zur Besoldung können einen Beitrag zur Vermeidung von Überentschädigung und somit über Teuerung des Gesundheitswesens leisten.» Das steht in der Empfehlung der GDK vom Mai. Ich habe es in einem Artikel der «NZZ am Sonntag» vom 4. November gelesen. Er wurde geschrieben, nachdem das Bundesamt für Gesundheit (BAG) seine Studie vorgestellt hatte. Dabei wurde publik, dass über in der Schweiz 100 Medizinerinnen und Mediziner mehr als 1 Mio. Franken Lohn erhalten.

Als Politikerin verstehe ich «prévoir» in diesem Zusammenhang so: Das geht künftig einfach nicht mehr! Es ist bei unseren Prämien, unseren Steuergeldern und sonstigen Beiträgen nicht mehr vertretbar, solch übertriebenen Lohnforderungen gerecht zu werden – insbesondere, da wir mit der vorliegenden Massnahme die Möglichkeit hätten, Leitplanken zu setzen. Anderes ist in Zeiten steigender Prämien, knapper Familienbudgets und stagnierender Löhne einfach nicht mehr zeitgemäss.

Ich komme zu den einzelnen Punkten: Sie haben die Forderungen sicher gelesen, weshalb ich nur noch ein kurzes Fazit ziehe. Zum Punkt 1: Bei diesem Punkt ist uns als Fraktion ganz wichtig, alle Lohnbestandteile miteinzubeziehen, weil es sonst zu grosse Unterschiede geben würde. Sie haben es gelesen: Es geht vom Grundgehalt über die Zulage, die Boni bis hin zu anderen Einnahmen aus privaten Tätigkeiten et cetera. Hier wollen die Kantone Basel-Landschaft und Basel-Stadt übrigens ansetzen. Derzeit prüfen sie Auflagen für die Arztentlohnung. Sie haben explizit festgehalten, diese Massnahme solle für alle öffentlichen und privaten Spitäler gelten, die von ihnen einen Leistungsauftrag erhielten. Die beiden Kantone haben eine koordinierte Spitalplanung, weshalb ich sie zusammen nenne.

Zum Punkt 2: Die Antwort des Regierungsrates überzeugt mich nicht ganz, zielt der Punkt doch genau in die Stossrichtung der GDK-Empfehlung, die ich vorgelesen habe. Vielleicht kann uns der Gesundheitsdirektor noch etwas dazu sagen. Ich hätte gerne etwas Licht ins Dunkel – ich wäre sehr offen.

Zum Punkt 3: Hier kommt das gesamte System gewaltig ins Wanken. Es krankt einfach irgendetwas, wenn mengen- oder umsatzabhängige Vergütungssysteme herrschen. Das ist nicht nur ein Problem moralischer Natur, weil es falsche Anreize zum Operieren setzen könnte, sondern es ist auch ein volkswirtschaftliches Problem, weil die Kosten überall steigen.

Zum Punkt 4: Bei diesem Punkt habe ich keine inhaltliche Differenz zum Regierungsrat. Wenn ich seine Antwort richtig interpretiere, wird darin nicht unbedingt grundsätzlich gegen das Anliegen argumentiert, aber es wird eine gewisse Zurückhaltung gegenüber einer neuen Öffnung des Spitalversorgungsgesetzes (SpVG) zum jetzigen Zeitpunkt gezeigt. Ich persönlich könnte gut damit leben, den Punkt 4 auf eine Art Pendenzenliste zu setzen und abzuwarten, bis genügend Material auf dem Tisch liegt, das eine neuerliche Öffnung des SpVG rechtfertigt. Ich weiss nicht, ob es möglich ist – aber das einfach als Idee.

Zum Punkt 5: Als Kanton Bern mit einem Universitätsspital, mit einer relativ breit gefächerten Spitallandschaft und mit einem Gesundheitsdirektor im Vorstand der GDK, stünde es uns meiner Meinung nach gut an, diesen Bereich auch einmal interkantonal zu koordinieren und dabei eine Vorreiterrolle einzunehmen – selbstverständlich auch darüber hinaus. Mir ist auch klar, dass das Vorgehen mit dem Bund koordiniert werden muss. Jedes Ding hat eine Ebene, auf die es gehört.

Zum Fazit: Als EVP-Fraktion unterstützen wir natürlich jeden einzelnen dieser fünf Punkte. Wir sind sicher: Die Motion ist ein probates Mittel, um die Gesundheitskosten eindämmen zu können.

Daniel Arn, Muri b. Bern (FDP). Es nicht wegzudiskutieren, dass einige wenige Chefärzte sehr hohe Löhne erhalten. Diese können die Bevölkerung und auch unsere Fraktion nur teilweise akzeptieren. Im Weiteren ist aber auch zu beachten, dass vereinzelte Spitzenlöhne auch an Beleg- oder Kaderärzte ausbezahlt werden, was aber die Ausnahme und nicht die Regel ist. Wie hoch ein gerechter Chefarztlohn sein soll, ist er enorm schwierig zu definieren, weil sich die Aufgabenportfolios wie auch die medizinischen Kompetenzen von Chefärzten sehr unterscheiden. Weiter spielt der Wettbewerb zwischen den Listenspitalern sicherlich eine Rolle, ebenso die Lohnunterschiede zwischen den öffentlichen und privaten Spitälern, an denen vermehrt auch Belegärzte tätig sind. Den Kanton jetzt aufzufordern, die Chefarztlöhne bis hin zu einer interkantonalen Koordination zu regulieren, ist in unseren Augen definitiv der falsche Ansatz und nicht zielführend. Zudem lässt dies das SpVG gar nicht zu. Die

Kompetenzen liegen klar bei den Spitalbetrieben. Sie entscheiden, wie viel Geld für das Entgelt der Chefärzte eingesetzt wird. Sie entscheiden über die Art der Verträge, die mit den Chefärzten ausgehandelt werden. Zudem müssen die Löhne im kantonalen und interkantonalen Vergleich wettbewerbsfähig sein. Die Spitäler sind in der Pflicht. Die Einmischung des Kantons ist nicht zielführend. Die FDP-Fraktion steht hinter der Antwort des Regierungsrates und lehnt diese Motion in allen Punkten ab.

Jan Gnägi, Walperswil (BDP). Wir wissen es alle, und es ist auch Gegenstand vieler Diskussionen hier im Grossen Rat: Bern hat im Wettbewerb mit anderen Kantonen ab und zu die Nummer zwei am Rücken und hinkt in manchen Bereichen hinterher. Es gibt immer gewisse Bestrebungen, sich in einigen Bereichen doch auch noch eine Vorreiterrolle zu verschaffen, so entstehen die sogenannten Leuchtturmprojekte. Bern als Medizinalstandort ist sein solches Leuchtturmprojekt, das uns als Kanton vorwärtsbringen und unserem Standort auch eine gewisse Wahrnehmung geben soll. Das wollen wir als BDP, und das will, glaube ich, auch die Mehrheit hier im Saal. Muss der Grosse Rat jetzt, da man mit dem Medizinalstandort endlich eine solche Vorwärtsstrategie hätte, gleich wieder mit der Regulierung von Chefarztlöhnen dazwischenkommen und hier querschliessen? Der Regierungsrat sagt in seiner Antwort zu Recht, «eine freiwillige Wettbewerbseinschränkung hätte erhebliche Standortnachteile zur Folge.» Hat man das Ziel der Kostendämmung im Gesundheitswesen vor Augen, greift das Thema ohnehin zu kurz. Will man über Chefarztlöhne sprechen, müsste man das am besten auf Bundesebene tun, auf der man für alle Kantone denselben Massstab ansetzen könnte. Das Thema hat durchaus seine Berechtigung, aber es gehört in einen Gesamtzusammenhang, und idealerweise gehört es auf die Bundesebene. Diesen Vorstoss hier lehnen wir als BDP ab.

Samuel Kullmann Hilterfingen (EDU). Wir sprechen hier über exzessive Löhne. Dazu fallen mir in erster Linie Löhne bei den grossen Banken ein, wo das Verhältnis zwischen den höchsten und niedrigsten Löhnen teils 100 zu 1 oder darüber liegt. Bei diesem Thema fallen mir nicht in erster Linie Chefarztlöhne ein. Bei einem Chefarzt lässt sich sagen, er leiste zumindest gesellschaftlich ganz wertvolle Dienste, was im Zusammenhang mit den anderen exzessiven Löhnen teils tatsächlich fraglich ist. Doch jetzt folgt ein grosses Andererseits: In der Schweiz gehören Chefarztlöhne nicht zu den exzessivsten Löhnen – definitiv nicht! Trotzdem haben wir ein Problem mit steigenden Krankenkassenprämien und der damit verbundenen steigenden Belastung eines Grossteils der Bevölkerung. Die Belastung ist im Alltag spürbar und schmerzt. Angesichts dieser Tatsache erachten wir es für notwendig, dieses Problem beispielsweise im Rahmen eines solchen Vorstosses zu thematisieren. Uns ist nicht klar, ob alle Forderungen der Motion umsetzbar sind. Wir haben ein paar Fragezeichen, beispielsweise zu den Umgehungsmöglichkeiten im Belegarztsystem et cetera. Aber es ist wichtig, diese Debatte zu führen. Die Löhne dürfen hinterfragt werden. Wir werden der weiteren Debatte gut zuhören. Grundsätzlich hegen wir von der EDU-Fraktion Sympathie für das Anliegen und werden der weiteren Debatte mit offenen Ohren folgen. Je nach Punkt wird es in der EDU-Fraktion auch Zustimmung geben – wie viel, werden wir sehen.

Andrea de Meuron, Thun (Grüne). Die Medien haben wiederholt über die teils massiv überhöhten Honorare von Chefärzten berichtet. Ein Viertel aller Chef- und Belegärztinnen und -ärzte verdienen mehr als 1,5 Mio. Franken jährlich, hiess es. 1,5 Mio. Franken! Die Mehrheit liege in einer Lohnspanne zwischen 350 000 und 1,5 Mio. Franken. Unseres Wissens bezahlen diese Löhne mehrheitlich die Prämien- und Steuerzahler. Wenn der Regierungsrat in seiner Antwort bei der ablehnenden Begründung von einer Wettbewerbsverzerrung schreibt, wenn er also das Wort «Wettbewerb» benutzt, fragen wir uns, ob das vor dem Hintergrund des Bundesgesetzes über die Krankenversicherung (KVG) und des Bundesgesetzes über den Versicherungsvertrag (Versicherungsvertragsgesetz, VVG) nicht beinahe – Entschuldigung! – ein Witz ist. Denn im Gesundheitswesen herrscht ja ein bedingter Wettbewerb. Fakt ist: Die Krankenkassenprämien steigen in der Regel weiter. Einer der Kostentreiber dürfte sicher auch die Unsitte dieser mengen- und umsatzabhängigen Lohnkomponenten sein. Wir Grünen haben es schon einmal gesagt: Die Diagnosis Related Groups (DRG), also Fallkostenpauschalen, machen den Patienten mit seinen möglichen Behandlungen zu einem Portfolio für die Spitäler. Diese tun das, was ihnen Geld und schwarze Zahlen bringt.

Weiter halten wir auch die Argumentation für bedenklich, wonach man nur mit hohen Löhnen gute Leute und gutes Kader finde. Man unterstellt den sicher sehr guten und kompetenten Ärzten und Ärztinnen nämlich, sie seien nur mit Geld zu gewinnen. Der Lohn ist sicherlich eine Komponente, aber nicht die entscheidendste. Die negativen Auswirkungen überhöhter Löhne lassen Topkader-Vermittler bereits handeln, nicht nur im Gesundheitswesen. In der «Sonntagszeitung» konnte man kürzlich lesen,

einer der grössten Topkader-Vermittler habe sein Honorarmodell angepasst. Dort werde nur noch mit fixen Vermittlerhonoraren gearbeitet und nicht mehr mit Provisionen, die vom Jahreslohn des Kaders abhängig sind. Mit Provisionen seien die Saläre der Konzernchefs weiter hochgetrieben worden, das wolle man nicht mehr. Das ist ein kleines Zeichen, das uns Grüne hoffen lässt, dass in der Geschäftswelt langsam ein Umdenken stattfindet. Es muss ganz sicher im öffentlichen Bereich, vor allem in Gesundheitswesen, vorbildlich Einzug halten. Mit der Spitalliste haben wir einen guten Hebel. Es gibt auch keinen Unterschied zwischen privaten und öffentlichen Spitälern. Wer öffentliche Gelder zum Abrechnen will, der hat Transparenz walten zu lassen und die Chefarztlöhne zu begrenzen. Das Argument des Regierungsrates, der Lohn sei nebst der Qualität und der Wirtschaftlichkeit ein sachfremdes Kriterium, überzeugt uns Grüne nicht. Der Lohn hat sehr wohl einen Einfluss auf die Wirtschaftlichkeit eines Spitals. Leider fehlt der Regierung der politische Wille in dieser Frage – einmal mehr in einer grundsätzlichen Frage. Es besteht nicht einmal die Bereitschaft, das Anliegen in der nächsten SpVG-Revision aufzunehmen, was zu einzelnen Ziffern in Form eines Postulats das Mindeste gewesen wäre.

Wir Grüne erachten es für mehr als notwendig, nicht nur ein Zeichen zu setzen, sondern konkret zu handeln – nicht nur im Kanton Bern, nein, auch gesamtschweizerisch. Wir Grüne helfen selbstverständlich mit, alle fünf Ziffern als Motion zu überweisen.

Stefan Hofer, Bern (SVP). Sehr hohe Löhne von über 1 Mio. Franken kann man sicher als störend empfinden. Aber die Motion «Schluss mit überhöhten Chefarztlöhnen!» ist auf der Stufe Kanton am falschen Ort platziert. Die Abgeltung von Leistungen im Gesundheitswesen wird durch die Fallpauschale des Bundes geregelt. Der Kanton beziehungsweise die Regierung kann sehr wenig bis gar keinen Einfluss darauf nehmen. Zudem würden wir mit einer Begrenzung der Chefarztlöhne den Medizinalstandort Bern gefährden, da mit grosser Wahrscheinlichkeit hochqualifizierte Ärzte in andere Kantone abwanderten. Oder sie würden ganz einfach als Belegärzte arbeiten und mit den Spitälern pauschal abrechnen.

Der zweite Denkfehler der Motion liegt schlichtweg im geltenden Recht: Die Spitäler in Bern sind Aktiengesellschaften. Es gibt keine rechtliche Möglichkeit, auf ihre Lohnpolitik Einfluss zu nehmen, schon gar nicht, wenn sie sich nicht in Besitz des Kantons befinden. Der Herr Regierungsrat ist daran interessiert, einer Kostenexplosion im Gesundheitswesen entgegenzuwirken. Er thematisiert die Kader- und Cheflöhne mit den Spitälern im Besitz des Kantons und nimmt im Rahmen seiner Möglichkeiten regelmässig Einfluss. Mehr ist da nicht zu machen. Die SVP-Fraktion kann der Argumentation des Regierungsrates folgen und lehnt die Motion ab, weil sie nicht stufengerecht ist.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Jordi das Wort.

Stefan Jordi, Bern (SP). Ich spreche nach einem Parteivertreter, der in der Stadt Bern, im Gemeinderat, die Initiative «200 000 Franken sind genug!» durchgebracht hatte. Hier sprechen wir nun anscheinend über völlig etwas anderes. Dass dieser Vorstoss ein wichtiges Thema anspricht, können wir der Antwort des Regierungsrates einigermaßen entnehmen. Nicht ganz klar ist seine Antwort zur Frage 5. Er schreibt dort, eine schweizweite Lösung wäre zu begrüßen. Auch die Antwort zur Frage 1 lässt vermuten, dass das Thema dem Regierungsrat wichtig ist und ihn unter den Nägeln brennt, denn er spricht die Verhandlungen mit den Spitälern und Kliniken an. Aber danach verlässt den Regierungsrat der Mut. Er argumentiert, nur bei den Chefärzten anzusetzen, sei nicht ausreichend, denn die Ärzte hätten noch andere Einnahmen. Ein Alleingang des Kantons Bern sei nicht möglich. Auch zahlreichen Voten konnte entnommen werden: Nichts tun! Das sei zu schwierig et cetera. Wenn man bei den Kosten im Gesundheitswesen so argumentiert, kommt man keinen Schritt weiter. Wenn nie etwas getan wird und immer wieder irgendwelche Argumente gefunden werden, um Massnahmen gegen die Kostenexplosion entgegenzuwirken, bezahlen am Ende wir Steuer- und Prämienzahlende. Würden wir uns die Mühe machen, uns in anderen Kantonen etwas umzusehen, könnten wir feststellen: Wir sind nicht allein, wie Ursula Marti und Andrea de Meuron bereits aufgezeigt haben. Der Kanton St. Gallen hat eine Deckelung bei 700 000 Franken vorgenommen. Klar kommt gleich das Argument, im Kanton St. Gallen sei die Struktur der Spitäler nicht ganz gleich. Da gibt es Spitalverbünde, die öffentlich-rechtliche Anstalten sind. Wir sind überzeugt, im Kanton Bern könnte es auch so gemacht und eine Deckelung in den Leistungsverträgen verankert werden. Auch die Kantone Zürich, Basel und Thurgau prüfen solche Massnahmen. Wir wären also nicht einmal die Vorreiter, sondern mit im Boot der Kantone, die ebenfalls Universitätsspitäler haben.

Dieses Anliegen und Bestreben kommt selbst bei Ärzten auf, nämlich im Spital Bülach, Kanton Zürich. Dort wurden Fixlöhne von 500 000 Franken vereinbart, sodass die Ärzte keine weiteren Einnahmen durch Boni und Privatbehandlungen beziehen können. Dort gibt es das! Wem das alles noch nicht genug ist, dem lese ich gerne ein Zitat aus einem Beitrag vor: «Demnach verdienen Chefärzte bis zu 2,5 Mio. Franken im Jahr. Die rund 1000 Chefärzte, deren Löhne Klingler laut dem Beitrag unter die Lupe nahm, verdienen im Schnitt eine Million Franken. Am lukrativsten sind [...]» Urs Klingler war der, der den Beitrag geschrieben hat. Im Artikel wird nun aufgezählt, welche Spezialärzte so viel verdienen. Wir finden, und ich persönlich finde, solch hohe Löhne seien grotesk. Wir hätten hier eine Möglichkeit, Grenzen zu prüfen und zu realisieren, was meiner Meinung nach nur vernünftig wäre. Ich denke, es ist auch möglich, für 700 000 Franken Spitzenärzte zu gewinnen. Ich gehe davon aus, dass diese Ärzte nicht nur auf den Mammon schauen, sondern auch dazu bereit sind, für ein tieferes Gehalt als 2,5 Mio. Franken gute Operationen vorzunehmen.

Die SP-JUSO-PSA-Fraktion empfiehlt Ihnen, die Motion in allen Punkten anzunehmen. Sollte es noch nicht klar sein: Wir verlangen eine punktweise Abstimmung und empfehlen Ihnen, alle Punkte anzunehmen.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp). Die glp-Fraktion ist überzeugt: 95 Prozent aller Ärztinnen und Ärzte, vielleicht sogar noch mehr, beziehen einen sehr guten, aber angemessenen Lohn. Der glp-Fraktion ist auch bewusst, dass man das Gesetz hierbei mitberücksichtigen muss, wie bereits gesagt worden ist. Uns ist auch bewusst, dass hier die Spitäler in der Verantwortung stehen. Weshalb unterstützt trotzdem eine Mehrheit der glp diesen Vorstoss? Um ein Signal hinaus in die Welt, an die Spitäler, zu senden, um sie auf die Missstände und Exzesse hinzuweisen. Wer von ihnen die «Neue Zürcher Zeitung (NZZ)» liest, hat am letzten Freitag den Artikel, «Millionensaläre für Ärzte sind nicht mehr angemessen» gesehen. Der Titel ist ein Zitat von Christian Schär, dem Präsidenten des Verbands Zürcher Krankenhäuser. Darin steht, die Spitäler hätten selbst gemerkt, dass sich eine Branche auch selbst kaputtmachen könne, wenn sie nicht gegen Exzesse vorgehe und die Preisspirale sich immer weiter drehe. Im Eishockey hat es ausser Marc Lüthi von Bern bisher auch niemand gemerkt.

Daniel Arn hagt gesagt, wir könnten rechtlich nichts tun, es sei die Aufgabe der Spitäler – erledigt. Wir sind aber kein Gericht, meine Kolleginnen und Kollegen, wir sind das Parlament! Wir müssen wachsam sein und prüfen, wo es Missstände gibt und auf diese hinweisen. So wird der Regierungsrat oder der zuständige Verwaltungsrat, der vom Regierungsrat gewählt wird, vielleicht einmal etwas dagegen unternehmen. Jan Gnägi hat sich auf die Medizinalstandort-Strategie des Kantons Bern bezogen und erklärt, man dürfe nicht in den Wettbewerb eingreifen. Ich glaube nicht, dass wir die Strategie gefährden, Jan Gnägi. Wenn man in den Wettbewerb eingreift, muss man sich fragen, ob der Wettbewerb in diesem Bereich überhaupt funktioniert. Es gab Nobelpreise für Medizin zum Thema asymmetrische Information in den Gesundheitsmärkten. Sie belegen, dass der Wettbewerb ohne Staatseingriff nicht funktioniert. Bleibt man bei dem «NZZ»-Artikel und liest weiter, erfährt man, dass sich die Zürcher Spitäler auf einen Zehn-Punkte-Plan geeinigt haben, mit dem sie aus eigenem Interesse den gegenseitigen Wettbewerb kanalisieren wollen. Offensichtlich braucht es hier im Kanton Bern einen Input von aussen, von uns, damit die Chefarztlöhne wieder ins Lot kommen.

Stefan Jordi hat es gesagt: Es ist exzessiv! Für die glp-Fraktion können die Ärzte 500 000, 600 000 oder auch 700 000 Franken verdienen, wenn sie ihre Arbeit gut machen. Aber irgendwo ist Schluss, nämlich bei den Millionensalären. Es kann nicht sein, dass mehr als 1000 Ärzte im Schnitt 1 Mio. Franken verdienen und man sich vorstellen muss, wie viele paar Hundert von ihnen weitaus mehr als 1,1 Mio. Franken verdienen. Es schleckt keine Geiss weg, dass das Geld von Krankenkassenprämien kommt, ob von Privatversicherten oder Allgemeinversicherten.

Wir wollen keineswegs eine «Neiddebatte» anzetteln, aber wir finden, ein Signal zum Masshalten und zur Verhältnismässigkeit sei angemessen. Für 500 000, 600 000 oder 700 000 Franken findet man auch für das Inselspital noch gute Ärzte. Ich würde aber um eine Bank wetten: Im Inselspital fänden wir ein Dutzend Ärzte, die über 1 Mio. Franken verdienen, deutlich über 1 Mio. Franken. Aber wir wissen es nicht, weil es keine Transparenz gibt. Deshalb wird eine Mehrheit unserer Fraktion diesem Vorstoss in Form einer Motion zustimmen. Das Positive ist nämlich: Weil wir rechtlich nicht zuständig sind, können wir umso lockerer ein Signal aussenden. Denn es wird ein Signal bleiben!

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Als Einzelsprecher Carlo Schlatter, SVP.

Carlo Schlatter, Thun (SVP). Ich gebe meine Interessenbindung gleich bekannt: Ich bin einer dieser angeblich grossverdienenden Chirurgen. Ich möchte auch gar nicht auf die einzelnen Diskussionen

eingehen. Man hat heute das Argument gehört, wegen der exzessiven Löhne müssten jetzt diese Prämien bezahlt werden, die Prämienbelastungen seien für alle untragbar und die Kosten im Gesundheitswesen explodierten.

Wir haben heute schon den ganzen Tag Zahlen aufeinandergestapelt und Annahmen getroffen. Beim vorherigen Geschäft kamen wir zum Schluss, die SAK solle einmal unabhängige Berechnungen anstellen. Darauf will ich hinaus: Man sollte die Chefarztlöhne einmal zusammenrechnen. Mich nähme wunder, um wie viel die KVG-Prämien sanken, wenn wir die Chefarztlöhne auf null stellten. Ich habe es einmal versucht und möchte nicht sagen, es gäbe praktisch keine Prämienverbilligung. Darauf sollte man in den Argumentationen auch eingehen: Selbst, wenn man die Chefarztlöhne auf null setzte, hätte das Arzthonorar nur einen minimalen Anteil an der KVG-Prämie. Wenn Frau de Meuron sagt, man müsse alles zusammennehmen, auch die VVG-Prämie, dann hat das nichts mit dem Gesundheitswesen zu tun, das wir über die Steuern und über die Grundprämien bezahlen. Vielmehr sind dies privatversicherte Patienten. Das ist privatrechtlich organisiert. Wollen die Halbprivat- oder Privatversicherten eine dreifache Prämie bezahlen, geht das die Grundversicherung gar nichts an. Es ist halt so: Mit der Grundversicherung lassen sich keine Löhne generieren, da sind alle gleich. Regierungsrat Schnegg weiss genauso gut wie ich, dass dort das Arzthonorar in den DRG festgelegt ist – mehr gibt es einfach nicht. Glück hat man, wenn man einmal einen Privatpatienten erwischt. Dann gibt es mehr Lohn, das wissen die Ärzte unter uns.

Wegen des Eingreifens des Staats in die Lohnkosten: Ich habe eine kleine Erfahrung gemacht, wenn der Staat in den Ärztelohn, der vom KVG kommt, eingreift: Ich arbeitete einmal in einem Land, nicht weit weg von hier, man spricht dort etwas anders. An diesem Universitätsspital hatten die Ärzte einen gedeckelten Lohn. Ich wunderte mich etwas, dass wir um 9 Uhr mit der Visite begannen, bis Mittag arbeiteten und danach Feierabend hatten. Erst später merkte ich, dass die Ärzte ihr Geld am Nachmittag mit ihren Privatpatienten verdienten. So weit möchte ich es in der Schweiz nicht kommen lassen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie sind einverstanden: Wir werden das Geschäft noch beenden. Ich übergebe das Wort Regierungsrat Schnegg.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Cette thématique est régulièrement abordée dans les différents médias et suscite de grands débats publics. Mais je tiens aussi à souligner qu'elle est abordée régulièrement dans le cadre des entretiens périodiques que mène le canton avec les hôpitaux dont il est propriétaire. Ces salaires qualifiés d'excessifs peuvent être choquants, et je le comprends tout à fait. Mais je pense qu'il est important de mettre les chiffres en relation. Une députée a mentionné 100 médecins avec des salaires exorbitants. Mettons-les en relation avec les presque 37 000 médecins qui pratiquent dans notre pays. J'aimerais également mentionner que la problématique des salaires excessifs n'est pas une spécialité des médecins-chefs, mais que beaucoup de salaires excessifs le sont en dehors de cette fonction et que cette motion ne vise qu'une toute petite partie de cette problématique.

Comme mentionné dans sa réponse, les relations entre médecins et hôpitaux peuvent revêtir également différentes formes, allant du contrat de travail avec un salaire à une relation entre indépendants, voire institutions. De plus, de nombreux médecins peuvent cumuler différentes sources de revenu ou disposent de plusieurs contrats de travail ou de mandats. De l'avis du Conseil-exécutif, il serait par conséquent réducteur et peu judicieux de se limiter au salaire du médecin-chef. Les hôpitaux sont des organismes de droit privé, en vertu de la loi bernoise sur les soins hospitaliers. Un plafonnement inscrit dans la loi restreindrait l'indépendance dans la gestion que le législateur a expressément requise. Un plafonnement des salaires constituerait un critère inadéquat pour accéder à la liste des hôpitaux. Des mesures cantonales unilatérales entraîneraient une distorsion de la concurrence tout en désavantageant les sites bernois. Les incitations inopportunes doivent être corrigées, si déjà, au niveau fédéral. En vertu de l'article 51 de la loi sur les soins hospitaliers (LSH), les hôpitaux répertoriés situés dans le canton de Berne doivent publier un rapport sur les indemnités versées notamment aux cadres des cliniques. Les systèmes de rémunération encourageant la multiplication inutile des actes médicaux sont aussi une conséquence de l'actuel régime de financement par cas. D'où la nécessité de corriger l'ensemble du système. Il serait réducteur de se limiter au salaire. Pour terminer, je tiens encore à mentionner que notre système de santé souffre d'une réglementation excessive, ce qui génère les effets que l'on connaît aujourd'hui. De vouloir encore augmenter ce cadre réglementaire n'aura pour effet que de rendre plus complexe et donc plus coûteux notre système de santé. Pour ces différentes raisons, le Conseil-exécutif vous invite à rejeter cette motion.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie verzichten auf ein weiteres Votum. Dann kommen wir zur Abstimmung. Ist es richtig, dass eine punktweise Abstimmung verlangt ist? – Gut, dann stimmen wir punktweise ab. Wir haben fünf Punkte. Wer den Punkt 1 dieser Motion annehmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	63
Nein	67
Enthalten	3

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben den Punkt 1 abgelehnt mit 67 Nein- gegen 63 Ja-Stimmen bei 3 Enthaltungen.

Wir kommen zum Punkt 2. Eigentlich könnten wir darauf verzichten, weil man mit dem Punkt 1 die Obergrenze hat. Wir stimmen ab. Wer den Punkt 2 annehmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Bei einem Resultat von 64 Ja- gegen 64 Nein-Stimmen bei 5 Enthaltungen fällt der Vizepräsident den Stichentscheid.

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	64
Nein	65
Enthalten	5

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Super! (*Heiterkeit*) Ich habe den Stichentscheid zum Nein gegeben, weil der Punkt 2 obsolet ist. Er ist abgelehnt mit 65 Nein- gegen 64 Ja-Stimmen bei 5 Enthaltungen.

Wir kommen zum Punkt 3. Wer den Punkt 3 annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	65
Nein	66
Enthalten	3

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben den Punkt 3 abgelehnt mit 66 Nein- gegen 65 Ja-Stimmen bei 3 Enthaltungen.

Wir kommen zum Punkt 4. Wer den Punkt 4 annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 4)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 69

Nein 64

Enthalten 1

(Grosse Heiterkeit wegen einer einzelnen Ja-Stimme in den Reihen der SVP.)

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Aufgrund der hohen Emotionalität lasse ich Ihnen diese Reaktion durch. Sie haben den Punkt 4 angenommen mit 69 Ja- gegen 64 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung.

Wir kommen noch zum Punkt 5 dieser Motion. Wer den Punkt 5 annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 5)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 68

Nein 65

Enthalten 1

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben auch diesen Punkt 5 angenommen mit 68 Ja- gegen 65 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung.

Eine ganz kurze Mitteilung noch: Heute findet keine Stadtratssitzung statt. Sie können Ihre Sachen deshalb hier lassen. Ich bitte Sie, diese in den Pultschubladen zu versorgen. Alles, was Unterlagen, Abfall und Altpapier ist, bitte ich Sie zu entsorgen. Ich wünsche Ihnen ein schönes Wochenende.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 16.05 Uhr.

Die Redaktorinnen:

Nicole Aeby (d)

Sara Ferraro (f)



Montag (Nachmittag) 26. November 2018, 13.35–16.30 Uhr

Achte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)

Präsenz: Anwesend sind 153 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Baumgartner Lydia, Costa Stefan, Kocher Hirt Manuela, Mentha Luc, Müller Moritz, Stucki Barbara, Wenger Markus.

Geschäft 2018.RRGR.217

Geschäftsbericht mit Jahresrechnung 2017 des Kantons Bern

Präsident. Ich begrüsse Sie zur zweiten Woche unserer Novembersession. Gestern waren Wahlen und Abstimmungen, in der ganzen Schweiz und speziell auch im Kanton Bern. Wir werden sicher das Nachhallen dieser Abstimmung in der heutigen und morgigen Debatte hören.

Stellvertretend für die Wahlen möchte ich dem Stadtpräsidenten von Thun recht herzlich zur Wiederwahl gratulieren und ebenfalls den neuen und wiedergewählten Gemeinderäten der Stadt Thun. Ich sehe, in der «grünen» Ecke hat es, symbolisch für den guten Ausgang der Thuner Wahlen, ein Präsent. Auch allen anderen: Gratulation zu Ihren Ämtern, die Sie haben und übernehmen dürfen.

Wir kommen zur Finanzdebatte. Diese ist immer gleich intensiv angekündigt, und wir werden uns – hoffe ich – in nützlicher Zeit, bis spätestens Mittwochmorgen, darüber einig werden.

Es ist ein Novum, dass wir den Geschäftsbericht, den Voranschlag (VA) und den Aufgaben-/Finanzplan (AFP) in derselben Session beraten. Normalerweise hat man den Geschäftsbericht bereits hinter sich, und er ist durchgegangen.

Ich begrüsse die Finanzdirektorin unter uns und wünsche ihr einen guten Verlauf der Debatte. Ich übergebe dann gerade an den Vizepräsidenten, weil wir betreffend VA/AFP gleich noch kurz etwas besprechen müssen. Das mache ich mit dem FiKo-Präsidenten und meinen Leuten, daher leitet mein Vizepräsident durch den Geschäftsbericht. Er wird hier alleine sein. Ich komme sobald als möglich wieder herein, aber ich bin sicher, dass er dies souverän machen wird. Hannes Zaugg, Sie haben das Wort.

Der Vizepräsident, Hannes Zaugg-Graf, übernimmt den Vorsitz.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie sehen, der zweite Vizepräsident hat sich für heute Nachmittag entschuldigt. Ich möchte Sie also doch sehr bitten, sich auch entsprechend zu benehmen, damit ich hier nicht in den «Seich» komme. Vielen Dank. (Heiterkeit)

Ich gebe als Erstes der Sprecherin der FiKo, Béatrice Stucki, das Wort.

Planungserklärung FiKo (Stucki, Bern) – Nr. 1

Die fondsfinanzierten Investitionen sollen künftig im Zeitpunkt der Fondsentnahme vollständig abgeschrieben werden (wie vormals unter HRM1). Der Regierungsrat wird beauftragt, die mit der FiKo besprochenen Abweichungen von HRM2 in den entsprechenden Regelwerken (FLG, FLV, Handbuch) korrekt abzubilden, beziehungsweise die korrekte Abbildung zu veranlassen.

Planungserklärung FiKo (Stucki, Bern) – Nr. 2

In der von der Finanzkontrolle beanstandeten Bewertung von Land und Strassen werden der Regierungsrat und die Finanzkontrolle aufgefordert, sich zu einigen und die Lösung rechtlich korrekt umzusetzen. Die FiKo erwartet eine pragmatische, verwaltungsökonomische Lösung, die sich inhaltlich tendenziell an der Haltung des Regierungsrates orientiert.

Planungserklärung FiKo (Stucki, Bern) – Nr. 3

Anlehnung der Rechnungslegung an IPSAS: Der Regierungsrat wird aufgefordert, den Nutzen der Anlehnung an IPSAS sowie die Folgen einer möglichen Abkehr von IPSAS in der Rechnungslegung zu prüfen. Die FiKo und der Grosse Rat sind regelmässig über die Resultate und das weitere Vorgehen in Kenntnis zu setzen.

Planungserklärung FiKo (Stucki, Bern) – Nr. 4

Einführung eines ERP-Systems: Der Regierungsrat wird aufgefordert, die Erkenntnisse aus den Problemen bei der Einführung von HRM2 in die Einführung des ERP-Systems einfließen zu lassen. Insbesondere sollen eine Systematisierung und Zentralisierung der Prozesse und eine entsprechende Anpassung der Strukturen vorgenommen werden.

Antrag FiKo (Stucki, Bern)

Genehmigung des Geschäftsberichts 2017 gemäss Antrag Regierungsrat.

Béatrice Stucki, Bern (SP), Kommissionssprecherin der FiKo. Ich hoffe, Sie haben alle den Weg durch den «Zibelemärit»-Rummel hierher ins Rathaus gut überstanden. Heute ist der 26. November, und wir starten mit der Debatte zum Geschäftsbericht 2017. Der Präsident hat es vorhin gesagt: Es ist eigentlich ein Novum, dass man die Rechnung so spät genehmigt. Wir sind ursprünglich eigentlich davon ausgegangen, dass die Rechnung schon in der Septembersession hätte genehmigt werden können, weil der Kanton ja sein Rechnungslegungsmodell für die Rechnung 2017 auf HRM2 umgestellt hat und dies der erste Abschluss nach diesem neuen Rechnungslegungsmodell war. Dass dies mehr Zeit gebraucht hätte, war eigentlich eben klar.

Die Umstellung auf HRM2 hätte ja eigentlich bereits zwei Jahre früher stattfinden sollen. Wegen Schwierigkeiten in der Anlagebuchhaltung, speziell im Amt für Grundstücke und Gebäude (AGG), wurde diese Umstellung dann eben auf 2017 verschoben.

HRM2 ist das harmonisierte Rechnungslegungsmodell und ist die neue Grundlage für die Rechnungslegung von Gemeinden und Kantonen. Die Gemeinden im Kanton Bern haben dieses Rechnungsmodell schon seit Längerem eingeführt, der Kanton folgt nun mit der Rechnung 2017 nach. Der Kanton hat zu HRM2 noch den Zusatz IPSAS übernommen und sich damit auch für das Einhalten von internationalen Standards für den öffentlichen Bereich ausgesprochen.

Die FiKo ist sehr froh, dass wir Ihnen heute die Rechnung, oder den Geschäftsbericht, zur Genehmigung vorlegen können. Wir haben in diesem Jahr leider nicht immer davon ausgehen können, ich komme noch darauf zurück. Sie finden die Chronologie zu dieser ganzen schwierigen Phase auf den Seiten 14–21 in unserem Bericht.

Dass eine Umstellung auf ein neues Rechnungsmodell nicht einfach ist, bestreitet sicher niemand. Die FiKo hat auch schon bei der Beratung des Geschäftsberichts 2015 auf Probleme hingewiesen. Damals ging es um die Bewertung der Liegenschaften im Zusammenhang mit der Verselbstständigung der kantonalen Psychiatrien. Also: Wie hoch wird der Wert einer Liegenschaft in der Buchhaltung ausgewiesen? Es gibt unterschiedliche Bewertungsmodelle. Für mich ist das eigentlich jeweils eher wie eine Art Philosophie, die man anwenden kann, um diese Vermögenswerte zu beurteilen.

HRM2 wendet eine andere Methode an als im Fall der erwähnten Auslagerung der Psychiatrien, wo die Methode von PricewaterhouseCoopers (PwC) angewendet wurde. Frage ist beispielsweise: Wird die Liegenschaft in einer Buchhaltung zum Verkehrswert oder zum Wiederbeschaffungswert abgebildet? Die beiden Werte sind logischerweise nicht gleich hoch, und damit kann die Vermögenssituation unterschiedlich abgebildet werden.

Wie aber legt man zum Beispiel den Wert eines alten Gebäudes fest, wie dasjenige, in dem wir uns jetzt befinden, nämlich das 600 Jahre alte Rathaus? Wie legt man hier den Wert fest? Ein Gebäude, wo die Herstellungskosten nicht mehr eruierbar sind, ein geschütztes Haus mit einem eingeschränkten Nutzungspotenzial. Darüber haben wir in der FiKo, aber auch mit der Regierung und den Fachleuten der Verwaltung viel und ausführlich diskutiert.

Dass diese Umstellung nicht unproblematisch ist, haben auch die Erfahrungen des AGG gezeigt, wo es 2016 wegen der Umstellung der Buchhaltung auf eine SAP-Anwendung zu grossen Problemen gekommen ist und der Kontenplan und die Liegenschaftsbewertungen bereits nach HRM2 geführt wurden. Als Folge dieser erkannten Probleme, haben wir hier vor einem Jahr mit grosser Mehrheit eine Planungserklärung verabschiedet. Ich zitiere sie schnell und lese sie auf Hochdeutsch vor: «Der Grosse Rat fordert die involvierten Akteure, namentlich den Regierungsrat, die federführende Finanzdirektion und die Finanzdienste der Direktionen, der Staatskanzlei und der Justiz auf, sich nach besten

Kräften dafür einzusetzen, dass der Geschäftsbericht mit der Jahresrechnung 2017 ordnungsgemäss und nach den Grundsätzen von HRM2/IPSAS erstellt, testiert und vom Grossen Rat genehmigt werden kann.» Trotz dieser Planungserklärung haben wir im Frühling in der FiKo aufgrund der Berichterstattung der Finanzkontrolle (FK) feststellen müssen, dass der Jahresabschluss 2017 viele Fehler aufgewiesen hat – es sind über 200 Feststellungen – und die FK so kein positives Prüfurteil wird ausstellen können.

Obwohl der Gesamtregierungsrat Kenntnis von diesem sogenannten «versagenden Prüfurteil» hatte, informierte die Finanzdirektorin am 1. Mai an einer Medienkonferenz über den Jahresabschluss 2017 und ein positives Rechnungsergebnis von plus 49 Mio. Franken. Sie hat dort zwar auf Differenzen mit der FK hingewiesen, aber an dem vom Regierungsrat verabschiedeten Abschluss festgehalten – und das im Wissen, dass die FiKo aufgrund dieses versagenden Prüfurteils dem Grossen Rat empfehlen müsste, die Rechnung 2017 abzulehnen.

Ein Parlament, das die Rechnung der Regierung ablehnt, hätte schweizweit Aufsehen erregt und hätte den Kanton in einem schlechten Licht dastehen lassen. Das haben wir seitens der FiKo auf jeden Fall vermeiden wollen. Deshalb haben wir versucht, zwischen Regierung und FK zu vermitteln. Das ist uns immerhin so weit gelungen, dass der Regierungsrat schliesslich gewillt war, zahlreiche Buchungskorrekturen vorzunehmen, nämlich dort, wo der Aufwand vertretbar war und dort, wo der Regierungsrat bereit war, seine Haltung zu ändern und wo die Gesetzeslage die entsprechenden Korrekturen auch zugelassen hat.

Ein Kritikpunkt der FK war bei vielen Buchungen, dass diese ohne die entsprechende gesetzliche Grundlage vorgenommen worden seien. Für etliche Korrekturen reichte eine Verordnungsänderung aus, für andere wird der Regierungsrat uns noch Gesetzesänderungen unterbreiten, damit wir im nächsten Jahr nicht mit den gleichen Beanstandungen der FK konfrontiert werden müssen.

Mit den vorgenommenen Änderungen ist das Rechnungsergebnis nun zwar negativ, aber immerhin hat die FK trotz versagendem Prüfurteil die Rechnung zur Annahme empfehlen können, in der Annahme, dass die ausstehenden Fehler im Folgejahr also für die Rechnung 2018, korrigiert würden. Die Definition der Fachbegriffe zum Thema Urteile bei Testaten, wie sie von den Controllern angewendet werden, finden Sie übrigens auf Seite 15 des FiKo-Berichts.

Die FK kritisiert nach wie vor sechs Punkte als wesentlich oder umfassend. Auch der Begriff der Wesentlichkeit wird auf Seite 15 des Berichts erläutert. Ich zähle diese sechs Punkte auf. Erstens: Die Vermögens- und Ertragslage ist mit mindestens 34 Mio. Franken zu positiv dargestellt. Das heisst, wären diese Feststellungen vom Regierungsrat auch noch korrigiert worden, respektive hätten diese noch korrigiert werden können, wäre die Rechnung um 39 Mio. Franken negativ und nicht um 5 Mio. Franken. Die Eröffnungsbilanz sei falsch dargestellt. Diese Korrekturen konnten im Finanzinformationssystem (FIS) für 2017 nicht mehr neu dargestellt werden. Falsche Darstellungen bei Bilanz, Erfolgsrechnung, Geldflussrechnung und im Anhang. Viertes: falscher Ausweis und nicht korrekte Bewertung von Land und Strassen. Auf diesen Punkt komme ich dann noch einmal zurück. Der fünfte Punkt ist die Unterbewertung von Beteiligungen des Verwaltungsvermögens. Hier will die Regierung ihr Vorgehen mit einer Änderung in der Verordnung über die Steuerung von Finanzen und Lasten (FLV) legitimieren. Die FiKo ist damit einverstanden. Und der letzte Punkt: eine Beeinträchtigung der Ordnungsmässigkeit der Buchführung.

Jetzt also noch eine Bemerkung zur vierten Feststellung und zur Bewertung von Land und Strassen: Hier zeigt sich ein Expertenstreit, wie ich ihn so eigentlich nur bei Auslegungen von Juristen und Juristinnen kenne. Wie soll eine Strasse und das umliegende Land bewertet, bilanziert und abgeschrieben werden? Es ist eigentlich fast unglaublich, dass die Strassen, über die wir täglich fahren oder gehen, einen buchhalterischen Wert darstellen. Gut, für die Erstellungskosten leuchtet das einem noch ein. Aber nachher? Sollen Strassen nicht sofort abgeschrieben werden können? Schliesslich sind wir nicht in Italien, wo die Strassen privatisiert werden können. Zum Glück! Die FiKo teilt hier die harte Haltung der FK nicht, und schlägt Ihnen deshalb die Planungserklärung Nummer 2 vor.

Offen geblieben ist in den Gesprächen mit dem Regierungsrat noch die Frage, wie das Resultat der Jahresrechnung 2017, also die minus 5 Mio. Franken verrechnet werden sollen. Soll der Betrag dem Konto Eigenkapital oder dem Konto Bilanzüberschuss oder -fehlbetrag verrechnet werden? Die FiKo ist – bestärkt durch ein Kurzgutachten – der Auffassung, das Konto Bilanzüberschuss beziehungsweise -fehlbetrag sei hier für die Anwendung der Schuldenbremse relevant. Das würde bedeuten, dass der Aufwandüberschuss dem VA 2019 belastet werden muss, und wir stellen Ihnen dann auch zum VA 2019 einen entsprechenden Antrag.

Wie gesagt, die detaillierte Darstellung all dieser Sachverhalte finden Sie im FiKo-Bericht. In den letzten Jahren war der Prozess für die Genehmigung des Geschäftsberichts ein formales Routinegeschäft.

Nach dem üblichen Frage-Antwort-Prozedere hat die FiKo dem Plenum hier im Grossen Rat die Genehmigung der Rechnung beantragen können. In diesem Frühling war es anders. Die FiKo hat sich zwischen Hammer und Amboss wiedergefunden, also zwischen der Meinung des Regierungsrates und derjenigen der FK. Diese vorrangig geschilderten Probleme, der Umgang mit verschiedenen Haltungen und die Klärung davon, waren recht belastend, vor allem für ein Milizgremium, in dem zwar mittlerweile alle Personen viel Erfahrung haben, aber die wenigsten beruflich Finanzfachleute sind, und es ist nicht einfach, bei einem solchen Streit zwischen Fachpersonen.

Ich komme zu den Anträgen auf den Seiten 22 und 23 in unserem Bericht. Wir beantragen Ihnen die Genehmigung des Geschäftsberichts mit drei Eckzahlen: ein Aufwandüberschuss von 5 037 965,43 Franken, Nettoinvestitionen von 465 396 966.50 Franken und ein Eigenkapital von 852 143 865.35 Franken. Wir beantragen auch die Genehmigung der Kreditüberschreitungen in der Verwaltungsrechnung gemäss den Aufzählungen in unserem Bericht. Den Bericht der JuKo zur Rechnung haben wir stillschweigend zur Kenntnis genommen. Wir danken der Finanzdirektorin und ihren Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern sowie der FK. Auch für sie war dieser Jahresabschluss 2017 kein einfacher Prozess. Wir danken auch, dass die FIN jetzt für die Arbeiten für den Jahresabschluss, die Einhaltung der Vorgaben und die Schulung der dafür verantwortlichen Personen in allen Direktionen stärker den Lead übernimmt.

Die FiKo empfiehlt Ihnen einstimmig die Planungserklärungen 1–4, anzunehmen. Danke für die Aufmerksamkeit.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Besten Dank. Ich gebe als Nächstes gleich Monika Gygax das Wort, um den Bericht der Justizleitung noch kurz vorzustellen. Apropos Monika Gygax: Ein paar Ratsmitglieder haben sich gefragt, weil noch ein Ordnungsantrag von Grossrätin Gygax aufgelegt hat, um ein Traktandum zu verschieben. Dieser ist mittlerweile zurückgezogen; Sie können ihn also als obsolet betrachten. Und noch die letzte Bemerkung: Ich habe vorhin nur so salopp gesagt, Stefan Costa sei nicht hier. Es ist mir wichtig, zu sagen, er habe eine Sitzung in Langenthal. Er ist nicht am «Zibelegring» oder sonst irgendwo. Einfach, damit dies klar ist. Monika Gygax, bitte!

Der Präsident, Jürg Iseli, übernimmt wieder den Vorsitz.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (BDP), Kommissionspräsidentin der JuKo. Die JuKo verzichtet in ihrem Bericht auf eine ausführliche Darstellung der Jahresrechnung 2017 der Justiz. Alle Übersichten und Details sind im Geschäftsbericht 2017, Band 1 und 3, zu finden. Der Saldo der Erfolgsrechnung 2017 liegt mit 200 000 Franken nur minim unter dem budgetierten Saldo vom VA 2017. Der Nachkredit kann vollumfänglich innerhalb der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft kompensiert werden. Auch die Zahlen der Justiz basieren seit Januar 2017 auf HRM2. Es ist damit die erste Rechnung nach dem neuen Rechnungslegungsmodell und aus diesem Grund auch nur bedingt mit den Zahlen aus den Vorjahren vergleichbar.

Die JuKo hat sich deshalb für das vergangene Rechnungsjahr 2017 vorwiegend auf die Berichterstattung der Justizleitung, der FIN und der FK gestützt. Der Konsens – Sie haben es lesen können – aus diesen Berichten ist: Es sind keine Auffälligkeiten bezüglich den Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft zu vermerken. Ein grosser Dank geht an dieser Stelle an alle seitens der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft. Ein Dank geht an alle Involvierten für die Anstrengungen und das Engagement, wodurch dieser gute Abschluss präsentiert werden konnte. Die JuKo beantragt Ihnen einstimmig die Genehmigung des Geschäftsberichts 2017 der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft. Danke fürs Zuhören.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die BDP-Fraktion Grossrat Etter.

Jakob Etter, Treiten (BDP). In den letzten Wochen und Monaten habe ich gelernt, dass Finanzpolitik keine exakte Wissenschaft ist – im Gegenteil. Sie lässt viel Interpretationsspielraum offen, wir haben es von der Vizepräsidentin der FiKo gehört. Am Anfang hat die Regierung einen Überschuss von 49 Mio. Franken präsentiert. Nach Interventionen durch die FK wurde diese Zahl angepasst. Durch Vermittlung des FiKo-Präsidiums haben sich die Regierung, die FK und die FiKo auf ein Minus von 5 Mio. Franken einigen können, und vor wenigen Tagen kamen noch die letzten Korrekturen bezüglich Buchgewinne und Abschreibungen. Dadurch haben wir jetzt ein Endergebnis von minus 9,9 Mio. Franken in der Jahresrechnung 2017. Trotz der Korrekturen und Anpassungen kann die FK nur ein «versagtes» Prüfurteil abgeben. Immerhin empfiehlt sie die Rechnung 2017 trotzdem zur

Genehmigung. Diese Geschichte zeigt deutlich, dass die Umstellung auf HRM2 mit IPSAS mehr Schwierigkeiten geboten hat, als man erwartet hat. Deshalb präsentieren wir erstmals den Geschäftsbericht gleichzeitig mit dem VA und dem AFP in dieser Novembersession, was unüblich ist. Bei genauer Betrachtung lässt die Umstellung tatsächlich Interpretationsspielraum offen – wir haben es von der Vizepräsidentin gehört –, zum Beispiel bei der Bewertung der Liegenschaften. Immerhin hat der Kanton etwa 2500 Objekte. Oder eben bei der Bewertung der Strassen und des Landes. Soll man jetzt das Land unter den Strassen, gegenüber der Strasse, die oben drauf gebaut ist, separat bewerten? Und so weiter. Oder wie gehen wir zum Beispiel mit fondsfinanzierten Investitionen um? Das sind nur einige Beispiele, die man diskutieren kann und die eine unterschiedliche Betrachtung zulassen. Daraus ergeben sich die Differenzen und die unterschiedlichen Interpretationen. Wir sehen in den Unterlagen, dass der Kanton allein durch die Neubewertung der Liegenschaften über Nacht plötzlich ein Eigenkapital von über 800 Mio. Franken ausweist, und dabei beträgt die Bruttoschuld immer noch 6,8 Mrd. Franken. Die Investitionen im Jahr 2017 sind mit 465 Mio. Franken ungefähr im Rahmen des VA. Es gibt Mehraufwendungen, aber erfreulicherweise auch Mehreinnahmen. Besonders möchte ich die zusätzlichen Steuereinnahmen von 123 Mio. Franken erwähnen. Das zeigt, dass es dem Berner Volk gut geht und die Wirtschaft im Moment gut läuft. Trotzdem weist das Endergebnis der Rechnung 2017 gegenüber dem VA eine negative Abweichung von gegen 100 Mio. Franken auf. Für eine Gehaltverbesserung beim Personal standen wiederum insgesamt 1,8 Prozent zur Verfügung. Damit konnten die Lohnrückstände des Personals ein wenig aufgeholt werden. Ich komme zu den Anträgen: Die BDP-Fraktion stimmt dem Geschäftsbericht 2017 in der vorliegenden Fassung zu und unterstützt alle Planungserklärungen beziehungsweise den Antrag der FiKo einstimmig.

Raphael Lanz, Thun (SVP). An sich könnte ja der Geschäftsbericht ein Routinegeschäft sein. Dieses Jahr ist er das aber nicht – leider nicht, muss man fast sagen. Dies ergibt sich ja aus dem Bericht der FiKo, und wir haben es vorher von der Sprecherin gehört, dass erhebliche Differenzen zwischen der Regierung und der FK bestanden haben. Ursprünglich war geplant, dass der Grosse Rat als Schiedsrichter amten soll. Wir haben das ursprünglich von der Regierung geplante Vorgehen in unserer Fraktion auch intensiv diskutiert, und wir können nicht recht nachvollziehen, dass man hier dem Grosse Rat eine nicht genehmigungsfähige Rechnung hätte vorlegen wollen.

Wir glauben nicht, dass unser Milizparlament in der Lage gewesen wäre, eine fundierte Diskussion zu komplexen Buchungs- und Buchhaltungsvorschriften zu führen. Deshalb waren und sind wir sehr dankbar, dass die FiKo dort als Vermittlerin geamtet hat und dass wir jetzt doch noch eine Rechnung genehmigen können, wenn wir das dann tun wollen. Denn der Grosse Rat – und das ist ein wenig eine grundsätzliche Bemerkung – kann und darf es sich aus grundsätzlichen Überlegungen nicht leisten, eine Rechnung entgegen dem Antrag der FK zu genehmigen. Denn dadurch würden wir unser eigenes Kontrollorgan desavouieren, und man müsste sich dann bei einem solchen Szenario schon fragen, wofür wir überhaupt eine FK haben.

Immerhin: Jetzt liegt eine Empfehlung vor, die Rechnung zu genehmigen, trotz eben immer noch «versagtem» Prüfurteil. Das ist natürlich immer noch nicht das Resultat, das wir uns eigentlich gewünscht hätten. Wir haben das intensiv diskutiert. Es wird von uns keine einstimmige Zustimmung geben. Wir sehen aber in einer Mehrheit, dass wir diese Rechnung hier genehmigen sollten. Aber wir finden auch, dass wir mit diesem Vorgehen hier wirklich einen Reputationsschaden kreieren. Wir finden es nicht unbedingt glücklich, dass wir jetzt in dieser Situation sind.

Ich möchte aber gleichwohl die Anstrengungen der verschiedenen Akteure würdigen. Nach diesem ersten Bericht der FK hat man sich schlussendlich doch noch zusammengerauft, damit wir jetzt bei einem vertretbaren Resultat sind. Es ist sicher kein Ruhmesblatt für die Regierung, wie es hier gelaufen ist, aber wie gesagt, wir danken allen, die hier mitgearbeitet haben, dafür, dass wir doch noch zu einem vertretbaren Resultat gekommen sind.

Wir haben unterschiedliche Auffassungen bezüglich der Schuldenbremse zur Kenntnis nehmen können. Ich möchte hier deponieren, dass wir die Auffassung der FiKo unterstützen. Den verschiedenen Planungserklärungen stimmen wir zu. Wir glauben – betreffend die Planungserklärung 1 zu den fondsfinanzierten Investitionen –, dass es richtig ist, wenn man das so bucht, und sind der Auffassung, dass es auch den Gemeinden erlaubt sein soll, genau das Gleiche zu tun wie der Kanton jetzt einführen will. Bei der Bewertung von Land und Strassen wünschen wir uns eine pragmatische Vorgehensweise, und wir sind auch der Meinung, dass man die Frage prüfen muss, inwiefern dieser IPSAS-Standard für uns effektiv ein Vorteil ist. Wir sollten uns die Latte – um ein Bild aus dem Sport zu nehmen – nicht so hoch setzen, auf 2,20 Meter, wenn wir nur über 2 Meter springen können. Auch

hier: Wir müssen uns Vorschriften geben, die wir dann auch einhalten können, und wir müssen den Sinn dieser Vorschriften und wie viel Nutzen uns diese bringen sicher hinterfragen. Auch der Planungserklärungen 3 stimmen wir zu.

Ich möchte noch einen institutionellen Hinweis machen. Es scheint mir wichtig, dass sich alle Akteure, also der Regierungsrat, die FK und der Grosse Rat, ihrer Rolle bewusst sind, und es scheint uns auch wichtig, dass diese Institutionen loyal zusammenarbeiten, nicht gegeneinander, und sich auch gegenseitig akzeptieren. Und selbstverständlich ist es so, dass die FK manchmal Anforderungen erhebt, die der Verwaltung und der Regierung nicht nur Freude machen. Aber das ist natürlich gerade wesentlich in deren Rolle begründet, und das muss man auch so hinnehmen. Umgekehrt muss sich natürlich auch die FK bewusst sein, dass es einen gewissen Pragmatismus braucht und dass die Rechnungslegung auch praktikabel sein muss. In diesem Sinne hoffen und erwarten wir, dass alle aus diesem vergangenen Prozess ihre Lehren ziehen, dass Differenzen künftig frühzeitig erkannt und auch ausgeräumt werden und dass künftig schon im ersten Anlauf eine genehmigungsfähige Rechnung vorgelegt werden kann.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Wir stehen jetzt also beim Rückblick, beim Beginn unserer Finanzdebatten in diesen Tagen. Zuerst einmal zurückschauen, vom Geschäftsbericht her. Das ist vor allem eine formelle Geschichte, aber doch hat es einige Sachen, bei denen es sich eben lohnt, zurückzuschauen. Fakt ist, dass wir heute ein versagendes Urteil über diese Rechnung auf dem Tisch haben, und wir sollen sie trotzdem genehmigen.

Der Prozess, der in den letzten paar Wochen und Monaten geschehen ist, war für die involvierten Beteiligten nicht einfach. Als FiKo-Mitglied habe ich aber empfunden, dass wir diesen Prozess fair haben angehen können. Es ist vieles im Hintergrund passiert, nicht einfach an der Öffentlichkeit aufgehängt worden, und ich denke, das ist für den Kanton Bern auch wichtig. Aber ich denke, es ist nun auch an der Zeit, gewisse Klarheit zu sprechen und gewisse Sachen noch einmal zu thematisieren. In diesen Prozessen, die wir hier für den Geschäftsbericht haben, sind wirklich Defizite zum Vorschein gekommen, sei es in den Ämtern AGG und Tiefbauamt (TBA), sei es generell bei der Einführung von HRM2, sei es auch beim Prozess der Rechnungserstellung. Es sind viele Prozessdefizite, die wir hier festgestellt haben – und uns und mir ist es so ergangen: Ich habe ja den Eindruck bekommen, die FIN habe sehr zögerlich auf Hinweise zur Umsetzung dieser Erkenntnisse reagiert, welche die FK uns mitgeteilt hat. Die ruhige Hand, welche die FIN propagiert, war uns hier ein wenig zu ruhig. Wir haben sie uns manchmal ein wenig steuernder gewünscht, vorausschauender, und deshalb war das auch wirklich ein schwieriger Prozess.

Ein schwieriger Punkt war der Punkt im Frühling. Es ist ein No-Go, wenn wir eine Rechnung präsentiert erhalten, die von der FK als nicht genehmigungswürdig eingestuft ist. Es ist ein No-Go, dass wir im Kanton Bern so damit rausgehen. Diese Präsentation hat natürlich Verschiedenes ausgelöst, bis eben zum Punkt, der schon erläutert wurde, wonach wir Schiedsrichter spielen sollen. Das können wir nicht, hier als Grosser Rat. Dafür haben wir unsere Institutionen.

Zum Glück ist im Hintergrund dann eben die Arbeit weitergelaufen, und es haben Korrekturen gemacht werden können. Wir haben heute immer noch das versagende Urteil, aber wir haben heute doch die Möglichkeit, dieser Rechnung zuzustimmen. Aber lesen Sie genau nach, welches die Begründung der FK ist, weshalb wir dieser Rechnung zustimmen können. Diese lautet, dass gewisse Korrekturen zeitlich nicht mehr möglich waren. Also heisst es, wenn wir dieser Rechnung zustimmen, geben wir nicht einen Blankoscheck, sondern wir stimmen ihr im Wissen darum zu, dass sie Fehler, Sachen hat, die man noch korrigieren muss, und genau diesen Weg muss man eben weitergeben. Das Gesamtbild zeigt eine gewisse Führungsschwäche, eine fehlende Weitsicht in diesem Ganzen. Der Dampfer, das Dampfschiff, als das der Kanton Bern schon bezeichnet wurde, das so schwierig zum Steuern ist, muss man steuern, aktiv steuern und nicht mit einer allzu ruhigen Hand.

Aufgrund dieses Prozesses, den ich hier geschildert habe, sind auch meine zwei Motionen (*M 176-2018*, *M 177-2018*) entstanden, die wir dann nachher noch diskutieren werden. Aber das ist der Hintergrund davon. Für die EVP kommen wir so weit, dass wir den Geschäftsbericht heute wirklich im Wissen darum genehmigen können. Zu den Planungserklärungen, die auf dem Tisch liegen: erstens die Fondsfinanzierung: Dieser können wir zustimmen. Da hat man gemerkt, dass man einen Schritt zurück machen und das bewusst neu regeln muss, nach den Prinzipien von HRM1. Wir haben dann hier das Problem, dass wir nicht gleichschalten mit dem, was auf der Gemeindeebene passiert. Das nimmt der Kanton bewusst in Kauf. Bei der Planungserklärung 2, wo es um die Strassen geht und die Lösungen, die wir hier anpeilen, bitten wirklich darum, eine gute und saubere Lösung anzupeilen, welche die Realität der Strassen im Kanton auch abbildet. Es ist gerade kürzlich eine Medienmitteilung heraus-

gekommen: Lützelflüh – glaube ich, war es – hat eine Strasse vom Kanton übernommen oder übernimmt eine Strasse vom Kanton. Ja, wie ist die nun bewertet? Zu welchem Betrag? Also diese Fragen stellen sich dann schon, wenn das in der Buchführung nicht sauber dargestellt ist. Die Planungserklärungen 3 und 4 kommen in meiner Motion wieder hervor. Dort können wir ganz bewusst zustimmen dazu, und in diesem Sinne genehmigt die EVP den Geschäftsbericht wie vorliegend.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP). Im Zusammenhang mit diesem Geschäftsbericht 2017 interessieren eigentlich zwei Aspekte. Erstens einmal: Wie ist die Jahresrechnung 2017 zustande gekommen? Und zweitens: Wie ist das Ergebnis dieser Jahresrechnung einzustufen? Zuerst zum Verfahren der Rechnungsablegung: Ich kann da weitgehend auf die kritischen Bemerkungen der Vizepräsidentin der FiKo und meiner Vorredner verweisen und verzichte auf eine Wiederholung.

Man kann diese Rechnungsablage durchaus als Zangengeburt bezeichnen. Mit viel Hängen, Würgen, Stossen und Ziehen ist es schlussendlich gelungen, diese Sache zu einem akzeptablen Ende zu bringen. Die FDP-Fraktion ist froh, dass es gelungen ist, diese Rechnungsablage so weiterzuentwickeln, dass die Rechnung heute ohne Begeisterung genehmigt werden kann. Eine Rückweisung oder gar eine Ablehnung dieser Jahresrechnung wäre nicht nur für die Regierung, sondern auch für den ganzen Kanton Bern ein sehr grosser Reputationsschaden gewesen.

Ich komme zur Interpretation des Jahresergebnisses, und dort nehme ich ein paar positive Punkte vorweg. Man kann feststellen, dass die Investitionen zu 100 Prozent selbst finanziert werden konnten, was zu einem positiven Finanzierungssaldo führt. Wir können feststellen, dass die Bruttoschuld spürbar reduziert werden konnte, und wir können feststellen, dass die Verschlechterung beim Aufwand gegenüber dem Budget, die an sich beträchtlich ist, doch weitgehend darauf zurückzuführen ist, dass man Abschreibungen gemacht hat, die in diesem Sinne nicht liquiditätswirksam sind.

Nun komme ich noch zu einem negativen Punkt – neben dem Verfahren, das ich bereits angesprochen habe – vom Ergebnis her: Leider müssen wir feststellen, dass es auch im Jahr 2017 nicht gelungen ist, trotz brummender Konjunktur und brummender Wirtschaft, für die Zukunft finanzielle Handlungsspielräume zu schaffen.

Als FDP-Fraktion kommen wir zum Schluss, dass wir Ihnen beantragen, diese Rechnung zu genehmigen, und zwar inklusive der vier Planungserklärungen der FiKo, die versuchen, die negativen Erfahrungen, die wir gemacht haben, in eine positive Energie für die Zukunft umzuwandeln.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Über die Fakten zum vorliegenden Geschäftsbericht haben meine Vorrednerinnen und Vorredner bereits einiges gesagt. Ich werde mich darum aus der Sicht der grünen Fraktion weniger auf das Resultat, sondern mehr auf zwei kritische Punkte in diesem Zusammenhang fokussieren. Der eine Punkt ist HRM2, der zweite Punkt ist die Zusammenarbeit und das Rollenverständnis der FK und der Regierung.

Die Grünen haben die Einführung des Rechnungsmodells 2 – es wurde vorher von der Vizepräsidentin der FiKo ausgeführt – damals begrüsst, weil es uns klar erschien. Es gibt mehr Transparenz, es gibt mehr Vergleichbarkeit mit anderen Gemeinwesen, und das Prinzip «True and Fair View» ist richtig, auch für ein Staatswesen wie den Kanton. So hat dann der Kanton Bern auch – das ist ja wie eine Art Herzstück – die Neubewertung der Vermögenswerte mit den kantonalen Liegenschaften vornehmen müssen. Früher – einfach damit wir das auch noch einmal in Erinnerung haben – hatte der Kanton Bern eine Unterbewertung seiner Vermögenswerte. Das heisst, es hat immer schlechter ausgesehen als eigentlich die Realität war. Darum hat auch die Bilanz auf der Aktivseite um fast 5 Mrd. Franken verbessert werden können, womit der altrechtliche Finanzfehlbetrag getilgt wurde und der Kanton jetzt über Eigenkapital verfügt. Da streiten sich die Geister darüber, wie das eigene Kapital genau zu beurteilen ist, aber jedenfalls ist es eine deutliche Verbesserung.

Die zahlreichen Probleme im Zusammenhang mit der Einführung von HRM2 stellen dem Kanton Bern kein gutes Zeugnis aus. Es wurde gesagt, man habe mehrmals verschieben müssen, und es erinnert mich eigentlich daran – Sie kennen das alle: Sie haben einen Computer zu Hause, es gibt ein neues Betriebssystem oder ein neues Programm. Sie kaufen das – Sie sind gezwungen, Sie müssen es eigentlich tun –, und plötzlich funktioniert die ganze Anlage nicht mehr, weil die Hardware das gar nicht mehr schlucken mag. Dies als Symbolbeispiel, für das, was – glaube ich – im Kanton Bern passiert ist. Man hat sich entschieden, einen neuen Rechnungslegungsstandard einzuführen, hat aber in der federführenden Direktion zu wenige vorausschauende Massnahmen ergriffen, zu wenige Ressourcen, zu wenig Man- und Woman-Power zur Verfügung gestellt, zu wenig in die Weiterbildung investiert, um den sehr anspruchsvollen Prozess – das gestehen wir durchaus zu – wirklich in dieser

Komplexität zu erfüllen, wie es notwendig wäre.

Ich erinnere mich noch an die Worte der Finanzdirektorin in der Finanzdebatte, in der Abbaudebatte 2017, also vor einem Jahr, wo sie gesagt hat, sie hätten intern in der FIN Stellen abbauen können. Vielleicht war es nicht richtig, Stellen abzubauen. Wir haben jetzt in den letzten Wochen und Monaten Verzögerungen und Umwegschaufen gehabt, die am Schluss vielleicht mehr Ressourcen gebraucht haben, als wenn man es von Anfang an besser gemacht hätte. Ich glaube, es waren mehr als nur Einführungs-Wehwehchen. Ich glaube, hier gab es einfach eine grundlegend falsche Einschätzung über die Komplexität dieses Projekts, wobei ja der Kanton Bern notabene einer der letzten ist, der es jetzt eingeführt hat.

Zur FK: Für die Grünen ist klar: Eine FK muss genau hinschauen, sie muss unbequem sein, sie muss der Regierung auf die Finger schauen. Das ist ihr Auftrag. Dafür haben wir sie auch gewählt, und das ist ihr Auftrag. Die FK ist das fachliche Kontrollorgan über die Haushaltsführung, und wenn diese ein ablehnendes oder eben versagendes Prüfurteil abgibt, dann ist das tatsächlich ein gravierender Vorgang, gravierend für ein Gemeinwesen, und eben – ich glaube, es wurde schon gesagt – noch nie dagewesen.

Die FiKo hat in diesem Prozess sicher versucht, sehr viel zu leisten, die Regierung auf den rechten Weg zu führen und sie darauf hinzuweisen, dass es nicht sinnvoll ist, mit einem «versagten» Prüfurteil hier in den Grossen Rat zu kommen. Dies wurde gesagt. Ich glaube, diese Ereignisse stellen der gesamten Regierung kein gutes Zeugnis aus. Wir wissen auch: Die FK ist auch nicht unfehlbar. Das ist nur noch der Papst, wenn überhaupt. Klammer geschlossen. Alle können Fehler oder Fehleinschätzungen machen. Aber dennoch: Einschätzungen der FK muss die Regierung ernster nehmen, ernster als sie das bisher getan hat.

Nach all dieser Kritik doch noch etwas Versöhnlicheres: Wir sehen, dass die Regierung durchaus auch Korrekturen gemacht hat, zum Teil ihre Lehren daraus gezogen hat und vor allem auch mit den heute sehr dezentralen Rechnungsprozessen mehr koordiniert und mehr koordinieren will. Das würdigen wir positiv. Die grüne Fraktion nimmt diesen Geschäftsbericht so zur Kenntnis, mit dem Auftrag, die sachlichen Punkte, welche die FK moniert hat, wirklich weiterhin anzuschauen und eine gute Lösung zu finden.

Zu den Planungserklärungen der FiKo: Da sind wir nicht ganz so euphorisch. Wir sind der Meinung, dass die drei Planungserklärungen sehr operativ sind. Wir möchten eigentlich die Regierung ermuntern – ich komme zum Schluss –, ihre Arbeit zu tun und uns vorzulegen, wie sie Änderungen machen will, anstatt jetzt mit einer «Ausnahmitis» von dieser HRM2-Lösung hier mittels Planungserklärungen zu intervenieren. Deshalb würden wir die Planungserklärungen 1 und 3 mehrheitlich ablehnen, die zweite können wir unterstützen.

Michael Köpfli, Wohlen b. Bern (glp). Mir geht es wie der Vorrednerin. Ich verzichte darauf, die Jahresrechnung 2017 vom Ergebnis her zu würdigen. Von der Kommissionssprecherin wie auch von den Vorrednern wurde alles gesagt, und ich möchte mich darum auch auf die Problematik HRM2/IPSAS und auf die Diskussion beschränken, weshalb dies überhaupt erst heute im Rat ist. Auch wenn es redundant ist, möchte ich das tun, weil ich eben das Gefühl habe, dass uns dieses Thema auch in den kommenden Jahren und bei den kommenden Geschäftsberichten noch beschäftigen wird, und ich finde es dann doch wichtig, dass man zum jetzigen Zeitpunkt auch schon die verschiedenen Meinungen der Fraktionen im Protokoll hat.

Für uns ist klar: Die FK hat in der Rechnung wesentliche und umfassende Fehler gefunden und hat deshalb, sehr gut begründet, in einer ersten Phase eine Rückweisung beantragt und ein versagendes Prüfurteil ausgesprochen. Es folgten lange Diskussionen; gewisse waren öffentlich, andere nicht. Aber Sie haben diese sicher alle mitbekommen. Aus unserer Sicht war es klar so, dass der Regierungsrat, und als Sprecherin insbesondere die Finanzdirektorin, sehr lange, sehr hartnäckig, um nicht zu sagen dogmatisch, auf ihrer Position verharret und aus unserer Sicht zu wenig anerkannt hat, welche Aufgabe die FK hat und dass ihr versagendes Prüfurteil Hand und Fuss hat und auf klaren Fakten und nicht einfach nur auf einem Interpretationsspielraum basiert. Immerhin ist es dann doch so gekommen, dass man gesprächsbereit wurde. Ich möchte da aber auch noch einmal unterstreichen: HRM2, vor allem die Anlehnung an IPSAS, ist ja nicht einfach so vom Himmel gefallen, sondern der Regierungsrat wollte das einführen. Es war ein Wunsch des Regierungsrates, dass man diese IPSAS-Konformität möchte, und der Grosse Rat hat sich dem angeschlossen. Dazu muss ich klar sagen: Der Regierungsrat wollte IPSAS, dann muss er sich jetzt auch an IPSAS messen lassen und kann dann nicht plötzlich einen gewissen Interpretationsspielraum geltend machen, der eben bei IPSAS nicht mehr möglich ist.

Es war dann aber so, dass der Regierungsrat nach den ersten Querelen und Diskussionen in der FiKo bereit war, verschiedene Änderungen an der Rechnung zu machen. Diese führen nun über höhere Abschreibungen auch dazu, dass aus einem Überschuss von knapp 100 Mio. Franken ein Defizit von 5 Mio. Franken geworden ist. Wir begrüßen aber grundsätzlich, dass der Regierungsrat diese Gesprächsbereitschaft gehabt hat.

Das Fazit der FiKo ist nun, dass man diese Jahresrechnung genehmigen könnte, trotz eines nach wie vor versagenden Prüfurteils, weil man eben die verbliebenen Fehler und Probleme nicht innert nützlicher Frist oder mit vertretbarem Aufwand lösen kann. Wir können uns dieser Interpretation, durchaus zähneknirschend, aber wir können uns dieser anschliessen, weil wir auch einsehen, dass eine Ablehnung oder Rückweisung nicht zielführend wäre. Wir erwarten aber klar, dass in Zukunft nur noch Rechnungsabschlüsse vorgelegt werden, die von der FK genehmigt werden, und zwar nicht mit einem versagenden Prüfurteil irgendwie zur Annahme, sondern einfach mit einem guten Testat genehmigt werden können. Ich wiederhole noch einmal: Der Regierungsrat wollte IPSAS, und der Regierungsrat muss sich jetzt an IPSAS messen lassen.

Wir unterstützen in diesem Zusammenhang auch die Planungserklärungen der FiKo und insbesondere die Vorstösse von Hans Kipfer, über die wir nachher diskutieren. Dort ist uns wichtig, dass man diese Vorstösse als Motionen und eben nicht einfach als Postulate überweist, denn es braucht verbindliche Aufträge an den Regierungsrat.

Ich habe es schon gesagt: Wir stimmen diesem Geschäftsbericht zähneknirschend zu. Ich möchte aber auch klar sagen: Wir erwarten jetzt von der Finanzdirektorin, dass sie diesen Wink mit dem Zaunpfahl ernst nimmt, dass sie diesen Schritt, mit dem sie auf die FiKo und auf die FK zugegangen ist, jetzt auch noch einmal bekräftigt. Ich muss sagen, ich habe bei einem Interview – ich glaube, es war im «Regionaljournal» – vor etwa ein, zwei Wochen schon wieder gefunden, es gehe ein wenig in das alte Muster zurück. Doch wir erwarten jetzt ein klares Bekenntnis zu diesem Vorgehen und ein klares Bekenntnis, dass man diese Probleme lösen und nächstes Jahr eine IPSAS-konforme Rechnung vorlegen will. Sollte das nicht der Fall sein, könnte es durchaus sein, dass sich das Abstimmungsverhalten in der glp-Fraktion noch verändert.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Marti das Wort.

Ursula Marti, Bern (SP). Als fast letzte Fraktionssprecherin kann ich es auch ein bisschen kürzer machen. Es ist ungewohnt, erst im November über den letztjährigen Geschäftsbericht zu befinden. Der Grund sind die handfesten Auseinandersetzungen zwischen der FIN und der Regierung einerseits und der FK andererseits. Das hat sogar dazu geführt, dass die FIN das bereits öffentlich kommunizierte Jahresergebnis korrigiert hat.

Die SP-JUSO-PSA-Fraktion kritisiert beide Seiten. Die Umstellung auf HRM2 ist verzögert und trotzdem immer noch zu wenig gut vorbereitet erfolgt, und störend war einerseits, dass die FIN zu wenig Leadership gegenüber den anderen Direktionen übernommen hat, um diesen ganzen Systemwechsel zu übernehmen. Andererseits richten wir auch den Appell an die FK. Sie soll offen und konstruktiv sein und ihre Kontrolle mit Augenmass, sachlich und unpolitisch vornehmen. Die Zusammenarbeit muss sich unbedingt von beiden Seiten verbessern. Den Geschäftsbericht werden wir genehmigen, das ist Vergangenheitsbewältigung. Es gibt relativ wenige Abweichungen zum VA. Wegen Umbuchungen, vor allem bei den Abschreibungen, und wegen den höheren Fondseinlagen ist jetzt ein kleines Defizit entstanden – dies trotz höheren Fiskaleinnahmen. Das hat ja Tradition, das ist immer ein wenig so, dass diese nachher höher sind als budgetiert. Der Finanzierungssaldo – das ist ja die wichtigste Kennzahl – ist positiv.

Ich komme zu den Planungserklärungen. Nummer 1 nehmen wir mehrheitlich an. Ein Teil der Fraktion ist kritisch, weil sie findet, dass HRM2 konsequent angewendet werden soll und eine Ausnahme, also ein Zurückgehen auf HRM1, wieder ein Rückschritt wäre. Das wäre ja unnötig restriktiv und unnötiger Druck, den man auf den Finanzhaushalt erzeugen würde. Nummer 2 nehmen wir an.

Bei Nummer 3 haben wir Stimmfreigabe. Wir finden, dass es dem Kanton Bern als grossen Kanton gut ansteht, seine Rechnungslegung nach einem möglichst fortschrittlichen Standard zu machen, und das wäre eben IPSAS. IPSAS auf Deutsch: das internationale Rechnungslegungsstandardmodell für die öffentliche Verwaltung. IPSAS wird in vielen Ländern auf der ganzen Welt sowie auch von zahlreichen internationalen Organisationen – OECD, NATO und UNO – angewendet. Die EU-Kommission führt ihre Rechnung nach IPSAS, ebenso die Eidgenossenschaft, ebenso der Kanton Zürich und, soviel ich weiss, auch andere Kantone. IPSAS ist wichtig für die Transparenz und Vergleichbarkeit von Rechnungsabschlüssen, und es wäre ein Rückschritt, sich wieder von IPSAS abzuwenden.

Die Planungserklärung 4 nehmen wir an, und den Geschäftsbericht insgesamt – wie ich schon gesagt habe – werden wir auch genehmigen.

Johann Ulrich Grädel, Schwarzenbach BE / Huttwil (EDU). 2017 ist passé, an der Rechnung kann man nicht mehr schrauben. Die EDU hat etwas Mühe, dass die Rechnung 2017 erst im November in den Grossen Rat kommt. Von April bis zum Herbst sind die Blätter gefallen und die Millionen auch. Wir haben am Anfang mit einem Gewinn von 49 Mio. Franken gerechnet, und heute haben wir einen Verlust von 5 Mio. Franken oder mit der Abschreibung 9,9 Mio. Franken.

Wir glauben, dass die Rechnung heute immer noch relativ positiv dargestellt ist. Mit der Aufwertung nach HRM2 haben wir nun nicht nur Eigenkapital, sondern in der Zukunft auch grössere Abschreibungen. Zu denken gibt uns, dass die Ausgaben um 462 Mio. Franken höher sind als im VA, also durch eine Zunahme von 4,3 Prozent, während die Einnahmen «nur» 358 Mio. Franken höher sind. Darum haben wir nun das Defizit. Ich will Sie nicht mit mehr Zahlen plagen, Sie haben all diese Zahlen sicher auswendig gelernt.

Was machen wir nun einmal, wenn die Einnahmen zurückgehen und eine Rezession kommt – sicher in den nächsten zwei Jahren nicht? Ich bin sicher, dass wir jetzt in einer guten Zeit leben, wie der Grossratspräsident sie dem Präsidenten des Obergerichts gewünscht hat. Das wünsche ich der Finanzdirektorin auch und uns allen ebenfalls.

Nach dem «versagten» Prüfurteil der FK und gewissen Ungereimtheiten, gibt es bei uns eventuell einige Enthaltungen. Den vier Planungserklärungen stimmen wir zu. Wir danken allen, die an der Rechnung gearbeitet haben, und hoffen auf eine gute Zeit. Danke für Ihre Aufmerksamkeit.

Präsident. Ich gebe der Finanzdirektorin das Wort.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Das Rechnungsergebnis 2017 weist in der Erfolgsrechnung einen knapp negativen Saldo von 5 Mio. Franken aus. Die Nettoinvestitionen liegen mit 465 Mio. Franken knapp 9 Mio. Franken unter dem Budget, und diese Investitionen haben vollständig aus eigenen Mitteln finanziert werden können. Der Finanzierungssaldo beläuft sich auf 4 Mio. Franken, budgetiert war ein Plus von 8 Mio. Franken, und der Selbstfinanzierungsgrad liegt bei 100,9 Prozent. Die Bruttoschuld beträgt rund 8,7 Mrd. Franken und hat sich gegenüber der Rechnung um 229 Mio. Franken verringert. Das heisst, die Schuldenquote II sinkt von 16,6 auf 16,1 Prozent.

Das wären jetzt die nackten Zahlen der Jahresrechnung 2017, aber wir haben es schon aufgrund der vorherigen Voten gehört: Es war ein nicht ganz einfacher Weg, bis diese Zahlen zustande gekommen sind. Ich will das auch gar nicht schönreden. Die Jahresrechnung 2017 des Kantons Bern wurde erstmals nach HRM2 und in Anlehnung an IPSAS erstellt und abgeschlossen. Und im Rahmen der Einführung von HRM2/IPSAS musste das gesamte Regelwerk umgebaut und auch auf die neuen Vorgaben abgestimmt werden. Genauso war es auch mit dem Finanzinformationssystem (FIS). Da gab es auch wichtige Prozesse, die man hinterfragen musste. Hinzu kam auch, dass rund um die Einführung von HRM2/IPSAS die unterschiedlichen Beurteilungen von teilweise sehr komplexen Fachfragen durch Finanzexpertinnen und -experten erfüllt werden mussten, und das war auch nicht immer ganz einfach. Dies alles stellte für alle Beteiligten eine grosse Herausforderung dar, und darum möchte ich an dieser Stelle auch allen Mitarbeitenden der Finanzdienste der Verwaltung herzlich danken für ihr grosses Engagement bei der Einführung von HRM2/IPSAS beziehungsweise im Zusammenhang mit dem Rechnungsabschluss 2017.

Ich habe die Differenz in fachlichen Fragen zwischen den Fachexpertinnen und -experten angesprochen. Diese haben insbesondere auch zwischen der FK und dem Regierungsrat stattgefunden, und es gab Meinungsverschiedenheiten, wir haben es vorhin gehört. Und erst nach einem intensiven, sehr intensiven Austausch mit der FiKo und der FK konnten schliesslich Kompromisslösungen gefunden werden. Ich glaube, man darf schon sagen, dass alle Beteiligten froh sind, denn eine zurückgewiesene Rechnung hilft überhaupt niemandem. Und gestützt auf diesen Austausch wird der Regierungsrat jetzt unter anderem verschiedene Anpassungen im Gesetz über die Steuerung von Finanzen und Leistungen (FLG) und in der FLV vornehmen.

Im Zusammenhang mit der Jahresrechnung 2017 ist mir ein Punkt noch speziell wichtig. Bei den Differenzen zwischen der FK und dem Regierungsrat handelte es sich ausschliesslich um Fragen der buchhalterischen Darstellung der Jahresrechnung und der Bilanz. Es gab zu keinem Zeitpunkt – und das ist wirklich ganz wichtig – Sachverhalte, wo der Kanton finanziell zu Schaden gekommen wäre oder eine Verletzung von Aufgabenkompetenzen stattgefunden hätte. Was die Feststellungen der FK, die zum sogenannten «versagenden» Prüfungsurteil geführt haben, anbelangt, so verzichte ich an

dieser Stelle darauf, im Einzelnen auf diese einzugehen. Aus einer rein finanzpolitischen Sicht scheint es mir aber ganz wichtig, darauf hinzuweisen, dass ohne die nachträglich vorgenommenen Korrekturen in der Jahresrechnung 2017 ein positives Ergebnis resultieren würde. Es ist jetzt also nicht so, dass sich die finanzpolitische Situation im Kanton Bern massiv verschlechtert hat, weil wir jetzt ein negatives Ergebnis haben, und wir deswegen ein Defizit ausweisen – im Gegenteil. Es ist sehr wichtig, einfach auch daran zu denken, wenn man die Rechnung jetzt genehmigt. Der Regierungsrat beurteilt die kurzfristigen finanzpolitischen Aussichten nach wie vor positiv. Ich komme dann noch beim VA und AFP darauf zu sprechen.

Was die vier Planungserklärungen der FiKo zum Geschäftsbericht betrifft, kann ich Ihnen vorab sagen, dass wir diese vonseiten des Regierungsrates positiv beurteilen. Zur Planungserklärung 1: Der Regierungsrat ist froh, dass in der Frage betreffend die Abschreibungsmethodik von Spezialfinanzierungen eine Verständigung mit der FiKo erzielt werden konnte. Die damit verbundenen rechtlichen Anpassungen sind bereits in die Wege geleitet. Darum stimmt der Regierungsrat dieser Planungserklärung Nummer 1 zu.

Was die Planungserklärung 2 anbelangt, so teilt der Regierungsrat die Beurteilung der FiKo, dass unter Berücksichtigung von pragmatischen verwaltungsökonomischen Aspekten eine einvernehmliche Lösung zwischen den Fachexperten und der FK gefunden werden muss, und er unterstützt auch diese Planungserklärung der FiKo.

Zur Planungserklärung 3: Auch diese, das habe ich vorhin schon gesagt, unterstützt der Regierungsrat, und wir unterstützen die Forderung, die gestellt wurde, dass man den Nutzen der Anlehnung des Rechnungslegungsmodells an IPSAS sowie allfällige Folgen einer möglichen Abkehr von IPSAS in der Rechnungslegung prüfen soll. Das werden wir gerne tun. Dagegen verwehren wir uns überhaupt nicht.

Und Planungserklärung 4: Auch dieser stimmt der Regierungsrat zu. Mit der Einführung des Enterprise-Resource-Planning-(ERP)-Systems muss die gesamte Buchhaltung des Konzerns Kanton Bern technisch neu aufgebaut werden. Darum wurden bereits im Rahmen von ERP-Projekten wesentliche Vereinfachungen für den Bereich Buchhaltung erarbeitet. So sollen in Zukunft nicht mehr rund sechzig rechnungsführende Organisationseinheiten eine vollständig in sich geschlossene Buchhaltung mit allen Bestandteilen führen. Stattdessen soll ein einziger Buchungskreis auf Stufe Kanton Bern aufgebaut werden, also eine massive Vereinfachung. Weiter sollen mit dem ERP-System Direktionen als Profitcenter abgebildet werden. Sie führen jetzt jeden Bereich in eigener Kostenrechnung, oder werden das so tun, was dann nachher aus betrieblichen Gründen zwingend gefordert sein wird. Dadurch werden die Aufgaben im Rechnungswesen grundsätzlich vereinfacht. Das ist schon heute klar. Darüber hinaus sollen noch verbleibende komplexe oder arbeitsintensive Aufgaben professionalisiert werden, und darum ist eine Professionalisierung von gewissen Dienstleistungen im Finanz- und Rechnungswesen vorgesehen. Deshalb stimmen wir auch der Planungserklärung 4 zu.

Also, das Fazit: Der Regierungsrat beantragt Ihnen die Genehmigung des Geschäftsberichts und auch die Annahme der vier Planungserklärungen der FiKo.

Präsident. Wünscht die Sprecherin der FiKo noch einmal das Wort? – Das ist nicht der Fall. Dann kommen wir zum Abstimmen. Wir stimmen über die Planungserklärungen einzeln ab. Wer die Planungserklärung 1 annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Planungserklärung FiKo [Stucki, Bern] – Nr. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	125
Nein	14
Enthalten	5

Präsident. Sie haben die Planungserklärung 1 angenommen mit 125 Ja- gegen 14 Nein-Stimmen bei 5 Enthaltungen.

Wir kommen zur Planungserklärung 2. Wer die Planungserklärung 2 annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Planungserklärung FiKo [Stucki, Bern] – Nr. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 144

Nein 0

Enthalten 0

Präsident. Sie haben die Planungserklärung 2 mit 144 Ja- gegen 0 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen angenommen.

Wir kommen zur Planungserklärung 3. Wer die Planungserklärung 3 annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Planungserklärung FiKo [Stucki, Bern] – Nr. 3)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 125

Nein 17

Enthalten 4

Präsident. Sie haben die Planungserklärung 3 mit 125 Ja- gegen 17 Nein-Stimmen bei 4 Enthaltungen angenommen.

Wir kommen zur Planungserklärung 4. Wer die Planungserklärung 4 annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Planungserklärung FiKo [Stucki, Bern] – Nr. 4)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 145

Nein 0

Enthalten 0

Präsident. Sie haben die Planungserklärung 4 mit 145 Ja- gegen 0 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen angenommen.

Wünscht die Sprecherin der FiKo vor der Schlussabstimmung, über die Genehmigung des Geschäftsberichts, noch das Wort? – Das ist nicht der Fall. Wird das Wort sonst noch gewünscht? – Das ist auch nicht der Fall. Dann befinden wir direkt darüber.

Wer den Geschäftsbericht 2017 annehmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Genehmigung mit Planungserklärungen

Ja 125

Nein 7

Enthalten 14

Präsident. Sie haben den Geschäftsbericht 2017 genehmigt mit 125 Ja- gegen 7 Nein-Stimmen bei 14 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.540

Motion 176-2018 Kipfer (Münsingen, EVP)

Finanz- & Rechnungswesen im Kanton Bern vereinfachen: Reorganisation der rechnungsführenden Organisationseinheiten

Geschäft 2018.RRGR.541

Motion 177-2018 Kipfer (Münsingen, EVP)

Finanz- und Rechnungswesen im Kanton Bern vereinfachen: Aufarbeitung des HRM2-Projekts und Definition zukünftiger Standards

Gemeinsame Beratung der Geschäfte 2018.RRGR.540 (Motion 176-2018) und 2018.RRGR.541 (Motion 177-2018).

Präsident. Wir kommen zu den Traktanden 29 und 30, gemeinsame Beratung. Es sind zwei Motionen, die von Grossrat Kipfer eingereicht wurden. Ich gebe dem Motionär das Wort zu diesen zwei Motionen. Grossrat Kipfer, Sie haben das Wort.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Gewisse Punkte haben wir schon diskutiert. Mit diesen Motionen will ich vor allem dem Kanton, der Finanzverwaltung, die Chance geben für Verbesserungen, für Vereinfachungen in diesem Prozess. Diese beiden Motionen entstanden – wie schon erwähnt – eben wirklich in dieser Zeit, als wir sehr viel diskutierten, als wir die Differenzen auf dem Tisch hatten und auch unter dem Eindruck von diesen verschiedenen Schwierigkeiten, die innerhalb der Verwaltung zum Vorschein gekommen sind, sowie unter dem Eindruck, dass eben gewisse Änderungen zögerlich angegangen werden und die «ruhige Hand» eben vielleicht manchmal ein wenig zu ruhig ist. Es gibt aber aus meiner Sicht auch Systemfehler in den ganzen Buchführungsprozessen des Kantons, und darum ist das Anliegen von diesen beiden Motionen – und beide Motionen nehmen noch keine Resultate vorweg – wirklich, in die Prozesse hineinzuschauen und konkret bei der einen Motion, das Aufarbeiten der Einführung des HRM2-Prozesses. Was ist dort gut gegangen? Wo waren die Schwierigkeiten? Und vor allem: Was können wir für das nächste grössere Projekt, das auf dem Tisch ist – die Einführung des ERP-Programms – lernen, damit wir dort wirklich die richtigen Massnahmen, die richtigen Schlüsse daraus ziehen? Das Zweite ist das Hinschauen auf die ganzen Buchführungsprozesse im Kanton Bern, bei allen Direktionen, also über die Direktionen hinweg: Wer macht wann was? Wer hat wann was zu sagen? Braucht es vielleicht die eine oder andere bessere Weisungsbefugnis, welche die FIN angehen kann? – Solche Fragen sind auf dem Tisch und müssen ganz bewusst angegangen werden. Mit dazu gehört auch die Frage, die wir vorher schon mit den Planungserklärungen andiskutiert haben: Auf welchem Level wollen wir eigentlich spielen? HRM2/IPSAS – was ist sinnvoll für unseren Kanton?

Der Regierungsrat scheint diesen Handlungsbedarf erkannt zu haben. Einfach der Eindruck, dass es etwas zögerlich vorwärtsgeht, bleibt bei mir bestehen. Damit hat auch die Antwort der Regierung zu tun. Ich wage es nun so zu sagen: «Postulat» ist von mir aus gesehen die dümmste Antwort, die man hat geben können. Man hätte auch sagen können: Es ist eine Richtlinienmotion. Wir sind selber zuständig für diese Prozesse. Man hätte auch sagen können: Okay, wir sind dran. Gewisse Sachen könnte man abschreiben. Aber «Postulat»! Noch einmal dahinter gehen, noch einmal prüfen? Ich habe das Gefühl, diese Sachen sind auf dem Tisch. Jetzt muss man diese Sachen wirklich intensiv anschauen und dann Vorschläge machen, die zum Teil schon vorhanden sind, aber diese Vorschläge wirklich durchziehen und die Verbesserung in den ganzen Buchführungsprozessen anstreben, in der ganzen Finanzverwaltung, und da spreche ich nicht nur von der FIN. Es ist übergreifend, wie gewisse Prozesse im Kanton laufen, und es lohnt sich eben, dort hinzuschauen, damit wir in Zukunft besser aufgestellt sein können.

Ich habe auch nicht eine Parlamentarische Untersuchungskommission (PUK) gefordert, ich habe nicht eine externe Untersuchung gefordert. Ich habe ganz bewusst gesagt: Schauen Sie hin, das sind die Schwerpunkte, wo es sich eben lohnt, hinzuschauen. Ich habe eigentlich gesagt: Machen Sie das selber. Also ist es nicht irgendwie extern gefordert. Es braucht vielleicht den einen oder anderen, wie wir es jetzt schon erlebt haben, im Tiefbauamt des Kantons Bern (TBA) und in den Ämtern. Man hat

externe Fachpersonen beiziehen müssen. Ja, das darf man. Aber ich habe das nicht in diesem Sinne gefordert. Und in diesem Sinne, um wirklich konkret zu werden, möchte ich Sie bitten, diese Motionen als Motionen zu überweisen und so zu weiteren Schritten für eine Verbesserung und auch zu einer Vereinfachung in den Prozessen der kantonalen Buchführung beizutragen.

Präsident. Gibt es Fraktionserklärungen zu diesen zwei Motionen? – Für die SVP-Fraktion hat Grossrätin Amstutz das Wort.

Madeleine Amstutz, Schwanden Sigriswil (SVP). Diese zwei Motionen, die hier gemeinsam beraten werden, wollen das Finanz- und Rechnungswesen im Kanton Bern vereinfachen. Zur Reorganisation der rechnungsführenden Organisationseinheiten zuerst: Durch Anpassungen sollten Synergien, Zeit und Geld gespart werden. Wir haben ja jetzt die erste Jahresrechnung nach HRM2 und IPSAS genehmigt, und es macht Sinn, dass wir aus den Erfahrungen lernen.

Bei der zweiten Motion geht es um die Aufarbeitung des HRM2-Projekts und die Definitionen von zukünftigen Standards. Dass es bei der Umsetzung von HRM2 beim Kanton Bern nicht nur um Verzögerungen gegangen ist, sondern auch Differenzpunkte gegeben hat, das haben wir heute schon gehört und das ist auch bekannt. Darum haben wir auch Handlungsbedarf. Die Motion will die Aufarbeitung des Projekts nach der Einführung. Bei der Organisation, den Prozessen und auch den Strukturen gibt es Optimierungspotenzial. Bei Punkten mit unterschiedlichen Haltungen sind Standarddefinitionen zu klären. Deshalb wird die SVP-Fraktion diese Motionen ohne Gegenstimmen unterstützen, und ich bitte Sie auch, das als Motion zu unterstützen.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP). Die Antwort der Regierung auf die beiden Vorstösse ist in dem Sinne speziell, insofern als die Regierung eigentlich in allen Punkten gleicher Meinung ist wie die Motionäre. Das ist ja nicht ganz immer der Fall. Also kann man einmal sagen: Das ist sehr positiv. Es wollen alle in die gleiche Richtung gehen. Jetzt ist einfach noch die Frage: Wie gehen wir in die gleiche Richtung? Da gibt es zwei Modelle. Das eine Modell verlangt die Motion, dass man all die Probleme aufarbeitet, die sich hier ergeben haben, nachher Bericht erstattet. Anschliessend wird dieser hier diskutiert, und danach kann man es umsetzen. Das Modell, das die Regierung vorschlägt, ist, dass sie sagt, man habe ja die strittigen Punkte erkannt, man gehe in die gleiche Richtung, sei aber der Meinung, man wolle nun die Ressourcen darauf konzentrieren, diese Probleme anzugehen und sich nicht darauf konzentrieren, einen Bericht zu machen, verbunden mit den entsprechenden Zeitverlusten, die das natürlich auf der Zeitachse bedeuten würde, wenn man sequentiell zuerst einen Bericht machen und die entsprechenden Erkenntnisse nachher umsetzen würde.

Die FDP-Fraktion ist hier auf der pragmatischen Linie des Regierungsrates und empfiehlt Ihnen, die beiden Motionen als Postulate zu überweisen. Wenn Sie die Stichworte in diesen beiden Vorstössen anschauen, um welche Fragen geht es: Es geht um die Weisungsbefugnis der FIN im Finanz- und Rechnungswesen. Es geht um die dezentrale/zentrale Struktur der Rechnungsführung. Es geht um die Kompetenz der Mitarbeitenden sowie der Skills und Grades auf allen Stufen. Es geht um die finanzielle Führung mittels Betriebsbuchhaltung, Standarddefinitionen in der Buchführung IPSAS/HRM2. Wenn wir all diese Stichworte betrachten: Dies sind ganz wichtige Fragen, aber es sind nicht politische Fragen, sondern finanztechnische Fragen. Daher ist aus unserer Sicht der Grosse Rat nicht das geeignete Gremium, um im Rahmen einer zweistündigen Debatte all diese finanztechnischen Begriffe rückwärts und vorwärts zu buchstabieren und dort zu probieren, sinnvolle Lösungen zu entwickeln.

Wir haben jetzt im Rahmen des Geschäftsberichts 2017 – glaube ich – auf eine gute Art und Weise zwischen Regierung, FIN und FiKo zusammenarbeiten können. Wir sind uns von der Stossrichtung her im Klaren und sind uns einig. Und aus unserer Sicht ist es effizient und zielführend, wenn man diesen Prozess weiterführt, wenn die FiKo, wie in den letzten Monaten, die Regierung eng begleitet, mit ihr in Diskussion ist. Wir denken, dass wir auf diese Art und Weise, auf eine pragmatische Art und Weise rasch zu einem guten Ergebnis kommen. Dort, wo es um wirklich politische Fragen geht, dort hat die FIN vor Kurzem das Gesetz über Finanzen und Leistungen (FLG) in die externe Vernehmlassung geschickt. Dort ist es wichtig, dass sich die Parteien und damit auch die Fraktionen äussern können. Aber bei diesen finanztechnischen Fragen hier, ist aus unserer Sicht das Parlament nicht der stufengerechte Gesprächspartner. Darum unsere Empfehlung: Überweisung von beiden Vorstössen als Postulat.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Wyrsch das Wort.

Daniel Wyrsch, Jegenstorf (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt grundsätzlich HRM2 und die effektive Abbildung von «True and Fair». Mit dem Abschluss des Geschäftsberichts 2017 hat sich ja gezeigt, dass noch viele Fragen offen sind. Es gibt viele fachliche Meinungsverschiedenheiten zwischen der Verwaltung und der Finanzkontrolle. All diese Fragen müssen zwingend geklärt werden, möglichst schnell.

Auch kann man sich fragen, wie genau eine Buchhaltung sein muss. Wenn ich also an die Diskussion mit den Strassen denke, wenn man unterscheiden will bei Unterbau, Mittelbau und Oberbau mit unterschiedlicher Abschreibung, und die ganzen Strassen sind noch auf irgendeinem Boden, der auch noch irgendeinen Preis haben sollte, muss man schon fragen, was da genau Sinn macht.

Für uns ist es wichtig, dass man alle solchen Fragen klärt, und zwar möglichst schnell, bevor man mit dem Enterprise-Resource-Planning(-ERP)-Projekt weiterfährt oder es richtig aufgleist, weil das ERP-Projekt ja das FIS ablösen soll und das möglichst schnell gehen sollte. Also müssten auch diese Fragen möglichst schnell geklärt werden.

In diesem Zusammenhang ist für die SP auch wichtig, dass man die Buchhaltung gesamthaft vereinfacht und nicht mehr sechzig rechnungsführende Organisationen hat. Auch hier sollte man vermehrt zentralisieren, genau wie man es auch sonst in der Informatik im Kanton probiert.

Für all die wichtigen Abklärungen unterstützen wir die beiden Motionen und sind gespannt, welches Ergebnis schlussendlich herauskommen wird.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Wir unterstützen als grüne Fraktion das Anliegen von Grossrat Kipfer. Es scheint uns richtig und wichtig, dass diese Punkte hier auf dem Tisch sind und dass wir genau hinschauen und die Regierung auch eng begleiten.

Ich nehme es aber vorweg: Die Fraktion der Grünen ist der Meinung, das könne man in Form eines Postulats auch machen. Uns ist es zwar einerseits wichtig, dass es eine Verbindlichkeit gibt. Das würde dafür sprechen, das auch als Motion zu überweisen. Das sehen wir durchaus, und ich weiss auch nicht genau, wie die Fraktion dann im Einzelnen abstimmt, wenn es nicht gewandelt wird. Andererseits: Wenn man jetzt Punkt für Punkt von diesen beiden Motionen anschaut, sind wir nicht ganz überzeugt, dass die buchstabengetreue Umsetzung dieser Motionen der schnellste Weg ist, um zum Ziel zu kommen, das wir – glaube ich – gemeinsam haben. Wenn Sie also lesen, dass man einen neuen Bericht machen muss, eine Aufarbeitung der Vergangenheit, dann macht das insofern Sinn, als wir daraus Lehren für das ziehen, was jetzt gerade ansteht. Nicht in unserem Sinne ist aber, wenn man jetzt zwei Jahre braucht, um diesen Bericht zu machen, dann Schlussfolgerungen zieht und dann in zwei Jahren anpackt.

Die Regierung, die Frau Simon, hat ja selber gesagt, man sei jetzt daran, weil man jetzt nicht mehr die sechzig rechnungsführenden Einheiten wolle, sondern eine Zentralisierung. Also: Eigentlich ist man bereits an der Umsetzung. Daher sind wir ein wenig unglücklich, wenn man an der Motion festhält, weil sie uns nicht in allen Punkten hundertprozentig überzeugt, und eine Motion hat trotzdem eine Verbindlichkeit. Daher kann man ja dann nicht gut sagen: Nein, also sonst muss man punktweise abstimmen. Aber das nützt hier, glaube ich, auch nicht wirklich. Denn die einen detaillierten Punkte sind ja in den Unterpunkten der Punkte drin, wenn ich es noch formulieren kann. Daher wären wir eigentlich der Meinung: Ein verbindlicher Auftrag in Postulatsform, vielleicht sogar einstimmig, von diesem Grossen Rat könnte ein genügend starkes Signal geben. Wie gesagt: Ob dann die Motion unterstützt wird? – Das kann sein, aber da warten wir jetzt noch die Debatte ab.

Peter Gerber, Schüpfen (BDP). Als Gemeindepräsident habe ich HRM2 in Schlüpfen vom Start bis zum ersten Rechnungsabschluss begleitet. Das sind umfangreiche, komplexe Projekte. Jetzt bin ich aber froh, dass man es abgeschlossen hat, insbesondere, weil man von grossen Fehlern gesprochen hat. Und als ich es analysiert habe, waren es genau 0,5 Prozent Differenz.

Ich habe als Gemeindepräsident gelernt, dass man manchmal etwas einfach abschliessen und nach vorne schauen muss. Nach vorne schauen, wenn man die Chance hat, bei Projekten wie ERP die Prozesse zu den Ressourcen anzuschauen.

Ich bitte Sie darum, unsere Ressourcen für das ERP-Projekt einzusetzen. Mit dem ERP-Projekt haben wir nämlich ab dem Start dieser Finanzprozesse bis zu deren Abschluss die Chance, es besser zu machen. Die BDP macht es darum wie die Regierung: einstimmig, Annahme als Postulat.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Um vorwärts zu schauen und es besser zu machen, ist es eben wichtig, dass man auch aus den Punkten, die vielleicht nicht optimal gelaufen sind, lernt und entsprechend Massnahmen vorschlägt. Das ist das, was diese zwei Motionen hier tun. Beide

sagen: Diese Punkte aufarbeiten und Verbesserungsmassnahmen vorschlagen. Das ist eine sehr pragmatische Formulierung. Da braucht man nicht ein Postulat zu überweisen. Das muss man nicht prüfen, sondern man muss es tun, eben beim Vorwärtsschauen auch rückwärts schauen und allfällige Verbesserungsmassnahmen vorschlagen.

Es ist wichtig, dass wir hier der Regierung verbindlich sagen, wie sie es jetzt tun soll und dass sie uns nachher auch Bericht erstatten soll. Das muss nicht ein 250-seitiger Bericht sein, das habe ich letzte Woche schon gesagt. Eine Kurzversion hat sogar noch die Chance, dass sie besser gelesen wird. Wir erwarten, dass uns diese Massnahmen hier möglichst konkret vorgelegt werden und man uns im Grossen Rat sagt, wie man besser machen will, was jetzt nicht ordnungsgemäss gelaufen ist. Deshalb unterstützt die EVP selbstverständlich die Motionen und bittet Sie, es auch so zu handhaben.

Präsident. Ich gebe das Wort der Finanzdirektorin.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Es wurde schon gesagt: Der Regierungsrat beantragt Ihnen, die zwei Motionen als Postulate zu überweisen. Weshalb? Das haben Sie eigentlich auch lesen können, aber es ist so Tradition, dass man halt – trotz meiner schlechten Stimme – bei einer Ablehnung der Motion und Annahme als Postulat noch gewisse Erläuterungen persönlich abgibt, wenn man eben Differenzen hat.

Wie ich schon anlässlich der Jahresrechnung gesagt habe, hat neben der verhältnismässig langen Dauer der Umsetzung von HRM2/IPSAS insbesondere die fachliche Komplexität des Projekts sehr grosse Herausforderungen an alle Beteiligten gestellt. Gestützt auf die gemachten Erfahrungen und insbesondere mit Blick auf den jetzt anstehenden zweiten Jahresabschluss 2018 nach HRM2/IPSAS wurden verschiedene Verbesserungs- und Optimierungsmassnahmen eingeleitet oder schon umgesetzt. Und als Folge der unabhängigen Prüfung der Informatik im Kanton Bern sollen im Rahmen des ERP-Projekts die Konzernapplikationen FIS – das ist das Finanzinformationssystem – und PERSIS-KA – das ist das Personalinformationssystem – per 2023 abgelöst werden.

Dabei soll die gesamte Buchhaltung des Konzerns Kanton Bern technisch neu aufgebaut und auch vereinfacht werden. Bereits im Rahmen der jetzt laufenden Konzeptphase richtet sich die Konzeption in erster Linie nach Optimierungs- und Standardisierungsmöglichkeiten in Bezug auf die bestehenden Prozesse. Das Finanz- und Rechnungswesen soll vereinfacht werden. Die vielen einzelnen Buchungsstellen sollen standardisiert und zentralisiert werden, ich habe es vorhin schon gesagt. Komplexe und arbeitsintensive Arbeiten sollen professionalisiert und auch gebündelt werden – und zwar sinnvoll gebündelt werden. Auch das betriebliche Rechnungswesen soll vereinfacht werden, und dadurch werden die Aufgaben transparenter und grundsätzlich auch einfacher, das darf man auch so festhalten.

Der Zentralisierungsgedanke im Finanz- und Rechnungswesen ist nicht neu, und bereits heute haben einzelne Direktionen verschiedene Aufgabenbereiche zentralisiert. Aus Sicht des Regierungsrates bindet eine umfassende Analyse des Projekts HRM2/IPSAS, allenfalls unter Beizug von externen Experten, in der Verwaltung erhebliche Ressourcen, und genau diese stehen aktuell nicht zur Verfügung, gerade im Hinblick auf die laufenden Projekte. Der Regierungsrat vertritt deshalb die Meinung, dass sowohl die bereits eingeleiteten Optimierungs- und Verbesserungsmassnahmen als auch die mittel- und langfristig geplanten Vereinfachungen im Finanz- und Rechnungswesen mit hoher Priorität fortgesetzt werden sollen. Und die vorhandenen Ressourcen sollen vollumfänglich in die Gestaltung der zukünftigen Lösung, insbesondere bei der Umsetzung des ERP-Projekts genutzt werden. Deswegen stellt Ihnen der Regierungsrat heute den Antrag, die zwei Motionen als Postulate anzunehmen – nicht zuletzt auch darum, weil der Regierungsrat heute bereits in engem Austausch mit der FiKo steht, ständig informiert und regelmässig über den Projektstand Auskunft gibt. Die Fortführung dieser Praxis scheint dem Regierungsrat der zielführende Weg, und wir beantragen daher die Annahme als Postulat.

Präsident. Ich gebe das Wort noch einmal dem Motionär, Grossrat Kipfer.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Wenn ich das Votum zusammenfasse, dann muss ich sagen: Wir geben Vollgas für die Zukunft, aber schauen nicht, wohin wir gehen wollen. Und genau das ist meine Absicht: zuerst hinschauen. Da gibt es nichts mehr zu prüfen. Was wollen Sie mit einem Postulat? Meine Motion ist offen formuliert. Es sind einzelne Punkte aufgelistet, in welchen es heisst, dort solle man hinschauen, Massnahmen vorschlagen. Es ist keine einzige konkrete Geschichte drin, sondern der Auftrag ist es, hinzuschauen, Verbesserungen vorzuschlagen. Und der zweite Punkt: Bericht: Es

steht «Bericht erstatten», und das kann auf verschiedene Art passieren. Wenn es nachher zu einer Verordnungsänderung kommt, dann kommt es zu einem Konsultationsverfahren. Das ist eine Berichterstattung. Wenn es zu einer Gesetzesänderung kommt, ist das eine Berichterstattung. Aber es würde Sinn machen, danach beim Abschluss dieses Verfahrens, dem Grossen Rat einen kurzen Bericht über das ganze Verfahren darzulegen.

Also: Motion. Unterstützen Sie sie. Dann können wir konkret dahinter- und diese Sachen angehen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Der Motionär hält an der Motion fest. Wir stimmen zuerst über die Motion «Finanz- & Rechnungswesen im Kanton Bern vereinfachen: Reorganisation der rechnungsführenden Organisationseinheiten» ab. Es handelt sich um das Traktandum 29, damit es für alle klar ist. Wer diese Motion annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2018.RRGR.540; Motion 176-2018)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 116

Nein 25

Enthalten 3

Präsident. Sie haben die Motion angenommen mit 116 Ja- gegen 25 Nein-Stimmen bei 3 Enthaltungen.

Wir kommen zum Traktandum 30, «Finanz- und Rechnungswesen im Kanton Bern vereinfachen: Aufarbeitung des HRM2-Projekts und Definition zukünftiger Standards». Wer dieser Motion zustimmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2018.RRGR.541; Motion 177-2018)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 112

Nein 26

Enthalten 3

Präsident. Sie haben auch diese Motion angenommen mit 112 Ja- gegen 26 Nein-Stimmen bei 3 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.618

Bericht der Justizkommission zum Geschäftsbericht 2017 der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft

Präsident. Das Traktandum 31 wurde als integraler Bestandteil des Geschäftsberichts beraten. Ich habe es dort unterlassen, über den Bericht der JuKo abstimmen zu lassen. Ich nehme an, es gebe keine weiteren Wortmeldungen und ich könne direkt zur Abstimmung kommen. – Das ist der Fall. Wir stimmen über den Bericht der JuKo zum Geschäftsbericht 2017 ab. Das entspricht dem Traktandum 31. Wer diesem Geschäftsbericht zustimmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Kenntnisnahme

Ja 144

Nein 0

Enthalten 0

Präsident. Sie haben diesen Geschäftsbericht mit 144 Ja- gegen 0 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen zur Kenntnis genommen und genehmigt.

Ich begrüsse noch zusätzlich den Vorsitzenden der Justizleitung, Thomas Müller. Herzlich willkommen.

Geschäft 2018.RRGR.55

Voranschlag / Aufgaben-/Finanzplan

Voranschlag 2019 (Gesamtstaat und Justiz) des Kantons Bern

Geschäft 2018.RRGR.55

Voranschlag / Aufgaben-/Finanzplan

Aufgaben-/Finanzplan 2020–2022 (Gesamtstaat und Justiz) des Kantons Bern

Gemeinsame Beratung der Traktanden 32 (VA: Geschäft 2018.RRGR.55) und 33 (AFP: Geschäft 2018.RRGR.55).

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 32, dem Voranschlag (VA) 2019, und zum Traktandum 33, dem Aufgaben- und Finanzplan (AFP) 2020–2022. Wir führen eine gemeinsame Debatte über alle diese Geschäfte. Es ist so, dass die vorliegenden Anträge zum VA und zum AFP getrennt sind. Der Präsident der FiKo und ich haben mit dem Büro beschlossen, dass wir nach dem Ablauf und der Version 5 der Änderungsanträge vorgehen. Das heisst, wir beraten gemeinsam, aber wir stimmen nacher separat ab. Zudem tun wir dies auch nicht unmittelbar, weil es sonst Differenzen geben könnte. Also: Wir gehen dann genau nach der Vorgabe in der Version 5, die Sie erhalten haben, vor und stimmen über die Planungserklärungen und Anträge getrennt nach VA und AFP ab. Ist dies für alle klar? – Jeder Antragsteller und jede Antragstellerin erhält das Wort zu ihren Anträgen, und dann folgen ordentlich die Kommission, die Fraktionen und die Einzelsprecher. Ist der Ablauf dieser Voranschlagsdebatte klar? – Das ist der Fall. Dann starten wir mit der Grundsatzdebatte. Ich gebe dem Kommissionspräsidenten der FiKo, Grossrat Bichsel, das Wort.

Eintretens- und Grundsatzdebatte

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Der VA 2019 sowie der AFP 2020–2022, die uns hier zur Genehmigung vorliegen, sind im Zahlenwerk ausgeglichen und weisen in sämtlichen Jahren Ertragsüberschüsse und positive Finanzierungssaldi aus. Die Vorberatung des VA 2019 in der FiKo verlief in diesem Jahr deutlich weniger kontrovers als im Vorjahr, als wir bekanntlich das Entlastungspaket (EP) 2018 berieten.

In der regierungsrätlichen Vorlage werden in der Erfolgsrechnung ein Ertragsüberschuss von 88 Mio. Franken und ein Finanzierungssaldo von 7 Mio. Franken ausgewiesen. Damit fallen die wichtigsten Kennzahlen solide aus, insbesondere auch im Vergleich zu den folgenden Planjahren. Unter Berücksichtigung der Kompensation des Aufwandüberschusses der Rechnung 2017 verringert sich dann der

Ertragsüberschuss des VA 2019 auf neu 78,2 Mio. Franken. Die Korrektur entspricht dem Antrag 1 der FiKo, der Ihnen vorliegt.

Eine zweite Anpassung wird nun, nach dem gestrigen Abstimmungssonntag zur Revision 2019 des Steuergesetzes (StG), nötig. Diese wird zur Folge haben, dass wir im VA 2019 in der Erfolgsrechnung eine Besserstellung von 45 Mio. Franken im Steuerertrag zu verzeichnen haben. Dies entspricht dem Eventualantrag, der jetzt zu einem richtigen Antrag wird. Er wird vor der Abstimmung 3a eingeschoben und liegt Ihnen ebenfalls schriftlich vor.

Die verfassungsmässigen Vorgaben der Schuldenbremsen – sowohl bei der Erfolgs- als auch bei der Investitionsrechnung – sind mit dem vorliegenden VA inklusive der genannten Korrekturen eingehalten. Aus Sicht der FiKo-Mehrheit steht einer Genehmigung nichts im Wege.

Mehr zu diskutieren in der FiKo gab hingegen der AFP. Die Regierung weist auf verschiedene Vorhaben und Entwicklungen hin, die in den nächsten Jahren grosse finanzielle Auswirkungen auf den Finanzhaushalt im Kanton Bern haben können. Diese betreffen einerseits die Einnahmenseite. Stichworte dazu sind die StG-Revision 2019, die jetzt hinfällig geworden ist, wobei aber die nächste Frage ist, wie wir die Bundessteuervorlage, die sogenannte Steuervorlage 17 (SV17) umsetzen. Wie gehen wir mit Ertragsausfällen aus dem Nationalen Finanzausgleich (NFA) um? Das wäre die Einnahmenseite, und auf der Ausgabenseite haben wir, bedingt durch den erhöhten Investitionsbedarf, ab dem Jahr 2022 grosse Einflüsse.

Im AFP fällt auf, dass der Finanzierungssaldo in den Jahren 2020 und 2021 de facto 0 Franken beträgt und dass sich hier der Finanzhaushalt trotz der finanziellen Entlastung aufgrund des im vergangenen Jahr beschlossenen EP weiterhin in einem labilen Gleichgewicht befindet. Das ändert sich grundsätzlich auch nicht durch die gestern abgelehnte StG-Revision. Sie bringt zwar vorübergehend eine Verbesserung der Resultate und gibt uns zumindest etwas Luft, um Ertragsausfälle aus dem NFA aufzufangen. Doch dies ändert an der grundsätzlichen Ausgangslage nichts.

Die Eintretenswahrscheinlichkeit der meisten dieser vorgenannten Vorhaben ist gross, und die Auswirkungen sind in der Summe stark saldoverschlechternd und damit negativ. Der Regierungsrat hat grösstenteils darauf verzichtet, diese Auswirkungen im Zahlenwerk abzubilden. Dies führt dazu, dass die Vorbehalte seitens der FiKo gegenüber den ausgewiesenen Zahlen noch etwas grösser sind als in den Vorjahren. In der FiKo haben die vielen Unsicherheiten und nicht berücksichtigten Entwicklungen zur Frage geführt, nach welchen Kriterien der Regierungsrat Vorhaben im Zahlenwerk berücksichtigt oder eben nicht. Weil der Grosse Rat, wir hier im Saal, den AFP ja nicht nur zur Kenntnis nehmen, sondern ihn sogar genehmigen, hat sich auch die Frage gestellt, welche Verantwortung die FiKo und der Grosse Rat mit ihrer Zustimmung zu übernehmen haben.

Die FiKo hat ein gewisses Verständnis dafür, dass sich die Regierung in ihrer neuen personellen Zusammensetzung jetzt, ab Herbst dieses Jahres, wirklich mit den finanzpolitischen Herausforderungen auseinandersetzt, in dieser sogenannten «Spur 2». Die FiKo erwartet aber auch für den Planungsprozess 2019 eine klare Positionierung des Regierungsrates und fordert ihn auch auf, die FiKo angemessen in die Arbeiten einzubeziehen.

In der weiteren Beratung in der FiKo wurden zwei Punkte aufgegriffen, mit denen sich die Kommission in der Vorberatung schwergewichtig auseinandergesetzt hat. Das ist einerseits die Definition «Zentralverwaltung versus Dezentrale Verwaltung» und andererseits der Umgang mit dem Teuerungsausgleich des Personals im Zahlenwerk der Planjahre. Ich werde im Rahmen der Detailberatung auf diese beiden Punkte zurückkommen. Danke für die Aufmerksamkeit.

Präsident. Für die FiKo-Minderheit gebe ich das Wort Grossrätin Stucki.

Béatrice Stucki, Bern (SP), Kommissionssprecherin der FiKo-Minderheit. Die Minderheit der FiKo lehnt den VA und auch den AFP ab und zwar aus verschiedenen Gründen. Ein Grund sind die Sparmassnahmen, die heute vor einem Jahr getroffen wurden, um diese Steuersenkung zu finanzieren, und das Abstimmungsergebnis zur Änderung des StG von gestern bestätigt uns dies. Es ist halt so, es wird so wahrgenommen, auch wenn diese Formulierung vielen von Ihnen nicht gefällt. Mit dem VA 2019 und dem AFP sollen jetzt die Sparmassnahmen umgesetzt werden, die wir in dieser Debatte vor einem Jahr abgelehnt haben und das auch weiterhin tun.

Zwei weitere Gründe betreffen neue Massnahmen hier in diesem Paket; es sind Personal- und Lohnmassnahmen. Die Minderheit der FiKo lehnt die Umsetzung der Planungserklärung Brönnimann ab, also den geplanten Personalabbau, egal ob «nur» in der Zentralverwaltung oder auch in der dezentralen Verwaltung. Wir teilen die Meinung nicht, in der Verwaltung sei so viel Luft enthalten, dass Personal abgebaut werden kann. Wir sind überzeugt, dass die verschiedenen Direktionen ihre Stellenetats

selbst im Griff haben, im Griff haben müssen, und dazu braucht es kein Parlament, keine Interventionen eines Parlaments.

Ebenso sind wir nicht damit einverstanden, dass der Regierungsrat die Steigerung der Lohnsumme für das nächste Jahr von 1,8 Prozent auf 1,5 Prozent kürzt. Der Kanton Bern steht punkto Anstellungsbedingungen im interkantonalen Vergleich nicht gut da. Wenn wir wettbewerbsfähig bleiben und gute Mitarbeitende oder Lehrpersonen behalten wollen, dann dürfen wir nicht aufhören, die Lohnkurve wie geplant anzuheben.

Auch der VA ist aus unserer Sicht unvollständig, weil er weder diesen Personalabbau noch die Steueranlage 2017 des Bundes abbildet. Aus den eben erwähnten Gründen lehnen wir sowohl den VA – ich wiederhole es – als auch den AFP ab und in der Konsequenz natürlich ebenso die Planungserklärung 5.2a. Hier unterstützen wir den Minderheitsantrag, und wir werden auch die Planungserklärung 5.3 unterstützen.

Präsident. Nun gebe ich der Präsidentin der JuKo das Wort, Grossrätin Gygax.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (BDP), Kommissionspräsidentin der JuKo. Zum VA 2019 und zum AFP 2020–2022 der Justiz: Diese beiden Zahlenwerke präsentieren sich in dieser Form auch bei der Justiz zum ersten Mal im Rahmen des HRM2. Ich erlaube mir, wie bereits in den letzten paar Jahren, gerade zu beiden Traktanden zu sprechen. Wie Sie im Bericht haben lesen können, stützt sich die JuKo bei der Vorberatung auf die Dokumentation der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft zum VA 2019 und auf die vertieften mündlichen Erläuterungen der Justizleitung dazu. Zusätzlich dient auch der Vortrag des Regierungsrates als Grundlage für diese Finanzdiskussion. Die JuKo weist im vorliegenden Bericht im Besonderen auf vier Schwerpunkte hin, die den vorliegenden VA, aber auch die Finanzen in den nächsten Jahren bei der Justiz, beeinflussen werden. Neuerungen und Änderungen bei der Bundesgesetzgebung werden für unsere bernische Justiz herausfordernd sein und haben zusätzliche Auswirkungen beziehungsweise Kostenfolgen, die nur schwer abschätzbar sind. Namentlich gilt dies für die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs, insbesondere für die Kosten für die Telefonüberwachung, und auch für die Umsetzung der Ausschaffungsinitiative. Gerade im Zusammenhang mit der Ausschaffung werden Mehrkosten erwartet, weil sich Betroffene im Strafverfahren sicher stärker wehren werden, da eine Landesverweisung riskiert wird. In der Kostentendenz bereits klar erkennbare Auswirkungen hat auch das neue Vorsorge- und Unterhaltsrecht. Die Erfahrungen aus der letzten Zeit haben gezeigt, dass aufgrund von Rechtsunsicherheit vermehrt strittige Scheidungen und weniger Konventionalscheidungen stattfinden. Auswirkungen hat dies sowohl auf die Schlichtungsbehörden als auch auf die Gerichte. Weitere Kosten sind wahrscheinlich in den nächsten Jahren im Zusammenhang mit den Bestrebungen zur Einführung des elektronischen Dossiers zu erwarten.

Die grosse Herausforderung in diesem Bereich ist aber sicher die Zusammenarbeit mit den verschiedenen Behörden auf Gemeinde-, Kantons- und Bundesebene. Die Bernische Justiz bemüht sich besonders um eine gesamtschweizerische Lösung und um die Definition und Harmonisierung von entsprechenden Standards mit allen Beteiligten.

Im Jahr 2018 sind die Erträge im Bereich Sachaufwand und Entgelte aus vielfältigen Gründen erheblich geringer ausgefallen als es noch im Jahr 2017 der Fall war. Namentlich wegen den zahlenmässig steigenden Verfahren mit unentgeltlicher Rechtspflege und der sinkenden Zahlungsfähigkeit der Prozessparteien rechnet die Justiz hier mit sinkenden Zahlen und korrigiert die Sachaufwendungen und Entgelte im VA entsprechend gegen unten. In der Personalfrage steigen die damit verbundenen Personalkosten im Vergleich zum Vorjahr um rund 3 Prozent. Gemäss Angaben der Justizleitung ist dies in erster Linie eine Folge von befristeten Stellen im Speziellen zur Entlastung der Staatsanwaltschaft und des allgemeinen Lohnsummenwachstums. Insgesamt wird aber bei den Vollzeitstellen ein konstantes beziehungsweise mittelfristig infolge der auslaufenden befristeten Stellen ein eher leicht sinkendes Niveau erwartet.

Ein letzter Punkt, den die JuKo interessiert verfolgt, betrifft die Ausgaben in der Investitionsrechnung zum Projekt NeVo, die Abkürzung für «Neue Vorgangsbearbeitung», das von der Staatsanwaltschaft mit der Kantonspolizei eingeführt und bei der Staatsanwaltschaft das Geschäftsverwaltungssystem Tribuna ablösen wird. Gemäss Auskunft der Justizleitung ist dieses Projekt insgesamt auf Kurs.

Eine neue Form von Kriminalität, welche die Bernische Justiz verstärkt herausfordern und belasten wird, ist die digitale Kriminalität. Projekte und Vorarbeiten für den richtigen Umgang mit Cybercrime sind entsprechend im Gang. Was dies personalmässig bedeutet, dazu liegen noch keine Antworten bereit. Die JuKo wird dieses Thema aber weiterhin beobachten, begleiten und prüfen.

Ich komme zum Schluss: Die JuKo beantragt dem Grossen Rat einstimmig, den VA 2019 und auch den AFP 2020–2022 zu genehmigen, verbunden mit dem Dank an die Justizleitung für die transparente Zusammenarbeit im Zusammenhang mit der Erarbeitung dieses VA und des AFP sowie für den offenen und differenzierten Dialog in diesem ganzen Prozess. Ihnen im Saal danke ich fürs Zuhören.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprecherinnen und -sprechern. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion: Grossrätin Marti.

Ursula Marti, Bern (SP). Gestern hat die Finanzpolitik der Regierung und der bürgerlichen Mehrheit des Grossen Rates Schiffbruch erlitten. Das Berner Volk hat einmal mehr gezeigt, dass es nicht bereit ist, Unternehmenssteuersenkungen zum Preis von Leistungsabbau bei der Bildung, bei der Spitex, bei anderen Gesundheitsdienstleistungen, bei der sozialen Sicherheit und bei den Prämienvverbilligungen hinzunehmen. Das Berner Volk ist nicht bereit, den Steuerwettbewerb zwischen den Kantonen weiter anzuhetzen: Es hat korrigierend eingegriffen. Das ist ein wichtiges Signal, auch an andere Kantone.

Die gestrige Reaktion der Finanzdirektorin hat mir etwas zu denken gegeben. Die Aussage, «Bern ist nun als Wirtschaftsstandort weniger attraktiv», befremdet mich. Es wäre doch die Aufgabe der Regierung, dem Entscheid des Volkes Respekt zu zollen, Verständnis und Einsicht zu zeigen und vor allem aufzuzeigen, wie viel Gutes der Kanton Bern den Unternehmen zu bieten hat: Fachkräfte, Infrastrukturen, Zweisprachigkeit und vieles mehr. Die Steuern sind nur einer von vielen Standortfaktoren und ganz sicher nicht der wichtigste. Das Fazit der Finanzdirektorin war gestern: «Wir haben keinen Plan B.» Das ist eine Kapitulation; das ist auch ein Affront gegenüber der Stimmbevölkerung.

Wir haben einen Plan B. Diesen werden wir Ihnen anhand der Diskussion über den VA und den Finanzplan aufzeigen. Die Unternehmenssteuersenkungen und der Leistungsabbau – beides lehnen wir dezidiert ab – sind im VA und im Finanzplan auch telquel abgebildet. Deshalb haben wir Änderungsanträge gestellt und werden auch weitere Anträge von anderen Fraktionen unterstützen. Diese Anträge zielen darauf ab, den Leistungsabbau oder zumindest einen Teil davon, rückgängig zu machen und damit den Kanton Bern eben zu stärken statt zu schwächen. Investieren, Vertrauen geben, Zukunft statt Abbau: Das ist der Plan B.

Konkret heisst dies: Den Abbau bei der Spitex rückgängig machen, Prämienvverbilligungen erhöhen – das ist dringend nötig. Die Löhne der Kantonsangestellten und der Leistungsvertragspartner wollen wir schützen und sie fair und konkurrenzfähig gestalten. Wir akzeptieren keinen Kahlschlag bei der Sozialhilfe oder Abbau bei der Bildung. Wir fordern also die entsprechenden Korrekturen im VA und im Finanzplan. Die Stimme der Bevölkerung muss gehört werden. Mit dem Nein zu den Unternehmenssteuersenkungen gewinnen wir wieder Luft, 45 Mio. Franken im Jahr 2019, 103 Mio. Franken im Jahr 2020 und in den weiteren Jahren noch mehr. Die nötigen Mittel bleiben erhalten, um anständige staatliche Leistungen beizubehalten oder wo nötig auch auszubauen. Das wiederum wird den Kanton vorwärtsbringen: gut ausgebildete Menschen, gesunde Menschen, innovative Menschen, leistungsfähige Menschen – eben Zukunft statt Abbau.

Wir hoffen, dass der gestrige Entscheid des Stimmvolks gehört wird und der VA und der AFP entsprechend korrigiert werden. Wenn dies nicht geschieht, werden wir beide Geschäfte ablehnen. Zu den Anträgen werden wir uns im Detail noch äussern.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Der VA 2019 und der AFP 2020–2022 atmen den Geist einer vergangenen Finanzpolitik in diesem Kanton Bern. Er ist eine Eins-zu-eins-Umsetzung dessen, was wir hier vor einem Jahr beschlossen haben: Eine masslose Leistungsabbaupolitik, auf die jetzt – am letzten Wochenende – die Bevölkerung korrigierend eingewirkt hat. Ich bin froh um dieses Votum der Bevölkerung am letzten Wochenende. 53,6 Prozent: Der Souverän hat gesprochen. Die Leute im Land, landauf, landab, unabhängig ob Stadt oder Land, mit einer Ausnahme in allen Bezirken haben gesagt: Nein, eine solche Steuersenkung, die auf unsere Kosten geht, wollen wir nicht. Die Leute haben genug! Sie haben genug von diesem Leistungsabbau. Sie merken, wenn die Spitex bei ihren Eltern oder Grosseltern teurer wird. Wir haben beim 10. Schuljahr ja lange über Verschiebungen diskutiert, aber bei der Spitex ist es eins zu eins sichtbar. Sie verschieben Kosten auf Leute im Alter, die es sich nicht leisten können. Sie senken hier die Prämienvverbilligungen, damit wir im ganzen Land immer noch fast die Schlechtesten sind. Sie senken hier die Sozialhilfe bis auf ein Minimum hinunter, was wirklich nur noch eine Schande ist, und beim Personal ist man knausrig, beim Lehrpersonal. Wir wissen es. Es ist einfach nur kopflos, was hier gemacht wird, perspektivenlos.

Ich denke, jetzt ist der Zeitpunkt gekommen, Korrekturen zu machen. Die grüne Fraktion hat ganz

klare Vorstellungen, wo diese Korrekturen gemacht werden müssen: sowohl beim Budget als auch bei der mittelfristigen Planung. Bereits im Juni hat die grüne Fraktion eine Finanzmotion eingereicht (M 054-2018). Das ist das Instrument, um auf den VA einzuwirken. Dort hiess es: «Nada», wir wollen nichts korrigieren. Ich hoffe, man hat es jetzt am Wochenende gehört und schaut nun nicht einfach darüber hinweg. Und wenn ich die Voten der Finanzdirektorin am Wochenende gehört oder auch heute in der Zeitung gesehen habe, dann wird mir angst und bange: «Kein Plan B».

Ja, liebe Kolleginnen und Kollegen, eine Finanzdirektorin des Kantons, die sagt, «keinen Plan B», nachdem die Bevölkerung beschlossen hat, sie sei nicht gleicher Meinung wie die Mehrheit hier. Ist das Demokratieverständnis? Ich erhalte hier nur runde Augen und staune. Wir als Grüne haben einen Plan B. Wir haben ein Budget B, das hier mit Korrekturen vorliegt, was wir hier ändern wollen. Die Perspektivlosigkeit, die hier regiert, muss jetzt ein Ende haben. Die Bevölkerung hat ein Recht auf gute Dienstleistungen, auf einen Service Public, und nicht auf weitere Sparmassnahmen, die hier immer wieder drohen.

Und noch ein Wort: Wenn plötzlich am Abstimmungssonntag gesagt wird, jetzt würden alle Unternehmungen den Kanton Bern verlassen – ja, liebe Frau Regierungsrätin Simon –, dann haben Sie die Verantwortung, wenn diese wirklich gehen, wenn Sie den Kanton Bern so schlechtreden. Die Verantwortung übernehmen wir nicht, ich jedenfalls nicht. Die Verantwortlichkeit für die Bevölkerung liegt bei allen. Wir müssen dafür schauen, dass wir gute Infrastrukturen und noch Geld für die Fachhochschulen haben. Das brauchen die Unternehmungen. Sie brauchen gut qualifiziertes Personal, und – liebe Kolleginnen und Kollegen – wir haben am letzten Wochenende keine Steuererhöhung beschlossen. Die Bevölkerung hat nur gesagt: Keine weiteren Sparprogramme zum Nutzen von einigen wenigen. So machen wir nicht mit.

Die grüne Fraktion wird dem Budget, so wie es vorliegt, nicht zustimmen. Wir müssen korrigieren, wir können auch korrigieren. Es liegt vor: Spitex, Prämienverbilligungen, Existenzsicherung, Lehrerlöhne, Personal. Hier verlangen wir Korrekturen. Das ist jetzt, nach diesem Sonntag, möglich. Wir haben diese Mittel zur Verfügung, und jetzt sind diese Korrekturen nötig. Und wenn jemand einfach den Kopf in den Sand steckt und meint, es gehe so weiter wie bisher, dann muss ich mich fragen, welches Demokratieverständnis diese Parteien haben. Ich hoffe darauf, dass hier Verständnis dafür vorhanden ist, was die Bevölkerung gesagt hat, und dass wir das hier so umsetzen können. Und vielleicht einfach noch ein letztes Votum für all diejenigen, die sagen: «Nein, wir machen es dann nächstes oder übernächstes Mal. Jetzt warten wir und schauen einmal.» Nein, liebe Kolleginnen und Kollegen: Jetzt machen wir Korrekturen!

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Nach dem Rückblick sind wir jetzt beim Ausblick, bei der Planung, der Zukunft, beim Zahlenwerk, das jetzt kommt. Und dieses Zahlenwerk, diese Zukunftsplanung ist von unseren Entscheiden vom letzten Jahr zum EP 2018 geprägt, wie Sie schon gemerkt haben. Es ist schon so, mich hat es auch beschäftigt, heute in der Zeitung zu lesen: Wir haben keinen Plan B.

Es ist schon fatal, wenn wir im Kanton Bern keinen Plan B haben. Vom Regierungsrat, der vorausgehen und gewisse Dinge auch vermitteln können soll, erwarte ich schon, dass man auch dann kommunizieren kann, wenn es nicht einfach ist. Es gibt Regierungsräte und Regierungsrätinnen, die das können, aber das fehlt ein wenig. Man kann nun sagen: Okay, wir haben nur umgesetzt, was wir hier im Grossen Rat beschlossen haben. Und es ist eigentlich so. Deshalb müssen wir uns selbst der Kritik unterziehen. Wir haben all das hier mit dem EP-Programm beschlossen, mit all diesen Sachen. Die Regierung hat mit der Steuerstrategie und allem nur umgesetzt, was die Mehrheit hier im Grossen Rat beschlossen hat. Das Resultat, das wir nun heute auf dem Tisch haben, ist das Resultat der fehlenden Kompromissbereitschaft, und da erlaube ich mir nun seitens der EVP darauf hinzuweisen, dass wir verschiedentlich Kompromisse eingebracht haben. Wir haben gesagt: Wir wollen mit etwa 40–45 Mio. Franken auf schädlichste Sparmassnahmen verzichten und dafür die Steuersenkung nicht so stark machen. Das haben Sie nicht gewollt. Ich behaupte heute, wenn man auf diesen Antrag eingegangen wäre – es war so knapp, jetzt am Wochenende –, dann wäre die Vorlage wohl vielleicht durchgekommen, weil man gemerkt hat, dass man an die kleineren Unternehmen ein Signal aussenden kann. Man kann an diejenigen, die am Stärksten betroffen sind, ein Signal aussenden. Das hat man nicht gewollt. Also müssen wir uns hier im Grossen Rat selbst an den Haaren nehmen und überlegen, ob wir zu frontal aufeinander zugegangen sind und keine Lösungen gefunden haben, die für den Gesamtkanton tragfähig sind.

Wir haben nun gewissermassen noch die Chance, gewisse Sachen zu korrigieren. Wir haben nun die Ausgangslage, dass wir eigentlich 40–45 Mio. Franken und in den Folgejahren je 100 Mio. Franken mehr im Budget haben. Wir haben also mit den Einzelanträgen, die auf dem Tisch liegen, die Möglich-

keit, gewisse Dinge zu korrigieren, um das wahrzunehmen, ernst zu nehmen, was beschlossen worden ist. Das ist nun die Herausforderung, die wir während den nächsten paar Stunden heute und morgen haben werden.

Der Finanzplan, das Budget enthält aber auch für uns noch zwei oder drei andere Dinge, die nicht ganz einfach sind. Es wurde auch schon angetönt: Die Jahre 2021 und 2022 sind ganz starke Wackeljahre. Wenn Sie also die Zahlen betrachten, dann stehen sie nicht auf stabilem Boden. – Wir sind noch sehr unschlüssig, wie wir einen solchen Finanzplan genehmigen und damit umgehen können. Wir müssen eigentlich eine gewisse Planungssicherheit haben. Wenn wir genau wissen, dass dies und das nicht drin ist, wobei die Grössenordnung jetzt etwa bekannt ist, ist es eine grosse Schwierigkeit.

Eine weitere Schwierigkeit, die auf uns zukommt, ist der Investitionsbedarf; diesen werden wir in anderem Zusammenhang auch noch behandeln. Auch dort kann man nun sagen: Okay, nun haben wir 100 Mio. Franken mehr drin. Damit kann man einen Teil finanzieren; das gibt vielleicht ein wenig Spielraum; wir werden über den Fonds noch diskutieren. Aber auch dies ist eine Schwierigkeit, die auf uns zukommt.

Die EVP wird auf diese Debatte eintreten und ist bereit, gewisse Dinge noch einmal anzuschauen, vor allem dort, wo es eben wirklich die Schwächsten trifft. Ich hoffe, dass wir hier miteinander tragfähige Kompromisse für den Kanton finden.

Michael Köpfli, Bern (glp). Nach den Abstimmungsgewinnern von gestern ist es nun an mir, den Reigen der Abstimmungsverlierer zu eröffnen. Ich möchte selbstverständlich auch noch auf den gestrigen Tag eingehen, aber ich möchte im einleitenden Votum noch die ersten ein, zwei Minuten zur Würdigung des VA und des AFP nutzen und danach auf den gestrigen Tag eingehen.

Der VA und der AFP enthalten grundsätzlich Zahlen, die der Schuldenbremse entsprechen und die wir unterstützen können. Von den Kommissionssprechern, aber auch von meinem Vorredner wurde sehr gut gesagt, dass wir gerade beim AFP sehr viel Unsicherheit haben, vor allem in den letzten zwei Planjahren. Angesprochen wurde auch, warum. Wir haben eine Steuervorlage auf Bundesebene, und wir haben eine Revision des Finanzausgleichs. Deshalb gibt es dort grosse Unsicherheiten. Wir sind aber bereit, einzutreten und die beiden Vorlagen auch so mitzutragen. Es ist auch so, dass wir das EP letztes Jahr mitgetragen haben, zwar nicht in allen Punkten, aber grundsätzlich. Konsequenterweise tragen wir nun auch diesen VA, der von diesem EP geprägt ist, so mit.

Ich nehme auch vorweg, dass wir gestern nicht über das EP abgestimmt haben, sondern über eine Senkung der Unternehmenssteuern. Ich will überhaupt nicht in Abrede stellen, dass es sicher einige Leute gegeben hat, die wegen des EP Nein gestimmt haben. Ob es aber wirklich über 50 Prozent waren, ist eine andere Frage. Das ist eine Frage der Interpretation, und das ist am Tag nach einer Abstimmung immer anspruchsvoll.

Wie gesagt, sind wir deshalb bereit, einzutreten und auch die Stossrichtung des VA und des AFP mitzutragen. Klar ist: Wir müssen den gestrigen Abstimmungssonntag nachvollziehen. Das heisst, den Eventualantrag der FiKo unterstützen wir, und selbstverständlich muss man auch den negativen Abschluss 2017 korrigieren und aufnehmen. Das gibt schon die Schuldenbremse vor. Auch dieser Antrag ist für uns klar.

Wir werden unsere Schlüsse aus dem gestrigen Sonntag ziehen. Wir werden aber heute nicht unsere ganze Finanzpolitik ad hoc über den Haufen werfen und deshalb insbesondere beim VA keinen grossen Änderungen zustimmen. Beim AFP werden wir auch nur beschränkt Änderungen zustimmen. Wir werden aber nicht dogmatisch alles ablehnen und werden auch einzelne Anträge der Gewinner des gestrigen Tages unterstützen. Wir werden aber im Grundsatz dem AFP so zustimmen, weil wir überzeugt sind, dass wir auch ohne die Senkung der Unternehmenssteuer von gestern haushälterisch mit unseren Finanzen umgehen müssen. Wir haben anspruchsvolle Jahre vor uns. Das ist, wie schon gesagt, vor allem in den Planjahren 2020 und 2021, auch im AFP ersichtlich. Wichtig ist uns weiter, dass man die Planungserklärung von Thomas Brönnimann umsetzt, so wie sie überwiesen wurde.

Und jetzt an dieser Stelle zum gestrigen Abstimmungsergebnis: Dieses Resultat ist eine Niederlage für den Regierungsrat, für eine Mehrheit des Grossen Rates und auch für die glp-Fraktion sowie die glp als Partei. Das Signal der Bevölkerung ist deutlich, und ich würde Hans Kipfer sogar widersprechen. Für mich war es keine knappe Ablehnung, sondern eine relativ deutliche Ablehnung dieses StG.

Offensichtlich wird eine StG-Revision, die einseitig die Unternehmen entlastet, die natürlichen Personen ausklammert und keine Gegenfinanzierung vorsieht, von der Berner Bevölkerung nicht goutiert. Dem müssen wir Rechnung tragen, wenn eine neue Vorlage ins Auge gefasst wird. Für uns ist aber klar: Die Rahmenbedingungen für die Unternehmen im Kanton Bern müssen verbessert werden. Die

Steuern sind da nur ein Aspekt, aber sie müssen verbessert werden, und es ist eigentlich egal, wie die Steuervorlage auf Bundesebene nächstes Jahr herauskommt. Der Druck auf den Kanton Bern wird grösser. Auch wenn die Steuervorlage national abgelehnt würde, wird es so sein, dass das Holdingprivileg nicht mehr ewig haltbar ist. Und dann droht sogar ein «Race to the bottom» bei gewissen Kantonen, welche die Unternehmenssteuern dann umso mehr senken werden, weil sie eben die neuen Instrumente wie Patentbox und so weiter gar nicht zur Verfügung gestellt erhalten.

Für uns ist klar: Eine neue Vorlage muss mehrheitsfähig sein und seriös aufgelegt werden. Es gab gestern sicher verschiedene Gründe für dieses Nein. Einerseits ist es das EP, andererseits ist es aber sicher auch die fehlende Gegenfinanzierung und die Angst vor Steuerausfall, namentlich bei den Gemeinden – ich glaube weniger bei den Kantonen als bei den Gemeinden. Zudem sind es aber auch – und das sind dann ganz andere Nein-Stimmen, die vielleicht den Ausschlag gegeben haben – einige Leute, die das grundsätzlich mittragen, aber sagen: Eigentlich sind nun einmal die natürlichen Personen an der Reihe. Wenn man in die vergangene Zeit zurückschaut, auf nationaler aber auch auf kantonaler Ebene, hat man halt sehr stark bei den Unternehmen entlastet und den Mittelstand zum Teil sogar belastet. Ich denke nur an die regelmässigen Anpassungen, auch bei der Mehrwertsteuer. Es gibt sicher auch Leute, die das berücksichtigt haben.

Für uns ist deshalb klar: Eine neue Vorlage muss dem Rechnung tragen. Es braucht eine Gegenfinanzierung, insbesondere für Gemeinden, und man muss bei den Steuern auch den natürlichen Personen irgendwie entgegenkommen. Wir stellen uns dieser Diskussion und werden Vorschläge präsentieren, aber noch nicht heute. Am Tag nach der Abstimmung werden wir unsere Finanzpolitik grundsätzlich einmal so fortsetzen, natürlich mit Respekt vor dem gestrigen Resultat.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Ich weiss nicht, ob jemals ein VA und ein AFP so zeitnah und kurzfristig haben bearbeitet werden müssen, wie die vorliegenden. Was am Samstag noch Gültigkeit hatte, ist heute bereits überholt. Über Nacht haben wir die Daten anpassen und die Zahlen korrigieren müssen. Nach der gestrigen Abstimmung liegt der Überschuss für 2019 nicht mehr bei 88 Mio. Franken, sondern bei 123 Mio. Franken. Entsprechend müssen auch der Finanzierungssaldo und wahrscheinlich auch der Selbstfinanzierungsgrad angepasst werden. Wenigstens die Investitionen bleiben zum Glück unverändert, sodass dieser Kanton noch ein wenig investieren kann. Auch der AFP muss neu berechnet und angepasst werden. Ausser dem Abstimmungsergebnis von gestern müssen noch zahlreiche Anträge und Planungserklärungen behandelt werden, die ebenfalls Einfluss auf den AFP und den VA haben. Ich habe es noch nie erlebt, dass sowohl der VA als auch der AFP mit so vielen Unsicherheiten und unklaren Faktoren behaftet sind. Noch ein Wort zum AFP 2020–2022: Auch hier gibt es noch Korrekturen und Änderungen aufgrund der Abstimmung von gestern.

Noch ein Wort zu meiner Vorrednerin Natalie Imboden: Es ist schon ein eigenartiges Demokratieverständnis, wenn diejenigen, die dafür gesorgt haben, dass wir ein besseres Umfeld für die Wirtschaft hätten bilden wollen, noch die Verantwortung übernehmen sollten, wenn nun der Kanton Bern endgültig zur Steuerhölle der Schweiz wird. Zudem hatten wir wahrscheinlich nicht die gleiche Abstimmung wie die Grünen. Ich habe nichts davon gehört, dass man darüber abgestimmt hätte, dass man keine weiteren Sparmassnahmen wolle. Ich habe nur mitbekommen, dass man gestern über eine Steuersenkung abgestimmt hat, und diese wurde leider abgelehnt. Entsprechende Reaktionen aus der Wirtschaft haben nicht auf sich warten lassen und sind bereits eingetroffen. Vielleicht muss man dann halt mit der Zeit noch die Arbeitslosenkasse etwas mehr ausstatten oder die Sozialhilfe, weil es eben mehr Arbeitslose gibt. Aber das nimmt man in Kauf.

Zu den Planungserklärungen und zu den Anträgen komme ich nachher noch.

Adrian Haas, Bern (FDP). Die FDP-Fraktion bittet Sie, die Anträge und Planungserklärungen der FiKo gutzuheissen und alle anderen Anträge und Planungserklärungen abzulehnen. Der linke Plan, ein Hott und Hüst bei der Finanzpolitik, der uns vorhin ein wenig vorgeführt wurde, führt nämlich nur zu einem Defizit und einer neuen Finanzmisere, und ich denke nicht, dass die Stimmbevölkerung das gewollt hat. Wer behauptet, diese Abstimmung sei ein Votum generell gegen Steuersenkungen, ist sicher auch auf dem Holzweg. Sonst muss ich ihn dann daran erinnern, dass wir vor nicht allzu langer Zeit eine Motorfahrzeugsteuer-Abstimmung hatten und dann gerade noch eine Handänderungsabgabe-Abstimmung, und zu beiden hatte das Volk ja gesagt, man solle Steuern auch senken.

Aber hier im Saal – dies an die Adresse von Natalie Imboden – gibt es offenbar nicht nur schlechte Verlierer, sondern auch schlechte Gewinner. Es ist völlig deplatziert, jetzt noch hier im Saal gegen die Finanzdirektorin Dreck zu werfen. Ich finde dies stillos. Das ist meine persönliche Bemerkung zu diesem Votum.

Zum VA gibt es nicht so viel zu sagen, zum AFP dann natürlich mehr. Positiv kann man Folgendes feststellen: Nachdem wir 2017 gegenüber dem VA eine Aufwandsteigerung von 6 Prozent auf 11,3 Mrd. Franken hatten, haben wir für die kommenden Jahre «nur» eine Aufwandsteigerung bis zu etwa 1,6 Prozent. Wir stellen damit fest, dass der Kanton Bern jedes Jahr mehr Geld ausgibt, als es die Zunahme des Volkseinkommens erlauben würde. Weil auf der Ertragsseite, aufgrund der immer noch steigenden Steuereinnahmen – übrigens auch unter Ausklammerung der gestrigen Volksabstimmung –, ähnliche Erhöhungen erwartet werden können, kann man auch in den nächsten Jahren grundsätzlich mit Überschüssen rechnen.

Allerdings haben wir schon gemerkt, dass der AFP ein wenig nebulös ist. Verschiedene Vorhaben und Entwicklungen in den nächsten Jahren sind nicht berücksichtigt, sowohl auf der Einnahmen- als auch auf der Ausgabenseite. Stichworte sind: wichtige Steuergesetzrevisionen auf Stufe Bund und Kanton inklusive Motion Schöni-Affolter betreffend natürliche Personen (*M 050-2017*), Anpassungen beim NFA, geplanter Personalabbau sowie Teuerungsausgleich und schliesslich auch der erhöhte Investitionsbedarf. Betroffen sind vor allem die Planjahre 2021 und 2022. Wären diese Vorhaben eingeflossen, wäre der AFP sicher negativ ausgefallen.

Man kann wie die FiKo ein gewisses Verständnis dafür haben, dass sich die Regierung noch zu wenig mit diesen Herausforderungen auseinandergesetzt hat. Wir erwarten aber, dass das dann im Planungsprozess 2019 nachgeholt wird. Es bleibt eigentlich dabei: Massnahmen sind nötig, um das Ausgabenwachstum mindestens auf das Wachstum des Volkseinkommens zurückschrauben zu können, und wer nun meint, er löse das Problem, indem er alle Sparmassnahmen rückgängig macht, hat wohl nicht so viel begriffen.

Fritz Wyss, Wengi (SVP). Die SVP-Fraktion unterstützt ganz klar die Mehrheit der FiKo mit allen Anträgen, sowohl beim Budget als auch beim AFP. Das heisst, dass sie all die Anträge ablehnen wird, die im Raum stehen. Ich bin zum Glück auch schon lange genug in diesem Rat und in der FiKo, dass ich mein Votum an diejenigen Dinge habe anpassen können, die wir hier an diesem Mikrofon jetzt zum Teil von den anderen Parteien gehört haben. Ein Abstimmungsergebnis kann man immer interpretieren; das ist klar. Die SVP-Fraktion hat sich gewünscht, dass die Unternehmenssteuerreform durchgeht. Aber die Interpretation, weshalb das Volk so entschieden hat, sehen wir nicht ganz gleich. Ich komme nachher noch darauf zurück.

Ganz wichtig ist mir ein Punkt. Wir haben hier an diesem Mikrofon schon x-mal gehört, dieser Kanton habe ein Einnahmenproblem und nicht ein Ausgabenproblem, wie es Adrian Haas vorhin gesagt hat. Die Zahlen zeigen uns, dass es halt einfach nicht so ist. In den Ausgaben 2017 mit 11,3 Mrd. Franken bereits jetzt, hatten wir eben einen Zuwachs von 6 Prozent, und ich glaube, es spielt gar keine Rolle, welche Parteicouleur man hat. Es ist einfach klar, dass wir dem irgendwie Herr und Meister werden müssen, beziehungsweise wenn uns die Ausgaben weiterhin so aufwärts gehen, dann müssen wir die Gelder heranholen beziehungsweise eben Gegenfinanzierungen haben.

Die Ausgaben sehen jetzt für 2019 besser aus beziehungsweise auch im AFP mit 1,6 Prozent. Aber das ist noch einfach eine Summe, die zuerst immer durch höhere Steuereinnahmen hereingeholt werden muss. Meistens läuft es ja so. Und dann möchte ich einen weiteren Punkt ansprechen, den wir jetzt auch schon x-mal gehört haben. Das Lohnsummenwachstum ist halt einfach so: Niemand von der SVP missgönnt irgendjemanden von den Kantonsangestellten den Lohn, in keiner Art und Weise. Aber das Lohnsummenwachstum muss irgendwie hereingeholt werden, und ein Teil sollte halt einfach auch durch Einsparungen hereingeholt werden. Sonst ist ein Teil der Zusatzausgaben immer schon dadurch gegeben.

Man kann natürlich immer auf die Tränendrüse drücken. Aber bei einem Durchschnittslohn der Kantonsangestellten von über 100 000 Franken, muss ich Ihnen oder an die Adresse von Natalie Imboden einfach sagen, dass es in diesem Kanton ganz viele Arbeitnehmer gibt, die nicht beim Kanton arbeiten und sich in ganz anderen Sphären von persönlichem Lohn bewegen. Deshalb muss man irgendwann vielleicht auch akzeptieren, dass wir auch dort an eine Grenze stossen. Ich habe das hier schon vor nicht zu langer Zeit an diesem Mikrofon auch gesagt: Mir ist klar, dass wir in Konkurrenz zum Bund und zur Stadt stehen, und in erster Linie appelliere ich hier ein weiteres Mal an den Bund, dass man endlich probiert, das abzustoppen, weil wir dort einfach in Sphären hineinkommen, die irgendeinmal – wie gesagt – nicht mehr ganz dem Durchschnittseinkommen entsprechen, vom auch hart arbeitenden Durchschnittsarbeitnehmer draussen, der nicht bei der Verwaltung arbeitet. Das ist mir ein ganz wichtiger Punkt.

Wie gesagt, zur Interpretation dieser Abstimmung: Die SVP hat hier x-mal gesagt, sie sei für die Entlastung der Unternehmer, sei aber der Meinung, das sollte mit einer Entlastung für die natürlichen

Personen kombiniert sein. Von der Regierung oder von den anderen Parteien haben wir jeweils gehört, dass das nicht finanzierbar sei. Wir haben aber nie, in keiner Art und Weise gefordert, dass das im Umfang von 500 Mio. Franken auf einen Schlag sein müsse, wie wir es gehört haben. Aber die natürlichen Personen, die im Kanton Bern auch in einer Steuerhölle leben, nicht nur die Unternehmen, bräuchten irgendeinmal halt auch ein Zeichen, und ich appelliere ein weiteres Mal daran, dass wir die Möglichkeit hätten, bei der Steueranlage des Kantons korrigierend einzugreifen, wie wir es hier auch schon einmal versucht haben. Dort hätte man den Vorteil, dass wir die Gemeinden mit solchen Steuersenkungen eben nicht belasten, sondern die Hausaufgaben bei uns selber machen würden. Gleichzeitig hätten wir den Vorteil, dass sowohl die natürlichen Personen als auch die Unternehmen durch eine solche Steuerentlastung entlastet würden. Ich bin überzeugt, dass wir gestern nicht zu den Verlierern gehört hätten, wenn man dort eine kombinierte Steuersenkung vorgeschlagen hätte. Aber so war es klar: Für die 5000 oder 6000 Unternehmen war man der Meinung, man wolle das nicht. Wie gesagt, bei den Planungserklärungen komme ich noch einmal zu Wort. Sonst habe ich mich entsprechend geäußert: die Meinung der SVP-Fraktion.

Johann Ulrich Grädel, Schwarzenbach BE / Huttwil (EDU). Die EDU-Fraktion stimmt dem VA und dem AFP zu. Wir wollen die Verwaltung nicht unnötig beschäftigen, damit sie noch einmal dahinter machen muss. Wenn wir sehen, was in der Investitionsplanung von 2019 bis 2028 alles eingestellt ist, dann haben wir keine Luft, liebe Ursula Marti. Von 2019 bis 2028 fehlen etwa 1,2 Mrd. Franken für Investitionen. Deshalb können wir das EP nicht rückgängig machen. Wir müssen mit unseren Finanzen sparsam umgehen, und nachdem wir jetzt die Unternehmer nicht entlastet haben, müssen wir halt vielleicht die natürlichen Personen entlasten.

Die EDU-Fraktion stimmt dem VA, dem AFP und allen Anträgen der FiKo zu, die anderen lehnen wir ab.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Grossrat Näf, SP-JUSO-PSA. (*Grossrat Näf setzt zu seinem Votum an und wird sofort vom Präsidenten unterbrochen.*) Entschuldigung! – Natalie Imboden muss sich noch einmal einloggen. – Sie haben das Wort, Herr Näf.

Roland Näf, Bern (SP). Ich habe den Voten aufmerksam zugehört. Wir haben gemerkt, gerade von Ihrer politischen Seite (*zu den Bürgerlichen gewandt*), dass Sie sich um die Konkurrenzfähigkeit des Kantons Sorgen machen. Ich finde, das ist wichtig, und es ist auch richtig, dass man sich solche Sorgen macht. Bei Herrn Köpfli war es so: Er hat sogar Befürchtungen geäußert, man könnte dann die Unternehmenssteuer in anderen Kantonen noch mehr senken, mit entsprechenden Folgen. Von Herrn Etter hat man gehört, für die Wirtschaft brauche es wirklich ein besseres Umfeld. Er hat dann von «Steuerhölle» gesprochen.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, darauf komme ich nachher zu sprechen. Wir von der SP haben Rezepte, auch dort, in Sachen «Steuerhölle». Auch Herr Haas hat hier von einem Hott und Hüst gesprochen, und dann muss ich sagen: Ja, der Grosse Rat hat letztes Jahr wahrscheinlich hott gesagt und das Volk hat gestern halt hüst gesagt. Und ich glaube, wir müssen wohl tun, was das Volk will. Herr Wyss ging noch etwas weiter mit seinen Forderungen. Er hat auch ein Rezept. Er hat hier vorne gesagt, man müsse es dann halt kombinieren, auch mit der Steuersenkung für die natürlichen Personen. Ich glaube, wenn das Volk schon stopp zu den Steuersenkungen sagt, dann muss man nicht noch eines draufgeben, Herr Wyss.

Also: Wenn wir die gewisse Ratlosigkeit betrachten, die hier herrscht, brauchen wir, vor allem der Regierungsrat, ein paar Ideen. Es geht also um diesen Plan B, den Frau Marti hier vorne erwähnt hat. Die Unternehmenssteuersenkung ist weg. Dort braucht es einen anderen Weg, und ich glaube, wenn wir nun wirklich die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger von gestern ernst nehmen wollen, dann heisst dies: Sie haben uns gestern eine Absage an den Steuerwettbewerb gegeben.

Wir müssen diesen Entscheid nicht nur akzeptieren, wie es gestern alle – auch die Frau Regierungsrätin – gemacht haben, vielmehr müssen wir den Ball, den uns das Volk gestern zugespielt hat, hier aufnehmen. Was heisst das? Wir, die SP, erwarten, dass unsere Finanzdirektorin sich nach dieser Abstimmung von gestern für die Steuerharmonisierung stark macht. Auch das ist nämlich ein Rezept in Bezug auf all die Sorgen, von denen wir hier vorhin gehört haben, von der «Steuerhölle» und so weiter.

Man muss jetzt nicht einfach behaupten, es sei nicht mehrheitsfähig, wie ich es heute in der Zeitung habe lesen können. Wir müssen Allianzen suchen, und wenn wir schauen, wie sich schon einige andere Kantone in der Schweiz mit einer Unternehmenssteuersenkung die Finger verbrannt haben,

dann braucht es hier wohl langsam neue Rezepte. Für die SP heisst das schlicht und einfach, abzurücken von der Ideologie Steuer-Hamsterrad und sich endlich – und das erwarten wir von der Finanzdirektorin – national für die Steuerharmonisierung einzusetzen.

Präsident. Ich begrüsse noch Gäste auf der Tribüne. Wir haben zwei Schulklassen hier: das Sozialjahr JUVESO GmbH, Bern, und die Malerklasse der Gewerblich-Industriellen Berufsschule Bern (Gibb). Sie besuchen die Session und schauen, wie die Abstimmung von gestern hier noch einmal Revue passiert wird. Ich hoffe, Sie nehmen einen guten Eindruck mit. Herzlich willkommen! (*Applaus*) Als nächster Einzelsprecher hat Grossrat Ruchti das Wort.

Fritz Ruchti, Seewil (SVP). Vor rund vierzehn Tagen hatte ich die Ehre, von der SP Grossaffoltern-Rapperswil – in der Höhle des Löwen – eingeladen zu sein, um bei einem öffentlichen Podiumsgespräch die Selbstbestimmungsinitiative vertreten beziehungsweise vorstellen zu können, dürfen oder müssen. Bevor wir dort zur Selbstbestimmungsinitiative gekommen sind, gab es bei den Genossinnen und Genossen der Gemeinden Rapperswil und Grossaffoltern eine Debatte über die kantonalen Abstimmungen. Dabei kam auch diese Steuersenkung zur Sprache.

Jetzt erzähle ich Ihnen kurz ein Beispiel; deshalb bin ich hier am Rednerpult. Das beschäftigt mich noch heute. Hans Stöckli war auch anwesend, er war ja mein Kontrahent. Dort wurde wortwörtlich gesagt: «Coca-Cola», Weltkonzern, Sitz Amerika, x Milliarden Umsatz, so viele Milliarden Gewinn; ich weiss die Zahlen nicht mehr auswendig. Der europäische Sitz in Griechenland ist nun scheinbar – ich wusste es nicht – in den Kanton Zug umgezogen, und es wurde wortwörtlich gesagt, solchen Kapitalkonzernen könne man nicht Steuersenkungen zugestehen. Was haben denn der Kanton Bern und der Kanton Zug als kantonale steuerliche Hoheiten miteinander zu tun? – Das ist mir eigentlich noch egal, aber was mich getroffen hat, ist, dass weder vonseiten des Vorstands der SP noch von Hans Stöckli gesagt wurde: Halt, jetzt müssen wir dies korrigieren. Wir haben hier eine kantonale Abstimmung. Wir haben kantonale Steuerunternehmungen, und wir haben hier kantonale Befindlichkeiten. Das beschäftigt mich noch heute. Das ist das eine.

Dann möchte ich Ihnen nur noch abschliessend sagen: Dort hätte es ungefähr 45 Mio. Franken ausgemacht, wenn man jetzt einem Teil der anderen Seite – ich will dies nicht bewerten – 1,8 Prozent Lohnsumme zugesteht, hier den rund 10 500 Beschäftigten beim Kanton Bern. Dann macht es ungefähr die Hälfte dieser 45 Mio. Franken aus. Das gibt mir auch ein wenig zu denken.

Abschliessend möchte ich sagen: Ich sehe nicht schwarz, aber ich sehe einfach Probleme auf uns zukommen, wenn wir uns als Kanton entwickeln wollen. Dann kann es nicht mehr sein, dass wir links-rechts politisieren, sondern wir müssen miteinander Lösungen suchen, und diese Lösungen haben wir heute noch nicht. Der Finanzdirektorin vorzuwerfen, sie habe keinen Plan B, das gehört nicht in den Grossratssaal. Hier müssen wir vorwärtsschauen und nicht rückwärts.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Lieber Fritz Ruchti, ich nehme Ihren Schlussgedanken gerne mit. Ja, wir brauchen eine Lösung, und für eine Lösung braucht es Kompromisse, und dafür muss man aufeinander zugehen. Aber wenn ich jetzt zugehört habe: Der BDP-Sprecher sagt: Ja, es war etwas knapp, seit dem gestrigen Abstimmungswochenende und der heutigen Finanzdebatte – keine materielle Reaktion auf diese Abstimmung. Die FDP hat auch nicht erkennen lassen, welche Lehren sie nun daraus zieht, und die SVP sagt: «Abstimmungsergebnisse kann man interpretieren.» Dann muss ich sagen: Klar kann man interpretieren. Aber die Frage ist: Wir sind ja gefordert, eine politische Wertung vorzunehmen. Jetzt einfach mit dem Tagesgeschäft weiterzufahren, kann es ja nicht sein, glaube ich. Die glp-Fraktion hat immerhin anerkannt, und das finde ich auch richtig, dass man doch gewisse Korrekturen machen muss. Aber nun hier zu meinen, man könne so weiterwursteln wie bisher, liebe Kolleginnen und Kollegen, damit nimmt man die Bevölkerung wirklich nicht ernst. Ich appelliere wirklich an Sie, überlegen Sie sich, ob es gescheit ist, hier einfach zu sagen, wir machen nun noch ein wenig mehr Steuersenkungen – auch noch für die natürlichen Personen – und dann wird es besser. Ich glaube, da ist man auf einem Holzweg.

Ich möchte noch kurz zwei Dinge sagen. Das eine betrifft die Frage, was man jetzt mit den Steuerausfällen macht, die uns beim NFA drohen oder die eigentlich vor der Tür stehen. Das sind 50 Mio., 100 Mio. bis nachher 150 Mio. Franken. Wenn man nun meint, man könne diese StG-Revision, bei der man diese Senkung nun nicht machen muss, damit verrechnen, dann ist man tatsächlich auf dem Holzweg, so glaube ich. Denn dies hat die Bevölkerung nicht gemeint. Die Bevölkerung will keinen Leistungsabbau bei der Bevölkerung, und ich bitte Sie wirklich, zu akzeptieren, dass bei der Spitex Grenzen überschritten sind, die einfach nicht gut sind.

Noch ein allerletzter Punkt: Die Regierung hat ja selbst gesagt, sie habe eine «Spur 2». Wenn ich also diese Diskussion hier zusammenfasse – ich bin dann sehr gespannt auf das Votum der Finanzdirektorin –, dann muss ich sagen, die Regierung ist im Moment ausserhalb der Spur. Also: Irgendwie hat man nicht einmal mehr eine «Spur 2». Daher ist eigentlich die Rückweisung dieses vorliegenden AFP das Richtige. So kann man nicht darüber entscheiden, und wir haben uns immer dagegen gewehrt, hier Entscheidungsgremium zu sein, denn es ist ein Instrument der Regierung. Sie haben gewollt, dass man entscheidet, aber wir sind der Meinung, darüber könne man nicht entscheiden. Deshalb: zurück an den Absender!

Präsident. Ich gebe der Finanzdirektorin das Wort.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Vor einem Jahr diskutierten wir hier im Saal des Grossen Rates während 30 Stunden den VA 2018, den AFP 2019–2021 und das EP, und ich sage Folgendes noch einmal, nur damit man daran denkt. Ich hatte es schon letztes Jahr gesagt: Das EP hat es so oder so gebraucht, StG-Revision hin oder her. Es hätte vielleicht nicht das ganze Ausmass gebraucht, aber ein EP hätte es gebraucht. Wir diskutierten über diese Geschäfte, und wir stritten uns darüber. Am Schluss stimmte man darüber ab. Manchmal – daran mögen Sie sich sicher auch gut erinnern – gingen die Emotionen ein wenig hoch, und der eine oder andere Kopf wurde etwas röter, als es sonst der Fall war.

Ebenfalls in der letzten Novembersession – und das darf man nicht vergessen – diskutierten wir eben die StG-Revision 2019, und dazu hat sich das Berner Volk gestern geäussert. Es hat zu dieser StG-Revision Nein gesagt. Das nimmt der Regierungsrat mit einer grossen Enttäuschung zur Kenntnis, denn es war eine Chance, den Kanton Bern weiterzubringen. Aber das Volk hat Nein gesagt, und dies gilt es zu akzeptieren. Der Regierungsrat wird das Abstimmungsergebnis in den nächsten Wochen reflektieren lassen. Er wird sich darüber unterhalten, wie ein weiteres Vorgehen in der Steuerpolitik, aber auch generell in der Finanzpolitik sein könnte. Der gestrige Entscheid wirkt sich natürlich auch auf den VA 2019 aus, weil die Mindererträge der StG-Revision natürlich berücksichtigt sind. Das würde nun heissen: Es gibt eine Besserstellung von 45 Mio. Franken.

Was den VA 2019 und den AFP 2020–2022 anbelangt, liegen in diesem Jahr eigentlich nur wenige Anträge und Planungserklärungen vor. Das war auch schon anders. Dies zeigt, dass in der Finanzpolitik wieder eine gewisse Ruhe eingekehrt ist. Sowohl die Zahlen im VA als auch jene im AFP sind positiv. In der Erfolgsrechnung werden in sämtlichen Jahren im Planungshorizont 2019–2022 Ertragsüberschüsse ausgewiesen, und die Schulden nehmen auch entsprechend ab. Mit den ausgeglichenen Ergebnissen des VA 2019 und des AFP 2020–2022 hat der Finanzhaushalt des Kantons Bern eine weitere Konsolidierung erfahren. Dies macht deutlich, dass sich der Finanzhaushalt trotz der finanziellen Entlastungen aus dem, im vergangenen Jahr beschlossenen, EP 2018 in einem verhältnismässig labilen Gleichgewicht befindet. Zudem stehen die positiven Ergebnisse im VA 2019 und im AFP 2020–2022 stark unter dem Eindruck der erfreulichen konjunkturellen Entwicklung. Eine Abschwächung der Konjunktur und ein damit einhergehender Rückgang des Steuerertragswachstums könnte den Finanzhaushalt des Kantons Bern relativ rasch wieder in Bedrängnis bringen. Und dies, liebe Grossrätinnen und Grossräte, sollte man trotz der erfreulichen Aussichten nicht vergessen. Insgesamt wird sich der bernische Finanzhaushalt dank den mit dem EP 2018 verbundenen Entlastungsanstrengungen und den guten konjunkturellen Aussichten – das kann man so sagen, glaube ich – kurzfristig, und ich betone: kurzfristig, stabil entwickeln. Mittelfristig wird sich das aber wieder ändern. Bereits für die Jahre ab 2020 sieht sich der Regierungsrat mit zwei zentralen finanzpolitischen Herausforderungen konfrontiert.

Die erste Herausforderung ist die Kompensation der drohenden Ertragsausfälle aus dem Bundesfinanzausgleich, aus dem NFA. Sie alle wissen ja, dass der dritte Wirksamkeitsbericht des Bundesrats in Diskussion ist. Wir wissen heute einfach noch nicht genau, wie viel dies ausmachen wird. Aber es wird sicher um die 100 Mio. Franken ausmachen. Das ist eine grosse Herausforderung. Die zweite grosse Herausforderung ist ganz sicher der massiv gestiegene Investitionsbedarf im Kanton Bern. Für den Regierungsrat ist bereits heute klar, dass es angesichts der finanziellen Grössenordnungen äusserst anspruchsvoll sein wird, die tiefen Zahlungen aus dem NFA und die stark steigenden Investitionen zu finanzieren.

Deshalb sollte man nun nicht einfach auf die Schnelle Entlastungsmassnahmen wieder rückgängig machen. Der Regierungsrat lehnt all die Anträge, die in diese Richtung zielen, dezidiert ab. Der Regierungsrat hat aber früh angefangen, sich mit den vorhin von mir genannten Herausforderungen auseinanderzusetzen. Auch Sie werden schon diese Woche ein erstes Mal über ein Ergebnis dieser

Diskussionen befinden können, nämlich, wenn es dann nachher darum gehen wird, einen Investitionsfonds von 55 Mio. Franken zu öffnen. Der Regierungsrat will die Finanzpolitik auch in Zukunft mit Augenmass, verlässlich und nachhaltig fortsetzen, und ich spreche nun absichtlich nicht von der «Finanzpolitik der ruhigen Hand». Diese scheint ja einem Teil von Ihnen viel zu ruhig zu sein. Inhaltlich ist die «Finanzpolitik der ruhigen Hand» aber nach wie vor richtig. Wir wollen auch in Zukunft nicht auf einmal zu einem grossen Schlag ausholen, und wir wollen insbesondere auch nicht plötzlich ins Fahrwasser einer «Finanzpolitik der zitterigen Hand» geraten. Gerade weil die mittelfristigen Herausforderungen noch mit vielen Fragezeichen behaftet sind, wird der Regierungsrat kurzfristige und hektische Interventionen vermeiden – Interventionen, die den Finanzhaushalt, beziehungsweise das staatliche Leistungsangebot, aufgrund einer Momentaufnahme unnötig beeinträchtigen und sogar schädigen könnten. Vielmehr beabsichtigt der Regierungsrat, mit nachhaltigen Lösungen und nicht mit einem Hott und Hüst auf die finanziellen Herausforderungen zu reagieren. Dazu gehört beispielsweise, dass man frühzeitig auf Risiken und Problemstellungen hinweist, dass man aber auch die Chancen transparent aufzeigt und darauf aufmerksam macht, so wie es der Regierungsrat in seiner Berichterstattung zum VA und zum AFP in diesem Jahr gemacht hat. Liebe Grossrätinnen und Grossräte, der Regierungsrat beantragt Ihnen, sowohl auf die Beratung des VA als auch auf jene des AFP einzutreten und die beiden Geschäfte anschliessend zu genehmigen.

Nun noch ein Wort zum Plan B: Wenn man mich nun kritisiert, ich hätte keinen Plan B, dann muss man vielleicht zuerst verstehen, was eigentlich die Frage des Journalisten war. Die Frage war nämlich: «Und was machen Sie nun im Zusammenhang mit weiteren Schritten bei den Unternehmensbesteuerungen? Haben Sie dazu einen Plan B, wenn sie jetzt abgelehnt wurde.» Darauf sagte ich: «Nein, die Regierung hat keinen Plan B.» Also, ich finde, dies ist eine anständige Antwort, und es hat nichts damit zu tun, dass ich nicht weiss, was wir nun als Nächstes diskutieren müssen. Aber die Aussage hat sich auf die gestellte Frage bezogen, und ich denke doch, da muss man sich vielleicht vonseiten der Grossrätinnen und Grossräte ein wenig überlegen, was man dazu sagt.

Detailberatung

Präsident. Wir beginnen mit der Detailberatung. Wir gehen folgendermassen vor: Wenn Sie Anträge oder Planungserklärungen haben, die sowohl im VA als auch im AFP wirksam sind, können Sie diese hier begründen. Aber wir werden darüber nachher einzeln unter den beiden Themen abstimmen. Ein solcher kommt nachher zweimal zur Abstimmung, wenn die Planungserklärung für beide Bereiche gilt: erstens beim VA und zweitens beim AFP.

Antrag FiKo (Bichsel, Zollikofen) – Nr. 1

Der Aufwandüberschuss des Geschäftsberichts 2017 (CHF 5,0 Mio.) sowie die Buchgewinne und die Abschreibungen auf dem Finanzvermögen (CHF 4,9 Mio.) sind mit dem Ertragsüberschuss des Voranschlags 2019 zu kompensieren, womit sich der budgetierte Ertragsüberschuss um 9,9 Millionen auf 78,2 Millionen Franken verringert.

Präsident. Wir beginnen mit dem Antrag 1 der FiKo, und ich gebe dem FiKo-Sprecher und Kommissionspräsidenten Grossrat Bichsel das Wort.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Sie haben vorhin bei der Genehmigung der Jahresrechnung von der Vizepräsidentin der FiKo bereits gehört, dass der Aufwandüberschuss von 5 Mio. Franken gemäss der verfassungsmässigen Schuldenbremse über die Erfolgsrechnung im übernächsten Jahr kompensiert werden muss, soweit er nicht durch Eigenkapital gedeckt ist. Der Aufwandüberschuss muss zudem um die Abschreibungen beziehungsweise Buchgewinne – das ist jetzt sehr technisch – auf die Anlagen des Finanzvermögens zusätzlich bereinigt werden. Deshalb sind nebst dem Aufwandüberschuss dieser 5 Mio. Franken auch Buchgewinne von 4,9 Mio. Franken, die in der Rechnung 2017 waren, zusätzlich für diese Korrektur hier zu berücksichtigen. Insgesamt beträgt also die so vorzunehmende Kompensation 9,9 Mio. Franken, was den Ertragsüberschuss vorläufig auf 78,2 Mio. Franken verringern würde.

Sie haben es gehört: Es braucht zwei Elemente, damit die Schuldenbremse der Erfolgsrechnung Anwendung findet. Einerseits ist es das Defizit, der Aufwandüberschuss. Das hatten wir; dieser Fakt ist klar. Die zweite Frage war, ob er mit Eigenkapital gedeckt ist oder nicht. Als dieser Artikel 2008 so in

der Verfassung festgeschrieben wurde, galt im Kanton Bern noch das HRM1. Damals konnte das Konto Eigenkapital nur durch den Saldo der Laufenden Rechnung – heute wäre das die Erfolgsrechnung – verändert werden. Mit HRM2 ist das Eigenkapital ein Wert, der sich aus mehreren Konten zusammensetzt, die sogenannte Sachgruppe 29, wie sie in der Bilanz genannt wird.

Der Kanton Bern weist in dieser Kontengruppe tatsächlich einen positiven Wert aus, nämlich 852 Mio. Franken. Aber das Detailkonto 299 betrifft den Bilanzfehlbetrag, der nach wie vor negativ ist. Es wird eben ein Bilanzfehlbetrag von 662,6 Mio. Franken ausgewiesen. Wenn die Kontengruppe 29 für die Schuldenbremse relevant sein soll, müsste der Aufwandüberschuss nicht kompensiert werden, bei der Anrufung von Konto 299 hingegen schon, weil eben dieser Wert negativ ist, wie ich vorhin gesagt habe. Weil sich in der Diskussion zwischen der FiKo und der FIN eine Diskrepanz abgezeichnet hat, hat die FiKo bei Professor Bergmann vom Institut für Verwaltungsmanagement der Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften (ZHAW) ein Kurzgutachten erstellen lassen. Darin ist er klar zum Schluss gekommen, dass unter HRM2 das Konto 299 – eben dieser Bilanzüberschuss beziehungsweise Bilanzfehlbetrag – für die Anwendung der Schuldenbremse relevant sei. Dies bedeutet nun, dass der Aufwandüberschuss der Jahresrechnung nachträglich dem VA 2019 belastet werden muss.

Der Regierungsrat vertritt hier nach wie vor eine andere Haltung als die FiKo sowie der Gutachter der FiKo. Der Regierungsrat widersetzt sich aber dem Antrag der FiKo für die Kompensation des Jahres 2017 nicht. Sie behält sich aber vor, diese Frage bei einem erneuten Aufwandüberschuss im dannzumaligen Kontext noch einmal eingehend zu prüfen und zur politischen Diskussion zu bringen. Im Namen der FiKo beantrage ich Ihnen, dem Antrag 1, wie er hier vorliegt, zuzustimmen.

Präsident. Gibt es Fraktionserklärungen? – Das ist nicht der Fall. Die Finanzdirektorin wünscht das Wort nicht. Somit befinden wir direkt darüber. Wer dem Antrag 1 der FiKo zustimmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (VA; Antrag FiKo [Bichsel, Zollikofen] – Nr. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 142

Nein 0

Enthalten 0

Präsident. Sie haben dem Antrag mit 142 Ja- gegen 0 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen zugestimmt.

Antrag SP-JUSO-PSA (Fisli, Meikirch) – Nr. 1b

Die Saldi im Voranschlag und im Aufgaben-/Finanzplan sind so anzupassen, dass weiterhin 0,3 Prozent zur Korrektur der Lohnrückstände eingesetzt werden können (Saldoverschlechterung um 12 Millionen Franken).

Präsident. Wir kommen zum Antrag 1b von der SP-JUSO-PSA-Fraktion. Ich gebe Grossrätin Fisli das Wort.

Karin Fisli, Meikirch (SP). *(Die Rednerin hält einen Apfel hoch.)* Weshalb haben Sie heute vor dem Rathaus einen solchen Apfel geschenkt erhalten? Der Grund ist ganz einfach. Wir Lehrerinnen und Lehrer haben genug davon, in diesen «sauren Apfel» beissen zu müssen. Es wird immer bei denjenigen Lehrerinnen und Lehrern gespart, die für eine Schule enorm wichtig sind. Wir sprechen hier nämlich von denjenigen Lehrpersonen, die sich im Aufholstatus befinden. Das sind diejenigen, die mehr als zehn Jahre Erfahrung haben. Mit ihrer Erfahrung sind sie besonders wichtig und eine wertvolle Stütze für die Schule, für die Schulleitungen, für die Junglehrerinnen und Junglehrer. Das wichtigste ist, sie begleiten unsere Kinder und Enkelkinder mit ihrer Erfahrung durch die Schule. Genau diese wichtigen Kräfte müssen jetzt wieder auf Antrag der Regierung auf eine Lohnangleichung verzichten. Sie müssen warten: Es wird wieder um zwei Jahre weiter hinausgeschoben oder vielleicht sogar noch länger.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, es geht um eine Lohnangleichung. Es geht um diejenigen Lehrerinnen und Lehrer, die in den letzten Jahren immer wieder in diesen «sauren Apfel» gebissen haben und damit eine Lohneinbusse in Kauf nehmen mussten. Ausserdem sind diese Lehrpersonen doppelt gestraft. Sie erhalten nämlich weniger Lohn als ihre Kolleginnen und Kollegen aus anderen Kantonen wie Solothurn und Freiburg, und sie werden auch weniger Pensionskassengeld erhalten.

Dass diese Lohnangleichung weiter hinausgeschoben wird, ist inakzeptabel. Wann genau sollen die Berner Lehrerinnen und Lehrer endlich einen angemessenen Lohn erhalten? Im Jahr 2024 oder sogar noch später? In diesen «sauren Apfel» beissen wir nicht mehr. Deshalb stelle ich hiermit den Antrag, an diesen 0,3 Prozent Lohnanstieg festzuhalten. Ich hoffe fest, dass die Grossrätinnen und Grossräte unter Ihnen, die sich letzte Woche dermassen für die Bildung eingesetzt haben, jetzt Farbe bekennen und diesem Antrag zustimmen, damit wir in Zukunft in «süsse Äpfel» beissen können.

Präsident. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, ich weiss gar nicht, weshalb es jetzt gerade so viel zu diskutieren gibt. Vorhin war es so schön ruhig. Ich gebe dem Kommissionspräsidenten, Grossrat Bichsel, das Wort.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Ich habe zwei Vorbemerkungen zu all den Anträgen, die nun folgen. Ich gebe Ihnen regelmässig das Abstimmungsergebnis der FiKo bekannt. Ich sage einfach hier transparenzhalber, dass diese Abstimmungen vor dem Abstimmungssonntag stattgefunden haben, damit dann nicht jeder sagen kommt, es wäre dann vielleicht anders herausgekommen oder so. Einfach: Die Abstimmungen und Resultate, die ich bekannt gebe, basieren auf der Beratung vor dem Abstimmungssonntag.

Und wenn wir gerade noch beim Abstimmungssonntag sind, habe ich eine generelle Vorbemerkung zu diesen Anträgen. Bei allem Respekt vor dem Abstimmungsergebnis, ist doch eine gewisse Nüchternheit und Gelassenheit angesagt, und wir sollten hier nun nicht in einen überhasteten Aktivismus verfallen. Kompromisse, gute Kompromisse, wie sie Natalie Imboden vorhin angesprochen hat, müssen nach meiner Auffassung sorgfältig erwogen werden und brauchen erfahrungsgemäss auch ein wenig Zeit. Deshalb kommt eine Rückabwicklung von einzelnen Bereichen aus dem Entlastungsprogramm für mich grundsätzlich und auch aus prinzipiellen Gründen eigentlich nicht infrage.

Die Ablehnung des StG kann nicht einfach mit der Aufhebung der Sparmassnahmen gleichgesetzt werden. Irgendjemand hat es auch schon gesagt: Wir haben nicht darüber abgestimmt. Gestützt auf den verfassungsmässigen Auftrag sind wir weiterhin angehalten, sparsam und haushälterisch mit unseren knappen Mitteln umzugehen. Soweit die beiden Vorbemerkungen.

Ich komme zum Antrag 1b. Die FiKo empfiehlt Ihnen mit 11 zu 6 Stimmen, diesen Antrag abzulehnen. Dieser Antrag hätte einen Mehraufwand von jährlich wiederkehrenden 12 Mio. Franken zur Folge. Die Regierung hat die 0,3 Prozent tatsächlich aus finanzpolitischen Überlegungen sowohl aus dem VA als auch aus dem AFP eliminiert. Die Finanzsaldi zum Zeitpunkt der Erstellung wären durch diese Massnahme negativ geworden. Ich bin mir bewusst, dass es heute anders aussieht.

Diese Lohnmassnahmen waren bis jetzt im Sinne einer technischen Planungsvorgabe für den Ausgleich einer allfälligen Teuerung vorgesehen und wurden in den letzten Jahren infolge der rückläufigen Teuerung eben nicht für den Teuerungsausgleich, sondern für die gezielten Lohnkorrekturen verwendet, wie sie die Antragstellerin vorhin begründet hat.

Wie gesagt, empfiehlt Ihnen die FiKo diesen Antrag mit 11 zu 6 Stimmen zur Ablehnung.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprecherinnen und -sprechern: Grossrat Wyrsh für die SP-JUSO-PSA-Fraktion.

Daniel Wyrsh, Jegenstorf (SP). Es ist unbestritten, dass die Lehrkräfte Lohnrückstände haben. Aber leider haben das andere vom Kantonspersonal eben auch, ohne dass man in den «sauren Apfel» beissen muss. Ich kann Ihnen ein Beispiel nennen, ohne jetzt irgendeinen Bericht für Lohnvergleiche in der Schweiz oder mit anderen Kantonen zu verlangen. Mein ältester Sohn ist seit Jahren Polizist im Kanton Solothurn. Er hat sich in Bern beworben, und als er den Vertrag erhalten hatte, musste er feststellen, dass er im Jahr 10 000 Franken weniger verdienen würde. Er hat in den letzten fünf Jahren im Kanton Solothurn gesamthaft 10 000 Franken zusätzlichen Leistungsbonus erhalten. Er ist heute noch Solothurner Polizist, falls Sie ihn einmal treffen.

Es hat einfach mit Anstellungsbedingungen zu tun. Fritz Wyss, Sie haben es vorhin angesprochen. Stadt Bern: 40-Stunden-Woche, Pensionsalter 63. Da kann man seitens des Kantons nicht mithalten. Der Bund bezahlt Löhne, bei denen der Kanton auch nicht mithalten kann. Damit muss man einfach

leben, und wenn man noch mit dem Durchschnittslohn kommt, hat es einfach damit zu tun, welche Ansprüche man an die Leute stellt, die man anstellt. Wenn man immer zunehmend wissenschaftliche Mitarbeiter will, dann kommt es auch teurer als der übrige Durchschnitt der Bevölkerung. So gesehen sagt die Zahl des Durchschnittslohns wenig aus.

Also: Wenn Lohnkorrekturen, dann sollen sie auch für das restliche Kantonspersonal gelten, wie es hier auch gefordert ist. Dazu habe ich noch ein besonderes Anliegen. Es gibt einen sogenannten Nachtzuschlag von 5 Franken, der bei den Spitälern schon lange bei 6 Franken liegt. Den Nachtzuschlag möchten auch andere vom Kantonspersonal. Wir haben bei der Polizei gehört, dass die Piktentschädigung 30 Franken pro Tag beträgt, pro Tag und nicht pro Stunde. Auch da will man eine Erhöhung, und diese wird etwa die 0,3 Prozent ausmachen. Wir haben dies von der Regierung schon mehrmals gefordert. Die Regierung hat auch ein gewisses Verständnis, aber bisher noch nicht das Geld dafür; und das wären nun eben gerade die 0,3 Prozent, die hier auf dem Tisch liegen. Deshalb unterstützt die Fraktion diesen Antrag und Sie hoffentlich auch.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Es ist so: Man findet immer irgendwo jemanden, der mehr verdient, und man vergleicht meistens mit diesem und nicht mit denjenigen, die weniger verdienen. Aber ich kann auf Folgendes hinweisen: Zum AFP hat die FiKo ja auch einen Antrag gestellt, dass man diesen Teuerungsausgleich reinnehmen soll, wenn es vom Budget her drin liegt.

Zu den Anträgen, über die wir nun sprechen: Ich behandle gleich alle miteinander. Die Anträge 1b bis 1g: Ich habe mir kurz die Mühe gemacht, zusammenzuzählen, welche Summe es ausmacht, wenn man all diese annehmen würde. Dann hätten wir etwa 80 Mio. Franken Verschlechterung im VA, und dann sehen Sie selbst, wo wir hinkommen.

Ich kann Ihnen die Anträge der BDP-Fraktion bekanntgeben. Dementsprechend lehnen wir die Anträge 1b bis 1g einstimmig ab. Ich bitte Sie, das ebenfalls zu tun.

Christine Grogg-Meyer, Thunstetten (EVP). Ich werde nur gerade zu den Anträgen 1b im VA und 2g, dasselbe im Finanzplan, sprechen. Die EVP lehnt diesen Antrag der SP-JUSO-PSA-Fraktion ab. Weshalb? Wir sind nicht generell gegen eine förderliche Lohnpolitik in unserem Kanton und auch nicht dagegen, gute und attraktive Bedingungen zu haben. Aber für uns rechtfertigt es sich nicht, dass wir jetzt einfach flächendeckend das ganze Kantonspersonal berücksichtigen, wenn wir schauen, wie wir eigentlich mit unseren Mitteln drin sind und wie unsere Mittel einfach gezielt und sehr bewusst einsetzen müssen.

Die EVP ist ja bekannt dafür, dass wir immer schauen, wo etwas wirklich gewinnbringend und nachhaltig ist, auch in unserer Politik: Wo bringt es dem Kanton etwas, ohne dass es einfach nur eine «Pflasterlipolitik» ist? Sondern wo können wir als Gesamtkanton wirklich etwas davon profitieren? Wir sind überzeugt, dass wir diese Mittel wirklich gut abwägen und gezielt einsetzen müssen. Deshalb ist für uns klar, dass wir dies hier so ablehnen. Aber wir werden dafür die Planungserklärung von Thomas Brönnimann annehmen, die nachher im AFP folgt, genau aus diesem Grund, weil wir sagen: Das ist gezielt, das ist gewinnbringend, und das ist nachhaltig.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Ich kann es kurz machen. Vielleicht anschliessend an das Votum meiner Vorrednerin: Wo ist es denn nachhaltiger, als wenn man in das Lehrpersonal investiert? Sie hört jetzt zwar leider gerade nicht zu, aber ich glaube, es gibt nichts Nachhaltigeres als im Bildungsbereich zu investieren, weil wir genau wissen, dass unsere Jugend gut ausgebildet werden soll. Auch das ist einer der zentralen Faktoren, sei es für die Wirtschaftspolitik, aber natürlich auch aus einer Sicht, wo die Jugendlichen im Zentrum sein sollen. Daher gibt es eigentlich nichts Nachhaltigeres, als diesen Antrag anzunehmen. Die Grünen tun dies.

Weshalb? Ich denke, für uns ist der Aspekt der Verlässlichkeit wichtig. Also: Wir wissen seit Langem, dass wir diese Delle haben. Bisher waren diese Mittel auch eingestellt. Das heisst, man hat davon ausgehen können, dass diese Delle innerhalb eines gewissen Zeitrahmens ausgeglichen wird. Wenn man dies jetzt wieder aussetzt, heisst das, es ist unklar, wann das geschieht. Deshalb bitten wir Sie nicht nur wegen der Nachhaltigkeit, sondern auch unter dem Aspekt der Verlässlichkeit der Politik des Grossen Rates gegenüber dem Personal und insbesondere gerade auch der Lehrerinnen und Lehrer, diesem Antrag zuzustimmen. Die grüne Fraktion tut dies.

Johann Ulrich Grädel, Schwarzenbach BE / Huttwil (EDU). Es ist schon ein wenig speziell, dass die Linken bei den Löhnen Vergleiche machen und bei den Steuern dann nicht. Weshalb soll ich als Unternehmer in den «sauren Apfel» beissen, die Lehrer aber dann nicht? – Mein Apfel war übrigens süss.

Dass die EDU-Fraktion die FiKo-Mehrheit unterstützt und die anderen Anträge ablehnt, habe ich bereits gesagt.

Präsident. Wie lange hat Grossrat Haas? – Gut. Als letzter Fraktionssprecher hat Grossrat Haas als Sprecher der FDP das Wort.

Adrian Haas, Bern (FDP). Ich mache es kurz. Es ist bei mir ein wenig ähnlich rübergekommen wie bei Grossrat Grädel. Der Lohnwettbewerb unter den Kantonen wird hier als Argument für Lohnanpassungen angeführt, und beim Steuerwettbewerb braucht man dann keine Anpassungen zu machen. Also ist man irgendwo nicht konsequent.

Wichtig ist, dass es uns im Kanton Bern gelingt, unser Ressourcenpotenzial zu verbessern, und dann kommen wir auch in die Lage, bessere Löhne bezahlen zu können. Und bessere Löhne bedeutet ja nicht immer nur eine Erhöhung der Gesamtlohnsumme, sondern sie könnten auch bezahlt werden, wenn man die gleiche Summe auf etwas weniger Leute verteilen würde. Ich bitte Sie, diesen Antrag abzulehnen.

Ich melde mich nun nicht mehr bei jedem dieser «Rückgängigmachungsanträge», wenn sie dann nachher beginnen, sondern nur noch in Ausnahmefällen.

Präsident. Ich habe noch eine kurze Information. Das bernische Parlament macht ja bei dieser REP-Studie der Universität Genf mit, und ich kann Ihnen einen Zwischenstand bekannt geben, der von Frau Helfer rückgemeldet wurde. 133 Grossrätinnen und Grossräte haben sich bereit erklärt, bei dieser Studie mitzumachen. 71 Anhörungen sind bereits durchgeführt worden. Das heisst, der Kanton Bern liegt jetzt mit der Beteiligung schon höher als der Kanton Genf, denn wir liegen momentan bei 84 Prozent. Wer noch sieht, dass er im Verlauf der nächsten zwei Tage Zeit hätte, bei diesen Leuten vorbeizugehen, und sich noch nicht gemeldet hat, hätte diese Möglichkeit noch. Im Übrigen lässt sie nochmals vielmals danken, dass Sie sich dafür zur Verfügung stellen.

Ich wünsche Ihnen einen schönen Abend. Morgen Vormittag um 09.00 Uhr fahren wir weiter. Die Sitzung ist geschlossen.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 16.30 Uhr.

Die Redaktorin:
Sonja Riser (d)



Dienstag (Vormittag) 27. November 2018, 09.00–11.45 Uhr

Neunte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)

Präsenz: Anwesend sind 151 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Augstburger Ueli, Blum Christine, Dumermuth Marianne, Guggisberg Lars, Hässig Vinzens Kornelia, Hofer Stefan, Köppli Michael, Linder Anna-Magdalena, Wenger Markus.

Geschäft 2018.RRGR.55

Voranschlag / Aufgaben-/Finanzplan

Voranschlag 2019 (Gesamtstaat und Justiz) des Kantons Bern

Geschäft 2018.RRGR.55

Voranschlag / Aufgaben-/Finanzplan

Aufgaben-/Finanzplan 2020–2022 (Gesamtstaat und Justiz) des Kantons Bern

Gemeinsame Beratung der Traktanden 32 (VA: Geschäft 2018.RRGR.55) und 33 (AFP: Geschäft 2018.RRGR.55).

Detailberatung

Antrag SP-JUSO-PSA (Fisli, Meikirch) – Nr. 1b

Die Saldi im Voranschlag und im Aufgaben-/Finanzplan sind so anzupassen, dass weiterhin 0,3 Prozent zur Korrektur der Lohnrückstände eingesetzt werden können (Saldoverschlechterung um 12 Millionen Franken).

Fortsetzung

Präsident. Guten Morgen miteinander. Ich begrüsse auch die Finanzdirektorin. In der Finanzdebatte behandeln wir den Voranschlag (VA) und den Aufgaben- und Finanzplan (AFP). Wir sind bei der Planungserklärung, respektive dem Antrag 1b, SP-JUSO-PSA, Fisli, verblieben, zu dem sich nun die Fraktionssprecherinnen und -sprecher äussern können. Wir setzen die Beratung mit dem Votum der SVP-Fraktion fort. Ich erteile Grossrätin Amstutz das Wort.

Madeleine Amstutz, Schwanden Sigriswil (SVP). Diesen Antrag auf Anpassung und Korrekturen bei Lohnrückständen lehnt die SVP-Fraktion einstimmig ab. Heute hat die Regierung die Kompetenz, dort bei Bedarf Korrekturen vorzunehmen. Deshalb bitte ich Sie, diese Planungserklärung abzulehnen. Es ist nicht nötig, dass wir da wieder etwas tun oder aufstocken. Wir haben bereits gestern gehört, dass Sparmassnahmen wieder rückgängig gemacht werden sollen. Dazu gibt es keinen Grund. Deshalb bitte ich alle, diese Planungserklärung abzulehnen.

Präsident. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, wollen wir eine Viertelstunde Pause machen, oder führen wir die Beratungen fort? Ich habe es in dieser Session bereits dreimal gesagt: Wenn Sie Gespräche führen müssen, gehen Sie dazu bitte in die Wandelhalle. Dann stören Sie den Ratsbetrieb nämlich sehr viel weniger. Sie dürfen auch gerne am Morgen zu mir kommen und mir sagen, dass Sie noch fünf Minuten brauchen, bis Sie parat sind. Das ist für mich kein Problem. Wir können die Debatte verlängern. – Gut, dann führen wir die Beratungen jetzt fort.

Michael Köpfli, Wohlen b. Bern (glp). Auch wir lehnen diese Planungserklärung ab. Wir sehen den Handlungsbedarf bei den Lehrerinnen und Lehrern durchaus. Das hat die Antragstellerin auch ausgeführt. Der vorliegende Antrag betrifft aber sämtliches Personal des Kantons Bern. Das können wir nicht unterstützen. Wir haben zum AFP einen eigenen Antrag eingereicht. Kollege Brönnimann möchte nur bei der Delle bei den Lehrern ansetzen. Dort sind wir durchaus bereit, etwas zu tun. Dort sehen wir den Handlungsbedarf.

Ich bin vor allem nach vorne gekommen, weil ich kurz auf das Votum von Daniel Wyrsch eingehen möchte. Er meinte, die Angestellten im Kanton Bern stünden generell viel zu schlecht da. Er hat einen Vergleich mit einem anderen Kanton gezogen. Ich habe Anfang Jahr eine Interpellation eingereicht (I 078-2018), um Transparenz bezüglich des Lohngefüges im Kanton Bern zu erlangen. Der Durchschnittslohn in der Verwaltung des Kantons Bern beträgt 103 722 Franken. Der Medianlohn beläuft sich auf über 98 000 Franken. Seit 2006 haben wir ein Wachstum von 15,6 Prozent beim Durchschnittslohn und von über 16 Prozent beim Medianlohn. Ich kenne das Gefüge in den Verbänden und der Politik sehr gut. Wir sind in Bern ja ein Politikzentrum. Mit diesen Löhnen kann niemand mithalten. Wir haben hier im Saal viele KMU-Unternehmerinnen und -Unternehmer oder Angestellte. Ich glaube, auch sie können nicht mithalten. Man spricht jetzt immer von Marktlöhnen, aber es sind keine Marktlöhne, um die es da geht. Wer treibt diese Löhne in die Höhe? Wer ist die Konkurrenz? Es sind andere Kantone, es ist der Bund, und es sind bundesnahe Betriebe wie etwa die Post, die Swisscom und die SBB. Deshalb bitte ich darum, in Zukunft nicht zu sagen, man könne beim Marktlohn nicht mithalten. Wenn schon, kann man bei den Staatslöhnen nicht mithalten. Bei den Marktlöhnen im Kanton Bern haben wir ohnehin ein Problem. Die Verwaltung kann der Privatwirtschaft und den Verbänden Leute abwerben. Ich habe diese Erfahrung schon mehrfach gemacht.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Ich erteile Grossrat Gasser das Wort.

Peter Gasser, Bévillard (PSA). A l'attention de ceux qui l'ignorent encore, même Monsieur Haas: j'ai le privilège d'être le co-président des enseignantes et enseignants francophones. A ce titre, j'avais déjà alerté la Députation francophone sur la problématique des salaires bernois en 1999. Après de nombreuses années passées à vouloir convaincre les divers décideurs que les salaires bernois ne sont pas concurrentiels, le Grand Conseil a enfin accepté le fameux rapport sur les conditions d'engagement du personnel enseignant. Dès lors, leur rémunération devait suivre une courbe dégressive pour parvenir au maximum après 27 années. Mais voilà: de nombreuses enseignantes et de nombreux enseignants ont déjà été privés de leur progression salariale. Ces personnes au service du canton depuis plus de dix ans, donc des fidèles, des personnes ressources pour une école, des engagés, eh bien, ces personnes-là reçoivent ainsi depuis quelques années une progression supplémentaire pour les aider à rejoindre le niveau de salaire auquel ils ont droit. C'est cela la raison d'être de ces fameux 0,3 pourcent. A l'origine, il était prévu que ce rattrapage puisse se faire jusqu'en 2021. En 2021! Or, avec la proposition de budget et le plan financier qui nous est fait, ce pourcentage qui représente 12 millions de francs n'est plus prévu. Conclusion: Cette génération devra attendre un hypothétique 2024 pour obtenir simplement ce que vous, vous avez décidé! J'estime que ce report, alors que les résultats financiers du canton ont systématiquement été dans le noir, avec deux exceptions, pendant les vingt dernières années, et bien, il n'est plus admissible après la votation du week-end. Qui plus est, vous infligez une double peine à cette génération que je qualifie volontiers de sacrifiée. Non seulement ils sont discriminés au niveau salarial par rapport aux plus jeunes, qui eux perçoivent la progression salariale, mais encore aussi par rapport aux futures retraites. Vous le savez bien, avec le système de primauté des cotisations, votre avoir du deuxième pilier fonctionne sur le principe du livret d'épargne. Or, depuis plus de 50 ans, la part de l'employeur, donc du canton, est beaucoup plus élevée, puisqu'elle augmente jusqu'à deux tiers. Ces enseignantes et enseignants n'auront pas seulement un salaire inférieur à celui prévu, mais ils verront ensuite leur rente future diminuer. Il faut absolument tout faire pour corriger cela et pour ainsi éviter un éventuel exode. Enfin, cette dépense, elle est limitée dans le temps. Si vous acceptez cette déclaration de planification, le rattrapage sera terminé d'ici 2021.

Präsident. Es haben sich keine weiteren Einzelsprecher gemeldet. Wünscht die Regierungsrätin das Wort? – Ich erteile Finanzdirektorin Simon das Wort.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Der Regierungsrat lehnt diesen Antrag ab. Ich möchte festhalten: Es ist nicht ein Entscheid gegen unsere Angestellten. Es ist in der aktuellen finanzpolitischen Situation ein sehr bewusster Entscheid des Regierungsrates, die 1,5 Prozent weiter bestehen zu lassen. Das ist nicht selbstverständlich, nachdem man letzten November ein Entlastungspaket (EP) schnüren musste, das sehr viele geschmerzt hat. Wir haben bewusst diese 1,5 Prozent stehen lassen, gleichzeitig aber gesagt, dass wir die 0,3 Prozent betreffend der Delle in diesem Jahr aussetzen müssen. Wir werden im nächsten Planungsprozess wieder intensiv darüber diskutieren, ob es diese 0,3 Prozent wieder braucht. Vielleicht ist es dann nicht wegen der Delle, sondern weil jetzt die Teuerung anzieht. Ich kann Ihnen garantieren, dass wir im nächsten Planungsprozess das Thema wieder ganz genau anschauen werden. Aber zum jetzigen Zeitpunkt beantragt der Regierungsrat, dass man diesem Antrag nicht stattgibt.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer dem Antrag zustimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (VA; Antrag SP-JUSO-PSA [Fisli, Meikirch] – Nr. 1b)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja 49

Nein 92

Enthalten 3

Präsident. Sie haben den Antrag abgelehnt mit 92 Nein- zu 49 Ja-Stimmen bei 3 Enthaltungen.

5.7.6 Existenzsicherung und Integration

Antrag EVP (Kipfer, Münsingen) – Nr. 1a

Produktgruppe 5.7.6, Existenzsicherung und Integration:

Aufwanderhöhung des Produktgruppensaldos um 25 Mio. Franken zur Verstärkung der Integrationsbemühungen und dem Erhalt der Sozialleistungen auf SKOS-Niveau.

Antrag SP-JUSO-PSA (Gabi Schönenberger, Schwarzenburg) – Nr. 1e

Produktgruppe 5.7.6. Existenzsicherung und Integration:

Offene Kinder- und Jugendarbeit: Die Kosten für Praktikas sollen wieder über Lastenausgleich abgerechnet werden können. Das Produktgruppensaldo soll um 800 000 Franken erhöht werden.

Antrag SP-JUSO-PSA (Gabi Schönenberger, Schwarzenburg) – Nr. 1f

Produktgruppe 5.7.6. Angebote für Menschen mit einem Pflege-, Betreuungs-, besonderen Bildungsbedarf:

Die Erhöhung der Patientenbeteiligung bei der Spitex soll rückgängig gemacht werden, damit die Diskriminierung von PatientInnen ab dem 65. Altersjahr verhindert werden kann. Das Produktgruppensaldo soll um 13 Mio. Franken erhöht werden.

Präsident. Damit kommen wir zur Produktgruppe 5.7.6. Es liegen uns dazu drei Anträge vor. Wir werden sie gemeinsam diskutieren. Als Erstes erteile ich dem Antragsteller von Antrag 1a der EVP, Grossrat Kipfer, das Wort.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Vorneweg: Mit dem Antrag 1a muss ich alle enttäuschen, die sich gestern bereits geäußert haben. Denn es ist kein Rückgängigmachen einer Massnahme aus der Angebots- und Strukturüberprüfung (ASP), respektive einer EP-2018-Massnahme. Wir haben letzten Herbst und diesen Frühling über das Gesetz über die öffentliche Sozialhilfe (Sozialhilfegesetz,

SHG) diskutiert. Wir haben im EP 2018 auch gewisse Dinge beschlossen. Ich kann mit diesem Antrag nicht das Gesetz rückgängig machen, das wir beschlossen haben. Diese Grundlagen bestehen.

Es geht uns um etwas Detailliertes innerhalb dieses Bereichs. Denn wir erachten diesen Bereich als den sensibelsten unter den Massnahmen, die wir letzten Herbst beschlossen haben. Es geht mir hier auch nicht darum, den Zahlensalat fortzusetzen, der aufgrund der kommenden Abstimmung bereits besteht. Es geht mir in diesem Kontext darum, Spielraum zu schaffen für zwei Dinge. Der erste Bereich ist der Bereich der Arbeitsintegration. Wir haben bei der Diskussion des SHG gelernt, dass man dies verstärken will, dass man dort intensive Bemühungen vorsieht, dass man auch einen Teil von diesen Effekten dafür einsetzen will. Sie sind reduziert worden. Wir von der EVP sagen, genau dieser Bereich müsse weiter verstärkt werden. Die Arbeitsintegration muss vorangetrieben werden. Und da sprechen wir auch sehr stark von den Leistungsbeeinträchtigten. Wir sprechen nicht exklusiv von der ausländischen Bevölkerung, bei der es um die Integration geht, sondern auch von Schweizerinnen. Bei der Arbeitsintegration lohnt es sich wirklich, sie zu verstärken und Mittel sehr gezielt einzusetzen. Die vorgesehen Mittel sind aus unserer Sicht nicht ausreichend.

Der zweite Bereich, für den wir Mittel freisetzen wollen, ist in der Sozialhilfe. Es geht um die Ausgestaltung der Verordnung. Wir haben im Gesetz gewisse Kann-Formulierungen. Wir haben auch in der Diskussion zur kommenden Abstimmung gemerkt, dass man die Verordnung unterschiedlich auslegen kann. Je nachdem sagt man, es brauche etwas mehr oder etwas weniger. Wir wollen hier bewusst Freiraum schaffen, damit man diese Verordnung, diese Umsetzung des Gesetzes ein wenig grosszügiger, ein wenig menschlicher machen kann. Deshalb beantragen wir Ihnen, in dieser Produktgruppe die Beträge entsprechend zu erhöhen, damit wir genau diesen Freiraum haben. Wenn wir gute Lösungen wollen für die Zukunft des Kantons, dann müssen wir einander zuhören. Das habe ich gestern bereits gesagt. Ich bitte Sie, diesen Bereich anzunehmen. Es geht nicht um das Rückgängigmachen einer EP-Massnahme. Damit wende ich mich im Ratssaal vor allem auch an die FDP. Es ist ein konkreter Bereich, bei dem man Handlungsspielraum ausschöpfen und die Reaktion der Bevölkerung auf den Entscheid wahrnehmen kann.

Präsident. Als Nächstes erteile ich das Wort der Antragstellerin der Anträge 1e und 1f. Für die Fraktion SP-JUSO-PSA hat Grossrätin Gabi Schönenberger das Wort.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenburg (SP). Zum Antrag 1f wird sich Elisabeth Striffeler äussern. Ich äussere mich zum Antrag 1e. Sie können sich sicher noch an die vom Regierungsrat vorgeschlagene Massnahme erinnern, dass im Rahmen des EP 2018 Kosten für Praktika nicht mehr über den Lastenausgleich abgerechnet werden können. Das war eine schlechte Entscheidung. Deshalb stellt die SP-JUSO-PSA-Fraktion diesen Antrag. Der Kanton soll sich nicht aus dieser Verbundaufgabe von Kanton und Gemeinden verabschieden und die Gemeinden alleine lassen. Die Offene Kinder- und Jugendarbeit (Okja) ist ein wichtiger Pfeiler, der wichtig ist für die Gemeinden. Er hat direkte Auswirkungen auf den Betreuungsschlüssel, also auf die direkte Arbeit mit den Jugendlichen. Die Jugendarbeit ist unvergleichlich niederschwellig. Praktikantinnen und Praktikanten leisten gerade hier einen sehr grossen Beitrag. Von den Angeboten profitieren in erster Linie direkt unsere Jugendlichen. Praktikantinnen und Praktikanten hier einzusetzen, bietet kostengünstige Stellenprozente. Das heisst konkret, mehr Hände können mit anpacken, mit beaufsichtigen und sinnvoll eingesetzt werden. Praktikantinnen und Praktikanten leisten auch einen wichtigen Beitrag zum Wissenstransfer zwischen Berufsbildung und Praxis. Das sichert die Qualität. Sie sind wichtig für unseren kantonsinternen Hochschulstandort. Es wäre äusserst bedauerlich, wenn sie für die Ausbildung in einen anderen Kanton abwandern würden. Die Jugendarbeit soll ihre Arbeit gut machen können. Hier ist jeder Abbau direkt und deutlich spürbar für die Kundinnen und Kunden – die Jugendlichen. Deshalb bitte ich Sie, auf den betreffenden Entscheid von letztem Jahr zurückzukommen und die Jugendlichen und Gemeinden hier zu unterstützen. Sie wissen: Letztes Jahr wurde überdurchschnittlich im Bereich Kinder, Jugendliche und Familien gespart. Wenn man das Benchmarking anschaut, sieht man, dass in diesem Bereich am meisten eingespart wurde. Ich habe damals dagegen gekämpft. Ich nehme mir heraus, Sie nun ein weiteres Mal mit diesen Anträgen zu belästigen. Denn es ist mir ausgesprochen wichtig, dass man diese Fehlentscheide des letzten Jahres rückgängig macht. Es wurde in diesem Bereich überproportional eingespart. Ich hoffe, Sie tragen das Anliegen mit.

Präsident. Der Präsident der FiKo hat mich darauf aufmerksam gemacht, dass sich der Antrag 1f auf die Produktgruppe 5.7.7 auswirkt. Deshalb werden wir die beiden Planungserklärungen 1a und 1e

zusammen diskutieren und erst danach die Planungserklärung 1f. Damit gebe ich das Wort dem Kommissionspräsidenten Grossrat Bichsel.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Ich gebe Ihnen die Empfehlungen der FiKo zu diesen Anträgen bekannt: Der Antrag 1a wird mit 11 zu 6 Stimmen zur Ablehnung empfohlen. Der Antrag 1e, der zweite, zu dem wir etwas gehört haben, wird mit 8 zu 7 Stimmen zur Ablehnung empfohlen. Die Antragstellerin hat es bereits gesagt: Er war Gegenstand der EP-Massnahmen. Es war die Massnahme 44.7.8, die damals mit 77 zu 63 Stimmen bei 3 Enthaltungen gutgeheissen wurde. Dies als Information zu diesen Anträgen.

Präsident. Gibt es Wortmeldungen zu diesen Anträgen seitens der Fraktionen? – Ich erteile für die SP-JUSO-PSA-Fraktion Grossrätin Junker Burkhard das Wort.

Margrit Junker Burkhard, Lyss (SP). Selbstverständlich unterstützen wir von der Fraktion SP-PSA-JUSO die beiden soeben von Herrn Kipfer und Frau Gabi Schönenberger vorgestellten Planungserklärungen. Zur ersten Planungserklärung von Herrn Grossrat Kipfer: Es ist selbstverständlich, dass wir diese Planungserklärung im Einklang mit dem Volksvorschlag, der Einhaltung der Richtlinien der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe (SKOS) und der Integrationsmassnahmen unterstützen. Da wir auf den Erfolg unseres Volksvorschlags zählen, muss dieses Geld im Budget des nächsten Jahres eingestellt sein.

Zur Planungserklärung 1e: Ich habe zum Beispiel in der Gemeinde Lyss festgestellt, dass es einen ziemlichen Wirbel gab, weil die Praktikumlöhne nicht mehr bezahlt werden. Sämtliche Gemeinden, die vonseiten der Kinder- und Jugendfachstelle beteiligt sind, haben wir an einen Tisch bitten müssen. Wir haben schauen müssen, dass die Kopfbeiträge erhöht werden. Das heisst: Die Gemeinden müssen das jetzt übernehmen, sie müssen dort in die Bresche springen. Denn die Gemeinden, die mit Kinder- und Jugendarbeit zu tun haben, wissen, wie wertvoll und wie wichtig es ist, dass diese Leute ausgebildet werden können beziehungsweise dass diese ausgebildet werden. Deshalb machen wir das jetzt über die Gemeinde. Aber das ist ja wahrscheinlich nicht wirklich eine Sparmassnahme. Deshalb bitte ich Sie, auch diesem Antrag zuzustimmen.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Ich kann es kurz machen. Die grüne Fraktion unterstützt beide Anträge. Wir sind, wie der Antragsteller Kipfer der EVP der Meinung, dass die Arbeitsintegration ein wichtiger Bereich ist. Wir haben von allen Parteien gehört, wie wichtig es ist, dass Menschen einen Einstieg zurück in die Arbeitswelt finden. Deshalb hilft jeder Franken, der hier investiert wird, Folgekosten zu verhindern. Wir finden es richtig, dass wir hier ein Zeichen setzen und das unterstützen. Für uns Grüne ist natürlich auch die Erhaltung des SKOS-Niveaus ein wichtiges Anliegen. Deshalb unterstützen wir den Antrag Kipfer.

Zum Antrag 1e bezüglich Praktika: Auch hier hatten wir bereits in der Spardebatte ausgeführt – das tat damals mein Kollege Vanoni –, dass es auf die Gemeinden zurückfallen wird, wenn man die Praktikumsplätze nicht mehr anbietet. Wenn man es in der offenen Jugendarbeit nicht mehr über den Kanton finanzieren kann, werden es teilweise die Gemeinden übernehmen müssen. Es ist in diesem Sinne auch bloss eine Verschiebungsmassnahme. Meine Vorrednerin aus Lyss hat genau das gesagt, was ich auch sagen wollte: In Lyss wollte man es rückgängig machen, weil man eben an der Basis gemerkt hat, dass es nicht sinnvoll ist, genau bei der Arbeit mit Kindern und Jugendlichen an den Praktikumsplätzen zu sparen. Deshalb unterstützt die grüne Fraktion beide Anträge.

Barbara Streit-Stettler, Bern (EVP). Die Sozialhilfe hat in den vergangenen Jahren empfindliche Einschnitte hinnehmen müssen. 2013 unterschritt der Kanton Bern erstmals die SKOS-Richtlinien. Bei der letzten Revision beschlossen wir weitere Kürzungen beim Grundbedarf. Gleichzeitig versprach der Regierungsrat, in Zukunft die Integration in den Arbeitsmarkt stärker fördern zu wollen. Allerdings gibt es bis jetzt sehr wenige konkrete Ansätze in diesem Bereich, die über das hinausgehen, was bereits heute getan wird. Die EVP hat sich vehement gegen die Kürzung beim Grundbedarf gewehrt, weil wir bezweifeln, dass diese Kürzungen einen positiven Effekt auf die Sozialhilfebezüglerinnen und -bezügler haben. Hingegen sind wir damit einverstanden, dass punkto Integration in den Arbeitsmarkt mehr geschehen muss. Unabhängig davon, was das Berner Volk zum Volksvorschlag «Wirksame Sozialhilfe» sagen wird, braucht es mehr Integrationsanstrengungen für Sozialhilfebezügler und -bezüglerinnen. Diese sind aber nicht gratis.

Mit diesem Antrag wollen wir hier mehr Spielraum schaffen, damit es nicht einfach leere Worte sind,

sondern Menschen auch tatsächlich von der Sozialhilfe abgelöst werden können. Das ist anspruchsvoll und geschieht nicht von selbst. Diese Menschen brauchen konkrete Unterstützung, um sich Schlüsselkompetenzen für den Arbeitsmarkt zu erarbeiten, beziehungsweise um Wissenslücken zu schliessen. Sie brauchen auch Hilfe beim Schreiben von Bewerbungen und finanzielle Unterstützung, damit sie eine Weiterbildung machen beziehungsweise eine Berufsausbildung nachholen können. Die EVP ist der Meinung, man könne hier die Leute nicht in erster Linie mit Sanktionen zum Arbeiten bewegen. Dazu braucht es Motivation und konkrete Unterstützung. Wir werden dem Antrag auch zustimmen, weil wir der Meinung sind, dass mit Kürzungen bei der Sozialhilfe am falschen Ort gespart wird. Hingegen werden sich durch den finanziellen Spielraum, den uns Hans Kipfer beantragt, vielleicht nicht sofort, aber längerfristig Einsparungen ergeben, und zwar wiederkehrende. Wenn Menschen von der Sozialhilfe abgelöst werden, auch wenn das keine Massen sein werden, lohnt sich das auf jeden Fall auch bezüglich der Kosten. Wir haben hier eine Win-win-Situation. Davon sind wir seitens der EVP überzeugt. Einerseits werden schwache Menschen gestärkt, andererseits spart der Kanton Bern langfristig – wahrscheinlich über Generationen. Wir bitten Sie, gemeinsam mit uns Ja zu diesem Antrag zu sagen. Den Antrag 1e von Gabi Schönenberger nehmen wir ebenfalls an.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Selbstverständlich lehnen wir diese beiden Anträge ab. Wir haben letzte Woche über das SHG diskutiert. Das Volk wird darüber abstimmen, welche Sozialhilfe in diesem Kanton gerecht ist. Bereits jetzt vorauseilend einen Betrag von 25 Mio. Franken in den VA aufzunehmen finden wir nicht angebracht. Wir lehnen ebenfalls den Antrag 1d ab. Ich äussere mich auch gleich zu den anderen, dann trete ich nicht jedes Mal wieder ans Rednerpult: Die Anträge bis zum Antrag 1g lehnt die BDP einstimmig ab. Ich bitte Sie, dies auch zu tun.

Fritz Wyss, Wengi (SVP). Auch ich werde später nicht für jeden Antrag wieder ans Rednerpult treten. Ich möchte noch einmal etwas Grundsätzliches dazu sagen, weshalb die SVP diese beiden Anträge natürlich ablehnt. Wir geraten jetzt ein wenig in das hinein, was wir vermutet haben: in eine «EP-Light-Diskussion». Es werden alle Punkte noch einmal hervorgeholt, und es wird noch einmal versucht, dort einzuhängen. Das ist grundsätzlich legitim.

Ich wiederhole aber noch einmal, was ich gestern in meinem Eintretensvotum gesagt habe: Die Ausgaben 2017 stiegen im Kanton Bern um 6 Prozent. An diesem Mikrofon wird immer wieder etwas gesagt, das nicht stimmt. Wir haben nämlich nirgends gespart. Wir haben versucht, Ausgaben auf ein Niveau zu bringen, bei dem sie nicht mehr ansteigen. Wenn ich persönlich zu Hause spare, dann bedeutet das etwas anderes. Sparen heisst, wirklich weniger auszugeben. Ich sage es noch einmal: Wir sind dabei, das Ausgabenwachstum zu bremsen. Wenn wir es schaffen, das abzubremesen, dann haben wir schon sehr viel erreicht. Aber es ist falsch, ständig von sparen zu sprechen. Sparen würde heissen, dass wir weniger ausgeben. So wird Sparen auch allgemein verstanden. Und das tun wir nicht. Das ist einfach ein Fakt. Wir versuchen derzeit erst mal, das Ganze abzubremesen.

Präsident. Ich erteile Grossrätin Geissbühler von der SVP als Einzelsprecherin das Wort.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (SVP). Ich möchte hier die Stimme derer einbringen, die Arbeitsintegration betreiben. Ich kenne Menschen, die seit fünf Jahren bei der Arbeitsintegration für unbegleitete minderjährige Asylsuchende (UMA) tätig sind. Diese sagen: Hört einmal auf, es liegt nicht am Geld, monatliche 5500 Franken pro Jugendlichen sind viel zu viel. Wichtig sei ihre Motivation; dort hapere es. Das kenne ich von den Drogensüchtigen. Anstatt einmal dafür zu sorgen, dass sie wegkommen von den Drogen, lässt man sie an Arbeitsprojektlein teilnehmen, die viel kosten. Die Leute, die dort tätig sind, sind bestens ausgewiesen; es sind teure Arbeitsstellen. Wer mitmacht, ist gar nicht motiviert. Wenn sie unter Drogeneinfluss sind, wollen sie einfach die 20 «Fränklein» pro Stunde haben, damit sie wieder etwas besorgen können. Hören wir einmal auf, hier drin nur von Geld zu sprechen und so zu tun, als ändere sich etwas, wenn man überall Geld reinbuttert. Wir sind dagegen, dass man bei der Arbeitsintegration und andernorts versucht, mit Geld alles in Ordnung zu bringen. Es hapert nämlich anderswo. Dort sollte man vielleicht einmal hinschauen.

Ursula Zybach, Spiez (SP). Ich bin hier, weil ich etwas zur Okja sagen will. Einige von uns sind auch in Gemeinderäten oder Stadträten im Kanton Bern tätig. Ich nehme an, wir hatten alle dasselbe Problem, weil es einen Teil des Entlastungsprogramms gab – dieses diskutierten wir letztes Jahr, und es war ja kein Sparprogramm –, den wir seitens der Gemeinden anschauen mussten. Ich finde, einerseits verschieben wir einfach Geld zu den Gemeinden, nämlich Geld, welches bisher der Kanton Bern

ausgegeben hat. Andererseits diskutieren wir alle innerhalb dieser Exekutiven darüber, behandeln Anträge und überlegen uns, wie wir damit umgehen wollen. Das heisst, effizient sind wir in keiner Art und Weise. Wir diskutieren es doppelt. Doch am Ende brauchen wir diese Praktikumsstellen. Wir brauchen im Kanton Bern Leute, die fähig und gut sind. Das ist für mich eine der Antworten auf die Steuerstrategie. Es geht nämlich nicht nur um Steuern im Kanton Bern, sondern es geht darum, dass wir gute Fachleute haben und eine gute Infrastruktur. Das wäre eine der Antworten darauf. Wenn wir gemerkt haben, dass wir letztes Jahr vielleicht ein wenig übertrieben haben mit diesem Umlagern und Verschieben, haben wir jetzt die Möglichkeit, dies zu verändern. Ich bitte Sie deshalb, hier zuzustimmen.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Ich muss etwas zu Fritz Wyss sagen. Ich glaube, Sie sind in der FiKo. Ich war früher auch in der FiKo. Wenn Sie so sprechen wie vorhin und quasi den Vorwurf in die Welt setzen, wir hier würden nicht sparen, dann möchte ich Sie doch bitten, das Budget en détail zu studieren.

Die meisten, oder jedenfalls die Mehrzahl der Budgetposten, können wir gar nicht gross beeinflussen. Dass wir im Kanton Bern, in der Schweiz, in unseren Breitengraden beispielsweise immer älter werden, dass die Pflegekosten im Altersbereich und in den Spitälern steigen, welche der Kanton massiv mitfinanziert, das hat nichts damit zu tun, dass wir unsere Arbeit schludrig machen würden oder nicht sparen wollen. So stellen Sie das dar. Aber es sind Gegebenheiten, äussere Faktoren, die wir sehr schlecht oder nur sehr bedingt beeinflussen können. Das betrifft auch das Lohnsummenwachstum, bei dem wir uns wahrscheinlich weitgehend einig sind, dass man es zumindest dann einigermaßen anpasst, wenn es eine Teuerung gibt. Die Verwaltung ist der grösste Arbeitgeber im Kanton Bern. Über die Lehrpersonen haben wir schon gesprochen. Da sind wir uns wohl auch einig, dass etwas geschehen muss. Dies alles sind Faktoren, die wir nicht einfach über einen Leisten schlagen können. Wir können nicht sagen, wir hätten keinen Sparwillen und täten nichts. Es ist wichtig, das einmal etwas differenzierter anzuschauen und nicht pauschale Verurteilungen in die Welt zu setzen.

Präsident. Ich erteile der Finanzdirektorin das Wort.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Ich habe gestern in meinem Eintretensvotum gesagt, dass der Regierungsrat nicht bereit ist, auf all diese Anträge einzugehen, die gestellt wurden und die vor allem das EP 2018 betreffen. Er lehnt sie ab. Ich habe in meinem Eintretensvotum auch gesagt, dass wir grosse finanzpolitische Herausforderungen haben. Wir werden genug daran zu beissen haben, wenn wir die Mindereinnahmen aus dem Nationalen Finanzausgleichs (NFA) ausgleichen müssen. Wir haben genügend Aufgaben im Bereich des Investitionsvolumens, das massiv angestiegen ist. Deshalb sollte man jetzt nichts am EP verändern, welches nötig war. Auch jetzt, wo die Revision des Steuergesetzes (StG) abgelehnt wurde, hat es das gebraucht. Man sollte nicht beginnen, etwas daran zu verändern. Ich werde mich nicht zu jedem Antrag einzeln äussern.

Aber zum Antrag 1a möchte ich noch sagen, dass der Regierungsrat diese Aufwanderhöhung ablehnt, weil er ganz klar der Meinung ist, dass man zuerst die Abstimmung über den Volksvorschlag zur Revision des SHG abwarten soll. Danach kann man weitere Entscheide fällen. Auch den Antrag 1e lehnt der Regierungsrat ab. Denn auch dieser wäre ein Rückgängigmachen einer EP-2018-Massnahme. Diese Massnahmen sind dringend notwendig für unser Budget, aber auch für den AFP.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wir stimmen über Anträge ab und nicht über Planungserklärungen. Jedes Mal, wenn ich Planungserklärung sage, ist das falsch. Wenn ich Antrag sage, ist es richtig. (*Heiterkeit*) Wir sind beim VA. Wir verändern direkt Produktgruppen-Saldi. Das geht nur mit einem Antrag. Wir stimmen über den Antrag 1a, EVP/Kipfer, ab. Wer diesen annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (VA; 5.7.6 Existenzsicherung und Integration; Antrag EVP [Kipfer, Münsingen] – Nr. 1a)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja 58

Nein 89

Enthalten 1

Präsident. Sie haben den Antrag abgelehnt mit 89 Nein- zu 58 Ja-Stimmen bei 1 Enthaltung. Wir kommen zur Abstimmung über den Antrag 1e, SP-JUSO-PSA, Gabi Schönenberger. Wer diesen Antrag annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (VA; 5.7.6 Existenzsicherung und Integration; Antrag SP-JUSO-PSA [Gabi Schönenberger, Schwarzenburg] – Nr. 1e)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	59
Nein	86
Enthalten	3

Präsident. Sie haben diesen Antrag abgelehnt mit 86 Nein- zu 59 Ja-Stimmen bei 3 Enthaltungen.

5.7.7 Angebote für Menschen mit einem Pflege-, Betreuungs-, besonderen Bildungsbedarf

Antrag SP-JUSO-PSA (Gabi Schönenberger, Schwarzenburg) – Nr. 1f

Produktegruppe 5.7.6. Angebote für Menschen mit einem Pflege-, Betreuungs-, besonderen Bildungsbedarf:

Die Erhöhung der Patientenbeteiligung bei der Spitex soll rückgängig gemacht werden, damit die Diskriminierung von PatientInnen ab dem 65. Altersjahr verhindert werden kann. Das Produktgruppen saldo soll um 13 Mio. Franken erhöht werden.

Präsident. Wir kommen zum Antrag 1f betreffend die Produktegruppe 5.7.7. Ich erteile der Antragstellerin, Grossrätin Striffeler, für die SP-JUSO-PSA-Fraktion das Wort.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (SP). Wir beantragen, dass die Erhöhung der Patientenbeteiligung bei der Spitex von maximal 15.95 Franken pro Tag für alle, die älter als 65 Jahre sind, rückgängig gemacht wird. Die Diskriminierung von älteren Menschen soll verhindert werden. Bisher gab es keine Kostenbeteiligung für Patienten bei einem Einkommen unter 50 000 Franken. Das heisst, dass ein grosser Teil dieser Massnahme sowieso von den Ergänzungsleistungen (EL) getragen würde. Menschen, die täglich Pflege brauchen, müssen wegen dieser Massnahme 478 Franken pro Monat an Mehrkosten tragen. Das sind 5820 Franken pro Jahr. Das ist für viele Menschen unzumutbar. Es gibt Patienten und Patientinnen, die Einsparungen bei Spitex-Leistungen machen müssen und entsprechend weniger Leistungen beziehen können. Das heisst, dass die Vereinsamung und Verwahrlosung zunehmen wird, dass es früher zu Heim- und Spitaleintritten kommt. Dieser Abbau ist nicht nachhaltig im Hinblick auf die Herausforderung der demografischen Entwicklung. Im Gegenteil: Diese erhöht die Gesundheitskosten, weil es früher zu Heim- und Spitaleintritten kommt. Ich bitte Sie, den Produktesaldo um 13 Mio. Franken zu erhöhen.

Präsident. Ich erteile dem Kommissionspräsidenten Grossrat Bichsel das Wort.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Die FiKo empfiehlt diesen Antrag mit 10 zu 6 Stimmen zur Ablehnung. Wie wir bereits gehört haben, war dieser Antrag auch Gegenstand der EP-Massnahmen. Es geht dabei um die EP-Massnahme 44.3.6. Interessant ist, wenn man auf die Debatte zur EP-Massnahme zurückblickt, dass es damals Anträge gab, welche die vollständige Rückgängigmachung der Patientenbeteiligung vorsahen, die jetzt gefordert wird. Diese Anträge wurden damals zurückgezogen und nicht zur Abstimmung gebracht. Es blieb damals einzig ein Antrag bestehen, der die Hälfte aus dem EP-2018-Päckchen herausstreichen wollte, nämlich 6,5 Mio. Franken. Dieser Antrag wurde schliesslich mit 69 zu 82 Stimmen abgelehnt. Hier geht es nicht nur um das Rückgängigmachen einer EP-2018-Massnahme, sondern um eine bereits umgesetzte Massnahme. Sie ist im Jahr 2018 bereits umgesetzt worden. Es hätte eine neue Abwicklung bei der Spitex und gegenüber den Patienten zur Folge, wenn man diesen Antrag annähme.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprecherinnen und -sprechern. Ich erteile für die grüne Fraktion Grossrätin Imboden das Wort.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Die Sprecherin hat deutlich begründet, dass hier eben tatsächlich nicht gespart wird. Damit komme ich auf das Votum von Fritz Wyss zu sprechen, der gesagt hat, wir hätten mit dem EP nicht gespart. – Doch, natürlich haben wir gespart. Wir haben wirklich Leistungen abgebaut und reduziert. Hier haben wir einfach die Kosten verlagert hin zu älteren Mitgliedern der Bevölkerung, die eben, wenn sie auf Spitex angewiesen sind, mehr aus der eigenen Tasche zahlen müssten. Deshalb ist das eine klassische Verschiebung der Kosten aus dem Kantonsbudget, mit dem das Soziale finanziert ist, hin zu den Direktbetroffenen. Frau Striffeler hat erklärt und betont, um welche Mehrbelastungen es geht. Das ist für ältere Menschen mit tiefen Einkommen tatsächlich ein Problem. Ich glaube, der zentrale Punkt, weshalb die grüne Fraktion der Meinung ist, dies sei nicht richtig gewesen und weshalb sie das rückgängig machen will, ist, dass Menschen, die eigentlich mithilfe der Spitex weiterhin zu Hause wohnen können, weiterhin die Möglichkeit haben sollen, in ihrem normalen Lebenskontext zu bleiben und eben nicht in ein Heim eintreten zu müssen. Dieser Prozess wird mit solchen Massnahmen verhindert oder behindert. Ich glaube, das ist nicht in unserem Interesse. Wir sagen immer: ambulant vor stationär. Hier gilt auch: Spitex vor Altersheim. Das ist sicher der richtige Weg. Deshalb nimmt die grüne Fraktion den Antrag an. Noch ein Satz zum Votum des Kommissionssprechers: Auch wenn diese Massnahme jetzt schon in Kraft ist, heisst das nicht, dass man nicht gescheitert werden darf. Das ist kein Grund, es nicht zu ändern. Wir sind der Meinung, in diesem Bereich, bei unseren älteren Menschen, sei es nicht adäquat gewesen, eine Verlagerung zulasten ihres Portemonnaies zu beschliessen. Ich bitte deshalb um Annahme dieses Antrags.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Junker das Wort.

Margrit Junker Burkhard, Lyss (SP). Selbstverständlich unterstützt die Fraktion SP-JUSO-PSA den Antrag Striffeler. Als Präsidentin des Vereins Spitex Seeland habe ich letzte Woche an der Vorstandssitzung leider vernehmen müssen, dass die Aufträge genau in diesem Alterssegment zurückgehen. Nicht, weil es den Leuten besser geht – überhaupt nicht –, sondern, weil sie Angst haben, sie könnten es nicht finanzieren, und weil sie sich schämen, mit der Rechnung zur EL zu gehen. Liebe Grossrätinnen und Grossräte, das kann es doch nicht sein, definitiv nicht! So füllen wir die Notfallstationen und die Pflegeheime. Das geht gar nicht. Ich bitte Sie, in sich zu gehen und uns und unseren Antrag zu unterstützen. Es geht um ältere Menschen. Auch wir werden immer älter. Vielleicht sind wir selber auch einmal froh, diese Unterstützung zu haben.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Ich bin hier, um zu begründen, weshalb die EVP diesen Antrag nicht unterstützt. Das erstaunt Sie vielleicht. Aber wir haben bereits beim EP diesen Antrag nicht unterstützt. Wir sind der Meinung, es gehe hier nicht, wie im Antrag erwähnt, um eine Diskriminierung. Es geht um eine Gleichschaltung der Kantone, denn so haben wir dasselbe Niveau bei der Einsetzung. Es geht auch um eine gerechtfertigte Angleichung, damit diese Leute, die im Alter das Geld dazu haben, weiterhin einen Betrag zahlen. Für Leute, die das Geld nicht haben, haben wir Systeme. Diese wollen wir sauber anwenden. EL können bezogen werden. Es ist ganz normal, dass man für eine Leistung bezahlen muss, wenn man sie irgendwo bezieht, egal wo. Der Kanton ist bereit, über die EL die entsprechenden Leistungen zu übernehmen, wenn man es wirtschaftlich nicht selber kann. Damit haben wir eine saubere Lösung auf dem Tisch. Klar gibt es gewisse Verschiebungen. Klar muss man sich an dieses System erst gewöhnen. Aber wir finden es so richtig und unterstützen den Antrag nicht.

Präsident. Ich erteile Grossrätin Zybach als Einzelsprecherin das Wort.

Ursula Zybach, Spiez (SP). Ich gebe meine Interessenbindung bekannt: Ich bin Präsidentin des Spitex-Verbands Kanton Bern. Wir haben selbstverständlich in letzter Zeit die Zahlen ausgewertet, zum Beispiel dahingehend, was die Patientenbeteiligung bedeutet hat. Wir sahen, dass es wirklich Veränderungen gab. Ich möchte auf das Votum von Grossrätin Junker hinweisen: Es ist eines der ganz grossen Probleme, dass Patientinnen und Patienten, die bisher regelmässig von der Spitex betreut wurden, wegen dieser Beteiligung sagen, sie möchten die Spitex nicht mehr oder seltener. Sie können erwidern: Super, dann sparen wir ja! In einigen Fällen mag es der Fall sein, dass man wirklich spart. Ob jetzt ein älterer Mensch wöchentlich oder zweimal pro Woche duscht oder stinkt, das ist

wohl nicht das grosse Drama. Aber es gibt auch medizinische Handlungen, die gemacht werden und ganz wichtig sind. Zum Beispiel eine Wundpflege: Wenn die Patientin entscheidet, sie könne das Pflaster selber wechseln, aber nicht realisiert, dass ihre Haut dermassen dünn ist, dass es schwierig ist, wenn sie es abreisst, und sie damit Folgeschäden verursacht und dann plötzlich auf dem Notfall landet – dann haben wir am Ende nicht gespart. Und wir haben vor allem Leid verursacht. Mein Anliegen ist, dass Sie aufhören, dass wir gemeinsam aufhören, in Silos zu denken. Wir müssen nicht nur an die Spitex und an die Patientenbeteiligung denken. Wir müssen an das ganze System denken. Das heisst eben: Notfallstationen, Spitalaufenthalt, Heimaufenthalt. Deshalb bitte ich Sie sehr, dem Antrag zuzustimmen und den älteren Menschen zu ermöglichen, dass sie, selbst wenn sie im Alter ein wenig knauserig werden, diese Dienstleistung bekommen. Von vielen dieser Menschen bekommen wir Ende Jahr auch anständige Steuerbeträge.

Präsident. Die Regierungsrätin verzichtet auf ein Votum. Wir kommen direkt zur Abstimmung. Wer diesen Antrag annehmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (VA; 5.7.7 Angebote für Menschen mit einem Pflege-, Betreuungs-, besonderen Bildungsbedarf; Antrag SP-JUSO-PSA [Gabi Schönenberger, Schwarzenburg] – Nr. 1f)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja 48

Nein 91

Enthalten 6

Präsident. Sie haben diesen Antrag abgelehnt mit 91 Nein- zu 48 Ja-Stimmen bei 6 Enthaltungen.

6.7.7 Kinderschutz und Jugendförderung

Antrag SP-JUSO-PSA (Gabi Schönenberger, Schwarzenburg) – Nr. 1c

Kinderschutz und Jugendförderung: Erhöhung des Produktgruppensaldos um 70 000 Franken, damit der Förderungskredit KKJ weiterhin gesprochen werden kann und die Kommission zum Schutz und zur Förderung von Kinder und Jugendlichen (KKJ) nicht aufgelöst wird.

Präsident. Wir kommen zur Produktgruppe 6.7.7 und einem Antrag der SP-JUSO-PSA von Grossrätin Gabi Schönenberger. Ich erteile Ihnen das Wort. – Danke, dass Sie sich an der Sprechanlage angemeldet haben.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenburg (SP). Ich beginne mit einer kleinen Nebenbemerkung: Ich finde es schade, wenn gewisse Fraktionen zu diesen Anträgen nicht einmal Stellung beziehen. Ich weiss, dass es zum Teil Dinge vom letzten Jahr sind, die man aus Sicht einiger Fraktionen wieder bringen muss. Es geht auch um Respekt. Wir sind ein Parlament. Der Begriff kommt von «parlare». Diskussionsverweigerung erachte ich persönlich in einem Kantonsrat wie dem Grossen Rat als nicht angebracht.

Wie Sie sich sicher noch erinnern können, ist im Rahmen des EP 2018 die vom Regierungsrat vorgeschlagene Massnahme beschlossen worden, die Kommission zum Schutz und zur Förderung von Kindern und Jugendlichen (KKJ) aufzuheben. Die Vernetzungsform der KKJ ist aber wichtig. Denn der Bereich Kinder- und Jugendschutz und Förderung tangiert erstens drei Direktionen – die GEF, die ERZ und die JGK – sowie viele weitere wichtige externe Player wie Institutionen, Behörden und Fachstellen. Ich zähle einige auf: die Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde (Kesb), die Kantonspolizei, die Mütter- und Väterberatung, das Jugendamt der Stadt Bern, die Okja, die Jugendanwaltschaft, die Berner Gesundheit (Beges), die Kinder- und Jugendpsychiatrie, Pro Juventute und so weiter. Es braucht die Kommission als Gefäss zum Vernetzen, zum Informieren und für den Wissenstransfer. Das habe ich bereits vor einem Jahr gesagt. Ich habe auch dafür gekämpft. Hier haben wir einen Betrag von 70 000 Franken. Wie Sie sehen, ist die KKJ kein teures Gefäss, aber sie lohnt sich immens. Sie belastet das Budget wenig. Deshalb möchte die SP-JUSO-PSA-Fraktion sie wieder

aufleben lassen. Denn dort abzubauen und Schaden anzurichten, das geht leicht von der Hand, wie wir letztes Jahr gesehen haben. Aber das wieder aufzubauen, das ist etwas ganz anderes. Deshalb ist es wichtig, dass die KKJ so schnell wie möglich ihre Arbeit wieder aufnehmen kann. Ich bitte Sie deshalb eindringlich, auf den Entscheid vom letzten Jahr zurückzukommen und den Antrag im Interesse, zum Schutz und zur Förderung von Kindern und Jugendlichen zu unterstützen. Es kostet uns, wie gesagt, fast nichts. Aber der Gewinn ist riesig. Ich bitte Sie: Geben Sie sich einen Ruck und helfen Sie mit, den Fehlentscheid von letztem Jahr zu korrigieren.

Präsident. Ich erteile dem Kommissionssprecher Grossrat Bichsel das Wort.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Auch hier: Die FiKo empfiehlt diesen Antrag mit 8 zu 7 Stimmen zur Ablehnung. Er war ebenfalls Gegenstand der EP-Massnahme. Wir haben es gehört: Sie wurde damals mit 70 zu 67 Stimmen abgelehnt.

Erlauben Sie mir noch eine Randnotiz. Wir befinden uns hier nicht mehr in der EP-Debatte, bei der wir Vorschläge der Regierung diskutieren, sondern wir beraten den VA 2019. Wir sprechen hier über einen Posten von 0,063 Promille – nicht Prozente – unseres Staatshaushaltes. Meines Erachtens bewegen wir uns mit dieser Diskussion gewaltig im Kompetenzbereich der Regierung, wenn nicht sogar einer Direktion. Soviel zur Positionierung, wo wir uns hier befinden.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionen. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion erteile ich Grossrätin Junker das Wort.

Margrit Junker Burkhard, Lyss (SP). Ich kann mich den Worten meines Vorredners nur anschliessen. Es ist wirklich ein kleiner Betrag. Umso trauriger ist es, dass wir hier erneut um etwas kämpfen müssen, das eigentlich selbstverständlich sein sollte. Es unterstützt die Vernetzung im ganzen Kanton und ist sehr wichtig. Deshalb wäre es denn auch eine Kleinigkeit, dieses Promille durchzulassen und hier Ja zu stimmen.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Eigentlich habe ich nicht sprechen wollen, da wir von der grünen Fraktion uns bereits vor einem Jahr deutlich dafür ausgesprochen hatten, dass es diese 70 000 Franken braucht. Aber es geht eben um mehr als um 70 000 Franken. Es geht, wie es die Sprecherin ausgeführt hat, um die Vernetzung der verschiedenen Fachstellen, die im Bereich Kinder und Jugendliche zusammenarbeiten. Ans Rednerpult gebracht hat mich das Votum des Kommissionspräsidenten, der gemeint hat, es seien bloss 0,0036 Promille, wenn ich es richtig verstanden habe.

Liebe Kolleginnen und Kollegen: Wir sind verantwortlich für den VA. Wir haben die Möglichkeit und auch die Kompetenz, der Regierung zu sagen, wenn sie etwas ändern soll. Deshalb finde ich es nicht richtig, wenn man hier dem Parlament indirekt das Antragsrecht zu doch wichtigen Sachen nimmt. Wie gesagt, es ist ein kleiner Punkt. Damit bin ich einverstanden. Aber die Regierung hat gesagt, sie wolle diese Kommission auflösen; oder sie hat sie bereits aufgelöst. Ich denke, es ist wichtig, dass das Parlament sagen kann: Nein, Jugend- und Kinderarbeit sowie die Vernetzung dieser Fachinstitutionen innerhalb der Verwaltung ist uns ein wichtiges Anliegen. Und für all jene, die jetzt zögern: Es war ja beim letzten Mal ein knappes Resultat. Ich glaube, in Anbetracht des geringen Finanzbedarfs, der hohen Wichtigkeit und wegen der Folgekosten im Kinder- und Jugendbereich, die um ein Vielfaches höher sind, wenn es dann nicht gut herauskommt, ist es richtig, hier zu sagen: Doch, die Vernetzung im Bereich Kinder und Jugendliche ist uns 0,0036 Promille wert.

Präsident. Die Regierungsrätin verzichtet auf ein Votum. – Wir kommen direkt zur Abstimmung. Wer diesen Antrag annehmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (VA; 6.7.7; Antrag SP-JUSO-PSA [Gabi Schönenberger, Schwarzenburg] – Nr. 1c)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja 54

Nein 85

Enthalten 1

Präsident. Sie haben diesen Antrag abgelehnt mit 85 Ja- zu 54 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung.

6.7.9 Vollzug der Sozialversicherungen

Antrag Grüne (Imboden, Bern) – Nr. 1g

Produktgruppe 6.7.9 Vollzug Sozialversicherungen (Prämienverbilligungen):

Aufwanderhöhung des Produktgruppensaldos um 20 Mio. zur Erhöhung der Prämienverbilligungen mit dem Ziel die Prämienlast für den Mittelstand zu erleichtern.

Präsident. Wir kommen zur Produktgruppe 6.7.9. und zum Antrag 1g, Grüne, Imboden. Ich erteile der Antragstellerin, Grossrätin Imboden, das Wort.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Hier geht es nicht um einen Antrag aus dem EP, den wir damals bereits diskutiert hatten. Aber klar: Die Prämienverbilligungen sind ein Thema, das uns schon seit Längerem beschäftigt – nicht von ungefähr. Wir wissen: Der Kanton Bern ist einer der Kantone mit den höchsten Prämien für die obligatorische Krankenversicherung. Und es ist einer der Kantone mit der tiefsten Vergünstigung. Das heisst unter dem Strich, dass wir einer der Kantone sind, die die schlechteste Entlastung des Mittelstands haben. Um diesen geht es hier.

Weshalb nun der Antrag auf 20 Mio. Franken? Einige von Ihnen haben vielleicht die Antwort auf die Interpellation (*I 106-2018*) gelesen, die am 21. November, also tatsächlich erst vor Kurzem publiziert wurde. In dieser Interpellation ging es um eine Änderung auf nationaler Ebene. Der Bundesrat hat nämlich am 11. April 2018 eine Änderung des Bundesgesetzes über die Krankenversicherung (KVG) beschlossen. Er beschloss, dass man im Bereich der Jugendlichen und Kinder eine Entlastung vornehmen muss. Er beschloss bei den Jugendlichen eine Änderung beim Risikoausgleich. Das heisst, die Krankenkassen müssen den Risikoausgleich neu berechnen. Das hat keine ganz direkte Auswirkung auf den Kanton Bern, weil jetzt die Versicherer in der Pflicht sind, die Prämien für die jungen Erwachsenen anzupassen. Aber der Bundesrat hat eine Änderung bei den Kindern beschlossen, die für die Kantone verbindlich ist. Heute ist es so, dass bei den Kinderprämien die Hälfte rückvergütet werden muss. Es gibt bei den Kindern also eine ganz klare Entlastung. Neu müssen mindestens 80 Prozent der Kinderprämie rückvergütet werden, um Familien mit Kindern zu entlasten. Das ist in diesem Sinn eine Vorgabe des Bundes. Die Kantone haben bis spätestens zum Jahr 2021 Zeit, um diese umzusetzen. Ich sage es deshalb, weil der Antrag nicht nur hier beim VA vorliegt, sondern nachher auch noch als Planungserklärung für die nächsten Jahre.

Der Antrag will, dass wir die Umsetzung bereits im Jahr 2019 vornehmen. Wir müssen es sowieso tun, liebe Kolleginnen und Kollegen, daran führt kein Weg vorbei. Das sagt der Bundesgesetzgeber: Sie müssen bei den Kindern eine stärkere Entlastung geben. Gemäss Antwort auf die Interpellation (*I 106-2018*) macht es 22 Mio. Franken aus, damit die Prämien der 74 000 Kinder, die im Kanton Bern über Prämienverbilligungen mit unterstützt werden, um 80 Prozent vergünstigt werden können. Deshalb betrifft der Antrag, wonach diese Produktgruppe neu um 20 Mio. Franken zu erhöhen ist, bereits das Jahr 2019, aber auch die Folgejahre. Wenn wir das nämlich nicht tun, würde das heissen, dass wir bei gleichbleibenden Ausgaben bei den anderen reduzieren. Das heisst: Der Mittelstand, Familien insgesamt, also auch Familien ohne Kinder, würden insgesamt weniger Prämienverbilligungen erhalten. Deshalb bitte ich Sie um Annahme dieses Antrags. Es ist etwas, das sowieso kommen wird. Wir sind der Meinung, dass es richtig ist, bei den Kindern diese Entlastung rasch vorzunehmen, bereits ab dem Jahr 2019. Dazu ist aber eine Erhöhung dieses Kostenpunktes um 20 Mio. Franken notwendig. Es ist sogar abgerundet. Das würde ermöglichen, die Umsetzung bereits ab dem Jahr 2019 vorzunehmen. Ich hoffe auf Unterstützung.

Präsident. Ich erteile dem Kommissionspräsidenten Grossrat Bichsel das Wort.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Nur ganz kurz: Die FiKo empfiehlt mit 9 zu 7 Stimmen diesen Antrag zur Ablehnung. Bei der Beurteilung kamen wir zum Schluss, dieser Antrag hätte damals zu einem negativen Finanzierungssaldo beim AFP geführt. Das ist primär die Begründung dafür, dass er damals zur Ablehnung empfohlen wurde.

Präsident. Für die Fraktionen gebe ich zuerst Grossrätin Marti von der SP-JUSO-PSA-Fraktion das Wort.

Ursula Marti, Bern (SP). Selbstverständlich unterstützen wir diesen Antrag. Das ist bekannt. Dieser war der SP immer ganz wichtig und bleibt es weiterhin. Wir werden zum Thema Prämienlast auch eine Initiative starten. Die Prämienlast ist kaum mehr tragbar. Die Krankenkassenprämien wurden zu einem der grössten Posten der Haushaltsbudgets. Viele können diese schlichtweg nicht mehr bezahlen. Es gibt einen dringenden Handlungsbedarf, gerade auch im Kanton Bern. Der Kanton Bern ist der Kanton, in dem die Bevölkerung – und nicht die ärmsten, denn es betrifft vor allem den Mittelstand – schweizweit die grösste Belastung hat. Auf beide Seiten: Einerseits sind wir einer der Kantone, welcher die höchsten Prämien hat. Auf der anderen Seite gehören wir zu den Kantonen, die am wenigsten Prämienverbilligungen haben. Deshalb ist es für den Kanton Bern besonders wichtig, und es besteht ein besonders grosser Handlungsbedarf. Es ist auch darauf hinzuweisen, dass es sich um eine Aufgabe handelt, die zwischen Bund und Kanton geteilt wird. Dort ist es so, dass der Bund jedes Jahr seine Beiträge an Prämienverbilligungen eigentlich erhöht, aber der Kanton nicht. Der Anteil der Kosten verschiebt sich immer mehr zu Ungunsten des Bundes. Oder, anders gesagt: Der Kanton Bern zahlt immer weniger an die gemeinsame Verpflichtung. Auch da wäre dringend eine Mehrleistung des Kantons gefordert.

Es gibt ganz viele Gründe, um bei den Prämienverbilligungen anzusetzen, weil es wirklich etwas ist, das die Leute, den Mittelstand, unsere Bevölkerung betrifft. Es gibt auch noch das ganz technische oder aktuelle Argument, das Natalie Imboden ausgeführt hat. Es geht dabei um die Entlastung der Kinder. Wir müssen das nachvollziehen. Das ist sehr gut. Das Geld ist nötig. Wie Natalie Imboden bereits gesagt hat, darf es nicht sein, dass dadurch die Prämienverbilligungen für die anderen abnehmen. Es gibt wirklich eine Menge Gründe, hier im Bereich der Prämienverbilligungen eine Erhöhung vorzunehmen.

Hans Kipfer, Münsigen (EVP). In der Vergangenheit war der Kanton sehr zurückhaltend in der Erhöhung seines Beitrags für die Prämienverbilligung. Er hielt mit dem, was vom Bund kam, nicht Schritt. Deshalb ist es nachvollziehbar, wenn wir uns für eine Erhöhung des Beitrags, den man verteilen kann, einsetzen. Die EVP hat aber immer bemängelt, dass das Verteilsystem, der Vollzug, nicht ganz so funktioniert, wie wir das gerne hätten: dass es wirklich den Bedürftigen zukommt, dass man genau hinschaut, wie es verteilt wird, dass es sauber verteilt wird. Wir haben die Hoffnung geäussert, dass es mit der neuen Direktorin besser läuft und die Prämienverbilligung wirklich den richtigen Leuten zukommt. Das Problem, das wir jetzt mit dem Antrag haben, zeigt es auch ein wenig: Hier peilt man wirklich den Mittelstand an. Für uns ist wichtig, dass die Prämienverbilligungen wirklich den Bedürftigen zukommen, den einkommensschwachen Leuten, und es nicht einfach einen Streufaktor gibt, der wie ein Giesskannenprinzip wirkt. Deshalb werden wir sehr gespalten sein bei diesem Antrag. Dem eigentlichen Antrag auf Erhöhung der Mittel können wir sicher zustimmen – aber mit dem Hinweis, dass sauber austariert werden soll, wem es zugute kommt. Es soll den Bedürftigen zugutekommen.

Präsident. Die Regierungsrätin verzichtet auf ein Votum. Damit kommen wir direkt zur Abstimmung. Wer diesen Antrag annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (VA; 6.7.9 Vollzug der Sozialversicherungen; Antrag Grüne [Imboden, Bern] – Nr. 1g)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	56
Nein	89
Enthalten	0

Präsident. Sie haben diesen Antrag abgelehnt mit 89 Nein- zu 56 Ja-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Planungserklärung FiKo-Mehrheit (Bichsel, Zollikofen) und FDP (Haas, Bern) – Nr. 2a.a

Der Grosse Rat unterstützt den Regierungsrat in der Umsetzung der Planungserklärung Brönnimann im geforderten Umfang, fordert aber ein weitgehendes Ausklammern der dezentralen Verwaltung (Regierungsstatthalter, Verwaltungskreise, Handelsregisteramt, Grundbuchämter, Betreibungs- und Konkursämter, Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde).

Planungserklärung FiKo-Minderheit (Stucki, Bern) – Nr. 2b

Die Minderheit lehnt die Umsetzung der Planungserklärung Brönnimann ab und ist gegen den Personalabbau.

Präsident. Wir kommen zur Planungserklärung 2a.a, FiKo-Mehrheit und FDP, Haas. Ich erteile dem Kommissionssprecher der FiKo, Grossrat Bichsel, das Wort.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Im Rahmen der Umsetzung der Planungserklärung Brönnimann zum VA 2018 und AFP 2019–2021 hat sich die FiKo mit der Definition der sogenannten Zentralverwaltung befasst und kommt zum Schluss, dass der Regierungsrat eine Art der Umsetzung gewählt hat, die der Auffassung und Intention der meisten Grossrätinnen und Grossräte, die damals diese Planungserklärung Brönnimann unterstützt und ihr zugestimmt haben, so wahrscheinlich nicht entspricht.

Die Planungserklärung Brönnimann fordert eine Reduktion von 3 Stellenprozenten in der Zentralverwaltung über alle Direktionen. Der Regierungsrat hat mit der Verabschiedung des jetzigen VA 2019 und AFP beschlossen, diese Planungserklärung umzusetzen. Der Stellenabbau soll dabei linear auf die Direktionen aufgeteilt werden. Die bereits beschlossenen Abbaumassnahmen, der Stellenabbau, den man bereits gestützt auf das Entlastungsprogramm beschlossen hatte, soll in die 3 Prozent einbezogen werden. Damit müssen bis Ende 2021 noch 80 Vollzeitstellen abgebaut werden. Der Regierungsrat hat «Zentralverwaltung» so definiert, dass auch Stellen der dezentralen Organisationseinheiten der JGK darunterfallen, unter anderem die Regierungsstatthalter- und Grundbuchämter. Die Mehrheit der FiKo ist der Ansicht, dass der Grosse Rat damals bei der Überweisung der Planungserklärung eben nicht die Absicht hatte, einen substanziellen Abbau bei der dezentralen Verwaltung vorzunehmen. Bei der dezentralen Verwaltung handelt es sich eben insbesondere um die Organisationseinheiten der JGK. Ich nenne diese noch einmal: Es sind die Regierungsstatthalterämter, die Grundbuchämter, die Betriebs- und Konkursämter, welche dezentrale Anlaufstellen im ganzen Kantonsgebiet unterhalten. Der Begriff der dezentralen Verwaltung steht also nach bisherigem Verständnis dem Begriff der Zentralverwaltung gegenüber. Zur Zentralverwaltung gehören grundsätzlich die von den sieben Regierungsmitgliedern geleiteten Direktionen sowie die Staatskanzlei. Sie finden diese Definition im Übrigen selbst auf der kantonseigenen Webseite. Die Abgrenzung ist dort sehr prominent dargestellt. Es ist uns bewusst, dass die Abgrenzung zur Zentralverwaltung nicht ganz genau gemacht werden kann oder nicht ganz trennscharf ist. Das zeigt sich zum Beispiel an den Ämtern der POM, wie das Strassen- und Schifffahrtsamt oder der Pass- und Identitätskartendienst, welche ebenfalls dezentrale Büros und Stellen betreiben und trotzdem zur Zentralverwaltung gezählt werden. In der langjährigen politischen Diskussion um den Stellenabbau und die Einsparungen beim Personal schwingt immer wieder die Überlegung mit, Stellen dort abzubauen, wo keine direkt für den Bürger und die Bürgerin spürbaren Leistungen erbracht werden, also zum Beispiel nicht direkt bei den Strassenbaumeistern oder den Polizisten, sondern viel eher im sogenannten Backoffice oder beim Overhead. Auch wenn eine unumstrittene Definition der Zentralverwaltung bisher nicht gelungen ist, geht die FiKo davon aus, dass der Grosse Rat bei der Zustimmung zur Planungserklärung Brönnimann nicht beabsichtigt hat, einen substanziellen Abbau eben in der dezentralen Verwaltung vorzunehmen. Nach Ansicht der FiKo-Mehrheit widersetzt sich der Regierungsrat mit seinem Vorgehen der Forderung aus der Motion Knutti mit dem Titel «Regierungsstatthalterämter und Grundbuchämter nicht weiter schwächen» (M 036-2017), welche in der Novembersession 2017 mit grossem Mehr überwiesen wurde. Die Mehrheit der FiKo unterstützt den Regierungsrat in der Umsetzung der Planungserklärung im geforderten Umfang, fordert aber ein weitgehendes Ausklammern der dezentralen Verwaltung. Deshalb beantragt die FiKo-Mehrheit mit 11 zu 5 Stimmen bei 1 Enthaltung, die jetzt vorliegende Planungserklärung 2a.a zwecks Klärung der Umsetzung der Planungserklärung Brönnimann anzunehmen. Der Begriff «weitgehend» wurde eingefügt, damit auch in der dezentralen Verwaltung nicht ein völliges Stellenabbaumoratorium vorherrscht. Wir sind nämlich durchaus der Auffassung, dass wenn sich im Aufgaben-Portefeuille etwas verändert oder sich Effizienzgewinne realisieren lassen, es dann auch in der dezentralen Verwaltung möglich sein soll.

Präsident. Wünscht der Mit Antragsteller das Wort? – Ich erteile Grossrat Haas das Wort.

Adrian Haas, Bern (FDP). Ich spreche auch gleich als Fraktionssprecher und komme nicht noch einmal ans Rednerpult. Im Rahmen der Umsetzung der Planungserklärung Brönnimann hat sich die FiKo, wie deren Präsident gesagt hat, mit der Definition der Zentralverwaltung befasst und ist eben

zum Schluss gekommen, dass sie eine andere, beziehungsweise die gängige, wählen will und nicht jene des Regierungsrates. Der Regierungsrat definiert nach Funktionen, der Grosse Rat hat bisher geografisch definiert. Das heisst, man hat im Rat Randgebiete des Kantons schonen wollen, weil dort Verwaltungsarbeitsplätze und damit auch der Erhalt von Stellenangeboten besonders wichtig sind. Die FiKo spricht sich deshalb mehrheitlich dafür aus, dass die dezentrale Verwaltung, also die Regierungsstatthalterämter, die Verwaltungskreise, die Grundbuchämter, die Betreibungs- und Konkursämter, die Handelsregister sowie die Kesb im Wesentlichen auszunehmen sind. Dies auch ein wenig mit Blick auf die Planungserklärung Brönnimann, bei der es ja auch ein wenig darum ging, dass man gesagt hat, im EP 2018 habe man zu wenig auf Backoffice und Zentrale geachtet. Das könnte man jetzt nachholen.

Noch zu diesem Begriff «im Wesentlichen»: Der Präsident hat es gesagt – wir wollen kein absolutes Abbaumoratorium. Es soll zum Beispiel auch möglich sein, bei den Grundbuchämtern oder bei anderen administrativen Stellen, wenn man digitalisiert, was ja bei den Grundbuchämtern geplant oder schon in Gange ist, von den Effizienzsteigerungen Gebrauch zu machen. Das heisst, auch gewisse Stellenprozente zu reduzieren. Das ist unsere Meinung. Ich danke Ihnen, wenn Sie uns zustimmen, und ich danke natürlich der FiKo, dass sie sich unserem Antrag angeschlossen hat.

Präsident. Wünscht die FiKo-Minderheitsprecherin zur Planungserklärung 2b das Wort? Grossrätin Stucki, es geht um die Planungserklärung 2b. Es ist dasselbe Thema. Sie haben das Wort.

Béatrice Stucki, Bern (SP), Kommissionssprecherin der FiKo-Minderheit. Die Minderheit lehnt den Antrag 2a.a ab, weil wir gegen die Planungserklärung Brönnimann sind, wie wir bereits beim Minderheitsantrag bei der Eintretensdebatte ausgeführt haben. Wir wollen grundsätzlich keinen Abbau beim Personal. Wie ich damals bereits ausgeführt habe, spielt es deshalb auch keine Rolle, ob das jetzt in der dezentralen Verwaltung oder in der Zentralverwaltung geschieht. Wir lehnen Personalabbau ab. Wir lehnen die Planungserklärung Brönnimann ab. Sie ist nicht nötig. Sie ist ein falscher Eingriff in die Hoheit der Arbeit der einzelnen Direktionen oder des Regierungsrates.

Präsident. Ich erteile für die Fraktionen zuerst Grossrat Brönnimann von der glp das Wort.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp). Wenn ich natürlich gewusst hätte, welche Bedeutung diese Planungserklärung bekommt, dann hätte ich eine messerscharfe Definition vorgelegt, etwa wie ein Rezeptbuch. Die Finanzdirektorin hätte es dann lediglich noch anwenden müssen, und der Kuchen wäre gebacken gewesen. Spass beiseite. Ich habe eine Planungserklärung gemacht, der erstaunlich viel Gewicht beigemessen wird, auf die man sich auch immer wieder bezieht. Was ist der Sinn und Charakter einer Planungserklärung? Eine Planungserklärung gibt eine grobe Stossrichtung vor. Wir müssen uns bewusst sein, dass die Regierung nach wie vor frei ist, wie sie diese umsetzt, auch wenn wir jetzt diese Planungserklärung 2a.a aller Voraussicht nach überweisen werden. Vielleicht einfach noch aus allgemeinem Interesse: Was ging mir durch den Kopf, als ich diese Planungserklärung verfasste und einreichte? Ich hatte in der Tat nicht an die dezentrale Verwaltung gedacht, wie zum Beispiel die Regierungsstatthalterämter. Sonst hätte ich nicht von Zentralverwaltung gesprochen. Es wurde mir natürlich im späteren Verlauf vorgeworfen, meine Verwendung von «Zentralverwaltung» sei allzu salopp gewesen, das sei gar kein definierter Begriff. Ich würde bloss jene vor Augen haben, die von morgens bis abends bloss vor dem Computer sassen – und diese gebe es gar nicht. Liebe Kolleginnen und Kollegen: Es ist mir natürlich klar, dass das alles nicht so einfach ist. Aber, ich wiederhole es noch einmal: Es ist nicht der Charakter einer Planungserklärung, dies messerscharf zu definieren, und es ist auch nicht unser Job, dies umzusetzen. Das ist eben der Job der Regierung. Die Regierung muss das managen. Aber jetzt habe ich doch immerhin sagen können, was mir durch den Kopf ging. Ich habe, etwas salopp ausgedrückt, schon eher an die hier in Bern gedacht, an die Oberen oder die Unteren, je nach Sichtweise, und nicht an die dezentralen Verwaltungsstellen in der Fläche.

Vielleicht noch ein Wort zur Regierung: Es ist durchaus legitim, dass die Regierung jetzt die funktionale Betrachtungsweise wählt. Aber dafür muss die Regierung die Verantwortung übernehmen. Der Präsident der FiKo, Daniel Bichsel, hat gesagt, ganz entscheidend sei auch, wie Sie es verstanden haben, Sie, die dann den Abstimmungsknopf gedrückt haben. Ich glaube eben schon, dass es naheliegender ist, und das sieht man jetzt auch aufgrund der Vorstösse: Die meisten, die meiner Planungserklärung zugestimmt haben, haben wirklich an die Zentralverwaltung hier in Bern gedacht und nicht an die dezentralen Verwaltungsstandorte, die zum Teil natürlich auch mit der Zentralverwaltung zu tun

haben. Die glp unterstützt die Planungserklärung 2a.a von Kollega Haas und der FiKo. Es dürfte ein gangbarer Weg sein, welcher der Regierung eine Linie vorgibt, ohne sie zu stark dabei einzuschränken, ihrer operativen Verantwortung nachzukommen.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion erteile ich Grossrat Wyrsch das Wort.

Daniel Wyrsch, Jegenstorf (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist natürlich gegen Personalabbau, wenn nicht Aufgaben wegfallen oder wenn man nicht durch Informatik irgendwelche Effizienzsteigerungen machen kann. Gerade bei der Planungserklärung Brönnimann – 3 Prozent der Zentralverwaltung – fallen keine Arbeiten weg, sondern das Personal steht noch mehr unter Druck, und das geht natürlich nicht. Die Luft ist schon lange raus. Was die Zentralverwaltung ist, kann man ja unterschiedlich interpretieren. Thomas Brönnimann hat es in seinem Votum noch einmal ausgeführt. Insofern haben viele von uns auch Sympathien für den Antrag 2a.a, welcher die Zentralverwaltung etwas kleiner sieht als gemäss der ursprünglichen Definition. In diesem Sinn kann man den Schaden minimieren. Personalabbau heisst natürlich auch immer Dienstleistungsabbau. Das bedeutet, dass man sich irgendwie anders organisieren muss, man muss etwas Neues aushecken, damit man wirklich einsparen kann. Deshalb gibt es bei uns in der SP natürlich auch Stimmen, die sagen: Ja, wenn die Bürgerlichen wirklich sparen wollen, dann sollen sie überall sparen, ob Stadt oder Land, das spielt dann keine Rolle. Personalabbau, Dienstleistungsabbau muss man dann eben auch draussen auf dem Lande in Kauf nehmen. Und der FiKo-Präsident hat es bereits erwähnt: Es gibt nicht nur die JGK, die verschiedene Amtsstellen mit dezentralem Charakter hat, wie etwa die Ausweiszentren oder die Strassenverkehrsämter. Auch diese müsste man als Konsequenz einbeziehen. Deshalb stimmt die SP dem Antrag 2b sicher zu. Den Antrag 2a.a können aus den genannten Gründen nicht alle unterstützen.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Die Planungserklärung basiert, wie bereits erwähnt, auf der Planungserklärung Brönnimann und auf einer Motion Knutti (*M 036-2017*), die keine weitere Zentralisierung der dezentralen Verwaltung forderte. Beide Vorstösse hat die EVP nur sehr zurückhaltend unterstützt. Unterstützt hat die EVP aber unsere eigene Motion (*M 165-2015*), die eine Überprüfung der Verwaltung auf Effizienz gefordert hat und dass man genau hinschaut, wo es Sinn macht, zu reduzieren und wo man effizienter arbeiten kann. Was jetzt gemacht wird, sind lineare Streichungen verschiedener Stellen, anstatt dass man genau hinschaut, was wo möglich ist. Wie erwähnt, ist diese Motion noch offen, sie ist noch nicht abgeschrieben. Hier sprechen wir eigentlich über Planungserklärungen, die einen gewissen Auslegungsbedarf und gewisse Auslegungsmöglichkeiten haben. Die EVP kommt zum Schluss, sie könne der Planungserklärung der FiKo zustimmen. Dies, weil es doch darum geht, gewisse Stellen reduzieren zu können und es mit gewisser Vorsicht zu tun, zu schauen, wo es gemacht wird, indem die Planungserklärung ausgelegt, genau hingeschaut und nicht einfach linear vorgegangen wird, wie man es sonst tut.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Die BDP-Fraktion hatte damals der Planungserklärung Brönnimann mehrheitlich zugestimmt, das heisst, dass man versucht, gerade beim Personal Reduktionen vorzunehmen. Sie mögen sich erinnern: Es ist jetzt gerade eine Woche her, dass wir Kredite für ICT-Projekte, für Rationalisierungen, für EDV-Projekte gesprochen haben. Selbstverständlich sind wir auch dafür, dass man möglichst viele Stellen, möglichst viele Arbeitsplätze draussen in den Regionen erhalten kann. Samuel Leuenberger von der BDP hat ja auch eine Motion eingereicht, die verlangt, dass die Verwaltung möglichst aus den teuren Gebäuden in der Stadt aufs Land raus verlegt wird. Aber hier sind wir der Meinung, man dürfe der Regierung kein Denkverbot auferlegen. Das heisst, dass es nicht absolut tabu ist, wenn es Rationalisierungsmassnahmen gibt, wenn es Möglichkeiten für Einsparungen auf dem Land draussen, in der dezentralen Verwaltung gibt, sondern dass man diese Möglichkeiten wahrnehmen darf. Deshalb stimmt die BDP der Planungserklärung der FiKo-Mehrheit zu. Wir nehmen also die Planungserklärung 2a.a an und lehnen die Planungserklärung 2b einstimmig ab.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Nun bin ich ein wenig verwirrt durch das Votum von Grossrat Etter. Denn ich bin der Meinung, er habe «kein Denkverbot» gut begründet. Aber jetzt unterstützt er trotzdem den Antrag, der eben genau in die Arbeit der Regierung interveniert und Vorschriften macht. Ich stelle zwei widersprüchliche Entwicklungen fest: einerseits keine Zentralisierung. Das ist quasi die Fraktion SVP, mehrheitlich bürgerlich. Andererseits sagt man gleichzeitig, man müsse Stellenabbau betreiben. Ja, liebe Kolleginnen und Kollegen, das geht einfach nicht gleichzeitig. Irgendwie müssen

Sie sich einmal entscheiden! Wenn Sie sagen, bei Ihnen dürfe man nicht abbauen, nur bei den anderen, dann stellt sich die Frage: Wer sind denn diese anderen? Ich glaube, alle Leute, die für die Verwaltung arbeiten, erfüllen Aufgaben, die es braucht.

Ich bin, im Gegensatz zu gewissen Vorrednern, durchaus der Meinung, dass der Regierungsrat Stellen, die es nicht mehr braucht, aufheben muss. Das ist eine Aufgabe einer Exekutive. Wenn es irgendwo keinen Bedarf mehr gibt – durch Rationalisierungsgewinne, Aufgaben, die wegfallen –, dann müssen die Stellen abgebaut werden. Ich denke, die Regierung tut dies grundsätzlich auch. Deshalb ist es nicht sinnvoll, jetzt die Grundbuchämter unter eine Käseglocke zu stellen. Das ist, was Sie tun. Es ist ein «Käseglocken-Antrag». Sie sagen, in all diesen Gebieten dürfe nie wieder ein Jota geändert werden. Und gleichzeitig sagen Sie, es gebe zu viel Personal im Kanton Bern. Das ist einfach eine absolut widersprüchliche Politik. Die grüne Fraktion hat damals den Antrag Brönnimann nicht unterstützt, weil wir der Meinung sind, lineare Vorgaben seien so nicht sinnvoll. Wie gesagt: Die Regierung hat den Auftrag – und dazu stehen wir auch – Aufgaben, die es nicht mehr braucht, zu überprüfen, Stellen umzubauen, abzubauen, zu verlagern. Aber jetzt, auch in Anbetracht der vielen Veränderungen – wir haben es gehört: ICT, Digitalisierung – ist eine Käseglocken-Strategie unserer Meinung nach falsch. Wir lehnen den Antrag 2a.a ab und bleiben bei unserer ursprünglichen Meinung, wonach man hier nicht linear sparen soll, die Regierung aber durchaus den Auftrag hat, Stellen zu überprüfen, unabhängig davon, ob zentral oder dezentral.

Fritz Wyss, Wengi (SVP). Die SVP unterstützt die Planungserklärung einstimmig. Es ist klar; auch wir gerieten ein wenig ins Staunen ob der Turnübungen der Regierung, als es darum ging, diesen Begriff – ich sage jetzt – neu zu definieren. Dies, weil wir ja selber alle, wenn wir wirklich nachgeschaut haben, eine klare Definition auf der Homepage des Kantons gefunden haben. Aber ich glaube, das Ganze hat sich jetzt auch geklärt. Uns wäre es tatsächlich recht, wie es eigentlich damals gemäss der Planungserklärung Brönnimann definiert war. Wir haben sie auch immer so verstanden und interpretiert. Die SVP kann aber trotzdem ganz klar mit diesem «weitestgehend» leben. Wie Sie nachher hören werden, ist das auch der Grund, weshalb man nachher nicht weiter gearbeitet hat mit der Motion Josi (*M 183-2018*). Wir erteilen der Regierung kein Denk- und kein Handlungsverbot, zum Beispiel wenn man sieht, dass in der dezentralen Verwaltung aufgrund der Digitalisierung etwas möglich ist. Es ist klar, dass wir den Antrag der FiKo-Minderheit ablehnen.

Johann Ulrich Grädel, Schwarzenbach BE / Huttwil (EDU). FiKo-Präsident Bichsel hat diese Planungserklärung sehr kompetent vorgestellt. Für die EDU ist auch klar, was Zentralverwaltung ist. Deshalb unterstützen wir die Planungserklärung 2a.a klar. Die Planungserklärung 2b lehnen wir klar ab. Danke, wenn Sie das auch tun.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Das Wort hat Grossrat Knutti von der SVP.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Ich würde die Planungserklärung der FiKo unterstützen, möchte aber doch zwei, drei Dinge zur Thematik sagen. Wir haben uns ja hier im Rat vor einem Jahr mit der Planungserklärung Brönnimann – ich weiss nicht, ob Sie Ihren Namen noch hören mögen – stark auseinandergesetzt und beschlossen, im Stellenplan 2018 in der Zentralverwaltung auf alle Direktionen verteilt von 2019 bis 2021 die Stellen um 3 Prozent zu reduzieren. Wenn es um die Umsetzung geht, irritiert mich allerdings die Interpretation des Regierungsrates. Es ist nämlich klar definiert, Frau Kollegin Imboden. Denn die Artikel 92 und 93 der Verfassung des Kantons Bern (KV) beschreiben das ganz klar. Ich zitiere diese Artikel gerne: «Die Verwaltungsregionen und Verwaltungskreise sind die ordentlichen Verwaltungseinheiten des Kantons. [...]» Das ist jetzt einmal die rechtliche Beurteilung. So sieht es laut Antwort auch der Regierungsrat. Aber man stützt sich jetzt lieber auf die politische Definition und lässt die Verfassung ausser Acht. Wir müssen im Rat aufpassen, dass wir die Verfassung nicht mit Füßen treten. Das darf nicht geschehen. Hätte jetzt zum Beispiel die Planungserklärung Brönnimann den Wortlaut gehabt: «Die Zentralverwaltung wie auch die dezentrale Verwaltung», dort seien 3 Prozent der Stellen zu streichen – dann würden wir hier nicht diskutieren. Dann würde ich nicht hier am Rednerpult stehen. Dann wäre es für mich völlig klar. Es ist Aufgabe als Legislative, dass Entscheide des Grossen Rates so umgesetzt werden, wie es der Wille des Parlaments vorgesehen hat. Dass es Kompromisse geben kann, ist mir vollkommen klar. Aber hier ist es ziemlich klar definiert. Und was hat jetzt der Regierungsrat in seiner Beurteilung gemacht? Er hat einfach gesagt: Ja, Zentralverwaltung, das sind einfach Bürojobs, bei denen man von morgens ab 8 Uhr bis abends um 17 Uhr im Büro sitzt. Und das ist nicht der Auftrag, der dem entspricht, was in der Verfassung

steht, geschätzte Anwesende. Das kann doch jetzt nicht sein: Der Regierungsrat hat beschlossen, dass man bei der JGK 18,2 Stellen einsparen muss. Und jetzt sollen in der dezentralen Verwaltung 14,1 Stellen eingespart werden! Das entspricht 77 Prozent. Nun würde mich die Antwort der Regierungsrätin interessieren: Jetzt steht «weitgehend». Da müsste man doch den Entscheid überdenken. Es kann ja nicht sein, dass jetzt «weitgehend» einfach heisst: Wir machen jetzt doch einfach, was wir wollen. Dann muss man die 14 Stellen in der dezentralen Verwaltung nicht abbauen. Und ich beziehe mich hier auch gerne auf ... *(Der Präsident bittet den Redner, zum Schluss zu kommen.)* ... auf die Digitalisierung. Geschätzte Anwesende: Die Digitalisierung kann auch eine Chance sein für die dezentralen Strukturen. Ich wäre froh, wenn ... *(Der Präsident schaltet dem Redner infolge überschrittener Redezeit das Mikrofon ab.)*

Markus Aebi, Hellsau (SVP). Die Bemerkungen zur Käseglocke von Grossrätin Imboden haben mich irritiert und bewogen, ans Rednerpult zu treten. Ich bin persönlich ein wenig erstaunt über die Auslegung von Artikel 92 und 93 KV, dahingehend, was dezentrale Verwaltung sein soll. In den letzten Jahren wurden den Regierungstatthalterämtern viele zusätzliche Aufgaben zugewiesen, etwa im Asylwesen; Fahrende waren ein Thema, Transparenz und Täteransprache bei häuslicher Gewalt und so weiter. Das hat nie zu Erhöhungen von Stellenprozenten geführt. Das, was wir jetzt haben – und damit nehme ich Stellung zum Votum von Frau Imboden –, hat nichts mit Käseglocke zu tun, sondern es ist ein reiner Abbau von Service Public im ländlichen Raum. Mit dieser Argumentation haben wir von der SVP und auch ich persönlich Mühe. Die Aufgaben, beispielsweise bei Baubewilligungsverfahren, im Gastgewerbe, im bäuerlichen Bodenrecht und so weiter, sind wichtige Aufgaben, die draussen bei den Betroffenen anfallen. Deshalb bitte ich Sie, den Antrag 2a.a zu unterstützen.

Barbara Josi, Wimmis (SVP). Ich möchte Grossrat Brönnimann für die Präzisierung bezüglich Zentral- respektive Dezentralverwaltung danken. Schade, haben Sie letztes Mal nicht das Rezept dazu geschrieben. Da war ich noch nicht dabei. Die dezentralen Verwaltungen vollbringen ihre gesetzlichen Aufträge in der Region mit einem kleinen Team, effizient und bürgernah. Die SVP ist nicht gegen Stellenabbau. Die SVP und die Motionäre der Motion Josi (M 183-2018) sind für die Umsetzung der Planungserklärung Brönnimann, die einen Stellenabbau von 3 Prozent in der Zentralverwaltung fordert. Ich möchte noch etwas sagen zum Votum von Grossrätin Imboden bezüglich der Veränderung durch ICT und Digitalisierung: Es ist so, diese Chancen müssen gepackt werden. Aber genau mit der Digitalisierung – was heisst denn das eigentlich? –, genau damit können die Arbeitsplätze irgendwo im Kanton Bern sein. Sie müssen nicht in der Stadt Bern sein, sondern können auch bei uns draussen in den Regionen sein. Ich unterstütze die Planungserklärung FiKo-Mehrheit/ Haas und bitte die Regierung, dass sie Mass hält bei der Interpretation des Wortes «weitgehend».

Präsident. Ich erteile das Wort Finanzdirektorin Simon.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Die vorliegende Planungserklärung fordert inhaltlich dasselbe wie die Motion der Grossrätin Josi (M 183-2018), die wir später noch beraten werden. Ich nehme es gleich vorweg: Der Regierungsrat lehnt sowohl die Planungserklärung der FiKo als auch die Motion Josi ab. Jetzt stellt sich natürlich die Frage, weshalb. Ja, liebe Grossrätinnen und Grossräte, bei der Umsetzung der Planungserklärung von Grossrat Brönnimann hat der Regierungsrat in einem ersten Schritt definieren müssen, was unter dem Begriff der Zentralverwaltung zu verstehen sei. Das mag lapidar klingen, aber es ist gar nicht so einfach. Ich werde es Ihnen zu erklären versuchen.

Der Regierungsrat ist der Meinung, es gebe auf der einen Seite eine rechtliche und auf der anderen Seite eine politische Definition der Zentralverwaltung. Zuerst komme ich zur rechtlichen Definition. Sie basiert auf dem Gesetz über die Organisation des Regierungsrates und der Verwaltung (Organisationsgesetz, OrG). Dieses unterscheidet zwischen zentraler und dezentraler Verwaltung. Gemäss OrG gehören zur dezentralen Verwaltung die Statthalterämter, die Grundbuchämter sowie die Betreibungs- und Konkursämter, also alles Ämter der JGK. Zur dezentralen Verwaltung der JGK, gemäss der rechtlichen Definition, gehört aber auch das Handelsregisteramt. Dies, obwohl es gar keine Aussenstellen betreibt. Aus kantonaler Sicht ist es in Ostermundigen doch relativ zentral angesiedelt. Rein rechtlich ebenfalls zur dezentralen Verwaltung der JGK gehören im Übrigen auch die Kesb. Wenn wir uns jetzt also lediglich rechtliche Definitionen anschauen oder vor Augen führen, heisst das gleichzeitig auch, dass zur Zentralverwaltung unter anderem auch die Polizistin auf dem Polizeiposten in Meiringen, der Forstwart in Wimmis oder die Laufbahnberaterin in Langnau gehören würde. Und das, liebe Grossrätinnen und Grossräte, entspricht wohl nicht dem, was die meisten von Ihnen

unter Zentralverwaltung verstehen.

Ich komme zur politischen Definition von Zentralverwaltung. – Als letzten November diese Diskussion von Grossrat Brönnimann lanciert wurde, hatte er es seinerzeit so definiert – und vonseiten der Regierung müssen wir uns auch an das halten, was nachher schriftlich vorliegt –, dass Mitarbeitende der Zentralverwaltung einen Bürojob hätten, bei dem sie von morgens ab 8 Uhr bis nachmittags um 17 Uhr vor dem Computer sässen. Und bei diesen seien mithilfe der modernen Informatikhilfsmittel Effizienzsteigerungen realisierbar. Der Regierungsrat hat nun genau diese politische Definition von Zentralverwaltung gemäss der Planungserklärung Brönnimann herangezogen. Er hat festgelegt, dass Funktionen wie wissenschaftliche Mitarbeitende, Sachbearbeitende oder Querschnittfunktionen, wie etwa die Informatik, die Finanzen oder das Personalwesen, zur Zentralverwaltung zu zählen seien. Diese Funktionen werden in erster Linie von Mitarbeitenden wahrgenommen, die in einem Büro tätig sind und ihre Arbeit zu einem grossen Teil mit IT-Unterstützung erledigen. Die Definition entspricht also genau dem, was Grossrat Brönnimann in seiner Planungserklärung gefordert hat. Der Regierungsrat hat Zentralverwaltung also so definiert, dass es um Funktionen geht und nicht darum, ob die entsprechenden Mitarbeitenden jetzt in Interlaken, in Courtelary oder eben in der Stadt Bern arbeitet. Damit hat der Regierungsrat beispielsweise Sachbearbeitende mit Arbeitsplatz in der Stadt Bern genauso behandelt wie eine Sachbearbeitende eines Regierungsstatthalteramts. Aus Sicht des Regierungsrates besteht bei den betreffenden Stellen der JGK zudem genau dasselbe Potenzial in Zusammenhang mit Effizienzsteigerungen wie überall in der Verwaltung. Der Regierungsrat fände es im Übrigen sehr unfair, wenn in anderen dezentralen Einheiten, wie beispielsweise bei den Berufsberatungs- und Informationszentren, in Verkehrsprüfungscentren oder im Obergeringenieurkreis, Verwaltungsstellen abgebaut werden müssten, in Regierungsstatthalterämtern hingegen keine.

Wichtig scheint mir auch folgender Hinweis: Wenn Sie nun dieser Planungserklärung zustimmen, dann werden bei den anderen Direktionen und bei der Staatskanzlei dann nicht plötzlich mehr Stellen abgebaut. Denn konkret beziehen sich diese 3 Prozent auf einen um rund 580 Stellen kleineren Etat. Das heisst: Bis 2021 werden zusätzlich zum Abbau gemäss EP 2018 nicht mehr 77 Stellen, sondern noch 63 Stellen abgebaut. Ich hoffe, dass man sich dessen hier im Rat bewusst ist.

Ich möchte abschliessend noch Folgendes festhalten: Der Regierungsrat weiss, dass die von ihm vorgesehene Umsetzung der Planungserklärung von Grossrat Brönnimann in einem gewissen Widerspruch zu der im November 2017 überwiesenen Motion von Grossrat Knutti (*M 036-2017*) steht. Aus Sicht des Regierungsrates sollen aber die Regierungsstatthalterämter, die Grundbuchämter und die Betreibungs- und Konkursämter nicht anders behandelt werden als die restliche Verwaltung, die notabene nicht bloss in Bern angesiedelt ist. Deshalb beantragt der Regierungsrat, die vorliegende Planungserklärung abzulehnen. Damit erübrigt sich eigentlich auch die Erklärung, wie die Regierung «weitgehend» versteht. Sie lehnt das ab. Denn das ist genau wieder ein Ausdruck, der jeglichen Interpretationsspielraum offenlässt. Das lehnt der Regierungsrat ab. Wir sind der Meinung, dass wir genaue Abklärungen getroffen haben und einen klaren Vorschlag unterbreiten, wie man diesen Abbau machen soll.

Präsident. Grossrat Brönnimann gibt eine persönliche Erklärung ab, da sein Name so oft genannt worden ist. (*Heiterkeit*) Grossrat Brönnimann, Sie haben das Wort.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern, (glp). Ich fühle mich persönlich angesprochen, weil die Finanzdirektorin mich interpretiert hat. Es ist zwar nett, wenn meine Planungserklärung vom Regierungsrat zur Interpretation herangezogen wird. Aber ich kann nicht zulassen, dass sie hier falsch interpretiert wird. Vielleicht habe ich das damals in der Spardebatte nicht so präzise gesagt. Heute stand ich aber am Rednerpult, und die Frau Regierungsrätin hat gehört, wie ich es gemeint habe, wie ich es also interpretiere. Dann kann sie jetzt nicht buchstabengetreu heranziehen, wie ich es gesagt und gemeint haben soll. Das stimmt einfach nicht. Ich bitte die Regierung, sich nicht hinter meiner Planungserklärung zu verstecken. Wenn die Regierung es anders handhaben will, dann darf sie das bei einer Planungserklärung. Entschuldigen Sie, wenn ich es so ausdrücke: Bitte missbrauchen Sie dazu nicht meinen Namen.

Präsident. Die Regierungsrätin möchte eine Aussage berichtigen. Sie hat das Wort.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Nun, Herr Grossrat Brönnimann, die Regierung hält sich an das, was im «Tagblatt des Grossen Rates» steht. Das ist nicht irgendeine Interpretation, welche die Regierung vorgenommen hat. Eins zu eins steht es so im «Tagblatt». Alle können es nachlesen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wir stellen die Planungserklärung 2a.a FiKo-Mehrheit und FDP/Haas der Planungserklärung der FiKo-Minderheit gegenüber. Wer die Planungserklärung FiKo-Mehrheit und FDP/Haas unterstützt, stimmt Ja, wer die Planungserklärung der FiKo-Minderheit unterstützt, stimmt Nein.

Abstimmung (VA; Planungserklärung FiKo-Mehrheit [Bichsel, Zollikofen] / FDP [Haas, Bern] – Nr. 2a.a gegen Planungserklärung FiKo-Minderheit [Stucki, Bern] – Nr. 2b)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Planungserklärung FiKo-Mehrheit / FDP

Ja	101
Nein	42
Enthalten	5

Präsident. Sie haben der Planungserklärung der FiKo-Mehrheit und FDP/Haas zugestimmt mit 101 Ja- zu 42 Nein-Stimmen bei 5 Enthaltungen.

Nun geht es noch darum, ob wir diese Planungserklärung überweisen wollen. Wer der Planungserklärung FiKo-Mehrheit und FDP/Haas zustimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (VA; Planungserklärung FiKo-Mehrheit [Bichsel, Zollikofen] / FDP [Haas, Bern] – Nr. 2a.a)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	109
Nein	30
Enthalten	7

Präsident. Sie haben der Planungserklärung zugestimmt mit 109 Ja- zu 30 Nein-Stimmen bei 7 Enthaltungen.

Ich möchte eine Gruppe auf der Zuschauertribüne begrüßen: Die Bauernvereinigung Thun, unter dem Präsidium von Beat Schmocker. Sie sind Gäste von Regina Fuhrer und mir. Sie wollen sich anschauen, wie der Rat tagt oder vielleicht auch, wie der Präsident diesen führt. Jedenfalls hoffe ich, Sie haben einen interessanten Morgen gehabt. Wir befinden uns in der Finanzdebatte, wie Sie uns schwer haben erkennen können. Seien Sie herzlich willkommen! (*Applaus*)

Wir haben eine weitere Gruppe auf der Zuschauertribüne. Es sind die Jungbürger der Gemeinden Reconvilier und Soules. Sie sind Gäste von Grossrat Benoit, wenn ich mich nicht täusche. Auch Sie heisse ich herzlich willkommen. Bienvenue au Grand Conseil du canton de Berne! (*Applaus*)

8.7.4 Steuern und Dienstleistungen

Eventualantrag FiKo (Bichsel, Zollikofen)

Bei einer Ablehnung der Volksabstimmung zur Steuergesetzrevision 2019 am Sonntag, 25.11.2018 ändern die Zahlen des Voranschlags 2019 wie folgt:

Produktgruppe Steuern und Dienstleistungen (8.7.4): Saldoverbesserung um CHF 45 Mio.

Gesamtergebnis Erfolgsrechnung:

– Ertragsüberschuss in der Erfolgsrechnung	123,2 Mio. CHF
– Finanzierungssaldo	52,2 Mio. CHF

Präsident. Wir fahren fort. Uns liegt ein Eventualantrag vor, der sich auf die Abstimmung von verganginem Sonntag bezieht. Ich erteile FiKo-Präsident Grossrat Bichsel das Wort.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Da die StG-Revision diesen Sonntag abgelehnt wurde, ändern die Zahlen im VA wie folgt: Wir haben auf der einen Seite eine Saldoverbesserung in der Produktgruppe 8.7.4, Steuern und Dienstleistungen, und zwar um den Betrag von 45 Mio. Franken. Dieser Betrag entspricht dem ersten Schritt der Umsetzung der StG-Revision 2019. Diesen Betrag findet man auch in den Abstimmungserläuterungen, ebenso im Text zum VA 2019. Dort ist er genau gleich ausgewiesen. Somit würde sich nachher der Ertragsüberschuss in der Erfolgsrechnung um 123,2 Mio. Franken erhöhen und der Finanzierungssaldo auf neu 52,2 Mio. Franken. Ich bitte Sie im Namen der FiKo, dem Antrag zuzustimmen.

Präsident. Gibt es Wortmeldungen? – Ich gebe für die grüne Fraktion Grossrätin Imboden das Wort.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Was der Antrag der FiKo uns hier vorschlägt, tönt nach einem rein technischen Vollzug. Man kann das so sehen. Trotzdem ein paar Worte dazu, weshalb wir der Meinung sind, das sei eben mehr als bloss ein technischer Vollzug, sondern es sei ein politischer Entscheid. Unserer Meinung nach ist es eben ein Fehlentscheid. Das führt dann auch dazu, dass wir nachher beim Antrag 3b diesem Voranschlag so nicht zustimmen können. Sie sehen unschwer anhand der Zahlen, was wir hier anscheinend veranstalten wollen. Wir erzielen einen Ertragsüberschuss von 123,2 Mio. Franken. Liebe Kolleginnen und Kollegen, wir haben ein sehr positives, ausgeglichenes Budget. Wir produzieren einen Überschuss. Wir haben zudem einen Finanzierungssaldo von 52,2 Mio. Franken. All jene, die immer gesagt haben, wir könnten es uns nicht leisten, Anpassungen zu machen an diesem VA, weil wir sonst in die roten Zahlen geraten würden, die sehen jetzt hier schwarz auf weiss: Nach letztem Sonntag ist dem nicht mehr so. Die Anpassung, die hier vorgeschlagen wird, wie das ja auch der Kommissionspräsident zu Recht ausführt, ist eine Anpassung, weil wir jetzt die 45 Mio. Franken an Steuersenkungen im Kanton Bern nicht machen werden, weil die Bevölkerung mit 54 Prozent «Niet» dazu gesagt hat. Was ich jetzt aber hier feststelle ist, kein Jota ändern zu wollen, kein Wille, eine Anpassung im vorliegenden Budget vorzunehmen. Sie helfen nicht mit, bei der Spitex Korrekturen vorzunehmen, Sie helfen nicht mit, bei der Betreuung älterer Leute, in der beruflichen Integration, bei den Prämienvorbereitungen Anpassungen zu machen. Sie helfen nicht mit, um 0,000000 Prozent, um ein Jota, um einen Millimeter abzuweichen, obwohl die Bevölkerung gesagt hat: Wir wollen diese Steuersenkungen so nicht. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich weiss nicht, wenn Sie nun abends nach Hause gehen ... Oder wenn ich mich ans Publikum richte, das auf der Tribüne sitzt: Wahrscheinlich hat auch die eine oder der andere, wenn es Bauernvertreter sind aus Thun, am Wochenende gesagt: Nein, die Steuergeschenke für die grossen Unternehmungen, diese wollen wir nicht. Diese Leute wollen, dass es eine Verbesserung gibt. Wir haben Vorschläge gemacht, wie man das tun kann. Ich bin der Meinung, der Antrag sei zwar ein technischer Nachvollzug. Ja, das mag sein, dass man dies schlussendlich so anpassen muss, wenn Sie zu anderem hier nicht bereit sind. Aber die politische Würdigung, die politische Bewertung, wonach man nicht bereit ist, lasse ich nicht aufgrund der technischen Anpassung unwidersprochen. Ich bin der Meinung, und damit vertrete ich auch die Meinung der Fraktion, ein solcher VA sei nicht richtig. Wir haben die Möglichkeit, etwas zu tun.

Damit komme ich zum Schluss: Wir hätten es in der Hand gehabt, liebe Kolleginnen und Kollegen, dieses Budget immer noch positiv abzuschliessen – mit Korrekturen, die man vorhin hätte vornehmen können. Wir haben nun stundenlang diskutiert. Ich stelle zu meinem grossen Bedauern fest, dass Sie die Bevölkerung nicht ernst nehmen.

Adrian Haas, Bern (FDP). Ich muss erneut wiederholen, dass die Bevölkerung nicht über das EP 2018 abgestimmt hat. Sonst hätte sie es ja möglicherweise gutgeheissen, aus rein finanzpolitischen Gründen. Denn wir wollen ja nicht, dass der Haushalt wieder in eine Schieflage gerät. Dass ein Budget eines Staates durchaus auch positive Abschlüsse vorsehen kann, das zeigt im Moment gerade der Bund. Das Bundesbudget 2019 sieht 1,3 Mrd. Franken Überschüsse vor. Das ist nicht etwas so wahnsinnig Aussergewöhnliches. Und es macht ja nichts, wenn es auch ein ganz klein wenig Handlungsspielraum gibt, zum Beispiel für die Senkung der Steuern für natürliche Personen oder auch im Rahmen der Umsetzung des Bundesgesetzes über die Steuerreform und die AHV-Finanzierung (STAF), wenn notwendig für Unternehmen. Der Linken muss ich einfach sagen: Wenn Sie jetzt das Budget ablehnen wegen der Sparmassnahmen, dann müssen Sie in Zukunft sämtliche Budgets ablehnen. Denn diese Sparmassnahmen werden ja fortgeschrieben in den kommenden Budgets und in der Finanzplanung. Im Prinzip melden Sie sich hiermit von der Finanzpolitik definitiv ab.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Egger das Wort.

Ulrich Egger, Hünibach (SP). Als Co-Präsident der SP Kanton Bern muss ich hier, am Ende der Debatte, noch einmal in aller Deutlichkeit festhalten, dass wir das Abstimmungsergebnis des letzten Wochenendes völlig anders interpretieren als die meisten bürgerlichen Rednerinnen und Redner in dieser Debatte und auch anders als Frau Finanzdirektorin Simon. Das Nein zur StG-Änderung heisst für die Leute landauf, landab Nein zu immer mehr Sparmassnahmen zulasten der Schwächsten und Nein zu einem ruinösen Steuerwettbewerb zugunsten der Allerreichsten. Ruinös ist dieser Steuerwettbewerb deshalb, weil am Ende niemand gewinnt ausser den Aktionären und den Geschäftsleitungen von Grosskonzernen, die ohne Hemmungen und bloss zur Gewinnoptimierung Kantone und Standorte gegeneinander ausspielen, um ihre Bilanz zu verbessern. Der Steuerwettbewerb zwischen den Kantonen schadet am Ende der Bevölkerung.

Ich habe mir noch ein positives Beispiel ausgedacht aus meiner Wohngemeinde. Hilterfingen ist weiss Gott keine linke, grüne Ecke. Vier von sieben Gemeinderäten gehören der FDP an. Das war auch so, als ich vor gut zweiundzwanzig Jahren in die Politik einstieg. Damals hatte uns der Kanton zu einer Erhöhung um 5 Steuerzehntel zwingen müssen, aufgrund unserer schlechten Finanzlage – ganze 5 Steuerzehntel. Wir haben das nicht gerne und ohne Freude getan, aber es ist auch niemand wegen dieser Erhöhung weggezogen. Und trotz des immer mehrheitlich bürgerlichen Gemeinderats und verschiedenen Vorstössen hat sich unsere Gemeinde, als es finanziell wieder besser ging, nicht auf den Steuerwettbewerb eingelassen – auf den Steuerwettbewerb lokal im Amt Thun um den tiefsten Steuersatz. Denn gegen Ittigen oder Muri hätten wir ohnehin keine Chance gehabt. Wir haben nämlich stattdessen in die Infrastruktur und in attraktive Schulen investiert, haben die Steuern dann nach und nach sorgfältig den Bedürfnissen der Bevölkerung angepasst. Das Resultat ist, dass wir heute schuldenfrei dastehen, eine durchmischtere und jüngere Bevölkerungsstruktur haben als vor zwanzig Jahren. Und wir haben viele Zuzüger; zum Teil junge Familien, zum Teil wohlhabende, bei denen beide Eltern gut ausgebildet und berufstätig sind. Sie helfen uns, ein gutes Steuersubstrat sicherzustellen. In diesem Zusammenhang hat mir das Eintrittsvotum von Hans Kipfer gefallen. Es ist nämlich nicht typisch schweizerisch und auch nicht typisch bernisch, dass sich im Parlament eine Gruppe einfach durchsetzt, wie das in der Spardebatte der Fall war. Wenn man etwas mehr aufeinander zugegangen wäre, ein bisschen mehr Fingerspitzengefühl gezeigt hätte, ein wenig mehr Kompromissbereitschaft gehabt hätte, dann könnten wir in diesem altherwürdigen Ratssaal unsere Probleme so behandeln, dass wir am Schluss Vorlagen haben, die beim Volk fast ohne Probleme mehrheitsfähig wären. Wir haben in unserer Fraktion den jetzt vorliegenden VA und den AFP intensiv diskutiert, haben verschiedene Änderungsanträge in die Debatte eingebracht. Sie wurden heute alle abgelehnt. Deshalb können wir sowohl dem VA als auch dem AFP in der jetzigen Form nicht zustimmen. Ich danke Ihnen für die Aufmerksamkeit und das Verständnis.

Präsident. Wir beraten übrigens immer noch den Eventualantrag FiKo/Bichsel und kommen danach, vor der Schlussabstimmung, zur Würdigung durch die Fraktionen. Für die Fraktion der SVP erteile ich Grossrat Wyss das Wort.

Fritz Wyss, Wengi (SVP). Ich habe mich kurz beim Ratspräsidenten vergewissern müssen, ob wir noch beim Eventualantrag sind oder nicht. Aber es ist so. Wir kommen erst danach zu den Anträgen zum Budget selber, zu den Hauptzahlen. Ich trete ein weiteres Mal für die SVP ans Rednerpult wegen der Interpretation dieses Abstimmungssonntags. An die Adresse der SP möchte ich sagen: Ich glaube nicht, dass das StG am Sonntag abgelehnt wurde, weil man davon ausging, dass von den 6000 Unternehmen die es betraf, 6000 tatsächlich unverhältnismässige Verwaltungsratslöhne auszahlen, 6000 unverhältnismässige Einkommen haben beziehungsweise sich in einem Ausmass bereichern, wie das an der Spitze des Eisbergs tatsächlich in diesem Land auch stattfindet. Das streiten wir nicht ab, und ich glaube, das kann auch niemand wegdiskutieren. Fakt ist einfach, dass diese StG-Revision 5000 KMU betroffen hat – 5000 KMU und rund 100 000 Arbeitsplätze, die davon hätten profitieren können. Das ist auch ein Fakt. Sie wurde abgelehnt, das akzeptieren wir. Aber ich komme noch einmal zur Interpretation. Ich selber und die SVP sind überzeugt, und ich habe das bereits bei der Gesetzesberatung in der FiKo geäussert: Wenn es eine Kombination gegeben hätte, wenn wir also etwas getan hätten für die juristischen Personen und für die privaten, dann wäre die Gesetzesrevision angenommen worden. Davon bin ich noch heute überzeugt. Wenn wir in die Steuern eingreifen, müssen wir uns in Zukunft überlegen, dass wir eher an der Steuerveranlagung des Kantons schrauben, wenn wir uns einig sind, dass wir schrauben wollen, also dort, wo man natürlich immer unbeteiligt

auch die Gemeinden mitnimmt. Dafür haben wir wohl alle auch ein gewisses Verständnis. Wir nehmen den Eventualantrag so an. Zum Antrag der FiKo werde ich mich später äussern.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Ich erteile Grossrat Schlup von der SVP das Wort.

Martin Schlup, Schüpfen (SVP). Natalie Imboden, Sie haben mich auf den Plan gerufen. Sie haben uns ordentlich die Leviten gelesen. Ich möchte aber auch sagen, was bereits Fritz Wyss gesagt hat: Wenn die natürlichen Personen von dieser Abstimmung hätten profitieren können, hätte das wahrscheinlich anders ausgesehen. Aber «hätte und wollte» – wir wissen es nicht. Ich möchte noch eins sagen. Wenn es wieder ein kleines Plus gibt – wir haben eine Nettoverschuldung von 5 Mrd. Franken in diesem Kanton oder 605 Franken pro Person –, wie oft müssen wir da noch ein paar Millionen im Positiven sein, damit wir einmal den Schuldenberg ein wenig abbauen können? Da muss man auch ein wenig den Gesamtüberblick behalten und nicht jedes Mal, wenn wir bloss einen Fünfer vorwärts machen, schon wieder von Mehrausgaben sprechen.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (SVP). Ich möchte mich vor allem an die Gäste auf der Tribüne wenden. Sie sind vorhin von linker Seite angesprochen worden. Die SVP möchte schon seit Langem die natürlichen Personen steuerlich entlasten. Da wären Sie als Bauern auch dabei. Aber weil so viele Wünsche immer von linker Seite kommen, für ihre Sozialpläne, für den Ausbau eines Sozialstaates, haben wir eben bis jetzt noch kein Geld dafür gehabt. Mit diesen 55 Mio. Franken, die wir quasi verloren haben, oder gewonnen, möchten wir jetzt eben dieses Projekt durchbringen. Wir wollen dann schauen, ob jene dort (*Die Rednerin wendet sich an die Ratslinke.*) auch alle helfen.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (SP). Sabina Geissbühler hat mich auf den Plan gerufen – Sabina Geissbühler, eine Städterin, wenn ich das so sagen darf. Als linke Bäuerin war ich der Meinung, ich müsse doch noch auch meinen Standpunkt einbringen. (*Heiterkeit und Unruhe.*) Ich bin klar der Meinung, die Sparübungen, die wir hatten, treffen eben gerade auch die ländliche Bevölkerung, treffen eben gerade auch die Bäuerinnen und Bauern in abgelegenen Gebieten. Bei der Spitex, da sind wir darauf angewiesen, dass wir einen guten Service haben, bis ins hinterste Tal. Auf Prämienverbilligungen sind sehr viele Bauernfamilien angewiesen, und sehr viele Bauernfamilien haben auch gemerkt, dass es Änderungen gab, weil sie nämlich nicht mehr von diesen Prämienverbilligungen profitieren konnten. Jedermann hier im Rat stimmt jetzt über dieses Budget ab, so wie er oder sie es für richtig hält. Aber das hier auf eine Bäuerinnen-, Bauerndebatte zu reduzieren, weil wir glücklicherweise die Bauernvereinigung Thun zu Besuch haben, das ist nicht richtig.

Präsident. Da die Finanzdirektorin auf ein Votum verzichtet, kommen wir zur Abstimmung. Beim Antrag FiKo geht es um die Produktgruppe Steuern und Dienstleistungen, 8.7.4, und eine Saldoverbesserung um 45 Mio. Franken. Wer diesen Antrag annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (VA; 8.7.4; Eventualantrag FiKo [Bichsel, Zollikofen])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	99
Nein	36
Enthalten	8

Präsident. Sie haben diesen Antrag angenommen mit 99 Ja- zu 36 Nein-Stimmen bei 8 Enthaltungen.

Antrag FiKo-Mehrheit (Bichsel, Zollikofen) – Nr. 3a

FiKo-Mehrheit: Die FiKo beantragt dem Grossen Rat, den Voranschlag 2019 mit folgenden Eckwerten zu verabschieden:

– Ertragsüberschuss in der Erfolgsrechnung	78,2 Mio. CHF
– Nettoinvestitionen (inkl. Spezialfinanzierungen)	436 Mio. CHF
– Finanzierungssaldo	7,2 Mio. CHF
– Steueranlage	3,06
– Rahmen der Neuverschuldung (Kreditlimite)	800 Mio. CHF
– Übertrag aus der Erfolgsrechnung des Tiefbauamts der BVE in den See- und Fussuferfonds	1,7 Mio. CHF

Die Eckwerte entsprechen unter Berücksichtigung von Antrag 1 den Eckwerten des Regierungsrates auf Seite 69 des VA/AFP 19/20–22.

Antrag FiKo-Minderheit (Stucki, Bern) – Nr. 3b
Ablehnung des Voranschlags 2019.

Präsident. Somit kommen wir zum Antrag der FiKo-Mehrheit. Der FiKo-Präsident, Grossrat Bichsel, definiert für Sie noch einmal die Zahlen und präsentiert Ihnen den Antrag. Danach erteile ich der Sprecherin der FiKo-Minderheit das Wort. Grossrat Bichsel, Sie haben das Wort.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Wir kommen zum Schluss der Beratung des VA. Der VA enthält einen Betragsüberschuss von 123,2 Mio. Franken, ist also positiv. Der Schuldenabbau beträgt 52 Mio. Franken. Das führt zu einer weiteren Konsolidierung des Berner Finanzhaushalts. Die geplanten Nettoinvestitionen von 436 Mio. Franken können im kommenden Jahr vollständig durch eigene Mittel finanziert werden. Dieses positive Ergebnis ist auf der einen Seite sicher auf die Massnahmen in Zusammenhang mit dem im vergangenen Jahr beschlossenen EP zurückzuführen. Auf der anderen Seite widerspiegelt es natürlich auch die im Moment erfreuliche konjunkturelle Entwicklung. Die FiKo empfiehlt Ihnen mit 7 zu 5 Stimmen bei 3 Enthaltungen, dem VA mit folgenden Eckwerten zuzustimmen – ich wiederhole diese noch einmal: Ertragsüberschuss in der Erfolgsrechnung von 123,2 Mio. Franken, Nettoinvestitionen von 436 Mio. Franken, ein Finanzierungssaldo von 52,2 Mio. Franken, eine Steueranlage von 3,06, eine Kreditlimite für Neuverschuldungen mit einem Rahmen von 800 Mio. Franken sowie der Übertrag aus der Erfolgsrechnung des Tiefbauamts in den See- und Flusssuferfonds von 1,7 Mio. Franken.

Wir haben diesen VA also einzig um die beiden Positionen der FiKo verändert. Die übrigen Grössen sind gleichgeblieben, wie sie Ihnen von der Regierung vorgelegt wurden. Ich bitte Sie, im Namen der FiKo-Mehrheit, dem VA 2019 zuzustimmen.

Präsident. Sobald sich die Minderheitensprecherin an der Sprechanlage angemeldet hat, erteile ich ihr das Wort. Grossrätin Stucki, Sie haben das Wort.

Béatrice Stucki, Bern (SP), Kommissionssprecherin der FiKo-Minderheit. Daniel Bichsel hat aufgezählt, was alles geblieben ist. Aus Sicht der FiKo-Minderheit ist eben auch alles geblieben. Das heisst, unsere Kritikpunkte haben sich nicht verändert. Der Stellenabbau bleibt ein Stellenabbau. Die Kürzungen bei der Spitex bleiben Kürzungen bei der Spitex. Prämienverbilligungen werden nicht angepasst. Die Löhne bei den Lehrpersonen werden nicht angepasst. Von den restlichen Sparmassnahmen, die wir letztes Jahr hier beschlossen haben, wurde keine einzige irgendwie verbessert. Natalie Imboden hat bereits darauf hingewiesen. Die FiKo-Minderheit kann deshalb ihre Haltung nicht ändern. Wir bleiben beim Nein zum VA, bei unserer Ablehnung dieses VA.

Präsident. Diese beiden Anträge sind gleichbedeutend mit der Schlussabstimmung zum VA. Gibt es Fraktionserklärungen zum VA? – Ich erteile für die Grünen Grossrätin Imboden das Wort.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Ich glaube, jetzt sind wir in der Schlussrunde der Diskussion. Es geht um eine Gesamtwürdigung. Ich habe es vorhin beim Eventualantrag, der jetzt kein Eventualantrag mehr ist, gesagt, dass es um die technische Anpassung geht. Jetzt hingegen geht es wirklich um die politische Würdigung. Ich stelle fest, dass hier im Grossen Rat die Polster, die man anhäuft, verteilt werden sollen. Das Votum der FDP war sehr interessant. Sie hält fest: Wir haben jetzt ein Polster geschaffen, damit kann man Steuersenkungen für die natürlichen Personen finanzieren. Interessant ist auch das Votum der SVP, die eigentlich dasselbe sagt: Man solle bei den natürlichen Personen jetzt auch noch Entlastungen machen. Immerhin habe ich bei der SVP, von Fritz Wyss, gehört, die

Gemeinden solle man bei der nächsten Runde ausnehmen. Das würde ich jetzt als Votum deuten, wonach man etwas gelernt von der Abstimmung hat.

Es ist nicht gut, wenn wir hier Finanzpolitik machen und dann auch gleich noch bei den Gemeinden Steuersubstrat vernichten. Das hätten wir eigentlich getan, indem wir 50 Mio. Franken an Steuersubstrat in den Gemeinden vernichtet hätten. Ich glaube, ein Grund für das Nein vom Wochenende ist auch, dass die Gemeinden eben keine Möglichkeiten haben, es dann wieder auf irgendjemanden zu überwälzen. Ihnen bleibt bloss die Variante, die Steuern zu erhöhen oder dann wirklich die Leistungen streichen, die sie selbst noch beeinflussen können. Deshalb denke ich, dass sehr viele Menschen in den Gemeinden realisiert haben, dass sie am Schluss die Zeche zahlen müssen. Aber trotzdem: Das heisst, die Schlussfolgerung der bürgerlichen Seite – die BDP schliesse ich jetzt noch nicht ein; sie hat sich dazu nicht geäussert –, der SVP und der FDP lautet: Weiter so mit dem Gleichen und noch ein wenig mehr. Wenn ich Ihnen zuhöre, ist es jetzt nötig, Ertragsüberschüsse anzuhäufen, damit wir nachher weitere Steuersenkungen noch für die natürlichen Personen machen können. Ich finde, das ist eine sehr interessante Interpretation der Abstimmung dieses Wochenendes. Ich sage auch, wir könnten jetzt eine Nachbefragung bei allen Bürgerinnen und Bürgern machen, um sie zu fragen, weshalb sie Nein gestimmt haben. Vielleicht wäre es interessant. Auf kantonaler Ebene gibt es das leider nicht. Vielleicht wäre das einmal ein Forschungsgebiet für diejenigen, die das jeweils auf nationaler Ebene tun, also nachfragen, weshalb sie Nein gestimmt haben. Aber jetzt daraus zu interpretieren, man sei gegen Steuersenkungen bei Unternehmungen, damit man andere Steuersenkungen machen könne, das ist ein verquerer Schluss.

Die grüne Fraktion wird dem VA so nicht zustimmen. Es wird Enthaltungen und Nein-Stimmen geben. Mit diesem VA will man weiter wie bisher, wie eh und je. Wir haben es jetzt bereits bei der Spardebatte diskutiert. Ich bedaure ernsthaft, dass man hier keine Bereitschaft sieht, hier Korrekturen zu machen. Früher hat man gesagt: Jetzt wird durchgezogen. Es scheint mir, von bürgerlicher Seite werde jetzt einfach gesagt: So, jetzt wird einfach durchgezogen, wir bleiben bei unserer Meinung. Noch etwas Letztes: Sie wissen ebenso gut wie ich, dass die Bevölkerung über den VA nicht abstimmen kann. Das ist im Staatswesen des Kantons Bern nicht vorgesehen. Das nehmen wir so zur Kenntnis. Die Bevölkerung kann nur abstimmen, wenn man etwas mit einem Referendum zur Volksabstimmung bringt, wie wir das beim StG getan haben. Ich glaube, wenn man das Massnahmenpaket, das EP, der Bevölkerung unterbreitet hätte – ich habe keine Glaskugel zu Hause, ich kann es nicht wissen –, dann hätte der Eine oder die Andere gesagt: Nein, dieses EP wollen wir nicht. Jetzt hat man bei den Steuern immerhin ein Signal erhalten.

Ich komme zum Schluss: Wir sind der Meinung, für die berufliche Integration brauche es mehr Investitionen. Wir hätten auch präventiv Verbesserungen machen können, die den Kanton langfristig entlastet hätten. Leider sind Sie der Meinung, man solle das für Steuersenkungen vorsehen. Das heisst, wir werden weiterhin über Steuersenkungen diskutieren. Das scheint auf der Traktandenliste zu stehen. Aber dieser VA, der hier noch Polster drin hat für nächste Steuersenkungen, gemäss den Bürgerlichen, diesen werden wir als grüne Fraktion so nicht unterstützen können.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Erlauben Sie mir am Ende dieser Budgetdebatte ein Resümee und auch einen kurzen Rückblick auf den vorgestrigen Tag, auf das Wochenende, die Abstimmung. Ich mache das als einer, der mit seiner Stimme zu den Verlierern gehört, vielleicht entgegen der Mehrheit meiner Partei. Der Rückblick auf die Debatte, auf die Abstimmung ist nicht ganz einfach. Es löst Dinge aus, sodass wir jetzt wirklich schauen müssen, dass wir uns wieder zusammenbringen. Das Eine, das mich beschäftigt ist, dass man jetzt sehr schnell mit Steuersenkung bei natürlichen Personen kommt – weil es dort nicht ging, versuchen wir es anderswo. Man fördert damit die Eigennutzdebatte. Wenn ich selber davon profitiere, stimme ich zu. Das ist nicht, was wir hier im Kanton wollen, sondern wir müssen wirklich breit abgestützt schauen können, was dem Kanton dient. Vielleicht ist es irgendwann der Weg, aber es ist nicht das, was wir jetzt thematisieren sollten: Wenn es mir selber etwas bringt, dann stimme ich ihm zu.

Das Zweite, das mich beschäftigt ist, dass es den gewinnstärksten Firmen und auch den zugehörigen Verbänden nicht gelungen ist, zu kommunizieren, was sie Positives für den Kanton täten, wenn sie von dieser Gewinnsenkung profitieren könnten. Es gelang nicht, das rüber zu bringen. Wenn die Bevölkerung das verstanden hätte, wäre sie bereit gewesen, zuzustimmen. Das ist auch ein wenig eine Kritik an den Grossfirmen. Es ist natürlich gefährlich, wenn man bereits ein, zwei Tage nach der Abstimmung sagt: Ja, dann gehen wir eben. Es ist ein wenig eine Frage des Anliegens oder die Frage: Was tragen wir als Grossfirmen auch zu diesem Kanton bei? Das ist mein Resümee des Abstimmungssonntags.

Die EVP ist bereit, diesen VA so zu genehmigen, mit einem grossen Aber. Das Aber heisst wirklich, dass wir miteinander den Weg für die Zukunft neu finden müssen. Wir müssen Lösungen finden, wie wir dieses Zusammengehen neu gestalten können. Es gibt nicht ein Entweder-oder, sondern es gibt nur das Miteinander. Das habe ich hier auch schon gesagt. Das heisst auch, dass wir noch sehr kritisch gestimmt sind, wie wir beim AFP stimmen werden. Jetzt, beim VA, sind es Facts, die jetzt auf dem Tisch sind für nächstes Jahr. Aber nachher geht es darum, die Lösungen zusammen zu erarbeiten. Wir müssen vielleicht noch einmal über die Bücher gehen für die Zukunft. Ich hoffe, das gelingt uns.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Liebe Natalie Imboden, trotz Ihrer Charmeoﬀensive gegenüber der BDP werden wir Ihnen nicht helfen, sondern wir werden den VA annehmen. Wir haben etwa 123 Mio. Franken Überschuss in diesem VA, einen Finanzierungssaldo von 52 Mio. Franken. Wir haben gestern den Geschäftsbericht 2017 behandelt. Dort haben wir gesehen, dass wir 100 Mio. unter dem Budget abgeschlossen haben. Jetzt stellen Sie sich vor, wo wir landen, wenn das auch 2019 geschieht. Dann sind wir bereits unter null mit dem Finanzierungssaldo, und das können wir uns nicht leisten. Wir haben keine rückwärtsblickende Politik. Wir haben vor einem Jahr die ganzen Spardebatten gehabt. Wir haben heute Morgen wieder eine ganze Spardebatte durchgestanden. Am Nachmittag wird es beim AFP damit weitergehen. Am Sonntag haben wir bei der Abstimmung verloren. Aber jetzt bitte ich doch die Linke einmal, das auch zu akzeptieren, was die Mehrheit hier drin beschlossen hat, und nicht immer wieder auf dieselben Themen zurückzukommen und zu versuchen, die Sparbeschlüsse rückgängig zu machen. Es waren demokratisch gefällte Entscheide. Wir akzeptieren das, und ich bitte Sie, das auch auf der linken Seite zu akzeptieren. Wir haben nicht nur die höchsten Krankenkassenprämien oder die tiefsten Prämienverbilligungen im Kanton, wir haben auch die höchsten Steuern. Und seit diesem Sonntag werden wir auch für die juristischen Personen die höchsten Steuern haben. Wir haben gestern in der Zeitung lesen können – und wir haben es auch heute in der Zeitung lesen können –, wie viele Firmen, grosse Firmen deshalb bereits angekündigt haben, ihre Arbeitsplätze zu verlegen. Bei dieser Politik helfen wir nicht mit. Wir wollen eine wirtschaftsfreundliche Politik. Wir wollen Arbeitsplätze in diesem Kanton. Wir wollen Steuern in diesem Kanton. Ich darf daran erinnern, dass wir mit dem Entscheid von Sonntag keinen Franken mehr in der Kasse haben. Wir haben bloss nicht weniger. Aber wir haben keinen Franken mehr in der Kasse, und somit haben wir auch nicht die Berechtigung, mehr auszugeben. Ich bitte Sie, dem VA zuzustimmen, so wie es auch die Mehrheit der FiKo entschieden hat, und diesen Weg weiterzuverfolgen.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion erteile ich Grossrätin Marti das Wort.

Ursula Marti, Bern (SP). Am Sonntag war Abstimmung. Es gab ein Nein des Volkes zu den Unternehmenssteuersenkungen. Es war ein Nein des Volkes, nicht von uns Linken hier. Das sind auch Ihre Wählerinnen und Wähler. Es war ein deutliches Zeichen auch in dem Sinne, dass es kein Stadt-Land-Graben war. Es war auch auf dem Land so, mit einer kleinen Ausnahme. Mit Ausnahme eines kleinen Teils des Kantons Bern haben alle Nein gestimmt. Das sind nicht einfach linke Städte oder linke Wählerinnen und Wähler oder Leute, die linken Parteien angehören. Von der ganzen Bevölkerung, aus dem ganzen Kanton kam ein Nein. Und dieses Nein zu diesen Steuersenkungen bei den Unternehmen, das ist ein Nein zum Leistungsabbau. Das ist ein Nein zum Abbau bei der Spitex, bei den Prämienverbilligungen, zum Lohnabbau, zum Sparen bei den Ärmsten, da man bei der Sozialhilfe nicht einmal mehr die SKOS-Richtlinien einhalten will. Die Sozialhilfe kann uns alle betreffen. Es war auch ein Nein der Gemeinden, die Angst haben, dass sie ihrerseits auch noch weiteren Leistungsabbau betreiben müssen. Nach diesem deutlichen Nein im ganzen Kanton wäre doch hier wirklich ein Zeichen notwendig gewesen. Wir haben sinnvolle Anträge gestellt, die eben genau die breite Bevölkerung betreffen: Prämienverbilligungen, Spitex. Wir hatten die Anträge hier auf dem Tisch. Alles wurde abgelehnt. Es wurde abgelehnt, das zu korrigieren, das nachzuvollziehen, was das Volk am Sonntag gesagt hat. Das ist sehr enttäuschend. Es fehlt im Rat der Respekt vor der Stimmbevölkerung, die Bereitschaft, auch einmal in sich zu gehen und zu sagen: Halt, was ist da passiert? Sind wir da jetzt zu weit gegangen? Man sollte einmal in sich gehen, das analysieren und den Mut haben, etwas zu ändern, wenn man doch ein so klares Zeichen vom Volk erhält. Es ist nicht vermittelbar – ich glaube, das müssen wir jetzt einsehen –, bei der Spitex Tarife zu erhöhen, bei den Ärmsten unter das schweizerische Minimum zu gehen, nur um ein paar «Fränkli» zu sparen, und gleichzeitig zu sagen, bei den Unternehmen senken wir jetzt die Steuern. Das ist nicht vermittelbar; diese Lehre sollte man jetzt daraus ziehen. Wenn Sie von der rechten Seite so weiterfahren, kommen wir endgültig in eine Blockadenpolitik rein, die wirklich niemandem mehr etwas bringt. Es wäre auch wichtig, mit den Firmen jetzt

ganz anders zu sprechen, also nicht auf stur zu machen, indem man sagt: Ja, der Kanton Bern ist nicht wirtschaftsfreundlich. Wir haben ganz wichtige, gute Standortfaktoren. Doch die Kampagne jetzt, bei der man sagt: Volk, du hast es falsch gemacht, und wir zeigen jetzt, was dabei herauschaut, indem Firmen sich zurückziehen. Ich glaube, das ist wirklich der falsche Weg. Es braucht den Dialog. Ich könnte mir auch vorstellen, dass die Firmen ... Man müsste ganz anders auch mit den Firmen sprechen, ihnen vielleicht auch einmal etwas aufzeigen. Vielleicht braucht es auch Firmen, die sich einmal an die Regierung wenden und ihr sagen: Polarisiert nicht dermassen, macht nicht eine so extreme Politik, die dem Volk schadet, uns allen zuliebe. Es braucht ein Weggehen von dieser Polarisierung, von dieser Blockadenpolitik. Das ist heute leider nicht geschehen. Wir hätten jetzt einen Anlass dazu gehabt, nach dieser Abstimmung von Samstag und Sonntag. Es wäre ein Anlass gewesen, es zu überdenken. Das ist nicht geschehen. Auch gerade das letzte Votum, dasjenige von Jakob Etter, hat mich sehr enttäuscht. Hier einfach wieder zu sagen, wir seien stur, wir machten diese Anträge. Sie sind stur! Sie hören die Stimme des Volkes nicht. Und bei dieser Ausgangslage können wir selbstverständlich diesem VA nicht zustimmen. Wir sind mit dem Volk. Wir machen bei den Leistungskürzungen, die Sie nicht rückgängig machen wollen, nicht mit. Wir werden den VA ablehnen.

Fritz Wyss, Wengi (SVP). Bevor ich zu meinem Schlussvotum komme, möchte ich eine kurze Replik auf die Äusserungen von Ursula Marti geben. Wir haben jetzt gehört, dass Sie sehr gut sprechen können, und das wissen wir auch. Ich hoffe, dass Sie nun mit diesen Firmen sprechen. Ja, das hoffen wir doch, dass Sie jetzt die Firmen davon überzeugen, den Schritt nicht zu machen, den sie geplant haben. Ursula Marti, ich wohne an der Grenze zum Kanton Solothurn. Ich lade Sie ein, einmal morgens früh zu mir zu kommen. Ich stehe um 5.30 Uhr auf. Sie müssen nicht einmal auf dem Betrieb helfen. Sie können dann, wenn es keinen Nebel hat, Richtung Hauptstrasse schauen, die vom Kanton Solothurn in den Kanton Bern führt. Dann können Sie sich in den ersten beiden Stunden anschauen, was vor sich geht. Wenn Sie gerne möchten, dürfen Sie abends selbstverständlich wiederkommen und schauen, wie es in umgekehrter Richtung geht. Das sind einfache Fakten. Die können wir nicht wegdiskutieren. Die Menschen wählen ihren Wohnsitz eben auch aufgrund der Steuern, wenn auch nicht ausschliesslich deshalb. Und Firmen wählen ihren Sitz – nicht nur, aber auch – wegen der Steuern aus. Das ist Wettbewerb. Den können wir beide nicht ändern. Dieser existiert in diesem Land. Ich persönlich bin ich auch froh, dass er existiert. Soviel zu den Realitäten. Wir haben alle mitbekommen, was der Kanton Solothurn jetzt mit den Unternehmenssteuern im Sinn hat. Ich habe übrigens gehört, dass es deshalb im dortigen Kantonsrat nicht einmal grosse Diskussionen gibt. Wie gesagt, wir stellen uns diesem Wettbewerb. Das ist jetzt einfach Fakt. Das Volk hat entschieden. Aber, ich sage noch einmal: Die Interpretation ist nicht bei allen dieselbe. Es ist auch legitim, dass man Abstimmungsergebnisse so interpretieren kann, wie es einem selbst gerade richtig erscheint. Ich möchte zu Beginn meines Schlussvotums der Regierung und der Verwaltung danken. Die Regierungsrätin wird das sicher nachher von den Mitarbeitenden hören. Die Regierung hat hier einen VA vorgelegt, der im Sinne des Parlaments ist, das ist wichtig. Wir haben die EP-Massnahmen erlebt. Es war für uns nicht bei allen schön, sie zu übernehmen. Und trotzdem ist es mir wichtig, und man sieht das auch im VA der Regierung – sie bleibt dran. Ich glaube, das ist das Richtige. Der geplante Überschuss bewegt sich in einem sehr kleinen Rahmen. Dank der Abstimmung von Sonntag hat sich das ein wenig erhöht. Aber das liegt innerhalb der Fehlerbandbreite. Deshalb können wir uns nicht auf unseren Lorbeeren ausruhen. Wir haben das mit den Steuern nicht neu erfunden. Franziska Schöni kehrt gleich wieder um. Wir haben eine Motion Schöni, die auch fordert, die natürlichen Personen zu entlasten. Das steht vonseiten unserer Partei ja schon länger im Raum. Wir haben vor einem oder zwei Jahren im Rat unter anderem versucht, die Steueranlage zu senken. Es ist uns nicht erst jetzt in den Sinn gekommen. Es war uns schon damals klar: Wenn der Kanton die Gemeinden nicht treffen will, dann muss er bei sich selber beginnen. Wenn er entlasten will, sollte man an der kantonalen Steueranlage etwas ändern, sodass nicht ständig die Gemeinden mit betroffen sind. Das ist ganz klar. Wenn wir diese Überschüsse nutzen und es nicht ständig diese neuen Fondsgeschichten gibt, auf die wir vielleicht noch zu sprechen kommen, dann schaffen wir es vielleicht tatsächlich irgendeinmal, in diesem Kanton die Schuldenquote von 12 Prozent wieder zu unterschreiten. Dann sind wir auch bei den Investitionen wieder so handlungsfähig, wie wir es eigentlich sein möchten. Das ist, was wir anstreben müssen.

Es ist einfach so: Einen gewissen Leistungsverzicht gibt es, und wir werden wohl alle noch etwas mehr davon in Kauf nehmen müssen. Auch weil der NFA uns weniger Geld zukommen lassen wird. Der Kanton muss versuchen, mit den Steinen zu mauern, die er hat. Man muss versuchen, das Beste herauszuholen und den Kanton so trotzdem in eine erfolgreiche Zukunft führen, aber auch in eine

soziale. Ich bin überzeugt, dass wir im Kanton Bern, auch was das Soziale betrifft, weiterhin auf einer guten Schiene sind. Die SVP unterstützt sämtliche Anträge und nimmt diesen VA an.

Michael Köpfli, Wohlen b. Bern (glp). Ich habe es gestern bereits angesprochen. Wir haben jetzt wieder eine Debatte zur Nachbearbeitung des Wochenendes. Für uns ist klar: Das Volk hat Nein gesagt zu dieser Steuersenkung. Für uns ist auch klar, dass eine neue Vorlage, die man allenfalls bringt, nicht mehr so daherkommen kann. Es kann nicht mehr um eine einseitige Steuersenkung für Unternehmen gehen, die so stark auf die Gemeinden durchschlägt. Es gibt verschiedene Dinge, die man tun kann, um das mehrheitsfähig zu machen: Es ist der Einbezug der natürlichen Personen; es ist die Rücksichtnahme auf die Gemeinden; es ist nicht zuletzt auch eine Gegenfinanzierung. Ich erinnere in diesem Zusammenhang an den Antrag von Natalie Imboden, der die Motorfahrzeugsteuern als Gegenfinanzierung der Unternehmenssteuern vorsah. Wir haben diesen Antrag damals unterstützt. Er wurde relativ knapp abgelehnt. Es wurde jetzt ein Vorstoss von den Kollegen Trüssel, Flück und Etter (*M 171-2018*) eingereicht, wenn ich mich richtig erinnere, der genau eine solche Gegenfinanzierung wieder ins Spiel bringt. Wir sind sehr gerne bereit, eine Vorlage in diesem Bereich mit zu erarbeiten, die mehrheitsfähig ist. Wir haben sie auch noch nicht auf dem Tisch.

Was mir aber jetzt doch anspruchsvoll erscheint, ist, wenn man das Abstimmungsergebnis nun so interpretiert, als wäre es eine Abstimmung gewesen über das SP-Parteiprogramm. Das ist mir bei Ursula Marti fast so vorgekommen. Man könnte auch sagen, das EP wurde vor den Gesamterneuerungswahlen des Grossen Rates und des Regierungsrates beschlossen. Und die Parteien, die das EP mitgetragen haben, haben erneut die Mehrheit im Grossen Rat und im Regierungsrat. So kann man die Dinge auch interpretieren. Ich möchte eine weitere Analogie wählen: Gegen den Kredit zur Unterbringung und Betreuung von unbegleiteten minderjährigen Asylsuchenden (UMA) hat die SVP in einer ersten Phase das Referendum ergriffen, und sie ist damit durchgekommen. Wir alle, ausser die SVP, wollten das nicht. Danach ging man bei diesen Kosten nicht einfach auf null, sondern man machte eine neue Vorlage. Zur grossen Freude fast aller Fraktionen im Saal haben wir letztes Wochenende dort eine Mehrheit gefunden. Demokratie heisst in der Schweiz nicht, dass man einfach ein dogmatisches Nein zu allem hat. Es war ein Nein zu einer Vorlage, und die Bevölkerung sagte: Bringt eine ausgewogenere Vorlage. Dem werden wir uns stellen.

Ich möchte zum VA und zum eigentlichen Schwerpunkt meines Votums kommen. Wie ich bereits gestern sagte, haben wir das EP zwar nicht in allen Punkten mitgetragen, aber grundsätzlich schon. Entsprechend tragen wir auch diesen Voranschlag mit und haben uns gegen das Rückgängigmachen von Sparmassnahmen, die im letzten Jahr beschlossen wurden, ausgesprochen. Beim AFP werden wir uns differenzierter verhalten. Wir werden dort auch einzelne Anträge zum Ausbau unterstützen. Ich denke da etwa an die Ferienbetreuung, Antrag Ursula Marti, an den Antrag von Thomas Brönnimann, der gezielt beim Lohn der Lehrpersonen etwas machen will und eben nicht bei der ganzen Bevölkerung. Oder ich denke an den Antrag von Hans Kipfer, in dem es darum geht, bei einer zweiten Lesung daran festhalten, dass man die Gemeinden bei der Berufsbildung nicht belasten will und die ERZ das nicht kompensieren muss. Dort werden wir den Antrag unterstützen. Wir werden beim AFP aber wiederum nicht helfen, beschlossene Sparanträge aus dem EP von letztem Jahr rückgängig zu machen. In diesem Sinne bitte ich Sie, bei der Interpretation von Abstimmungsergebnissen eine gewisse Zurückhaltung zu wahren. Wenn jeder das immer so dogmatisch oder so umfassend interpretiert, wie meine Vorrednerinnen, die verständlicherweise den Erfolg jetzt nutzen wollen, dann kommen wir sicher nicht weg von der Polarisierung, sondern sie nimmt zu. Also, stimmen wir diesem VA zu.

Präsident. Melden sich keine Fraktionssprecher mehr? – Dann kommen wir zu den Einzelsprechern. Grossrat Reinhard von der FDP hat das Wort.

Carlos Reinhard, Thun (FDP). Eigentlich wollte ich nichts sagen. Aber das Fake-News-Votum von Ursula Marti hat mich ans Rednerpult gebracht. Schon gestern, als es in einigen Voten darum ging, was jetzt der Stimmbürger am Sonntag gesagt habe, verstand ich die Debatte nicht mehr. Heute setzt sich das fort. Gestern Abend las ich das Abstimmungsbüchlein noch einmal. Ich fand eigentlich nichts von dem, was heute wieder gesagt wurde, wozu die Stimmbeteiligten Ja oder Nein sagten. Sie sagten einfach: Unternehmenssteuerreduktionen wollen wir nicht. – Fertig; nichts anders. Wenn man in diesem Kanton Schulden abbauen will, und wir haben vorhin ja gehört, wie viele Schulden das sind, dann muss man das längerfristig planen. Das kann man nicht von einem Jahr aufs andere machen. Stellen Sie sich vor, wir hätten bloss 2 Prozent mehr Zinsen. Das ist nicht viel, und das werden wir auch wieder einmal erreichen. Dann sprechen wir heute von einem Defizit von über 100 Mio. Franken.

Es wird von linker Seite Geld, das als kleines Plus im Budget erscheint, schon wieder mit beiden Händen ausgegeben. Das ist keine verantwortungsvolle Finanzpolitik. Immerhin sind die Schulden, die wir heute haben, die Steuern von morgen, die unsere Kinder bezahlen werden. Der Abschluss, den wir in diesem Budget haben, ist korrekt und fair, und deshalb werde ich ihm auch zustimmen.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (SVP). Ich komme jetzt doch noch ans Rednerpult. Das Votum von Ursula Marti hat mir in die Nase gestochen. Die Aussage ist einfach falsch, wonach unsere Bevölkerung, namentlich auch die ländliche Bevölkerung, das alles völlig anders sehe. Wir akzeptieren, dass 53,6 Prozent gegen diese StG-Reform waren. Ich erinnere aber auch daran, dass – abgesehen vom Berner Jura – in weiten Teilen des Kantons die ländlichen Gebiete Ja gesagt haben. Ich erinnere an meine Region, aus der einige hier auch herkommen. Oberlangenegg: 71,9 Prozent, Buchholterberg: 66 Prozent, Wachseldorn: 63,3 Prozent. Im Amt Thun ist es wegen der Stadt Thun gekippt; das Land hat diese Unternehmenssteuerreform befürwortet. Das ist eine Tatsache. Man kann nicht sagen, es gebe keinen Stadt-Land-Graben. Den gibt es sehr wohl, auch hier. Tatsache ist, dass es weite Gebiete des Kantons gibt, die das befürwortet haben. Vielleicht ist es eben auch so, dass man in diesen Gebieten noch lernt, dass man das Geld, das man ausgibt, zuerst verdienen muss. Man kann nicht einfach mir nichts, dir nichts mit Schulden, hohen Steuern und hohen Ausgaben, welche die nächsten Generationen berappen müssen, irgendwelche Leistungen finanzieren. Ich bitte Sie deshalb, dieses Budget anzunehmen.

Präsident. Die Regierungsrätin verzichtet auf das Wort. Damit kommen wir zur Abstimmung. Wer dem VA und somit dem Antrag der FiKo-Mehrheit zustimmt – mit den Eckwerten Ertragsüberschuss: 123,2 Mio. Franken, Nettoinvestitionen: 406 Mio. Franken, Finanzierungssaldo: 52,2 Mio. Franken, Steueranlage: 3,06, Rahmen der Neuverschuldung: 800 Mio. Franken sowie Übertrag in den See- und Flusssuferfonds von 1,7 Mio. Franken –, stimmt Ja. Wer dem Antrag der FiKo-Minderheit auf Ablehnung des VA zustimmt, stimmt Nein.

Schlussabstimmung (VA; Antrag FiKo-Mehrheit [Bichsel, Zollikofen] – Nr. 3a [Zustimmung zum VA] gegen Antrag FiKo-Minderheit [Stucki, Bern] – Nr. 3b [Ablehnung VA])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Antrag FiKo-Mehrheit (Bichsel, Zollikofen)

Ja	98
Nein	44
Enthalten	6

Präsident. Sie haben dem VA 2019 zugestimmt mit 98 Ja- zu 44 Nein-Stimmen bei 6 Enthaltungen.

Rückweisungsantrag FiKo-Minderheit (Stucki, Bern)

Rückweisung des Aufgaben-/Finanzplans 2020–2022 mit der Auflage, die Massnahmen des Entlastungspakets 2018 in den Bereichen Spitex, Behinderte, Psychiatrie, Jugend, Alter, Bildung und Sozialhilfe rückgängig zu machen.

Präsident. Wir kommen zum AFP. Ich habe gestern bereits angekündigt, dass wir die Anträge, die identisch mit den Planungserklärungen sind, bereits abgehandelt haben. Das Wort wird nur erteilt, wenn Anträge bezüglich Planungserklärungen neu sind. Man kann alles diskutieren, aber ich bitte Sie doch um etwas Zurückhaltung.

Wir haben einen Antrag FiKo-Minderheit/Stucki auf Rückweisung. Ich erteile das Wort zuerst der FiKo-Minderheit. Grossrätin Stucki, melden Sie sich bitte bei der Sprechanlage an. Ich erteile Ihnen das Wort.

Béatrice Stucki, Bern (SP), Kommissionssprecherin der FiKo-Minderheit. Ganz modern könnte man sagen: Hören Sie sich mein Votum von vorhin im Internet noch einmal an, oder machen Sie fürs Protokoll «copy and paste». Ich glaube, ich habe bereits viel darüber gesagt, weswegen die FiKo den

VA abgelehnt hat. Es sind die Sparmassnahmen, die wir vor einem Jahr beschlossen haben, es sind die mangelnden Anpassungen bei den Löhnen, es ist der Personalabbau, was wir ablehnen. Wir wollten, dass diese Sparmassnahmen bereits beim VA rückgängig oder wenigstens teilweise rückgängig gemacht und abgeschwächt werden. Das ist alles nicht geschehen. Ich gehe davon aus, dass es auch hier nicht geschehen wird.

Das sind unsere Gründe, weshalb wir diesen AFP mit einem Überarbeitungsauftrag zurückweisen wollen. Man soll mit den neuen Zahlen, die wir vorhin beschlossen haben, über die Bücher gehen, auch aufgrund der neuen Situation durch die Ablehnung der Änderung des StG. Das wäre ein wichtiger Punkt. Wir haben auch schon gehört, dass viele Massnahmen, die eigentlich anstehen, in diesem AFP nicht abgebildet worden sind. Das müsste man nachholen. Ganz konkret: Die Folgen eines Personalabbaus – was heisst das in Zahlen? Diese lagen bisher nicht vor. Welches sind die Konsequenzen der Steuervorlage 17 (SV17) des Bundes, oder von STAF, wie sie jetzt neu heisst? – Die Konsequenzen für den Kanton Bern kennen wir noch nicht konkret; insbesondere kennen wir auch die Konsequenzen für die Gemeinden nicht. Wir bitten Sie deshalb, diesem Antrag zuzustimmen und den AFP an die Regierung zurückzuweisen.

Präsident. Ich erteile dem Sprecher der FiKo-Mehrheit, Grossrat Bichsel, das Wort.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Es gibt nun mal eine gewisse «Copy-and-paste-Debatte», wie Sie das genannt haben. Für das Protokoll ist das unerlässlich. Zudem gibt es hier doch auch noch zwei, drei interessante Bemerkungen. Noch einmal: Die FiKo-Mehrheit steht hinter den Beschlüssen des EP 2018 und ist deshalb auch damit einverstanden, wie diese in das Zahlenwerk des APF 2020–2022 eingeflossen sind. Wichtig ist, dass die Rückweisung die Auflage zur Rückabwicklung oder teilweisen Rückabwicklung einzelner Bereiche aus dem EP enthält. Ich habe bereits im Eingangsvotum respektive in der Grundsatzdebatte gesagt, dass wir das prinzipiell und grundsätzlich ablehnen. Auch diesen Hinweis wiederhole ich: Am Sonntag haben wir über das StG abgestimmt und nicht über das Rückgängigmachen der EP-2018-Massnahmen. Ebenfalls im Grundsatzvotum habe ich bereits erwähnt, dass im AFP verschiedene absehbare und auch quantifizierbare Verschlechterungen nicht in das Zahlenwerk eingeflossen sind. In der FiKo haben die vielen Unsicherheiten und nicht berücksichtigten Elemente zur Frage geführt, nach welchen Kriterien der Regierungsrat Absichten und Vorhaben im Zahlenwerk zu einem gegebenen Zeitpunkt berücksichtigt. Ja, da wäre man fast geneigt zu sagen, der AFP sei tatsächlich zur Überarbeitung zurückzuweisen. Nun ist aber wichtig, dass man sich die Auflage anschaut, die der Rückweisungsantrag enthält. Sie beinhaltet einzig die Rückabwicklung der Massnahmen aus dem EP und nicht die Ergänzung der vielleicht fehlenden Elemente, die wir in der FiKo generell kritisiert haben. Diese Rückweisung hätte also völlig andere Gründe als jene der Kommission, welche tatsächlich gewisse Mankos ausgemacht hat. Nach Auffassung der FiKo-Mehrheit kann auch auf eine Rückweisung verzichtet werden, weil der Regierungsrat ausführlich dargelegt hat, wie er seine Strategie im nächsten Planungsumgang, mit der personellen Neubesetzung des Regierungsrates, der sogenannten «Spur 2» gestalten will, dass er da dran ist und das im nächsten Planungsumgang präsentieren und darlegen will. Bis zu diesem Zeitpunkt sind denn auch verschiedene Unsicherheiten rund um Themen auf nationaler Ebene näher geklärt. Damit können sie näher beziffert und eben auch im Finanzplan eingestellt werden. Die FiKo-Mehrheit bittet Sie deshalb, den Rückweisungsantrag der FiKo-Minderheit aus den vorgenannten Gründen zurückzuweisen und diesem nicht zuzustimmen. Dies trotz der geäusserten Vorbehalte, die wir tatsächlich auch hatten. Aber diesen Rückweisungsantrag lehnen wir ab.

Präsident. Gibt es Fraktionserklärungen? Wünscht die Regierungsrätin das Wort? – Es gibt Fraktionserklärungen. Zu diesen kommen wir am Nachmittag. Ich wünsche Ihnen einen guten Appetit. Wir setzen die Beratungen um 13.30 Uhr fort.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 11.45 Uhr.

Die Redaktorinnen:

Corinne Zalka Schweizer (d)

Sara Ferraro (f)



Dienstag (Nachmittag) 27. November 2018, 13.30–16.30 Uhr

Zehnte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)

Präsenz: Anwesend sind 151 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Augstburger Ueli, Blum Christine, Dumermuth Marianne, Guggisberg Lars, Hässig Vinzens Kornelia, Hofer Stefan, Köppli Michael, Linder Anna-Magdalena, Wenger Markus.

Geschäft 2018.RRGR.55

Voranschlag / Aufgaben-/Finanzplan

Voranschlag 2019 (Gesamtstaat und Justiz) des Kantons Bern

Geschäft 2018.RRGR.55

Voranschlag / Aufgaben-/Finanzplan

Aufgaben-/Finanzplan 2020–2022 (Gesamtstaat und Justiz) des Kantons Bern

Gemeinsame Beratung der Traktanden 32 (VA: Geschäft 2018.RRGR.55) und 33 (AFP: Geschäft 2018.RRGR.55).

Rückweisungsantrag FiKo-Minderheit (Stucki, Bern)

Rückweisung des Aufgaben-/Finanzplans 2020–2022 mit der Auflage, die Massnahmen des Entlastungspakets 2018 in den Bereichen Spitex, Behinderte, Psychiatrie, Jugend, Alter, Bildung und Sozialhilfe rückgängig zu machen.

Fortsetzung

Präsident. Wir führen die Debatte weiter, sobald wir mehr Ruhe im Saal haben. Wir befinden uns bei den Fraktionssprecherinnen und -sprechern zum Rückweisungsantrag der FiKo-Minderheit zum Aufgaben- und Finanzplan (AFP). Ich bitte Sie nochmals, die Lautstärke Ihrer Gespräche etwas zu reduzieren. Ich weiss, dass ein Mittagessen inspirierend wirkt und man danach voller Ideen und Tatendrang in den Ratssaal zurückkehrt. Grossrätin Imboden hat das Wort für die grüne Fraktion.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Das war ein schönes Eingangsvotum des Vorsitzenden zu den anregenden Diskussionen in diesem Saal. Kommen wir zum Geschäft zurück, bei welchem wir am Morgen steckengeblieben sind, nämlich zum AFP. Weshalb unterstützt die grüne Fraktion den Rückweisungsantrag zum AFP? – Wir alle wissen, dass ein AFP für vier Jahre zwangsläufig immer mit Unsicherheiten behaftet ist. Das ist uns durchaus bewusst. Man weiss nicht genau, wie die Welt oder der Kanton Bern im Jahr 2022 aussehen werden. Trotzdem dient uns dieses Instrument dazu, aufzuzeigen, in welche Richtung es ungefähr geht. Es gibt uns als Grossrätinnen und Grossräte zudem die Möglichkeit, einzugreifen, zu intervenieren und zu äussern, dass wir ihn gern anders gestalten würden. Es ist ein vorausschauendes Instrument und, wie gesagt, nicht aufs Komma exakt.

Trotzdem sind wir der Meinung, dass der vorliegende AFP nicht einmal dies abbildet. Es handelt sich nicht einmal um eine Ausschau, da verschiedene Tatsachen schlicht nicht berücksichtigt werden. Wir haben bereits gehört, dass die sogenannte «Spur 2» des Regierungsrates nicht im vorliegenden AFP

abgebildet wird. Dies wurde damit begründet, dass Neuwahlen stattgefunden hätten und man nun das weitere Geschehen abwarten wolle. Es ist natürlich richtig, dass Neuwahlen stattgefunden haben, aber Wahlen finden dauernd statt. Der AFP ist ein Instrument, das trotzdem angepasst werden muss. Ich finde dies sehr unglücklich. Die Abweichungen sind zudem derart gravierend, dass wir uns gewissermassen nicht in, sondern neben der Spur befinden, wie ich bereits einmal gesagt habe. Wir sind deshalb der Meinung, dass wir als Grosser Rat diesen AFP so nicht genehmigen können.

Ich rufe Ihnen in Erinnerung, dass wir diesen Plan nicht einfach zur Kenntnis nehmen, wie dies früher der Fall war, sondern ihn genehmigen. Dies kommt einer Willensbekundung des Grossen Rates gleich. Die grüne Fraktion ist der Meinung, dass zu viele Abweichungen darin enthalten sind, von denen man nicht genau weiss, wie sie sich auswirken. Ich erwähne einerseits den Nationalen Finanzausgleich des Bundes (NFA). Wir wissen, dass aus diesem bis zu 150 Mio. Franken weniger fließen werden, was aber im AFP nicht abgebildet wird. Die Steuervorlage 2017 (SV17) oder das Bundesgesetz über die Steuerreform und die AHV-Finanzierung (STAF), wie die Steuerreform und AHV-Finanzierung abgekürzt heisst, erweist sich als «hot stuff». Wir wissen dabei auch nicht, was auf uns zukommen wird, da sie ebenfalls nicht im AFP abgebildet wird. Trotzdem liegen gewisse Planzahlen für die nächsten vier Jahre vor, bei welchen all dies nicht berücksichtigt wird. Wir kommen zum Schluss, dass dieser AFP eher ein Unsicherheitsplan ist. Damit er nicht noch zu einem Spar- oder Wunschplan wird, sind wir der Meinung, dass die Regierung diesen zurückziehen muss.

Hinzu kommt, dass unabhängig von der Abstimmung vom letzten Sonntag noch verschiedene Faktoren vorhanden sind, die eine durchaus andere Ausgangslage erzeugen. Wir sind der Meinung, dass die Regierung diesen AFP nochmals überarbeiten muss. Es reicht uns nicht, dass dies, wie üblich, erst in einem Jahr wieder geschehen wird. Dies würde nämlich bedeuten, dass wir ein Jahr lang eine Unsicherheitsplanung vor uns hätten. Die Regierung hat geäußert, dass sie die «Spur 2» festlegen wird. Diese muss zumindest abgebildet sein, damit wir in Kenntnis derselben dazu Stellung nehmen können. Deshalb beantragt Ihnen die grüne Fraktion die Rückweisung dieses AFP. Ich füge noch hinzu, dass der Sprecher der FiKo gesagt hat, es gebe auch in der FiKo gewisse Unsicherheiten. Ich bin mir durchaus bewusst, dass die Rückweisungsaufgaben sehr restriktiv formuliert sind. Es wird hier nur das Sparpaket erwähnt. Ich habe vorhin auszuführen versucht, dass eben weitergehende Zweifel bestehen. Ich würde mit diesem Rückweisungsantrag auch gern das allgemeine Paket zurückweisen, damit die Regierung die Gelegenheit erhält, die Spuren ihrer «Spur 2» in diesem AFP zu zeigen, und dazu Stellung genommen werden kann. Herzlichen Dank, wenn Sie uns dabei helfen, diesen Unsicherheitsplan zurückzuweisen.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Egger das Wort.

Ulrich Egger, Hünibach (SP). Es wurde bereits in der vorherigen Debatte vieles gesagt. Grossrätin Imboden hat hier bereits gut argumentiert. Ich will nun keine Argumente wiederholen, sondern schlicht im Namen der SP-JUSO-PSA-Fraktion erwähnen, dass wir das vorliegende Geschäft ebenfalls zurückweisen. Danke, wenn Sie uns dabei unterstützen.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Es wird Sie nicht überraschen, wenn ich Ihnen mitteile, dass die BDP-Fraktion diesem AFP zustimmt. Aber wir müssen uns dessen bewusst sein, was wir hier annehmen respektive genehmigen. Wir haben von der Vorrednerin und dem Vorredner genug gehört, dass eben viele Unsicherheiten vorlägen und der AFP mit Unbekannten behaftet sei. Wer kann schon sagen, was in vier Jahren im Jahr 2022 sein wird? Dies wissen nicht einmal die Wetterfrösche im Muotatal. Es bestehen viele Unsicherheiten und Fragen. Ich stelle fest, dass wir in diesem Zusammenhang beziehungsweise bei diesem Geschäft über unsere eigenen Füße stolpern. Wir beabsichtigten vor drei Jahren, den AFP nicht nur zur Kenntnis zu nehmen, sondern ihn zu genehmigen. Nun steht uns die Tatsache, dass wir diesen genehmigen müssen, bereits zum ersten Mal oder vielleicht nicht einmal zum ersten Mal im Weg. Wir müssen etwas genehmigen, das wir im Prinzip gar nicht genehmigen können, da es noch viele Unsicherheiten birgt. Wir müssen uns ernsthaft überlegen, ob dieser Weg der richtige ist oder ob der vorherige vielleicht besser war. Bei letzterem wurde mit dem AFP die Richtung vorgegeben und angezeigt, wohin der Weg in vier Jahren führen würde, worauf der AFP zur Kenntnis genommen wurde. Nun stehen wir jedoch vor der neuen Situation. Wir können den AFP annehmen oder ablehnen. Die BDP-Fraktion stimmt dem AFP in dieser Form zu.

Fritz Wyss, Wengi (SVP). Natalie Imboden, es gilt auch das geschriebene Wort, soviel ich weiss. Wir sprechen bekanntlich momentan über diesen Rückweisungsantrag. In Ihrem Votum schreiben Sie,

dass Sie den AFP ablehnen. Hier steht aber geschrieben, dass wir mit der vorhin genannten entsprechenden Begründung grundsätzlich über die Rückweisung sprechen. Es ist klar, dass die SVP diese Rückweisung ablehnt und den AFP schliesslich auch genehmigen wird.

Trotzdem möchte ich einleitend einige Worte dazu sagen. Wir werden anschliessend darauf zurückkommen. Ein AFP ist immer ein letzter Stand des Irrtums; dies ist schlicht eine Tatsache. Letztlich bin ich der Meinung, dass wir trotzdem weiter sind als vor einigen Jahren, als wir den AFP nicht genehmigten. Die Zusammenarbeit mit der FiKo geht aus meiner Sicht weiter, als dies zuvor der Fall war. Wenn es nämlich eine Genehmigung braucht, muss der AFP eben trotzdem gewisse Zahlen präsentieren. Dies begründet vermutlich auch den Zusammenhang mit der Tatsache, dass gewisse Ereignisse nicht eingeplant sind, obschon bekannt ist, dass sie eintreten werden. Sie werden deshalb nicht einplant, weil der AFP negativ ausfallen würde. In diesem Fall wäre auch völlig klar, dass er hier keine Genehmigung erhielte. Wir wissen, dass die eine oder andere Zahl sich noch ändern wird, was aber stets der Fall ist; wir kennen dies von den Gemeinden. Aber ich bin der Meinung, dass man dank der Genehmigung trotzdem genauer hinsehen muss. Damit wird nicht ein Zahlenwerk produziert, welches weiter von der Realität entfernt ist als der jetzige AFP. Es ist uns absolut klar und bewusst, dass es Korrekturen geben wird. Trotzdem werden wir diesen AFP zuletzt so genehmigen. Den Rückweisungsantrag lehnen wir selbstverständlich ab.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Wir sprechen hier über einen konkreten einzelnen Rückweisungsantrag. Der Vorredner hat bereits erwähnt, dass wir noch nicht über die pauschale Genehmigung des AFP sprechen. Der konkrete Rückweisungsantrag, der hier zur Diskussion steht, beabsichtigt, pauschale Entscheidungen aus dem Entlastungspaket (EP) rückgängig zu machen. Vonseiten der EVP unterstützen wir dies nicht. Wie Sie bereits gemerkt haben, sind wir durchaus der Meinung, dass gewisse Positionen nochmals überdacht werden müssen, nicht aber im Sinn einer pauschalen Rückgängigmachung. Die Gelegenheit zur Steuerung innerhalb des AFP steht uns weiterhin zur Verfügung; es gibt darin Positionen, über welche wir diskutieren und die wir korrigieren können. Damit können wir dem AFP eine gewisse Stossrichtung vorgeben, wie es bereits zuvor erwähnt worden ist. Je nachdem, wie diese aussieht, behält sich die EVP vor, ihn zu genehmigen oder nicht zu genehmigen.

Johann Ulrich Grädel, Schwarzenbach BE / Huttwil (EDU). Wir von der EDU lehnen den Rückweisungsantrag ab. Ansonsten kann ich im Grunde wiederholen, was ich bereits zum Voranschlag (VA) gesagt habe. Wir wollen die Massnahmen des EP nicht rückgängig machen. Wir unterstützen die Planungserklärungen der FiKo-Mehrheit und lehnen die anderen ab. Wir von der EDU wären froh, es würden nicht dieselben Diskussionen wie anlässlich des VA wiederholt. Wir genehmigen diesen AFP. Gewisse Dinge werden sich ohnehin ändern; deshalb werden wir beim VA 2020 wieder genauer hinsehen.

Adrian Haas, Bern (FDP). Bereits zu Beginn der Diskussionen habe ich gesagt, dass wir den AFP ebenfalls annehmen werden; dies im Wissen darum, dass noch nicht alles eingebaut ist und man bei der Erstellung der Neuauflage genauer werden muss. Dieser Rückweisungsantrag betrifft aber nicht die Frage, ob der AFP noch genauer gemacht werden soll, sondern die Frage, ob man die Sparmassnahmen rückgängig machen soll. Dies ist die Auflage des Rückweisungsantrags. In diesem Sinn muss ich darauf hinweisen, dass wir lange darüber diskutiert und danach darüber abgestimmt haben, ob wir die Sparmassnahmen rückgängig machen wollen. Der Grosse Rat war grossmehrheitlich der Auffassung, dass dies nicht geschehen soll. Deshalb ist dieser Rückweisungsantrag im Grunde inhaltlich bereits erledigt. Formell darf man ihn selbstverständlich stehen lassen; aber man dürfte auch klüger werden und akzeptieren, dass der Grosse Rat entschieden hat, und diesen zurückziehen.

Präsident. Ich gebe das Wort der Finanzdirektorin.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Ich muss Ihnen gestehen, dass ich schon etwas über die Argumente betreffend die Rückweisung des AFP staune. Es ist in der Tat so, dass es bei einem AFP gewisse Unsicherheiten gibt, da er so weit in die Zukunft blickt. Aber der Regierungsrat stellt dies transparent dar. Er gesteht ein, dass aus dem NFA Mindereinnahmen entstehen werden. Niemand kennt heute die genauen Auswirkungen. Im National- und Ständerat wurde noch nicht definitiv diskutiert, wie der Wirksamkeitsbericht umgesetzt werden und welche Folgen dies haben wird. Wir wissen es schlicht nicht; deshalb können wir es nicht genauer im AFP beziffern. Aber wir haben der FiKo und

auch Ihnen gegenüber transparent dargestellt, dass es in diesem Bereich Mindereinnahmen geben wird. Wir werden sie dann einbauen, wenn wir wissen, wie viel dies ausmachen wird. Ja, man kann uns auch den Vorwurf machen, wir hätten die Investitionen nicht vollständig eingebaut. Es ist tatsächlich so, dass vieles noch nicht klar war, als wir den AFP erarbeiteten. Heute ist es sicher klarer, aber auch nicht bis ins letzte Detail. Eine gewisse Ungenauigkeit bleibt bestehen; damit müssen wir bei einem AFP leben. Die Welt wird sich von heute bis in vier Jahren noch drehen.

Welche Erwartung entstünde, wenn man den AFP zurückwiese? Wahrscheinlich ist es der Antragstellerin ein Anliegen, dass man danach alle Entlastungsmassnahmen, die diskutiert und zu denen Anträge gestellt wurden, so im AFP berücksichtigt und einbaut, wie dies von Ihnen, Grossrätin Imboden, gewünscht wird. Dazu muss ich Ihnen schon sagen, dass wir diese hier bereits diskutiert haben. Es handelte sich dabei um klare demokratische Abläufe; die entsprechenden Anträge wurden abgelehnt. Ich verstehe wirklich nicht, dass man nun noch mit einer gewissen Beharrlichkeit verlangt, den AFP zurückzuweisen. Sie helfen damit niemandem; sie beschäftigen damit lediglich das Personal.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung über diesen Rückweisungsantrag. Wer der FiKo-Minderheit folgen will und den Rückweisungsantrag annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Rückweisungsantrag FiKo-Minderheit [Stucki, Bern])

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	35
Nein	98
Enthalten	15

Präsident. Sie haben den Rückweisungsantrag mit 98 Nein- gegen 35 Ja-Stimmen bei 15 Enthaltungen abgelehnt.

Detailberatung

Planungserklärung FiKo (Bichsel, Zollikofen) / FDP (Haas, Bern) – Nr. 1a

Der Teuerungsausgleich für das Kantonspersonal ist in angemessener Weise in das Zahlenwerk für die Jahre 2020–2022 einzubeziehen, wobei sich die Gesamtlohnsumme nicht im selben Ausmass verändern muss.

Planungserklärung Grüne (Imboden, Bern) – Nr. 1b

Der Teuerungsausgleich für das Kantonalpersonal ist in angemessener Weise in das Zahlenwerk für die Jahre 2020–2022 einzubeziehen.

Präsident. Wir kommen zu den Planungserklärungen. Ich gebe das Wort zur Planungserklärung 1a, FiKo und FDP, Haas, zuerst dem Präsidenten der FiKo, Grossrat Bichsel.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Wir kommen nun nebst der Definition der Zentral- und der dezentralen Verwaltung, die ich bei der Grundsatzdebatte erwähnt habe, zum zweiten grösseren Diskussionspunkt, nämlich dem Teuerungsausgleich. Die Mehrheit der FiKo kritisiert, dass der Regierungsrat auch den Teuerungsausgleich aus dem AFP gestrichen hat, um ausgeglichene Finanzkennzahlen zu erreichen. Es handelt sich bei diesem Punkt also um eine rein finanzpolitische Argumentation. Nachdem in den letzten Jahren keine oder gar eine rückläufige Teuerung zu verzeichnen war, ist für das laufende Jahr 2018 mit einer Teuerung von rund 1 Prozent und für 2019 mit einer solchen von rund 0,8 Prozent zu rechnen; so ist es zumindest prognostiziert worden. Damit das Lohn- und Gehaltssystem des Kantons Bern richtig funktioniert, sollten wir 1,5 Prozent der Lohnsumme für individuelle Gehaltsmassnahmen zur Verfügung stellen. Darin sind allfällige Teuerungszulagen für den generellen Gehaltsaufstieg noch nicht eingerechnet; diese müssten zusätzlich zur Verfügung gestellt werden. Dies ist, wie wir anlässlich des VA und nun auch des AFP gehört haben, ab 2019 nicht mehr der Fall.

Die Ausrichtung einer generellen Teuerungszulage hat einen weitreichenden Einfluss auf das Zahlenwerk. Ich erinnere daran, dass 1 Prozent Teuerungsausgleich jährlich wiederkehrend rund 40 Mio. Franken ausmacht. Die Frage, wie man mit dieser Grösse im Zahlenwerk des AFP umgeht, ist tatsächlich von besonderer Bedeutung. Deshalb kommt auch die Mehrheit der FiKo zum Schluss, der Teuerungsausgleich für das Kantonspersonal sei in angemessener Weise ins Zahlenwerk für die Jahre 2020–2022 einzubeziehen, wobei sich das Gesamtlohnsummenwachstum nicht in diesem Ausmass verändern muss. Kommt der Kanton nämlich beispielsweise insgesamt mit weniger Personal aus, so bleibt bei einer Stabilisierung der Personalkosten durchaus Handlungsspielraum für Lohnanpassungen. Dies ist auch der Grund, weshalb die ursprüngliche Planungserklärung der FiKo-Mehrheit mit diesem Nachsatz ergänzt worden ist und jetzt in dieser Form zur Abstimmung vorliegt. Die FiKo-Mehrheit empfiehlt Ihnen mit 10 zu 7 Stimmen, die Planungserklärung 1a anzunehmen.

Präsident. Ich gebe das Wort der Urheberin der Planungserklärung 1b, Grossrätin Imboden.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Was Ihnen nun als Planungserklärung Grüne vorliegt, ist eigentlich die ursprüngliche FiKo-Planungserklärung. Der Sprecher der FiKo, Kollege Bichsel, hat diesbezüglich bereits Ausführungen gemacht. Logischerweise sind wir der Meinung, dass es in die richtige Richtung geht. Wir müssen für das Kantonspersonal den Teuerungsausgleich berücksichtigen und diesen ins Zahlenwerk integrieren, zumal die Teuerung voraussichtlich wieder steigt. Wir sind aber der Meinung, dass die ursprüngliche Formulierung der FiKo die bessere war. Diese lautete nämlich: «in angemessener Weise». Ich denke, es sei ein guter Auftrag an den Regierungsrat, dieses «in angemessener Weise» zu berücksichtigen. Dies lässt sehr viel Spielraum und alle Möglichkeiten offen, um dies hier unter Berücksichtigung verschiedener Faktoren anzupassen.

Ich nenne Ihnen die Begründung, weshalb der neue Antrag der FiKo restriktiver ist. Sie haben ihn gesehen und vor Augen. Es wird darin gesagt, ein allfälliger Teuerungsausgleich solle mit einem Stellenabbau kompensiert werden. Auch wenn es sich dabei nur um eine Kann-Formulierung handelt, ist diese unserer Meinung nach nicht sinnstiftend. Wir sind der Meinung, der Teuerungsausgleich sei etwas Eigenständiges, worüber auch eigenständig diskutiert werden soll. Entweder gewährt man ihn ganz, teilweise oder gar nicht. Dies ist aber nicht mit der Frage zu kombinieren, ob bei den einen Stellen abzubauen seien, damit andere die Teuerung erhalten. Dies ist unserer Meinung nach keine sinnvolle Intervention mittels einer Planungserklärung. Deshalb möchten wir der Regierung «in angemessener Weise» mit auf den Weg geben, um nach einer Lösung zu suchen. Deshalb bitte ich Sie, den ursprünglichen FiKo-Antrag, welcher jetzt «Antrag Grüne» heisst, zu unterstützen.

Präsident. Ich gebe das Wort den Fraktionen; für die EVP-Fraktion: Grossrat Kipfer.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Die EVP teilt die Kritik, dass der Teuerungsausgleich eben nicht in diese Planjahre integriert ist. Wir wissen aber auch, dass der Regierungsrat jährlich darüber entscheidet, wie viel Teuerungsausgleich gewährt werden soll. Trotzdem ist er nicht enthalten; also ist der Handlungsspielraum für den Teuerungsausgleich nicht vorhanden. Eine gewisse Teuerung ist aber absehbar. Aus Sicht der EVP ist es deshalb richtig, diese in den AFP einzubauen. Die Planungserklärung FiKo/Haas relativiert diese Kritik wieder und gleicht wieder aus. Für uns von der EVP spielt es keine Rolle, wie gross der Personalkörper letztlich ist, ob sein Saldo mehr oder weniger Stellen ausweist. Grundsätzlich muss der Teuerungsausgleich integriert werden. Dass dort gewisse Veränderungen enthalten sind, ist klar. Die Aussage dieser Planungserklärung besteht eigentlich darin, einen Teuerungsausgleich zu integrieren, ihn aber wieder mit der Kompensation allfälliger Stellen wegzunehmen. Dieser Haltung kann sich die EVP nicht anschliessen; deshalb unterstützen wir die Planungserklärung Grüne/Imboden.

Fritz Wyss, Wengi (SVP). Die SVP unterstützt einstimmig die FiKo-Mehrheit und die Planungserklärung FDP/Haas. Der Zusatz zur ursprünglichen Planungserklärung nimmt die Stossrichtung ein, welche die FiKo-Mehrheit seit Jahren propagiert. Auch wir sind grundsätzlich der Meinung, dass die Mitarbeiter des Kantons anständig und gut entschädigt werden sollen, ebenso, dass Lohnerhöhungen möglich sein sollen. Aber wir finden, dass derartige Lohnmassnahmen wieder ausgeglichen werden sollten, indem die Anzahl der Stellen eher etwas reduziert wird. Auf diese Weise wird auch ermöglicht, dass dem Personal solche Lohnerhöhungen gewährt werden können. Wie gesagt, besteht das grundsätzliche Ziel darin, irgendeinmal die Kantonsfinanzen in denjenigen Bereichen – hierin gebe ich Ruedi Löffel recht, und das wissen wir auch alle – zu stabilisieren, die wir beeinflussen können.

Niemand, auch niemand von der SVP, beabsichtigt oder hat Freude daran, Kantonsangestellte oder Lehrer schlecht zu entschädigen; dies ist nicht in unserem Sinn, das ist ganz klar. Teuerungsmassnahmen sind eigenständig, dies trifft zu. Deshalb unterstützen wir, dass diese budgetiert werden sollen, wenn sie vorgesehen sind. Für uns müssen sie nicht zwingend vollständig zusätzlich ausbezahlt werden. Sie sind zwar eigenständig, aber nicht selbstverständlich. Für sehr viele Mitarbeiter draussen in den KMUs ist es keine Selbstverständlichkeit, dass die Teuerung plus eine Lohnerhöhung gewährt werden. Für die Selbstständigerwerbenden ist dies keine Selbstverständlichkeit; je nach Branche kann davon keine Rede sein. Dieses kleine Anhängsel ist auch deshalb für uns wichtig. Es geht in dieselbe Richtung wie die Verteilung von 0,3 Prozent für den Dellenausgleich bei den Lehrern. Es liegt ja in der Möglichkeit des Regierungsrates. Wir sehen also, dass man je nachdem auch einen Teil dieser 0,7 und 0,8 Prozent, die ja zur Verfügung stehen, eben für diesen Teuerungsausgleich einsetzen müsste beziehungsweise könnte. Uns geht es bei der Unterstützung dieser Planungserklärung in erster Linie um die Klärung dieser Frage. Wir haben diese auch entsprechend bei den Fragen zum AFP eingebracht. Wir wollen von der Regierung wissen, was sie beabsichtigt. Bedeutet diese Nullbudgetierung, dass nichts gewährt werden soll? Davon gehen wir nicht aus. Falls man eine Teuerung gewährt: Wie soll sie gewährt werden? Nimmt man die Mittel dafür aus den bereits beschlossenen Lohnmassnahmen, oder werden sie in Form eines Nachkredits – dafür besteht noch genug Luft – trotzdem für den Teuerungsausgleich zur Verfügung gestellt? Deshalb sind wir klar der Meinung, dass die Teuerung ins Zahlenwerk integriert werden soll. Dies deckt sich ganz klar mit dem, was ich vorhin gesagt habe und allen bewusst ist. Es handelte sich um eine der Massnahmen, die man herausgestrichen hat, um zu vermeiden, dass der AFP negativ wird. Auch wenn es nur wenig ausmacht, wirkt sich dies sofort in Form eines Betrags von 40 Mio. Franken aus.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Wyrsch das Wort.

Daniel Wyrsch, Jegenstorf (SP). Die Lohnmassnahmen in der Höhe von 1,5 Prozent sind eigentlich oft bestätigt worden. Der FiKo-Präsident hat es heute gesagt; dies geschah wiederholt. Nun geht es noch um die Teuerung. Da die Teuerung im AFP bei den Lohnmassnahmen nicht enthalten war, stellte ich in der FiKo den Antrag, man solle die Teuerung in angemessener Weise im Zahlenwerk berücksichtigen. Ursprünglich fand dieser auch eine Mehrheit in der FiKo. Angemessen heisst nicht voll, nicht top, nicht halb, sondern es bedeutet, dass man beurteilt, was drin liegt, was möglich ist und was Sinn macht, aber nicht null. Null kann nicht stehen, da ich immer davon ausgehe, dass im AFP einigermaßen die Realität abgebildet wird.

Später ist die Planungserklärung folgendermassen abgeändert worden: «[...] sich die Gesamtlohnsumme nicht im selben Ausmass verändern muss.» Als Mathematiker sage ich dazu, dass es also mehr oder weniger sein kann, aber nicht gleich viel. Ich weiss nicht genau, was Grossrat Haas meint; wahrscheinlich meint er mehr. (Heiterkeit) Ich nehme an, dass die Lohnsumme vorweg abgezogen und anschliessend nicht mehr in den Vergleich integriert wird, wenn Stellen abgebaut werden. Langer Rede, kurzer Sinn: Wichtig ist, dass eine Teuerung enthalten ist; ob dies nun aufgrund der Planungserklärung 1a oder 1b der Fall ist, macht aus meiner Sicht keinen Unterschied. Wir befinden uns immer noch bei einer Planungserklärung im AFP, also nicht in einem genauen Zahlenwerk. Einfach annehmen, eine von beiden, oder beide!

Jakob Etter, Treiten (BDP). Ich glaube, beides geht nicht. Wir sind klar für die FiKo-Mehrheit. Liest man diesen Satz genau, bin ich darüber erstaunt, was man alles in diesen hineininterpretieren kann. Es heisst dort schlicht: «[...] wobei sich die Gesamtlohnsumme nicht im selben Ausmass verändern muss.» Das heisst für mich, dass die Gesamtlohnsumme nicht um 0,3 Prozent steigen muss, wenn man 0,3 Prozent Teuerung ausgleicht. Es kann beim Personal und bei der Anzahl Stellen und so weiter Veränderungen geben. Die Gesamtlohnsumme kann sich unter Umständen gegen unten oder oben verändern. Dann bedeutet dies, dass sie sich nicht zwingend um 0,3 Prozent verändern muss; dies interpretiere ich aus diesem Satz. Aber ich denke, dass in der FiKo klar der Willen zum Ausdruck gekommen ist, dass unserem Personal die Teuerung angemessen ausgeglichen werden muss, wenn wir in Zukunft wieder von Teuerung sprechen. Ich darf aber gleichzeitig daran erinnern, dass die letzte Teuerung null betrug oder sogar negativ war. Das Personal erhielt auch dort 0,3 Prozent Teuerungsausgleich. Dies stand eigentlich nie zur Diskussion. Er wurde gewährt, um eben die erwähnten Lohnrückstände aufzuholen. Nun, da die Teuerung erfolgt, ist man klar der Meinung, dass diese ebenfalls ausgeglichen werden muss, aber die Gesamtlohnsumme muss nicht im selben Mass ansteigen. Die BDP-Fraktion stimmt der FiKo-Mehrheit zu.

Adrian Haas, Bern (FDP). Jakob Etter hat alles gesagt. Ich habe nichts hinzuzufügen.

Präsident. Ich erteile der Finanzdirektorin das Wort.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Im VA 2018 und im AFP 2019–2021 waren für alle Planjahre noch 0,3 Prozent der Lohnsumme für einen möglichen Ausgleich der Teuerung eingestellt. Es ging dabei aber nicht nur um den Teuerungsausgleich, sondern primär darum, dass eine Delle vorlag, und wir dort etwas unternehmen mussten. Dies ist darauf zurückzuführen, dass diese 1,5 Prozent vor meiner Zeit sehr oft nicht als Lohnentwicklung gewährt wurden. Deshalb waren wir mit einer negativen Entwicklung konfrontiert. Damit die Löhne nun wieder angehoben werden konnten, wurden diese 0,3 Prozent eingespart. In den letzten Jahren war übrigens immer eine negative Teuerungsentwicklung zu verzeichnen, wobei wir die Löhne nie gegen unten anpassten. Es scheint mir wichtig, dies zu erwähnen. Der Regierungsrat sprach sich – ich will dabei ganz offen sein – anschliessend im Planungsprozess primär aus finanzpolitischen Überlegungen dafür aus, die 0,3 Prozent in den Planjahren 2019–2022 zu eliminieren. Deshalb stehen in den Planjahren 2019–2022 nur noch oder vielmehr immer noch 1,5 Prozent der Lohnsumme pro Jahr für die Lohnmassnahmen zur Verfügung. Dies ist auch nötig, damit unser Lohnsystem überhaupt funktioniert. Wir müssen 1,5 Prozent zur Verfügung haben, damit Gehaltsaufstiege erfolgen können. Dies haben wir in den vergangenen Jahren in diesem Saal auch immer beschlossen. Tun wir dies nicht, wird genau das passieren, was vor meiner Zeit passiert ist: Man fährt einen Rückstand ein. Dies kennt man aus der Vergangenheit. Deshalb entstand die Lohndelle, welche wir aufzuholen im Begriff sind. Gemäss den Prognosen des Bundesamts für Statistik (BFS) muss in der aktuellen wirtschaftlichen Lage mittelfristig mit einer Teuerungsentwicklung von rund 1 Prozent gerechnet werden, wobei man es momentan nicht genau weiss. Wenn wir diese Teuerung also angemessen ausgleichen – was immer «angemessen» bedeutet –, müssen wir nach meinem Verständnis von «angemessen» zusätzlich zu den 1,5 Prozent individueller Lohnentwicklung noch ein weiteres Prozent der Lohnsumme eben für die Teuerung bereitstellen; 1,5 Prozent also dafür, damit das Lohnsystem funktioniert, und zusätzlich 1 Prozent, um die Teuerung auszubezahlen. Dies ergibt pro Jahr 40 Mio. Franken. 40 Mio. Franken, das ist viel Geld, und dies wiederkehrend.

In Ihren Anträgen haben Sie verschiedene Dinge eingebaut. An der einen Stelle heisst es im Antrag der FiKo «[...] wobei sich die Gesamtlohnsumme nicht im selben Ausmass verändern muss.» Liebe Grossrätinnen und Grossräte, was bedeutet dies nun? – Heisst es, dass es kostenneutral sein muss? Wenn man 40 Mio. Franken einsparen will, bauen wir 320 Arbeitsplätze ab. Oder heisst dies, je nachdem, was gerade hineinpasst? Oder ist es genau das, was das BFS vorgibt? Sie machen es damit nicht gerade einfacher. Deshalb lehnt der Regierungsrat diese Planungserklärungen mit Blick auf die Mehrkosten zum jetzigen Zeitpunkt ab. Das heisst aber nicht, und das ist mir sehr wichtig ... Wir beobachten die diesbezüglichen Entwicklungen jedes Jahr von Neuem und schauen anlässlich der Planungsarbeiten, ob wir sie einbeziehen können oder müssen, und stellen Ihnen einen entsprechenden Antrag. Der Regierungsrat beantragt Ihnen deshalb, die Planungserklärung der FiKo abzulehnen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Ich stelle die beiden Planungserklärungen einander gegenüber: Planungserklärung FiKo/Haas gegenüber der Planungserklärung Grüne/Imboden. Wer die Planungserklärung FiKo/FDP unterstützt, stimmt Ja; wer die Planungserklärung Grüne/Imboden unterstützt, stimmt Nein.

Abstimmung (AFP; Planungserklärung FiKo [Bichsel, Zollikofen] / FDP [Haas, Bern] Nr. 1a gegen Planungserklärung Grüne [Imboden, Bern] – Nr. 1b)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Planungserklärung FiKo/FDP – Nr. 1a

Ja 90

Nein 60

Enthalten 0

Präsident. Sie haben die Planungserklärung FiKo und FDP/Haas mit 90 Ja- gegen 60 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen angenommen.

Wir stimmen noch darüber ab, ob wir diese Planungserklärung überweisen wollen. Wer diese Planungserklärung überweisen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (AFP; Planungserklärung FiKo [Bichsel, Zollikofen] / FDP [Haas, Bern] – Nr. 1a)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	147
Nein	2
Enthalten	1

Präsident. Sie haben diese Planungserklärung mit 147 Ja- gegen 2 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung überwiesen.

Planungserklärung Grüne (Imboden, Bern) – Nr. 1c

Bei den Leistungsverträgen ist für das Personal das Lohnsummenwachstum (inkl. Teuerung) analog den Vorgaben beim Kantonspersonal für die Jahre 2020–2022 vorzusehen.

Präsident. Wir kommen zur Planungserklärung 1c. Ich erteile das Wort zur Begründung Grossrätin Imboden.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Ich denke, dass vorhin das Signal ausgesendet wurde, wonach ein Teuerungsausgleich beim Kantonspersonal in der einen oder anderen Form – wir wissen nicht genau wie – zu diskutieren und zu berücksichtigen sei. Der nächste Antrag der Grünen wünscht, dass man diese Diskussion auch im Zusammenhang mit demjenigen Personal diskutiert, welches nicht direkt bei der Zentralverwaltung angestellt ist, sondern im Rahmen eines Leistungsvertrags mit dem Kanton Bern Aufgaben erfüllt. Es handelt sich in diesem Sinn um Aufgaben im Auftrag des Kantons, aber nicht in der direkten Personalkategorie der eigenen Angestellten, sondern in jener der Spitäler sowie allgemein des Gesundheits- und Sozialbereichs. Alle diese Menschen erbringen ebenfalls tagtäglich Dienstleistungen für den Kanton Bern im Auftrag desselben und auch mit öffentlichem Geld. Diese Planungserklärung bezweckt, dass bei den Leistungsverträgen betreffend jenes Personal, welches über Leistungsverträge gesteuert wird und dessen Arbeitgeber als Leistungserbringer Finanzbeträge erhält, auch die Lohnanpassungen berücksichtigt werden; dies analog zu dem, was wir bereits diskutiert haben.

Weshalb ist dieser Antrag wichtig? – Ich glaube, dass ich damit nichts aus dem Nähkästchen beziehungsweise aus der FiKo plaudere, wenn ich erwähne, dass wir bei verschiedenen Direktionen nachgefragt haben, wie sie diesen Aspekt, also die Anpassung der Löhne im Verhältnis zum Lohnsummenwachstums inklusive Teuerung, in ihren Leistungsverträgen genau handhaben. Dabei wurde deutlich, dass dies sehr unterschiedlich gehandhabt wird und auch nicht in allen Direktionen gleich ist. Wir sind der Meinung, dass es im Grunde unabhängig von der Direktion so sein soll, dass dieselben Spielregeln für die Lohnsummenanpassungen wie für das Kantonspersonal gelten sollen, wenn man im Auftrag des Kantons Leistungen im Gesundheits- und Sozialbereich für den Kanton erbringt. Das Stammhaus ist gewissermassen der Kanton, aber für diejenigen Betriebe, die ausgelagert sind, sollen dieselben Bedingungen gelten. Es handelt sich um eine Planungserklärung; sie lässt in der Umsetzung immer noch Spielraum für die Regierung. Sie verlangt aber, dass man dies im betreffenden Finanz- und Zahlenwerk berücksichtigt und damit gleich lange Spiesse geschaffen werden, unabhängig davon, ob man direkt bei der Kantonsverwaltung angestellt ist oder im Auftrag des Kantons Aufgaben für den Kanton erbringt. In diesem Sinn handelt es sich um eine Ähnlichbehandlung des Kantonspersonals im Vergleich zu demjenigen, welches ausserhalb für den Kanton tätig ist. Ich bitte Sie um Annahme im Namen der grünen Fraktion.

Präsident. Ich gebe dem Kommissionssprecher das Wort.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Die FiKo empfiehlt diesen Antrag mit dem Verhältnis von 10 zu 7 Stimmen zur Ablehnung. Ich begründe den Antrag der FiKo wie folgt:

Für die Anpassung der Leistungsverträge in den Bereichen Gesundheit, Soziales und Bildung gelten äusserst unterschiedliche und individuelle Vertragsbestimmungen. Deshalb fasst der Regierungsrat jährlich einen Grundsatzbeschluss über die Lohnmassnahmen, sobald der Grosse Rat das Budget genehmigt hat. In diesem Grundsatzbeschluss, bei welchem es sich um einen jährlich wiederkehrenden Regierungsratsbeschluss (RRB) handelt, weist der Regierungsrat die GEF und die ERZ jeweils an, die Grundsatzbeschlüsse zu den Lohnmassnahmen in ihrem Zuständigkeitsbereich gemäss den geltenden Finanzierungs- und Steuerungsmechanismen umzusetzen, die – wie vorhin erwähnt – je nach Leistungsvertrag sehr unterschiedlich sind. Daran soll sich auch in Zukunft nichts ändern. Deshalb sind wir der Ansicht, dass es diese Planungserklärung 1c nicht zusätzlich braucht.

Präsident. Kommissionsminderheit oder Fraktion? Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion: Grossrätin Stucki.

Béatrice Stucki, Bern (SP). Zwischendurch darf ich auch für die Fraktion sprechen. (*Heiterkeit*) Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird diese Planungserklärung ganz klar annehmen. Wir wissen aus den Gesprächen zwischen den Sozialpartnern, dass immer wieder thematisiert wird, dass in den Heimen und in den anderen Institutionen, die mit einer Leistungsvereinbarung arbeiten, die Lohnsumme nicht ans Personal weitergegeben, sondern intern verbraucht wird. Wir sind deshalb der Meinung, dass wir hier ein Zeichen dafür setzen müssen, dass auch das Personal in allen Alters- und Pflegeheimen sowie verwandten Institutionen, die mit Leistungsvereinbarungen arbeiten, welches Menschen in diesem Kanton betreut und begleitet, von diesem Lohnsummenwachstum wieder einmal profitieren kann.

Präsident. Wir haben keine weiteren Fraktionssprecherinnen oder -sprecher. Wünscht die Regierungsrätin das Wort? Das Wort hat die Finanzdirektorin.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Nur ganz kurz: Die Regierung lehnt diese Planungserklärung ebenfalls ab. Die Gründe für die Ablehnung hat der Präsident der FiKo bereits alle erwähnt; ich brauche sie nicht zu wiederholen. Aus denselben Gründen ist auch der Regierungsrat der Meinung, dass die Stossrichtung dieser Planungserklärung falsch ist. Ich danke Ihnen, wenn Sie diese auch ablehnen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung über diese Planungserklärung. Wer die Planungserklärung der Grünen annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (AFP; Planungserklärung Grüne [Imboden] – Nr. 1c)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	56
Nein	85
Enthalten	1

Präsident. Sie haben die Planungserklärung mit 85 Nein- gegen 56 Ja-Stimmen bei 1 Enthaltung abgelehnt.

Planungserklärung SP-JUSO-PSA (Fisli, Meikirch) – Nr. 2g

Die Saldi im Voranschlag und im Aufgaben-/Finanzplan sind so anzupassen, dass weiterhin 0,3 Prozent zur Korrektur der Lohnrückstände eingesetzt werden können (Saldoverschlechterung um 12 Millionen Franken).

Präsident. Wir kommen zur Planungserklärung 2g SP-JUSO-PSA, die identisch mit dem Antrag VA ist. Wir haben bestimmt, dass eine einmalige Begründung ausreicht. Gibt es Wortmeldungen? – Falls dies nicht der Fall ist, befinden wir direkt darüber. Wer die Planungserklärung 2g SP-JUSO-PSA annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (AFP; Planungserklärung SP-JUSO-PSA [Fisli, Meikirch] – Nr. 2g)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	49
Nein	87
Enthalten	4

Präsident. Sie haben die Planungserklärung mit 87 Nein- gegen 49 Ja-Stimmen bei 4 Enthaltungen abgelehnt.

Eventualplanungserklärung (bei Ablehnung von Planungserklärung 2g) Brönnimann (glp) – Nr. 2g.a
Im Aufgaben- und Finanzplan 2020–2022 sind Mittel einzusetzen, um die Lohnrückstände der Lehrpersonen («Lohndellengeneration») weiterhin anzugleichen. Der Zielwert ist wie bisher 0,3 Prozent der Lohnsumme. Sollten die zukünftigen Budgets defizitär werden, kann der Regierungsrat vom Zielwert abweichen und das Ausgleichsziel später erreichen.

Präsident. Es liegt uns ein Eventualantrag vor. Ich gebe dem Antragsteller, Grossrat Brönnimann, das Wort.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp). Weshalb soll man die Lehrer anders behandeln als den Rest der Staatsangestellten? Dies ist die Frage, die bei dieser Planungserklärung im Zentrum steht. Es braucht gute Gründe dafür, die Lehrer anders zu behandeln. Ich bin der Überzeugung, dass es diese gibt. Die Lohndelle, von welcher die Generation zwischen 40 und 55 betroffen ist, besteht schon ziemlich lange. Diese stammt nämlich noch aus den Zeiten, zu denen Urs Gasche Finanzdirektor war; dies ist schon eine Weile her. Dies allein würde natürlich nicht genügen, denn die Rückstände bestehen auch für die andern Staatsangestellten schon seit längerer Zeit.

Was ist nun aber bei den Lehrern speziell? Es ist allseits bekannt, dass wir mit unseren Lehrerlöhnen im interkantonalen Vergleich nicht gut dastehen. Ich denke, dass dies sogar von bürgerlichen Kreisen so anerkannt wird. Es ist auch so, dass wir es bei den Lehrerlöhnen nicht, wie es beim restlichen Staatspersonal – zum Beispiel bei einem Juristen oder einem Wegmeister – der Fall ist, mit einem privaten Arbeitsmarkt wie in der Baubranche oder in der Advokatur zu tun haben. Dort spielt der Markt in einem gewissen Sinn zwischen den Privaten und dem staatlichen Sektor. Bei den Lehrern stehen wir fast nur mit anderen Kantonen in Konkurrenz. Es gibt vielleicht einzelne Ausnahmen; Corinne Schmidhauser gehört zu ihnen. Wenn wir uns vergleichen, und zwar nicht mit den Kantonen Zürich oder Zug, die Kantone mit Lehrer-Hochlöhnen sind, sondern mit direkten Nachbarkantonen wie Neuenburg, Jura, Freiburg und Solothurn, dann haben wir deutlich tiefere Löhne.

Wir werden später noch über eine Planungserklärung diskutieren, die diese Problematik grundsätzlicher angehen möchte. Ich glaube, dass wir im Moment bei den Primarlehrpersonen nicht über den Spielraum für die Erhöhung um eine Lohnklasse verfügen. Deshalb sollten wir hier zumindest ein Zeichen bezüglich dieser Lohndelle setzen. Wir haben ausserdem ein technisches Argument. Die Lehrer haben eine Lohnzielkurve. Die Vorgesetzten können nicht mithilfe einer guten Qualifikation im einen oder anderen Jahr jemanden schon etwas emporheben, wie dies bei den Staatsangestellten möglich ist. Entweder gibt es eine Erhöhung für alle, oder es gibt nichts. Wir wissen, dass wir im Moment einen knappen Lehrerbestand aufweisen und die geburtenreichen Jahrgänge pensioniert werden. Die 40- bis 55-Jährigen, die ich vorhin erwähnt habe, werden in den nächsten zehn bis zwanzig Jahren die tragenden Säulen dieser Schulen sein. Es werden vielleicht dieselben sein, die sich überlegen, ob sie in den verbleibenden zehn bis zwanzig Jahren ihres Erwerbslebens etwas anderes arbeiten wollen, statt Lehrer zu bleiben, falls das Signal nicht positiv ist. Deshalb bin ich der Meinung, dass wir – wie wir es den Lehrern auch immer zugesichert haben – auch im Sinn von Treu und Glauben auf dem Aufholpfad bleiben sollten, wenn wir im Budget schwarze Zahlen schreiben. Diese «Lohndellengeneration» ist auch immer geduldig geblieben und hat akzeptiert, dass dies mehrere Jahre beansprucht. Wir sollten uns an unsere Zusicherung halten.

Ich komme zum konkreten Wortlaut meiner Planungserklärung. Sie haben festgestellt, dass diese sehr zurückhaltend formuliert ist. Ich verlange, dass der Zielwert von 0,3 Prozent weiterhin eingehalten

wird; ich habe sogar darin eingeschlossen, dass die Regierung davon abweichen kann, falls das Budget plötzlich defizitär wird. Dies kann sie übrigens bei allen Planungserklärungen, wie wir bereits heute Morgen gesehen haben. Wir sind hier also durchaus vorsichtig, aber es handelt sich um ein Zeichen, welches die Regierung setzen könnte. Die Finanzdirektorin hat bereits erwähnt, der Regierungsrat habe dies schon in die Finanzplanung einbezogen, als die Parameter und Rahmenbedingungen noch andere waren als heute. Es würde mich freuen, wenn aus der heutigen Sicht vielleicht sogar die Finanzdirektorin auch noch ein positives Zeichen gegenüber der «Lohndellengeneration» und den Lehrpersonen setzen könnte. Ich würde mich freuen, wenn Sie sich dazu durchringen könnten, hier für einmal eine Ausnahme von den anderen Entscheiden zu machen, die wir bisher gefällt haben.

Präsident. Wir haben noch Gäste auf der Tribüne, und zwar handelt es sich um eine Schulklasse des zweiten Lehrjahrs der Spenglerausbildung der Gewerblich-Industriellen Berufsschule Bern (Gibb) unter der Leitung von Frau Schnyder. Die Klasse ist anwesend und sieht sich unseren Sessionsbetrieb an. Sie können also eins zu eins einen guten Eindruck auf die Jugend machen. Die Klasse wird anschliessend noch mit Grossrat Sancar diskutieren können. Herzlich willkommen! (*Applaus*) Ich gebe das Wort dem Kommissionspräsidenten, Grossrat Bichsel.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Ich kann es kurz machen. Zum Eventualantrag 2g.a kann ich Ihnen keine Abstimmungsempfehlung der FiKo bekannt geben, da dieser Antrag zum Zeitpunkt der Beratung der FiKo noch nicht vorlag.

Präsident. Für die Fraktionen spricht zuerst Grossrat Wyss für die SVP-Fraktion.

Fritz Wyss, Wengi (SVP). Die SVP lehnt die Eventualplanungserklärung Brönnimann ab, dies nicht, weil wir nicht grundsätzlich attestieren könnten, dass die Lohnrückstände teilweise tatsächlich noch vorhanden sind, sondern weil wir sie bezüglich des Vorgehens ganz klar ablehnen. Wie sieht die Situation der Lehrer tatsächlich aus? Alle, die in den letzten Jahren mit mir zusammen in der FiKo sassen, wissen, dass ich mich immer auch dafür eingesetzt habe, dass hier tatsächlich etwas passiert. Ich bin einer derjenigen, die dafür verantwortlich sind, dass die 0,3 Prozent auch dafür eingesetzt wurden. Ich bin selber Mitglied einer Schulkommission und habe bei den betreffenden Lehrern nachgefragt, wie und ob dies überhaupt bei denjenigen geschieht, die es tatsächlich erhalten sollten. Die meisten in diesem Saal wissen, dass die Lehrerlöhne jeweils erst im August und nicht im Januar angepasst werden. Bei uns ist dies auch bei den Lehrpersonen in meinem Alter passiert. Fakt ist, dass sich bei den Lehrern die Konstellation so präsentiert – Roland Näf, der momentan gerade nicht anwesend ist, würde dies bestätigen –, dass den älteren unter ihnen meistens das Maximum gewährt wird. Deshalb bestätigte uns Bernhard Pulver bei den Direktionsbesuchen stets, dass er über diesen Spielraum tatsächlich grundsätzlich verfüge. Er versuchte, die zusätzlichen, aber auch seine eigenen Mittel dafür einzusetzen. Deshalb bin ich klar der Meinung, dass es diese Planungserklärung nicht braucht, da die ERZ dies weiterhin tun kann, wenn sie es will. Sie hat die Möglichkeit, die freien Mittel tatsächlich vermehrt beziehungsweise auch in Zukunft dort einzusetzen, wo die Delle tatsächlich vorhanden ist. Dies unterstützen wir grundsätzlich, aber – und das ist der Punkt – dies liegt in der Kompetenz der entsprechenden Regierungsrätin. Vom Grundsatz her unterstützen wir, dass dies so gemacht wird. Uns wurde, wie erwähnt, stets bestätigt, dass in der ERZ ein gewisser Handlungsspielraum vorhanden ist, da gerade die älteren Lehrer tatsächlich dieses Maximum erreicht haben. Dadurch, dass diejenigen, welche bezüglich der Lohnmassnahmen zuvor durch diese Aufstiege etwas besser gestellt wurden, nun in Pension gehen, gibt es dort auch im Vergleich zur Gesamtverwaltung im Verhältnis zu den 0,8 Prozent einen eher etwas höheren Rotationsgewinn. Uns ist es, wie gesagt, absolut recht, wenn dieser auch genau in diesem Sinn eingesetzt wird. Dazu braucht es aber keine Planungserklärung. Dies liegt, wie erwähnt, in der Kompetenz der entsprechenden Regierungsrätin. Wir hoffen – ich sage dies auch sehr gern hier am Mikrofon –, dass dies auch so genutzt wird.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Wyrsch das Wort.

Daniel Wyrsch, Jegenstorf (SP). Fritz Wyss, es gibt nicht irgendwelche Kassen, aus denen sich nur die ERZ bedienen und Rotationsgewinne einnehmen kann; ebenso wenig können dies die anderen Direktionen für sich tun. Es gibt nur eine Kantonskasse. Genau diese Lohnmassnahmen sind für den gesamten Kanton genau gleich. Meine Fraktion unterstützt die Eventualplanungserklärung. Die Lehrer

weisen einen Lohnrückstand auf und erleiden eine Delle; diese ist klar ausgewiesen. Wir haben dies in verschiedensten Vergleichen festgestellt. Diese Delle ist noch nicht geschlossen, man kann sie frühestens 2021 schliessen, je nachdem erst 2024; auch dies ist ganz klar.

Wir müssen vor allem hervorheben, dass nicht nur bei den Lehrergehältern ein Lohnrückstand besteht. Dieselbe Delle besteht auch beim restlichen Kantonspersonal. Ich habe letztes Mal das Beispiel von der Polizei vorgebracht. Es gibt andere Quervergleiche, bei denen der Kanton Bern gegenüber anderen Kantonen nicht mithalten vermag. Insofern hat Fritz Wyss noch mehr Personen, die jeden Morgen oder jeden Abend bei ihm vorbeifahren. Dies gilt nicht nur für die Lehrer. Ich nehme nicht an, dass alle Betroffenen Lehrer sind. Oder haben sie alle einen Rotstift in der Hand? Es ist auch für die anderen Berufsgattungen so. Aber wenn wir die 0,3 Prozent mindestens bei den Lehrern hinkriegen würden, wäre dies toll.

Christine Grogg-Meyer, Thunstetten (EVP). Fritz Wyss hat vorhin gesagt, der Spielraum für den Regierungsrat bestehe ja und er könne diesen, wenn er es wolle, nutzen. Wir wissen, dass es in den 1990er-Jahren auch bereits so war. Wenn man die Revisionen des Gesetzes über die Anstellung der Lehrkräfte (LAG) nachliest, sieht man, dass es auch dort eine Zeit gab, in der man auf diesen Ausgleich verzichtete. Genau diese Rückstände müssen wir jetzt wieder auffangen. Wenn wir abermals auf einen Ausgleich verzichten, erzielen wir wieder zusätzliche Rückstände. Die EVP lehnt deshalb die Planungserklärung nicht ab, sondern will sie annehmen; dies aus folgenden Gründen: Am 21. Dezember [2016] ergab der Bericht zu den Anstellungsbedingungen, dass wir bei diesem Dellenausgleich immer noch Handlungsbedarf haben. Ich zitiere aus dem Bericht: «Prioritäre Aufgabe der Bildungs- und Finanzpolitik der nächsten Jahre wird es nun sein, diese vorgesehene Gehaltsentwicklung im Planungsprozess auch unter wieder schwierigeren finanziellen Rahmenbedingungen zu gewährleisten und sicherzustellen. Damit wird es mittel- bis langfristig auch gelingen, die in der Vergangenheit entstandenen Rückstände schrittweise aufzuheben. Dank der vorgesehenen Mittel kann mittelfristig die neue Ziellohnkurve erreicht werden. Die Fortführung dieser Lohnmassnahmen hat für den Regierungsrat deshalb erste Priorität. Dabei ist auch anzustreben, mindestens im bisherigen Umfang (0,3 %) zusätzliche Mittel zur Aufhebung der Lohnrückstände und damit insgesamt 1,8 Prozent der Lohnsumme einzusetzen. Diese personalpolitische Massnahme ist umso entscheidender, als dass der interkantonale Vergleich auf eine eher unterdurchschnittliche Position der beruflichen Vorsorge für die Lehrkräfte des Kantons Bern hinweist.»

Diese Feststellungen – Ende Zitat – sind nicht neu. Schon bei den verschiedenen Revisionen war die ungenügende Gehaltsentwicklung stets ein Thema, wie ich bereits zuvor erwähnt habe. Es wird darauf hingewiesen, dass das zeitweilige Aussetzen der Gehaltsrückstände sich unter anderem negativ auf die Attraktivität des Lehrerberufs ausgewirkt hat. Diese hat in den letzten Jahren bekanntlich schon unter genügend anderen Herausforderungen gelitten und sich verringert. Es ist aus Sicht der EVP dringend nötig, hier zusammen ein klares Signal auszusenden, dahingehend, dass wir unsere Lehrpersonen unterstützen, stärken und ihren Einsatz zugunsten einer guten Bildung im Kanton Bern wertschätzen. Der Kanton soll für die Lehrkräfte ein verlässlicher Partner sein; dies wollen wir hier auch bekennen. Deshalb sagen wir als EVP-Fraktion Ja zur Weiterführung dieses Dellenausgleichs für Lehrpersonen und damit Ja zur Planungserklärung.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Ich kann es sehr kurz machen: Ich kann mich eins zu eins dem Votum von Grossrätin Grogg anschliessen, die inhaltlich begründet hat, weshalb es wichtig ist, dass man bei den Lehrpersonen diese Delle jetzt ausgleicht. Aber gleichzeitig würde die grüne Fraktion, wie wir es vorhin gesagt haben, dies auch für das gesamte Personal unterstützen. Wir sind aber auch bereit, dies hier für das Lehrpersonal, welches besonders gefordert ist, zu unterstützen. Grossrat Brönnimann findet unsere Unterstützung.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Wir finden es schon sehr interessant, dass man hier den interkantonalen Vergleich heranzieht, nachdem man dies bei den Unternehmenssteuern überhaupt nicht beabsichtigt. Wir von der EDU-Fraktion sind aber der Meinung, dass wir dies tun müssen. Deshalb haben wir auch in diesem Bereich eine gewisse offene Haltung. Wir sind gegen generelle Lohnerhöhungen, finden aber, dass punktuelle Anpassungen möglich sein müssen. Deshalb sind wir in diesem Punkt dafür offen. Die Planungserklärung ist ja sehr offen formuliert; es ist von einem Zielwert die Rede. Dies gibt dem Regierungsrat auch die Möglichkeit, bei negativen Budgets zu reagieren. Ich glaube, dass diese Planungserklärung niemandem wehtut. Es handelt sich eigentlich um eine Absichtserklärung. Deshalb stimmt ihr die EDU-Fraktion zu.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern, Grossrat Peter Gasser.

Peter Gasser, Bévilard (PSA). Je vous remercie pour toutes ces belles paroles. Je suis très content d'entendre en fait, avec divers intervenants, tous les arguments que je vous avais soumis auparavant. Je me réjouis de voir que visiblement, cela a pu vous toucher différemment, peut-être parce que c'est exprimé dans la langue de Goethe, mais évidemment aussi puisque la portée de cette déclaration de planification est un tout petit peu moins sévère.

Mais je tiens quand-même à vous rappeler contrairement à ce que vous pouvez croire, j'ai 59 ans, je ne suis pas au maximum. Je fais partie de ces gens-là. Et je ne suis pas le seul. C'est entre 40 et 60 ans, comme je vous l'ai dit avant, c'est une partie des enseignants qui sont lésés, pas tous. Bien sûr que toutes ces dernières années, on a toujours reçu quelque chose en plus. Evidemment que cela s'est fait. J'ai un peu de la peine des fois à vous comprendre: vous luttez contre la bureaucratie, et là, vous compliquez le système. Au lieu de combler le retard, eh bien, chaque année, il faut faire des calculs. «Attention, celui-ci en a maintenant reçu deux, donc, il faut quand-même qu'il ne rattrape pas, celui qui a plus d'ancienneté à qui je dois compenser.» Bref, on a chaque fois une feuille d'accompagnement pour dire qui a droit à quelque chose en plus. Donc, je ne puis que vous encourager d'accepter cela pour que enfin, en sorte, il faut arrêter, il faut une fois finir cette histoire de creux pour qu'on puisse après partir sur des bases saines, celles qui ont été votées.

Präsident. Ich gebe das Wort der Finanzdirektorin.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Ich muss schon staunen. Wenn Sie dieser Planungserklärung zustimmen, geben Sie Ihre Zustimmung zu einer personalpolitischen Ungerechtigkeit sondergleichen. Dann sind die Lehrer mehr wert als das übrige Kantonspersonal. Es ist nämlich genau so, wie Grossrat Wyss gesagt hat. Wenn man bei den Lehrkräften 1,5 Prozent Lohnentwicklung einsetzen kann, hat man dort mit rund 0,2 Prozent die Möglichkeit, die Dellenentwicklung zu berücksichtigen. Wenn Sie mich beziehungsweise den Regierungsrat hier zwingen, mit dieser Planungserklärung diese Ungerechtigkeit im AFP der Zukunft noch zu manifestieren, dann verstehe ich wirklich nicht mehr viel. Dies ist gegenüber dem anderen Kantonspersonal nicht gerecht. Es erstaunt mich eigentlich auch etwas, dass die Personalverbandsvertretungen nicht viel dazu sagen. Ich bin ganz klar der Meinung, dass man diese Planungserklärung zurückweisen muss. Ich habe Ihnen aber gesagt, dass die Regierung jedes Jahr wieder überprüft, ob man die Dellenaufholung wieder berücksichtigen kann und diese in den Finanzen Platz hat. Wir werden dies spätestens nächstes Jahr wieder tun; vielleicht hat es wieder Platz. Aber schaffen Sie jetzt nicht diese Ungerechtigkeit! Dies wäre ein sehr, sehr schlechtes Signal.

Präsident. Wir befinden über die Planungserklärung 2g.a. Wer diese überweisen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (AFP; Eventualplanungserklärung Brönnimann, Mittelhäusern [glp] – Nr. 2g.a)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	71
Nein	74
Enthalten	5

Präsident. Sie haben diese Planungserklärung mit 74 Nein- gegen 71 Ja-Stimmen bei 5 Enthaltungen abgelehnt. Wir wechseln wieder einmal die Führung. Grossrat Zaugg, Sie dürfen weiterfahren.

Der Vizepräsident, Hannes Zaugg-Graf, übernimmt den Vorsitz.

Planungserklärung SP-JUSO-PSA (Näf, Bern) – Nr. 2h

Die Zuordnung zu den Gehaltsklassen wird auf der Primarstufe auf Gehaltsklasse 7 angepasst. Die Saldi der Produktgruppe 9.7.2 Volksschule und schulergänzende Angebote werden in den Planjahren 2020 bis 2022 entsprechend angepasst.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zur Planungserklärung 2h SP-JUSO-PSA. Ich erteile das Wort dem Sprecher Roland Näf.

Roland Näf, Bern (SP). Wir kommen nun zu einer etwas anders gelagerten Planungserklärung als die bisherige. Es geht diesmal nicht um den Verzicht auf eine Sparmassnahme, sondern um den Mangel an Lehrpersonen, insbesondere an Primarlehrpersonen, im Kanton Bern. Ich denke, es sind keine Argumente mehr für die Begründung der Aussage nötig, dass der Lohn zu tief ist. Wir hatten hier einen Bericht und einen Vergleich mit anderen Kantonen, der heute schon erwähnt worden ist, vor uns. Soviel ich gehört habe, gibt es hier auch niemanden, der das Gegenteil behauptet hat. Ich glaube, dass es heute argumentativ auch keine Beweise dafür braucht, dass wir wirklich über zu wenige Lehrpersonen verfügen. Ich denke, dass gerade diejenigen unter Ihnen, die aus dem ländlichen Raum kommen, wissen, was die Stunde dort geschlagen hat und wie schwierig es ist, vor allem Primarlehrpersonen zu finden.

Ich möchte hier lediglich auf zwei Punkte eingehen. Als Erstes möchte ich begründen, weswegen der Lohn etwas mit der Attraktivität des Berufs zu tun hat. Als Zweites möchte ich argumentieren, weshalb jetzt genau der richtige Zeitpunkt ist. Ich habe nämlich oft gehört, der Zeitpunkt sei nicht der richtige. Diejenigen, die in der BiK waren, können sich daran erinnern, dass dies immer ein Diskussionspunkt war. Wir hatten hier eigentlich bereits anlässlich der Bildungsstrategie die Absicht, uns der Löhne der Primarlehrerinnen und -lehrer anzunehmen, dies aber mittelfristig, worüber man sich in diesem Saal einig war. Es ist schlicht eine wichtige Frage.

Zuerst zur Attraktivität: Heute Nachmittag oder Morgen haben wir gemerkt, dass alle in diesem Saal an Anreize glauben und daran, dass diese funktionieren. Ich habe dies sehr stark von den Fraktionsprechern der FDP und der SVP gespürt. Ich denke, dass Lehrpersonen nicht anders ticken. Auch sie haben zu Hause eine Familie, die sie ernähren müssen, sowie Konsumwünsche. Dies unterscheidet sich kaum. Es ist nun mal so: Auch Lehrpersonen arbeiten nicht nur, weil sie Kinder so gern mögen. Heute haben wir auch schon einmal – ich glaube, von Grossrat Wyss – von der Nähe zum Kanton Solothurn gehört. Dort spielen die Anreize; hierin sind SVP und SP sich offenbar einig. Dies gilt natürlich auch für die Lehrpersonen. Sie können übrigens beobachten, wie bedeutsam dieser Lohnunterschied auch statistisch ist. Wir haben momentan auch im Ob- und Nidwalden ein grosses Problem und allgemein in der Nähe des Kantons Solothurn. Dort haben die ländlichen Dörfer viel mehr Schwierigkeiten, da nebenan viel mehr bezahlt wird. Auch dort gelten die Anreize. Ein anderes Beispiel gibt es bei den Gymnasiallehrpersonen. Es ist momentan interessant zu beobachten, dass wir im philosophisch-historischen Bereich ausserordentlich viele Gymnasiallehrerinnen und -lehrer haben. Dort leiden wir unter keinem Anreizproblem, sondern haben längstens genügend Lehrkräfte. Wo wir aber bei den Gymnasiallehrkräften Konkurrenz aus der Industrie haben, ist im Mathematik-, Informatik-, Naturwissenschafts- und Technikbereich (MINT); dort haben wir ebenfalls Schwierigkeiten. Wir sehen also, dass auch bei Lehrerinnen und Lehrern auf Gymnasiallehrstufe Anreize eine Rolle spielen. Darum kommen wir nicht herum.

Dann gibt es noch einen anderen Aspekt der Attraktivität: Die Psychologie spielt eine grosse Rolle. Wenn wir daran denken, dass Managerinnen und Manager immer noch mehr verdienen wollen – obschon dies eigentlich nicht realistisch ist, da man das zusätzliche Geld gar nicht ausgeben kann –, merken wir auch dort, dass Lohn etwas mit Identität und indirekt eben auch mit Attraktivität zu tun hat. Ich komme zum zweiten Punkt, nämlich dem Zeitpunkt. Ich wollte ganz bewusst keinen Schnellschuss beim VA machen und habe diese Planungserklärung nun hier im Rahmen des AFP vorgelegt, und zwar für 2020. Dies, damit man nicht in Eile etwas über den Leisten schlagen muss, sondern sich sorgfältig damit befassen kann. Ich glaube, dass ich es vorhin erwähnt habe: Wenn wir auf die Zeit zurückblicken, in der wir dieses Thema in diesem Saal zum ersten Mal diskutiert haben, ist der mittelfristige Moment für entsprechende Anreize gekommen. Es ist ganz klar. Wenn einige Fraktionsvertreter im Anschluss, in den nächsten paar Minuten, sagen werden, es sei immer noch nicht der Zeitpunkt dafür, muss ich Folgendes entgegnen: Liebe Kolleginnen und Kollegen, nun, da es finanzpolitisch relativ gut aussieht und wir zudem die Feststellung machen, dass wir im AFP effektiv in den nächsten Jahren ein Plus aufweisen und die Wirtschaft gut läuft, wann dann, liebe Kolleginnen und Kollegen, ist der Zeitpunkt, in welchem man dies tun kann? – Wir bestreiten ja alle nicht, dass dort wirklich Bedarf herrscht.

Noch etwas: Die Wirkung des Lohns beeinflusst die Attraktivität des Berufs und hat indirekt eine volle Auswirkung auf die Wahl desselben. Tun wir dies erst in zwei, drei oder vier Jahren, wird es nochmals eine Weile dauern, bis es die jungen Leute wahrnehmen, die diese Ausbildung absolvieren wollen. Wir müssen es wirklich jetzt tun, damit wir in zwei bis drei Jahren an der Pädagogischen Hochschule

(PH Bern) eine Entwicklung spüren, indem mehr Personen diese Ausbildung wählen wollen. Ich komme zum Fazit: Für einen starken Kanton Bern müssen wir jetzt wirklich in die Bildung investieren. Wir alle haben hier Grosskinder, Kinder oder Familien, die von der Qualität der Lehrpersonen betroffen sind. Helfen Sie mit, diesen Schritt endgültig zu machen!

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Ich gebe das Wort dem Präsidenten der FiKo, Grossrat Bichsel.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Die FiKo empfiehlt Ihnen die Planungserklärung 2h mit 9 zu 6 Stimmen bei 2 Enthaltungen zur Ablehnung. Es gibt dafür primär zwei Gründe: die finanziellen Auswirkungen, nämlich wiederkehrende 18 Mio. Franken. Als zweiten Punkt füge ich die Frage an, was man unter mittelfristig versteht, Roland Näf. Der Grosse Rat hat im März 2017 – und ich finde, dass dies noch nicht so lange her ist, und betrachte es eher nicht als mittelfristig – bei der Beratung des Berichts über die Anstellungsbedingungen der Lehrkräfte im interkantonalen Vergleich eine gleichlautende Planungserklärung ebenfalls mit 59 zu 82 Stimmen bei 3 Enthaltungen abgelehnt.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Fraktionssprechende können sich anmelden. Als Erstes für die EVP: Grossrätin Grogg-Meyer.

Christine Grogg-Meyer, Thunstetten (EVP). Es liegt glasklar auf dem Tisch, dass vor allem Lehrpersonen der Primarstufe gehaltsklassenmässig zu tief eingestuft sind. Der Bericht des Regierungsrates zu den Anstellungsbedingungen, den ich schon vorhin einmal erwähnt habe, zeigt ganz klar auf, dass der Regierungsrat selber der Umsetzung dieser Aufgabe eine hohe Priorität zumisst. Die Fraktion der EVP unterstützt diese Planungserklärung, die eine Erhöhung von der Gehaltsklasse 6 auf die Gehaltsklasse 7 der Primarstufe fordert. Auch hier möchte ich aus dem Bericht des Regierungsrates zitieren, um uns allen vor Augen zu führen, was der Regierungsrat selber gesagt hat, nämlich wie wichtig ihm die dringend nötigen Schritte sind und wie er es einschätzt. Zitat: «Als zu hoch und nicht mehr vollumfänglich zeitgemäss eingeschätzt wird dabei auch der heute bestehende Unterschied von vier Gehaltsklassen zwischen der Kindergarten- und Primarstufe sowie der Sekundarstufe I (Kindergarten und Primarstufe: Gehaltsklasse 6; Sekundarstufe I: Gehaltsklasse 10). [...] Durch eine allfällige Erhöhung der Gehaltsklasse im Primarschulbereich (inkl. Kindergarten) würde der Regierungsrat zudem umsetzen, was grundsätzlich bereits in den 1990er-Jahren hätte erfolgen sollen. Die damals durchgeführte Arbeitsplatzbewertung, auf deren Basis die Lehrkräftekategorien den heutigen Gehaltsklassen zugeordnet wurden, zeigte auf, dass für Lehrkräfte der Primarstufe eine höhere Einstufung um jeweils eine Gehaltsklasse vertretbar gewesen wäre [...]» Also schon damals, 1990. Die Arbeitsplatzbewertung wurde damals durchgeführt, und die Gehaltsklasse beruhte auf den damaligen Erhebungen.

Die EVP führt noch weitere Gründe ins Feld. Die Arbeit der Primarschullehrkräfte ist überhaupt nicht minder wichtig und herausfordernd als die Arbeit von Oberstufenlehrkräften. Wenn noch ein Unterschied von vier Gehaltsklassen besteht, ist es gerechtfertigt, dass wir wenigstens um eine Gehaltsklasse noch oben gehen. Ausserdem brauchen wir auf der Primarstufe mehr Männer, wie wir bereits gehört haben. Es hängt unter anderem schlicht von der Lohnfrage ab, ob die Männer dort vermehrt einsteigen. Drittens bilden wir im Kanton Bern gute Lehrpersonen aus. Es gibt leider sehr viele, die über die Grenze gehen, weil sie dort schnell einmal 1000 Franken mehr als bei uns verdienen. Die EVP legt Ihnen nahe, hier einen dringenden, personalpolitisch wichtigen Entscheid für unseren Kanton zu fällen, indem Sie zu einer Gehaltsklassenerhöhung um eine Gehaltsklasse für Primarschullehrkräfte Ja sagen.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Stucki das Wort.

Béatrice Stucki, Bern (SP). Der interkantonale Vergleich der Anstellungsbedingungen ist bereits einige Male erwähnt worden. Er hat deutlich gezeigt, dass die Löhne der Lehrpersonen im Kanton tiefer als in anderen Kantonen sind, besonders auch in unseren Nachbarkantonen. Dies lässt sich nicht wegdiskutieren; der Bericht war deutlich. Der Rat hat zwar den Handlungsbedarf anerkannt, es ist aber nicht gehandelt worden. Frappant ist der Unterschied bei den Lehrberufen in der Volksschule. Vor drei Wochen befand ich mich mit angehenden Lehrerinnen und Lehrern an der PH Bern. Dort sprachen wir auch über die Anstellungsbedingungen. Von den rund 100 Studierenden, die kurz vor

dem Abschluss stehen, gehen rund 10 Prozent in die Kantone Solothurn, Freiburg oder Luzern arbeiten. Der Lohn sei für diesen Entscheid das ausschlaggebende Kriterium gewesen. Bildung Bern hat dazu auch eine Umfrage gemacht, welche diese Zahlen bestätigt. Es ist jetzt an der Zeit, zu handeln. Deshalb unterstützt unsere Fraktion diesen Antrag ganz klar. Wir wollen nicht die Ausbildungskosten für Lehrpersonen bezahlen und davon keinen Nutzen haben, weil die jungen Menschen danach in andere Kantone arbeiten gehen. Der Einstiegslohn einer Lehrperson in Gehaltsklasse 6 beträgt 5663.10 Franken. In der Gehaltsklasse 7 sind es 5911.90 Franken, also eine Differenz von 248.80 Franken. Beides sind gute Löhne. Wir müssen aber daran denken, dass in der Volksschule heute mehrheitlich Frauen arbeiten, und Frauen arbeiten mehrheitlich in Teilzeit. Es geht hier also auch um einen Gleichstellungsaspekt. Berufe, in welchen mehrheitlich Frauen arbeiten, sind häufig zu tief eingestuft.

Wir müssen aber auch an die grosse Verantwortung denken, welche die Lehrpersonen für die Grundbildung unserer Kinder und Enkelkinder tragen, und diese anerkennen. Es gibt noch eine andere Berufsgruppe, die dringend auf diese Lohnanpassung angewiesen ist, nämlich die Musiklehrerinnen und Musiklehrer. Diese arbeiten praktisch alle in Teilzeit mit sehr kleinen Pensen an verschiedenen Schulen. Dies, weil sie auch noch freiberuflich tätig sind. Alle verfügen über einen Hochschulabschluss, viele von ihnen sogar über ein Konzertdiplom. Ihre Anstellungen an den Musikschulen können von Semester zu Semester variieren, weil ihre Anstellungen von der Nachfrage abhängig sind. Viele Musiklehrerinnen und Musiklehrer kämpfen mit prekären Lohnneinkünften. Eine Anpassung der Lohnklasse 6 hin zur Lohnklasse 7 ist deshalb existenziell. Wir müssen existenzsichernde Löhne gewähren können. Eigentlich, liebe Kolleginnen und Kollegen, wäre beim Lehrerberuf längstens eine neue Arbeitsplatzbewertung überfällig. Die Arbeiten der Lehrpersonen sind aufgrund von Themen wie zum Beispiel die stetig steigenden Anforderungen der Gesellschaft an die Lehrpersonen und Veränderungen durch die Technik – Stichwort Digitalisierung – komplexer und herausfordernder geworden. Die neue Bewertung würde aufzeigen, dass ein Lohnanstieg zwingend an der Zeit ist. Wir bitten Sie im Namen aller Lehrpersonen an der Volksschule und der Musiklehrerinnen und Musiklehrer, diesem Antrag im Wissen um die hohen Folgekosten zuzustimmen.

Fritz Wyss, Wengi (SVP). Es wird Sie nicht wundern, dass die SVP diesen Antrag ablehnt. Dies aber nicht, weil wir die Problematik im Sinn von Roland Näf nicht anerkennen, auf keine Art und Weise. Für uns sind wir hier schlicht nicht das richtige Gremium, und es ist nicht der richtige Platz dafür. Weshalb? – Dies liegt in der Kompetenz der entsprechenden Regierungsrätin. Es ist also nicht verboten, innerhalb der Gesamtlohnsumme, die zur Verfügung steht, diese Umverteilung vorzunehmen. Roland Näf, ich gebe Ihnen sogar bei jedem Wort recht: Es geht mir nicht darum, ob Männer oder Frauen besser sind, aber es ist ein Fakt, den wir alle erkennen, dass wir tatsächlich auf dieser Stufe praktisch über keine männlichen Lehrkräfte mehr verfügen. Dies hat mit dem Lohn zu tun. Hierin geben wir Ihnen bei jedem Wort recht, absolut. Darum geht es auch nicht. Aber es würde vermutlich bei dieser Umverteilung auch niemandem weh tun, wenn dort, wo wir uns an der Obergrenze befinden, nämlich am Schluss der Karriere, einige Franken weggenommen würden beziehungsweise der Lohn nicht erhöht würde und man tatsächlich gezielt an einem solchen Ort Anpassungen zu erzielen versuchte. Dafür braucht es hier aber keinen Grossratsbeschluss. Dies liegt in der Kompetenz des Regierungsrates und ist machbar, wenn es gewünscht wird und realisierbar ist. Dies muss aber aus unserer Sicht ganz klar aus den bereits vorhandenen Mitteln geschehen. Dagegen haben wir absolut nichts. Wir erkennen die Problematik, wie gesagt, und leugnen sie auch in keiner Art und Weise. Alle, die in Schulanstellungsbehörden tätig sind, kennen diese Problematik ganz genau. Aber hier unterstützen wir die entsprechende Planungserklärung nicht, weil wir es nicht nötig haben, Regierungsrätin und Regierungsräte zu spielen. Lassen wir die Regierungsrätin hier arbeiten, beziehungsweise hoffen wir, dass einmal eine derartige Anpassung erfolgt. Die Bedingung dafür ist für mich aber, dass diese kostenneutral geschieht.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Gibt es noch Fraktionssprecherinnen oder Fraktionssprecher? – Dies ist nicht der Fall. Dann gebe ich als Einzelsprecherin Karin Fisli das Wort.

Karin Fisli, Meikirch (SP). Dieser Apfel wird immer saurer, es ist unglaublich. Dies hat doch mit Wertschätzung zu tun! Wenn Sie die Lehrpersonen in diesem Kanton wirklich wertschätzen, dann geben Sie ihnen auch mehr Geld. Es geht doch nur darum.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Nochmals als Einzelsprecher ... (*Grossrat Näf wendet ein, sich nochmals als Antragsteller äussern zu wollen.*) – Nein, als Antragsteller können Sie

sich nicht noch einmal äussern. Als Einzelsprecher dürfen Sie dies noch einmal. Es geht nicht um eine Motion.

Roland Näf, Bern (SP). Ich möchte trotzdem noch auf ein Argument von Fritz Wyss eingehen. Ich denke, dies ist wichtig. Es ist zutreffend, was Sie, Grossrat Wyss, gesagt haben. Die Angelegenheit liegt in der Kompetenz des Regierungsrates. Aber nun stehen wir vor folgender Situation: Im Mai hat der Regierungsrat einen Antrag seitens der ERZ abgelehnt. Dies war vielleicht hart für die ERZ, die diese Probleme erkennt. Ich glaube, dass es Momente wie diesen Lehrerinnen- und Lehrermangel im Kanton Bern gibt, in welchen man den Regierungsrat übersteuern muss; dies umso mehr, als wir uns in einer neuen Situation befinden, einer anderen, als sie der Regierungsrat im Mai vorfand. Aufgrund der Abstimmung vom letzten Wochenende können wir es nämlich finanzpolitisch verantworten. Ich glaube, dass diese Änderung entscheidend ist und uns berechtigt, den Regierungsrat hier zu übersteuern.

Nun möchte ich noch etwas Persönliches sagen: Ich bin nicht Primarlehrer, sondern Schulleiter und Sekundarlehrer. Ich kann Ihnen sagen, dass mich in den letzten Jahren nichts derart beschäftigt hat wie der Lehrerinnen- und Lehrermangel. Ich bitte Sie, zu helfen. Wir stehen vor einem Riesenproblem, liebe Kolleginnen und Kollegen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Das Wort hat die Erziehungsdirektorin Beatrice Simon. *(Heiterkeit)*

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Das ist schön. Nun führe ich bereits die FIN.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Frau Finanzdirektorin, entschuldigen Sie!

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. So kommt man plötzlich zu ganz neuen Ehren, vielen Dank. Der Regierungsrat lehnt diese Planungserklärung auch ab. Er hat es sich dabei echt nicht einfach gemacht. Wir haben in diesem Planungsprozess sehr intensiv über diese Thematik diskutiert. Nach langer Diskussion sind wir zum Schluss gekommen, dass wir uns dies im Moment finanziell nicht leisten können. Wir sprechen nicht von einmaligen Ausgaben von 18 Mio. Franken. Diese fallen jedes Jahr wiederkehrend an. Bei aller Wertschätzung für unsere Lehrpersonen: Im Moment ist dies nicht möglich. Deshalb lehnt der Regierungsrat diese Planungserklärung ab.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer die Planungserklärung 2h annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (AFP; Planungserklärung SP-JUSO-PSA [Näf, Bern] – Nr. 2h)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	60
Nein	82
Enthalten	5

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben diese Planungserklärung mit 82 Nein- gegen 60 Ja-Stimmen bei 5 Enthaltungen abgelehnt.

Planungserklärung FiKo-Mehrheit (Bichsel, Zollikofen) / FDP (Haas, Bern) – Nr. 2a.a

Der Grosse Rat unterstützt den Regierungsrat in der Umsetzung der Planungserklärung Brönnimann im geforderten Umfang, fordert aber ein weitgehendes Ausklammern der dezentralen Verwaltung (Regierungsstatthalter, Verwaltungskreise, Handelsregisteramt, Grundbuchämter, Betriebs- und Konkursämter, Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde).

Planungserklärung FiKo-Minderheit (Stucki, Bern) – Nr. 2b

Die Minderheit lehnt die Umsetzung der Planungserklärung Brönnimann ab und ist gegen den Personalabbau.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zur Planungserklärung 2a.a, FiKo-Mehrheit und FDP, und zur Planungserklärung 2b, FiKo-Minderheit. Darüber haben wir bereits gesprochen. Wir haben beschlossen, nicht mehr darüber zu debattieren. Wünscht jemand dazu noch das Wort? – Dies scheint nicht der Fall zu sein. Dann kommen wir direkt zur Abstimmung. Wir stellen die beiden Planungserklärungen einander gegenüber. Wer die Planungserklärung FiKo-Mehrheit und FDP annimmt, stimmt Ja, wer die Planungserklärung FiKo-Minderheit annehmen will, stimmt Nein.

Abstimmung (AFP; Planungserklärung FiKo-Mehrheit [Bichsel, Zollikofen] / FDP [Haas, Bern] – Nr. 2a.a gegen Planungserklärung FiKo-Minderheit [Stucki, Bern] – Nr. 2b)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Planungserklärung FiKo-Mehrheit / FDP

Ja 96

Nein 50

Enthalten 1

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben die Planungserklärung FiKo-Mehrheit und FDP mit 96 Ja- gegen 50 Nein-Stimmen und 1 Enthaltung angenommen. Wer die obsiegende Planungserklärung annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (AFP; Planungserklärung FiKo-Mehrheit [Bichsel, Zollikofen] / FDP [Haas, Bern] Nr. 2a.a)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 112

Nein 22

Enthalten 13

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben die Planungserklärung 2a.a, FiKo-Mehrheit und FDP, mit 112 Ja- gegen 22 Nein-Stimmen bei 13 Enthaltungen angenommen.

5.7.6 Existenzsicherung und Integration

Planungserklärung EVP (Kipfer, Münsingen) – Nr. 2c

Produktgruppe 5.7.6 Existenzsicherung und Integration:

Aufwanderhöhung des Produktgruppensaldos um 25 Mio. zur Verstärkung der Integrationsbemühungen und dem Erhalt der Sozialleistungen auf SKOS-Niveau.

Planungserklärung SP-JUSO-PSA (Gabi Schönenberger, Schwarzenburg) – Nr. 2j

Produktgruppe 5.7.6. Existenzsicherung und Integration:

Offene Kinder- und Jugendarbeit: Die Kosten für Praktikas sollen wieder über Lastenausgleich abgerechnet werden können. Das Produktgruppensaldo soll um 800'000 Franken erhöht werden.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zur Produktgruppe 5.7.6. Hier liegt eine Planungserklärung 2c der EVP vor. Über diese haben wir ebenfalls zuvor debattiert. Wünscht dazu jemand noch das Wort? – Dies ist nicht der Fall. Dann kommen wir direkt zur Abstimmung. Wer die Planungserklärung 2c annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

 Abstimmung (AFP; 5.7.6; Planungserklärung EVP [Kipfer, Münsingen] – Nr. 2c)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	57
Nein	86
Enthalten	2

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben diese Planungserklärung mit 86 Nein- gegen 57 Ja-Stimmen bei 2 Enthaltungen abgelehnt.

Wir kommen zur Planungserklärung 2j SP-JUSO-PSA, über welche wir auch schon gesprochen haben. Wünscht jemand noch das Wort? – Dies ist nicht der Fall. Dann kommen wir direkt zur Abstimmung. Wer die Planungserklärung 2j annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

 Abstimmung (AFP; 5.7.6; Planungserklärung SP-JUSO-PSA [Gabi Schönenberger, Schwarzenburg] – Nr. 2j)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	57
Nein	85
Enthalten	2

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben auch diese Planungserklärung abgelehnt mit 85 Nein- gegen 57 Ja-Stimmen bei 2 Enthaltungen.

5.7.7 Angebote für Menschen mit einem Pflege-, Betreuungs-, besonderen Bildungsbedarf

Planungserklärung SP-JUSO-PSA (Striffeler-Mürset, Münsingen) – Nr. 2k

Produktgruppe 5.7.6. Angebote für Menschen mit einem Pflege-, Betreuungs-, besonderen Bildungsbedarf:

Die Erhöhung der Patientenbeteiligung bei der Spitex soll rückgängig gemacht werden, damit die Diskriminierung von PatientInnen ab dem 65. Altersjahr verhindert werden kann. Das Produktegruppensaldo soll um 13 Mio. Franken erhöht werden.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zur Produktgruppe 5.7.7. In der Version 6 steht fälschlicherweise 5.7.6. Auch über die betreffende Planungserklärung 2k haben wir bereits gesprochen. Wünscht jemand noch das Wort? – Dies scheint nicht der Fall zu sein. Dann kommen wir direkt zur Abstimmung. Wer die Planungserklärung 2k annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

 Abstimmung (AFP; 5.7.7; Planungserklärung SP-JUSO-PSA [Striffeler-Mürset, Münsingen] – Nr. 2k)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	48
Nein	93
Enthalten	2

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Diese Planungserklärung 2k ist mit 93 Nein- gegen 48 Ja-Stimmen bei 2 Enthaltungen abgelehnt worden.

6.7.7 Kinderschutz und Jugendförderung

Planungserklärung SP-JUSO-PSA (Gabi Schönenberger, Schwarzenburg) – Nr. 2l

Produktgruppe 6.7.7. Kinderschutz und Jugendförderung:

Erhöhung des Produktgruppensaldos um 70 000 Franken, damit der Förderungskredit KKJ weiterhin gesprochen werden kann und die Kommission zum Schutz und zur Förderung von Kindern und Jugendlichen (KKJ) nicht aufgelöst wird.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir gehen direkt weiter zur Produktgruppe 6.7.7. Dazu gibt es eine Planungserklärung 2l SP-JUSO-PSA. Auch über diese haben wir bereits gesprochen. Wünscht noch jemand das Wort? – Dies scheint nicht der Fall zu sein. Dann kommen wir direkt zur Abstimmung. Wer die Planungserklärung 2l SP-JUSO-PSA annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (AFP; 6.7.7; Planungserklärung SP-JUSO-PSA [Gabi Schönenberger, Schwarzenburg] – Nr. 2l)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja 51

Nein 94

Enthalten 0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben auch diese Planungserklärung mit 94 Nein- gegen 5 Ja-Stimmen bei 0 Enthaltungen abgelehnt.

6.7.9 Vollzug der Sozialversicherungen

Planungserklärung Grüne (Imboden, Bern) – Nr. 2m

Produktgruppe 6.7.9. Vollzug Sozialversicherungen (Prämienverbilligungen):

Aufwanderhöhung des Produktgruppensaldos um 20 Millionen zur Erhöhung der Prämienverbilligungen mit dem Ziel, die Prämienlast für den Mittelstand zu erleichtern.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen noch zur Produktgruppe 6.7.9. und zur Planungserklärung 2m, Grüne. Auch in diesem Fall haben wir bereits darüber gesprochen. Wünscht noch jemand das Wort? – Dies ist nicht der Fall. Dann kommen wir direkt zur Abstimmung. Wer die Planungserklärung 2m annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (AFP; 6.7.9; Planungserklärung Grüne [Imboden, Bern] – Nr. 2m)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja 57

Nein 87

Enthalten 0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben auch diese Planungserklärung abgelehnt, mit 87 Nein- gegen 57 Ja-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

9.7.2 Volksschule und schulergänzende Angebote

Planungserklärung SP-JUSO-PSA (Marti, Bern) – Nr. 2d

Produktgruppe 9.7.2 Volksschule und schulergänzende Angebote:

Erhöhung um 800 000 Franken für die Betreuung während der Ferienzeit gemäss VSG, Art. 49a1

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen noch zur Produktgruppe 9.7.2, über welche wir noch nicht gesprochen haben. Es handelt sich um die Planungserklärung 2d, SP-JUSO-PSA. Ich gebe Grossrätin Marti das Wort. Frau Marti, Sie haben das Wort.

Der Präsident, Jürg Iseli, übernimmt wieder den Vorsitz.

Ursula Marti, Bern (SP). Es geht um Ferienbetreuung. Vielleicht ist dies nun ein Antrag mit der Möglichkeit, doch noch etwas gemeinsam zu erreichen und ein kleines gemeinsames Zeichen zu setzen. Die Ferienbetreuung geniesst hier im Rat eine breite Unterstützung, wie wir bei der gemeinsamen Verankerung des Artikels im Volksschulgesetz (VSG) festgestellt haben, der bezweckt, dass der Kanton die Gemeinden bei der Ferienbetreuung unterstützen kann. In diesem Sinn ist es – und es ist mir ganz wichtig, dies hier zu sagen – nicht ein Antrag zur Rückgängigmachung einer Sparmassnahme, sondern dieser Antrag folgt einer ganz anderen Logik. Bei ihm geht es darum, diesen Artikel im VSG, für welchen wir uns gemeinsam entschieden haben, mittelfristig umzusetzen. Wir haben damals beim Gesetz eine Kann-Formulierung gewählt; dies wissen wir, wir akzeptieren und respektieren dies. Wir haben dies nun auch nicht sofort für den VA beantragt, aber wir finden es nun doch angemessen, hinsichtlich des AFP mittelfristig daran zu denken, dies umzusetzen. Es ist eine Massnahme, auf welche die Gemeinden wirklich warten und froh darüber wären, wenn der Kanton hier auch den zweiten Schritt machen würde. Es ist auch eine Massnahme, die nicht so viel kostet, aber sehr viel bewirkt. In diesem Sinn möchte ich Sie bitten und einladen, ein Zeichen dafür zu setzen, dass wir dies einstellen können. Ich glaube, dafür wären uns die Gemeinden sehr dankbar.

Präsident. Ich gebe dem Kommissionspräsidenten, Grossrat Bichsel, das Wort.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Ich kann Ihnen hier einfach das Abstimmungsergebnis der FiKo bekannt geben. Die FiKo empfiehlt diese ausgabenseitige Erhöhung mit 10 zu 7 Stimmen zur Ablehnung.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprecherinnen und -sprechern. Für die glp-Fraktion: Grossrat Alberucci.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Die grünliberale Partei war bei der Rückgängigmachung von Massnahmen, die im Rahmen des EP beschlossen worden waren, sehr zurückhaltend. Hier bei diesem Antrag geht es, wie Ursula Marti gesagt hat, nicht um eine Rückgängigmachung, sondern um eine konsequente Umsetzung einer Motion (M 088-2018), die wir hier im Grossen Rat im September mit 80 bis 100 Stimmen in vier Punkten angenommen haben. Diese sagt, der Kanton solle quasi die nötigen Voraussetzungen dafür schaffen, um auf Bundesgelder zurückgreifen zu können. In diesem Sinn würden wir Grünliberale auch Lei halten. Wir haben diese Motion (M 088-2018) schliesslich angenommen. Genau, wie man gesagt hat, man wolle hier nicht EP-Massnahmen rückgängig machen, muss man auf der anderen Seite sagen, dass, wer A sagt, auch B sagen muss, nachdem wir die Motion überwiesen haben. Wir würden dies auch tun, indem wir den Antrag von Grossrätin Marti annehmen würden. Deshalb bitte ich Sie, wie dies unsere Fraktion einstimmig tun wird, diesen Antrag gutzuheissen.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Näf das Wort.

Roland Näf, Bern (SP). Es ist heute Nachmittag ein etwas merkwürdiges Gefühl, hier zu sprechen, wenn man eigentlich spürt, dass man beim vorigen Geschäft bezüglich Mangel an Lehrpersonen viele Gesichter gesehen hat, die besagten, dass der Redner recht hat, aber am Ende trotzdem Nein gilt. Ich hoffe einfach, dass Sie jetzt nicht dasselbe betreffend Ferienbetreuung tun. Weshalb? Es ist etwas, was für die Berner Wirtschaft einfach wichtig ist. Ich glaube, wir alle wissen, dass Herr Vogt, der

Arbeitgeberpräsident, der nicht gerade genau ein SP-Mitglied ist, betont hat, wie wichtig die externe Familienbetreuung ist. Wir haben im Moment ein Problem mit zu wenigen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern in den Berner Unternehmen. Wir müssen diese Leute, bei welchen es sich um mehr Frauen handelt, einfach an diese Arbeitsplätze bringen.

Wenn wir betrachten, was die Ferienbetreuung ist, die wir hier beschlossen haben, ist diese erst ein Tropfen auf den heissen Stein. Die Eltern müssen über die Sicherheit verfügen, dass für ihre Kinder gesorgt wird und diese betreut werden. Es reicht nicht, dass irgendein Sportklub ein kleines Angebot während einer Woche macht. Es sind nicht alle Leute Lehrerinnen und Lehrer und haben 13 Wochen Ferien. Wir müssen wirklich dafür sorgen, dass eine Konstanz in der Kinderbetreuung vorhanden ist. Dann bringen wir vor allem viel mehr Frauen, aber zum Teil auch Männer, die Kinder betreuen, dazu, grössere Arbeitspensen oder überhaupt eine Anstellung zu übernehmen. Wenn wir hier wirklich etwas für die Wirtschaft tun wollen, müssen Sie heute Nachmittag vielleicht einmal über Ihren Schatten springen und nicht Nein sagen, wie Sie es sich von der Hornhaut Ihrer Finger her schon gewohnt sind. Stimmen Sie doch zumindest einmal einem kleinen Detail zu, welches der Berner Wirtschaft hilft.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Die grüne Fraktion steht dahinter, dass wir die schulergänzenden Angebote ausbauen wollen. Uns ist es ein grosses Anliegen, dass man für die Eltern und die Kinder in der Ferienzeit etwas tun kann. Vorhin wurde gefragt, wer von Ihnen 13 Wochen Ferien hat. Die allermeisten haben dies nicht. Das heisst, dass Eltern, die arbeiten, in der Ferienzeit schlicht eine Betreuungslücke aufweisen, die man nicht nur mit Spielgruppenangeboten überbrücken kann. Vielmehr braucht es auch hier das, was eigentlich die Tagesschulen oder die Ferieninseln in der Ferienzeit anbieten. Wir unterstützen den Antrag der SP. Uns scheint es wirklich wichtig, dass wir jetzt in diesem VA auch umsetzen, worüber in diesem Saal gemäss überwiesenen Motionen Konsens besteht. Wenn wir jetzt hier nicht Ja sagen können, frage ich mich tatsächlich, weshalb man denn eine Motion überweist. Ich denke, dass es hier wirklich um ein zukunftsgerichtetes Angebot geht. Es geht um 800 000 Franken; dies ist nicht die Welt, aber für sehr viele Eltern und Kinder tatsächlich eine wichtige Unterstützung, wenn diese Lücke besser geschlossen werden kann. In diesem Sinn unterstützt die grüne Fraktion dieses Anliegen mit Überzeugung. Ich kann mich insofern meinem Vorredner anschliessen, als ich feststelle, dass man hier gar nicht mehr diskutieren will. Schliesslich ist ein Parlament da, um zu diskutieren. Ich bin nun darauf gespannt – von den Bürgerlichen hat sich noch niemand eingeschrieben –, von den Bürgerlichen zu hören, weshalb auch sie helfen, dies mit zu unterstützen. Ich hoffe jedenfalls darauf.

Adrian Haas, Bern (FDP). Ich würde die Spannung von Natalie Imboden gern auflösen. Die Gesetzesvorlage lag hier noch nicht vor. Deshalb braucht man sie im Moment auch nicht in den AFP aufzunehmen. Ich gehe davon aus, dass wir im Wesentlichen dieser Vorlage zustimmen werden, auch wenn es vielleicht noch einige Korrekturen geben wird. In der Vernehmlassung haben wir uns auch positiv dazu geäussert. Die Aussagen sind richtig, aber dafür braucht man nicht eine Planungserklärung zu überweisen. Lassen Sie uns die Gesetzesberatungen abwarten. Dasselbe gilt übrigens für die zweite Lesung des Gesetzes über die Berufsbildung, die Weiterbildung und die Berufsberatung (BerG). Aber dazu werden wir noch kommen.

Präsident. Gibt es weitere Fraktionssprecher? – Dann kommen wir zu den Einzelsprecherinnen und -sprechern; zuerst Grossrätin Geissbühler, SVP.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (SVP). Ich muss schon staunen, wenn Sie sich nun hier für die Wirtschaft einsetzen, Roland Näf und Natalie Imboden, und betonen, wie die Wirtschaft es unbedingt brauche, dass die Familienbetreuung unterstützt werde. Und wofür haben dieselben am Wochenende plädiert? Gegen die Wirtschaft, dass sie auf keinen Fall Steuererleichterungen erhalten soll. Politisieren Sie doch einmal nach einem roten Faden. Mich stört, dass man einmal so und einmal so argumentiert. Das kann es ja nicht sein!

Ursula Marti, Bern (SP). Liebe Grossrätin Geissbühler, man kann Ihr Votum natürlich ebenso umkehren. Man sieht, dass alle etwas für die Wirtschaft tun wollen. (*Heiterkeit*) Nun erhalten wir hier die Chance, wirklich etwas zu tun. Aber ich erscheine nicht deswegen hier vorne. Ich wollte noch richtigstellen, dass wir diesen Gesetzesartikel bereits beschlossen haben. Es wurde mit grosser Mehrheit eine Motion (M 088-2018) dazu überwiesen. Wir haben den entsprechenden Artikel bereits in ein

Gesetz integriert. Im Gesetz besteht dazu aber eine Kann-Formulierung. Deshalb ist es hier unser Anliegen, dieses «Kann» mittelfristig auch zu realisieren, wie ich bereits erwähnt habe. Aber es ergibt keinen Sinn, jetzt noch auf die Gesetzesvorlage zu warten. Diese liegt bereits vor. Es geht jetzt wirklich noch darum, loszulegen und sie mittelfristig auch umzusetzen.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenburg (SP). Im Moment ist es etwas schwierig, auf dieser Seite zu sitzen und all diese Voten zu hören und zu ertragen, ganz ehrlich. Ich habe es schon anlässlich der GEF-Debatte gesagt, als es um einen diesbezüglichen Vorstoss (*M 088-2018*) ging: Es ist ein wichtiger Punkt, jetzt auch die notwendigen finanziellen Mittel für die Ferienbetreuung bereitzustellen. Nur so wird es auf kommunaler Ebene schneller vorwärtsgen, vor allem in denjenigen Gemeinden, in denen in diesem Bereich noch nicht so viel passiert ist. Wie ich ebenfalls bereits gesagt habe, ist die Ferienbetreuung ein Standortfaktor. Wenn man endlich einen dynamischeren Kanton Bern wünscht und anstrebt und dem Fachkräftemangel wirklich mit tauglichen Mitteln begegnen will, braucht es dazu Taten und nicht nur Worte oder eine Kann-Formulierung. Vielmehr müssen wir hier konkret werden. Wir müssen auch darin konkret werden, jetzt etwas für die bessere Vereinbarkeit von Familie und Beruf zu tun und nicht nur immer davon zu sprechen. Ich bitte Sie, nun wirklich auf den richtigen Knopf zu drücken.

Präsident. Ich gebe der Finanzdirektorin das Wort.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Gemäss meinem Wissensstand wird die Erziehungsdirektorin dem Regierungsrat im Frühling 2019 ein Geschäft vorlegen, bei welchem es genau um die Finanzierung der Betreuung während der Ferienzeit geht. Sie werden sicher verstehen, dass ich mich zum jetzigen Zeitpunkt weder dafür noch dagegen äussere, sondern mehr oder weniger neutral bleibe. Ich bitte Sie, die Diskussion zuerst dem Regierungsrat zu überlassen. Wir werden dies im Frühling beraten und natürlich in den Planungsprozess einbeziehen. Bitte schaffen Sie im Moment keine Fakten, die der Regierungsrat dann vielleicht wieder umstossen müssen, weil er die Diskussion noch gar nicht geführt hat. Zuerst sollte doch der Regierungsrat darüber bestimmen. Dies im Wissen darum, dass Sie die Diskussionen über dieses Gesetz bereits einmal geführt haben. Wie erwähnt, handelt es sich im Gesetz um eine Kann-, nicht um eine Muss-Formulierung. Es hängt am Ende von den finanziellen Möglichkeiten ab.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer die Planungserklärung 2d der SP-JUSO-PSA annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (AFP; 9.7.2; Planungserklärung SP-JUSO-PSA [Marti, Bern] – Nr. 2d)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	73
Nein	69
Enthalten	4

Präsident. Sie haben diese Planungserklärung mit 73 Ja- gegen 69 Nein-Stimmen bei 4 Enthaltungen angenommen.

9.7.3 Mittelschulen und Berufsbildung

Planungserklärung EVP (Kipfer, Münsingen) – Nr. 2n

Produktgruppe 9.7.3 Mittelschulen und Berufsbildung:

Anpassung des Saldos ab 2020 um 10 Mio. sofern Resultat erste Lesung BerG bestätigt wird. Auf eine Kompensation in der ERZ ist zu verzichten.

Planungserklärung Imboden, Bern (Grüne) / Vanoni, Zollikofen (Grüne) / Stucki, Bern (SP) / Wyrsch, Jegenstorf (SP) – Nr. 20

Produktgruppe 9.7.3 Mittelschulen und Berufsbildung:

Die Produktgruppe Mittelschulen und Berufsbildung ist beim Produkt Berufsbildung um Fr. 10 Millionen zu erhöhen, damit die Brückenangebote wie bisher vom Kanton finanziert werden. Auf eine Kompensation in der ERZ ist zu verzichten.

Präsident. Wir gehen weiter zur Planungserklärung 2n EVP/Kipfer. Ich gebe das Wort dem Antragsteller Grossrat Kipfer.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Ich nehme an, dass wir diese und die nächste Planungserklärung gemeinsam debattieren, da es um dasselbe Thema geht. Sie sind Nachwehen dessen, was wir letzte Woche im Zusammenhang mit den sogenannten 10. Schuljahren in Form des Berufsvorbereitenden Schuljahres (BVS) beschlossen haben. Es geht dabei darum, ob die Finanzierung beim Kanton oder teilweise bei den Gemeinden liegt. Wenn Sie die Finanzierung beim Kanton belassen und diese nicht den Gemeinden zuschieben wollen, wie es diese Massnahme eigentlich vorgesehen hat, finde ich es richtig, dass man bewusst dafür plädiert, dass die ERZ nicht weiter belastet wird. Es gibt für mich aber auch weiterhin sachliche Argumente dafür, diese Verschiebung wie vorgesehen vorzunehmen. Es ist sachlich wirklich nahe an der Volksschule und an einer sozialen Aufgabe, für welche die Finanzierung anders geregelt werden könnte, nämlich bei den Gemeinden. Da dieser Entscheid effektiv erst in der zweiten Lesung fallen wird, ist meine Planungserklärung so ausgestaltet, dass wir uns vergewissern, dass wir die ERZ nicht zusätzlich belasten und auf diese Kompensation verzichten, wenn Sie so entscheiden. Ich habe vorhin die Meinung gehört, man solle doch die zweite Lesung abwarten. Bei der zweiten Lesung können wir nicht mehr über das Budget oder Finanzplanpositionen entscheiden. Wenn, dann müssen wir uns jetzt entscheiden. Inhaltlich können Sie danach in der zweiten Lesung darüber entscheiden.

Präsident. Wir können eine weitere Schulklasse auf der Tribüne begrüssen. Es ist die Gibb-Maurerklasse, die mit Frau Vital anwesend ist. Sie sind hier, um uns bei der Debatte zuzusehen und politisch etwas aufzunehmen. Wir befinden uns nach wie vor im VA-Prozess. Ich wünsche Ihnen weiterhin viel Vergnügen, und heisse Sie herzlich willkommen. *(Applaus)*

Wir kommen zum Antragsteller der Planungserklärung 2o. Es geht um dasselbe wie bei Planungserklärung 2n. Damit gebe ich das Wort Grossrat Grupp.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Wie bereits erwähnt, haben wir letzte Woche äusserst intensiv über die Lasten beraten, die die 10. Schuljahre erzeugen, und darüber, wem diese angelastet werden sollen. Die Abstimmung fiel denkbar knapp aus. Ich bin sicher, dass viele hin- und hergeschwankt sind, weil sie nicht genau wussten, wer am Schluss tatsächlich die 10 Mio. Franken bezahlen muss. Werden sie tatsächlich weiterhin der ERZ belastet? Heisst das, diese muss die Kompensation letztlich selber bezahlen? Oder könnte man allenfalls auch auf diese Sparmassnahme verzichten? Es handelte sich um ein Hin und Her. Auch die jetzige Diskussion hat wohl die einen oder anderen bei der Stimmabgabe schwanken lassen. Der Sprecher der FiKo, Grossrat Lanz, sagte damals, die FiKo habe sich nicht dafür ausgesprochen, dass das innerhalb der ERZ kompensiert werden solle. Damit schaffte er aber noch nicht richtig Klarheit und zeigte nicht Flagge, was die Mehrheit der FiKo tatsächlich hinsichtlich der Frage zu tun gedenkt, wer am Schluss die 10 Mio. Franken zahlen muss, falls sie nicht die Gemeinden zahlen müssen. Nun können sowohl er als auch wir alle Flagge zeigen und diese Unsicherheit beseitigen. Sind die 10 Mio. Franken einzusparen, erzeugt dies auf der Seite der ERZ eine grosse Unsicherheit. Es ist nämlich kein Klacks, diese 10 Mio. Franken irgendwo zu finden. Es würde weiterhin das ganze Schulwesen belasten, weil man nicht genau wüsste, wo dieser Sparhammer genau zuschlagen wird. Wir haben vorhin gerade gehört, dass das Schulwesen sonst schon mit Unsicherheiten belastet ist. Die Lohndiskussionen haben sich auch nicht gerade als besonders erfolgreich erwiesen. Aus dieser Sicht sollten wir dem Schulwesen weiteren Druck ersparen. Ich plädiere deshalb dafür, dass wir gemäss der Planungserklärung 2o jetzt festlegen, dass diese 10 Mio. Franken nicht kompensiert werden müssen und wir uns nun vielmehr dafür entscheiden könnten, dass die weiteren 10 Mio. Franken nicht gespart werden müssen. Auch diesbezüglich hat sich vielleicht seit der letzten Woche insofern das eine oder andere als Entscheidungsgrundlage geändert, als wir uns jetzt dafür entscheiden können, diesen Betrag nicht zu kompensieren und auf

diese Sparmassnahme zu verzichten. Ich danke Ihnen, wenn Sie der Planungserklärung 2o in diesem Sinn folgen.

Präsident. Ich gebe das Wort dem Kommissionspräsidenten, Grossrat Bichsel.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Die beiden Planungserklärungen 2n und 2o, über welche wir jetzt befinden, lagen bei der Behandlung in der FiKo nicht vor. Zur Orientierung vor allem für all jene, die letztes Jahr bei der Beratung des EP nicht dabei waren, füge ich an, dass es sich bei den beiden Planungserklärungen gewissermassen um eine Detailplanungserklärung zur überwiesenen Planungserklärung 3c des EP handelt. In dieser war gefordert worden, dass für alles, was aus dem EP gestrichen werde, Kompensationen gesucht werden sollen, und dies primär auf der Ausgabenseite und im gesamtsstaatlichen Bereich. Man bestimmte also nicht, dies müsse nach Direktion oder Amt geschehen, sondern liess dem Regierungsrat die Freiheit, wenn er etwas zu kompensieren hatte, dies im gesamtsstaatlichen Bereich zu tun. Hier würde die einzelne Massnahme eine gesonderte Behandlung erfordern. Ich habe Verständnis für die Annahme, dass sich diese aus den Beratungen der ersten Lesung des BerG ergeben könnte, nachdem man diesen zugehört hat. Von der FiKo gibt es keine Stellungnahme, da sie sich nicht damit befasst hat.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionserklärungen. Für die BDP-Fraktion: Grossrat Etter.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Es ist nicht richtig, wenn es in den betreffenden Planungserklärungen heisst, es müsse nicht kompensiert werden. Wir müssen es kompensieren. Wenn weder die Gemeinden noch die ERZ sich an der Bezahlung beteiligen wollen, dann müssen es die Steuerzahler zahlen. Irgendjemand muss die 10 Mio. Franken bezahlen. Die BDP-Fraktion lehnt die beiden Planungserklärungen mehrheitlich ab, und zwar aus folgenden Gründen. Erstens: Wir haben es vorhin gerade diskutiert. Ich habe es noch nie erlebt, dass innerhalb eines Gesetzgebungsprozesses zwischen der ersten und zweiten Lesung bereits Korrekturen am Zahlenwerk vorgenommen werden, dies vorausschauend beziehungsweise der Annahme vorausseilend, wie dies in der zweiten Lesung bei der Gesetzesberatung herauskommen könnte. Zweitens: Das Ergebnis der Abstimmung vom Donnerstag betrachten wir als Zufallsmehr. Wir müssen die zweite Lesung abwarten, erst dann können wir entscheiden, wo wir die 10 Mio. Franken kompensieren. Sind es, wie ich bereits angetönt habe, die Gemeinden, die ERZ oder der Steuerzahler? Wenn wir dies im März in der zweiten Lesung entscheiden, haben wir noch alle Zeit, dies im VA 2020 oder im AFP 2021–2023 einzubauen.

Drittens: Ich habe der Erziehungsdirektorin am Donnerstag gut zugehört. Sie hat klar gesagt, der Betrag müsse innerhalb der ERZ eingespart werden, wenn sich die Gemeinden nicht an der Bezahlung beteiligten. In der gleichen Grössenordnung müsse nach möglichen Sparmassnahmen gesucht werden. Wir sind klar der Meinung, dass wir für die zweite Lesung klare Fakten auf dem Tisch haben wollen. Wir wollen den Druck aufrechterhalten. Wir wollen wissen, wo eingespart werden kann oder muss, wenn die Gemeinden die 10 Mio. Franken nicht zahlen helfen. Wenn wir für die zweite Lesung Klarheit darüber haben, wo die Erziehungsdirektorin die 10 Mio. Franken einsparen will, können wir erst objektiv entscheiden und haben alle Fakten auf dem Tisch.

Viertens: Mit diesen Planungserklärungen können wir heute nichts anfangen. Je nach Entscheid wird der Saldo eben erst im VA 2020 und/oder im AFP 2021–2023 entsprechend angepasst. Dies reicht noch füglich für die Anpassungen.

Fünftens: Die BDP-Fraktion ist bis heute die einzige Fraktion geblieben, die alle beschlossenen Sparmassnahmen aus dem EP 2018 gradlinig und ohne Abweichung standhaft mitgetragen hat. Selbstverständlich und dementsprechend lehnt die Fraktionsmehrheit auch diese Anpassung ab, beziehungsweise ist der Meinung, dass wir an dieser Sparmassnahme ebenfalls festhalten und gemäss dem Entscheid der letzten Woche der Mehrheit unserer Fraktion die 10 Mio. Franken so einsparen, wie wir dies im letzten Jahr beschlossen haben. Ich bitte Sie, die beiden Planungserklärungen abzulehnen.

Adrian Haas, Bern (FDP). Die Vorlage des BerG kommt im März des nächsten Jahres nochmals für eine zweite Lesung in den Grossen Rat. Das Resultat der ersten Lesung war bekanntlich so knapp, dass man durchaus von einem Zufallsresultat sprechen kann. Damit ist noch offen, wie dies im nächsten März genau aussehen wird. Wir pflegen auch nicht die Praxis, den AFP zahlenmässig noch zu ändern. Ergo gäbe es auch aufgrund einer Planungserklärung keine Änderung des AFP. Deshalb müssen wir dies auch nicht hier und jetzt entscheiden. Die betreffende Planungserklärung kann dann

bei der Ausarbeitung des nächsten AFP allenfalls berücksichtigt werden. Dann steht noch die Frage der Kompensation im Raum. Auch darüber müssen wir hier nicht entscheiden. Wir wissen ja noch nicht, wie der Entscheid des Grossen Rates im März ausfallen wird. Grundsätzlich sind wir schon der Meinung, dass bei der Ausarbeitung von Massnahmen oder Sparpaketen eine gewisse Opfersymmetrie zwischen den Direktionen herrschen muss. Wir wissen aber nicht, wie diese Massnahmen konkret aussähen, wenn die ERZ kompensieren müsste. Deshalb können wir jetzt auch nicht beurteilen, ob diese wirklich geeignet sind oder ob wir sie vielleicht ablehnen müssten, wenn wir dafür kompetent wären. Es ist noch sehr vieles offen. Deshalb bringt es hier auch nichts, Planungserklärungen vom Stapel zu lassen. Wir lehnen beide ab.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Wyrsch das Wort.

Daniel Wyrsch, Jegenstorf (SP). Wir haben letzte Woche intensiv über das BerG diskutiert. Diejenigen, die auf das Gesetz über den Finanz- und Lastenausgleich (FILAG) hingewiesen haben, haben mehrmals gesagt, die 10 Mio. Franken müssten nicht bei der ERZ eingespart werden; es gebe keinen Antrag zu diesem Thema. Dies wurde mehrmals gesagt, damit es auch so durchkommt. Die anderen in diesem Saal wollten bei der Bildung nicht sparen, und wenn man beides miteinander verknüpft, bedeutet dies nichts anderes, als dass man den AFP um 10 Mio. Franken erhöhen muss. Jakob Etter, es ist nicht so, dass zwingend 10 Mio. Franken bei der ERZ gespart werden. Wenn 10 Mio. Franken bei der ERZ gespart werden, kann ich Ihnen schon jetzt sagen, wie die zweite Lesung des BerG herauskommen wird. Es wird dann nämlich abgelehnt werden, obwohl es jetzt mit einem Zufallsmehr angenommen wurde. Deshalb bitte ich Sie, die Planungserklärung doch anzunehmen, damit wir gestrost bis zur zweiten Lesung des BerG schlafen können und die Gemeinden uns nicht wieder schreiben müssen. Dann wissen wir nämlich schon jetzt, wie es herauskommen wird. Damit wir wissen, wie es herauskommt, sollten wir dies schon jetzt wissen; deshalb: Planungserklärung 2o und nicht 2n.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp). Die Planungserklärung 2n ist für die glp so etwas wie das Ei des Kolumbus. Dies findet man nur selten, und deshalb danken wir Hans Kipfer für seine Planungserklärung. Wir werden der Planungserklärung 2n den Vorzug gegenüber der Planungserklärung 2o geben. Dies tun wir, weil sie nichts vorwegnimmt und gleichzeitig die Situation klärt. Jakob Etter hat gesagt, er habe dies noch nie erlebt – ich auch nicht –, obwohl er schon etwas älter als ich ist. Dies ist ja vielleicht genau, was das Leben spannend macht, dass man etwas zum ersten Mal erlebt. Ich finde, dass es hier durchaus Sinn macht. Wenn wir uns daran zurück erinnern, wie die Diskussion geführt wurde, wie kontrovers sie war und wie schliesslich ein Zufallsentscheid resultierte und sogar innerhalb der Fraktionen gewisse Leute aus verschiedenen taktischen Gründen dafür oder dagegen stimmten, dann wäre es doch wichtig, dass wir die Angelegenheit klären.

In der Sache gebe ich Hans Kipfer recht; der Vorschlag der Regierung hat wirklich überzeugt. Man könnte nach wie vor in diese Richtung gehen. Aber es ist schlecht, wenn die sachlich vorgeschlagene Lösung vom Damoklesschwert des Sparens in der Bildung überschattet wird. Sparmassnahmen in der Bildung sind, wie ich glaube, in diesem Saal nicht mehr mehrheitsfähig. Ich hoffe, dass Raphael Lanz heute auch nochmals nach vorne kommt, wie er damals nach vorne kam und erklärte, niemand wolle, dass die 10 Mio. Franken in der Bildung gespart würden. Er lacht jetzt, ich hoffe, dass er zustimmend lacht. Dann hätten wir zumindest einmal Klarheit für die zweite Lesung. Wie es dann herauskommt, werden wir nach der zweiten Lesung sehen.

Fritz Wyss, Wengi (SVP). Dies ist natürlich ein cleverer Antrag. Daniel Wyrsch, es ist zwar bald Weihnachten, aber noch nicht. Ostern ist auch schon länger vorbei. Ich bin nicht ganz sicher, ob alle Ratsmitglieder dem Präsidenten der FiKo ganz genau zugehört haben. Ganz sicher haben die Antragsteller nicht nachgelesen, was der Präsident der FiKo hier gesagt hat. Ich lese es Ihnen gern nochmals vor. Diese Planungserklärungen nützen Ihnen überhaupt nichts. Ich lese es Ihnen gern nochmals vor. Es steht bei «Kompensation abgelehnte Massnahmen EP 2018». «Der Regierungsrat wird aufgefordert, für die aufgrund der grossrätlichen Beratung zum EP 2018 wegfallenden finanziellen Massnahmen / per Saldo wegfallenden Entlastungen mit Blick auf den VA 2019 / AFP 2020–2022 Ersatzmassnahmen zu beschliessen bzw. dem Grossen Rat – soweit sie in dessen Kompetenz fallen – zu beantragen.» Es hiess nicht «in der entsprechenden Direktion». Wenn ich nun in diesen Planungserklärungen lese «Auf eine Kompensation in der ERZ ist zu verzichten.», schliesst das eine das andere überhaupt nicht aus. Dies kommt noch dazu.

Es ist klar, ich gebe es zu: Auch ich habe nicht nachgelesen, was wir damals beschlossen haben.

Glücklicherweise verfügen wir natürlich über einen absolut topseriösen Präsidenten der FiKo, der auch mehr als seriös auf die Geschäfte vorbereitet ist, wie wir alle gemerkt haben. Er hat uns diesen Wortlaut nochmals mitgeteilt. Seien wir ehrlich: Es nützt nichts, weil damals nichts Entsprechendes beschlossen wurde; dies ist ganz klar. Wenn man im Regierungsrat tatsächlich der Meinung ist, die Opfersymmetrie solle verschoben werden, liegt dies in der Kompetenz des Regierungsrates. Aber er muss dies intern besprechen. Natürlich kann man davon ausgehen, dass gesagt wird, die ERZ solle die Opfer bringen, die sie damals hätte bringen sollen. Aber grundsätzlich liegt es in der Kompetenz des Regierungsrates. Deshalb lehnt die SVP die beiden Planungserklärungen ab, weil aus meiner Sicht die zwar cleveren Anträge mit dem entsprechenden Satz nicht greifen, da sie nicht dem entsprechen, was wir hier beschlossen haben. Zum Glück verfügen wir hier über die Protokolle, die jeweils nachgelesen werden können. Die Finanzdirektorin hat uns ja heute zur Planungserklärung Brönnimann versichert, dass die Regierung wortgetreu darauf achte, was hier am Mikrofon gesagt worden sei. Deshalb kann gar nichts passieren.

Präsident. Gibt es noch Fraktionen? – Wenn dies nicht der Fall ist, kommen wir zu den Einzelsprechern. Grossrat Lanz, SVP.

Raphael Lanz, Thun (SVP). Ich sage nur etwas, weil ich von den Kollegen Grupp und Brönnimann zweimal angesprochen worden bin. Einfach zur Klarstellung: Ich hatte als Kommissionssprecher zu den Brückenangeboten gesprochen. Als Kommissionssprecher kann ich Ihnen nur sagen, was die Kommission besprochen hat. Ich sagte Ihnen damals genau das, was die Kommission besprochen beziehungsweise beschlossen hatte, nämlich, dass es keinen Antrag der Kommission gebe, dies in der ERZ zu kompensieren. Dies ist auch jetzt noch der Fall. Der Präsident der FiKo hat Ihnen wie vorhin Fritz Wyss gesagt, welche Anträge es gibt, aber diesbezüglich bin ich nicht Sprecher. Dies erwähne ich einfach, damit es klar ist, dass ich damals nicht als Einzelsprecher gesprochen hatte. Zweitens bin ich inhaltlich der Auffassung, dass man in der zweiten Lesung den Vorschlag, die Kosten auf die Gemeinden zu überwälzen, gar nicht mehr machen müsste, falls die betreffende Planungserklärung angenommen würde.

Präsident. Will der Antragsteller vor der Regierungsrätin sprechen? – Ich gebe Grossrat Kipfer das Wort.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Ich stelle noch einige Dinge klar. Genau deshalb ist mein Antrag so formuliert, damit man in der zweiten Lesung noch einmal darüber befinden kann, was man will. Darin besteht der Nutzen meiner Planungserklärung, dass man jetzt Klarheit darüber erlangt, was Sie wollen. Inhaltlich geht es darum, dass die Aussage besteht, dass wir nicht bei der ERZ kompensieren. Es handelt sich nicht um einen generellen Kompensationsverzicht, sondern darum, dass eine Kompensation nicht bei der ERZ stattfindet. Es geht nicht darum, den Auftrag zu geben, eine andere Massnahme zu suchen, sondern nicht bei der ERZ zu kompensieren, wenn man es so beim Kanton lassen will. Zu den Zahlen: Natürlich handelt es sich um eine Planungserklärung zum AFP, aber nach der zweiten Lesung stehen wir vor dem Budget 2020. Also geht es darum, die 10 Mio. Franken aus der ERZ entsprechend wieder ins Budget 2020 aufzunehmen. Darum geht es in meiner Planungserklärung.

Präsident. Ich gebe das Wort der Finanzdirektorin.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Einmal mehr wird uns hier ein Antrag vorgelegt, welcher eine Massnahme des EP 2018 rückgängig machen will. Es wird Sie nicht erstaunen, dass der Regierungsrat dies ablehnt, so wie er es auch in der Vergangenheit immer getan hat. Wenn Sie dann aber die zweite Lesung hinter sich haben werden, wird der Regierungsrat selbstverständlich das Resultat akzeptieren und es in den entsprechenden AFP einbauen. In diesem Sinn warten wir einfach darauf, was Sie uns in Auftrag geben, und akzeptieren diese Vorgabe.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Ich stelle die Planungserklärungen 2n und 2o einander zuerst gegenüber. Danach stimmen wir darüber ab, ob wir die obsiegende überweisen oder nicht. Wer der Planungserklärung 2n EVP/Kipfer zustimmt, stimmt Ja, wer der Planungserklärung 2o Imboden/Grüne, Vanoni/Grüne, Stucki/SP, Wyrsch/SP zustimmt, stimmt Nein.

Abstimmung (AFP; 9.7.3; Planungserklärung EVP [Kipfer, Münsingen] – Nr. 2n gegen Planungserklärung Imboden / Bern [Grüne] / Vanoni, Zollikofen [Grüne] / Stucki, Bern [SP] / Wyrach, Jegenstorf [SP] – Nr. 2o)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Planungserklärung EVP – Nr. 2n

Ja	104
Nein	41
Enthalten	1

Präsident. Sie haben der Planungserklärung 2n mit 104 Ja- gegen 41 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung den Vorzug gegeben.

Wir kommen zur Abstimmung über die Überweisung dieser Planungserklärung. Wer die Planungserklärung überweisen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (AFP; 9.7.3; Planungserklärung EVP [Kipfer, Münsingen] – Nr. 2n)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	72
Nein	69
Enthalten	5

Präsident. Sie haben die Planungserklärung mit 72 Ja- gegen 69 Nein-Stimmen bei 5 Enthaltungen überwiesen.

Antrag FiKo-Mehrheit (Bichsel, Zollikofen)

Genehmigung des Aufgaben-/Finanzplans 2020–2022

Präsident. Wir kommen zum Schluss. Ich gebe dem Kommissionspräsidenten Grossrat Bichsel für das Schlussvotum das Wort.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Wir kommen zum Schluss einer langen Finanzdebatte. Dabei geht es auch nochmals darum, gewisse Voten, die vielleicht schon zuvor einmal gefallen sind, zu wiederholen. Es geht hier um ein knappes Resultat der vorberatenden Kommission, die ich hier vertrete. Deshalb begründe ich nochmals, weswegen die FiKo-Mehrheit diesen AFP genehmigen will. Ich habe bereits erwähnt, dass wir nicht unbedingt nur Freude an diesem AFP in der Form, wie er uns vorlag, gehabt haben. Wir haben uns Fragen wie diejenige nach den Kriterien gestellt, die bestimmen, wann und in welchem Ausmass ein Vorhaben ins Zahlenwerk des AFP Eingang findet. Nicht zuletzt haben wir uns die Frage nach der Verantwortung gestellt, die wir mit der Genehmigung des AFP tragen. Mit Blick auf die zahlreichen mittelfristigen Herausforderungen, die ich nochmals nenne – so die Mindererträge aus dem NFA, der stark gestiegene Investitionsbedarf und die Mindererträge aus der Umsetzung der Steuergesetzrevision 2021, sofern die STAF tatsächlich einmal kommt –, geht die Mehrheit der FiKo mit dem Regierungsrat einig, dass diese das Ergebnis und das Zahlenwerk massgeblich prägen. Deshalb sind wir ausnahmsweise damit einverstanden, dass man die Klärung einfliessen lassen soll, sobald man im nächsten Jahr bezüglich dieser drei Positionen etwas klarer sieht. Dies ist bekanntlich sehr stark vom weiteren Verlauf der politischen Diskussionen und Entscheidungen auf Bundesebene abhängig. Deshalb können wir einem solchen Vorgehen aus Sicht der FiKo-Mehrheit heute stattgeben.

Sie müssen sich einfach nochmals darüber klar sein, was eine Teil- oder vollständige Ablehnung des AFP bedeuten würde. Wenn dieser mit den entsprechenden Auflagen an die Regierung zurückginge, müsste er dem Grossen Rat innert vier Monaten erneut zur Genehmigung unterbreitet werden. Die erneute Beratung fände in der Märzsession statt. Dies beträfe einen Zeitpunkt, in welchem die

entsprechende Fachdirektion ohnehin ausserordentlich stark mit dem Rechnungsabschluss belastet wäre und bereits mit den Arbeiten für den nächsten AFP gestartet hätte. Glauben wir also nicht, dass wir einen grossen Mehrwert erzielen, wenn wir in der Märzsession noch einmal eine Finanzdebatte einschieben würden. Deshalb beantragt Ihnen die FiKo mit 7 zu 6 Stimmen bei 2 Enthaltungen, diesen AFP 2020–2022 zu genehmigen.

Ganz zum Schluss dieser Finanzdebatte möchte ich mich im Namen der gesamten FiKo bei allen Finanzdiensten aller Direktionen und Ämter ganz herzlich für die seriöse Arbeit bedanken, die tagtäglich geleistet wird, sowie für das Zahlenmaterial, das nach bestem Wissen und Gewissen aufbereitet wird, sowie insbesondere der federführenden FIN für die sehr gute Dokumentation, die wir hier immer erhalten. Vielen Dank!

Präsident. Gibt es Fraktionserklärungen? – Für die BDP-Fraktion: Grossrätin Luginbühl.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Ich möchte nicht noch einmal inhaltlich auf alle Zahlenwerke zurückkommen, aber ich möchte es doch nicht unterlassen, im Namen der BDP der Verwaltung, dem Gesamtregerungsrat und der FiKo unter der Leitung des FiKo-Präsidenten für ihre Arbeit im Zusammenhang mit dem VA und dem AFP herzlich zu danken. Ein spezielles Dankeschön gehört Beatrice Simon. Sie haben heute gemerkt, dass sie angeschlagen ist. Wir wünschen ihr an dieser Stelle gute Besserung. Die BDP ist froh, dass nach den gestrigen holprigen, mit verletzenden und ungerechtfertigten Worten gewisser Grossratskolleginnen und -kollegen an die Adresse der Finanzdirektorin und des Regierungsrates alle wieder in der Spur sind. Herausgefallen sind gestern aus meiner Sicht gewisse Personen und nicht der Regierungsrat. Auch wenn nach der Abstimmung die Interpretation von Gewinnern und Verlierern einen Spielraum zulässt, was absolut legitim und richtig so ist, ging gestern anfänglich verloren, dass wir unsere Arbeit in diesem Saal nach einer abgelehnten Steuersenkungsvorlage und nicht nach der Genehmigung eines Sparpakets durch das Volk machen mussten. Ich bin froh, dass nach dem Aufreissen von Gräben von linker Seite doch wieder die Vernunft und die politische Diskussion zurück ins Rathaus gefunden haben. Die Voten sind heute doch grossmehrheitlich wieder sachlich geworden.

Noch etwas zum Thema halbleeres oder halbvolles Glas: Wir haben uns ziemlich um die Ohren schlagen lassen müssen, was wir von bürgerlicher Seite nicht gemacht hätten. Ich möchte aber daran erinnern, dass wir hier nach dem EP 2018 mit guten Kompromissen die Gartenbauschule Hünibach gerettet und Geschäfte wie die finanzielle Unterstützung weiterer Leuchtturmprojekte an der BFH, die Einführung eines Lastenausgleichs für Familienausgleichskassen, die Neuausgestaltung von Beiträgen für die Wegpauschale innerhalb der Spitex und so weiter gemeinsam mit verschiedenen Mehrheitsverhältnissen durchgebracht haben. Ich habe es wirklich etwas schade gefunden, dass gestern das Aufreissen des Politgrabens wieder zum Thema wurde. Ich persönlich fand dies unpassend und auch enttäuschend. Heute stehen wir nun kurz vor der Schlussabstimmung über den AFP.

Der BDP ist es wichtig, dass für alle Beteiligten im Kanton eine Planungssicherheit gewährleistet ist. Diese Planungssicherheit bringen wir nicht mit einer Hott-und-hüst-Politik zustande, sondern wir gewähren sie, wenn wir die Beschlüsse nicht jedes Jahr ändern. Finanzen müssen eben mittelfristig geplant werden, und der AFP gibt dazu den Rahmen. Für uns heisst ein Plan B nicht einfach zurück zu Plan A, sondern ein lösungsorientiertes Vorwärtsschreiten. Heute Nachmittag hat man gemerkt, dass dies tatsächlich möglich ist und man Kompromisse findet. Deshalb bin ich froh, dass wir den AFP nun so ausgestaltet haben, wie er jetzt vorliegt. Dies bedeutet auch, dass die Regierung den Auftrag erhält. Wer heute die Zeitung gelesen hat, weiss, dass der Auftrag angekommen ist. Die Argumente kamen sogar vom Regierungsrat, wonach der Auftrag mit allen Zahlen, die zur Verfügung stünden, erteilt worden sei, sei es die Rechnung 2018, mit Mehreinnahmen aufgrund des Abstimmungsergebnisses vom Sonntag und allen anderen Regelwerken, sodass die kommenden Zahlenwerke nun seriös zusammengetragen werden können.

Was mir in diesem Saal manchmal fehlt, ist der Gesamtblick. Wir sind kein Biotop. Für alles, was wir hier genehmigen, sind äussere Faktoren wichtig. Wir haben es heute gehört: Wenn plötzlich die Zinsen steigen oder im Bundeshaus etwas beschlossen wird, stehen wir hier in einer Abhängigkeit. Darunter sind wiederum Institutionen von uns abhängig. Genau dies meine ich mit der Planungssicherheit, die ich erwähnt habe. Ich erinnere auch an den NFA: Wir müssen im Kanton Bern lernen, dass wir uns bewegen müssen. Wenn wir uns nicht bewegen, wird dieser mit Sicherheit wieder zum Thema. Abschliessend erlaube ich mir noch eine Frage: Wir haben in diesem Saal alle den Willen geäussert, diesen AFP zu genehmigen. Ich frage mich nach solchen Monsterdebatten, die wir führen und bei welchen wir uns gegenseitig gewisse Sachen vorwerfen, wirklich, ob wir uns mit der Genehmigung nicht

selber ein Bein stellen, nachdem wir ihn früher nicht genehmigt, sondern nur zur Kenntnis genommen hatten. Die BDP wird den AFP in der vorliegenden Form genehmigen und dankt nochmals allen Beteiligten.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Veglio das Wort.

Mirjam Veglio, Zollikofen (SP). Was aktuell nicht richtig ist, wird auch mittelfristig nicht besser. Aus diesem Grund wird die SP-JUSO-PSA-Fraktion den vorliegenden AFP nicht genehmigen, diesem also nicht zustimmen. Es fehlen Inhalte, die wir als für den Kanton Bern als zentral betrachten. Deshalb können wir den AFP nicht gutheissen. Die bürgerliche Ratsmehrheit kann zwar im Grossen Rat das Sparprogramm gegen unseren Willen durchboxen und Anträge unsererseits ablehnen. Die SP und die Grünen, also die sogenannte Linke, sind aber referendumsfähig und können an der Urne Beschlüsse mithilfe des Volks wieder umkehren, wie wir es am Wochenende gesehen haben. Ich interpretiere den Volksentscheid vom Sonntag deshalb auch so, dass wir als gewählte Volksvertreterinnen und Volksvertreter hier im Rat mehr miteinander reden – hierin gehe ich mit Anita Luginbühl einig – und tragfähige Lösungen erarbeiten sollten, die auch vom Volk unterstützt werden können. Das Rezept der SP, um eine positive Dynamik im Kanton Bern anzustossen, ist ein anderes, als die Ratsmehrheit und diejenige im Regierungsrat auf dem Radar haben; Sie haben es im Rahmen der heutigen Finanzdiskussion bereits mehrmals gehört. Ich lade Sie alle ein, den Steuerwettbewerb zwischen den Kantonen zu hinterfragen. Er funktioniert wie eine Droge, ist für die Bevölkerung schädlich und generiert nicht zuletzt Staus an den Kantonsgrenzen, wie wir es heute von Grossrat Fritz Wyss gehört haben; er ist also volkswirtschaftlich ein Unsinn. Adrian Haas, nein, die SP wird sich nicht aus der finanzpolitischen Debatte verabschieden. Wir haben einfach andere Rezepte für den Kanton und stellen uns auch weiterhin engagiert dem Wettbewerb der besten Ideen und Lösungen ganz im Sinn eines demokratischen roten Fadens.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Das Votum von Anita Luginbühl war schon fast etwas vorweihnächtlich und auf Versöhnung ausgerichtet. Ich denke, dass wir hier nicht auf Versöhnung machen müssen. Ich bin aber durchaus mit Grossrätin Luginbühl einverstanden, dass wir Kompromisse und Lösungen suchen müssen, die im Interesse des Kantons sind. Es liegt auch im Interesse der Grünen, diesbezüglich Brücken bauen zu helfen. Wir anerkennen durchaus, dass wir jetzt mit der vorhergehenden Debatte über die Tages- und Berufsschulen sowie den Teuerungsausgleich beim Personal kleine Korrekturen vorgenommen haben. Ich denke, dass dies wichtig und richtig ist, aber gleichzeitig gilt es zu erwähnen, dass mit diesen drei Entscheidungen die Bäume nicht in den Himmel wachsen. Beim Teuerungsausgleich haben wir dem Regierungsrat gleichsam auf die rechte beziehungsweise die linke, die mittlere oder die nach vorne und zukunftsgerichtete Spur helfen müssen. Ich will jetzt weder nach links noch nach rechts blicken. In diesem Sinn handelt es sich auch nicht um einen besonders grossen Wechsel.

Ich möchte noch etwas von Ihrem, aber auch vom Votum des Kollegen Etter aufnehmen. Die Frage stellt sich, was wir mit diesem AFP machen. Was ist das eigentlich für ein Instrument? Ich habe das zweimalige Votum der BDP sehr gern gehört. Ist es wirklich richtig, dass wir den AFP hier genehmigen? Liebe Kolleginnen und Kollegen, die Grünen haben immer gesagt: Nein, er ist ein Instrument der Regierung, welches wir hier diskutieren, zur Kenntnis nehmen und dann dem Regierungsrat auf die Piste mitgeben, in welche Richtung er sich entwickeln soll. Aber genehmigen heisst auch, Verantwortung zu übernehmen. Wenn man hier zu diesem AFP Ja sagt, übernimmt man die Verantwortung für diesen. Dies kann die grüne Fraktion nicht, weil es hier viele Dinge gibt, die nicht eingearbeitet sind, wie es auch mehrmals vom Sprecher, dem FiKo-Präsidenten, gesagt worden ist. Man kann dazu wie vorhin die Regierungsrätin sagen, dies sei immer so. Die Regierung wollte es auch nie, wie ich zur Ehrenrettung der Regierung sagen muss. Sie hat immer gesagt, dass es sich um ein regierungsrätliches Instrument handelt. Aber die bürgerliche Seite sagte immer, sie wolle den AFP im Rat genehmigen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich glaube, dass wir dies korrigieren müssen. Wir müssen hier diskutieren, wir dürfen streiten und müssen Mehrheiten finden, und am Schluss wird demokratisch abgestimmt. Aber es ist nicht an uns, den vorausblickenden AFP bis zum Jahr 2022 zu genehmigen. Bis dahin kann noch sehr vieles geschehen. Wir können deshalb die Genehmigung nicht unterstützen. Die grüne Fraktion wird den vorliegenden AFP auch nicht unterstützen können; es wird Nein-Stimmen und Enthaltungen geben. Aber es ist nicht das, was wir für den Plan des Kantons Bern für die nächsten vier Jahre halten. Dies reicht bei Weitem nicht. Der AFP enthält sehr viele Defizite. So können wir ihn nicht unterstützen.

Vielleicht noch etwas zum Votum der FDP: Ich habe von Adrian Haas nun mehrmals gehört, man wolle zuerst die Gesetzgebung abwarten, und wir könnten hier gar nicht auf den AFP einwirken. Dies ist eigentlich ein Argument dagegen, dass wir hier darüber entscheiden, ob der AFP 2020–2022 richtig ist und auch dagegen, dass wir wissen, in welche Richtung es gehen wird. Die grüne Fraktion ist durchaus der Meinung, dass wir Lösungen suchen müssen und es Kompromisse braucht. Dabei helfen wir jederzeit mit. Aber dieser AFP ist nicht das, was den Kanton Bern stärker macht. Deshalb werden wir ihn in dieser Form nicht unterstützen können.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Auch die EVP hat einige Schwierigkeiten damit, den AFP hier einfach so zu genehmigen. Dies vor allem dann, wenn wir die Stossrichtung genehmigen und nicht die dazugehörigen Detailzahlen. Es gibt mindestens drei Punkte, die uns den Entscheid nicht einfach machen. Wir haben gerade bei den Lohnmassnahmen sehr zögerlich gehandelt. Dies ist einer der drei Punkte. Der zweite Punkt ist noch wichtiger. Wenn man die Stunden überblickt, während derer wir hier debattiert haben, haben wir keine einzige Reaktion auf das Signal gezeigt, welches die Bevölkerung am Wochenende ausgesendet hat. Man kann es interpretieren, wie man will, aber wir haben dies schlicht nicht getan. Wir haben keine Reaktion darauf gezeigt. Vielleicht ist es etwas kurzfristig für unseren Ratsbetrieb, hier spontane Reaktionen zeigen zu können. Das heisst aber, dass wir noch Arbeit vor uns haben. Darin liegt die Schwierigkeit: Wir sollen etwas genehmigen, was wir am liebsten noch verändern möchten, wie die Vorredner gesagt haben.

Die dritte Schwierigkeit wurde gleich zu Beginn angesprochen. Wir wissen alle, dass das Zahlenwerk 2021–2022 mit verschiedenen Unwägbarkeiten auf sehr wackligen Beinen steht. Nun stehen wir vor der Herausforderung, konkrete Zahlen zu genehmigen. Was machen wir nun damit? Man kann der Regierung zugutehalten, dass klar erläutert wurde, worum es geht und wo die Unwägbarkeiten und Eventualitäten liegen. Gewisse Zahlen hätte man einbauen können. Sie stehen in den Berichten. Aber wenn man von den nackten Zahlen 2021–2022 ausgeht, kann man sie so nicht genehmigen. Dies ist das Dilemma, in welchem wir stecken. Deshalb wird es unterschiedliche Stimmen von der EVP zur Genehmigung des AFP geben.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Auch im Namen der glp möchte ich der Finanzdirektorin und der Verwaltung für die Ausarbeitung des AFP danken. Was ist eigentlich ein Finanzplan? Wir genehmigen ihn zwar hier, wir könnten ihn auch nur zur Kenntnis nehmen, was auch eine Variante darstellen würde. Ich glaube, was man am Schluss daraus lernen kann, ist die Einsicht, dass der AFP ein Instrument zur Planung ist. Es ist primär eine Darstellung der Finanzlage, wie sie sich aufgrund bereits getroffener Entscheide präsentiert. In diesem Sinn sehen wir, in welche Richtung unser Kanton aufgrund unserer parlamentarischen Arbeit, unserer parlamentarischen Beschlüsse und derjenigen der Regierung in den nächsten Jahren geht. In diesem Sinn waren wir klar der Meinung und haben dies hier auch so durchgezogen, dass wir hier kein «EP light» beschliessen, und so vermieden, dass wir uns hier in eine zu detaillierte politische Diskussion begeben. Wir sind durchaus bereit, diese zu führen. Dies aber nun ausgehend von diesem AFP im Rahmen der weiteren parlamentarischen Arbeit, die auf uns zukommt. Wir begrüssen aber, dass gewisse kleine Anpassungen vorgenommen wurden. Insbesondere möchte ich explizit erwähnen, dass man die überwiesene Motion Marti auch im AFP dargestellt hat. In diesem Sinn sind wir zufrieden mit dem AFP, der uns vorgelegt wird. Wir erachten ihn als gute Basis für die weitere parlamentarische Arbeit und werden ihn auch einstimmig genehmigen.

Fritz Wyss, Wengi (SVP). Auch die SVP schliesst sich selbstverständlich dem Dank an die Verwaltung, an die FIN und an sämtliche Direktionen an. Es wurde viel gearbeitet, dies sowohl am Budget als auch am AFP. Als doch langjähriges Mitglied der FiKo darf ich sagen, dass ich weiterhin ganz klar den Nutzen der Genehmigung sehe. Ich sehe den Unterschied zwischen vorher und jetzt. Wir haben aus meiner Sicht für unser Parlament ganz klar das erreicht, was wir anstreben: nämlich, dass der AFP dadurch, dass wir ihn genehmigen, mehr Gewicht erhalten hat. Dies betrachte ich weiterhin als richtig. Es war immer so und wird auch in Zukunft so sein, dass er den letzten Stand des Irrtums darstellt. Dies ist allen klar, aber mit der Genehmigung ist auch klar, dass wir eine Mitverantwortung übernehmen. Ich sehe dies weiterhin als richtig an. Die SVP wird den AFP deshalb einstimmig genehmigen.

Der FiKo-Präsident hat erwähnt, dass es noch Änderungen geben wird. Dies sehen wir selbstverständlich auch so. Wir wissen auch alle, weshalb diese zum Teil nur im Wortlaut genannt, aber noch nicht ins Zahlenwerk eingebaut worden sind. Wir wissen, wie sich das Zahlenwerk verändert hätte. Gewisse Sachverhalte sind tatsächlich noch nicht hundertprozentig klar, aber ich wiederhole: Dies

war schon immer so und wird auch in Zukunft so sein. Ich plädiere ganz klar dafür, dass wir den Prozess nur deswegen nicht ändern und weiterhin vom Prozess der Genehmigung profitieren. Wir führen damit die besseren Debatten – davon bin ich überzeugt – und können vor allem vonseiten der FiKo versuchen, mehr Einfluss zu nehmen.

Adrian Haas, Bern (FDP). Zuerst danke ich ebenfalls der FIN und der Verwaltung für deren grosse Arbeit. Auch die FDP wird diesen AFP genehmigen. Die Rezepte, die wir in diesem Saal zum Teil gehört haben, mit denen man einfach Sparmassnahmen rückgängig machen, Mehrausgaben beschliessen und in der Folge die Finanzen wieder aus dem Ruder laufen lassen will, können ja wohl kaum richtig sein. Ich erkenne darin vor allem nicht, dass man Verantwortung tragen will. Dies müsste man mir noch im Detail erklären.

Was die Frage nach der Abschaffung des Steuerwettbewerbs betrifft: Es ist ja noch lustig, dass man uns vorhält, wir würden hier den Volksentscheid des letzten Wochenendes nicht respektieren. Im gleichen Satz schlägt man eine Massnahme, allerdings auf nationaler Ebene, vor, die bereits einmal mit einer Volksinitiative vors Volk gebracht wurde und die das Volk vor einigen Jahren ganz deutlich ablehnte. Es handelt sich um die Initiative der SP zur Abschaffung des Steuerwettbewerbs beziehungsweise zur materiellen Steuerharmonisierung in der Schweiz. Aber eben: Volksentscheide sind ja vor allem dann gut, wenn sie dem eigenen Parteiprogramm entsprechen.

Wir wollen den AFP wie gesagt genehmigen, auch wenn uns natürlich auch nicht alles darin gefällt. Die Finanzen des Kantons Bern basieren nach wie vor auf einer rekordhohen Steuerbelastung der natürlichen und juristischen Personen, was natürlich in die Einnahmenseite dieses AFP fliesst und uns nicht wirklich Freude beschert. Immerhin sind die Finanzen heute einigermassen im Lot, und deshalb genehmigen wir den AFP.

Präsident. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen. Die Finanzdirektorin verzichtet auf ein Schlussvotum. Somit kommen wir zur Abstimmung. Der Antrag der FiKo lautet auf Genehmigung des AFP. Ich warte noch fünf Sekunden, bis die Personen aus der Wandelhalle zurück sind. Wer den AFP genehmigt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Schlussabstimmung (AFP; Antrag FiKo-Mehrheit [Bichsel, Zollikofen] – Genehmigung AFP 2020–2022)

Der Grosse Rat beschliesst:

Genehmigung

Ja 93

Nein 40

Enthalten 15

Präsident. Sie haben den AFP mit 93 Ja- gegen 40 Nein-Stimmen bei 15 Enthaltungen genehmigt. Ich danke Thomas Müller für seine Anwesenheit und wünsche ihm einen schönen Abend.

Geschäft 2018.RRGR.230

Finanzmotion 083-2018 Brönnimann (Mittelhäusern, glp)

Förderung der Uni Bern und der Berner Fachhochschulen im Bereich Ingenieurwissenschaften anstelle von ETH-Luftschlossideen

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 34. Es handelt sich um die Motion Brönnimann, eine Finanzmotion, die zurückgezogen wurde. Der Motionär gibt noch eine Erklärung ab. Grossrat Brönnimann, Sie haben das Wort.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp). Ich fasse mich sehr kurz. Die Sterne standen in diesen Wochen nicht gut für zusätzliche Ausgaben. Ich bin mit dieser Motion etwas zu hoch geflogen und hätte der Berner Fachhochschule (BFH) und der Universität Bern keinen Dienst erwiesen, wenn diese abgelehnt worden wäre. Sie haben gesehen, dass ich es noch mit moderaten Planungserklärungen versucht habe, die ebenfalls keine Gnade vor der FiKo fanden. Ich bleibe aber am Thema und hoffe, dass ich vielleicht überparteilich mit einer Motion etwas in diese Richtung bewirken kann. Ich bin etwas in Sorge darüber, dass wir im Moment in den Bereichen BFH und Universität sehr viel in Gebäude investieren. Meine Sorge ist, dass wir danach zu wenige kluge Köpfe haben werden, die dort auch wirklich Produkte und Dienstleistungen anbieten. Wenn ich sehe, wie der Kanton Zürich beziehungsweise der Rektor der Universität Zürich vor einem Jahr ankündigten, auf die Digitalisierung zu reagieren und ein Jahr später 18 neue Professuren für ebendiese Digitalisierung geschaffen wurden, sollten wir vielleicht manchmal ostwärts blicken, wenn wir im Kanton Bern einen Blick in die Zukunft werfen wollen. Ich bleibe dran.

Geschäft 2018.RRGR.547

Motion 183-2018 Josi (Wimmis, SVP)
Grossratsentscheide sind korrekt umzusetzen
Richtlinienmotion

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 35, einer Motion von Grossrätin Josi. Auch diese ist zurückgezogen worden, ohne Erklärung.

Geschäft 2018.RRGR.482

Vorläufige Äufnung von CHF 55 Millionen des geplanten Investitionsfonds zulasten der Rechnung 2018

Eintretensdebatte

Antrag FiKo-Mehrheit (Bichsel, Zollikofen)
Nichteintreten

Antrag FiKo-Minderheit (Etter, Treiten)
Eintreten

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 36. Es handelt sich um ein Geschäft, das von der FiKo vorberaten wurde. Ich gebe dem Kommissionssprecher und FiKo-Präsidenten Bichsel das Wort.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Wir befinden uns hier in der Eintretensdebatte. Im Kanton Bern stehen in den nächsten Jahrzehnten viele Investitionen an. Dazu gehören unter anderem die Standortkonzentration der Berner Fachhochschule (BFH) in Bern, Investitionen in den Bildungscampus Burgdorf, Investitionen in die geplanten Bauten im Zusammenhang mit der Stärkung des Medizinalstandorts Bern oder die beiden Verkehrssanierungen Emmental und Oberaargau. Um die Finanzierung dieser Vorhaben sicherzustellen, plant der Regierungsrat unter anderem die Schaffung eines neuen Investitionsfonds. Das entsprechende Gesetz wird der Grosse Rat erst im nächsten Jahr beraten können, dies voraussichtlich in der Septembersession 2019.

Momentan läuft die entsprechende Vernehmlassung.

Die Schweizerische Nationalbank (SNB) hat im laufenden Jahr eine doppelte Gewinnausschüttung vorgenommen. Damit wird der kantonaleigene SNB-Gewinnausschüttungsfonds seinen gesetzlichen Plafonds von 250 Mio. Franken überschreiten. Deshalb beantragt uns die Regierung jetzt, die überschüssige Gewinnausschüttung von 55 Mio. Franken zulasten der Erfolgsrechnung 2018 mit einem sogenannt vorbehaltenen Beschluss für diesen neuen Investitionsfonds zu reservieren.

In der FiKo wurde diese Vorlage kontrovers aufgenommen. Die vorläufige Äufnung dieser beantragten 55 Mio. Franken kann nicht ganz ohne grundsätzliche Überlegungen zu einem neuen Fonds zur Finanzierung strategischer Investitionsvorhaben beurteilt werden. Ein neuer Investitionsfonds widerspricht nach Meinung der Kommissionsmehrheit der Entwicklung in der Rechnungslegung der öffentlichen Hand, die immer mehr Transparenz mit offenem Erfolgsausweis anstrebt. Zudem haben die bisherigen Erfahrungen mit Fonds gezeigt, dass das Nebeneinander von Fonds und steuerfinanzierten Investitionen der Transparenz im Finanzhaushalt abträglich ist, ja diese sogar erschweren kann. Dies ist zum Beispiel der Fall, wenn unterschiedliche Abschreibungsdauern für genau dieselben Investitionsgüter vorliegen. Generell gilt die sogenannte «Kässelpolitik», auch wenn sie teilweise aus eigenen Rechtsgrundlagen legitimiert wird, im öffentlichen Haushalt eigentlich als verpönt. Ferner sieht die Mehrheit der FiKo im neuen Investitionsfonds eine Umgehung der verfassungsgemässen Schuldenbremse. Sinn und Zweck der Schuldenbremse bezüglich der Investitionsrechnung ist, dass sich der Kanton Bern nicht über Gebühr verschuldet. Mit dem neuen Fonds wird bekanntlich kein einziger Franken mehr in der Staatskasse sein, sondern es handelt sich lediglich um eine andere finanztechnische Abwicklung dieser Investitionen beziehungsweise die Abschreibungen derselben.

Im Zusammenspiel der kantonalbernischen Berechnungsweise des Finanzierungssaldos – auch dies eine Spezialität und eine Abweichung vom Harmonisierten Rechnungslegungsmodell (HRM) 2 – kann zwar nun ein verfassungskonformes Resultat ausgewiesen werden; in Tat und Wahrheit führen aber die vielen Investitionen trotzdem zu einer Fremdmittelzunahme, also zu einer Schuldenzunahme trotz Schuldenbremse. Deshalb sieht die FiKo-Mehrheit darin eine Umgehung unserer Verfassungsbestimmungen. Man kann auch von einer sogenannten Auswegfinanzierung sprechen. Ferner bleibt darauf hinzuweisen, dass die Schuldenbremse ja sistiert oder ausgesetzt wird, sobald der Kanton Bern eine Schuldenquote von unter 12 Prozent ausweist. Das bedeutet nichts anderes, als dass man vor grossen Investitionsvorhaben etwas Luft holt, um anschliessend die schwere Last stemmen zu mögen.

Die ablehnende Haltung der FiKo wird überdies mit formellen Argumenten begründet. Wir kritisieren erstens nämlich die Vorgehensweise der Regierung in Form dieses sogenannt vorbehaltenen Beschlusses. Es soll bereits heute eine Einlage vorgenommen werden, ohne dass der Fonds bereits errichtet worden ist. Noch vor kurzer Zeit hat der Regierungsrat ein analoges Anliegen beziehungsweise Vorgehen der Ratslinken zur Ablehnung empfohlen, weil zum Zeitpunkt des Beschlusses über die Einlage in diesen Fonds die entsprechende rechtliche Grundlage noch nicht vorgelegen habe. Der Grosse Rat, also wir in diesem Saal, ist damals der Argumentation der Regierung gefolgt und hat einen entsprechenden Vorstoss abgelehnt. Heute argumentiert der Regierungsrat genau umgekehrt, was für die FiKo-Mehrheit nicht nachvollziehbar und auch nicht verständlich ist. Hier könnte man ein erstes Mal vom Ankratzen des politischen Willens des Grossen Rates sprechen.

Ein zweiter formeller Punkt liegt noch viel weniger lange zurück als das, was ich vorhin gesagt habe, und dreht sich ebenfalls um den politischen Willen dieses Parlaments. In der Junisession 2018 wurde ein Vorstoss von der SP-Fraktion (*M 006-2018*) in die unverbindliche Form eines Postulats gewandelt. Es wurde punktweise darüber abgestimmt. Punkt 1 enthielt genau dieselbe Forderung, nämlich, die 55 Mio. Franken in einen sogenannten «Zukunftsfonds», wie es damals hiess, zu legen. Wichtig ist nun, dass im Vortrag zum heutigen Geschäft mit keinem Wort darauf eingegangen wird, dass der Grosse Rat zu solchen Fondsvorhaben und vorzeitigen Einlagen bereits kritisch Stellung bezogen hat. Der Regierungsrat betonte damals selber, es sei ihm wichtig, dass der damalige Vorstoss in Form eines Postulats angenommen worden sei. Hinsichtlich des beabsichtigten Fonds, über welchen wir jetzt sprechen, solle man diesem in Form eines Postulats zustimmen und an den Regierungsrat ein politisches Signal aussenden. Genau dieses Signal hat der Grosse Rat mit 65 zu 73 Stimmen eben nicht ausgesendet. Er hat diesen Vorstoss (*M 006-2018*) auch in der unverbindlichen Form eines Postulats abgelehnt. Aus politischer Sicht bleibt die vorliegende Vorlage für die Mehrheit der FiKo deshalb unverständlich. Sie beantragt Ihnen deshalb mit 9 zu 7 Stimmen bei 1 Enthaltung, gar nicht erst auf dieses Geschäft einzutreten. Wie das Kommissionsresultat zeigt, war diese Vorlage umstritten. Deshalb wird Ihnen nun der Sprecher der Kommissionsminderheit, Grossrat Etter, die Minderheitsanträge vortragen.

Präsident. Ich gebe das Wort dem Sprecher der Kommissionsminderheit, Grossrat Etter.

Jakob Etter, Treiten (BDP), Kommissionssprecher der FiKo-Minderheit. Ich vertrete die FiKo-Minderheit und bitte Sie, auf dieses Geschäft nach dem Motto «gouverner, c'est prévoir» einzutreten. Dank der doppelten Auszahlung der SNB im Jahr 2018 besteht die einmalige Chance, 55 Mio. Franken vorläufig für einen später zu bildenden Investitionsfonds reservieren zu können. Damit schlagen wir vor, das zu tun, was Sie privat auch tun. Wenn Sie zu Hause grosse Investitionen zu tätigen haben, legen Sie das Geld beiseite, damit Sie diese Investitionen später finanzieren können.

In den Unterlagen zum AFP auf Seite 7 ist klar ersichtlich, dass wir die anstehenden Investitionen ab 2022 nicht mehr aus der Laufenden Rechnung finanzieren können. Damit brauchen wir eine zusätzliche Finanzierung, um diesen Investitionsüberhang abbauen zu können. Ich möchte klar feststellen, dass wir heute nicht über die Bildung eines neuen Fonds entscheiden. Dies ist voraussichtlich im nächsten September der Fall, wenn der Gesetzesentwurf vorliegen wird, wie der FiKo-Präsident bereits ausgeführt hat. Heute geht es einzig und allein darum, ob wir die 55 Mio. Franken, die nun zur Verfügung stehen, für einen allfällig später zu bildenden Fonds reservieren wollen. Die 55 Mio. Franken sind also eine Chance, nicht mehr und nicht weniger.

In der Vergangenheit, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, haben wir gute Erfahrungen mit fondsfinanzierten Investitionen gemacht. Aus dem Fonds für Spitzeninvestitionen haben wir zum Beispiel folgende Projekte finanzieren können: die Überbauung Von-Roll-Areal, den Bypass Thun-Nord, den Wankdorfplatz Bern, das Gymnasium Strandboden Biel, das Tramregion Bern und so weiter. Weitere Mittel aus diesem Investitionsspitzenfonds sind für die Umfahrung Aarwangen und andere Projekte reserviert, die unter Umständen nicht hätten realisiert werden können, wenn man diesen Investitionsspitzenfonds nicht gehabt hätte. Beim Spitalinvestitionsfonds (SIF) ist die Liste noch viel länger. Praktisch jedes Spital im Kanton konnte vom SIF profitieren und Investitionen über diesen Fonds tätigen. Die Investitionsfonds werden zum Teil angeschaut, als wären sie des Teufels, umso erstaunlicher, als fondsfinanzierte Investitionen verfassungskonform sind. Dies hat ein Gutachten von Professor Lienhard von der Universität Bern bestätigt. Auch die Finanzkontrolle, die sonst nicht unbedingt gerade als regierungsfreundlich bekannt ist, bestätigt in einer Stellungnahme: «Es stimmt nicht, dass die Schuldenbremse das Ansparen für spätere Investitionen nicht zulässt.» Somit erachten wir die Bildung des Fonds für gezielte Investitionen als verfassungskonform. Welches ist die Alternative, wenn wir diesem Vorschlag der Regierung heute nicht zustimmen? Die 55 Mio. Franken aus der Auszahlung des SNB-Fonds fliessen in die Jahresrechnung 2018 und stehen für spätere Investitionen nicht mehr zur Verfügung. Wir machen uns wohl keine Illusionen, dass wir durch ein qualifiziertes Mehr wieder Schulden seitens des Kantons anhäufen könnten. Wir haben momentan eine Schuldenquote von 16,1 Prozent. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, wir sind weit, weit von der Limite von 12 Prozent entfernt. Wir müssten da noch einiges an Schulden abbauen, um an die Limite von 12 Prozent zu gelangen. Der Investitionsüberhang beträgt aus heutiger Sicht ungefähr 700 Mio. Franken, wenn Sie die entsprechende Grafik betrachten. Mit den heute in Aussicht gestellten Mitteln aus dem Rest des SIF, aus dem Fonds der SNB-Gelder zusammen mit den 55 Mio. Franken, die jetzt zur Verfügung stehen, würden wir mittelfristig etwa 300 bis 400 Mio. Franken für einen späteren Fonds reservieren können. Das sind 300–400 Mio. Franken, die wir zusätzlich in die Wirtschaft, in die KMU sowie in die Gewerbe- und Industriebetriebe investieren können. Damit können wir Arbeitsplätze erhalten und vielleicht sogar neue schaffen.

Geschätzte Kolleginnen und Kollegen: Nach dem Nein zur Steuerentlastung vom letzten Wochenende ist es jetzt aus unserer Sicht dringend nötig, dass wir heute gegenüber der Wirtschaft ein Zeichen setzen und sagen, dass das Kantonsparlament trotz der hohen Steuerbelastung zu unserer Wirtschaft, zu unseren KMU und zu unserer Industrie, steht. Die Wirtschaft wird damit innovativ, kompetitiv, und sie bleibt konkurrenzfähig. Vielleicht wird die Wirtschaft nicht immer so gut wie heute laufen; bei einer Rezession ist die Wirtschaft froh, wenn die öffentliche Hand Reserven locker machen und Investitionen tätigen kann. Nicht zu vergessen ist, dass von diesen Investitionen auch ein Teil in Form von Steuern, Gebühren und Abgaben wieder zurück in die Kassen des Kantons und der Gemeinden fliessen. Letztlich können wir hier entscheiden, welchen Kanton wir der nächsten Generation überlassen wollen. Wollen wir einen Kanton, der eine riesige Bugwelle hat, oder wollen wir einen Kanton, der fit, fortschrittlich und attraktiv ist und die Infrastruktur auf Vordermann gebracht hat? Ich bitte Sie im Namen der FiKo-Minderheit, auf diese Vorlage einzutreten und damit die 55 Mio. Franken, die zur Verfügung stehen, für einen allfällig später zu bildenden Fonds zu reservieren.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionserklärungen. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion: Grossrätin Stucki.

Béatrice Stucki, Bern (SP). Es wird Sie nicht erstaunen, dass die SP-JUSO-PSA-Fraktion die Schaffung dieses Fonds befürwortet, damit wir grosse anstehende Projekte finanzieren können. Ich bin sicher, dass Sie alle privat über ein Sparkonto verfügen, sei es zum Sparen für die nächsten Ferien oder eine grössere Reise, sei es, um die Steuern bezahlen zu können oder Wohneigentum zu erwerben oder um sich sonst irgendeinen Wunsch zu erfüllen. Was für uns selber selbstverständlich ist, sollten wir auch dem Staat, hier dem Kanton, zugestehen; dies mit den Mitteln, die möglich sind. Wir stimmen also konsequenterweise dem Äufnen dieser 55 Mio. Franken für einen Investitionsfonds zu-lasten der Rechnung 2018 zu. Dies auch, weil wir wissen, dass grosse bauliche Investitionen auf den Kanton zukommen werden.

Im Vortrag wird eine Reihe von Bauprojekten aufgezählt. Uns ist es ganz wichtig, zu betonen, dass wir diese Auflistung als beispielhaft und nicht als bindend erachten. Denn wir würden einem Investitionsbeitrag beispielsweise für den Westast in Biel ganz sicher nicht zustimmen. Damit ist klar, dass wir für Eintreten sind und den Nichteintretensantrag der FiKo ablehnen werden. Natürlich ist es ein ungewohntes Verfahren, dass wir hier zuerst die Summe für einen Fonds äufnen und das zugehörige Gesetz erst danach im nächsten Frühling beraten. Wir brauchen aber heute die Zustimmung des Parlaments, damit die 55 Mio. Franken eben «reserviert» sind und nicht dem Ergebnis des Jahresberichts von 2018 angerechnet werden. Wir bitten Sie um ein Ja zum Eintreten auf diese Vorlage, ferner um ein Ja zum Äufnen dieser 55 Mio. Franken und um ein Ja, um dem Regierungsrat den Auftrag zu geben, das entsprechende Gesetz zu erarbeiten. Auf den Antrag Kipfer gehen wir anschliessend separat ein.

Raphael Lanz, Thun (SVP). Vielleicht zuerst zum Unbestrittenen: Ich glaube, dass wir den Investitionsbedarf, den wir haben, als unbestritten bezeichnen können. Im Einzelnen setzen wir vielleicht die Prioritäten etwas anders, wie wir gerade gehört haben. Aber wir scheinen darüber Einigkeit zu haben, dass ein gewisser Investitionsbedarf, der bis zu einer halben Milliarde oder noch weiter gehen kann, grundsätzlich besteht. Gleichwohl stehen wir aber der angedachten Fondslösung kritisch gegenüber. Weshalb ist dies so? Es ist nun wiederholt ausgeführt worden und wird auch in den Unterlagen ausgeführt, es erfolge eine Finanzierung durch den geplanten Fonds. Aber durch den Fonds, den wir hier schaffen, schaffen wir keine Mittel. Wenn wir einen Privaten fragen, wie er etwas finanziert, sprechen wir jeweils von Geld oder flüssigen Mitteln, aber hier werden allein dadurch, dass wir die gesetzlichen Grundlagen für einen Fonds schaffen, nirgends finanzielle Mittel geschaffen. Dies ist uns leider nicht möglich, und da wir dies nicht können, haben wir grosse Bedenken, dass die Schulden entsprechend wieder ansteigen werden, auch grosse Bedenken, dass genau mit diesem Vorgehen die verfassungsmässige Schuldenbremse eben umgangen wird. Der Präsident der FiKo hat dies bereits ausgeführt. Ebenso teilen wir die Bedenken, die der Regierungsrat in einer früheren Phase auch noch hegte, ob dieses Vorgehen, jetzt schon im Hinblick auf einen erst geplanten Fonds die Mittel zu reservieren, rechtlich überhaupt zulässig ist. Insgesamt sind wir der Meinung, dass wir dieses Präjudiz jetzt hier nicht schaffen sollten. Wir möchten nicht jetzt ein Präjudiz schaffen und die 55 Mio. Franken schon mal reservieren, da dies aus unserer Optik etwas präjudiziert, worüber wir noch nicht alle Fragen ausgeräumt haben. Wenn die Fondslösung dann kommt, wird uns der Regierungsrat auch klar darlegen müssen, weshalb dies nicht eine Umgehung der verfassungsmässigen Schuldenbremse ist und so weiter. Wir werden dann über diese Schaffung des Fonds diskutieren können. Wir haben aber Bedenken, auch rechtlicher Art, diese 55 Mio. Franken bereits jetzt vorsorglich in diesen Fonds einzulegen, von dem wir noch gar nicht wissen, ob er geschaffen wird. Deshalb unterstützen wir den Nichteintretensantrag der Mehrheit der FiKo.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Für die EVP sind die Leitlinien der Verfassung des Kantons Bern (KV) wichtig und richtig. Der Zweck dieses Fonds ist einzig und allein die Umgehung der Investitionsschuldenbremse, die wir in der KV haben, wie bereits erläutert wurde. Mir ist aber auch wichtig zu erwähnen, dass sich die EVP nicht gegen Investitionen stellt, vor allem, wenn sie in den Bereichen Bildung und Gesundheit stattfinden. Dort steht einiges an, bei welchem es sehr wichtig ist, dass wir es realisieren können. Die EVP entscheidet aber gern konkret und zeitnah über Projekte und auch über eine allfällig nötige reale Verschuldung. Wie auch schon gesagt wurde, haben wir mit einem Fonds keinen einzigen Franken zusätzlich in der Kantonskasse. Wenn wir diese Projekte alle realisieren, werden wir uns neu verschulden müssen. Uns ist wichtig, dass wir dies konkret und zeitnah tun können. Deshalb sind wir hier für Nichteintreten auf dieses Geschäft, auch wenn danach mein Antrag folgt. Es ist rein auf formelle Gründe zurückzuführen, dass dies leider der Fall ist. Es würde sich dabei um den Lösungsvorschlag handeln, wie man hier weitermachen könnte.

Schaffen wir keinen Fonds, dann werden wir irgendeinmal im Jahr 2022 vor der Situation stehen, über einen Finanzplan befinden zu müssen, der einen negativen Finanzierungssaldo ausweist. Damit erteilen wir der Regierung die Zustimmung und die Gewissheit, dass die betreffenden Projekte geplant und im AFP enthalten sind und dass wir bereit sind, diese auszuführen. Wenn die betreffenden Projekte in den Folgejahren irgendeinmal realisiert sein werden, werden wir über einen Geschäftsbericht mit einem negativen Finanzierungssaldo entscheiden. Dann können wir mit einem qualifizierten Mehr entscheiden, ob wir dies kompensieren wollen und in welcher Frist, oder ob wir bereit sind, es nicht zu kompensieren, also tatsächlich diese Verschuldung in Kauf zu nehmen. Diese Entscheide werden wir zu einem realen Zeitpunkt fällen können, wenn wir keinen Fonds machen. Wenn wir jetzt einen Fonds machen, nehmen wir diese Entscheide mehr oder weniger vorweg. Die EVP ist dafür, dass wir konkret entscheiden. Deshalb sind wir hier für Nichteintreten auf diese Fondsgeschäfte, nämlich dort, wo wir jetzt stehen, beim Beginn dieses Fondsgeschäfts. Die Lösungsvorschläge, wie man dies gestalten könnte, liegen bereits in Form des Folgeantrags auf dem Tisch. Ich hoffe, dass wir anschliessend noch zu diesem kommen werden.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Legen wir doch die Fakten rund um diesen Fonds einmal auf den Tisch. Wir wissen, dass die SNB eine zusätzliche Gewinnausschüttung gemacht hat. Wir müssen überlegen, wie und wo wir dieses Geld zuweisen wollen, da der Fonds, welchem es üblicherweise zugewiesen wird, voll ist. Dies ist der erste Fakt. Die Regierung schlägt uns zum Umgang mit diesen zusätzlichen 55 Mio. Franken drei Varianten beziehungsweise eine Kombination dieser Varianten vor. Wir müssen auswählen. Dies ist Fakt zwei. Fakt drei: Wir wissen, dass in den nächsten fünf bis zehn Jahren, aber vor allem in den Jahren 2021–2028 erhebliche Investitionen auf den Kanton Bern zukommen werden. Uns fehlen nach heutigem Stand zwischen 500 und 700 Mio. Franken, um diese zu tätigen. Nächster Fakt: Wir wissen, dass sich auf der Einnahmenseite verschiedene Löcher öffnen werden, unter anderem auch durch den NFA, künftig fehlende Unternehmenssteuern, auf Bundesebene beschlossen, und so weiter. Wir wissen auch, dass mit den angepeilten Investitionen eine Stärkung unseres Bildungs- und Medizinalstandorts sowie Gebäudeerneuerungen realisiert werden müssen. Tun wir dies nicht, wird die Leistungsfähigkeit unseres Kantons massiv vermindert. Dies können wir uns definitiv nicht leisten; auch dies ist ein Fakt.

Die Regierung schnürt nun alle diese Gegebenheiten zu einem Paket und hat daraus den Antrag zur Äufnung eines Fonds formuliert. Es kommt nicht so häufig vor, dass wir mit der FIN und der Regierung einig gehen. Nichtsdestotrotz erachten die Grünen diese Lösung als sinnvoll. Wir haben heute schon viel übers Sparen gesprochen. Dies hier wäre echtes Sparen, nämlich ein Sparen, wie es Herr und Frau Schweizer beziehungsweise Herr und Frau Berner verstehen. Wir stecken Geld in einen Topf, legen es auf ein Konto, welches wir später für relativ klar umrissene Aufgaben wieder brauchen. Kolleginnen und Kollegen, machen wir uns nichts vor: Wir führen hier einen Eiertanz durch. Eigentlich wissen wir ganz genau, dass wir diese Investitionen tätigen müssen. Was uns davon abhält, ist die Schuldenbremse. Dieses Wort wird im Bericht beziehungsweise im Antrag gerademal auf der zweitletzten Seite kurz erwähnt und aufgeführt. Aber es ist tatsächlich so: Die schweizweit schärfste Schuldenbremse, die wir haben, verhindert diejenigen Investitionen, die bitter nötig sind. Was können wir also tun? – Aus diesem Grund stimmen wir dem Eintreten zu, um zu diskutieren, ob wir die Äufnung dieser 55 Mio. Franken tätigen können. Tun wir dies nämlich nicht und gehen diese ins Eigenkapital über, erhöhen wir unseren finanziellen Spielraum minimal. Vielleicht sinkt die Schuldenquote von 16,1 auf 16 Prozent; dies macht uns auch nicht glücklich. Damit schaffen wir immer noch keine Möglichkeit, diese Investitionen zu tätigen. Zum Antrag Kipfer sage ich noch nichts, das folgt später. Wir plädieren also dafür, der Regierung darin zu folgen, die Äufnung dieses Fonds zu diskutieren. Ich plädiere daher auf Eintreten auf dieses Geschäft.

Präsident. Ich wünsche Ihnen einen guten Appetit; wir fahren um 17.00 Uhr weiter.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 16.30 Uhr.

Der Redaktor:

Daniel Zurflüh (d)

Die Redaktorin:

Sara Ferraro (f)



Dienstag (Abend) 27. November 2018, 17.05–19.00 Uhr

Elfte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)

Präsenz: Anwesend sind 148 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Aeschlimann Martin, Augstburger Ueli, Berger Stefan, Blum Christine, Dumermuth Marianne, Fuhrer-Wyss Regina, Guggisberg Lars, Gullotti Hervé, Hamdaoui Mohamed, Linder Anna-Magdalena, Tobler Marc, von Greyerz Nicola.

Geschäft 2018.RRGR.482

Vorläufige Äufnung von CHF 55 Millionen des geplanten Investitionsfonds zulasten der Rechnung 2018

Eintretensdebatte

Antrag FiKo-Mehrheit (Bichsel, Zollikofen)

Nichteintreten

Antrag FiKo-Minderheit (Etter, Treiten)

Eintreten

Fortsetzung

Präsident. Wir würden mit den Beratungen weiterfahren. Wir sind immer noch bei der Debatte zum Nichteintreten betreffend die vorläufige Äufnung des Investitionsfonds. Ich erteile das Wort Grossrat Alberucci für die glp-Fraktion, sobald die Gespräche auf halbe Lautstärke heruntergefahren worden sind – auch in meiner Nähe. Danke. Grossrat Alberucci, Sie haben das Wort.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Zum Nichteintreten: Worum geht es eigentlich? – Wir haben zwei von drei Beschlusspunkten, die ich Ihnen gerne in Erinnerung rufen möchte. Zum einen möchten wir hier beschlossen haben, zulasten der Erfolgsrechnung 2018 die 55 Mio. Franken der Nationalbank für einen Investitionsfonds zu reservieren. Zum anderen möchte der Regierungsrat heute bei uns einen Auftrag abholen, so rasch wie möglich eine Gesetzesgrundlage für einen solchen Investitionsfonds zu schaffen. Wir Grünliberalen sind durchaus bereit, das Thema Investitionsfonds zu diskutieren. Wir haben dieses bereits kontrovers in unserer Fraktion andiskutiert, sind aber nicht bereit, auf ein solches Vorgehen einzugehen. Wir sind der Meinung, wenn der Regierungsrat der Meinung ist, es brauche einen Investitionsfonds, müsse er nicht bei uns, dem Grossen Rat, einen Auftrag abholen und nachher, wenn er ein entsprechendes Gesetz vorlegt, sagen, wir hätten dieses ja gewollt. Sondern er soll das Gesetz unterbreiten und ein ordentliches Vernehmlassungsverfahren durchführen. Dann werden wir uns auch vernehmen lassen, das Gesetz parteiintern kontrovers diskutieren und dann entscheiden, ob es einen solchen Fonds braucht oder nicht. Dies, um dann eine fundierte Meinungsbildung anhand klarer Vorgaben, wie sich der Regierungsrat konkret einen solchen Fonds vorstellt, vorzunehmen

Vielleicht trotzdem noch zum Fonds: In der Fraktion sieht man einen Vorteil in einem solchen Fonds. Dieser kann durchaus ein pragmatisches Instrument für sinnvolle Investitionen sein, die man wegen einer relativ strikten Schuldenbremse nicht tätigen kann, aber gleichwohl mittels dieses Fonds. Somit

könnten Investitionen trotzdem getätigt werden. Das ist sicher etwas grundsätzlich Positives. Aber wir sehen auch, dass es zu einem Instrument werden kann, das eine Umgehung der Schuldenbremse bedeutet. Das sehen wir wiederum als problematisch. Wie gesagt sind wir bereit, über einen solchen Fonds zu diskutieren, wenn die klaren Fakten auf dem Tisch liegen. Wir sind nicht bereit, uns jetzt hier mit einem verbindlichen Auftrag quasi im Sinn einer gewissen Salamitaktik als pro oder contra Fonds zu outen. In diesem Sinn werden wir den Nichteintretensantrag der Kommissionsmehrheit unterstützen.

Für den Fall, dass wir trotzdem eintreten, würde ich trotzdem kurz auf den Rückweisungsantrag von Grossrat Kipfer zu sprechen kommen. Aus unserer Sicht ist das ein berechtigtes Anliegen. Wir sind aber nicht der Meinung, dass man das in einem Rückweisungsantrag dargestellt haben sollte. Wir wären durchaus bereit, ein solches Anliegen in Form einer Motion zu unterstützen. Aber den Rückweisungsantrag Kipfer würden wir in diesem Sinn nicht unterstützen.

Adrian Haas, Bern (FDP). Heute geht es um zwei Fragen. Wollen wir erstens ohne eine Gesetzesgrundlage quasi die zufällig anfallenden 50 Mio. Franken vorreservieren, um sie dann zweitens in einen Fonds einzulegen, der erst später gebildet wird, und zu dem erst jetzt die Vernehmlassung läuft? – Zu dieser Zufallsübung ohne Gesetzesgrundlage sagen wir klar Nein. Wir wollen auch keine «Kässeli», sondern eine nachhaltige und transparente Finanzpolitik. Auch wollen wir keine Umgehung der Schuldenbremse. Das ist ja der Zweck dieser Übung mit den Fonds. Wer etwas anderes behauptet, muss hier erklären, wo der «Klemmer» ist, wenn nicht bei der Schuldenbremse.

Heute fehlt auch eine klare Investitionsplanung: Über Priorisierungen und Etappierungen hat noch niemand gesprochen, auch nicht darüber, ob man nicht in der laufenden Rechnung Handlungsspielraum schaffen könnte, um die Nettoinvestitionen auf das ursprüngliche Niveau zu erhöhen. Ich erinnere daran, dass man zwischen 2012 und 2016 die Nettoinvestitionen heruntergefahren hat. Wir schaffen mit dem beabsichtigten Fonds nicht mehr Geld, sondern wir umgehen wie gesagt die Schuldenbremse und reduzieren den Schuldenabbau mit der Folge, dass bei einer Zunahme der Zinsen die laufende Rechnung zusätzlich belastet wird. Daran hat auch die Wirtschaft, Jakob Etter, kein Interesse. Sie will vielmehr eine nachhaltige und verlässliche Finanz- und Investitionspolitik und einen Staat, der sorgsam mit den Mitteln umgeht. Dafür hat man eben die Schuldenbremse geschaffen. Natürlich: Die Schuldenbremse konditioniert. Das ist ihr Zweck. Aber man kann sie nicht quasi wieder umgehen und ins Pfefferland wünschen, wenn sie ihre Wirkung entfaltet. Darum unterstützen wir den Nichteintretensantrag.

Jan Gnägi, Walperswil (BDP). «Ich denke niemals an die Zukunft. Sie kommt früh genug.» sagte einmal Albert Einstein. Für ihn selber mochte das ein guter Vorsatz sein, für den Kanton Bern wäre es ganz sicher keine schlaue Idee. Die Abstimmung vom Sonntag hat einen Weg verbaut, von dem wir von bürgerlicher Seite der Meinung waren, er wäre der richtige für den Kanton Bern, für seine Wirtschaftskraft, für seine Standortattraktivität, für unsere Arbeitsplätze und für unsere Zukunft. Das war eine Strategie, die ganz offensichtlich nicht aufgegangen ist. Das ist zu akzeptieren. So wie wir von bürgerlicher Seite zur Kenntnis nehmen müssen, dass die Bevölkerung offensichtlich keine steuerliche Entlastung für Unternehmen will, oder zumindest nicht unter diesen Voraussetzungen, so wissen die Gewinner dieser Abstimmung hoffentlich auch, dass ein gewonnenes Referendum alleine noch nichts für den Kanton Bern bringt. Wenn wir als politische Verantwortliche es nicht schaffen, einen gemeinsamen Weg zu finden, auf dem wir den Kanton Bern vorwärtsbringen, werden wir immer wie mehr hinten abfallen mit negativen Folgen für die Bevölkerung unseres Kantons. Die Attraktivität eines Standorts hängt nicht alleine von der steuerlichen Belastung ab. Das glaube ich persönlich auch. Sinnvoll ist es für die BDP jetzt, dass der Kanton Bern auch investieren kann. Unsere grossen, zukunftsgerichteten Projekte wie die neuen Fachhochschul-Campusse, Autobahnzufahrten, die Siteminsel mit dem Stichwort Medizinalstandort: All das brauchen wir jetzt. Es ist sogar noch wichtiger geworden. Wir müssen der Wirtschaft Rahmenbedingungen setzen, die unserem steuerlichen Nachteil zumindest teilweise begegnen können. Wir müssen ein grosses Augenmerk auch auf Bereiche wie zum Beispiel die Berufsbildung, die Verkehrsinfrastruktur, aber auch familienexterne Kinderbetreuung legen. Das ist für die BDP der Weg der Zukunft. Alle sind hier in der Pflicht: Diejenigen, welche die Revision des Steuergesetzes (StG) nicht wollten und bekämpften, aber auch die, die sie wollten. Es gilt jetzt nach vorne zu schauen, und es ist für die BDP daher nicht verständlich, weshalb sich die Wirtschaftsverbände und ihre Vertreter hier dagegen wehren. Wir sind überzeugt, es sei nötig, dass jetzt etwas geschieht. Wir sind überzeugt, dass wir das Geld für Investitionen zur Verfügung stellen sollten. Die BDP ist klar für das Eintreten und ebenso klar für einen Fonds.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Es ist nicht neu, und es hat sich auch nicht geändert: Die EDU-Fraktion steht solchen Fondslösungen grundsätzlich skeptisch gegenüber. Ich kann mich den Worten des FiKo-Präsidenten anschliessen und das Folgende eins zu eins unterschreiben: Fondsgelder werden leichter ausgegeben; die Schuldenbremse wird umgangen. Was uns hier vor allem auch noch stört, ist der Umstand, dass wir Geld in einen Fonds einlegen wollen, den es noch gar nicht gibt, respektive, zu dem man noch Fragen stellen muss. Im Moment läuft gerade die Vernehmlassung zu diesem Fonds. Also nehmen wir gewissermassen etwas voraus. Es kommt mir ein bisschen so vor, als wenn ich zu Hause Geld unter die Matratze lege und dann noch mit der Familie diskutieren wollte, ob ich ein Sparheft eröffnen will, nachdem ich bereits Milliardenschulden bei der Bank habe. Die EDU unterstützt den Nichteintretensantrag. Wir sind der Meinung, dass die Investitionen priorisiert und etappiert werden müssen, damit sie verkraftbar sind.

Präsident. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen. Ich erteile das Wort der Finanzdirektorin.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Auch wenn wir bereits sehr, sehr lange am Debattieren sind, habe ich sehr aufmerksam zugehört. Wenn ich die Situation rein nach Rechnungsbüchlein grob überschlage, wird das Eintreten bestritten sein. Trotzdem versuche ich mit meinem Votum, den einen oder anderen vielleicht noch dazu zu bringen, zumindest darüber nachzudenken, ob ein Nichteintreten das Richtige wäre.

Sie haben heute dem Aufgaben- und Finanzplan (AFP) 2020–2022 zugestimmt. Ich habe in dieser Diskussion auf zwei grosse finanzpolitische Herausforderungen hingewiesen. Eine dieser grossen Herausforderungen betrifft den steigenden Investitionsbedarf ab dem Jahr 2022. Dieser Bedarf übersteigt eben das, was wir bisher für Investitionen freigestellt hatten. Insgesamt fehlen uns zur Realisierung in der gesamtkantonalen Investitionsplanung rund 500–700 Mio. Franken in den Jahren 2022–2027. Jetzt kann man natürlich sagen, das Jahr 2022 liege noch weit entfernt, da fliesse noch unglaublich viel Wasser die Aare hinunter, und die Planung werde sich ohnehin noch verändern. Ja, das kann man sagen. Man kann aber auch das tun, was der Regierungsrat getan hat. Er hat sich nämlich damit auseinandergesetzt, welches die Herausforderungen sind und wie man diesen gerecht werden könnte. Denken Sie daran: Bauvorhaben werden nicht heute beschlossen und morgen umgesetzt. Dafür braucht es ziemlich lange Vorlaufzeiten. Wir wollen keine Planungen vorantreiben und womöglich bereits Geld ausgeben, wenn man sie später aufgrund fehlenden Geldes nicht umsetzen kann. Etwas ist bereits heute klar: Die Investitionsspitze ist real. Das ist nicht einfach ein Gespenst in der Zukunft, sondern das ist real. Möglicherweise können einzelne Investitionsvorhaben in zeitlicher Hinsicht noch verschoben oder allenfalls sogar noch gestrichen werden. Der Regierungsrat wird sehr genau hinsehen und hat den entsprechenden Prozess bereits eingeleitet. Aber an der Tatsache, dass ab 2022 ein erhöhter Investitionsbedarf besteht, wird sich vom Grundsatz her nichts mehr ändern. Denn wenn ich die gesamtkantonale Investitionsplanung betrachte, sehe ich nicht einfach Wunschbedarf, sondern viele sinnvolle und notwendige Projekte, die nicht zuletzt unseren Kanton Bern vorwärtsbringen können. Das geschieht nicht einfach nur von selbst. Damit sich unser Kanton weiterentwickeln kann, müssen wir auch in seine Infrastrukturen investieren. Das kostet uns etwas. Aber – das ist jetzt sehr wichtig: Aktuell bieten sich zur Finanzierung dieser Investitionen verschiedene einmalige Chancen. Ich betone: einmalige Chancen. Damit meine ich zum Beispiel die 55 Mio. Franken aus der Gewinnausschüttung 2017 der Schweizerischen Nationalbank (SNB). Es geht aber auch um die 80 Mio. Franken aus der voraussichtlich wiederum doppelten Gewinnausschüttung 2018 der SNB. Es geht weiter um die 100 Mio. Franken, die noch im Spitalinvestitionsfonds (SIF) vorhanden sind. Und es geht um die 80 Mio. Franken im SNB-Gewinnausschüttungsfonds, die es nach unserem Dafürhalten vonseiten des Regierungsrates nicht mehr zwingend in diesen beiden Fonds braucht. Das wären insgesamt rund 300 Mio. Franken, die wir investieren könnten, ohne dass wir irgendwelche zusätzlichen Finanzen in die Hand nehmen müssten. Mit diesem Geld können wir den Kanton Bern weiterbringen.

Ich weiss, es gibt eine grosse Anzahl unter Ihnen, die Fondslösungen per se oder auch aus ordnungspolitischen Gründen nicht gut finden und ablehnen. Dazu möchte ich einfach sagen, dass wir nicht irgendein «Kässeli» schaffen. Ich weiss, dass im Kanton Bern die sogenannten «Kässeli» sehr unbeliebt sind. Wahrscheinlich auch zu Recht. Wir schaffen hier einen Fonds, der auf sauberen rechtlichen Grundlagen basiert. Nebenbei bemerkt: Ich verstehe eigentlich nicht wirklich, warum Fondslösungen beim Kanton immer derart kritisch aufgenommen und beurteilt werden. Beim Bund sind Fondslösungen ohne Weiteres möglich. Ich möchte in diesem Zusammenhang daran erinnern, dass das bernische Stimmvolk dem Nationalstrassen- und Agglomerationsverkehrs fonds (NAF) und dem

Bahninfrastrukturfonds (BIF) klar und deutlich zugestimmt hat. Sie als Grosse Rat halten bei diesem Fonds die Zügel fest in der Hand. Es ist *ausschliesslich* der Grosse Rat, der darüber entscheiden würde, ob und in welchem Umfang eine Investition aus dem Fonds finanziert wird.

Ich habe natürlich auch diverse Kritik vonseiten der FiKo-Mehrheit betreffend das Vorgehen gehört. Ehrlich gesagt vermisse ich aber ein bisschen einen konstruktiven Vorschlag, wie wir dann mit dieser Situation umgehen wollen. Von einer Senkung der Schuldenquote auf 12 Prozent, liebe Grossrätinnen und Grossräte, davon träume auch ich. Aber bis dieser Traum Realität wird, dauert es noch schauderhaft lange. Das ist keine Lösung.

Zur Umgehung der Schuldenbremse – dies ist in diesem Saal ein paarmal gefallen. Es könne doch nicht sein, dass man die Schuldenbremse umgehe. Liebe Grossrätinnen und Grossräte, diese Frage wurde geklärt, und zwar vor einigen Jahren, als man über den Investitionsspitzenfonds diskutierte. Dazu gibt es nämlich ein Gutachten von Professor Lienhard, das klar festhält, dass Fondslösungen denkbar und diese keine Umgehung der Schuldenbremse sind.

Verschiedentlich habe ich nun auch gehört, man könne nochmals darauf eintreten, wenn man dann das Gesetz vorlegen werde. Die Vernehmlassung läuft jetzt. Selbst wenn Sie das Eintreten jetzt verhindern – es wäre eine verpasste Chance –, gehe ich davon aus, dass Sie sich noch einmal mit dem Gesetz befassen müssen. Ich muss mich zwar diesbezüglich noch mit dem Regierungsrat absprechen. Ich hoffe, diejenigen unter Ihnen, die jetzt gesagt haben, dass das Thema diskutiert werden könne, sobald ein Gesetz vorliege und dieses vielleicht sogar unterstützt werden könne, werden dann auch Lei halten. Nach wie vor möchte ich dafür plädieren, dass man das Eintreten beschliesst. Wenn nicht, fände ich es schade. Es wäre eine verpasste Chance. Aber auch dies gilt es zu akzeptieren wie die Entscheidung des Stimmvolks von Sonntag.

Präsident. Ich erteile das Wort noch einmal dem Kommissionssprecher, Grossrat Bichsel.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Nur eine kurze Replik auf das, was die Finanzdirektorin eben gesagt hat. Es wurden die Bundesfonds – NAF und BIF – angerufen. Diese haben natürlich eine grundlegend andere Konzeption. Auf der einen Seite werden die Mittel tatsächlich separat beiseitegelegt, aber es gehen auch separate Mittel ein. Hier werden jedoch keine Mittel wie zusätzliche Mehrwertsteuerprozente oder dergleichen generiert. Es ist einfach ein Umparken zum Teil aus den anderen Fonds und so weiter. Das ist einfach ein wesentlicher Unterschied. Deshalb muss man diese Differenz sehen: Fonds ist nicht gleich Fonds.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer dem Antrag der FiKo-Mehrheit folgen und nicht eintreten will, stimmt Ja, wer eintreten will, stimmt Nein.

Abstimmung (Antrag FiKo-Mehrheit [Bichsel, Zollikofen] auf Nichteintreten gegen Antrag FiKo-Minderheit [Etter, Treiten] auf Eintreten)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Antrag FiKo-Mehrheit

Ja	84
Nein	60
Enthalten	2

Präsident. Sie haben Nichteintreten beschlossen mit 84 Ja- gegen 60 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Personalgesetz (PG) (Änderung)

1. Lesung

Eintretens- und Grundsatzdebatte

Präsident. Wir fahren weiter mit dem Traktandum 37: «Personalgesetz [(PG) (Änderung)]». Wir führen wie immer bei Gesetzesberatungen eine Eintretensdebatte durch. Dieses Gesetz wurde ebenfalls von der FiKo vorberaten. Es handelt sich um die 1. Lesung. Zur Grundsatzdebatte erteile ich das Wort dem Sprecher der FiKo, Grossrat Saxer, sobald er sich angemeldet hat.

Hans Rudolf Saxer, Gümligen (FDP), Kommissionssprecher der FiKo. Mögen Sie noch? (*Heiterkeit*) – Gut, danke! Als zuständige Sachbereichskommission hat die FiKo die vorliegende Teilrevision des PG zuhanden des Grossen Rates vorberaten. Die Beratung fand teilweise in Anwesenheit der Finanzdirektorin und ihren Mitarbeitenden statt. Die von unserer Kommission aufgeworfenen Fragen wurden kompetent beantwortet. Dafür und für die Unterbreitung eines aussagekräftigen Vortrags bedankt sich die FiKo bestens. Die FiKo ist auf die Vorlage stillschweigend eingetreten. Sie beantragt dem Grossen Rat, das Gleiche zu tun und auf die Teilrevision einzutreten. Das *Pièce de Résistance* dieser Vorlage bildet zweifellos die Einführung der Vertrauensarbeitszeit für die obersten Kadermitarbeitenden der Kantonsverwaltung. Ausgangspunkt der Einführung der Vertrauensarbeitszeit bilden zwei Motionen (*M 258-2009, M 287-2009*), welche der Grosse Rat bereits vor sieben Jahren, das heisst im Jahr 2011, überwiesen hat. Der Regierungsrat hat im Anschluss an die Überweisung dieser Motionen sehr rasch eine Gesetzesvorlage erarbeitet und in die Vernehmlassung geschickt. Dort wurde sehr starke Kritik geäussert. Die Kritikpunkte betrafen dazumal insbesondere die als Kompensation vorgesehene Lohnerhöhung um 12 Prozent sowie den Umstand, dass sich die Erhöhung auch auf die Mitglieder des Regierungsrates ausgewirkt hätte. Aufgrund der breiten Kritik beschloss die Regierung in der Folge, das Geschäft *ad acta* zu legen und stellte denn auch den Antrag auf Abschreibung der Vorstösse. Der Grosse Rat widersetzte sich dieser Absicht. Via seine Geschäftsprüfungs- und Finanzkommission beharrte er darauf, dass den überwiesenen Motionen Folge geleistet werden müsse.

Deshalb erfolgt die heute vorliegende Revisionsvorlage durch den Regierungsrat eher «*contre cœur*». Ausgehend von den überwiegend positiven Rückmeldungen in der zweiten Vernehmlassung vom Frühling 2018 steht der Regierungsrat, wie im Vortrag formuliert, der Vertrauensarbeitszeit heute nicht mehr ablehnend gegenüber. Er drängt jedoch auf eine Beschränkung des betroffenen Personenkreises und auf die von ihm vorgeschlagene Entschädigung. In der Märzsession dieses Jahres behandelten wir die Motion Köpfli (*M 145-2017*), welche die Vertrauensarbeitszeit zum Gegenstand hatte. Der Grosse Rat überwies dabei denjenigen Punkt, wonach Angestellte der Gehaltsklassen 24–26 mit ihren Vorgesetzten Vertrauensarbeitszeit vereinbaren *können*, als Motion. Die obligatorische Einführung der Vertrauensarbeitszeit für die Gehaltsklassen 27–30 überwies der Grosse Rat als Postulat.

Bei der Einführung der Vertrauensarbeitszeit stellen sich insbesondere zwei wesentliche Fragen. Erstens: Welcher Personenkreis soll von der Vertrauensarbeitszeit erfasst werden? Zweitens: Welche Entschädigung soll den Kaderangestellten dafür ausgerichtet werden? – Ich komme zuerst zum betroffenen Personenkreis. Dieser wird in Artikel 57a Absatz 1 (neu) der Vorlage geregelt. Der Regierungsrat will die Vertrauensarbeitszeit lediglich für die Funktionen der obersten Hierarchiestufe einführen. Welche Funktionen unter diesen Begriff fallen, wird im Vortrag auf den Seiten 6 und 7 im Detail aufgeführt. Es handelt sich um rund 90 Personen. Dieser Vorschlag wird ebenfalls von der Minderheit der FiKo unterstützt. Demgegenüber will eine knappe Mehrheit der FiKo die Vertrauensarbeitszeit bei allen Angestellten der Gehaltsklassen 27–30 zur Anwendung bringen. Dieser Entscheid wurde mit 6 Ja- gegen 6 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung durch Stichentscheid des Präsidenten gefasst. Von dieser Lösung würden rund 370 Mitarbeitende erfasst. Zusätzlich zu den Personen gemäss dem Antrag des Regierungsrates kämen bei dieser Variante insbesondere auch die Richterinnen und Richter, die Staatsanwältinnen und Staatsanwälte sowie hoch eingereihte Abteilungsvorherinnen und Abteilungsvorsteher hinzu. Die entsprechenden Begründungen dieser zwei Varianten werden wir noch im Verlauf der Debatte von beiden Seiten hören.

Die JuKo des Grossen Rates hat sich ihrerseits mit der Teilrevision des PG auseinandergesetzt. In ihrem ersten Mitbericht zuhanden der FiKo vom 4. September 2018 teilte sie mitgeteilt, dass sie die vorgeschlagenen Änderungen grundsätzlich begrüsst, namentlich auch deshalb, weil gewisse Änderungen auf einer vom Parlament überwiesenen JuKo-Motion (*M 201-2015*) basieren. In Kenntnis des Antrags der FiKo-Mehrheit, welcher neu insbesondere auch Funktionen der Justiz betrifft, hat sich die JuKo in der letzten Woche noch einmal speziell mit der Vertrauensarbeitszeit befasst und hat der FiKo einen zweiten Mitbericht zukommen lassen. In diesem zweiten Mitbericht teilt die JuKo die Befürchtung der Justizleitung mit, dass die Einführung der Vertrauensarbeitszeit für Richterinnen und Staatsanwälte grosse Herausforderungen für die Bewältigung der Geschäftslast sowie für die Handhabung der Stellvertretungen mit den bestehenden personellen Ressourcen mit sich bringen könnte. Die JuKo spricht sich demzufolge für eine vertiefte Prüfung der finanziellen, personellen und organisatorischen Auswirkungen der Einführung der Vertrauensarbeitszeit auf den Justizbetrieb aus. Die FiKo hat sich im Licht dieses zweiten Mitberichts letzte Woche noch einmal mit diesem Geschäft befasst. Sie ist ohne Gegenstimme zum Schluss gekommen, dem Grossen Rat zu beantragen, den ganzen Artikel 57a (neu), welcher die Vertrauensarbeitszeit regelt, an die FiKo zurückzuweisen. Dieses Vorgehen stellt sicher, dass die Auswirkungen der Vertrauensarbeitszeit auf den Justizbetrieb sorgfältig geprüft werden können. Damit kann eine gute Basis für die zweite Lesung in der Märzsession 2019 geschaffen werden. Die FiKo erachtet es in diesem Zusammenhang als richtig, dass der ganze Artikel 57a (neu) an die FiKo zurückgewiesen wird, und nicht nur der Absatz 1, in welchem der Kreis der erfassten Personen definiert wird. Weshalb dies? – Je nach Definition des Personenkreises, ob zum Beispiel mit oder ohne Richterinnen und Richter, kann sich unter Umständen eine andere Regelung der Entschädigung in Absatz 2 ergeben. Darum ist es für die FiKo trotz unseres Antrags auf Rückweisung des Artikels 57a (neu) wichtig, dass wir eine Detailberatung zu diesen Punkten durchführen können, allerdings ohne eine formelle Abstimmung über die einzelnen Punkte. Diese könnten wir, sollte die Vorlage zurückgewiesen werden, nicht durchführen. Für die FiKo ist es jedoch wichtig, von den Fraktionen und den Antragstellern zu hören, welches ihre Guidelines, Stossrichtungen und Argumente sind, die wir anschliessend als wertvolle Entscheidungsgrundlagen zuhanden der zweiten Lesung mitnehmen können.

Ich habe bereits darauf hingewiesen, dass neben dem Personenkreis, der von der Vertrauensarbeitszeit erfasst wird, auch die Frage wesentlich ist, welches die damit verbundene Entschädigung sein soll. Wir haben diesbezüglich gemäss der Liste der Anträge fünf verschiedene Varianten vorliegend. Wir haben den Antrag der FiKo-Mehrheit, den Antrag des Regierungsrates, der deckungsgleich mit dem Antrag der SP ist; wir haben einen Antrag Michel, einen Antrag Ruchti und einen Antrag Benoit. Ich werde mich zu den verschiedenen Entschädigungsmodellen äussern, wenn wir in der Detailberatung beim Artikel 57a Absatz 2 (neu) stehen.

Damit komme ich zurück zur Grundsatzfrage, ob die Vertrauensarbeitszeit überhaupt eingeführt werden soll oder nicht. Pro und Contra werden im Vortrag des Regierungsrates umfassend dargestellt. Ich verweise in diesem Zusammenhang insbesondere auf den Abschnitt 12: «Ergebnis des Vernehmlassungsverfahrens». In diesem Abschnitt hält der Regierungsrat unter anderem zusammenfassend fest, dass eine Mehrheit der Vernehmlassungsadressaten der Einführung der Vertrauensarbeitszeit für das oberste Kader zustimmt. Gestützt auf das Vernehmlassungsergebnis hat der Regierungsrat darauf verzichtet, die Ziffer 2 der überwiesenen Motion Köpfl *(M 145-2017)*, nämlich die optionale Einführung der Vertrauensarbeitszeit für das mittlere Kader in Vereinbarung mit den Vorgesetzten umzusetzen. Eine überwiegende Zustimmung zur Einführung der Vertrauensarbeitszeit hat sich auch in der vorberatenden FiKo ergeben. Wir hatten einen Antrag auf Verzicht der Einführung der Vertrauensarbeitszeit. Dieser wurde in der FiKo mit 9 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen abgelehnt. Auch hierzu verzichte ich aus Zeitgründen darauf, die Pro- und Contra-Argumente für die Einführung der Vertrauensarbeitszeit in extenso im Einzelnen zu erläutern. Die FIN und Sie, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, werden dies sicher noch entsprechend machen.

Als weiteres Element der Vorlage beantragt Ihnen die FiKo, die Auswirkungen der Einführung der Vertrauensarbeitszeit während den ersten drei Jahren zu evaluieren und dem Grossen Rat anschliessend Bericht zu erstatten, ob, und wenn ja, welche Erweiterungen dieses Anwendungsbereichs in einer späteren Phase vorgenommen werden sollen. Der Regierungsrat hat sich dieser Evaluationsklausel in Artikel T2-1 der Übergangsbestimmungen angeschlossen.

Noch ein Wort zu den Kosten der Einführung der Vertrauensarbeitszeit: Aufgrund der vorliegenden Informationen des Regierungsrates dürfen wir davon ausgehen, dass sowohl die Variante des Regierungsrates, sprich, die rund 90 Personen des obersten Kaderns, als auch die Variante der FiKo-Mehrheit, sprich, die Gehaltsklassen 27–30, für den Kanton mit keinen Mehrkosten verbunden sind.

Vor lauter «Vertrauensarbeitszeit Ja oder Nein» darf man nicht vergessen, dass die Teilrevision des PG noch andere Punkte umfasst. Diese sind sehr viel weniger spektakulär, haben aber in der Praxis durchaus auch ihre Bedeutung. Es geht dabei zum Beispiel um den Datenschutz. In den Artikeln 12a–12e der Revisionsvorlage sollen formell-gesetzliche Grundlagen geschaffen werden, um die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Kantons vor einer unzulässigen Bearbeitung elektronischer Daten zu schützen. Mit einer Anpassung des Gesetzes über die Organisation des Regierungsrates und der Verwaltung (Organisationsgesetz, OrG) in den Schluss- und Übergangsbestimmungen soll dieser Schutz sinngemäss auch externen Nutzerinnen und Nutzern der elektronischen Infrastruktur des Kantons Bern zugutekommen, nämlich etwa dann, wenn sie im Internet Datenbanken des Kantons abfragen. Die weiteren Revisionspunkte führe ich nur stichwortartig auf. Es ist vorgesehen, eine Möglichkeit zu schaffen, damit die Anstellungsbefugnisse im Justizbereich an untergeordnete Organisationseinheiten übertragen werden können. Es werden die gesetzlichen Beendigungsgründe des Arbeitsverhältnisses bereinigt. Es erfolgt eine redaktionelle Anpassung der Bestimmungen zur Anstellung auf Probe. Es wird neu die Möglichkeit unbefristeter Funktionszulagen geschaffen. Dann werden neue Regelungen für die Zuständigkeit der Weiterbeschäftigung von hauptamtlichen Behördenmitgliedern über das ordentliche Pensionsalter hinaus festgehalten und last but not least die Streichung der Treueprämie für die Mitglieder der Regierung. Ich darf Ihnen mitteilen, dass all diese Punkte vom Datenschutz bis hin zur Treueprämie in der FiKo unbestritten waren. Sie wurden stillschweigend und ohne Diskussion angenommen. Es liegen zu diesen Gesetzesänderungen denn heute auch keine Änderungsanträge aus der Mitte des Ratsplenums vor. Wie bereits erwähnt, hat auch die JuKo diesen Änderungen zugestimmt. Namens der einstimmigen FiKo beantrage ich Ihnen, auf die Gesetzesvorlage einzutreten.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprecherinnen und -sprechern. Für die grüne Fraktion spricht Grossrat Bauen.

Antonio Bauen, Bern (Grüne). Da es bei den Änderungen beim PG neben dem Thema Vertrauensarbeitszeit auch um einige Anpassungen im Bereich des Datenschutzes, der Nutzung von elektronischen Mitteln und Anpassungen bei Anstellungsbedingungen geht, wollen wir sicher auch auf das Gesetz eintreten. Ausser des Themas der Vertrauensarbeitszeit bestreiten wir die Themen nicht. Für uns ist die Vertrauensarbeitszeit das Pièce de Résistance. Ursache der Diskussion um die Einführung der Vertrauensarbeitszeit waren in der Vergangenheit die gehäuften, teilweise sehr hohen Zeitguthaben. Wie der Regierungsrat im Vortrag ausführt, wurden mit den bereits in der Revision von 2013 und 2016 eingeführten Massnahmen – die Beschränkung auf 50 Tage auf dem Langzeitkonto und maximal 100 Überstunden zur Übertragung ins nächste Jahr – die Probleme weitgehend gelöst. Fälle von zu hohen Zeitguthaben und hohen Rückstellungen, um Zeitguthaben auszahlen zu lassen, kommen in Zukunft nicht mehr vor. Die Grünen teilen die Einschätzung der Regierung, wonach die Einführung der Vertrauensarbeitszeit und die Abschaffung der Arbeitszeiterfassung die Anstellungsbedingungen für das Kader wesentlich verschlechtern. Das ist nicht im Interesse des Kantons. Auch der Kanton braucht attraktive Arbeitsbedingungen, um auf dem Arbeitsmarkt konkurrenzfähig zu bleiben. Zudem sind die Grünen dezidiert der Meinung, dass der Gesundheitsschutz des Kadern mit der Einführung der Vertrauensarbeitszeit nicht mehr umfassend gewährleistet ist. Ohne Arbeitszeiterfassung sind die Steuerung und die Beobachtung der Belastung kaum mehr möglich. Das wäre insbesondere dann der Fall, wenn man die Vertrauensarbeitszeit auf eine grössere Mitarbeiterzahl ausweiten würde, wie es die FiKo in Betracht zieht. Zudem ist die Umsetzung der Vertrauensarbeitszeit insbesondere bei Teilzeitarbeit, Jobsharing oder bei Leuten, die im Pikettdienst arbeiten müssen, kaum umsetzbar oder zumindest schwierig zu bemessen, um die Entschädigung zu definieren. Gerade bei hochmotivierten und leistungsbereiten Kadermitarbeitenden ist die Arbeitgeberin angesichts der gesetzlichen Fürsorgepflicht verpflichtet, die notwendigen Massnahmen zur Stressprävention und zur Sicherstellung des Gesundheitsschutzes zu ergreifen. Zudem ist die Planbarkeit der Arbeit auch im Kaderbereich für Personen mit Betreuungspflichten, besonders auch für die Frauen, die oft im Teilzeitbereich arbeiten, unabdingbar. Gemäss Rückfragen bei der Verwaltung liegt der Frauenanteil bei 22–28 Prozent. Rund 80 Prozent dieser Frauen sind im Teilzeitbereich tätig. Es ist also ein wesentliches Thema. Wie bereits in unserer Stellungnahme zur Vernehmlassung dargelegt, lehnen wir die Einführung der Vertrauensarbeitszeit aus den vorhin genannten Gründen ab. Das betrifft insbesondere auch die Ausdehnung auf die Gehaltsklassen 27–30 beziehungsweise 24–26.

Fazit unsererseits: Der Kanton hat im Bereich des Gesundheitsschutzes eine grosse Verantwortung für seine Mitarbeiter. Die ursprünglichen Ursachen, die zur Idee der Vertrauensarbeitszeit geführt

haben, bestehen derzeit durch die bereits ergriffenen Massnahmen eigentlich nicht mehr. Eine Notwendigkeit für die Einführung besteht eigentlich nicht. Die Einführung der Vertrauensarbeitszeit ist unnötig. Wenn schon sollte man sich auf die effektiven Funktionen und die damit verbundenen Führungsaufgaben auf der ersten Führungsebene beschränken. Das ist uns sehr wichtig, und es entspricht der ursprünglichen Idee zur Einführung der Vertrauensarbeitszeit.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Stucki das Wort.

Béatrice Stucki, Bern (SP). Zu den unbestrittenen Änderungen in diesem PG äussern wir uns seitens der SP-JUSO-PSA-Fraktion nicht, weil sie eben unbestritten sind. Hingegen lehnt die SP-JUSO-PSA-Fraktion die Einführung der Vertrauensarbeitszeit ab, wie Sie das sicher auch unseren Anträgen haben entnehmen können. Der Kanton hat die Problematik der zu hohen Überzeiten und Überstundensaldi längstens im Griff. Dazu hat er die Verordnung zum PG geändert und die maximale Anzahl Stunden festgelegt, die jeweils ins nächste Jahr übertragen werden können. Damit ist die Forderung nach der Vertrauensarbeitszeit, so wie sie damals von den Motionären gemeint war, obsolet. Der Anlass besteht nicht mehr. Dass die GPK und die Mehrheit der FiKo darauf beharren, ist aus personalpolitischer Sicht bedauerlich, weil dies dem Renommee des Kantons als Arbeitgeber schadet.

Zu unseren Gründen: Erstens ist die Arbeitszeiterfassung die einfachste Kontrollmöglichkeit eines Arbeitgebers, um die ihm obliegende Fürsorgepflicht gegenüber den Mitarbeitenden wahrzunehmen. Er ist dafür verantwortlich, dass die Mitarbeitenden nicht wegen Arbeitsbelastung krank werden. Dazu verweise ich auf den Artikel 328 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) zum Arbeitsvertragsrechts. Mit der Einführung der Vertrauensarbeitszeit wird der Kanton diese Verantwortung gegenüber den betroffenen Mitarbeitenden nicht mehr wahrnehmen können.

Die Arbeitsbedingungen des Kantons bilden den zweiten Grund. Die Arbeitsbedingungen des Kantons sind im Vergleich zu anderen Arbeitgebern weniger vorteilhaft, auch wenn das hier drin bestritten wird, insbesondere was die Lohneinreihung anbelangt. Das können Ihnen alle Direktorinnen und Direktoren bestätigen, die Kaderleute bei Vakanz anstellen müssen. Die Einführung der Vertrauensarbeitszeit würde den Kanton Bern als Arbeitgeber noch unattraktiver machen, insbesondere, wenn die von der FiKo beschlossenen Verschlechterungen gegenüber der Vorlage der Regierung eine Mehrheit finden sollten.

Drittens steht in der Verordnung 1 zum Arbeitsgesetz (ArGV 1) in Artikel 73a, dass ein Verzicht auf Arbeitszeiterfassung nur zulässig ist, wenn dafür ein von den Sozialpartnern ausgehandelter Gesamtarbeitsvertrag vorliegt. Auch bei einer vereinfachten Arbeitszeiterfassung – das betrifft Artikel 73b ArGV 1 – wird eine Arbeitszeiterfassung nach wie vor gefordert, und einzuhaltende Bedingungen sind festgelegt. Es ist mir nicht bekannt, dass der Kanton Bern einen Gesamtarbeitsvertrag hätte.

Die Arbeitsgebiete der obersten kantonalen Kader sind sehr komplex, und die zeitliche Arbeitszeitbelastung ist bereits heute sehr hoch. Etwas ruhigere Phasen wie beispielweise während der Regierungsratsferien müssen deshalb zwingend für die Überstundenkompensation in Form von gezielten Erholungsurlauben zur Verfügung stehen. Eine Vertrauensarbeitszeit mit einem strengen Ferienregime macht die Vorteile der gleitenden Arbeitszeit zunichte. Die Einführung einer Vertrauensarbeitszeit würde also das Kader deutlich mehr belasten. Deshalb lehnt auch das Kader dessen Einführung ab.

Fünftens hinkt der Vergleich mit der Vertrauensarbeitszeit des Bundes stark, weil die Ausgestaltung der Vertrauensarbeitszeit beim Bund viel besser ist als das, was uns hier unterbreitet wird und es, wie gesagt, von der FiKo noch verschlechtert worden ist. Wir sind auf gute Kaderleute angewiesen. Eine schlecht ausgestattete Vertrauensarbeitszeit einzuführen, ist ein Affront gegenüber dem Personal. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt sie deshalb ab. Zu den einzelnen Anträgen werden wir uns in der Debatte äussern.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Die EVP-Fraktion ist für das Eintreten auf das Geschäft. Die EVP ist auch dafür, dass man die Vertrauensarbeitszeit einführt. Wir sind auch bereit, miteinander zu diskutieren, wie gross der Kreis und die Ausgestaltung genau sein sollen. Ich erlaube mir dazu ein paar grundsätzliche Überlegungen. Was ist das Gegenteil von Vertrauensarbeitszeit? Misstruensarbeitszeit? Kontrollierte Arbeitszeit? – Eigentlich ist es kontrollierte Arbeitszeit. Wozu führt das? – Oder man kann es auch andersherum sagen: Entweder zahle ich als Arbeitgeber Zeit, oder ich zahle die Aufgabenerfüllung. Das ist es, was wir eigentlich anstreben. Wir wollen eine gute Aufgabenerfüllung und dafür zahlen. Das ist die normale Usanz in der Wirtschaft. Ich denke, diese darf auch der Kanton anwenden. Es geht darum, die Aufgabenerfüllung gut zu machen, und dafür erhalte ich den entsprechenden

Lohn. Wir bewegen uns in Lohnklassen, zu denen man sagen kann, es sei wirklich eigenverantwortlich, wie man handeln will. Wenn wir kontrollierte Arbeitszeit haben, dann kommen genau die Reglemente zum Tragen. Dann haben wir ausformulierte Reglemente, die buchstabengetreu eingehalten werden müssen, egal auf welcher Stufe wir sind. Ich nehme ein Beispiel aus dem Gesamtarbeitsvertrag im Spitalbereich. Dort heisst es, Sie dürfen vier Stunden arbeiten, danach müssen Sie fünfzehn Minuten Pause machen. Weiter heisst es, wie lange Sie arbeiten dürfen. Sie haben minutiös alles vorgegeben. Es ist nicht möglich, auf diese Weise eigenverantwortlich eine Aufgabe zu erfüllen. Deshalb bin ich der Meinung, dass sich gerade auf den Stufen, die wir hier diskutieren, die Einführung einer Vertrauensarbeitszeit lohnt.

Den Personenkreis sehen wir von der EVP in einem grösseren Bereich als ihn die Regierung vorgeschlagen hat. Bei der Entschädigung haben wir ein paar Fragenzeichen. Die Entschädigung ist sicher zu diskutieren. Man kann sich wirklich fragen, wie hoch sie sein muss. Dazu kommen wir noch im Detail. Wichtig ist die Idee, dass das Ganze kostenneutral ist. Wir treten auf das Geschäft ein.

Adrian Haas, Bern (FDP). Heute länger bleiben, morgen früher gehen und am nächsten Tag die Präsentation am Laptop im Wohnzimmer vorbereiten. All das ist grundsätzlich dort möglich, wo die Vertrauensarbeitszeit gilt. Zugegeben, ganz so einfach ist es natürlich nicht. Das erlebe ich selber auch. Trotzdem hat die Aussage etwas Wahres. Die Erfahrungen derjenigen, die solche Arbeitszeitmodelle haben, sind auch nicht schlecht. Seit 2009 stempeln die obersten Kader in der Bundesverwaltung nicht mehr. Das sind 1000 Leute, die ihre Arbeitszeit nicht mehr erfassen. Dafür erhalten sie ein bisschen mehr Lohn respektive Ferien als Kompensation.

Auslöser für die Umstellung waren die Überzeitberge. In der Staatsrechnung 2007 des Bundes hatte man rund 300 Mio. Franken an Abgrenzungen. Hohe Überstunden und Ferienzeitguthaben waren denn auch der Initialanlass, weshalb der Grosse Rat verlangt hat, dass die obersten Kaderangestellten im Kanton Bern Vertrauensarbeitszeit haben sollen. Aber sicher nicht nur das. Die Regierung hat uns infolge politischen Drucks widerwillig einen Vorschlag vorgelegt. Überzeugt davon ist sie – ich weiss es nicht – immer noch nicht ganz. Man hat offenbar Angst, dass eine Überbelastung der Mitarbeitenden erfolgt. In der Privatwirtschaft und auch beim Bund hat man beziehungsweise macht man gute Erfahrungen mit der Vertrauensarbeitszeit. Es braucht allerdings ein Umdenken bei den Vorgesetzten der Kaderleute in Richtung resultatorientierter Führung anstelle von Präsenzkontrolle. Natürlich braucht es auch Selbstdisziplin der Kaderleute selber, damit sie eine Balance zwischen Beruf und Privatleben zugunsten der eigenen Gesundheit finden. Aber wer diese mit dem neuen Modell nicht findet, hat sie wahrscheinlich auch bisher nicht gefunden. Stempeln schützt nicht per se vor einer Gesundheitsgefährdung, so wenig wie Vertrauensarbeitszeit das Gegenteil bewirkt. Es ist letztlich auch eine Frage der Persönlichkeit, wie man seine Zeit managt. Wir vertrauen darauf, dass unsere Kaderleute in der Verwaltung das durchaus können.

Die FDP ist grossmehrheitlich für ein schrittweises Vorgehen und deshalb grundsätzlich für den Personenkreis gemäss dem Antrag der Regierung, wobei wir eine gewisse Ausdehnung durchaus als möglich erachten, so wie sie zuvor auch der EVP-Sprecher angetönt hat. Weil die Frage des Personenkreises wahrscheinlich an die FiKo zurückgewiesen und noch seriöser diskutiert werden wird, müssen wir uns hier noch nicht genau im Einzelnen dazu äussern. Uns interessieren auch noch die finanziellen Auswirkungen der einzelnen Varianten. Den Datenschutzbestimmungen können wir zustimmen, soweit wir sie überhaupt begreifen. Wir sind für das Eintreten.

Madeleine Amstutz, Schwanden Sigriswil (SVP). Die SVP-Fraktion ist für das Eintreten und für die Einführung der Vertrauensarbeitszeit. Es ist schon längst überfällig, die Vertrauensarbeitszeit einzuführen, und diese soll im Gesetz festgeschrieben werden. Weil die Mehrarbeit bei der Vertrauensarbeitszeit nicht kompensiert wird, sollen die betroffenen Personenkreise mit maximal 6 Prozent Gehaltszulage und 3 Prozent Arbeitgeberbeiträgen entschädigt werden. Das ist aber der Punkt, den wir noch diskutieren und im Hinblick auf die zweite Lesung zurücknehmen werden. Die SVP-Fraktion unterstützt, wie ich vorab sagen kann, mehrheitlich die Stossrichtung der FiKo-Mehrheit.

Die Grundlage der Vertrauensarbeitszeit basiert auf überwiesenen Motionen. Diese Forderungen wurden bereits 2011 im Grossen Rat überwiesen. Es sind also alte Forderungen. Die erste Vorlage der Regierung wurde damals aufgrund von schlechten Vernehmlassungen zurückgezogen. Im Jahr 2016 waren es die GPK und die FiKo, welche die Umsetzung der Motionen forderten. Andere Kantone haben das auch umgesetzt. Wir konnten nachlesen, wer die Vertrauensarbeitszeit wie eingeführt hat. Auch auf Bundesebene funktioniert die Vertrauensarbeitszeit in grösseren Kreisen, als wir hier darüber diskutieren. Auch in grossen Bereichen der Privatwirtschaft gibt es Vertrauensarbeitszeitmodelle,

die funktionieren. Natürlich muss man noch diskutieren, welche Kreise in die Vertrauensarbeitszeit eingeschlossen werden sollen. Die Regierung möchte sie, wie wir schon gehört haben, für das oberste Kader. Die FiKo-Mehrheit hat den Antrag gestellt, die Gehaltsklassen 27–30 einzubeziehen. Das sind rund 370 Mitarbeitende, die wir so unterstützen. Weil es noch Differenzen beim Antrag zu Artikel 57a gibt, ist es gut, diesen noch einmal zurück in die Kommission zu schicken und erst in der zweiten Lesung zu beschliessen. Den Artikel 57 wollen wir heute beschliessen. Ich bitte Sie deshalb, auf das Gesetz einzutreten.

Michael Köpfli, Wohlen b. Bern (glp). Die glp begrüsst die Einführung der Vertrauensarbeitszeit für die hohen Kader ausdrücklich. Damit wird ein langjähriges Anliegen des Grossen Rates umgesetzt. Ich habe in der Datenbank nachgesehen und Vorstösse gefunden, die als verbindliche Motionen weit vor meiner Zeit im Grossen Rat überwiesen wurden, wie zum Beispiel jene von Thomas Fuchs. Nach einer Vernehmlassung liess man diese anschliessend sterben. Es ist auch ein zwar nicht langjähriges, aber doch mehrjähriges Anliegen der glp. Am 19. März dieses Jahres hat der Grosse Rat eine Motion aus unseren Reihen, die ich zusammen mit den Kollegen Alberucci und Egger einreichte, als Motion überwiesen. Darin wird die Einführung der Vertrauensarbeitszeit für die höchsten Lohnklassen, konkret für die Lohnklassen 27–30, verlangt.

Zur Einordnung, um zu verstehen, was es heisst: Wir sprechen hier von Löhnen. Der tiefstmögliche Grundlohn in der Lohnklasse 27 beträgt 127 000 Franken; der höchstmögliche Lohn in der Lohnklasse 30 beträgt ungefähr 240 000 Franken. Man kann mit gutem Gewissen sagen, dass es primär um Leute geht, die 150 000 Franken oder mehr im Jahr verdienen. Es sind nicht irgendwelche Tieflohneempfänger, die betroffen sind. Diesen verbindlichen Auftrag hat der Regierungsrat im Rahmen dieser Gesetzesrevision nicht berücksichtigt. Das hat uns befremdet, weil der Regierungsrat die Vertrauensarbeitszeit nur für ein paar ausgewählte Funktionen des obersten Kaders einführen will und nicht, wie die Motion verbindlich verlangt, für sämtliche Gehaltsklassen des hohen Kaders. Ich möchte aus aktuellem Anlass etwas dazu sagen. Ich habe heute Morgen der Finanzdirektorin sehr genau zugehört. Bei der unverbindlichen Planungserklärung von Thomas Brönnimann hat die Finanzdirektorin Simon auf das wortwörtliche Ratsprotokoll der damaligen Debatte verwiesen und gesagt, die damalige Beschlussfassung sei für die Umsetzung absolut verbindlich, und sie habe bei einer unverbindlichen Planungserklärung keine Handlungsmacht. Wir sprechen hier von einer verbindlichen Motion. Das ist ein verbindlicher Auftrag zur Gesetzgebung, und der Regierungsrat foutiert sich um die Umsetzung dieser Motion. Ich bitte um Verständnis: So fühle ich mich als Parlamentarier nicht ernstgenommen, Frau Finanzdirektorin!

Wir finden es daher absolut verständlich und richtig, dass die FiKo-Mehrheit jetzt mit einem Antrag im Rahmen der Gesetzgebung dieser überwiesenen Motion zum Durchbruch verhelfen will. Ich lasse es auch nicht auf uns sitzen – falls dies zur Debatte steht –, dass die Vorbereitung ungenügend gewesen ist. Ja, wir können die Zahlen, die aussagen, was es heisst, nicht alle liefern, aber das wäre der Auftrag an den Regierungsrat nach der überwiesenen Motion gewesen. Er erhält diese Chance nochmals, weil wir ja jetzt bereit sind, den Artikel im Hinblick auf die zweite Lesung in die FiKo zurückzunehmen. So wird man ihn nochmals diskutieren können. Allerdings ist für uns ganz klar, dass ein wichtiger Schritt der FiKo darin besteht, dem Willen des Grossen Rates zum Durchbruch zu verhelfen. Denn nur so werden Motionen in Zukunft hoffentlich denn auch tatsächlich umgesetzt.

Warum aber wollen wir die Vertrauensarbeitszeit für hohe Kader? – Für uns ist mit der Vertrauensarbeitszeit eben nicht die Präsenz für eine gewisse Zeit am Arbeitsplatz relevant, sondern die Erledigung konkreter Aufgaben. Das ist selbstverständlich nicht überall sinnvoll. Wenn zum Beispiel verschiedene Sachbearbeiter den gleichen Job machen, kann man sicher nicht Vertrauensarbeitszeit einführen, weil sich dann der eine ein bisschen durchmogeln kann, während der andere ein bisschen mehr leistet. Aber wir sprechen hier von Kaderangestellten mit einem sehr hohen Gestaltungsfreiraum, meistens mit Führungsverantwortung, und bei diesen ist die Vertrauensarbeitszeit eben gerade zielführend und angebracht. Sie stärkt die Eigenverantwortung und den Handlungsspielraum dieser Angestellten und führt eben dazu – das ist mir auch noch wichtig –, dass die Leute keinen Flaschenhals bilden, weil sie dann die Leute in ihrem Team einbeziehen und Aufgaben delegieren müssen, anstatt alles bei sich zu horten. Ich denke, dies stärkt sogar die Verwaltung insgesamt. Ich kann selber sagen, dass ich auf meinen eigenen Wunsch hin Vertrauensarbeitszeit leiste. Ich schätze das sehr, und für mich ist das eine grosse Befreiung. Ich habe einen guten Lohn, aber ich bin nicht annähernd im Bereich der Gehaltsklassen, für die wir heute die Vertrauensarbeitszeit einführen möchten. Ich weiss auch von vielen anderen Leuten aus der Bundesverwaltung oder der Privatwirtschaft, die die Vertrauensarbeitszeit sehr schätzen. Ich habe das Gefühl, es entspreche einem falschen Verständnis, wenn

man die Vertrauensarbeitszeit als etwas ansieht, mit dem man den Angestellten etwas wegnimmt. Ich glaube, für intrinsisch motivierte Angestellte ist es eine grosse Freiheit, wenn sie Vertrauensarbeitszeit haben. Adrian Haas hat gut ausgeführt, welcher Handlungsspielraum dadurch entsteht. Ich bin überzeugt, dass auch im Rahmen der neuen Technologien und der Digitalisierung für die betroffenen Angestellten viel mehr Flexibilität entsteht. Wir lehnen deshalb den Antrag der SP, der vollständig auf die Vertrauensarbeitszeit verzichten will, ab. Wenn dieser Antrag wie erhofft abgelehnt wird, werde ich mich anschliessend im Rahmen der Detailberatung zu Artikel 57a noch zu den weiteren Punkten betreffend die genaue Ausgestaltung äussern.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (BDP). Im Rahmen der Eintretensdebatte geht es um die Frage, ob wir überhaupt über die inhaltlichen Änderungen dieser Gesetzesvorlage diskutieren wollen. Ob wir dann diese Änderungen im Einzelnen wollen, und warum wir diese wollen oder nicht, können wir noch im Rahmen der Gesetzesdebatte beraten. Bezogen auf die Frage des Eintretens kann ich für die BDP sagen, dass wir auf die Änderungen eintreten und diese diskutieren wollen. Wir wollen eintreten.

Johann Ulrich Grädel, Schwarzenbach BE/Huttwil (EDU). Es ist eigentlich schon alles gesagt. Wenn wir das Vertrauen in Angestellte mit einem Salär von mehr als 127 000 Franken nicht haben, dann haben wir sowieso ein Problem. Diese Mitarbeiter sollten wir doch nicht mehr kontrollieren müssen. Wir sind für das Eintreten.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprecherinnen und Einzelsprechern. Das Wort hat Grossrätin Gygax, BDP.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (BDP). Ich trete als Einzelsprecherin ans Rednerpult, weil es nicht vorgesehen ist, dass zwei Aufsichtskommissionen zu einem Geschäft sprechen. Es ist mir aber wichtig, hier auch die Sicht der JuKo offenzulegen. Ich tue dies in Absprache mit der Kommission. Die JuKo hat in ihrer Sitzung vom 19. November die Revision des PG mit Blick auf die Justizbehörde und die Staatsanwaltschaft noch einmal diskutiert und im Besonderen versucht, den Artikel 57a noch einmal auseinanderzunehmen, zu analysieren und zu verstehen. Unsere offenen Fragen konnten aber weder mit dem vorliegenden Vortrag noch durch unsere Diskussion dahingehend beantwortet und verstanden werden, dass wir hätten sagen können: So ist es sinnvoll, so wollen wir das, so ist es handhabbar und praktikabel, so wollen wir es geregelt haben, und so ist es richtig und gerecht, oder – anders gesagt – so kann die JuKo den Antrag unterstützen. Viel mehr kam die JuKo zum Schluss, dass uns mehr offene als beantwortete Fragen bleiben. Unsere Bedenken beziehungsweise unsere Unsicherheiten wurden eher grösser. Das hat die JuKo mit 15 Stimmen bei 2 Enthaltungen dazu bewogen, den Artikel 57a (neu) für die zweite Lesung zurückzuweisen und vertiefte Abklärungen und Analysen zu fordern. Darüber, dass das die FiKo wahrscheinlich nicht nur wegen unserer Rückmeldung inzwischen selber so sieht, sind wir froh.

Damit die FiKo für die nächsten Schritte in dieser Gesetzesrevision auch die Überlegungen, die Bedenken, die Ansichten und das Verständnis der JuKo kennt, erlaube ich mir im Einverständnis mit der Kommission, unsere Gedanken in Bezug auf die Betroffenheit der Justiz und die betroffenen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern der Gehaltsklassen 27–30 bereits hier zu deponieren. Wenn ich das tue, möchte ich ausdrücklich festhalten, dass die JuKo momentan noch keinen der beiden Vorschläge, das heisst, weder den Vorschlag der Regierung noch den Vorschlag der FiKo, favorisiert.

Die Justiz und die Staatsanwaltschaft sind durch den Vorschlag der FiKo übermässig betroffen. Wir haben es zuvor gehört: Von den voraussichtlich 370 Mitarbeitenden werden rund 220 Personen in der Justiz und in der Staatsanwaltschaft beschäftigt sein. Für die JuKo stellen sich insbesondere unter anderem folgende Fragen. Diese Fragen müssen aus unserer Sicht vor der Beschlussfassung im Grossen Rat durch die FiKo analysiert und geklärt werden, und sie müssen uns allen hier im Ratssaal erklärt werden können: Wie wird die Führungsfunktion mit Führungsaufgaben und grosser Verantwortung im Zusammenhang mit der Vertrauensarbeitszeit im Bereich der Justiz und der Staatsanwaltschaft von der FiKo definiert? Ist die Definition wirklich abhängig von der Lohnklasse zu erklären? Welche Konsequenzen hat die Vertrauensarbeitszeit bei der Justiz und der Staatsanwaltschaft auf die Finanzen, die personellen Ressourcen und bezogen auf die Arbeitsbedingungen und die Arbeitsgesundheit in der Praxis? Wir denken unter anderem an die Piktetdienste der Staatsanwältinnen und Staatsanwälte, an die terminierten Verhandlungen von Gerichtspräsidenten und Gerichtspräsidentinnen, an die Verfügbarkeit der Gerichtsleute unter anderem der Anwälte und Anwältinnen et cetera. Inwieweit

haben die betroffenen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter einen eigenen Gestaltungsfreiraum, Entscheidungsspielraum und damit die Flexibilität bezüglich ihrer Arbeitszeiten? – Fragen über Fragen.

Die JuKo dankt der FiKo, wenn sie diese und allenfalls weitere Fragen in die Kommission zurücknimmt und mit aktivem Einbezug der Justizleitung, dem Obergericht, dem Verwaltungsgericht, der Staatsanwaltschaft und auch der JuKo Antworten sowie gangbare, praktikable, sinnvolle und finanzierbare Lösungen zu finden versucht. Extreme Überstunden beim Kantonspersonal haben vor ein paar Jahren das Thema Vertrauensarbeit aufgeworfen. Eng gehaltene Massnahmen und strenge Forderungen der Regierung wurden aber von der Justiz und der Staatsanwaltschaft sehr ernstgenommen. Die Umsetzung per Ende 2019 ist auf bestem Kurs. Ist es richtig, wenn gerade diejenigen Stellen, die das Überzeitproblem sehr ernstnehmen und mit strikten Abbauvereinbarungen das Problem in den Griff bekommen, sich jetzt mit der Einführung der Vertrauensarbeitszeit noch einmal als «Bestrafte» vorkommen könnten? Kosten und Nutzen, administrativer Aufwand und Ertrag, ein Gleichgewicht für Mitarbeitende und für die Kantonsfinanzen: Für die JuKo bestehen noch so viele Unklarheiten, und die Grundlagen sind aus unserer Sicht noch nicht soweit aufbereitet, dass ein Entscheid gefällt werden kann. Wir danken der FiKo, wenn sie unsere vielen Fragen aufnimmt und mit dem direkten Gespräch und der Konsultation der Direktbetroffenen nochmals eine vertiefte Prüfung der ganzen Problematik vornimmt. Ihnen im Saal danke ich fürs Zuhören.

Präsident. Ich erteile das Wort der Finanzdirektorin.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Die Revisionspunkte der vorliegenden Änderung des PG sind bis auf die Regelung im Zusammenhang mit der Vertrauensarbeitszeit unbestritten. Die vorberatende FiKo weicht einzig in zwei Punkten von den Anträgen des Regierungsrates ab, nämlich beim Kreis der betroffenen Mitarbeitenden und betreffend die Höhe der Kompensation. Man hat jetzt schon in diversen Voten davon gehört. Ich komme in den einzelnen Bereichen darauf zu sprechen, wenn wir die Gesetzgebung im Detail diskutieren.

Es wurde schon sehr viel darüber debattiert, ob und wie die Vertrauensarbeitszeit eingeführt werden soll. Der Regierungsrat hat sich in der Vergangenheit immer sehr, sehr kritisch dazu geäussert, vor allem, weil wir befürchtet haben, dass sich die Anstellungsbedingungen für das oberste Kader wegen der Vertrauensarbeitszeit verschlechtern könnten und auch aus gesundheitlichen Aspekten. Aufgrund der klaren politischen Signale anlässlich des Vernehmlassungsverfahrens hat der Regierungsrat seine Haltung überdacht. Er stimmt jetzt ebenfalls einer Einführung der Vertrauensarbeitszeit zu. Allerdings, und ich sage das als oberste Personalverantwortliche, müssen wir aufpassen, dass wir mit der Einführung der Vertrauensarbeitszeit die Anstellungsbedingungen für unsere Kadermitarbeitenden nicht verschlechtern. Gerade in diesem Segment steht der Kanton Bern in einem harten Wettkampf mit der Bundesverwaltung, aber er steht auch mit anderen grossen Arbeitgebern auf dem Platz Bern in Konkurrenz. Wenn wir nun die Anstellungsbedingungen des obersten Kadern verändern, dann müssen wir das mit grosser Sorgfalt tun. In diesem Sinn beantragt Ihnen der Regierungsrat, auf die Vorlage einzutreten und anschliessend die Vorlage gemäss den Anträgen des Regierungsrates zu genehmigen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung auf Eintreten oder Nichteintreten. Wer auf die Vorlage eintreten will, stimmt Ja, wer nicht eintreten will, stimmt Nein.

Abstimmung (Antrag Regierungsrat auf Eintreten)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	143
Nein	1
Enthalten	0

Präsident. Sie haben mit 143 Ja-Stimmen gegen 1 Nein-Stimme bei 0 Enthaltungen das Eintreten beschlossen. Wir kommen zur Detailberatung.

Detailberatung

I.

Titel nach Art. 12 (neu)

1.4 Datenbearbeitung bei der Nutzung elektronischer Infrastruktur

Angenommen

Art. 12a (neu)

Angenommen

Art. 12b (neu)

Angenommen

Art. 12c (neu)

Angenommen

Art. 12d (neu)

Angenommen

Art. 12e (neu)

Angenommen

Art. 14 Abs. 4 (aufgehoben)

Angenommen

Art. 19 Abs. 2a (neu)

Angenommen

Art. 19 Abs. 3

Angenommen

Art. 22 Abs. 1

Angenommen

Art. 39, Randtitel

Angenommen

Art. 39 Abs. 1, Abs. 2, Abs. 2a (neu)

Angenommen

Art. 57 Abs. 1

Antrag SP-JUSO-PSA (Wyrsch, Jegensdorf)

Streichung der Ergänzung:

Der Regierungsrat legt die Arbeitszeit und die Arbeitszeitformen durch Verordnung fest. ~~Artikel 57a bleibt vorbehalten.~~

Präsident. Zu Artikel 57 Absatz 1 liegt ein Antrag SP-JUSO-PSA/Wyrsch vor. Ich erteile dem Antragsteller das Wort.

Daniel Wyrsch, Jegensdorf (SP). Als Fraktionssprecher, aber auch als Geschäftsführer des Bernischen Staatspersonalverbands (BSPV) beginne ich mit drei Vorbemerkungen. Erstens – das ist mir klar; man hat das zuvor schon gehört – kann man ganz unterschiedlicher Meinung zur Vertrauens-

arbeitszeit sein. Zweitens kann man theoretisch bei allen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern Vertrauensarbeitszeit einführen. Es ist aber nicht so einfach, wie man sich das manchmal vorstellt. Die FiKo hat das gerade mit einem kurzfristigen Antrag auf Einführung der Gehaltsklassen 27–30 erlebt, der sich im Nachhinein vielleicht als doch nicht ganz so glücklich erweist. Darüber werden wir vielleicht später noch diskutieren. Drittens wäre es noch interessant zu wissen, was man sich genau unter Vertrauensarbeitszeit vorstellt. Wenn man das Gefühl hat, man habe Anfang Jahr einen Stand von «null/null» auf allen Zählern und Ende Jahr wieder «null/null», dann entspricht das vielleicht nicht dem, was der Kanton oder andere sich vorstellen. Dann gäbe es nämlich die Ausgleichstage gar nicht.

Die vorliegende Vorlage basiert eigentlich auf dem Paket des Bundes: 6 Prozent mehr Lohn und zusätzliche Pensionskassenbeiträge. Sie haben das sicher mitbekommen. Vonseiten des BSPV haben wir die Betroffenen befragt, einerseits die Kaderleute, andererseits die Mitglieder des Richterinnen- und Richterverbands, um zu erfahren, was sie zur Vertrauensarbeitszeit meinen. 70 Prozent von ihnen lehnen sie ab. Einerseits nützen ihnen die Ausgleichstage nicht viel, wenn sie gleich viel Arbeit zu bewältigen haben. Andererseits machen 6 Prozent mehr Lohn nicht unbedingt so glücklich, wenn dies 2 Prozent mehr Steuern bringt, und mehr Ferien haben die meisten sowieso bereits. Also stellt sich die Frage, wie viele Vorteile dies den Betroffenen überhaupt bringt. Denn das Problem der Überstunden – wir haben es schon mehrmals gehört – ist bereits erledigt.

Ich bin überzeugt, dass der Kanton mit der Einführung der Vertrauensarbeitszeit einen gewissen Trumpf verliert. Die Jungen wollen keine Vertrauensarbeitszeit. Beim Bund wählt von jenen, die wählen können – das mittlere Kader kann wählen –, nur ein Viertel die Vertrauensarbeitszeit. Die Jungen bringen lieber Familie und Beruf in Einklang und wählen sie nicht primär, auch wenn sie mehr verdienen würden. Bei den restlichen Arbeitsbedingungen – wir haben es diese Woche bereits mehrmals gehört – kann der Kanton sowieso nicht mithalten; sei es bei den Löhnen, oder sei es bei den wöchentlichen Arbeitszeiten der Stadt Bern und so weiter. Gerade bei den Kaderleuten ist es schon so, dass der Kanton ein wenig ein Problem mit anderen Mitbewerberinnen und Mitbewerbern hat. So wissen wir, dass beispielsweise beim Amt für Justizvollzug (AJV) die Kandidierenden für die Anstellung als Amtsvorsteher nicht Schlange standen. Und überall kann man dem Kader auch nicht einen Coach zur Seite stellen.

Ich wurde von mehreren Grossräten gefragt, ob der Kanton mit der Vertrauensarbeitszeit finanziell ein Verlustgeschäft mache. Ich weiss es selber auch nicht. Es stellt sich nämlich schon die Frage, ob die Rechnung wirklich aufgeht. Grossrat Saxer hat angenommen, dass keine Mehrkosten entstehen. Ich weiss es nicht. Ich glaube, alle sind etwas unsicher. Deshalb sind die verschiedensten Vorschläge auf dem Tisch, unter anderem vonseiten der SVP, wie viel und wie viel nicht, fast wie auf dem türkischen Basar. Das meine ich nicht im negativen Sinn, aber man ist einfach ein bisschen verunsichert. Ich persönlich sehe den Nutzen der Vertrauensarbeitszeit in diesem Sinn nicht. Auch heute werden die Aufgaben bereits erfüllt. Das hat mit der Vertrauensarbeitszeit nichts zu tun. Auch bei der Vertrauensarbeitszeit kann man sich durchmogeln, Grossrat Köppli. Auch das ist möglich. Ich sehe keinen Nutzen, wenn man bei 12 000 Angestellten wie auch bei 100 oder 400 die Vertrauensarbeitszeit einführt, sondern wir machen uns selber als Arbeitgeber nur unattraktiv. Deshalb soll sie gar nicht ins PG aufgenommen werden. Ich hoffe, Sie unterstützen den Antrag.

Präsident. Wünscht der Kommissionssprecher das Wort? – Ich erteile das Wort Grossrat Saxer.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP), Kommissionssprecher der FiKo. Obschon wir den Artikel 57a in die FiKo zurücknehmen, haben wir mit der Beratung von Artikel 57 Absatz 1 die Gelegenheit, einen Grundsatzentscheid durch den Grossen Rat fällen zu lassen: Wollen wir eine Vertrauensarbeitszeit einführen oder nicht? Sie haben den Antrag der SP-JUSO-PSA-Fraktion gesehen. Dieser will, dass der Verweis – ich zitiere: «Artikel 57a bleibt vorbehalten» – gestrichen wird. Die Konsequenz dieser Streichung wäre, dass die Kompetenz für die Festlegung der Arbeitszeit und der Arbeitszeitformen auch künftig abschliessend beim Regierungsrat liegt, unter Vorbehalt zugunsten der Vertrauensarbeitszeit, die in Artikel 57a geregelt werden soll. Das heisst, dieser Vorbehalt würde entfallen. Mit anderen Worten: Wer die Vertrauensarbeitszeit ablehnt, muss dem SP-Antrag zustimmen. Wer die Vertrauensarbeitszeit einführen will, muss dem Antrag der Regierung zustimmen. Die FiKo lehnt den Streichungsantrag der SP mit 9 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen ab und befürwortet damit die Einführung der Vertrauensarbeitszeit.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die FDP-Fraktion: Grossrat Haas.

Adrian Haas, Bern (FDP). Ich wiederhole nicht, was ich bereits in der Eintretensdebatte gesagt habe. Wir sind für eine Vertrauensarbeitszeit. Dementsprechend lehnen wir den hier vorliegenden Antrag ab. Ich will nur noch etwas zu den 6 Prozent anmerken, die Kollega Wyrsch angedeutet hat, wonach es mehr gäbe. Es sind eben nicht nur 6 Prozent, sondern gemäss dem ursprünglichen Vorschlag der Regierung wären es 10,25–10,5 Prozent, nämlich 6 Prozent Zulagen auf dem Bruttolohn, 2,75–3,0 Prozent Verbesserung des Vorsorgeguthabens, 3 Prozent Sparbeitrag und die Kompensation der Ferientage, die auch noch etwa 1,5 Prozent beträgt. Wir haben dies ausgerechnet und liessen es durch die FIN überprüfen. Man sagte: «Jawohl, das ist so.». Gemäss dem ursprünglichen Vorschlag der FiKo wären es etwa 10,25 Prozent. Dies nur, damit wir bei den Zahlen einigermaßen Klarheit haben.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (BDP). Die BDP hat schon vor sieben, acht Jahren die Vorstösse unterstützt, aufgrund derer die Vertrauensarbeitszeit grundsätzlich eingeführt werden soll. An dieser Haltung haben wir uns bisher nicht gross gestört und wollen sie vor allem auch nicht ändern. Wir teilen die grossen Ängste der Ratslinken, die jetzt vor allem durch den Antragsteller, aber auch in der Eintretensdebatte geäussert worden sind, grundsätzlich nicht. Wir gehen davon aus, dass das Modell, das der Regierungsrat hier vorschreibt, nämlich die Vertrauensarbeitszeit für das höchste Funktionskader einzuführen, funktionieren wird. Wir gehen im Gegensatz zu den Antragstellern davon aus, dass diese Funktionsträger eine grosse Eigenverantwortung und eine grosse Selbstständigkeit haben. Wir gehen auch davon aus, dass sich die Leute schon zur Wehr setzen, sollten allenfalls gesundheitliche Probleme oder eine Arbeitsüberlastung auftauchen. Immerhin gehören sie zum höchsten Kader unseres Kantons und stehen direkt unter den Regierungsräten.

Wir gehen aber auch davon aus, dass die Regierungsratsmitglieder als direkte Vorgesetzte dieser höchsten Kaderangestellten die nötigen Führungskompetenzen haben, um zu erkennen, wenn eine Arbeitsbelastung überbordert oder wenn sich gesundheitliche Probleme anbahnen. Wir teilen diesbezüglich die Ansichten der Ratslinken nicht. Die Vertrauensarbeitszeit hat sich sowohl beim Bund, in anderen Kantonen als auch in der Privatwirtschaft bewährt. Sie ist gut etabliert. Man weiss auch, wie man mit ihr umgeht. Man muss sie einfach fair umsetzen. Fair umsetzen heisst, dass man die entsprechenden Entgelte zur Verfügung stellt, wenn man die Vertrauensarbeitszeit jetzt einführt. Darauf komme ich bei den einzelnen Punkten noch zurück. Im Sinn der Eigenverantwortung der Kaderangestellten lehnen wir den Antrag der SP ab.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Mein Fraktionskollege, Antonio Bauen, hat es in der Grundsatzdebatte bereits ausgeführt: Die Grünen lehnen die Einführung der Vertrauensarbeitszeit ab. Ich möchte noch einmal zwei Gründe hervorheben. Ein Punkt betrifft den Frauenanteil, der, wie es sich auch mit einer Beschränkung auf 90 Prozent zeigt, beim allerobersten Kader 28 Prozent beträgt. Liebe Kolleginnen und Kollegen und an die Adresse derjenigen, die die Vertrauensarbeitszeit einführen wollen: Für jene, welche in Teilzeit arbeiten – und das betrifft mehrheitlich die Frauen, aber auch die in Teilzeit arbeitenden Männer, die Beruf und Familie auch miteinander kombinieren wollen – ist es ein ungelöstes Problem, wie man die Vertrauensarbeitszeit regelt. Ich glaube, diejenigen, die die Vertrauensarbeitszeit einführen wollen, gehen noch von einem Modell aus, bei dem alle 100 Prozent arbeiten. Das entspricht aber längst nicht mehr der Realität, auch nicht im Kader. Wir wollen im Kader mehr Leute mit Familienpflichten und mehr Frauen. Dann braucht es gewisse Veränderungen. Die Vertrauensarbeitszeit führt eben genau nicht dazu. All das, was die Vereinbarkeit verbessert – flexible Arbeitszeiten und gewisse Systemmomente, die einem die Vorgesetzten ermöglichen –, ist keine Frage der Vertrauensarbeitszeit, sondern es ist durch die direkte Führung zu lösen. Das kann man mit den bestehenden Instrumenten bereits heute machen.

Der zweite Aspekt, den ich wichtig finde – es wurde bereits gesagt –, betrifft den Gesundheitsschutz. All diejenigen, die jetzt sagen, die Mitarbeitenden des obersten Kaders wüssten schon, wie sie ihrer Gesundheit Sorge tragen müssten, bitte ich, sich all die CEOs und diejenigen, die ausgebrannt sind und teilweise dramatische Entwicklungen in ihren Lebensläufen aufweisen, anzusehen. Es ist nicht so, dass man in einer sehr verantwortungsvollen Position dagegen gefeit ist und merkt, wenn man kurz vor dem Burnout steht. Daher ist der Gesundheitsschutz für uns ein wichtiges Anliegen.

Noch ein Punkt: Es wurde ausgeführt, dass die Direktbetroffenen – die Sozialpartner, aber auch die Direktbetroffenen in der Umfrage – die Vertrauensarbeitszeit grossmehrheitlich ablehnen. Das ist ein Zeichen dafür, dass diese Leute genau wissen, was es bedeutet, wenn man auf sehr anspruchsvollem Niveau arbeitet, sich engagiert und viel leistet. Wir wissen, dass diese Leute das auch tun und schätzen das. Aber auch da gibt es Grenzen, und irgendwo muss das Privatleben auch noch Platz

haben. Daher unterstützen wir die ursprüngliche Haltung der Regierung, die Vertrauensarbeitszeit nicht einzuführen oder die Kompetenz bei ihr zu belassen. Jetzt unterstützen wir den vorliegenden Antrag der SP. Käme es wirklich dazu, müsste es einen sehr restriktiven Kreis geben. Und noch ein Satz: Ich glaube, man kann das eben nicht über die Lohnklasse lösen. Das ist eine Frage von Aufgaben und von Kompetenzen. Einfach so über den Daumen gepeilt die Lohnklassen 27–30 festzulegen, ist, glaube ich, wirklich nicht der richtige Weg. Daher ist es richtig, dass es zurück in die Kommission geht. Aber wir sind auch der Meinung, dass sei nicht der richtige Weg, um für unser Kantonspersonal auch im Bereich des Kaders attraktiv zu sein.

Michael Köpfli, Wohlen b. Bern (glp). Ich wiederhole nicht noch einmal die bereits zuvor ausgeführten Argumente für die Vertrauensarbeitszeit, sondern möchte auf ein paar Dinge eingehen, die zugunsten des Antrags Wyrsh vorgebracht worden sind. Als Erstes zu Natalie Imboden: Selbstverständlich heisst Vertrauensarbeitszeit nicht 7 × 24 Stunden Erreichbarkeit oder Arbeitstätigkeit. Wenn jemand zu 80 Prozent angestellt ist und sagt, der Donnerstag sei der Familientag, an dem er nicht arbeitstätig sei, dann ist er auch nicht verfügbar. Das ist völlig selbstverständlich und absolut umsetzbar. Es ist auch eine Frage der Vorgesetzten. Dies löst man aber auch nicht, wenn man die Zeit aufschreiben kann. Auch wenn man die Zeit aufschreiben kann, kann ein Vorgesetzter abends um zehn Uhr oder am Wochenende anrufen oder eben nicht. Ich habe das Gefühl, das sei eine Frage der Kultur in der Verwaltung und nicht eine Frage von Vertrauensarbeitszeit oder keiner Vertrauensarbeitszeit. Zum Punkt der attraktiven Arbeitgeber: Ich möchte noch einmal wiederholen, was ich heute Morgen bereits gesagt habe. Erstens beträgt der Durchschnittslohn in der Berner Verwaltung 100 000 Franken, sogar 103 000 Franken. Man kann schon mit der Bundesverwaltung vergleichen. Dort haben wir einen Durchschnittslohn von über 120 000 Franken. Jetzt frage ich einfach, ob der Kanton Bern den Durchschnittslohn auf 120 000 Franken erhöhen muss, um mit dem Bund konkurrieren zu können und dadurch für Verbände, Privatwirtschaft und KMU zu einem noch grösseren Konkurrenten zu werden, mit dem diese nicht mithalten können. Ich glaube, das ist der falsche Weg. Das Problem sind die viel zu hohen Löhne in der Bundesverwaltung. Vielleicht sollte der Regierungsrat dort einmal Einfluss nehmen. Das ist wirklich etwas, das alle mitreisst. Das setzt die Gemeinden und die Kantone unter Druck und schadet am Schluss der Privatwirtschaft.

Noch dazu, dass man sich auch mit Vertrauensarbeitszeit durchmogeln könne. Das stimmt dann – ich habe es gesagt –, wenn man die Vertrauensarbeitszeit für sämtliche Angestellten einführen würde, von welchen mehrere den gleichen Job haben. Dann merkt man es nicht. Aber wenn ein Generalsekretär sich durchmogeln möchte – ich bin selber auch Generalsekretär –, dann glaube ich, dass der Präsident oder die Regierungsrätin merkt, wenn man den Job nicht macht, und es wird dann interveniert. Oder, um eine Stelle zu nehmen, die nicht im Vorschlag der Regierung enthalten ist, wenn ein Oberrichter seinen Job nicht mehr macht und sich durchmogelt, dann merkt man das auch, und es wird Konsequenzen haben. Nicht zuletzt kann man diese Person nicht mehr wählen. Ich glaube, ein Oberrichter kann sich nicht einfach durchmogeln. Das sind Funktionen mit einem hohen Gestaltungsspielraum, bei denen man direkt sieht, was die Betroffenen machen. Genau für solche Funktionen ist Vertrauensarbeitszeit sehr zielführend. Ich bin auch überzeugt, dass viele Leute davon profitieren werden. Wir haben selber einen übrigens jungen Oberrichter in unseren Reihen, der die Vertrauensarbeitszeit klar unterstützt. Es gibt verschiedene motivierte Kaderangestellte, die diese sehr schätzen. Es erstaunt mich nicht, dass in einer Umfrage eine Mehrheit skeptisch ist. Wenn man eine Umfrage macht, ob man mehr Lohn will oder nicht, ist wahrscheinlich auch eine Mehrheit dafür. Auf diese Umfrage würde ich nicht allzu hohes Gewicht legen. Wir müssen am Schluss entscheiden, was für den Kanton Bern am besten ist.

Madeleine Amstutz, Schwanden Sigriswil (SVP). Diese Forderung stammt, wie wir bereits gehört haben, aus dem Jahr 2011. Sie ist also viel älter, als ich im Grossen Rat bin. Sieben Jahre später reden wir erst von der Umsetzung. Das zeigt das Tempo. Vertrauensarbeitszeit bedeutet auch Arbeitszeitsouveränität. Sie ist auch attraktiv. Alles, was man macht, hat Vor- und Nachteile, aber Vertrauensarbeitszeit schafft schlussendlich eine Win-win-Situation. Der Antrag Wyrsh wird von der SVP-Fraktion geschlossen abgelehnt.

Präsident. Ich erteile das Wort der Regierungsrätin.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Ich kann es verhältnismässig kurz machen. Ich habe im Eintretensvotum erklärt, weshalb der Regierungsrat der Meinung ist, man solle die Vertrauensarbeitszeit

eingeführen. Wir sind vonseiten des Regierungsrates keine Slalomfahrer. Wir stehen zu dem, was wir definiert haben. Deshalb lehnen wir diesen Antrag ab.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer den Antrag SP-JUSO-PSA/Wyrsh annehmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 57 Abs. 1; Antrag SP-JUSO-PSA [Wyrsh, Jegensdorf])

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	36
Nein	99
Enthalten	3

Präsident. Sie haben den Antrag abgelehnt mit 99 Nein- gegen 36 Ja-Stimmen bei 5 Enthaltungen.

Art. 57 Abs. 2
Angenommen

Art. 57a (neu)

FiKo (Saxer, Gümligen)
Rückweisung in die vorbereitende Kommission.

Antrag SP-JUSO-PSA (Wyrsh, Jegensdorf)
Streichung ganzer Art. 57a (neu) Vertrauensarbeitszeit.

Art. 57a (neu) Abs. 1

Antrag FiKo-Mehrheit
Für die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter in den Gehaltsklassen 27 bis 30 gilt die Vertrauensarbeitszeit.

Antrag FiKo-Minderheit
Gemäss Antrag Regierungsrat I.

Art. 57a (neu) Abs. 2 Bst. b

Antrag Michel, Schattenhalb (SVP)
erhalten wahlweise eine jährliche Entschädigung in Form einer Vergütung in der Höhe von höchstens ~~sechs~~ drei Prozent des Bruttojahresgehalts oder von höchstens ~~zehn~~ fünf Ausgleichstagen,

Antrag Ruchti, Seewil (SVP)
erhalten ~~wahlweise~~ eine jährliche Entschädigung in Form einer Vergütung in der Höhe von höchstens sechs Prozent des Bruttojahresgehalts ~~oder von höchstens zehn Ausgleichstagen,~~

Antrag Benoit, Corgémont (SVP)
Streichen.

Art. 57a (neu) Abs. 2 Bst. c

Antrag FiKo-Mehrheit
Streichen.

Antrag FiKo-Minderheit
Gemäss Antrag Regierungsrat I.

Antrag Michel, Schattenhalb (SVP)
Gemäss Antrag Regierungsrat.

Antrag SP-JUSO-PSA (Wyrsch, Jegensdorf)
Die Streichung des zusätzlichen Sparbeitrages ist rückgängig zu machen.

Antrag Benoit, Corgémont (SVP)
Gemäss Antrag Regierungsrat.

Art. 57a (neu) Abs. 3

Antrag FiKo-Mehrheit

Der Regierungsrat kann die Vertrauensarbeitszeit für weitere Funktionen oder Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter in anderen Gehaltsklassen vorsehen.

Präsident. Wir kommen zu Artikel 57a (neu). Ich erteile das Wort zuerst dem Kommissionsprecher der FiKo, Grossrat Saxer, zur Rückweisung in die vorberatende Kommission. Sie haben das Wort für die Begründung.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP), Kommissionssprecher der FiKo. Wie ich in meinem Eintretensvotum bereits ausgeführt habe, beantragt Ihnen die FiKo mit 14 Ja- gegen 0 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen, den ganzen Artikel 57a (neu) zwecks weiteren Abklärungen, namentlich im Zusammenhang mit den Mitarbeitenden aus dem Justizbereich, an die vorberatende FiKo zurückzuweisen. Wie ich ebenfalls bereits erwähnt habe, ist es für uns gleichzeitig wichtig, dass wir, obschon wir den ganzen Artikel jetzt zurückweisen, die Detailberatung trotzdem noch durchführen können. Das betrifft den Absatz 1, sprich, erfasste Personen und Funktionen, und den Absatz 2 zu den zu leistenden Entschädigungen.

Präsident. Sie sehen anhand der Anträge, dass es eine Reihe von Antragstellern gibt, die zu Artikel 57a (neu) Anträge gestellt haben. Ich nehme fast an, die Rückweisung in die FiKo sei unbestritten. Aber die FiKo hat den Wunsch geäussert, dass sämtliche Antragsteller ihr Votum halten können, damit die FiKo nachher eine Grundlage hat. Eigentlich möchte ich aber vermeiden, dass sich anschliessend noch sämtliche Fraktionen dazu äussern, wenn es nicht dringend nötig ist. Dann könnten wir nachher den Artikel so an die Kommission zurückweisen. Ist dieser Vorgang bestritten? – Ich sehe keine Gegenstimmen. Dann erteile ich den Antragstellern der Reihe nach das Wort, damit sie ihre Anträge begründen können und die Kommission eine Grundlage hat. Ich gehe nach der Reihenfolge der Anträge, die Sie erhalten haben, vor. Grossrat Michel, SVP, Sie haben als erster Antragsteller das Wort.

Andreas Michel, Schattenhalb (SVP). Die Vertrauensarbeitszeit, ein geschätztes oder bewährtes Modell aus der Wirtschaft und der Verwaltung, kann eigentlich auch für das Kantonspersonal nichts Falsches sein. Aber Vertrauensarbeitszeit darf nicht zum finanziellen Ersatz für viele oder zu viele geleistete Überstunden werden. Die heute zunehmende psychische Überforderung vieler Arbeitnehmenden soll durch die Einführung der Vertrauensarbeitszeit nicht noch mehr gefördert werden. Vertrauensarbeitszeit darf auch nicht bedeuten, dass zulasten von Arbeitnehmenden günstige Zusatzstunden erwartet werden. Mit anderen Worten: Der Mitarbeitende muss auch bei der Vertrauensarbeitszeit grundsätzlich in der Lage sein, das Arbeitspensum mehr oder weniger in der vorgesehenen Arbeitszeit zu bewältigen. Das heisst, die Entschädigungen für die Vertrauensarbeitszeit sollen ein moderates Entgelt sein, einerseits für die Motivation und auch das Können, das Arbeitspensum in der vorgesehenen Zeit zu leisten, andererseits auch für die Bereitschaft, Mehrbelastungen in Form von gezielten Überstunden zu übernehmen. Gut verdienende Arbeitnehmende haben häufig nicht die Möglichkeit, mehr Ferientage zu beziehen. Sie möchten auch nicht einen höheren Lohn versteuern müssen. Aus diesem Grund ist die Gewährung eines zusätzlichen Vorsorgesparsbeitrags in Verbindung mit einer zurückhaltenden Besserstellung in Sachen Lohn nicht zuletzt auch im Licht der knappen Kantonsfinanzen der bessere Weg. Weil man die Buchstaben b und c des Artikels 57 Absatz 2 nicht gemeinsam zur Abstimmung bringen kann, stelle ich den Antrag auf Rückweisung und Überarbeitung gemäss meinen Ausführungen und als inhaltlicher Kompromiss zu den aktuell vorliegenden Anträgen. Besten Dank für Ihre Unterstützung.

Präsident. Als nächster Antragsteller hat Grossrat Wyrsh das Wort für den SP-JUSO-PSA-Antrag.

Daniel Wyrsh, Jegensdorf (SP). Ich habe begriffen, liebe Anwesende, dass Sie die Vertrauensarbeitszeit wollen. Daher macht der Antrag keinen Sinn. Ich erlaube mir, gerade auf der nächsten Seite weiterzufahren, weil ich dort mit der Streichung des zusätzlichen Sparbeitrags noch einmal erwähnt bin. Dieser wurde von der FiKo herausgestrichen. Ich möchte ihn gerne wieder im Artikel haben. Der Rest wird sich in der Diskussion der FiKo ergeben.

Präsident. Zur Orientierung: Es wurde an mich die Bitte herangetragen, die Fraktionssprecher sollten sich gleichwohl äussern können, damit die Kommission auch die Fraktionsmeinungen einordnen kann. Somit ist die Debatte nach den Antragstellern auch für die Fraktionen offen. Ich erteile das Wort Grossrat Ruchti, SVP.

Fritz Ruchti, Seewil (SVP). Ich gehöre zur älteren Generation in diesem Saal und bin schon länger im Grossen Rat. Früher war ich auch Mitglied der Oberaufsichtskommission (OAK) und gehöre der GPK an. Was hat mich bewogen, seit Langem für die Vertrauensarbeitszeit zu kämpfen? – Hans Kipfer hat etwas sehr Wichtiges gesagt: Es geht bei diesem Gesetz um Vertrauen und Arbeit und nicht um Misstrauen. Aber es ist halt so: Dort, wo das Vertrauen ist, gibt es manchmal auch Auswüchse. Ich möchte Ihnen ein bisschen von diesen Auswüchsen erzählen. Irgendwann in der Zeitspanne zwischen 2009–2010 konnte man Folgendes lesen: 3700 ausbezahlten Überstunden für einen Kadermitarbeiter, einen stellvertretenden Amtsvorsteher, der dank hohem Zeitguthaben ein ganzes Jahr früher in Pension ging; bis zu 18 Monatslöhnen Abgangsentschädigung im Zug von Verwaltungsreformen für überzählige Regierungsstatthalter. Last but not least: 700 000 Franken Abgangsentschädigung für eine Chefbeamtin.

Das waren für mich die Anstosssteine, um mich in der ehemaligen OAK und heutigen GPK ein bisschen näher mit der Personalpolitik des Kantons Bern zu befassen. Regelmässig habe ich in meiner politischen Karriere mit Motionen und Interpellationen versucht, die vorgängig erwähnten, horrenden Zeitguthaben bei gewissen Kaderleuten zu hinterfragen und der Regierung die Vertrauensarbeitszeit für Kader ab einer gewissen Gehaltsklasse schmackhaft zu machen. Bevor am 1. Januar 2016 die neue teilrevidierte Personalverordnung (PV) in Kraft trat, brachte es noch eine Person in einer Kaderposition zustande – Sie müssen jetzt genau zuhören –, 1593 Stunden Überzeit geltend zu machen. Das entspricht einer Entschädigung von 9 Monaten Ferien oder 9 Monatslöhnen. Um solche Rückstellungen zu machen, hat der Kanton Bern 2012 175 Mio. Franken zurückgestellt und im Jahr 2017 116 Mio. Franken. Sie können dies alles im «Bund» vom 4. Februar 2017 oder im «HR-Reporting 2018» des Kantons Bern nachlesen.

Befassen wir uns einmal mit den Austrittsgründen in diesem Bericht. Sie wurden heute auch schon erwähnt. Erst an sechster Stelle aller Austrittsgründe wird der Lohn bemängelt. An neunter Stelle folgt die Arbeitszeit. Für die Gehaltsbezahlungen bei Vertrauensarbeitszeit habe ich vom Arbeitsamt ein Beispiel berechnen lassen und zwar als ausgewiesenen Bruttolohn. Das ist das Geld, das bereitgestellt werden muss, um alles bezahlen zu können. Es ist der Bruttolohn, den eine Person den Kanton pro Monat oder pro Jahr kostet. Zum Beispiel: Ein Mann, 53-jährig, verheiratet, zwei Kinder im Alter von 20 und 22 Jahren, die noch in der Ausbildung sind; Berechnungsjahr 2019, Gehaltsklasse 27, Gehaltsstufe 48, Beschäftigungsgrad 100 Prozent. Mit einer Erhöhung von 6 Prozent des Bruttolohns beträgt das Jahresbruttolohngehalt 190 000 Franken oder – geteilt durch 13 – 14 600 Franken pro Monat. Weil der Mann zwei Kinder hat, erhält er noch Ausbildungszulagen von 6960 Franken. Und jetzt müssen Sie gut zuhören, diese Angaben hat mir das Personalamt zugeschickt: Die Betreuungszulagen für ein 20- und ein 22-jähriges Kind betragen 2160 Franken. Das ergibt einen totalen Bruttolohn pro Jahr von 199 193 Franken. Hinzu kommen AHV/IV/EO: 9740 Franken, ALV – bis 12 300 Franken im Monat – 1760 Franken, ALV-Zusatzbeitrag: 147 Franken, Berufsunfallversicherung: 218 Franken, Nichtberufsunfallversicherung: 531 Franken, Unfallzusatzversicherung: 23 Franken, Krankentaggeldversicherung: 338 Franken, Beitrag Familienausgleichskasse: 3420 Franken, Sparbeitrag, inklusive der vorgesehenen 3 Prozent: 28 904 Franken, Risikobeitrag Bernische Pensionskasse (BPK): 2400 Franken, Finanzierungsbeitrag BPK: 2230 Franken. Werte Anwesende, haben Sie die Zahlen zusammengezählt? – Wir haben heute Zahlen von 120 000 bis 150 000 Franken gehört. Diese ergeben ein Bruttogehalt von 248 888 Franken.

Ich glaube, Sie wissen alle, dass ein Jahr 365 Tage hat. 52 Wochenenden ergeben 104 Tage; es verbleiben 261 Tage. Abzüglich 6 Feiertage verbleiben 255 Tage. Für Ferien entfallen weitere 33 Tage; das macht 222 Tage. Ziehen wir noch 2 Tage für Weiterbildung ab, verbleiben 220 Arbeitstage.

Wollte man zusätzlich die vorgesehenen 10 Ausgleichstage gewähren, verblieben nur noch 210 Arbeitstage. Alle fünf Jahre erhält dieser Mitarbeiter zudem eine Treueprämie von 11 zusätzlichen Ferientagen. Werte Anwesende, wann ist dieser Mann noch im Büro? – Deshalb habe ich meinen Antrag gestellt, den Sie lesen können.

Präsident. Als nächster Antragsteller spricht Grossrat Benoit, SVP.

Roland Benoit, Corgémont (SVP). Que devons-nous traiter? L'horaire de travail fondé sur la confiance n'est pas nouveau, cela a déjà été dit aujourd'hui. On le connaît dans l'économie privée et également dans certains cantons et au niveau de la Confédération. Dans toute notre administration cantonale, les agents doivent rapporter leurs heures de travail électroniquement sur ordinateur. Nous estimons que cette pratique est encore nécessaire pour une grande partie de nos agents. Par contre, pour les cadres supérieurs – c'est également le cas à la Confédération – on parle ici des classes 27 à 30, ce procédé est rébarbatif, dépassé et révolu. En effet, les hauts cadres de l'administration ont un statut bien défini, un cahier des charges structuré et des objectifs fixes et contrôlables. Rien ne s'oppose à un rapport de travail basé sur la confiance. Au canton, jamais de problème n'a été non résolu pour l'engagement de cadres. Il y avait toujours assez de collaborateurs intéressés.

J'en reviens maintenant à mon amendement qui demande de biffer à l'article 57a, alinéa 2 la lettre b, mais de maintenir la lettre c. Pourquoi cet amendement? A la Commission des finances, Monsieur Saxer, vous avez fait calculer le nombre d'heures supplémentaires d'un petit cercle de la classe de traitement 27 à 30, 90 personnes, par un simple calcul qu'ils ont défini. Cela représentait six pour cent du salaire brut des heures supplémentaires faites par ces personnes. Or, qu'est-ce qu'on en a fait? On a fait une simple division par le nombre de personnes, c'est-à-dire par ces 90 personnes, et on a obtenu un montant qui correspond, comme cela a été dit par Monsieur Saxer et par d'autres, à six pour cent sur le salaire de base brut et à trois pour cent pour la caisse de pension ou à la place des six pour cent de salaire brut, éventuellement les dix jours de vacances. Alors, Mesdames et Messieurs, pour moi, il y a un problème, et c'est cela le but de mon amendement: c'est que l'on offre des cadeaux à des cadres qui ne font aujourd'hui pas d'heures supplémentaires. Et cela existe également dans l'administration. Donc, à ces gens-là, on leur offre six plus trois, c'est-à-dire environ neuf pour cent de salaire brut en plus qu'ils n'ont actuellement pas mérités. C'est pour cela que j'aimerais ici, Monsieur Saxer, que pour la deuxième lecture on regarde vraiment à fond combien de personnes ont fait des heures supplémentaires et combien n'en ont pas fait. Parce que, de faire la moyenne, c'est un peu trop simple et on crée une inégalité de traitement. Par contre, en contrepartie, je serais partisan de maintenir les trois pour cent prévus par le Conseil-exécutif à la lettre c pour la caisse de pension. Cela serait venir à la rencontre de nos agents supérieurs qui finalement font une bonne contribution. Elles auraient trois pour cent pour la caisse de pension, mais il n'y aurait rien pour leur job normal.

Präsident. Diese Debatte soll dazu beitragen, dass die Kommission anschliessend vorberaten kann und sie gewisse Meinungsäusserungen aus dem Rat bereits kennt. Damit diese im Protokoll niedergeschrieben und gehört werden können, möchte ich um eine gewisse Ruhe bitten. Sonst könnte der Protokollführer plötzlich Ihre Gespräche anstelle der Voten protokollieren. *(Heiterkeit)* Danke für Ihr Verständnis. Für die BDP-Fraktion spricht Grossrat Leuenberger.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (BDP). Nachdem wir beschlossen haben, dass wir die Vertrauensarbeitszeit grundsätzlich angehen wollen, geht es um die Frage, wie wir diese ausgestalten und für wen sie überhaupt eingeführt werden soll. Ich komme zuerst zur Frage des «Wie». Die BDP hat sich intensiv mit dieser Frage auseinandergesetzt und ist eigentlich der Überzeugung, dass die Lösung, die der Regierungsrat vorschlägt, durchgängig gewisse Vorteile gegenüber allen anderen Anträgen hat. Wir verstehen, dass der Regierungsrat auch in Anbetracht der Konkurrenz durch den Bund und die Privatwirtschaft auf eine Lösung abstützen möchte, die er beim Bund abgekupfert hat. Wir erachten diese Lösung nicht unbedingt als falsch. Wenn es um die Frage geht, wie die Vertrauensarbeitszeit ausgestaltet werden soll, unterstützen wir grundsätzlich die vom Regierungsrat vorgeschlagene Lösung. Wir haben aber einen gewissen Vorbehalt. Diesbezüglich komme ich auf den Antrag von Grossrat Ruchti zu sprechen. Wir haben einen gewissen Vorbehalt zum Wahlrecht und vor allem zu den 10 Ausgleichstagen. Wenn wir uns an das Votum des Präsidenten des Staatspersonalverbands erinnern, so hat er gesagt, dass seine Leute die 10 Ausgleichstage eigentlich gar nicht wollen. Sie hätten ihm gesagt: «Was wollen wir mit diesen 10 Ausgleichstagen? Wenn die Arbeit vorhanden

ist, müssen wir diese sowieso machen.» Eine Minderheit der BDP teilt diese Aussage und fragt sich, weshalb wir 10 zusätzliche Ausgleichstage einführen sollten. Ich bitte die Kommission, noch einmal intensiv zu prüfen, ob das überhaupt einen Sinn ergibt. Das hätte nämlich bei einem über 55-jährigen Angestellten zur Folge, dass, wenn er zukünftig die Ausgleichstage anstelle der Entschädigung wählen würden, pro Jahr mehr als achteinhalb Wochen Ferien hat. Diese Zahl erachten wir als ziemlich hoch, zumal dann jemand des höchsten Kaders pro Jahr während mehr als zwei Monaten in den Ferien ist. Ich bitte die FiKo betreffend die Frage, wie die Vertrauensarbeitszeit ausgestaltet werden soll, noch einmal über die Bücher zu gehen.

Jetzt kommen wir zur Frage, für wen wir die Vertrauensarbeitszeit überhaupt wollen. Hierzu erachten wir die Variante des Regierungsrates, wie sie uns vorliegt, als sehr sinnvoll. Die Lösung, die nur das höchste Funktionskader schlussendlich der Vertrauensarbeitszeit unterstellt, garantiert uns, dass die Regierung direkt mit ihrer Führungskompetenz kontrollieren kann, wie die Arbeit ausgeführt wird, und allfälligen gesundheitlichen Überlastungsrisiken entgegenwirken kann. Wir haben zwar in der Vernehmlassung – ich gebe das an dieser Stelle zu – jene Lösung favorisiert, welche uns die FiKo als Antrag unterbreitet, nämlich für die Gehaltsklassen 27–30 die Vertrauensarbeitszeit generell einzuführen. Nach intensiven Überlegungen und Analysen bezüglich der Folgen haben wir uns dezidiert gegen diese Lösung entschieden, insbesondere deshalb, weil sie – es wurde bereits angetönt – das Problem bei der Justiz konstruiert, und zwar bis auf die unterste Stufe.

Sie müssen sich vorstellen, dass die JuKo seit Jahren die Justiz und vor allem auch das Funktionieren und die Belastung der Justiz mittels Überstunden und mittels Arbeitskapazität prüft und leitet. Wenn also ein Gericht oder ein Gerichtskörper viel zu viele Arbeitsstunden anhäuft, dann ist das ein Zeichen, dass irgendetwas schief läuft. Genau diese Führungsmechanismen oder diese Führungskompetenz würden wir der JuKo schlicht wegnehmen, wenn wir die Vertrauensarbeitszeit für die Justiz einführen. Wir hätten also dann als Grosser Rat im Rahmen unserer Aufsicht über die Justiz schlichtweg keine Kontrollen mehr, um zu beurteilen, bei welchen Gerichtsbehörden der Betrieb funktioniert, und bei welchen er nicht funktioniert. Kolleginnen und Kollegen, es wäre ein fatales Zeichen nach aussen hin, wenn wir unser praktisch einziges Führungsinstrument betreffend die Justiz aufgeben. Daher haben wir klar die Haltung, dass wir die Variante des Regierungsrates mit den höchsten Funktionskadern begrüssen und die Lösung der FiKo ablehnen sollten.

Adrian Haas, Bern (FDP). Ich nehme kurz zu den verschiedenen Vorschlägen Stellung. Unsere Meinung: Vertrauensarbeitszeit: Ja; Personenkreis: wie von der Regierung vorgeschlagen oder ein bisschen grösser; FiKo: Nein; zusätzlicher Sparbeitrag von 3 Prozent PK: Nein; Wahlrecht: Ja; sämtliche aufgeführten Prüfungsideen Michel und fortfolgende: Nein.

Präsident. Wie lange dauert es bei Grossrätin Imboden? Zwei, drei oder vier Minuten? – Dann gebe ich das Wort noch Grossrätin Imboden für die grüne Fraktion

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Ich mache es kurz: Die grüne Fraktion befürwortet die restriktivstmögliche Umsetzung. Wir haben gesagt, dass wir grundsätzlich gegen die Einführung der Vertrauensarbeitszeit sind. Das bedeutet bei Eintreten eine möglichst restriktive Regelung maximal im Sinn, wie es die Regierung vorgeschlagen hat, nämlich wo sie die direkte Vorgesetztenfunktion und dann auch den Auftrag hat, dafür zu sorgen, dass es nicht zu Burnouts kommt. Bezüglich den Kompensationen: Ja, es braucht eine gewisse Kompensation. Das ist für uns klar. Grundsätzlich befürworten wir Zeit vor Geld, auch, um zu verhindern, dass die Leute irgendwann ausgebrannt sind.

Punkt drei: Es ist uns ein grosses Anliegen, dass die Frage der Teilzeitarbeit in Bezug auf die Vereinbarkeit von Familienpflichten und Beruf auch beim Kader berücksichtigt wird. Das darf nicht beim Kader nicht berücksichtigt werden und muss in die Umsetzung eingehen. Vielleicht noch ein letzter Satz: All diejenigen, die zuvor gesagt haben, dass unser Personal wahnsinnig luxuriös gehalten werde, bitte ich doch, ein bisschen genauer hinzusehen. Es ist nicht so, dass wir eine Luxus-Personalverordnung haben, sondern die Leute erbringen Spitzenleistungen und haben anständige Bedingungen verdient.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion: Grossrätin Stucki.

Béatrice Stucki, Bern (SP). Es wurde ein paarmal von Vertrauen versus Misstrauen gesprochen. Wer unserer Fraktion unterstellt, wir würden *nicht* vertrauen, hat nicht zugehört. Uns geht es darum, dass der Kanton als Arbeitgeber seine Fürsorgepflicht gegenüber dem Personal wahrnimmt. Es geht

um Gesundheitsvorsorge. Wer hat nicht schon von Burnouts von Kaderleuten gehört? Oder von SVP-Jungpolitikerinnen? Oder vom Alt-FDP-Ständerat Rolf Schweiger? Das waren garantiert nicht scheue Leute, die sich nicht für ihre eigene Gesundheit oder gegen ihre Überbelastung zu wehren getraut hätten. Loyalität wird leider häufig höher gewichtet als der Gesundheitsschutz.

Präsident. Ich erteile morgen früh zuerst der Regierungsrätin das Wort, weil wir nachher die Beratung des Gesetzes noch nicht abschliessen können. Somit wünsche ich Ihnen einen schönen Abend. Die Sitzung ist geschlossen. Wir beginnen morgen früh um 9.04 Uhr.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 19.00 Uhr.

Der Redaktor:

André Zurbuchen (d)

Die Redaktorin:

Sara Ferraro (f)



Mittwoch (Vormittag) 28. November 2018, 09.00–11.40 Uhr

Zwölfte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)

Präsenz: Anwesend sind 154 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Augstburger Ueli, Grimm Christoph, Guggisberg Lars, Josi Barbara, Sancar Haşim, Schöni-Affolter Franziska.

Geschäft 2018.RRGR.30

Personalgesetz (PG) (Änderung)

1. Lesung

Detailberatung

Art. 57a (neu)

Fortsetzung

Präsident. Guten Morgen miteinander, ich begrüsse Sie zum heutigen Tag. Wir behandeln noch einige Geschäfte der FIN, der GEF und anschliessend die Geschäfte der JGK. Wenn wir diszipliniert sind, könnte es sein, dass wir heute Abend fertig werden. Falls nicht, treffen wir uns morgen erneut. Das liegt an Ihnen, nicht an mir.

Wir sind gestern bei Artikel 57a des Personalgesetzes (PG) stehen geblieben. Wir behandelten den Rückweisungsantrag der Kommission sowie sämtliche Abänderungsanträge, welche diesen diskutieren. Ich bitte Sie, die Gespräche ruhig fortzusetzen, damit ich das Wort an die Finanzdirektorin geben kann. Wir können auch noch warten, da ich gestern Abend ankündigt habe, heute um 9.04 Uhr und nicht um 9.02 Uhr zu starten. Ich begreife, dass Sie diese zwei Minuten haben wollen. Ich erteile das Wort an die Finanzdirektorin.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Ich habe gehört, dass man sich nicht im Detail zur Einführung der Vertrauensarbeitszeit äussern soll. Das werde ich auch nicht tun. Die Position der Regierung bezüglich der zwei strittigen Punkte ist Ihnen bekannt. Diese werde ich in der Kommission wieder einbringen. Was mich gestern juckte, war das Votum von Grossrat Ruchti. Das, was Grossrat Ruchti gestern aufzählte, was ein Mitarbeiter angeblich alles erhalten würde, ist eine falsche Interpretation einer Liste. Diese Liste wurde Grossrat Ruchti durch das Personalamt zur Verfügung gestellt. Das muss ich auch hinsichtlich des Tagblatts richtigstellen. Es wurde gesagt, dass ein Mann mit einem Bruttogehalt gemäss Einreihung mit Ausbildungszulagen und Betreuungszulagen für zwei Kinder ein jährliches Einkommen von 199 000 Franken habe. Grossrat Ruchti listete anschliessend diverse Beträge auf und sagte schliesslich, dieser Mitarbeiter hätte 248 888,35 Franken Jahreseinkommen. Dabei handelt es sich um eine Fehlinterpretation. Es steht deutlich in dieser Zusammenstellung: Es handelt sich dabei um Gehaltskosten, welche dem Arbeitgeber entstehen. Der Arbeitnehmer hat sein Salär und seine Abzüge. Bei den Zahlen, welche Grossrat Ruchti aufzählte, hätte der Arbeitnehmer am Schluss konkret 167 387,15 Franken in seinem Portemonnaie. Beim Betrag von 248 888,35 Franken, wie ihn Grossrat Ruchti berechnete, handelt es sich um den Betrag, welcher der Kanton Bern für diesen Mitarbeiter für AHV und anderes ausgibt. Dies zur Berichtigung, damit nicht falsche Ideen aufkommen. Das war mir wichtig.

Präsident. Grossrat Ruchti fühlt sich direkt angesprochen, ich gebe ihm nochmals das Wort.

Fritz Ruchti, Seewil (SVP). Ich lege der Finanzdirektorin ans Herz, das Tagblatt des gestrigen Abends lesen. Ich habe nie von persönlichen Löhnen gesprochen, sondern stets vom Bruttolohn. Ich habe wortwörtlich gesagt, dass es sich dabei um das Geld handelt, welches der Kanton aufwenden muss, um die Personen zu bezahlen. Mir ging es nicht einmal unbedingt um den Lohn, sondern darum, aufzuzeigen, dass der Kanton für gewisse Kaderpersonen viel aufwenden muss. Es kann verlangt werden, dass dafür eine gewisse Zeit gearbeitet werden muss. Darum ging es mir. Ich bitte Sie, Frau Beatrice Simon, das Tagblatt zur gestrigen Sitzung nachzulesen. Ich habe immer vom Bruttolohn gesprochen und das auch entsprechend ausgeführt.

Präsident. Ist die Rückweisung in die Kommission des Artikels 57a (neu) bestritten? – Das scheint nicht der Fall zu sein, somit haben Sie stillschweigend entschieden, den Artikel 57a (neu) an die Kommission zurückzuweisen.

Art. 91. Abs. 1, Abs. 1a (neu)
Angenommen

Der Präsident wird darauf hingewiesen, dass er den Artikel 87 Absatz 1 nicht zur Diskussion gestellt hat.

Präsident. Entschuldigen Sie, es gibt ein Rückkommen auf Artikel 87 Absatz 1.

Art. 87 Abs. 1
Angenommen

Präsident. Wir überspringen nun den Artikel 91; diesen haben wir vorhin schon genehmigt.

T2 Übergangsbestimmungen der Änderung vom XX.XX.2018 (neu)
Art. T2 (neu)
Angenommen

II.
Angenommen

III. (Keine Aufhebungen)
Angenommen

IV.
Angenommen

Titel und Ingress
Angenommen

Präsident. Wünschen Sie ein Rückkommen? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Gibt es vor der GesamtAbstimmung zur ersten Lesung Wortmeldungen? – Der Kommissionssprecher wünscht das Wort.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP), Kommissionssprecher der FiKo. Ich bedanke mich im Namen der FiKo für Ihre gestrigen Inputs im Hinblick auf die zweite Lesung. Diese sind für uns sehr wertvoll. Ich möchte mich auch nochmals bei der FIN, bei der Finanzdirektorin und ihren Mitarbeitenden, bedanken für die gute Unterstützung der FiKo bei der Vorbereitung der Debatte. Ich darf Ihnen abschliessend bekannt geben, dass die FiKo Ihnen mit 9 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt, den Änderungen des PG in erster Lesung zuzustimmen.

Präsident. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen. Somit kommen wir zur Gesamtabstimmung über das PG nach der ersten Lesung. Wer die Gesetzesänderung annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Gesamtabstimmung 1. Lesung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	101
Nein	31
Enthalten	1

Präsident. Sie haben dem Gesetz in erster Lesung mit 101 Ja- gegen 31 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung zugestimmt.

Geschäft 2018.RRGR.484

Amt für Informatik und Organisation: Ausgabenbewilligung für die ICT-Grundversorgung 2019. Rahmenkredit 2019

Präsident. Wir behandeln das Traktandum 38. Es handelt sich um den Rahmenkredit für die ICT-Grundversorgung für das Amt für Informatik und Organisation. Grossrat Wyrsch hat dieses Geschäft am ersten Sessionstag vorgestellt. Gibt es Wortmeldungen dazu? – Falls nicht, kommen wir direkt zur Abstimmung. Oder wünscht die Finanzdirektorin das Wort? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Wir kommen direkt zur Abstimmung über diesen Rahmenkredit, der dem fakultativen Finanzreferendum unterliegt. Wer den Kredit annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	131
Nein	1
Enthalten	0

Präsident. Sie haben dem Kredit mit 131 Ja-Stimmen bei 1 Nein-Stimme und 0 Enthaltungen zugestimmt.

Geschäft 2018.RRGR.192

Motion 058-2018 Sommer (Wynigen, FDP) PPP-Projekte müssen wieder möglich sein

Präsident. Unter dem Traktandum 39 behandeln wir eine Motion von Grossrat Sommer: «PPP-Projekte müssen wieder möglich sein». Der Regierungsrat will diese Motion annehmen. Ist die Motion bestritten? – Das scheint der Fall zu sein. Ich gebe dem Motionär, Grossrat Sommer, das Wort.

Peter Sommer, Wynigen (FDP). Ich hoffe, meine Stimme macht mit, ansonsten müsste ich an meine Mitmotionäre weitergeben. Mit unserer Motion möchten wir, dass der Kanton Bern wieder die Möglichkeit hat, mittels Public Private Partnership, kurz PPP, in zukünftige Projekte zu investieren. Weshalb hat dies der Kanton nach dem PPP-Projekt Neumatt in Burgdorf nicht mehr gemacht? Es sind rein finanztechnische Gründe, und es liegt nicht daran, dass der Kanton Bern die Grundidee von PPP nicht gut findet. Entgegen der Haltung der Finanzfachleute des Kantons hat die Finanzkontrolle seinerzeit nämlich beim PPP-Projekt Burgdorf/Neumatt eine Bilanzierung der fremdfinanzierten Gebäude verlangt. Damit konnte die Investitionsrechnung nicht wie beabsichtigt entlastet werden. Gleichzeitig belasten die Konsumausgaben für die jährlichen Mietzinsen und den Betrieb die ordentliche Haushaltsrechnung. Diese Praxis erweist sich aus buchhalterischen Gründen als nachteilig für den kantonalen Finanzhaushalt.

Das PPP-Modell beim Projekt Burgdorf/Neumatt hat sich gut bewährt und wäre, wenn die Rechnungslegung flexibler wäre, durchaus auch für andere kantonale Projekte eine Option. Die genannte Praxis ist in der Folge in das kantonale Finanzhaushaltsrecht eingeflossen, als dieses auf den 1. Januar 2017 im Hinblick auf die neue Rechnungslegung teilrevidiert wurde. Darum braucht es eine Gesetzesanpassung so wie sie unter dem Punkt 2 unserer Motion verlangt wird. Die Regierung liefert in ihrer Antwort unter Artikel 11 des Gesetzes über die Steuerung von Finanzen und Leistungen (FLG) auch gleich einen Vorschlag, wie diese aussehen könnte.

Was ist PPP eigentlich? Charakteristisch für eine PPP ist die langfristige, vertraglich geregelte Zusammenarbeit zwischen den Akteuren des öffentlichen und des privatwirtschaftlichen Sektors. Sie entlastet den öffentlichen Haushalt und entschärft die Mittelkonkurrenz unter den geplanten Grossprojekten. In einem PPP-Modell teilen sich Staat und private Partner die Projektrisiken. Dadurch werden die Risikokosten optimiert. Insbesondere übernimmt der private Partner während des gesamten Lebenszyklus bestimmte Projektrisiken wie beispielsweise die Planung, die Baukosten, die Bauzeit, die Unterhaltskosten, den Betrieb und letztendlich auch die Finanzierung. Darüber hinaus sind Public Private Partnerships auch eine Chance, dem Verursacherprinzip bei der Infrastrukturbereitstellung mehr Gewicht beizumessen.

Im Jahr 2012 hat der Kanton Bern das Verwaltungszentrum Burgdorf-Neumatt eingeweiht. Das Projekt gilt weitherum als «Leuchtturm» und Standard für PPP. Der Gebäudekomplex mit rund 400 Arbeitsplätzen ist nicht einfach an den günstigsten Generalunternehmer vergeben worden, womit das Risiko vieler Nachträge und Überraschungen im späteren Betrieb einhergegangen wäre. Mit PPP hat der Kanton im Wettbewerb einen Partner gesucht, der ein Gebäude für den öffentlichen Gebrauch nicht nur plant und baut, sondern es über 25 Jahre auf eigenes Risiko, zu einem festen Preis und einem bestmöglichen Standard betreibt. Damit kann – nach der Wirtschaftlichkeitsrechnung über die gesamte Laufzeit – über lange Zeit ein wirtschaftlicher Vorteil erzielt werden. Nach mehreren Betriebsjahren sind in Burgdorf alle mit dem Bau und dem Betrieb zufrieden.

Wir wollen nicht, dass zukünftig nur noch in PPP-Projekte investiert wird. Selbstverständlich müssen auch andere Möglichkeiten offenstehen. Aber mit Blick auf die kommenden grossen Investitionen bietet sich dem Kanton Bern eine Möglichkeit, die Mittelkonkurrenz unter den grossen Projekten ein wenig zu entschärfen. Der Grund, weshalb der Kanton nicht mehr in PPP-Projekte investieren wollte, ist rein buchhalterischer Natur. Es gibt für uns keine sachlichen Argumente, die gegen die Möglichkeit einer PPP-Finanzierung sprechen.

Präsident. Gibt es Mitmotionäre, welche das Wort wünschen? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Somit haben die Fraktionen das Wort, für die EVP-Fraktion Grossrat Kipfer.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Die EVP befürwortet, dass eine Zusammenarbeit zwischen Privaten und dem Kanton besteht. Wir sind nicht gegen PPP-Varianten, wovon es verschiedene gibt. Ich finde es eine gute Sache, dass die Zusammenarbeit zwischen der Öffentlichkeit und privatrechtlichen Organisationen auf verschiedenen Ebenen gesucht wird. Damit wird bereits ein wenig angedeutet, dass es sich bei PPP nicht um einen exakten Begriff handelt. Es handelt sich um die Definition von Zusammenarbeit öffentlicher und privater Anbieter. Es gibt verschiedenste Formen, wie diese Zusammenarbeit ausgestaltet werden und wie sie aussehen kann. Die Motion basiert auf der Vergangenheit des Projekts in Burgdorf. Dort ging es primär um eine Fremdfinanzierung. Der Kanton liess ein Gebäude finanzieren und mietete es dann zurück. Dabei entbrannte die Diskussion über die Frage der Miethöhe. Der Kanton, der sich selber günstig finanzieren könnte, entschied sich für eine Fremdfinanzierung mit einer relativ hohen Miete. Es gab auch einige Fragen bezüglich des Buchungsprozesses. Das ist die Basis dieser Motion.

Bei genauer Betrachtung kommt die EVP zum Schluss, der Punkt 1 sei anzunehmen und abzuschreiben. Grundsätzlich sind PPP-Projekte bei uns im Kanton auf verschiedene Arten möglich. Es müssen lediglich die entsprechenden Regelungen eingehalten werden. Ob dies eine Fremdfinanzierung oder eine andere Zusammenarbeitsform ist – grundsätzlich sind PPP-Projekte möglich. Der Punkt 1 kann deshalb angenommen, jedoch auch gleich abgeschrieben werden.

Es stellt sich dann beim Punkt 2 die Frage, ob das Verfahren vereinfacht werden soll. Wie bereits erwähnt, ging das PPP-Projekt im Fall von Burgdorf in die Richtung der Fremdfinanzierung. Logischerweise bestehen für eine Fremdfinanzierung gewisse Hürden. Es geht darum, die Investitionsrechnung des Kantons sowie die Investitionsschuldenbremse zu beachten. Somit müssen diesbezüglich gewisse Dinge eingehalten werden. Man kann nun sagen, man wolle dies erleichtern – und das entspricht auch dem Vorschlag – und damit solle die Investitionsschuldenbremse ein wenig umgangen werden. Wir sind zum Schluss gekommen, dass dies nicht Sinn macht. Wenn wir eine PPP machen wollen, soll dies gemäss den ordentlichen Prozessen geschehen. Somit müssten auch die Bedingungen gemäss der entsprechenden Schuldenbremse beachtet werden. Wir sind dafür, dass diese nicht ausgeweitet werden, und schlagen vor, den Punkt 2 abzulehnen.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Ich nehme es vorneweg: Die Motion findet bei den Grünen keine eindeutige Unterstützung. Die Stossrichtung findet Unterstützung, weshalb zumindest der Punkt 1 als Postulat unterstützt wird. Betreffend Punkt 2 müssen wir die Debatte verfolgen. Wir wissen nicht, ob der Motionär tatsächlich im Sinn hat, zu wandeln. Wahrscheinlich wird sich dies im weiteren Verlauf der Debatte zeigen.

Weshalb sind die Grünen dieser Motion gegenüber kritisch eingestellt? – Ich möchte mich nicht auf finanz- und buchhaltungstechnische Fachdiskussionen einlassen. Dafür gibt es geeignetere Leute. Grundsätzlich ist der Weg, den die Regierung aufzeigt, aus unserer Sicht plausibel. Wenn es trotzdem kritische Haltungen bei den Grünen gibt, dann deshalb, weil PPP-Projekte häufig einen schalen Nachgeschmack hinterlassen. Es sind auch Grauzonen oder intransparente Bereiche enthalten. Vielleicht kann dies auf eine Grundfrage reduziert werden: Weshalb soll ein Projekt im Bau und Unterhalt für einen privaten Investor rentabler sein als für die öffentliche Hand wie Staat, Gemeinde, Kanton oder Bund? Schliesslich verzichtet man stets auch auf einen gewissen Einfluss auf das Objekt. Diese Unsicherheit kann aufgrund eines grossen PPP-Projekts nachvollzogen werden. In Biel wurde zu Beginn der 2000er-Jahre mit der Planung eines grossen Stadionkomplexes begonnen. Dieser lief zuerst unter dem Titel «Stades de Bienne» und wird heute unter dem Titel «Tissot Arena» durch Biel betrieben. Der Komplex umfasst ein Fussballstadion, ein Eishockeystadion, Eisfelder, eine Curling-Bahn, eine umfangreiche Mantelnutzung sowie Aussenfelder. Das Investitionsvolumen betrug über 200 Mio. Franken. Dazu wurden umfangreiche Landgeschäfte getätigt. Es handelte sich um ein grosses Projekt. Im Jahr 2006 wurde eine stadträtliche Begleitkommission eingesetzt. Bis zu deren Auflösung war ich Vizepräsident dieser sogenannten PPP-Kommission in Biel. Im Jahr 2015 wurde das Stadion in Betrieb genommen. Die Investitionen für die Stadt Biel betrugen schliesslich trotz PPP-Projekt rund 77 Mio. Franken. Dies nicht zuletzt aufgrund verschiedenster Infrastrukturaufwände, welche geleistet werden mussten, sowie aufgrund weiterer Vereinbarungen zwischen dem Baurechtnehmer, der Generalunternehmung (GU) und der Stadt Biel. An diesen 77 Mio. Franken trägt die Stadt Biel noch heute, und das ist ein Hinweis dafür, dass man auch bei den Abschreibungen genau hinschauen muss. Ich sage das hier nicht, weil ich die beeindruckende Anlage ablehne oder weil ich dies im Nachhinein bedaure. Ich möchte jedoch darauf aufmerksam machen, dass nichts gratis ist. In der Antwort des Regierungsrates kann gelesen werden, dass die Investitionen schliesslich über das Verwaltungsvermögen abgeschrieben werden müssen. Auf diese Weise wäre das auch wieder amortisiert und würde uns weiterhin über viele Jahre hinweg belasten. Anders gesagt: Nur weil jemand anderes zu Beginn viel Geld investiert und die grosse anfängliche Finanzierung macht, wird das Staatswesen nicht von einer soliden Finanzplanung befreit. Das hat auch mein Vorredner Grossrat Kipfer betont: Es macht den Eindruck, als würde damit einmal mehr die Schuldenbremse umgangen werden.

Hinzu kommt – und das führt primär zur kritischen Haltung der Grünen – dass die rechtliche Lage nicht immer ganz klar ist. Beim vorhin erwähnten Dossier in Biel hätte die Stadt Biel ohne einen Stadtpräsidenten, welcher jahrelange knochenharte Verhandlungen mit dem GU führte, massive wirtschaftliche Schäden davon getragen. Immer wieder mussten Gutachten aufgegeben und Anwälte engagiert werden, damit schliesslich eine gute Lösung resultierte. Unter diesen Vorzeichen, muss man sich genau überlegen, wer schliesslich von einem PPP-Projekt tatsächlich profitiert. Zur Stossrichtung: PPP-Projekte sollen aus Sicht der Grünen grundsätzlich möglich sein, wir dürfen uns von deren Glanz aber nicht blenden lassen.

Bernhard Riem, Iffwil (BDP). Die BDP begrüsst PPP-Projekte, jedoch unter einigen Einschränkungen. Nach der Intervention der Finanzkontrolle in Burgdorf wurde dieses Finanzierungsmodell aufgegeben. Nun wäre der Regierungsrat bereit, das Gesetz über die Steuerung von Finanzen und Leistungen (FLG) anzupassen, sodass dies schliesslich korrekt abgebildet werden könnte. Wir begrüssen, dass dem Kanton ein alternatives Instrument zur Finanzierung von Investitionen zur Verfügung steht. Bei PPP-Projekten handelt es sich um relativ teure Finanzierungen. Der Kanton selber kommt sehr günstig zu Geld. Hans Kipfer hat die Aushebelung der Schuldenbremse angetönt. Das stimmt zwar, dies passiert jedoch auch täglich bei den Mietzinsen, welche wir bezahlen. Dabei handelt es sich ebenfalls um teure Finanzierungen. Ich weiss nicht, ob jemand hier im Grossen Rat weiss, wie viel an Mietzinsen wir pro Jahr bezahlen. Demgegenüber können private Investoren die Kostenentwicklung bei Grossprojekten unter Umständen besser überschauen als der Kanton. Aus meiner Sicht handelt es sich dabei um ein gewichtiges Argument. Wenn man einen Einblick in die Verhandlungen zwischen Besteller von Investitionen im Kanton Bern und den Ausführenden und den Zahlenden hat, zählt dieses Argument bestimmt auch. Es gibt somit Argumente dafür sowie auch dagegen. Unsere abschliessende Meinung ist, dass es sinnvoll ist, die Gesetzesgrundlage zur Verfügung zu haben. Das Instrument soll jedoch zurückhaltend genutzt werden.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Zybach das Wort.

Ursula Zybach, Spiez (SP). Nehmen wir den Ball des Präsidenten auf und halten uns an kurze Voten. Es wäre schön, wenn wir heute abschliessen könnten. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt diese Motion klar und ist auch nicht bereit, den ersten Punkt abzuschreiben. Uns überzeugen die Argumente. Uns überzeugt die Möglichkeit, die der Regierungsrat hier aufzeigt, damit diese Dinge aktiviert werden können und aus Sicht der Buchhaltung keine Probleme mehr bestehen. Wir begrüssen es, wenn der Kanton zusammen mit privaten Organisationen partnerschaftlich Projekte ausführen kann. Wir stimmen dem gerne zu, damit dies technisch möglich ist. Wir empfehlen, den Punkt 1 zu überweisen, ihn nicht abzuschreiben und den Punkt 2 ebenfalls zu überweisen.

Daniel Trüssel, Trimstein (glp). Ich mache es kurz: Auch die glp wird die Motion in beiden Punkten überweisen. Wir sind offensichtlich Spezialisten darin, uns unseren Handlungsspielraum möglichst eng zu gestalten. Der Vorstoss von Peter Sommer will einzig, dass bei der Beurteilung eines Projekts ein gewisser Behandlungsspielraum besteht. Die FiKo und die BaK werden weiterhin sehr sorgfältig begleiten, welches für den Kanton die besten Lösungen und die besten Modelle sind, um solche PPP-Projekte zu realisieren. Es handelt sich nicht um eine Greencard, sodass künftig alles fremdfinanziert wird. Wir müssen uns diesen Handlungsspielraum offenhalten und diese Möglichkeit zusätzlich schaffen. Wir müssen in die BaK und die FiKo vertrauen, dass diese die Projekte auch in Zukunft im Sinne des Kantons beurteilen. Die glp unterstützt beide Punkte einstimmig als Motion.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP). Es würde Sie bestimmt verwundern, wenn die FDP-Fraktion eine eigene Motion nicht unterstützte. Wir beantragen Ihnen, beide Punkte als Motion zu überweisen und sie nicht abzuschreiben. Ich kann mich weitestgehend dem Votum von Daniel Trüssel anschliessen. Man könnte meinen, wir hätten unsere Voten gemeinsam vorbereitet, deshalb kann ich mich sehr kurz halten. Es geht hier nicht um eine Weichenstellung, mittels welcher wir festlegen würden, dass in Zukunft schwergewichtig mit dem PPP-Modell Investitionen abgewickelt werden. Es geht darum, dass wir dem Kanton Bern einen zusätzlichen Handlungsspielraum verschaffen. Es handelt sich um einen Akt der Weisheit, wenn ein Gemeinwesen oder auch jeder private Betrieb dafür sorgt, dass die eigenen Handlungsspielräume möglichst breit ausgestaltet sind. Es muss schliesslich bei jedem Einzelfall geprüft werden, ob das Modell PPP sinnvoll ist. Es muss ein geeignetes Projekt vorliegen, dafür muss ein geeigneter Investor gefunden werden, und schliesslich müssen insbesondere auch die Konditionen für den Kanton Bern stimmen. Wenn diese drei Voraussetzungen erfüllt sind, handelt es sich um eine interessante Handlungsweise, und deshalb plädieren wir dafür, den Handlungsspielraum für den Kanton Bern zu eröffnen. Wir können einiges gewinnen, wenn wir diese Motion überweisen. Verlieren können wir nichts.

Madeleine Amstutz, Schwanden Sigriswil (SVP). Der Kanton Bern hat bisher nicht nur gute Erfahrungen mit den PPP-Projekten gemacht. Das Beispiel aus Burgdorf ist bereits genannt worden. Wir haben in der Fraktion diskutiert, welche Vor- und Nachteile diesbezüglich bestehen. Was ist besser oder schlechter? Was ist schneller oder preiswerter? Was gibt mehr Freiheit? Es heisst, dass wir

schliesslich im Grossen Rat über jedes Projekt einzeln entscheiden würden. Aber wie wird die Praxis aussehen? Wenn das Projekt in den Grossen Rat kommt, sind bereits Planungskosten entstanden. Dass der Grosse Rat ein Projekt stoppt und dann neu begonnen wird, ist kaum realistisch. Wir haben dann vor allem auch nicht die Wahl, die Differenz zu sehen, je nachdem ob der Kanton baut oder ob ein PPP-Projekt eingekauft wird. Wir haben bereits gehört, dass zudem die Schuldenbremse tangiert wird. Der Kanton Bern hat gute Mitarbeitende, die Projekte realisieren können. Die SVP-Fraktion wird die Motion geschlossen ablehnen.

Johann Ulrich Grädel, Schwarzenbach BE / Huttwil. Die EDU ist eher für die Motion betreffend PPP-Projekte. Wir sind jedoch dafür, dass diese Möglichkeit zurückhaltend angewendet wird und nur dann, wenn die Konditionen für den Kanton stimmen.

Präsident. Es gibt keine Einzelsprecher. Der Motionär wünscht das Wort vor der Regierungsrätin. Grossrat Sommer, Sie haben das Wort.

Peter Sommer, Wynigen (FDP). Eine Bemerkung zu einigen Ihrer Argumente: Es wurde gesagt, die Schuldenbremse würde so nicht greifen. Wenn die Mietkosten und die Betriebskosten in der laufenden Rechnung enthalten sind, greift dort auch eine Schuldenbremse. Diese wirkt sich dort selbstverständlich auch aus. Man kann deshalb nicht sagen, die Schuldenbremse würde damit ausgehebelt. Dass dabei ein Kostenteiler bestehen muss, ist völlig klar. Letztendlich werden jedoch auch die Risiken geteilt. Wenn der Kanton Bern selber baut, haben wir auch keine Garantie dafür, dass keine Fehler bestehen. Die Vergangenheit hat gezeigt, dass bei verschiedenen Grossprojekten erhebliche Kosten entstanden sind. Es wurde auch gesagt, dass die Projekte kontrolliert werden. Der Zeitpunkt, wann auf ein solches Projekt Einfluss genommen werden kann, muss noch geprüft werden. Möglich wäre, dass die FiKo ein solches Geschäft an sich zieht und somit frühzeitig Einfluss nehmen kann. Zu den Finanzen oder den Bedingungen: Die Verträge beim Projekt in Burgdorf wurden im Jahr 2008 abgeschlossen. Der Kanton hat nun Nachverhandlungen geführt. Die BaK wurde dahingehend orientiert, dass die Zinssätze für die Fremdfinanzierungen damals deutlich höher waren. Das gilt natürlich nicht nur für PPP-Projekte. Wir alle zahlten höhere Zinsen, wenn wir auf Fremdfinanzierungen zurückgriffen. Durch die Nachverhandlungen erhält der Kanton einen Refinanzierungsvorteil von insgesamt 6,6 Mio. Franken für die verbleibende Laufzeit. Das zeigt, dass durchaus ein gewisser Spielraum enthalten ist. Ich werde die Motion in beiden Punkten nicht wandeln. Ich danke Ihnen, wenn Sie diese überweisen.

Präsident. Ich gebe das Wort der Finanzdirektorin.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Die vorliegende Motion zeigt exemplarisch, dass sich Grundsätze der Rechnungslegung und finanzpolitische Bedürfnisse teilweise beissen. Die Vorgeschichte dieses Vorstosses ist bekannt, diese möchte ich nicht erneut erläutern. In der Theorie kann ein PPP-Verfahren bereits heute im Rahmen des geltenden Rechts unter Berücksichtigung der Schuldenbremse und der Investitionsrechnung abgewickelt werden. In der Praxis sieht dies etwas anders aus. Die Rahmenbedingungen für den Kanton Bern sind nämlich alles andere als attraktiv. Aus diesem Grund blieb es für den Kanton Bern bisher beim Projekt in Burgdorf.

Falls Sie die Motion unterstützten, würde der Regierungsrat das FLG anpassen. Das wurde Ihnen in der Vorstossantwort bereits dargelegt. Die Anpassung des FLG – das möchte ich explizit festhalten – würde eine weitere Abweichung von HRM2 bedeuten. Der Regierungsrat ist jedoch der Meinung, dass diese Abweichung durchaus vertretbar ist. Da wir wissen, dass sich das Investitionsvolumen massiv vergrössert hat, wäre dies eine mögliche Variante, um mit den hohen Investitionen der Zukunft umzugehen. Ich sage bewusst, dass dies eine Möglichkeit sein könnte. Die Wirtschaftlichkeit eines PPP-Projekts muss genau betrachtet werden. Ich bitte Sie, die Motion in beiden Punkten anzunehmen und nicht abzuschreiben. Das gibt uns die Gelegenheit, in zukünftigen Fällen die Umsetzung eines PPP-Projekts in Betracht zu ziehen. Das Investitionsvolumen besteht, das ist die Realität. Wir können nun eine Möglichkeit schaffen, damit umzugehen. Ich danke Ihnen für die Unterstützung.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Es werden beide Punkte als Motion behandelt. Für den Punkt 1 ist zudem die Abschreibung beantragt. Wer den Punkt 1 der Motion von Grossrat Sommer überweisen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 104

Nein 35

Enthalten 9

Präsident. Sie haben die Motion in Punkt 1 mit 104 Ja- zu 35 Nein-Stimmen bei 9 Enthaltungen überwiesen.

Wir stimmen über die Abschreibung von Punkt 1 ab. Wer Punkt 1 abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja 61

Nein 84

Enthalten 3

Präsident. Sie haben den Punkt 1 mit 61 Ja- gegen 84 Nein-Stimmen bei 3 Enthaltungen nicht abgeschrieben.

Wer den Punkt 2 als Motion überweisen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 94

Nein 46

Enthalten 8

Präsident. Sie haben den Punkt 2 mit 94 Ja- gegen 46 Nein-Stimmen bei 8 Enthaltungen überwiesen.

Geschäft 2018.RRGR.533

Motion 170-2018 Trüssel (Trimstein, glp)

Steuerfreibetrag für Experten der Berufsbildung beibehalten

Richtlinienmotion mit Ausnahme von Ziffer 2

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 40. Es handelt sich um die Richtlinienmotion: «Steuerfreibetrag für Experten der Berufsbildung beibehalten». Die Ziffer 1 ist eine Richtlinie, die Ziffer 2 ist keine Richtlinie; die Motion selber gilt als Richtlinienmotion. Somit haben alle Sprecher zwei Minuten Redezeit. Ich gebe dem Urheber, Grossrat Trüssel, das Wort.

Daniel Trüssel, Trimstein (glp). Was mich bewogen hat, diesen Vorstoss einzureichen, ist die «Laubbläser-Mentalität» in der Steuerverwaltung. Es wird mit viel Lärm und einem schlechten Wirkungsgrad ein Problem von A nach B befördert. Heute sind rund 7000 Experten an Lehrabschlussprüfungen tätig, welche einmal pro Jahr Prüfungen abnehmen und benoten. Sie erhalten dafür eine

Entschädigung von 30 Franken pro Stunde, welche der Kanton bezahlt. Bisher wurde ein Freibetrag von rund 2300 Franken als Spesenersatz akzeptiert. Jemand in der Verwaltung hatte nun die Idee, darauf Steuern zu erheben. Was ist die Konsequenz davon? Die 7000 Experten bezahlen nun neu Steuern auf ihr bescheidenes Entgelt für ihre Tätigkeit für die Gemeinschaft. Deshalb muss die Entschädigung erhöht werden. Die Erhöhung wird 3–6 Mio. Franken – je nach Höhe – betragen. Das bedeutet, dass man auf der einen Seite ein wenig mehr Geld an die Experten ausbezahlt, damit dieses anschliessend auf der anderen Seite mit grossem Aufwand über die Steuererklärung wieder eingefordert werden kann. Es handelt sich um ein Nullsummenspiel mit einem schlechten Wirkungsgrad. Das Einzige, was diese Übung bringt, ist die Beschäftigung der Verwaltung. Wenn ich mich an die gestrige Diskussion erinnere, wird auf der einen Seite beklagt, wie ausgelastet die Verwaltung sei. Auf der anderen Seite sucht man sich jedoch stets neue Arbeit und neue Regulative. Dazu kann ich nur Nein sagen. Der nächste Schritt wird sein, dass die Spesen der Fussballtrainer und der Leute, die sich um die Jugend kümmern, auch noch besteuert werden. Ich bitte Sie, die Motion – ich werde diese nicht wandeln – zu überweisen. Wir dürfen diesbezüglich kein Präjudiz für den Griff ins Portemonnaie gemeinnütziger Tätigkeiten schaffen.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die FDP-Fraktion hat Grossrat Arn das Wort.

Daniel Arn, Muri b. Bern (FDP). Wir haben es eben gehört: Es handelt sich um rund 7000 Expertinnen und Experten pro Jahr, die bei Lehrabschlussprüfungen oder Berufsmaturitätsprüfungen im Einsatz sind. Die Experten führen diese Tätigkeit vielfach nebenamtlich und mit viel Herzblut aus. Sie werden gebraucht. Auch sie sind ein Teil unseres Milizsystems. Ohne diese könnte der grosse Teil der erwähnten Prüfungen nicht stattfinden. Als Unternehmer motiviere ich bei uns auch stets Experten dazu, sich zur Verfügung zu stellen. Ich weiss, welcher Aufwand damit verbunden ist. Ohne solche Experten können wir unsere Lehrlinge nicht an die Prüfungen schicken. Für diese anspruchsvolle Arbeit erhalten die Experten bescheidene 30 Franken. Bis heute mussten die Experten diesen Betrag nicht versteuern. Entweder konnte dieser als Spesen angegeben werden, oder er galt als steuerfreier Betrag. Die Steuerverwaltung hat nun jedoch einen Gang höher geschaltet: Sie will, dass jetzt auch diese Entschädigungen versteuert werden. Es stimmt: Das bernische Steuergesetz (StG) verlangt dies. Das ist grundsätzlich auch in Ordnung. Dass die Steuerverwaltung aber sogar rückwirkend auf den 1. Januar 2018 die Praxis ändern und diesen Experten einen Lohnausweis zustellen will, damit diese einige Hundert Franken angegeben werden können, erachte ich als schwierig. Gerade solche Vorgehen helfen uns unheimlich, die nebenamtlichen Experten jedes Jahr wieder zu motivieren, ihre wichtige Tätigkeit auszuüben. Wir unterstützen es daher, gemäss dem Antrag des Regierungsrates, die Ziffer 1 als Postulat anzunehmen. Damit wird dafür gesorgt, dass die momentane Praxis beibehalten wird und eine angemessene Übergangsfrist eingerichtet werden kann. Die Ziffer 2 lehnen wir ab, weil sie im Widerspruch zum Gesetz steht. Ich möchte noch anfügen, dass wir eine dringliche Motion (M 247-2018) eingereicht haben, wonach diese Experten entschädigt werden sollen. Die Dringlichkeit ist gewährt worden. Somit bleibt allen gleich viel. Wieder einmal hat es aber die Verwaltung geschafft, unserem Wunsch nach weniger Bürokratie und einem schlankeren Staat geschickt auszuweichen.

Ulrich Stähli, Gasel (BDP). Das bernische StG bestimmt in Artikel 20, dass sämtliche Einnahmen aus unselbstständiger Tätigkeit mit Ausnahme der Spesen steuerbar sind. Das haben wir auch als Grossräte erfahren: Seit diesen Neuerungen sind sämtliche Sitzungsgelder zu versteuern. Was für unsere Situation nachvollziehbar ist, wirft bei niederschweligen Entschädigungen von vielleicht 500 Franken im Jahr grosse Fragezeichen auf. Tausende von nebenamtlichen Tätigkeiten, welche lediglich wenige Hundert Franken abwerfen, sollen nun mit aufwendig erstellten und kontrollierten Lohnausweisen belastet werden. Diese Motion betrifft vor allem die Expertentätigkeit bei Lehrabschlussprüfungen. Was ist jedoch mit allen anderen ehrenamtlichen Tätigkeiten, welche teilweise während der Arbeitszeit, also nicht während der Freizeit, geleistet werden? Dabei kommt eine Flut von Lohnausweisen auf uns zu. Das wirft für den Kanton überhaupt keinen Gewinn ab, sondern generiert lediglich Verwaltungskosten. Im Sinne einer schlanken Verwaltung war die bisherige Regelung für Freibeträge bis ungefähr 2000 Franken viel besser.

Die BDP-Fraktion ist der Meinung, dass Lohnausweise für wenige Hundert Franken keinen Mehrwert generieren. Diese Motion deckt jedoch leider nur einen Teil der Betroffenen ab. Wir wissen, dass dieselbe Problematik viele andere Tätigkeiten betrifft. Im Übrigen handelt es sich beim Vorgehen der Steuerverwaltung nicht um Zukunftsmusik. Es wurden bereits verschiedenste Tätigkeiten mit der Einreichung niederschwelliger Lohnausweise erfasst. Wir halten die neue Praxis nicht für zielführend

und befürworten einstimmig ein Postulat. Das Anliegen muss jedoch nochmals geprüft werden. Die Hälfte der Fraktion würde aber auch einer Motion zustimmen.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Mit der Praxisänderung der Steuerverwaltung hat die Verwaltung lediglich Verlierer produziert. Die Verwaltung hätte dieses Mal lieber nichts gemacht. Wir haben es gehört: Es wird ein grosser bürokratischer Aufwand generiert. Die ERZ muss Tausende von Lohnausweisen erstellen. Die Expertinnen und Experten müssen dies bei ihren Einkommen deklarieren und können die entstandenen Kosten als Berufskosten geltend machen. Unter dem Strich wird dies dem Kanton nicht viel bringen. Die Rekrutierung würde schwieriger, die Motivation für eine halbbehrenamtliche Tätigkeit – wer arbeitet heute noch für 30 Franken für den Kanton? – würde abnehmen. Wir sind der Auffassung, die bisherige Praxis solle beibehalten werden. Deshalb unterstützt die EDU-Fraktion die Motion in beiden Punkten.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Funicello das Wort.

Tamara Funicello, Bern (JUSO). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt diese Motion. Wir finden, dass der Aufwand, diese sehr kleinen Entschädigungen zu versteuern, für die Behörden und die Expertinnen und Experten in keinem Verhältnis zum Ertrag steht. Es handelt sich tatsächlich um Entschädigungen und nicht um Zusatzverdienste, da die Leute frei nehmen müssen und in dieser Zeit andere Arbeiten leisten. Grundsätzlich wollen wir festhalten, dass wir es sehr begrüssen, wenn Mehreinnahmen generiert werden. Das heisst nämlich, dass man eingesehen hat, dass dieser Kanton kein Ausgaben-, sondern ein Einnahmenproblem hat. Dann müssen wir aber nicht bei den Expertinnen und Experten für die Abnahme von Prüfungen ansetzen, sondern bei jenen, welche darüber verfügen. Erlauben Sie mir in diesem Zusammenhang auch auf die Antwort zur Interpellation Marti «Bisherige und künftige Steuerausfälle durch Entlastung des Kapitals» (I 048-2018) aufmerksam zu machen. Dabei wird ersichtlich, dass Kapitaleinkommen in den letzten fünfzehn Jahren jährlich mit 310 Mio. Franken entlastet wurden. So viel zum Thema Entlastung natürlicher Personen, welches in den letzten Tagen hier diskutiert wurde. Natürliche Personen wurden durchaus entlastet, einfach nicht alle, sondern das reichste Prozent. Wir leben in einem Land, in dem die Reichen immer reicher werden. Das reichste Prozent der Bevölkerung in diesem Land besitzt 42 Prozent des Gesamtvermögens. Auf der anderen Seite können wir uns angeblich keine 250 Franken leisten, um mehr Lohn an Lehrerinnen und Lehrer auszubezahlen. Deshalb sind wir klar der Meinung, dass man bei den oberen Beträgen ansetzen muss und nicht bei den 30 Franken für Prüfungsabnahmen. Deshalb Ja zu dieser Motion und Ja zu Mehreinnahmen, aber am richtigen Ort.

Daniel Klauser, Bern (Grüne). Am meisten profitieren jene, welche dadurch etwas zu tun haben. Aus Sicht des Kantons Bern und von uns allen hatte die Steuerverwaltung damit keine gute Idee. Wenn es um Regeln für Unternehmen in anderen Bereichen geht, findet man stets einen Weg, so dass es schliesslich auch mit dem StG vereinbar ist. Für läppische Beträge im Rahmen von Expertentätigkeiten wird jedoch alles wörtlich ausgelegt und strengstens nach Gesetz gehandelt. Man tut so, als gäbe es keinen Spielraum. Für Unternehmungen bestehen oftmals Regeln für Pauschalspesen. Es ist normal, dass man sich bis zu mehreren Hundert Franken Pauschalspesen auszahlen lassen kann. Dabei handelt es sich offenbar nicht um ein Problem. Im vorliegenden Bereich soll dies jedoch nicht möglich sein. Da verstehe ich die Welt nicht mehr. Mit etwas gesundem Menschenverstand kann bestimmt eine Lösung gefunden werden. Wahrscheinlich ist diese sogar ohne Gesetzesänderung möglich, indem man ein wenig den gesunden Menschenverstand walten lässt. Die grüne Fraktion wird die Motion deshalb unterstützen.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Da der gesunde Menschenverstand eben nicht genau definiert ist, ist sich unsere Fraktion diesbezüglich nicht überall ganz einig. Die Variante Postulat wird von der gesamten Fraktion unterstützt, da wir der Meinung sind, es wäre ein guter Weg, damit eine geeignete Lösung zu finden. Eine Motion würden nicht mehr alle unterstützen. Die Mehrheit ist aber der Ansicht, dass es keinen Sinn macht, diesen Aufwand für solch kleine Beträge zu betreiben, sondern dass eine pragmatische Lösung gefunden werden muss. Bei dieser Ausgangslage können wir einen Beitrag leisten, damit in diesen Kleinstbereichen eine Lösung gefunden werden kann, die schliesslich auch für die Verwaltung stimmt.

Fritz Wyss, Wengi (SVP). Ich kann es sehr kurz machen: Die SVP unterstützt beide Punkte als Motion. Es ist klar, dass das Anliegen bei genauer Betrachtung des Gesetzesartikels lediglich als Postulat

unterstützt werden kann. Auf der anderen Seite sind wir der Ansicht, dass es am Parlament liegt, hier ein Zeichen zu setzen und der Steuerverwaltung damit zu signalisieren, dass wir mit dieser Handhabung nicht einverstanden sind und eine Änderung verlangen. Somit muss das Anliegen als Motion unterstützt werden. Die SVP wird das Anliegen als Motion unterstützen, dabei sind ein, zwei Enthaltungen möglich.

Präsident. Ich gebe das Wort an die Finanzdirektorin.

Beatrice Simon, Finanzdirektion. Entscheidend beim Anliegen dieser Motion ist, dass diese Praxis im Widerspruch zum Bundesgesetz über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (StHG) des Bundes steht und zu einer verfassungswidrigen Ungleichbehandlung führt. Das ist eine Tatsache. Deshalb kann die aktuelle Praxis nicht einfach im StG festgehalten werden. Die Ziffer 2 der Motion verlangt genau das. Gemäss Auffassung des Regierungsrates muss die Ziffer 2 deshalb abgelehnt werden. Rechtlich ist es klar: Die Entschädigungen von Expertentätigkeiten sind nicht als Spesenersatz geltend zu machen, sondern diese Einnahme muss versteuert werden. Deshalb ist die bisher geltende Praxis, einen Teil der Entschädigung als Spesenersatz zu betrachten, in Zukunft nicht mehr haltbar. Es ist auch klar, dass – das möchte ich hier in aller Deutlichkeit festhalten – entgegen den Befürchtungen des Motionärs keine rückwirkenden Praxisänderungen vorgenommen werden.

Dem Regierungsrat ist wichtig, dass die Prüfungsexpertinnen und -experten nicht schlechter gestellt werden als sie es heute sind. Die Regierung ist von der Qualität der Expertinnen und Experten sehr überzeugt. Im Vergleich mit anderen Tätigkeiten ist ersichtlich, dass sich die heute ausgerichteten Entschädigungen auf einem verhältnismässig tiefen Niveau bewegen. Deshalb will die Regierung eine Anpassung prüfen. Diese ist mit Mehrkosten verbunden. Der Regierungsrat gibt nicht einfach so mehr Geld aus. Sie konnten in der Vorstossantwort lesen, dass etwas mehr Geld für Entschädigungen ausgegeben wird. Dies wird jedoch zu Mehreinnahmen auf der Steuerseite führen. Zusammenfassend möchte ich festhalten, dass die Regierung kein Interesse daran hat, bisherige Expertinnen und Experten zu verlieren. Deshalb beantragen wir Ihnen, den Punkt 1 als Postulat anzunehmen, damit wir eine Lösung erarbeiten können. Ehrlich gesagt hätte ich Ihnen heute gerne eine Lösung präsentiert. In so kurzer Zeit – die Motion wurde am 3. September eingereicht und für dringlich erklärt – hatte die Regierung zu wenig Zeit, ausführlich darüber zu diskutieren. Erste Gespräche dazu haben stattgefunden. Die ERZ und die FIN suchen nach einer Lösung, die schliesslich auch rechtlich korrekt ist. Fazit: Nehmen Sie den Punkt 1 als Postulat an, und lehnen Sie den Punkt 2 ab.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung und werden punktweise abstimmen. Wer den Punkt 1 der Motion überweisen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 142

Nein 0

Enthalten 4

Präsident. Sie haben den Punkt 1 der Motion mit 142 Ja- bei 0 Nein-Stimmen und 4 Enthaltungen überwiesen.

Wer den Punkt 2 der Motion annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 134

Nein 6

Enthalten 5

Präsident. Sie haben auch den Punkt 2 der Motion mit 134 Ja- bei 6 Nein-Stimmen und 5 Enthaltungen überwiesen.

Geschäft 2018.RRGR.373

Motion 116-2018 Schneider (Biel/Bienne, SVP)
Einführung eines Skonto-Abzugs auf Steuerrechnungen

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 41 und damit zur Motion von Grossrätin Schneider, «Einführung eines Skonto-Abzugs auf Steuerrechnungen». Die Regierung lehnt diese Motion ab. Ich gebe das Wort der Urheberin der Motion, Grossrätin Schneider.

Sandra Schneider, Biel/Bienne (SVP). Am letzten Sonntag wurde die Revision des Steuergesetzes (StG) abgelehnt. Das ist sehr bedauerlich. Erste Unternehmungen haben bereits angekündigt, den Kanton aufgrund der hohen Steuerbelastung zu verlassen. Im Nachgang wurde auch hier im Rat mehrfach erwähnt, dass diese Gesetzesänderung angenommen worden wäre, wenn auch die KMU sowie die natürlichen Personen davon profitiert hätten. Diese Argumentation kann ich durchaus nachvollziehen. Tun wir das! Mit meinem Vorstoss für die Einführung eines Skonto-Abzugs bei schneller Zahlung der Steuern ergibt sich nun die Chance, Nägel mit Köpfen zu machen. Die Steuerbelastung im Kanton Bern ist für alle, sowohl für juristische als auch für natürliche Personen, hoch. Niemand bezahlt gerne Steuern. Im kantonalen Vergleich bezahlt man im Kanton Bern aber viel mehr Steuern. Gerade wer einmal spät bezahlt, wird mittels Verzugszinsen erneut zur Kasse gebeten. Dem Kanton Bern sollte es jedoch ein Anliegen sein, dass die Steuerrechnungen pünktlich bezahlt werden. Die Budgetdebatte hat gezeigt, dass viele in diesem Saal gerne Geld ausgeben, das der Bürger erstmals verdienen muss. Meine Damen und Herren, in der Wirtschaft ist es normal, dass ein Skonto gewährt wird, wenn der Rechnungsbetrag innert kurzer Frist beglichen wird. Gerade die öffentliche Hand besteht jeweils gerne darauf, dass sie von einem Skonto profitieren darf. Weshalb soll hier nicht ein Gegenrecht gegeben werden, sodass diejenigen Steuerzahler belohnt werden, welche ihre Rechnungen rasch begleichen? – Die Tageszeitung «20 Minuten» hat letzte Woche einen Artikel publiziert, der aufzeigt, dass jeder zweite seine Rechnungen nicht pünktlich bezahlt. Welche Rechnungen werden am liebsten hinausgeschoben? – Genau, die Krankenkassen- und die Steuerrechnung. Mit einem Skontoabzug könnten genau diese Leute motiviert werden, die Steuern pünktlich zu bezahlen. All jenen, welche bereits heute ihre Steuern innerhalb der Frist bezahlen, könnte etwas entgegen gekommen werden. Diesen gilt ein Dank, denn schliesslich ist es deren Geld, das wir hier verwenden dürfen. Ich glaube nicht, dass die Einführung eines Skontoabzuges ein massives Loch in die Kantonskasse reissen würde. Ich lasse in meinem Vorstoss auch explizit offen, wie hoch dieser Skontoabzug sein soll. Wer nun Angst vor grossen Steuerausfällen hat, dem sei in Erinnerung gerufen, dass die gesamten Inkassomassnahmen ebenfalls hohe Kosten verursachen. Ich bin überzeugt, dass mittels eines Skontoabzuges positive Anreize geschaffen werden können. Meine Schlussworte richten sich insbesondere auch an alle bürgerlichen Parteien hier im Rat. Vor den Wahlen wird stets gerne propagiert, dass Steuern, Gebühren und Abgaben gesenkt werden sollen. Nun können wir den Bürgern beweisen, dass es uns ernst damit ist. Ich bitte Sie deshalb, meinen Vorstoss zu unterstützen. Die Bürgerinnen und Bürger, die mit ihrem hart verdienten Geld Steuern bezahlen und uns unsere Arbeit hier im Rat überhaupt erst ermöglichen, werden es Ihnen danken.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionserklärungen. Für die FDP-Fraktion hat Grossrat Arn das Wort.

Daniel Arn, Muri b. Bern (FDP). Wir lehnen diese Motion ab, auch wenn sie in ein Postulat gewandelt würde. Ein Skontoabzug hilft nichts. Dieser helfe nur jenen, welche die Rechnungen sowieso zügig bezahlen können. Alle, die Schwierigkeiten haben, Steuern zu bezahlen, werden diese mit Sicherheit nicht früher bezahlen, nur weil ein Skontoabzug gemacht werden kann. Priorität haben andere Rechnungen wie beispielsweise Stromrechnungen, die unmittelbare Auswirkungen haben. Daher empfinden wir dies als komplett schräg in der Landschaft und lehnen die Motion ab.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (BDP). Ein Skontoabzug auf die Steuerrechnung bei frühzeitiger Zahlung der fälligen Steuerrate: Das tönt nach einer guten Forderung, auch wenn im Motionstext nicht definiert ist, in welcher Höhe dieser Abzug angedacht ist. Die Regierung spricht in ihrer Antwort von 1 Prozent bei der Bezahlung innerhalb von 30 Tagen. Für den Kanton würde dies voraussichtlich Mindereinnahmen von 50 Mio. Franken bedeuten. Das ist eine hohe Summe. Soweit zu den Zahlen, auch wenn Genaues erst nach der Feststellung der Ausführungsbestimmungen klar würde. Wenn wir die Zahlen jedoch in unsere Überlegungen einbeziehen: Was macht dies für den einzelnen Steuerzahler aus? Wie viele Steuerzahler könnten überzeugt werden, die Steuern innerhalb von 30 Tagen zu bezahlen, die das unter den bisherigen Bedingungen nicht tun? Ist das wirklich ein Anreiz? Vor noch nicht allzu langer Zeit wurde der Vorauszahlungszins von 1 Prozent eingeführt. Gestützt auf die bekannte Talfahrt der Zinsen wurde dieser gesenkt und schliesslich, im Jahr 2017, ganz abgeschafft.

Die BDP glaubt, wie dies die Regierung in ihrer Antwort ausführt, dass ein Skontoabzug kein taugliches Mittel dafür ist, Steuerzahler, die nicht fristgerecht bezahlen, dazu zu ermutigen, innert 30 Tagen zu bezahlen. Auf einem Steuerbetrag von 1000 Franken würde der Abzug 10 Franken betragen, was zwei Kaffees entspricht. Ein Steuerbetrag von 4500 Franken würde einen Abzug von 45 Franken zulassen, was ungefähr zwei Pizzen entspricht. Die Bedeutung ist auch bei hohen Steuerbeträgen nicht hoch genug, damit es lukrativ wäre oder dass dieser Abzug Grund genug wäre, zu bezahlen. Das bezieht sich stets auf die Personen, die nicht pünktlich bezahlen können oder wollen. Die BDP glaubt, dass in den Fällen, in welchen die Bezahlung des Steuerbetrags zu Schwierigkeiten führt, das Mittel der Zahlungsvereinbarungen mit der Steuerverwaltung einen guten, einfachen und erprobten Weg darstellt, um den Steuerverpflichtungen nachzukommen. Bei den Steuerpflichtigen, die allenfalls bezahlen könnten, die Bezahlung jedoch etwas hinausschieben, ist der Verzugszins ebenfalls ein taugliches und erprobtes Mittel, um die Zahlungsmoral im Kanton Bern weiterhin hochzuhalten. Die BDP wird diesen Skontoabzug nicht unterstützen. Das kostet den Kanton sehr viel, und der einzelne Steuerzahler merkt es kaum oder gar nicht.

Martin Boss, Saxeten (Grüne). Die Motionärin argumentiert, dass der Staat bei Leuten mit finanziellen Engpässen Anreize für eine frühzeitige Bezahlung der Steuern schafft. Die Krux ist wohl, dass wenn bei Bürgern bereits ein finanzieller Engpass besteht, kaum mit einer frühzeitigen Bezahlung gerechnet werden kann, sondern eher eine mögliche Schuldenfalle langsam zuschnappt. Hier gibt es die guten Möglichkeiten der Zahlungserleichterungen. Vor einem Jahr hatten wir hier im Grossen Rat im Rahmen der Spardebatte den Vorauszahlungszins auf 0 Prozent gesenkt und somit einen zusätzlichen Ertrag für den Kanton generiert. Bei einer Gewährung eines Skontoabzugs von 1 Prozent gingen dem Kanton Bern gemäss der Antwort des Regierungsrates ungefähr 50 Mio. Franken verloren. Angesichts der Diskussionen um Budget, Aufgaben- und Finanzplanung und künftig hohe Investitionen macht die Gewährung eines Skontoabzugs keinen Sinn. Anreize eines Skontoabzugs werden nicht für Bürgerinnen und Bürger mit finanziellen Engpässen geschaffen, sondern für Bürgerinnen und Bürger, die bereits eine gute Zahlungsmoral der Steuerrechnungen haben. Die grüne Fraktion wird deshalb die Motion fast einstimmig ablehnen.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Zryd das Wort.

Andrea Zryd, Magglingen (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird den Vorstoss ablehnen. Das Anliegen ist nicht ganz von der Hand zu weisen. Es wäre sinnvoll, ein Anreizsystem einzuführen. Für uns ist das aber zu wenig griffig. Jemand von der BDP hat vorhin ausgerechnet, was dieser Betrag in Naturalien gerechnet ausmachen würde. Wegen einer Pizza oder drei Kaffees wird sich die Moral nicht ändern. Wir verfassen zurzeit jedoch eine Motion zu einer Quellensteuer. Dabei hätte man einen echten Nettolohn und die Steuerschuldner hätten einen einfacheren Weg. Wir werden dieses Anliegen ablehnen.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Auch die glp-Fraktion wird den Vorstoss einstimmig ablehnen. Weshalb dies? Vor zehn Jahren war die Finanzkrise vorüber und die Zinsen lagen bei 3–4 Prozent. Der Kanton finanzierte sich entsprechend zu 3–4 Prozent, wenn am Kapitalmarkt Geld aufgenommen wurde. Dabei ist es durchaus sinnvoll, dass man Steuerzahlern, die vorauszahlen und schliesslich für den Kanton eine Finanzierung darstellen, Skonto gewährt. Heute sind die Zinsen negativ. Wenn der Kanton kurzfristig Geld braucht, holt er sich dieses zu Negativzinsen. Ich habe extra vorher noch abgeklärt: Öffentlich kotierte Anleihen haben minus 65 Basispunkt Zinsen, welche der

Kanton über neun Monate hinweg bezahlt. Wenn der Kanton kurzfristige Mittel zu Negativzinsen holen kann, sehe ich nicht ein, weshalb vorauszahlende Steuerzahler mit Positivzinsen belohnt werden sollen. Das hat keine Anreizwirkung, sondern entspricht lediglich einem Geschenk. Es handelt sich um ein Geschenk von 50 Mio. Franken. Wir haben gestern genug über das Entlastungspaket gesprochen. Deshalb fände ich es deplatziert, vorauszahlende Leute mit 50 Mio. Franken zu beschenken, wenn der Kanton die Möglichkeit hat, eine kurzfristige Finanzierung zu Negativzinsen zu beschaffen. In diesem Sinne werden wir das Anliegen einstimmig ablehnen.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Wenn dieser Vorstoss beim Steuerzahler eine tatsächliche Wirkung entfalten soll, braucht es bestimmt 2 und nicht nur 1 Prozent. Somit sprechen wir von 100 Mio. Franken. Beim letzten Vorstoss haben Daniel Trüssel und ich ein wenig über den gesunden Menschenverstand philosophiert. Wenn dieser auch hier wieder hervorgerufen wird, denke ich, hätten wir andere Möglichkeiten, als auf 100 Mio. Franken Steuereinnahmen zu verzichten und damit eine Wirkung zu erzielen. Deshalb wird die EVP-Fraktion diesem Vorstoss, auch wenn dieser süß daher kommt, nicht zustimmen.

Johann Ulrich Grädel, Schwarzenbach BE / Huttwil (EDU). Die EDU glaubt nicht, dass der Skontoabzug Personen, die bisher nicht rechtzeitig bezahlt haben, dazu bringt, rechtzeitig zu zahlen. Es wird nicht mehr Steuereinnahmen geben, sondern sogar Steuerausfälle. Wenn ich nur auf mich schauen würde, müsste ich diesem Anliegen zustimmen. Die EDU wird die Motion jedoch ablehnen.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP). Auch wenn dieser Vorstoss aus den Reihen der SVP kommt, lehnt ihn die SVP-Fraktion ab. Der Vorstoss hat zum Ziel, die Zahlungsmoral bei den Steuern generell zu erhöhen. Wir haben das Gefühl, dass im Kanton Bern bereits genügend Möglichkeiten für Zahlungserleichterungen bestehen. Das wurde bereits gesagt. Man müsste eher darauf achten, dass diejenigen, welche Mühe haben, die Steuern zu bezahlen, einen Zugang zu Zahlungserleichterungen erhalten. Dafür gibt es nach unserer Auffassung genügend Möglichkeiten. Wir können es uns schlicht nicht leisten, hier 50 Mio. Franken zusätzlich in den Finanzhaushalt aufzunehmen.

Zusätzlich möchte ich zur Ankündigung der Einführung der Quellensteuer sagen: Die Zahlungsmoral im Kanton Bern ist nicht dermassen schlecht, dass zusätzliche Massnahmen gefordert werden müssen, die mit dem Vollzug von Quellensteuerinkasso schliesslich wieder die Arbeitgeber belasten. Das ist der Grund, weshalb wir das Anliegen ablehnen. Wir haben nämlich eine gute Zahlungsmoral.

Präsident. Ich gebe das Wort der Finanzdirektorin.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Sie konnten lesen, dass die Regierung dieses Anliegen ablehnt. Der Sinn dieser Motion ist es, einen weiteren Anreiz für die Bevölkerung zu schaffen, die Kantonssteuern pünktlich zu bezahlen. Ich sage bewusst, dass man damit einen weiteren Anreiz einführen will. Diese Anreize, liebe Frau Grossrätin Schneider, bestehen bereits heute. Wer die Steuern nicht zeitgemäss bezahlt, erhält eine Belastung von 3 Prozent Verzugszinsen. Das ist bereits ein Anreiz dafür, die Steuern rechtzeitig zu bezahlen. Wir haben auch schon über die Vorauszahlungszinsen gesprochen. Auch diese sind ein Anreiz dafür, die Steuern früher oder rechtzeitig zu bezahlen. Aktuell sind diese aufgrund der Situation der Zinslage bei 0 Prozent. Das ist weniger reizvoll, das ist richtig. Wenn sich die Zinssituation verändert, kann sich auch dieser Vorauszahlungszins wieder verändern und damit ein zusätzlicher Anreiz geschaffen werden.

Der Regierungsrat ist der Auffassung, dass bereits ein Hauptanliegen der Motionärin erfüllt wird, weil der Verzugszins in Rechnung gestellt wird, wenn jemand nicht bezahlt. Es wurde auch bereits erwähnt: Der Mitnahmeeffekt bei Zustimmung zur Motion würde bedeuten, dass wir im Budget auf 50 Mio. Franken verzichten müssten. Dabei handelt es sich um einen nicht unwesentlichen Betrag. Aus den Voten habe ich gehört, dass beinahe alle Fraktionen das Anliegen ablehnen. Dafür bin ich Ihnen dankbar, und ich hoffe, dass Sie auch wirklich an der richtigen Stelle drücken.

Präsident. Ich gebe das Wort noch einmal der Motionärin, Grossrätin Schneider.

Sandra Schneider, Biel/Bienne (SVP). Ich danke Ihnen für die angeregte Diskussion und bin erfreut, dass mein Vorstoss etwas ausgelöst hat. Ich möchte nur noch eine kurze Replik geben. In der Beantwortung meines Vorstosses wird davon ausgegangen, dass diese Massnahme 50 Mio. Franken kosten würde. Dabei handelt es sich jedoch um den Maximalbetrag. Das bedeutet, dass jeder seine

Steuern bezahlen würde. Wir wissen aber, dass nicht jeder seine Steuern bezahlt und eben leider auch nicht pünktlich. Es wurde auch erwähnt, dass dieser Skontoabzug nur einem Kaffee pro Monat oder einer Pizza entspräche. Wenn jeweils eine Gebührenerhöhung stattfindet, wird auch häufig argumentiert, dass der Betrag lediglich ein Kaffee pro Monat ausmachen würde und dies deshalb nicht so schlimm sei. Geben wir doch der Bevölkerung einmal einen Kaffee zurück. Danke, dass Sie deshalb meinen Vorstoss trotzdem unterstützen!

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer diese Motion annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja 8

Nein 123

Enthalten 11

Präsident. Sie haben die Motion mit 123 Nein- gegen 8 Ja-Stimmen bei 11 Enthaltungen abgelehnt. Wir sind am Ende der Geschäfte der FIN. Ich danke der Finanzdirektorin für ihre Anwesenheit und wünsche ihr gute Besserung und eine gute Zeit. Wir warten auf den Gesundheitsdirektor. Wir behandeln die restlichen Geschäfte der GEF und beginnen an der Stelle, an der wir letzte Woche aufgehört haben.

Geschäft 2018.RRGR.513

Motion 155-2018 Löffel-Wenger (Münchenbuchsee, EVP) **Jugendschutz auf E-Zigis & Co ausweiten!**

Präsident. Ich begrüsse Pierre Alain Schnegg bei uns. Beim Traktandum 48 handelt es sich um eine Motion von Grossrat Löffel zum Thema «Jugendschutz auf E-Zigis & Co ausweiten!». Die Regierung will diese Motion annehmen. Ist diese bestritten? – Die Motion wird bestritten, ich gebe das Wort dem Motionär.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Ich danke der FDP, dass sie das Anliegen bestreitet. Das gibt mir die Möglichkeit, über dieses wichtige Anliegen zu sprechen. Das Thema ist zu wichtig, als dass man dieses ohne Diskussion abhandeln könnte. Mittlerweile weiss jedes Kind, dass Rauchen tödlich ist. Alleine in der Schweiz sterben jeden Tag zwei Duzend Menschen an den Folgen der Nikotinsucht. Das heisst, in einer Woche wäre dieser Saal leer und dies allein aufgrund der Leute, die aufgrund des Rauchens in der Schweiz sterben. In dieser tragischen und dramatischen Situation kommen E-Zigaretten gerade rechtzeitig, weil sie scheinbar eine weniger schädliche Alternative bieten, da der Tabak nicht verbrannt wird, sondern Flüssigkeiten mit verschiedensten Inhaltsstoffen verdampft und dabei direkt in die Lunge gezogen werden. Welche Auswirkungen das auf die Gesundheit hat, wissen wir vermutlich erst in circa zwanzig bis dreissig Jahren.

In meinen Augen läuft hier ein grosser Menschenversuch mit sehr ungewissem Ausgang. Die Tabakindustrie versucht mit E-Zigaretten und ähnlichen Produkten das Rauchen – wie in den 1940er-Jahren mit den Light-Zigaretten – als gesundes Rauchen zu verkaufen. Neben den E-Zigaretten handelt es sich dabei um sogenannte Heat-not-burn-Zigaretten, wobei der Tabak nicht verbrannt, sondern nur erhitzt wird. Auch da fehlen unabhängige Studien, längerfristige fehlen sowieso. Es wird Jahre bis Jahrzehnte dauern, bis man Näheres über die Schädlichkeit weiss. Für Teile der ausstiegswilligen Raucherinnen und Raucher dient die E-Zigarette dazu, die Nikotinsucht zu befriedigen. In diesen Fällen kann vermutet werden, dass diese Art der Nikotinsucht weniger schädlich ist als jene mit herkömmlichen

Zigaretten. Das oberste Ziel der Tabakindustrie ist jedoch offensichtlich: Die täglich sterbenden Kundinnen und Kunden müssen ersetzt werden. Je früher Jugendliche in die Nikotinsucht verführt werden können, desto besser und längerfristig kann der Gewinn optimiert werden. Das krankmachende und in vielen Fällen tötende Rauchen soll mit solchen Produkten wieder sichtbar und salonfähig werden. Die geltenden gesetzlichen Einschränkungen für Zigaretten sollen möglichst «gelöchert» und umgangen werden.

Unsere Motion verlangt deshalb, dass E-Zigaretten und alle weiteren nikotinhaltenen Produkte im Kanton Bern so rasch wie möglich denselben rechtlichen Vorgaben unterstellt werden, wie herkömmliche Zigaretten und Raucherwaren. Das betrifft namentlich drei Punkte, nämlich den Jugendschutz, die Werbung und den Passivraucherschutz. Das ist notwendig, weil es auf Bundesebene aufgrund des starken Einflusses der Tabaklobby noch viele Jahre dauern wird, bis vielleicht griffige Gesetzesbestimmungen in Kraft treten. Ich hoffe, dass Sie dieses Anliegen unterstützen und dass die GEF Möglichkeiten und Wege finden wird, um diese Forderungen beispielsweise in einem Sammelbeschluss oder im besten Fall gar auf Verordnungsebene möglichst schnell umzusetzen.

Präsident. Haben sich die Mitmotionäre auf der Rednerliste als Fraktionssprecher oder als Mitmotionäre eingetragen? Für die Fraktion der Grünen erhält Grossrätin Graf das Wort.

Madeleine Graf-Rudolf, Belp (Grüne). Der Regierungsrat wird beauftragt, dafür zu sorgen, dass die E-Zigaretten und alle nikotinhaltenen Produkte im Kanton Bern so rasch wie möglich denselben rechtlichen Vorgaben unterliegen, wie die herkömmlichen Raucherwaren. Wir Grünen unterstützen diese Motion voll und ganz. Es ist wichtig, dass die E-Zigaretten und alle nikotinhaltenen Produkte im Kanton Bern denselben rechtlichen Vorgaben unterliegen wie Zigaretten und alle herkömmlichen Raucherwaren. Mit dem Entscheid des Bundesverwaltungsgerichts vom April 2018 wurde eine Rechtslücke geschaffen. Seither dürfen nikotinhaltige Liquids für E-Zigaretten auch an Minderjährige verkauft werden. Diese Rechtslücke ist stossend und aus Sicht der Prävention unhaltbar. Deshalb müssen wir diese Lücke auf kantonaler Ebene so schnell wie möglich schliessen.

Marianne Teuscher-Abts, Roggwil BE (FDP). Eine Mehrheit der FDP-Fraktion ist der Auffassung, dass man diesem Vorstoss nicht zustimmen kann. Für die ganze Thematik wäre eine einheitliche Bundeslösung der beste Weg. Lieber Ruedi Löffel, die Motion ist gut gemeint. Es stimmt alles, was Sie gesagt haben. Es kann aber nicht sein, dass jeder Kanton selber ein Gesetz ausarbeitet. Ich wohne in einer Gemeinde an der Kantonsgrenze zu Luzern und Aargau. Bei uns dürfen die Jugendlichen ab 18 Jahren Zigaretten kaufen, in Luzern und Aargau ab 16 Jahren. Sie können also einfach mit dem «Töffli» oder dem Velo in den nächsten Ort fahren und diese Dinge kaufen.

Auch die FDP ist für Gesundheitsförderung und Jugendschutz. Es muss sichergestellt werden, dass im Hinblick auf den Verkauf, die Werbung und den Schutz für Passivraucher die E-Zigaretten denselben rechtlichen Vorgaben unterliegen wie herkömmliche Raucherwaren. Aber das soll auf Bundesebene geregelt werden und nicht für jeden Kanton einzeln, das wäre absurd. Dazu kommt die Selbstregulierung der Tabakbranche. Die FDP-Fraktion sieht die Dinglichkeit allerdings nicht, daher lehnen wir diese Motion ab.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Vielleicht geht es jemand anderem ebenfalls so wie mir: Diese Debatte erinnert mich an einen satirischen Film mit dem Titel «Thank You for Smoking», den ich vor zwölf Jahren gesehen habe. Dieser Film erzählt die Geschichte eines Lobbyisten einer grossen Tabakfirma. Der Film startet mit einer Szene, in der sich Lobbyisten der Waffenindustrie, der Alkoholbranche und der Tabakfirmen treffen und gegenseitig damit prahlen, wie viele Tote auf das Konto ihrer Industrie gehen. Im Film gewinnt der Tabak-Lobbyist diese makabre Debatte. Später im Film sieht man den Tabak-Lobbyisten in einer Diskussionsrunde mit einem krebserkrankten Jungen namens Robin. Auf die Kritik an seiner Branche antwortet er: «Wie um alles in der Welt würde Big Tobacco vom Verlust dieses jungen Mannes profitieren? Wir würden ja nur einen Kunden verlieren. Es ist also nicht nur unsere Hoffnung, sondern auch in unserem besten Interesse, dass Robin am Leben bleibt und weiter Rauchen kann.» Nun scheint es auch im besten Interesse der Tabaklobby zu sein, dass junge Menschen möglichst früh mit dem Konsum von E-Zigaretten beginnen und ein Leben lang nikotinabhängig bleiben. Dank der möglicherweise leicht weniger schädlichen Form der Nikotineinnahme – das wissen wir noch nicht genau – dürfte die Tabak-Lobby gemäss dem obigen Filmzitat sogar auf abhängige Kundinnen und Kunden hoffen, die vielleicht etwas weniger früh an den gesundheitlichen Folgen ihres Profits sterben. Die EDU-Fraktion begrüsst es ausdrücklich, dass der Regierungsrat die

Motion Löffel annehmen und rasch umsetzen möchte. Für unsere Fraktion hat der Jugendschutz höchste Priorität und dafür braucht es unbedingt griffige Massnahmen. In diesem Sinne sagen wir: Thank you for voting yes!

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Wir haben zu diesem Zeitpunkt, falls die Motion überwiesen wird, die bestmögliche unter den schlechten Varianten, um diesem Loch in der Gesetzgebung entgegenzuwirken. Es ist klar, dass eine Bundesregelung besser sein wird, eine solche wird kommen. Aber das heisst nicht, dass wir dieses Thema in der Zwischenzeit nicht selber regulieren können. Dabei handelt es sich um ein Signal; andere Kantone haben dies bereits gemacht und der Kanton Bern kann diesen nun folgen. Es besteht Handlungsbedarf. Weshalb? Kolleginnen und Kollegen, der Glaube an eine Selbstregulierung mag im religiösen Kontext gut sein, aber nicht wenn es um die Tabak-Lobby geht. Sie haben bestimmt auch die E-Mail der Tabak-Lobby erhalten, in welcher steht, dass sich dies von selbst regulieren wird und dass sie schauen würden, dass dies nicht verkauft wird. Aber gleichzeitig können Sie erkennen, welche aggressiven Werbungen für E-Zigaretten heute bereits bestehen. Das ist die Hauptproblematik. Bezüglich des Werbungsverbots gibt es zum jetzigen Zeitpunkt keine Selbstregulierung. Es wird weitergemacht, da es um viel Geld geht. Ich danke insbesondere Ruedi Löffel, dass er einem wichtigen Aspekt in dieser breiten und differenzierten Diskussion Gewicht verleiht. Es kann nämlich sein, dass die E-Zigarette als Ausstiegsmittel für den schweren Tabakkonsum dienen kann. Deshalb muss diese auch nicht gleich massiv thematisiert werden wie der Tabak, da sie de facto keinen Teer enthält. Das heisst aber nicht, dass man nur zuschaut und nichts dagegen tut. In diesem Sinne müssen wir klar Ja sagen zu einer Übergangsbestimmung, wie dies die GEF hier auch unterstützt. Da wir auch wie seit Jahrzehnten nicht an die Selbstregulierung der Tabakindustrie glauben, werden wir diese Motion unterstützen.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Auch wer nicht selber raucht oder dampft, konnte feststellen, dass die Geschäfte, welche E-Zigaretten anbieten, wie Pilze aus dem Boden schossen. Wenn man auf der Strasse diesbezüglich achtsam ist, stellt man fest, dass die Verbreitung der dampfenden Geräte entsprechend zunimmt. Ob und wie schädlich die neuen Produkte sind, ist zum aktuellen Zeitpunkt nicht abschliessend klar. Die Tabakindustrie, die sich nach vielen Jahren dem Druck beugen musste und die Aufkleber auf den Zigarettenpackungen anbrachte, dass Rauchen tödlich sein kann, verbreitete mit Werbung zu Beginn auch etwas anderes. Einige erinnern sich noch daran: Es wurde mit Freiheit und Sonnenuntergang im Sinne des «Marlboro Man» geworben.

Wir Motionäre wurden in der Zwischenzeit mit vielen Fakten und Statements beider Seiten beliefert. Die Tabakindustrie strengt sich an, nach Alternativen zur nikotinhaltigen Zigarette zu forschen, um das Angebot zu erweitern. Ärzte und Lungenspezialisten machen darauf aufmerksam, dass aktuell keine Langzeitstudie vorliegt, welche belegen kann, dass E-Zigaretten tatsächlich weniger schädlich sind als herkömmliche Zigaretten. Man hofft zwar, dass diese E-Zigaretten tatsächlich gesünder sind oder jedenfalls weniger schädlich. Es gibt eine Studie aus England. Es ist jedoch fraglich, ob diese eine Studie zum jetzigen Zeitpunkt ausreicht, um abschliessend repräsentativ zu sein. Das lassen wir so offen stehen.

Als mündige Person kann ich entscheiden, ob ich rauche oder nicht, oder auch, ob ich dampfe oder nicht. Aber hier geht es eben um die Beeinflussung von jungen und unmündigen Personen – Personen, die sich in einem Prozess befinden, die nicht mehr Kind sind, aber auch noch nicht erwachsen. Junge Personen sind in einem Alter, in dem man ausprobiert und sich den Folgen des Tuns, im speziellen den gesundheitlichen Folgen, nicht bewusst ist. Ich sehe das auch bei unseren vier Lehrlingen im Alter zwischen 16 und 20 Jahren. Junge Personen erleben vieles in der Gruppe, dazu gehört auch Rauchen und die Konsumation alkoholischer Getränke. Genau das Rauchen und der Konsum alkoholischer Getränke sind gesetzlich reguliert. Deshalb ist die BDP der Meinung, dass für den Konsum und den Bezug von Raucherwaren für Minderjährige dieselben Regeln gelten sollten. Die Gesetzeslücke, dass Minderjährige E-Zigaretten kaufen können, soll geschlossen werden. E-Zigaretten und alle nikotinhaltigen Produkte sollen im Kanton Bern denselben rechtlichen Vorgaben unterliegen wie herkömmliche Raucherwaren. Der Weg dazu ist nicht aufwendig oder schwierig, da das geltende Recht sehr einfach um die Forderung der Motion ergänzt werden kann. Die Hersteller und Vertreiber der E-Zigaretten sind zwar an eine Vereinbarung gebunden, die vorgibt, Personen unter 18 Jahren keine E-Geräte oder Liquids zu geben, diese müsste jedoch gültig sein, bis im Jahr 2022 die Inkraftsetzung der Bundesregelung folgt. Zu Recht geht diese Vereinbarung den Gesundheitspolitikern und auch unserem Regierungsrat zu wenig weit, und die Gesetzeslücke dauert zu lange. Dieser Meinung ist auch die BDP, und wir unterstützen die Motion deshalb einstimmig.

Tom Gerber, Reconvilier (EVP). Pas plus tard que la semaine passée, en entrant dans le kiosque en gare de Bienne – j'ai vérifié avant-hier soir, le même dispositif est toujours encore en place – j'ai trouvé, à ma gauche en entrant et très bien placée, une offre pour un pack de débutants pour le genre de produit dont il est question ici. En faisant deux pas de plus, installé au milieu du kiosque, un vendeur derrière un mini-comptoir de produits du même style qui n'a pas manqué de m'accoster. Ces deux offres avec un look jeune et un design moderne et attrayant sont présentées comme une alternative saine à la cigarette.

Ma conclusion est claire: l'industrie du tabac essaie par tous les moyens et avec un marketing quand même assez agressif et centré sur les jeunes, de remplacer leurs clients. J'ai bien dit «remplacer». Eh oui, comme l'a dit mon collègue: en fait, chaque jour meurent en Suisse deux douzaines de personnes. Donc, il faut en trouver des nouvelles. Je vous invite donc à prendre vos responsabilités. Nous avons le devoir de protéger les jeunes en-dessous de 18 ans de ces produits qui sont présentés comme une alternative saine à la cigarette traditionnelle, mais qui conduisent sur le même chemin morbide de la dépendance, et nous devons soumettre ces produits aux mêmes exigences légales en terme de fumée passive et de publicité que les produits traditionnels. J'aimerais aussi dire que la protection de la jeunesse me paraît prioritaire par rapport à l'espoir d'une solution au niveau suisse. C'est la raison pour laquelle le groupe évangélique vous invite unanimement à accepter cette motion.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Kocher das Wort.

Manuela Kocher Hirt, Worben (SP). Ich kann es kurz machen: Die SP-JUSO-PSA dankt in erster Linie den Motionären für diese präventiv wirkende Motion, und selbstverständlich unterstützt die ganze Fraktion diese Motion vollumfänglich. Es braucht eine kantonale Regelung, es besteht Handlungsbedarf, bitte unterstützen Sie diese Motion.

Martin Schlup, Schüpfen (SVP). Die E-Zigaretten sind den herkömmlichen Raucherwaren gleichzustellen. Sie enthalten schliesslich auch Nikotin. Ich selber dampfe zwar nicht, rauche zwischendurch jedoch gerne eine Zigarre und geniesse dies auch. Unsere Fraktion ist eigentlich gegen immer mehr Gesetze und Auflagen und ist für mehr Eigenverantwortung. Hier geht es aber um den Jugendschutz. Als Jugendlicher ist man sich nicht immer bewusst, was Eigenverantwortung heisst. Aus diesem Grund unterstützen wir diese Motion. Zugleich ist zu begrüßen, dass einmal mehr klarer wird, wo diese E-Zigaretten geraucht werden dürfen und wo nicht. Gemäss dem Passivraucherschutz ist anschliessend klar, dass dies gleich wie bei den anderen Zigaretten gehandhabt wird. Mich stört es auch, wenn ich am Essen bin und der Raucher nicht rauchen darf, aber nebenan jemand dampft. Daher unterstützt ein grosser Teil der Fraktion diese Motion.

Präsident. Wir kommen zu dem Einzelsprechenden. Ich gebe das Wort Grossrätin Speiser.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (SVP). Als Mitmotionärin wollte ich eigentlich nichts sagen, nun muss ich aber trotzdem noch etwas sagen. Wir haben eine gesetzliche Lücke, welche wir füllen müssen. Es ist Tatsache, dass wir von einem Produkt sprechen, über das wir ein wenig etwas wissen, aber eben nichts Genaues. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich staune, wenn wir eine Debatte über explodierende Gesundheitskosten und über Massnahmen, welche ergriffen werden müssen, führen und hier nicht den Mut haben, die vorliegende Gesetzeslücke zu füllen. Ich möchte Sie daran erinnern, dass es um 16 bis 18-Jährige geht. Dabei handelt es sich um eine Altersgrenze, die auch massgebend dafür ist, zu kanalisieren, was wichtig ist und darauf aufmerksam zu machen, welche Auswirkungen damit verbunden sind. Wenn wir bei den Jugendlichen zwischen 16 und 18 Jahren nicht aufpassen, folgen anschliessend Auswirkungen, die viel Geld kosten und viel Leid hervorbringen. Zudem heisst es in der Antwort des Regierungsrates: «Insgesamt ist der Anteil toxischer und krebserregender Substanzen bei E-Zigaretten geringer als bei Tabakprodukten». Der Anteil ist nur geringer, er ist nicht inexistent. Wenn wir Sorge tragen wollen zu unseren Jugendlichen und zwei Jahre gewinnen können, sodass diese mit 18 Jahren bereits besser in der Lage sind, zu überlegen, ob sie rauchen wollen, müssen wir heute klar Ja sagen.

Ursula Zybach, Spiez (SP). Ich gebe meine Interessenbindungen bekannt: Ich bin einerseits gemeinsam mit Ruedi Löffel in der Eidgenössischen Kommission für Tabakprävention (EKTP) des Bundes, und andererseits bin ich Vizepräsidentin der Allianz «Gesunde Schweiz», die in der Anfrage ebenfalls erwähnt worden ist. Ich bedanke mich bei den Motionären für die Einreichung dieser Motion. Es

handelt sich um eine echte Gesetzeslücke. Aus biologischer Sicht ist es ein Problem, dass es keine Langzeitstudien gibt, und auch aus den kurzfristigen Studien gibt es keine guten Erkenntnisse. Wir wissen jedoch über die wahnsinnigen Auswirkungen des konventionellen Tabaks Bescheid. Deshalb ist es sinnvoll, vorsichtig zu sein. Wenn man schaut, was im Zusammenhang mit dem Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten (Tabakproduktegesetz, TabPG), das revidiert werden muss, auf Bundesebene geschieht, merkt man, wie lange das dauert und wie viel Verspätung dieser Prozess hat. Es braucht deshalb wirklich eine kantonale Lösung. Ansonsten wäre ich auch der Meinung, dass dies national gelöst werden muss. Bis dies jedoch soweit ist, macht es Sinn, wenn in verschiedenen Kantonen entsprechende Motionen überwiesen werden. Ich freue mich, dass der Regierungsrat bereit ist, diese Motion anzunehmen und damit gewillt ist, rechtliche Bestimmungen zu machen, sodass Einschränkungen entsprechend für diese Altersgruppe gelten. Ich freue mich, wenn Sie diesem Anliegen zustimmen.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Ich danke für Ihre Unterstützung und möchte noch zu zwei Gegenargumenten etwas sagen. Zuerst etwas zur Selbstregulierung: Das hier ist Selbstregulierung. (*Der Redner hält einen Zeitungsartikel hoch.*) Ich habe einen 17-Jährigen geschickt, diese Dinge einzukaufen. So viel ist die Selbstregulierung hier wert, einfach, damit Ihnen das klar ist. Wenn man das Produkt anschaut, sieht man auch, für wen es designt ist, jedenfalls nicht, um mich alten Mann zu verführen, E-Zigaretten zu rauchen. Das Zielpublikum ist klar. Das Zielpublikum ist auch klar, wenn man Gratiszeitungen betrachtet, worin täglich solche Inserate enthalten sind. Auch an Plakatwänden, an denen solche Werbungen angebracht sind. Wer ist Zielpublikum dafür? – Selbstregulierung ist eine pure Lüge einer Industrie, die schon immer die Kernkompetenz Lügen und Betrügen hatte und das Publikum ersetzen muss, das täglich stirbt.

Die einheitliche Bundeslösung – das ist klar, das haben wir bei allen diesen Themen stets erlebt – wird seit Jahren, Kolleginnen und Kollegen, durch die Tabakindustrie verhindert. Wenn im Jahr 2022 das TabPG vielleicht in Kraft tritt, wird im besten Fall darin stehen, dass Jugendschutz gefördert werden soll und dass Testkäufe gemacht werden können. Somit gäbe es eine legale Basis, um dies zu tun. Viel mehr wird nicht in diesem Gesetz stehen. Werbeeinschränkungen können Sie vergessen, das wird auf Bundesebene nie eine Mehrheit haben. Im Kanton Bern bestehen klare Werbeeinschränkungen, und es ist wichtig, dies zu wissen. Wir müssen kein neues Gesetz machen. Das Bundesgesetz zum Schutz vor Passivrauchen ist ein einfaches, kleines Gesetz, welches dahingehend ergänzt werden muss, dass alle neuen Produkte abgedeckt werden. Werbeeinschränkungen und der Jugendschutz sind im Handels- und Gewerbeschutzgesetz geregelt.

Es braucht keine neuen Gesetze. Die neuen Produkte existierten noch nicht, als wir diese Gesetzesartikel schrieben. Das waren alles Vorstösse von mir. Vielleicht existieren auch noch andere Wege, die nicht über das Gesetz laufen, sodass sehr rasch reguliert werden kann. Damit soll auch Druck gemacht werden, damit eine Bundeslösung resultiert, welche auch als Lösung bezeichnet werden kann und eine gewisse präventive Wirkung haben könnte. Wenn die Tabakindustrie mit der Selbstregulierung verhindern will, dass junge Menschen nikotinsüchtig werden, erfüllen wir ihnen diesen Herzenswunsch. Dann können wir dies auch problemlos entsprechend im Gesetz festhalten. Somit entspricht das deren Wunsch, auch wenn dieser nicht ehrlich gemeint ist. Ein Wort zur Schädlichkeit: Wir wissen heute schlicht nicht, was passiert, wenn weltweit Millionen von Menschen verschiedenste Geschmacksrichtungen in die Lunge ziehen. Wir wissen schlicht nicht, was passiert. In zehn bis zwanzig Jahren werden wir es wissen. Es ist jedoch besser, mit der Regulation nicht so lange zu warten.

Präsident. Ich gebe das Wort an den Gesundheitsdirektor.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Cette motion demande à ce que les cigarettes électroniques et les produits contenant de la nicotine, à l'exception des médicaments, soient soumis aussi rapidement que possible aux mêmes exigences légales que les cigarettes et les produits destinés à être fumés. Il convient de refermer aussi vite que possible la brèche juridique relative à la vente, à la publicité, à la protection contre le tabagisme passif, au titre de la protection de la jeunesse. La brèche devrait être refermée à l'échelon national au mieux en 2022, lors de l'entrée en vigueur prévue de la loi sur les produits du tabac. Le canton de Berne dispose de bases légales qui régissent la remise et la vente de tabac, la publicité en sa faveur et la protection contre le tabagisme passif. Les dispositions en matière de protection de la jeunesse dans le canton de Berne apportent une contribution essentielle à la protection de la santé des enfants et des adolescents.

L'usage d'e-cigarettes entraîne le risque d'une accoutumance physique, suivie d'une dépendance à la nicotine. L'organisation mondiale de la santé considère par ailleurs que les risques de maladies pulmonaires et cardiaques augmentent avec l'usage d'e-cigarettes. Chers députés, soyons raisonnables et protégeons notre jeunesse. Il s'agit ici de la protection de la santé. Oui, nous ne résoudrons pas tous les problèmes en acceptant cette motion, mais utilisons notre marche de manœuvre pour le bien de notre jeunesse! Le Conseil-exécutif est soucieux d'assurer la protection de la santé pour l'ensemble de la population et tout particulièrement pour la jeunesse. Il recommande donc d'adopter les dispositions légales aussi rapidement que possible. Par conséquent, il vous invite à adopter cette motion.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer diese Motion annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 122

Nein 16

Enthalten 4

Präsident. Sie haben die Motion mit 122 Ja- gegen 16 Nein-Stimmen bei 4 Enthaltungen angenommen.

Geschäft 2018.RRGR.537

Motion 173-2018 Riesen (Sonceboz-Sombeval, PSA)

Aufnahme des Berner Juras ins Darmkrebsfrüherkennungsprogramm von ADC BEJUNE

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 49 und damit zur Motion von Grossrätin Riesen. Diese Motion wurde zurückgezogen, und Grossrätin Riesen gibt eine Erklärung dazu ab. Ich gebe ihr das Wort und übergebe den Präsidiumsplatz Grossrat Zaugg.

Der Vizepräsident, Hannes Zaugg-Graf, übernimmt den Vorsitz.

Maurane Riesen, Sonceboz-Sombeval (PSA). Par cette motion, je demandais que le Jura bernois puisse profiter du programme de dépistage du cancer du côlon organisé par l'Association pour le dépistage du cancer BEJUNE (ADC BEJUNE). ADC BEJUNE organise déjà le dépistage du cancer du sein dans le Jura bernois. Il a maintenant mis en place un programme de dépistage colorectal pour le Jura et Neuchâtel. Je trouvais logique que la région francophone du Jura bernois puisse profiter de cette structure, comme elle le fait pour le cancer du sein. ADC BEJUNE était d'ailleurs aussi ouverte à également intégrer les francophones de Bienne. Il ne s'agissait pas d'élaborer une stratégie à part pour le Jura bernois, mais de profiter d'une structure qui existait déjà, pour intégrer les francophones dans ce programme.

Le Conseil d'Etat préconise un programme pour l'ensemble du canton. Il veut que les francophones de Thoun et de Berne puissent aussi profiter d'une offre en français. Mais si les francophones habitent dans des villes germanophones, je souhaite rappeler que selon les données du recensement de 2000, il y a plus d'italophones en ville de Berne que de francophones. J'espère qu'eux aussi puissent profiter d'une offre dans leur langue. Que les autres francophones du canton hors régions linguistiques bilingues ou francophones puissent aussi profiter d'offres en français, c'est super et c'est certainement une très bonne chose. Mais ce n'est pas une raison pour adapter la politique générale du canton pour les francophones. Le canton veut instaurer un programme de dépistage pour tout le canton. Il dit qu'une option francophone coûterait plus cher qu'une option bilingue sur tout le canton. Je n'en suis pas sûre, mais je lui laisse l'avantage du doute et attends de voir quel type de programme il prépare pour tout le canton. Je le fais un peu à contrecœur, car l'implémentation d'un tel programme sur l'ensemble du canton de Berne risque de prendre encore pas mal de temps, plusieurs années,

alors que le Jura bernois et les francophones de Bienne pourraient profiter tout de suite d'un programme BEJUNE. Mais je reste extrêmement attentive à la suite de ce dossier, et me permettrai de revenir à la charge s'il le faut.

Geschäft 2018.RRGR.545

Motion 181-2018 SP-JUSO-PSA (Stucki, Bern)
Kein Verkauf des Hôpital du Jura bernois

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 50 und damit zur Motion «Kein Verkauf des Hôpital du Jura bernois». Ich gebe das Wort der Motionärin Béatrice Stucki.

Béatrice Stucki, Bern (SP). Die öffentlichen Spitäler sollen die besten sein. Das ist eine klare Haltung unserer Partei. Auch wenn ein Kantonswechsel möglicherweise ansteht, so ist der Kanton nach wie vor Besitzer dieses Spitals und trägt deshalb auch die volle Verantwortung für einen guten Betrieb, für alle Mitarbeitenden – vom Reinigungspersonal bis zu den Chefärztinnen –, aber auch für Patientinnen und Patienten. Ich hätte erwartet, dass sich der Regierungsrat, insbesondere der für dieses Dossier verantwortliche Regierungsrat, hinter dieses Spital stellt und aktiv nach Lösungen sucht, dahingehend, wie der Standort erhalten bleiben kann, damit auch die Arbeitsplätze und die Versorgungssicherheit erhalten bleiben. Auch wenn es in der Region möglicherweise eine Überversorgung gibt, also zu viele Spitäler auf zu kleinem Raum, so steht der Regierungsrat in der Verantwortung, Lösungen dafür zu suchen. Eine wäre beispielsweise – wie im Berner Oberland – der Wandel vom Spital zu einem Gesundheitszentrum. Dann wäre die Grundversorgung für die Bevölkerung der Region Moutier und deren Umgebung gesichert, und wir hätten eine kostengünstige Lösung. Nur weil das Spital den Kanton wechseln könnte oder weil es in der heutigen Form gerade nicht kostengünstig geführt werden kann, gibt es keinen Grund, dieses zu verkaufen. Es gibt noch einen anderen wichtigen Grund, der gegen den Verkauf des Spitals spricht. Das Spital Moutier ist wie alle anderen Spitäler des Kantons einem Gesamtarbeitsvertrag (GAV) unterstellt. Der Kanton muss das Personal, das diesem GAV unterstellt ist, gegen schlechtere Arbeitsbedingungen schützen. Das Spital muss beim Kanton Bern bleiben und weiterhin dem GAV unterstellt sein. Die Erfahrungen mit dem Hôpital de Neuchâtel und dessen Verkauf an die Genolier-Gruppe wollen wir im Kanton Bern nicht wiederholen. Ich habe aber gehört, dass der Punkt 1 meiner Motion keine Chance hat. Offensichtlich steht der Schock über den Kantonswechsel oder Kantonsverbleib – je nach Gesichtspunkt – über der Gesundheitsversorgung in der Region und auch über dem Schutz der Arbeitsbedingungen. Ich ziehe den Punkt 1 der Motion deshalb zurück. An den anderen beiden Punkten halte ich fest und wandle den Punkt 2 aber wie vom Regierungsrat vorgeschlagen in ein Postulat. Ich bestreite die Abschreibung des Punkts 3. Ich bitte Sie, mich bei diesen beiden Punkten entsprechend zu unterstützen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Ich wiederhole: Der Punkt 1 ist zurückgezogen worden, konzentrieren Sie sich deshalb bitte nur noch auf die Punkte 2 und 3. Beim Punkt 3 wird die Abschreibung bestritten. Der Punkt 2 ist in ein Postulat gewandelt. Ich gebe für die FDP das Wort an Grossrat Arn.

Daniel Arn, Muri b. Bern (FDP). Die FDP unterstützt in diesem Fall, wie die Regierung, die Annahme des Punktes 2 als Postulat. Den Punkt 3 der Motion lehnen wir ab. Zum Punkt 2: Es besteht bereits eine eingesetzte interkantonale Arbeitsgruppe. Diese prüft die Option der Zusammenarbeit dieser Spitäler unabhängig von der Kantonszugehörigkeit von Moutier. Daher folgen wir dem Vorschlag der Regierung. Die Ziffer 3 nehmen wir wie von der Regierung empfohlen an und schreiben sie gleichzeitig ab. Bei einem allfälligen Kantonswechsel von Moutier handelt es sich um eine längerfristige Geschichte innerhalb dieses Kantons. Für die Bevölkerung geht es aber primär darum, dass die Spitalleistungen sichergestellt werden.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Kocher Hirt das Wort.

Manuela Kocher Hirt, Worben (SP). Im Geschäftsbericht des Hôpital du Jura bernois (HJB) des letzten Jahres habe ich im Editorial des Verwaltungsratspräsidenten Anthony Picard folgenden Abschnitt gefunden: «2017 restera une année exceptionnelle en cela que, malgré un focus autour du scrutin du 18 juin, les collaborateurs ont donné suffisamment confiance à la population pour que cette dernière continue d'être fidèle à nos sites de Moutier de de Saint-Imier.» Der Verwaltungsratspräsident zeigt also auf, dass es dem Personal gelang, der Bevölkerung gegenüber genügend Vertrauen aufzubauen, sodass die Bevölkerung auch weiterhin die Dienstleistungen beider Standorte in Moutier und Saint-Imier in Anspruch nimmt. Dies, obwohl die Abstimmung vom 18. Juni die Situation belastete. Das Personal ist also entscheidend, dieses hilft mit, dass dieses Spital am Leben erhalten bleibt. Das Spital in Moutier ist nicht nur Leistungserbringerin im Gesundheitsmarkt, nein, es ist auch ein wichtiger Wirtschaftsfaktor für die Region. Als Service Public nimmt es eine bedeutende soziale Rolle ein. Ich finde, dass jetzt auch die Politik in ihrer Rolle gefragt ist. Aus diesem Grund wurde dieser Vorstoss eingereicht. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion will das Spital in Moutier erhalten und zwar in Kantonshand. Wir wollen, dass auch in Zukunft eine gute Gesundheitsversorgung für die Region und für die Stadt Moutier gesichert ist. Wir gehen davon aus, dass dies auch im Interesse der Regierung ist. Doch wie soll diese Lösung aussehen? – Ob dies mit einem Kauf, einem Teilverkauf oder einer Kooperation mit dem Nachbarkanton am besten zu erreichen ist, können wir mit den wenigen Informationen, die uns zur Verfügung stehen, nicht beantworten. Uns fehlen Zahlen, Fakten und Varianten. Betrachten wir die Fallzahlen des Spitals du Jura, wird ersichtlich, dass die Spitalgruppe im Jahr 2017 eine hohe Anzahl ambulanter Behandlungen durchführte. Es handelte sich um 104 000 Behandlungen. Demgegenüber stehen 22 000 stationäre Behandlungen. Im Vergleich dazu weist das Spital Biel 58 000 ambulante und 13 000 stationäre Behandlungen aus und die Spitalgruppe STS AG 215 000 ambulante und 16 000 stationäre Behandlungen. Was sagen uns diese Zahlen? Das HJB ist mit einer hohen Anzahl an ambulanten Behandlungen eine wichtige Grundversorgerin in der Region und hilft dabei, die Lücken in der Hausarztversorgung zu schliessen. Von den drei verglichenen Spitälern hat das HJB mit 0,77 die tiefsten Fallzahlen. Das bedeutet, dass in diesen Spitälern einfache Behandlungen durchgeführt werden. Das wiederum heisst, dass dieses Segment an Leistungen kein sehr rentables, sondern schlicht und einfach ein notwendiges ist. Deshalb stellt sich auch die Frage, wie die Bevölkerung des Berner Juras auch weiterhin bestmöglich medizinisch versorgt werden kann. Wir müssen darauf vertrauen, dass für die Bevölkerung und das Personal die bestmögliche Variante gesucht wird. Aus der Antwort der Regierung lesen wir, dass sich zwei Gruppen mit der Erarbeitung einer Lösung beschäftigen. Das HJB hat eine eigene Strategie für den Verkauf. Es wurde eine Arbeitsgruppe eingesetzt, die andere Optionen prüfen soll. Die Zusage, dass der Regierungsrat dem Verkauf zustimmen beziehungsweise diesem alleine zustimmen kann, finden wir vor dem Hintergrund der Tragweite für die Bevölkerung und für das Personal nicht ausreichend vertrauensbildend. Aus diesem Grund halten wir am Punkt 2 des Postulats fest. Die Regierung soll aufzeigen, welche Varianten für den Weiterbetrieb möglich wären. Dabei soll aufgezeigt werden, weshalb die gewählte Variante die beste für die Bevölkerung und das Personal ist. Der Regierungsrat schreibt, der Standort Saint-Imier sei gefährdet sei, wenn das HJB nicht verkauft wird. Wenn Saint-Imier dermassen abhängig ist von Moutier, wie will der Kanton Bern somit garantieren, dass Saint-Imier weiterbestehen kann, wenn der Kanton nicht mehr Eigner des Spitals in Moutier ist? Was, wenn der neue Besitzer in einigen Jahren beschliesst, dieses Spital nicht mehr weiter zu betreiben? Welche Vorkehrungen trifft der Kanton Bern, damit mit der neuen Lösung eine langfristige Gesundheitsversorgung für die Region und ein Fortbestehen des GAV für das Personal garantiert werden kann? Diese Überlegungen und Fragen machen deutlich, dass wir von der Regierung noch zu wenige Antworten haben, um den Punkt 3 abschreiben zu können. Wir beantragen, den Punkt 3 als Postulat zu überweisen und diesen nicht abzuschreiben. Besten Dank, auch im Namen der Bevölkerung des Berner Juras.

Peter Gerber, Schüpfen (BDP). Eine Neuorganisation eines Spitals ist immer emotional. Ich selbst war 2007 involviert bei der Überführung des Spitals Aarberg vom Gemeindeverband in die Spitalnetz Bern AG und vor fünf Jahren von der Spitalnetz Bern AG zur Insel Gruppe AG. Wichtig dabei ist – das habe ich dabei gelernt –, dass die juristische Form schnell geklärt werden muss. Ansonsten besteht die Hürde des Datenschutzes. Dass das Spital Moutier in eine Tochtergesellschaft, neu Hôpital Moutier SA, überführt wurde, ist daher richtig und gibt uns die Möglichkeit, Zusammenarbeiten zu erweitern. Das Vorgehen, unabhängig vom Wechsel von Moutier, ist deshalb richtig. Den Punkt 2 als Postulat anzunehmen ist in Ordnung. Die interkantonale Arbeitsgruppe hat ihre Aufgabe aufgenommen. Es kann sein, dass eine gemeinsame Trägerschaft entstehen wird. Deshalb ist

eine rasche, neue juristische Form wichtig. Beim Punkt 3 empfehlen wir Annahme und gleichzeitige Abschreibung, da die Versorgungsräume regelmässig überprüft werden und in unsere Versorgungsplanung einfließen. Darauf basierend wird die Spitalliste erstellt. Das hat sich bewährt, und daran sollte man festhalten. Die BDP stimmt wie die Regierung: Den Punkt 2 nehmen wir als Postulat an, den Punkt 3 nehmen wir an und schreiben ihn gleichzeitig ab.

Julien Stocker, Biel/Bienne (glp). Die Fraktion der Grünliberalen begrüsst das Vorgehen des Regierungsrates, da der Entscheid der Regierungsratsdhaltherin zur Abstimmungsbeschwerde wahrscheinlich noch kein definitives Urteil darstellt und die zukünftige kantonale Zugehörigkeit von Moutier weiterhin offen bleibt. Deshalb ist es in der jetzigen Situation vor allem wichtig, Sicherheit zu schaffen. Deshalb unterstützen wir die Prüfung einer gleichmässigen Aufteilung des Eigentums zwischen den Kantonen Bern und Jura und einem Privaten und werden deshalb den Anträgen des Regierungsrates folgen. Der Kanton Jura muss nun zuerst den Tatbeweis erbringen, dass er sich an der Trägerschaft beteiligen und das Spital in Moutier im Falle eines Kantonswechsels erhalten möchte.

Tom Gerber, Reconvilier (EVP). L'Hôpital de Moutier n'est pas un petit hôpital de campagne voué de toute manière à la fermeture. L'HJB, dont le site de Moutier fait partie, a su au cours des vingt dernières années se développer, engager de bons médecins et surtout, a su conquérir la confiance de toute une population. Malheureusement, la Question jurassienne et la volonté d'autodétermination de la ville de Moutier est venue jouer les trouble-fêtes. Dans la campagne qui a précédé le vote de Moutier, le Conseil d'Etat, et particulièrement Monsieur Schnegg, a clairement mis en garde des possibles conséquences douloureuses que pourrait avoir le choix de Moutier de rejoindre la République et canton du Jura.

Il a toujours été très clair à ce sujet et j'aimerais ici l'en remercier. Après le choix d'une très courte majorité des citoyens de Moutier, qui est d'ailleurs remis en cause aujourd'hui, la direction de l'hôpital a pris de suite – et autant que je sache en parfaite collaboration avec le canton – le taureau par les cornes, comme on dit, pour trouver des solutions pour le site de Moutier, et ainsi pour abrégé autant que possible la période d'incertitude qui a été ouverte par le vote. Il est absolument évident que c'est l'incertitude justement cette incertitude, qui est le facteur mortel pour l'hôpital, parce que vous ne pouvez pas menotter les médecins, ni les clients à leur hôpital. De l'autre côté, le Gouvernement jurassien, en lieu et place de faire des propositions et de s'employer aussi à trouver une solution rapide pour le site de Moutier, et ainsi de collaborer à mettre fin à cette incertitude et de maximiser les chances du site de Moutier, s'est employé plutôt à faire le contraire, et je trouve cette attitude très regrettable et je ne peux ici que considérer qu'il s'agit d'une certaine manière de mauvaise foi.

Pour le groupe évangélique, il n'est pas question de faire le jeu du Gouvernement jurassien et de bloquer la vente de l'hôpital dont, finalement on ne va plus voter puisque le point 1 a été retiré. Nous ne sommes en aucun cas opposés à une vente, mais pas non plus à une collaboration avec le canton du Jura qui ferait sens. Mais si un acteur privé offre les meilleures chances pour le site, je pense qu'il n'y a pas raison de s'y opposer non plus. Je relève cependant que vous ne pouvez pas vendre un objet si vous n'avez pas trouvé d'acheteur, et qu'en l'absence d'acheteurs, la vente se trouve bloquée de toute manière. Nous aurions donc rejeté le point 1 qui a été retiré, et nous suivons la proposition du gouvernement pour le point 2 et le point 3.

Andreas Michel, Schattenhalb (SVP). Als Vertreter des östlichsten Teils dieses Kantons kann ich die Gemütslage der Vertreter des westlichsten Teils in Bezug auf eines ihrer Spitäler sehr gut nachvollziehen. Die vorliegende Motion wird im Übrigen gerade von mehreren Interpellationen begleitet, die sich – wenn auch unterschiedlich gelagert – grundsätzlich um die Frage der Erhaltung der entsprechenden Dienstleistungen vor Ort drehen. In diesem Fall ist nicht die Lage der springende Punkt, sondern der Kantonswechsel. Der Kanton ist beim Spital in Moutier nicht nur Eigentümer, sondern er legt gleichzeitig fest, wie die Spitallandschaft im Berner Jura aussieht. Mit dem Kantonswechsel von Moutier ist nicht nur die Eigentümerschaft infrage gestellt, sondern auch der Platz eines Spitals in Moutier selber auf der Spitalliste.

Wer sich mit dem Gesundheitswesen in der Schweiz auseinandersetzt, weiss, dass in der Risikobeurteilung eines Spitals der Spitallistenplatz ein absolut entscheidender Faktor ist. In diesem Sinn ist für das Spital in Moutier eigentlich das schlimmste Szenario eingetreten. Nur sehr rasches Handeln kann noch zum Erfolg führen, falls es nicht schon zu spät ist. Die Massnahmen, die der Gesundheitsdirektor ergriffen hat, zeigen seine Sorge um das Weiterbestehen des Spitals in Moutier. Man darf in dieser heiklen Situation keine Lösungen von vornherein ausschliessen. Die Gespräche mit dem Kanton

Jura finden auf unternehmerischer und auf kantonaler Ebene statt. Eine Arbeitsgruppe ist eingesetzt. Bis im Januar ist der Verkauf kein Thema. In diesem Sinn unterstützt die SVP das Vorgehen der Regierung um die verbleibenden Anträge vollumfänglich.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Pour la Députation, je passe la parole au député Etienne Klopfenstein.

Etienne Klopfenstein, Corgémont (FDP). Sprecher der Députation. Le titre de la motion est «Prière de ne pas vendre l'Hôpital du Jura bernois». Même si cette motion n'est pas issue d'une députée du Jura bernois, la Députation l'a tout de même traitée, puisqu'elle concerne avant tout notre région. En tant que vice-président de la Députation, je vous communique la décision de l'institution. Lors de nos séances, Monsieur le Conseiller d'Etat du Jura bernois est en général toujours présent. Le président de la Députation donne la parole donc à Monsieur Schnegg pour plus d'informations. On nous apprend qu'il y a une hémorragie au niveau du personnel de l'HJB, et plus particulièrement à Moutier. Par exemple, sur six informaticiens, quatre ont déjà quitté l'institution. Les médecins n'ont plus de perspectives d'avenir et les meilleurs éléments partent les premiers, car la demande de médecins est recherchée. Dans ces conditions, il ne viendra pas de nouveau médecin à l'HJB. Durant les cinq années passées, le nombre de patients n'a qu'augmenté dans cet hôpital, ainsi que le chiffre d'affaires est en hausse. En même temps, les charges ont diminué. L'HJB, grâce à sa bonne gestion, aux excellentes prestations offertes par les médecins et de tout le personnel, ainsi qu'à la fidélité des patients de la région, a été un des rares hôpitaux à connaître un tel succès.

Dès le 18 juin 2017, le conseil d'administration a, à plusieurs reprises, essayé d'entrer en contact avec son homologue jurassien pour trouver une solution et avoir une proposition d'avenir. Malheureusement, aucun signal n'est venu de la part des Jurassiens. Face à cette situation, les responsables de l'HJB ont pris les choses en main et proposé la vente officielle de l'hôpital. Cette démarche a été faite pour pouvoir donner justement des perspectives au personnel et permettre que l'hôpital puisse continuer d'offrir des prestations à la population. Comme vous le savez, le Gouvernement jurassien a demandé au Tribunal fédéral de suspendre la vente de l'Hôpital de Moutier. Cette procédure est encore en cours, et comme cela a déjà été dit précédemment, un groupe de travail est mis sur place suite à la rencontre tripartite, et jusqu'à la fin du mois de janvier les choses ne vont pas changer. Donc, plusieurs propositions ont été faites par les responsables de l'HJB, même un partenariat à trois, comme finalement le propose aussi la motionnaire, entre les deux cantons plus un privé. Une fois que la situation sur l'appartenance cantonale de la ville de Moutier est connue, le canton cédant la ville se retire du partenariat. Jamais cette proposition n'a reçu de réponse. L'HJB est l'un ou le plus grand employeur du Jura bernois: plus de 1040 emplois sur les sites de Moutier et Saint-Imier. Si l'un des sites commence à vaciller, l'autre est aussi en danger. La fermeture de l'HJB bernois serait une catastrophe économique et sociale pour notre région. C'est pour cette raison qu'il est tellement important de donner toutes les chances au site de l'Hôpital de Moutier d'avoir des visions d'avenir. Il semble que le chemin est encore long au sujet de l'appartenance cantonale de la ville de Moutier. Plus l'incertitude est longue pour l'hôpital, plus son avenir est compromis. Laissons au Conseil d'administration la responsabilité de trouver les meilleures solutions. La députation vous recommande de soutenir les points 2 et 3 tels que proposés par le Conseil-exécutif, par 11 voix contre 2 et 1 abstention.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Für die EDU-Fraktion ist es wichtig, dass für das Spital Moutier eine hohe Planungssicherheit besteht, dies gerade auch für die Angestellten. Es wäre im Prinzip wünschenswert, wenn das Spital eine gemeinsame Trägerschaft der beiden Kantone haben könnte. Man müsste jedoch sicherlich die weiteren Entwicklungen der Situation abwarten und schauen, inwiefern dies schliesslich sinnvoll wäre.

Wir schliessen uns tendenziell den Ausführungen des Regierungsrates an und begrüssen somit die Annahme der Ziffer 2 als Postulat. Die Ziffer 3 werden wir annehmen, aber wahrscheinlich abschreiben. Wir werden der Debatte und den Ausführungen des Gesundheitsdirektors noch weiter zuhören, um festzustellen, ob die aktuelle Situation noch Änderungen bringt. Wir hoffen, dass eine sehr gute Lösung für das Spital gefunden werden kann. Es soll eine innovative Lösung sein, die möglichst allen Beteiligten gerecht wird.

Moussia von Wattenwyl, Tramelan (Grüne). Comme vous l'avez entendu peut-être au ton des orateurs, plus les gens sont concernés parce qu'il se passe dans le Jura bernois, et plus particulièrement

à Moutier, plus le côté émotionnel était présent dans leur discours. Donc, il est clair que si on se place que d'un point de vue économique, on a cette situation où l'on va regarder les chiffres et ce qui se passe sur l'Hôpital de Moutier, qui allait très bien jusqu'en 2017. Actuellement, tout le monde est au courant de ce qui se passe à Moutier et Tom Gerber l'a bien dit: avec les recours qui sont en cours et la situation de blocage avec le Tribunal fédéral maintenant, on a un climat d'incertitude qui, on le peut dire, pourrait vraiment la situation. Il y a un beau film qui s'appelle «Et au milieu coule une rivière». A Moutier, on pourrait peut-être dire, «Et au milieu coule un hôpital». (*rires*) Dans une situation actuelle comme celle-là: tendue et pleine d'incertitude donc, on l'a dit, on a le plan économique qu'on peut mettre sur le papier où on peut tout calculer, et on a cet aspect politique qui est difficile à gérer, où vous avez deux camps. Vous l'avez vu aux dernières votations à Moutier, on n'a plus une gauche et une droite, on a des pro-jurassiens et des pro-bernois. On a des bords qui sont très crispés, et ceci n'aide pas du tout à débloquer la situation.

Pour le groupe des Verts, nous pensons qu'il faut aller au plus vite de l'avant, donc, on est très content que le point 1 ait été retiré. Il faut maintenant y mettre la forme, il faut être capable de s'asseoir autour d'une table et de regarder toutes les éventualités possibles, de discuter de tous les points dans le but de sauver cet hôpital. Au mieux, pour l'avis des Verts, ce serait d'avoir un accord intercantonal avec le Jura. Pourquoi ne pas y inclure un privé là-dedans? Et puis, il s'agit d'agir rapidement, parce que comme l'a dit Etienne Klopfenstein, l'incertitude actuelle, les départs des gens qui travaillent déjà à Moutier, joue contre la survie de l'hôpital, contre la population locale, contre les employés, et va aussi risquer de mettre en danger la stabilité de l'Hôpital de Saint-Imier. Pour cela, les Verts vous proposent de soutenir, pour les points 2 et 3, l'avis du Conseil-exécutif, toutefois, en ne classant pas le point 3, de manière à garder toutes les options à disposition.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Bevor wir zu den Einzelsprechenden kommen, darf ich Gäste auf der Tribüne begrüßen. Es handelt sich um eine Malerklasse der Gewerblich-Industriellen Berufsschule Bern (Gibb) unter der Leitung von Frau Maria Jans. Wir wünschen viel Vergnügen und viele interessante Einblicke in den politischen Betrieb. Danke für den Besuch! (*Applaus*) Wir kommen zu den Einzelsprecherinnen und Einzelsprecher. Je passe la parole à Monsieur Peter Gasser.

Peter Gasser, Bévillard (PSA). Je ne vous cache pas que j'ai hésité à prendre la parole sur cette thématique. En fait, j'ai toujours pensé que l'HJB était une excellente institution de santé et je persévère dans cette optique. J'ai d'ailleurs moi-même pu profiter de nombreuses fois de leur compétence suite à divers accidents. J'ai toujours été soigné impeccablement et je suis reconnaissant autant aux chirurgiens qu'à l'ensemble du personnel pour l'excellente prise en charge. L'HJB, c'est également une histoire à succès depuis près de vingt ans. Lors de son élaboration, les fondateurs ont osé prendre le contre-pied des spécialistes en misant sur une structure à deux sites dans une région périphérique. Cette stratégie s'est avérée payante, puisque depuis de nombreuses années, l'HJB est même capable de réaliser des chiffres noirs tout en continuant à investir sans recourir à la manne cantonale.

Il y a quelques années, l'HJB a conclu un contrat de partenariat avec un groupe privé pour installer une radiologie moderne à Saint-Imier. Là encore: bien que très réticent au départ, Monsieur Schnegg a pu me convaincre de la pertinence de ce choix au profit de la population. Mais voilà, depuis lors, c'est la question de l'appartenance cantonale de Moutier qui a rebrassée les cartes. Dès cet instant, cette entreprise avec plusieurs centaines de collaboratrices et collaborateurs a été instrumentalisée dans le débat politique. Lors d'une récente séance dans le cadre du Conseil du Jura bernois (CJB), Monsieur Schnegg nous a informés que, depuis la votation de Moutier, HJB a cherché à obtenir des contacts, soit avec la direction, soit avec la présidence de l'Hôpital du Jura. Malheureusement, les personnes qui occupaient ces postes importants ont relevé de nouveaux défis, et ceci a empêché la continuité des discussions. Toutefois, surprise, puisque, en date du 27 octobre 2017, il y a donc une année, le Conseil-exécutif bernois annonce qu'il décline une proposition du Gouvernement jurassien d'entrer au capital-actions de l'HJB SA.

Mon inquiétude s'accroît encore lorsque j'apprends que le Conseil d'administration a décidé de scinder en deux entités distinctes, et que, on rajoute encore le Réseau santé mentale (RSM), aussi de Saint-Imier, sous forme de département. Selon moi, ce qui faisait la magie de cette histoire à succès – un hôpital, deux sites – était donc clairement remis en question. Encore plus grave: le départ d'un médecin chef de Moutier pour Saint-Imier affaiblit clairement la cité prévôtise. (*Der Vizepräsident bittet den Redner, zum Schluss zu kommen.*) Par contre, claironner haut et fort que les seuls

responsables de la situation actuelle – j'ai tantôt fini – sont les mouvements autonomistes ou les autorités jurassiennes, est malheureusement simpliste. J'aime prétendre que pour qu'il y ait conflit, il faut être deux. *(Der Vizepräsident schaltet dem Redner infolge überschrittener Redezeit das Mikrofon aus.)*

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Pardon, c'est fini. Vous avez trois minutes, Monsieur Gasser. C'était trois minutes trente. Ich sehe keine weiteren Einzelsprecherinnen und Einzelsprecher. Monsieur Pierre Alain Schnegg, vous avez la parole.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Tout d'abord, j'aimerais corriger deux ou trois points qui ont été mentionnés dans cette salle et qui démontrent que le dossier n'est malheureusement pas nécessairement maîtrisé. Tout d'abord, lorsque j'entends parler à maintes reprises de l'Hôpital du Jura, alors qu'il s'agit de l'Hôpital du Jura bernois, cela me laisse extrêmement songeur sur la connaissance effective de la situation hospitalière dans nos régions. Ensuite, j'aimerais rappeler à la députée Stucki, que dans la loi sur les soins hospitaliers (LSH), il existe un article 50 qui définit clairement que tous les hôpitaux sont soumis à la Convention collective de travail (CCT) ou à des conditions équivalentes du moment où ils se trouvent sur la liste hospitalière. Mais permettez-moi quand-même de commencer par décrire ce qu'est l'HJB, l'Hôpital du Jura bernois, ou plutôt ce qu'il était: un petit hôpital reparté sur deux sites, qui se battait avec beaucoup de dynamisme. J'aimerais ici ne citer que trois chiffres qui résument bien la situation. Entre 2012 et 2017, cet hôpital a augmenté toutes les années son chiffre d'affaires, pour passer de 81 millions à plus de 90 millions de francs, une croissance régulière, une croissance maîtrisée et une croissance qui correspond aux besoins de la population. Deuxième chiffre: en 2012, l'HJB traitait 4800 patients. En 2017, l'HJB a traité 5300 patients. Une croissance régulière, une croissance répondant aux besoins de la population. Troisième chiffre: les frais généraux ont passé entre 2012 et 2017 pour cette institution de 10 200 000 francs à 8 699 000 francs.

Je crois que peu d'entreprises peuvent se targuer d'avoir une croissance comme l'HJB a eue, avec une telle maîtrise de ses frais généraux. C'est cela, l'HJB. J'aimerais ici dire que ce n'est pas le nombre d'hôpitaux qui est important dans un canton. Ce sont les prestations qui sont disponibles et où ces prestations sont disponibles. J'aimerais également que les mêmes personnes qui pensent qu'on peut fermer ici et fermer là sans autre viennent le dire les yeux dans les yeux aux patientes et patients qui, trois fois par semaine, vont se faire dialyser sur le site de Moutier et qui se verront contraints de rallonger leur déplacement d'une demi-heure à trois quarts d'heure pour trouver un endroit ayant la disponibilité pour les accueillir.

Pourquoi discutons-nous aujourd'hui de ce problème, Mesdames et Messieurs? Pourquoi nous inquiétons-nous de cette problématique aujourd'hui? Eh bien Mesdames et Messieurs, c'est parce que dans cette salle, à un moment donné, se sont pris des décisions. Et ces décisions, certains esprits ont voulu exclure l'hôpital, alors que tout un chacun savait très bien que cette problématique finirait par ressurgir et finirait par être quasiment insoluble. Il serait bien que ceux qui prennent ce genre de décisions puissent aussi par la suite en assumer les conséquences. Si un jour quelqu'un devait écrire un livre sur comment fermer une institution de la santé le plus facilement possible, eh bien, je pense que le site de Moutier pourrait servir de cas d'école. Comment la politique, par ses mauvaises décisions, tant au niveau jurassien que parfois dans ce cénacle, travaille à la fermeture, sans pouvoir réagir correctement, de ce type d'institution. C'est triste et je le regrette beaucoup. Nous demandons à nos conseils d'administration de gérer ces sites d'une manière autonome, de développer leurs stratégies, de trouver des solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés. Ces gens ont su le faire. Ces gens ont su trouver les clés nécessaires pour répondre aux besoins de la population.

La politique pense que par des motions, ou par des interventions au Tribunal fédéral, on peut résoudre ce type de problématique. C'est triste. C'est triste pour les emplois, c'est triste pour les patientes et les patients, c'est triste pour la région. Il est parfois surprenant de devoir constater que certains préfèrent voir disparaître un hôpital plutôt que se mettre à collaborer étroitement, y compris au niveau de son capital, avec des acteurs privés. De manière à pouvoir conserver l'exploitation de l'hôpital de Moutier et éviter sa fermeture, il est impératif de pouvoir lui donner des perspectives à moyen et long terme. Le Conseil d'administration travaille sans relâche pour trouver des solutions constructives. Malheureusement, la politique semble vouloir lui préférer une fermeture et c'est bien regrettable. Dès le résultat de la votation du 18 juin 2017, le Conseil d'administration essaie à de multiples reprises d'entamer des discussions avec l'Hôpital du Jura. Il s'avère en effet judicieux de pouvoir avancer rapidement sur ce dossier.

La vente de l'hôpital de Moutier représente une option qui, avant les nombreuses interventions juridico-

politiques, aurait permis de développer une vraie vision pour ce site. Pour le Conseil-exécutif, la priorité va au maintien des sites hospitaliers et des emplois qui leur sont liés. Aujourd'hui, un groupe de travail intercantonal étudie, au même titre que les autres options, l'idée d'un organisme responsable pour le site de Moutier. Le canton de Berne pourrait renoncer à la vente si le groupe de travail parvenait à une solution meilleure et encore plus sûre pour garantir la couverture de soins dans cette région. Quelle que soit l'appartenance cantonale de Moutier, il revient au canton de Berne de garantir la fourniture de soins hospitaliers sur le territoire du Jura bernois. Laissez donc au Conseil d'administration le soin de trouver la meilleure solution possible pour ce site! C'est pourquoi, si vous tenez à préserver autant que faire se peut les emplois à Moutier, je vous invite à prendre les décisions telles que le gouvernement vous les propose, à savoir d'adopter sous forme de postulat le point 2, et d'adopter et de classer le point 3.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Ich gebe der Motionärin, Béatrice Stucki, nochmals das Wort.

Béatrice Stucki, Bern (SP). Ich danke Ihnen für die eigentlich gute Aufnahme der Punkte 2 und 3. Ich bitte Sie nach wie vor, den Punkt 3 nicht abzuschreiben. Die Ausführungen von Regierungsrat Schnegg waren sehr erhellend. Eigentlich ist es eine traurige Geschichte, dass hier die Gesundheitsversorgung einer Region und das Personal, das dort arbeitet, zerrieben werden zwischen einem Hickhack eines allfälligen Kantonswechsels.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zur Abstimmung der Motion unter dem Traktandum 50. Die Ziffer 1 ist, wie bereits erwähnt, zurückgezogen worden. Wir kommen zur Abstimmung betreffend Ziffer 2. Diese ist in ein Postulat gewandelt worden. Wer die Ziffer 2 der Motion als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	139
Nein	6
Enthalten	0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben diesen Punkt als Postulat angenommen, mit 139 Ja- gegen 6 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Wir kommen zur Abstimmung über die Ziffer 3. Diese besteht weiterhin als Motion. Wer diese annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	139
Nein	6
Enthalten	0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben auch diese Ziffer mit 139 Ja- gegen 6 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen angenommen.

Wir kommen zur Abschreibung der Ziffer 3. Wer der Abschreibung der Ziffer 3 zustimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 94

Nein 49

Enthalten 1

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben die Ziffer 3 abgeschrieben, mit 94 Ja- gegen 49 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung. Ich übergebe das Wort wieder dem Präsidenten.

Der Präsident, Jürg Iseli, übernimmt wieder den Vorsitz.

Präsident. Wir sind am Ende der Traktanden der GEF angelangt. Ich wünsche dem Gesundheitsdirektor alles Gute, eine schöne Festzeit, und bis im nächsten Jahr.

Geschäft 2018.RRGR.487

Ausgabenbewilligung für ICT-Ausgaben der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft (JUS). Weiterleitung des Geschäftes an den Grossen Rat

Präsident. Wir warten auf die Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektorin. Der Vorsitzende der Justizleitung, Thomas Müller, wird beim ersten Traktandum ebenfalls anwesend sein. Wir kommen zum ICT-Geschäft betreffend die Staatsanwaltschaft. Das Geschäft wurde durch die JuKo vorberaten. Die Regierungsrätin ist zu diesem Geschäft nicht anwesend, da es nur um die Justizleitung geht. Ich gebe das Wort der Präsidentin der JuKo, Grossrätin Gygax.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (BDP), Kommissionspräsidentin der JuKo. Im Rahmen der Justizreform II hat die Justiz bekanntlich die Selbstverwaltung und die institutionelle Unabhängigkeit erlangt. Im Informatikbereich wurden die Aufgaben ab 2013 schrittweise von der JGK zur Justiz transferiert. Parallel dazu wurde das Budget entflochten, und es wurden Budgetpositionen von der JGK zum Amt für Informatik und Organisation (KAIO) transferiert. Die Justizleitung hat sich für eine schlanke Justizverwaltung entschieden und hat durch das Mitmachen bei der gemeinsamen Grundversorgung früh den Anschluss an gesamtstaatliche Lösungen angestrebt. Viele Änderungen, die das Programm IT@BE bringt, sind in der Justiz bereits ganz oder teilweise umgesetzt worden. Mit dem vorliegenden Rahmenkredit beantragen die Gerichtsbehörden und die Staatsanwaltschaft einen Kostenrahmen von 7,15 Mio. Franken für Ausgaben im Bereich der Informationstechnologie und der Telekommunikation für die Jahre 2019 und 2020. Die Justiz bezieht ihre ICT-Grundversorgung beim KAIO und beantragt deshalb eine vergleichsweise tiefe Ausgabe im ICT-Bereich. Die Fach- und Konzernapplikationen unterstützen die Justiz im Kerngeschäft und ermöglichen eine effiziente Strafverfolgung, Rechtsprechung und Justizverwaltung.

Der vorliegende Kreditantrag umfasst einmalige und wiederkehrende Ausgaben für ergänzende Hardware im Bereich von Grundversorgung, Betrieb und Wartung sowie Lizenzen, aber auch die Weiterentwicklung von Fach- und Konzernapplikationen, die Beschaffung von Hardware, welche nicht vom KAIO bezogen werden kann, Beratungsdienstleistungen von externen Partnern und Projekte im Bereich der Fach- und Konzernapplikationen sowie strategische Projekte.

In Absprache mit der FiKo und der FIN wurde zudem eine Reserve von 8 Prozent auf die einmaligen Ausgaben eingerechnet. Im Vortrag, beziehungsweise in dessen Anhang, findet sich die detaillierte Auflistung der Ausgaben nach Themen beziehungsweise Applikationen. Eine Aufteilung nach Organisationseinheit entfällt, da die ICT justizzentral bei der Stabsstelle der Justizleitung angesiedelt ist. Die beantragte Ausgabenbewilligung steht im Einklang mit der ICT-Strategie und den anderen übergeordneten Planungen im ICT-Bereich. Wir haben es gehört: Die Justiz bezieht die Grundversorgung vom KAIO, und die Justiz beteiligt sich an den gesamtstaatlichen Entwicklungen, namentlich am Programm

IT@BE und am Enterprise-Resource-Planning(-ERP)-Projekt. Im selbstverwalteten Bereich der ICT setzt die Justiz branchenübliche Standardlösungen ein und strebt durch die Zusammenarbeit mit anderen Behörden die Nutzung von Synergien an, namentlich im Bereich der Digitalisierung. Die JuKo beantragt Zustimmung zum vorliegenden Rahmenkredit.

Präsident. Es gibt keine Fraktionssprechenden. Wir kommen zur Abstimmung. Wer den Kredit annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 128

Nein 2

Enthalten 0

Präsident. Sie haben dem Kredit mit 128 Ja- gegen 2 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen zugestimmt.

Ich danke dem Vorsitzenden der Justizleitung für seine Anwesenheit und wünsche eine gute Festzeit und alles Gute.

Ich begrüsse Regierungsrätin Allemann bei uns. Wir kommen zu den Geschäften der JGK. Der Kommissionssprecher für den Raumplanungsbericht hat angekündigt, er brauche maximal sieben Minuten. Ich mache beliebt, die Sitzung an dieser Stelle zu unterbrechen und nach dem Mittag weiterzufahren. Somit hätten wir die Grundlagen gerade direkt dazu. Gibt es Opposition? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Wir fahren am Nachmittag mit dem Raumplanungsbericht weiter.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 11.40 Uhr.

Die Redaktorinnen:

Céline Gasser (d)

Sara Ferraro (f)



Mittwoch (Nachmittag) 28. November 2018, 13.30–16.25 Uhr

Dreizehnte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)

Präsenz: Anwesend sind 153 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Aeschlimann Martin, Gerber Peter, Grimm Christoph, Müller Mathias, Schindler Meret, Schöni-Affolter Franziska, Trüssel Daniel.

Geschäft 2018.RRGR.489

Raumplanungsbericht 2018

Präsident. Zuerst noch eine Information: Das Skirennen und der Skitag 2019 der Parlamentarierinnen und Parlamentarier finden am 2. Februar 2019 auf Elsiggen-Metsch statt. Sie werden noch ein Kuvert mit den näheren Angaben erhalten. Da es keine Januarsession gibt, hoffe ich, dass möglichst viele von Ihnen Zeit finden, an diesem Anlass teilzunehmen. Es geht dabei nicht nur ums Skifahren, Schneeschuh- oder Langlaufen, vielmehr ist dieser Anlass für den zwischenmenschlichen Austausch sehr wertvoll.

Wir kommen jetzt zum Raumplanungsbericht, und es wäre wichtig, die persönlichen Gespräche auf eine Lautstärke zu bringen, die es uns erlaubt, zumindest den Sprecher der BaK zu verstehen. Ich gebe für die Grundsatzdebatte Grossrat Müller das Wort.

Grundsatzdebatte

Reto Müller, Langenthal (SP), Kommissionssprecher der BaK. Es ist immer ein bisschen schwierig nach dem Mittagessen, aber ich werde versuchen, Sie zu fesseln. Denn die Raumplanung ist ein unglaublich wichtiges Thema – ohne Raumplanung keine Möglichkeit zu wohnen, keine Wirtschaft und so weiter. Der Regierungsrat unterbreitet dem Grossen Rat in jeder Legislaturperiode einmal den Raumplanungsbericht zur Kenntnis. Das ist im Baugesetz (BauG) unter Artikel 100 geregelt. Der Bericht beschreibt immer den Stand der Raumplanung im Kanton und gibt einen Ausblick auf die Arbeitsschwerpunkte der kommenden vier Jahre. Sein Zweck ist es, den Grossen Rat, die weitere Öffentlichkeit und auch den Bund periodisch über den Stand der Raumplanung im Kanton Bern zu informieren und über die laufenden und vorgesehenen wichtigen Planungsarbeiten der kantonalen Behörde zu orientieren. Für die Erarbeitung des Berichts wurden Direktionsgespräche mit allen Direktionen geführt. Gemäss Artikel 52 des Gesetzes über den Grossen Rat (Grossratsgesetz, GRG) wird dem Grossen Rat der Bericht zur Kenntnis gebracht. Nach Artikel 100 Absatz 3 BauG könnte der Regierungsrat dem Grossen Rat mit dem Raumplanungsbericht auch Grundsatzfragen zur Stellungnahme vorlegen, zum Beispiel wenn strategische Richtungswechsel anstehen. Und genau das hatte man mit dem Raumplanungsbericht 2014 im Hinblick auf die Umsetzung des revidierten Bundesgesetzes über die Raumplanung (Raumplanungsgesetz, RPG) und auf den Paradigmenwechsel gemacht. Da zurzeit keine solchen Entscheidungen hängig sind, hat der Regierungsrat auf Grundsatzfragen verzichtet. Nach der Beantwortung der Grundsatzfragen im Bericht 2014, in dem der Paradigmenwechsel hin zur Siedlungsentwicklung nach innen, beziehungsweise zur inneren Verdichtung innerhalb der heutigen Siedlungsstrukturen eingeleitet wurde, hat der Bericht 2018 einen stark erklärenden und erläuternden Charakter.

Die BaK hat sich intensiv mit dem Raumplanungsbericht auseinandergesetzt und sich mit der zuständigen Direktorin ausgetauscht. Auch erhielt sie Mitberichte der FiKo und der SAK und von der SAK auch Planungserklärungsanträge und bezog sie in ihre Beratungen ein. Insgesamt diskutierten wir bereits in der ersten Sitzung der BaK 15 mögliche Planungserklärungen. Sie können heute der Version 3 oder 4 zum Geschäft entnehmen, dass davon zwei Planungserklärungen, die von der BaK selber eingereicht worden sind, überlebt haben. Insgesamt bietet der Bericht aus Sicht der BaK wenig Neues oder gar Überraschendes. Eine solche Erwartung wäre aber mit Sicherheit auch etwas zu hoch gesteckt gewesen. Raumplanung und Raumentwicklung benötigen Zeit.

Ich gebe Ihnen zwei selbst gewählte Spotlights aus dem Bericht: Es wird zum Beispiel festgestellt, dass der geplante Paradigmenwechsel zu mehr Siedlungsentwicklung nach innen, die als Grundsatz der kantonalen Raumplanung gilt, noch länger nicht abgeschlossen ist. Insbesondere auf der Ebene der Gemeinden und Regionen zeigen sich gemäss Bericht noch mehrere Umsetzungsschwierigkeiten, angefangen beim Umgang mit den eigenen raumplanungsrelevanten Instrumenten. Wir kennen diese Stichworte auch aus den Gemeinden. Die Regionen ächzen teilweise unter den hohen Erneuerungsperioden der Regionalen Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzepte (RGSK). Die Ortsplanungen erreichen aus Sicht des Kantons teilweise keine gute Qualität. Beide Instrumente werden nicht oder zu wenig als Chance wahrgenommen, und die Verantwortlichen für die Raumplanung des Kantons Bern halten im Bericht fest, dass das Potenzial dieser raumplanerischen Instrumente leider nicht voll ausgeschöpft wird. Trotzdem wird auch festgehalten, dass die Abstimmung zwischen Siedlung und Verkehr voranschreitet.

Mittlerweile steht das Agglomerationsprogramm der dritten Generation an, womit weiterhin Mitfinanzierungen von wichtigen Infrastrukturprojekten auch durch den Bund gesichert werden können. Die Gemeinden ihrerseits kämpfen bei der Umsetzung der inneren Verdichtung vor allem mit dem sogenannten «Nimby»-Effekt. Bauprojekte, die sich zum Beispiel auf eingezäuntem Kulturland befinden, verpflichten heute zu einer angemessenen Ausnutzung, was aus meiner Sicht korrekt ist. Das kann also bedeuten, dass angrenzend an ein typisches Einfamilienhausquartier eine grössere Baute geplant werden muss. Die Begeisterung der Nachbarn – das kann ich Ihnen als Stadtpräsident mittlerweile anhand mehrerer Beispiele belegen – hält sich bezüglich der inneren Verdichtung extrem in Grenzen, eben im Sinne von «Nimby» – «Not in my backyard», nicht in meinem Hinterhof. Die konkrete Umsetzung der Siedlungsentwicklung nach innen ist anspruchsvoll, und eine generelle raumplanerische Lösung ist noch nicht greifbar.

Die BaK hat mit ihren Fragen an die Raumplanungsdirektorin und an das Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) intensiv nachgefragt, welche Hilfestellungen der Kanton Bern den Gemeinden anbieten kann, um die Situation und die Raumplanungsbestrebungen zu verbessern. Grundsätzlich, so die Antwort, seien die planerischen und rechtlichen Voraussetzungen geschaffen worden, allerdings müsse man sich allseits bemühen, weitere Verbesserungen zu erzielen. Das bedeutet auch eine verstärkte regionale Zusammenarbeit bezüglich des Ausgleichs der Fruchtfolgeflächen bei Projekten zwischen verschiedenen Gemeinden oder gar innerhalb der Regionen, oder auch die Verbesserung der Mobilisierung von Baulandreserven für die Wirtschaft.

Der Kanton Bern ist im Hinblick auf die Bevölkerungszahl gewachsen, und zwar stärker als das vor vier Jahren als höchstes Szenario angenommen worden ist. Das Bevölkerungswachstum hat sich nicht nur primär in den Städten und urbanen Kerngebieten entwickelt, wie man das ursprünglich geplant hatte, sondern insbesondere auch in Agglomerationen ohne Zentralität. In den Städten fehlt nach wie vor Wohnraum. In den ländlichen Gebieten wird heute aufgrund des Negativzinses oder aufgrund der allgemeinen Tiefzinssituation auch ohne konkrete Nachfrage sozusagen auf Halde gebaut. Ein Leerwohnungsbestand, der gegen null tendiert, ist schlecht. Ein Leerwohnungsbestand, der gegen 14,5 Prozent geht – um den anderen Bereich der Skala zu nennen –, ist ebenfalls schlecht. Beide Situationen bedürfen verstärkter Massnahmen. Der Kanton kann es aber nicht allein ohne die Gemeinden richten. Aus Sicht der BaK stellt der Bericht die bestehenden Probleme und anstehenden Herausforderungen korrekt und ungeschönt dar. Schlussendlich wird es in diesem Kanton auch künftig darum gehen, die räumlichen Voraussetzungen zu schaffen, damit eine Entwicklung und ein massvolles Wachstum in den angestrebten Raumtypen weiterhin möglich bleibt. Es geht darum, die Bedürfnisse der Bevölkerung nach Raum, aber auch nach Naturerhalt, sprich die Siedlungs- und Verkehrsentwicklung, sowie die Entwicklungsbegehren der bestehenden Wirtschaft und für neue Ansiedlungen grösstmöglich in Einklang zu bringen. Die BaK beantragt Ihnen, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen. Gerne gebe ich dann bei der Bereinigung der Planungserklärungen jeweils auch den Stand der Diskussionen in der BaK und deren entsprechende Abstimmungsempfehlung bekannt, sofern sie aus Zeitgründen seit der Einreichung stattfinden konnten.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionserklärungen in der Grundsatzdebatte, sofern solche gewünscht werden. Diese werden nicht gewünscht. Wünscht die Regierungsrätin vorgängig das Wort? – Das ist nicht der Fall. Sie müssen reagieren, sonst fahren wir einfach weiter. Für die grüne Fraktion hat Grossrat Baumann das Wort.

Kilian Baumann, Suberg (Grüne). Vielen Dank für den Raumplanungsbericht, die grüne Fraktion nimmt ihn zur Kenntnis. Ich spreche kurz einige Punkte an, die uns im Bericht aufgefallen sind. Ein Paradigmenwechsel in der Raumplanung zur Siedlungsentwicklung nach innen darf nicht als Pflichtübung verstanden werden, sondern als Chance. Als Chance nicht zuletzt für mehr Lebensqualität, weniger Verkehrslärm, weniger Stau, sicherere Schulwege sowie Aussenräume in Zentren, die für das öffentliche Leben genutzt werden können. Die Anstrengungen müssen nochmals verstärkt werden, damit diese Chance, die eine qualitätsvolle Siedlungsentwicklung bieten kann, erkannt wird. Zum Stichwort Kulturlandschutz: Im Raumplanungsbericht ist zu lesen, das stärkste Wachstum finde in den zentrumsnahen ländlichen Räumen statt. Was sind zentrumsnahe ländliche Räume? – Mehr oder weniger das ganze Mittelland, also genau der Bereich, wo sich die besten Fruchtfolgeflächen befinden. Wachstum findet also immer noch am falschen Ort statt. Aus Sicht der Grünen müsste im Raumplanungsbericht zum Thema Verbrauch von Fruchtfolgeflächen mehr Klartext gesprochen werden. Der Kanton Bern muss beim Bund für die Fruchtfolgeflächen einen fest vorgegebenen Mindestumfang in der Höhe von 82 200 Hektaren ausweisen. Diese Anzahl erreicht der Kanton Bern nur noch knapp. Er hat sogar noch eine kleine Reserve von 250 Hektaren, wenn ich richtig informiert bin. Wenn die letzten 250 Hektaren überbaut sind, muss klar kommuniziert werden, was dies bedeutet. Denn dann gibt es einen Einzonungsstopp. Vor diesem Hintergrund erscheint es schon fast absurd, schon nur darüber nachzudenken, zum Beispiel im Seeland für ein Hors-Sol-Gewächshaus 80 Hektaren Fruchtfolgeflächen zu versiegeln. Für rund die Hälfte des Verbrauchs der Fruchtfolgeflächen ist die Landwirtschaft selbst verantwortlich. Auch diese Tatsache muss zwingend im Raumplanungsbericht erwähnt werden. Auch mit Bodenaufwertungen lässt sich dieses Problem nicht lösen. Für die Aufrechterhaltung des Mindestumfangs nützen diese Auswertungen oft nichts, weil sich diese Flächen ja oft bereits im Inventar befinden.

Noch kurz zur Verkehrsentwicklung: Das Verkehrswachstum und dessen Auswirkungen auf den Klimawandel werden nicht hinterfragt. Will man das Ziel der globalen und maximalen Klimaerwärmung von 1,5 Grad Celsius gemäss des Pariser Klimavertrags erreichen, das heisst, wenn wir katastrophale Klimaveränderungen verhindern wollen, ist ein Ausbaustopp des motorisierten Verkehrs notwendig. Deshalb müssen Massnahmen zur Verkehrsreduktion ergriffen werden. Aber ich werde mich dazu im Rahmen der Planungserklärungen äussern.

Peter Flück, Interlaken (FDP). Auch wir bedanken uns für diesen ausführlichen Raumplanungsbericht und nehmen ihn so zur Kenntnis. Der Bericht zeigt eindrücklich auf, wo wir im Kanton Bern in Sachen Raumplanung stehen. Wir haben ebenfalls zur Kenntnis genommen, dass wir uns gerade in Bezug auf die Weiterentwicklung der Entwicklungsschwerpunkte (ESP) auf gutem Weg befinden. Bei der Weiterentwicklung der strategischen Arbeitszonen stehen wir noch vor verschiedenen Herausforderungen. Wir erwarten von der Regierung, dass sie diese Herausforderungen zügig angeht und dass entsprechend gehandelt wird. Gerade dieser Punkt des Raumplanungsberichts ist wichtig für die Verbesserung der Standortattraktivität unseres Kantons.

Auch das Abbau-, Deponie- und Transporte(-ADT)-Wesen befindet sich auf Kurs, und die Planungserklärungen, die wir hier verabschiedet haben, werden vom Regierungsrat entsprechend umgesetzt. In unserem Sinn ist auch die im Bericht erwähnte Förderung der regionalen Zusammenarbeit der Gemeinden. Raumplanerische Bestrebungen können nur umgesetzt werden, wenn die Gemeinden regionsübergreifend zusammenarbeiten. Wir haben es vom Kommissionssprecher gehört: Die RGSK sollen überarbeitet werden und zwar in den vom Bund vorgegebenen Intervallen, auch wenn uns das vielleicht ein bisschen übertrieben erscheint. Aber wenn wir das nicht tun, holt uns das dann bei den Agglomerationsprogrammen ein, und die Beiträge des Bundes können so nicht eingelöst werden. Deshalb ist es wichtig, dass hier weitergearbeitet wird.

Das Bauen ausserhalb der Bauzone hat in unserem Kanton einen sehr hohen Stellenwert. Wir unterstützen deshalb auch die grosszügige Bewilligungspraxis, die die Regierung anwendet, auch wenn sie zwischendurch vom Bund gemässregelt wird. Wir möchten die Regierung bestärken, diesen Weg weiterzugehen.

Der grosse Schwerpunkt des Berichts ist die Siedlungsentwicklung nach innen. Wir teilen die Aussage, wonach dieses Thema sowohl auf kantonaler als auch auf kommunaler Ebene angekommen ist.

Der Bericht zeigt aber selbstkritisch auf, dass das Thema Siedlungsentwicklung nach innen noch grosser Anstrengungen bedarf, um es auf den Boden zu bringen, auf den Boden, wo Bauwillige, zum Beispiel bauwillige Nachbarn, Lösungen finden müssen, um diesem anspruchsvollen Thema gerecht zu werden. Wir begrüssen es ausdrücklich, wenn das AGR dort weiterhin Unterstützung bietet. Gleichzeitig fordern wir aber vom AGR, dass die Abläufe im Baubewilligungsverfahren effizienter und schneller werden. Das gehört für uns ebenso zur Unterstützung. Auch dies erachten wir als zentralen Punkt, um eine möglichst hohe Standortattraktivität unseres Kantons gewährleisten zu können. Die FDP nimmt den Bericht zur Kenntnis.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Die glp unterstützt die Stossrichtungen der Raumplanung des Kantons Bern und nimmt den Bericht zur Kenntnis. Insbesondere unterstützen wir die sechs Hauptziele, die wir in der Raumplanung verfolgen. Das erste Ziel, der haushälterische Umgang mit dem Boden und das Verfolgen des Paradigmas der Siedlungsentwicklung nach innen, ist für uns sehr wichtig und richtig, und wir unterstützen es. Angesichts der steigenden Bevölkerungszahl ist es ein «must». Wir haben es vorhin gehört: Die Prognosen wurden übertroffen, somit ist die Verdichtung und die Stärkung der Zentren notwendig. Nur so können wir die weitgehend unberührte Berner Naturlandschaft bewahren. In diesem Sinn, und das schon etwas vorausschauend im Hinblick auf die Planungserklärungen, sind wir recht vorsichtig, was das Bauen ausserhalb der Bauzonen anbelangt. Auch das zweite Hauptziel ist zentral, nämlich das Aufeinander-Abstimmen der Verkehrs- und Siedlungsentwicklung. Ich habe diesbezüglich zwei Planungserklärungen eingereicht, aber ich werde mich später dazu äussern. Noch zum Schaffen von Voraussetzungen für die wirtschaftliche Entwicklung: Es ist von zentraler Wichtigkeit für den Kanton Bern, Leuchttürme zu haben und diese auch zu pflegen und zu entwickeln. Es ist wichtig, dass der Kanton Bern hier mithilft. Die Strategie bezüglich der ESP erscheint uns ebenfalls angemessen. Selbstverständlich unterstützen wir auch die drei weiteren Ziele, also die differenzierte Aufwertung von Wohn- und Arbeitsstandorten, die Schonung und Entwicklung von Natur und Landschaft sowie die Stärkung funktionaler Räume und Regionen.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Mentha das Wort.

Luc Mentha, Liebefeld (SP). Auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion nimmt diesen Raumplanungsbericht zur Kenntnis. Es handelt sich dabei um einen Zwischenbericht. Parallel dazu läuft ja jetzt die Vernehmlassung zur Richtplananpassung, ein Geschäft, das bald in den Rat kommt. Eigentlich sollten Planungserklärungen, die hier auf den Richtplan Einfluss nehmen wollen, erst zu diesem Geschäft eingebracht werden. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion geht jedenfalls so vor. Deshalb waren wir mit der Einreichung von Planungserklärungen zu diesem Raumplanungsbericht zurückhaltend. Wir stehen voll und ganz hinter dem Paradigmenwechsel zur Siedlungsentwicklung nach innen. Der Bericht stellt fest, dass dafür Zeit notwendig ist. Wir dürfen aber auf keinen Fall nachlassen und Ausnahmen von diesem Paradigmenwechsel zulassen. Das wäre wie ein Kurswechsel auf einem Supertanker. Es dauert einfach sehr lange, bis sich das Schiff auf einem anderen Kurs befindet, bis der Paradigmenwechsel wirklich überall in den Gemeinden des Kantons Bern erfasst und umgesetzt wird. Gemäss Bericht findet die bauliche Entwicklung eher an peripher gelegenen Bauzonen statt. Dort findet die bauliche Entwicklung zum Teil im Bereich des Wohnungsbaus statt, und es entstehen Wohnungen, die teilweise noch leer stehen. Das ist eine Fehlentwicklung, die damit zu tun hat, dass es an diesen peripheren Lagen immer noch Bauzonen gibt. Zudem hat sie einen Zusammenhang mit der Zinspolitik der Schweizerischen Nationalbank (SNB), die falsche Anreize schafft, wenn man Negativzinsen bezahlen muss. Es gibt offenbar Investoren, die zur Vermeidung von Negativzinsen an peripheren Lagen investieren, und dort stehen dann die Überbauungen leer. Das ist eine Fehlentwicklung, aber sie hat nichts mit der neu aufgelegten Raumplanung zu tun, und sie hat auch nichts mit dem BauG zu tun, sondern vielmehr mit Fehlanreizen und mit der Tatsache, dass es immer noch Bauzonen gibt, die nicht rückgängig gemacht werden konnten. Der Rat muss sich bewusst sein, dass Raumpolitik einfach auch Finanzpolitik ist. Ich schliesse diesen Satz jetzt gleich an die Bemerkung mit den leer stehenden Wohnüberbauungen an. Unterstützen wir eine dezentrale bauliche Entwicklung, wird es teuer. Denken Sie an öffentliche Infrastrukturen wie Schule, Strasse oder ÖV-Erschliessung. Es ist wichtig, das Wachstum konzentriert, in den Zentren, in den Agglomerationen und entlang der Entwicklungsachsen zu forcieren. Die bauliche Entwicklung ist zurzeit noch zu stark dezentral, wie der Bericht gezeigt hat. Das bereitet unserer Fraktion gewisse Sorgen. Uns bereitet auch Sorgen, dass die bauliche Entwicklung auch in der Landwirtschaftszone auffällig

ist. Die Trennung zwischen Bau- und Nichtbauzone, was bei uns in der Schweiz ein wichtiger Grundsatz ist, wird damit gefährdet. Diesen Bereich muss man im Auge behalten, und wir dürfen nicht nachlassen, den Grundsatz der Trennung von Bau- und Nichtbaugebiet hochzuhalten. Das wird auch am Stand der Fruchtfolgeflächen sichtbar. Der Stand der Fruchtfolgeflächen, der noch zur Verfügung steht, zieht eine rote Linie. Er stellt auch eine Art Damoklesschwert für die bauliche und wirtschaftliche Entwicklung unseres Kantons dar. Deshalb ist jede bauliche Entwicklung in den Fruchtfolgeflächen mit allergrösster Sorgfalt und Zurückhaltung vorzunehmen. Es ist insbesondere auch ein Phänomen, dass die Verkehrsinfrastruktur halt auch Fruchtfolgeflächen braucht und damit Landwirtschaftsland verschleisst. Deshalb ist es wirklich wichtig, nicht nur bezüglich der baulichen Entwicklung in den Bauzonen ein sauberes Monitoring zu gewährleisten, sondern betreffend den Landverschleiss für den Verkehr. Wir werden ja dann noch über eine entsprechende Planungserklärung debattieren.

Sicher gibt es bei diesem Paradigmenwechsel Zielkonflikte. Siedlungsentwicklung nach innen kann Konflikte mit dem Ortsbildschutz auslösen. Das ist nicht von der Hand zu weisen. Aber es handelt sich dabei nicht um eine lästige Aufgabe der Gemeinden, sondern auch um eine Chance. Denn sie müssen diese wichtige Aufgabe von der Vereinbarkeit der Siedlungsentwicklung nach innen mit einem guten Ortsbildschutz anpacken, und sie müssen das als Chance sehen. Der Kanton muss den Ortsbildschutz bei der Siedlungsentwicklung nach innen einfordern, aber auch Hilfestellungen leisten.

Auch für uns ist das wirtschaftliche Wachstum ein wichtiger Aspekt. Man kann es mit Raumplanung fördern, aber es gibt auch noch andere Instrumente. Dazu gehört eine strategische Bodenpolitik. Hier sollte man schauen, wie andere Kantone oder Städte und Gemeinden vorgehen, die die strategische Bodenpolitik in ihre Strategie aufgenommen haben. Zu diesem Thema wird es in der nächsten Zeit Diskussionen geben. Wie gesagt, die Fraktion nimmt diesen Bericht zur Kenntnis.

Beatrice Eichenberger, Biglen (BDP). Die BDP nimmt vom vorliegenden Bericht Kenntnis. Wir danken allen involvierten Stellen für die Erarbeitung dieses ausführlichen Berichts. Er ist auf den 16 inhaltlichen Hauptzielen aufgebaut, die wir weitgehend mittragen. Es zeichnet sich unseres Erachtens bereits ab, dass die Förderung der Siedlungsentwicklung nach innen möglich sein kann. Es ist uns bewusst, dass es eine ständige Gratwanderung ist zwischen dem Recht auf Eigentum und den Massnahmen der Siedlungsentwicklung. Ich denke, dies sind Herausforderungen, denen wir uns bei sämtlichen Massnahmen immer stellen müssen. Wir setzen hier auf die Kreativität und die Überzeugungskraft der involvierten Fachpersonen. Mit Weitsicht und optimaler Zusammenarbeit zwischen den betroffenen Akteuren sollen Rahmenbedingungen geschaffen und ausgeführt werden, die eine geordnete und finanziell tragbare Entwicklung im Kanton Bern erlauben. Ich erlaube mir, mich später direkt zu den vorliegenden Planungserklärungen zu äussern.

Willy Marti, Kallnach (SVP). Selbstverständlich haben wir alle von der SVP-Fraktion diesen 41-seitigen Raumplanungsbericht gelesen, und zwar mit Interesse gelesen, und er hat uns nicht aus den Socken gehauen. Auch hat er uns nicht, wie es auch der Präsident der BaK in der Kommission gesagt hatte, zu Tränen gerührt. Er ist so herausgekommen, wie es zu erwarten war. Die Raumplanung umfasst bekanntlich einen breiten Katalog: Verkehr, Bautätigkeit, Wohnen, Landwirtschaft, Landschafts-, Natur- und Ortsbildschutz und vieles mehr. Die Interessen sind bekanntlich sehr unterschiedlich, nicht nur bei uns parteiintern. Private, Gemeinden, Städte, Landwirte, die Industrie und das Gewerbe haben nun mal unterschiedliche Interessen. Deshalb muss auch die Raumplanung differenziert vorgenommen werden. Wenn alle Platz haben sollen, muss es sich um ein Werk von Kompromissen handeln; das hat sich bei der letzten Beratung hier im Rat gezeigt.

Aber, und ich glaube, hierin sind wir uns einig: Der angestrebte Paradigmenwechsel wurde gestartet, vielleicht nicht überall, und ganz sicher nicht überall gleich schnell, aber er wurde gestartet. Im Bericht wird erwähnt, dass die Gemeinden teilweise diese Siedlungsentwicklung nach innen als Pflichtübung verstehen. Von den meisten Gemeinden und Städten soll jedoch der Sinn und Zweck verstanden worden sein. Gemäss Bericht sieht es in der Bevölkerung noch etwas anders aus. Werden die nachträglichen Verdichtungen und Überbauungen im Nachbargrundstück sichtbar, werden auch die Konsequenzen sichtbar. Die vielleicht etwas euphorische Zustimmung wird dadurch möglicherweise wieder etwas getrübt, und man sträubt sich wieder etwas dagegen.

In diesem Bericht wird rund acht- bis zehnmal erwähnt, es sei zu früh, die Wirksamkeit dieser neuen Instrumente zu beurteilen. Obwohl ausdrücklich mit Planungserklärungen gefordert, sehen wir diesen Bedarf im Moment nicht. Es handelt sich hier um einen schweren Dampfer, der in Bewegung gekommen ist, und es wird schwierig sein, ihn wieder zu bremsen oder zu steuern. Er braucht jetzt

einfach ein bisschen Zeit. Der Raumplanungsbericht ist gewissermassen die Ouvertüre zur laufenden Vernehmlassung der Richtplananpassung 2018, die morgen endet. In der BaK wurden 15 Planungserklärungen eingereicht und zwei sind übrig geblieben. Auch hier wünschen wir uns eine gewisse Zurückhaltung. Es wäre sinnvoll, wenn die Planungserklärungen dann dort eingereicht würden, wo sie hingehören und nicht hier zum Raumplanungsbericht. Wir sind deshalb froh, dass die Menge der Planungserklärung relativ klein geblieben ist. Der Paradigmenwechsel wurde beschlossen, aber er greift noch nicht überall. Nachdem grundsätzliche Erfahrungen gemacht werden konnten, gibt es sicher Nachbesserungen. Realisierbare Vorhaben stellen wir grundsätzlich vor Träumereien, aber dem Bericht stimmen wir grundsätzlich zu.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Auch die EVP-Fraktion wird diesen Bericht zur Kenntnis nehmen. Wir tragen die Idee des Verdichtens nach innen selbstverständlich mit. Die Schweiz ist gebaut. Das, was also künftig gebaut wird, muss innerhalb des bestehenden Bauvolumens realisiert werden. Ich bitte Sie aber, zur Kenntnis zu nehmen, dass dieser Schritt speziell im ländlichen Raum relativ einfach ist: Man muss das, was bereits gebaut worden ist, einfach nutzen, und zwar intensiv nutzen. Das ist auch in den Städten zum Teil der Fall, indem Dachstöcke genutzt werden können. Es gibt wunderschöne Fenster, die man oben auf den Dächern platzieren und damit wunderschöne Wohnungen machen kann. Das Problem, dem ich landauf, landab begegne, ist nicht die Flughöhe, die im Bericht abgezeichnet wird, sondern, dass oft die gemeindeeigenen Baureglemente noch nicht soweit sind. Man ist mit dem Denken auf der Realisierungsebene noch nicht soweit. Aber wir werden beim einen oder anderen Thema bei den entsprechenden Planungserklärungen darauf zu sprechen kommen. Ich werde dann dazu Stellung nehmen.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Auch die EDU-Fraktion hat diesen Bericht nicht aus den Socken gehauen. Diesbezüglich können wir uns dem anschliessen, was der Kommissionssprecher gesagt hat. Doch möchten wir uns bei der JGK bedanken. Es ist so: Innere Verdichtung ist gut, solange sie nicht bei mir stattfindet. Dies ist in etwa die Zusammenfassung des Ganzen oder der Problematik, in der wir uns befinden. Die EDU-Fraktion wird die Planungserklärungen der BaK unterstützen. Bei den anderen werden wir teilweise noch zuhören, was dazu gesagt wird. Ich werde dann nicht zu jeder Planungserklärung sprechen. Für uns wird sicher die Planungserklärung 6 wichtig sein, in der es um die Nutzung bestehender Gebäude ausserhalb der Bauzone geht. Wir nehmen den Bericht zur Kenntnis.

Präsident. Ich gebe der Regierungsrätin das Wort.

Evi Allemann, Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektorin. Zuerst möchte ich mich für die grundsätzlich positive, wenn auch nicht euphorische Aufnahme dieses Raumplanungsberichts bedanken. Es gibt Geschäfte, bei denen es gut ist, wenn die Emotionen nicht allzu hoch gehen. Es ist schon schön, wenn man sagen kann, es handle sich um eine solide Berichterstattung, die den aktuellen Stand in der Raumplanung abbildet. Es handelt sich hier um eine Auslegeordnung. Wir sind gestützt auf die Baugesetzgebung verpflichtet, diese alle vier Jahre vorzunehmen. Der Bericht ist für uns auch ein Instrument, ein bisschen in die Zukunft zu schauen. Er enthält ja auch einen prospektiven Teil, der aufzeigt, wie die künftigen Herausforderungen in der Raumplanung aussehen. Gleichzeitig ist er auch ein Instrument für die Berichterstattung gegenüber dem Bund. Auch hier sind wir verpflichtet, periodisch über den Stand der Raumplanung zu informieren. Diese drei Aspekte, die der Raumplanungsbericht in sich vereinigt, erfüllt er gut und solide. Er ermöglicht eine Diskussion auf einer Flughöhe, die viel höher ist, als dies in den einzelnen Politikfeldern der Fall ist, die er teilweise nur kurz berührt. Wenn man über Massnahmen spricht und darüber entscheidet, geht man natürlich viel mehr in die Tiefe, aber das ist ja beim Raumplanungsbericht gar nicht die Idee. Aus diesem Grund – und zwar genau aus diesem Grund – haben Sie und auch wir bereits in der Kommission einige Planungserklärungen abgelehnt, egal, wie man politisch dazu steht. Übrig geblieben sind aus der BaK zwei. Auf die Planungserklärungen gehe ich aber anschliessend bei der Detailberatung ein.

Zum Antrag 3 habe ich bereits im Vorfeld eine kurze Diskussion geführt. Dort geht es um das Thema Gewässerräume, und es wird die Frage nach den Ausnahmen aufgeworfen. In der Gewässerschutzverordnung (GSchV) sind ja gewisse Ausnahmen festgelegt. Offenbar haben gewisse Vertreterinnen und Vertreter von Gemeinden festgestellt, dass sich nicht alle Planerinnen und Planer auf dem gleichen Wissensstand befinden und diese Ausnahmen teilweise nicht kennen. Deshalb kam die Frage auf, ob es nötig sei, explizit auf diese Ausnahmen hinzuweisen. Selbstverständlich gelten diese

Ausnahmen auch im Kanton Bern. Und selbstverständlich machen wir keine Ausnahme von der Ausnahme. Insofern sind diese Planungserklärungen nicht nötig, um zu bestätigen, dass diese Ausnahmen im Kanton auch gelten. Denn es ist klar, dass sie gelten. Dies können Sie auch so in Ihre Gemeinden zurücktragen. Da ich es hier im Saal gesagt habe, haben wir es auch noch in den Materialien festgehalten. Ich bin nicht unglücklich, wenn wir keine «Planungserklärungsbürokratie» auf die Beine stellen, sodass wir Ihnen, wenn wir nächstes Jahr Bericht erstatten, nicht noch einmal bestätigen müssen, dass diese Ausnahmen im Kanton Bern gelten. Davon sind zwei oder drei Planungserklärungen im Antrag 3 betroffen.

Vor vier Jahren hatten wir Ihnen im Raumplanungsbericht den Paradigmenwechsel zur Siedlungsentwicklung nach innen vorgeschlagen. Wenn ich von «wir» spreche, ist das ein bisschen eine Annäherung. Denn dies geht überhaupt nicht auf meine Mühle, meine Vorgänger hatten dies angedacht. Inzwischen hat sich das RPG auf nationaler Ebene verändert: Der Richtplan 2030 wurde verabschiedet und die Baugesetzgebung in zwei Teilrevisionen angepasst. Die Raumplanung befand sich während den vergangenen vier Jahren in einer sehr unruhigen Umbruchphase. Heute merkt man das insbesondere bei den anstehenden Ortsplanungsrevisionen. Dort ist es teilweise noch sehr spürbar, dass dieser Paradigmenwechsel nicht einfach auf dem Papier erfolgt ist, vielmehr hat er ganz reale, konkrete Auswirkungen im Alltag, gerade in den Gemeinden. Und dort sind grosse Herausforderungen zu bewältigen, und es muss ein Umdenken stattfinden. Der Kanton versucht dort mit Arbeitshilfen und auch ganz konkret mit beratender Unterstützung, die Umsetzung zu begleiten. Zum Teil wird es noch ein bisschen als Pflichtübung wahrgenommen. Das Thema ist zwar angekommen, aber teilweise wird die Chance, das Potenzial noch nicht so stark genutzt oder noch nicht mit dem Elan genutzt, wie es möglich wäre. Der Regierungsrat ist jedoch klar der Auffassung, dass die Siedlungsentwicklung nach innen eine grosse Chance für die Verbesserung der gewachsenen Siedlungsstruktur bietet. Wir müssen aber alle am selben Strick ziehen, und auch die Gemeinden müssen mitmachen. Das ist ja auch der Fall, das soll jetzt nicht als versteckte Kritik ankommen, überhaupt nicht. Es wäre aber gut, man sähe dies nicht nur als Pflichtübung, sondern auch als Chance. Das betrifft aber auch die Grundeigentümerinnen und Grundeigentümer, die Investorinnen und Investoren und auch die gesamte Bevölkerung. Denn wenn man die Siedlungsentwicklung nach innen ganz konkret im Raum umsetzt, wird die Art und Weise der Ortsplanung verändert.

Ich bin mir bewusst, dass dies nicht einfach ist. Glücklicherweise ziehen wir mit den Gemeinden am selben Strick, indem wir nämlich die Qualität des Lebensraums, die Lebensqualität in unserem Kanton nicht nur erhalten, sondern aktiv verbessern wollen. Ich bin sehr froh, wenn wir in diesem Geist weiterfahren können. Ich äussere mich beim nächsten Umgang zu den Planungserklärungen. Diese kommen wohl punktweise an die Reihe. Ich bedanke mich hier noch einmal für die grundsätzlich positive Aufnahme.

Detailberatung

Präsident. Jetzt kommen wir zu den Planungserklärungen und machen einzelne Blöcke. Die Planungserklärung 1 ist der erste Block. Danach beraten wir die Planungserklärungen 2 und 4 gemeinsam, dann die Planungserklärung 5 separat. Es folgt ein Block mit den Planungserklärungen 3, 3a und 3b, dann ein Block mit den Planungserklärungen 6 und 6a und schliesslich die Planungserklärung 7. Ich bitte die Antragsteller, sich zu den Planungserklärungen zu äussern. Für die Planungserklärung 1 gebe ich Grossrat Ruchti das Wort.

Planungserklärung Ruchti, Seewil (SVP) – Nr. 1

Seite 10, Raumplanungsbericht 2018

Kontingent Fruchtfolgeflächen (FFF) ist erfüllt:

Eine vom Kanton zu erarbeitende Bodenkarte gibt Auskunft über das FFF-Inventar und adäquate Informationen im Kanton Bern.

Fritz Ruchti, Seewil (SVP). Meine Planungserklärung beruht auf der Seite 10 des Raumplanungsberichts 2018 – «Kontingent FFF ist erfüllt». Ich möchte hierzu eine Ergänzung, nämlich: «Eine vom Kanton zu erarbeitende Bodenkarte gibt Auskunft über das FFF-Inventar und adäquate Informationen im Kanton Bern.» Worum geht es eigentlich? – Die Eidgenossenschaft, der Bund, hat einmal ein Inventar, einen Sachplan Fruchtfolgeflächen (SP FFF) verabschiedet. Demgemäss hätte man in der Schweiz gesamthaft Fruchtfolgeflächen von 438 460 Hektaren haben sollen. Dem Kanton Bern wur-

den damals 84 000 Hektaren aufoktroiert. Inzwischen wurde das Ganze überarbeitet, und nun haben wir nur noch etwa 82 400 Hektaren. Fruchtfolgeflächen sind das Land, das Gut, auf dem man Nahrungsmittel jeglicher Art produzieren kann. Man kann es also als Acker, als Kunstwiese oder für Gemüse und so weiter nutzen. Aber Fruchtfolgeflächen sind nicht immer Fruchtfolgeflächen, wie man das gemeinhin so meint. Denn die Fruchtfolgeflächen haben in der letzten Zeit abgenommen, vor allem bei uns im Seeland. Dort haben sich die Böden bis auf anderthalb Meter gesenkt, und plötzlich befand man sich auf Seekreide. Deshalb sind die Böden unserer kantonalen Justizvollzugsanstalt Witzwil plötzlich nicht mehr Fruchtfolgeflächen, weil die Gründigkeit von 50 Zentimetern nicht mehr mit der Definition von Fruchtfolgeflächen übereinstimmt.

Werte Anwesende, die Statistik zeigt, dass wir jährlich ungefähr 3400 Hektaren Land verbauen oder bis jetzt verbaut haben. Jetzt müssen wir uns langsam überlegen, wo wir noch gutes Land haben. Es geht mir nicht darum, irgendwelche Bautätigkeit zu verhindern, aber die Bodenkarte soll uns allen aufzeigen, wie wir damit umgehen und wie wir die Planung für die Zukunft machen sollen. Darum geht es mir. Deshalb haben wir das entsprechend in der GPK untersucht und es so in einer Medienmitteilung verabschiedet. Es wurde uns gesagt, das Amt für Landwirtschaft und Natur des Kantons Bern (LANAT) bemühe sich, uns bis 2019 aufzuzeigen, wie eine Bodenkarte aussehen könnte. Ich möchte Ihnen beliebt machen, meine Planungserklärung grossmehrheitlich zu unterstützen. Denn wir stehen alle in der Verantwortung und sind diesbezüglich alle miteinander liiert. Der Boden ist das Gut, das alljährlich abnimmt. Helfen Sie mit, diese Planungserklärung zu unterstützen, damit man dieses Anliegen wenigstens im Raumplanungsbericht verankern kann.

Präsident. Ich gebe zuerst dem Kommissionssprecher das Wort.

Reto Müller, Langenthal (SP), Kommissionssprecher der BaK. Willi Marty, es ist ja gut, wenn wir nicht grad bei jedem Bericht zu weinen beginnen, weder Tränen der Rührung noch Tränen der Wut. Das noch zum vorhergehenden Votum. Vielleicht wäre die Begründung von Fritz Ruchti etwas kürzer ausgefallen, wenn er gewusst hätte, dass die BaK einstimmig für seine Planungserklärung gestimmt hat. Sie findet, dies sei eine gute Sache. Insbesondere haben wir auch festgestellt, dass Informationen für die Bodenpolitik noch nicht in ausreichendem Mass vorhanden sind. Insofern unterstützen wir es. Denn, wie Sie richtig gesagt haben: Wir haben jetzt einfach den Boden, den wir haben, und es wird wichtig sein, genau darüber Auskunft zu erhalten, wo welche Flächen vorhanden sind.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Mentha das Wort.

Luc Mentha, Liebefeld (SP). Die SP-Fraktion wird diesen Antrag unterstützen.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Fritz Ruchti hat gebeten, ihn bei diesem Anliegen zu unterstützen. Die EVP-Fraktion hilft mit. *(Heiterkeit)*

Beatrice Eichenberger, Biglen (BDP). Auch die BDP-Fraktion unterstützt die mit dem Antrag 1 vorgeschlagene Ergänzung, welche verlangt, dass eine Bodenkarte erarbeitet werden soll. Wir erachten dies als sinnvoll und sprechen uns einstimmig für den Antrag 1 aus.

Präsident. Ich erteile der Regierungsrätin das Wort.

Evi Allemann, Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektorin. Eigentlich würde ich Ihnen sehr gerne sagen: Unterstützen Sie diese Planungserklärung! Denn der Regierungsrat teilt tatsächlich das Ziel, eine Bodenkarte zu erarbeiten. Eigentlich sind wir schon dran, die Federführung liegt beim LANAT und sie erfolgt in Zusammenarbeit mit unserem AGR. Es freut uns sehr, wenn wir Rückenwind aus dem Grossen Rat bekommen. Das wird auf der finanziellen Ebene sicher auch eine Auswirkung haben. Eigentlich ist es sehr richtig, wenn Sie diesbezüglich eine Planungserklärung verabschieden und den Goodwill nicht nur gegenüber der Erarbeitung, sondern auch gegenüber den daraus resultierenden Massnahmen, den Konsequenzen auf der finanziellen Ebene signalisieren.

Ich habe mit dem Antrag folgendes Problem: Er enthält den Wunsch nach einer Auskunft über das Inventar zu den Fruchtfolgeflächen. Dieser Aspekt der Planungserklärung ist eigentlich unnötig. Im Geoportal des Kantons Bern, also im Informationssystem zum Richtplan, sind schon heute sämtliche Informationen vorhanden. Diese FFF-Geschichte und die Informationen über die Fruchtfolgeflächen, dies ist also bereits heute abgedeckt. Wenn dies ein zweites Mal, jetzt noch bei der Bodenkarte,

gemacht werden muss, ist es eigentlich doppelt genäht, und das ist ineffizient. Aber die Bodenkarte an und für sich und dass dort alle Informationen zusammengetragen werden, abgesehen von dem, was heute schon besteht, finde ich sehr unterstützenswert. Im Bericht steht auf Seite 27, dass sich der Regierungsrat der Bedeutung von besseren Informationen bewusst ist. Ich weiss nicht, ob es möglich ist, diese Planungserklärung zu modifizieren. Oder vielleicht könnten Sie erklären, dass diese Informationen über die Fruchtfolgeflächen durch das Geoportal abgedeckt sind. Denn so könnten wir mit vollem Elan die Bodenkarte und all das in Angriff nehmen, was rund um diese Bodenkarte und all die Informationen über den Boden und die Qualität des Bodens nötig ist, beziehungsweise wir könnten dies weiterführen, denn wir haben es bereits in Angriff genommen.

Präsident. Ich gebe nochmals dem Antragsteller, Grossrat Ruchti, das Wort.

Fritz Ruchti, Seewil (SVP). Ich möchte noch kurz eine Erklärung abgeben. Sie müssen eines sehen: Wir befinden uns in einem steten Wandel. Erstens haben wir den Klimawandel. Fruchtfolgeflächen haben auch mit Klimazonen zu tun, und zwar mit den Klimazonen A bis D. Es würde viel zu lange dauern, Ihnen zu erklären, was das genau ist, deshalb verzichte ich darauf. Wenn das Klima immer wärmer wird, gibt es auf einmal auch in Meiringen oder an anderen Orten, wo man bisher noch nicht darüber diskutiert hat, Diskussionen über Fruchtfolgeflächen. Das ist da eine.

Das andere ist: Mit der ganzen Raumplanung und der ganzen Baugesetzgebung möchte eine Gemeinde endlich wissen, wo sich gute Böden befinden, wenn Bund und Kanton vorschreiben, man müsse Sorge tragen zu den Fruchtfolgeflächen, und man solle zuerst mal dort bauen, wo der Boden weniger gut ist. Die Gemeinde muss doch wissen, wo der Boden gut ist und wo er weniger gut ist und sich für die Bautätigkeit eignen würde. Werte Anwesende, ich könnte Ihnen Beispiele aufzählen, die zeigen, dass dies in keiner Gemeinde adäquat ist und es nicht stimmt. Vielerorts stimmt es nicht; es werden Flächen einbezogen, die keine Fruchtfolgeflächen mehr sind oder Fruchtfolgeflächen, die überhaupt nicht existieren. Im Weiteren möchte ich mit der Bodenkarte aufzeigen, wo es möglich ist, mit gutem Aushubmaterial Fruchtfolgeflächen wieder zu Fruchtfolgeflächen zu machen, wie zum Beispiel in Witzwil oder an vielen anderen Orten, wo sich der Boden in den Moosboden abgesenkt hat. Dieses Instrument muss uns künftig bei der Bautätigkeit und bei der Planung weiterbringen. Deshalb ermuntere ich Sie noch einmal, hier zuzustimmen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer dieser Planungserklärung zustimmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Planungserklärung Ruchti, Seewil [SVP] – Nr. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 142

Nein 0

Enthalten 1

Präsident. Sie haben dieser Planungserklärung zugestimmt mit 142 Ja- bei 0 Nein-Stimmen und 1 Enthaltung.

Planungserklärung BaK (Müller, Langenthal) – Nr. 2

Zu Hauptziel B, Verkehrs- und Siedlungsentwicklung aufeinander abstimmen:

Der Regierungsrat prüft, inwiefern für den nächsten Raumplanungsbericht ein Monitoring des Flächenverbrauchs für Verkehrsinfrastrukturen durchgeführt werden kann.

Planungserklärung Alberucci, Ostermundigen (glp) / Baumann, Suberg (Grüne) / Aeschlimann, Burgdorf (EVP) – Nr. 4

Zu Hauptziel B, Verkehrs- und Siedlungsentwicklung aufeinander abstimmen: Seite 21, RPB 2018

Die Abstimmung von Siedlungs- und Verkehrsentwicklung soll auch die Erarbeitung und Planung von Massnahmen zur Reduktion der Verkehrsentwicklung beinhalten. Massnahmen in den Bereichen Mobilitätsmanagement, Langsamverkehr, Raumplanung, Shared Economy, Shared Mobility und Anreize (Mobility Pricing) sind zu prüfen.

Präsident. Wir fahren weiter mit der Planungserklärung 2 der BaK. Ich gebe dem Kommissionssprecher, Grossrat Müller, das Wort.

Reto Müller, Langenthal (SP), Kommissionssprecher der BaK. Wir haben in der BaK festgestellt, dass ein Verkehrsflächenmonitoring fehlt, weshalb man nun sagen sollte, der Regierungsrat prüfe hinsichtlich des nächsten Raumplanungsberichts, ob ein Monitoring der Verkehrsflächen und Verkehrsinfrastrukturen durchgeführt werden könne. Wie Sie der Planungserklärung entnehmen können, ist in dieser von «prüft» die Rede. Wir wurden bereits in der Kommission darauf aufmerksam gemacht, dass es mit den heutigen Mitteln für die statistische Erfassung schwierig sein könnte, die Verkehrsflächen wirklich genau zu erfassen. Wir sind trotzdem der Meinung, mit der Digitalisierung und mit der Einführung der Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen (ÖREB-Kataster) könnte diese Möglichkeit entstehen, das heisst, der Regierungsrat solle prüfen, ob man dies künftig machen könnte. So könnten wir sehen, wie sich der Flächenverbrauch gegenüber der Verkehrsentwicklung verhält. Die BaK stellt Ihnen diesen Antrag mit 11 Ja- gegen 5 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Präsident. Wir haben noch eine zweite Planungserklärung zum selben Thema, die Planungserklärung Alberucci/glp, Baumann/Grüne und Aeschlimann/EVP. Ich gebe dem Sprecher, Grossrat Alberucci, das Wort.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Es geht hier um die Abstimmung der Siedlungs- und Verkehrsentwicklung, dass man in der Raumplanung auch Massnahmen zur Reduktion der Verkehrsentwicklung erarbeitet und dass diese auch enthalten sind. Wir haben eine Kausalkette: Die Bevölkerungsentwicklung führt zu Verkehrsaufkommen und das Verkehrsaufkommen – dies der zweite Teil dieser Kausalkette – führt zu Umweltbelastungen und zu Verkehrsinfrastrukturen. Wenn man diesen Bericht genau liest und die Raumplanung des Kantons Bern anschaut, stellt man fest, dass der zweite Teil durchaus behandelt wird. Wir gehen von Verkehrsaufkommen aus und überlegen uns, wie man Verkehrsinfrastruktur möglichst effizient bereitstellt und dieses Verkehrsaufkommen möglichst umweltschonend bewältigen kann. Der erste Punkt der Kausalkette, also wie wir ausgehend von einem Bevölkerungswachstum die Verkehrsentwicklung steuern, fehlt in der Raumplanung gänzlich und – Sie mögen es mir verzeihen – auch in der Richtplanung des Kantons. Wir denken, dass dieser Punkt dazu gehört. Es ist ein «must» in der Raumplanung, sich auch darüber Gedanken zu machen, wie man ausgehend von der Bevölkerungsentwicklung auch Massnahmen zur Dämmung der Verkehrsentwicklung einleiten kann. Wir gehen auch davon aus, dass es sich hier eher um eine zufällige Unterlassung handelt als um eine absichtliche. Wie Sie alle erhielt ich vor zwei Wochen von der JGK einen ESP-Barometer, Nummer 22. Ich konnte darin auf Seite 10 ganz interessiert ein Interview mit Baudirektor Neuhaus lesen. Dem Baudirektor Neuhaus wird die Frage gestellt, was eigentlich die 3V-Strategie sei und ob er diese erläutern könne. Es ist übrigens die Strategie, die der Kanton verfolgt. Der Baudirektor antwortet, die 3V-Strategie bedeute, Verkehr vermeiden, Verkehr verlagern und Verkehr verträglich gestalten. In diesem Sinn hat er klar kundgetan, dass der Regierungsrat beabsichtigt, Verkehr zu vermeiden, und zwar mit Anreizsystemen und nicht restriktiv. In diesem Sinn bitte ich Sie, dies in Form einer Planungserklärung zu unterstützen, damit dies auch hier in der Raumplanungsdiskussion geäussert wird. Ich danke Ihnen für die Annahme dieser Planungserklärung.

Präsident. Ich gebe dem Kommissionssprecher, Grossrat Müller, das Wort.

Reto Müller, Langenthal (SP), Kommissionssprecher der BaK. Ich spreche jetzt also noch zum Anliegen Alberucci, Baumann, Aeschlimann, glp, Grüne, EVP. Wir haben diese Planungserklärung in der Kommission diskutiert, und die Kommission kam zum Schluss, dass es sich hier um ein verkehrspolitisches und nicht um ein raumplanungsrelevantes Anliegen handelt. Der Bericht ist der falsche Ort, um die Prüfung von Massnahmen zu fordern. Die Mehrheit der Kommission war der Meinung, man sollte dies mit einem anderen parlamentarischen Instrument machen. Es gab 5 Ja-, 8 Nein-Stimmen und 3 Enthaltungen.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die grüne Fraktion hat Grossrat Vanoni das Wort.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Ich spreche zum Hauptziel B und damit zu den beiden Planungserklärungen 2 und 4. Im Raumplanungsbericht wird festgehalten, man komme bei der Abstimmung der Siedlungs- und Verkehrsentwicklung voran. Aber aus unserer Sicht genügt dieses Vorankommen bei dieser Abstimmung nicht, es braucht auch eine verstärkte Steuerung der Verkehrsentwicklung. Im Unterschied zu dem, was Reto Müller vorhin als Sprecher der Kommission gesagt hat, muss ich Sie darauf hinweisen, dass dieses Thema hier im Raumplanungsbericht durchaus angesprochen wird. Deshalb ist es wichtig, dazu Planungserklärungen machen zu können. Auf Seite 19 des Berichts steht zum Beispiel, dass in den vergangenen fünf Jahren keine Verlagerung hin zum öffentlichen Verkehr mehr stattgefunden hat. Sein Anteil ist bei 27 Prozent gleich geblieben. Hier fand eine Stagnation statt, dies im Unterschied zu früheren Berichtsperioden. Die Optimierung der Auslastung der Verkehrsinfrastruktur ist für uns sehr wichtig, auch dieser Aspekt wird im Bericht angesprochen. Belastungsspitzen glätten und Verkehrsmanagement einführen: In der Region Bern Nord wird dies demnächst endlich nach einigen Verzögerungen gemacht.

Der Bericht weist zu Recht auch auf den massgeblichen Einfluss hin, den die Digitalisierung und neue Technologien künftig auf die Auslastung der Verkehrsinfrastruktur, auf die Mobilitätsentwicklung und auf den Raumbedarf haben könnten. Der Bericht sagt, man verfolge diese Entwicklungen aufmerksam. Das genügt aus unserer Sicht aber nicht. Man muss auch die Digitalisierung so einsetzen und so steuern, dass die Auslastung der Verkehrsinfrastruktur optimiert werden kann, die Mobilitätsentwicklung gebremst wird und der Raumbedarf wegfällt. Ein bisschen salopp formuliert: So wie wir im Siedlungsgebiet die Verdichtung vorantreiben müssen, so kann dank der Digitalisierung auch im Verkehr verdichtet werden. Das heisst, es wird schlussendlich weniger und nicht immer mehr Platz gebraucht. Wir unterstützen deshalb die Planungserklärung der BaK, sind aber nicht nur für ein solches Monitoring, sondern wir wollen auch Massnahmen zur Reduktion der Verkehrsentwicklung gemäss der Planungserklärung 4. Diese zeigt Beispiele auf, angefangen beim Mobilitätsmanagement über Sharing-Instrumente bis hin zu Mobility-Pricing. Wichtig für uns ist auch eine Verlagerung des Verkehrs zum sogenannten Langsamverkehr, also eigentlich eine Verlagerung zurück. Noch etwas zu diesem Wort, Hand aufs Herz: Eigentlich ist das ein falscher Name für den Fuss- und Veloverkehr. In der Stadt und in gewissen Gebieten in der Agglomeration kommt man zu Fuss, mit dem Velo oder mit E-Bikes schneller voran als mit ÖV und Auto. Vielleicht sollte man eher vom intelligenten Verkehr sprechen.

Hans Jörg Rügsegger, Riggisberg (SVP). Ich möchte nicht allzu lange werden. Die SVP-Fraktion unterstützt die Planungserklärung 2 der BaK mit wenigen Enthaltungen; die meisten werden ihr zustimmen. Bei der Planungserklärung 4, Alberucci, haben wir drei Gründe ins Feld geführt, weswegen wir diese nicht unterstützen. Erstens werden dort Punkte aufgezählt, die ganz klar die Verkehrspolitik tangieren. Von der BaK haben wir gehört, dass wir eigentlich nicht per se mit Planungserklärungen Verkehrspolitik machen wollen. Aus diesen zwei Gründen lehnen wir diese Planungserklärung ab. Der dritte Grund ist, dass diese schon in der BaK abgelehnt wurde.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Die EVP-Fraktion unterstützt beide Planungserklärungen. Bei der Planungserklärung 4 geht es darum, dass wir heute in Zusammenhang mit der Digitalisierung auch bei der Verkehrsentwicklung an einer Schwelle stehen. Es bieten sich hier zwei wichtige Möglichkeiten: Die eine sind die dezentralen Arbeitsplätze. Es ist heute möglich, irgendwo im Berner Oberland oder im Jura eine Arbeit fast gleich gut und gleich schnell zu erledigen, wie das in der Stadt Bern oder irgendwo im Zentrum von Thun möglich ist. Solche Möglichkeiten müssen wir in diese Überlegungen einfliessen lassen. Die zweite ist die Digitalisierung bei den Verkehrsmitteln. Auch dort gibt es neue Möglichkeiten, indem das Zusammenlegen der Fahrten mit führerlosen Shuttles eine Zukunft haben wird. Dies wird es erlauben, Verkehrsflächen anders zu nutzen. Selbstverständlich unterstützen wir in diesem Bereich jede Form des gescheiterten oder des gesunden Verkehrs, wie Bruno Vanoni diesen genannt hat.

Beatrice Eichenberger, Biglen (BDP). Ich bin schon wieder hier! Den Antrag 2 der BaK betreffend das Monitoring des Flächenverbrauchs, wodurch Verkehrsinfrastrukturen geprüft werden sollen, nehmen wir einstimmig an und können dies vollumfänglich unterstützen. Ich schliesse mich meinen Vorrednern diesbezüglich an. Der Antrag 4 beziehungsweise die beantragten Präzisierungen und Zusatzaufträge im Bereich Verkehrs- und Siedlungsentwicklung würden viele erweiterte Planungen auslösen, die wir nicht vollumfänglich unterstützen können. Deshalb lehnen wir den Antrag 4 grossmehrheitlich ab.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Mentha das Wort.

Luc Mentha, Liebefeld (SP). Wir unterstützen den Antrag der BaK. Hier handelt es sich wie beim Antrag von Grossrat Ruchti nicht um eine strategische Weichenstellung, sondern es geht darum, gute Grundlagen zu erhalten, um strategische Entscheide richtig zu fällen. Dies sowohl hinsichtlich der Fruchtfolgeflächen als auch hinsichtlich der Frage, wie sich der Flächenbedarf der Verkehrsinfrastruktur entwickelt. Das passt an und für sich sehr gut in eine Diskussion rund um den Raumplanungsbericht. Anders verhält es sich formal beim Antrag Alberucci/Baumann/Aeschlimann. Das ist eigentlich eine strategische Weichenstellung. Ich habe es eingangs gesagt: Die SP-Fraktion hat in diesem Raumplanungsbericht grundsätzlich zurückhaltend von der Möglichkeit Gebrauch gemacht, Planungserklärungen einzureichen. Ich verhehle Ihnen nicht, dass, sollte diese Planungserklärung zur Abstimmung kommen, unsere Fraktion dafür Sympathien hat und diese gutheissen wird.

Präsident. Ich glaube Grossrat ... Danke, ich habe Herrn Wyss nirgends gesehen. (*Heiterkeit*) Ich gebe der Planungsdirektorin, Regierungsrätin Allemann, das Wort.

Evi Allemann, Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektorin. Zuerst zum Antrag 2, der aus der BaK kommt: Aus raumplanerischer Sicht ist ein solches Monitoring durchaus interessant. Es wäre schön, wir hätten es bereits heute und wir könnten hier einfach sagen, wir würden es für das nächste Mal erarbeiten, weil die Daten vorhanden sind und wir diese nur noch irgendwie zusammenführen müssten. So einfach ist es aber nicht. Deshalb möchte ich Ihnen Folgendes auf den Entscheidungsweg mitgeben: Bedenken Sie, dass es sehr schwierig ist, ein solches Verkehrsmonitoring zu erstellen. So nützlich und interessant es wäre, um raumplanerische Weichenstellungen vorzunehmen, so schwierig ist die Erstellung eines solchen Monitorings. Und zwar, weil die Verkehrsinfrastrukturen von unterschiedlichen Bauherren erstellt werden, also von der Gemeinde, vom Kanton und auch vom Bund. Würde man die Bahnareale mit einbeziehen, die ja gemäss der allgemein gehaltenen Formulierung der Planungserklärung ebenfalls dazu gehören, müsste man die Daten bei allen Beteiligten einzeln erheben. Wir haben uns gefragt, ob es nicht auch andere Datenquellen gäbe, zum Beispiel das ÖREB-Kataster. Dort ist das Thema der Verkehrsflächen enthalten. Aber es werden nur die Verkehrsflächen im Siedlungsgebiet erfasst und nicht vollständig. Gestützt als das ÖREB-Kataster können wir also keine flächendeckende Aussage machen. Wir haben in der Kommission kurz darüber diskutiert, dass dies *eine* Quelle ist, aber keine vollständige. Gewisse Aussagen könnte man auch der Arealstatistik des Bundes entnehmen, diese würden wir sicher auch beiziehen. Doch haben wir dort das Problem, dass sie auf einem Hektarraster basiert und somit viel zu wenig genau ist. Zudem wird sie nur alle neun Jahre aktualisiert. Der nächste Raumplanungsbericht steht jedoch bereits in vier Jahren an, und die nächste Aktualisierung dieser Arealstatistik findet später statt. Auch das nützt uns also nichts, wenn wir aktuelle Daten haben wollen. Ein Monitoring über die Verkehrsflächen zu erstellen, ist eine Herausforderung. Es ist aufwendig. Ich habe anfänglich gesagt, raumplanerisch sei es spannend. Aber bei der konkreten Umsetzung, wenn wir es prüfen, gibt es verschiedene Elemente, die ich aufgezeigt habe, bei denen man anstehen wird.

Zum Antrag 4 haben wir im Raumplanungsbericht ja auch bereits gewisse Aussagen gemacht. Mit dessen Stossrichtung zielt dieser genau in die Richtung des Raumplanungsberichts, der sagt, dass die Siedlungs- und die Verkehrsentwicklung optimal aufeinander abgestimmt werden müssen, und dass das eine ohne das andere nicht geht. Vergleicht man, was die Planungserklärung 4 will, ist es keine Optimierung der Auslastung der bestehenden Verkehrsinfrastruktur – dies ist der Aufhänger im Raumplanungsbericht –, sondern eine Reduktion der Verkehrsentwicklung. Das ist nicht ganz das Gleiche. In den Massnahmen erhalten wir dann auch eine etwas andere Aufzählung präsentiert. Dass wir im Bereich des Mobilitätsmanagements zur Optimierung der Auslastung der bestehenden Verkehrsinfrastrukturen Anstrengungen unternehmen wollen, steht bereits im Raumplanungsbericht. Diesbezüglich bin ich mit den Antragstellenden sehr einig. Im Bereich Raumplanung gibt es durchaus auch Instrumente – Sie haben verschiedentlich die Digitalisierung genannt –, die durchaus aus raumplanerischer Sicht nützlich sind, um die Auslastung der bestehenden Verkehrsinfrastrukturen zu optimieren. Es ist in diesem Antrag noch einiges erwähnt, das eigentlich in den Bereich der Verkehrspolitik gehört. Deshalb empfehle ich Ihnen, diese Planungserklärung nicht zu überweisen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer die Planungserklärung der BaK annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Planungserklärung BaK [Müller, Langenthal] – Nr. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 148

Nein 0

Enthalten 0

Präsident. Sie haben diese Planungserklärung überwiesen mit 148 Ja- gegen 0 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen.

Wir kommen zur Planungserklärung 4, Alberucci/glp, Baumann/Grüne und Aeschlimann/EVP. Wer diese Planungserklärung überweisen möchte, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Planungserklärung Alberucci, Ostermundigen [glp] / Baumann, Suberg [Grüne] / Aeschlimann, Burgdorf [EVP] – Nr. 4)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja 70

Nein 75

Enthalten 4

Präsident. Sie haben diese Planungserklärung abgelehnt mit 75 Nein- gegen 70 Ja-Stimmen bei 4 Enthaltungen. Wir kommen zur Planungserklärung 5.

Planungserklärung Alberucci, Ostermundigen (glp) / Baumann, Suberg (Grüne) / Aeschlimann, Burgdorf (EVP) – Nr. 5

Autobahnanschlüsse in Innenstadtbereichen widersprechen der vom Kanton angestrebten Siedlungs- und Verkehrsentwicklung. Vom Bund beschlossene Nationalstrassenprojekte sind nicht zu realisieren, sofern diese Anschlüsse in Stadtzentren vorsehen.

Präsident. Wir fahren weiter und kommen zur Planungserklärung 5, Alberucci, Baumann, Aeschlimann. Ich gebe Grossrat Alberucci das Wort. Kann ihn noch jemand in die Rednerliste eintragen? – Danke.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Auch diese Planungserklärung befasst sich mit der Verkehrsplanung. Dieser Aspekt ist so wichtig, dass er durchaus auch raumplanerische Komponenten hat. Bei der Abstimmung von Verkehrs- und Siedlungsentwicklung haben Autobahnanschlüsse in Stadtzentren nichts zu suchen. Sie hatten bislang dort nichts zu suchen, wir haben weder in Thun noch in Bern im Zentrum einen Autobahnanschluss, auch nicht in Interlaken, geschweige denn in Burgdorf oder Langenthal, und wir haben im Moment auch in Biel keinen Autobahnanschluss im Zentrum der Stadt. Aktuell gibt es ja ein Projekt, welches genau das herbeiführen möchte. Aus Sicht der Antragsteller steht dieses Projekt in einem eklatanten Widerspruch zur angestrebten Raumplanung, zur Abstimmung zwischen Siedlungs- und Verkehrsentwicklung in diesem Kanton. Und hier ist es genau der richtige Ort, um dies festzuhalten und darüber zu diskutieren.

Weshalb sind wir hier planerisch auf dem Holzweg? – In den 1960er- und 1970er-Jahren wurden Nationalstrassenprojekte auf dem Reissbrett gezeichnet, und dann entschied man, dass die A5, die entlang des Jurasüdfusses von Solothurn nach Yverdon führt, in Biel nicht etwa mit einem Tunnel dem Jura entlang geführt werden soll, sondern dass sie bei Biel in Richtung Lyss führen soll und dann mitten durch die Stadt wieder zurück zum Jurasüdfuss nach Twann. Damals hatte man wohl die Idee, Biel werde mal eine halbe Millionenstadt und brauche zwölf Autobahnanschlüsse. Auf der Basis dieser Planung, also der Planung aus den 1960er- und 1970er-Jahren des vergangenen Jahrhunderts, wurden dann diese Strassenbauprojekte so gezeichnet, und dies ist die Basis für das aktuelle Projekt. Aus heutiger Sicht ist das nicht mehr zeitgemäss, es widerspricht den Zielen, die wir uns hier gesetzt

haben, und es entspricht der angestrebten Siedlungs- und Verkehrsentwicklung. Wir bitten Sie, sich das gut zu überlegen. Es ist wirklich an der Zeit, ein klares Zeichen zu setzen. Einen solchen Autobahnanschluss, 200 Meter entfernt vom Hauptbahnhof, gibt es sonst nirgends im Kanton Bern, wahrscheinlich auch sonst nirgends in der Schweiz. Ich weiss auch nicht, ob es das in Europa gibt. Es ist jetzt wirklich der Moment, um zu sagen, dies gehöre nicht nach Biel. Es geht nicht darum, eine Blockade zu erstellen, sondern darum, klar zu sagen, dies hier sei die rote Linie, dies wolle man nicht und dass nach Alternativen gesucht werden soll, damit dieser einmalige Sündenfall im Kanton Bern und in der Schweiz vermieden werden. Ich bedanke mich für die Unterstützung und eine angeregte Diskussion.

Präsident. Ich gebe dem BaK-Sprecher, Grossrat Müller, das Wort.

Reto Müller, Langenthal (SP), Kommissionssprecher der BaK. Diese Diskussion haben wir in der BaK bereits geführt und sind zu einem Ergebnis gekommen. Unabhängig davon, ob man das jetzt in Biel richtig oder falsch findet, haben wir uns primär darüber unterhalten, ob es sich um das richtige Instrument handelt, via Raumplanungsbericht zu versuchen, einen Autobahnanschluss zu töten. Ich habe das Gefühl, das wäre in etwa das Gleiche, wie wenn man mit einem Federchen einen Elefanten zu kitzeln versuchte. Entweder will man diesen Autobahnzubringer oder man will ihn nicht, aber das ist nicht unbedingt relevant für den Raumplanungsbericht. Es wird alle vier Jahre ein Raumplanungsbericht erstellt; der nächste folgt 2022. Ich denke, die Frage, ob Autobahnzubringer Biel Ja oder Nein, müsse anders gelöst werden als über den Raumplanungsbericht. So hat es auch die Mehrheit der BaK gesehen: 4 Stimmen würden die Planungserklärung Alberucci/Baumann/Aeschlimann gutheissen, 7 waren dagegen und 2 haben sich der Stimme enthalten.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern, zuerst Grossrat Guggisberg für die SVP-Fraktion.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (SVP). Der Antragsteller hat es relativ lange geschafft, das Wort «Biel» nicht in den Mund zu nehmen, aber am Schluss musste er es dann trotzdem machen. Denn es ist ja völlig offensichtlich, dass es hier um den Westast-A5 Biel geht. Darüber haben wir in dieser Session denn auch sehr eingehend diskutiert. Es geht also um diesen Anschluss in Biel beziehungsweise um diese Anschlüsse und darum, via Raumplanungsbericht quasi eine «Lex Biel» zu schaffen. Zuerst hatten wir eine Planungserklärung, bei der klar offengelegt wurde, dass es sich um Biel handelt. Hier versucht man jetzt, dies ein bisschen allgemeiner zu formulieren. Dadurch wird es aber nicht besser. Grossrat Müller hat es genau richtig gesagt: Der Raumplanungsbericht ist nicht der Ort, um Verkehrspolitik zu machen. Reto Müller sagt zwar jeweils, er habe immer ein schlechtes Gefühl, wenn ich gleicher Meinung bin wie er, aber das ist hier halt so. Ebenso richtig ist, dass es um ein laufendes Verfahren geht. Es geht nicht nur um ein laufendes Verfahren, sondern zugleich um ein laufendes Verfahren eines Nationalstrassenprojekts. Die Ebene ist also ebenfalls falsch. Diese Planungserklärung ist deshalb sowohl aus ordnungspolitischen als auch aus inhaltlichen Gründen klar abzulehnen. Die SVP wird dies so handhaben.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Der A5-Westast Biel/Bienne wird im Raumplanungsbericht auf Seite 10 erwähnt als eines dieser grösseren Infrastrukturprojekte, gegen die sich Opposition geregt habe. Daher finde ich es legitim, zu diesem Thema eine Planungserklärung einzureichen, ob jetzt verkleidet oder offengelegt, das spielt für mich keine Rolle. Die Grünen werden diese Planungserklärung sicher unterstützen. Bei der Aufzählung der grösseren Infrastrukturprojekte, bei denen es gemäss Raumplanungsbericht Widerstand gibt, müsste man vielleicht bei der nächsten Ausgabe noch weitere Projekte anfügen. Ich meine damit den massiven Ausbau des Autobahnnetzes, der Autobahnkapazität in der Region Bern, angefangen beim sogenannten Spaghetti-Teller im Gebiet Wankdorf und der Zubringerstrasse, der Bolligenstrasse, für die wir leider einen Kredit bewilligt haben, bis hin zum Spurenausbau der Grauholz-Autobahn auf acht Spuren bis nach Schönbühl, und dann auf sechs Spuren bis nach Kirchberg.

Wir Grünen sind gegen diese Ausbauten, weil es sich dabei um Kapazitätsausbauten handelt und auch weil sie Kulturland fressen. Das gilt auch für den von den Gemeindebehörden und vom Kanton geforderten Halbanschluss Grauholz, der zu einem Kulturlandverlust in den Gemeinden Zollikofen und Ittigen führen wird. Wir unterstützen also diese Planungserklärung in Bezug auf die A5, sind aber der Meinung, man müsste auch bei anderen Autobahnausbauten zurückhaltend sein, beziehungsweise

darauf verzichten. Wir sind dezidiert dieser Meinung, weil wir in Bezug auf den Klimawandel wirklich Klartext sprechen müssen. Wir bedauern es, dass hier drinnen offensichtlich die bestehenden Ziele der Raumplanung und anderer Politikbereiche nicht hinterfragt werden. Wir sehen den Kanton und damit auch den Grossen Rat in der Pflicht, mitzuhelfen, die Verpflichtungen einzuhalten, welche die Schweiz mit dem Pariser Klimaabkommen eingegangen ist. Dieses verlangt, dass wir die globale Klimaerwärmung auf maximal 2 Grad, besser noch unter 1,5 Grad Celsius reduzieren. Die gegenwärtige Politik der Schweiz, die auch vom Kanton Bern mitgetragen wird, steuert auf eine katastrophale Klimaerwärmung um 3 Grad zu. Wir finden, der Kanton müsse vor diesem Hintergrund auch in der Auslegeordnung des Raumplanungsberichts darauf hinweisen, dass gemäss diesem Abkommen und den Verpflichtungen die CO₂-Emissionen bis 2050 auf netto nullreduziert werden müssen. Das heisst, dass der gesamte Verkehr bis 2050 fossilfrei ablaufen muss. Aus diesem Grund sind wir gegen weitere Ausbauten von Autobahnen. Übrigens wird es im Raumplanungsbericht am Rand erwähnt: Wir sind gegen eine finanzielle Unterstützung des Flugverkehrs durch den Kanton Bern.

Peter Flück, Interlaken (FDP). Die Planung Biel wurde richtig gemacht, wir unterstützen sie. Wie der Kommissionssprecher bereits erwähnt hat, ist es der falsche Ansatz, dieses Thema hier im Raumplanungsbericht zu regeln. Es wurden von Grossrat Alberucci Städte unseres Kantons aufgezählt, wo es keine solchen Anschlüsse gibt. Ich erlaube mir jetzt, doch noch darauf hinzuweisen, insbesondere weil es sich um eine Nationalstrasse und nicht um eine Kantonsstrasse handelt, dass es in den Städten Basel-Stadt, Luzern, Zürich und Lausanne ziemlich anders aussieht. Ich frage mich, weshalb man das in Biel nicht auch so machen soll, um das Stadtzentrum letztlich zu entlasten. Wir lehnen diese Planungserklärung ab.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Mentha das Wort.

Luc Mentha, Liebefeld (SP). In Bezug auf den formellen Aspekt, ob wir eigentlich die richtige Debatte führen, befinden wir uns eigentlich auf dem Standpunkt, der von Lars Guggisberg vertreten wurde. Wir finden eigentlich auch, dass das hier nicht der richtige Ort ist. Aber inhaltlich möchte ich auf die Aussagen von Luca Alberucci und Bruno Vanoni verweisen. Ich wiederhole dies hier nicht. Für uns ist die Sache inhaltlich klar: Nirgends in der Schweiz hat man so etwas gebaut, man hat sich zwar solche Gedanken gemacht. Es gibt ja auch noch die Y-Lösung der Autobahnpolitik in Zürich, die schlussendlich gescheitert ist. Autobahnanschlüsse mitten im Zentrum sollte man aus unserer Sicht ganz klar in diesem Jahrhundert nicht mehr machen.

Präsident. Die Regierungsrätin hat das Wort.

Evi Allemann, Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektorin. Die Planungserklärung nimmt eigentlich eine Debatte auf, die Sie in dieser Session in der ersten Sessionswoche bereits geführt haben. Dort war es der richtige Ort, dort haben Sie verkehrspolitisch über den Westast in Biel diskutiert. Ich glaube, es ist nicht zielführend, solche Planungserklärungen im Rahmen dieses Raumplanungsberichts zu überweisen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer diese Planungserklärung überweisen möchte, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Planungserklärung Alberucci, Ostermundigen (glp) / Baumann, Suberg (Grüne) / Aeschlimann, Burgdorf [EVP] – Nr. 5)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja 50

Nein 92

Enthalten 3

Präsident. Sie haben diese Planungserklärung abgelehnt mit 92 Nein- gegen 50 Ja-Stimmen und 3 Enthaltungen.

Planungserklärung BaK (Müller, Langenthal) – Nr. 3

Zu Hauptziel D, Wohn- und Arbeitsstandorte differenziert aufwerten, Seite 29 im RPB 2018, Gemeinden müssen den Gewässerraum ausscheiden:

Die Regierung soll sich bei der Schweizerischen Bau-, Planungs- und Umweltdirektoren-Konferenz (BPUK) dafür einsetzen, auf Verordnungsstufe eine Fristverlängerung für die Ausscheidung der Gewässerräume zu erreichen.

Planungserklärung Etter, Treiten (BDP) – Nr. 3a

Zu Hauptziel D, Wohn- und Arbeitsstandorte differenziert aufwerten; Seite 29 im RPB 2018

Ausscheidung von Gewässerräumen entlang aller oberirdischen Gewässer

Ergänzung: Die Ausnahmen gemäss GSchV Art. 41a, Abs. 5, Bst c. des Bundes sind zu berücksichtigen.

Planungserklärung Wandfluh, Kandergrund (SVP) / Aebischer, Riffenmatt (SVP) – Nr. 3b

Zu Hauptziel D, Wohn- und Arbeitsstandorte differenziert aufwerten; Seite 29 im RPB 2018

Das revidierte Gewässerschutzgesetz verlangt die Ausscheidung von Gewässerräumen entlang aller oberirdischen Gewässer.

Ergänzung:

1. Die Ausnahmen gemäss GSchV. Art. 41a, Abs. 5, Bst a.–d. des Bundes sind zu berücksichtigen.
2. Die Ausnahme gemäss GSchV. Art. 41c, Abs. 4bis ist zu berücksichtigen

Präsident. Wir fahren weiter und kommen zu den Planungserklärungen 3, 3a und 3b. Ich gebe dem Sprecher der BaK, Grossrat Müller, das Wort.

Reto Müller, Langenthal (SP), Kommissionssprecher der BaK. Bei den Planungserklärungen 3, 3a und 3b geht es um die Ausscheidung des Gewässerraums. In der BaK haben wir lange über den Stand der Umsetzungen diskutiert. Wir kamen zum Schluss, dass sich die Regierung bei der schweizerischen Bau-, Planungs- und Umweltdirektoren-Konferenz (BPUK) auf nationaler Ebene bei der Verordnung um eine Fristverlängerung für die Ausscheidung der Gewässerräume einsetzen soll. Im Abstimmungsverhältnis von 13 zu 0 Stimmen und 3 Enthaltungen hat die BaK entschieden, diese Planungserklärung so zu überweisen.

Präsident. Ich gebe Grossrat Etter das Wort zur Begründung der Planungserklärung 3a.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Als ich den Bericht durchgelesen habe, sind mir die Worte «alle oberirdischen Gewässer» ins Auge gestochen, im Wissen darum, dass die eidgenössische Verordnung Ausnahmen enthält. Mit dieser Planungserklärung wollte ich vermeiden, dass der Kanton Bern weitergeht als die eidgenössische Verordnung. Die Frau Regierungsrätin hat in ihrem Eingangsvotum klar darauf hingewiesen, dass selbstverständlich die eidgenössische Gesetzgebung hier berücksichtigt wird; das ist auch im Protokoll so festgehalten. Deshalb ziehe ich meine Planungserklärung zurück.

Präsident. Grossrat Etter hat seine Planungserklärung zurückgezogen. Wir kommen zur Planungserklärung 3b.

Ernst Wandfluh, Kandergrund (SVP). Ich bin froh um das Votum der Regierungsrätin. Es steht jetzt auch im Protokoll, dass der Kanton die Bundesvorgaben betreffend Ausnahmemöglichkeiten in der GSchV ausnutzt. Ich hoffe, dass dies – wie dies die Regierungsrätin gesagt hat – auch die Planer, zur Kenntnis nehmen werden, obwohl es noch nicht alle wissen. In diesem Sinn ziehe ich die Planungserklärung von Grossrätin Aebischer und von mir zurück.

Präsident. Die Planungserklärung 3b wurde zurückgezogen. Es haben sich keine Fraktionssprecher gemeldet. Ich gebe das Wort der Regierungsrätin.

Evi Allemann, Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektorin. Somit bleibt noch der Antrag 3 der BaK übrig, der die Verlängerung einer Frist, die in der Bundesverordnung festgesetzt ist, erwirken möchte. Diese Frist läuft in einem Monat ab. Ich habe mittlerweile genügend Erfahrung mit der Dauer von Prozessen in der Bundesgesetzgebung. Es dauert zwei bis drei Jahre, bis die Verordnung geändert

wird, und diese Frist läuft nun mal in einem Monat ab. Das ist jedoch nicht dramatisch, denn der Bundesrat hat vorgesorgt. In den Übergangsbestimmungen der GSchV hat er Regelungen getroffen, die gelten, bis die Ausscheidung des Gewässerraums vollzogen ist. Es heisst also nicht «nach uns die Sintflut», sondern in der Bundesgesetzgebung ist geregelt, was mit den Gemeinden passiert, die die Frist nicht einhalten können. Die Verlängerung dieser Übergangsfrist, sowie es in der Planungserklärung vorgeschlagen wird, würde wie gesagt eine Verordnungsänderung bedingen. Würde es sich um eine Frist handeln, die im Jahr 2021 oder 2022 ablief, brächte unser Engagement zusammen mit der BPUK und zusammen mit anderen Kantonen gegenüber dem Bund sicher etwas. Da es sich jedoch um eine Frist handelt, die in einem Monat abläuft, zu der sogar eine Regelung getroffen wurde hinsichtlich dessen, was passiert, wenn die Frist nicht eingehalten wird, würde ich Ihnen raten, auf dieses Engagement zu verzichten.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer der Planungserklärung 3 zustimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Planungserklärung BaK [Müller, Langenthal] – Nr. 3)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	77
Nein	52
Enthalten	12

Präsident. Sie haben dieser Planungserklärung zugestimmt mit 77 Ja- bei 52 Nein-Stimmen und 12 Enthaltungen.

Planungserklärung Knutti, Weissenburg (SVP) / Josi, Wimmis (SVP) – Nr. 6

Nutzung bestehender Gebäude ausserhalb der Bauzone: Seite 38, RPB 2018

- Bestehende Gebäude ausserhalb der Bauzone sollen genutzt werden können, sofern sie genügend erschlossen sind
- Geringfügige Volumenerweiterungen zur besseren Ausnutzung bestehender Gebäude ausserhalb der Bauzone sollen generell möglich sein
- Der Regierungsrat soll sich auf Bundesebene dauerhaft mit allen in Frage kommenden Möglichkeiten und mit Nachdruck dafür einsetzen, dass die Bestimmungen des Raumplanungsgesetzes entsprechend angepasst werden.

Planungserklärung Flück, Interlaken (FDP), Guggisberg, Kirchlindach (SVP) – Nr. 6a

Bauen ausserhalb der Bauzone:

Der Kanton Bern setzt sich im Rahmen der aktuellen Revision des Raumplanungsgesetzes für zusätzlichen Gestaltungsspielraum der Kantone ein und nutzt diesen sobald als möglich.

Präsident. Wir kommen zu den Planungserklärungen 6 und 6a. Zuerst gebe ich das Wort dem Urheber der Planungserklärung 6, Grossrat Knutti.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Wir wollen das RPG ganz klar nicht aushebeln, einfach damit das klar ist. Deshalb schreiben wir auch von bestehenden Gebäuden. Wir sprechen hier also ausschliesslich von bestehenden Gebäuden, wenn sie gut erschlossen sind. Auch im zweiten Satz geht es um bestehende Gebäude. Es geht also in keiner Art und Weise darum, irgendetwas auszubauen. Aber der bestehende Spielraum sollte definitiv optimal genutzt werden, aber das wird nicht in allen Fällen so gemacht. Ich persönlich werde sehr oft mit Baugesuchen im Oberland konfrontiert, weil es beim Bauen ausserhalb der Bauzone Probleme gibt. Ich erwähne dazu ein paar Beispiele: Ein Haus, bei dem ein Vordach mit 40 Quadratmetern gebaut werden soll, ist nicht zonenkonform. Eine Heizung, die energetisch genutzt werden sollte, ohne äussere Veränderung, gilt als nicht zonenkonform. Ein Dach, das um 80 Zentimeter erhöht werden soll, damit ein junger Bauer eine Wohnung einbauen könnte, gilt als nicht zonenkonform. Der Ausbau eine Hauszufahrt, 35 Meter bei bestehender Strasse,

ist nicht bewilligungsfähig. Ein Velounterstand in der Gemeinde Innerkirchen gilt als nicht zonenkonform. Der Abriss und der Wiederaufbau eines Gartenhäuschens gelten als nicht zonenkonform. Der Neubau einer Doppelgarage wird nicht bewilligt, mit der Begründung, dass der Bau einer weiteren Garage nicht möglich ist. Solche Fälle werden an uns herangetragen, und hier sollte man den optimalen Spielraum ausnützen können. Es geht meist nur um kleine Erweiterungen des Volumens, nur um wenige Zentimeter. Zudem kann es aus unserer Sicht nicht sein, dass wir künftig solch kleine Erweiterungen nicht mehr zulassen dürfen. Es ist dann jeweils von Kompensation die Rede. Wenn man aber Kompensationen machen kann, sollte man aber definitiv mehr Spielraum ausnützen können. Noch ein Wort zum dritten Satz: Hier gibt es eine Übereinstimmung mit dem Regierungsrat. Der Regierungsrat hat ja im Kapitel, bei dem es um das Bauen ausserhalb der Bauzone geht, ebenfalls erwähnt, dass er für eine Lockerung im Rahmen der zweiten Revision des Raumplanungsgesetzes (RPG 2) einsteht. Deshalb bitte ich Sie, auch diesen zu stärken und zu unterstützen, und ich bedanke mich bei Ihnen bereits im Voraus für die Unterstützung der Planungserklärung.

Präsident. Ich gebe das Wort dem Urheber der Planungserklärung 6a, Grossrat Flück.

Peter Flück, Interlaken (FDP). Ich habe es bereits im Eintretensvotum gesagt: Das Bauen ausserhalb der Bauzone hat im Kanton Bern einen sehr hohen Stellenwert. Das ist nicht ausschliesslich im Oberland der Fall, sondern auch im Emmental, im Jura und auch im Seeland. Die Regierung sollte hier den Weg, den sie eingeschlagen hat, weitergehen. Die Planungserklärung 6 ist für uns viel zu detailliert. Wir befinden uns hier nicht in einer Gesetzesberatung. Mit der Planungserklärung 6a möchten wir der Regierung den Rücken stärken, damit sie in Zusammenhang mit der RPG-Revision wirklich das Optimum herausholt, aber eben ohne dabei ins Detail zu gehen. Die Regierung hat aufgezeigt, dass sie sich auf dem richtigen Weg befindet. Daran soll sie weiterarbeiten, und dies eben auch in Bezug auf das Raumplanungsgesetz. Aus diesem Grund lehnen wir die Planungserklärung 6 ab und unterstützen die Planungserklärung 6a.

Präsident. Ich gebe dem Kommissionssprecher der BaK, Grossrat Müller, das Wort.

Reto Müller, Langenthal (SP), Kommissionssprecher der BaK. Die BaK konnte die Planungserklärung Knutti/Josi, SVP, besprechen, die Planungserklärung Flück/Guggisberg hingegen nicht. Es ist unbestritten: Schweizweit haben wir den höchsten Anteil an bestehenden Gebäuden, die sich ausserhalb der Bauzone befinden. Das hat kantonsweit eine Bedeutung und muss auch eine Bedeutung haben. Aber der Spielraum, der hier verlangt wird, steht grundsätzlich im Widerspruch zur Siedlungsentwicklung nach innen. Wir müssen uns politisch überlegen, wie viel Druck wir im Bereich Siedlungsentwicklung nach innen machen wollen, wenn ausserhalb von Bauzonen immer noch Nutzungen oder sogar Erweiterungen von bestehenden Gebäuden zulässig sein sollen. Die Verwaltung war in ihrer Praxis ja sehr offen und wurde zurückgepfiffen. Das Verwaltungsgericht hat entschieden. Daraufhin schaltete sich das Bundesamt für Raumentwicklung (ARE) auf nationaler Ebene ein und wertete die Praxis des Kantons Bern als nicht zulässig. Das ist der Grund für diese restriktive Praxis. Das bedeutet, dass man nicht grundsätzlich frei ist, toleranter oder restriktiver zu urteilen.

Ich möchte Sie auch noch auf die Zahlen auf Seite 38 des Berichts verweisen. Es gab 4503 Geschäfte für das Bauen ausserhalb der Bauzone. Dabei handelte es sich um 1264 Voranfragen. Schlussendlich wurden 2652 Baugesuche eingereicht, 929 waren zonenkonform, bei 1724 handelte es sich um Ausnahmege-suche. Nicht bewilligt wurden 7, die zonenkonform waren. 26, bei denen es sich um Ausnahmen handelte, wurden nicht bewilligt. Wahrscheinlich befanden sich fast alle dieser 7 oder 26 Gesuche in der Region von Herrn Knutti. Es wird also trotz allem sehr viel bewilligt. Sicher ist es schwierig. Denn man muss zum Beispiel eine landwirtschaftliche Nutzung beim Bauen ausserhalb der Bauzone zwingend nachweisen können. Den ersten Punkt der Planungserklärung Knutti/Josi lehnte die BaK mit 6 Ja- zu 7 Nein-Stimmen ab. Der zweite Punkt wurde ebenfalls mit 6 Ja-zu 7 Nein-Stimmen abgelehnt. Der dritte Punkt wurde dann mit 5 Ja-, 7 Nein-Stimmen und 1 Enthaltung abgelehnt. Und wie gesagt, zur Planungserklärung Flück/Guggisberg konnte sich die BaK keine Meinung bilden.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionen. Zuerst hat Grossrat Wenger für die EVP-Fraktion das Wort.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Die EVP-Fraktion wird diesen beiden Planungserklärungen mehrheitlich zustimmen. Ich bin sehr dankbar, dass die Volkswirtschaft Berner Oberland unter der Leitung von

Jürg Grossen zusammen mit den anderen Nationalräten des Oberlands im Bereich Bauen ausserhalb der Bauzone Schritte unternommen hat und auch mit Christoph Neuhaus, der damals zuständig war, Fortschritte erreicht hat. Dieses Jahr ist die Situation besser. Aber auch in unserer Fraktion besteht ein Missverständnis. Wenn wir im Kandertal, im Simmental oder auch im Emmental vom Bauen ausserhalb der Bauzone sprechen, also wenn man bestehende Gebäude, die sich nicht in der Bauzone befinden, besser nutzen will, meinen viele Leute, es handle sich um Gebäude, die sich irgendwo 3 Kilometer vom Ortszentrum entfernt befinden, irgendwo abgelegen. Doch das ist eben nicht so. Es handelt sich dabei um Gebäude, die 700 oder 800 Meter entfernt vom Zentrum liegen und vollständig erschlossen sind. Es fehlt nichts, das Land wurde mit diesem Gebäude und allem Drum und Dran bereits konsumiert. Und jetzt geht es um die Frage, ob dort weiterhin nur eine einzige Wohnung betrieben werden soll und alles andere leer bleibt, oder ob auf das bereits genutzte Land Wohnungen eingebaut werden dürfen. Dies, statt irgendwo neues Land einzuzonen, damit es dann zonenkonform ist. Der Kanton Bern befindet sich hier wirklich in einer speziellen Situation. Ich persönlich finde es positiv, wenn man diese Situation bei jeder erdenklichen Gelegenheit aufs Tapet bringt, ich unterstütze das.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Dumermuth das Wort.

Marianne Dumermuth, Thun (SP). Die Statistik zeigt eigentlich ein anderes Bild als es Thomas Knutti aufgezeigt hat, und unsere Fraktion hat nicht im Sinn, aufgrund einzelner Beispiele, die landauf, landab weitererzählt werden, generelle Politik zu machen. Deshalb lehnen wir alle Planungs-erklärungen unter der Ziffer 6 ab, egal ob es sich dabei um Planungs-erklärungen genereller Natur oder um Einzelforderungen handelt. 2017 hat der Regierungsrat zusammen mit dem ARE unsere Vorgaben gelockert. Die strenge Anweisung, wie ausserhalb der Bauzone gebaut werden soll, gibt es also nicht mehr. Ältere Gebäude dürfen ab sofort wieder einfach umgebaut und erweitert werden. Das zeigte auch die Statistik im Raumplanungsbericht. Deshalb muss man unbedingt das Augenmass behalten.

Es gibt noch einen zweiten Grund, weshalb wir diese Planungs-erklärungen ablehnen. Der Bundesrat will das Bauen ausserhalb der Bauzone mit der Teilrevision RPG 2 neu regeln. Es wurde eine sehr breite Vernehmlassung durchgeführt, und Ende Oktober hat der Bundesrat die Botschaft für das Bundesparlament verfasst. Jetzt wollen wir doch einmal warten, was der National- und der Ständerat zu diesem RPG 2 sagen. Denn eigentlich ist allen bekannt, dass wir Probleme haben und dass künftig viel massgeschneidertere Lösungen möglich sein müssen. Und wir wissen ja, dass sich der Kanton Bern dafür einsetzt, damit seine Anliegen vernünftig umgesetzt werden können. Deshalb greifen diese Planungs-erklärungen entweder zu weit oder sie sind nicht nötig. Deshalb lehnen wir sie ab.

Kilian Baumann, Suberg (Grüne). Ich kann mich meiner Vorrednerin anschliessen. Die grüne Fraktion lehnt die beiden Planungs-erklärungen 6 und 6a ab. Gemäss Raumplanungsbericht will sich der Regierungsrat für die Vereinfachung der Vorschriften einsetzen. Allerdings entspricht diese Aussage ein Stück weit der Entwicklung, wie sie im Gebiet ausserhalb der Bauzone besteht. Ich habe es bereits in meinem ersten Votum erwähnt: Ausserhalb der Bauzone wird zu viel gebaut. Deshalb ist es für uns unverständlich, wenn sich der Regierungsrat grundsätzlich für mehr Freiheiten in diesem Bereich einsetzen soll. Man sollte nicht von punktuellen Konflikten, wie sie zum Beispiel im Berner Oberland bestehen, auf den ganzen Kanton Bern schliessen.

Willy Marti, Kallnach (SVP). Es geht hier zweifellos um Anliegen, die bereits öfter diskutiert worden sind. Vielleicht fast ein bisschen nach dem Prinzip «Steter Tropfen höhlt den Stein». Sie entsprechen ebenfalls dem Grundgedanken des Paradigmenwechsels der Raumplanung, nämlich Schonen des Kulturlandes und nicht nur Siedlungsentwicklung nach innen. Grundsätzlich geht es darum, das Kulturland zu schonen. Die beiden Planungs-erklärungen entsprechen diesem Grundsatz. Vorhandenes Bauvolumen soll genutzt werden können. Sicher betrifft es vor allem Bauernhäuser, die je nach Region ein immenses Volumen aufweisen, ein Volumen, das heute oft nicht mehr genutzt wird. Heute muss ein Landwirtschaftsbetrieb möglichst wirtschaftlich geführt werden, die Gänge müssen allesamt optimiert und auch für einen neueren und zweifellos auch grösseren Maschinenpark zugänglich sein. Das hat zur Folge, dass gewisse Räume für die Landwirtschaft oft nicht mehr genutzt werden können. Ob eine Wohnung im Garten vor dem Wohnzimmer des Nachbarn steht, oder ob eine Wohnung in ein bestehendes Bauernhaus ausserhalb der Bauzone gebaut wird, hat ein gemeinsames erfreuliches Resultat: Es braucht kein Kulturland. In diesem Sinn unterstützt die SVP

beide Planungserklärungen und zwar in sämtlichen Punkten. Ob Gesetz oder Planungserklärung, die Richtung stimmt für uns.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Ich könnte die Liste, die Grossrat Thomas Knutti aufgezeigt hat, weiterführen. Es gibt auch in meiner Gemeinde verschiedene Beispiele. Noch zu der Widersprüchlichkeit, die aufgetaucht ist, als gesagt wurde, es würden gar nicht so viele Gesuche abgelehnt: Viele Projekte sterben bereits im Anfragestadium, und viele sterben bereits im Voranfragestadium. Und diese sind in dieser Statistik nicht aufgeführt. Ich bin froh um die Ergänzung des Fraktionssprechers der EVP. Mich dünkt, ein Teil des Rates begreife nicht, wozu es uns eigentlich geht. Der Sprecher der BaK hat gesagt, das widerspreche der Siedlungsentwicklung nach innen. Aber das stimmt nicht in jedem Fall. Gerade im Berner Oberland gibt es Streusiedlungsstrukturen. Diese sind wie kleine Dörfer und weisen keinen Quadratmeter Landwirtschaftsland auf. Eine solche Struktur gibt es auch in meiner Nachbarschaft: Eine Ferienhaussiedlung, die in den 1960er-Jahren gebaut worden ist. Sie besteht aus zwanzig bis dreissig Chalets, und alles ist vorhanden, Wasser, Abwasser, Strom und eine Strasse. Nun konnten Einheimische eines dieser Chalets kaufen. Nach dem Generationenwechsel haben nicht mehr alle Zweitwohnungsbesitzer Nachkommen, die ein Chalet nutzen wollen. Die neuen Besitzer sind jetzt aber nicht in der Lage, für ihre Familie anständige Badezimmer einzubauen, einen anständigen Keller oder eine Garage einzurichten. Darum geht es, und das widerspricht nicht der Siedlungsentwicklung nach innen. Es wäre sogar sinnvoll, wenn solche Häuser besser genutzt würden. Ferienhäuser weisen teilweise eine grosse Wohnung auf. Ich kenne mehrere Beispiele. So haben zum Beispiel Holländer eine grosse Wohnung eingerichtet, die besser genutzt werden könnte. Um das geht es, um bestehende, erschlossene Gebäude. Die EDU-Fraktion wird beide Planungserklärungen unterstützen.

Adrian Haas, Bern (FDP). Wir haben eine kritische Haltung gegenüber der Planungserklärung 6, und zwar nicht primär deshalb, weil wir den Inhalt nicht gut finden, sondern weil das hier der falsche Ort für eine Planungserklärung ist. Die Planungserklärung kommt wie eine Standesinitiative daher, und das ist nicht die Aufgabe einer Planungserklärung. Wir müssen der Regierung etwas mit auf den Weg geben, das in direktem Zusammenhang mit diesem Bericht steht und womit sie etwas anfangen kann. Die Regierung des Kantons Bern kann das Bundesrecht nicht ändern. Wenn sie aber vom Bundesrecht mehr Flexibilität erhält, kann sie von dieser Flexibilität eben auch im Rahmen des Baubewilligungsverfahrens Gebrauch machen. Damit sind wir klar einverstanden. Das ist ja das Problem: Das Bauen ausserhalb der Bauzone ist ausschliesslich im Bundesrecht geregelt. Im RPG 2, das für die parlamentarische Beratung auf nationaler Ebene bereit ist, ist eine solche Möglichkeit vorgesehen, allerdings mit gewissen Kompensationspflichten. Aber eigentlich ist diese Möglichkeit gar nicht schlecht. Und wenn man dann diese Möglichkeit hat, sollte man auch davon Gebrauch machen. Das ist der Inhalt der Planungserklärung 6a, und wir bitten Sie, diese zu unterstützen. Die Planungserklärung 6 bringt eigentlich nicht viel, deshalb kann man sie ablehnen.

Beatrice Eichenberger, Biglen (BDP). Wir unterstützen die Präzisierung der Anträge 6 und 6a betreffend Bauen ausserhalb der Bauzone vollumfänglich. Um es noch am Rande zu erwähnen, muss ich sagen, dass der Begriff «vernünftig» auch anders verstanden werden kann. Vernünftig ist es doch auch, wenn man bestehendes Volumen sinnvoll ausnutzt. Wir setzen uns einstimmig dafür ein.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern, zuerst zu Grossrat Schlup.

Martin Schlup, Schüpfen (SVP). Boden können wir nicht vermehren, er ist wichtig und wir müssen Sorge dazu tragen. Hierin sind wir uns alle einig, darüber müssen wir nicht mehr diskutieren. Uns draussen auf dem Land geht es aber bisweilen so wie den Indianern vor zweihundert Jahren in Amerika: Der Boden wird immer wichtiger, und diejenigen, die immer schon dort waren, werden immer mehr an den Rand gedrückt; sie können fast nichts mehr machen. Das Andere aber wächst wie Pilze unaufhaltsam weiter. Wenn man die Umgebungen der Agglomerationen anschaut, auch Bereiche ausserhalb der Bauzonen, zeigt es sich, dass fast alles möglich ist. Das Gelände wird oft rasch eingezont, denn es handelt sich ja dabei um wichtige Geldquellen. Es entstehen Einkaufszentren, grosse Parkplätze, Infrastrukturen und teilweise auch Bürogebäude. Da diese rundherum oft sehr viel Landreserve aufweisen, denke ich manchmal, ich wäre froh, ich hätte auch nur einen kleinen Prozentsatz von dieser Reserve.

Auf dem Land ist dann aber eben gerade das Gegenteil der Fall: Als Landwirt darf ich zwar in der Landwirtschaftszone bauen, aber die Gemeinden müssen teilweise auch Landschaftsschutzzonen auszonieren. Dort gibt es strengere und weniger strengere Auflagen, was für mich richtig ist. Es wurden zum Beispiel auch Flächen für Wildtierkorridore ausgeschieden, aber genau hier fängt für uns das Problem an: Sie können zu 100 Prozent sicher sein, dass dann entweder ein Nachbar, der irgendwann ins Dorf gezogen ist, oder die Landschaftsschutzkommission auftaucht, und dann kann man dort fast nichts mehr bauen. Und das darf einfach nicht sein. Man muss sich auch auf dem Land weiterentwickeln können. Bei uns bleibt die Zeit nicht stehen. Wir sind gerne ein Heidi-Land, wir freuen uns auch über die schöne Landschaft, und wir tragen Sorge dazu, aber auch wir müssen gewisse Möglichkeiten haben.

Luc Mentha, Liebefeld (SP). Es gibt Fakten. Und der Raumplanungsbericht zeigt ein Faktum auf, nämlich, dass gerade in der Landwirtschaftszone in den vergangenen Jahren eine sehr grosse bauliche Tätigkeit stattgefunden hat. Das ist einfach ein Faktum, und das steht im Widerspruch zu dem, was Grossratskollege Schlup gesagt hat, indem er behauptet, sie könnten nichts mehr machen. Ein zweiter Fakt ist, dass mehr als 90 Prozent der Gesuche, die verlangen, bestehende Gebäude zu erweitern oder zu verändern, bewilligt werden. Es wurden vorhin eine ganze Reihe anderer Beispiele in den Raum gestellt. Ich bin gerne bereit, Grossratskollegen Knutti und Schwarz, von Ihnen ins Oberland eingeladen zu werden, damit ich solche Einzelfälle mal eins zu eins anschauen kann. Es würde mich sehr interessieren, wo sie wirklich liegen. Das sind Geschichten, die vielleicht stimmen, vielleicht wurden sie zugespitzt weitererzählt, oder vielleicht gibt es spezielle Gründe, die damals dagegen gesprochen haben. Jedenfalls sollten wir uns bei dieser Entscheidung an die Fakten halten. Das RPG 2 steht vor der Tür, und wir sollten abwarten. Danach müssen wir schauen, welche Möglichkeiten es beinhaltet, und dann müssen wir die weiteren Entscheidungen fällen.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Vielen Dank für die Diskussion. Ich war selber überrascht, als ich von diesen 7 beziehungsweise 26 Ausnahmegesuchen gelesen habe. Aber Fakt ist natürlich das, was Kollege Schwarz angetönt hat: Es gab 1264 Voranfragen, und diese wurden dann nicht weiterverfolgt. Wenn man diese Zahl kennen würde, sähe es bei diesen 7 beziehungsweise bei diesen 26 Gesuchen wohl etwas anders aus. Luc Mentha, Ihr Angebot nehme ich gerne an, Sie werden auf jeden Fall von mir hören. Ich werde Sie entsprechend informieren und einladen. Ich wollte vor der Frau Regierungsrätin sprechen, weil ich sie noch bitten wollte, das nicht als Kritik aufzunehmen. Wir helfen mit, und ich bitte Sie, ebenfalls mitzuhelfen. Im Eingangsvotum haben Sie selber gesagt, die Qualität solle im ganzen Kanton gut sein. Und dafür braucht es halt eben auch Möglichkeiten ausserhalb der Bauzone. Ich sage es nochmals: Wir sprechen von bestehenden Wohnungen, die man ein bisschen erweitern möchte. Deshalb bitte ich Sie, diese Planungserklärung wirklich zu überweisen.

Präsident. Es gibt keine weiteren Einzelsprecher. Ich gebe Regierungsrätin Allemann das Wort.

Evi Allemann, Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektorin. Danke für diese Diskussion. Ich knüpfe zuerst an das Votum von Grossrat Haas an. Er hat zu Recht darauf hingewiesen, dass wir hier eine Diskussion über nationales Recht, über Bundesrecht, führen und dass der kantonale Spielraum nicht unlimitiert ist, um dieses Bundesrecht zu beeinflussen. Bei der anstehenden RPG-2-Revision können wir versuchen, unseren kantonalen Einfluss wahrzunehmen. Sie wurde erst gerade vom Bundesrat an das Parlament weitergewiesen. Wir können über unsere Bundesparlamentarierinnen und Bundesparlamentarier, über unsere Ständeräte und auch über die BPUK Einfluss nehmen, die diese Revision ja aktiv begleitet. Auch der Kanton Bern hat engagiert und immer auch an vorderster Front mitgearbeitet. Der Revisionsentwurf enthält diesen Kompensationsansatz, der für gewisse Fälle in unserem Kanton, der ja eine sehr unterschiedlich gelagerte Problematik aufweist, tatsächlich eine Entspannung brächte. Es würde uns dienen, diesen Rückenwind abzuholen. Soviel zur Planungserklärung 6a.

Auf die Frage, ob die Planungserklärung 6 überwiesen werden soll oder nicht, muss ich etwas differenzierter antworten. Es handelt sich um drei sehr unterschiedliche Punkte. Der letzte ist sehr ähnlich wie der Antrag der Planungserklärung 6a, wonach auf nationaler Ebene Einfluss genommen werden soll. Die anderen beiden Punkte haben tatsächlich eher den Charakter einer Standesinitiative. Die Fälle, die dann in der Debatte aufgezeigt worden sind, zeigen, dass wir im Kanton Bern aufgrund des nationalen Rechtes limitiert sind. Auch der Kanton Bern muss und will die Bundesgesetzgebung einhalten.

Wir haben nur einen relativ kleinen Spielraum, aber wir nutzen ihn. Vielleicht ist es dienlich, wenn ich das hier noch einmal klipp und klar sage: Raumplanung soll Entwicklung ermöglichen und nicht Entwicklungen abklemmen. Raumplanungspolitik heisst für mich auch, Spielräume, die von der Bundesgesetzgebung her gegeben sind, aktiv zu nutzen. Und genau das tun wir.

Kurzfristig gab es bei Artikel 24c RPG eine Praxisänderung. Das ARE nahm uns ja sehr stark in die Pflicht und forderte von uns als Kanton eine strengere Handhabung. Hier konnten wir aber erfolgreich verhandeln. Das war eine aufgezwungene Praxisänderung. Sie hat nicht ewig gedauert, und sie hatte in der Statistik nicht den Effekt, dass wir weniger Ausnahmen bewilligt haben oder dass weniger Gesuche eingereicht worden sind. In der Statistik ist diese Praxisänderung, die uns aufgezwungen worden ist, nicht spürbar. Aber wir konnten inzwischen mit dem ARE einen Modus Vivendi finden, wie wir den Spielraum, den wir insbesondere für das Berner Oberland benötigen, nutzen können, damit es keine stossenden Fälle gibt. Und das werde ich als Erfolg.

Sie haben vorhin einen Ausflug geplant. Ich begleite Sie sehr gerne und nehme auch meinen Fachmann aus dem Amt mit. Mit diesen Einzelbeispielen hat man noch keine Politik gemacht. Aber es ist sicher richtig, dass wir alle vom Gleichen sprechen. Im Oberland haben wir einfach eine andere Ausgangslage, auch von der alten Bausubstanz her, als dies im Mittelland der Fall ist. Und das hat einen Einfluss auf die mögliche Volumenentwicklung oder Volumenerweiterung. Das heisst aber noch lange nicht, dass wir alles bewilligen wollen. Deshalb ist die allgemeine Formulierung, die an die Erschliessung anknüpft, etwas unklar. Was heisst «diffus geringfügig» juristisch korrekt? – Das ist eigentlich nicht zielführend. Ich bitte Sie sehr, die Planungserklärung 6 nicht zu überweisen und das ernst zu nehmen, was ich zur Planungserklärung 6a gesagt habe: Wir sind gewillt, den Gestaltungsspielraum, der national ermöglicht werden muss, kantonal zu nutzen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer die Planungserklärung 6 annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Planungserklärung Knutti, Weissenburg [SVP] / Josi, Wimmis [SVP] – Nr. 6)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 74

Nein 66

Enthalten 9

Präsident. Sie haben die Planungserklärung 6 überwiesen mit 74 Ja- gegen 66 Nein-Stimmen und 9 Enthaltungen.

Wir kommen zur Planungserklärung 6a. Wer die Planungserklärung 6a annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Planungserklärung Flück, Interlaken [FDP] / Guggisberg, Kirchlindach [SVP] – Nr. 6a)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 93

Nein 51

Enthalten 5

Präsident. Sie haben die Planungserklärung 6a ebenfalls überwiesen mit 93 Ja- gegen 51 Nein-Stimmen und 5 Enthaltungen.

Planungserklärung Leuenberger, Trubschachen (BDP) – Nr. 7

Die Bearbeitungsabläufe in der Abteilung Orts- und Regionalplanung des AGR sind zu beschleunigen und die Bearbeitungsfristen sind zu kürzen.

Präsident. Wir kommen zur letzten Planungserklärung, der Planungserklärung 7. Ich gebe Grossrat Leuenberger, BDP, das Wort.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (BDP). Die Frau Regierungsrätin hat soeben in ihrem Votum gesagt, Raumplanung solle Entwicklung ermöglichen und nicht Entwicklung abklemmen. Meine Planungserklärung geht in genau diese Richtung und möchte weiterhin Entwicklung ermöglichen. Wir alle stellen in der Praxis fest, dass die Bearbeitungszeit von Prüfungs- und Genehmigungsentscheiden beim AGR, vor allem bei der Abteilung Orts- und Regionalplanung, in den vergangenen Jahren massiv zugenommen hat. Die Bearbeitungszeit ist wirklich zu lange. Planungen und vorgängige Bewilligungsplanungen sind nur dann gut und akzeptabel, wenn sie bei den Betroffenen, aber auch bei der breiten Bevölkerung auf Zustimmung stossen. Wenn uns Planungsergebnisse einschränken, ist das vom Gesetzgeber so gewollt, und es wird grundsätzlich auch verstanden und akzeptiert. Wenn aber Planungs- und Bewilligungsverfahren als technisch-administrativer Prozess zu lange dauern, zu kompliziert, zu aufwendig und zu unübersichtlich sind, verlieren Planungen bei der Bevölkerung und bei den Betroffenen an Rückhalt, und man versteht nicht mehr, warum man es machen muss.

Wenn die Prozesse sehr lange dauern und unverständlich sind, entstehen auch Schäden, die schlussendlich nicht mehr wiedergutmacht werden können. Es sind genau solche Schäden, die die Entwicklung, die vorhin von der Frau Regierungsrätin angetönt worden ist, behindern. Erstens entstehen sehr hohe Kosten, die die Grundeigentümer und die Bauherren, aber auch die Gemeinden für Gutachten, Planungen und juristische Abklärungen ausgeben müssen. Zweitens verzögern solche Prozesse die Schaffung von neuen Arbeitsplätzen, und es kommt, wenn es lange dauert, auch zu Umsatzeinbussen bei den Bauherren. Und drittens, und das ist ein spannender Input, werden schlussendlich auch kleinere KMU und Handwerker benachteiligt. Weshalb? Da bei grösseren Projekten meist die Endtermine von geplanten Bau- und Planungsprojekten fix terminiert werden, bleiben aufgrund längerer Bewilligungsphasen dann nicht mehr genügend Restzeiten, um den Bau zu vollenden. Das hat zur Folge, dass der Bau viel schneller beendet werden muss, wenn die Planungen vorgängig zu lange gedauert haben, und dass dies nur noch Unternehmer machen können, die in sehr kurzer Zeit sehr effiziente und grosse Leistungen anbieten können. Kleinere Unternehmungen und Handwerker in den Regionen sind dazu meist nicht in der Lage. Längere Planungs- und Bewilligungsphasen beim AGR haben also indirekt auch Folgen für die Vergabe von Aufträgen an unsere KMU und unsere kleinen Handwerker auf dem Land.

Wie die Bearbeitungszeiten beim AGR massgeblich verkürzt werden können, muss die JGK schlussendlich selber beantworten. Ich vermute, dass die lange Bearbeitungszeit beim AGR daraus resultiert, dass sich das AGR eine sehr hohe Bearbeitungstiefe und eine grosse Detailverliebtheit gönnt. Das AGR sollte sich wieder auf seine Kernkompetenzen konzentrieren, nämlich auf den Kernprüfungsauftrag, also auf die Frage, ob eine Planung genehmigt werden kann oder nicht, und nicht auf die Frage, was man zusätzlich noch alles reinplanen, umplanen, abplanen und wegplanen könnte. Die Frau Regierungsrätin wurde bereits von dritter Stelle auf diese sehr schmerzhafteste Problematik aufmerksam gemacht und dokumentiert. Ich bin sehr dankbar, dass sie sich diesem Problem annimmt und bitte Sie zur Unterstützung von Frau Regierungsrätin Allemann, diese Planungserklärung zu unterstützen.

Präsident. Ich gebe dem Kommissionssprecher, Grossrat Müller, das Wort.

Reto Müller, Langenthal (SP), Kommissionssprecher der BaK. Ich möchte mich zuerst beim Präsidenten der BaK, Grossrat Klauser, entschuldigen. Entschuldigen Sie, Grossrat Klauser, ich bin auf Instagram und vorhin von Grossrat Knutti als Kommissionspräsident bezeichnet worden. Das ist nicht richtig, aber es war kein «unfriendly takeover».

Die letzte vorliegende Planungserklärung konnten wir nicht in der BaK besprechen. Vorhin beim Autobahnanschluss haben Sie, von diesem Sektor, mich mehrheitlich gelobt, aber es stellt sich natürlich auch hier die Frage, ob dieses Anliegen für den Bericht relevant ist. Also die Frage, ob die Abläufe innerhalb des AGR einen berichtsrelevanten Bestandteil des nächsten oder des aktuellen Raumplanungsberichts sind. Grossrat Leuenberger, seines Zeichens Landnotar, hat natürlich nicht ganz unrecht. Sicher wünschen wir uns hier alle im Saal schnellere Abläufe und beschleunigte Fristen, damit jemand, der bauwillig ist, dann wirklich auch bauen kann. Und sicher, in diesem Raumplanungsbericht geht es ja auch um Ressourcen, also um Boden und um Wasser. Aber bei der Einhaltung oder bei der Beschleunigung von Verfahren geht es halt auch ein bisschen um Ressourcen. Das sage ich jetzt nicht als Kommissionssprecher, sondern als Mitglied der SP-JUSO-PSA-Fraktion: Ressourcen

bedeuten Personal, und wenn Sie hier die Beschleunigung von Verfahren und die Kürzung von Bearbeitungsfristen verlangen, bitte ich Sie, bei entsprechenden Anträgen auch das dafür erforderliche Personal gutzuheissen, soweit der Grosse Rat dort relevant und finanzkompetent ist.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Dumermuth das Wort.

Marianne Dumermuth, Thun (SP). Ich muss zuerst auf das Votum von Samuel Leuenberger reagieren. Ich bin seit acht Jahren in Thun im Gemeinderat und bin Vorsteherin der Direktion Stadtentwicklung. Ich habe sehr viele grosse und kleine Planungen erlebt und habe mich sehr oft im Austausch mit dem AGR befunden. Bisweilen wären wir froh, wenn die Fristen kürzer wären, da wir als Stadt, als Öffentlichkeit den Bauherren oder den Investoren verpflichtet sind und diese vorwärts machen wollen. Soweit bin ich einverstanden. Aber der Hauptgrund, weswegen man sich beklagen kann, wenn es länger dauert, ist nie das AGR, nie. Das Hauptproblem sind die Einsprechenden, denn sie verzögern den gesamten Prozess. Deshalb ist die Klage bisweilen wohl eher etwas «gefühl», und man sucht einen Sündenbock, der im Grunde gar keiner ist. Wir sind froh, und damit bin ich einverstanden, wenn das AGR die Arbeit möglichst zügig macht, aber man kann nicht mehr Leistung verlangen, ohne mehr Ressourcen zu geben. Für unsere Fraktion ist der Hauptpunkt, dass das AGR zwingend mehr Personalressourcen braucht, und das kann ich wirklich beurteilen. Denn die Planungen sind viel komplexer geworden als sie es noch vor acht Jahren waren. Wir planen nicht mehr auf der grünen Wiese. Und die Einsprechenden sind wirklich ein Problem, denn sie ziehen eine abgewiesene Einsprache weiter und führen gegen die Planungen Beschwerde. Und dafür braucht es genügend Ressourcen. Ich war gestern nicht da, aber gestern haben Sie ja nochmals bestätigt, dass in der Zentralverwaltung 3 Prozent des Personals eingespart werden soll. Es ist Gift für das Personal, wenn mehr Leistung verlangt wird und die entsprechenden Ressourcen nicht vorhanden sind. Der Hauptgrund für unsere Ablehnung ist also, dass wir den Eindruck haben, es würden nicht genügend Ressourcen zur Verfügung gestellt.

Hans Jörg Rüegsegger, Riggisberg (SVP). Die SVP-Fraktion unterstützt diese Planungserklärung. Das Thema ist landauf, landab für viele Leute ein Problem. Es wäre schön, wenn sich unsere Verwaltung vor allem auf die Rechtmässigkeit beschränken würde, denn das ist ja eigentlich ihre Aufgabe. Und sie sollte nicht in die Gemeindeautonomie eingreifen. Aber wir wünschen uns auch, dass die Gemeinden etwas mehr Mut zeigen und ihren Handlungsspielraum wahrnehmen, indem sie das tun, was sie tun dürfen. Es ist nicht richtig, bei gleicher Leistung mehr Personal zu fordern.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp). Die glp unterstützt diese Planungserklärung ebenfalls. Wir können sehr wohl differenzieren, wann es angezeigt ist, bei der Zentralverwaltung Einsparungen zu machen, und wann in die Zentralverwaltung investiert werden muss. Die Vorrednerin hat es sehr gut gesagt: Das ist ein Bereich, in dem wir auch als Folge der BauG-Revision zusätzliche Ressourcen brauchen. Ich kann das auch vonseiten der Gemeinde Köniz bestätigen. Wir hatten ja mit unserer Ortsplanungsrevision einen ziemlichen Vorsprung, und jetzt warten wir sehnlichst darauf, dass sie in Kraft gesetzt werden kann. Und dafür braucht das AGR Ressourcen, ich denke das ist uns allen hier im Saal klar. Ich möchte betonen: Wir haben uns unter anderem in der Vorprüfungsphase immer sehr gut vom AGR unterstützt gefühlt. Es ist das billigste und das schnellste Wirtschaftsförderungsprogramm, das wir realisieren können, wenn wir dem AGR die nötigen Ressourcen geben, damit die Zusatzstellen rasch bewilligt werden können und sie nicht innerhalb des ordentlichen Budgetprozesses warten müssen, bis wir sie bewilligen.

Präsident. Das Wort hat Regierungsrätin Allemann.

Evi Allemann, Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektorin. Vielen Dank für diese Diskussion. Ich bin sehr froh, wenn wir dafür Verständnis bekommen, dass die Bearbeitungsabläufe in der Orts- und Regionalplanung beschleunigt werden müssen. Wir haben das, was in meiner Macht steht, getan. Im AGR haben wir unsere Abläufe intern so optimiert, dass die zusätzlichen Ressourcen das einzige sind, was wir noch brauchen. Ich gehöre wirklich zu den Letzten, die sofort jammern und mehr Personal fordern. Wir haben wirklich zuerst geschaut, was intern möglich ist. Wir können nichts daran ändern, wenn die Raumplanung und die Ortsplanungen komplexer werden; das ist eine Folge des Paradigmenwechsels, eine Folge unserer politischen Entscheidungen. Gleichzeitig hätte man sie aber verknüpfen müssen. Wenn man schon einen solchen Umbruch bei der Planung vornimmt und

sich ganz bewusst auf einen anderen Pfad, nämlich auf die Siedlungsentwicklung nach innen, begibt, mit der Konsequenz, dass sehr viele Ortsplanungen angepasst werden müssen und sich Auswirkungen bis zu den Gemeinden ergeben, hätte man das beim AGR mit zusätzlichen Ressourcen verknüpfen müssen. Und diese fehlen. Wir haben das, was ich machen konnte, gemacht, wir haben strikt nach Prioritäten gehandelt, wir haben die Planungen nach Wichtigkeit und Dringlichkeit aufgeteilt, wir konzentrieren uns ressourcenmässig auf die Genehmigung von Ortsplanungen, und trotzdem dauert es noch zu lange. Auch wir haben den Eindruck, wir könnten die Eingaben viel schneller behandeln, wenn wir mehr Personal hätten. Und das wäre wichtig. Der Druck geht auf die Kosten von internen und externen Weiterbildungen. Zurzeit kann ich das mittragen, aber es muss sich dabei um eine Übergangsphase handeln. Es kann nicht sein, dass die Geschwindigkeit der Behandlung der Eingaben zulasten des Know-how geht. Ich habe das getan, was ich personalmässig im Rahmen meiner eigenen Direktionsreserve tun kann: Wir werden ab nächstem Jahr mit einer zusätzlichen Person im Bereich Orts- und Regionalplanung arbeiten können. Aber dann sind wir darauf angewiesen, dass nicht nur die Forderung nach einer Beschleunigung besteht, sondern dass wir auch ressourcenmässig unterstützt werden. Wenn es das ist, was unter Rückenwind verstanden wird, bin ich sehr froh.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer diese Planungserklärung annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Planungserklärung Leuenberger, Trubschachen [BDP] – Nr. 7)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja 117

Nein 22

Enthalten 6

Präsident. Sie haben die Planungserklärung 7 angenommen mit 117 Ja- gegen 22 Nein-Stimmen und 6 Enthaltungen.

Wir kommen jetzt zur Kenntnisnahme des Berichts. Gibt es Wortmeldungen vor der Kenntnisnahme des Berichts? – Ich gebe Frau von Wattenwyl das Wort als Einzelsprecherin.

Moussia von Wattenwyl, Tramelan (Grüne). J'essayerai d'être brève. Le rapport aborde le transport de marchandises et sa logistique, et je voudrais vous rendre attentifs aux problèmes que rencontre le Jura bernois par rapport aux suppressions de prestations de CFF Cargo qui ont aussi touché l'Oberland; et qui risquent de toucher d'autres régions du canton et plus largement, de la Suisse. Je voudrais juste préciser et vous demander de garder bien à l'esprit qu'en page 24, le rapport stipule que le canton n'a pas encore défini une attitude cohérente à l'égard du transport de marchandises, et qu'une nouvelle fiche de mesures doit être incluse dans les adaptations apportées au plan directeur 2018, qui prévoit l'élaboration d'une stratégie ad hoc.

Nous avons déposé une première interpellation, enfin, c'est-à-dire surtout Hervé Gullotti, concernant le démantèlement de CFF Cargo, et la réponse que nous avons obtenue de la TTE, de Monsieur le directeur Neuhaus, ne nous ayant pas exactement convenu, on a profité de tenir compte de ce qui se trouve dans ce rapport. Et puis, ce n'est pas juste un caca nerveux d'une écolo par rapport au transbordement du rail à la route, parce que dans le Jura bernois, sur cette fin d'année, vous aurez des gares qui vont carrément se fermer. On ne pourra plus passer le bois sur le rail et le transporter. Il y a également tous les déchets de l'Arc jurassien qui sont transportés par rail. Je vous signalerais également que l'économie risque d'être touchée, et sur cette même page 24, je me permets de vous lire un des objectifs. «Si l'aménagement du territoire n'est pas en mesure d'influencer directement l'évolution économique, il peut créer des conditions spatiales qui lui sont propices. Les défis les plus divers doivent être relevés à cet égard.» Donc, je vous prierais de bien retenir ces bilans et les déclarations de ce rapport de l'aménagement du territoire, et de vous en souvenir lorsque l'on abordera plus largement la thématique des transports de marchandises avec CFF Cargo.

Präsident. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen. Somit kommen wir zur Kenntnisnahme des Berichts. Wer diesen Raumplanungsbericht mit den überwiesenen Planungserklärungen zur Kenntnis nehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Kenntnisnahme Bericht mit überwiesenen Planungserklärungen)

Der Grosse Rat beschliesst:

Kenntnisnahme mit überwiesenen Planungserklärungen

Ja 142

Nein 0

Enthalten 0

Präsident. Sie haben den Raumplanungsbericht zur Kenntnis genommen mit 142 Ja- bei 0 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.187

Motion 053-2018 Leuenberger (Bannwil, SVP)
Gemeindevielfalt – eine vergessene Chance

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 70, der Motion von Grossrat Leuenberger, «Gemeindevielfalt – eine vergessene Chance». Ich gebe dem Motionär, Grossrat Leuenberger, das Wort.

Samuel Leuenberger, Bannwil (SVP). Wir möchten über alle Ziffern einzeln abstimmen, das will ich gleich zu Beginn sagen. Als Behördenvertreter einer kleinen Gemeinde konnte ich in den vergangenen dreissig Jahren mithelfen, übergemeindliche Strukturen aufzubauen sowie Zusammenarbeiten zu entwickeln. Vieles hat sich bewährt, einiges musste weiterentwickelt werden. Es ist hier nicht der Ort, alles aufzuzählen, was wir machen konnten. Es begann bei den Sozialdiensten und hörte bei der Feuerwehr auf. Sie konnten ja auch in der Zeitung vom Kompetenzzentrum für Bauverwaltungen in der Region Herzogenbuchsee lesen. Fusionen haben wir immer mit Interesse beobachtet, einige haben sich ergeben, andere mussten gezwungenermassen herbeigeführt werden. In der ersten Phase der Fusionswelle sprach man vor allem von Kosteneinsparungen, aber man stellte dann rasch fest, dass diese gar nicht eintreffen, sondern dass viel längere Wege entstehen und vor allem eine Kostenentwicklung stattfindet. Das wurde dann auch von der Studie der HSG St. Gallen bestätigt. Es zeigte sich, dass nicht finanzielle Vorteile im Vordergrund stehen können. Vielmehr hat der Regierungsrat erwähnt, dass auf die Leistungssteigerung und auf leistungsfähige, starke Gemeinden Wert gelegt werden muss. Aufgrund der Motion Müller (P 177-2014) entstand denn auch der Bericht «Zukunft Gemeindelandchaft Kanton Bern».

Als Vertreter einer kleinen Gemeinde und einer kleinräumiger Struktur tauchen beim Lesen dann schon ein paar Gedanken auf. Es gibt durchaus auch kleine Gemeinden, die leistungsfähig sind, zum Beispiel 3376 Berken. Dieser Gemeinde müssen Sie nicht vormachen, wie man eine Gemeinde führt, auch wenn sie nur 43 Einwohner hat. Auch 4911 Schwarzhäusern ist bereit, leistungsstark und eigenständig. Zudem sind die beiden Gemeinden übergemeindlich so organisiert, dass der Fusionsgedanke gar nicht weiterverfolgt werden muss.

Die Transformationskosten, die wir ansprechen, wurden für den Bericht nicht berechnet. Nimmt man mit den Zahlen, die genannt worden sind, eine Hochrechnung vor, kann man durchaus zu folgendem Schluss kommen: Wenn die Hälfte der Einwohner des Kantons Bern fusioniert werden sollen, wird uns das einen hohen dreistelligen Millionenbetrag kosten. Bei den Zahlen handelt es sich um Erfahrungszahlen, aber auch um Zahlen aus anderen Kantonen. Einen solchen Betrag kann sich der Kanton Bern schlicht nicht leisten. Wir haben noch andere Strategieziele als jenes der Gemeindefusionen, nämlich die Justizvollzugsstrategie oder die ganze Geschichte mit der IT, die uns noch sehr viel Geld kosten wird. Wir haben es in den vergangenen Tagen gehört: Bis ins Jahr 2030 werden wir einen Fehlbetrag von 1 Mrd. Franken aufweisen. Die Professionalität, die in Zusammenhang mit den Gemeindefusionen angesprochen wird, ist ganz klar ein Kostentreiber. Warum sprechen wir von vergessenen Chancen? – Kleinstrukturen können durchaus effizient sein, sie können gefördert werden, und sie können produktiv sein. Beim Lesen des Berichts kommt man zum Schluss, dass gross gut und klein ineffizient ist. Wir könnten aber viele Beispiele bringen, die das Gegenteil beweisen. Die

soziale Komponente kleinräumiger Strukturen der Gemeindevielfalt geht vergessen, nämlich die sozialen Kontakte.

Aufgrund der Analyse der Motion Müller und deren Resultat kommen wir zum Schluss, dass der Regierungsrat einen Luftballon produziert hat. Sicher ist es gut, wenn man mal dort reinsticht. Die Berner Bevölkerung wird einen Strategiewechsel vom Prinzip der Entwicklung von unten nach oben zum Prinzip der Entwicklung von oben nach unten wahrscheinlich nicht akzeptieren. Die Berner Gemeinden sind eigenständig und willig, sich selber zu organisieren. Der Raum Langenthal hat es gezeigt. Aus diesen Gründen und vielleicht auch aus denjenigen, die meine Mitmotionäre noch darlegen werden, bitte ich Sie, diese Motion zu überweisen, so nach dem Motto, es wäre eigentlich einfach, wenn wir für uns selber sorgten.

Präsident. Ich gebe dem Mitmotionär, Grossrat Knutti, das Wort.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Offenbar nimmt man das sogenannte Postulat von Kollege Müller (*P 177-2014*) sehr wichtig: Man will den Auftrag wahrnehmen und fasst es ins Auge, den Kanton Bern allenfalls in 50 Gemeinden umzuwandeln. Ich muss ehrlich sagen, mir persönlich ist es sehr schleierhaft, wie man auf diese Idee kommen kann. Unter den 347 Gemeinden befinden sich sehr viele, die super gut funktionieren. Aus meiner Sicht macht es absolut keinen Sinn, Ressourcen in eine Fusionsstrategie zu stecken. Die Berner Gemeinden sind leistungsfähig und stark, und sie nehmen ihre Aufgaben eigenverantwortlich und mit der nötigen Qualität wahr. Ich persönlich werde andauernd von Vertretern kleiner Gemeinden aufgefordert, mich in Bern gegen solche unnötigen Pläne zu wehren.

Ich muss noch etwas zur Haltung der FDP sagen: Ich persönlich kann es nicht nachvollziehen, dass man bei Geschäften, die Gemeindefusionen betreffen, alles daran setzen will, dass der Kanton Bern zu einer unübersichtlichen Gemeindefusion mit sehr grossen Gemeinden wird, und unser bewährtes Milizsystem einfach aushungern will. Ich verstehe den Drang der FDP nach Gemeindefusionen wirklich nicht. Fusionen müssen von selber wachsen, sie dürfen nicht unter Zwang vorgenommen werden, und ich bitte Sie, dies zu akzeptieren und hier umzudenken.

Ich beziehe mich auf eine Studie der Universität St. Gallen, damit der eine oder andere hier im Saal doch noch merkt, dass ich mich nicht auf dem Holzweg befinde. Die Studie der Universität St. Gallen untersuchte 142 Gemeindefusionen in 10 Kantonen. Kosteneinsparungen gelten als attraktives Argument für Gemeindefusionen. Aber das stimmt so nicht. Die Budgets werden grösser und auch der Appetit nach Ausgaben. Unübersichtlichere und komplizierte Abläufe sind die Folge. In der Studie ist von 34 Gemeinden des Kantons Bern die Rede, die unterstützt worden sind, und dafür setzten wir bisher 23 Mio. Franken ein. Aus meiner Sicht ist es schade um dieses Geld, man hätte es besser einsetzen können.

Ich zitiere aber gerne noch den Betreuer der Studie, Christoph Schaltegger: «Die Kantone sollten Gemeindefusionen nicht mehr finanziell unterstützen. Fusionen sollen vielmehr von der Bevölkerung aus angeregt werden und sich mit Gründen ausserhalb der Kosten rechtfertigen.» Aus diesen Gründen muss im Kanton Bern ein Umdenken stattfinden. *(Der Präsident bittet den Redner, zum Schluss zu kommen.)* Ich möchte noch meine Gemeinde Därstetten mit 856 Einwohnern erwähnen. Der Gemeindeschreiber hat eine 80-Prozent-Stelle, der Finanzverwalter eine 50-Prozent-Stelle, der Verwaltungsangestellte eine 60-Prozent-Stelle ... *(Der Präsident schaltet dem Redner infolge überschrittener Redezeit das Mikrofon ab.)*

Präsident. Gibt es Fraktionserklärungen? – Mitmotionär Freudiger will nicht sprechen. Wir kommen also zu den Fraktionssprechern. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion: Grossrat Graf.

Urs Graf, Interlaken (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt die Motion Leuenberger ab und unterstützt die Antwort des Regierungsrates. Ich bin einverstanden: Der Erhalt bewährter Strukturen ist ein sehr wichtiges politisches Anliegen, auch für die SP-JUSO-PSA-Fraktion. Wenn man die Strukturen aber tatsächlich erhalten will, muss man sie halt auch von Zeit zu Zeit anpassen. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist das Dreistufenmodell, so wie wir es in der Schweiz kennen mit Bund, Kanton und Gemeinden eine äusserst bewährte Struktur. Es ist ein Erfolgsmodell, dass viele politische Entscheide dezentral, überblickbar und autonom in Körperschaften gefällt werden. Forschungen zeigen, dass genau in solchen Strukturen die Leerläufe und die Korruption kleiner und die Partizipation und die Identifikation hoch sind. Die Gemeinde ist ein Erfolgsmodell. Will man aber die dritte Ebene des Staates tatsächlich stützen, muss man sich den gewandelten Lebensgewohnheiten anpassen. Bei einer grossen Anzahl von Gemeinden, die so klein sind, dass sie ihre Aufgaben entweder nur noch im Verbund

lösen können, sie outsourcen müssen oder sie gar nicht mehr erfüllen können, wird die Gemeindeebene geschwächt, und vieles wird an den Kanton delegiert. Wir müssen wieder Gemeindegrössen haben, die den Lebensräumen und den Lebenswirklichkeiten entsprechen, die in der Lage sind, ihre Aufgaben autonom und kompetent zu erfüllen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion will die Gemeindeautonomie stärken und nicht schwächen. Und gerade weil sie die Gemeindeautonomie stärken will, müssen künftig die Gemeindegrössen den Anforderungen entsprechen. Deshalb lehnt die SP-JUSO-PSA-Fraktion sämtliche Ziffern der Motion ab.

Pierre-Yves Grivel, Biel/Bienne (FDP). Le postulat Müller (*P 177-2014*), déposé en 2015, a le mérite de faire bouger le canton gentiment. A quoi pourrait donc ressembler le canton, ou mieux encore, comment le Conseil-exécutif se représente le canton si sa subdivision, son découpage géographique et historique répondait à des critères comme l'économie, l'aménagement du territoire, les transports, et le nombre de communes? En février 2018, le Conseil-exécutif a présenté un premier rapport, puis l'a mis en consultation jusqu'à la fin mai 2018. Deux variantes sont présentées: v1 «optimisation légère», et v2 «réorientation stratégique». Les partis politiques se sont aussi prononcés. Mon parti, le PLR, s'est prononcé et soutient la variante 1. Chers motionnaires, la stratégie n'accorde pas une place particulièrement prépondérante à l'aspect financier pour le moment. Notre postulat veut tenir compte d'abord de la responsabilité et du contrôle de l'efficacité – ou pas – des fusions de communes, sous les angles économique, sociologique, démographique ou géographique.

L'autonomie financière des communes n'est pas directement liée à la politique bernoise en matière de fusions. En plus, on n'a pas décidé d'une valeur cible contraignante ou du nombre de communes dans un projet de fusion: 370, 150, 120 ou 50. C'était un peu une provocation avec 50, mais c'était la possibilité d'engager le dialogue. Il n'est pas judicieux de fixer un plafond, un chiffre maximal ou minimal qui pourrait justement empiéter sur l'autonomie des communes impliquées. Il faut plutôt tabler sur des fusions stratégiques: ce qui est valable dans une vallée ne l'est peut-être pas sur le plateau. On sait que les limites actuelles des communes, héritées du passé, ne reflètent plus la réalité d'aujourd'hui. La vision doit être une vision du futur, pas une obligation formelle, mais plutôt quelque chose en constante évolution. Nous sommes dans un processus participatif. Je comprends vos préoccupations, en particulier financières, au sujet de la diversité communale mais ce que vous demandez est actuellement irréalisable. On ne connaît pas encore les tenants et les aboutissants des préoccupations financières. Laissons donc le gouvernement présenter son rapport final au Grand Conseil. Le groupe PLR rejette la motion, et aussi le postulat si vous aviez l'idée de «wandeln».

Antonio Bauen, Bern (Grüne). Ich muss nicht alles wiederholen, was meine Vorredner bereits gesagt haben. Im Grossen und Ganzen können wir die Aussagen unterstützen. Auch die Grünen wollen starke, leistungsfähige und selbstbewusste Gemeinden, die in ihrem funktional sinnvollen Raum mit einer sinnvollen Anzahl von Einwohnerinnen und Einwohnern funktionieren können. Darunter verstehen wir Gemeinden, die in der Lage sind, ihren Personalbestand so zu gestalten, dass sie für ihre Bürgerinnen und Bürger einen modernen, professionellen Dienstleistungsbetrieb anbieten können. Starke Gemeinden sind das Fundament für einen starken Kanton. Wir erachten die Stossrichtung des ersten Berichts des Regierungsrates über die Zukunft der Gemeindelandschaft im Kanton als richtig. Man geht damit in die gleiche Richtung wie zum Beispiel der Kanton Tessin. So hat das Maggiateal, das früher in sehr viele kleine Gemeinden aufgeteilt war, mit der Fusion zu drei Gemeinden wieder viel mehr Autonomie gewonnen; es kann sich wieder selbst verwalten und sich für seine regionalen Anliegen einsetzen. Im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens wurden alle Gemeinden einbezogen und konnten ihre Anregungen und Einwände einbringen. Die Auswertung der Vernehmlassung sowie die Würdigung der Ergebnisse befinden sich noch in Arbeit. Deshalb macht es keinen Sinn, jetzt hier mitten im Verfahren einzugreifen. Es macht keinen Sinn, irgendwelche Berechnungen über die finanziellen Auswirkungen eines neuen Gefüges anzustellen, wenn überhaupt noch nicht klar ist, wie das dereinst aussehen soll. Es macht auch keinen Sinn, diesen sinnvollen und wichtigen Prozess jetzt durch ein Störmanöver zu verlangsamen. Wir müssen mit dem Kanton weiterkommen, wir müssen fitter werden, und das gilt auch für die Gemeinden in den gesamten Strukturen. Mit gesunden, guten und fitten Gemeinden wird auch der Kanton fitter. Wir Grüne wollen dereinst auf gefestigten Unterlagen mit klaren Anweisungen, wie man vorgehen könnte, entscheiden. Deshalb lehnen wir diese Motion ab, auch wenn sie allenfalls in ein Postulat umgewandelt wird.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Die EDU-Fraktion hat Sympathien für diese Motion und ihre Forderungen. Allerdings erachten wir den Zeitpunkt als nicht ideal und auch vom Vorgehen her machen

wir beliebt, jetzt mal den Bericht der Regierung abzuwarten und dann mit Planungserklärungen die absolut berechtigten Anliegen einzubringen. Deshalb werden wir uns der Stimme enthalten.

Moritz Müller, Bowil (SVP). Vertrauen Sie doch der Bevölkerung in den Gemeinden und den Gemeinderäten, und schnüren Sie deren Korsett nicht zu eng! Lassen Sie ihnen doch ihre Freiheit. Ich habe in meiner Gemeinde die Erfahrung gemacht, dass die Bevölkerung sehr kritisch gegenüber den Finanzen und den Strukturen ist. Es wurden bereits Fusionen vorgenommen, und man hat diesbezüglich Erfahrungen gemacht. Als Gemeindepräsident habe ich in den letzten zehn Jahren oft Rückmeldungen zu Fusionen verschiedener Gemeinden erhalten. Einige waren positiv und einige weniger. Und es hat halt auch wirklich mit dem finanziellen Aspekt zu tun. Es tut mir leid, aber vieles basiert halt auf diesem Aspekt. Wir müssen hier im Saal in diesem Bereich Entscheidungen treffen. Das war nicht nur in der letzten Zeit so, sondern es wird auch künftig so sein. Die Struktur des Kantons, die Gemeindelandschaft, die wir jetzt diskutieren, ist sehr wichtig für die Stärkung des Kantons. Diesbezüglich bin ich mit allen einverstanden.

Aber: Um diese Entscheidungen zu treffen braucht es aussagekräftige Grundlagen, damit wir nicht aus dem Bauch heraus entscheiden müssen. Unterstützen wir doch das Anliegen, wonach dieser Bericht nicht abgelehnt, sondern mit Zahlen ergänzt wird, so wie es gefordert wird – mit Zahlen, die sich auf vorgenommene Fusionen abstützen und auch ergänzt mit anderen Informationen, damit dieser Bericht wirklich in allen Bereichen eine grösstmögliche Aussagekraft aufweist. Nur so wird klar, was auf uns zukommt. Für das Füllen von künftigen Entscheiden, und auch für die Gemeinden, die sich für eine Fusion interessieren oder sich dafür entscheiden müssen, wäre das sehr wichtig. Denn die Kosten sind gegeben, da die Infrastrukturen vorhanden sind, ob die Gemeinde gross oder klein ist. Dann kommt es noch auf die Steuerzahler an. Zu berücksichtigen ist auch, dass aus zwei oder drei kranken Gemeinden nicht plötzlich eine gesunde Gemeinde entstehen kann. Man muss alles berücksichtigen. Deshalb müssen die vorgenommenen Fusionen vertiefter geprüft werden, auch der finanzielle Aspekt, denn dieser darf nicht einfach ausser Acht gelassen werden. Wir finden es wichtig, diesen Bericht jetzt noch etwas zurückzubehalten und ihn mit den geforderten Aspekten zu ergänzen. Bitte unterstützen Sie diese Motion, denn sie bringt uns vorwärts. Es ist nicht ein Rückschritt, wenn wir noch ergänzende Informationen fordern. Bitte helfen Sie mit.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Zuerst hat Grossrat Seiler das Wort.

Michel Seiler, Trubschachen (Grüne). Ich lehne es ab, kleine, von unten gewachsene Strukturen von oben durch den Fusionszwang zu zerstören. So werden funktionierende soziale Ressourcen eliminiert. Das kostet viel Geld, und die Sozialkosten werden rabiater weiter in die Höhe steigen. Immer grösser, immer billiger, wobei es dann eben nicht billiger wird, mit immer weniger Verantwortlichen – das ist keine nachhaltige Forderung. Ich stimme dieser Motion zu.

Patrick Freudiger, Langenthal (SVP). Ich danke meinem Vorredner sehr für sein Votum. Es zeigt, dass das Anliegen des Vorstosses durchaus überparteilich ist, und es ist durchaus auch der richtige Moment, darüber zu diskutieren. Der Grundlagenbericht, den man wahrscheinlich für einen grösseren Geldbetrag in Auftrag gegeben hat, sieht einen Zielwert von 100 bis 150 Gemeinden vor. Wir haben rund 350 Gemeinden. Ich muss es mit grosser Deutlichkeit sagen: Gemäss diesem Grundlagenbericht sind rund zwei Drittel der bernischen Gemeinden überflüssig. Es braucht sie nicht, man kann sie aus der Landschaft streichen. Das ist die Aussage des Grundlagenberichts. Das ist eine Respektlosigkeit sondergleichen gegenüber sämtlichen Frauen und Männern, die sich in der Gemeindepolitik ehrenamtlich, nach bestem Wissen und Gewissen und in der Regel auch sehr erfolgreich engagieren. Deshalb ist es jetzt der Moment, über diesen Grundlagenbericht zu diskutieren und dort, wo er nicht vollständig ist, Verbesserungen zu fordern. Liegt der Bericht dann zusammen mit dem Bericht der Regierung zu diesem Grundlagenbericht, der gemäss Vernehmlassung sehr wohlwollend ist, dem Grosse Rat vor, und halten wir dann fest, dass er unvollständig ist, müssen wir ihn trotzdem zur Kenntnis nehmen. Und was tun wir dann? Dann stehen wir vor einer vollendeten Tatsache. Jetzt haben wir aber noch die Möglichkeit, rechtzeitig zu intervenieren und eine Vervollständigung verlangen. Noch an den Fraktionssprecher der EDU: Planungserklärungen sind politisch verbindlich, aber sie sind nur politisch verbindlich. Will man wirklich einen wirksamen Hebel ansetzen, muss dies eben im Rahmen der Motion erfolgen.

Die Regierung sagt in ihrer Antwort, die Transformationskosten müssten nicht näher abgeklärt werden. Das ist einer der Punkte, weshalb die Motionäre sagen, der Bericht sei unvollständig. Er erwähnt

die Kosten für die Transformationen nicht; das ist einer der Hauptpunkte. Wenn zwei Drittel der Gemeinden von der Landschaft verschwinden sollen, möchte ich gerne eine Aussage darüber, wie teuer das ist. Denn sonst haben wir das gleiche Ergebnis, wie es bei den meisten vermeintlichen Sparbemühungen aus Zentralisierungsgründen der Fall war. Es gab viele wohltuende, allgemein klingende Aussagen, wonach eine Zentralisierung die Kosten senke und die Effizienz stärke. Und nach der Durchführung stellte man fest, dass keine Einsparungen vorgenommen werden können, sondern dass das Ganze noch teurer wird. Man sollte uns vor der Zentralisierung sagen, wie teuer diese kommt, und nicht erst nachher. Denn wir haben zu Unrecht auf Allgemeinplätze vertraut, die sich nicht bewahrheitet haben.

Noch ein Wort zum letzten Punkt, dieser wurde bisher nicht erwähnt. Fusionen von mehr als sieben Gemeinden sollen nicht gefördert werden. Im Oberaargau Nord gab es ein Projekt mit elf Gemeinden, das namentlich vom Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) gepusht wurde. Man wollte ein Fusionsprojekt daraus machen. Das hat aber dann dazu geführt, dass es den Leuten am Schluss nicht mehr passte, weil es zu gross und zu unübersichtlich war, und dann wurde es abgelehnt. Möglicherweise wäre eine kleine übersichtliche Fusion angenommen worden. *(Der Präsident bittet den Redner, zum Schluss zu kommen.)* Ja, ich komme zum Schluss. Mit dieser Ziffer ermöglicht man übersichtliche Fusionen, verhindert aufgeblähte bürokratische Fusionen und spart dann auch noch Geld.

Präsident. Ich erteile das Wort der Regierungsrätin.

Evi Allemann, Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektorin. Es besteht nach wie vor ein klarer Auftrag des Grossen Rates, die kantonale Fusionspolitik weiterzuentwickeln. Es ist ja bemerkenswert, dass dieser Vorstoss genau in der Vernehmlassungsphase eingereicht worden ist. Er wurde am 19. März, mitten im Wahlkampf, eingereicht, während dem die Vernehmlassung zum regierungsrätlichen Bericht über die Zukunft der Gemeindelandschaft stattfand. Diese Vernehmlassung fand nämlich zwischen Februar und Mai 2018 statt. Inzwischen haben wir diese ausgewertet, und wir wissen, wie wir weiterfahren müssen, und der eine oder andere Punkt dieser Motion erübrigt sich ohnehin. Wie Sie sich erinnern können, schlägt der Bericht zwei Varianten vor. Die Variante einer Reduktion auf 50 Gemeinden stand schon gar nicht mehr zur Debatte. Diese Variante wurde quasi schon vom Expertenbericht vom Tisch gewischt und kam nicht einmal mehr in diesem Bericht vor. Es gab dann die Variante «Optimierung light», die sogenannte Variante 1, mit der man am Bisherigen anknüpft, die strategischen Fusionen fördert und einen sogenannten Zentrumsbonus konkret ausarbeitet. Sie hat leistungsstarke, leistungsfähige Gemeinden zum Ziel, und zwar ohne die Gemeindeautonomie zu beschneiden, ohne einen finanzpolitischen Anspruch auf Sparen zu haben. Dies war nie ein Ziel, weder des Postulats Müller (*P 177-2014*) noch der regierungsrätlichen Fusionspolitik, die hier vom Grossen Rat mitgetragen worden wurde.

Die zweite Variante schlägt die Zielgrösse von 100 bis 150 Gemeinden vor. Ich habe es bereits in der SAK gesagt, als wir uns noch im vertraulichen Rahmen befanden. Demnächst werde ich den zweiten Mitbericht zu diesem Bericht eröffnen, den Sie gemäss Ihrer Geschäftsplanung in der Sommersession beraten werden. Die Option der 100 bis 150 Gemeinden werden wir nicht weiter verfolgen. Sie fand in der Vernehmlassung keine Mehrheit, beziehungsweise sie fiel durch. Hingegen wird die Weiterentwicklung der kantonalen Fusionspolitik grossmehrheitlich und sehr breit, also nicht nur in der Parteienlandschaft, sehr unterstützt, sondern auch von den Regionalkonferenzen und anderen, die sich geäussert haben. Sie soll optimiert werden, und es sollen strategische Fusionen angepeilt statt mit der Giesskanne Geld ausgegeben werden. Darauf soll gesetzt werden. Zudem wurde mehrfach angeregt, dass es von unten kommen und freiwillig bleiben muss. An diesen Grundsätzen knüpfen wir an. Mit diesem Vorschlag werden wir in den Grossen Rat kommen, und darüber werden Sie diskutieren können. Sie werden sich dazu äussern können, ob Sie doch lieber eine Verfassungsänderung initiieren, noch weiter gehen und auf Zwang setzen möchten. Ich glaube, unser Kanton lebt davon, dass die Gemeindeautonomie wichtig ist und die Gemeindelandschaft von unten her gemeinsam mit den direkt Betroffenen entwickelt wird, dabei ein partizipativer Ansatz gewählt und die Gemeindegemeinschaft gemeinsam entwickelt wird. Es sollte nicht so sein, dass der Kanton als graue Eminenz in der Hinterstube entscheidet, wie viele Gemeinden es geben soll. Die Vernehmlassung hat sehr deutlich zum Ausdruck gebracht, dass dies der richtige Ansatz ist, und daran möchte ich festhalten. Das war denn auch der Auftrag des relativ klaren Entscheids des Grossen Rates zum Postulat Müller (*P 177-2014*), den wir erhalten hatten.

Noch eine lustige Episode: Es handelte sich dabei ja um den ersten Vorstoss mit Preisschild. Die Regierung sagte damals, sie könne das Postulat Müller (*P 177-2014*) nicht ohne zusätzliches Geld von

Ihnen umsetzen, und Sie sprachen dann ganz explizit für diese Studie Geld. Man nahm also nicht von irgendwoher noch ein bisschen Geld und verschwendete es, sondern der Grosse Rat erteilte einen ganz klaren Auftrag, den er auch gleich selber finanzierte. Auch dies ist eine Episode in der bernischen Fusionsgeschichte, und ich bitte Sie deshalb, den Weg, den Sie selber eingeschlagen haben, weiterzuführen. Selbstverständlich bringen wir nicht den Bericht, wie er in der Vernehmlassung war, eins zu eins in den Grossen Rat. Vielmehr übernehmen wir die Resultate aus der Vernehmlassung, eliminieren eine Variante und bringen einen konkreten Vorschlag, wie die Fusionspolitik künftig aussehen soll. Es trifft also nicht zu, dass wir diesen Bericht eins zu eins in den Grossen Rat bringen, ohne die Vernehmlassung berücksichtigt zu haben.

Und noch ein letztes Wort: In der Vernehmlassung wurde nirgends gefordert, vertiefte Abklärungen zu den Themen, die jetzt im Vorstoss gefordert werden, zu machen. Es wurden andere Themen aufgeworfen, wie zum Beispiel, dass wir den Zentrumsbonus konkretisieren sollen, dass der Fusionsrichtplan nicht verbindlich sein soll und so weiter. All dies werden wir in den weiteren Diskussionen berücksichtigen, und wenn wir nach Plan weiterfahren können, werden Sie im Juni 2019 die Gelegenheit haben, den Bericht nicht nur zur Kenntnis zu nehmen, sondern auch Planungserklärungen dazu zu verabschieden.

Präsident. Ich gebe das Wort noch einmal dem Motionär, Grossrat Leuenberger.

Samuel Leuenberger, Bannwil (SVP). Wir gehen nun folgendermassen vor: Wir haben abgemacht, dass wir die Punkte 1, 5 und 6 in ein Postulat wandeln. Ich bedanke mich bei all den Rednern, die in den vergangenen Minuten die Gemeindeautonomie so hochgehalten haben. Ich war zum Teil schon ein bisschen erstaunt, aber wir haben diese Versprechen gehört, und das «Tagblatt des Grossen Rates» wird geschrieben. Ich danke auch der Frau Regierungsrätin für ihre Ankündigung, die Punkte, die sie erwähnt hat, entsprechend anzupassen. Wir sind gespannt auf den Bericht im Juni 2019. Ich bitte Sie, den Punkten, die wir in ein Postulat gewandelt haben, zuzustimmen und die andern, die immer noch als Motion bestehen, als Motion anzunehmen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Der Punkt 1 ist in ein Postulat gewandelt worden. Wer diesem als Postulat zustimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	50
Nein	88
Enthalten	0

Präsident. Sie haben das Postulat abgelehnt mit 50 Ja- gegen 88 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen. Wer den Punkt 2 als Motion überweisen will stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	45
Nein	89
Enthalten	4

Präsident. Sie haben den Punkt 2 abgelehnt mit 45 Ja- gegen 89 Nein-Stimmen bei 4 Enthaltungen. Wer den Punkt 3 als Motion überweisen will stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja 44

Nein 90

Enthalten 3

Präsident. Sie haben den Punkt 3 abgelehnt mit 44 Ja- gegen 90 Nein-Stimmen bei 3 Enthaltungen. Wer den Punkt 4 als Motion überweisen will stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 4)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja 44

Nein 88

Enthalten 5

Präsident. Sie haben den Punkt 4 abgelehnt mit 44 Ja- gegen 88 Nein-Stimmen bei 5 Enthaltungen. Wer den Punkt 5 als Postulat überweisen will stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 5 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja 49

Nein 87

Enthalten 1

Präsident. Sie haben den Punkt 5 als Postulat abgelehnt mit 49 Ja- gegen 87 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung.

Wer den Punkt 6 als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 6 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja 47

Nein 91

Enthalten 0

Präsident. Sie haben auch diesen Punkt abgelehnt mit 47 Ja- gegen 91 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Wir sind noch nicht fertig. Ich bitte Sie doch, noch kurz Platz zu nehmen, vielen Dank. Es liegen noch drei Geschäfte vor.

Geschäft 2018.RRGR.213

Motion 074-2018 Graf (Interlaken, SP)**Zurverfügungstellung von Parkplätzen an sinnvollen Orten, so dass die Zahl von Fahrgemeinschaften von Pendlerinnen und Pendlern zunimmt**

Präsident. Der Motionär ist schweren Herzens bereit, diesen Vorstoss in die Märzsession zu verschieben. Ich danke ihm für das Verständnis.

Geschäft 2018.RRGR.135

Motion 029-2018 Gabi Schönenberger (Schwarzenburg, SP)**Kindesschutz-Programm gegen innerfamiliäre Gewalt**

Präsident. Auch bei dieser Motion ist die Motionärin mit einer Verschiebung in die Märzsession einverstanden. Auch hier vielen Dank für das Verständnis.

Geschäft 2018.RRGR.184

Motion 050-2018 Grogg-Meyer (Bützberg, EVP)**Keine Durchführung eines Folgeprojektes, bevor die Ergebnisse des Projektes OeHE nicht als Gesamtplanung vorliegen**

Präsident. Die Motionärin ist mit der Antwort der Regierung einverstanden. Ist dies bestritten? – Das ist nicht der Fall. Somit können wir über das Traktandum 73 abstimmen. Wer diese Motion annimmt und gleichzeitig abschreibt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Annahme und Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme und gleichzeitige Abschreibung

Ja 131

Nein 0

Enthalten 0

Präsident. Sie haben die Motion angenommen mit 131 Ja- gegen 0 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen. Gleichzeitig haben Sie sie abgeschrieben.

Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, damit sind wir am Schluss der Novembersession angelangt. Ich möchte an dieser Stelle noch kurz ein paar Worte über diese Session verlieren. Anfänglich hatten wir einen Rückstand von 120 Minuten. Wir haben diesen aufgeholt und sogar einen ganzen Tag herausgeholt. Das ist auf die disziplinierte Arbeit des Rates zurückzuführen. Ich danke Ihnen dafür. In dieser Zeit haben wir ebenfalls an der «REP»-Studie der Universität Genf teilgenommen. 141 Grossrätinnen und Grossräte haben mitgemacht, also 88 Prozent. Ich danke Ihnen dafür, dass Sie diesem Anliegen so zahlreich entsprochen haben.

Im Weiteren möchte ich mich noch dazu äussern, dass wir in der Finanzdebatte Sparanträge nicht rückgängig gemacht haben. Allerdings haben wir mit unserer Effizienz hier im Rat einen Beitrag dazu geleistet, dass der Ratsbetrieb billiger geworden ist, nämlich dadurch, dass wir einen ganzen Tag

eingespart haben. Auch dafür gebührt Ihnen ein grosses Dankeschön. Ich wünsche Ihnen eine gute Adventszeit, eine gute heilige Zeit und einen guten Rutsch ins neue Jahr, und ich hoffe, Sie im März hier wieder gesund begrüßen zu dürfen. Somit ist die Novembersession geschlossen. (*Applaus*)

Schluss der Sitzung und der Session um 16.25 Uhr.

Die Redaktorinnen:

Dorothea Richner (d)

Sara Ferraro (f)